

ZEGERI BERNARDI
VAN ESPEN

JURIS UTRIVSQUE DOCTORIS,
& SACRORUM CANONUM Professoris
in Academia Lovaniensi,

O P E R U M,

Quæ hætenus in lucem prodierunt,

P A R S S E X T A;

C O N T I N E N S T R A C T A T U S,

- I. De Promulgatione Legum Ecclesiasticarum ac speciatim Bullarum & Rescriptorum Curiae Romanæ.
- II. De Censuris Ecclesiasticis.
- III. De Intercessione Episcoporum pro Reis, &c. sive de Immunitate locali, seu Asylo Templorum.
- IV. Concordia Immunitatis Ecclesiasticæ, & Juris Regii.
- V. De Recursu ad Principem.



LOVANIÏ,
SUMPTIBUS SOCIETATIS.
ANNO M. DCC. XXXII.

Cum Approbationibus, ac Permissu Superiorum.

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
LIBRARY
1100 EAST 58TH STREET
CHICAGO, ILL. 60637

94 5

A D L E C T O R E M

EN, benevole Lector, Editionem novissimam, eamque auctiorem Operum Clarissimi Espenii e prelo profectam, quæ jam affecta moneor ab Amico Theologo, hæc opera quamvis utilia plurima continent, quæ vix alibi congesta reperias, nonnulla ramen iis inspergi quæ doctrinam non sanam, & partis Pontifici Ecclesiæque pridem infensæ studium redolent. Quare ejusdem Theologi hortatu, Eminentiissimi Cardinalis Bissy, Meldensis in Gallia Episcopi de Authore nostro judicium in cautionem præfigendum censui, ut venenum sine antidoto non propinetur.

EXTRAIT DE L'INSTRUCTION PASTORALE de Son Eminence Monseigneur le Card. de Bissy Evêque de Meaux, &c. imprimée à Paris l'an 1722. pag. 292.

OBJECTION.

Les Decrets (dit le Scavant Van Espen dans son Traité de la promulgation des Loix Ecclesiastiques part. 3. asp. 1. §. 1. pag. 38.) " qui se définissent aucun Dogme de foi & qui condamnent seulement certains Livres, ou qui défendent de se servir de certaines expressions, ne sont pas proprement des Decrets Dogmatiques, qui ne puissent être changés, mais il faut les considérer comme des reglement de Discipline.

RESPONSE.

A Entendre ici Van Espen, qui ne le prendroit pour quel- que ancien Theologien du premier Ordre, dont le sentiment fût dans l'Eglise une autorité respectable! Cependant ce n'est qu'un Juriconsulte peu instruit des Principes de la sainte Doctrine, & qui toute le Monde feroit avoir été fort attaché au parti, qui trouble aujourd'hui l'Eglise. Le livre même, qu'on oseroit opposer n'a été imprimé, qu'en 1712, dans la vue d'insinuer d'avance la Bulle Unigenitus, à la quelle l'Auteur faisoit, qu'on travailloit à Rome. On va voir par quelques uns de ses principes, de quel poids doit être son témoignage dans l'affaire présente.

On reconnoît d'abord dans son Ouvrage le caractère de tous les Ecrits des Novateurs, par l'affectation sensible qu'oo y voit pour rendre le Pape odieux, & insinuer le mépris de son autorité. Parant de la manière dont on fait à Rome l'examen, & la Censure des Livres, il assure (par 4. c. 1. §. 1. pag. 22.) que c'est perque tous jours sans Connoissance, que le Pape ou ait; qu'a peine un Cardinal à part à l'Examen, & que tout se decide sur le rapport de quelques Religieux, ou ignorans, ou prevenus des sentimens de leur Ecole, ou même vendus aux Puissances, qui les font agir. Dans un autre endroit il designe, & il calcule le Livre de Quesnel sans le nommer, en établissant (ibid. §. 3. pag. 23.) " que quand un Livre est bien reçu dans une Province, ou dans un Diocèse, que le peuple le trouve edifiant, & qu'il porte l'approbation de personnes respectables, ou ne doit pas le condamner, quand il auroit des endroits dangereux, & même quelques legeres erreurs; parce qu'alors le Mal qu'il pourroit faire dans le peuple, seroit moindre que le scandale de rendre suspects les Pasteurs, qui l'auroient approuvé.

O Systema Eminentiſſimi Viri Jansenii locum Espenii & Tractatus de Promulgatione Legum Ecclesiasticarum part. 3. cap. 1. §. 1. pag. 38. ubi ait: " Decreta quædam — quia nullum fidei dogma, tanquam & Decretum — latam proponunt aut definitum propriè dicti non possunt — decreta dogmatica seu decreta fidei nulli mutationi aut variationi obnoxia, sed inter decreta disciplina referenda sunt, quæ pro temporum, locorum ac personarum conditione ad conservandam fidei integritatem, & partem potest esse convenientia vel non convenientia, atque ita tanquam decreta disciplina mutationi obnoxia.

Respondet Eminentiſſimus Cardinalis, Assistentis Pastoralis An. 1722. edita pag. 292. in hæc verba, quæ ex Gallico latine reddita subjungimus.

Quis audienti Espenium hic laudari non potius sumus pro quodam prime classis antiquo Theologo acciperet, cuius sententia venerabilis habetur in Ecclesia auctoritatem. Et tamen Espenius ille non est nisi Juris peritus, principum sana doctrina perum gnarus, quem falsiorum Ecclesiarum hodie rarissimi mordicus adhaesit nemo ignoret. Liber adeo iste, qui nobis hic obicitur ante primum 1712. in lucem prodierit, ex antiquo Confessio, at Confessionem Unigenitus, quam tunc Roma audi scilicet Author, in antequam infirmaret. Et quibusdam hujus Tractatus principia sui tria coram caput pendetis debet esse ipsius in præfatus Tractatum.

In hoc Tractatu, lucubrations & Novatorumque officina prodensum character statim dignoscitur, & studio palpabili, invidiam confidendi summo Pontifici, ejusque auctoritatem in contemptum adducendi. Loquens de modo quo librorum examen, & censura Roma peragitur par. 4. cap. 1. §. 1. pag. 22. asserit, fere semper absente, & infirmo Pontifice illam peragi, & raris Cardinalium aliquem examinis imperium venire, decerni omnia ex relatione Regularium aliquem, vel Imperitorum vel opinionibus suis Scholæ præsentantur, vel quorum animus prænotus sit contra libros qui potentiores manifestant adversarios. Alibi (§. 3. ejusdem cap. pag. 23.) " Quotieslibet librorum tunc designat excusari, dum asserit contingere subinde posse, ut liber aliquem in certa provincia aut Diocesi a Pastoribus, & animarum directoribus tanquam pax, & infirmo. Illi populi commotione ferre commendat, & vicissim a populo avide recipi, & sine offensione tolli. vel etiam a viris spectatis doctrina, & magna apud populum auctoritate probatur. — Cum libellus prohibitus in tali loco non conveniret, etiam si liber ille revera quidem obscurior quosdam contineret expressiones aut etiam troverit aliquos errores, ita ut ex ejus libello aliquid erroris periculum imminere posset. Sed si periculum ex hujusmodi obscurioribus expressibus aut etiam viciis erroribus populo imminere consueverat committit, quod de particularibus circumstantiis contentum.

Mais c'est dans la cinquième partie, qu'il se montre à découvert, en avançant des Principes, qui détruisent l'uniformité de la profession de la Foi, qui annulent toute Jurisdiction Ecclesiastique, & qui rendent l'autorité seculiere arbitre des Decisions de foi, quant à l'exécution, & même quant à la substance.

Le premier de ces Principes est celui, qu'on Nous suppose, qu'il n'y a de Bulles, ou de Decisions véritablement Dogmatiques, que celles, qui définissent quelque Dogme certain, fixe & déterminé, & que tous les autres ne sont, que de Discipline, lesquels peuvent avoir lieu dans un tems, & non pas dans un autre. Pour refuter ce Principe, il suffit de faire observer, qu'il détruit entièrement les condamnations portées par le Concile de Constance contre les erreurs de Viciel, & de Jean Hus, les Bulles de Pie V. de Gregoire XIII. & d'Urban VIII. contre Bajus & Janfenius, les censures publiques en différens tems par les Papes, par le Clergé de France & en particulier celles des 88. propositions de Molinos, des 23. du Livre des Maximes des Saints, celles d'Alexandre VII. & d'Innocent XI, sur un grand nombre de propositions de morale. Selon cet Auteurs, tous ces jugemens qui ne définissent certainement aucun point de foi fixe & déterminé, ne regardent que la Discipline; & par conséquent n'auroient plus lieu selon lui dans de certains tems, dans de certains lieux, & à l'égard de certaines personnes.

Mais quelle preuve apporte-t-il d'un si étrange principe? aucune, si ce n'est que le Concile de Trente a rangé parmi les matières de Discipline la condamnation des Livres, de la fait est absolument faux. En finant la Session XIII. et la fin de la XXV. on voit clairement par tous ce que le Concile déclare, il ordonne dans ces deux endroits, qu'il a regardé l'examen et la Censure des Livres, comme une matière, qui appartient à la doctrine, et à la foi.

Après avoir ainsi dégradé les Jugemens, que rend l'Eglise sur d'autres points, que sur les Dogmes précis, Van Elphen attaque son autorité dans les Jugemens même, qu'il appelle proprement dogmatiques, qui selon lui établissent un point de loi certain, & déterminé. Car il déclare, que les Princes ¹¹ p^rezendent, que ces Jugemens ne peuvent être publics, & caucques qu'après qu'ils ont été examinés & confirmés par l'autorité Seculière ¹² & il approuve cette prescription.

Pour prévenir l'objection, que cette Doctrine rend les
Princes arbitres de la foi, il distingue entre la créance in-
terieure, & la profession extérieure du Dogme, & il avoue,
qu' l'autorité temporelle n'est pas nécessaire pour la
créance intérieure, & qu'il suffit, pour que les Fidéles
soient obligés de croire, qu'ils connoissent suffisamment
dur quelque voye que ce soit, qu'un tel dogme est
défini par l'Eglise. Mais pour la profession extérieure-
se, il veut, qu'elle ne soit ordonnée, que par la loi du
Prince qui permet la publication, & l'exécution d'une
Bulle Dogmatique. Quel Maître de Théologie pour
les Fidéles, qu'un homme, qui enseigne, qu'on est obligé
de croire un dogme, & qu'on n'est pas obligé de le profes-
ser! Car il s'ensuit de là qu'il n'y aura plus d'uniformité
dans la profession de la foi, & qu'elle n'est plus générale
à la Religion; contre ce que l'Apôtre enseigne, " qu'
on doit, croire de Cœur, d'une même voix, & confesser
de bouche pour être sauvés.

Bien plus comme si cet Auteur se repentoit d'avoir
enseigné, que l'obligation de croire intérieurement ce
que

ex eius libri prohibitione in eisdem locis immunes, fieri pos-
 se ut periculum ex lectione dissolutis amovamus, nullum
 nos equiperari quod scandalum ex prohibitione videtur
 oritur — et facillime contingeret, si ob id librum fieri
 prohibitionem populus de Pafforum, qui librum illum
 commendat, sinceritas vixisset inceptis, argu-
 susse habere, qui de arcanis fidei aut morum precep-
 ta a Pafforis audiret.

Sed in quinta demum parte animi sui sensu aperte prodit, cum principia præfert que professionis fidei notitiam convellunt, universam jurisdictionem Ecclesiasticam extinguunt, & auctoritatem secularem decretorum fidei in excusatione, imo in ipsa etiam rerum substantia arbitrariam constituant.

Hoc non grimum est illud ipsum cum hic nobis dicitur. Nullas esse Bullas fidei decernere non dogmatibus, nisi quod deinde aliquo certo fixum ac determinatum sit, namque, alias omnes ad disciplinam fidei pertinere, que non tempore habere possunt, non alio. Ad confirmandum hoc principium sufficit observare, illo tempore auctoritas damnationis Concilii Constantiensis, adversus errorem Putschii, Joann. Pili, Bullas Pa. P. & Gregorii XIII. ac Urbani VIII. contra Baptist. & Janfenium. Censuras diversis temporibus publicatas a summis Pontificibus, & a Clero Gallicano, ac nominatione Censuras 68. propositionum Arminii & 23. librorum theol. Eusebii Sandoruciani interscriptorum, Censuras Alexandri VII. & Innocentii XI. adeoque multas propositiones Theologi in moralibus scripturas, & Juxta Insti. Auctoris sententiam hic omnia iudicia super melius fieri fixa ac determinata quod demonstrat solum disciplinam sedentem, adeoque ipso iudice, non habentia cum certo tempore in certis locis, & ratione certarum personarum.

At enim quoniam huius tam absurdæ principii rationem asserere nullum. Nisi quod Concil. Trid. ad materiam disciplinæ spectantes reversit. Sed hoc ratio plane falsa est. Quisquis Sessum XIII. & sœm XXV. perlegit, et omnibus que Concilio atroce declaratae ac fœmæ, clare perspicit, aliud, eximem ac Constatum liberrum spoliare totamque materiam potestatem ad Doctrinam, & ad fœm.

Postquam Episcopus Ecclesie iudicia super rebus ad damna non precise pertinetibus in se gradat deiecit, aggreditur ejusdem auctoritatem circa ipsa omnia iudicia, quae propriis damnis vocat, quibusque ipsius aliquod fidei caput certum determinat aqueo fluctuat. Declarat enim, Principes vellet in hac iudicia publicari et a seculari mandatorum pignus, quia primi ad auctoritas seculari expensa fuerit; et confirmata, et hanc Principum voluntatem ipse ratam habet, "Quoniam ex examini hac Bulla subijci precepsit pronuntiam in suis rescriptis distinctionibus, et terminis per modum legis promulgatur, et executioni mandatur pat. 5. c. 1. 4. q. 3. 39.

Ut autem accuratius obijctiones, quas huc de divina Prin-
cipii fidei auctoritate confutamus, distinguat. Etenim fidem in-
ternam a profectum externum designamus, & sicut auctori-
tatem Sacramentum non esse necessarium ad fidem internam,
& ad hoc ut fideles credamus inquam sufficere, ut quatenus
deum vni vni sufficienter agnoscant, ita deum esse ad Ec-
clesiam definitum. At profectum externum vult Principii
publicacionem & extensum Italia designare promittens
ipse decretum. Quapropter Placitum Regium requi-
ramus spiritus istum fidei asserendum profectum designari,
de quo fideles sufficenter constet ad extensum, sed
demonstrat extensum aliud, quod consistit in ipse dogma-
ti externa profectum, publicacione & extensum. Quibus
ipse fideles ad profectum externum designari debemus
consequenter. Ibidem §. 1. p. 40. Probi quibus Theologia
Ad quod, ducit fideles dogma aliquod tamen credere,
sed non tamen illud profectum. unde enim sic non fidei auctori-
tas, sed fidei profectum infirmum, nec ea fidei religiose mersura,
contra doctrinam Apostoli ad Rom. 10. Corde enim
creditur ad iustitiam, ore autem confessio fit ad salu-
tationem.

*Imo, quod amplius est, quasi hanc Anchoram perennif-
set decessisset obligationem interius credendi id, quod Eccle-
sia*

que l'Eglise à décidé, ne dépend point du Prince, il va jusqu'à affranchir le peuple fidèle de l'obligation même de croire, jusqu'à ce que le Prince le soit explicitement. "Les Princes, dit-il, perdront avec grand regret, si, pour les Décrets du saint Siège, même ceux qui appartiennent à la Foi, doivent être sujets à leur examen, & confirmés par leur décret, avant que les peuples, qui leur sont soumis, soient obligés de l'y conformer." Affirmement l'obligation, qui résulte d'une Bulle dogmatique, n'est autre, que de croire le Dogme, qui est défini. Or selon lui le peuple n'est point obligé d'obéir à ces Bulles avant la confirmation du Prince, *proutque... Populus illis astringatur*. Donc avant la Confirmation du Prince, le peuple n'est point obligé de croire le dogme qui y est défini. Par ces paroles qu'il ajoute, *aut ad eorum observantiam per censuras aliquo modo constringatur*, il prétend qu'avant la permission du Souverain, l'Eglise ne puisse contraindre les Fidèles par aucun ensemble à croire ce que la sainte Eglise a décidé de foi. Qui jamais consent à l'Eglise un tel pouvoir, & le peut-on faire sans lui oter les armées, que Jésus-Christ lui a mises en mains pour la faire craindre & obéir.

Van Espén pousse encore plus loin ses agissements sur l'autorité de l'Eglise. Il enseigne, que la formule, que la manière, que les paroles, dont on se sert pour exprimer, & proposer aux peuples un Décret purement Dogmatique, peut ne pas convenir en de certains tems, ou en de certains lieux, & à l'égard de certaines nations. "Ce Prince visiblement s'oppose à l'unité de la Foi, qui ne peut subsister, que par l'unité d'une même profession. Mais à qui donne-t-il l'autorité de fixer ces formules, & de juger de quelle manière la Foi doit être présentée, dans différents lieux, & dans différents lieux? Ce qui est dit de la formule de Foi dressée par Pie IV. publiée par le Concile Provincial de Cambray, & à la quelle l'Empereur, que Philippe II. Roi d'Espagne en aurait substitué une autre plus courte, montre clairement, que selon ces autres les Princes peuvent toucher à la forme des Décrets Dogmatiques, les changer & les abréger quand ils le jugent à propos pour le bien de leurs sujets. Car il convient d'un exemple qu'il manifeste, que le Prince ne s'avoir pas cru qu'il ne lui pas de son pouvoir, ni de son devoir d'examiner, & de décider, sous quelle formule il convenoit de proposer une profession de Foi aux peuples qui lui étoient soumis. Il est vrai, que Van Espén ajoute, que le Prince en usant de ce pouvoir, ne doit faire aucun préjudice, ni changement aux articles de Foi qui sont visiblement arrêtés par l'Eglise: "Mais que résulte-il de là, qu'en refusant aux Princes le pouvoir de décider des points de Foi, il les fait maîtres de régler la teneur, & la formule, qui les concernent."

Enfin pour ne laisser aucun lieu de douter, que tout ce qu'il donne à la Puissance temporelle ne soit que pour l'extérieur, & la forme de la publication des décisions de Foi, il embrasse un autre principe, selon lequel la substance même de ces Décisions est soumise à l'examen, & au jugement du Prince. Car supposant (ce qui est la plainte ordinaire des Novateurs) que ces Décisions sont obscures, ou équivoques, ou fautive, qu'augmentent les divisions, plutot que de les écarter; il fait entendre dans tout le Chapitre, que c'est aux Princes à examiner, si le Dogme est exprimé dans les termes propres & spécifiques; & qu'ainsi c'est à eux à prévoir, & à lever les obscurités dangereuses, qui

faciendum dicitur, in procedendo ut populum fidelem ab ista involuntaria obligatione abluant, donec Principes mentem suam declaraverint. "Juxta merito, inquit, consentant Principes Decreta Romana, utiam fidei subiecta, ad examen referenda & placito suo formanda, *prout...* *quam... populus fidei subiectus astringatur.* "Ibid. cap. 1. §. 4. pag. 40. Cette obligation que la Constitution Dogmatique érige, selon est ad credendum dogma definitum: atqui secundum Espenium ante Confirmationem Principis populus lapsus in Constitutionibus obtemperare non tenetur. Priusquam... populus illis astringatur. Istius ante Confirmationem Principis populus non astringitur ad credendum dogma per illas definitum. Per hoc verba que subdit: Aut ad eorum observantiam per censuras alicuius modo constringatur, concedit, ante confirmationem superius Principis Ecclesiam per censuras astringere non posse fideles ad credendum id, quod esse ad fidem pertinere declaraverit. Quis unquam talem Ecclesiam potestatem in dubium revocavit? & an ea de re ambigi possit, quin Ecclesia adinveniat arma sibi a Christo tradita ad incutendum sui metus & obtemperandum obedientiam.

Espenius longius etiam errat a sua super Ecclesia auctoritate promissa. Decet enim fieri posse ut formula, modus & verba, que ad Decretum pure Dogmaticum exprimendum & populi proponendum adhibentur, non contrahant certis temporibus, certis locis, certisque nationibus. "Tametsi istud inquit decretum aliquod, in quantum continet vel ipsum Dogma fidei ab omnibus & ubi recognoscitur debet, fieri tamen potest, ut formula seu modus quo proponitur hinc populo vel hoc tempore minime conveniat, ut prius vel ex hoc capite Decretum, *proutque...* *alterius per modum legis & populi imponatur, examini...* *nam hoc vel ille modo publicari & populo proponi conveniat.* "part. 3. sup. 2. §. 1. pag. 41. col. 1. Hoc principio evidenter errenter impugnat fidei unitatem, que non nisi perfectissima ejusdem unitate consistere potest. At quoniam hae formulae sancientur, & quod rationes fidei diversa temporibus ac locis proponenda sunt iudicantibus auctoritatibus testatur: Ad quod de P. P. formula a Concilio Provinciali Convocationis promissa dicitur, addens, Philipponem II. Hispania Regem et formula submissa etiam breviorum, potius ostendit, contra hanc doctrinam Principes posse Decretorum Dogmaticorum formulas astringere, illasque immutare & contrahere uti & re subditiorem formam esse ipsi visum fuerit. Ex hoc enim exempla sic concludunt: "Nunc manifestum est Principem nequaquam existimasse alio, non esse examinare & decretum quod forma fidei prefert, suum esse & proponi conveniat, *ibid.* §. 1. pag. 41. col. 1. Cave quidem Espenius verbis suis sequentibus, ne Principes hoc potestatem nec in prejudicium Dogmatis, que in talia ab Ecclesia declarata esse liquet, quidemque immutetur. Utque tamen nihil in prejudicium articulorum fidei, quos Ecclesia ut tales declarasse constat, immutetur. Sed quid inde conficitur, nisi quod dum Pr incipibus de capitulis fidei statuentibus negat potestatem, eos arbitrios faciat exemplum & formulam statuentis quibus capitis illa continentur."

Denique, ne locus nullus deest dicendi, necum id quod Seculari potestati largitur, duntaxat circa interiore, & formam publicationis Decretorum fidei unitatem versari, aliud principium amplius quod examini iudicantibus Principibus ipsa horum Decretorum substantia subiacet. Nam potestatem (quod est agitata Novatorum querela) his Decretis, neque abstrusis vel agnovit, agenda potius quam exigenda esse definita, tunc capitis indicat, Principem esse exponendum, non dogma vobis propriis & specificis exponatur. "In hoc sollicito laborandum & attendendum ne fidei formula ipsaque decreta Dogmatica clavis & specificis terminis ipsam fidei dogma fidelibus proponantur." Ad hoc quod necesse spectare ad Principes ut periculoque observentur.

qui se pourroient trouver dans l'expression du dogme; ce qui rapporte easdem & révision de ces Decrets, suivant la signification du terme *revideri*, dont il se fait dans la conclusion,

que la supposition dogmatis occurrere possunt; utrimque preficiantur ac tollant. Quod omnium huiusmodi Decretorum examen & revisionem imperari, iuxta significationem vocis revideti, quæ nimirum in Capitulo. " Quidam igitur etiam hoc titulo Decretum Romanæ vultu Dogmaticæ revocari in Provinciis potestatem præficientem publicetur sub executioni mandentur, ne subinde ab suis obliuiscantur; non tam sunt optata populum in fide instituant & in fidei unitatem fideles coalescant, quam potius ut majores disjuncti sunt circa quæ erodenda sunt, excitentur, & populus super eo, quod erodendum est, in partem scindatur. Ibid. p. 41. 5. l.

Voilà la Théologie de Van Espén, & ses Principes sur le pouvoir des Princes, même par rapport aux Jugemens de Foi; après quoi n'a-t-on pas lieu de s'étonner, qu'on s'autorise d'un Auteur, qui ne mérite que des Censures,

Ecce Theologiam Espenii, seu Vri principia potestatem Principum etiam in iis fidei Decreta. Post hæc non mirari fas est auctoritatem tribui Auctori, qui nonnulli Censuras meretur.

Hæc Eminentiſſimus Abulensis, Ecclesiæ Gallicanæ Doctor & Columna.



P R Æ F A T I O.

APOSTOLOS fuisse admodum sollicitos, ut primi Christi fidelibus persuaderent, Principibus & Magistratibus civilibus, tamen adhuc gentilibus, obedientiam esse exhibendam, ostendunt eorum Epistolæ; idque ne apud Principes huius seculi, & Magistratus locorum male audiret Christiana Religio, si qui forte Christiani Legibus illorum, & Edictis minus obtemperarent, ac rursum ne ipsi Fideles Religionis Privilegio se se exemptos ab obedientia Potestatis Secularis existimarent.

Observant autem passim interpretes, verisimile esse, hanc curam præcipue impendisse Apostolos propter eos, qui ceciderant ex Judæis, eo quod ex Historicis ac notanter Iosepho constet, Judæos proclives fuisse ad rebellandum Principibus Romanis, ipsique Tributa solvere detrectasse, eo prætextu quod esset populus Dei, quem liberum ab huiusmodi servitute hominum, præsertim infidelium, esse oporteret.

Præsertim id egregie Apostolus in Epistola ad Romanos cap. 13. scribens: *Omnis anima potestati sublimioribus subdita sit.*

Apostolum hoc loco de potestate duntaxat seculari agere, una fuit tam Græcorum, quam Latinorum Patrum Sententia, uti notat hæ Guilielmus Estius, quod & contextus Sermo, & Gladii ac Tributum mentio satis indicat.

Ut autem Apostolus Fideles eam obedientiam Principibus & Magistratibus civilibus exhibendam persuaderet, subiungit: *Non est enim potestas nisi a Deo, qui autem sunt, a Deo ordinati sunt,* quasi diceret, tamen hi Principes, & Magistratus gentiles sunt, & a Fide Christiana alieni, imo ejusdem Fidei persecutores, nihilominus eis obedientia exhibenda est, quia quæcumque sunt potestates, id est, quicumque sunt homines potestate præditi, ut Principes, & Magistratus, ii sunt ordinati atque instituti a Deo, ideoque tanquam a Deo instituti, seu missi obediendum: Unde & subiungit Apostolus: *Qui resistit potestati, Dei ordinationi resistit.*

Ut autem intelligerent Fideles, quam grave esset hæc in parte ordinationi Dei resistere, subiungit: *Qui autem resistit, ipsi sibi damnationem acquirunt.*

Pluribus hoc argumentum ibidem persequitur Apostolus, ostendens Magistratum Secularem positum, ut Dei Ministrum ad vindictam malorum, & laudem bonorum, esse enim, ait, *sive causa gladium portet: Dei enim Minister est, vindictæ in iram ei, qui malum agit; hoc est, ait Estius, ut ejus vice, ac nomine iustitiam exerceat vindictivam in puniendis iis, qui malum agunt, vel pacem publicam turbantes, vel honestatem vitæ communis ledentes.*

Quapropter inferi, quod Magistratibus eorumque præceptis subditi esse debeant, tanquam Dei Vicarius, non solum propter iram, sed etiam propter consuetudinem.

Hæc Judæos convincebat Apostolus, quod vel eo titulo, quod se specialem Dei populum dicebant, specialius quoque obedientiam exhibere deberent Potestatibus sublimioribus & Magistratibus, tanquam a Deo instituti & ordinati, ac tanquam Dei Ministris vires ejus in terris agentibus, ut proinde, qui eorum ordinationi resistunt, Dei ordinationi resistant.

Similiter & Principes Apostolorum sollicitus fuit, ut hunc prætextum Judæorum ad Fidem conversionem detrectandi obedientiam Principibus Ethnicis, quod esset specialis populus Dei, ex animis Fidelium eyelleret, tanquam Religioni Christianæ summo pere adversum.

Itaque in prima sua Epistola cap. 2. eos adhortans, ac conversionem inter gentes haberet bonam, ut in ea quod detestent de vobis (inquit) tanquam malefactoribus, ex bonis operibus vos considerantes glorificent Deum in die visitationis, a generali exhortatione ad particularia præcepta sanctæ & honestæ conversationis descendit, atque primo loco proponit hanc Regibus, & Magistratibus obedientiæ exhibitionem, scribens: *Subditi igitur esset omni humane creaturæ propter Deum.*

Quid autem per creaturam intelligi voluerit Petrus, ostendunt verba subsequencia, *sive Regi quasi præcellent, sive Ducibus tanquam ab eo missi ad vindictam malefactorum, tandem vero bonorum, quia sic est voluntas Dei, ut beneficientes obtemperare faciatis impotentium bonorum ignorantiam; quasi diceret, Dei voluntas est, ut Regi & Ducibus, sive Potestatibus secularibus obediendo convineatis impudentium hominum ignorantiam, qui vos tanquam obedientiam recusantes sub prætextu libertatis Christianæ inculant, de contrario convincatis vos exhibendo omnibus in sublimitate constitutis subditos, idque quasi liberos, & non quasi velamen habentes malitia libertatem, quo significare voluit, obedientiam Principibus etiam Ethnicis a Christianis præstandam liberaliter, sive ex animo & voluntarie tanquam a servis Dei, non autem libertatem Christianam, quasi velamen præcedendam malitiæ & inobedientiæ.*

Ex his perquam manifestum est, Apostolos Fidelibus ad Christum conversis inculcatum voluisse, Regnum Christi non esse de hoc mundo: nec Christum venisse, ut Imperia stabilita destrueret, aut converteret; sed ut in Imperio, & sub Imperatoribus tanquam peregrini & advenæ libera charitate, quæ ei mandaverat, exercerent, subiecti interim sublimioribus Potestatibus tanquam a Deo ordinatis, ut verissime propterea canat Ecclesia:

*Hostis furores impie,
Christum venire quid times?
Non eripis mortalia,
Qui Regna dat caelestia.*

Similiter dum Christus Apostolis eorumque Successoribus claves tradidit ligandi, & solvendi, eosque misit, ut Evangelium prædicarent omni creaturæ, atque ut Fideles dispensatores Mysteriorum Dei Regulas Evangelicas populo proponerent atque ad Christi ovile per Doctrinæ prædicationem & Sacramentorum exhibitionem adducerent, nequaquam hæc potestatem imminui aut convelli voluit.

voluit iuxta Imperii, aut sublimiores Potestates in administranda Republica turbare, sed e contrario verbo & exemplo omnibus persuaderent, Regnum Christi, quod prædicabant, non esse de hoc mundo, nec ad hanc vitam, sed ad æternam vitam spectare.

Quidquid igitur potestatis, & libertatis Christus suæ Ecclesiæ acquisivit, & dedit, nihil temporali Principum auctoritati a Deo ipsis immediate concessæ officit, nec illi, qui eam a Christo libertatem, aut potestatem sunt consecuti, sub prætextu, aut velamine Ecclesiasticæ libertatis subtrahere se possunt a subjectione, qua ex Dei ordinatione omnis anima sublimioribus Potestatibus subjecta est.

Omnis igitur potestas, quæ a Christo Apostolis donata fuit, unice ad fundandum & propagandum Spirituale hoc Regnum Christi, quod non est de hoc mundo, pertinet, & in huius potestatis exercitio eos, ut semetipsum audiri voluit ipse Christus, dicitur: *Qui vos audit, me audit, & qui vos spernit, me spernit*; atque in hoc consistit propriè, quam hodie vocamus, libertas Ecclesiastica, sive eorum, qui ad ministerium verbi tanquam Apostolorum Successores cum eadem potestate successerunt, ut nimirum liberrare gaudeant annunciandi ministerium Evangelii, ac induendi Christi Fideles præceptis Evangelicis, quam libertatem primum quodammodo adepti sunt Ecclesiæ Christi, postquam per tria pene secula sub Imperatoribus Ethnicis, & Infidelibus processit persecutionum agitata, tandem sub Constantino Mag. eiusque Successoribus Principibus Christianis ea libertate donata fuit, ipsosque Imperatores etiam eos tanquam Christi Ministros in eis, quæ ad salutem æternam spectabant, audire iisque subijci voluerunt.

Dux igitur ex Dei ordinatione sunt potestates: Una quæ Apostolis conuque Successoribus a Christo donata, tota est Spiritualis, solamque æternam Beatitudinem inuocat, & pro fine habet: Altera temporalis Reipublicæ pacem, & tranquillitatem spectans, omniaque avertens, quæ eam turbare, aut infestare possent, atque hæc est potestas sublimioribus Potestatibus a Deo donata, & cui omnis anima subdita esse iubetur.

Per iteramque hanc Potestatem Orbem Christianum regi, & gubernari jampridem rectè monuit Imperatorem Anastasium Gelasius Papa I. " Duo quippe sunt (inquit) Imperator Auguste, quibus principaliter mundus hic regitur, auctoritas Sacra Pontificum & Regalis potestas. In quibus rursus grauius est pondus Sacerdotum, quanto etiam per ipsos Regibus Domino in diuino reddiuri sunt examine rationem. Nosti etenim, Fili Clementissime, quod licet præfideas humano generi dignitate, rerum tamen Præfibus diuinarum devotus colla submittis, atque ad eis causas tuæ salutis expectas, inque sumendis Cælestibus Sacramentis, eisque (ut competit) disponendis subdi te debere cognoscis Religionis ordine potius quam præfide. Nosti itaque inter hæc ex illorum te pendere iudicio, non illos ad tuam velle redigi voluntatem. Si enim, quantum ad ordinem pertinet publicæ disciplinæ, cognoscentes, imperium tibi superna dispositione collatum, legibus tuis ipsi quoque parent Religionis Antistes, ne vel in rebus mundanis exclusæ videantur obviare Sententiæ, quo (rogò) te decet affectui eis obedire, qui pro erogandis venerabilibus suis attributi Mysteriorum proinde sicut non leve discrimen inuadit Pontificibus, siuissæ pro Diuinitatis cultu, quod congruit: ita his (quod abist) non mediocriter periculum est, qui, cum parere debeant, desipiunt. " Hæc ex ipsa Epistola Gelasii, prout integra extat Tomo 4. Concil. General. Editionis Labeganzæ columna 1181. cuius fragmentum, sed multum truncatum & interpolatum retulit Gratianus *distinç. 96. Canon. DUO SUNT*, sub nomine quidem Gelasii, sed, uti rectè notat correctio Romana, potius ex Epistola Gregorii VII. quam ipsius Gelasii.

Teste igitur Gelasio Pontifice, dux sunt Potestates, quibus etiam sub Christianis Imperatoribus mundus hic regitur, nimirum *secræ auctoritatis Pontificum, & Regalis potestas*.

Priorem res sacras spectare, atque inde ipsos Pontifices dici rerum diuinarum præfides, quibus Imperatorem tanquam Ecclesiæ filium deuote colla submittere, asserere non dubitat, atque ad eis causas suæ salutis expectare, inque sumendis cælestibus Sacramentis, eisque (ut competit) disponendis subdi te debere, atque de his intelligi debet, quod subiicit: " Nosti itaque inter hæc ex illorum te pendere iudicio, non illos ad tuam velle redigi voluntatem.

Manifestum prouideest, sacram Pontificum auctoritatem ex Sententiâ Gelasii totam spectare ad res sacras & spirituales, atque ipsos Reges eatenus huic auctoritati se subiectos agnoscere debere, ut ab iis tanquam rerum sacrarum præfibus, & cælestium Sacramentorum dispensatoribus causas salutis, ut ceteri Christi fideles, expectent, atque hoc est, quod ait Gelasius: " tanto grauius esse pondus Sacerdotum, quanto etiam pro ipsis Regibus Domino in diuino reddiuri sunt examine rationem.

Regalis autem potestas, qua mundum Catholicum regi asserit Gelasius, hanc & integram esse apud Imperatorem fatetur, agnoscitque hæc auctoritate Augustum humano genere præfidere.

Quo autem hæc Regalis potestas, qua Principes humani generi præfident, pertinet, his verbis expressit: " Si enim, quantum ad Ordinem pertinet publicæ disciplinæ, cognoscentes, imperium tibi superna dispositione collatum, Legibus tuis ipsi quoque parent Religionis Antistes, ne vel in rebus mundanis exclusæ videantur obviare Sententiæ.

Ex Sententiâ igitur Gelasii Principes Christiani Regali potestate humano generi præfident, & ea, quæ ad ordinem publicæ disciplinæ vigore imperii superna dispositione sibi collati ordinaverint, etiam sacri Antistes observare iubentur, siue Legibus pro conservando ordine publicæ disciplinæ parere tenentur.

Certum autem est, hunc ordinem publicæ disciplinæ, siue pacem & tranquillitatem temporalis Reipublicæ conservari non posse, si Principi rescire non liceat, quid in Reipublicam sibi commissam aliunde inuehatur, quidque etiam sub velamine, ac prætextu Religionis divulgetur, & populo per modum Legis imponatur.

Scitur enim nihil esse, quod magis ordinem publicæ disciplinæ invertere, pacemque, & tranquillitatem Reipublicæ temporali turbare possit, quam novas Leges populo imponere.

Proinde Leges, quibus Principes verant quidquam per modum Legis per suas Provincias quacunque auctoritate sine suo scitu, aut eorum, qui Reipublicæ vice sua præfunt, placito atque assensu divulgari, & executioni mandari, ex iis sunt, quæ ad ordinem publicæ disciplinæ pertinent, quibus proinde, fatente Gelasio, ipsi etiam Religionis Antistes parere iubentur.

Quapropter far mutati non potui stipendam hominum quorundam ignorantiam, ne dicam,

irreligiosam temeritatem, qui non verentur tanquam Libertati Ecclesiasticae contrarias, & sacram Pontificum auctoritatem evententes, aut saltem observantibus publice traducere Leges Principum, quibus verant, Decreta quaecunque sive Rescripta e Curia Romana emanantia per suas Provincias divulgari, vel quacunque ratione executioni mandari, nisi prius ab eis, qui vice Principis per Provincias Jurisdictioni praesunt, visa & examinata fuerint, & eorum publicatio & executio convenienter iudicata sit, quod in Belgio hodie Jus Placiti, & in aliis nonnullis Regnis Jus Pareatis, vel Exequatur nuncupari solet.

Adversus hanc nonnullorum temeritatem, & ignorantiam, praesentem de hoc Jure Placiti Tractatum conscribendum existimavi, eumque promajori charitate & elucidatione in quinque partes distribuendum, in quarum prima generaliter de publicatione Legum Ecclesiasticarum tractandum credidi, pluribusque astruere conatus sum, nullam Legem Ecclesiasticam etiam Pontificum Belgas obstringere, nisi ritu consueto per singulas Dioeceses, servato Ordine Hierarchico per suos respective Episcopos, & Pastores fuerit proposita iis, quos concernit, neque solam publicationem Romae more solito factam sufficere, ut Belgas, aliosque remotissimos populos Legibus, seu Decretis hinc constringat.

Secunda vero parte hujus Tractatus de praedicto Jure Placiti Principis agere aggressus pluribus antiquiorum testimoniorum ostendi, usum Placiti deapud Belgas, aliasque Christianas Nationes jampridem fuisse usitatissimum, ac proinde nihil novi hodiernos Magistratus Regios in hoc Jure praetendere, quod a Majoribus non acceperunt.

Uterius ostendo, unicum hujus Juris Placiti scopum esse, praecavere, ne ex praecipiti Bullarum, seu Decretorum e Curia Romana emanantium publicatione, aut executione, Respublica in varia incommoda incidat, sive praecavere, ne per hujusmodi publicationem temporales Respublicae tranquillitas, aut pax turbetur, & ordo publicae disciplinae invertatur.

Ex quo ulterius evici, Jus hoc Placiti Principi non ex speciali aliqua conventionne, aut Privilegio, sed titulo suae dignitatis Regalis, sive Coronae, & Supremae Regaliae competere, eique inseparabiliter inherere, neque liberum esse Principi hoc Jus a se abdicare, atque hinc mutuum non esse, Jus istud omnibus Supremis Principibus eodem Jure Regaliae esse commune, ipsosque Regios Officiarios suo juramento non minus obstrictos esse, Jus hoc integrum Principi conservare, ac cetera Jura Regaliae.

Hoc Juri Placiti scopo attento, parte tertia hujus Tractatus ostendo, hoc Jus Placiti ad nullam specialem Rescriptorum, seu Bullarum Curiae Romanae speciem restringi posse, atque in primis ab hoc Jure, inspecto ejus scopo, eximi nequaquam posse Decreta generalia morum reformationem praefertentia, atque res ipsa ob defectum Placiti plura similia Decreta vim obligandi hactenus in Belgio non habuisse, quin ipsa Decreta Reformationis Concilii Trid. non nisi praevio Principis Placito, & conformiter ad moderationem Lateris Placiti insertam, in Belgio publicari, aut recepta fuisse.

Parte quarta expositi non uno titulo Decreta Romana, quibus libri proscribuntur, eorumque lectio interdicitur, posse in publica commoda impingere, atque ex eorum publicatione, & executione Provinciarum pacem & tranquillitatem, ipsaque Principum Jura convelli, & infringi, ideoque nec haec Decreta ab hoc Jure Placiti, inspecto ejus scopo, exempta esse posse, ostendique pluribus exemplis, etiam quoad similia Decreta non in Belgio duntaxat, sed & aliis in Regnis ulum Placiti obtinuisse, eorumque publicationi sine praevio Placito attentatae Principem ejusve Ministros strenue se opposuisse, pluresque libros tametsi Romano Decreto proscriptos, aut in Indicem librorum prohibitorum relatis, hic & alibi publice legi, & distrahi, eo quod Decreta illa nunquam fuerint praevio Principis Placiti rite publicata & recepta.

Quinta denique parte etiam Bulla, seu Decreta vulgo Dogmatica ab hoc Jure Placiti exempta esse non posse, attento ejus scopo, exponi, ostendens etiam & haec Decreta pluribus titulis in publica commoda impingere posse, atque adeo ex eorum publicatione, & executione ordinem publicae disciplinae, nec non Respublicae tranquillitatem, & pacem turbari, ipsisque nonnunquam Regis populiue Juribus, & veteratis Provinciarum moribus non sine plurimorum incommodorum sequela praeventum generari posse.

In his omnibus Principes, eorumque Ministros nequaquam velle se erigere in Fidei, aut Religionis Arbitros & Judices, pluribus astruxi, neque praetendere, Fidei Dogmata, aut Decreta Religionis a suo dependere arbitrio, sed duntaxat Principem Regali potestate, qua humano generi praesidet, & res humanas moderatur, hoc Jure Placiti velle praecavere, ne ordo publicae disciplinae, & Respublica suo imperio subiecta sub praetextu Religionis per publicationem, & executionem Decretorum e Curia Romana emanantium, etiam praeter intentionem Ecclesiae & ipsorum Pontificum turbetur, atque huic Juri, Legibusque ad id spectantibus sacros Antistites parere debere, dum & ipsi Principes, eorumque Ministri divinarum rerum Praesulibus devoti colla submitunt, atque ab eis causas suae salutis expectant, inque sumendis caelestibus Sacramentis, eisque (ut competit) disponendis subditi se debere cognoscunt.

Approbatio Censoris Regii.

Vincit in amore virtus, & in virtute plus omnibus una creata veritas, quæ potensissima, cum semper vincat, nec hic succumbere potest. Nam quantum quis ad veritatem accedit, vel ab ea recedit, tantum ad Deum accedit, vel ab eo recedit; quia veritatem nulla vis deicere, nulla fraus decipere, nulla perturbatio de gradu deturbare potest. Meretur nomen & virtus Auctoris, ut delibemus potius, quam enarremus, quo studio, & qua propensa investigatione pro Imperatore, & Rege nostro agat ille Auctor in *Traſſatu de Promulgatione Legum Ecclesiasticarum*, ac speciatim *Bullarum*, & *Rescriptarum Curie Romane*, ubi de *Placito Regio*, quod ante earum Publicationem, & executionem in Provinciis requiritur, &c. Hic Liber est, qui super muros Jerusalem constitutus cultos, non multis verbis pauca comprehendit, sed paucis aurea pro sceperi Fulmine, ut scilicet non tam otiosorum auribus placeat, quam ut agrotorum mentibus proſit. Prælio indiget ut illaſa maneat Majestas Belgica contra exoſos monorum aculeos, qui plus taciturnitate vineant, quam garrulitate perdant, præcipue dum Auctor, ut Patriæ vindex, & ut Belgici juris Sacerdos, pro indigena immortalitatis ſecuritate aſſociata poſſidet encomia, intonando verba Origenis Homil. ſuper Hierem. cap. 12. Hæc ante me alii expoſuerunt, & quia non improbo interpretationem eorum conſentientem candem proſero, non quaſi ipſe repererim, ſed reperta jam repetens, ut mihi pariter vobisque conducat, ſi tamen quæ dicenda ſunt, intentus animus excipiat: ita ut non indigeat Auctor Synedri Cenfura Regia, qui pro publico tam pretioſa ſuggerit chariſmata. Datum Bruxellis 23. Septembris 1712.

P. J. DE FIERLANT,
Supremi Brabantia Concilii Sen-
nator, & Cenſorum Cenſor Re-
gius.



I N D E X

CAPITUM ET PARAGRAPHORUM.

PARS PRIMA.

De publicatione Legum.

CAPUT I. Ostenditur ad rationem Legis requiri quoddam Publicationem.

§ I. *Nulla Lex cum obligandi habet ante factam illius Promulgationem.* pag. 1.

§ II. *Qualis Promulgatio sit necessaria.* ibid.

§ III. *Plures titulis convenit Legem generalem per singulas Provincias publicari.* 2

§ IV. *Justiniani Imperator formam publicationis per Provincias probavit, eoque Justiniani Constitutio ubique recepta est.* ibid.

Cap. II. *Forma Promulgationis per Provincias etiam servanda in Promulgatione Legum Ecclesiasticarum.*

§ I. *Forma promulgandi Leges per Provincias, etiam in Legibus Ecclesiasticis observari voluit Justinianus: Eoque Justiniani Legem Ecclesia Romana probavit.* 3

§ II. *Eandem promulgandi formam a primis seculis Ecclesia servavit.* ibid.

§ III. *Ratio instituti a Christo regiminis Ecclesiastici requirit Promulgationem per Dioceses.* 4

Cap. III. *De forma publicationis hodie Romae usitata, et quae sit efficitur.*

§ I. *Describitur publicationis forma, quae Leges & Decreta Pontificia in Urbe Roma promulgari hodie solem.* 5

§ II. *Quis sit effectus huius Promulgationis.* ibid.

§ III. *Solvitur primus Argumentum eorum, qui praetendunt, Promulgationem Romae factam esse sufficientem, ut per eam omnes ubique fideles obstringantur.* 6

§ IV. *Refellitur secundum Argumentum desumptum ex publicatione Bullae Coenae Domini.* ibid.

§ V. *Refellitur Argumentum desumptum ex publicatione Regularum Cantuariensis.* 7

§ VI. *Refellitur quorum Argumentum desumptum ex ratione congruentia.* ibid.

§ VII. *Occurrunt Argumenta, quod desumuntur ex Classulis Pontificiis nonnumquam infera, quae declarant, sola publicatione Romae facta omnes ubique fideles Decretis Pontificiis obstringi abique ulterius publicatione.* 8

PARS SECUNDA.

De Placito Regio super publicatione & executione Decretorum & Litterarum Curiae Romanae, quae antiquitas, et, fundamentum, & scopo.

Cap. I. *De investimento usu Placiti Regii.*

§ I. *Ufus Placiti Regii super Bullis & Rescriptis Romanis jampridem apud Belgas recipimus fuit.* 9

§ II. *Idem Placiti usus apud alias Gentes jampridem obtinuit.* ibid.

Cap. II. *De Scopo Placiti Regii.*

§ I. *Ostenditur scopum Placiti esse praetere, ne excois Bullarum impingas in commoda publica.* 10

§ II. *Idem scopus eruitur ex Principum Edictis.* 11

§ III. *Ostenditur quibus ex causis per Regis Auditoris executione Bullarum sisti quos, in ipsius Placiti scopo.* 12

Cap. III. *Quo titulo Principi hoc Jus Placiti competat.*

§ I. *Ostenditur per hoc Principibus competere titulus sui Principatus sive Juris Regalia.* 13

§ II. *Jus hoc insignis auctoritate adheret ipsi Principi, nec Principi illud a se abdicare potest.* 14

§ III. *Præsertim huius Juri us possunt Principes pro temporum & locorum varietate Leges praescribere.* ibid.

§ IV. *Officium Episcopale conservationis huius Juri tenetur invigilare.* 15

PARS TERTIA.

Ufus Placiti affirmatur respectu Legum generalium externarum Ecclesiae regimen concernentium.

Cap. I. *Hic usus probatur ex scopo ipsius Placiti, conditione ipsarum Legum generalium, nec non plerumque earundem non receptione.*

§ I. *Evincitur ex scopo ipsius Placiti ejus usum ad certum & determinatum Bullarum speciem restringi non posse.* 16

§ II. *Idem evincitur ex ipsa Legum generalium conditione.* 17

§ III. *Plures generales Pontificiae Constitutiones ad Disciplinam Ecclesiasticam spectantes receptae non sunt, eo quod moribus Provinciarum convenire non viderentur.* ibid.

Cap. II. *Ufus Placiti super Decretis generalibus Disciplinam Ecclesiae concernentibus, probatur ex iis, quae congeruntur in receptione & publicatione Concilii Tridentini.*

§ I. *Quid de recipiendis Decretis huius Concilii tum ab ipso Concilio, tum a Pio IV. Pontifice fuerit decretum?* 18

§ II. *Quid in Belgia super receptione & publicatione Concilii Tridentini alium fuerit?* 19

§ III. *Ufus Placiti affirmatur per ea, quae super receptione Concilii Tridentini contingere in Gallia.* 20

PARS QUARTA.

De usu Placiti Regii super Decretis, a quibus Libri prohibentur.

Cap. I. *Ostenditur scopum Placiti Regii etiam obtinere quosdam Decreta Romana, quibus lectio librorum interdicitur.*

§ I. *Forma hodierna Curiae Romanae in decernendis, & concipiendis Decretis, quibus libri prohibentur evincit usum Placiti, in ipso scopu scopo, merito ad hoc Decretum extendi.* 21

§ II. *Exponitur alius modus quo idem contingere potest.* 22

§ III. *Contingere potest, ut similia Decreta etiam postea ab certis circumstantiis non expediant in certis Provinciis publicari.* 23

Cap. II. *Affirmatur usus Placiti super Decretis, quibus libri prohibentur, ex iis, quae congeruntur in publicatione & receptione Indicis librorum prohibitorum, vulgo Tridentini.*

§ I. *Exponitur quid circa hunc Indicem alium sit in Concilio Tridentino.* ibid.

§ II. *Quid circa Indicem vulgo Tridentinum factum fuerit per Pium IV. Papam?* ibid.

§ III. *Præsertim Index Romanus vulgo Tridentinus, nec in Belgia, nec in Hispania simpliciter receptus fuit.* 24

§ IV. *Bulla Clementis VIII. prohibens de nova Opera Caroli Molani, nec in Belgia, nec in Gallia obligare credita est.* ibid.

Cap. III. *Affirmatur usus Placiti ex iis, quae congeruntur occasione professionis litteri, cui titulus: A. Jansenius Cornelii Jansenii Episcopi Ipecculis.*

§ I. *Exponitur quid alium sit occasione Decreti S. Congregat. Inquisitionis Romanae die 1. Augusti 1641. quo dictus liber scriptus fuit.* 25

§ II. *Affirmatur idem Placiti usus ex iis, quae alia sunt occasione Bullae Urbani VIII. quae incipit: In omnino, usque ad annum 1647.* 26

§ III. *Idem Placiti usus affirmatur ex illis, quae contingunt occasione* 27

Index Capitum & Paragraphorum.

PARS QUINTA.

De usu Placiti Regii super Bullis Dogmaticis.

- occasione publicationis prodita Bulla Innocentii anno*
1651. 27
- §. IV. *Ufus Placiti affirmatur per ea, quæ contingunt post*
publicationem Bullæ Innocentii, occasione Literarum
Archiducis Leopoldi & Ordinationis Regiæ. 28
- Cap. IV. *Altitur idem usus Placiti ex his, quæ continge-*
rent occasione Decreti S. Officii die 6. Septembris
1657. quo libi quidam prohibebatur.
- §. I. *Exponitur ea, quæ contingunt ab falsam publicatio-*
nem ante obtinam Placitum Regium, & Cassationem
eiusdem publicationis per Concilium Brabantia. 29
- §. II. *Exponitur quid post Cassationem Concilii Brabantia*
decreverit S. Congreg. 14. Martii 1658. & quid ei op-
posuerit Concilium Brabantia. 30
- §. III. *Probatur idem Placiti usus ex aliis per Concilium*
Privatum & Concilium Flandria occasione publicationis
eiusdem Decreti die 6. Septembris 1657. ibid.
- §. IV. *De Literis Regiis super publicatione eiusdem De-*
creti die 6. Septembris 1657. per Nuncium Hispania
impetratæ. ibid.
- §. V. *Quæ pro confirmatione Juris Placiti falsæ sint post re-*
ceptas proditas Literas Regias. 31
- Cap. V. *Idem Placiti usus altititur ex Actis occasione*
Decretorum die 17. Januarii 1691. & 30. Aprilis 1668.
respective per Concilium Brabantia, & Parlamentum
Mechliniense.
- §. I. *Exponitur Acta per Concilium Brabantia occasione*
proditi Decreti die 17. Januarii 1691. 32
- §. II. *Referuntur Acta Parlamentii Mechliniensis occasione*
proditi Decreti die 30. Aprilis 1661. 33
- Cap. VI. *Altitur idem usus Placiti in Regno Gallia su-*
per Decretis Romanis, quibus libri prohibentur.
- §. I. *Altitur ex his, quæ acta sunt occasione Bullæ Ale-*
xandri VII. contra binas Censuras Facultatis Theologi-
cæ Parisiensis. ibid.
- §. II. *Altitur usus Placiti in Regno Gallia ex his, quæ*
acta sunt occasione Bullarum sive Brevium, quibus pro-
hibebantur respectu quodam Strijci Episcopi S. Pau-
li, & Trallariæ de Origine, & usu Regiæ, Anti-
re D. Andoni.

Cap. I. *Exponitur quodam censatur Decretum Dog-*
maticum, & quæ auctoritas circa Decreta Dogma-
tica Principibus competere possit.

§. I. *Quid intelligitur per Bullam Dogmaticam.* 37

§. II. *Præcipue non sunt iudices fidei,* ibid.

§. III. *Quas partes habuerint Principes in Concilio, in*
quibus de Fide agitur, nec non in defensionem confir-
mationis & executionis. ibid.

§. IV. *Principes in usu Placiti non prætendunt se constitu-*
re iudices super Decretis Fidei. 38

Cap. II. *Ostenditur uode contingere queat, ut publicatio*
& executio Decretorum Dogmaticorum in iura publi-
ca impingat.

§. I. *Ostenditur id contingere posse ex modo publicationis*
seu propositionis eorumdem. ibid.

§. II. *Mixtam contingere potest ab Clausulas Decretis Dog-*
maticis insertas. 40

§. III. *Sub prætextu definitionis Dogmatum, jura Regia,*
antiquæ & Privilegiarum Consuetudines, & Privilegia
subinde infringi possunt. ibid.

§. IV. *Ex hactenus dictis comprehenditur Placitum Regium eque*
requiri ante publicationem Bullarum Dogmaticarum,
quam ceterarum Rescriptorum: Et quæ usum super Bul-
lis Dogmaticis ab antiquo in Belgio fuisse usum, pro-
batur auctoritate Joannis Driedeni. 41

Cap. III. *Disputatur opinio Francisci Zypæ de hoc usu*
Placiti Regii.

§. I. *Zypæ satus quid Consilia Regia tampridem Placito*
subjicerent Decretis Romanis, quam non Beneficialia. 42

§. II. *An ex Edictis Principum restrictis Placiti ad Re-*
scripta Beneficialia deduci queat, ut oporui videtur
Zypæ. 43

§. III. *Ostenditur quem incepta sit ratio a Zypæ adducta*
pro affranda restrictis Placiti Regii ad Rescripta Be-
neficialia privatis data, & quomodo hoc restrictio fun-
dum evortat scilicet Placiti. 44

§. IV. *Zypæ in restrictione Placiti ad Rescripta Benefi-*
cialia inque privatis data, sibi non constat. 45





TRACTATUS

DE PROMULGATIONE

LEGUM ECCLESIASTICARUM,

AC SPECIATIM

BULLARUM & RESCRIPTORUM

Curia Romanæ,
UBI ET DE PLACITO REGIO,
Quod ante earum Publicationem & Executionem
in Provinciis requiritur.

PARS PRIMÆ.

DE PUBLICATIONE LEGUM.

CAPUT PRIMUM.

Ostenditur ad rationem Legis requiri ejusdem
Publicationem.

§. I.

*Nulla Lex vim obligandi habet ante factam illius Pro-
mulgationem.*



LEGIBUS hominibus nullam obli-
gandi vim inesse ante factam rite
earum promulgationem, sit est
expeditum, juxta illud Gratiani
Distinctione 4. ad eundem CANO-
NIS 3. *Leges inflantur, tam pro-
mulgantur.*

Supponit ibidem Gratianus, Le-
ges proprie non esse infinitas, five odo habere ratio-
nem Legis, nisi fuerint promulgatæ.

Similiter in l. 9. *Cod. de Legibus*, declaratur, quod
Lex, ut obliget, debeat ab omnibus intelligi, quod
sine nequit nisi per promulgationem, ut recte no-
tat Henricus Zoesius ad Titulum Digestorum de Le-
gibus numero 10. addens: "eam promulgationem ita
esse de ratione Legis, ut ante nequidem nomen
Legis mereatur, quæ nondum sit facta, id est,
promulgata.

Rationem subiungit idem Author, quæ ab omnibus
positi S. Thom. 1. 2. *quæst. 90. art. 4.* passim probatur,
quod "Lex sit regula hominorum actuum, quæ oon
dirigit, nisi applicetur: applicatur autem per pro-
mulgationem, ut obliget nequit, nisi iis sufficien-

Van Espen, Pars VI.

ter propolita, quibus fertur, cum ad incognitum ne-
mo tenetur.

Hinc & uno consensu concludunt Doctores, Legem
a Legislatore concepam, scriptam, quin & ejus man-
dato impressam, & ejus sigillo signatam, & in Consi-
torio Principis probatam, vim nullam Legis habere,
nullamque inducere obligationem, nec conscientias
constringere, priusquam rite fuerit promulgata, quia
Regula actionum esse nequit, nisi fuerit ut talis popu-
lo propolita & intimata, ut mediante promulgatione
scire queat, Legislatoris voluntatem esse, et juxta hanc
Legem actiones dirigat, faciendo quod Lex imperat, vel
cavendo quod lex cavet juber.

§. II.

Qualis Promulgatio sit necessaria

Non apparet de ratione Legis esse, præveniendi omni-
bus positivum, ut ejus promulgatio certo ac deter-
minato ritu fiat, nec certis & determinatis locis Lex pu-
blice affigatur, vel proclametur, sed talis in genere pro-
mulgatio sufficere creditur, ut ejus ipsa Lex iis, quibus
fertur, sit sufficienter propolita, ut facile hac publica pro-
positione seu promulgatione in notitiam universitatis seu
populi, cui fertur, venire queat.

Id non obscure significant Imperatores in l. 9. *Cod.
De legibus*, dum dicunt: *sacratissimas Leges ab omnibus
intelligi debere, scilicet per promulgationem, ut uni-
versis, præscriptis earum manifestis eculis, prohibita de-
clinant, præmissa felleant.*

Itaque de ratione Legis est, ut ejus publicatio five pro-
mulgatio in hujusmodi locis, æque eo temporis intervallo
vel duratione fiat, ut per hanc promulgationem motu aliter

A uni-

De Promulgatione Legum Ecclesiasticarum.

universis, quibus lex ferretur, ejus notitiam vigore hujus promulgationis accipere debent.

Et quidem cum lex sit communis preceptum, quod non tam singulis de populo sive Communitate, sed ipsi Communitati sive populo in communem ferretur, debet etiam publice proponi, ut facile in ipsa Communitate ferrentur populi quæ deinde notitiam, uti possunt alios Scholasticos & Juristicos observat. Enricus Poyning & Societas Jesu in Universitate Dilectissima SS. Canonum Professor, qui Commentarium in Decretales per questiones more Scholastico & ex Scholasticis compilavit, atque ad Titulum Decretalium De Constitutionibus lib. 4. cap. 4. post aliam conclusit: Quod cum lex seu Constitutio fuerit lata vel edita solemniter, hoc est, in publico Concilio Regio, vel semel in Republica, vel Concilio generali seu Obedientiæ, si tamen non fuerit publice Communitati promulgata non obligat etiam presentes & scientes.

Rationem assignat idem Auctor: "Quia lex non obligat singulos, antequam possit Communitatem obligare, adeoque aliquo publico modo Communitati sit promulgata, quæ non singulis, sed toti Communitati feratur."

Idem notat Suarez in Tractatu De Legibus lib. 1. cap. 1. num. 3. ubi ait: "Quia lex non obligat singulos, nisi quatenus sunt partes Communitatis, ideo ut obliget, debet Communitati proponi, quod est promulgatio."

Et num. 6. notat "necessarium esse aliquam promulgationem externam, & sensibilem factam ita publice, & cum tanta temporis latitudine, ut moraliter possit ad notitiam totius Communitatis devenire, quia hoc saltem necessarium est, ut obligare possit, quod per se ad legem spectat."

Idem Auctor lib. 3. cap. 16. num. 4. observat: Quod non sit lex, donec respectu Communitatis habeat statum legis, nec incipiat obligare singulos, donec possit Communitatem obligare. Quod optime (addit) replicatur in legibus editis in generali Concilio, nulla enim potest esse solemnior editio ante promulgationem & nihilominus non sufficit, nisi sequatur promulgatio.

Hæc dum attendebat jam olim Legislatorum Romanorum, admodum solliciti erant, ut legis promulgatio fieret tam publicè tamque solemniter, de ea temporis deductione, ut fieri vix posset, quin Communitati & populo universo significaretur.

Legem enim dictatam & probatam, ita incensam affigebant in locis publicis; atque ut nulla posset præteriri ignorantia, tribus vicibus hæc promulgatio sive publica affixio reiterabatur.

Præterea cum ipsa lex, ejusque obligatio dependat a publica auctoritate Legislatorum, adeoque legis vigor ab hac auctoritate emanare debeat, necesse quoque est, ut promulgatio daret legem completum, & vim obligandi, hæc auctoritate publica, atque per eam Communitas sive populus ipsius legis notitiam publicè notificationem incipiat.

§. III.

Pluribus talis convenit Legem generaliter per singulas Provincias publicari.

UT lex generalis ite dicatur promulgata, requiritur, ut auctoritate publica sit publicetur, & innotetur populo, ut per eam publicationem, & notificationem facile in notitiam totius populi seu Communitatis, cum lex illa ferretur, deveniat, ut supra notatum est.

Si igitur lex feratur ut duntaxat Provincie, necesse est, ut auctoritate publica talis sit legis notificatio & promulgatio, ut per eam populus illius Provincie innotet, sive universitas populi facile ipsius legis notitiam accipere: ita ut, ea facta, moraliter convingere non possit, ut populus cum legem inculpabiliter ignoret.

Si vero lex illa feratur a Principe, quilibetque sit jurisdictionis Provincie subiectus habet, sique legem omnes hæc Provincie generaliter obstringere intendat, ea indubit legis publicationem sive innotationem necessariam, qua posset universas populi Principi illi subiectas, & per diversas Provincias dispersas legis hujus notitiam habere.

Potest, moraliter impossibile est, ut populus ita dispersus certam & auctoritatem publicè incensam legis notitiam accipiat, si lex duntaxat in urbe Regia, aut in unius Provincie Metropoli, sit publicetur.

Cum enim non sufficit per incensum rumorem, aut privatorum hominum relatione Legis notitiam populo deferri, sed necessarium sit, ut certa & publica auctoritate munus Legis habeatur notitia, ut etiam observavit Petrus de Marca lib. 2. De Concord. Sacerd. & Imp. cap. 15. num. 2. vix possibile est, ut sola promulgatione Urbis Regia, aut unius Provincie Metropolis facta, reliqui populi per diversas Provincias dispersi tam Legis notitiam accipiant.

Deinde cum singula Provincie, quin & singula Civitates, ipsas habeant speciales Prefectos & Magistratus, qui immittunt legum Provinciarum, Civitatum & aliorum dependunt Territorium curam & directionem obtinent, admodum durum esset, populum legem aliquam obligare velle, priusquam ipsa populo per immediatos suos Prefectos & Magistratus foret lex innotata.

Hæc quoque ratio fieri, ut, dum lex per Provincias a singulis Magistratibus populo publicè innotatur, facilius legis hujus universis populis certam notitiam sit accipere, neque probabile illius ignorantiam poterit præterire.

Præterea per singulas Provincias legem promulgatio non tantum conducit, ut Constitutio nova facilius in notitiam omnium, quos concernat, deducatur; sed insuper ut mitigetur legis duritia, si forte quid in ea occurrat, quod huic illive Provincie sive populo non congruat.

Cum enim solentia sit morum vetustas, & antiquæque per Provincias suis particularibus statum, consuetudines, legibusque & privilegiis regatur, difficile est, ut lex generalis a Principe sumpta lata congruat Provincie & populi omnibus, & non aliquando in publica commoda impingat. Cui rei viæ alteri occurrunt potest quam si de his, quæ incidunt, admonent Legislatorem, quibus particulariter per Provincias promulgationem Principes delegavit, qui deinde Legem semper, ut e se esse videatur,

§. IV.

Justinianus Imperator formam publicationis per Provincias præbuit, æque Justiniani Consensu aliqua recepta est.

JUSTINIANUS Imperator intelligens olimas hominum voluntates nonnunquam evecti, tanquam contra leges factæ essent, cum delectum ob defectum debitis promulgationibus, eorum legum notitiam Legislatores non habuissent, sancivimus Novellæ 66. cap. 1. ex illo demum tempore suas Constitutiones, quæ pro testamentis sunt, valere, ex quæ in commune facta sunt manifestæ. In Provincis autem ex quo discreta, (sive, ut etiam lectio habet, evulgata) per Aetheropolas palam facta sunt, vel postea facta fuerint.

Deinde in Epilogo Novellæ mandatum fuit per Orientem sacrorum Prætoriorum Prefecto, ut quæ in præfatis Novellis constituta sunt, præceptis propriis omnibus facta manifestæ, & qui in hac maxima Civitate, & qui foris habitant, quatenus omnibus facta sunt, quæ a Nobis (ait) pro omnium cautela facta sunt.

Hoc itaque communiter Doctores a Justiniano eam promulgationis formam esse præscriptam, ut lex a Principe concepta & probata mittatur ad Prefectum Prætoriorum, qui Edictis publicis seu præceptis propriis eam proponat in civitate maxima (in qua sedet Prætoriana habitatio) & omnibus notam reddat; deinde cum publicandam mittat ad omnes Provinciarum Præfides (quos hic Aetheropolas tanquam Metropolis Prefectos vocat) qui eam in sua singuli respective Metropoli publicent.

Quamvis hæc promulgationis forma a Justiniano edita duntaxat sit pro Constitutionibus testamenta concernentibus; omninoque adeo æqua, adeo promulgationis generalibus legibus accommodanda vis est, ut tanquam forma generalis in legum promulgatione adhibenda communis interpretatione recepta fuerit.

Nec solum in Terris Imperii Romani, jurejuramento Romano subiectis, sed & apud ceteras gentes extra Imperium, & jus Romanum pro lege non recipientes, ea promulgationis forma ob suam æquitatem passim ubi innovavit.

Teda.

Testatur Petrus de Marca Archiepiscopus Parisiensis lib. 2. De Concord. Sacrad. & Imp. cap. 15. quod est Regnum Gallie jure Romani auctoritate non teneatur, qui tamen rationes amplectatur.

Edicta enim (sive) Principum nostrorum ad Coras Parliamenti (a quibus vice sacra iudicatur, atque ac olim a Prefecto Praetorio) eo consilio mittuntur, ut in eorum Auditorii publicentur, in acta redigantur, & precepto Cæsarium deinde ad Seneschallum exten- da Constitutionum deferantur, qui promulgationi euan- dandis in civitate, cui præstant, incumbant.

Non obstitit promulgandum Edictorum Principum modis in Belgio hodie servatur, eumque breviter describit Zypari in Introductione ad notitiam Juris Belgici. In hac enim testatur in primis ann. 5. quod Principes nostri soleant in concedendis Legibus præsumere consulta- tionem cum suis Conciliis plerumque supremis.

Secundo, quod soleant publicationem Edictorum generalium omnibus Provincialibus in Episcopo injungere. Tercio, quod hæc Concilia Regia, antequam publicatio fiat, examinare soleant, an juri patrio Lex non colligatur.

Quarto, quod post illud examen publicationis mandatum principibus Apparitoribus officio dare soleant. Post hæc subiungit ann. 6. "Et hic publicatio est semper necessaria in singulis Provinciis, singularumque Metropolitibus, nempe plures sint, ut in Brabantia, Lovanium, Bructella, Antverpia, Sylva Ducis, in Flandria Gabaum, Brugge, Ipre, aliæ alibi: Ante hæc promulgationem (inquit) Lex non solet obligare."

CAPUT II.

Forma Promulgationis per Provincias etiam servanda in Promulgatione Legum Ecclesiasticarum.

§. I.

Forma promulgandi Leges per Provincias etiam in Legibus Ecclesiasticis observari voluit Justinianus: Eamque Justiniani Legem Ecclesie Romanæ præbuit.

JUSTINIANUS considerans, quod non minus durum & iniquum esset, si in materia Ecclesiastica subditorum condiciorum illaquearentur per Leges, quam in materia seculari, aliæ mete civilis, eandem promulgationis formam in iurisque servandam præscripsit, nimirum ut & Leges Ecclesiasticæ per singulas Provincias populo publice proponerentur.

Quod Leges reſtamentarias id expreſſit Juſtinianus in Novella 66. ubi ſuperius capite 5. 4. poſuimus.

Formam vero quas Leges in materia Ecclesiastica servandas expreſſit Novella 6. ubi præſcribitur modum, quo oportet Episcopos & reliquos Clericos ad ordinandum adduci, præcipit in Episcopo, ut "facillime Patriarchæ utriusque Diocesis hæc proponant in Ecclesiis sub se constitutis, & manifesta faciant Metro- politis, quæ a Nobis (sive) constituta sunt, illi rursus constitutis sub Episcopis manifesta faciant, illorum vero singuli in propria Ecclesia proponant, ut nullus nostræ Reipublice ignoret, quæ a Nobis ad honorem & augmentum magni Dei & Salvatoris nostri Jesu Christi disposita sunt.

Novellæ Justiniani ab Ecclesia Romana receptæ & probatæ esse, notum est.

Et S. Gregorius quidem Joannem Defensores euntem in Hispaniam instructum, quid eo causa fidei delegata sequi deberet, eum remisit ad Novellam 223. Justiniani lib. 2. Epist. 57.

Hincmarus Rheimensis in Opusculo 50. Capitulum cap. 77. scribit: "Sed & Leges Romanæ ab Imperatore Justiniano promulgatæ, quas præbat Ecclesia, decernunt de Episcoporum, sive de Metropolitani sui auctoritate, protectione, &c."

S. Ivo Carnotensis de hæc Novellarum approbatione testatur Epistola 280. ita scribens: "Dicunt Indulgentiam legum Novellarum, quas commendat & servat Romana Ecclesia, &c."

Van Espen, Pars I. L.

Quin & hæc ipsam Novellam 6. atque modum promulgandi in ea præscriptum probasse ipsa S. Gregorius, palam facit ipsa Epistola ad Mauritium Imperatorem lib. 2. Indulgent. Epist. 62. quæ ita significat, se Legem Imperatoris, quæ vetabat milites impellerent ad Monasteria recipi, per diversa terrarum parva transmissi fecisse.

§. II.

Eandem promulgandi formam a primis sæculis Ecclesia servavit.

Ampli Leges sæpè nata non requirant certam & præcisam promulgationis formam, talis tamen necessaria est, quæ sit facile quæ vigore ipsius publice promulgationis deventurum certam notitiam Communis, sive illorum, quibus Lex fertur, uti supra ostendit est.

Cum autem via similis notificatio haberi queat, nisi Lex generalis Ecclesiastica per singulas Provincias seu Dioceses populo per suos respective Episcopos proponatur, aut publice exponatur ut in locis, ad quos facili & frequens est populi accessus: videtur cum promulgandi formam a primis sæculis Ecclesiam servasse.

Prima quippe generalis Synodus Nicææ sub Constantino M. celebrata, litteras scripsit ad Episcopos, qui Synodo non interfuerant, quibus, quæ in Synodo gesta & decreta fuissent significabat. Quæ (in Synodo) litteræ ad vos præscribere necessarium visum est, ut intelligere possitis, quæ decreta sanctissimæ sint. Habetur apud Sozomenum, lib. 2. Hist. Eccles. c. 9.

Alios vero, qui Synodo præfuerant interfuerant, eodem soluit Synodus, nisi instructos Canonibus omnibus, qui de rebus controversis editi essent, quo pertinet in scripto quædam acta ejusdem Concilii inserta: Catalogus Sanctorum Episcoporum, per quos magna & universalis Synodus Nicæa constituta missis omnibus in toto orbe servatur. De Ecclesia ea, quæ ab ipsis per Spiritum Sanctum in ea constituta sunt.

Ad quid enim Episcopos, qui Synodo interfuerant, atque de editis Canonibus poterant suæ esse instructi, ad suas remeare Ecclesias sine certis Canonum omnium Exemplaribus noluit Synodus, nisi ut hos per suos quicquid Ecclesiæ suis subditis notos faceret, & eorum executionem & observationem procuraret.

Similiter Ephesi habita Synodus Epistola Circulari Provincialium omnium Episcopos de Gestis suis certioribus reddidit his verbis: Quoniam autem oportebat & absentes a sancta Synodo, morantesque in Urbibus & Provinciis de aliquod impedimento suos Ecclesiasticos suos corporum non ignorare, quæ de ipsis sunt constituta, &c.

Evidens est, hæc Litteras Circulares ob id in notum conferri & ad Episcopos quaqueverſum esse transmissas, ut Synodi Decreta per ipsos in Diocesium populo proponerentur.

Quin & consue, Decreta nonnisi per Synodos ad Metropolitano transmissa fuisset, ut per hos primum infunderentur Episcopis eorum Metropoli subiectis, deinde vero per Episcopos subditis sibi populo promulgarentur: Quod propius ad ordinem a Justiniano expreſſum & observatum accedit.

Præma Synodus Archaenſis ex variis Provinciarum constant Episcopis varia Disciplina expia constituitur, ut in sua ad Silvestrum Episcopum Romanum Epistola significat, multum dolens, quod & ipsi Synodo adefſe non potuerit, quia in "Eos (scilicet Donatistas) severior fuisset sententia prolata, & se (inquit) pariter nobiscum iudicant, Ceteri nostri majores tantis exultant, sed quoniam recedere a paribus illis minime potuimus, in quibus & Apostoli quoridie sedent, & etiam ipsorum sine intermissione gloria Dei testatur, &c."

Deinde ipsi significant, quod non tantum casum Cæciliani & Donatistarum (ob quem præcipue per Constantinum Imperatorem fuerant evocari) iudicaverint, sed & ea, quæ ipsos Episcopos propriis concernere, hæc, & cum diversis suis Provinciis (inquit) ex quibus advenerunt, & varia coniungunt, quæ non censens observare debere.

Cum igitur hæc Decreta pro recta Provincialium Disciplina conferretur tibi observanda, etiam placuit

ea prout ab Metropolitano per Dieceſes ſub illis conſtituta divulgaſſe.

Et quidem in hac ad Romanum Episcopum Epistola ſcribitur: *Placuit etiam a Te, qui majores Dieceſes tones, per Te perſequamur omnibus inferioribus.*

Urque hanc inſtitutionem exactam & ſacilem fiat, ipſa Decreta Epistolae adjungunt, ut & ea hodie Epistolae inferſa habemus *Tom. 1. Concil. general.*

Pet majores Dieceſes ſed intelligi Dieceſes per Provincias ſuburbicarias oſperſas, Evadit paſſim noſum eſt.

Sicut enim Episcopo Romano per has Provincias jura Metropolitica competiſſe: Quoadmodum ſimili jure per Pentapolim, Lybiam, & Egyptum utebatur Episcopus Alexandrinus, uti ad Canonem 6. Nicenum notant ſuſiores Canonum Interpretes.

Idem claris expreſſis Synodus Sardienſis in Epistola Synodica ad Julium Episcopum Rommum, ſignificat eam, ſe mittere omnia, que contra Arianos, & Eulebianos ada, & decreta tranſ, ac dein ſubjungunt: *Tua auctem auctoritate prudentia diſponere debet, ut per tua ſcripta, qui in Sicilia, qui in Sardinia, & in Italia ſunt, fratres noſtri, que alla ſunt, & que deſerta ſunt, cognoscant.*

Quam ob cauſam Synodus Sardienſis voluit per Episcopum Romanum ada & definita noſtrari ſuſioribus ſive Episcopis per Siciliam, Sardiniam & Italiam conſtitui, niſi quod ſciens has Provincias & Eccleſias, tanquam ſuburbicarias, aut ad eas peſſentare, jure Metropolitico eſſe Romano Pontifici ſubjectas.

Non dubium proinde, quin jam a primis Eccleſie temporibus Decreta Eccleſiaſtica multa fuerint Metropolitana, ut per hos mitterentur iis, qui ipſis ſubſcribebantur Episcopis, ipſi vero Episcopo illa per ſuas ſingulas Dieceſes promulgarent & noſtrarent.

Idem ſupponit Concilium Lateranenſe ſub Innocentio III. in cap. 13. *Idem ponitur, & remiſſi, ubi quondam ſuam Conſtitutionem diſtincte a Medicis obſervari precepit, ad hanc cauſionem: Poſſunt per Pralates ſuam ſuſſe publicata.*

Ex contextu evidens eſt, Concilium hanc clauſulam adſcribere tanquam omni Conſtitutioni communem, non auctem ſuſe propriam.

Quid? quod adeo neceſſarium judicatum fuerit Decretorum, & Conſtitutionum etiam Conſultorum generalium per Pralates fieri promulgationem, ut propterea Synodus Episcoporum congreganda putaret Eccleſie Pralates, in quibus Episcopi, & Paſtores de modo publicandiſe recipiendi novae leges deliberarent, & reſoluerent.

Unde cum Margaria Parmenſis Belgii Governatrix ſcripſiſſet nomine Regis Caroliſſi Philippi II. ad Archiepiſcopum Cameracenſem, ut expendere, qua ratione poſſet haberi publicatio & executio Decretorum Concilii Tridentini ſecundum jura, Privilegia, & conſuetudines Dieceſis:

Reſpondit Archiepiſcopus die 9. Julii anni 1564. celebrationem Synodi Provincialis ſuper receptione Concilii, & publicationem Decretorum per ſingulas Eccleſiarum Parochias, *ſiſſimodo jura conſentiant, & antea in ſe ſimili uſitates.*

Additque Archiepiſcopus ſe hanc ſcripſiſſe, re prius communicata cum Capitulo Eccleſie Metropolitanae, & ſubſcribita in conſilium Theologicum & Canonum perſentia.

Notavia de id S. Carolus in oratione ad locutionem ſue Synodi Dieceſane XL. dicens alias inter cauſas congregandam Synodorum, hanc eſſe: *Quod hic applicatio ſit magis particularis Conciliorum jam generalium quam particularium.*

§. III.

Ratio inſerunt a Chriſto regimini Eccleſiaſticiſſi requiritur Promulgationem per Dieceſes.

Certum eſt, Chriſtum noſtriſſe regimen Eccleſie imperium eſſe, ſue poſſentem Dominorum in ſervos, ſed paternum potius ſeu quali patris in filios, qui amore poſſus, & dilectione, quam timore & imperio ad Legum obſervantiam alliciantur, & ſuaviter addocuant.

Unde poſtquam Petro ovium ſuorum curam & regi-

men Chriſtus commiſſit, tunc inſertione Petri in ſe amorem exploratum voluit, ut ita obſideret, curam illam ad regimen debere eſſe ſequens amorem.

Quapropter & illud verbo poſtmodum expreſſum voluit Chriſtum, quo ſignificaret, tanto illud amoris, & benevolentiae affectus eſſe extendendum, quanto magis poſſent ſolus ſuos inferos.

Eadem de cauſa in Apoſtoliſ eorumque ſucceſſoribus omnem tanopere dominatus (ſpeciem Chriſtus reſtatuit, ac humilitatem & poſtrario ſpiritualem manſuetudinem inculcavit.

Cum enim ſciens Chriſtus, decens & ſuis Apoſtoliſ indigne de duobus fratribus, Joanne & Jacobo, quod viderent ambire primatum, mox eos tedagale, dicens: *Scitis, quia Principes gentium dominantur eorum, & qui majores ſunt, poſtulant exercere in eis, non ita erunt vobis, ſed quicunque voluerit inter vos major fieri, ſit vester Miſter, & qui voluerit inter vos primus eſſe, ſit vester ſervus.* *Matth. 20. 25.*

Et rucius cum jam inſtante Chriſti Paſſione, eadem de primatu Apoſtoliſ cogitatione inciſiſſet, Chriſtus, peſpecta eorum cogitatione, tedaguit eos de his verbis: *Reges gentium dominantur eorum, & qui poſtulant habere ſuper eos ſervos vocantur, vos autem non ſic.* *Luc. 10.*

Hic Magiſteri ſui monitis inſtructus Princeps Apoſtolorum, & ſpiritu humilitatis poſt acceptum Spiſitem Sacerdotum replectis monuit Eccleſiaſtiſ Paſtores, ut in Eccleſiaſtico regimine omnem dominationis ſpeciem evitarent, ſed affectu materno poſcèrent gregem Dei, providentes non cattle, ſed ſpontaneos ſecundum Deum, ut qui ut dominantes in Clericiſ, ſed ſervici ſuſſi gregis ſuſ animo.

Ex his evidentiſ, Chriſtum argumine ſua Eccleſiaſ, cſque Paſtoribus omnem vel ſpeciem dominatus abeſſe voluiſſe, illudque eorum in humilitate, ſpirituque manſuetudinis & charitatis eſſe fundatum, eoque ſpiritu extendendum,

Qua de re ſerlio monſtravit Engenium Patram III. S. Bernardus lib. 2. *De Conſiderat. cap. 5.* *Nec enim tibi ille (Petrus) daret, quod non habuit, poſuit, quod non habuit, hoc dedit, ſollicitudinem, ut dicit, ſuper Eccleſias, nunquid dominationem? unde ipſum, Non dominantes in Clero, ſed ſervici ſuſſi gregis. Ex ne dicendum ſola humilitate putet, non etiam veritate, vox Domini eſt in Evangelio: Reges gentium dominantur eorum, & qui poſtulant habere ſuper eos, ſervos vocantur, & inferi vos autem non ſic. Placuit aut. *Matth. 23. 12.* Apoſtoliſ itotredicunt dominatus? Ergo tu, & tibi aſſurpare aude non dominans Apoſtoliſ, aut Apoſtoliſ dominatus, plane ab alteroſ prohiberis, ſi utrumque ſimiliter habere velle, perdes utrumque.*

Quidquid igitur alperum apparet ac durum, de vel ſpeciem duntaxat prius dominatus in regimine Eccleſiaſtico, id a Pralatiſ Eccleſie Iſſeſſe cavendum eſt.

Quid autem apertius duricem & ſpeciem ſecularis dominatus ſapit, quam conſtingere vel conſcientias Provincialium populorum unica Legis in Metropoliſ ſuo alio quantanvis frequentato loco ſacta promulgatione,

Quid id aliud eſt, quam abſolvent qualiſ Monarchia auctoritate populo & Communitarum legem velle impoſcere, in cujus noſtritionem nunquum, vel admodum diſculter pervenire poſſent, & viſ aliter quam per inſectos & populares rumores, aut quovodum privatorum ſerlatum?

Quin re ipſa idem eſt, ac velle populum & Communitarum, cui lex ſentit, ad legis obſervantiam cogere, poſtquam ipſi ſuſſit lex tanquam regula ſuorum actionum poſſoſita.

Et quidem ob hanc duricem noſcunt etiam Reges, & Principes ſeculi legibus ſua Provincialia conſtingere ſolum in Urbe Regia ſuam promulgationem, ſed prius volunt eas in Provinciaſ publicatas, & populo eſſe poſſoſitas.

Quin adeo duram exiſtimatur, populo imponere obligationem ſervandi legem in ſola Urbe Regia promulgatam, ut communis ſi Doctorum opinio, nequaquam Principes ſeculi hac modo poſſe populum ad obſervantiam legis conſtingere, eo quod non creatur populus tam immoderatus, & eſſeſſent poſſentiam in Principem tranſiſſe.

CAPUT III.

De forma publicationis hodie Romæ usitæ, et ejusque effectu.

§. I.

Describitur publicationis forma, quæ Leges & Decreta Pontificia in Urbe Romæ promulgari hodie solent.

NINTA apud pristinos Ecclesiasticos Auctores legitur de speciali aliqua publicationis forma, quam Romani Episcopi in promulgandis suis Decretis servarint.

Assimulæ vtriusque est, Episcopum Romanum in promulgandis Decretis, quæ propriam suam Diocesim spectabant, eandem olim observasse publicationis formam, quam tenebant Episcopi reliqui.

Quod ex vero Decreta, quæ ad plures Dioceses Romano Episcopo Jure Metropolitico subiectas se extendebant, supra nescimus est, Episcopum Romanum cum aliis Pontificibus id observasse, ut illa ad Episcopos sibi Jure Metropolitico subiectos per suos respective Dioceses publicandas transmitteret.

Ex quoquequidem ex S. Gregorio aliisque constat, ab Ecclesia Romana probatas suscepisse fuisse Leges, ac speciatim Novellas Justiniani, dubium non apparet, quin & Ecclesia Romana notam publicandi Leges, & Decreta Ecclesiastica a Justiniano præscriptam servaverit.

Quo vero tempore Ecclesia Romana cepit specialem publicationis formam hodie usitam assumere, incertum est.

Hoc constat, quod tandem invaluerit publicationis motus per affixionem Decretorum, seu Bullarum in locis quibusdam publicis Urbis Romæ.

Decreta quoque Romana, sive immediate a Pontifice, sive a Congregatione Cardinalium in modum Legis concepta, consueverunt per Curiosum Apostolicum affigi, & publicari ad Valvas Basilicæ Principis Apostolorum, Ecclesiæ Lateranensis, vel in Atrio Campi Floræ, aliisque locis sacris, ubi ad calcem Decretorum, & Bullarum, quantum facta est publicatio passim exprimebat hæc, vel simili forma.

In nomine Domini. Amen. Anno a Nativitate Domini millesimo septuagesimo... Indictione... die vero... mensis... Pontificatus autem sanctissimi in Christo Patris, & Domini nostri... divina providentia Papa... retroscriptis Laterani Apostolice officio, & publicata fuerunt ad Valvas Basilicæ Sancti Joannis Lateranensis, Principis Apostolorum de Urbe, & Cancellariæ Apostolice, & in Atrio Campi Floræ, dimissis ibidem eandem litterarum originalibus appensis per aliquod temporis spatium, & exinde remissa, deinceps dimissis eandem litterarum capitulis officio, ut moris est, per nos N. S. S. Dominum nostrum Papa Curiosum.

Si autem Decreta duntaxat concernant cetum Tribunal, tunc publicatio fieri consuevit in illo ipso Tribunale, ut per eam in notitiam deveniant eorum, ad quos Decreta illa spectant.

Hæc forma publicari consueverunt a singulis Pontificibus Regulari Cancellaria in ipsa Cancellaria, per unum ex RR. PP. DD. majores Presidentes Abbreviatoribus, eo quod hæc Regule, sive Ordinationes primarius ad directionem Cancellariæ fierent ordinatæ, & principaliter ad hoc Tribunal pertinerent.

Similiter Decreta spectant particulariter aliquod Corpus, aut Institutum, vel Religiosum Ordinem, consueverunt ex dirigi ad Superiores, seu Directores illius Corporis, Institutum vel Ordinis, ut hæc ea notificent omnibus, quorum illa sunt interesset.

§. II.

Quis sit effectus hujus Promulgationis?

IN præcedentibus observatum est, quod licet de ratione Legis sit facta illius promulgatio, forma tamen in promulgatione servanda per tempus, & locum varietate possit esse varia, nec hæc varietas aliquid possit, quin

Quis igitur credat, Christum, qui dixit jugum suum suave esse, & onus suum leve, nec dedit populo suo spiritum servitutis iterum in timore, sed spiritum adoptionis filiorum Dei, in quo clamaret Abba Pater; tantam dedisse Vicarius suis potestatem, ut jugum adeo duorum, & dominatum potius, quam patris dilectionem in filios præ se ferens, filijs imponerent?

Præterea Principes leges suas ad Præfides & Auditoria Provinciarum mittendis censent, ut ab his recognoscantur, priusquam populo proponantur pro legibus, ne forte præter intentionem Principum aliquid in lege concepta occurrat, quod huic illi Provincie non congruit, illudque Principi per Provinciarum Præfides significari possit, ut vel legem suam Princeps temperet, vel ejus publicationem pro hac saltem Provincia suspendat.

Quanto magis Ecclesia, a cuius regimine omnis dicitur abesse debet, Leges suas & Constitutiones, priusquam per eas populos commotiones obstringere velit, merito misit ad Ecclesiasticos singulorum Diocesim Præfectos, id est, Episcopos, ut hi despicere queant, num lex concepta huic illi populo hoc tempore, hoc loco conveniat.

Scimus quanta sollicitudine quoque studio concurret, & allaborent illi Parentes filios per amorem ad voluntariam & sitalem obedientiam allicere, atque ad ultionem inclinare subjectionem, ut ita præceptis suis non tanquam servis, sed tanquam filiis, non coacte, sed voluntarie & libenter animo se submittant.

Cum ergo Prælati Ecclesiæ tenentur populum Christianum regere secundum Spiritum Christi, qui non est Spiritus servitutis in timore, sed adoptionis filiorum Dei, tenentur profecto etiam allaboreare, ut fideles Leges, etiam, non ut servi timore possent, sed voluntarie & tanquam filii recipiant.

Nihil autem opportunius in id esse potest, quam si Leges populo suavitè per suos respective immediatos Pastores proponantur, & intimentur, earumque utilitas, & necessitas exponatur illi tam efficaciter, & suavitè, ut potius Legis observantia sua sponte, & affectu Christiano se submittat, quam ut ad ejus observantiam auctoritate, & timore potius adigatur.

Quapropter in Legibus Ecclesiasticis præcipue obtinet, quod dixit Gratianus Distinctio. 4. *Leges formæ suæ meritis utentium approbantur.*

Et quod dixerit Passus Canonista, & inter hos Covarruvias: "Certum est, Legem nullam vim obtinere, si ab initio rejecta fuerit a subditis: Nam (ait) maxime præsumendum est, cum Legem, quæ a Republica non recipitur, si non convenit."

Hic quoque promulgandi modus Ordini Hierarchico plane conveniens est, imo quodammodo necessarius.

Nihil enim tantopere naturale est Ordini Hierarchico, quam ut singulis Pastoribus sua integra servetur auctoritas.

Inter Pastorales autem functiones præcipua scilicet esse populi instructio, quæ si singulis Pastoribus integra non servetur, totus Ordo Hierarchicus plane evanescit.

Cum igitur per immediatos Pastores conveniat populum instrui, convenit quoque, ut per eosdem suos Pastores intelligat novas Leges, juxta quas debet imponitur vitam suam instituere, & mores suos dirigere.

Mirum proinde non est, quod Ecclesia cum promulgandi rationem semper tenuerit, & conservaverit, uti præcedentibus observatum est.

quon promulgatio suam obtinet effectum, per eam Lex vim obligandi obtinet, modo ipsa Lex promulgata sit, ut per eam ipsi Communitas, cui Lex fertur, possit facile in certam Legis notitiam venire.

Itaque tamen forma promulgationis hodie in publicatione Decretorum & Bullarum Romae usitata, & prout §. precedenti exhibita, plurimis seculis subhibita non legatur; nihilominus quia per eam Decreta sua publica auctoritate ex mandato Pontificis exponuntur, ut facile in certam multorum notitiam vi hujus publicationis devenire queant, non dubium, quin sufficienter sit, ut ea mediante hac Decreta live Ordinationes respectu illorum, puta populi Romani, aliorumque adiacentium dici queant rite promulgata, & hi in vim hujus promulgationis Decretis illis tanquam sibi sufficienter propoſitis conſiderantur.

Verum cum moraliter impossibile sit, ut per eam Romanæ factam publicationem, live Decretorum & Bullarum in publicis locis fieri solitam attentionem, populi & Communitates fidelium per vastissima locorum intervalia dispersi etiam horum Decretorum notitiam accipiant, non apparet, qua ratione possit hanc promulgationis atributionem effectus, ut vigore hujus solius publicationis Decreta illa respectu remotissimæ solius populi vim Legis obtineant, live ut hac sola publicatione in Urbe Romæ facta possint illa Decreta dici sufficienter illi populo propoſita, ut respectu illius possint dici publica.

Quantumvis enim nullus recuset, & determinatus promulgandi ritus ad rationem Legis unquam ab Ecclesia fuerit præscriptus, semper tamen de ratione Legis positivæ, seu Ecclesiasticæ, seu Civilis fuit, ut ea procedere deberet Legis publicatio, qua possit ipsi Communitas, cui Lex fertur, certam & publicam auctoritatem innam Legis notitiam accipere, nullamque ejus probabilem ignorantiam percurrere, uti Cap. 1. pluribus fuit expostum.

Unde & vidam fuit, ut non tantum Leges Civiles, & Politicæ, sed & Ecclesiasticæ jampridem per singulas respective Dioceses & Provincias eo modo publicari jubentur, quo ipsi Communitati, cui ferbantur, ita essent palam expoſitæ & propoſitæ, ut Communitas probabilem ignorantiam percurrere nequeat.

Cum vero promulgandi ratio, qua hodie Romæ servari solet, notorie sit insufficientis, ut ea mediante similem Legis notitiam populi per diversarum terrarum spacia dispersi accipiant, mirum non est, si nec existimatum fuerit, nec hodie plerique existimant, eam solam promulgationem sufficere, ut Decreta ita Romæ publicata sine ullo tempore publicatione hos populos obstringant.

Scio quidem a recentioribus quibundam præsertim Decretalibus, quos nonnulli Theologi Scholastici videntur decet, capisse eandem labentibus seculis in questionem adduci, non ob auctoritatem Pontificiam sola in Urbe facta publicatio per totum Christianum Orbem suam non procedentes effectum, atque hanc a nonnullis soli istius promulgationis attribui: Sed ut non male observat Petrus de Marca de Concord. Sacrad. & Imp. lib. 4. cap. 15. num. 2. hi plesique sunt ex Italia Doctores, qui eam amplecti sunt opinionem, ut vero "Panormitanus (ait de Marca) & alii fere Galli, Germani, & Hispani, qui questionem hanc agerunt, imo & Cajetanum & optularum Patribus, necessarium esse per singulas Provincias Legis Ecclesiasticæ publicationem contendunt.

Et sane si "ex naturalis rationis præscripto, (ut bene ratiocinator ibidem de Marca) Imperatoria Lex Joſianiani, que vim in rebus ipsis obtinet, datum fuerit, ut nemo teneat debeat hanc Constitutionem, donec in Provincias auctoritate publica fuerit promulgata, eisi in Urbe Regia publica Editio propoſita fuerit, indeque cognito nove Legum tunc, & per Provincias ob frequenter Provinciarum conventum diffundi possit, cur alio Jure (pergit de Marca) memini, cum de Lege Ecclesiasticæ Romæ promulgata agitur, quo non adeo frequenter se consentit hodie Comprovinciales, quam olim, cum esset Orbis gentiumque dominus.

Solvitur primum Argumentum eorum, qui prætendunt, Promulgationem Romæ factam esse sufficientem, ut per eam omnes ubique fideles obstringantur.

Jam supra observatum est, posteriores tandem ætate a recentioribus quibundam Decretalibus, & qui hos locuti sunt, Theologi movent captam questionem de promulgatione Decretorum, ut Bullarum Romanæ Pontificis in sola Urbe more solito facta, atque a nonnullis, præsertim Italis, hanc promulgationem esse effectum tribui, ut Decretis sic publicatis omnes ubique fideles obstringerentur sine ulla ulteriori publicatione.

His novissime accessit Pater Emericus Pyrrhing & Societas Jesu in Universitate Dillingana SS. Canonum Professor in Commentario suo ad jus Canonium ad Titulum de Constitutionibus sect. 1. §. 4. qu. 4. secutus Suarezium, ejusque argumentis innodatus.

Fertur in primis cum Suarezio, quod super hac questione varie sentiant Auctores, inter quos aliquorum opinio est "in Legibus Canonis servandum esse regulam datam de Legibus Civilibus latus pro am. 4. plurimum Regius plures ac principes, & distantes 4. Provincias comprehendentes, videlicet pro tali 4. bus Legibus non sufficere omnem promulgationem Romæ factam, sed necessarium esse singulas pro 4. mulgationes in singulis Provinciis Ecclesiasticis, 4. id est, in singulis Episcopatibus fieri, 4. citat 4. pro ea opinione pluribus, tam Canonistis, tum 4. Theologis.

Ipsæ tamen cum Suarezio contrariam opinionem tanquam sibi probabilem, argumentis ex Suarezio de promulgatione propagantur.

Primum Argumentum hujus opinionis proponit his verbis: "Specula rei natura non requirit promulgationem in singulis Provinciis, vel Diocesebus, cum Lex 4. suapte natura sit sufficienter propoſita, si sit promulgata in loco aliquo celebri, vel Romæ, unde facile 4. per alia loca divulgari possit.

R. Verum quidem est, ad rationem Legis nequaquam pertinere, quo ritu Legis promulgatio coningat; veniunt tamen ad Legis rationem specia, ut talis sit Legis publicatio, vigore cujus populus, live Communitas, cui Lex fertur, certam Legis notitiam auctoritatis publice innam de facili accipere queat, uti in præcedentibus probatum fuit.

Porro moraliter impossibile est, ut vigore publicationis Romæ ex confuso stylo fieri solet, populus per diffusa Provincias dispersi similem Legis notitiam accipere queant, uti §. precedenti notatum est, sed ad summum ad aliquos particulares de Communitate, cui Lex fertur, per vagos rumores, aut privatorum relationes, & informationes similes publicæ Legis notitia pervenit: Quæ notitia, etiam hoc ipso Authore factæ, insufficientes est, ut singulis de Communitate, qui Legis notitiam acciperent, obstringat, penitusque ipsi Communitati Lex super rite notificata.

Refellitur secundum Argumentum desumptum ex publicatione Bullæ Cæne Domini.

IN opinione suæ fundamentum adducit quoque prædictus Auctor cum Suarezio ipsam illam Bullam, quæ dicitur Bulla Cæne Domini. Hec enim Bulla (ait Suarezius) universaliter obligat, cum tamen raro in singulis Episcopatibus publicetur.

R. Fertur hanc Bullam annis singulis in ipsa Cæna Domini, unde & nomen accepit, solemniter in Urbe Romæ promulgari.

Insuper & illud sciendum, eam Bullam raro in singulis Episcopatibus publicari.

At eam universaliter obligare, affirmare ausus nemo, qui mores Provinciarum extra Italiam, & diuorones temporales Pontifici subiectas, non plane ignorat.

In primis scitur, hanc Bullam nunquam in Gallia esse receptam, imo sæpius rejectam, & auctoritate publica vetitam hujus Bullæ publicationem.

Qua de te videri possunt probationes libertatem Ecclesie Gallicanae per Pithien cap. 7. num. 50. & 55. & Commentarium in casum libertatis art. 17. ubi referuntur plura Parliamentorum Arestia, quibus sub gravissimis penis verita fuit dicta Bulla publicatio, tanquam Regis Juribus ejusque Officialium, nec non libertatibus Ecclesie Gallicanae in pluribus articulis opposita.

Notatur insuper in additione ad num. 54. dicti cap. 7. quod Imperator Rodolphus 1. publicationis hujus Bullae se opposuerit, eamque impedierit.

Item, quod Archiepiscopus Moguntinus unus ex Electoribus Imperii recusat publicacionem hujus Bullae in sua Diocesi & Terris.

Additur quoque eodem loco, quod in Hispania tempore Philippi Secundi publicationi hujus Bullae oppositum fuerit.

In Belgio nullum esse hujus Bullae usum, praeiudicia porro non est, neque hactenus ejus publicatio hic facta fuit.

Idem scribit Zyparus in Jure Novo, tit. de Ordinandis num. 14. "hanc Bullam *Cane Domini* hic nunquam esse publicatam, esset enim Nuncios Bentivolus ad hoc cum Aula laboraverit, misit tamen publicandum ad Episcopos, qui nec tamen fecerunt.

Et sane si Bentivolus Nuncios Apostolicus credidisset, Bullam hanc per solam publicationem Romae in die *Cane Domini* fieri solum, universaliter obligare, ut contempnit Saarepau, nunquam cum Aula, nec cum Episcopis per publicationem hujus Bullae se committere, nec ad ejus publicationem tantopere allobare voluisset.

Tantum proinde adest, ut hanc Bulla probet publicationem Romae solemniter factam sufficere ad obligandum fideles omnes sine alia publicatione in Provinciis facta, ut e contrario hanc Bulla evincat, passim subhibet periculum esse, Bullam, tamen Romae non semel duntaxat, sed iterato, & per annos singulos solenniter publicatam, vix suam non exerceat in aliis Provinciis, & Regnis, priusquam rite fuerit per Provincias publicata, & populis legitime propofita.

§. V.

Refellitur Argumentum desumptum ex publicatione Regularum Conciliarium.

PRedictus Author post Suarezium in Argumentum hujus suae opinionis, nimirum solam publicationem Romae factam esse sufficere ad obligandum omnes Christi fideles, urget Regulam Cancellarum, "quod (inquit) in Provinciis non promulgantur, & tamen sic candum eorum per scriptum causae omnes desolantur.

R. Et hic iterum saltem, si vellet secundum eorum praescriptum causas omnes in Provinciis desolari ob solam in Cancellarum Romanam publicationem.

Nimis enim notum est, haec Regulae tamen in Cancellarum Romanae publicatas, in aliis Provinciis tanquam Regulae, seu Leges non reputari, priusquam in Provinciis fuerint publicatae, aut saltem longo usu receptae.

Quis nescit, ex his Regulis Cancellarum plures esse, quorum nullus in Belgio, Gallia, aliisque Regnis sit usus? scitur quoque, nonnullas illarum esse passim ubique receptas, non vi publicationis in Cancellarum Romana, sed quia ob suam antiquitatem, vel publicam auctoritatem, vel longo usu, tanquam Leges Regni, sunt publicatae & receptae, adeo ut non tanquam Leges a Cancellarum Romanae procedentes, sed ut Leges Regni spectentur.

Unde tamen si stylo Curiae visitarum regularum ceteris pariter Pontificis, tamen in Belgio, Gallia, aliisque Regnis plures ex his Regulis, puta, de 20. diebus, versimilis notitia, de annis & tractantibus possidere, vim suam retinent etiam jam mortuo Pontifice.

Imo tamen si regula de publicandis responsionibus per Gregorium XIII. & numero harum regularum furtim expuncta, & haec expuncta movent, furtogata in ejus locum Constitutione Gregorii XIII. qui incipit: *Humane*, scitur tamen usum illius regulae in Belgio, Gallia, aliisque Regnis hactenus per se servasse, nunquam in usum recepta praedicta Gregoriana Constitutione, tamen Romae more solito promulgata, ut infra notabimur.

Similiter tamen de regula per singulos Pontifices de novo publicantur, addit nonnunquam nonnullis novis

clausulis, vel etiam regulis, nulla ad has publicationes in Provinciis extra Curiam Romanam se reflectio, aut additionem ulla habetur ratio, priusquam publica annotatione expresse, vel saltem tacite longo usu sine probare & admittit.

§. VI.

Refellitur quoniam Argumentum desumptum ex ratione congruentiae.

QUantumvis imbecillitas Argumentorum, quae hactenus refutavimus, non obcurum praebet in Authore ista pizoccapari animi indicium, siue studium placendi, evidenter tamen illius Argumentum est ratio congruentiae, quam in suis opinionibus fundamentum adducit ex Suarezio.

"Ratio (ait) congruentia est, quia Summus Pontifex non solet vagari per Provincias, sicuti Reges & Imperatores, sed Romae fixam sedem habet, & ideo Romae Curia est aptus & sufficiens locus ad promulgandas Leges pro universa Ecclesia, tum propter maiorem Ecclesiae unionem, maioremque ejus obedientiam Vicario Christi debitam, tum etiam ne Leges Pontificiae ab Episcopis dependere videantur.

Admodum in primis impertinens est, maiorem iudicio efficaciam tribuere publicationi Legis Pontificiae in ipsa Urbe Roma factae, quam publicationi Legis Imperialis in Civitate Imperialis, eo solo titulo, quod Pontifex non solet vagari per Provincias, sicut Reges & Imperatores, sed Romae fixam sedem habet.

Ut enim per Provincias, seu Dioceses Lex Pontificiae per Episcopos publicetur, nequaquam exigit, ut Pontifex personaliter Provincias illas accedat, sed sufficit Leges ad Episcopos, alioquin, qui Dioceses praefunt, publicandas transmitti, Pontifici Romae remanere.

Neque enim voluit Concilium Sardiniae, ut Papa Julius I. per Sardiniam, Siciliam & Italiam vagaretur, dum ad ipsum misit Decretum, Episcopis per Provincias illas conditotis intimanda.

Sed & Principes, licet ad Provincias sibi subditas non nunquam descendant, easque percellunt, nequaquam tamen ipsi sua publicant Edicta, sed ea mittunt ad Praefectos & Provinciarum Praefectos, quibus & curam ea publicandi committunt.

Nihil autem ineptius, quam id, quod inde concludit praedictus Author, nimirum quod ideo "Romana Curia fit aptus & sufficiens locus ad promulgandas Leges pro universa Ecclesia, quasi ob continuum & fixam Pontificis in Urbe residentiam publicatio Legis ibidem facta aptior foret, ut vigore illius populus per distitas Provincias dispersus ejus certam & auctoritatem publice innox nonnullis acciperet, quam per publicationem Legis in Urbe Imperiali, eo quod Reges & Imperatores per Provincias vagari consueverint.

Quod autem contendit iste Author, convenientius esse per solam publicationem Romae factam omnes fideles constare, propter maiorem Ecclesiae unionem maioremque ejus obedientiam Vicario Christi debitam, non minus impertinens est.

Neque enim uno inter particulares Ecclesias intercedens, neque obedientia Pontifici tanquam Vicario Christi debita efficere possunt, ut publicatio in uno loco facta ex sua conditione aptior sit, ut ea mediante Ecclesia universalis, seu Communis populi Christiani per tot inter se distitas Ecclesias, & Provincias dispersa, in ejus notitiam deveniat.

Neque populus Christianus Legibus Romani Pontificis ullam tunc exhibet obedientiam, nisi postquam haec Leges toti Communitati, non autem aliquibus de illa Communitate, fuerint debite notificatae & intimatae: Quandoquidem, ut supra notatum est, Constitutiones Pontificiae ante hanc notificationem rationem Legis non habent, neque singulos de Communitate, etiam notitiam illius Constitutionis habentes, ante hanc notificationem adstringant.

Impeius est, quod sola publicatio Romae facta propterea sufficere debeat, ut Leges Pontificiae ab Episcopis dependere videantur, ut ratiocinatur dictus Author: Quia ipsae Leges Imperiales dependere videntur a Praefectis Provinciarum, aliisque, quibus earum promulgationem per Provincias Imperatores, & Reges committere solent.

St. Im.

Si Imperatores & Reges non designentur suis Magistratibus Leges examinandas, & publicandas dirigere, ut ipsi perscrutant, num quid forte in Legibus illis sit, quod bene, vel illi Provincie hoc vel illo tempore possit obesse, vel quod, artibus circumstantiis, convenire mutari, addi vel demere: sana non desigebatur Pontifex Decreta sua mittere ad Episcopos, quos Spiritus Sanctus posuit regere Ecclesiam Dei, qui tanquam Apostolorum Successores, una cum Pontifice Ecclesiam Dei gubernent, & quibus singulis (ut loquitur S. Cyprianus) *potius gregis suis adscripis, quam regat unusquisque se gubernes*.

Et si Principes ad suos Magistros & Praefectos Provinciarum Leges suas examinandas & publicandas mittant, ne ob diversas consuetudines, & Provinciarum mores Lex in publicum commodum eorum intentionem Principis impingeret: quanto magis Pontifex tenetur Decreta sua Pastoribus Ecclesiarum communicare, ne alias ob varietates consuetudinum & morum cuiusque Ecclesiae & populi, possent magis esse in destructionem, quam in edificationem hujus illiusve Ecclesiae.

Licet enim Ecclesia una sit unitate fidei, est tamen summa quoad exteriorem Disciplinam Ecclesiarum particularium varietas, ut propterea passim SS. Patres Ecclesiam accommodant illud Psalmista: *Adhuc Regine a dextera tua in ve sin deaurata circumdare variatate*.

Præterea cum Pontifici præcipue incumbat, ut Hierarchia Ecclesiastica divisa ordinatione instituta integra conservetur, etiam hoc est e capite omnino convenit, ut novas Leges populo per immediatos suos Pastores, servato Ordine Hierarchico factis proponi, quandoquidem hæc novarum Legum propositio pertinet ad populi institutionem, quæ immediatis Pastoribus est commissa.

Adhuc si etiam Concilia Generalia nolint sua Decreta obligare, nisi prius per Provincias publicata fuerint, nec tamen propterea ea dicantur a singulis in particulari Episcopis dependere, etiam Pontificem Decreta non propterea dicentia a singulis Episcopis suam auctoritatem mutare, tamen illa obligandi vim non habent, priusquam per Episcopos populo fuerint notificata.

§. VII.

Occurrunt Argumenta, quod desumuntur ex clausula Bullis Pontificiis nonnullam inferri, qua declaratur, sola publicatione Romæ facta omnes ubique fideles Deveris Pontificiis obstringi absque ulteriori publicatione.

Plares sunt e recentioribus, qui concedant, Legem Pontificiam non obstringere Belgas, alioque remotiores populos sola promulgatione in Urbe facta, si Pontifex expresse non declarat in ipsa Lege, se velle, ut mediante sola promulgatione Romana omnes ubique fideles absque ulteriori promulgatione Lege sua obstringantur.

Dum enim Pontifex simpliciter Legem promulgat, præsumitur se conformare Legibus, & moribus gentium passim ubique receptis, quæ publicationem per Provincias, & Dioeceses præscribunt, & obsequantur.

Verum, inquit, Leges illæ, & populorum mores Pontificiam auctoritatem resistere non possunt, quin ab his quandoque ex causa recedere, usque derogare queat.

R. Sed non advenit similes Auctores, auctoritatem

Pontificiam, quorumvis etiam ipsi extollere velint, tantæ potestatis dici non posse efficacit, ut Pontifex possit Legem ipsam fidelium contingere conscientias, priusquam Lex ipsa Communitariis, cunctis, foret citè innata, quandoquidem, ut supra probatum est, de ratione Legis sit, ut publica auctoritate in Lex fuerit notificata, & promulgata, ut mediante promulgatione ipsa Communitas, cui Lex ferretur, in certam Legem notitiam de facili devenire possit, neque ullam prohibitionem illius Legis ignorantiam pergere.

Et licet citius, & modis publicationis dici queat juris metæ potius, ac variis esse possit pro locorum & temporum varietate, neque hoc ritus ad unionem Legis pertinere dicatur: ipsa tamen supra descripta publicatio ad rationem Legis adeo necessitatem habet, ut nulla humana auctoritate præmitti queat, sive nulla humana potest auctoritate effici, ut Communitas, cui Lex positiva, seu Ecclesiastica, seu Civilis ferretur, simul Lege obstringatur, priusquam taliter ei fuerit notificata, ut mediante ea notificatione certam ipsius Legis notitiam habere possit, ne alioquin dicamus, posse Pontificem Lege sua positiva fidelium obstringere conscientias, etiam dum probabilium Legis positivæ ignorantiam habere possunt.

Porro supra iusticiæ offensum fuit, publicationem Romæ factam esse insufficientem, ut ea mediante Belge, alique remotiores populi in certam Legem sic promulgatam notitiam deveniant, & consequenter necesse promulgationem sufficere, ut Lex sic promulgata apud Belgas obstringat populos rationem Legis obtineat.

Adhuc certum est, Pontificem non posse sua auctoritate uti, nisi iuxta regimen a Christo institutum.

Cum autem regi mini a Christo instituto nulliæ conformis sit, unica promulgatione in Urbe facta populum Christianum per remotissimas Provincias diffusum velle obstringere, uti cap. 2. §. 3. probatum est, non apparet, qua ratione id possit Pontifex, qui auctoritatem suam ultra fines a Christo præfixos extendere nec potest nec velle præsumat.

Non mirum proinde Clausulam illam, quæ recentioribus nonnullis Bullis, vel Decretis Pontificiis inserta legitur, quæ declaratur, velle Pontificem sola promulgatione in Urbe facta Legem suam ubique obligare, antiquius fuisse ignotam, imò nec ejus mentionem in libris Corporis Canonici etiam recentioribus, puta, Extravagantibus communibus, aut Joannis XXI. fieri.

Ut proinde Clausula illa recentioris ætatis, & inventionis merito reputetur, & studii Curie Romana, cejas (ut paucipend dicit S. Bernardus de Considerat. lib. 4. cap. 2. *omnis Ecclesiasticus Zelus servet sola prædicatione sua*), adscribenda sint hæc despotice, & vetustati incognitæ adjectiones, & cum pluribus aliis Clausulis recentioris ætatis in Bullis & Decretis Romanis interplectis.

Unde hæc Clausula tanquam nova & receptis moribus, nec non publice tranquillitati, & inductioni regimini Ecclesiastici contraria, & pluribus difficultatibus obnoxia, apud Belgas alioque per totosque populos habent, adversar multarum altarum Clausularum, pro Clausula nullius effectus, uti per. 3. cap. 1. signante §. 3. hujus Tractatus notabitur, ostenditque plures Bullas, & Constitutiones Romani Pontificis in Belgis, Gallia, aliisque Regnis non esse receptas, tamen Rouge more solito publicatas etiam cum inserta prædicta Clausula. Item per. 4. cap. 3. §. 3. & 4. probatur, Clausulam illam contrariam fuisse rejectam, tanquam moribus Belgis contrariam.

PARS SECUNDA.

DE PLACITO REGIO

Super Publicatione, & executione Decretorum, & Literarum
Curiae Romanae; ejus antiquitate, fundamen-
to, & scopo.

CAPUT PRIMUM.

De inveterato usu Placiti Regii.

§. I.

*Ufus Placiti Regii super Bullis, & Rescriptis Romanis
jampridem apud Belgas receptissimus fuit.*



ITERUM Placiti, sive, ut alii loquuntur,
Litterae *Parvae*, vel *Exequatur*, sunt Li-
terae, sive *Patentes*, ut vocant, quibus
Princeps permittit publicationem, &
executionem Bullarum, seu Rescripto-
rum, quae in suas Ditiones & Curia Ro-
mana invehiuntur.

Vocantur autem Litterae *Placiti*, ut significetur, Bul-
las, seu Rescripta per Principem ejusve Curias discussa
ipsi non displicere, ideoque sibi placere, ut execu-
tionem in suis Ditionibus obtineant, & effectum for-
sintur juxta morem, & hylum in suis Ditionibus
utitatum.

Idipsum verbo *Parvae*, vel *Exequatur*, alii sig-
ficatum volunt.

Hujus vero Regii Placiti usus super Diplomatis,
Bullis, & Rescriptis & Curia Romana emanantibus
adeo notorius jampridem apud Belgas fuit, ut & ex-
teri Scriptores de hoc tanquam de re notoria scri-
bant: Atque inter alios Ludovicum Guicciardinus No-
bilis Florentinus in descriptione Belgii de hoc usitica
scribit: "Quod res Ecclesiasticae actinet, eandem
fere habet cum Pontifice maximo Princeps in hac
Ditione conventiones, quas in Regno Galliarum
Rex, nec Beneficium ullum, nec gratiam potest
conferre, nec expellere in hanc terram Diploma-
ta, aut quid aliud tale, quod effectum sortiantur,
absque Principis, vel Conciliorum ejus Placito ut
que consentia.

Et qui a ducentis circiter annis scripsit Didacus Co-
varturvus Episcopus Segovienfis *prael. q. cap. 35. num. 4.*
hunc Belgarum morem tuoc notorium adducit, ut
eundem in Regno Hispaniarum vigentem a singulari-
tate contra ejusdem obsecratores vindicet: "Extra
(ait) hujus praetis fundamentum, ex eo quod idem
fuit apud Gallos, & plerisque Christiani nominis
Gentes.

Deinde relatis verbis colossam Auctoris, qui no-
minationem exprimit varia Reges, in quibus hic usus
obinet, conclusit Covarturvus: "Ex quo apparet,
non tantum in Hispania, sed & in *Flandria*, &
apud Gallos hoc ipsum frequentissime fieri, nimi-
rum executionem, & publicationem Diplomatum
Curiae Romanae suspensam, quousque apud supremam
Regis Audienciam recognita fuerint, uti loquitur
hic Auctor.

Quapropter Auctores, qui de hoc Placiti usu apud Bel-
gas loquuntur, cum apud Majores quoque nostros usum
fuisse testantur: Atque inter alios Hubertus Loyens
in suo Tractatu de Curia Brabantiae loquens de Litteris
Placiti, quae in hac Curia expelluntur, ducere non
dubitat, Principes nostros *pluribus jam fecisse hoc jure
utol fuisse.*

Indubie antiquitatem hujus usus habet hic Auctor
ex vetustis Libris & Regestis Curiae Brabantiae, cui a
pluribus annis fuerat a secretis, dum hunc suum de
Curia Brabantiae Tractatum publicavit.

Et Bertrandus Loth in suis Resolutionibus Belgicis
Pas Epen, Pars VI.

Tract. 2. art. 3. testatur usum hunc tam longa anno-
rum serie in hoc Belgio, scilicet summa Pontifi-
cibus, & non relictantibus, obtinuisse, ut etiam hic
tanti temporis lapsus vim privilegii habere possit.

Quandoquidem hic Theologus vellet illustiores dif-
ficultates in hoc Belgio emergentes exponere, & mo-
dum, vix dubium quin omnem operam impenderet,
ut de singulari usu circa materias harum difficulta-
tum plenarie esset informatus, ut proinde nec dubita-
ri queat, quin post diligentem inquisitionem repe-
rit usum Placiti Regii super Litteris, & Decretis Apo-
stolicis ab antiquo hic in Belgio obtinuisse.

Ceterum quae hic Theologus in Scholasticis aliisque
Auctoribus in fundamentum hujus Juris adducit, hic
non examino, id unum sufficere ratus, quod Doctor
ille, qui resolutionem illustriorem difficultatum in Belgio
ametgentium ex professo resolvere, & condere su-
dit, de hoc inveterato usu Belgii tanquam de re no-
toria testari non dubitet.

§. II.

*Idem Placiti usus apud alias Gentes jampridem
obtinuit.*

Usum Placiti jampridem fuisse receptum, & usi-
tatum in Regno Hispaniarum testis est praec-
turus Didacus Covarturvus, qui *cap. 35. prael. q. 4.*
postquam notavit, quod "apud Hispanos po-
testas Legatorum, seu Nunciosum Apostolicorum Sedis
examinetur, ut admitti possint a summo Regis
Praetorio, quibus uti conveniat dispensationibus,
& commissionibus, ne quid fiat in Republica di-
spensum, subiungit: "sic etiam in his Regnis mul-
tis in casibus, & negotiis Litterae Apostolicae ante exe-
cutionem eorum ad Regem mittuntur Auditoris, &
Tribunalis: Idque fit (ait) ex Regio Decretis, ut il-
lic examinentur, ne quid sui & obtineatur, falsis
precibus, & importuna suggestionibus, a summo
Pontifice adversus Regni Regumque Hispaniarum pri-
vilegia, & Apostolicas concessionem.

De hoc Placiti usu testatur passim Regni illius
pragmatici, atque inter alios Hieronymus Cevallos
de usu retinendi Bullas Pontificias in Senatu Re-
gio, quoadque ibidem examinatum fuerint, agit in
suo Opere *Communione contra Communes*, asseritque
in Prologo *Tom. 5. num. 160.* quod Senatores Re-
gii non teneantur rationes retentionis Bullarum ra-
ponere Pontifici, nisi summus Pontifex ipsemet petat.

Et de hac tanquam notissima apud Hispanos Bul-
larum Apostolicarum retentione, sive suspensione exe-
cutionis eorumdem, latissime agit Franciscus Salga-
do in speciali suo Tractatu de Supplicatione ad San-
ctissimum, ubi ejus usum, & utilitatem latissime ex-
ponit.

Apud Gallos nullam Legem Pontificiam, aut Re-
scriptum Curiae Romanae publicari, aut executionem
mandari posse, nisi prius in supremo Regis Audito-
rio examinata fuerint, & probata, notus est quam ut
probari debeat, probaturque hic usus integro *cap. 10.*
inter probationes Libertatum Ecclesiae Gallicanae, ubi
etiam vetusta admodum hujus usus, & praeterea
proferuntur exempla, & Parlamentorum Arrestra.

Hunc quoque usum jampridem viguisse apud Ger-
manos probat in primis, quod circa Bullam *Cane Do-
mini* factum esse circa annum 1586. narratur auctori-
tate Rodolphi II. Imperatoris, qui Legatum Apostoli-
cum cohibuit a promulgatione Bullae *Cane Domini*,
quam

quam ille, in Bohemia jam corpora, promulgare publico, eo indicio cum perturbatione ipsius Regni: Qui Imperator hac occasione generaliter edixit, ne quæ Bullæ Pontificiæ deinceps, nisi he consilio & probante, emitterentur in locum atque executioni mandarentur, quod de præfatis mandatis ad Episcopos Silesiæ atque Moraviæ, uti fidem faciente Literæ Domini Ancel Otacoris Regis Galliæ apud dictam Imperatorem, quæ referuntur in additione ad num. 39. capiti 7. probationum Liberrum Ecclesiæ Gallesæ.

Ex his Literis quoque constat, Archiepiscopum Moguntinum noluisse publicare dictam Bullam *Cum Deum*, eo quod prævideret, per dictam Publicationem plura damnum, quam utilitatem Ecclesiæ suæ obtenturum.

Refert Augustinus Manuel Equis Ordinis Christi in Historia Joannis II. Lusitanie Regis lib. 4. quod Lusitania hunc usum & morem separari semper caluit, ut Regni Cancellarius cum Secretario non Bullas tantum Pontificias, sed mandata omnia Ecclesiastica cognosceret, neque ante fierentur effectum facturi, quam ex subscriptione Secretarii liqueret, nullum prejudicium fieri Regiæ authoritati.

De hoc Placiti usû vigente in Ducatu Briançoniensi testis est Argenson lib. 2. *Hist. cap. 14.* ibidem narrans, cursum « Petrum II. Beicassini Ducem sub pensacopis » & consuetudine honorum, ne Bullæ quæcumque in « publicum Ducatus sui prodirent, antequam exami- » natis in suo Consilio iple assenseret.

In Sabaudia ab antiquo hoc Placiti usum fuisse, sufficienter probatur ex Decisione Senatus Sabaudici relata ab Antonio Fabro in suo Codice, lib. 7. tit. de *Appellat. ab Absu*, qui ibidem refert, censuisse Senatorem, recte posse appellari ab executione Brevis Apostolici quævis acquisitis, hoc loco ritu, quod inconsulto Senatu facta sit Publicatio, ne Principis Jurisdicção impio consensu videatur.

In Regno Neapolitano quævis nexu feudali Sedi Apostolicæ obnoxio hunc usum probat, vel sola illa pragmática data 30. Augusti 1561. quæ declaratur, Clausulam Literæ Curie Romanæ inferantur, quod *sola publicatio Romæ facta sufficiat*, habendam esse pro Clausula nullius effectus.

Constat insuper, Regni illius consuetudinem jam pridem fuisse, ut sine assensu eorum, qui supremæ Jurisdicção præstant, seu ut loquuntur, sine Regis *Exequatur*, nulla Rescripta, aut Bullæ Romanæ admittantur. Atque erat exemplum Literarum Ferdinandi Catholicæ hujus Regni & Aragoniæ Regi de anno 1508. quod obsequium suum detinuit Protegi Neapolitano, quod commissus in hac re egisse videretur, & hominem, qui mandata Romana, spreto Regni more, inuenter, protinus in furcam non egisset; quæ Literæ idioma Hispanico referuntur integræ ab Authore De Jure Belgarum circa Bullarum receptionem cap. 2. num. 2. & in Gallicum verisè habentur in Appendice Monumentorum sub lib. 11.

Ex qua insuper Epistola patet, quantopere pro conservatione Regiæ dignitatis, & tranquillitate Regnorum iustitiae crediderit Rex Catholicus, ut jus hoc integrum conservaretur.

Hanc omnium pene Regnorum in hanc Placiti usum consensum deducit, citans omnium Gentium Authores, Franciscus Salgado in Tractatu de Supplicat. ad Sanctissimum part. 1. cap. 2. ubi num. 37. allegat Marium Casteli Siciliæ Senatorem, qui ponit Præsum & Sylum Regni Siciliæ in examinandi omnibus Literis à Sede Apostolica emanantibus. Quapropter non immerito hunc usum Placiti adscribendum censet passim Pragmatici Juri Gentium, utpote apud omnes passim Gentis ex Juri naturalis inditum probatum.

CAPUT II

De Scopo Placiti Regi.

§. I.

Ostenditur scopus Placiti esse prævenire, ut accipias Bullarum impetus in tempesta publica.

Si rite attendamus, quid Principes Catholici in his Bullis Placiti pre oculis habuerint, apparebit, unicuique hujus scopum esse, prævenire, ne quid aliunde in Disposse suæ lynchatur, quod Republicæ sibi creditum in plura nonnunquam incommoda præcipiet. Unde citatus Didacus Covarruvias notans, quod apud Hispanos, uti & apud Gallias & Flandros « potestas Legatorum, seu Nunciorum Apostolicæ Sedis examine: » « tur, rationem hujus examinis subiungit: » ut admoneri possint a summo Regi Prætorio, quibusvis conve- » niat dispensationibus, & commissiõibus, ne quid fiat (ait) in Republica dispensandum, cum plenamque Nuntii Apostolici exteri sint, nec fas noverint, » quæ sunt omnino prævenienda, ne falsis precibus & suggestionibus decipiantur, »

Deinde monens, quod non tantum pervie ante ad- » missionem Nunciorum Apostolicorum in Regnis Hispaniarum ad Regia causæ Auditoria, sed multis in negotiis, & calibus Literæ Apostolicæ ante executionem, rationem hujus missionis allegans, ait « id fieri a Regio Decreto, ut illæ examinentur, ne quid fiat, & obli- » gatur falsis precibus & importunis suggestionibus a » summo Pontifice adversus Regni Regumque Hispaniarum privilegia, & Apostolicas Concessionem, de- » quæ ne Literæ summi Ecclesiæ Præfati contra publicam spiritualis, Ecclesiasticæ & temporalis hujus Provincie militiam, præter ipsius concensum vo- » luntatem, & consensum executioni mandentur. »

Tandem pluries in hujus Juris asseritionem produ- » ctis fundatissimis argumentis, præventionem eorum maliciam, qui hoc Jus Regium in insidiam vocant, quasi per hanc detractionem Bullarum, Pontificis auctoritati detraxeretur, rursus admonet cum dicitur in finem eam Bullarum detractionem fieri, « ut maxime Christi Vicarius in terris certior fiat, quæ & quævis afficiantur incommodis, & gravaminibus Republicæ » illæ propter multa, quæ ab ipso falsis precibus & suggestionibus importuntur, quæ minime Sanctissimus Pontifex foret concessurus, si per sinceram justitiam » narrationem certo sciret, quid spirituali, Ecclesiastico & temporali hujus Regni, & Principatus rectis regi- » mini sit conducibilis. »

Et Franciscus Salgado in Tractatu de Supplicat. ad Sanctissimum, cap. 8. num. 11. expresse monet, recitatum ad Senatam Regium pro retentione Bullarum, insitum non posse, nisi occurrat utilitas publica, quæ impediatur turbatio Republicæ spiritualis, Ecclesiasticæ, ac temporalis: « quo unico fundamento (ait) hæc retentionis cogitatio, & facultas deferretur Principi supremo Ecclesiæ » & Regni Prætori. »

Ex cap. 13. num. 13. asserit idem Salgado, quod omnes casus, in quibus dari possit Bullarum retentio » in Senatu, uni tantum rationi nitantur, & unico fun- » damento justificationis, nempe prejudicio Republicæ, ac damno publicæ utilitatis, quoque ad hunc » dominatorem finem tendat, ob illamque hanc salubrem » remedium introduci, » quod istius deducit cap. 3. ubi » a. 8. dicit omni praxim hoc uno fundamento ab omnibus Doctoribus justificari.

Eandem hujus prætex scopum paucis expressit Eberhardus Løyens in Tractatu de Curia Brabantia, notans quod nulla Bullæ Pontificiæ mandentur executioni sine permissu Regi, aut cognitione eorum, qui supremæ Jurisdicção præstant, quantum partes sunt eas inspicere atque cognoscere, an nihil contineant, aut admodum habeant, quod Republicam ledere possit, in quo » (ait) omni Placiti usus consistit.

Principis Placito publicari, & executioni mandari, uti ex pluribus in decursu hujus Tractatus adductis plenius patet.

Et quidem Grati communis pene Orbis Christiani Regnis Placiti usus est communis, uti supra ostensum est, ita quod apud omnes idem hujus usus scopus invenitur.

Inter probationes Libertatis Ecclesie Gallicane cap. 10. capis hic est titulus: *Bulle des Lettres Apostoliques ne peuvent être exécutées en France sans l'autorité du Roy ou de ses Officiers*, sequitur Littere Ludovici XI. Regis Gallicie datæ 8. Januarii 1475. quibus mandatur, ut per Communiarii a Rege constitutum in Civitate Ambianensi visitentur omnes quaecunque Littere, Bullae, aliave e Curia Romana emanantes.

Scopus hujus Visitationis subiungit, nimirum ut inspicatur, si nihil in his Bullis, aut Litteris occurrat contra Jura Regni, & libertates Ecclesie Gallicane.

Si attendatur etiam cetera, tum a Regibus Gallicis, tum a Parlamento Regibus per hoc usum edita, quae sunt in his probationibus, quam in Commentariis eorumdem libertatum adductis, appareret quoque hoc usum voluisse Reges Gallicis, per hunc usum Placiti, sive *Paratis* praecavere incommoda, quae possent ex praecipio Bullarum, aut Rescriptorum Curiae Romanae executionis Ecclesie Gallicanae ipsique Regno accidere.

§. III.

Offenditur quibus ex casu per Regia Auditoria executio Bullarum fiti quae inscriptis Placitis scipo.

Supra notavimus, unicum Placiti Regii scopum esse, seu quid in Principis Dictione invehatur, & executioni mandetur, quod Jura publica investire, ipsamque Republicam, seu Ecclesiasticam, seu Civilem turbare possit.

Igitur Senator Regni id positissimum in receptione Bullarum, vel delegatione Placiti attendere debet; utrum ex ipsarum Bullarum Rescriptorumve executione cum fundamento timeunda sit Republicae, seu Ecclesiasticae, seu Civilis turbatio, aut publica praevideatur oritura incommoda.

Unde recte norant Doctores in hac Bullarum retentione, seu eandem suspendenda executione, non tam esse attendendam eorum simplicem sub vel obreptionem, quam publicam utilitatem, in quam ipsa Bullarum extensio impingere possit, ut late offendit Franciscus Salgado in Tractatu de Supplicat. ad Sanctissim. part. 1. cap. 8. ubi num. 10. late probat "simplicem subreptionem Litterarum Apostolicarum militare esse fundamentum habile, ad eandem retentionem in Senatu discutiendam nec etiam disponendam, nisi concertat, aut inde tuleratur damnum publicae utilitatis, vel aliqua ex causa, ex quibus inferri possit turbatio Republicae Spirituales Ecclesiasticae, aut temporales, quod unico fundamento (ait) hae retentionis cognitio, & facultas delectur.

"Principi supremo Ecclesiae, & Regni Praetori.

Exinde inferit Salgado post alius, Rescripti Romani executionem suspendi, si in Securi Regio retineri possit, tametsi Rescriptum ipsam validum sit, atque ulla subreptionis, aut obreptionis vicio laboret, eo quod in hac retentione non tam sit consideranda sub vel obreptione, quam ratio boni publici, "quae consistit in vitando scandalo, sive alio quovis malo notabili, quod velletur, vel time-ri possit, quod (ait Salgado) verificetur, ubi Litterae merito jure valent, & omni subreptionis vicio carent.

Fundatur hac retentione Bullarum scandali vitandi causa in cap. CUM TENIAMUR 6. de Prebendis: Ubi Alexander III. scribit eundem Episcopo, quod si non possit illi, pro quo mandatum de providendo miserat, sine scandalo providere, inquit illi sustineret, si pro ea vice mandatum suum non daretur exequendum.

Monet utem Petrus de Marca lib. 3. De Concord. Saecul. & Imp. cap. 15. num. 8. relictis ad praedictum Alexandri III. responsum, "scandala & offensiones in Republicam Christianam invehit, quando status Ecclesiasticus aliqua novitate percellitur, & consuetudines receptae convelluntur.

"Probatum id quoque (ait de Marca ibidem) ex Decretali Innocentii III. in cap. CUM OLIM de Clericis contra jura, qui filium Graeci sacerdotis ex legitima uxore suscepit in Episcopum consecrari jubet, ubi (inquit) pro eo quod inter Latinos Graeci baptismi consecrantur, re-

gionis consuetudo repugnare ubi Joannes Andreas recte add. notavit, hanc exceptionem additam ob vitandum scandalum & offensionem, quae inde contingere possit, si quid alienum a consuetudine inter Latinos induceretur.

Quidquid enim in publicam utilitatem impingit, nimirum scandali vitare potest, eo quod publicis commodis ostendiculum ponat.

Quare non omnis retentionis Bullarum & Rescriptorum Curiae Romanae locus esse, si per ea inveterata consuetudines, & Provinciarum Jura & Privilegia inventantur, passim observantur Doctores adducit per Franciscum Salgado loco citato cap. 6. ubi iam primis notat, quod "laudabiles consuetudines in aliquibus Regibus & Provinciis a Sede Apostolica diu toleratae iuxta seipsum per manum debeat "quodque (ut ait S. Augustinus) ipsa mutata consuetudines, etiam quae adjuvant utilitatem, novitate perturbant.

Atque ibidem fassus offendit Salgado, mutationem antiquarum consuetudinum & inveteratarum morem solere esse causamurbationis, molestaque secum incommoda trahere in Republicam Christianam.

Hinc ulterius concludit num. 19. Rescripta Pontificia retineri, "quando moribus laudabilibus, & vultissimis alicuius Regni, aut Provinciae minime conveniunt: (additque) a Constitutoribus summi Pontificis impleri posse, ut judicant Doctores omnes, cum ex hac novitate, & morum mutatione turbatio Republicae, & status Ecclesiastici probabiliter timeatur, & exinde facillime scandala oriri soleant.

"Et cum hae novitates & abusus sit generis scandali &urbationis, pacis & tranquillitatis publicae, ex quibus notabilia damna & inconveniencia disabuntur, omnia modo praevitanda sunt, jussaque tunc causa de legitimis dicitur ad suspendendum executionem Litterarum Apostolicarum, & per publica subterit, & bonum commune detrimentum patitur, "ut persequitur Salgado, recte nocens Bullas Romanas ob hanc novitatem, & quae ex ea sequuntur incommoda, eadem ratione retineri posse, quae retinentur scandali vitandi causa.

Uterius, quia vix contingere potest, ut sine perturbatione publica & damnum publicae utilitatis Jura Principum & populi privilegia infringantur, aut ledantur, inter causas retentionis Bullarum hanc passim recensent Doctores: nimirum si Rescripta Romana impingant in Jura Regia, aut antiqua populorum privilegia, uti multis offendit supra allegatus Salgado capite 5. per totum, ubi a num. 45. notat Doctores hanc retentionis causam fundantes, ac signantes num. 47. recitat verba Didaci Covarruviae, quibus inter causas retentionis Bullarum expresse ponit "nequid sit & obstruat falsis praecipis, ac importunis suggestionibus adversus Regni, Regnumque Hispaniarum Privilegia & Apostolica concessiones.

Porro unum hi casus retentionis Bullarum in hac unitate ratione fundantur, quod ex Bullarum executione timeatur, vel praevideatur fore, ut Republica, seu Ecclesiastica, seu Civilis in plura incommoda possit incidere, ideoque sine scandalo, sine offensione populi executio facile haberi non possit.

Hinc recte probat saepius allegatus Salgado cap. 9. quod licet speciales aliquae causae retentionis exprimat in Lege Regia pro Regno Hispaniae, "Senatum Imperium pulle, (sicut quousque sit) hac uti Regalia in omnibus causis comprehendens sub Jure, & ratione generica, in quibus militat ratio utilitatis, &urbationis pacis, ac per consequens tollendae violentiae.

Et cum hoc sit unicum fundamentum hujus retentionis, ne pax publica, statque Regni turbetur, per necessitatem consequentiam sequitur (ait Salgado) quod in omnibus in casibus, in quibus sua subterit Republica, vel notabile aliquid damnum patitur, & violentiam suam poterit (Principes) interponere auctoritatem auctoritatis, atque omni modestia, & reverentia hominum Sedis Apostolicae ipsi Regalia uti.

Atque ibidem pluribus offendit, Rescripta Romana a Senatu Regio retineri, si executionem eorum suspendi ex multis causis, quae in Lege Regia specialiter non sunt expressae.

Quin si Rescripta Pontificia principaliter quidem dantur uterentur in detrimentum privatum alienigeni terris, consecutiva autem in notabile praesidium publicae utilitatis, etiam eo casu per Senatum Regium retineri posse, siue

curam

eorum executionem suspendi probat saepe allegatus Salgado cap. 7. ubi notat n. 6. a. quod Literarum retentio non ex quolibet prejudicio in terro procedat; sed tantum quando ex earum executione constet privatum intentum inferre, atque consecutive inducitur damnum aliquod publicum, eadeque in detrimentum Reipublicae Ecclesiae fuisse ad temporaria.

Exemplum primo ponit, si praeter prejudicium tertii in executione ipsius Recepti inferatur violentia; cum enim omnis violentia etiam privatis inferenda cedat in prejudicium publicae tranquillitatis, nec non speciali ratione Principi incumbat remedium praestare aditus violentias, hac violentia dabit ipsam causam retentionis.

Idipsum exemplificat: si Receptum venisset in Literis expeditis in praedictum Juris Patronatus Litterarum, quia ideo retinetur (ait) non quatenus tangant simpliciter jus tertii, hoc est, Patronum, sed quatenus consecutive vergant in detrimentum, vel perniciem Reipublicae Spiritualis.

Verbo, quandoque executione non tantum laederet jus tertii, sed quatenus ratione vergent in detrimentum publicum, poterit esse iusta causa retentionis, uti ibidem concludit Salgado.

Si vero agatur de simplici sub vel obreptione, qua duntaxat jus privatorum concernit, ita ut executio Recepti sine Provisionis nullatenus offendant possit jura publica, nec ejus occasione timeunda sit Reipublicae aut Ecclesiae turbatio, retentionis Bullae sine Recepti locus nequaquam erit, observando dictum Salgado citato cap. 8. num. 24. retinere non posse Senatuum superius Regum condare retentionem Bullarum super simplici subreptione, quando alias omnino ex executione cessat qualitas damni publici, aut publice utilitatis Regni aut Regis, ac inde turbatio Status publici, quod quidem in simpliciter, & non ita qualitate subreptione Literarum penitus cessat.

Dum enim quaestio est de simplici sub vel obreptione inter partes, ac unice quaeritur, num Provisioni sit rixacopia, molloque vicio subreptionis laboret, vel utrum provisus qualitates requisitas habeat, utrumque provisus ab Ordinario in aliquo particulari casu praestari non debeat provisio Apostolica, atque ita de solo jure partium concedendum quaeritur, quaestio hac per iudicem decidenda venit, nec ob hoc jura partium retentionis locus esse potest, quandoquidem Senatus Regius nec intentum nec possit retardare executionem Recepti Apostolica, si illud in publica commoda non impingat, neque Senatus Regius possit nec intendat jus, quod tertius ex hoc Recepto vel Provisione pretendit, ipsi asserere, sed tantum praecavere, ne per executionem hujusmodi Receptorum laedatur jus publicum, aut subditi violentia inferatur.

Quapropter notat allegatus Salgado loco citato num. 28. quod Doctores, qui de retentione Bullarum tractaverunt, expresse loquuntur, quando Literae laedunt jus publicum, cum Regni vel Regis, & in damnum vergunt publice utilitatis, ex quarum executione turbati timeant Reipublicae, ac publicus Status Ecclesiae.

Refertque ibidem Salgado num. 28. ex Antonio Amato variis, Resoluto lib. 3. refo. 72. quod in Regno Siciliae communiis patris habeat, ut Literae quidem Apostolicae in Senatu Regio retineantur ob causas tendentes in prejudicium jura Regis ac Reipublicae, aut in turbationem pacis subditorum, vel praedictum tertii; sed si aliquis contrarietur in Senatu oppositum se petenti Executoria Literarum Apostolicarum non esse denegandas, quando continent subreptionem vel obreptionem duxat, imo tunc conceduntur Executoriae, salvo jure partis coram iudice delegato proponendis, & prosequendis.

Similiter & in Belgio Recepta seu Bullae Apostolicae suspendi seu retineri non solent, dum de solo jure contentum est quaestio, sed Placitum annui solet, salvo jure contentum, & ne fuit occasione Provisionis Apostolicae partes extra Provincias, vel coram iudicibus, qui spectat moribus, & privilegii patriae, essent incompetentes, litigare cogentur: habet praei Senatus Brabantiae, ut Placito Regio super Provisione Apostolica inferatur hac excepta causa: Si occasione hujus Provisionis quaestio incidat, ea insinuanda, & agitando sit in potestatem quidem coram ipso Senatu Brabantiae, in petitorio autem coram iudice Ecclesiastico competente, & de Brabantiae residentibus & si quaestio per appellationem

ad Curiam Romanam foret devoluta, tunc ea coram iudicibus delegatis & competentibus atque ibidem in Brabantia residentibus prosequenda erit, conformiter ad Edicta de annis 1497, & 1574.

Et si forsitan in Receptis aut Bullis Pontificiis commula contineantur, e quibus posset resultare aliquod incommodum publicum, inferri consueverunt aliae nonnullae clausulae, & limitationes, quibus praedictis incommodis occurratur.

CAPUT III.

Quo titulo Principi hoc Jus Placiti competat?

§. I.

Offenditur Jus hoc Principibus competere titulo sui Primatus sive Jure Regalia.

Quandoquidem usus Placiti eo solum tendit, ut Principes praecaveant, ne ex preceptis Bullarum seu Receptorum Curiae Romanae publicatione, & executione quidquam in Reipublicam seu Civilem seu Ecclesiasticam invadatur, quod eam turbare, aut subditi oppressum possent, periculum est, hoc Jus Principi vi sua auctoritatis, & Officii competere.

Quis enim dubitet, quin Regium Officium sit, incommoda a Republica, quin & ab Ecclesia eorum tuitioni commissis avertere, eamque pacem & tranquillitatem conservare.

Principes seculi (ait apud Gratianum Cause 23. q. 3. can. 3. S. Ildorus) nonnunquam intra Ecclesiam potestatis adepti culmina tenent, ut per eandem potestatem disciplinam Ecclesiasticam manent.

Post hac ostendit, qua ratione necessaria sit Principum secularium auctoritas pro tutela Ecclesiae disciplina: Ad tandem ad Principes se convertens, ait: Cognoscitur igitur Principes seculi Deo debere se rationem reddere propter Ecclesiam, quam a Christo tuendam suscepit, nam si ve auctus per Ecclesiam, si ve solvatur, ille ab eis rationem exigit, qui eorum potestati Ecclesiam suam credidit. Hanc illudori Sententiam anno 829. adoptavit Concilium Parisiense lib. 2. c. 2. ut Reges sui Officii monerent.

Cum igitur Principis sit curam tam Ecclesiae quam Reipublicae gerere, faciendum est, nequaquam ab ejus Officio alienum esse, examinare & revidere, quid aliunde in suas Ditiones invadatur, quo praecaveat, ne per id forsitan Reipublica aut Ecclesia turbetur, atque in gravia incommoda incidat.

Itaque ex ipso Principis Officio usus hic Placiti originem traxit, nam ex praedicta indubitata manet, Principibus ex natura & institutione ipsius Principatus publice tranquillitatis tutelam incumbere, sine discrimine personarum & causarum, ac consequenter auctoritatem habere super actionibus exterius etiam Ecclesiasticis, quatenus pacem Reipublicae temporalis intempestive perturbant, ut incommoda, qua inde emergunt, praeventant, & his mediantur.

Quod si vero ad Officium Principum pertinet incommoda a Republica avertere, possunt sine dubio, & inquirere in ea omnia, quae peragere inferuntur, ne quid forte noxae lateat contra publica commoda, & ulterius etiam edicere, ac quid novi invadatur, sub executionis mandatum, quod prius recognovit non sit ab eis, qui tamen cognoscenda delegati sunt, & aequam popularium petiti habentur.

Hinc Franciscus Salgado in suo Tractatu de Supplicatione ad Sanctissimum, differens de jure retentionis Bullarum, si ve Jure suspendendi executionem Receptorum Romanorum, praesumit apud Auditoria Regia fuerint examinata & probata, (quod in Regnis Hispaniae jure receptum fuit) & Jure Placiti in his Provinciis usitato aequale sit Juri Regaliae si ve superius Principum auctoritatem ascribere non dubitat.

Quapropter & cap. 9. n. 3. Jus illud retentionis non solum in casibus in Lege Regia expressit locum habere affirmat, sed & Senatuum superius potest hac Regalia uti in omnibus casibus, in quibus militat ratio publice utilitatis.

etiam, & turbationis pacis, ac per consequens tollende violentiæ.

Rationem subiungit: "Nam cum hæc sit principalis nervus, unicum fulcrum & solidum fundamentum indubitatum & provinciarum huiusmodi recursum recreationis, ne pars publica, Statuque Regni tranquillitas turbetur, & ne communi bonum detrimentum pariat, Princeps tanquam suæ sibi commendatæ Reipublicæ protector, ac Status Ecclesiastici, nec non Reipublicæ spiritualis, ad ejus officium proprie pertineat facultas populi, quies & tranquillitas publica, per necessitatem inde consequentem sequitur, quod his omnibus in casibus, in quibus sua turbetur Reipublica, vel notabile aliquod damnum patiat, & violentiam, suam potest interponere auctoritatem æconomice, atque omni modestia, & reverentia humiliter Sedis Apostolicæ illa Regalia sui.

Et n. 109. notat, quod Princeps in Legē Regiæ, in qua disposita sunt prævisione Bullarum & Supplicatione ad Sedem Apostolicam in casibus ibidem specialiter expressis, motus sit ratione generali & fundamentalis, super qua fundatur huiusmodi retentio.

Et Princeps nostri in ius Edictis, quibus hujus Placii formam præscribit, ad sola sua suprema auctoritate procedunt, neque ullum alium particularem titulum, cuius illud inniteretur, adducunt.

Non mirum proinde, quod & passim omnes supremi Principes Catholici, tanetsi etiam nexu feudali Sedis Apostolicæ obnoxii, utantur hoc Jure tanquam ex ipso Jure Regaliæ & Coronæ possidente.

Nequaquam igitur per asserendo hoc Jure, laborandum est de titulo Confessionis Pontificis inter & Principem, aut de titulo protectionis, vel speciali aliquo privilegio Apostolico, quo Jus illud Principibus haberi insulturnum, quandoquidem Principes soli Deo acceptum ferant imperium suum, qui publicam tranquillitatem, & quæ ad eam auxilia necessaria sunt, in manus ipsorum collocant.

§. II.

Jus hæc inseparabiliter inheret ipsi Principatui, ut Princeps aliud a se abdicare possit.

Princes est Officio, & titulo sui Regali incumbere protectionem suorum subditorum, nec non curam procurandi tranquillitatem Reipublicæ, atque inveterata subditorum Jura & Privilegia sacra recta servandi, ac ipsam quoque Ecclesiasticam disciplinam sua auctoritate auferendi, expeditum est.

Igitur Princeps vi sui Supremæ dignitatis tenetur ex omni cunctis, quibus tranquillitas Reipublicæ conservetur, subditorum Jura & Ecclesiastica disciplina intacta conserventur, ac subditi ab oppressione, & violentia liberentur, hocque Jus una cum Regno ipso nascum est, & Potestati Regiæ tam indivulve connexum, ut Jus hoc a se Princeps nequeat abdicare, nisi una scriptum Principatu extat.

Non est enim inane Regiæ Possessatis nomen, nec insignibus Majestatis ideo decoratur Princeps, ut otiose pendens humani generis: *Non sine causa gladium portat* (inquit Apostolus ad Romanos cap. 13.) *Dei enim Adversus est vindicæ in ira ei, qui malum agit*: Et, ut Doctores loquuntur, intelligitur regimen a Deo commissum Principibus non simpliciter, sed cum qualitate, & attributo ei naturaliter inherente & inseparabili, quod consistit in protectione subditorum, propugnatione injuriarum, tuitione communis tranquillitatis.

Franciscus Salgado post alios allegatos Auctores in Tractatu de Supplicatione ad Sanctissimum per. 1. c. 109. notat hoc Jus aliisque similia ad supremam Principis Regiam spectantia Principem a se abdicare non posse, & sic esse imperprescriptibilia.

Quinimo notat idem Salgado in Tractatu de Protectione Regiæ per. 1. c. 1. prælat. §. m. 130. quod "naturale attributum sit, propriumque Regis Officium inherens regi, a quo avelli non potest, nisi simul & eis causis, quibus regimen & Regnum tolli potest, & tunc non per se tollitur, sed tanquam substantia, medulla, anima & qualitas rectus sui subiecti.

Quapropter, ut narrat Augustinus Manuel Eques Ordinis Christi in Historia Joannis II. Regis Lusitanæ lib. 4.

Cum dictus Rex anno 1486. postulante Innocentio VIII. renunciasset Juri, quod in Regno illo tenacissime fuerat observatum, nimirum ut Regis Cancellarius cum Secretario non nullas tantum Pontificis, sed Mandata omnia Ecclesiastica cognosceret, neque ante fierentur effectum fortis, quam ex subscriptione Secretarii liqueret, nullum prejudicium fieri Regiæ auctoritati, interposuerunt se Regis Primores, Consilium, & Jurisconsulti negantes licere Regi sine Ordinum consensu abdicare se eo Jure, quod ad communem populi utilitatem, tranquillitatemque pertineret, & nihil deberet de debita Jure divino Apostolicæ Sedis reverentia.

Indubie jam tum periculum habebant Primores Regni Lusitanie, quod si Jus hoc Placii sine examinandi Diplomata Romana consistat intra hos limites, ut cognoscant Indices Regis, annuam homicinæ nove Bullæ adversus Regni Statum, adversus Privilegia, inveteratas consuetudines, aut quietem publicam, justas, imo & necessarias sit hic mos ad ipsam Reipublicæ conservationem, quodque verissimum sit, ut postmodum observavit Didacus Covarruvias præf. 49. c. 35. n. 3. quod "si quis concedat a Principibus Christianis hanc tollere potestatem, statim committet christiano manifestissimo, quam cum calamitati Reipublicæ invoverit.

Principes Belgii speciali titulo & conservatoriis hujus Juri obstringuntur, eo quod non tantum in suo legitimo sacro Jure inaugurationis promittant, sed etiam solemni jurjurando se obstringant conservare subditi suis, & Provinciis sua antiqua Privilegia, & laudabiles consuetudines, nec non subditos suos ab omni violentia, & oppressione protegere, antequam omnino curate, ne quid contra dicta Privilegia aut laudabiles consuetudines inducant, vel quidquam violentiæ aut oppressionis contra suos subditos attentent.

Porro nequaquam dubitari potest, & experientia notissimum est, Privilegia Provinciarum, & inveteratas consuetudines integra conservari non posse, ipsosque subditos frequenter periclitari ab oppressionibus, & violentiis, nisi hoc Jus Placii integraliter quoad omnia conservetur, nec non Cuius Regiam emanantia Rescripta illis Licentia, integram conservetur, quemadmodum ipsi Principibus per sua Concilia frequenter expostum est, ut ex sequentibus patet.

Constat igitur Principes Belgii suo jurejuramento contrinxi ad conservationem hujus Juri Placii, eo quod hæc hujus Juri conservatione Privilegia & laudabiles consuetudines via salva futura sint, nec via tunc esse possint subditi contra violentias & oppressiones.

§. III.

Pro rebus hujus Juri non possunt Principes pro tempore, & locorum variatæ Leges præscribere.

Cum usus Placii Regii unice tendat ad conservanda Jura, Privilegia, necnon inveteratas Provinciarum, Ecclesiasticarumque consuetudines, qui latius supra deductum fuit, merito Princeps non modo sollicitus hoc Jus sibi conservare, sed & legitime ejus usui invigilat, Legesque præscribit, quas in ejus usu Regii Ministri diligenter observent.

Hinc licet in omnibus pene Christiani Orbis Provinciis hic Placii usus ab antiquo obtinuerit, non iidem tamēn ubique Legibus regitur.

Et quidem in hoc Belgio non easdem semper fuisse circa hunc usum Leges deprehendimus.

In primis enim constat ex Edicto Philippi Boni de anno 1447. quod Litteræ Monitoriales, Inhibitoriales, aliæve Mandata Judicum Ecclesiasticorum extantem in Ducatu Brabantia executionem habere non possent adversus ipsam Ducatum Incolas, nisi prævis fuerint exhibitis Officiis & Magistratibus septem respectu Capitalium Civitatum Ducatus Brabantie, (sub cujus Ditione morabatur is, contra quem Mandata dirigebantur) atque ab illis licentia Mandata Ecclesiastica exarandi per Litteras Parentes, ut vocant, fuisset obtenta, quæ Litteræ cum bodienis Placii Litteris comparabantur.

At posterioribus Principum Edictis auctoritas hæc reservata si solis supremis Principum Andaniis.

Et quidem juxta Edicta Principum, bodienem morem & praxim, duo demtaxat sunt Regia Andania, quibus placendi saculas concipienda est, nimirum prius Ducatus Brabantie.

hanc Cancellaria five Curia Brabanzie, pro reliquis ve-
ro Provinciarum Conciliis, quod dicitur privatum.

Unde licet præter hæc duo Concilia plures in Belgio
sint Regii Senatus, quoniam etiam aliqui per Arreftum
Senatus pronuntiant, puta, Parlamentum Mechlinien-
se, Concilium Hammoe, & Concilium Gueldriae,
nulli tamen hæc Regii Senatus hæc placitandi facul-
tas indulta est.

Espectentem in Principum Belgii Edictis ac nomina-
tionem de anno 1774. cursum est, ut nullæ Literæ Romanæ
Curie, aut Nunciatorum Apostolicorum hic executioni
mandentur, nisi prius comprobata fuerint vel in San-
ctorum Concilio vel in Concilio Brabanzie.

Similiter & in Regno Gallie Literæ Placiti five *Pareatis*
super executione Bullarum & Curia Romana emanantium,
conceduntur in Regio Concilio, quod immediate
auctoritatem Regis repræsentat.

Et quidem cum anno 1638. Bevee assigno Apostolicum
sine prævia Literis Patenibus fux Majestatis, seu ejus su-
premi Concilii Regio Sigillo majoris munitis, registrasset
Parlamentum Burdegale, adversus hanc Registrationem
tanquam factam contra usum, & Legem Regni per
suos Deputatos apud Regem fux ejus supremum Concilium
querelas deposuit Clerus Gallicanus: Quibus auditis
Edicto suo die 14. Decembris 1639. Rex in suo Concilio
cassavit, & annullavit dictam Registrationem Parla-
menti Burdegalis tanquam attentatam contra usum & Legem
Regni, ac insuper Edicto suo inhibuit prædicto
Parlamento, & quibuscunque aliis Parliamentis regulare
posthac quæcumque Bullam aut Rescriptum Curie Ro-
manæ, sine prævia Literis Patenibus fux Majestatis seu
ejus Concilii munitis majori Sigillo Regio. Integrum Edi-
ctum relet Petrus de Marca ad ealem *Libri II. de Con-
cordia Sacrad. & Imp.*

In Hispania quoque, aliisque Regnis Diplomata Ro-
mana non publicari, nisi prius in *Supremo Regis Audien-
tiæ* revisa, & examinata fuerint, ac ibidem Literæ Placi-
ti five *Exequatur*, ut vocant, obtineat fuerint, præter
ea illis, quæ leguntur (um apud Covarruviam *Præf. 97.*
c. 35. tum apud Franciscum Salgado de Supplicationibus
ac Satisfactionibus per totum, aliisque passim de hoc usu
Placiti tractantur.

Et relictis Camillis Borellis in Committente ad Sea-
rum Neapolitanum, quod in Regno Neapolitano Bæ-
re non tantum decant in Concilio Regis examinari, &
placitari, sed insuper signari per Secretarium Concilii
Starum, ut inde appareat, eas fuisse examinatas in Con-
cilio Regio.

Ex quibus facile intelligitur, Principes existimasse hæc
additionem seu Placitationem rem esse tanti momen-
ti, tanque circumspeditionem, & prudentiam requi-
rere, ut eam non nisi supremis, & quasi a latere suo
residentibus Conciliis ac Senatoribus erodiderit, quos
Regis potestas, & auctoritatis fideles depositarios
constituit.

Præterea ex præallegato Edicto Philippi Boni habetur,
eo tempore Provisiones Beneficiales sine Literis Placiti in
Ducatu Brabanzie fuisse admittas, quas tamen postmo-
do, rebus mutatis, Edicto Philippi Archiducis Austrie
die 20. Maii 1497. vetitum fuit sine Literis Placiti admi-
ti sine executioni mandari, quod & hodie inconcussa fe-
runt.

At vero in Regno Gallie etiamnum hodie Provisiones
beneficiales in Curia Romana expeditæ sine Literis Placi-
ti five *Pareatis* admittuntur; (ut infra latius notabi-
tur) tamen nullæ aliæ Bullæ aut Decreta sine præ-
dictis Placiti Literis publicari aut executioni manda-
ri queant.

Speciali Edicto Caroli Quinti die 20. Octobris 1541.
cautum est, ut in omnibus Literis Placiti super Provisioni-
bus Romanis, de Beneficiis Curialibus & Parochialibus
interdixit Clausula: Quod provisorius teneatur personaliter
residere in loco fux Curie, nec possit eam facere deservire
per alium.

Item, ut Literæ non concedantur super privilegio de
non respondendo in Beneficio Curato, nisi nec super dispen-
satione in ætatæ requiritur, vel super idoneitate.

Item, nec denotat hæc Literæ super Conjuratoribus Cano-
nicarum seu Pæbendarum, alioquinve simplicium Be-
neficiorum.

Similiter cum debetaretur, num Provisiones & Dispen-
sationes Legatorum seu Nunciatorum Apostolicorum requi-

rent speciales Literas Placiti, non obstat, quod fa-
cultates Nuncio, & Legatorum prius essent in supre-
mo Principis Concilio revisæ, & probatæ, declarat Ma-
ria Regina Hungarie Gubernatrix Belgii nomine fux Ma-
jestatis per Literas ad Parlamentum Mechlinien-
se, nullam finalem Provisionem aut Dispensationem esse admi-
tendam, nisi prius speciales Literæ Placiti essent obtineat.
Habentur hæc Literæ per. 3. Edictorum Flandrie lib. 1. Ru-
brica 2.

In Regno Gallie Literæ Placiti expediti verantur super
Decretis Romanis, quæ non immediate ab ipso Pontifi-
ce, sed a Congregatione Cardinalium emanasse sciuntur,
tamen a Pontifice Congregationi assistente, & in ea
præfidente probata fuerint, eo quod auctoritas hanc
Congregationem in Gallia non recognoſcantur; de quo
usu confutandis Discursus Domini Talon Advocati Re-
gii relet inser probationes Liberratum Ecclesie Gal-
licanæ cap. 10. num. 11. & Arreftum Parlamentis conforme
eius conclusionis, quod fecutum est, ibidem reletum
num. 12.

Patet quidquid e Curia Romana emanaverit contra-
rium Liberratis Ecclesie Gallicanæ, super eo Literæ
Placiti non expeditur.

Ut proinde licet Placiti usui omnibus passim Pro-
vinciis, & Regnis sit communis, ipsamque Jus Placi-
ti inter ipsa Jura Regalia (quæ Princeps a se abdicare
nequit) sit recensendum; tamen pro varietate tempo-
rum, & Regionum diversimode hoc Jure Principes
usi fuerit, varietate pro recto ejus usu Leges præscri-
bere poterunt, ac tamen cautione, ut Jus illud sibi
integrum conferret, & a suis Ministris observari fa-
ciant, ut incommoda ex non observantia occurrere præ-
caveantur.

§. IV.

*Officium Fiscalis conservationi hujus Juri tenetur
invigilare.*

Advocati & Procuratores Regis seu Fisci jampridem
constituti fuerit, ut Jura Regia, & publica profe-
quantur, iisque conservandis sedulo invigilarent, ut
constat ex *Titulo Codicis de ADVOCATIS FISCIS*, &
eundem in finem etiamnum hodie in omnibus passim Cu-
riis habentur *Advocati & Procuratores Fisci*, qui Juribus
Regis & publicis invigilare pudentur.

Cum igitur usus Placiti Regii super Bullis Romanis
inhæret ad conservationem Jurium Regiorum, & pu-
blicorum commodorum, consequens est, Advocati &
Procuratores Fiscalis Officium exigere, ut invigilent,
ne ex neglectu hujus Juri Placiti per præscriptam
Bullarum aut Rescriptorum Curie Romanæ execu-
tionem Juribus Regis, & Republicæ præjudicium
generetur.

Quapropter si contingat, quidquid contra hoc Jus
attentari, puta, si Brevia vel Rescripta Romana in Di-
rictione Principis inferantur, easque sine prævio Principis
Placito quocunque modo publicentur aut executioni man-
dentur, Officiis Fiscalis est contra similem attentatam pu-
blicationem, vel Bullarum executionem actionem in-
stituere, atque ad cassationem eusmodi attentati apud
Regis Audientiam concludere, conformiter ad Instru-
ctiones a Principibus passim Curis Regis præscriptas,
in quibus antea omnis injunctum Advocato Fiscali, tueri,
& defendere Jura Principis, iisque conservandis sedulo
invigilare.

Hinc omnia passim Parlamentorum Arrefta apud An-
thores signantur Pragmaticas reletas contra evulgationem
seu publicationem Bullarum Curie Romanæ citra Re-
gionem Placitam, pronuntiata legantur ad instantiam &
conclusionem Procuratoris Regii, & instructionem, &
perorationem Advocati Fiscalis, quales plerumque in unum
congesta habentur apud Pythorot inter probationes Liberratum
Ecclesie Gallicanæ.

Quinimo praxis communis obtinet, ut Placitum Re-
gium in Audientia Regis expediti non conferretur, nisi
prius Literæ, quarum executione pretritur, communicentur
Officiis Fiscalis, ut hoc despicere queat, utrum nihil in
his occurrat, quod Jura Regia, aut publica commoda
ludere possit.

Uterius, cum Placitum annuendum non sit, nisi prius
per examen Literarum seu Bullarum confiteretur, nihil
in his

in illis occurrere, quod in publica commoda impingere posset, indubie ex mente Principis audiendi sunt, quibus incumbit publica hac commoda tanta recte tueri, et quibus, quid huic vel illi Provincie, hoc illove tempore spectatis Provincialium Juribus, Privilegiis & inveteratis moribus officere posset, per reliquis ignoscitur.

Legitur quoque quod ad instantiam Cleri Gallicani statim fuerit per Ordinationem Regiam die 14. Decembris 1639. ut, quicumque obtineant Bullas seu Rescripta in Curia Romana, teneantur ea exhibere Episcopis, in quorum respective Diocesis sunt extingenda, ut Episcopi, in visis & examinatis, inita riduum super illis suum proferant Judicium, ut iduna cum Rescriptis impetratis exhibetur Regi Majestati in suo Concilio, ut, in visis, super dando vel denegando Placito sive Parentis disponatur. Erant hae Ordinatione Regia apud Petrum de Marca adhiberi lib. 4. De Conceptu. Sacerdot. & Imp.

Quapropter non immerito Concilium Flodrix in sua Consulta die 16. Maii 1658. data Concilio Privato postulavit, ut expeditio Placiti super Bullis Romanis suspenderetur, ut minus quoadvisque habebatur praevisum adversamentum Conciliorum Provincialium: Quae Consulta integra habetur in Appendice hujus Tractatus sub lit. B.

Quoniam si contingat, quoniam privatim, aut etiam Communitatem aliquam seu Civitatem seu Ecclesiasticam se formate partem opposuerint executioni alicujus Bullae Romanae, eaque in finem apud Regiam Auditoria coeludant, Placitum non esse annuendum, poterit, vel ipsa parte instante, vel etiam ex Officio se jungere Officium Focale, si appareat quidquam occurrere Jura publicae concernentem.

Unde notat Tulevius ad Titulum Codicis de Advocatis Fisci, "quod hodie ad Officium quoque Advocati Fiscalis pertinet, ut in causis privatorum se contemtem profiteatur, si Majestatis interesse cognoscit,

nimirum si commodum ejus vel detrimentum alii, quod ex eventu Judicii predeat, "quod & confos. "me esse Instructionibus Concilii Brabantis ibidem "observat.

Quia autem Officium Focale in simili causa publica commoda prosequitur, non potest pars illa, cui se junxit Officium Focale, per sumum ab Instantia desistentiam, prosecutionem Officii Focalis impedire, poteritque, non obstante hac desistentia, Officium Focale causam, in quantum publicum concernit, ad finem usque prosequi.

Quod & pluribus probat Franciscus Salgado in Tractu de Supplicatione ad Sanctissimum par. 1. c. 13. assertique n. 16. "concordia iniis inter colligantes, pendente "recursu ad Regem ob Bullatum retentionem, recursum "minime cessare, sed posse nihilominus Regium Fisco- "lem illum prosequi.

Rationem autem subiungit, "quoniam omnes casus, in quibus dari potest Bullarum retentio in Senatu, uni "tantum rationi niteantur, & unum fundamentum iustifi- "cantur, nempe praedictio Reipublicae ac damno publi- "ci utilitatis, "quod avertit Principi, seu Officio ejus Focalem incumbit, nec per quancunque partium concor- "diam auferti a Principe potest, nec quominus in invigilet Focalem, impedit.

Similiter in Regno Galliae praxis obtinuit, ut in Appel- lationibus tanquam ab abolo Officium Focale semper se formet partem principalem, eo quod hoc Appellationes fundantur super oneribus abusu, qui semper respectu publi- cum interesse, uti notat Ferrerius lib. 1. de Adu. c. 1. n. 9. qui & ibidem subiungit, quod privati non possint conve- nire aut transigere, nisi de Consilio & assensu Officii Fi- scalis, quod & media compositione a partibus litiganti- bus proposita rejicere potest, si intelligat fuisse aliquam solutionem inter litigantes publico praedictiofiam, ut- que ita non semel Judicium referat,

PARS TERTIA.

USUS PLACITI ADSTRUITUR

Respectu Legum generalium externum Ecclesiae regimen concernentium.

CAPUT PRIMUM.

Hic usus probatur ex scopo ipsius Placiti, condi- tione ipsarum Legum generalium, nec non plurium earundem non receptione.

§. I.

Evincitur ex scopo ipsius Placiti ejus usum ad con- tam & determinatam Bullarum speciem restringi non posse.



N praecedentibus abunde probatum fuit, quod Jura Placiti in idum collimit, ut Principes vi sui Officii curent, & invigilent, nec quidquam aliunde in Ditiones suas inducatur, quod vel Republicam vel Ecclesiam curae suae committam in suis

Juribus, Privilegiis, nec inveteratis moribus laederet, & turbaret, cum notabili frequenter incommodorum sequetur.

Hinc facile intelligi potest, quod, inspecto hujus Jura Placiti scopo, usus illius ad certam & determinatam Diplo- matum, Bullarum aut Rescriptorum speciem restrin- gendus non sit.

Quia enim fecerint Diplomata aut Constitutiones sive Bullas, quae un publicano, & executioni his incom- modis sit subiecta, ab illis, & earum publicatione, &

executione praedicta incommoda nullatenus sint ti- menda?

Unde & videmus, quod Doctores de hoc usu Pla- citi scribentes, & scopum hujus Jura attendentes, nulla inter Bullas aut Rescripta Curiae Romanae distinctione ad- huc, pronunciant inordinatam e Curia Romana emanata Diplomata in Auditorio Regis, proutquam publi- centur aut executioni mandentur, revideti & appro- bari debere.

Atque inter alios Didacus Covarruvias (quem ce- teri Doctores de hac materia tractantes passim frequen- tur, tanquam qui de hac materia accuratius locutus fuerit) nulla inter Literas Apostolicas adhibita distinc- tione, testatur, quod "in pluribus casibus, & nego- tiis Literarum Apostolicarum ante executionem earum ad "Regiam mittantur Auditoria, & Tribunalia, idque "sit ex Regio Decreto, ut illae (aut) examinen- "tur, ne quid fiat, & obviatur fallis precibus, & importunis suggestionibus a summo Pontifice adver- sus Regem, & Regumque Hispaniarum privilegia, & Apostolicas Concessionem, denique nec Literarum sum- mi Ecclesiae Praefati contra publicum spiritualium, Ec- clesiasticarum & temporalium hujus Provinciae utilitatem praeter ipsius concessionis voluntatem, & consensum "executioni mandentur.

Neque scio an ex innumera illa Doctorum turba, quam in suo Tractu de Supplicatione ad Sanctissimum super hac materia, reprodusit Franciscus Salgado, vel unus co- piam

peritur, qui Placii usus ad certam, & determinatam
Literarum Apostolicarum speciem restringat, sed sicuti
generalem rationem hujus usus per Covarruviam supra ex-
positam adducamus, ita quoque usu Placii in Literis, &
Bullis Apostolicis locum indeterminat, & indistincte ef-
fectuatur.

§. II.

*Idem evincitur ex ipsa Legum generalium
condicione.*

Cum varii sint Provinciarum mores, & Instituta,
diversaque hominum ingenia, facile contingit, ut
Lex uni Provinciae sit convenienti, quae alteri Provinciae
populoque, qui aliis Institutis & moribus regi haecenus
conversus, non tamen non foret convenienti, sed & mul-
tum nociva.

Id permixtum in Legibus Pontificiis, & Conciliorum
generalium, quae pro universali Ecclesia feruntur, locum
habere solet, uti post Suarezium alioque, observat Fran-
ciscus Salgado in Tractatu de Supplicatione ad Sanctissimum
pont. p. 1. cap. 5. §. 1. n. 151. nam eo ipso (air)
quod Lex universaliter feratur, facile accidere potest,
ut congruae moribus sui dispositionibus generum om-
nium, pro quibus feratur, quod maxime contingere
possit, air, in Legibus Canoniciis, & Pontificiis, quae
pro universali Ecclesia feruntur: Ecclesia quippe com-
plectitur varia Regna, & Provincias habentes varia-
ritates, & modos vivendi, unde licet talis Lex regula-
riter loquendo non sit discommoda vel nimis dura pro
universali Ecclesia: ideoque licet respectu totius locum
non habeat Supplicatio, nihilominus non vel alteri Re-
gno aut Provinciae potest esse nimis dissonans a mori-
bus ejusdem.

Hinc ulterius cum Suarezio alioque concludit Salgado,
quod a similibus Pontificiis Decretis potius per Principem
aut Magistratum Provinciae potius moribus Regnorum His-
paniae institui Supplicatio ad Sanctissimum, ac interim
sibi executio similis Legis, eo quod Princeps seu Ma-
gistratus Civis perspicat, Legem illam universalem,
spectans moribus, & Institutionibus sui Provinciae, minus
esse convenientem, imo nec sine scandalo, & pertur-
batione executionem illius Legis hinc, & nonne per-
mitti posse, quo casu, uti ipse Suarezius faretur, ipsa
Lex Pontificia non obligat, & cessat omne periculum
periculi.

Et ipse Zypaeus facit debet in Analysis Juris Canonici
titul. de Constit. n. 4. quod "non omnibus vulneribus
eadem emplastra, omnibus moribus vicesectiones, cu-
demque remedia conveniant, adeoque pro regimine
Ecclesiae Belgicae non eadem commoda sint, quae Ita-
liae aliisque locis apta sunt.

Si igitur, etiam facere Zypaeo, Leges Pontificiae
quantumvis de se ipsae possint quibusdam Provinciis esse
minus convenientes, quin & earum executione scan-
dolum, & perturbatio notabilis in hiis Provinciis oriri,
quidni Principi fas sit vetare executionem Legum, &
Ordinationum Pontificiarum per suas Provincias, quo-
advisque vis, & examinae fuerint per illos, qui vice
Regia jurisdictioni praesunt, ne ex preceptis executione
Reipublicae sui Ecclesiae in notabilia incommoda inci-
dat.

Ut enim jampridem observatum est ab Isidoro apud
Garratium Dissert. 4. Canon. 2. "Lex erit honesta,
& iusta, possibilis, secundum naturam, secundum pa-
triae consuetudines, loco temporisque conveniens,
& necessaria, utilis manifestaque quoque, ne aliquid per
obscuritatem in captionem coniecit, nullo privato
commodo, sed pro communi civium utilitate con-
scripserit.

§. III.

*Plures generales Pontificiae Constitutiones ad Discipuli-
nam Ecclesiasticam applicantur receptae sunt, eo quod
morbis Provinciarum convenire non videntur.*

Quandoquidem inter cetera, quae ad rationem Legis
requiruntur, necessarium sit, ut Lex sit secundum
naturam, secundum patriam consuetudinem, loco temporisque
Van Effen, Pars VI.

conveniens, merito notandum Doctores contingere posse,
ut Lex generalis licet de se non injusta, tamen quibusdam
Provinciae ejus executioni minus conveniat, imo foret no-
xia, uti §. precedenti notatum fuit.

Hinc ipse Zypaeus postquam monuit "non omnibus
vulneribus eadem emplastra, nec omnibus moribus ve-
icesectiones eademque remedia convenire, adeoque
pro regimine Ecclesiae Belgicae non eadem commo-
da esse, quae Italiae aliisque locis apta sunt, im-
mediate subiungit, [quod] "paucis Extravagantes,
quae Corpori Juris Canonici (quod vocamus) ju-
dicia non sunt, hic promulgare, vel Romae publi-
care hucus recepti sint, indubie eo quod mo-
ribus, & Institutis harum Provinciarum contrariari
viderentur.

Et Consue. 10. De Regularibus resolvit, Constitutio-
nem Bonifacii VIII. de clausula Monialium in his Bel-
gicis Provinciis generaliter non fuisse receptam, eo
quod non eadem sit Belgii & Italiae ratio, imo ad-
dit; 6. quia hic Italicarum seminarum clausura te-
neretur, proxima videretur censuræ esse infamiae.

Induper jam supra notavimus ex Zypaeo alioque fa-
mosam illam Bullam, quae rite solemnibus linguis annis
in Curia Domini (unde et nomen adhaerit) in Urbe
promulgatur, nec hic, nec plerique alii in Regis,
& Provinciis extra Ditiones temporales Romae Pon-
tificis esse receptam, ac ob defectu Placii Regi pu-
blicationem ejus fieri non possit.

Et quidem cum anno 1591. instituta esset lis coram
Concilio Privato Braxellis inter Decanum, & Capitulum
Ecclesiae Cathedralis Tornacensis Supplices ex una
parte, & Consilium ejusdem Concilii commissum ad
Causas Fideles intervenientem pro Joanne de Ousse Re-
scribentem, atque ex parte Supplicantium quidam essent
allegata ex Leonardo Lessio & Martino Navarro, quibus
probari videbatur, praedictam Bullam Cane Domini etiam
Belgas obligare, praedictum Concilium Privatum, peten-
tiam super Causa principalis Jus doceret, innoxie Suppli-
cantibus 3. Aprilis ejusdem anni tradere ea, quae allega-
rant circa Bullam Cane Domini, ejusque obligationem
seu observantiam, istidem inhibens, ne in futurum similis
allegatione utatur sub poena, quod providetur, prout
pro conservantia sui Status, & auctoritatis videbatur re-
quiri. Verba sententiae sunt: *Vu au Conseil Privé du Roy
nostre Sire, le Procès pendant entre les Doyen & Chape-
tre de l'Eglise Cathédrale de Tournay, Supplians, d'une
part; & le Consistoire Commis aux Causes Fideles de ladicte
Conseil, ayant pris la Cause de l'Escluse pour Jean Van
Ousse, Commis de la Recette des Impôts par tax, avec
autres membres des Eglises de Tournay & Tournaisi,
accordes sur la Rivière de l'Escluse, pour l'exécution
de la Garnison résidant au Château dudit Tournay;
& ladicte Lescriptions au contraire de S. A. M. A. J. E. S. E.
ayant fait droit au principal, ordonne que ladicte Sup-
plians soient à tracer tout ce qu'ils ont allégué de la
Bulle COENAE DOMINI, & observance d'icelle &
leur descendant de ne se servir à l'avenir de semblable
allegation, à peine que y sera pourvue, comme pour la
conservation de son Estat & autorité elle verra estre
requi. Fait audit Conseil, le 10. de Braxelles le
transmis jour du mois d'Avril 1591.*

Inter Regulas Cancellariae jampridem fuit illa, quae
dicitur de publicandis Resignationibus, quae tum in Bel-
gio, tum in Gallia, Hispania, aliisque Regnis usu re-
cepta, fuit, & tanquam Lex Provinciae sui Regni con-
stantiter observata: Constitutio autem Gregorii (Decla-
mationis quae in locum hujus Regulae fuit subrogata,
praescripta alia publicationis forma, recepta non fuit,
sed constantiter conservata praedicta Regula, quae jam
nō invaluerat, quemadmodum de Belgio testatur Zy-
paeus, & probat notoria praxis, similiter de Gallia fi-
dem facione ejusdem Regni Pragmaticae: Et de Hispania
post Garciam testatur Salgado de Supplicatione ad
Sanctissimum pont. p. 1. c. 3. §. 1. n. 137. tamen dicta
Constitutio Gregorii XIII. quae incipit: *Humane vix*,
raro consuetudo Romae publicata legatur, prout etiam in
Bullario Romano, & a tempore editae hujus Consti-
tutionis praedicta Regula de publicandis Resignationi-
bus, ex numeris Regularum Conciliarium a Romanis
Pontificibus fuerit expuncta, neque in Cancellaria Ro-
mana ulla ratio illius Regulae amplius habetur.

Q. Con-

Constitutionem Pii Quinti quæ inhibuit per Ordinarios admitti Resignationes aut Permutationes Beneficiorum, nisi ex causis in eadem Constitutione expressis, verumque non Ordinarii admittentes Resignationes ex causis ibidem expressis conferre possint ulla Beneficia suis aut Resignationem coniungunt, & assensum vel summationem, sic semper in Belgio quoad formam ibidem præscriptam receptionem non esse, statuit Zyprius in Juris Novissimo de Resignationibus, postquam eorum summationem retulit hanc Constitutionem, subiungit, sed et multæ aliæ hanc Bullæ hic publicatæ sunt receptæ non est, quia resistit.

Ordinarios facultates, etiam hic forte non ex prædicta causâ, iure tamen non improbatæ essent. Et loquens de hac Constitutione Garcias par. 1. de Beneficiis c. 9. n. 70. asserit, quod cum non videtur servari in Hispania, ubi (ait) præsumitur tam non esse receptam, sed esse ab eis applicatam, saltem quoad illud de non conferendis Beneficiis signatis coniugationis, assensibus aut familiaribus Collatorum vel Resignationum, & audiri ea fuisse per Concilium Regium scriptum Episcopis.

Id autem ex stylo Regni Hispaniæ idem sonat, ac Constitutionem hanc fuisse Bullam in Auditorio Regio habuere receptam, sive ex more Belgii loquamur, non fuisse publicatam.

Hæc tamen Constitutio Pii V. & generalis, & non solum confecto more Curie Romane publicata fuit, sed insuper expressè declaravit et voluit Pontificem, eam se publicatam omnes & singulas perinde efficere, & obligare, ac fuisse ipsam fuisse singulis innotuam.

Pari modo Litteræ Monitoriales ad finem revelationis sive quibus iunguntur omnes, quod de re aliquæ aut etiam de delicto perpetrato notitiam habent, in sub panno communicationis revidetur (aquam meminit Concilium Tridentinum sess. 25. cap. 3. de Reformatione), hic in Belgio ipsæ receptæ non sunt, quævis in pluribus aliis Regnis etiam extra Italiam tarum usus fuit etiam tamodi modis causibus, & restrictionibus sit receptus, ut de Regno Galliarum nullissime restaret, & eorum usum ibidem receptum, & per Edicta Regis in dictionem exponit D. Du Casse Officialis Condomensis in sua Præiurisdictionali p. 2. c. 8. §. 2.

Quapropter cum anno 1618. quando Anna de Bithynia filia Imperatoris Caroli de Bithynia similis Litteræ Monitoriales ad finem revelationis impetravit in Curia Romana, eaque Officiali Archiepiscopo Mechliniensis 31. Aprilis ejusdem anni per Pastorem, & Conventum in Curiam Bruxellensem publicari fecerit, apud eum instantiam Officiali in Flandria expressè habet die 3. Maii per Concilium Brabantie Litteræ Consultationes prædictæ executionis, & publicationis dictarum Litterarum, prout hæc omnia sua fuisse expressè not. Officialis Concilii Brabantie data ad Dordrecht in Belgio prædictam, quæ apud eandem Ducem contra Concilium Brabantie depositæ Nuncius Apostolicus.

In ista Consultatione præcipitur arget & aliquid Concilium. Primum, quod simile Litteræ Monitoriales hæc ante, nec per Concilium Trid. hic fuisse admittit: Alterum, quod licet simul Litterarum usus hic notus fuisse, nihilominus simile Litteræ in Curia Romana impetratæ executioni mandari non possent sine prævio Placito Regio, quod jus ab antiquo hoc in Belgio, aliisque Regibus christianis pluribus rationibus tum exemplis hinc inde Consultis. Exhibetur in Appendice Monumentorum sub lit. C.

Si quis plures in eam pene materia Pontificis Constitutiones Romæ publicatas, & in Belgio, Gallia, aliisque Regibus delictum publicationis non observatis videtur velis, consulas Canonibus, qui iuri communis præxione, & Consuetudines fororum respectu Provinciarum adjuverunt: Acque inter alios vni studiosi Franciscus Florentius finem suæ Dissertationis de Origine Juris Canonici monet in generalibus tam in iussum Juris Canonici, quam

Civili in Regno Galliarum observandum, quos Philippus Pelcher præcepit in Litteris quibusdam M. S. quibus multa Privilegia concessit Universitati Arelanensi anno Christi millesimo trecentesimo duodecimo. Non potest quæ aliquis non recipere, vel præsumere non sit receptæ consuetudines qualesvis sine Legi, ex eo quod sit in diversis locis, & iudiciis Regni non sit per Scholasticos legi sinatur, Multa namque

eruditioni, & doctrina proficiunt, licet recepta non fuerint: Nec Ecclesiæ recipi quæ plures Canones, qui ut per desertionem abierunt, vel ab iniuria non fuerint recepti, licet in Scholasticis præsumatur eruditionem loquatur. Sane namque sensus, vias, & mores hominum in diversorum, locorum, & temporum valde proficiunt ad eruditionem doctrinam.

CAPUT III.

Usus Placiti super Decretis generalibus Disciplinary Ecclesiæ concernentibus probatur ex iis, quæ contigerunt in receptione, & publicatione Concilii Tridentini.

§. I.

Quid de recipiendis Decretis huius Concilii sum ab ipso Concilio, tum a Pio Quarto Pontifice fuerit decretum.

Postquam sub finem anni 1563. resolutum esset a Patribus Concilii Tridentini tandem huius Concilii finem imponere, ex resolutione Patrum de quo relictæ, & probata fuerant omnia, quæ sub Paulo III. & Julio III. quoad dogmata, & morum reformationem statuta, & definita fuerant.

Possit hæc ex Patrum deliberatione, edito Decreto, placuit, ut omnium & singulorum, quæ in hac Synodo decreta & definita fuerant, confirmatio nomine Sanctæ huius Synodi per Apostolicæ Sedis Legatos, & Præsidentes a Beatissimo Romano Pontifice peteretur.

In conformitate huius Decreti Cardinales Moronus, & Simonetta, qui fuerant Concilii Præsides, nomine ipsius Synodi confirmationem omnium, & singulorum, quæ sub diversis Pontificibus a Synodo erant statuta, & definita, a Romano Pontifice Pio IV. die 26. Januarii 1564. in Concilio suo secreto postulanti, qui, auditis votis Cardinalium, ex omnia adiuvit Apostolicam confirmavit, & ab omnibus Christianis recipi, & inviolabiliter observari mandavit.

Uique hæc omnia ob id confirmant, Bullam edidit idem Pontifex septimo Kalendas Februarii eodem anno, quæ incipit: *Beatus Deus*, in qua declarat, quod in confirmationem Decreti Concilii Tridentini omnia, & singula, quæ in eo definita, & statuta erant, auctoritate Apostolica confirmaverit, & ab omnibus fidelibus servanda esse decreverit, simul, inquit, hanc Litterarum tenore ad clariorum omnium notitiam confirmavit, & subscripsi utique determinavit post hæc huiusmodi: *Attendamus in virtute sanctæ obediencie, & sub penis astrictæ Canonibus constitutis, aliisque prætoribus, etiam promissionibus, arbitrio nostro infunditis, unicuique & singulis Reverendissimis Fratribus nostris Patriarchis, Archiepiscopis, Episcopis, & aliis quibusvis Ecclesiasticis Prelatis, cunctisque statibus, gradibus, ordinibus, & dignitatibus, etiam si Cardinalatus honore præfulgeant, in eadem Decreta, & Statuta in Ecclesiis suis, Curatiis & Diocesis in iudicio & extra iudicium diligenter observent, & a subditis quique suis, ad quæ quomodolibet pertinet, inviolabiliter faciant observari.*

Tandem hæc ad omnium notitiam perveniant, eo quod quæ executionis ignorantiam non possit, vult & mandat Pontifex, ut hæc Litteræ per aliquos Curie Curiales in Basilica Vaticana Principibus Apostolicis, & in Ecclesiis Lateranensibus, tunc cum in eis populi, ut Missarum solemnibus interfectis, congregari solent, palam & clara voce recitentur, & postquam recitata fuerint ad valvas earum Ecclesiarum, utcumque Cancellaria Apostolica, & in loco solito Campi Floræ affigantur, itaque, ut legi & omnibus innoscere possint, aliquantisper relinquatur, cum autem inde amoverentur, relicta de more ibidem exemplis, in alia Urbe ad impressionem tradantur, quæ commodius per Christiani nomina Provincias, & Regna divulgari possint. Transmissis quoque earum, quæ manu aliquorū publicis Notariis scripta, subscriptæ, & sigillo ac subscriptione aliquorū personarum in dignitate Ecclesiastica constituta munus fuerint, si dem sine ulla dubitatione haberi mandat atque decernit.

Hanc Bullam secuta est alia ejusdem Pontificis, quae incipit *Sicut ad sacrum*, edita & publicata Romae 20. Julii ejusdem anni, in qua narrat, sibi relatum, multos esse qui dubitent ex quo tempore comperint Decreta sacri generalis Concilii Tridentini ad reformationem, & Jus positivum duxerint spectantia, eos, ad quos pertinet, obligare.

Ut autem omnis controversia dubitatione tolleretur, motu proprio eam rem, prout ratio, Joci & equitati convenire censuit, duxit declarandum, censuram praedicta Decreta omnia ad reformationem Jusque positivum duxerint spectantia, a Kalendis Martii praeteritis praeteritis omnes obligare cessasse, neque post eam diem executionem cuiquam, quod ea ignoraverit, admittendum, atque ita (ait) Apostolica auctoritate declaramus, & definimus, & ab omnibus iudicari debere mandamus atque statuimus.

Si sola Romae facta publicatione sufficiens iudicaretur ad obstringendum omnes ubique fideles sine ulla excepti per Provincias, & Ecclesias publicatione, nemini dubium esse poterat, quod saltem a Kalendis Martii anni 1564. omnes ubique fideles fuissent obstricti omnia & singula Decreta Concilii Tridentini ad Reformationem, & Jus positivum duxerint etiam spectantia observare, atque ad eorum observantiam Confessis aliisque parvis potuissent consilium, quod tamen nec a Belgis, nec a plerisque extra Italiam Provinciarum loculis credendum fuisse ex dicendis patet.

§. II.

Quid in Belgia super receptione & publicatione Concilii Tridentini aliam fuerit.

Philippus II. Rex Catholicus desideravit, ut per omnes suas Divisiones Concilii Tridentini Decreta, & definita publicarentur & reciperentur, meritum hanc sum per Literas intimavit anno 1564. Margaritae Parmensi Belgii tunc temporis Gubernatrici.

Margarita aurem, intellecta Regia Catholici voluntate super receptione, & publicatione Concilii Tridentini, ea de re consultare voluit Episcopos, ut modum suggererent, quo voluntati Regis hac in parte satisfieri posset.

Porro tantum absit, ut Episcopi crederent, sola publicatione Romae facta Belgas Decretis Concilii obstringi, nec aliam hinc in Provinciis publicationem esse necessariam, ut contrario ex particulari eorum promulgatione, & receptione multas difficultates emergerent, easque non nisi auctoritate Regia superari possent, ut intelligitur ex Literis Archiepiscopi Cameracensis.

Ad hunc enim cum scripsisset Margaritae Ducissa Parmensis, respondit 23. Julii 1564. quod, re communicata cum Capitulo Metropolitano Ecclesiae, & adhibitis in Consilium Theologis, & Canonum peritis, celebratio Synodi Provincialis super receptione Concilii, & Decretorum per singulas Ecclesiarum Parochias sit quidem modus juri consentaneus, & antehac in re similis usus, sed magnis difficultatibus foret implicatus, nisi Regia auctoritate Decreta Concilii prius probentur, & admittantur.

Hic supponit Archiepiscopus, formam publicandi Decreta etiam Concilii generalis per singulas Parochias, esse juri consentaneam, & antehac in Belgio usitatam.

Praeterea evidens est, Archiepiscopum aliisque in Consilio ab eo adhibitis circa scrupulum suppositum, & existimasse, Decreta Concilii sola Tridentini, & Romae facta publicatione Belgas obstringere non posse sine ulla per Provincias publicatione.

Margaritae Parmensis, acceptis hinc Archiepiscopi Cameracensis Literis, praefigens ex tumulibus in Belgio exsistat excepta, quod difficultatibus receptio & publicatio Concilii Trid. foret obnoxia, oīi narrant Fabricius Strada de *Belgio*, prius explorare voluit non tantum Jusdicium Episcoporum Belgii, sed & Conciliorum Regionum, & Magistratum principiarum Civitatum super hac publicatione.

Literarum hinc in finem datarum summa erat, ut Decreta Reformationis hujus Concilii quatuordecim expende-

Van Esen, Pars VI.

rent, atque deliberarent de modo, quo haec Decreta executioni mandari possent, quo eorum uberius fructus sperari quest, una monens, ut in hoc examine attenderet quoque ad praerogativas, & Jura suae Majestatis, suorumque Vassallorum, nec non ad Jura, Privilegia, & Consuetudines Ecclesiarum, & singularum Provinciarum.

Hic Literis receptis, Concilia & Magistratus sine mora demandarunt horum Decretorum examinem suis respectivae Fiscalibus aliisque de corpore suo deputatis, qui plura in his Decretis annotarent, quae videbantur praedictum addere posse Praerogativis, & Juribus Regis, suorumque Vassallorum, nec non contrariari inveteratis harum Provinciarum moribus, & consuetudinibus, quae sine notabili perturbacione, & periculo tumultum popularium intervereri non possent, & consequenter publicationem dictorum Decretorum non esse permitendam, nisi quoad hocce annotatos Articulos admittere ea modificatio, qua praedicta Jura & Privilegia atque Consuetudines salva, & intacta manerent.

Haec Conciliorum ac Magistratum resolutio recepta, nec non Literis Philippi II. Regis Catholici, quibus publicationem Concilii Tridentini vehementer urgebat, Margarita hanc publicationem Episcopis injeunxit, dante Literis 17. Julii 1565. inferra hac Clausula: "Mentem Regis esse, ne proper promulgationem hanc licet immitate, & sine restrictione factam, quidquam immutetur aut innovetur circa Regalia Jura, Privilegia suae Majestatis, aut suorum Vassallorum, seu suorum suorum & Subjectorum, & spectatum circa Jusisdictionem Laicalem, Jus Patronatus Laicis indultum, seu Jus Nominationum, cognoscimus." Censuram matris Possessoris Beneficiorum, Decimarum possessionum, seu praetensarum per Laicos, superintendendam, & administrationem Hospitalem, aliorumque piorum locorum non (inquit) ad contraveniendum dicto Concilio, sed ut ejus executioni accommodaretur naturae ejusdem Provinciarum. Eadem Clausula infera erat Literis datis 24. Julii 1565. ad Senatus Regis & Magistratus super executione Concilii Tridentini.

Literarum Exemplar ad Episcopos erat par. 3. Edictorum Flandiae lib. 1. rubr. 1. Exemplar Literarum ad Senatus Regis par. 2. Edictorum Flandiae lib. 1. rubr. 2.

Si oort a Concilio Regis & Civitatum Magistratibus conferantur cum materiis in hac Clausula expressis, patet ad oculum, Clausulam illam ad illas notas dirigi, atque Regem eorum rationem in executione Concilii haberi voluisse.

Unde & Bertrandus Loth in Resolutionibus Belgici Trah. 3. art. 9. relatis annotationibus Concilii Antwerpae, mox subiungit: *Concilium Tridentinum quoad dicta pacta non fuit receptum in Antwerpae.*

Similiter Antonius Anselmo in suo Triboniano Belgio c. 32. volens exprimere, quae per dictam Clausulam Rex voluit reservata, retulit, servato ordine Sessionum, & Capitulo Concilii Trid. quid ad singula a Concilio Belgica fuerit observatum, haec dubitans, quia haec essent, quae Rex per dictam Clausulam reservata voluerat, quod & quotidiana praxis confirmat.

Nequaquam proinde existimabam Belgae, se Decreta Concilii Tridentini adstringi, priusquam per Provincias more in Belgio usitato essent publicata, & populo per suos Pastores intimata: Tamen Romae eorum publicatio jam plurimum ab anno facta sciretur, quia & Bullam esse ibidem publicatam, quae declarabatur, haec Decreta sine ulteriori publicatione universos fideles obstringere. Quin nec post publicationem dictorum Decretorum haec recepta creduntur, nisi salva praedicta modificatione, eo quod non potuit publicatio a Principe placata, nisi sub hac expressa modificatione, nec consequenter publicatio horum Decretorum hic esse facta, nisi sub hac limitatione saltem tacite subintellecta.

§. III.

Ufus Placiti adferitur per ea, quæ super receptione Concilii Tridentini contigerit in Gallia.

Gallos non magis quam Belgas credidisse se constringi Decretis Concilii Tridentini sola publicatione Tridentini vel Romæ facta, neque Episcopos reputasse, publicationem Concilii fieri posse sine prævisis Literis Placiti sive *Partatis* Regis, manifestum est ex urgentissimis instantiis, quas & ipse Clerus Gallicanus, & Romani Pontifices per suos Legatos iterato apud Regem ejusque Ministros fecerunt. Hæ instantiæ Cleri Gallicani ordine temporis referuntur inter probationes Libertatum Ecclesiæ Gallicanæ capite 14.

Ex illis autem, quæ ibidem profertur, constat, quod, non obstantibus omnibus his fortissimis tum Pontificum, tum Cleri Gallicani sollicitationibus, nunquam a Rege ejusque Concilium imperari potuerit hujus Concilii sollemnis publicatio.

Inter causas vero hujus resistentiæ, & hæc fuit, quod Regi Magistratus præcedentes, & exhibentes in Decretis Reformationis hujus Concilii plura occurrentia, quæ vetustis consuetudinibus, nec non Juribus Regni, atque Ecclesiæ Gallicanæ Libertatibus præjudicare videbantur.

Induper ex discursibus & postulationibus per Clerum Gallicanum pro receptione hujus Concilii apud Regem factis, habetur, quod Clerus agnosceret, penes Regem esse auctoritatem, Decreta Reformationis ipsius Concilii examini, & revisioni subjicere, præsumptum fore ea in suo Regno publicari, ut perspiceret, num nihil in his Decretis occurreret, quod motibus Regni, Juribusque Regis, vel Ecclesiæ Gallicanæ Libertatibus, & Privilegiis contrariaretur, & per quæ ipsius Regni vel Ecclesiæ tranquillitas turbari posset.

Præterea constat, Clerum non dubitasse, quia ea esset penes Regem auctoritas, publicationi & receptione Concilii eam adjuvandi moderationem, & restrictionem, ut prædicta Jura in omnibus salva manerent: qualem cautionem in receptione ejusdem Concilii Principes Belgii pro conservandis suis, & Vasallorum Juribus, & Ecclesiarum Privilegiis adjectis supra notaram est.

Legitur enim quod Episcopi deputati ex parte Cleri Gallicani congregati Parisiis anno 1585. ad postulandam apud Regem publicationem Concilii, habuerint in mandatis, ut eam solummodo peterent cum hac restrictione: *salvis Libertatibus Ecclesiæ Gallicanæ, & exemptionibus Ecclesiarum Cathedralium.*

Rocfus eadem instantias reiterans Clerus Gallicanus anno 1596. ipsam publicationem non nisi salvis Libertatibus Ecclesiæ Gallicanæ, & Juribus Regis postulavit.

Quinimo & ipsi Romani Pontifices nequaquam improbarent, Decreta Concilii ita moderari, eorumque receptionem cum ea fieri moderatione, ut inverteretur consuetudines, receptaque Privilegia, & Jura non inverterentur, ne alias ipsa Provinciarum, & Regnorum tranquillitas turbaretur, & ita ipsa Decreta intendam plus suas novitates nocerent, quam utilitate prodessent.

Ipsium fat ostendit Clement Octavus qui, secutus exemplum suorum Prædecessorum, fortiter publicationem Concilii apud Henricum Quartum Regera Gallicanum sollicitavit, & cum Rex vehementer desideraret per Pontificem absolvi a Censura, qua pec Sixtum Quintum ob professionem Hæresis sacras innotuit, non dubitavit Pontifex inter condiciones, sub quibus ipsam absolutionem impetiebat, requirere ipsam Concilii Tridentini publicationem, quam & Literis in forma Brevis ipsius absolutionis instruit, cum hac tamen notanda Clausula: *Exceptis, si quæ essent, quæ Regni tranquillitatem turbare possent, quæ manifeste offenderent Pontifici Regi eam permitti licentiam, & auctoritatem, ut, si quid in Decretis illis occurreret, quod Regni tranquillitatem turbare posset, pro ea parte Decreta non reciperebant, nec sub ea moderatione publicarentur, ut tranquillitas Regni salva maneret.*

Hæc eadem enarrat Petrus de Marca *libro secundo De Concordia Sacrorum, & Imper. capite decimo septimo numero 6.* monitque Decreta quidem fidei in Gallia esse admissa, "sed Decreta (inquit) quæ disciplinam respiciunt, non servantur in Gallia, quia " *Leges Principis delinquantur*, quamvis præcipua capita, quæ Gallicanæ Ecclesiæ receptos mores, & Jura antiqua non infringunt, comprehensa sunt " *Constitutionibus Regis, quæ hæc de re variis temporibus edicta sunt.*

Deinde postquam resultat, quod " *frequentissima totius Cleri Gallicani Conventus Concilii Tridentini Promulgationem a Regibus libellis supplicibus postulaverit ea lege, ut imperio suo ea capta exciperent, quæ moribus Regni, id est, Libertatibus Ecclesiæ Gallicanæ adversarentur*, " *observat* " *quod horum* " *desideria Principes, toto hoc negotio sepe in Consilium prudentissimorum virorum celato, se accommodare non poterunt*, " *subjungunt* " *Quod non ita interpretari oportet, ac si contra mæci animo ejus Concilii communionem respiceret, quam in negotiis fidei sanctissime colunt, quin potius eam sententiam amplexi sunt, studio tuendæ Libertatis Ecclesiæ Gallicanæ, in eam quamplurimis Capitulis hujus Concilii Decretis perfusus.* Eam pernecium non admissis Synodi Concilii amoliri quibus esse duxerunt, quam receptæ semel auctoritati, quæ pondere suo ætlicata ingenia premere posset, exceptionibus quibaldam Jura Gallici Imperii subdiceret.

PARS QUARTA.

DE USU PLACITI REGII

Super Decretis, quibus Libri præscribuntur.

CAPUT PRIMUM.

Ostenditur scopum Placiti Regii etiam obtinere quoad Decreta Romana, quibus lectio Librorum interdicitur.

§. I.

Forma hodierna Curie Romane in decernendis, & tenendis Decretis, quibus Libri præscribuntur, evincit nesciam Placiti, in ipso ejus scopo, merito ad hoc Decretum extendi.



SECRETA prohibitoria librorum plerumque conduntur, vel in Congregatione Cardinalium *S. Officii*, sive Inquisitionis contra Hæreticam pravitatem, vel in Congregatione Cardinalium, quæ *Judicis* vocatur, raro vero extra has Congregationes sub nomine Pontificis, & immediate a Pontifice produnt.

Sed sive a Congregatione Cardinalium, sive a Pontifice proficiantur hæc Decreta, præcipue illa concipiuntur ex sententia Theologorum, quibus examen librorum, eorumque censura committi solet.

Dum eorum libri quasi perniciosis ad Congreg. Cardinalium, vel summum Pontificem deferuntur, solet eorum examen Theologis quibusdam, quos *Consultores*, vel *Qualificatores* vocant, committi.

Hi autem Theologi, facto examine, Judicium suum depromunt in Congreg. Cardinalium, interdu præsentat, frequentius tamen absente ipso Pontifice, atque ea votis Theologorum soliti sunt ipsi Cardinales ad prohibitionem librorum sive ulteriori examine vota sua depromere, & si Pontifex præsens fuerit, ipse se votis Cardinalium conformare consuevit.

Et quidem in Congregatione, quæ *Judicis* vocatur, Pontifex nunquam intervenit, sed soli Cardinales cum Præfeto Congregationis, auditis Theologorum suffragiis, Decretum prohibitionis, sive reclusionis librorum in Indicum concipiunt, illudque postmodum, antequam publicetur, Pontifici exhibetur, qui illud sine novo examine probare consuevit.

Congregationi vero *S. Officii*, quæ habet feriis 3. & 4. similiter Pontifex non intervenit, solumque Cardinales super prohibitionem librorum ex votis Theologorum, quibus examen commissum fuerat, resolvunt, nullasque partes in his Decretis solet habere Pontifex, nisi quod ipse Assessor *S. Officii* eodem die post meridiem Decreta Congregationis Pontifici testatur, & summum exponat.

Congregationi vero *S. Officii*, quæ habet feriis 5. in Palatio Apostolico intervenire quidem solet summus Pontifex, sed ex votis Cardinalium negotia concludere consuevit.

Cum vero Cardinales rarissime per se liberos prohibendos legant, & examinent, sed relatione Theologorum, aut ad summum aliquos Cardinales, qui forsitan ad examen libri fuisset deputatus, se in suis votis conformant, quancunque forma Decreta a Congregatione *Judicis*, vel *S. Officii* prodant, illa non tam Pontifici, aut Cardinalibus, quam ipsi Theologi, quibus eorum examen, & qualificationem Congregatio Cardinalium, vel Pontifex committit, adscribenda sunt, sive eorum potissimum judicio, & relationi innascantur.

Quinimo tamen Decreta immediate a Pontifice procedunt, nihilominus ea ex relatione Theologorum, & subinde aliquorum Cardinalium, quibus a Pontifice librorum revisio committitur, dependunt.

Sciatur enim quod nec solet nec possit Pontifex pluribus alioribus negotiis distractus, lectioni & accurato

librorum examini per se intendere, quin & plures ad censuram deferuntur eo conscripi idiomate, cujus vel nullum, vel modicum notitiam Pontifices frequenter habent, ut libri Hispanico, Polonico, Germanico, &c. idiomate conscripi.

Itaque omnis pene illa c. Curia Romana procedens librorum proscriptio ex paucorum Theologorum signanter Regularium, vel ad summum aliquorum (quod tamen rarius contingit) Cardinalium judicio & relatione dependet.

Neque Pontifex ulla in his proscriptionibus partes habere consuevit, nisi ad summum quod subinde Ipse & Theologorum & Cardinalium personarum relationes audiat, & ex ipsorum relatione Judicium suum super hac prohibitionem formet.

Quam facile autem sub & obreptis Judicium formetur, quando ea aliorum relatione illud depromitur, nemo non videt.

Præsertim dum agitur de negotiis, in quibus præventio, ignorantia, & error frequenter admodum dominantur.

Quis enim nescit, quam frequenter soleant esse Theologorum in materia Doctrinæ, signanter Regularium, qui præ reliquis Theologia magis tenaciter Magistris suis adhaerescunt, in suis opinionibus præventiones, & quanto zelo & ardore Scholæ suæ opiniones, ut fidei pene articulos propugnent, & contrarias aliorum Theologorum opiniones, ut hæreticas, scandalosas, vel erroneas palam rejiciant.

Plures insuper reperti solent, qui quidquid a Scholasticorum, quorum lectioni assueverunt, opinione recedit, mox ut novitatem novam reputant.

Denique nihil pene facilius, quam similitum Theologorum animos prævenire contra libros, qui potentius naseuntur Adversarios.

Quæ omnia evincunt, nihil mirum esse, si similia Curie Romane Decreta, hujusmodi relationi Theologorum innixa, sub & obreptis a Pontifice, vel Congregatione Cardinalium impetrentur, possitque hoc ea capite eorum publicatio, & exercitio in publicis commodis impingere, ut præsertim, & his merito invigilare, qui publicis his incommodis avertere intendere debent.

Insuper constant est hodie Curie Romane Stylus in formandis Decretis, quibus libri proferuntur, nullum speciale errorem exprimere, vel designare, qui prohibitioni locum dare possint.

Ex hoc prohibendi modo natum est fieri, ut inter Doctores ac signanter Theologos frequenter acerrime excutiantur dissidia, dum inter hos disceptant, quæ in hisce libris Doctrina Romana displicent.

Ut proinde hoc ea capite contingere possit, ut ex similibus Decreti publicatione, & receptione plus incommodi, quam ea libri illius lectione timendum sit, ideoque ad præcavenda hæc Theologorum dissidia executionem similibus Decreti Regis auctoritate suspendi publica Reipublice utilitas suadet.

Hinc cursum patet, super his Decretis merito requiri Placitum Regium, in ipso ejus scopo.

Accedit quod hisce Decretis contra legentes, vel reitantes libros per hæc Decreta proscriptos Censuræ aliquæ pone decernantur, nec non infirmentur frequenter Clausuræ, quæ moribus & Privilegiis Provinciarum contrariantur, nec sine periculourbationis admitti possent, uti ex dicendis patet.

Ea quibus patet scopum Placiti Regii, r. curam avertere incommoda, quæ Reipublice & Ecclesiæ ex principii Decretorum publicatione imminet, etiam in hisce Decretis obtineri.

Exponitur alius modus, quo idem contingere potest.

Inter causas, ob quas contingit Decreta Romana nonnunquam in publica commoda impingere, & illa notari potest, quod "lumen Spiritus Sancti (verba sunt Auctoris Tractatus De Libertatibus Ecclesie Gallicane, ne, qui ex professio auctoritatem Pontificis contra quatuor Articulos Gallicanos metuit) non perpetuo Pontifici hypocritarum fraudes, Aulicorum adulationes, improborum mendacia detegat; non adversus Ambrosiorum importunitates, Magnatum preces, suspecta Officialium Consilia immotum servet: " quidni & hac de causa ipsa Decreta, quibus libri prohibentur, in publica commoda nonnunquam impingant? Nam & in elicendis, & procurandis hæc Decretis non raro de hypocritarum fraudes intusceant, quibus procurent, & extorqueant proseriptionem librorum, & scriptorum, quibus eorum hypocritas, & artificia sub falso Religionis nonnunquam ad turpem questum corrumptis, detecta & improba videntur.

Nec minus timenda hæc importorum mendacia adversus scripta, quibus eorum vitia, & crimina, ac improbi vivendi ratio arguitur, exstiteruntque palamda Casuistarum Commenta, quibus vitia, & licentiosa vivendi ratio indulgentur.

Evidens est, & in his impetrandis Decretis plurimum posse valere Ambrosiorum importunitates, Magnatum, seu Potentum preces, ubi conspiciunt scripta suis preiudicantibus, & prætextis Juribus & opinionibus contraria, præsertim cum librorum proseriptione plurimum dependere soleat a Theologorum, ad examen eorum deputatorum, Iudicio & relatione.

Quem difficile autem sit, huiusmodi Theologos contra Potentum importunitates, & preces immotos servari, nemo ignorat.

Quid de Officialium suspectis Consiliis non metuendum, adversus libros & scripta, quibus eorum abusus, & excessus deteguntur, & palam redarguntur?

Sed nihil adeo in librorum proseriptionem influere magis est, quam Aulicorum adulationes.

Sic enim quantopere per Aulicorum adulationes Jurisdictionis, & Immunitatis Ecclesiasticæ, & notanter auctoritatis Romani Pontificis (ipse modum extollat, & quam solite invigilent in Adulatores, ne quidquam evulgentur, quod sui Jurisdictionis & Immunitatis Ecclesiasticæ, ac auctoritatis Pontificis conceptis opinionibus contrarietur.

Et sane constat, per has Aulicorum adulationes tantam esse vim, ut plurima circa Jurisdictionem & Immunitatem Ecclesiasticam, auctoritatem Pontificis Romani super temporalis Regum, & Principum, circa potestatem disponendi de Beneficiis, derogandi Juri Patrimonii etiam Laicorum, aliisque similia, Romanis Pontificibus, eorumque Ministris & Curialibus persuasa sint, quæ moribus, & Juribus Provinciarum omnino contrarietur, nec sine summa Ecclesie, & Reipublice perturbatione admissi possint.

Et tamen ut has præterisiones amplius stabilias Curia Romana, nihil frequentius, magisque obvium, quam passim, generaliter & indifferenter proferri, & in Indicem librorum prohibitorum referri quoscunque libros, quibus astringuntur consuetudines Privilegia & Statuta Provinciarum, nec non Jura Principum, Vasallorum; vel etiam Episcoporum, quæ circa Immunitatem & Jurisdictionem Ecclesiasticam, nec non auctoritatem Pontificiam præconcepis Curie Romanæ opinionibus, vel in speciem adversus ipsi videntur.

Scribit Franciscus Salgado de Supplicat. ad Sanctiss. parte 2. cap. 38. num. 141. jampridem adverteisse Reges Catholicos, quod "libri Catholicorum Regnum Hispanicum tractantes, ac fundantes Regum Jurisdictionem & Regalia, maxime in rebus Ecclesiasticis ob id solum solent integraliter, in Curia Romana prohiberi & vetari, & ad hoc Brevia Apostolica transferri ad superiorem Inquisitionem Hispanicam publicanda.

Notat autem idem Auctor, quod "Rex huic valentis fuit suis Juribus Regaliis, & ubi ipsi illas occurrat, agnoscens hanc prohibitionem duntaxat tendere ad infringenda sua Jura, nec non in grave, & intolerabile præjudicium suorum.

Et ulterius monet idem Auctor, quod Rex Catholicus ad acquirendum huiusmodi violentiam, & ne per similem prohibitionem Jura sua infringente, ejusmodi Rescripta juxta morem in Regnis Hispanicarum astatum *perferantur*, sive executionem non permitat, quod idem est, ac si juxta Stylum & Praxim Belgii executioni suspenderetur ob defectum Placiti Regii.

Inter propositos Librorum Ecclesie Gallicanæ cap. 10. num. 11. legitur discursus, quem nominatissimus ille Regis Christianissimus Advocatus Dominicus Talon pronuntiavit coram Concilio Regio occasione cujusdam Decreti a Congregatione Cardinalium & Officiali seu Inquisitionis emanant, quod Nuncius Apostolicus apud Regem Christianissimum residentis misisset Archiepiscopo Parisiensi, aliisque Episcopis per suas respective Dioceses publicandum, ubi concludit dictus Advocatus Regius ad cassationem prædictæ transmissiois, & interdictionem publicationis ejusdem Decreti.

Inter cetera autem sua conclusionis fundamenta observandum monuit, quod per Congregationem & Officiali consuevit Index prohibitorius, & expurgatorius librorum, qui quotidie accipit augmentum, atque per hanc Congregationem quondam proscripta fuerint Arresta Parlamentis contra Joannem Callet, Opera Prædicti Thuanii, Libertatis Ecclesie Gallicanæ, aliique libri concernentes personam Regis, Regumve Jurisdictionem.

Similiter Concilium Brabantie in sua Consulta die 19. Decembris 1637. ad Archiepiscopum Leopoldum tunc temporis Belgii Gubernatorem, inter alia incommoda, quæ ea publicatione Bullarum, & Decretorum Curie Romanæ sine prævio Regio Placito hæc Provincie obvenire possent, notare non omisit, quod si liberum sit Archiepiscopo, vel Interunico publicare sine prævio Placito Regio quoscunque Decretum Curie Romanæ proseribens libros, sur impressis, nihil ipsos removeretur publicare simile Decretum, quo Pontifex proseribet & interdicit Sæc Catholicæ Majestatis Edicta, vel libros, fere scripta, quibus Jura Sæc Majestatis, & suorum Vasallorum astringuntur.

Et ut asserta exemplo confirmem, notant quod a quatuor circiter annis facta, & impressa fuerit quidam Deductio sub titulo: *Jura Belgiorum circa Bullarum receptionem*, nullam rangens fidei, aut Dogmatis anticom, sed unice assertans Jura Sæc Catholicæ Majestatis non admittendi publicationem, seu executionem Bullarum sine prævio examine & Placito. Et hoc scriptum (inquirit) una cum altero ejusdem nature (*Deferre Belgarum contra evocationes, & peregrina Judicia*) licet fundatum super Sæc Majestatis Edictis, & sollemnibus promissionibus, quas in suo loto introitu, interposito jaramento, Rex facere consuevit, etiam Pontificio Decreto proscriptum fuit. Integra hæc Consulta exhibetur in Appendice sub lit. Q.

Et profecto has querelas fundatissimas agnoscet, quoscunque attendit, quantopere hæc librorum proseriptione Juribus Regis, & Vasallorum, nec non iurisdictionis Provinciarum moribus, & Privilegiis queat obesse, ac etiam Ecclesie & Reipublice pacem & tranquillitatem turbare.

Neque enim fas est dubitare, quin hæc librorum proseriptione contingat, Jura Principum, Vasallorum, & Provinciarum non parum infringari, præsertim quod vulgus, cum intelligit libros tanquam perniciosos, in eo ut periculis proseribi, vel eo solo titulo, quod in illis Jura illa, & Provinciarum Consuetudines, & Privilegia afferantur.

Uterius, abusus cum summo religionis documento quodammodo stabilimus, ubi libri his abusus dereguntur & arguentur, ut mox in Indicem librorum prohibitorum relati conspiciuntur.

Quo & per faciem nimis librorum proseriptionem, Possessionum imperpetuis sollicitationibus nonnunquam extortam, dissidia inter Theologos, & Principi subditi cum pacis, & tranquillitatis noxia perturbatione extantur.

Cum igitur non uno ex capite librorum proseriptione in publica commoda impingere possit, quidni illis Placiti ad eam se extendat, quoadquodum (ut sæpius dictum fuit) hic usus non tradit nisi ad prætextum incommoda, quæ ea præcepti Decretorum, scilicet Bullarum Curie Romanæ publicatione in Republicam, seu Civitatem, seu Ecclesiasticam induci possent.

§. III.

Contingere potest, ut similia Decreta etiam jussa ab ecclesiis circumstantiis, non expedit in certis Provinciis publicari.

Quemadmodum contingere potest, in Lex aliqua una Provincie esse admodum conveniens, quæ in alia tamen Provincia plus scandalis & turbationis, quam utilitatis adferret (ut supra notatum fuit) similiter contingere potest, ut prohibitio quorundam librorum merito sit in certa Provincia, aut Natione, quæ non similiter in aliis Provinciis conveniret, quod non uno ex capite evenire potest.

Certum in primis est, expressiones aliquas posse esse nocivas apud populum minus in fide Catholicæ, aut Religionis instructum, aut hæreticis permixtum, quorocunqueque offenderent populum melius instructum, vel nullam cum hæreticis communionem haberent, adeoque librum aliquem ob hujusmodi expressiones esse uno in loco prohibendum, & non in alio, idem esse de tempore Judicium.

Ad hæc contingere subinde potest, ut liber aliquis in certa Provincia, aut Diocesi a Pastore, & animarum Directoribus tanquam pius & instructivus populo conveniens fuerit commendatus, & vicissim a populo avidè receptus, & sine offensione lectus, vel etiam a viris spectatæ doctrinæ & magnæ apud populum auctoritatis probatus: Quis porro ambigat, quin hujusmodi circumstantiis consensibus fieri subinde possit, ut libellus prohibito in tali loco non conveniret, tamen aliis in loco non esset imponenda?

Quid enim si liber ille revera quidem obscuriores quasdam conjunctas expressiones, aut etiam leviores aliquos errores, ita ut ex ejus lectione aliquod erroris periculum populo imminere posset, itaque sepositis partimque circumstantiis, merito prohiberetur; sed si periculum ex hujusmodi obscurioribus expressionibus, aut levioribus erroribus populo imminere conferatur, cum scandalo, quod ob particularis circumstantias concurreret ex libris illius prohibitione in tali loco imminet, fieri potest, ut periculum ex lectione illius libri imminens nullatenus equiparari queat scandalo ex prohibitione ejusdem edito: Ideoque convenientius fuit a prohibitione supercedere, utrumque Pastorum curæ permittere, ut obscuriores expressiones populo clarius exponant.

Facile quippe contingeret, ut ob libri hujusmodi prohibitionem populus de Pastore, qui librum istum commendavit, sinceritate vacillare inciperet, atque suspecta habere, quæ de articulis fidei, aut morum præceptis a Pastoribus additæ, quod malum multo gravius, ut ex populo nocentius subinde esse posse, quam periculum erroris, quod ex lectione illius libri populo esset metendum, dubitari neque.

Merito proinde ad Auditoris Regiæ, vel hoc sollicitudinem examinatorum similia Recepta, ut perscrutari, idque, si visum fuerit, confidit Episcopis & Pastoribus, aut etiam Academicis, nam similibus librorum prohibitionibus & nunc convenit executioni mandari, & utrum forsitan ex illius executione non plus incommodi quam commodi sit metendum?

C A P U T I I.

Astruitur usus Paciti super Decretis, quibus libri prohibentur, ex his, quæ contigerunt in publicatione, & receptione Indicis librorum prohibitorum vulgo Tridentini.

§. I.

Exponitur quid circa hunc Indicem alium sit in Concilio Tridentino.

POSTQUAM Synodus Tridentina rursus post decem circiter annorum suspensionem resumpta fuit sub Pio IV. Pontifice, habita fuit Congregatio Patrum die 26. Januarii 1562. in qua per Præsides Con-

cilii inter alia propositum fuit, ut libri a diversis Authoribus post hæreticos natus editi una cum Catholicorum contrariis Censuris examinarentur, quod Synodus, quid habere super illis decrendum, statueret.

Super hoc articulo variæ fuit Patrum Sententiæ, ac tandem, plerisque consentientibus, conclusum fuit, ut aliquibus conficiendi Indicis cura demandaretur, quorum electos ipsi Prædilectos commissarios fuit, per quos electi fuisse octodecim Patres, qui huic operi intenderent.

Hanc Patrum resolutionem edito Decreto Synodus Tridentina publicavit Sess. 18. declaravitque Synodum censuisse, ut electi ad hanc disquisitionem Patres de Censuris librisque quid facto opus esset, diligenter considerarent, atque etiam ad eandem Sanctam Synodum suo tempore referrent, quo facilius ipsa posset varias & pægasinas Doctrinas tanquam xianæ a Christianæ veritatis critico separare, deque his commodius deliberare & statueret, quæ ad scrupulum ex complurium animi esismendum, & tollendum multarum quæstularum causis magis oportuna videbatur.

Post hanc Patrum electionem, & publicatam hoc Decretum, nihil de hoc Indicis negotio in Concilio ulterius actum legitur usque ad illum diem, quo finis Concilio impositus fuit, quanto inter alia etiam Decretum Patribus prædictum, & ab ipsis approbatum fuit, in quo, relictis prius quæ Sess. 18. decreta erant, subjunxit: Audienti nunc (Synodus) huic operi ab illis (quibus opus conficiendi Indicis fuerat de mandatum) extimam manum impositam esse, nec invenit ob librorum varietatem & multitudinem possit agnoscere, & commode a Sancta Synodo dispendiari, præcepit, ut quidam ab illis prædictum sit, Sanctissimo Romano Pontifici exhiberetur, ut ejus Judicio & auctoritate terminaretur, & evulgaretur.

§. II.

Quid circa Indicem vulgo Tridentinum factum fuerit, per Pium IV. Papam.

Conformiter ad Decretum in fine Synodi Tridentinæ super conficiendo Indice evulgatum, non cura illius perficiendi committitur Pontifici, mox a soluta Synodo Index librorum a delictis Patribus confectus Pio IV. Pontifici oblatum fuit, ut ipse rogatus in Brevis, quod incipit: Dominici precepti, addidit quod cum obliuissimis probatissimisque Prælati accuratissime legendum examinandumque tradiderit, ipseque etiam legisset.

Tandem post hoc examen innotuit Index hic completus & absolutus fuit, dividitur in tres Classes, in quarum prima non libri, sed nomina Authorum exprimebantur, ut omnes intelligerent, eorum scripta illi edita fuisse, sed edenda etiam esse prohibita, ut Innocentius Franciscus Foretius ex Ordine S. Dominici deputationis Tridentinæ ad conficiendum Indicem Secretarius in Præfatione Indici præfata.

In secunda Classe referuntur libri, qui propter Doctrinam non facti sunt, aut suspectam, aut contra offensam, nem etiam in moribus fidelibus adferre potest, reprobantur, etiam si Auctores, a quibus prodire, ab Ecclesia nunquam desce verint.

Tertia, eos libros complectitur, qui sine scriptoris nomine eiant in vulgus, & Doctrinam continent, quam Ecclesia Romana tanquam Catholicæ & dei, aut morum integritati contraria, rejuandam ac relegendam esse decrevit.

Huic Indicem, subiectis quibusdam Regulis (quas Indici vocamus) Pius IV. evulgavit, & solemniter publicavit edita prædicta Bulla in formâ Brevis, quæ præcipit, hunc Indicem cum adjunctis Regulis ab omnibus Principibus & obsequariis cum infusione, & commendatione gravissimum pernam de Censuram in legem, ut reventes quoscunque libros in hoc Indice contentos, declarans, quod hæc prohibitio post tres menses a facta Romæ publicatione, & affissione omnes sua obligabit, ac si ipsius huiusmodi edita, seuque factum, ille qui Bulla huiusmodi in Bullario inter Constitutiones hujus Pontificis sub nom. 77.

Prædictus Index Romæ vixit Tridentinus, nec in Belgio, nec in Hispania simpliciter receptus fuit.

Quemadmodum Decreta Concilii Tridentini signanter eieci Reformationem in Belgio non leguntur publicata, nisi postquam Regia auctoritate fuissent servata, ac tum demum publicati eorum facta cum ea cautione, qua invertebatur Provinciarum Privilegia, & consuetudines, atque ipsa Jura Regie Majestatis in omnibus iuncta servarentur, ut *parte 3. cap. 2. § 2.* latius fuit expositum: Ita Index Librorum jussu Concilii Tridentini per Pium IV. absolutus, & evulgatus, ut § præcedenti expositum est, nequaquam hic in Belgio simpliciter receptus fuit, aut vigore publicationis Romæ factæ obligandi hoc vim obtinuit, sed non minus quam ipsa Concilii Tridentini Decreta, examinari & revideri Regia auctoritate jussus est.

Com enim in prædicto Indice Librorum prohibitum permixti Libri in omni facultate theologiae competenti, effeni, qui alias castigati, & a zizanias impure doctrinae opinionumque emendati, deinceps bona sui parte viderentur, & cum studiis legi possent viderentur, & quorum hic in Belgio erat Exemplarium copia: Dux Albanus Belgis Governorator jussit, nomine Philippi II. Regis Hispaniarum, Libros hos, licet per Indicem Romanum profectus conservari, solis Hæreticorum operibus incendio aboleri.

Ne forsitan rament horum Librorum lectione quisquam infici posset, studio Orthodoxæ fidei conservanda, jussu idem Princeps ex Canone, & Ordine ad tam rem infirmo Decretorum & Catalogorum Sacrosancti Concilii Tridentini prædictorum Librorum lectionem, & recognitionem inter Prælatos, Academicas, & viros eruditissimos Provinciarum distribuit, ut singuli in partibus eius libi creditis summa ope, & alacri studio ita versentur, quo ipsa Librorum prædictorum expurgatio commodius hœreticæ procedat, & adimpleatur.

Postquam autem Index documentaque expurgationi & correctioni Librorum subfervierint per Academicas, atque viros doctos confecta ad manus Regias pervenerint, Amvæpse Collegium Censorum ipse Princeps instituit, cui ex Ordine Ecclesiastico præfuit quidam Episcopus, & nomine Regio præfuit famulissimus ille Theologus Arijas Monachus.

Hi vero Censores maturo consilio, & diligentia Libros in prædictis Catalogis contentos excutierunt, collatque locis per peiores Censores annotatis cum Exemplaribus, consecravit ex ea re convenienter censuram, & Librum conscripturum hoc titulo: *Index Expurgatorius.*

Hic Index expurgatorius tandem anno 1570. absolutus, per speciale Diploma Regis Philippi II. probatus & ejus auctoritate imprimi jussus fuit.

In hoc autem Indice expurgatorio plures Libri per Indicem Romanum simpliciter proscripti, vel nulli, vel aliqua adhibita expurgatione, vel castigatione legi posse declarantur.

Et in plures omittantur, sufficiat notare ab his delictis viris Opera Caroli Molinæi (cujus nomen in prima Classe Indicii Tridentini, sive Romani fuerat simpliciter sine ullius operis designatione expressum, quo significabatur non edita rari, sed & edita ejus opera esse proscripta) non revivisse duntaxat fuisse, sed plura post factam revisionem, vel nulla, vel modica adita expurgatione legi permitti.

De commentatio in Consuetudines Parisienses dicitur: *la bon-œuvre n'est qu'un, quod heresim sequat, quod propter admittitur.* De ejus Tractatibus De Donatione, & inofficioso Testamento: *Nihil habent, quod Religionem adversetur, aut pias artes offendere possit, quod propter admittitur.* Nilsum de aliis nonnullis ejus operibus judicatum fuit.

Quia vero credat, quod præstantissimi illi viri, quibus præfidebat Arijas Monachus, qui & ipse Concilio Tridentino interfuerat, talia contra Indicem Romanum & Bullam Pontificiam, vel solum cogitarent attentare, si existimassent per totam publicationem Romæ factam Belgis fuisse publicatos.

Evincent quoque, quæ circa Indicem Romanum hic

in Belgio commisit reclusimus, Principes ejusque Ministros non dubitasse, quin hic Index non minus parve ante ejus in Belgio receptionem examini, & revisioni subiaceret, quam ipsius Concilii Tridentini Decreta Reformationis, ut nimirum hos quoque Indices publicatio & executio ejusque Provincie moribus, & institutibus accommodaretur.

Similiter ex Indice expurgatorio Gasparis Quiroga Cardinalis & Archiepiscopi Tolerantis Hispanici Generalis Inquisitoris jussu edito sub finem seculi decem sexti, & Salmeroni 1601. impresso constat, nec in Hispania periculum Indicii Romanum vixit Tridentinum in omni suo rigore receptum, quandoquidem etiam inter alia, prædicta Caroli Molinæi Opera, quædam, nulla notata expurgatione, alia aliqua expurgatione notata legi, & retineri permittantur.

§. IV.

Bulla Clementis VIII. præfata de novo Opera Caroli Molinæi nec in Belgio, nec in Gallia simpliciter edita est.

Intelligens Romana Curia Opera Molinæi Curia illi supra modum exorta sub modis expurgationibus fuisse per Censores potissime permitti, itaque in passum omnium Jurisconsultorum, & aliorum manifestum tenet, & in magno patris haberi, specialis Bulla omnia ejus Opera licet expurgata Clementis VIII. jussu legi sub gravissimis penis & Censuris prohibenda.

Prodiit hæc Bulla 21. Augusti 1603. incipiens: *Apostolica Sedes, quia mora prestat, & ex certa scientia (ut loquitur) ac matura deliberatione hac perpetuo valitura Constitutione, omnia & quaecumque prædicti Caroli Molinæi tanquam hominis impii, & hæretici Opera perpetuo damnata, reprobat, interdicat, & anathematizet; ut non lectionem eorum, & retentionem universi Christi fidelibus causantur statu & conditioni, licet de illis specialis & individua mentio habenda foret; sub pena excommunicationis lata sententia, aliisque Censuris, & penis in Indice Librorum prohibitorum contentis, ac etiam suspensions ipsius hæretici, quantumvis Scriptæ, Operis & Commentaria ipsa jam quovis modo fuisse EXPURGATA præstantem, districte perpetuo, & interdictis, & prohibet.*

Et præterea omnia, & quaecumque licentias quovis personis, tam ab Ordinibus locorum, quam etiam ab ipsis Cardinalibus super dicto Indice deputatis, ac supremis & Universalis Inquisitionis contra hæreticum præstantem Inquisitoribus, ac a Nobis (sic) & Apostolica Sede quomodolibet concessas legendi, & retinendi Libros ejusdem Caroli Molinæi etiam jam alio nomine interceptos vel expurgatos, cum non aliter quam ipse expurgari possint, revocat, cassat, & annullat.

Uterius prohibet omnibus, & singulis supradictis, ne de cetero hujusmodi licentias cuiquam concedant, vel impertiantur.

Quinimo (sic) omnem facultatem concedendi hujusmodi licentias retinenda, vel legendi Opera hujus ipsius Authoris ex quacunque causa, & sub quovis prætextu, & colore, quibuscumque personis quovis autoritate etiam Apostolica suffulsi, & quacumque dignitate præditi, etiam ipsismet Cardinales super Indice Librorum prohibitorum deputatis, ac supremis Inquisitoribus prædictis adimimus, eamque Nobis & Successoribus nostris Romanis Pontificibus tantum reservamus.

Ex quo amplius est, cassat & ex nunc irritat quæcumque licentias etiam a Nobis (sic) concessas, & a Successoribus nostris Romanis Pontificibus respectively concedendas, quæ manu nostra, aut Successorum nostrorum prædictorum subscribere non sinit.

Hinc invaluit modernus Stylus Congregationis Sancti Officii, sive Inquisitionis, ut in Literis, quibus ab hac Congregatione conceditur licentia legendi libros prohibitos, quantumvis periculosos, semper inseratur hæc Clausula: *Exceptis Operibus Caroli Molinæi.*

Publicata fuit hæc Bulla Romæ 26. Augusti 1603. cum hæc expressa Clausula: *Ut præsentem ad vultus Basilicæ Principis Apostolorum, & in Actis Campi Floræ affixa & publicata omnes in ædibus ac officinis, perinde ac si omnibus, & singulis intimata fuisset.*

Verum nec ob hanc Bullam, ejusque Romæ factam publi-

CAPUT III.

publicationem exstimatorum Belgæ, sed hæc positiva Lege obstrictor, & in vim illius sibi Operum illius Authoris lectionem esse interdixit, multo minus se ob hanc lectionem aut Operum tercentonem incurere Censuras, aliaque pœnas in hac Bulla contra legentes aut recitantes Molinæ Opera comminatas.

Nocturno enim est, uti etiam recte advertit Bernardus Lott in suis Resolutionibus Belgicis *Tract.* 13. *quæst.* 2. *art.* 7. quod omnes Jurisconsulti utantur " illo Autore familiarissimi, ita ut sit frequenter inter Praedictos & teritot quam Baldus & Barolus, quem extollunt tanquam profundissimum Juristam, & omnino sibi necessarium depreciantur; ita ut nullus in Archidia propter scripta illius Authoris subtilissima ad Consuetudines Parisienses; quæ similes sunt Consuetudinibus Arthensibus.

Observat insuper Berrandus, quod " extra Belgium etiam in Foris & Caris celebris sit ille Author, & omnium manibus tenetur, videntibus & non contradicentibus Episcopis.

Monet quoque prædictus Auctor, hanc Bullam Clementis VIII. testis Typo in Jure Novo, hic in Belgio non esse promulgatam, & consequenter hic non obligare.

Quantopere Molinæ Opera a Pragmaticis Galliarum sentiantur, quamque trita sit eorum quotidiana & hæc usitata lectio, probatur, quod quædam hæcenus prodierunt, & quotidie prodierunt Pragmaticorum illius Recipe in omni pene tam Juris Civiles, quam Canonici materia.

Nihil vero magis Operum illorum existimationem dampnet, quam elegans illa & exacta omnium Operum Caroli Molinæ nova Editio in quinque Voluminibus procurata, præcipue Opera I. *Prædicti Pontificis* junioris celebrissimi & signanter in materia Ecclesiastica apud Patientibus Advocatis præstissima, quæ de notis admodum eruditæ & ad moderatam præcisam accommodatæ adjectis Operibus Molinæ materiam Ecclesiasticam spectantibus, quæ quædam & quantum totum Operum hujus Editionis consuevit.

Evulgata fuit hæc Operum Editio Parisiis stampibus Victoris Damiani Faneaux Regis & Urbis Typographi, cum expresso Privilegio Regis, ut veli bene patet, in Regno Galliarum Romanam prohibitionem nequaquam esse receptam, nec ullam illius rationem haberi.

Et tunc cum juxta septimam Regulam Indicii libris auctoris ab Ethnicis conferri (in quibus plurima lasciva & obscena occurrunt, & tractantur) propter sermonis elegantiam & proprietatem ab Inquisitoribus & ad Indicem horum prohibitorum Deputatis permitti possent dicantur, hac sola limitatione adjecta, ut nulla ratione poenæ prælegatur. Quid mirum si Opera Caroli Molinæ ob summam in utroque Jure nec non in Patria Consuetudinibus & moribus præclaris & eruditionem legi permittantur Jurisperitis, qui non exiguit ex hac lectione fructus capere possunt, tamen nonnulla hinc inde immiscuerunt, quæ cum Ecclesiæ Catholice Doctrina non omnino convenire videntur, quibus melior Catholicis indicatur in suis notis Gabriel Duplessis, & Franciscus Pansoni occurrunt.

Imo quicunque attendere, quam facile & quam profunde insignitur lasciva seu obscena animis legentium præstetrim Stylo elegantiori & acutiori expressa, haud difficultate agnoscat, plus periculi ex lectione Ethnorum illorum Librorum ad subversionem morum imminere Adolescentibus, quam Jurisperitis ex lectione Operum Molinæ immixtis periculum deviandi ad Ecclesiæ Catholice Doctrinam, tamen hinc in notis occurrunt, quæ sunt *liberarius Styli & quandoque iniquis Delictis*, ut habet præfatio hujus novæ Editionis Operum Molinæ præfata.

Astruitur usus Placiti ex iis, quæ contingunt occasione profectionis Libri, cui titulus: *Augustinus Cornelii Jansenii Episcopi Ipsensis*.

§. I.

Exponitur quid alium sit occasio Decreti S. Congregationis Inquisitionis Romane die 1. Augusti 1641. quo dictus Liber proscriptus fuit.

INTER cetera, quæ usum Placiti super Decretis Libris proscriptis astruunt, & hæc in Provinciis usitatum probatur, notabile admodum est, quod circa medium seculi elapsi contigit legi circa Librum cui titulus: *Augustinus Cornelii Jansenii*, & Bullas ac Decreta, quæ ejus occasione sub Urbano VIII. & Innocentio X. emanarunt.

Hic Liber primum evulgatus & impressus fuerat Lovanii anno 1640. & quamprimum, tanquam qui ex professo tractaret materiam de Divinis Auxiliis, non obtenta licentia a S. Congregatione Cardinalium, prout a Sede Apostolica fuerat decretum, delatus & denunciatus fuit Congregationi Cardinalium S. Officii sive Inquisitionis generalis, & qua anno sequenti prodit Decretum, quo hic Liber proscribebatur, ejusque lectio interdiceretur.

Hoc Decretum, postquam Romæ rite consuetum fuit, ad usum & publicatum, Intercessionibus Bruxellis residentium accepto Exemplari copias ejusdem divulgari cepit, cujus divulgationis a Prætoribus Regio Generali Concilio Brabantiarum accepta notitia, libellum supplicem obtulit dicto Concilio contra hanc divulgationem, quo viso, Concilium publicationem hujus Decreti fieri provisionally interdixit, quoadquæ Rex informatos foret, non tamen prædictus Liber Jansenii excelsa, *scilicet scandalum & offensionem Ecclesiæ Catholice*, uti ipsum Decretum penitus videbatur.

Insuper Intercessionibus copiam prædicti Decreti communicaverat Universitati Lovaniensi, adjunctis suis Literis, quibus hoccebat Universitatem, ut Decretum hoc cum debita reverentia reciperet, & observari juberet, una significans, hunc librum ob id proscriptum, quod tractaret ex professo de Auxiliis Divinis contra Mandata Sedis Apostolicæ. Integre Literæ exhibentur in Appendice sub lit. D.

Super his Literis congregata Universitas 18. Septembris ejusdem anni 1641. resolvit, pascendum quidem esse Italos Pontificis; verum atque publicum, & re fore, ut negotium commoveretur cum Illustrissimo Archiepiscopo Mechliniensi, Concilio Privato & Brabantiarum, cujus universalis Concilii Privilegio dictus Jansenius liber editus erat.

Cum igitur intellexisset Procurator Generalis, Intercessionem etiam ipsi Universitati Copiam hujus Decreti communicasse, ut per Universitatem reciperetur, indilate obtulit alterum libellum supplicem Concilio Brabantiarum, in quo conquestabatur. Intercessionem sine prævio Principis Placito hæc Decretum publicasse, & adjuncto proprio Mandato illud recipi mandasse, concludens, ut ea omnia per Intercessionem attentata castrantur, & irrita declarantur, quæ conclusio ei per Concilium fuit adjudicata.

Postquam vero Pontifex Urbanus VIII. intellexisset Universitatem Lovaniensem hanc Congregationis una cum Mandato Intercessionis transmissum non potuisse, sed Mandatum Intercessionis una cum ipso Decreto communicasse Concilio Brabantiarum, ipsamque Concilium ad instantiam Procuratoris Generalis per Intercessionem acta cassasse & irrita declarasse, scripsit Breve ad Universitatem Lovaniensem, quo aie de hoc Universitatis procedendi modo conqueritur, Breve integrum exhibetur in Appendice Monumentorum sub lit. E.

Hoc Breve Universitati communicavit Intercessionis, adjunctis propriis ad eam Literis, quibus Universitatem hoccebat, ut indilate ipsum Decretum reciperet & publicaret.

His Literis Pontificis in forma Brevis Universitati D. pte.

prelatis, eadem Universitas resolvit die 21. Martii 1642. Bullam seu Decretum S. Congregationis esse publicandum per eos, ad quos spectat.

Cum vero dubium esset, quid Facultates singulae per eam Clausulam, per eos, ad quos spectat, intellexerint, dilata fuit aliquantisper ipsa publicatio.

Interea de hiis eorumque Procurator Regius libellum obtulit Concilio, exponens ad notitiam suam pervenisse, quod, non obstante interdictione facta, & interdicta Domino Interim de non publicando predicto Decreto S. Congregationis, Universitas per ipsum Universitatem resoluisset procedere ad publicationem ejusdem Decreti sine praevis obtentis Literis Placii, concludens, ut advocatus ipsius Concilii intercederet Reclori & Universitati Lovaniensi procedere ad publicationem sine affixione Bullarum vel Rescriptorum Sedis Apostolicae, priusquam ipsi conficeret de Literis Placii.

Super hoc libello resolvit Concilium, illum Universitatem Lovaniensem per Literas clausas esse communicandum, ut responderet intra octiduum, interim eidem intercedendo procedere ad publicationem aut affixionem Bullarum, de quibus in dicto libello. Integer libellus una cum Apostilla exhibetur in Appendice Monumentorum sub lit. F.

Hac Concilii Brabantiae interdictione Universitas intermixta 26. Martii 1642. suspensa fuit supradicti Decreti publicatio, neque post hac hujus Decreti S. Congregationis per Universitatem specialem publicationem factam reperimus.

§. II.

Afferatur idem Placii ususque hic, qui alia sunt occasione Bulla Urbani VIII. quae incipit: In eminenti, usque ad annum 1647.

Cum viderent, qui Proscriptionem libri Cornelii Jansenii in Curia Romana sollicitabant, obmultiplicata oppositione publicationem Decreti S. Congregationis obtineri haecenus non potuisse, remedium efficacia impedire volentes sollicitantur apud Urbanum VIII. ut per specialem Bullam ipsius Pontificis, Decretum hoc S. Congregationis confirmaretur, & innovaretur, ac de novo dictus liber, aliisque eo spectantibus proscriberetur.

Prodiit itaque tandem haec Bulla incipiens, *In eminenti*, & publicata fuit Romae 19. Junii 1643. quae io primis renovatur Constitutiones Pii V. & Gregorii XIII. quibus denuciatur nonnullis Theologorum Sententiae & Opinionis, nec non confirmatur & renovatur jam dictum Decretum Congregationis S. Officii contra librum Cornelii Jansenii, aliisque nonnulla ad damnationem dicti libri spectantia adduntur.

Hanc Bullam per Interim nuncius Buzellus residentem recepit divulgavit Episcopus Namurcensis per suam Docelem, ejus divulgationis confusus factus Procurator generalis Concilii Namurcensis indoluit obtulit libellum supplicem dicto Concilio, exponens per Principum Edicta verum esse, ne quis cujusvisque conditionis aut qualitates publicari aut exquiri faciat ullam Bullam Romanam sine obtentis Literis Placii in forma expeditis, idque (ait) ad periclavendum ne quid fiat in praedictum Status, Jurium Suae Majestatis ejusque Vasallorum & Subditorum: quodque eo non obstante Episcopus Namurcensis Religioforum Civitatis Namurcensis, & quod amplius est, dictus Episcopus subscripserit huic Bullae, quae confirmatur Constitutiones Pii V. & Gregorii XIII. quibus condemnantur quidam Theologorum opiniones, nec non Decretum S. Congregationis, quo vetatur lectio libri, cui titulus *Augustinus*.

Cum tunc (ait) ejusmodi publicationes contra Edicta Regia possint habere funestas sequelas, conchidit Procurator Regius, petique provideri per Literas cassatorias hujusmodi publicationis, utque omnibus interdiciatur, ne quid simile impetum attemerur, exaetque obtemperetur Regia Edicta super hac materia jampridem edita. Integer libellus habetur in Appendice sub lit. G.

Concilium Regium Namurcense adjudicasse dicto Procuratori generali suam conceptu iorem, ipsamque publicationem circa Regium Placium attentatam cassasse & nullius effectus declarasse, non obcurat innotuit iurem publicationis ejusdem Bullae facta per dictum Episcopum Namurcensem 21. Aprilis 1646. praeteritum cum in ipsa publicatione singularum moneatur, se hanc publicationem facere, receptis Literis Regiae Majestatis die 26. Martii 1646. quibus res illam fecit, se nullo impedimento offerri publicationi dictae Bullae.

Et licet ex parte Curiae Romanae multum urgeretur publicatio dictae Bullae, nequaquam tamen ea obtemperatum, priusquam consensus & Placium Regis super hac publicatione haberetur.

Et quidem licet per specialem Breve Pontificia rogatus esset Marchio Franciscus de Mello Gubernator Belgii, ut hanc publicationem procuraret, ipse tamen Bullae hujus publicationem non ante fieri voluit, nisi prius de voluntate Regis conficeret, ut habetur ex Literis hujus Gubernatoris die 7. Maii 1644. ad Universitatem Lovaniensem, quibus nomine Regis mandatur, ut per Universitatem omnibus Suppositis imponatur silentium super controversiis exortis occasione Doctrinae contrae militro Cornelii Jansenii Episcopi Iprensis, quoadque habetur finalis resolutio Pontificis super hoc puncto, & resolutio Suae Regiae Majestatis super modo & forma, quibus hanc Bullam executioni mandari velit. Haec Literae habentur integre in Appendice sub lit. G.

Eodem die 7. Maii idem Gubernator dedit Literas ad Facultatem Theologicam Universitatis Lovaniensis, quibus tunc Facultati nominatim interdicitur procedere ad publicationem hujus Bullae, nisi habita Regis licentia.

Harum Literarum terminis Concilium Brabantiae Literis ad Belgii Gubernatorem die 3. Junii 1643. in quibus narrat Concilium sibi caputulum fuisse per Procuratorem generalem, quod Interim nuncius omni modo conetur de novo ipsam Universitatem Lovaniensem inducere ad recipiendum Bullas & Decreta edicta contra librum Cornelii Jansenii Episcopi Iprensis: Quin per aliquotum Doctorem ejusdem Universitatis factionem capta esset resolutio contra inhibitionem ipsi factam per dictas Literas die 7. Maii anni praecedentis 1644. signatis per Marchionem *Tor de Lequa* tunc Belgii Gubernatorem, quodque similia attentata directe contrarium & repugnare Juris Regalis Suae Majestatis in his Provinciis, imputo quae est in possessione immemoriali non admittendi ullius Bullae Romanae publicationem sine praevis Literis Placii in hunc Concilio obtentis, ideoque dictas Procurator generalis per litteras Cassatorias contra Interim nuncium, Reclorem & Doctores dictae Universitatis, qui cooperati essent praedictae resolutioni.

Ex istis Literis habetur, quod Concilium Brabantiae per duas resolutiones jam ante suspendisset & inhibuisset publicationem hujus Bullae, nec non quod rursus ad hanc libellum Procuratori generali Literas Insuperiales tam Interim nuncium quam Reclori & Doctores dictae Universitatis communicandas expediri curaverit. Integre haec Literae referuntur in Appendice sub lit. H.

Tandem anno 1646. Rex Catholicus post multas apud se factas instantias ex parte Curiae Romanae dedit Literas ad Gubernatorem Belgii, quibus declaravit, suam intensionem esse, ut haec Bulla reciperetur & publicaretur.

Archidux Leopoldus factus Gubernator Belgii in conformitatem harum Literarum scripsit Concilio Brabantiae, prima Septembris 1647. eidem injungens, ut decerneret publicationem hujus Bullae, eamque exequeretur, ut patet ex Responso Concilii ad Literas Archiducis die 25. Septembris 1647. quibus significat, Concilium resoluisset se conformare Literis Regiae, nec non conceptae ordinationi per Archiducem transmissae, una tamen monens Archiducem, sibi videri publicationem & executionem hujus Bullae ita esse moderandam, ut denuciat respiciat condemnationem doctrinae, & prohibitionem librorum, de quibus in dicta Bulla, eo quod haec Bulla habeat insertas Clausulas aperte infamantes, intensionem Curiae Romanae esse exequere obligationem postulandi Placium Regium super executione Bullarum, nosque obligandi recipere omnes Bullas Papales vigore solius publicationis Romae factae, non credentes,

com esse Sum. Majestatis intentionem. Haec Litterae referuntur in Appendice sub lit. K.

Similiter Cancellarius Concilii Brabantiae in suo speciali Responso super dictis Litteris Archiepiscopi sub idem tempore dato respondit, sese quoque conformare resolutioni Concilii de eaquodam praedicta Bulla conformiter ad Litteras Regias, modo tamen per hanc publicationem & executionem non alteretur aut laedatur Jus Sum. Majestatis, scilicet quod nulla Bulla Pontificia, aut quodcumque aliud Decretum Ecclesiasticum possit in hoc Ducatu Brabantiae effectum foret ut executionem habeat sine praevia Litteris Placiti Sum. Majestatis: Quod haecenus (inquit) inviolabiliter observatum fuit, alias non sine fundamento verendum foret, ne ob solam publicationem Bullarum Romae factam tandem vellet praerogativa obstrictos harum Provinciarum Incolas, quod hic haecenus inusitatum fuit, licet id Romanum non semel in his Provinciis introducere moliri sint, ut ita Jura hoc Placiti irritum redderent, & quoddam Ecclesiasticum Tribunal in hisce Provinciis ibi erigerent, quibus commodum semper obvium est, ut pluribus exemplis ostendi possit; mox itaque ut ad conservandum Jus hoc Placiti & praerogativam interesse, quod Subditi harum Provinciarum tam Ecclesiastici quam Laici pari possent per similes novitates, providetur per aliquam declarationem, ad preveniendum sequelam, quae ex hujus Bullae publicatione trahi posset, quasi sola publicatio Romae facta ad obligandos harum Provinciarum Subditos sufficeret. Consulta Integra refertur in Appendice sub lit. L.

Verum praedictae Litterae Duce Leopoldi ad Concilia Regia suum non sunt foret plenam effectum, ipsaque publicatio per tempus notabile fuit suspensa, eo quod per Archiepiscopum Mechliniensem, Episcopum Gandensem, & per quosdam Abbates Ordinis Praemonstratensis, ipsamque Universitatem Lovaniensem Archiepiscopi expulsum esset, hanc publicationem posse habere sequelam, atque se res solvere, Disputato aliquo tempore in Hispaniam ad suam Catholicam Majestatem, ad eandem informandam de rationibus, ob quas non conveniat hanc Bullam in hisce in Provinciis publicari, postulat ut transiret ipsa Bulla publicario suspendere, quousque finalis Sum. Majestatis super his resolutione haberetur.

§. III.

Idem Placiti usus observatur ex illis, quae continentur occasione publicationis praedictae Bullae in terminis anni 1651.

IN §. praecedenti notatum fuit, quod, non obstantibus Litteris Regiae de anno 1646. ad Gubernatorem Belgii super publicatione Bullae *Invocamus*, nec non Litteris Archiepiscopi Leopoldi de anno 1647. ad Concilia Regia, quibus mandabatur hujus Bullae publicationem, nihilominus ipsa publicatio fuit suspensa, eo quod quidam Episcopi & Abbates, necnon ipsa Academia Lovaniensis supplicasset Archiepiscopo Leopoldo, ut transiret suspendere publicatio, quousque rationes suas exposuissent. Regis Sum. Majestatis, ob quas credebant non convenire, ut Bulla haec per Belgium publicaretur.

Supplicanti annuit Archiepiscopus, atque ipsa publicatio Bullae dilata fuit, quousque anno 1650. Rea Catholicam, datus Litteris ad Archiepiscopum Leopoldum mandavit sine remora Bullam publicari, quibus Litteris receptis, Ordinationem seu Edictum concessit Archiepiscopo Leopoldo, quo executio dictae Bullae, ejusque observantia omnino mandabatur, hoc Edictum per Litteras misit ad Concilia Brabantiae publicandum, a quo in conformem Mandati Archiepiscopi publicatio facta fuit die 25. Martii 1651. Integrum Edictum cum ipsa Bulla habetur *part. 3. Edit. Brabantiae lib. 1. tit. 3.*

Declarat autem Archiepiscopus in praedictis Litteris ad Concilia Brabantiae, mentem Sum. Majestatis non esse, per Consulatum contentum in dicta Bulla, quae in substantia significavit, quod sola publicatio Romae facta induceret obligationem seu alia particulari publicatione in Diocesis & Provinciis Catholicis, admittere ullam novitatem in praerogativa Privilegiorum, Libertatum, & Confectionum harum Diocesis, sed quod in simili occurrenti caso procederet juxta haecenus usitata: Similis

Van Espen, Part. 1^a.

Litterae ejusdem tenoris misit quoque facere ad alia Concilia Regia. Habentur haec Litterae *part. 3. Edit. Brabantiae lib. 1. Rubrica 6.*

Eadem declaratio & Consulata erat inserta Litteris Archiepiscopi ad Archiepiscopum Mechliniensem, & Episcopos Belgii, quibus ipsis injungebatur publicatio bujus Bullae, conformiter ad Edictum Regium eisdem acceptum.

Quae Litterae leguntur in *3. part. Edit. Flandriae lib. 1. Rub. 6.*

Publicatio per Archiepiscopum & Episcopos Belgii facta fuit prima mensis Aprilis ejusdem anni, cum expressa Consulata in ipsis Litteris Archiepiscopi contenta.

Hoc Decretum Archiepiscopi Mechliniensis exhibetur in Appendice sub lit. M. ex quo sufficienter intelliguntur rationes, quae Archiepiscopum movebant, ad postulandam suspensionem publicationis hujus Bullae.

Ordines live Status Brabantiae solliciti quoque, ne ex publicatione hujus Bullae Juribus & inveteratis Constitutionibus hujus Provinciae praerogativa generaretur, libellum obtulerunt Archiepiscopo Leopoldo, exponentes ad seum notitiam venisse, suam Majestatem Catholicam resoluente de ordinasse excoi Bullam Urbani VIII. emanatam circa librum cui titulus: *Antiquus Cornelii Jansenii*, & alia quaedam scripta: Ex eum dicta Bulla (inquunt) continere plura puncta & Consulata incompatibilia cum Privilegiis & inveteratis hujus Provinciae moribus, atque inter alia comminationem poenae temporariae in contravenientes cuiuscunque status & conditionis tam Laicos quam Ecclesiasticos, & Excommunicationis latae sententiae, cujus absolutio a nemine nisi a Romano Pontifice possit obtineri, qui rigor nunquam in his Provinciis necus aut usus fuit, nec illius ullum exemplum occurrit, attento quod hoc modo subditi hujus Provinciae transirent extra Patriam ad ipsam Personam Romani Pontificis, quod est plane contrarium Privilegiis hujus Provinciae: atremo insuper, quod haec Bulla nominatim declarat, solam publicationem Romae factam vim suam habere & effectum foret in omnibus Regnis & Provinciis, tanquam si ibidem singulim publicata esset, quod rursus contrarietur dictis Juribus & receptis moribus; ac tandem his aliisque premis conclusum, ut per Archiepiscopum nomine Regis expediret Acta publica, qua declararet, intentionem Sum. Majestatis nequaquam esse, per publicationem hujus Bullae ullum praerogativa generari Juribus, Privilegiis & inveteratis moribus hujus Provinciae, quodque nulla Bulla Papalis quantumvis publicata Romae hic effectum foret, nisi sit placet, & hinc in Provinciis publicata, ac ut interim publicatio hujus Bullae maneat suspensa. Hic libellus supplex integer exhibetur in Appendice sub lit. N.

Ad hunc libellum respondit Archiepiscopus, sufficiens esse providum super querelis in hoc libello comprehensis per Litteras datas ad Concilium Brabantiae super executione bujus Bullae, & quod Sum. Majestas dedit Mandatum Concilio Brabantiae, ut supplicanti concedat eorum athenicam dictarum Litterarum, ut eas, data occasione, suspendere possint, una declarans mentem Sum. Majestatis, ipsiusque Archiepiscopi nequaquam esse, ut per hanc publicationem novitas aliqua induceret contra Constitutiones & Privilegia haecenus recepta.

Intelligebat quoque Ministri Regii quae ne Ordines Brabantiae, Excommunicationis, simileque Censuras, non esset Sedi Apostolicae reservatas, esse poenas huius in Provinciis inusitatas, variisque incommodis obnoxias, ut properare nec dubitavit in hujus Bullae placitatione & receptione has poenas in alias moribus poenae regiae accommodas immutare.

In Edicto enim seu Ordinatione Regis super ipsa publicatione statuitur intransgressores poena 100. florenorum pro prima vice, & in eos qui secunda vice transgressi fuerint, poena exili ad sex annos, & in caso quo inter transgressores invenerint Regulares nihil propterea possident, commoio poena venit ad omnes ipsius Superioris, & ab eo exigi poterit, & si transgressores fuerint ex aliquo Ordine Mendicantium nihil in communi possident etiam pro prima vice cum poena exili tam contra ipsos transgressores, quam contra ipsos Superiores, qui transgressorem illum simulaverit & permiserit.

Insuper edicuntur in eadem Ordinatione, quod transgressores bujus Ordinationis cuiuscunque fuerint qualitas, ut &

et de hactenus, quantum ad executionem & adimplendum
poteat temporalis potestati iuribus & iurisdictionem Capitulis
& Tribunalibus Regis, quae de transgressione & viola-
tione similibus Edictorum & Ordinationum cognosce-
re & iudicare confueverunt, potest tamen in ipsa Oedi-
natione exprimitur, quae una cum ipsa Bulla *in unius-
quisque*, cui & inferuntur est Decretum Congregationis die pri-
ma Augusti 1651. exata integra parte 3. Edictorum Bra-
bantiae lib. 1. tit. 3. cap. 4.

Ex his omnibus evidens est, nullatenus hic in Belgio
credendum fuisse, Bullam Romae publicatam hic obligare,
sicut habent inferam expresse. Clausulam: publicationem
& adimplendum Romae morte conscripto factam *quod
potest sufficere & pro solemnitate & legitime haberi, nec
aliam in Regibus, Provinciis, Civitatibus, Oppidis & locis
requiri nec expellendi debere, omnique & singulis per-
sonis ad obediendum & obsequium, & servitium nominatione & per-
sonaliter intimare & praestare solum.*

§. IV.

*Ipsi Placiti affirmant per ea, quae congerunt post publica-
tionem Bullae in uniusquisque, occasione Literarum Archi-
duci Leopoldi & Ordinationis Regis.*

NOtandum fuit §. precedenti, quod Archidux Leo-
poldus in Literis suis ad Concilium Regis & Epi-
scopos die 28. Februarii 1651. quibus in conformitatem
Literarum Suae Majestatis mandabat fieri publicationem
Bullae Urbani VIII. quae incipit *In uniusquisque*, intermis-
sit Clausulam, qua declarabatur, neminem Suae Maje-
statis non esse, per Clausulam contentam in dicta Bul-
la, quae in substantia significatur, quod sola publicatio
Romae facta inducere obligationem sine alia particulari
publicatione in Diocesium & Provinciarum Catholicarum,
admittere ultimum novitatem in praedictum Privilegium
Libertatum & Consuetudinum harum Diocesium,
sed quod in simili occurrerit eas proceditur iuxta ha-
bitum iuratum.

Insuper in ipsa Ordinatione seu Edicto publicationis
istorum fuisse poenae poenitentiam & exilii in trans-
gressores hujus Edicti seu Ordinationis cujuscunque ef-
fectus Suae sive Ecclesiasticae, sive Laici, imo & poe-
nam exilii pen prima vice, si transgressor esset ex Or-
dine Mendicantium, qui bona temporalia nec in com-
muni possideret.

Praeterea adimplendum & executionem hujus poenae
& multae temporales contra quoscunque transgressores
tam Ecclesiasticos, quam Laicos commissam fuisse Con-
cilio & Tribunalibus Regis, quae de transgressione si-
milium Edictorum cognoscere confueverunt.

His Clausulis, ac notanter, quae combinantur in
Literis Archiepiscopi admodum irritas Interventiones re-
putans per hanc ultimam Clausulam laicam auctoritatem
Sedis Apostolicae, imprimi iussit, & statim fecit quodam
Declarationem & Protectionem de data 20. Aprilis
1651. qua asserbat, Literas Regias, in quarum
per hanc Clausulam significabant, solam publicationem
Bullarum seu Decretorum Sedis Apostolicae Romae fa-
ctam, non sufficere sine ulteriori per Provincias publica-
tione ad obtingendum omnes ubique fideles, esse con-
tinentes auctoritati & jurisdictioni Sedis Apostolicae, nec
non liberari & immunitati Ecclesiasticae, possederunt
que contra praedictam Clausulam, eam irritas, nul-
lamque & sine effectu declarabat, mandans insuper ut
ab omnibus et irrita & nullius effectus repararetur, sub
poenis & Comitis per Decreta Conciliorum, & Pon-
tificum Constitutiones laici, declarans constantem esse
memorem Pontificis, publicationem Bullarum Romae fa-
ctam omnes fideles quoruncunque Regnum & Provin-
ciam obstringere sine ulteriori aliqua publicatione in
Provinciis suscipienda.

Publicatione hujus Declarationis & Protectionis ve-
hementer offensam Archidux Leopoldus, reputansque id
residere in apertum contemptum Suae Regiae Maje-
statis, & quae auctoritatis violationem, scripsit Literas
expeditas per Concilium Suae 23 Junii 1651. ad Con-
cilia Regia, in quibus narravit quid per suam Declara-
tionem & Protectionem contra Literas Archiepiscopi,
& etiam in conformitatem earum Ordinationem Re-
gis super publicatione dictae Bullae *In uniusquisque* atten-
disset Interventionis, significavit mentem suam esse pra-

dictam hanc auctoritatem contra Regiam auctoritatem
sentiam irrepetere inter subditos in ipsa auctoritate Privilegi-
um, Quod intermedium de observantiam hanc Provin-
ciam, videreturque, Praedictorum & Declarationis
Interventionis nihil posse innovare, aut derogare illi, quae
per suas Literas & Ordinationem declaravit tunc super
dicta Clausula in Bulla contenta: declarans insuper se
velle perpetuam Interventionem Declarationis & Protectionis
reparari & haberi per Bulla & sine ulla effectus,
quemadmodum eam de facto (inquit) cessantem & anul-
lam per praesentes.

Mandans insuper ut his omnes effectus, procederent
ut omnia exemplaria praedictae Declarationis &
Protectionis referantur ad manus Procuratoris Regis
& superintendant, inquisitorum, quos fuerit hujus De-
clarationis & Protectionis impellere, ad cuius obediendum
ut tacitus accedimus, vultu palam notificari, quod,
si quicquid indicaret impellere, habuerit in se praesentibus
notificationibus mille florinos solvendo per Re-
ceptorem Regium, voluntarie copiam hanc Literarum
in Archivis Curiae adnotari, ut eorum fuere tempore me-
moris habetur. Litera integra exhibetur in Appen-
dix lib. 1. tit. 6.

De his omnibus Interventionibus certiorum fuisse Curiam
Romanam, & apud Pontificem quereles depositas de in-
fracta immunitate Ecclesiastica, & interdicta auctorita-
te Sedis Apostolicae per Literas Archiduci Leopoldi
& Ordinationem Regiam super publicatione Bullae *In unius-
quisque*, idque per ipsa praecipue puncta in eis contenta.
Primo, ob sepe dictam Clausulam, qua significabatur
solam publicationem Romae factam non sufficere, id Bul-
lae ita Rescripta Pontificis obstringent omnes ubique
fideles, sed requireretur publicatio per Provincias, pro-
prio Placito Regio, Secundo, quod in praedicta Ordi-
natione contra infractas & transgressores publicae
Bullae decernatur alia poena, quam in ipsa Bulla erat
expressa, idque non tantum contra Laicos, sed etiam
Ecclesiasticos, quoniam & poena exilii per prima transgre-
ssione contra Religiosos Ordinem Mendicantium non
possidentium bona in communis. Tercio, quod adju-
cuto & executio poenae & multae temporales commite-
rentur contra quoscunque transgressores Concilio & Tri-
bunalibus Regis.

His Interventionibus informationibus, & Ministerum Cu-
riae quereles commotas Pontifici Innocentio X. (qui U-
rbano VIII. successerat) quasi per praedictas Literas &
Ordinationem conclusa esse immunitas Ecclesiastica,
ipsaque jurisdictione & auctoritas Pontificis plurimum lae-
desacta, Literas in forma Brevis acrius Scylo extar-
tas scripsit ad Archiducem Leopoldum 11. Novembris
1651. in quibus dicit, se cum animi dolore intellexisse,
contra auctoritatem summi Pontificis, necnon ead-
em Libertatem Ecclesiasticam attentatum esse.

Archidux Leopoldus, acceptis his Literis, & ex illis
intelligens de tribus praecipue punctis consequens esse
Interventionem, & Pontificem commotum, quasi per illa
jurisdictione & auctoritas Romani Pontificis, nec non
immunitas Ecclesiastica totatim conculcatur, super
fidelem consultationem Concilia Regia per Literas die 28. De-
cembris eisdem anni, ait intelligit ex Consulta Con-
cilii Brabantiae date 16. Februarii 1652. ad ipsum Archi-
ducem Leopoldum.

In hac enim Consulta dicit Concilium, Literas Archi-
duci ad se data commovere praedicta tria puncta, super
quibus apparere, Interventionem praecipue suas quereles
apud Pontificem deposuisse.

Quantum ad primum punctum multis probant, hanc
ullam Placiti ab immemoriali tempore fuisse non tantum
hic in partibus, sed in omnibus pene Regibus & Pro-
vinciis etiam Italiae asistum; nec per illum alium illa-
tens de legatione auctoritatis & jurisdictioni Romani Pon-
tificis, sed id unum praecaveri, ne per praecipuum publi-
cationem & executionem Bullarum aut Rescriptorum
Curiae Romanae, Jura Regia, aut recepta Provinciarum
Privilegia, inveterata Consuetudines, nec non Ecclesi-
arum Libertates infringantur non sine Reipublicae sui Ec-
clesiae notabili perturbacione & multorum incommodo-
rum sequens. Ad hanc puncta respondet Concilium, quod
non tantum in hisse Provincia, sed & in Regibus Hispa-
niae & Galliae, Ecclesiastici in multis casibus *fortiori
ferre seculares*, & notanter quoad ea, quae tendunt
ad conservandam tranquillitatem publicam, ad quam ten-
dit.

et ipsa Ordinatio edita occasione Doctrinae Cornelli Jan-
leni, cujus principalis scopus fuit praevenire scandala &
persecutiones publicas, & turbulencias Theologorum di-
putationes. Integra Consultatio exhibetur in Appendice sub
lit. F.

Hic Concilium Conventus & Regi & Archiepiscopo
satisfactum fuisse, inde cognoscitur, quod nec circa Clau-
sulam in Literis Archiepiscopi expressam, neque circa Or-
dinationem Regiam quodvis immutatum legatur, quod
que Concilia Regia semper conformiter ad illa proceder-
int, ut ex dictis patet.

Ex his omnibus patet, quam solliciti, & confluente
fuerint Principes postea, cunctisque Ministri in tuendo hoc
Jure Placiti tanquam Juribus Regis, nec non Subditorum
tranquillitati ac Provinciarum inventaris nobilibus & Pri-
vilegiis conservandis necessario, illudque crediderint, &
in Bullis, & Decretis librorum prohibitionem specialem
esse quodque servandam, nec a Belgis credendum un-
quam esse, familes Bullas aut Decreta Romae publicata
Belgis obstringere, nisi prius tunc confecto, praevisio
Regio Placito, per Provincias fuerint publicata, etiam si
haberent inferam Clausulam, qua declaratur, Pontifi-
cem velle, Decretum obligare omnes ubique fideles per
solam publicationem Romae factam.

CAPUT IV.

Adstruitur idem usus Placiti ex illis, quae conti-
nerent occasione Decreti Sancti Officii die 6.
Septembris 1677. quo Libri quidam proscri-
bebantur.

§. I.

*Exponitur ea, quae conueniunt ad solam Publicationem
huius Decreti esse obtemperandum Placitum Regium,
& Censuram ejusdem Publicationis per Concilium
Brabantiae.*

Decretum hoc Congregationis S. Officii editum
6. Septembris 1677. morte solio Romae pu-
blicatum est die 15. ejusdem mensis.

Hoc Decreto prohibentur Literae vulgo Provinciales
Gallicolonienses evulgatae, & plura alia scripta edita occa-
sione Libri, & Doctrinae Concilii Iansenii Episcopi
Ipsensis, ac una reuocantur Decreta Congreg. S. Officii
sub Paulo V. & Urbano VIII. quibus generaliter omnes
interdicunt quodcumque odere super materia de Divinis Au-
xiliis sine expressa licentia hujus Congregationis, & prohi-
bentur omnes libri de hac materia tradentes, haereticos
aditi vel imperitorum edendi, non obstant praedicta li-
centia.

Praedictum Decretum per Internuncium Bruxellis resi-
dentem missum fuit ad Archiepiscopum Mechliniensem
Andream Cruicem, qui illud per suum Diocesim eodem
anno 19. Octobris promulgavit.

Cum vero super hoc Decreto haecenus non esset peri-
tum aut obtemperatum Placitum Regium, Concilium Braban-
tiae ad instantiam Procuratoris Regii per suam Senten-
tiam die 23. Novembris ejusdem anni haec attentatam
missionem Decreti per Internuncium ad Archiepiscopum,
nec non ipsam publicationem cessavit, arbitramur declara-
vit. Integra Sententia exhibetur in Appendice sub lit. Q.

Super hac Causatione per Concilium Brabantiae facta
quaestio fuit deponenda apud Archiducem Leopoldum
aure Belgii Gubernatorem Archiepiscopum Mechliniensem,
& Internuncium Apostolicum per suos respective bellos sup-
plices, quibus annexum erat scriptum, quo praedicta Causa
impugnabatur, quos una cum dicto scripto Archi-
duces Concilio Brabantiae communicavit, usque responderet
Concilium per suum Advancementum die 17. Decembris
1677.

In primis hoc suo Advamento exponit Concilium,
quanta cum moderatione, & humanitate egerit cum Do-
mine Archiepiscopo, praevisum habere Sententiam Causa-
tionis divulgavit, quodque ad eam non procederent, ni-
si ut satisfacerent juramento, quo omnes in sua ad Con-
cilium admissione se obtulerunt ad conservanda jura
suae Majestatis & hujus Ducatus, inter quae non mini-
mum est hoc jus Placiti.

Secundo, ex ipso Advamento habetur, quod in scrip-
to illo, quod suo libello annexerat Internuncius, dica-
tur per Concilium Brabantiae causam fuisse perdidit
Decretum ipsumque Concilium velle hunc alioquin inco-
nveniens iudicandi de injuria Decreti.

Hic respondit Concilium, fallum esse per Sententiam
Concilii causam fuisse aut irritam declarationem praedi-
ctum Decretum, fallum quoque esse, Concilium voluisse
cognoscere de scriptis per impressis in dicto Decreto con-
tensis, quodque Concilium haereticos ignoscere, cum huc
scripta composita sint in defensionem Doctrinae Jansen-
ianae. Post haec nitro agnoscunt, ad se non spectare de-
sidera articulos fidei, nec sapere illi quidquam a se fuisse
attentatum, ac causam duncaxat fuisse transmissionem
Istius Decreti factam per Internuncium ad Archiepiscopum
Mechliniensem in ordine ad ejus publicationem faciendam,
nec non Decretum Archiepiscopi, quo De-
creti hujus publicationem mandabat, cum omnibus, quae
inde secuta sunt, quae (inquunt) sunt mera temporalia,
nec ullatenus concernunt ipsam Declarationem Pontificis
super prohibitionem scriptorum in Decreto expressum,
sed solummodo formam & modum executionis.

De hac distinctione inter declarationem articulum fidei,
& publicationem ac formam executionis latius
agetur parte sequenti.

Insuper ex hoc Advamento colligitur, quod Internun-
cius in suo scripto praesentidit, hoc Decretum non ege-
re Placito Regio, eo titulo quod dogmaticum esset, ni-
hilque contineret, nisi declarationem & definitionem
aliquorum articulorum fidei.

Ut hanc argumenta satisfaciatur Concilium, monet,
quod nec sub hoc praetextu hoc Decretum admitti pos-
sit, sine praevio examine Principis in suo Concilio, quia,
quid Bulla continet, in facto consistit, cujus notitiam
accipere debet Princeps, ne alias sub praetextu defensionis
aut interpretationis aliquorum articulorum fidei,
per publicationem Bullae irreparet aliquid perjudiciale.

De hac Concilii animadversione similiter agitur latius
parte sequenti, ac una ostenditur, hoc Decretum pro-
pria non posse referri inter Decreta dogmatica.

Colligitur ex eodem Advamento, Internuncium per
enervandam necessitatem Placiti super similibus Decretis
allegasse, quod, si Bulla Pontificia, antequam confir-
mantur conscientias fidem, debeant prius habere Placitum
Principis, & subijci Censurae Tribunalium Laicorum,
propositiones aliquae poterunt esse fidei in una Provincia,
& non in alia, & consequenter quod non esset una fides
omnium.

Huius argumenti ad inconvenientiam respondit Con-
cilium quod hic appareret defectus debet informationis,
quia Concilium non examinat ipsos articulos fidei, nec
se immiscet declarationi ipsius fidei, ipsaque Decisio
non debet esse generalis, tamen publicatio Decreti,
quae Decisio continetur, non sit generalis, nec fiat ubi-
que eodem tempore, quod & infra parte sequenti fides
exponebat.

Auctor scripti ex parte Internuncii exhibuit itaque
inobtemperatum admittens, quod Concilia Regia merito
praetendere possent examinare & revidere Bullas Pontifi-
cias, quae directe vel indirecte impingunt in superiorita-
tem temporalem Principis, vel ejus Jus Patrimonium Ec-
clesiasticum; sed negat posse Concilia praetendere exa-
men Bullarum, quae spectant materiam dogmaticam,
decisionem seu declarationem si quidem propositiones
sint fidei, vel e contrario sint haereticae, erroneae, scan-
dalosae, &c. quibus una declarantur similes propositiones
cum peritiam sustinentes haereticas & excommuni-
cari, & Bullarum prohibitionem lapsas, in quibus si-
miles propositiones continentur.

Hic respondit Concilium, quod si examen priorum
Bullarum Concilii Regis competeret, Jussu & deprece quo-
que examen illarum, quae vulgo dogmaticae asseruntur, a
Regis Concilio institui, non quidem ut ipsa Concilia
Regia cognoscant de articulis fidei, vel definitione, quid
sit fidei, aut quid erroneum; sed duncaxat ut despec-
tione, utrum publicatio, & executione ejusmodi Bullarum
nullam adferat praedictum Juribus Regis aut Vassallo-
rum. Interrogum Concilii Responsum habetur in Appen-
dice Monumentorum sub lit. R.

Exponitur quid post Cassationem Concilii Brabantie approverit S. Congregatio 14. Martii 1658. & quidam opposuerit Concilio Brabantie.

Interuenientis Apostolici solliciti, ne quid omittetur, quod ad fundandam auctoritatem Pontificiam circa publicationem, & executionem Bullarum sine Regio Placito facere posset, de omnibus, quae per Concilium Brabantie fuerant acta, Pontificem & Congreg. S. Officii informavit.

Idem Congreg. habita 14. Martii 1658. postea Pontifice Alexandro VII. editum fuit Decretum, quo sua Sanctitas probat, & confirmat transmissionem dicti Decreti in ordine ad publicationem ejusdem, factam per Interuenientium Archiepiscopo Mechliniensis, nec non publicationem factam in vim Decreti Archiepiscopalis die 29. Octobris 1657.

Decretum vero seu *Sententiam Concilii Brabantie* cum *promissis*, & *sequitis* tam *praevidentibus*, & *quomodolibet consequentibus*, licet ipse *facte* nulla, *scripta* & *manu* *viribusque*, & *effectu* *penitus*, & *omnis* *vacua* ab ipso *initio* *fuerint*, & *hinc* *nihilominus* ad *abundantiam* *causalam*, & *quatenus* *quasi* *su*, *auctoritate* *Apostolica* *demum*, *improbat*, *casus*, *irritat*, & *nullius* *robore* & *momenti* *fuisse* & *esse* *destruit* & *declarat*, *ac* *pro* *infectis* *haberi* *voluit*.

Mandata *insuper* *Sanctiss* *in* *suasque* *personas* *cu* *juslibet* *gradus*, *Ordinis*, *preeminentia*, *vel* *dignitatis*, *etiam* *speciali* *vel* *specialissima* *nunc* *dignis*, *in* *prae* *dis* *pro* *sententia*, *vel* *eam* *quopam* *modo* *prae* *sententibus* *aut* *consequentibus* *ullo* *pactis* *obstant*, *aut* *deserant*, *vel* *illa* *in* *judicio* *aut* *extra* *allegare*, *seu* *ipsi* *usurpant*, *proinde* *ac* *si* *illa* *nomen* *manerent*, *sub* *penis* & *Censuris* *cetera* *vi* *sanctis* *Ecclesiasticis* *Libertatem*, *Immunitatem*, & *Jurisdictionem* *in* *fractis*, *ac* *quibus* *a* *nominis* *nisi* *a* *Romano* *Pontifice*, *prae* *terquam* *in* *mortis* *articulo*, *beneficium* *absolutis* *obtinere* *valent*.

Postremo *Concilio* *Brabantie* *Sanctiss* *in* *suas* *mandata*, & *prae* *cepta*, *ac* *prae* *dictum* *Decretum* *seu* *Sententiam* *cum* *promissis* *cum* *prae* *dictis*, & *quomodolibet* *sub* *sequenti* *bus* *ex* *Liberis*, *Colatibus*, & *Regiis*, *in* *quibus* *descri* *pta*, & *admonata* *fuerint*, *illis*, *et* *olibus*, & *casari* *fac* *iat* *cum* *effectu*, *ac* *in* *actu* *con* *stitutis* *Con* *siliariis*, *aliisque* *quocumque* *prae* *dictae* *Sententiae* *cooperari* *fuerint*, *ac* *quomodolibet* *con* *ferant*, *penis* & *Censuris* *prae* *dictis* *in* *de* *casu* *jam* *irrevocari*, *ad* *alia* *tempora* *majora* *procedere* *compellat*.

Hoc Decretum Congreg. per Interuenientium signatum, & sigillatum nocte inter 12. & 13. Maji affixum fuit Capellae Brabantie.

Advertens Concilium Brabantie hoc procedendi modo Jura Placiti Regii penitus evetti, ipsamque Regiam auctoritatem omnino subijci Placiti Curiae Romanae, resolvet contra affectionem hujus Decreti, ejusque publicationem media ordinaria cassationis impendere, vult tamen, priusquam cassationem decerneret, de hoc procedendi modo, & quae inde timenda esset auctoritatis Regiae deperitione, informare Archiducem Leopoldum Belgii Gubernatorem, per Consiliarii die 22. Maji 1658. quae integra habetur in Appendice Monumentorum sub lit. E.

Post hanc Archiduci datam informationem Sententia Cassationis per Concilium Brabantie decreta integra emanavit, siveque fortis effectum.

Constat enim quod Archiepiscopus Mechliniensis Decretum suum die 29. Octobris, & publicationem vigore illius Decreti factam, ac per Concilium Brabantie cassatam tanquam irritam & nullam momenti non obire recognovisset, deinde idem Decretum in vim Episcopalis Regiae per novam Decretum promulgando, ut infra notabitur.

Unde intelligitur Decretum hoc Congregationis in rebus & obiculis assisum, sub rebus manifeste quodammodo sepultum, & sine effectu.

Præstat idem Placiti usus ex assisum Concilio Privatum, & Concilium Flandriae occasione publicationis ejusdem Decreti die 6. Septembris 1657.

Occasione prædicti Decreti die 6. Septembris 1657. visum fuit non tantum Concilium Brabantie conservationi hujus Jura Placiti invigilare, sed & reliqua Concilia suam ostenderent pro ejusdem conservatione vigilanti.

Nam cum Concilium Privatum Principis intellexisset, publicationem dicti Decreti die 6. Septembris 1657. si per viis Literarum Placiti attentatum fuisse in alius Provincia, scripsit die 29. Novembris ad Concilia Provincialia, ut se super hoc in suis respectu Provincias informarent, publicationemque sine prævia Regulicentia Episcopis interdicere.

Concilium Flandriae per suas Literas die 16. Maji 1658. (adeoque post affectionem Decreti Congreg. S. Officii, quo cassabatur Sententia Concilii Brabantie, de quo §. præcedenti) Respondit primo, quod Literas dederim ad Episcopos, quibus ipsis indicatur, publicationem hujus Decreti non esse faciendam, nisi prius obtemperet licentia Regia, se una ut Concilium informarent, quid hactenus hac in re per ipsos actum esset.

Secundo, scripsit Concilio Flandriae ex Responsis Episcoporum constare, quod publicatio hujus Decreti nulla in Flandria esset facta, non obstantibus Literis Interuenientium Apostolicis tum in finem datis, tum Regiis, ubi Episcopus ad exemplum sui Metropolitani (Archiepiscopi Mechliniensis) publicationem attentaverat.

Tertio, significavit Concilium, quod contra attentatum hanc publicationem per Episcopum Brugensem Fideles Regii egerint ad ejus Cassationem, quemadmodum contra attentatum publicationem per Archiepiscopum Mechliniensem factam fuerat per Fideles Brabantie, uti in initio sui Responsi notaverat.

His mediis non sat provium contra similem novitatem credebatur Concilio Flandriae, una tamen supplicans apud Concilium Privatum, ut impoſuerit publicationem ejusmodi Bullarum suspensat, siue non permitteretur executionem, saltem quoadque prævia haberetur super illis Judicium Conciliorum Provincialium.

Monere præterea id rei maxime hoc tempore videri necessarium, ubi Curia Romana tantopere Principum Jura interceptis, & ubi nonnulli nimia audacia contra Jura Placiti consuevit, declamare vident, cum tamen (inquam) hoc Jus sit unicum medium sustinentis libertatibus, ac Jure Ecclesiasticum, & populo contra usurpationem indebitam Officialium Curiae Romanae. Intra hæc Literas exhibentur in Appendice Monumentorum sub lit. E.

§. IV.

De Literis Regiis super publicatione ejusdem Decreti die 6. Septembris 1657. per Nuncium Hispania imperat.

Curia Romana probe intelligens ipem nullam assilgere, ut apud Gubernatorem, aut Concilia Belgii publicationem tunc dicti Decreti die 6. Septembris 1657. sub preterito quod esset Dogmaticum, sine prævia Literis Placiti hic in Belgio obtineret, resolvit in Hispania per Nuncium Apostolicum apud Regem Catholicum residentem impetare Mandata Regia, quibus ipse Rex publicationem independentem a Literis Placiti fieri juberet.

Habuit in primis ex Epistola Philippo Quarta die prima Aprilis 1659. data ad Gubernatorem Belgii, per Nuncium Apostolicum deposita fuisse apud Regem Catholicum querelas, quod Concilia Regia præterentes impedire Decretorum, & Bullarum Suae Sanctitatis in materia Dogmatica publicationem, & executionem, quoadque illa examinasset, & probasset, & Literis Placiti super illis essent expeditæ, acque ita Decreta fidei a suo examine, & Judicio dependere faceret.

Hic Nuncii Apostolici querelis perorant Rex Catholicus voluit per Gubernatorem Belgii super hoc negotio informari, qui Regis Literis respondit die 3. Aprilis ejusdem anni, una Regi submittere Consulas sive Adversas in hoc negotio expedita tam per Concilium Privatum, quam Brabantie.

Porro Nuncius Apostolicus, ut contra has informationes Regis animus praeveniret, mense Junio offerendum fuit Memoriale ipsi Regi, in quo inter alia assererat, Placitum Regium non requiri super Decretis Dogmaticis, sed duntaxat in materiis Beneficialibus, & litigiosis inter partes, idque confirmare Doctrinam Juspositivam Belgarum.

Conformiter ad hoc Memoriale Rex Catholicus Philippus IV. Literas dedit ad Gubernatorem Belgii, quibus mandavit, hujus Decreti publicationem permitti, attento, quod materia, de qua agitur, sit pure Dogmatica, & Placitum non requiratur nisi in materiis Beneficialibus, & litigiosis inter partes.

Post haec addit Rex, intentionem suam esse, ut non recedendo a stylo & aliis apud Belgas in aliis occasionibus simili in materia observari consuetis, publicatio hujus Decreti permittatur fieri sub eadem forma, qua ex Mandato meo (ait) facta fuit publicatio aliarum Bullarum Sive Sanctionum concennantium Librum Janseii, Epistola habetur in Appendice sub lit. T.

Ex toto contentu harum Literarum nequaquam obscurum est, Ministris Regis, quoniam in his Literis conficiendis Regi fuerat Concilium, & Secretis, voluisse Sive Sanctuarii, & Curiae Romanae hae in se satisfacere, ne tam in veterata Provinciarum Jura, & usitatas hactenus Consuetudines inveterare viderentur, Clausulam adjecisse, qua dicta Jura illa servari velle indicabant, & quae medianre quod lo favorem Sive Sanctuarii, & Curiae Romanae ducum videbatur, quodammodo invertebatur, ut ex dictis patet.

S. V.

Qua pro conservatione Juri Placiti facta sunt post receptas praedictas Literas Regiae?

Gubernator Belgii, receptis his Regis Literis, volens procedere jura styli, & usum in Belgio hactenus usitatum, prout in Literis Regis idipsum significabant, eadem communicavit Concilio Statu, & Concilio Privato cum omnibus, quae Literis Regis fuerant annexa, atque habita eorum Senectutis scriptis ad Concilia Regia, idemque significavit, intentionem Sive Majestatis (ut ipsa expressis verbis ad Nos, ait, rescriptis) non esse, ut vellet ad publicationem Constitutionum Dogmaticarum a Sive Sanctione emanatarum necessarium esse Literas Placiti obtinere.

Quare (inquit) cum sufficienter apparet, dictam Constitutionem esse Dogmaticam, ordinamus nomine, & ex parte Sive Majestatis, ne moveatis aut interponatis difficultatem quancunque adversus publicationem illius Constitutionis aut aliarum, quae ejusdem naturae se possent offerre, cum ipsa etiam intellecta fuerint esse tales, Literae hae invicem exhibebunt in Appendice sub lit. P.

Cum igitur Literae, quae miscebantur nomine Regis per Gubernatorem ad Concilia Provincialia essent expeditae per Concilium Status vel Privatum, secundum usitatum styli Praefati Concilii apposerat his Literis, quibus publicatio Decreti permittatur, signaturam suam apostolicam duabus Literis P. quae duo Literae idem sonant, quod Psalms, quo stylo significatur, quod Decretum, cuius publicatio permittitur, fuerit una cum Literis in Concilio visum, & examinatum.

Hanc signaturae appositionem repavit Nuncius Apostolicus aequivalente scripta Literis Placiti, eo quod per eam indicari videretur, quod enim Bullae Dogmaticae, antequam publicari possent, deberent in Regiis Conciliis recognosci, & examinari, praesertim quia in ipsa Literis Gubernatoris idipsum non obscure significabatur, quandoquidem expressis terminis declararetur, intentionem Sive Majestatis idem non obscure significabatur, ad publicationem Bullarum Dogmaticarum Literis Placiti, addita hac Clausula: Cum ipsa etiam intellecta fuerint esse tales, quae Clausula videbatur supponi, Bullas, quae Dogmaticae esse praesumuntur, ut minus Con-

ciliis Regis esse exhibendas, praesquam publicentur, ut Concilia Regia videant, & intelligant, quod sint Dogmaticae.

Itaque Nuncius Apostolicus apud Sive Catholicam Majestatem in Hispania residens versus contra hanc signaturam, & praedictam Clausulam querelas suas per libellum supplicem deposuit apud Regem Catholicum, quo exponeret Regi, quod in Literis, quibus intentio Sive Majestatis super publicatione Bullarum Dogmaticarum, ac signaturae hujus Decreti die 6. Septembris 1657. intimata fuerat Concilio Regis, permitteretur adhuc libertas illis Conciliis examinandi, & recognoscendi similes Bullas, praesquam earum publicationem deberent permittere, quodque illud esset ipsa barum Bullarum publicationem declarare dependentem & suspensivam a iudicio, & recognitione Conciliorum Regiorum, nec non idem esset, ac si super his Bullis requireretur Placitum Regis ane earum publicationem.

Hunc libellum Supplicem Nuncius Apostolicus una cum annexis misit Rex Catholicus per Literas die 12. Augusti 1660. ad Sive in Belgio Gubernatorem, qui illum examinandum misit ad Concilium Status, & Concilium Privatum.

Cum autem Concilia probe intelligerent, quam periculosum esset, & quantum praedictis Juribus Regiis, & Provincialibus Privilegiis, ac invariatis Consuetudinibus generari posset, si Bullae, quae dicuntur Dogmaticae, permitterentur indifferenter in his Provinciis publicari, antequam in Concilio Regis viderentur, & recognitione essent ut tales, non judicarent quicquam circa Literas nomine Regis ad Concilia missas esse mutandas, unde, & hic Nuncius Apostolicus contra mansit sine effectu.

Interim Archiepiscopus Mechliniensis, accepta notitia intentionis Sive Majestatis super publicatione dicti Decreti, prout ea per Literas Gubernatoris intimata erat, novum Decretum die 18. Februarii 1660. saepe dictum Decretum denovo publicari iussit.

Sed quia in sua Ordinatione sive Literis nullam fecisset Archiepiscopus mentionem Literarum Regiarum, quibus hujus Decreti publicatio permittatur, Concilium Brabantiae consuevit sui muneris esse, ut cognosceret, num Archiepiscopus Literarum Regiarum notitiam accepisset, atque in vim harum ad publicationem processisset: Hunc in finem unum e Sive Secretariis ad Archiepiscopum missi, ut super hac re ad Archiepiscopum intelligeret, quid hac in parte contigisset: Respondisse Archiepiscopum, se accepisse notitiam Literarum Regiarum, & conformiter ad intentionem Sive Majestatis publicationem mandasse, quae habentur ex Consulta Concilii Brabantiae ad Gubernatorem Belgii die 7. Aprilis 1660. apud quam querelas deposuerat Intarmacum Apostolicum, quoniam Concilium Brabantiae voluisset per hanc Secretarii sui ad Archiepiscopum missionem novum impedimentum adferre publicationi hujus Decreti contra praedictas Literas Regias.

In eadem Consulta significavit Concilium Gubernatori, quod, postquam intellexisset, publicationem per Archiepiscopum factam in vim Literarum Regiarum, iterum misit suum Secretarium ad Archiepiscopum, ut ipsi significaretur, resolutionem Concilii esse, ut nulla Bulla, quae praetendatur publicari tanquam Dogmatica, possit publicari ut talis per suum Districtum sive Diocesim, nisi prius Bulla illa fuerint visa & recognita ut tales.

Uterius scribit ipsi Gubernatori, hanc suam resolutionem sibi videti plane conformem intentioni Sive Majestatis in Literis ad Concilium datis expresse, & plane conformem rationi, & quae ipsius Status, adtuncque, quod aliud velle praevendere, esset eripere Sive Majestati indubitatum Jus, quod ipsi Jure supremae Regiae competit, omnium ut intelligere queat, quid in suo Status, & Regno agatur, & praevenire, ne sub praetextu Bullarum Dogmaticarum publicentur talia, quae Status ipsum turbare possent, cui Juri (inquant) non magis quam suae supremae Regiae sive Coronae suam Majestatem velle vel posse renunciare credimus in perjurioque locum Vassalorum, & Subditorum. Integra haec Consulta una cum Resolutione Concilii, & Relationibus Secretarii, quam in Consulta mentio occurrit, exhibetur in Appendice sub lit. X.

Eandem fuisse Resolutionem firmam, & constantem ipsius Concilii Privati, publicationem scilicet aut executionem Bullarum Romanarum, sub pretextu quod essent Dogmaticae, hic in Belgio nequaquam esse permittendam, priusquam in Concilio Regis fuerint visae, & ut tales recognoscantur, habetur ex his, quae acta sunt, anno 1682. occasione Decretorum die 8. Augusti, & 5. Septembris Congregationis S. Officii, quibus professiebantur respective Theses Gennarij Huygens Doctoris Theologi in Universitate Lovanensi, & Petri de Vos Theologi Societatis Jesu.

Horum Decretorum publicationem commisit Dominus Internuncius Archiepiscopo Mechliniensi: Quod ut intellexit Concilium Privatum Literas misit ad dictum Archiepiscopum 9. Decembris ejusdem anni 1682. quibus declarabat Bullas, aliasque Pontificias Dispositiones, dum concernunt materias Dogmaticas, excludendas esse Concilio, ut ab eodem inspiciantur ne protulibus agnoscantur, priusquam publicentur.

Cum vero hanc Literarum noticiam accepisset Internunciatus, libellum obicit Gubernatori Belgii, in quo petebat asseritur constare, publicationem Bullarum vel quo Dogmaticarum non posse impediri vel suspendi, quousque in Concilio Regis fuerint visae, & examinatae, ac ut tales recognoscantur, pretenditque Literas Concilii Privati, in quantum publicationem fieri non permittunt, quousque ut tales in Concilio fuerint recognoscantur, esse revocandas eo quod praecepto fundamento, quod esset contraria praedictis Literis Philippi Quarti die prima Aprilis 1659.

Quoniam & praetendit Marchionem de Caracena tunc Belgii Gubernatorem in Literis suis, quibus Literas Philippi IV. misit ad Concilia Regis, inferendo tam Clausulam: publicationem Bullarum Dogmaticarum non esse impedendum, ubi visae & recognoscantur, ut tales, contraveniente menti & intentioni Suae Regis Majestatis. Insuper libellum exhibuit in Appendice sub lit. F.

Hanc libellum Gubernator examinandum misit Concilio Privato.

Concilium, viso & examinato hoc libello Internunciatus, Literas scripsit nomine Regis ad Archiepiscopum Mechliniensem mense Decembris 1685. in quibus significat Domino Archiepiscopo, quod bene fecerit in conformitatem Literarum die 9. Decembris 1682. non publicando dicta Decreta, antequam Concilium vel per ipsum Archiepiscopum vel Internuncium Apostolicum effectum formatum (sic) consideraret, & attentis contentis istorum Decretorum, eorum publicationem permittimus. Literae hae integrae habentur in Appendice sub lit. Z.

Ex quibus evidens est, Concilio Privati, non secus ac Brabantiae firmam ac constantem fuisse Sententiam, etiam omnibus rationibus Internunciatus in contrarium examinatis, & perquisitis, Bullas Dogmaticas non esse publicandas, nisi prius in Concilio Regis visae fuerint, & ut tales recognoscantur, quod in effectu coincidit cum ipsa Placitatione, nec Marchionem de Caracena tam Clausulam suis Literis inferendo Literis Regis contravenisse, sed e contrario menti, & intentioni Regis fuisse obsecutum.

Hanc Conciliorum Resolutionem quoad Bullas Dogmaticas investivam praei Belgii, nec non scopo Placiti Regis esse conformem, & ad praevendendam incommoda ex principii Romani Curiae Decretorum publicatione, & executione omnino necessariam esse, parte sequenti fuisse ostendendum, atque inde consequens apparebit, quod Regi Catholicis fuerit obsequium, dum per Nuncium Apostolicum ipsi fuit persuasum, Literas Placiti in Belgio non requiri, nisi in materiis beneficiis, & similibus juxta partem.

CAPUT V.

Idem Placitum usus asseritur ex Actis occasione Decretorum die 17. Januarii 1691. & 20. Aprilis 1688. respective per Concilium Brabantiae, & Parlamentum Mechliniense.

§. I.

Exponitur Acta per Concilium Brabantiae occasione praefati Decreti die 17. Februarii 1691.

Mox ut hujus Decreti, quo professiebantur plures Libri, Exemplar recepti Internunciatus Buxellis residens, illud misit die 3. Martii per Literas ad Archiepiscopum Mechliniensem, eidem Archiepiscopo significans, quod tunc in hac, & aliis Diocesis Decretum hoc potest promulgari, tenens (inquit) praevis curari illud notificari Regio Ministerio. Epistola curiae Internunciatus exhibetur in Appendice sub lit. A. A.

Proxima a receptis his Literis Archiepiscopus Mechliniensis Decretum illud jussu publicari, & affixi Valvis Ecclesiae Collegatae SS. Michaelis, & Gudulae Bruxellae.

Hae affixio & publicatio ut innovetur Procuratori generalis Concilii Brabantiae, obicit libellum Supplicis Concilio, quo exposuit, se vidisse die 8. mensis Martii ejusdem anni affixum Valvis praedictae Collegatae Ecclesiae lege memoratum Decretum Romanum, ad quod calceum habebatur: *Praefatus. Datum Mechliniae die 5. Martii 1691. (Scilicet) De Mandato Illustrissimi & Reverendissimi Dom. Archiepiscopi Mechliniensis, & in margine habebat sigillum Archiepiscopi.*

Consequenter hae affixio, & publicatio Romani Decreti (ut praefatum Procurator generalis) fieri nequaquam praevis Literis Placiti ab hoc Concilio obtentis, concedit, petitisque, ut praedicta affixio, & publicatio hujus Decreti declaratur irrita, & nullius effectus, & in consequentiam eidem Archiepiscopo mandatur, ut eandem affixionem, & publicationem revocet, & annulet, Libellus integer exhibetur in Appendice sub lit. B. B.

Concilium Brabantiae, priusquam disponeret super hoc libello, gaudens per Literas clausas communicatis legit Domino Archiepiscopo, ut intra octiduum ab informatione responderet, interdicendo insertionem sine praesentio Patri videretur quidquam attentare, Apostolica una cum Literis ad Archiepiscopum habetur in Appendice sub lit. C. C.

Dominus Archiepiscopus, habita communicatione libelli Procuratoris Regis, misit Dominum Malo Secretarium suum ad Procuratorem Regium, ut nomine Archiepiscopi ostenderet illi Epistolam Domini Internunciatus, cujus authenticam Copiam portaret ad manus Procuratoris Regis, ut inde pateret, Dominum Archiepiscopum non potuisse motu proprio ad hanc publicationem.

Declarans insuper idem Dom. Malo nomine ejusdem Domini sui Archiepiscopi, bandquaque nuncem Archiepiscopi esse postulare attentare ullam similem publicationem aut affixionem Decreti a Sarra Congregatione vel a Sua Sanctitate emanantis, absque praevio Concilio Brabantiae Placito, quia mediantem data Declaratione quousque huc supra fuit, nihilque per Concilium ultimus actum; monuit tamen Cancillerium Procuratorem Regium, ut hujus Declarationis memoria servaretur. Integra haec Declaratio refertur in Appendice Monumentorum sub lit. D. D.

Igitur etiam Archiepiscopus Mechliniensis agnovit, non tantum Decreta Romani in materia beneficiis, sed etiam super prohibitionibus liborum, non posse in Brabantia publicari, nisi praevis obsecro Placito in Supremo Brabantiae Concilio.

Referatur Acta Parliamenti Mechliniensis occasione prædicti Decreti die 30. Aprilis 1663.

ANno 1666. prodit libellus Gallicus, cui titulus: *La Nouvelle Traduction de Notre Seigneur Jesus-Christ tradant en François le 1. Edition Vulgate, avec les différences du Grec, impressus Motibus Harmonie cum approbatione Archiepiscopi Cameracensis, & Episcopi Namurcensis, nec non approbatione Jacobi Pontani Doctores Theologi in Universitate Lovaniensi, & Censoris libereum Apostolici, & Regis, una cum Privilegio Regii Catholici in Concilio Privato.*

Hic libellus, non obstantibus prædicto Privilegio Regio, ne dictis approbationibus, denunciatus fuit tanquam notius, & in periculum sensum texum Novi testamenti detorqueus, Clementi IX. Pontifici, a quo tandem prodit Decretum de die 30. Aprilis 1668.

Hujus Decreti exemplaria mox per Belgium spargi coeperunt, atque singularem nonnulla per Diocesim Mechliniensem, Sede Archiepiscopali vacante.

Hoc cum inauditis Procurator Regis Parliamenti Mechliniensis, nimirum hoc Decretum Romanum sine prævio Placito Regio sub districtu Parliamenti spargi, & divulgari, mox libellum Supplicem huic Parlamento offerendum duxit.

In hoc libello primum expositi Procurator Regis, quod ratio fundamentalis Provincie, exemplum vicinorum Regnorum, & inventura consuetudo a tempore immemoriali inviolata conservata, nec non plurimarum Pragmaticarum Principum nostrorum Sanctiones non permitterent, ut Episcopi, aut eorum Vicarii, Sede vacante, recipiant, aut permittant publicari, aut introduci in formam respectivè Diocesim illam Bullam, aut Rescriptum Concilii Romani, priusquam examinata, & in Regii Concilii ad hoc depositis discussa, atque placita fuerint, hæcque (ait) justissima ex causa, ne alias hinc contingat, authoritatem Regiam, & Regiam Sæ Majestatis violari, & ejus Valli adigantur ad parendum mandatis, quo contingeret esse incompatibiles cum moribus, & consuetudinibus patriæ.

Deinde exponit, sibi immortuè, quod is, qui vires Intemuncii tunc temporis gerebat, prædictam Bullam contra hunc libellum, licet prædictis Approbationibus, & Regio Privilegio munitum, insinuare fecisset Episcopis, & Vicariis, Sede vacante, sub districtu hujus Parliamenti, licet hæc Bulla necdum per Concilia Regia esset visa, multo minus placet. Post hæc conclusit, perique, ut per Parlamentum Vicario generali, & Vicariis, Sede vacante, mandetur consignare omnia Exemplaria hujus Bullæ per ipsos recepta, cum inhibitione reimprimendi, reimprimi faciendi, publicandi, aut divulgandi per Diocesim sub potestate approbationis, seu attestationis temporalium, aut alia, ut Concilio videbitur.

Super hoc libello Procuratoris Regii Parlamentum interdidit, tam Vicario generali, quam Vicariis publicationem dictæ Bullæ directè, sive per impressa, sive per scripta, quoadvisque aliter fuerit ordinatum. Libellum eum Apostolica exhibuit in Appendice Monumentorum sub lit. E. E.

Concorde proinde fuit Regionum Conciliorum Senatui, usum Placiti etiam se extendere ad Decreta, quibus libri prohibentur, ne alias per similitudinem Decretorum, & Bullarum executionem Jura Principis, Privilegia, & inveterata Provinciarum Consuetudines possintquam invenirentur, atque hæc in plurius incommoda Respublica, & Ecclesiæ incidere possent.

Astruitur idem usus Placiti in Regno Gallie super Decretis Romanis, quibus Libri prohibentur.

§. I.

Astruitur etiam, quod alia sunt occasione Bullæ Alexandri VII. contra hanc Censuram Facultatis Theologica Parisiensis.

NON tantum in Belgio usum Placiti Regii ad omnem Bullarum speciem extendi, & usuratum esse, sed & in aliis passim Regnis, & Provinciis obtinuisse, jam supra probatum fuit.

Et quidem par. 4. cap. 2. §. 1. vidimus, quod & in Regnia Hispanie frequenter solentur Decreta Romana, quibus libri Jura Regia propagantes prohibentur, authoritate Regia tenerent, sive eorum executio suspendi, quod idem est, ac si juxta usitatum in Belgio morem ob non obtentum Placitum Regium publicari, & executioni Decretorum sisteretur.

In Regno Gallie notum est, quam ut probari debeat, usum Placiti eo in Regno ad Bullam speciem Bullarum speciem restringi, sed iteratis Regum Edictis, & Parliamentorum Actibus decretum esse, ut nullæ qualescunque Bullæ, seu Decreta Romana ibidem publicari, auctoritati mandari queant, nisi petus Literis Patentibus, quas *Parvus* vocant, in Supremo Regis Concilio obtenta, & expeditis.

Ut tamen amplius duceat hujus Regni præxis, & quæ sit interponant Regia Parliamenti super publicatione, & executione Bullarum, seu Decretorum Romanæ Cæcæ, quibuslibet, seu scripta prohibentur; ad hæc ecclesiastica hic juxta Exempla adducere.

Primum spectat ea, quæ acta fuerint occasione Bullæ Alexandri Septimi de anno 1665. quæ prohibentur binæ Censuræ Facultatis Theologica Parisiensis. Prima eorum Censuram die 24. Maii 1664. spectabat librum sub fictitio nomine *Jacobi de Persanis*, cui titulus: *La Défense de nostre Saint Père le Pape, & de Messieurs les Cardinaux, les Archevêques & Evêques, & de l'employ des Religieux Mendicants, contre les erreurs de certains, par JACQUES DE VERNANT*, & quo libro plures cæcæque propositiones singularem per Facultatem Theologicam Parisiensem censurabantur, tanquam Ecclesiasticam Hæresin, authoritatem Ecclesiæ, nec non ipsam Regalem potestatem evectantes.

Alteræ Censuræ ejusdem Facultatis die 3. Februarii 1665, dirigebatur advenit librum, cui titulus: *Opuscule de Amable Guimenius de Lemay auteur principal Professeur de la Sacre Theologie, traitant en particulier de la plume des maîtres de la Theologie Morale, pour satisfaire aux plaintes que font quelques personnes des opinions morales des Jésuites sur les Traitez des peches, de l'opinion probable, &c.* & quo similiter plurimæ propositiones excerptæ singularem Censuræ intuebantur, tanquam in praxi perniciose, & omnem Moralem Christianam penitus evectantes.

Ut primum hæ Censuræ Typis mandata in publicum prodierunt, & Romam delata fuerunt, non parum Pontificem Alexandrum VII. ipsamque Curiam Romam offendebant, ac non antea Censuræ in propositiones curatas ex Libro *Jacobi de Persanis*, quasi per eas in jurisdictionem, & authoritatem Sedis Apostolicæ temerario ausu attentatum fuisset.

Hanc suam indignationem, & offensam significationem Pontifex per Literas in forma Brevis die 1. Aprilis 1665. ad Regem Christianissimum, in quibus hæc scribit: *Venerabilis Frater noster Archiepiscopus Tarraconensis, & Nuncios Apostolicos nomine nostro reserret Adjuncti tua, quam gravi sensu doloris ex Censuris Theologorum Sardena Pontificis animus affligitur, omnia studia, quantum maxime poterit, a se petri, ut auctoritate Regia pressio esse velis, quo illa omnia revocentur, quod prolesse speramus de singulari potestate tua, quæ propositiones Apostolica Sedi tam adversas, &*

injuriis in Regno, & Academia sua tolerari non possent.

Cum vero intellexisset Pontifex spem non esse, Regem vellet auctoritate sua inducere Facultatem Theologicam ad revocandas Censuras in prædictis propositionibus ex Libro Jacobi de Perennitate excerptas, tandem septimo Kalendarum Julii 1665. Bullam, quæ incipit: *Quæ ad aures*, edidit & publicari jussit, in qua primum significat ad aures suas pervenisse, proinde duos Libellos, quorum alter titulus est: *Censura Sacra Facultatis Theologicæ Parisiensis in Librum cum titulis illis: LA DEFENSE, &c. Alteri vero titulus est: Censura Facultatis Theologicæ Parisiensis in Librum, cuius titulus: AMADEI GUIMENII, &c. in quibus Libris (ait) Censura præsumpta nescitur aliqua præsumptio, eaque præsertim quæ ad Romanam Pontificis, & Sanctæ Sedis Apostolicæ auctoritatem, Episcoporum Jurisdictionem, Patrumque monum, Privilegia & Sanctæ Sedis censuræ, dispensationes Apostolicas, aliamque moralium pertinent, & alia, quæ & præsumptio auctoritate Scriptorum, & perpetuo Catholicorum usum adstantur.*

Ultimus addit, quod sine publicæ Catholicæ Religionis detrimentis prædictæ Censuræ in commemoratis Libris sine debita Ecclesiæ animadversione, & dampnatione remanere nequeant.

Hinc nota propria, & ex certiscentia, & de pluritudine prædictis præfatis Censuras, ut præsumptas, temerarias, atque scandalosas auctoritate Apostolica deponat, & pro auctoritate haberi velit, eaque nullius valore, & robore fuisse, sed cassas, & irritas esse declarat. Pluraque addit, ut omnis harum Censurarum usus, & memores penitus aboleretur, ut pictius cognosci potest ex ipsa Bulla, quæ integra exhibetur in Appendice sub lit. F. F.

Nec tamen ob hanc suam Bullam prædicti Libri, aut propositiones in ea continetæ, sive a Facultate censurata, sive punctione atque per Sedem Apostolicam probati viderentur, sed Bullæ hanc Clausulam innotandam censens. Ceterum aliquos de præfatis Censuris iudicium, de quo opinionibus in prædictis Libris Jacobi de Perennitate, & Amadei Guimenii continetur, necnon de aliis in eisdem Censuris expressis, sive in ea præmeritate opinionibus noster, sive non, nobis ac Sanctæ Sedis Apostolicæ referimus.

Hæc Bulla, ut primum in Gallia innotuit, ejusque Extentio per Regnum quaquaversum dispersa fuit, mirum in modum ipsam Facultatem Theologicam Parisiensem turbavit, & exacerbat, atque sine mora Regis Ministros de ea certos reddidit.

Hi respondentes ipsam Bullam, exigentiam, per hanc Bullam per indirectum quodammodo probati propositiones ex libris illis excerptas, jussibus Regis, nec non Libertatibus Ecclesiæ Gallicanæ, ac Doctrinæ hæcenus per Ecclesiam Gallicanam, tam consisteret conservata oppositis, nec non ipsam Moralem Christianam funditus evertere, ac insuper ipsam Facultatem Theologicam Parisiensem spoliari auctoritate censurandi per iudicium Doctrinæ Doctrinæ perniciosas, quæ auctoritate per plura secula hæcenus pacifice usi fuerat.

Itaque Officium Fiscale contra hanc Bullam Regium Parlamentum interpellavit, atque coram Parlamento 19. Julii 1665. quasvis sunt depositi Advocatus Regius Dionysius Talon, tanquam prædicta Bulla, reprobanda Censuras Facultatis Theologicæ, sit patenter probaret Doctrinam in propositionibus illis continetur, non tantum Moralem Christianam evertere, sed & Regis auctoritatem, & præminentiā, nec non Libertatibus Ecclesiæ Gallicanæ directe oppositam, ac ipsam Facultatem auctoritate censurandi erroris doctrinam spoliare, ut latius in suo Discursu posuit, qui integer exhibetur in Appendice sub lit. G. G.

Post hæc ipse Advocatus, & Procurator Regius concluderunt postulantes, ut temperetur tanquam appellantes ab abusu, & ut jus dicendo super appellatione, Bulla declararetur nulla, & abusiva, tanquam contraria Sacris Canonibus, Libertatibus Regni, & Juribus Universitatum, & in casum, quo Curia super principali Jus dicendum non cassimaret, saltem Adla daturus recepti appellationis, atque intra triduum acta probare & exhibere, pluraque addunt, quæ ad integritatem Bullæ suppressionem,

& Censuram Theologicæ Facultatis conservationem, & observationem facere possent, ut intelligi potest ex integra Conclusionis, quæ habetur in Appendice sub lit. H. H.

Super his conclusionibus Parliamentum Regium pronunciavit eodem die 19. Julii, concessisse Procuratori Adla interdictæ appellationis tanquam ab illius ab hac Curia, eisdem injungens, ut intra triduum media appellationis reproduceret. Interim inhibuit omnibus Regis Subditis, rectoribus, legere, publicare, aut vendere prædictam Bullam, mandans insuper, ut qui copias dictæ Bullæ habuerint, eas ad Curiam deferant, ut supradictæ, manentes ipsam Facultatem Theologicam in quasi possessionem Juris censurandi libros continentes Doctrinam contrariam Ecclesiasticæ Disciplina, Morali Christianæ putant, Juribus Coronæ Regiæ, & Libertatibus Ecclesiæ Gallicanæ: Declarans insuper quod Censura Facultatis Theologicæ super libro Jacobi de Perennitate, & Amadei Guimenii, in Regibus Curia registrabitur, præterea inhibens omnibus aliquos ex propositionibus censuras sustinere, sive in libro evulgandis, sive in Conciliis, aut Praledionibus, sub pena quod contra eos extraordinarie procederet. Voluit adhuc ut Supra scriptis quatuor Ordinibus Mendicantibus, nec non Bernardinis Collegii Clarentonensi, alioquinque Collegiorum, in quibus prælegitur Theologia, ad Curiam venire jubente, ut ipsi eadem præciperetur, nec, qui in eorum Collegiis, aut Domibus Sacram Theologiam prælegant, ullam ex propositionibus censuras prælegant, aut sustinere: Quod sine mora et instanti Procuratori Regi præcedat ad informationem eorum, qui hanc Bullam imprimant, aut publicent, & personis Arresto committantur, injungentes Supradictis, & Petro Brillac Consiliario Regio, ut una cum aliquo ex Subditis Procuratoris generali subdito sequantur interfecti consensu Facultatis Theologicæ, ipsam Facultatem exhibenturi, ut continetur hanc Censuram, ubi actum fuit obiter, eodem vero, quo hæcenus præcessit, de una prælegi faciente presentem Arrestum, & Regibus Facultati inserti. Denique injungitur, ut huc Arrestum Parlamentum mittatur ad omnia Tribunaia & Universitates sub districtu ipsius Parlamenti, ut eisdem prælegatur, publicetur & registratur, injungens Subditis Procuratori Regi, nec non Rectores Universitatis investigare, ipsamque Curiam intra mensem de omnibus informare, prout hæc omnia in ipso Arresto exprimitur, quod integrum exhibetur in Appendice sub lit. I. I.

In conformitatem hujus Arresti designato die Sabbati prima Augusti inprimis in Collegatione Facultatis Theologicæ Petrus Billac, tamque censorium reddidit, deprecatorum Regis adversus ea omnia, quæ occasione Censurarum contra libros Jacobi de Perennitate, & Amadei Guimenii attentari possent, eamque exhortatus est nomine Parlamenti, ut serm, quo hæcenus præcessit, continuaret, ut per hanc Censuram alius præter, atque quodammodo moveret, & incitaret, ad conservanda prædicta Ecclesiæ Jura, quæ ipsam in suo splendore retinerent, & Sedem Apostolicam in sua legitime Prærogativa. Unde in ipso Discursu, qui integer exhibetur in Appendice sub lit. K. K.

Post hæc Discursum, præliorem habuit Dobinut de Harlay Subditum Procuratori Regi Patria filii, to quo fufus discursus de nullitatibus hujus Bullæ, ac de iustitia harum Censurarum, nec non de auctoritate quam hæc Facultas in censurandis libris, & Doctrinæ ab antiquo habuerit, quæque hæc Facultas Theologica, tam apud Regem, quam Pontificem in prelo fuerit, & quantum ejus Censuris, & Judicio delatum fuerit. Integer Discursus exhibetur in Appendice sub lit. L. L.

Quæmodum ex Literis Pontificis ad Regem Christianissimum, nec non ex ipsa Bulla nequaquam obcurum est, præcipuum obsequium, & obedientiam Curie Romanæ contra hanc Censuram fuisse ob Censuram in libro Jacobi de Perennitate, & propositionibus ea ex exceptas, nec non ob auctoritatem, quam sibi assumpserat Facultas Theologicæ Parisiensis propositiones censurandi: Ita ex prædictis Discursibus eorum Facultate Theologica pronunciatis, nec non Discursu Advocati Regis coram ipso Parlamento, & conclusio-

nibus adversus ipsam Bullam, Atqueque super illa securo, nequaquam obsecutus est, præcipuum causam indignationis, & offensiois Regionum Mionistrorum contra hanc Bullam fuisse, quod per tam videretur probata propositiones in libro *Jacobi de Fernum* excerptæ, cum Censuræ in eas a Facultate Theologica pronuntiata, ut secretaria, & scandalosa declararentur, & ex utriusque memoria abolende duntaxat, ac insuper quod per hanc Bullam ipsa Facultas Theologica auctoritate censurandi, qua hæcenus gavis fuisse, spoliata videtur.

Liber enim fuit nomine *Jacobi de Fernum* vulgatus, nec non propositiones ex eo excerptæ in hoc unice collimant, ut Conventum generalium Ecclesiæ universalem sepelientium auctoritatem non a Christo immediata, sed a Romano Pontifice dependente, & descendente faciant, atque ipsam infirmitatem in fide, & moribus non tam Concilii generalibus, quam Romano Pontifici attribuant, ipsamque Romanum Pontificem ipsa Concilii generalibus colligant superiorem, atque qui nec eorum Decretis consensu possit, & insuper Episcoporum auctoritatem non immediate a Christo, sed a Romano Pontifice emanare, & ab ipso esse dependentem, in ipso libro, & propositionibus assertum: Quod & ipsam Regiam dignitatem, & Coronam a Romano Pontifice esse dependentem.

Hæc similique Doctrina in ipso libro, ac propositionibus excerptis Galli existimantur exposita, & Ecclesiæ Gallicanæ Libertatem plane eversam, & contrarias Doctrinas, & opinionibus ab antiquo constantissime ab Ecclesiæ Gallicanæ conservatis, & propagatis: E contrario Romana Curia existimabat per libri illius, & propositionum et ex excerptarum Censuras, auctoritatem, & jurisdictionem Romani Pontificis ipsam tanquam Vicario Christi, & Pætri Successori competentem & a Christo datam, temerarie & presumptuosa audacia labefactam.

De hac Causa Romanam inter & Ecclesiæ Gallicanam super his questionibus controversia animus non est, nec hujus scripti quædamque sententia ferre, sed id unum ostendere, non tantum in Belgio, sed & in Regno Galliarum ipsam Placiti super executione Bullarum, quibus libet prohibentur, & censentur, frequentari, similique Bullas in Regis Auditoribus revideri, & examinari, easque publicationem, & executionem suspendi, & vetari, si consenserit ex earum publicatione, & executione Libertas Ecclesiæ Gallicanæ, auctoritatem Consuetudines, aut Regia Jura convelli, aut excitari posse.

§. II.

Affirmat ipsa Placiti in Regno Galliarum ex his, quæ alia sunt occasione Bullarum, fuit Brevium, quibus præferebantur respectivo quadam Scripta Episcopi S. Pontii, & Traictatus de Origine, & ipsa Regalia, Audite D. Audant.

Eodem die 18. Januarii 1710. prodierunt duo Brevia S. S. D. N. Clementis XI. quorum uno præferebantur illa scripta Episcopi S. Pontii sub hoc titulo: *Mandement de Monsieur l'Evêque de S. Pons touchant l'acceptation de la Bulle de N. S. P. le Pape Clement XI. & les cas suivis par XL. Docteurs, avec la justification de XXIII. Evêques, qui veulent préserver la paix à l'Eglise de France en 1667. se réservant de l'acceptation, qui est due aux Decisions de l'Eglise sur les faits non revus, avec les moyens de rétablir à présent cette paix, 1704. Nouvelle Lettre de Monsieur l'Evêque de S. Pons, qui refuse celles de Monsieur l'Archevêque de Cambrai touchant l'inséparabilité du Pape, 1707. Lettre de Monsieur l'Evêque de S. Pons à Monsieur l'Archevêque de Cambrai, où il insiste les XIX. Evêques, qui écrivent en 1667. au Pape & au Roy au sujet des IV. célèbres Evêques d'Alais, de Pamiers, de Narbonne, & d'Angers. Réponse de Monsieur l'Evêque de S. Pons à la Lettre de Monsieur l'Archevêque de Cambrai, tantquam controversia propositiones falsas, perniciosas, scandalosas, seditionas, execratorias, schismaticas, erroneas, & sapientes responsum Episcopi, Pars IV.*

specie hereticæ, &c. Altero vero præferebantur Traictatus l'Élection Gallico conscriptus, cui titulus: Traicté de l'Origine de la Régale compo par le Sieur Audant.

Horum Brevium Exemplaria mox per Regnum Galliarum spargi, & divulgari ceperunt. Hujus divulgationis mox ut Regii Ministri notitiam acceperant, Brevium illorum tenore expenso, ac attendentes hanc divulgationem, & publicationem sine prævisi Literæ Placiti, five Pareatis in Jura, & Libertates Regni impingere, querelas suas super his Brevibus, & eorum divulgatione ad Regium Parlamentum intulerunt. Discussisque coram Parlamento super his habuit Guilielmus Franciscus Joly de Fleury Advocatus Regius, quo expostui in manus suas incidisse Exemplaria prædictorum Brevium, eaque sibi esse in forma adeo integrali expedita, totque Clausulis adeo abusivis repleta, ut reverentia Sacri Apostolicæ debita videretur exigere, ut adhuc meritis dubitandum affert, utrum revera hæc Decreta a Sede Apostolica emanassent.

Expositi deinde singulæ Clausulæ in his Brevibus occurrentes, quas præteritis Juribus, ac receptis Privilegiis ipsius Regni, necnon Libertatibus Ecclesiæ Gallicanæ contrarias, eaque tamquam abusivæ, & in Regno non receptibiles.

Inter has occurrunt plures utrique Brevi communes, ut est illa in primis, quod hæc Brevia continent condemnationem Scriptorum in hoc Regno Galliarum impressorum, ab ipso eo quod hæc Causa, vel per appellationem ad Sedem Apostolicam fuisse devoluta, vel per Regem, aut Episcopos ad ipsam delata, monente in Brevibus quidem aliter non asserti, ea esse expedita *motu proprio*, ex tenore tamen Brevium manifestum esse, ea tripla sub hac forma esse expedita.

Comendit autem, quod, si in simili forma expedita Brevia admittentur, Pontificis hinc præsumere possent existeret auctoritatem, & jurisdictionem immediatam ad Sedem Apostolicam fuisse devoluta, vel per Regem, aut Episcopos ad ipsam delata, monente in Brevibus quidem aliter non asserti, ea esse expedita *motu proprio*, ex tenore tamen Brevium manifestum esse, ea tripla sub hac forma esse expedita.

Secundum, tanquam abusivam arguit Clausulam utriusque Brevi communem, quæ declarat, sub prohibitione generali legendi, aut retinendi hæc Scripta, nec non sub Censuris contra legentes, nec retinentes continui, nomen cuiusque status & ordinis personas comprehendit, etiam illas, quæ alias sub generali expressione non comprehenduntur, sed nominatione exprimi debent, & consequenter hæc Brevia sub generali prohibitione, & Censuris comprehendit vellet etiam Episcopos, Reges, Magistratus, quin & ipsam personam Regis.

Tertio comendit, Clausulam, quæ executionem horum Brevium committit Episcopis, idque sub Censuris, quæcumque absolutio extra articulum mortis soli Pontifici reservatur, Libertatibus Ecclesiæ Gallicanæ, ac notatur jurisdictioni Episcoporum esse adversam.

Ut autem hujus Clausulæ abutium probet, asserit, hæc Clausulæ non aliter posse considerari, quam quædam Doctrinæ Ultramontanorum sustinentem, Papam esse Ordinarium Ordinariorum, Judicem Septemum, & immediatum fori interioris in omni Diocesi, Episcopum universalem omnium fidelium, quæ Doctrinam præterit, & a S. Gregorio justissime damnata, & frequenter per Parlamentorum Arresta reprobata.

Quia & inde pluribus ostendere conatur, quod, si similes Clausulæ in hac Ultramontanorum opinione fundata admittentur, sequeretur totius auctoritatis Episcopalis, nec non Ordinis Hierarchici eversio.

Quarto, tanquam alium abutium utriusque Brevi communem ostendit, quod quoad executionem horum Brevium Episcopis, & locorum Ordinariis adjungantur Inquisitiones Ræles, & his equalis cum Episcopis auctoritas tribuatur exequendi Brevia, quorum executionem præcipue in hoc Regno Galliarum fieri debere ipsa Brevia insinuant, cum tamen in hoc Regno auctoritas hujus Tribunalis Inquisitionis nunquam recognita fuerit nec recognosci possit.

Quinto præterit, hæc Brevia Juribus Regiæ, & jurisdictioni Regionum Magistratuum adversari, quia in his mandatis Episcopis, & Inquisitionibus, in Exemplariis damnatorum scriptorum ad se delata faciunt igne abutium, quam auctoritatem ad Regem Galliarum Judicibus Ecclesiasticis non competere comendit.

Sexto, tanquam abusivam, & Juribus Regni ac Libertatibus Ecclesiæ Gallicanæ adversam præpositam Clausulam

fulam in utroque Breui expressam, qua declaratur, per
solam publicationem Romae factam omnes ubique fi-
deles hac prohibitione obstringi, & Censuras commi-
natas incurrere, nulla alia per Provincias facta publi-
catione.

Circa Breve vern, quo Scripta Episcopi S. Pontii, nec
non Doctrina in eis contenta damnatur, illud specialiter
observat, quod per condemnationem Doctrinae contentae
in Scriptis sub nomine Episcopi S. Pontii damnatis, cen-
satur condemnata persona ipsius Episcopi, tanquam qui
Doctrinam illam damnatam sustinuerit.

Hanc autem damnationem, vel eo titulo sustineri, &
recipi non posse, quod sententia pronunciata sit contra
Episcopum, qui in susceptione nonquam citatus, vel
auditus fuit, idque super Exemplari Scriptorum, quae qui-
dem nomen eius praeferebant, sed tamen ut sua propria
Scripta coram Tribunali, in quodam Causa agitata sua,
nonquam recognovit.

Norat autem huiusmodi damnationem, licet in ulla etiam
privata persona, nec in ullo seculari iudicio probari pos-
sit, multo tamen amplius improbanda veniat in Tribu-
nali Ecclesiastico, & in persona Episcopi, cui vigore sui
characteris Episcopalis compertis iudicare de Doctrina,
tamque fidelibus exponere.

• Ulterius urget, quod, si hac per Pontificem facta con-
demnatio, in legitima admittatur & recipiatur, nihil ra-
tionis Episcopi Provinciae Narbonensis (sub qua con-
tinetur Episcopatus S. Pontii) in hac Causa, qui tamen
sunt naturales iudices super Doctrina, & persona Episco-
pi S. Pontii, tanquam Suffraganei huius Provinciae.

Quia si hoc Breve in Regno Galliarum admittatur, &
recognoscatur immediata iurisdictione, quam hic exerce-
re praetendit Pontifex, sequeretur, ut praetendo Advoc-
ator Regius, quod Episcopi, qui iudicare debent de Do-
ctrina, & personis suorum Coepiscoporum, nullas alias
putes retinerent, nisi condemnationi personam Episcopi,
cujus Doctrinam Papa damnavit.

Exponit praeterea nullam specialem propositionem in
hoc Brevi delictam, in quam eadem condemnatio, sed
generaliter, & indiscriminate damnari Doctrinam con-
tentam in Scriptis Episcopi S. Pontii, ita ut ipsa damnatio
non tantum in particularem aliquam Doctrinam huius
Episcopi, sed & in Sententias de auctoritate Episcoporum
in hoc Regno Galliae generaliter receptas, & quae in hisce
Scriptis sparsim occurrunt, & asseruntur, cadere queat.
Quia & asserere non veretur, quod si ex tenore huius
Brevis, nec non Clausulis immediatam iurisdictionem
Papa in totam Ecclesiam praeferebat, de ipsa con-
demnatione sit iudicandum, dicendum videretur, quod,
dum per hoc Breve Papa intendit condemnare parti-
cularem Doctrinam Episcopi S. Pontii, quae erronea
esse posset, una condemnare intendat Doctrinam de au-
thoritate Episcoporum in hoc Regno receptam, & con-
servatam.

Cum vero in hoc Brevi non tantum Scripta Episcopi
S. Pontii, & Doctrina in eis contenta damnentur, sed
praeterea Pontifex declarat, quod contra Authorem libel-

lorum eorundem pro traditis filiis divisione potestate proce-
dere intendat, etiam eo ex capite hoc Breve Sacris Cano-
nibus, & Libertatibus Ecclesiae Gallicanae, moribusque
in Regno receptis, adversari contendit, eo quod nequa-
quam obcurum sit, Pontificem praetendere Causas Epi-
scoporum etiam in prima instantia ad Sedem Aposto-
licam spectare, quod Sacris Canonibus, ac Liberta-
tibus Ecclesiae Gallicanae Episcoporum Causas deferen-
tibus iudicio Episcoporum Suffraganeorum, vel Con-
provincialium omnino adversari, iustus ibidem asserere
coatur.

Circa Breve, quo condemnatur Tractatus de Origine
Regaliae, specialiter monet advertendum, adeo generali-
ter Doctrinam huius Tractatus damnari, ut si Breve hoc
recipiatur, facile apprehendi posset, ipsum Jus Regaliae
esse reprobatum, vel vel praecipue Censuram contra Do-
ctrinam huius Tractatus directam videri adversus univer-
salem ipsius Regaliae declarationem per speciale Editum
Regium de anno 1673. atque hinc concludi, Breve hoc
vel eo titulo non posse admitti tanquam Juribus Regis
omnino adversum.

Hoc Discursu scilicet, nomine Procuratoris Regii con-
clusit supplicans, ut Parlamentum per suum Arrestum
mandaret suppressionem exemplarium, five manuscripto-
rum, five impressorum praenotatorum Brevis, nec
non fieri informationem contra Impressores, aut distri-
butores exemplariorum eorundem Brevis, ac mox so-
lito hac occasione reiterari inhibitionem distrahendi,
aut divulgandi alias Bullas, Brevia vel Rescripta Cur-
iae Romanae sive praevius Litteris Patentibus in Su-
premo Concilio Regio expeditis, & non emanatis,
et praefata Arrestum publicetur, & conclusus loca ul-
ligatur.

Et ne tamen per hoc Arrestum praetendi posset, parti-
culares Episcopi S. Pontii doctrina in his scriptis contenta
probari, monet hanc postulo Arresto apponi posse Clau-
sulam, qua declaratur, Curiam nolite per hoc Arrestum
eam Doctrinam Episcopi S. Pontii approbare, similem-
que Clausulam posse adijci quoad Doctrinam contentam
in Tractatu de Origine Regaliae.

Hoc Advocatus Regii Discursu, nec non Conclusionem
capta per Procuratorem Regium in Parlamento rita, &
discussa, proclamo ejusdem Parliamenti Arrestum confor-
me in omnibus praefata Conclusioni. Interger ibidem una
cum Arresto ipsum Parliamenti exhibetur in Appendice sub
lit. M. M.

Hoc Arrestum evincit, Ministros Regiae curiae in hanc
diem admodum sollicitos esse, ut hoc Jus Placiti, five Pa-
tearis integrum in sua generalitate quoad omnes Bullas,
sive Rescripta Curiae Romanae conservetur.

Induper ex eodem Arresto, uti & ex Discursu Advoca-
ti Regii patet, utrum Placiti, five Patentis, & in hoc
Regno dirigi, & impendi, ut praecaveatur, ne per
praecipuum Bullarum, aut Rescriptorum Curiae Romanae pu-
blicationem, vel executionem, Jura Regia, & inveterata
Regni Consuetudines, nec non Ecclesiae Gallicanae Libe-
tates invadantur.

PARS QUINTA.

DE USU PLACITI REGII

Super Bullis Dogmaticis.

CAPUT PRIMUM.

Exponitur quodnam censetur Decretum Dogmaticum, & quæ autoritas circa Decreta Dogmatica Principibus competere possit?

§. I.

Quid intelligatur per Bullam Dogmaticam?



Ulla Dogmatica proprie dicitur a Dogmate seu Doctrina, quæ per Bullam tanquam Fide credenda, & populo proponenda definitur; vel per contrarium tanquam hæretica, erronea, proscribitur.

Hoc modo sumpta Bulla Dogmatica nequaquam comprehendit Constitutiones aut Decreta, quibus morum Disciplina vel Ecclesiastica politia, sive aliqua ad illam pertinentia præscribuntur.

Similes enim Constitutiones seu Decreta non tam Dogmatica, quam Disciplina Decreta dicuntur.

Hæc distinctio uetus Synodus Tridentina Decreta ad Disciplinam morum spectantia inter Decreta Reformationis reuocavit, & speciatim a Decretis Dogmaticis, quibus fidei articuli continentur, separauit.

Et quæ in librorum prohibitionem vel approbationem non solet aliquod speciale Dogma tanquam fide credendum, aut erroneum vel hæreticum rejiciendum declarari, ideoque quicquid Synodus Tridentina quoad prohibitionem vel approbationem librorum vel eorum reuocationem edixit, id inuam inter Decreta Reformationis scilicet.

Fatendum quidem est, Decreta quædam, licet duntaxat ad Disciplinam pertinent, atque ita pro temporum, locorum, & personarum diuersitate uaria mutationi obnoxia, possit esse conductibilia ad Fidei & Doctrinæ puritatem conseruandam & stabilendam, sed eamque nullum Fidei Dogma tanquam a Deo reuelatum proponunt, aut desinunt, proprie dici non possunt Decreta Dogmatica, seu Decreta Fidei nulli mutationi aut variationi obnoxia, sed inter Decreta Discipline referenda sunt, quæ pro tempore, locorum, ac personarum conditionem ad conseruandam Fidei integritatem & puritatem possunt esse conuenientia, vel non conuenientia, atque ita tanquam Decreta Discipline mutationi obnoxia.

Huiusmodi Decreta sunt non tantum ea, quæ librorum prohibitionem concernunt, sed & illa, quibus interdum pro locorum & temporum conditione veratur, ne quis in hac vel illa materia Dogmatica uisus certis terminis vel expressionibus, eo quod hoc vel illo tempore & loco termini illi vel expressiones facile nata sint inducere in errorem contra Fidem, ubi alio tempore & loco a similibus terminis & locutionibus nullum merendum esset erroris periculum, eo quod eiusmodi termini & expressiones eo loco & tempore ab omnibus in sensu uere Catholicis intelligerentur & acciperentur.

Dum igitur quæstio est de Bullis Dogmaticis, illas duntaxat uere Dogmaticas dicendum fore, quibus certum & determinatum Dogma ut credendum vel ut rejiciendum fidelibus proponitur.

§. II.

Principes non sunt Iudices Fidei.

Indubitatum est, examen ac decisionem Fidei Ecclesiæ ejusque Ministris, non autem Principibus Laicis esse a Deo concessitam, juxta illud S. Leonis: *Sicut Reges præsumunt in causis fidei, ita Sacerdotes in causis Dei.* Et illud Gregorius II. in Epistola ad Leonem Imperatorem:

Scis Imperator Sancta Ecclesia Dogmata non Imperatorum esse, sed Pontificum, qui tunc assensum Dogmata tradere, idcirco Ecclesiis præpositi sunt Pontifices a Republica requisiti obsequentes, & Imperatores ergo similiter ab Ecclesiasticis obsequantes, & quæ sibi commissa sunt, capessant.

Hæc de re Osius Cordubensis Episcopus sermo mouit, Constantinum Imperatorem in Litteris ad eum datis (quas refert S. Athanasius in Epistola ad Solitarios. *Tibi Deus (inquit Osius) Imperium commisit, nobis quæ sunt Ecclesiæ, concedidit; & quemadmodum qui tuum Imperium malignis oculis carpit, contradidit Ordinationi Divinæ; ita & tu case, ne quæ sunt Ecclesiæ ad te tradere magno crimini obnoxia sis, datus (scripsit) est.*) QUÆ SUNT CÆSARIS, CÆSARI; ET QUÆ SUNT DEI, DEO.

Varissimum igitur est, Principes in rebus Fidei Iudices non esse, atque extenus ad ipsos non spectat Fidei Dogmata ad suum examen reuocare, or de illis tanquam Iudices decernant aut desinant. Nec id inquam Principes Catholici sibi attribuerunt, sed ipsos Pontifices & Episcopos atque Ecclesiæ Pastores Iudices Doctrinæ omnium non agnoverunt.

Atque ad simile examen pertinet illud Joannis Papæ apud Gratianum in Canone SI IMPERATOR Dist. 96. *si Imperator Catholicus est, filius est, non Praefatus Ecclesiæ, quod ad Religionem competit, discernere ei conuenit, non docere.*

§. III.

Quæ partes habuerint Principes in Conciliis, in quibus de Fide agebatur, nec non in definitionum confirmatione & executione.

Quamuis Ecclesiæ nunquam recognouerit in Principibus & Magistratibus secularibus auctoritatem decidendi articulos Fidei, nec legamus Principes Catholicos in Iudices aut arbitros Fidei sese unquam erexit, diffidit tamen nullatenus possumus, jampridem non exiguis fuisse Pontificum partes in dirigendis Ecclesiasticis Conuentibus, in quibus de Fide agebatur, quibus Imperatores & Principes per se uel Oratores suos interuenisse constat ex Actis & Historicis Conciliorum, & testatur ipse Nicolaus I. ad Michaiem Imperatorem his uerbis: *Imperatores Synodalibus Conuentibus interfuerunt, in quibus de fide tractatum est, quæ uniuersalis est, quæ omnium communis est, quæ non solum ad Clericos, uerum etiam ad Laicos, & omnes omnino pertinet Christianos.* Extat hoc fragmentum Epistolæ apud Gratianum Distinct. 96. *Canon UBINAM.*

Neque tantum partes suas interposuerunt Imperatores & Principes, ut ordo datus in his Conuentibus seruaretur, atque tumultus & simulacra compellerentur, omniaque tranquille perageretur, sed insuper quid ageretur, & modum, quo in decidendis Dogmatibus in his Conuentibus procederetur, obseruabant, omnem tamen Episcopis tanquam Apostolorum Successoribus iudicandis & decidendis libertatem super articulis Fidei conseruantes.

Quæ tandem in his Conciliis rite decisa & iudicata esse uidebant, ipsi suæ quoque auctoritati moniebant, ipsi Conciliorum Definitionibus subscribendo, uel etiam suis Legibus & Edictis earum executionem & obseruationem urgendo.

Id autem potissimum desiderabant Patres, ut, mediante Principum subscriptione etiam Laici facilius ad suscipiendas Conciliorum definitiones inducerentur & allicerentur.

Hinc Partes Concilii Arausiaci II. postquam contra hæresim Pelagianam ejusque reliquias uicaciter Catholicam de peccato Originali, libero Arbitrio, Gratia necessitate, & diuina Predestinatione a Canonibus exegit.

prestitisse, subiungunt & Et quia in descriptionem antiquorum Patrum, postquamque, quae supra scripta est, non solum Religiosis, sed etiam Laicis medicamentum esse & desideramus & cupimus, placuit ut eam etiam & illustres & magnifici viri, qui nobis ad praefatam sollicitudinem conveniunt, propria manu subscriberent.

Desiderio Patrum obsecratos fuisse viros illustres, probant eorum subscriptiones, quae ad ealem hujus Synodi appositae leguntur toto & Conciliorum generalium Catalogo 1673.

Quae de definita, ut promptius executioni mandari de in omnium notitiam deduci possent, auctoritate Principum promulgari Patres Synodi desiderabant.

Qua de re fides facit Epistola prioris Synodi Atraniensis, in qua ad Constantem Imperatorem Patres illius Synodi adhibere Catholice ita loquuntur: Imperator Constanti ab obitu suo datum omni memoria, hanc Fidem prout cura & diligentia conscriptam promulgavit.

Omnia quoque acta Conciliorum fides faciant, quod Principes Conciliorum Decreta, etiam in materia Fidei sua auctoritate confirmantur & manentur.

Et quoniam utrumque prope necessarium pro felici & prompta definitorum executione hanc Principum confirmationem sive approbationem excederent, significantes Patres Concilii generalis Constantinopolitani ad Theodosium Imperatorem: Regimus (inquit) tuum Clementiam, ut per Literas quoque tuae potestati conferretur Concilii Decretum, ad sancta Littera, quas nos convocavimus, Ecclesiam honore praestitimus ei, etiam siam istum, quae decreta sunt, obsequia.

De hac confirmatione Imperatoris ejusque scopo dixit ad Patres Concilii Chalcedonensis Martinus Imperator: Nos ad Fidem confirmandum, non ad potestatem ostendendam interpres religiosissimus Principis Constantinensis Synodo interesse volumus, ut ornate inventa, non ultra maiusculis praevius deservitis auctoritas discordans. Responderunt hae Martiani apud Gratianum Distincti 96. Canon NOS AD FIDEM.

Neque haec olim tantum, sed & in novissima generali Synodo, quae Tridentina habita fuit, observata sunt: Mandato enim Caroli V, quo tribus Oratoribus vires sua commisit, ita continetur adlocum Concilio Tridentini Sess. II. Nosrum locum ad Oratores & Mandatorum nostri habere, res & negotia Religiosis & Fidei, & alia quaecunque in praedicto Concilio tractanda una cum aliis, pro per omnia adesse, consilium, votum, & Decretum nostri nomine dare, imperari atque interpretari.

Cui simile est Ferdinandi Caesaris Mandatum datum die prima mensis Januarii anno 1562. Locum & vires nostras in omnibus Sessionibus, Consultationibus, Deliberationibus, Translationibus, & Aliis obtinere & gerere, Consilium, Suffragium, Potum & Decretum nomine nostri dare, ferre & interpretari, alioque omnia & singula agere, tractare, exercere, concludere & determinare possint & debeant, quae ad constituendum vera Fidei & Religione concordant & conveniunt, ut Christianae Reipublicae salutem & conservandam promovendam facere & speculare videbuntur.

Ex his compertum est, non minimas fuisse Principum partes tum in dirigendo Concilio, in quibus de Fidei & Religiosis negotiis tractabatur, tum in confirmando, & in exequendo quae circa Fidem & Religionem decreverantur.

Quo de scitur, Principes ab Episcopis & etiam a Romanis Penitibus instanter provocatos fuisse, ut sua auctoritate Fidei Decreta & Ecclesiae Doctrinam munirent, & suis Edictis ad eorum observantiam populos costringerent, perquam convixi difficultate ad Ecclesiae obedientiam populum induci, nisi temporalibus potius Principum auctoritate costringatur.

Eo pertinet sermo monitus S. Leonis ad Imperatorem sibi cognominem: Debes (inquit) iaculante advertere, Regiam potestatem ubi non solum ad mundi regimen, sed maxime ad Ecclesiam praesidem esse collatam, ut ausus insulari comprehendere, & Aua bene sua servata, defendere, & verum pacem illi, quae sunt carissima, restituas.

Et mod. S. Gregorii ad Genadium Exarchum Africae lxx. Regist. Epist. 7. Scitis, excellentissimi filii, si videtur merito, si de promissione vestra Provenciam servavit, ubi in vobis magis ad hoc proficere, quam

salari expectandum vultis, & insignia Ecclesiarum, quantum possibile est, solita compescere.

§. IV.

Principes in ista Placiti non procedunt se consilium iudicis super Decretis Fidei.

Quemadmodum olim Principes Conciliis generalibus assistunt, eaque dirigendo, ac una cum Patribus deliberando, qualiter controversiae ac diffiduae in materia Religiosis & Fidei congruentiori modo dirimi & componi possent, nec non Decreta & definita sua auctoritate munientes & confirmantes eorumque executionem urgentes nequaquam se constituerunt Religiosis & Fidei Arbitros & Iudices; ita hodie Principes volentes per se vel in suis Supremis Auditoriis examinare Bullas Romanas, in quibus Fides aut Religiosis Dogmata definitur, nequaquam se praesumunt in Iudices Fidei aut Religiosis erigere, nec decidere quid fide credendum aut non credendum sit; sed dumtaxat ex examini has Bullas seu Constitutiones subici praetendunt, priusquam in suis respectivis Ditionibus & Territoriis per modum Legis promulgentur & executioni mandentur.

Aliud enim longe est, Principem se interponere promulgationi novae Legis per suas Provincias, ejusque executioni, & aliud velle iudicare de ipsa Articulis & Dogmatibus, sive quid de fide credendum, vel non credendum definire, aut enim §. praecedenti dictum est, nunquam a Principis officio alienum esse examinare vel exterius illud, quod consilium in imperando, cogendo, promulgando, pacem collidendo.

Lieri enim supponatur Decretum aliquod rite conceptum esse juxta Fidem aut Religiosis, in quantum forsitan nudam Fidei declarationem, sive quid de certo & speciali articulo Doctrinae sit sentiendum: Patrum tamen circa modum & normam promulgationis & executionis occurrere possunt, quae Principis examen merito requirant.

Cum enim, ut supra dictum est, Principis Officium sit Reipublicae tam Ecclesiasticae quam Civilis paci & tranquillitati consistere, eaque omnia, quae eam turbare possent, praevinire, in quantum ipsa Fides & Religio Catholica sit, iure merito contendunt Principi Decreta Romana etiam Fidem aut Religionem spectantia ad examen esse revocanda, & Placito suo firmata, priusquam per suas Ditiones in modum novae Legis promulgentur, aut populus illi subiectus illis stringatur, aut ad eorum observantiam per Censuras aliter iudici compellatur.

Et sane dum Principes edixerunt, nullum Decretum Romanum hic esse publicandum, priusquam in Regni Auditorio fuerit visum & examinatum & Litteris Placiti munium, unico interdum praetere, ne quidquam in suis Ditiones indeceretur, quod paci publice obesset, & de forsan sub praetextu Fidei Jura & Privilegia Provinciarum cum notabili populi perturbatione & publicis incommodis inverteretur, vel nonnisi quod subditi per violentiam opprimeretur, tuncque esse unum Placiti scopum & fundamentum pariter a. c. l. ostensum est.

Hac porro incommoda non minux Decretorum vulgo Dogmaticorum, quam eorumque praecipui promulgatione & executione merito timenda est, Capite loquuti ostenditur.

CAPUT II.

Ostenditur unde contingere queat, ut publicatio & executio Decretorum Dogmaticorum in Jura publica impingat.

§. I.

Ostenditur id contingere posse ex modo publicationis seu propositionis eorumdem.

INDUBITATUM est, Ecclesiam Catholicam eandem semper & ubique Fidem ex traditione Apostolica sive scripto, sive sine scripto conservasse, nec circa articulos Fidei quidquam novi post tempora Apostolorum accidisse. Uti-

Uterius certum est, nequaquam necessarium esse ad hoc, ut quis Fidei divina Dogma aliquod revelatum credere debeat; Dogma illud aliqua positiva Legge fuisse ipsi populo aut incitatum, sed sufficere, ut quacunque ratione ipsi constet, articulum illum sive scriptum, sive non scriptum a Deo esse revelatum, & ab Ecclesia declaratum & definitum.

Itaque nequaquam dependet a publicatione vel executione Decreti seu Bullae Dogmaticae, ut quis Dogmati assensum Fidei prebere teneatur, eo quod praeveniendo omnem publicationem & executionem teneatur quis Fidei divina credere Dogma, quod ipsi sufficiens constat ex divina revelatione esse traditum.

Quapropter Placitum Regium nequaquam spectat ipsum Fidei assensum praestandum Dogmati, de quo fidelibus sufficiens constat esse divinitus revelatum; sed duntaxat externum illud, quod consistit in ipsa Dogmatis externa propositione, publicatione & executione, quibus ipsi fideles ad praestandum externum dictum Dogma constringuntur, vel circa modum, quo illud populo proponitur, quod externum plane positum est, nec ipsum Fidei articulum secundum se consideratur & prout divinitus revelatus est, attingit.

Hic licet Dogmata Fidei ubique & semper sint eadem, ipsi tamen modus, quo populo haec Dogmata proponuntur, & populus ad praestandum alicujus Dogmatis constringitur, varius esse potest, & plurima occurrere possunt, quae uno tempore & uni populo conveniant, & alio tempore & populo placuisse obesse: Exempli causa Dogma Fidei esse processioneem Spiritus Sancti non tantum ex Patre, sed & Filii semper agnovit Ecclesia Catholica, sed apud, quo Dogma illud populo credendum proponitur, variis fuisse nemo ignorat.

Sicque enim in primis Patres Concilii Constantinopolitani I. in Symbolo Fidei populo proposuissent Processionem Spiritus Sancti ex Patre, sed Processio Spiritus Sancti ex Filio nominatim non exprimebatur.

Hoc Dogma Processionis Spiritus Sancti ex Filio in Symbolo Constantinopolitano saeculo sexto in quibusdam Ecclesiis Hispaniae infernum, atque una cum Symbolo fuisse populo propositum habetur ex Concilio Toletano III. in quo Gothis in Hispania, abjurata Arianæ Haereseos perfidia, orthodoxam Fidem professi: In hoc Concilio non tantum Anathema dicitur ei, qui Spiritum S. non credit, aut non eruditur a Patre & Filio procedere, sed insuper hic articulus inferius legitur Symbolo Constantinopolitano, quod ibidem recitari jubetur, hae verba: *Et in Spiritum Sanctum ex Patre & Filio procedentem.*

Tamen aliae Ecclesiae non minus quam Hispanica articulum illum ex Fidei Dogma agnoscerent, nequaquam tamen illum Symbolo Fidei addendum pagaverunt, neque ante saeculum nonum Ecclesias Gallicanas eam additionem admisisse legimus.

At tandem sub initium saeculi noni tempore Caroli M. eam in Ecclesiis Gallicanis invaluisse, sed ab Ecclesia Romana non admittam, imo rejectam fuisse fidem fecit collatis, quam cum Leone III. habuere Legati Caroli M. relata tomo VII. Conciliorum generalium *solamna* 1199.

Ex hac relatione constat, Leonem III. agnovisse processionem Spiritus Sancti ex Filio esse Dogma Fidei, sed additionem in Symbolo Fidei per particulam *Filiusque* nequaquam probavit, rursus ostenso, quid quam citra Ecclesiae Universalis definitionem Symbolum Fidei admittere.

Petentes autem Legati Caroli M. " *namquid non bene idem fuisseque audire, si quatuor tantum addendo syllabas, tam necessariam Fidei Sacramentum cunctis deinceps fœderis principibus cederetur?* Respondit Leo: " *Sicut non aucto dicere, non bene fuisse, si fecissent, quia hoc dubio fœderis tunc, quae vel omiserunt, scientes utique & non tam humana quam divina illuminati sapientia fecerunt; ita quoque non aucto dicere, istud eos nobis minus intellexisse, perpendisse cur dimiserunt, vel cur dimissum, ne ultra mineretur, sicut & cetera prohibere. Tu & Tu videtur quid sentias de voluntate. Nam & ego me illius non dici praesentem, sed etiam illud ab his, mihi ut conque tu praesentem.*

Tandem persuasibus Legatis, ut vos *Filiusque* mot

positus non expugnaretur, ne videtur id esse contra Fidem, sed ut passim in Palatio intemieretur, quatenus aliae Ecclesiae eam vocem decantare ejus exemplo dedicerent; respondit Pontifex: " *Si priusquam ita cantaretur interrogatus essem, ne inferretur utique res? Respondi: Ad nunc, quod tamen non affirmando, sed vobiscum pariter tractando dico, quoniam menti occurrit, ita mihi videtur posse utique fieri, ut passim in Palatio, quia in nostra Sancta Ecclesia non cantatur, cantando consuetudo ejusdem symboli intemieretur, sique fiat, ut quod idipsum ut cantaretur non quilibet imperantis auctoritas, sed potius ad dicendi licetiam novitas, si dimittatur a vobis, dimittatur ab omnibus, & ita fortasse, quantum esse potest, non incongrue utrumque fieri possit, ut quod iam nunc a quolibet peius nescientibus recte creditur, credatur, & tamen illi cantando consuetudo sine cuiusque Fidei laesione tollatur.*

Verum vos semel admitti convicci non potest, imo propagatus est ejus usus ad alias Ecclesias, etiam Romanam, adeo ut sub initium saeculi noni item de hac additione movisset Lacinia Photius Patriarcha Constantinopolitano, ac post eum Michael Cerularius circa medium saeculi undecimi sub Pontificatu Leonis Papae IX. ab hac voce devium est ad Dogma ipsum, quod fuit femininum & praecipuum pretextus sancti Schismatis Graecorum a Latinis, quod & modo ingens fuit: Ut vel hinc intelligi liceat, quam difficultas circa formulae Fidei & Religionis & aliud mutandum venit.

Tamen istius Decretum aliquod, in quantum continet ipsum Dogma Fidei, ab omnibus & ubique recognosci debeat, fieri tamen potest, ut formula seu modus, quo proponitur huius populo vel hoc tempore tantum conveniat, ut proinde vel hoc ex capite Decretum, priusquam publicetur per modum Legis, & populo imponatur, examinari queat, num hoc vel illo modo publicari & populo propositum conveniat.

Et ut exemplo recentiori utamur. Cum ab ablato Concilio Tridentino Pius IV. Papa edidisset & promulgasset novam formulam Fidei ab omnibus indifferenter fidelibus praestandam, eamque Synodus Provincialis Cameracensis anno 1586. *cap. 1.* emitti statuit ab omnibus Ludi-Magistris, Typographis, Bibliopola, & qui libros quomodolibet distringunt, tam viis quam muneribus, ac insuper c.a. decreverunt, ut supplicarent Regi Majestati, ut idem mandare vellet de his, qui ad gerendos Magistratus, vel alia Officia publica tam in Urbibus, quam in Pagis affirmantur: " *Philippus II. Rex Catholicus, postquam Decreta hujus Synodi in suo Concilio Privato examinatori & discussi fuissent, tandem Editio suo Synodi Decreta sub certa limitationibus de modificationibus confirmavit, atque circa Professionem Fidei eam adiecit modificationem, ut in primis a Magistratibus & Officiariis suis emitti quidem voluerit Professionem Fidei, sed non juxta Formulam a Pio IV. conceptam & evulgatam, sed juxta brevioris Formulam in ipso Editio expressam.*

Insuper tamen ipsa Synodus Cameracensis confoemiter ad ipsam Bullam Pii IV. statuit, Professionem Fidei ab omnibus indifferenter Ludi-Magistris, Typographis, Bibliopola, & qui libros quomodolibet distringunt, tam viis quam muneribus juxta Formulam Fidei a Pio IV. editam emitti debere, in huius tamen Editio *art. 4.* voluit quidem Rex Catholicus ab omnibus praedictis emitti Professionem Fidei, sed duntaxat juxta Formulam brevioris in suo Editio propositam, exceptis solum Magistris Scholasticis *Latinarum*, a quibus eam emitti voluit ad normam Formae Pii IV.

Ex quidem Professione Fidei non aliter a Magistratibus, ceterisque in Editio nominari emitti haecenus consuevit, nisi juxta praescriptam Editio.

Hic manifestum est, Principem nequaquam existimasse, alienum esse examinare de decreto, quia Formula Fidei Professione emitti & propositum conveniat, utque tamen nihil in praedictis articulis Fidei, quos Ecclesia se tales declarasse constat, immutetur, in ipsa Formula in Editio expressa de Professione omnium articulis, quos credit & tenet Catholica, Apostolica & Romana Ecclesia, &c.

Adhuc contingere potest, ut ob certas circumstantias, puta ob excitatas dissensiones super aliquo Dogmate non conveniat repente populum constringere praestare

secum sub gravibus poenis ad attendendum sive profectum, quod super hoc Dogmate Fide divina sit credendum, sed potius sicut prius populum convenias disponi, & induci super ipso Dogmate, ut ita quodammodo sed sponte ad veritatem Dogmatis amplectendam alliciantur.

Hoc consilio usus est Theodosius Imperator anno 380, ut enim populus sibi subiectos moneret contra Hæresim Arianam, & in Fide Catholicam firmaret, Edicto suo significavit, & exprèsse, quid de Mythesio SS. Trinitatis ipsa teneret, & quid ab omnibus tenendum esse nulla pena adjecta. Edictum integrum habetur in *1. Cod. de Fide Catholica*, recitaturque *Lexiconis lib. 7. Hist. Eccles. 4.* qui & monet eundem, quod Theodosius ad hanc Legem descendere, "cum apud se reputasset falsum esse, ut suam", de Divinitate trinitatem ipse suis subditis palam prædicaret, ut vim inferre videretur repente inivit, quid collocandum esse precipiendum.

In hoc quoque sollicito laborandum, & attendendum, ut Fidei Formulæ, ipsaque Decreta Dogmatica clari, & specifice testentur ipsum Fidei Dogma fidelibus proponant, ne alias obliquo modo coniungat, ut dum per similes Fidei Formulæ fideles in eam Fidei consonantiam adducere volumus, ipsaque circa Fidei Dogmata dissensiones componere & exsanguere studeat, ipsa diffidia & scandala per obfuscationem, & equivocationem magis augeant, & dissensiones excitent.

Nemo ignoret, quantas in partes Ecclesiam sequebatur variæ illæ Formulæ pro Fide Catholicâ afferenda, ut præferebatur, contra Arianos composuit, & per Episcopos evulgatæ, idque ob terminum æquivocum, quibus erant conceptæ.

Quis nescit, quantus motus ob suam obfuscationem excitaverit hæc propositio tanquam pro Dogmate Catholico proposita, *amus de Trinitate pro nobis crucifixus fuit*?

Quidam igitur etiam hoc titulo Decreta Romana vulgo Dogmatica revidendi in Provinciis poterant, præsumptum putarentur aut executioni mandarent, ut subinde ab iis obfuscationes & equivocationes non tam sine ipsis, ne populum in Fide infirmaret, & in Fidei unitatem fideliter coalescant, quam potius ut majores dissensiones circa ea, quæ credenda sunt, excitentur, & populus super eo, quod credendum est, in partes scindatur.

§. II.

Idipsum contingere potest ob Clausulas Decretis Dogmaticis insertas.

Pradictum Regionem nequaquam attingere ipsam articulum seu Dogma Fidei, neque ipsam adfensum Fidei, quem ipsi fideles articulo Fidei quacunque ratione ipsi cognito præberi tenentur, §. præcedenti observatum fuit. Sed quia Decreta Dogmatica, ut per modum Legis positivæ ad externam promissionem alicuius articuli Fidei sub certis poenis populum costringant, debeant admittat aliarum Legum promulgari, & populo proponi, merito inde Principes præsumunt, nec similes quoque Legem in suis Provinciis, & Ditionibus posse publicari, & per modum Legis populo fuisse prævio suo Placito imponi.

In primis enim §. præcedenti ostensum est, quod licet circa ipsa Dogmata Fidei nihil possit temporum vel locorum varia conditio vel populorum genus, circa modum tamen ea proponendi, & exponendi variis possint contingere, cum publico, salva Fidei integritate, hic & non possit obesse.

Præterea quædammodum in aliis Decretis sive Legibus positivis, ita & in Decretis Dogmaticis contingere potest, ut Decretum Romanum, etiam rem Dogmaticam seu prædictum Dogma definiat, una habet adjectas Clausulas, quæ Jurâ Principum, & populorum, inveteratos Provinciarum, Ecclesiarumque alios, aut recepta jamprius, & observata Privilegia offendunt, unde ipsa Republica, & Ecclesiæ turbant, & populus gravibus incommodis exponi potest: Quædammodum ipsæ Ordines præstantur, ubi de promulgatione Bullæ Urbani VIII. contra Doctrinam & Librum Cornelii Jansenii agebatur, Archiepiscopus Leopoldus præmonuit supra par. 4. §. 3. notatum est.

Quid enīus si similis Decreti violatores extra Provin-

cias in iudicium evocarentur, aut iudicibus in Provinciis illis hæretici non admittant, puta, Fide Inquisitionibus subdicerentur, vel penne pecuniarie etiam contra Laicos decernerentur, aliisque similia præficerentur, quæ moribus & Juribus Provinciis aliis recipiis repugnent, quia dubiet, quin ob similes Clausulas Principes similes Decreta publicationemmittere possint, ut quæsi publicæ consulas, aut saltem publicationem aut moderationem admittat, ut didicimus Clausulatum, quæ Jurâ Patriæ, & Ecclesiæ violarent, nulla ratio habeatur, quædammodum Principem Bullas aliquas, quibus libri proficibatur, ac nominatim Bullam Urbani VIII. In eminenti cum simili moderatione admittit ostensum est parte 4. cap. 3. §. 3. & 4.

§. III.

Sub prætextu definitivis Dogmatum Jura Regiæ, inveterate Provinciarum Consuetudines, & Privilegia subinde infringi possunt.

Quod jamprius divinitus pronuntiavit Apostolus: *Omnia Pontifex ex hominibus assumptus & ipse circumdatus est infirmitate, & properea debet, quædammodum pro populo, ita etiam pro semetipso offerre pro peccatis*, libenter agnoscunt Romani Pontifices ubi æque ac reliquis Episcopis dictum esse, facientur se ut homines mortales & Adæ filios infirmitatibus & passionibus humanis esse obnoxios, seque debere non tantum pro populo, sed etiam pro semetipso offerre pro peccatis.

Similiter & de Cathedra Petri, æque ac de Regis Solis verificatur, quod alitudo & Sanctitas Solis Solium non faciat, nec a peccato securum.

Quantumque igitur Pontifex Romanus ex dignitate sua Cathedra & Ecclesiæ super aliis in Ecclesia sit sublimatus, isdem affectibus & passionibus humanis manet subiectus.

Quapropter, ut etiam factus Auctor anonomus libri, cui titulus: *Liberatus Ecclesiæ Gallicanæ*, propagandas ea professio auctoritatem Romani Pontificis contra præsentis articuli Libertatem Ecclesiæ Gallicanæ, coniungere potest, quod Summus Pontifex aliquæ infirmitate infirmus, contemplantur aut divitiarum, augenda similia, alios præfatis impelli possit ad præcipiendum aliquod sue potestatis limites transcendens, aut passim repugnans.

Hinc & coniungere potest, ut Pontifices querant sibi Ministros & adulescentes, a quibus discant & intelligant ea, quæ suis affectibus & passionibus sunt consona, quod a prædecessoribus Pauli III. cum ingenti abusu in Ecclesiam invectioe factum fuisse, deplorant, & Paulo III. ingente expoluerunt præclarissimi illi novem Prælati ab eodem Pontifice electi, & specialiarum mentio obstricti, ut libere & sine luto sibi exponerent abusus, eorumque causas in Concilio Tridentino tunc temporis convocato reformandos.

Hi igitur Prælati afferere non dissimulantur "principium horum malorum esse fuisse, quod nonnulli Pontifices ejus Prædecessores præcipientes artibus, ut inquit "Apostolus Paulus, coarctaverunt sibi Magistrum ad desideria sua, non ut ab eis differrent, quid facere deberent, sed ut eorum studio & caliditate invenirent rationes quæ liceret, quod libere.

Unde insuper notantur hi Prælati, quod "Principatum omnem sequebaturs adulatione ut umbra corporis, dissimulante semper fuisse aditus veritatis ad aures "Principum.

Et licet Principum favor facile ad omnia, quæ Principi placere noscuntur, hominum ingenia contorqueat, numerum non est, quod subjunxerint dicti Prælati "inde conclusum esse, quod consensum prodirent Doctores, qui docerent, Pontificem esse Dominum Beneficentem, ac ideo enim Dominus Jure vendat id, quod suum esse, necessario sequi in Pontificem non posse cadere Simoniam. Ita quod voluntas Pontificis, qualiscunque ea fuerit, sit regulis, quæ ejus operationes & actiones dirigantur.

Hos suspensum Pontificem adulescentes graphice depinxit Cardinalis Contarminus (qui & unus fuisse ca de causa alius Præfatus) in Epistola ad ipsum Paulum III. quod nonnulli totos illos annos quodam affectu studant Pontificis auctoritatem amplificare, adeo ut eorum quidam non veremur dicere, VOLUNTATEM PONTIFICIS REGU-

LAM

LAM QUANDAM ESSE, *que ejus alii non dirigatur, neque in jure positum constituendo, aut abrogando, aut etiam diffundendo regulam quamvis Pontifici esse constituendam.*

Recte advertit dictus Cardinalis, quod hoc Delictum seu positum adeo falsum, adeo repugnans sensui communi, adeo sit contraria Delictum Christianum, adeo deprecatum universi populi Christiani gubernationem, ut nihil perniciosius inveniri possit.

Nec ipsi Dodicissimi novem Praelati hanc opinionem perniciosam dissimulant, sed aperte falsi sunt, quod ex hac impia adulantium Doctrina tanquam ex quo Troiani arripuerint in Ecclesiam Dei tot abusus et tam graves morbi, quibus nunc confisimus (iniquus) cum ad differantiam fere saluti laborio.

Si igitur illa impia quorundam adulatio origo fuerit tot abusus et malorum, quibus Ecclesia ad desperationem fere salutis laborare consueverat, quidam haec eandem impia adulatio, et nimia Pontificum humilissimi adulatio aures praebendi facilitas occasionem dare possit, ut per Bullas Dogmaticas sub praetextu asserenda Pontificis auctoritatis, aut conservanda immunitatis et Libertatis Ecclesiasticae Jura Regia, inveterata Consuetudines, et recepta Provincialium Privilegia cum plurimorum incommodorum sequela, atque Republicarum Civitas tum Ecclesiastica perturbatio inveteretur, utpote quae ab ejusmodi Adulatoribus auctoritate Sedis Apostolicae, aut immunitati, et Libertati Ecclesiasticae contraria esse asseruntur.

§. IV.

Ex hisce dictis consideratur Placitum Regium aequi requiri ante publicationem Bullarum Dogmaticarum, quae ceterarum Rescriptorum: Episcopi usum super Bullis Dogmaticis ab antiquo in Belgio fuisse observatum probatur auctoritate Joannis Driedonis.

Observatum est supra §.1. hujus Capitis, sufficere, ut quis articulo Fidei assensus debeat, quod quaecunque ratione ipsi consistit, articulum illum divinitus esse revelatum, ita ut non dependat a publicatione aut executione Decreti Dogmatici ipse assensus Fidei, qui praestandus est ipsi Dogmati hoc ipso, quo quaecunque ratione innovatur, Dogma illud divinitus esse revelatum; sed duxerit equi publicationem, ut quis Decreto Dogmatico consensum, quod ex quo respiciunt modum externae perfectionis, vel ponas in non profertur in Decreto comminatur, aliaque similia, quae positiva sunt, et Regium Placitum haec duosque respiciat.

Unde et recte observavit amplissimus ac eruditus Auctor Tractatus de Jura Belgarum circa Bullarum Pontificiarum receptionem c.1. n.17. quod si super Bullis Dogmaticis "sola publicatio Romana adhibetur, non ea vi promulgationis tenentur Belgae, sed ex "notitia sua quique consueverint, qui citra omnem "publicationem Dogma Fidei habuit, sed nulle poenae aut Clausulae appositae Fidei decisionis ea tali "promulgatione effectum hic habebunt.

Præterea observatum est, Decreta Dogmatica seu Fidei quodam modum publicationis, atque externa ipsam Decretorum executionem spectantia, quoque ipsam Dogma Fidei non mutant, ejusdem esse rationis cum aliis Decretis, ut proinde merito moverit praedictus Auctor loco citato, quod, si Praeterea Ecclesiastica visum fuerit, Decretum pure Dogmaticum, id est, in quo Fidei articulus credendus proponitur, promulgare, tam promulgationem fieri, servata veteri forma, ratio erigit, "neque enim (ait) materia Fidei "hoc singulare addit, ut quoad publicandi ritum "omnia iuribus, cum possit, conservari receptis "moribus res tranquille petagi, et ad notitiam populi perducatur.

Probarum quoque est, Decreta Fidei pluribus similia, non minus quam cetera Decreta, in publica commoda ex principiis eorum publicatione et executione posse impingere.

Cum igitur non semel in hoc Tractatu ac notanter par.3. ostendimus, unicum Placiti Regii scopum esse, ne incommoda praevocantur, quae ex principiis

Decretorum aut Bullarum Pontificiarum publicatione et executione in Republicam seu Civilem seu Ecclesiasticam intrepere possent, manifestum est, Placitum Regium, attento ejus scopo, non minus ratione praevire ad publicationem et executionem horum Decretorum, quam ceterorum requirit.

Idem rectissime observavit jam citatus Auctor De Jure Belgarum, postquam enim monuit, quod Bulla, quae circa Dogmata vel libros aliqui stantur, non magis, quam Bulla quaecunque aliam materiam concernentes, sint immunes ab incommodis, quibus Respublica de Ecclesia turbari possit, tanquam consequens inferat:

"Quas proinde equum non est eximi a solitis cautelis "nibus de observationibus, quibus nova Decreta emendaenda sunt, ut sine periculo tranquillitatis in Rem. "publicam admittantur."

Eundem fuisse sensum Auctorem, qui de hoc usu Placiti scripserunt, vel inde patet, quod, nullo inter Bullas facto discrimine, usum Placiti super earundem publicatione et executione requiri asserant, ejusque usum jampertem indifferenter super omnibus Bullis ultimum tollente, uti retulimus supra par.2. c.1. §.2.

Quo et Joannes Driedo Theologus Lovaniensis non tantum de hoc usu Placiti generaliter recepto, sed specialiter de ejus usu super Bullis Dogmaticis apud Belgas jampertem ultimum scripsit, et testimonium redditur lib.2. De Libertate Christiana c.2. ubi tradit et inquirere de iniquitate et aequitate humanorum Statutorum et Mandatorum, praemissisque illis, quae in famosa Bulla Censura Domini pro Libertate et Immunitate Ecclesiastica decretum, concludit, "potestatem seculari absoluto "mandato et statuere non posse, ne quinquam parcat "Litteris Apostolicis justitiam aut Gratiam concernentibus, aut executionis mandet eadem, "nam cum hoc sit (ait) "directe contra potestatem seu Libertatem "Ecclesiasticam, esset tam potestas tollere et exiguere."

Deinde addit: "Aliud est potestatem seculari mandare aut constituere, ut sine suo beneficio et exa. "mine nemo parcat hujusmodi Litteris, aut executioni "ni mandet eadem, quod (ait) videtur potest fieri "absque contemptu potestatis Ecclesiasticae, et absque "injuria, et odio aut gravamine seu praedictae Ecclesiasticae Libertatis et S. Sedis Apostolicae vel Litterarum ejusdem."

In probationem illius addit, quod "Principes id possit facere vel ex privilegio seu commisso Papae, vel " (ait) causa rationabilis secundum congruentiam loci et temporis ad sic statuendum et mandandum movetur propter abusus tollendos."

Nequaquam obscurum est, hujus Theologi mentem fuisse, quantum in de erat, usum Placiti, cum hinc in partibus ultimum errorat, conciliare cum praedicta Bulla Censura Domini: Nam ratio conciliandi sit adhaerens, hic non inquirimus, sed hoc unum querimus, quid hic Theologus de usu Placiti refferat.

Et quidem postquam rectissime quoddam abusus, qui in Rescripta Romana notantur Beneficia intrepere possunt, recte monet, quod potestas secularis executionem Bullarum seu Rescriptorum Curiae Romanae non permittens, aequum sint examinata, non vellet sibi aut iudicium Ecclesiasticarum rerum inspicere, aut viros idoneos auctoritate Apostolica institutos impedire, aut super eorum idoneitate iudicium sumere, sed quod vellet ad adificationem Reipublicae Statum Eccl. cum promoveret.

Post haec monet "de omnibus Litteris et Mandatis Papae praesumendum quidem esse, quod eis oporteat obediare, modo constet, aut constare debeat, tales revere esse Litteras a Sede Apostolica emanatas, "substantibus etiam rationibus et causis, quibus ipse Papa versumissit motus inducus ad praecipitandum."

Postmodum tamen recte animadvertit, quod haec praesumptio tam violenter esse non debeat, ut non si. "erit hujusmodi Mandata etiam verissime emanata a S. Sede Apostolica examinare et investigare solent, an eis oporteat obediare."

Utque ostendat, id quoque militare in Decretis Fidei, subdit: "Unde et Sententia Papae circa Fidem rationa Consilio moderatione concipi debet, tanquam manus patientiae decoqui, et tam deliberationis gratia."

vitare proferri, ut omnino recta sit credenda; verum, quia Papa quatenus hominem modum deliberationis circa ea, quae sunt Fidei, potest omittere, & innitit proprio sensui propinque prudentiae, ideoque etiam plerumque licet examinare Literas Mandatorum Papae deficientis aliquid credendum esse, aut Fide tenendum.

Petitionum est, ex toto contextu Driedonis, quod, cum videretur usum Placiti suo tempore ad omnes indifferenter a Romano Pontifice emanantes Bullas se extendere, atque super iis examen in Principum Auditorio requiri, praesquam ad instar novae Legis publicari, & executioni mandari deberent, ostendere voluerit, quia ratione contingere queat, quod Decreta, quibus a Papa aliquid de Fide tenendum definitur, examinari possint.

Constat autem ex Falsis Academiæ Studii generalis Lovaniensis per Andream Valerium digestis, Driedonem renuntiavisse S. Theol. Doctor. anno 1517. adeoque a euentis circumstantiis de hoc usu Placiti jam in Belgio usitato testimonium reddidisse.

Non mirum proinde, quod Concilia Regia sustinuerint, hunc usum Placiti ab antiquo super omnibus indifferenter Bullis etiam Dogmaticis a tempore immemoriali fuisse usitatum, quomodoque huic usum apud Principem ejusque Gubernatorem sustinere, & vindicare debeant, contra importunas instantias Ministrorum Curiae Romanae Principi persuadere nitentium, hunc usum Placiti ad Bullas vulgo Dogmaticas extendi non posse, vel ad certum Bullarum speciem esse restrictum: Quae occasione specialiter se obtulit circa annos 1549. & 1640. occasione Literarum Philippo Quarto, in quibus Bullae Dogmaticae ab hoc Placito eximi videbantur, de quibus par. 4. cap. 4. §. 4. & 5. Ubi nota videtur est, qualiter Magistratus Regii expulserint, & sustinuerint, non minus periculi imminebat Juribus Regis, & Subditorum, si Bullarum Dogmaticarum publicatio sine praevio examine, & revisione in his Provinciis a Principe permitteretur, quam si abique praevio Principis Placito tolleretur aliorum quorumcumque Decretorum publicatio, & usum Placiti super Bullis vulgo Dogmaticis non minus ab antiquo fuisse in his Provinciis usitatum, quem super aliis quibusvisque Rescriptis, & Decretis, ac propterea eum moderatione hanc Regia Literas (quas subreptitae a Rege impetratas sciebant) repetisse, ut ipsum hunc Placiti super Bullis Dogmaticis reipso integrum conservaretur, quamvis ob reverentiam Placiti debitam terminis mollioribus uteretur.

Quod enim (ait) "plerique qui Roma aliquid licet pium, Placitum petant, sit, quia ad nomen Fidei, & minas ingentium multarum omnes perituri horrent, nec ob sumptum paucorum auctorum, quo ad Placitum impetratur, vitandum, tunc aliquis questionem universalem seu omnium suam privatam solius facere, & disputare, inquam, num erat Placito an non: Sed haec singulorum in se sua agenda ratio ipsi universalis jurisdictioni Ecclesiae praesudicium inferre non potest, ut & tota petendi Placiti ratio, si non sit in gratiam, non praesudicium Ecclesiae, atque Reipublicae omni Jure, ratione atque potestate definitur.

Fateretur igitur Zypaeus, quod Regia Concilia per suos Fideales omnium passim Decretorum Romanorum Placitationem urgerent, sive quod multarum exactione egerent quosque ad impetrandum Placitum super Decretis, & Bullis Romanis, praesquam ea executioni mandarent, quosque per has Fideles prosecutiones ad instantias Depositionum Romanorum executiones, privati quique inducerentur ad petendum Placitum.

Itaque, ipso Zypaeo existente, Regiorum Conciliorum jampidem ea sua opinio, quod non tantum Rescripta privata data, sed non omnia, sed Beneficialia tantum Placitum Regium requirerent, uti concedendis Zypaeus, sed omnia passim.

At illud mirandum, quod Jurisconsultus Belgae incolae non vereantur ipsa Concilia Regia, eorumque Fideles, quasi ipsos Subditos Regis minime immutatione, & multarum indictione egerent irrationabiliter ad postulandum Placitationem nullo Principis Editto probatam.

Quod autem ait Zypaeus, quod "haec singulorum in se sua agenda ratio ipsi universae Jurisdictioni Ecclesiae praesudicium inferre non possit, "verum est, sed illud falsum est, quod usum Placiti, quantumvis ad omnia Decreta Romana extendatur, & Principes velint, ut indifferenter omnia e Curia Romana emanantia Decreta Regis Auditorio examinanda, & approbanda deferantur, praesquam executionem habere queant, quidem praesudicium Jurisdictioni Ecclesiasticae adferat; nam ut sapient in hoc Tractatu annotantur est, usus Placiti non tendit ad impediendum Jurisdictionem Ecclesiasticam, vel auctoritatem Romani Pontificis extendendam, sed tantum ad praevocandum, ne ex praecipui dictorum Decretorum executione Ecclesia vel Reipublica praeter Romani Pontificis, & Ecclesiae mentem, in gravia subinde incommoda incidat.

Illud quoque libenter concedimus, quod subdit Zypaeus ibidem, ut & tota petendi Placiti ratio, si non sit in gratiam, non praesudicium Ecclesiae, atque Reipublicae, uti supra fuisse ostensum est.

Agnoscat quoque Zypaeus, Concilium Tridentinum hic quidem in Belgio esse simpliciter publicatum, sed tamen in Literis Regis, quibus & Episcopis, & Regia Concilia ejusdem Concilii executio demandabatur, insertam fuisse Clausulam, qua Rex declarabat, eam publicationem, & executionem cum ea moderatione accipendam, & faciendam, "ut nihil immutetur sui innovetur circa Regalia Jura, Privilegia Suae Majestatis, aut suorum Vassallorum, Statum sui subditorum, & praesertim circa Jurisdictionem Laicalem, sui Patrimonii, Indulgentiarum seu Jura Nominationum, cognitionem Causarum, & maritima possessione Beneficiorum, Decimarum possessionem sui praesentium per Laicos, superintendendam, & administrationem Hospitum, saltem, aliorumque piorum locorum, denique alia si. "voluit Jura, non (inquit) ad contraveniendum dicto Concilio, sed ut exactis accommodetur naturae ejusdemque Provinciae.

Videt ergo quod jam tum usus Belgae, etiam probante Principe, haberet, quod Decreta generalia non tantum ipsius Pontificis, sed etiam Concilii Generalis per Pontificem Romanum non solum confirmari, sine Literis Placiti, & praevio examine publicari non sinebantur, imo quod Decretorum executio moderationem, & limitationem per Literas Regis sive Placiti acciperet,

CAPUT III.

Discutitur opinio Francisci Zypaei de hoc usu Placiti Regii.

§. I.

Zypaeus fateretur quod Concilia Regia jampidem Placite subreptis Decreta Romana, etiam non Beneficialia.

Quotquot usum Placiti Regii apud Belgas ad sola Rescripta privata data etque Beneficialia restringere molimur, uni prae auctoritati Francisci Zypaei Officialis quondam & Archiepiscopi Aneversensis insinuemus, eundemque ejus prae reliquis majoris in hoc Placiti usu esse auctoritatem, tantquam qui Juris Belgici hostiam, & penitiam in multis ostenderet.

Quapropter non inutile judicavi penitus inquirere, quae fuerit hujus Auctoritas de hoc usu Placiti Sententia, & quod fundamentum restrictionis hujus usus ad Rescripta tantum privata data, etque non omnia, sed Beneficialia tantum, quam restrictionem in sonu Analysi Juris Pontificii novi probare quantumvis vacillaret videtur.

In primis agnoscat Zypaeus, jampidem usum Placiti obtinuisse quoad omnia passim e Curia Romana emanantia Decreta, verum usum hunc sine errorum, ac omnino nullo Editto Regis fundatum dicere non veretur.

Ex hoc quidem acta sunt, priusquam per Philippum II. evulgatum esset Edictum de anno 1574. quo generaliter, & indelinito venatur admissio seu executio cuiuscunque Bullae sub Decreti Romani, priusquam vel in Concilio Privato vel in Concilio Brabantiae Litterae Placiti super ejus executione facere obtineat, ut proinde etiam ante hoc Edictum hic in Belgio dubitatum non fuerit, quin super Decretis Ecclesiasticis Placitum Principis requireretur, antequam per modum novae Legis promulgari, & executioni mandari per Ditiones Principis possent, quodque ipse usus Placiti Regii non restringeretur ad Rescripta privata data, atque Beneficiaria.

§. II.

An ex Edictis Principum reſcriptis Placiti ad Rescripta Beneficiaria deduci queat, ut opinari videtur Zypaeus.

Agnosce debuit Zypaeus, usum Belgii jampridem habuisse, ut super omnibus indifferenter & Curia Romana emanantibus Bullis, & Rescriptis Litterae Placiti Regii peteretur, ad dicere non veretur, quod si res, ut se habet, examinaretur, ad nullius Constitutionis, Legivae Ecclesiae promulgationem Placito principali opus esse iudicabit, qui non ex praedicta aliqua opinione, sed ea vero flammare videtur.

Rationem sui asserti subiungit: "Nulla enim Principum Edicta id mandant quoad Leges Constitutionesque Apostolicas, sed quoad Rescripta tantum privata data, etque non omnia, sed Beneficiaria tantum: Quae enim reperiuntur in libro Editorum Rubrica Octava de Causis Beneficialibus, omnia iam in enarrativis verbis (quae impulsivae, & fiscale causam tantum Constitutionem continent) quam dispositivis, de Provisionibus Beneficialibus sonant." Haec tenet Zypaeus.

Itina sunt Principum Edicta sub Rubrica per Zypaeum citata, in quorum primo die 1a. Septembris 1485. nulla Placiti Regii mentio fit, sed generaliter venatur admissio ullius provisionis Beneficialis, aut Reservatiois & Curia Romana emanantis propter abusus, fraudes, fordesque, quibus Provisiones illae reperiuntur infectae.

Alterum die 20. Maii 1497. memorie Regii Placiti, vultque eandem similem Beneficii Provisionem aut Reservationem ob casum forem de abusus admitti, nisi praevis in Concilio Regio fuerit examinata, & Litterae Placiti in forma debita expeditae.

Verum igitur sit, haec Edicta Provisiones seu Rescripta Beneficiaria donatare spectare, sed quis inde concludere, anemem Principis esse, reliqua seu generalia seu particularia Decreta aliam materiam complectentia, ab hoc Placiti iure declarare exempta?

An quia Princeps intelligit incommoda ex facili nimis admissione Rescriptorum Beneficialium in suas Ditiones exorta, Magistratus admonet, ut iis remedium apponant, & eorum admissioni invigilent, non propterea efficiant, Principem nolle, ut eandem vigilantiam, & exactam impendant circa alia Diplomata illudem aut similibus incommoda subiecta?

Sane memini Principis seu Archiducis Philippi non fuisse, per suum Edictum de anno 1497. usum Placiti ad Rescripta Beneficiaria, atque inter partes litigiosas restringere, manifestum est ex Litteris ejusdem Principis datis die 16. Martii 1501. quibus mandat tunc solito edici, & denunciari per totam Flandriam, ne ullus post-hac ausu audere aut in publica Conclione denunciare ullam questionem faciendam, aut libellos indulgentiales sive Indulgentias aliunde in hanc Patriam alias sub obtentu Bullae, Litterarum permissionis sive Placiti, quas forsitan a Principe perorantem impetrare, quas (inquit) omnes Litteras permissionis seu Placiti a Nobilibus super praedictis questionibus, Indulgentias vel Remissionibus suspensimus, ut & per praesentes suspensiones declaravimus, quoadque aliter per Nos declaratum fuerit. Epistola integra exhibetur in Appendice sub lit. N. N.

Et anno 1503. Procurator Regis exposuit, se deprehendisse quosdam, qui se dicebant Commisarios Episcopi Episcopi, Pars VI.

ecclesiae Cathedralis B. Mariae Rhebemensis, affuisse ad val. vas cuiusdam Ecclesiae in Civitate Gandensium quondam scholam, qua consuebatur certa Indulgentia, quae dicebatur jampetita data dictae Ecclesiae Cathedrali per Pontificem, esseque verisimile, quod dicti Commisarii etiam alius Ecclesiae eandem affigere tentarent, idque non obtentis haec tenet Litteris Placiti in summum praedictum Regiae, & supremae potestatis, quod nec permitti aut tolerari possit.

Ad hanc querellam, & Conclutionem Procuratoria Regii scriptum fuit nomine ejusdem Principis seu Archiducis Concilio Flandriae, mandatumque ut similem affectionem nullatenus diffunderet nec permitteret, ac per totum Comitatum Flandriae nomine Principis interdiceret, similem fieri affectionem, attestando vel attestari faciendo, qui hujusmodi affectionem attentarent, aut attentare vellet, donec legitime doceretur, se Litteras Placiti obtinuisse. Epistola integra exhibetur in Appendice sub lit. O. O.

Evidens est ex contextu harum Litterarum, in hisce mentionem fieri de libellis Indulgentiarum, quas ad emulgendas fideles, & simplicium elemosinas tractare illa circumferebant illi, quos Quaestores nominabant, & de quorum abusus plura refringuntur in Clementina secunda De Penitentia, & Remissio, & quos tandem in totum abrogandos censuit Synodus Tridentina Sess. 21. cap. 9. De Reformatione.

Ex his interim liquet, plane alioquin fuisse a mente Principis, quod per allegatum Edictum voluisset usum Placiti ad solas Provisiones Beneficiarias restringere.

Sed & illud falsum est, nullam causam in Belgio Principis Sanctionem, quae Litteras Placiti requirit generaliter super omnibus & Curia Romana emanantibus Litteris, Rescriptis aut Mandatis.

Exstat enim Sanctio Pragmatica Philippi II. Regis Catholici de anno 1574. quam, habita prius consultatione, & equidita Sententia Conciliorum Belgii tum Supremorum tum Provincialium, edidit Rex, qui diserte vult, ne quis ullius argumenti Bullas, aut Decreta ex Urbe Romana, aut a Legatis Pontificiis profecta per Belgiam executioni mandati ausu, nisi Litteris Placiti prius comprobata fuerint vel Sanctioni Concilio, vel in Brabantiae Concilio. Integra haec Pragmatica Sanctio exhibetur in Appendice sub lit. P. P.

Memini & hujus Sanctionis ipse Zypaeus, sed et ejus auctoritatem infirmare, addit, *si non consilium hoc Edictum esse authenticum & promulgatum.*

Authenticum esse facile reperire Zypaeus, si id scire voluisset, quandoquidem haec Sanctio sive Edictum Principis ad Concilia Regia ipsius Principis nomen fuerit, & in publicis munerumque custodiantur, & in Curiam Regiam conserventur.

Quod & notavit Antonius Anselmo Jure Consultus Aoverpensis in suo Codice Belgico titulo De Litteris Placiti §. 3.

Quantum ad publicationem neque de hac dubitari potest, quandoquidem ambigi nequeat, quin registratio hujus Pragmaticae in Regibus Curiarum auctoritate publica facta fuerit, ut conformiter ad eam Curiarum Ministri procedere deberent, quae registratio in ejusmodi Edicto seu Pragmatica pro sufficienti publicatione habetur.

In hac enim Pragmatica onice de Jure Placiti tractatur, quod ius cum praecipue tendat ad avertendam publicam incommoda, Sanctionem super eo edicere non tam ipsos privatos, quam publicos Regii Ministros, & qui super publicis negotiis invigilare solent, spectant, adeoque non tam populo, quam bis inimicandae fuit.

Scitis autem quod Edicta, quibus Coram aut Tribunalibus Leges procedendi praefcribuntur, solent ad ipsas Curias seu Tribunaia mitti, atque ibidem publice recitari, & facta lectione ad perpetuum memoriam registrari, atque hoc modo pro sufficienter publicatis, & intimatis haberi, atque ab ipsis Coram, & Tribunalibus pro Legibus invariabiliter, & perpetuo servandis reputari.

§. III.

Discenditur quam inepta sit ratio a Zypso adducta pro affirmenda restrictioe Placiti Regii ad Rescripta Beneficiaria privata data, & quomodo hoc restrictio iudicium evocet super Placiti.

Zypus, postquam insinuat, Edicta Principum fore per illa Placiti jampertinere edita ac significantiama illa de anni 1485. & 1497. folis Provisiones Beneficarias spectare, ostendere quoque voluit, non sine fundamento Principes Placitum sapere his Provisionibus potius, quam super generalibus Sedis Apostolicæ Ordinationibus, & Decretis requisivisse.

Beneficiaria enim Diplomata (air) "subreptione, gratia, & fordibus sæpe obtinentur, ut incommoda in his frequentia esse possint.

Quoad Ordinationes autem, quæ "pro salubri regimine Ecclesiæ maturis, & repetitis deliberationibus ad tollendos abusus cum magno decore Domus Dei, incremento polliciti Ecclesiasticæ & augmento Justitiæ "Secularis promulgantur, "in his illa incommoda juxta Zypum non occurrunt.

Ex quibus concludere videtur, non immerito Edicta Principum non nisi ad Rescripta Beneficialia, & abusus circa ea porrigi, non vero ad cursus impediendum dictarum Constitutionum Apostolicarum.

Veram quidem est, allegari Principum Edicta præcipue edita fuisse ad tollendos abusus, fraudes, sordisque, quæ circa Provisiones Beneficarias e Curia Romana emanantes quotidie magis magisque invalcebant, & in gravissima Ecclesiarum incommoda, nec non Vasallorum, & Subditorum verationibus, & oppressionem tendebant, juxta supra notatum fuit.

Præterea & illud verum est, prædicta incommoda non tam frequenter occurrere in Constitutionibus Apostolicis, quæ (ut supponit Zypus) pro salubri regimine Ecclesiæ maturis, & repetitis deliberationibus ad tollendos abusus cum magno decore Domus Dei, incremento polliciti Ecclesiasticæ, & augmento Justitiæ Seculari, promulgantur.

Sed si, tenet Zypus, Provisiones Beneficiales, quibus Sedes Apostolica providet Ecclesiæ de suis Ministris, a quibus ut plurimum populorum salus, & recta Ecclesiarum gubernatio dependet, subreptione, gratia, & fordibus sæpe obtineantur, atque propterea incommoda in illis frequentia esse possint, quæm & Constitutiones seu Ordinationes Apostolicæ, quæ reformationem Ecclesiæ vel abusu præferunt, non ab simili subreptione, gratia & fraudibus obtinent, atque inde ipsæm aut graviores subinde incommoda subiacere possint, quod non uno titulo contingere posse supra ostensum est.

Præterea si seopus, & ratio Placiti attendatur, potius ipsa Rescripta privata data, eaque non omnia, sed Beneficiaria tantum, de quibus loquitur Zypus, ab hoc Placito esse eximenda, quam Constitutiones generales e Curia Romana emanantes quæcumque etiam materiam concernentes.

Constat enim Placitum Regium in hoc unum tendere, ut præveniantur publica incommoda, quæ ex præcipui Bullarum, aut Rescriptorum Curie Romanæ publicatione, executione aut admissione in Rempublicam redudate possint, quemadmodum in præcedentibus suis ostensum est.

Porro indubitatum est, Rescripta privata data eaque Beneficiaria, rarius in publica comoda posse impingere, eo quod non nisi inter privatos res agantur, & si quid subreptum fuerit, non nisi præjudicium privatorum concernet, imo si quæ in ista fordes se immiscuant, hæc non solum tam facile Publicum inficere, eo quod inter privatos hæreant, quamquodam similia Rescripta publicari, & eo populo divulgari, aut ut regis actionum proponi non convenerint.

Adhuc similia Rescripta & Provisiones Beneficariarum eodem pene semper stylo atque ipsæm sub Clausulis confusa sunt in Curia Romana expressi.

Quapropter ipsi semel similes formulæ fuerunt examinatione, & per Principum Edicta, nec non consuetam praxim per Archiepiscopale Concilium signatum Rescripta Benefi-

quoad Clausulas in eis occurrentes modificationem suam acceperunt, sine magnis incommodis aut notabilis Republicæ seu Ecclesiasticæ seu Civisurbationis periculo, cuius possit ab hoc Placiti usu.

Et quidem in Gallia, tametsi summo cum rigore super omnibus Rescriptis, & Mandatis Curie Romanæ ultra Placiti scriberetur, tunc in finem plura controuersa emanant Regia Edicta, tametsi Rescripta Beneficiaria per privatos in consuetam formam obtenta Placito Regio declarantur excepta. Id probant in primis solenne Parlamentum Parisiense Arrestum die 15. Maii 1647. in quo, postquam Curia inhibuerat omnibus Archiepiscopis, Episcopis, &c. recipere, jubere publicari aut exequi Decreta, aliæ Rescripta Inquisitionis Romanæ, quemadmodum & omnes alias Bullas, & Brevia sine Placito Regio obtento in supremo Regis Auditorio, hanc subiungit exceptionem: Itaque in Provisionibus Beneficariarum, & expeditionibus ordinariarum concernentes Causas privatorum, quæ in Curia Romana obtinentur, conformiter ad Ordinationes Regni & Leges Status, sub dicta prohibitionem non comprehendantur.

Hoc Arrestum integrum extat inter probationes Libertatum Ecclesiæ Gallicanæ t. 1. o. m. 12.

Eadem exceptio repetitur in Arresto die 9. Maii 1709. dato adversus Mandatum Episcopi Caramanensis, in quo post factam inhibitionem recipiendæ, legendæ, imprimendæ, publicandæ aut exequendæ quæcumque Decreta, Bullas, Brevia, aliæ Expeditiones e Curia Romana emanantes, sine Litteris Regis Patentibus, quibus ipsa publicatio inquiratur, in Curia regitur, subiungitur hæc limitatio: exceptis Provisionibus Beneficariis, Brevis obsecrationis Penitentiarum, aliisque ordinariis expeditionibus concernentibus negotia, & res privatorum.

Eadem ratione hic in Belgio sine Placito Regio passim recipiuntur, & executioni mandantur Rescripta Justitiæ, Dispensationes Matrimoniales, super ætate, aliisque Ordinum Sacerdotum impedimentis, & huiusmodi per privatos obtenta, eo quod similia in ordinaria forma cedantur, & non nisi privatos concernant, nec facile ex similibus admissione publica incommoda sint timenda.

Inno admodum verisimile est, etiam in Belgio Rescripta Beneficiaria sine Placito Regio fuisse admittenda, & recepta ante Edicta de anni 1485. & 1497. postquam scilicet Principes advertissent, circa Provisiones Beneficiarum plurima irrepisse, quæ non tantum in præjudicium privatorum, sed etiam in summum Republicæ, & Ecclesiarum præjudicium vergebant.

In priori enim Edicto die 1435. expresse asseritur, per Procuratorem Regium expulsum fuisse, per Principes harum Provinciarum hactenus Bullas seu gratias expectativas, aliæque Provisiones Curie Romanæ super Constitutionibus Beneficiorum fuisse admittas in his Diocesis amplius, quam in aliorum Principum Diocesis admittas fuisse.

Post hæc exposuit Procurator Regius, quod ex faciliiori dictarum Provisionum admissione, & receptione magni abusus, & turbationes provenirent in hisce Diocesis, in magnum gravamen, damnum & interesse, turbationem & verationem Vasallorum & Subditorum, etiam eorum, qui sunt Seatus, & Ordinis Ecclesiastici, quos abusus, & gravamina ibidem nominatim enarrat.

Idipsum & succinctorum innuit integer contextus subsequens Edicti die 1497. quo mandatur nullam Provisionem Romanam in materia Beneficiali postea admitti, aut executioni mandari, nisi expensis & obtentis Litteris Placiti in forma consuetæ, idque, ne in eodem Edicto præmieretur, ob magno abusus, qui eo has Provisiones irrepserant, in maximam Republicæ, & Ecclesiarum incommodum, & perturbationem, nec non subditorum oppressionem.

Non dubium, quin exceptis Provisionum super Beneficiis excepta in Edicto Philippi Romæ de anno 1447. facile potuisset præbere occasionem Provisiones Romanas materiam Beneficiarum concernentes in his Diocesis sine Placito Regio admittendi, quod quæ tandem visum fuit per faciliorem horum quoque Rescriptarum vel Provisionum admissionem, & executionem in his Provincias, & Ecclesias in plura eaque notabilia incommoda incidere, & subditos præsertim Ecclesiasticos frequenter per Censurâ,

factis, & evocationes in Curiam Romanam venari, & opprimi.

Ex quantitate sensum tam per Concilium Tridentinum, quam per Principum Edicta, & Provinciarum Consuetudines variis Curiarum Regiarum Archiepiscopis firmatas circa Provisiones Beneficiorum inter Sedem Apostolicam, & Ordinariorum Collatores, nec non super stylo in Curia Romana servati solito, Clausulae inferri consuevit ita fit provisum, ut huius publicis incommodis magna ex parte remedium fieri aliam; nihilominus haec Praxis Belgii usum Placiti super Rescriptis Beneficiorum tenuit.

Ac & illud notum est, hodie Provisiones Romanas in materia Beneficiorum a privatis obventas passim de facili in forma consensu placitari, eo quod si iuxta styli ordinem Curiae Romanae expediri fuerint, spectatis consensu Regis Edictis, & notis Provinciarum Consuetudinibus, nihil sceleris in his Provisionibus occurrere, quod impingat in publica commoda, notatur eo quod quaelibet super his Provisionibus inter privatos incidentes agitari, & de cetero plerumque solent in Concilio Regis, quae Clausulae in Provisionibus Romanis occurrentes, quae Privilegia, aut inveteratos Provinciarum mores offendere possint, pro Clausulis nullius effectus reputant, & quaelibet conformetur ad Regia Edicta, Privilegia & mores Patriae, nec non Regulae Cancellariae, & Apostolicas Constitutiones hic ab antiquo receptas decedunt.

His attentis minus non est, si haec in Concilio Brabantiae non esset formulare Placitum aliud quam pro Bullis Beneficiorum, ut vult Zypaeus.

Quaerendum cum similes Provisiones eadem solita formula ex stylo Curiae Romanae consueverint expediri, nec solent similes Provisiones a privatis obtineri in publica commoda impingere, sineque frequentioribus, & quasi quotidianis, non mirum si haec formulare Placiti super similibus Bullis Beneficiorum.

At simile Formulare quoad generalia Decreta, quae Communitatem, vel Rempublicam integram concernunt, & per modum Legis Communitati, aut populo publicari, & populo praetenduntur, nequaquam facile concipi, aut haberi potest, eo quod similia Decreta non sub eadem formula, nec sub istis Clausulis, aut in eadem materia sunt concepta, nec non facilius in publica commoda impingere possunt, nisi in minus per Literas Placiti quodam moderato pro loco, & temporum circumstantiis adhibeant, & per consequens formula Placiti pro variis Decretorum, & Clausularum in eis contentarum diversimode concipi, & exprimi debet.

Favorem proinde est argumentum, quo Zypaeus usum Placiti ad sola Rescripta privatae data, eaque non omnino, sed Beneficiis tantum restringere nititur, eo quod "haec in (ut ipse patet) post integrum seculum a primis Edictis lapsus, & amplius, ne quidem in Concilio Brabantiae esse videtur formulare Placiti aliud, quam pro Bullis Beneficiorum.

Uterius ex iam dictis sufficienter intelligi potest, quod, inspecto scopo Placiti, potius Rescripta Romana privatae data exque Beneficiis ab hoc usu Placiti possent eximi, quam Bullae, seu Rescripta generalia, quae dum per modum Legis, seu Ordinationis ad Communitatem, seu populum distinguntur, facilius in publica commoda impingere possunt, & per consequens in his praeparari obinet scopus Placiti, qui est praecavere, ne per praeparatum Bullarum, aut Rescriptorum publicationem, & executionem Rempublica, seu Civitas, seu Ecclesiastica in aliqua publica incommoda incidat, ut supra praeparatis expostum est.

§. IV.

Zypaeus in restrictione Placiti ad Rescripta Beneficiorum etque privatae data, sibi non tanquam.

Vidimus §. 2. huius Capituli Zypaeum in sua Analysis, ubi ipsum usum Placiti restringere velle videmus ad sola Rescripta Beneficiorum, agnosce debuisse, jam pridem in Belgio obvenisse, ut nec cetera Rescripta Curiae Romanae, imo nec Decreta Concilii Tridentini publicari deberent, priusquam Placitum Regium super eis esset obtentum.

Verum in suis Consultationibus ad causas particulares sibi propositas respondens non tantum testatur, hunc fuisse in Belgio usum, sed insuper altius ob defectum Placiti Regis Bullas hic in Belgio non obligare, atque ita usum Placiti super Bullis extra materiam Beneficiorum evidenter apparet, & agnosci ob defectum Placiti Consultationes Pontificias etiam generales Belgas non obstringere.

In primis Consultatione 10. De Regularibus, interrogatus utrum Moniales, quibus ex fundatione licitum est egressus, tenerentur hodie recipere Clausuram, ante omnia probat, Constitutionem Bonifacii VIII. Papae in cap. PERICULOSO De Acta Regularium in VI. & per Synodum Tridentinam sess. 25. cap. 1. De Regularibus renovatam, licet generaliter loquentem, hic in Belgio non fuisse generaliter, nec in omni suo rigore receptam.

Uterius asserit, quod Constitutiones Pii V. & Gregorii XIII. super Clausura Monialium, quaevis tamen amplius derogatae, tamen dicantur in Synodo non publicatae, aut non receptae.

Post haec sibi obijciunt Zypaeus, quod "in Synodo Provinciali Mechliniensis anni 1607. titulo De Regularibus cap. 3. dicitur observanda Praecepta, quae egressum non permittit nisi tribus ex causis, adeoque ut supra censetur publicata (nam publicatio Ecclesiastica fit in Synodo) & eadem Synodus accessit Placitum Regium ad Decretorum faciliorem executionem, ut dicantur generaliter in Proemio.

Huius objectioni ut satisficeret Zypaeus, respondit quod "in eodem proemio dicatur, quod articuli Synodi fuerint Principi exhibiti, istique etiam propositis Praefatis Parlamentis interfuissent, atque Synodus in his articulis habebat (inquit) ut Episcoporum consensu committeretur observantia Clausurae, qui eam urgerent, proinde promptissime, vel permissive Monialibus permittitur, ad erga Principes probare, ut veniens Romani subintraret capite 3. De Regularibus, ne Sanctimonialibus egrediantur, nisi trius ex causis in Praeceptis expressis, eadem inviolabiliter observaretur.

His praemissis conclusit: "si ergo Praecepta & Gregorianae non sint hic receptae, nec affirmantur Principes, nec Tridentinum hic receptum derogat ipsas fundationibus, atque fundatio Monialibus egressum permittit, Clausurae utique inveniunt imponenda ibi non est, aut Novitius praeparanda in tempore futurum.

Probat igitur Zypaeus Clausuram inveniunt imponendam ibi non esse, aut Novitius praeparandam in tempore futurum, ubi fundatio Monialibus egressum permittit, non obstante Constitutione Pii V. quae Clausura praeparat omnibus Monialibus, etiam ex Instituto, vel FUNDATIONIBUS earum regula ad Clausuram non tenentur, nec unquam in earum Monasteriis, seu domibus etiam ab immemorabili tempore ea servata fuerit.

Hanc autem libertatem egrediendi, sive non servandi Clausuram, quam hic Monialibus quibusdam vindicari Zypaeus, unice fundat & fundari debet in defectu Placiti Regis super receptione, & admissione Constitutionis Pii V.

Nec enim praedicta Constitutio Pii V. solummodo fuerat Romae more solito publicata, sed insuper auctoritate Pauli V. (cui Synodus Provincialis Mechliniensis Decreta pro obtinenda confirmatione forsan nomine Archiepiscopi praesentata) expressum fuit inter Decreta Synodi Provincialis Mechliniensis, ut haec Pii V. Constitutio exakte observaretur: Ipsae Synodus

idus juxta reformationem Romanam hic evulgata, & typis impressa fuerit.

Proinde evidens est, quod in hoc suo Responso non potuerit Zypæus eximere Moniales a Clausura servanda juxta Constitutionem Pii V. tamen si fundatio eorum egressum permittat, nisi una probaret, Constitutiones Pontificias etiam generales, nec materiam Beneficentiam spectantes Belgas non obligare ob defectum Placiti Regii.

Quod & evidenter supponunt plurimæ in Belgio Moniales notanter Ordines Cisterciensis, quæ Clausuram ad præscriptum Constitutionis Pii V. palam, & videlicet ac permittentibus Superioribus non observant.

Rursum Consultatione unica de cognitione spiritali interrogatus Zypæus, an impedimenta per Concilium Tridentinum remissa, sublata sūt, ubi illud non est publicatum? agnoscit cum Paulo Layman ibidem citato, "credi communius Concilium Tridentinum effectum non obligare in illis Provinciis, in quibus non est publicatum, aut consensione aliqua publica receptum."

Atque hinc inferit: "adcoque dum Concilium Tridentinum Sess. 24. cap. 6. de Matrim. statuit contra Cap. su. "De rapt. ut consistere Matrimonium non possit inter raptam, & raptorem, quando est in potestate raptoris, non censetur inducitur per hoc impedimentum dirimens, ubi non est Concilium publicatum, aut sic receptum; sic non efficit personam, aut Mari-

monium irritum, si consensus raptæ superveniat, etiam adhuc exidentis sub potestate raptoris; & sic de similibus Concilii Decretis jus novum positivum inducitur."

Insuper agnoscit *nov. 6.* quod "rare sint extra Italianam Provinciam, ubi Concil. Trid. quoad omnia Decreta sit receptum, minime in Francia, sed neque quoad omnia in Hispania, aut Belgio."

Nequaquam obscurum est, Zypæum hic reflexisse ad limitationem Lueris Regis in receptione Concilii Trid. expressam, cujus in sua Analyti meminerat, ut supra annotatum est, atque idcirco dixisse, Concil. Trid. quoad omnia in Belgio non esse receptum, atque quoad illa Concilium effectu ipso non obligare.

Nullatenus tamen in hac sua Consultatione omiserat notare Zypæus, quod Pius IV. per suam Bullam declarasset, omnia Decreta Concilii Tridentini etiam more positiva, sive ad Reformationem pertinentia capisse obligare, & constringere omnes fideles a Kalendis Maii 1564.

Quantumvis igitur Zypæus in sua Analyti, licet admodum vacillaret, & obscure, videretur nescire Placiti ex mente Principis velle restringere ad sola Rescripta privatis data, eoque non omnia, sed Beneficia tantum, memorem suam clarius exposuit, dum super casibus occurrentibus consultus Responso dedit, aperteque ulum Placiti ex mente Principum ad generalia etiam Decreta extendit, atque a Placito Regio obligationem Decretorum dependere assertit.

F I N I S.

APPENDIX

MONUMENTORUM,

Quorum in hoc Tractatu mentio occurrit.

Cum plurima Instrumenta in hoc Tractatu in probationem usus Placiti Regii adducta sint, quae prolixiora essent, quam ut integra in textu referrentur, & quae vel nunquam impressa fuerunt, vel quorum Exemplaria difficulter haberi possunt, conveniens existimavi ea integra in commodum Lectoris in modum Appendix appendere.

Notandum etiam, quod ea, quae Gallico idiomate in Prioribus Editionibus solum edita fuere, in praesenti editione latine reddita una cum Originali exhibentur, ut de sinceritate Versionis Lectori constare possit.

(A)

Ad pag. 9.

EPISTOLA

FERDINANDI REGIS CATHOLICI die 12. Maii 1508. ad Vice-Regem Neapolitanum occasione Brevis, quod Papa miserat in Regnum Neapolitanum, volens illud ibidem observari, non obtentis Literis Placitis, sive Pareatis.

Illustre & Venerabile Comite & Chancelium d'Ampouffe nostre tres eber Neveu Vice-Roy, & Lieutenant General, nous avons veu vos Lettres du 6. de ce mois relatives à une precedente & à celle en cistre, par lesquelles vous nous auriez amplement avisé tout le cas du Bref, que le Conscil du Pape vous a presente, & à ceux de nostre Conscil, qui reside pres de Vous: Vos Lettres doivent avoir été egatrees ou oubliées, puisque nous ne les avons pas veues icy, mais par celle que nous a eferite Messire Souch, nous en avons apprit tout le detail, comme aussi ce, qui s'est passé au regard de la Cave, cela nous a causé beaucoup d'alteration, de resentiment & de colere, & nous sommes très-surpris, & très, mecontents, de vous, qu'à la veue de l'importance du Cas, du prejudice, que nos Preeminences de nostre Dignité Royale fasseroit par l'Acte du Courtes Apostolique, qui est de fait & contre tout droit, & ne s'est jamais entrepris de nostre memoire contre aucun Roy, ni Vice-Roy de mon Royaume, vous n'avez pas aussi fait pendre par voye de fait le Courier, qui vous l'a presente, car il est constant, que si l'on consent, que le Pape non seulement en son Royaume, mais aussi en Espagne & en France fasse des Atterains pareils, qu'il les continuera pour augmenter sa jurisdiction, & que lors que bons Vice-Rois les chasseroient de la maniere que je vous l'ay dire pour les atterner dans leur Principes, il n'osera plus en entreprendre, comme l'experience l'a fait connoître d'ancienneté, mais ayant veu, que l'on a souffert les excommunications du Commissaire Apostolique, qui ont precedées, & qu'on lui a laissé intimer dans l'affaire de la Cave, il est tout, qu'il devoit s'encourager pour ouïr son entreprise. Nous avons écrit par la maniere à Jerome de Vicque nostre Ambassadeur à la Cour de Rome ce que vous venez par les Copies, qui accompagnent cette, & nous sommes très resolu, si Sa Sainteté ne revoke pas le Bref, & tous les Actes, qui en sont suivis, de souffraire de son obeissance tous les Royaumes des Couronnes de Castille & d'Aragon, & de nous servir d'autres voyes les plus convenables selon l'exigence d'un Cas aussi grave & aussi important. Ce que donc devra faire à present en ce regard, si-tôt apres la reception de cette,

est

Illustre, & Venerabilis Comes, & Castellani Ampouffensis charissime noster Neveu Vice-Rex, & Lieutenant Generalis, vidimus literas vestras die 6. hujus mensis relativas ad unum precedentem epistolam, per quam nos fuisse certiores reddideratis de talis omni Brevis Apostolici, quod Curser Pontificius vobis oblatus, & Nostro transmissum apud vos residentem, Litera vestra debent, vel devoti, vel esse oblivioni data, cum eas hic non viderimus, sed per illas quas nobis scripsit Dominus Souch, totum illarum contentum compervimus, sicut etiam id quod contigit respectu Cella, id nobis non parum indignationis, & ira causavit, & summoque miramur, ac de vobis conquerimus, quod intenu casus tam momentosi, & praenitii, quod nostra dignitas Regalis per alium Curser Apostolici perhibetur, qui isti facti, & contra omnes jus, nec unquam praestitatus contra illum Regem, vel Vice Regem mei Regni, non curaveritis etiam via falli Curserum suscipi, qui vobis presentavit, constat enim quod si deus consensus, si Papa non tantum in hoc Regno, sed etiam in Hispania, & in Gallia similia faciat attentata, talia su continuatur, ad augendam suam jurisdictionem, & dum Vice Reges eo modo ponimus, ut antea deivi ad illa succedenda in suo principio, non ulterius audebit talia attentare, ut experientia antiquitas docuit, sed cum videtur valentius esse excommunicationis latus a Commissario Apostolico, & quod permissum sit, ut intimerentur in negotio Cella certum est, quod debuerit sumere animos ad ultimas procedendum, scripsimus de illa materia Hieronymo de Vique Legato nostro in Curia Romana, quod videlicet per extrallos qui hic adjuvati, & rescripti, si sua Sanctitas non revocet Breve, & omnes alias secutas, subtrahere eius obediencia omnia Regna eorum Castellae, & Aragoniae, & ut aliis viis conveniuntibus secundum exigentiam casus adeo gravis, & momentosi. Quod ergo debitis nos facere immediate post receptionem harum, & si Legati qui mittere debeatis Romanam, prout tempore ex literis Domini Souch, & aliis, nunciam fuit profecti, non permittitis, ut illi eant, hoc enim esset ostendere suam infirmitatem, & magnum inferre huic negotio prejudicium, si autem illos miseris, mandate igitur, ut statim revertantur oblique hoc,

quod

est que si les Ambassadeurs, que vous deviez envoyer à Rome selon que je l'ay appris par les Lettres de M^{se} de Souché & par d'autres, ne sont pas partis, vous ne permettez pas, qu'il y aillent, car ce seroit temoigner de la débilité, & préjudicier beaucoup cette affaire, & si vous les avez envoyez, que vous leur ordonniez aussitôt de retourner, sans parler au Pape, & s'ils luy avoient parlé, de ne plus le faire & de revenir en ce Royaume sans rien dire, & sans prendre contre de personne de vous ferez tous les devoirs possibles pour faire le Courier, qui vous a présente ledit Bief, s'il sejournera en ce Royaume, & que vous puissiez l'avoir, vous luy ferez delivrer la présentation qu'il vous en a fait, & y renoncera par Acte, apres quoy vous le ferez aussi-tot pendre, & si vous ne pouvez pas l'avoir vous ferez saisir ceux, qui exécuteront Justice en notre nom sur cette affaire pour eux d'Afcoli, & les ferez mettre sous bonne garde dans quelque & fosse du Chateau Neuf, sans que l'on sache où ils sont, & les obligeriez aussi de deslister & renoncer à tous les cyrculoniques Actes, qu'ils peuvent avoir faits en cette affaire, procedant contre ceux d'Afcoli, qui sont entre avec de Dupeaux & à main armée dans ce notre Royaume, pour faire punir les coupables selon toute la rigueur des Loix sans rien relacher ny diminuer de la peine, qu'en Justice ils peuvent avoir mérité, que l'on dise & que l'on fasse à Rome tout ce que l'on voudra, qu'ils aient recour au Pape, & vous à la Loy vous ordonnerez d'ainsi l'exécuter & complir sans autre delay ny consulte, parce qu'il importe & convient à notre Royale servier. Quant à l'affaire de la Cava, nous avons d'icy écrit, que sans avoir égard à tout ce que la Serenissime Reine notre Sœur pourroit faire ou dire, si elle ne faisoit pas d'abord Justice aux Moines du Monastere de la Cava, que vous les favorisez en notre nom, & vous avez gradement manqué à votre devoir de ne point l'avoir fait sans en avoir reçu nos commandemens, car puisque le Duc de Ferdinand, ses Fils & ses Conseillers sont faits à la Serenissime Reine notre Sœur de choses, qui embarrassent le cours & l'exécution de notre Justice, vous ne deviez pas les souffrir, c'est pourquoy nous vous ordonnons, attendu que ladite Serenissime Reine ne veut pas la rendre dans ladite affaire, que vous y pourvoyez aussi tost, chassant les coupables, & protegeant ceux, qui se recouvrent graves, & si la Reine notre Sœur venoit à la Vicairie pour retirer les personnes, que vous auriez fait prendre en vertu de cet ordre, en ce cas Nous vous commandons tresfermement à peine de notre indignation, & de manquer à la fidelité, que vous Nous devez, que vous fussiez le Duc de Ferdinand, ses Fils & tous les Conseillers de la Serenissime Reine notre Sœur, la fassiez mettre au Chateau Neuf dans la fosse de Millo, où ils seront très bien, ainsy qu'ils s'en plaindront, & vous ne les relâcherez pour rien du monde sans notre ordre special, si la Reine notre Sœur prétendoit d'aller au Chateau Neuf pour les delivrer, Nous vous ordonnons par ces presentes & à notre Alende dudit Chateau de ne point la laisser entrer, non obstant tout ce qu'elle pourroit faire, parce que nous ne devons pas consentir, que ni Fils ni Sœur, ni autre parent quel qu'il soit empêche l'exécution de notre Justice, & tous ceux, qui oseront l'entreprendre, doivent en subir le châtiment. Au regard de ce qui a été fait par le Commissaire du Pape, a'il est encore par delà, vous le ferez prêter & recevoir l'an que l'on sache où il est, & vous le ferez deslister, & desavouer secretelement tous les Actes, qu'il a faits sur lesdites excommunications, mais a'il est possible vous laisserez prêter les termes & provisions de Justice dans l'affaire de la Cava pour punir les coupables, & dedommager les graves, comme dis est, puisque c'a été un vilain cas de mauvais exemple & digne de châtiment, vous voyez Notre intention, & ce que Nous avons déterminé, C'est pourquoy pour aucune chose, ni égard humain vous ne souffrirez pas à l'avenir, que, qui que ce soit, usurpe nos Préeminences Royales, car si vous ne défendez pas notre autorité & domination supreme, il ne reste rien à défendre, la délicate est du droit moine, & permise à un chacun, & elle appartient sur tout aux Rois, pour la conservation de leur dignité, pour bien gouverner leurs Etats & Royaumes, & les maintenir en paix & en justice.

Ce que vous recevrez de Courier, vous ferez mettre des personnes fides & de confiance dans toutes les avenues de ce Royaume pour en garder soigneusement les entrées & passages, afin que si quelque Commissaire, Courier ou telle personne que ce soit, venoit avec des Bulles, Brefs, ou autres Ecrits Apostoliques contre nous ou Contreurs, Interdits, ou autres provisions touchant l'une affaire directement, ou indirectement, ou les Justices, & que l'on vous apporte lesdites Bulles, Brefs

quod Pontifici laqueum, & si ipsi essent laici, non amplius faciant sed reverentia tacite in hoc Regno abique hoc, quod ab ecclesiasticis accipiunt, & calcidant, omnem adhibebitis diligentiam, ut Cursum illum apprehendant qui dillum Brevat obtulit, si ad hoc moneat in Regno, si non habere possit, revellatque presentiam, & quomodo fecit, & renuntiavit per actum, & statim subditis eum suspensum si autem non habere non possit, subditis eum apprehendi qui nostra nomine super illa materia jurisdictionem administrabam pro incursu Actui, & sub bona custodia aliquem carcerem castri nostri conjiciatis, ut non fiat ubi sit, & cogitis desistere, & renunciare omnibus illis, quae in hoc negotio fecisse poterant, procedentes contra incursu Actui, qui ingressi sunt cum vexillis, & armis, macta in hoc nostrum Regno: punitis omnes res punita omnes legum rigorem nihil relaxando de parca, quam fuit promeriti, dicant Roma quicquid voluerint, & recursum habeant ad Papam, & quod ad legem, mandamus vobis, si exerceat, & adimplere sint illa ditione non confilio, quia ita convenit nostro Regali servitio, quantum ad nostrum Cella vobis jam servissimus, ut non habet respectu ad omne id quod Serenissima Regina Sœur nostra pater facere vel diceret, si illa non statim administraret iustitiam Monachi Monasterii Cella, ipsi facerent nostrum, & multum defussis vestris, si qua non fecerit sine prioris mandato; nam cum Dux Ferdinandus, ejus filii & Consiliarii tuerent, ut statim Serenissima Regina nostra Sœur, res quas impediant cursum, & executionem iustitiae, fieri nos debetis, quare mandamus vobis, cum illa Serenissima Regina vobis non administraret in dila rogatio, ne quoniam primam providentiam, ponat res, & protigit illas qui se gravantur, & si Regina Sœur nostra venires ad Vicariam ad relaxando eum qui possit apprehendi cursum hujus mandati, in tali caso vobis sermo mandamus sub parca nostra indignationis, & ne faciat contra fidelitatem quam Nobis debetis, ut apprehendant Duxem Ferdinandum, ejus filios & omnes Consiliarios Serenissima Regina Sœur nostra subditis incarcerationi in Cella novo in carcere Actui, non quomodo erant, quomodo conqueantur, nec illas relaxando alio modo sine nostra speciali mandato; & si Regina Sœur nostra procederet ad Cursum nostrum novum ad illud liberandum, mandamus vobis presentibus, & commentis ariens dilli castri, ut arceatis ab ingressu, faciat quodcumque vult, qui permitendum Nobis non est, ut vel Frater, vel Sœur vel alius consanguineus qui quicquid sit impoluit executionem nostra iustitiae, & omnes qui adhibent ut attentent, debent punitum subire. Quantum ad id quod solium est a Commissario Pontifici, si adhuc ibi sit subditis apprehendi, & decerni abique hoc, quod fiat ubi sit, & curabit ut desistat, & revellat omnes alios super dilla excommunicationibus, sed si possit eis praevident terminis, & provisionibus iustitiae in negotio Cella ad punitum res, & satisfaciendum gravatis, sicut dillum est, cum fuerit res turpis, pessimi exempli, & digna punitio, volentes intentionem nostram, & quod determinavimus, quare pro nulla re aut respectu humano non parcamus in futurum, ut quicquid sit, super nostras Regales preeminencias, nec si non tantum nostram auctoritatem, & Dominium supremum, nihil restat defendendum: deservit eis ius naturale, & omni-cuique permisso, & maxime proxime ad Reges, ad contra vocationem sua dignitatis, ad eam gubernandis suis Statibus, & Regno, & ad eisdem in pace, & iustitia defendendis.

Cum primam apparet hic Curser, personas fides constitutis in omnibus finibus Regni ad solvendo exequendis ingressu & vias, ut si aliqui Commissarii, Curser & quilibet alia persona venerit cum Bullis, Brevis, ad alias Locum Apostolicis continentibus Confusiones, Interdilla vel alias Provisiones circa dillum negotium directu, vel indirectu, ut apprehendantur, & vobis asservant dilla Bulla, Brevis, vel Scripturae adferant, non permitteatis, ut talia compromittant, publicent, aut alium aliquid de his exercant. Da-

en Eclési, dont ils seront chargez, ne permettant pas, qu'il les presentent, les publient, ou fassent aucun Acte en ce regard. Donne en la Ville de Burges le 22. de May 1508. (Elois siges) YO EL REY. (plus-bas.)

Almoran Secretarius.

tum in Civitate Brugensi 22. Maji 1508. (Signatus erat) YO EL REY & paulo inferiori Almoran Secretarius.

(B)

Ad pag. 25. & 30.

EPISTOLA

CONCILII FLANDRIÆ AD CONCILIUM PRIVATUM, Qua exponit Concilium, Procuratorem Regium egisse ad cassationem publicationis Decreti Romani attentatæ per Episcopum Brugensem, sine prævisi Literis Placiti, item supplicat Concilio Privato, ut Literæ Placiti non expediantur, nisi prius auditis Conciliis Provincialibus, atque una exponit, quam necessarium sit, ut Jus Placiti quoad omnia Decretâ Romana etiam Dogmatica solcite conservetur.

MESSIEURS.

EN satisfaction de celles, qu'il a plu à vos SS. nous écrire le dernier de Novembre 1637. au sujet de la publication, qui sans le Placet du Roi pourroit avoir été faite en Flandres, de certaine Bulle émanée à Rome, portant défense de quelques livres, lettres ou autres écrits y reprints, & dont la publication ainsi faite en Brabant a été cassée le 30. d'octobre mois de Novembre par le Conseil de ladite Province, disant qu'ayans eue les lettres aux Evêques de notre ressort portant interdiction de procéder à telles publications sans la permission de Sa Majesté, & ordre de nous informer de ce que déjà y seroit passé, par leurs réponses nous comble qu'en ouï endroit de la Flandre n'a été publié ladite Bulle, non obstant les lettres que l'Interdiction de Sa Sainteté a écries à cet effet, sauf à Bruges, ou l'Evêque s'étant emparé à en faire la publication à l'exemple de son Métropolitain de Malines (comme il allégué) les Conseillers Fiscaux de ce Conseil l'ont mis en action aux fins de cassation pacifique. Parmi quoy nous tenons que pour maintenance il sera aille pourveu contre ladite nouveauté, à la garde & au maintien des Honneurs & Préeminences Royales, qu'à l'avenir vos SS. feront servir de tenent semblables Bulles en refusant le Placet requis à les publier, diamoins jultques après les avis préalable des Consoil Provinciaux. Ce qui semble de tant plus nécessaire en cette conjuncture de tems, ou la Cour de Rome est en contempnance sur les droits & autoritez des Souverains, & ou quelques audacieux osent deoier journellement le tres-sacré & tres-salutaire usage dudit Placet, lequel roustois est le moyen unique pour soutenir les libertez & franchises des Eglises & des peuples contre les usurpations indues des Officiers de ladite Cour Romaine, lesquelles il conveniendrait réprimer plus vigoureusement à cette heure, que l'on entend ledit Interdiction vouloir au mépris de la puissance suprême de Sa Majesté, interdire en suite de publier telles Bulles, sans même demander ledit Placet, sans autres qu'il n'est seroit requis en matières domestiques, telles que l'on prétend eue les Eclésiastiques descendus par ladite dernière Bulle, non pas même au regard des Traités de la Morale que les Catholiques modernes, ont altéré d'une façon étrange. A quoy nous jugeons qu'il est besoin d'obvier à tems, & de conserver la couronne sensible de quelques foyes, obligeant à l'empereur d'indis Placet pour les publications & emplois de toute sorte de Lettres, Bulles, Rescripts, & autres provisions émanées des Pays étrangers, & signamment celles de la Cour Romaine: afin que sous ce voile de doctrine, il ne se glisse quelque chose préjudiciable à l'autorité du Roy, & au repos du Commun & Public. Cependant nous prions Notre Seigneur Dieu.

Messieurs, qu'il veuille maintenir vos SS. en ces saintes grâces longues années. A Gand le 16. de May 1638.

IN satisfaction de celles, qu'il a plu à vos SS. nous écrire le dernier de Novembre 1637. au sujet de la publication, qui sans le Placet du Roi pourroit avoir été faite en Flandria cassée ladite Bulle, qui émanant de Rome, concernait prohibitionem quorundam librorum, Literarum, aut aliorum scriptorum, & quorum publicatio sic facta in Brabant cassata fuit 30. diebus Mensis Novembris per Concilium dilla Province, dicimus quod scriptis Literis ad Episcopum nostrum districtius committimus interdictionem ne procedatur ad tales publicationes sine permissione sue Majestatis, & mandatum nos certiores reddendum super eo quod factum esset, per eorum responsa nobis comissis, quod in nullo loco Flandria sic publicata dilla Bulla non esset, huius Literis quas Interdictionis sue Sanctitatis scriptis in illam finem exceptis Brugijs, ubi Episcopus non scriptis Bulla publicationem extempore sua Metropolim Archid. (ubi allegat) Consiliariis Fideles huius Concilii non citaverunt ad istum finem Causam; sed, scilicet, sistimus, quod pro nunc facis hoc prescriptum contra dillum morem conservationis, & defensionis Superioritatis & Præeminentiarum Regalium, & quod in posterum Prefate Dominationis sue retentura tales Bullas & denegatur Placitum requisitum ad illas publicationes, scilicet usque ad presentem sententiam Concilium Provinciale, quod vultur tanto magis necessarium in hac tempore conjuncture, ubi Curia Romana est adreversum in iurisdictione super iuribus & autoritate Principum, & ubi quidam audaces Spiritus audent quotidie denigrare antiquissimum, & saluberrimum usum dilli Placiti, quod tamen est unicum medium ad sustinendum libertates & immunitates Ecclesiarum & Populi, non contra usurpationes indebitas Officialium dilla Curia Romana, quas reprimere convenit vigorosius hoc tempore, quo adversatur dillum Interdictionem velle in contemptum potestatis supremæ sue Majestatis ipsius introducere publicandi tales Bullas sine prelo requisitione dilli Placiti, sub pretextu quod illud non requiritur in materiis Dogmaticis, prout præceditur esse scripta prohibita per dillum ultimam Bullam, neque etiam Tractatus Morales, qui modernis Consistis alteraverunt modo extraordinarius. Cui rei ius dicamus tempore esse obviandum, & conservandum esse laudabilem consuetudinem aliquot seculorum, obligeantem ad impetrationem dilli Placiti pro publicatione omnis generis Literarum, Bullarum, Rescriptorum, & aliorum Provisionum emanatarum in terris alienis, & signanter illarum qua veniunt ex Curia Romana, non sub velo illius dillius subrepti quodam præjudicium autoritatis Regiæ, & quæ ad tranquillitatem publica. Interca supplicamus Deum Dominum nostrum.

Demini mei, quatenus dignetur Prefate Dominationis manus in hac causâ agere per multos annos. Datum Gandavi 16. Maji 1638.

(C)

Ad pag. 13.

CONSULTA

CONCILII BRABANTIAE SUB CANCELLARIO FERDINANDO BOISSCHOT, AD ARCHIDUCISSAM ISABELLAM, de Anno 1628. cum Decretis cessatoris in illa memoratis, qua exponitur, Literas Monitoriales ad effectum revelationis hactenus in Belgio non fuisse usitatas, neque eas admitti posse sine Literis Placiti, atque usus Placiti pluribus rationibus & exemplis asstruitur.

M A D A M E,

Serenissima Domina,

LA dispute que nous avons avec le Sr. Fabio de Lagoussa des Marquis du Mont Hercule, par la grace de Dieu, & permission du S. Siege Apostolique Archevêque de Compien, & Nonce Apostolique en ce Pays: est la dispute du Roy, & de Votre Altesse, en laquelle nous serons nous à si enroitement obligés d'entrer, que ne le faisons, cussions vraiment être indignes de la robe, dont Sa Majesté & Votre Altesse nous ont honorer, comme Elle verra par ce discours, qui servira d'ailleurs pour informer V. A. particulièrement de tout, et qui s'est passé en cette affaire, & dont Elle pourra aussi juger, que nous serons, peut-être plutôt blâmables d'avoir usé de trop de courtoisie & de delay, que d'avoir perdu le respect audit Nonce, ou précipité l'affaire, ou que toutes fois, en toutes les choses qui touchent la Majesté, Grandeur, Hauteur, Jurisdiction, & autorité des Princes est plus nécessaire la résolution que délibération d'autant laquelle se donne souvent le coup qui par après ne peut être redressé.

Où le cas est que l'Official de Malines a sans préalable permission ou Placet de ce Conseil, exploiter en cette Ville, certaines Lettres Monitoriales du St. Siege accordées à l'instance d'Anne de Bilbe & ses Freres, Enfants de feu Charles de Bilbe, portant ordre à tous ceux qui pourroient avoir aucuns biens meubles, ou immeubles desdits Enfants, de les revealer, & livrer aux Maîtres & Propriétaires d'icelles, ou au dit Official sous peine d'excommunication, non obstant qu'à cause de ce est procès pendant en cette Cour.

Ces Monitoriales sont énoncées au droit Canon C. qui cum jure in defunctis d. d. & particulièrement approuvées par le S. Concile de Trente sess. 25. cap. 3. de reform. même ainsi pratiquées en aucuns Royaumes, Etats & Provinces mais en autres point.

En elles ont de sour tenus été défendues en ce Pays de Brabant, notamment par le Placet du bon Duc Philippe du 3. Janvier 1447. qui défend expressement à tous habitants de Brabant d'ajouter leurs parties pardevant quelque Juge Ecclesiastique, d'exécute, ou faire exécuter monitions, inhibitions, ou autres Ecclesiastiques au regard de quelques Officiers, Justices, ou autres Sujets dudit Pays, pour quelles causes, que ce fut, hormis seulement celles qui pourroient toucher Benefices Ecclesiastiques, ne fut, que ceux, qui s'ot voulaient servir, les eussent premièrement présentés aux Officiers & Magistrats de celle des sept Chiefs-Villes de Brabant, à savoir Louvain, Bruxelles, Anvers, Bois-le-duc, Thiermont, Liégeois, ou Nivelles dessous laquelle celui qui non voudroit adjointir tant sa résidence pour par lesdits Officiers & Magistrats être jugé, si la manière est telle, que le Juge Ecclesiastique en pourroit connaître ou point, & en cas, que q. en donner à l'Impétrant leurs Lettres ouvertes, par lesquelles ils en confessoient que ledites Lettres Ecclesiastiques le pourroient exécuter, & que celui, qui s'avanceroit d'exécuter lesdites Lettres Ecclesiastiques sans semblable permission, auroit méfait & perdroit tout son bien, & en cas que selon les Privileges du Pays il les puisse méfaire, & seroit obligé de faire personnellement un voyage à S. Pierre & S. Paul à Rome, sans le pouvoir racheter, & outre ce encore puni

Dispense, quam habemus cum Domino Fabio de Lagoussa de Marchionibus Montis Herculis, Delegaria & permissione S. Sedis Apostolicæ Archiepiscopi Compiensis & Nunciis Apostolicis in hac Patria, est dispensatio Regis & Vestra Celsitudinis, in quam juramentum nostrum tam stricte obligavit ingredi, ut aliud non facientes, revocare nos indignos regis nos reddidissimos, qui sua Majestas, & Vestra Celsitudo nos honorarent, sicut potest ex hoc Diversa, qui aliando conduct ad informandum Vestram Celsitudinem de omnibus, que contingunt in hac negotio, & unde etiam judicare poterat, quod forsitan potius reprehensibile fuit, ut nunciam urbanitatem, & dilacionem, quam qua respectum debuit non exhibuerimus dille Nuncio, vel negotium precipitavimus, ubi tamen in omnibus, que concernunt Majestatem, Superioritatem & jurisdictionem & auctoritatem Principum magis est necessaria resolutio, quam deliberatio, qua durante sapit vulnus inflexibile inflexibile.

Causa autem est quod Officialis Mechliniensis sine pravis Placitis impet Concilii in hac Urbe expeditur certas Literas Monitoriales sanctæ Sedis concessas ad ipsam Annam de Bilbe, sororem fratrum & filiarum Caroli de Bilbe pia memorie, mandantes omnibus qui possint habere bona mobilia vel immobilia dillerum filiarum, ut eadem evellent & extraderent Dominis, & Proprietariis eorumdem vel dille Officiali sub pena excommunicationis nisi quatenus in illa causa sit pendens in hac Curia.

His Monitoriales nota sunt in Jure Canon. C. qui cum jure in defunctis d. d. & specialiter approbata per Concilium Tridentinum sess. 25. cap. 3. de reform. etiam publicata in quibusdam Regnis, Statibus, & Provinciis, sed in aliis casibus.

Et fuerunt omni tempore prohibita in hac Provincia Brabantia cunctis per programma sive mandatum officium a Duce Philippo 3. Januarii 1447. qui prohibere expressè omni incolæ Brabantia citare partes ante Judicem Ecclesiasticum, exceptis vel curare exceptis monitionibus, inhibitionibus, vel alia mandata Ecclesiastica respectu quorundam Officialium judiciorum, vel aliorum auctoritatum dille Patrie, pro quacunque causa, exceptis tantum illis, que possent concernere Beneficia Ecclesiastica, nisi illi qui ita vellent ut prius presentassent Officialibus, & Magistratibus septem Capitulum Crocatis in Brabantia, nempe Lovani, Brucelliarum, Antwerpæ, Sylva Ducis, Tervliant, Liégeois vel Nivelles, sub quo ille, qui citaretur, haberet suam habitationem, ad hoc per dille Officialis judiciorum an maiora esset talis, & quod Juxta Ecclesiasticus possent cognoscere necne; & casu quo sic esset, darentur impetranti Litera Patentes, per quas darent suum consensum, ne dille Litera Ecclesiastica possent executioni monari, & ille qui attentaret tales Literas Ecclesiasticas sine pravis permissionibus delinqueret, & amitteret omnia sua bona, casu quo juxta Privilegia Patrie possent amittere, & obligaretur personaliter ad peregrinationem Romanam ad sanctos Petrum & Paulum, obsequio hoc quod possent redimere, & de super adhuc puniretur secundum arbitrium Judicis, & casu quo ille qui revocatum suum habuisset ad Officialis dillerum Civitatum judicaret sibi sine causa denegatum esse primum

puni selon l'arbitrage du Juge, & en cas que celui, qui le seroit ainsi adresser aux Officiers desdites Chef Villes, jugeroit qu'il estoit en lui refuseroit ladite permission, il se pourroit adresser au Prince, ou à ce Conseil, pour y estre ordonné comme de raison.

Or les causes en quelles ladite permission se peut denier d'erre connu par le Juge Ecclesiastique, sont celles qui touchent la validité ou invalidité des Testaments, validité ou invalidité des Traitez de Mariage, & des biens Ecclesiastiques amovibles, & point d'autres, selon qu'il naistre au commencement dudit Placet.

Ce qui est plus clairement explique par autres Placets, & Traitez postérieurs, dont fera parole ci dessous.

Les Nobles & le Trier-Etat de ce Pays, ont toujours eu cette affaire tellement à cœur, qu'ils se sont par concert & solennel du 9. Novembre 1486. réciproquement obligés d'aider l'un l'autre, afin que ledit Placet fut observé & d'en poursuivre la Justice à l'instance du Duc, à la conservation de la hauteur d'icelui, à leurs frais communs.

Or il est ostensible, que l'auteur que le bon Duc Philippe donne par son dit Placet, auxdites Chef Villes leut est depuis otez & donnée privativement, à certain Conseil, sans le Placet ou permission duquel, nulles Bulles Apostoliques, ouilles Lettres Ecclesiastiques ne peuvent estre employées ou exécutées, quand même elles seroient du tout Spirituelles & Beneficiaires, ce qui est ordonné par plusieurs Placets, & notamment par celui du 1. an 1574. du Roy Philippe Deuisme Pere du V. A. de tres haute & tres glorieuse memoire, lequel avec les autres de même substance ont toujours esté peniquez & observez, comme ils le pratiquent & observent encore journellement, sans aucun débat ou contradiction. Les Archevêques & Evêques de ce Pays même, s'en servent en ce que leur touche en leur particularité, même si avant que quand ils favor à Rome ont accordé chose qui leur pourroit donner du prejudice, ils previennent le Placet, & requierent le Conseil de ne l'accorder, sans qu'ils soient eux auparavant, comme l'Archevêque de Malines a fait n'a gueres au regard d'une Bulle Papale qui craignoit la pouvoir imposer par le Clouaire de Jerico en cette Ville, ou il avoit echange la Prieure, & se pourroit cette observance prouver par centaines d'exemples en toutes sortes de Provisions Apostoliques, aussi du tout Spirituelles en cas de besoin, même en publication des Indulgences, Jubilez & Visitations des Cloîtres.

Mais il suffira citer quelques uns nouveaux & dont la memoire est encore toute fraîche, comme celui des Peres Cordeliers de cette Ville au regard du Pere George de Bailly fait par le St. Nonce de St. Sainete, predecessor du moderne, & envoyé prisonnier à Vilvoorde l'année passée, dont le Pere Garçon, le Commissaire General, & enfin l'Ordre le plaignoit, & à Voire Altesse & à Nous, même aussi aux Etats, comme de chose touchant les Privileges du Pays, usants des mots de force & de violence, que le Nonce leur faisoit, en les traitant contre leurs Privileges particuliers & les Privileges généraux du Pays, dont ils prétendoient jouir, & particulièrement de la Joyeuse Eeure, requerrant estre poegez par V. A. par le Conseil, & par les Etats, & que le prisonnier fut relâché de sa prison.

Un autre des Peres Jacobins ou Dominicains aussi de cette Ville, qui s'opposent à la Visitation qu'un Pere venant de Rome, & envoyé du General de l'Ordre à cet effet vouloir, faire en cette Province, en faisoit leurs plaintes à V. A. fondez sur ce que leurs Privileges & ceux du Pays, ne permettoient cette Visitation, laquelle fut suspendue, même le Pere renvoyé sans rien faire par ordre de Voire Altesse.

Encore un desdits Peres Cordeliers & des autres Ordres s'opposant, contre une Bulle du St. Sainete de l'ann. 1623. par lequel fut ordonné que tous ceux qui ont fait des ames, ou prennent administrer les saints Sacraments, fussent ils Regulars ou Seculiers, exempts, ou non, & leurs foyers, du même Regulars ou Seculiers, seroient sujets à la Jurisdiction, Visitation & Correction des Evêques Diocésains, & plusieurs autres choses contenues en ladite Bulle imprimée par Gerard Rivius à Louvain, sans Placet ou permission de cette Cour, laquelle à la Requête du Conseil & du Procureur General,

l'ont, pûnt habere recursum ad Principem, vel ad hoc Consilium, ut ibi pronunciaretur quid juris.

Cause autem in quibus potest denegari permissio, ne cognoscatur per Judicem Ecclesiasticum sunt illæ, quæ concernunt validitatem aut invaliditatem testamentorum, pactum maritalium, & bonorum Ecclesiasticorum mortificatorum & non aliorum, prout narratum est in principio dicti programmati.

Quod clarius explicatum est per alia programmata, & tractatus posteriores, de quibus infra erit sermo.

Nobis, & Tertiarius Status hujus Patriæ sepe hoc negotium se cordi habuerunt, ut se per generalium sessionem 9. Novembris 1486. recipere obligarent se invicem juvare, ut dictum programma observaretur, & prosequi ejusdem justitiam ad instantiam Ducis, ad conservationem superioritatis ejusdem sui communis sumptibus.

Noterunt autem est, quod auctoritas quam Dux Philippus dux per suum programma dictis capitalibus Civitatibus, ipsi postea se adempta, & datoprivatim hinc Consilio, sine ulla placito aut permissione nulla Bulla Apostolica, nulla littera Ecclesiastica possent executioni mandari, & quomodo essent more spirituales, & Beneficia, quod ordinatum est per priora programmata, & notanter per illud de Anno 1574. Regis Philippi Secundi Patriæ Vestrae Celsitudinis gloriosissima memoria, quæ cum aliis ejusdem substantiæ semper fuerant practica, & observata, sunt adhuc quædam practica, & observantur sine ulla contradictione, Archiepiscopi, & Episcopi hujus Patriæ ita utantur in eo quod esset concernat, imo adeo ut, quando fuerint Roma aliquid esse concessum, quod illis possit esse prejudicium, placitum præveniant, & requirunt Consilium ne concedatur, nisi prius audiantur, sicut fecit Archiepiscopus Mechliniensis non ita pridem ratione Bullæ Papalis, quam emebat ne eadem posset impetrari pro Monasterio de Jerico in hac Civitate, ubi mutaretur Prioratus, & hoc observantia potest probari per centena exempla in omni generis Provisionibus Apostolicis etiam more Spirituales si qui fuerint, imo in publicatione Indulgentiarum, Jubilæorum, & Visitationis Monasteriorum.

Set sufficit quædam nova adducere, & quorum memoria est adhuc recentissima, sicut est illud Patrum Memoriarum Recollectorum hujus Civitatis respectu Patriæ Georgii de Bailly approbati per Nuncium Apostolicum prædictum modernum, & intercessum Vilvoorde anno præterito, quæ de re P. Guardiani, Commisarii Generalis, & tandem totus Ordo conqueratur, & apud Vestrum Celsitudinem, & apud nos, imo etiam apud Status, facta de re concernente Privilegia Patriæ, utentes verbis violentia, quam Nuncios inferebat, illos transgrediendo contra sua Privilegia particularia, & contra Privilegia generalia Patriæ, quibus prius se prætendebat, & specialiter festiva interius, requireres se prout per Vestrum Celsitudinem per Consilium, & per Status, & ut intercessum relaxaretur a ceteris.

Aliud est P. P. Dominicanorum etiam hujus Civitatis, qui approbant se Visitationem quam Pater quidam Rome missus a Generali illius Ordinis ad illos esset, voluit facere in hac Provincia, competentes apud Vestrum Celsitudinem fundantes se super, quod sua Privilegia, & illa Patriæ non permitterent hanc Visitationem, quæ fuit suspensa, & Pater remissus re infecta per mandatum Vestre Celsitudinis.

Adhuc aliud Patrum Recollectorum, & aliorum Ordinum se opponunt contra quandam Bullam seu Sanctitatis de Anno 1623. per quam fuit ordinatum, ut omnes qui habent curam animarum, vel prætendant administrare Sacramenta, sive essent Regulars sive Seculares, essent subditi Jurisdictioni, Visitationi, & Correctioni Episcopi Diocesis, & plura erant contenta in dicta Bulla impressa per Gerardum Rivium Leovani sine placito, & permissione Curie hujus, quæ ad requisitionem Consilii, & Prætoris Generalis, facta relatione ad Vestrum Celsitudinem, ordinavit omnibus scribis Judicis, & Secretariis, ne excederent placitum

neral, rapport fait à Votre Altesse, & ordonne à tous Gens d'armes & Secrétaires de ne depecher Lettres de Placet sur ladite Bulle, sans que ledit Procureur General soit premierement ouï, & audit Rivius & à tous autres Libraires de n'imprimer, vendre ou afficher ladite Bulle sur les amonées statues contre ceux qui font choses semblables sans ledit Placet, & n'a depuis etc faite aucune influence pour obtenir ou mettre ladite Bulle en pratique ou execution,

Encore unies Peres Augustins de cette Ville, pour le Fils du Confeiller Maes leur Religieux, qui furent excommuniés par le P. Prieur des Chateaux, commis par Sa Sainteté pour esploier certaine Bulle Papale, à laquelle ils ne voulerent obéir, & sur la publication de l'excommunication à leur Requête caffee, & leur Eglise, qui avoit eue d'icelle etc s'écarter, convertie & le Service Divin qui avoit cessé, repris & continué comme auparavant.

Un autre des Peres Minimes, qui ne voulerent admettre certain ordre venu de Rome, à suite de Placet, par ordre du Serénissime Atchiduché de glorieuse memoire.

Et pour le dernier un autre tres-notable des Peres de la Societe de Jesus, qui avoient commencé à enseigner la Philosophie *Ades Academicæ*, en la Ville de Liege, ou en la forme quelle s'ensigne en Universitez, dont les plaintes etant faies à feu Son Altesse par la Ville & l'Université de Louvain, icelle à antistot commande au Pere Provincial de la Province Vvalonne, de fermer leurs Ecoles de Philosophie à Douvay, jusques à ce qu'il cessât d'enseigner en la forme susdite à Liege, & à ledit Pere Provincial incommodé obéir.

A toutes ces exemples de ce Pays de Brabant, on ajouta encore un tout nouveau de Flandre, à savoir une excommunication de l'Evêque de Bruges, qui a été caffee par le Conseil de Flandre, & ledit Evêque s'en etant plaint au Conseil Prive, iceluy luy a ordonné par Lettres closes, de recevoir ladite excommunication.

Or pour revenir audit Placet du bon Duc Philippe du 3. Janvier 1447, iceluy est encore confirmé par un indult particulier du même Duc de 19. Fevrier de le même Année, n'ayant ainsi que six semaines postérieur à l'autre, accorde à l'Université de Louvain, par lequel il est dit qu'il n'entend que foudit Placet precedent ait point lieu au regard des Lettres du Conservateur des Privilèges d'icelle, & ensuite de ce, sont ledits Placets depuis toujours été pratiqués & observés inviolablement.

Même ledit bon Duc Philippe a en substance encore renouvelé foudit premier Placet par deux autres qui sont en effet par forme de privilege accordés aux habitants de ce Pays de Brabant respectivement datez du 20. Septembre 1451. & du 28. Novembre 1457. par lesquels il est dit encore, entre autres qu'il ne souffrira jamais que les habitants de Pays soient tirés en droit de la part des Juges Ecclesiastiques de Liege & Cambrai (qui sont repressez maintenant par les Evêques depuis ceux pardeva) ou de l'Université de Louvain, autrement que selon les Privilèges, & anciennes observances appartenantes.

L'Empereur Charles Cinquieme Grand Pere du V. A. de tres glorieuse memoire, a aussi confirmé tout ce qui est à la deuxième addition de la Joyeuse Enterce qu'il a juré aux Etats de Brabant Article 3. ou il declare & promet ouvertement que lesdites Cours Ecclesiastiques de Liege & de Cambrai, se tiendront en Brabant, & ne pourront prendre connoissance, sinon de trois causes, sans plus, à savoir, de la validité ou invalidité des Testaments, des Traitez de Mariage, & des biens Ecclesiastiques amovibles.

Il est très qu'on pourroit dire, que tous ledits Placets sont antérieurs à la publication du Saint Concile de Trente public en ce Pays l'An. 1565. par ordre du Roy Philippe Second, Pere de V. A. & que ledit Concile approuvant les Monitoires comme dessus & le Roy par foudit ordre approuvant ce Concile, auroit derogé auxdits Placets antérieurs,

Mais à cela sert de solution, que Sa Majesté ayant ordonné de publier & observer ledit Concile, en ladite Année 1565. par la Duchesse de Parme lors Gouvernante de ce

super dilla Bulla, nisi prius dillus Procurator Generalis esset auditus, & dilla Rivius, & omnibus aliis Bibliopis, ne imprimerent, vendissent aut affigerent dillum Bullam sub penis statuti contra illos qui simile quid tentant sine dilla placite, & ad illo tempore nulla fuit dilla inflatua ad obtinendum, vel executioni mandandum dillum Bullam.

Adhuc unum Patrum Augustinianorum hujus Civitatis pro filio Confessarii Adas auro Religio, qui fuerat excommunicatus per Priorem Carthusiensem, commissum sua Sanctitatis ad exequendum quoddam Bullam Penitentiam, cui noluerunt obedire, & publicis excommunicationis suis cassata ad eorum requisitionem, & eorum Ecclesia, qua fuerat propria clausa, fuit aperta, & servitium Divinum quod cessaverat fuit reinstauratum, & continuatum fuit, antea.

Aliud Patrum Minimorum, qui noluerunt admittere quoddam mandatum Romanum de illis placitis per mandatum Serenissimi Archiducis gloriose memorie.

Et tandem aliud notabile Patrum Societatis Jesu, qui inciperant docere Philosophiam *Ades Academicas* in Civitate Leodienfi, vel ficut datur in Universitatibus, qua de re soluta querimonia ad Positum Celsitudinem per Civitatem, & Universitatem Lovaniensem statim processit Patri Provinciali Provincia Valloniæ, ut eladerent suas Scholas Philosophia Duci, donec cessaret Leodi in forma prædicta doceri, & Pater Provincialis suum obtemperavit.

His omnibus exemplis Patria Brabantia adhuc adiungitur plane recentis Flandria, nempe excommunicatio Episcopi Brugensis, qua fuit cassata per Consilium Flandria, & cum dillus Episcopus desisteret conquirentur apud Consilium privatum, illud ordinavit per litteras clausas, ut remitteretur illa excommunicatio.

Et ut videamus ad programma Ducis Philippi die 3. Januarii 1447. illud fuit adhuc confirmatum per indultum particulare ejusdem Ducis 19. Februarii ejusdem anni concessi Universitati Lovanienfi per quod dicitur, quod non intelligat, quod suum programma prædictum locum habeat respectu litterarum Conservatoris Privilegiorum, & ex post semper dilla programmata sunt prædicta, & observata inviolabiliter.

Imo dillus Dux Philippus adhuc in substantia renovavit suum primum programma per dualia, qua reverts fuit in forma privilegii concessi incolis hujus Patria Brabantia respectu date 20. Septembris 1451. & 28. Novembris 1457. per qua adhuc dicit inter alia, quod nunquam sit toleratur nisi incola sua dilla Patria in Judicium trahatur ex parte Judicum Ecclesiasticorum Leodi & Conradi (qui non representantur per Episcopos postea creatos) vel Universitatis Lovanienfis aliter, quam prius convenit iuxta privilegia, & antiquam observationem.

Imperator Carolus V. Anno Vestra Celsitudinis gloriose memorie triam hoc totum confirmavit per secundam additionem servitii introitus, quam juravit Statibus Brabantie artic. 3. ubi declarat & promittit apertè, quod dilla Curia Leodienfi, & Comaracenfi servabuntur in Brabantia, nec poterunt cognoscere nisi de tribus causis, nempe de validitate, & invaliditate testamentorum, de patris dotalibus, & de bonis Ecclesiasticis amovibilibus.

Perum est quod postea dicit, quod omnia dilla programmata sunt antioria publicationi Sacrosancti Concilii Tridentini publicata in hac Patria Anno 1563. per mandatum Regis Philippi Secundi Patria Vestra Celsitudinis, & quod dillum Concilium approbans monitoires fuit supra, & Rex approbavit per suum mandatum dillum Concilium derogasse illis programmatibus antioribus.

Sed solutio est in promptu, quod sua Majestas ordinans ut publicaretur, & servaretur dillum Concilium dille Anno 1563. per Dilectum Parmensem suum temporis Governatorem

de ce Pays, & expressément pourpale, conditionne & voult, que comme entre les articles dudit Concile, si y en avoit aucuns concernant les Regales, Droits, Hauteurs & Préeminences de Sadite Majesté, les Vassaux, Erais & Sujets; Sadite Majesté entendoit, qu'en ce regard on se conduiroit comme jadis lors avoit esté fait, sans rien y changer ou innover; & spécialement à l'endroit de la Jurisdiction Laicale, jusqu'à lors usitée, ensemble du droit de Patronage Lay, avec l'indulge & droit de nomination & connoissance de cause en matière possessoire des Benefices aussi des Dismes possédées, ou prétendues des gens Seculiers, y joind la superintendence & administration, aussi jusques lors usitée par Loix, Magistrats & autres gens Laïcs, sur Hospitiaux & autres pieuses Fondations, à tous lesquelles dorénavant & autres semblables, qui par apres (si besoin est) seront touchés par particulièrement, Sadite Majesté n'entend estre dérogé par ledit Saint Concile, ni qu'on doive changer aucune chose, non point en intention de contrevaindre audit Concile, mais pour taire mieux sçavoir, & le mettre à due execution, selon la qualité & nature de chacun Pays Provinces; à laquelle sedit, l'execution devoit estre accomodée: Ce sont en substance les mots contenus en Lettres de la Duchesse de Parme du 24. Juillet 1565. pour la publication dudit Concile, écrites aux Villes de Brabant, même y est encote adjointe, que si les Villes avoient quelquel chose particuliere concernant lesdits & requerrant ulterieur remède, ils en avertiroient Sa Majesté ou ladite Duchesse pour y pourvoir comme il appartiendroit.

Etant en ces Lettres particulièrement à considérer la reserve de la Jurisdiction Laicale jusqu'à lors usitée, qui est proprement notre Cas, & contenu lesdits Placards des Annes 1447. 1451. & 1457. & ladite seconde addition de la Joyeuse Entree de l'Empereur Charles le Quinze: Lesquelles d'ailleurs sont encore confirmées en termes beaucoup plus forts par la Joyeuse Entree du fruy Roy Philippe Second, art. 57. ou apert avoir confirmé à tous les Erais de ce Pays de Brabant en general & à chaque Etat en particulier tous les Droits, Franchises, Chaires, Coutumes & Usances, leurs accoutrements & fees par ses Ancestres Ducs & Duchesses de Brabant, & aussi celles dont ils avoient use & pratique, il confirme & ratifie particulièrement lesdits deux Placards du 20. Septembre 1451. & du 18. Novembre 1457. ensemble ladite Addition de la Joyeuse Entree de l'Empereur.

Et à Sa Majesté cur cet Article, comme sur tous les autres de ladite Joyeuse Entree, soit son serment solennellement aux Erais du Pays, comme de même Monseigneur l'Archevesque de tres haute & tres glorieuse memoire, & V. A. Serenissima depuis en leur nom particulier, le feu Serenissime Archevesque encore pu apres au nom du fruy Roy Philippe Troisième, & V. A. au nom du Roy notre Seigneur, qui vit & regne presentement (à qui Dieu veuille donner longue & heureuse vie) car ledit Art. 57. est inferé en toutes les Joyeuses Entrees, lesquelles Nous avons pareillement jure & promis d'observer auxdits Erais.

Par ou Votre Altesse peut voir combien étroite & particuliere est l'obligation, qu'Elle & Nous avons à ne rien laisser contraindre au regard de ce point de Jurisdiction Ecclesiastique, & que quand Nous le voudrions faire, ou souffrir, V. A. s'en pourroit justement ressentir, ayant les Ducs de Brabant prudemment considéré l'importance du Reglement des Jurisdictions tant pour contenir le peuple en son devoir & respect, que pour eviter les troubles & grands inconveniens, que la confusion des Jurisdictions pourroit produire.

Et ce n'est pas seulement en ces Pays, que cecy est étroitement ordonné & observe de tout temps, mais qu'il en est en tous les Royaumes & Provinces Catholiques du monde, notamment en Espagne, seloncqu'en écrit Guazaruvias, Evêque de Segovie, quoique l'on veuille dire, que ces Monitoires y sont permis par le pape. 35. 36. 37. qui dit premierement, qu'au Royaume de Castille à de temps immémorial est observé, que ceux, qui sont opprimés par les Juges Ecclesiastiques par force, ou Censures, se peuvent adresser aux Auditeurs & Conseillers des Tribunaux Royaux & Souverains, afin qu'ils fassent cesser la violence, & il allegue des Loix du Ro-

yaume

tricisme hujus Patria expressis conditionibus, & voluit, ut cum inter articulos dicti Concilii aliqui concernerent Regalia jura, & preeminencia sua dicta Maještatis, Vassallorum, Status, & Subditorum; sua Maještatis intelligeret quod in hujusmodi servaretur fides antea fuisse servatam, aliquid hoc, quod aliquid mutaretur vel innovaretur, & specialiter circa jurisdictionem Laicalem antea usatam, simul de jure patronatus Laicalis cum indultis & jure nominationis, & cognoscendi causa in materia possessionis Beneficiorum, & Decimarum possessionis, vel pretensionis a secularibus, juxta superius dicta, & administrationem, etiam habentem usatam per Leges, Magistratus, & alios seculares, hospitalem & aliarum fundationem piam, quibuslibet, & aliis ejusmodi que posset (si opus esset) tangenter magis particulariter, sua Maještatis non intendit esse derogatum per dictum sanctum Concilium, nec quod debet illius mutari, non intentionem contraveniendi dicti Concilio, sed ad illud eo melius executionem mandandam secundum qualitatem, & naturam cuiusvis Patrie, & Provinciae, cui datur executio esse accomodanda; sunt in substantia verba contenta in litteris Archiepiscopi Parmensis dat. 24. Julii 1565. pro publicatione dicti Concilii, scriptis ad Civitates Brabantiae, imo ibi erat adjunctum, quod si Civitates aliquae haberent particularem concernens dicta jura, & requirerent ulterius remedium, informarent suam Maještatem vel dictam Archiepiscopum, ut posset providere sicut conveniret.

In his litteris erat particularem consideranda reservatio jurisdictionis Laicalis habentem usatam, quod proprie est nostre casus, & confirmans dicta programma de Anno 1447. 1451. 1457. & dictum secundum additionem scriptis introitus Imperatoris Caroli V. quia aliunde adhuc confirmata sunt in terminis multis scriptis per festum introitus Regis Philippo II. per mem. art. 57. ubi per confirmationem sanctam omnibus Statibus hujus Patrie Brabantiae in genere, & spiritum antiquae Statu omnino jurium, libertatum, consuetudinum & aliorum illis concessorum, & singulorum per suis Antecessores Duces, & Ducibus Brabantiae, prout & illorum quibusque fuerunt, confirmat, & ratificat particularem dicta duo programma de 20. Septembris 1451. & de 18. Novembris 1457. & simul addit totum scriptis introitus Imperatoris.

Et sua Maještatis super hoc articulo fides super omnibus aliis scriptis introitus praefatis solenne juramentum Statibus Patria, sicut etiam Sereniss. D. Archiepiscopi gloriose memor. & vestra Celsitudo ex post eorum nomine, deinde Serenissimus Archiepiscopus per mem. nomine Philippo III. & vestra Celsitudo nomine Regis nostri Domini nostri qui vivit, & nunc regnat (cui Deus det longam, & felicitatem) nam dictis art. 57. inferunt est in omnibus scriptis introitus, & nos pariter jurato promissimus observare dictis Statibus.

Unde vestra Celsitudo videre potest quam stricta sit obligatio, quam vos, & Nos habemus non permittendi ut aliquis refragetur de Jurisdictione Ecclesiastica, & quomodo volumus facere aut pari, vestra Celsitudo posset habere praesentem, cum tamen Duci Brabantiae praesentem consideraret importanciam ordinis jurisjurisdictionis, non ad considerandum populum in suo Officio, cum ad videndum consilium, & inconvenientia quae consilio Jurisdictionis posset producere.

Et illud non solum in hoc Patriam stricta omni tempore suis ordinibus & servatam, sed firmam in omnibus Regibus, & Provinciis Catholicis totius Orbis, maxime in Hispania, prout scribit Covarruvias Episcopus Segovienis, quemvis dicatur tales immemorales ibi esse permissas per le. 35. 36. 37. ubi primo dicit, quod in Regno Castillae a tempore immemorialis sit observatum, illi qui opprimuntur per Judices Ecclesiasticos valentes per Civitates, posset habere suam recursam ad Auditores, & Confessarios tribunali Regium & supremum, ut eorum cessare violentiam, & aliquos Reges Regi, per quos sit statum est. & praeterea plures rationes, nempe primo magnam utilitatem quam

Regna

ysane par lesquelles cela est ainsi faite & outre ce plusieurs raisons, savoirs premièrement la grande utilité que la République reçoit de cette Loy, sans laquelle les Innocens seroit autrement opprimés par les Juges Ecclesiastiques, il allegue secondement les Textes du Droit Canon, sur lesquels lesdites Ordonnances Royales sont fondées *C. suis vel nepos. 16. 4. 7. C. Principes 23. 4. y.* & dit pour une autre raison, que la justice de cette pratique se prouve de ce que quasi tous les Princes Chrétiens Seculiers s'en servent, & s'en sont servi tant d'années avec avis des Hommes sçavans & prudens, qui le leur ont persuadé par un zèle de justice & de piété Chrétienne, & que parant suit à croire, que cela tend à grande utilité & profit de la République.

Que si quelqu'un vouloir oser aux Princes Seculiers cette puissance, il feroit aussi-tôt par expérience manifeste quelle calamité cela causeroit à la République, il allegue aussi particulièrement l'exemple de France ou ceci la pratique de même, & y adjoute qu'on est accoutumé de menager les Clercs & Juges Ecclesiastiques de justifications de leur temporel qu'ils ont au Royaume d'Espagne (ce qui est aussi la pratique de presden) & qu'on les tiendra pour étrangers, & que c'est le bien & le profit de la République, que ce qui a été observé des longtems, & que l'Empereur Charles & les sages Conseillers avoient decreté sur ces choses, soit particulièrement observe, comme les Juges Royaux en avoient la forme & maniere prescrite par le Roy, laquelle ils devroient suivre en examinant & voidant ces affaires.

Il dit encore de même qu'en Espagne le pould des Légats ou Nonces Apostoliques, s'examine afin qu'ils puissent être adonnés par les Juges Royaux, de quelles Commissions & Dispensations ils se pourroient servir, & de quelles point, afin qu'ils ne fissent rien en préjudice de la République, d'autant, que les Nonces sont le plus souvent étrangers, qui ne savent point ce qu'il doivent éviter.

Il allegue davantage, que cela se pratique pareillement en France, ou les Legats ne peuvent exécuter aucunes Bulles Papales sans en avoir premièrement obtenu la permission du Roy homologuée au Parlement de la Province, ou le Prelat pretend exécuter quelque chose, & il allegue même la Flandre pour exemple & un Placat de l'Empereur Charles Quint de l'Anno 1531. sur ce sujet, & qu'en Espagne de même les Lettres Apostoliques doivent en plusieurs cas de leur publication être envoyés aux Tribunaux Royaux par Decret du Roy, afin qu'ils soient librement examinés, & que rien ne se fasse contre les Privilèges du Royaume de ses habitants d'icelle, ce sont en substance les mots de Covar. translatez du latin.

Hierome de Cavallos auteur Espagnol à écrit un Traire fort grand & particulier sur ce sujet, comme aussi plusieurs autres, lesquelles on laisse d'alleguer pour d'essayer trop V. A.

Mais tant y a, que la pratique d'Espagne & des autres Royaumes Catholiques s'accordent assez avec celle de ces Pays, es quels toujours on a été si rigoureux à n'admettre aucune Bulle Apostolique sans Placet, ou permission des Conscils, qu'on a souvent fait banny & confisquer prisonniers ceux, qui s'en étoient avancés de les exécuter sans semblable permission, même sur une difficulté qui étoit en l'An. 1599. entre l'Abbe de S. Arnould à Metz d'une, & les PP. de la Societé de Jesus à Luxembourg d'autre part à cause d'une Bulle semblable, fut écrit par le Conseil Privé au Comte de Mansfeld lors Gouverneur dudit Luxembourg, & au Conseil du même Pays qu'il empêcheroit le progrès & exécution de ladite Bulle quand ce seroit même par main forte, Extortoyé est il notoire par-deça, que personne n'y a oncques contredit, si non France. Zypen Officiel d'Anvers, qui passe quelques années à mis en lumière certain livre intitulé: *Jus Pontificum novum*, ou il voudroit bien s'en douter cette autorité du Roy & de ses Conscils, mais comme il étoit assuré, qu'il n'aurait aucun succès pour y faire insister son dit livre (parce qu'il connoit encore plusieurs autres points repugnans à la bonté & Souveraineté du Roy) il est allé le faire imprimer à Cologne au lieu de le faire en Anvers lieu de sa résidence, où il avoit les meilleurs Imprimeurs du monde à la main, & ce non ob-

Responsum ex hac Legatione, sine quo Innocentes alias appropinquarent a Judicibus Ecclesiasticis, allegat secunda sessus Juris Canonici in qua dicitur ordinatio Regis fundentis Causis vel nepos. 16. 4. 8. C. Principes 23. 4. 5. & per aliarum dicit, quod iustitia hujus practica probetur ex eo, quod fere omnes Principes Christiani seculares eadem utantur, & ipsi sine eo annis ex Consilio verorum sapientum, & prudentium quid illi persuaserunt ex zelo iustitiae & pietatis Christianae, quod probat hoc tendere ad magnam utilitatem & commodum Reipublicae.

Quod si quis vellet Principibus Secularibus hanc potestatem adimere, foret utrumque per manifestam experientiam quantum calamitatem induceret in Reipublicam, allegat etiam speciatim exemplum Galliae, ubi hoc eodem modo practitur, & addit quod multis sic iudicibus Ecclesiasticis bona temporalia quae possident in Regno Hispaniae occupare (quod etiam est practica horum Regionum) & idem pro extraneis habentur & hoc est commodum Reipublicae, quod observatum est à longotempore, & Imperator Carolus ejusque prudentes Consiliiarii sic desuper decreverunt, ut pontificum observetur, sicut iudicis Regis formam & modum praescriptum a Rege habebant, quem deberent sequi examinando, & decidendo ejusmodi negotia.

Adhuc quid amplius dicit, quod in Hispania potestas Nunciorum Apostolicorum examinatur, ut possint mitteri a iudicibus Regis, quibus Commissionibus, & Dispensationibus praeservantur, & in quibus casibus, ut in nobis faciant praesidium Reipublicae, quia Nuncii sunt sapientissimi extranei, qui ignorant quid sibi vitandum sit.

Amplius allegat, quod illud pariter practitur in Gallia, ubi Legati nullum possunt inferre Bullam Papalem, nisi prius obtenta permissione a Rege homologata in Parlamento Provincia, in qua Praeterea praetendit aliquid ex quo, imo allegat Flandriam pro exemplo, & unum programma Imperatoris Caroli V. de Anno 1531. super hac materia, & quod pariter in Hispania Litera Apostolica debant in pluribus casibus ante eorundem publicationem mitti ad tribunal Regis per Decretum Regis, ut possint illi examinari, & ut nihil fiat contra Privilegia Regni, & locum illius: haec sunt in substantia verba Covarruviae traducta ex Latino.

Hieronymus de Cevallos etiam scripsit Hispaniam scripsit tractatum valde magnum, & particularem super hac materia sicut etiam alii plures, qui hinc non allegamus, ne eadem inferamus Plura Consiliiarii.

Sufficit, quod praeterea Hispanica, & aliorum Regnum Catholicorum fere concordi cum praeterea horum Patriarum, in quibus fuit semper rigor observatus in non admittendo Bullis Apostolicis sine placito aut permissione Consiliorum, quod sepe fuerint banniti, & interdicti illi, qui illas retulerant excoque sine ejusmodi permissione, imo super una disputatione, & controversia quae erat Anno 1595. inter Abbatem sancti Arnaldi Aquis ex una, & Patres Sancti Ioseph Luxemburgi ex altera parte, ratione similis Bulle scriptum fuit per Consilium privatum Comiti de Mansfeld tunc temporis Governatori Luxemburgi, & Consilio ejusdem Patria, ut impedirent progressum, & executionem dictae Bulle, aviam si opus esset manu forti, & hoc adeo est hic materia, ut nemo unquam contraxerit nisi Franciscus Zypen Officiali Antwerpensi, qui ante aliquot annos in lucem edidit eorum quendam librum intitulatum Jus Pontificum novum, ubi in dubium vellet eorum hanc Regis & Consiliorum auctoritatem; sed cum tunc esset, quod hic permissionem non potuisset obtinere imprimendi dictum suum librum (quia multa continet repugnancia superioritatis Regali, carere imprimi Colonia, & non Antwerpia, quod locutus erat residentia, ubi optimus habebat impressores suos Typographos ad manum, & hoc non absque impedimento non potuit quominus dictus liber publicetur per resolutionem hujus Consilii, quemvis non prohibet.

tant il n'a pu empêcher, que ledit siéur n'ait été défendu par résolution de ce Conseil, combien que paroit publiquement.

Par où se voit bien, que la Bulle qui se publie annuellement à Rome au jour du Jendit Saïor ommme *Bulle Cane Domini*, par laquelle tous ceux, qui empêchent les progrès des Bulles Apostoliques soit particulièrement excommuniés, n'est ecclésiastique, ou par laquelle esdits Royaumes, & particulièrement en ce Pays, ou elle ne fut onques publiée, & quand elle y devroit être observée, Nous ne pourrions aussi prendre connaissance du Possesseur des matieres Beneficiales, des Dignités & autres Cures, qui Nous sont aussi défendues par ladite Bulle, & dont toutefois la Judicature Nous appartient de toute antiquité, même entre personnes Ecclésiastiques à l'exemple de tous autres Royaumes & Terres Catholiques.

De maniere que qui voudroit icy persequer la Bulle de la Cane, bouleverseroit quasi & qu'une non seulement toute la Judicature Seculière pratiquee par dea de tout temps; mais oteroit aussi à Sa Majesté une bonne partie de toutes sortes d'Aides, Subsidies & Contributions, puisque la Bulle excommunié aussi tout ceux, qui en veulent charger le Clerge, lequel s'en est autrefois, scavoir en l'An 1591. voulu servir au Duc de Limbourg, s'excusant de certain Aïde que les Eves du même Pays avoient pour lors consenti à Sa Majesté, prétendant seulement leur fondement sur ladite Bulle & s'etoient adressée à Rome où ils avoient impetré un Mandat Apostolique, par lequel fut défendu au Gouverneur de ladite Province & à tous autres de ne lever ladite Aïde sur ledit Clerge sous peine d'excommunication.

Par où V. Altece peut voir le grand prejudice que l'observance de ladite Bulle causeroit icy & au Roy & à tous les Inhabitans du Pays, qui voyant que le Clerge demeureroit excusé des Aides seroient aussi réfractaires à les consentir.

Et pour evénir au fait de Judicature, les Prelats de Brabant jouissent d'un Privilege particulier, qu'ils estiment beaucoup, de ne pouvoir être jugé en toute action personnelle adire ou passive par autre Juge que par cette Cour, nonobstant que les 55. Canones & Coeciles ne prement aucunement personnes Ecclésiastiques puissent pour raison que ce soit protéger la Judicature des Juges Laïcs, quand ce seroit même par serment C. si diligenti in de for. comp. parce que c'est un privilege de l'Ordre Ecclésiastique universel & non pas de personnes en particulier.

Où il est que Maître Jean le Roy Officier de Malines Jadis Avocat de ce Conseil, & qui comme tel ne pouvoit être ignorant que lesdites Monitoires ne se pratiquent en ce Pays & que d'ailleurs nulle Bulle Apostolique n'y peut être exécutée sans préalable Placet de cette Cour, a nonobstant tout cecy de son autorité propre sans Nous en connaître, fait publier le 30. Avril dernier, le Sermon du matin achevé, par toutes les Paroisses de cette Ville les Monitoires furent impetrés à Rome le 9. Fevrier 1627. par les Enfans de feu Charles de Bille.

Il semble qu'aucuns de Predicateurs en faisoient de la difficulté, mais ce nonobstant tous ou du moins la plupart d'eux en ont fait la lecture, laquelle ils d'ont fait sans en cas qu'ils eussent si bien été informés de la non pratique de semblables Monitoires en ce Pays, comme en étoit Maître Cousselle Van Vroelst pénultième Priebe de sainte Godelme homme doct & malle, qui a autrefois absolument refusé la publication de semblables Monitoires, qui lui furent présentés, & tellement informé le Nonce d'alors, de ce que les Monitoires ne se pouvoient pratiquer par deca, qu'il en eut appaïssé me & n'en fit ultérieure instance pour la publication.

Le Conseiller & Procureur General ayant representé la nouveauté de cette pratique & de l'indue execution d'elle, Nous avons trouvé nécessaire pour la conservation de la Hauteur Royale de Sa Majesté, autorité de ce Conseil, Privileges & Franchises de ce Pays d'y pouvoir de remède, dont de tous temps on s'est servi en semblables occurrences, décrétant Lettres de Calfaction contre l'indue publication & execution desdits Monitoires à la charge de ceux qu'ils apparient, suivant ce qu'on trouve prescrite & statué par les Edicts &

Or.

Inde satis etiam patet, quod Bulla quæ annuatim promulgatur Romæ die Jovis sanctæ, nominata Bulla Cane Domini, per quam illi, qui impediunt progressum Bullarum Apostolicarum specialiter excommunicantur, non sit recepta nec practicata in dictis Regibus, & particulariter in hac Patria, ubi nunquam fuit promulgata, & quando ibi deberet observari, etiam non possemus cognoscere de possessoribus matieriarum Beneficialium, Decimarum & aliarum casuarum, quæ nobis etiam prebentur per dictam Bullam, quarum tamen judicatura ad nos pertinet ex antiquis temporibus, etiam inter personas Ecclesiasticas ad exemplum aliorum Regnarum Catholicorum, & Provinciarum.

Ita ut qui vellet hic praticare Bullam Cane, subverteret non solum totam Jurisdictionem Secularem sed omni tempore praticarum, sed etiam ademeret sua Majestati hunc partem omnium rerum, substantiarum & contributionum, cum Bulla excommunicet etiam omnes, qui illas Clericos volunt onerare, qui alias nempe Anno 1591. illa voluerunt uti in Ducatu Luxemburgensi, excusantes se de certis subsidii, quæ tunc temporis Status ejusdem Patriæ concesserant sua Majestati, non alia sumentes suam fundamentum, quem in dicta Bulla & sum rectorum Imperatorum Romanæ, ubi impetrarunt Mandatum Apostolicum, per quod fuit prohibitum Gubernatori ejusdem Provincie, & omnibus aliis, ne dictam subsidium exigèrent a Clericis sub pena excommunicationis.

Unde Visita Celsando videre potest magnum prejudicium, quod observantia dictæ Bullæ hic causeret, & Regi & omnibus incolis hujus Patriæ, qui videntur, quod Clerici moverent exemplum a subsidii, esset etiam refractarii & infidem nollem consentire.

Et ut reverentur ad ipsam Jurisdictionem, Prelati Brabantie jaudet Provincie particulari, quod manifestum, ut non possint judicari, in omni actione personali activa vel passiva per alium Judicem quem per hanc Curiam, quomodo facti Canones non permittunt, ut persona Ecclesiastica pro quacunque ratione possint peragere Jurisdictionem Localem etiam per hoc in omni C. si diligenti in de for. comp. quia est Privilegium universale Ordinis Ecclesiastici & non certarum personarum in particulari.

Jam autem Domini Joannes le Roy Officialis Attributus alio Advocatus hujus Consilii, & qui et talis non poterat ignorare quod dicta Monitoires non praticentur in hac Patria, & quod aliunde nulla Bulla Apostolica posset executioni mandari sine previo Placito hujus Curie, tamen his non obstantibus propria auctoritate nobis non requisitis, iussit publicari 30. Aprilis ultimo (le Sermon du matin achevé) per omnes Parochias hujus Civitatis prædictæ Monitoiriis imperatis Romæ 9. Februarii 1627. per suis Carali de Bulle pia memoria.

Videbantur quidam Concionatores quondam desuper facere difficultatem, his tamen non obstantibus vel saltem plerique aliorum secretum publicum lecturam, quem non fecissent in causa que fuisse informati de demandæ practice simulium Advocatum in hac Patria, sicut erat Dom Cornelius Van Vroelst per alium Priebeum S. Godelme vir doctus & malle, qui aliquando obviare negando publicationem simulium Monitoiriis suis obstitit, & Nuncios, qui tunc ibi erant, informatos tales Monitoiriis non posse praticari, ita ut dicti Nuncios arguerent, nec ulterius faceret instanciam pro publicatione.

Cum Consilium & Procurator Generalis representatis novitatem hujus practice, & indubitan ejusdem executionem, necessarium diximus pro conservatione superioritatis Regiæ, auctoritatis hujus Consilii, Privilegiorum & immunitatum hujus Patriæ remedium adhibere, cupi omni tempore hujus instantibus occurrentibus, decernentes Literas Calfactionis contra inobstant publicationem, & executionem dictorum Monitoiriis, onerando eos qui contempnunt iura præscripta, & Statuta per Edicta & ordinarios Principum hujus Patriæ successores & molantes per Edictum

Item

Ordonnances des Princes de ce Pays successivement & notamment par celle de l'An 1547. allegue encorcy-dessus, ordonnent expressément que nulle Provision de Rome soit mise en execution n'est que préalablement elle ait été visitée & examinée aux Consils, & aux Impériaux accorde Lettres de Placet, à peine de perdre l'effet & desdites Bulles & Provisions, ayant lesdites Ordonnances julesques ores exactement été observées sans qu'il se pourroit produire aucun exemple au contraire.

Et sont causées de ce lesdites nos Lettres de Cassation accordées le 3. de May dernier & le 8. du même mois par le premier Huissier de ce Conseil tant seulement exploitées au regard de Jan Van Meerbeke avant l'impression desdites Lettres Monitoires, & lecluy sommé afin qu'il en ait à livers audit Huissier tous les exemplaires qu'il en avoir, ensemble, tout autres papiers & munitions touchant cette matière, & luy ordonne de passer le tout à peine de cent reaux d'or au profit de Sa Majesté ayant ledit Van Meerbeke donne pour réponse audit premier Huissier, qu'il avait livré le tout audit Officiel, sans que pour alors à été faite aucune publication, sommation, ou execution desdites Lettres de Cassation, même pour obvier à toutes difficultés, le Chancelier en a par trois fois parlé à l'Archevêque de Malines, à qui ladite Bulle s'adressoit, luy faisant entendre les raisons fuites & qu'il savoit que semblables Monitoires ne pouvoient être pratiqués en ce Pays, lequel fit réponse, que cette affaire raboutoit au Nonce, & qu'il luy en parleroit, ayant ledit Chancelier laissé et mains audit Archevêque un Extrait dudit Placet de l'An 1574. & de fait ledit Chancelier fit faire en la publication, affixion & execution desdites Lettres Cassatoires, comme l'Archevêque luy avoit instantement requis demandant à entendre que l'affaire se poutoit accommoder à l'amiable, ce qu'il avoit bien desiré sachant, que cette procédure par excommunication cause souvent du scandale, notamment en des Pays si voisins aux Hérétiques, comme font ceux-ci, ledit saint Conseil de Tenne ordonnant même d'en user sobriement.

Mais le Sr. Nonce fait en suite aucun devoir, ni fait parler à Nous en cas qu'il eut desiré quelque plus grand éclaircissement de la doctrine observance touchée cy dessus, tout à temps quasi deux mois après, au lieu d'accorder ledit Extrait n'en eût commencé à venir luy en cette occasion, ayant fait afficher le 30. de Juin dernier Lettres d'Adjournement, à charge du Concilic & Procureur Général de Pays de comparoir par devant son Auditeur endans six jours après l'exploit pour s'entendre sur ladite Cassation, & pourquoy il pensoit avoir recouvert l'excommunication decretee par les SS. Ceneurs contre ceux qui empêchent l'effet des Mandats Apostoliques, ou qu'importe soit procédé à ladite communication, d'autant par ses Lettres que la Cassation desdites Bulles n'a point été exploitée par affixion tant à la porte de la Chancellerie qu'aux autres lieux publics, ce qui ne trouvera jamais, même au contraire à ladite publication & affixion comme dessus, etc. suspendue par ordre dudit Chancelier sous espoir d'accommodement.

Dont étant avertis sommes ete contraintes en acquit de notre devoir fournir de faire exploiter lesdites nos Lettres cassatoires en forme due, ce qui a été fait le 3. du mois de Juillet par ledit premier Huissier, & ordonne audit Officiel, & à tous autres à qui ce touche de se régler selon le contenu desdites Lettres Cassatoires sur peine de cinquante reaux d'or au profit de Sa Majesté.

Et Nous avons quant & quant sur autre Requête dudit Procureur General accordé autres Lettres de Cassation audit adjournement & communication d'excommunication à decreter ledit Procureur General, lesquelles nos Lettres font aussi été exploitées par ledit Premier Huissier ledit 3. jour de Juillet par affixion aux Eglises de sainte Gudule, sainte Catherine, & aux Portes du Conseil & Hôtel de Ville.

Par ou V.A. voit que Nous ne pouvons estre blâmes d'accuser precipitance ou de peu de respect, mais plutôt de trop de desir & de trop de respect en chose de si grande importance, combien que l'un & l'autre avoit fondé sur l'espoir d'accommodement.

Le Nonce averti de cet exploit à aussi vu, savoir le 3. de

Sum de Anno 1574. hic supra allegatum, ordinant expresse ut nulla provisio Romana executioni mandetur, nisi prius fuerit visitata & examinata a Consilio & Imperatibus fuerit concessum Placetum, sub pena amissionis effectum dictarum Bullarum & provisionum, & dicta Ordinationes hactenus exacte sunt observata, nec potest aliam exemplum produci in contrarium.

Et sunt juxta hoc nostra Litera Cassationis causae 3. Maji ultimi, & 8. ejusdem Mensis per primum Nuntium Judicis fuit Apparitorem hujus Consilii tantum executioni mandata respectu Joannis Van Meerbeke, qui imperpetuum dictas Literas Monitorias, & fuit ille citatus ut extraderet dicto Apparitori omnia exemplaria quae habebat, simul omnes alia chartas, & monumenta super illa materia, & illi fuit ordinatum, ut casaret omnia sub pena centum Imperialium fove realium aureorum impenderetur fove Appellati; dictus autem Van Meerbeke respondit dicto Apparitori, quod omnia tradidisset dicto Officiali absque hoc, quod tam temporis fuerit facta alia publicatio vel executio dictarum Literarum Cassationis, imo ad observandum eam diffultari, Cancellarius desuper locutus est Archi-Episcopo Mechliniensis, ad quem dicta Bulla destinabatur et exploitanda rationes superadictas, & quod fuisse tales Monitorias non posse praticari in hac Patria, quod respondit hoc negotium concernere Nuntium, & quod illi desuper vellet legi, restitit a Cancellario in manibus Archi-Episcopi extrahendi programmati de Anno 1574 & de fide dictas Cancellarius jussu suspendi publicationem, executionem & executionem dictarum Literarum Cassationis desuper insisteret requisitus ab Archi-Episcopo, dicens negotium posset amovibiliter componi, quod certe desiderasset, scientes hunc modum procedendi per excommunicationem fove casare scandalum, notatur in Partibus, qui ad hunc usque Hæretici, fuit fove ha, & imo sacrum Concilium Trid. ordinat, ut fove excommunicationibus Prælati utantur.

Sed Nuntius absque hoc quod peteret majorem dilacionem auctoritate observantes supra prædicta dubio fore mensurus postea, re non comperta fuit usum operis incepti immovere juxta officium 30. Junii Literarum citatorum Consiliorum & Procuratorum Generalis hujus Patria, ut compareret coram fove Auditore intra 6. dies post expeditum, ut se excusaret super dicta Cassatione, & quare putaret se non invenisse excommunicationem decretam per sacros Canones contrarios, qui imperpetuum effectum Mandatorum Apostolicorum, vel quod alias procederet ad dictam excommunicationem, decreta per fove Literas, quod Cassato dictarum Monitoriarum fuisse executioni mandata per affixionem tant ad portam Cancellaria, tam ad alia loca publica, quod nunquam probatur, imo in contrarium fuit dicta publicatio & affixio suspensa fove fove, mandata dicti Cancellarii sub fove omniculius compensionis.

Quare de re informati fuimus etiam vi nostri officii, & juramento fovere executioni mandari dictas nostras Literas Cassatorias in fove debita, quod scilicet 3. Mensis Julii per dictum primum Apparitorem, & ordinatum dicto Officiali & omnibus quo tempore, ut se regularet juxta canonem dictarum Literarum Cassationum sub pena centum Imperialium fove realium aureorum impenderetur Appellati.

Et ad requisitionem dicti Procuratoris Generalis idemdem concessimus alias Literas Cassationis dictæ citationis, & communicationis excommunicationis decreta contra dictum Procuratorem Generalem, qui nostra Litera etiam sacras executioni mandata per dictum primum Apparitorem dicta 3. Julii per officium ad Ecclesias sanctæ Gudulæ, S. Catharinæ & ad valvas Consilii & Curie.

Unde Fessler Celsissimus videt, quod nos pessimus argui precipitancia vel despectu, sed potius nimia dilacione & respectu in negotio tanti momenti, quomodo hoc & aliud esset scandalum in fove amovibilis tempore.

Nuntius tertius redditus de hac executione jussu quamprimum

3. de Juillet, & depeche & le lendemain faire exploiter & affiger cautions autres Lettres d'Adjonnement pardonnant son Auditeur contre le Chancelier de ce Conseil, le Secrétaire Steenbryse (ayant depeche lesdites Lettres Cautionnaires) & le Premier Huissier suldit les ayant exploitez, aussi commissaires d'excommunication pour y aller exculer lesdites Lettres Cautionnaires & s'exculer de l'excommunication, laquelle autrement contre eux le zeur decreter.

Et Nous ne pouvant souffrir ce peu de respect, ces nouveautés & voyes de fait exécution contre le Chef & premier Officier de la Justice souveraine de ce Pays, non sans administration generale, qui ne peuvent être communies, & ne sont aucunement traitable en Justice pardevant le dit Nonce, ou son Auditeur, avons quant & quant sur autre Requête dudit Conseiller & Procureur General accordé de surseoir Lettres Cautionnaires desdites Lettres dernieres dudit Nonce, qui sont datées du 6. de Juillet, mais point exploitez, l'exploit étant sulpendu par ordre V. A. parce que le même ayant apperçu qu'il avoit procédé sans fondement & contre les Privilèges de ce Pays, sembloit vouloir entendre à la raison, mais comme Nous sommes informé de bonne part, il fait à craindre qu'il tienne encore quelque chose de nouveau au grand préjudice de la Souveraineté de Sa Majesté & de son dit Conseil.

Et parant Nous semble, que nosdites Lettres devroient être exploitez, même tant fait que le Nonce & Official suldit requeroient & retradissent le tout, qu'il effaçent entièrement & leur Papiers & Registres tous les Actes par eux faits & tenus touchant cette matière, en sorte qu'il n'y ait rien de possible, connoître, ni savoir ce que c'est, temoie qui auroit été trop doux au Roy Ferdinand le Catholique, si on considérait bien la Lettre écrite à un Viceroy de Naples, par où se peut voir combien les Rois sont portés à la conservation de leur Hauteur, & particulièrement au fait de la Justice.

Les derniers dudit Bilbe impetrant desdites Lettres Monitoires excoffiant leur tort, se font exculer par Requête disant l'aine navoir rien feu desdites Monitoires, même présentant s'en expurger par serments, & de ne s'en vouloir servir, & les autres ont demandé Placet pour les pouvoir exploiter peinant être exculer le relevé de la faute par eux commise de ne l'avoir demandé plus, mais le St. Nonce & l'Official ne sont rien de semblable, auraient Nous voulons contraindre de paroles, ce qui Nous est très-suspect, d'autant plus que Nous voyons journellement, que l'un & l'autre d'eux tache par toute manière d'establi la jurisdiction en préjudice de la Souveraineté du Roy & de son Conseil, le premier ayant dès le commencement de sa attive pardeca prétendu eriger un nouveau Tribunal, auquel luy & son Auditeur eussent pu connoissance de toutes les Causes, ou du moins telle partie d'icelles qu'ils eussent voulu, qui se doivent envoir au Conseil de Trente *sess. 15. cap. 1. de reform.* commettre aux Juges nommez par les Synodes Provinciaux, & il leur de fait ja etiger, si Nous & aucuns des autres Conseillers Nous eussions opposés en lieu qu'il devoit punctuellement se conformer aux Loix & Privilèges de ce Pays, suivant le bon exemple de ses devanciers, & exculer le scandale & inconvenient que l'introduction de semblables nouveautés cause en un Etat si proche des Heretiques de tous costez, & le dit Official à aussi ja commencé beaucoup de nouveautés, auxquelles sommes pareillement teslois de Nous opposer & ne les souffrir davantage, comme n'avont paciellement pu souffrir les nouveautés faites par ledit Nonce & Official en cette Procédure en laquelle sommes été attaquez par eux, qui Nous ont par la contrainte à Nous defendre le mieux qu'il Nous a été possible, ce qui est permis par tous Droits tant Divins, Naturels que Humains, même Nous & etions obligés par notre serment pour le maintienement des Privilèges, Coustumes & Observances anciennes du Pays, comme V. A. peut voir par ce discours, qui sert seulement pour instruction de sa personne Royale, & non pas pour concilier l'assaut pardevant quelque autre Juge, que ce pourrait être, ou pour soumettre cet Ecrit à autre Censure, que celle de V. A. puisque ce seroit diminuer l'autorité du Conseil (à qui cecy touche privativement) & autrement une chose de tres-mauvais

Van Eijpen, Part VI.

exten-

nam nempe 6. Julii expediti, & postea de executione mandata & officio quodam alias literas Citationis coram suo Auditore contra Cancellarium hujus Consilii. Secretarium Steenbryse (qui expedito dictis Literas Citationis) & dictum primum Apparitorum, qui eas executioni in vadit, etiam commissarios, ut venientes executione ob dictas Literas Cautionarias, & se purgare ratione excommunicationis alias contra ipsos decrederent.

Et Nos non parentes potius illum de postum, has novitates & vias facti mandatas executioni contra primum caput justitie superius hujus Patrie non sine super generali, qui non possunt executionem nec alio modo in judicium trahi coram de lo Nuncio vel ejus Auditore, concessimus idem ad aliam requisitionem dicti Consilii, & Procuratoris Generalis alias Literas Cautionarias ultimarum literarum dicti Nunci, que data sunt nona Julii, sed non executioni mandata suspensa executionem mandata Vistra Celsitudinis, quatenus idem adverterit se processisse sine fundamento & contra privilegia hujus Patrie, videbatur vero se temeritate, sed cum esset informati a bonis fideiis, timendum fuit, ne adhuc aliquid moliretur novi magno cum prejudicio superioritatis sue Majestatis & dicti Consilii.

Et ideo videtur nostra Litera executioni mandanda, ut Nuncius & Officialis dicti Nunci recedat & retrahat omnia, & plane delatam ex suis chartis & Registriis omnia per se ipsa concernentia hanc materiam, ut in posterum non possit legi, cognosci vel transgredi, recordamur vero nos Regi Ferdinando Catholico, sibi consideratur Epistola scripta ad Vice Regem Neapolitanam, in qua potest videri, quam serventer sint Reges in conservacione sui superioritatis, & specialiter in materia justitie.

Heredes dicti Bilbe impetrantes has Literas Adversariales sententes nos juris processu exculamur se per suplicem, immo nam maximo allegat se subfugisse de dictis Adversarialibus, immo effert quod vult se expurgare peramentum, & illis non vult uti, & alio prout in Placito ut possent ad executionem procedere, rationem ut executionem rationem talis commissa, quod non etiam potuissent, sed Nuncius & Officialis nihil simile praestant, sed videntur velle nos verba circumvenire, quod nobis est valde suspectum, eo amplius, quod quidam videamus, quod unusquisque illorum omni modo contemneret extendere suam jurisdictionem in prejudicium superioritatis Regis & Consilii. Primum illarum ab initio sui adventus praesens erigere novum Tribunal, in quo ipse & ejus Auditor cognoscere de omnibus causis vel saltem de multis quos voluissent, que debent juxta Consil. Trid. sess. 15. c. 10. de reform. committi iudicibus nominatis per Synodos Provinciales, & jam exisset, si Nos & quidam alii Consilia non opposuissent, cum tamen deberet punctuam se conformare Legibus & privilegiis hujus Patrie, secundum exemptionem suam antecessoriam, & ex parte scandalum & inconvenientiam, que contrahit aliam viam non casus in aliquo statum vicine unaquaqueque heretici & dicti Officialis etiam multas incipit novitates, quibus prius decreverat Nos opposere, nec ulterius pati, sicut non potuimus pati novitates attentatas per dictum Nuncium & Officialem in hac agenda methodo, in qua ipsi nos aggressi sunt. Qui etiam nos contra defendere omni militari modo, quod licet per omnia iurata Divina, quam naturalia & positivis, imo cogamur per nostrum Jumentum per conservacionem Privilegiorum, consuetudinum, & ordinum antiquarum Patrie, sicut vestra Celsitudo videre potest ex hoc discursu, qui continet instructions Regis, & non ad constantiam illi temerem alio iudice quacunque, vel ad subvertendum alterius persona hoc scriptum, quam Vistra Celsitudo, nam hoc esset dominare auctoritatem Consilii (quod hoc negotium privative tangit) & aliorum ipsius exemplis, & postea consequentia, tendens aliunde ad prejudicium superioritatis sue Majestatis, Privilegiorum, ordinum, honorum & iustarum consuetudinum hujus Patrie & necnon in prejudicium servituti intrinseci, quam Vistra Celsitudo antea observavit.

H

Ad.

exemple, & de pire conséquence, tendant d'ailleurs en préjudice de la Hauteur de Sa Majesté, des Privilèges, Ordonnances, honnes & justes Consuetudes de ce Pays, & notamment en préjudice de la Joyeuse Entrée, laquelle V. A. a toujours sanctement observée.

Mettant aut surplus à V. A. en considération que les Nonces ne peuvent user de leur faculté ou pouvoir qu'ils ont de Sa Sainteté sans au préalable obtenir Placet, lequel s'accorde au Conseil avec restriction, & sans la Souveraineté du Roy & Observance de ses Loix & Privilèges du Pays & son auctorité. Sur ce baises très humblement les Royales mains de V. A. Prions Dieu.

Madame, de conserver V. A. longues années sous la protection, de V. A. Serenissime très-humbles & très-plaisant Serviteurs, les Chanceliers & Gens du Conseil du Royen Brabant.

Addimus praeterea considerandum a Vestra Celsitudine, quod Nuntii non possint uti facultate & potestate sibi concessa a sua Sanctitate, nisi prius obtinuerint Placetum, quod conceditur in Consilio cum restrictione, & solum superiorem Regis & observantia Legum & Privilegiorum Patriae & non aliter. Superest, ut humillime offeramus manus Regiae Vestrae Celsitudinis, rogantes Deum.

Serenissima Domina, ut Vestram Celsitudinem per multos annos in sua protectione conservet, Vestra Celsitudine humillimi & obedientissimi servi, Cancellarius & Procurator Generalis Consilii Regii in Brabantia.

D E C R E T U M C O N C I L I I B R A B A N T I A E

Die 5. Maii 1618. quo cassatur publicatio Bullae Romanae impetratae in causa hatredum Caroli de Bilhe, & in superiori Consulta enarratum.

Philips by der grafen Godts Coninck van Castiliën, van Leon, van Arragon, van bey de Sicilia, van Jersalcum, van Portugal &c. Arch-Hertog van Oostenryck, Hertog, van Bourgogien, van Lothryck, van Brabant, van Limbourg, &c. hier op vervefcoete, Subijt. Vro vreen ooslen lieven ende getrovven Raedt ende Procureur Generaal van Brabant in oos verhoosen ende te kennen geven dat hoe vvel, volghens die norrois Edykten hier in oos Landen iowolabelijk onderhouden, ghent Bulla Apostolique gepubliceert, noch ter executie gestelt en mogen vvoorden sonder vvroegende Placet van onsen voorfs. Raede. Roois't nochtans dat den Official van Meechlen hem heeft vervoordert te bevelen aro alle Pastoors ende Vicariën van de Kercke des Aertbisdoms van Meechlen, dat sy ingevolge van sekerer Bulla Papale geimpreteert by Jousfionnve Anos de Bilhe, ende haere Ertgenamen in Februaris Insleeden, soudon hebben v'ordonnetto aen sulcken onbekenten Persoon als tyt her Stert-Hoys v'ao vrylen Caste de Bilhehemmen Vaeder soudon mogen gemen hebben ende sudon mogen bestien afswicken gooden meubelen ende immeubelen als't voorfs. Stert-Hoys soude toetchooren, dat sy allen de selve soudon hebben te reslaucen ende die selve soudon vvegen, dat sy die soudon demuncen aende voorfs. Ertgenamen Bilhe ois vvel aen den voorfs. Official, ende dat alles binnen den tyt van dertich daegh op ene v'ao te communicatie, vvelken volgende vercheyde Plebanen Pastoors, ende Vice-Pastoors hun hebben vervoordert binnen desen onsen Lande die voorfs. Bulla met het voorfs. Mandat onder her Sermoon te ver'kundigen, ende daer af in hame relation te geven, als bielyck onder andere by een dobbel van de selve Bulla gepubliceert by den Pleban van Sinte Goedelen Kercke alhier. Ende v'want't selve is contrarie die voorfs. Edictio ende oude overbrekelycke observantien hier in onsen Lande van Brabant ghouden, ende noch meer syn sonde, soo verre daer inmer niet en vvoorde versien. Soo versocht daerom die Remonstrent dat ons ghewen vvide hem te verlenen onse onse Brieven van Cassacie daer toe diennende. Vv. A. C. K. D. M. M. C. S. D. D. J. S. T. dat wy desen aengedien V. overborden ende bevelen daer toe committerende by desen, dat soo verre V. bielyck van't gene voorsijde, soo vrede dat genoech sy. Ghy in dien gevalle s'en versucke des voorfs. Remonstrents, doet expres ende seker bevel van onsen t'veghen die vvoorfs. Official van Meechlen, die voorfs. Jousfionnve de Bilhe ende haere mede Ertgenamen, die voorfs. Plebanen, Pastoors ende Vice-Pastoors de voorfs. Bulla ende Mandat gepubliceert hebbende, misghedens Jan van Mettrecke die voorfs. Bulla ende Mandat gedrukt hebbende, ende alle anderen die selve arangen magh, op sekerre groot penen't ooslen behoeve te verbeuren oock by fusidienne van hunne temporele goeden dat sy ende een jeghlyck van huo, soo hun dat sengaen sal, ende toetlaet't vvoorfs.

Philippus Dei gratia Rex Castiliae, Leonis, Arragoniae, utriusque Siciliae, Ierosolymorum, Castaniae, &c. Archidux Austriae, Dux Burgundiae, Lombardiae, Brabantiae, Limburgi, &c. Primarius Aspirationis, sine Ducia Consilii nostri Brabantiae, adhuc requisitus, solus. Expositis nobis choras & fidelis Noster Consiliarius, & Procurator generalis Brabantiae, quod, quoniam secundum Notitiam illam, in hisce Provincias inviolabiliter observata, nulla Bulla Apostolica publicari aut executioni mandari possit, sine Placito prius nostri Consilii remanentis Officialis Archidiaconi assensu sit impetrare auctoritate Palmarum & Picearii Parochiarum Diocesis Mechliniensis, ut in vim ejusdem Bullae Papalis, per Ducatuum Annam de Bilhe & Catherinis ipsi impetratae Februaris ultimo elapsa, mandarentur cuicunque persona ignota, qua ex Domo Martariae Caroli de Bilhe, Parisiorum, forte scriptis, & adhuc possidet hanc quocunque nobis aut immunitatis personis ad dictam Domicilium Abbatem, eadem restitueret: & quicquid personam illam refoveret, eandem dictis hereditibus de Bilhe, aut mercatorum Officiali denuntiaret, idque infra triplum dies, sub poena excommunicationis. Pervenit nobis, variis Plebanis, Pastores & Picearii Pastores eandem Bullam cum prelati Mandato in hac nostra Provincia, sub cunctis publicaretur, datis de hac publicatione testimonio suo, ut inter alias convenerit ex copia dictae Bullae publicatae per D. Plebanum Diva Gratiae in ejusdem Ecclesia. Quae omnia cum directis repugnare praesentibus nostris edictis, & contrariis consuetudinibus in Provincia nostra Brabantia observatis: quoniam adhuc nota sunt eorumque non temporis providentia. Illis Exponentibus nobis supplicavit, ut dignemur ei concedere Litteras Patentes Cassationis ad hoc contrarias. Hinc est, quod nos, hisce mature expensis, ab impugnatione, authoritanda per presentes, ut si praesentia verba esse sufficiunt expensibus, etiam ad instantiam Exponentis, nomine Nostri Officialis Mechliniensis, Domicilii de Bilhe & Catherinis, Plebanis, Pastores & Picearii Pastores qui prelatum Bullam & Mandatum publicarent, insuper & Joannes Van Mawerck qui eandem Bullam, & Mandatum impressit, omninoque alios qui hac quomodolibet concernent ac subiectis eorum subgravioribus malis nostris obsequia applicandis etiam injunctis manus in temporalibus bonis, expresse, & severe mandis praesentem Mandatum dicti Officialis ac substantiam publicacionem ejusdem, & quicquid inde dependet, suis sumptibus, damnis & interese tuerent, revocent & annullent, sique caveant a similibus impetitionibus attentionis subgravioribus poenis, deinde solvant expensas hujus sententiae ac executionis ejusdem, eas ad hoc contrarias foris mediet compellendo (ad quae omnia rati impatiuntur plenam facultatem). Mandamus insuper omnibus aliis inferioribus Tribunalibus, iudicibus, Officialibus & Subditis Brabantiae Provinciae nostrae, ut in hisce expensis rati obediunt & auxilium praestent, si indiderint, usque

voorz. Mandat des voorsz. Officijs, misgaders die publicatie dat naar gevolgt, ende daer al eenich sijn dependente kolledeos fouden cassen, tevooceren, of doot ende te nict doen ende doen doen, ende hen verdragen van gelycken meer te doene, oft attentieren, in eeniger manieren op meer penen. Ende tot dien betaelen die eotten van desen, ende executie der selver, die selve daer toe op dass moode fy bedyngende by ende met alle behoefelijcke vryghen ende manieren van bedvange daer toe dienende. Van des te doene, met dierel aemkleef gheven Vry V. volcomen macht by desen. Ontbieden voorts ende bevelen allen anderen onsen onsen onsen Vassallen, oft der Smalre Heeren Rechteren, Justiciere, Officiere ende Onderfaten ons voorsz. Landes van Brabant dat sy V. (die doende) gheoorsem sijn, behulp ende bystand doen soo verre ghyz behueft ende fy des van V. verlost vouden. *Praesentibus alio Galieis.* Gegeven in onsen Stadt van Brussel den 5. Maji 1618. ende van onsen Rijkje die d'achtste. Onder stonck geschreeven by de Coniack in syem Bradele ende vvas onderdeckent *Steenhuys* ende befest met een grooten Segel van Syne Majesteit in tooden Vvaale gedruckt onden aenhangende in enckelen deerte.

Uyt crachte van d'Originele opene Brieven vvaer af dese Copie is, hebbe ick eerste Douwverdere ordinais van den Raede van Brabant op den 3. Julii 1618. in den naem van Syne Majesteit geordonneert, den Officiel van Mechelen, de voorsz. Jousfourve Anne de Bilhe ende haere mede Eilgenemmen, de voorsz. Plebanen, Pastoors ende Vice Pastoors de voorsz. Bulle monitorial ende Mandat gepubliceert behebende, misgaders Jan van Meerbeck die de voorsz. Bulle end Mandat gedruckt heeft ende alle andere dien t selve aengaen mach, dat syhen promptelijck sullen hebben te reguen naet d'inhout van de voorsz. opene Brieven op pene van 500. goudse Realen by eick van han te verbeuren die op hun oft hunne goeden binnen d'ey daghen daer naer sullen vvoroden verhaelt ende binnen andre bry daghen naet d'expitatie van d'eerle d'ey daghen op pene van dayfent goudse Realen te verhaelen als vooren: allre ten behoeve van Syne Majesteit ende voorts op al sulcken meedere pene als daer naer sul voorden geordonneert tot den eynde hebbe dese geaffigeert den 3. Julii 1618. &c. Ende vvas onderdeckent, P. Christy.

enque requisitis) tale enim est conceptum nostrum. Datum in Urbe nostra Brabensi 5. Maji Anno Domini 1618. & Regni nostris. Infra scribitur per Regem in suo Concilio & signatum Steenhuis & sigillatum Majore sigillo Sae Majestatis rubra cera impresso.

Figure Originalem Literarum Patentium, quarum sapientia exhibetur, expressimus & ordinarius Apparitus Concilii Brabantiae 3. Julii 1618. nomine Sae Majestatis mandati Officiali Mechinensi, dille Domelle Anna de Bilhe tuncque coarcedatus, ac insuper memoratis Plebanis, Pastoris & Vice Pastoribus, qui praefatam Bullam publicarent, & Joanni Van Meerbeck ejusdem Bullae impressori, omnibusque qui hoc concernere possent, ut sine mora sese conformarent contentis praefatarum Patentium Literarum, sub malla quingentorum auroreum solvendorum a quolibet eorum, quarum solutio infra triduum ex illorum personis aut bonis fiet. Ex primo eruda classis, sub malla mille auroreum, altera triduo classis, solvenda ut ante, ad utilitatem Rerum Sae Majestatis: aut alia major pars postmodum statueretur. In quem finem haec affixi 3. Julii 1618. erat signatus. P. Christy.

DECRETUM CONCILII BRABANTIAE

Die 3. Julii 1618. quo cassatur citatio quaedam affixa ex parte Internuncii, in praefata Consulta pariter enarratum.

Philips by der gratien Godts Coniack van Castilien, van Leon, van Arragon, van bey de Sicilien, van Jerusalem, van Portugal &c. Aerts Heroge van Oostenryck, Hertoge van Bourgognen, van Loebryck, van Brabant, van Limbourg, &c. Den eersten van de Douwverdere van onsen Raede geordonneert in Brabant hier op ververocht, silyt. Van vvegen onsen lieven dede getrovven Rade ende Procureur Generael van Brabant is ons verthoont ende te kennen gegeven, dat alioo d'Eilgenemmen vveilen Charles d' Bilhe te Roomen hadden gecompetreert sekerre Bulle Papale gecommet Monitoriale, daer by op pene van excommunicatie aen ontbekende persoonen vvoorde geordonneert te resiliuieren t gene sy uyt hen Vaders Sterf Huis mochte hebben envrent, ende dat den Officiel van Mechelen Heere Jean le Roy hem hadde verwoordt t'ordonneren dat de selve foudde vvooroden gepubliceert gelyck verseybde Pastoors alhiot oock heiden gedven, niet reguende dat daer toe geen Placet in vvas verocht, oock geacordeert, soo is den Remonstrant van Officie vvegen genoodt seucke geveest t selve te kennen te geven ende te verloeffen provise daer toe dienende mita notorieijck in desen onsen Lande van Brabant eegene Apostolike provisien en mogen te vverck gheset vvoiden sonder voorgaende Placet, vvelcken volgende, onsen voorsz. Raede hem heeft geacordeert onse opene Brieven van Cassatie mer sulstement van de temporele goeden van de voorsz. Officiel, Pastoors, oft Vice Pastoors die publicatie gedven hebende, misgaders van de voorsz. Jousfourve Anne de Bilhe ende haere Broeders, ende naet den de selve vvaeren begonst t'employeren, soo is by onsen ster lieven dede getrovven Cancellier onsen Raede geselateert dat men malkanderen weder minnen foudde verstant ende dat onderstulken alle vvoorbrede executie van de voorsz.

Van Eijzen, Pars I. h.

Cal.

Philippe Dei gratia Rex Castiliae, Leonis, Aragonie, utriusque Siciliae, Jerusalem, Lusitaniae, &c. Archidux Austriae, Dux Burgundiae, Lombardiae, Brabantiae, Limburgi, &c. Primario Assessoris, seu Nuncios Concilii nostri Brabantiae, ad hoc requisiti, salutem. Exposuit nobis charus & fidelis Noster Consultarius, & Procurator generalis Brabantiae, hodie Carolus de Bilhe Reme imperatoris Bullam quondam Papalem, Ministerialem nuncupatam, qua sub pena excommunicationis injungitur personis ignotis, resistere quicquid ex Dome Administratoris Patris eorum surripuerunt. Quodque Dominice le Roy Officialis Mechinensis mandasset eandem publicari, ut eorum vvari Pastores fecerunt, licet nullam ad hoc Placitum fuisset petita nec concessio. Quare Exponentis vi officii consilii huius nobis significare, ut de oportuno remedio providere dignemur, cum notum sit in nostra Provincia Brabantiae, nullas Provisiones Apostolicas sine praevio Placito nostro posse executioni mandari. Quare dictum Concilium nostrum eidem concessit Patentes nostras Literas Cassationis, cum decernunt bonorum temporalium cum dictis Officiali, Pastorum aut Vice-Pastorum qui praefatam publicationem fecerunt, quam memoratae Domelle de Bilhe & Fratrum ejus: postquam vera dicta Patentes Literas copiam executioni mandari, relatum est charo nostro & fidelis Consultario, per nos controversiam amicabilem velle componere, regentes, ut interea omnis ulterior executio Cassationis suspendatur. Quibus non obstantibus Illustre. D. Nuncios Apostolicus Exponentem Literis suis, die 28. Junii proximi, affixis ad vultus Ecclesiarum triginta sequenti citari infra triduum biduorum Audire suo, ad ibidem defendendum praefatam Cassationem, & prebendum quod non inciderit in excommunicationem. Alias contra ipsum promouendum Decretum excommunicationis, illudque in forma publicandum.

H 2

Q20

Caſſatie ſoude vvoerden opgehouden, gelijk gebeurt is, dien hier-regendeſche ſoo heeft den Heere Illuſtriſſimus Nuntius Apoſtolicus den Remonſtrant by affſchiet ter Kerck dueren doen citteren by ſyne Briefven van den 28 Junij leſt ledem, geſſiggeert den 30. daer naer, om te compareren binnen dry maelt vyve daegen voor ſijnen Auditeur om aldaer te veranſvooden de voorſz. Caſſatie, ende vvaerom hy niet en ſoude gevallen zyn in excoſmunicatie, anderslincs dat eeghen hem ſoude vvoorden ghegeven Decret van excoſmunicatie, ende dat ſelve naer behooren ſoude vvoorden gepubliceert, allen d'vveke vvaer directielijk is lijdende teeghen d'oude Privilegien ende Coſtumen van deſen onſen voorſz. Lande, miſſagaders teghen onſe Souverain autoriteit ende van onſen voorſz. Raede. Soo verſoche die Remonſtrant dat ons geleven vviide hem daer op te verlieden onſe opene Briefven van Caſſatie in forma mit permiſſe van liſſement van hinnen temporele goeden. **VVAEROM SOO IST**, dat vvy deſen aangeſien U. onbiedend ende bevelen daer toe committerende by deſen, dat ſoo verre U. blycke vao 't gene voorſz. is ſoo veel dat genoech ſy, ghy in dien gevalle ten verſuke des voorſz. Remonſtraat doce exprees ende ſcherp bevel van onſen t'vvegen den voorſz. Illuſtriſſimus Heere Nuntius, ſynen Auditeur, den voorſz. Official, mit ſgaders alle andere Geſtelijke ende Vvettelijke Perſoonen, naemmelijk oock de Jousfrouwe Anna de Bille ende haere Broeders die hen't gene des voorſz. is hebben gemoeyt ende noch ſullen moeyen oft ondervvooden op ſekere grooe penen 't onſen behoeve te verhooren, dat ſy ende een iegelijk van hun ſoo hem dat aengaan ſal ende toelſtaen, ſullen de voorſz. Citarie, aſſiſte, ende alles vven daer af dependerey ende naerſgevolgt is oft volgen ſal, coſteloos ende ſchadeloos Caſſeren vwoezeren, af, doodt ende te niet doen ende doen doen, ende hun verdragen van gelijken meer te doen, oft 't atteneren in eeniger manieren ende tot dien beraalen die Coſten van deſcende d'executie der ſelver, de ſelve eick in 't beſtand daer toe op dan woody fy bedvvingende by ende met alle behoortelijke vveghen ende manieren van bedvvingen de daer tot dieneende, Van des te doene geven vvy U. volcomen macht, miſſagaders om hunne temporele goeden te moegen ſaſſeren tot verhaalen van de voorſz. Penen, Onbieden ende bevelen voorts allen anderen onſen, ende der Smageler Heeren Rechteren, Juſſicieren, Officieren ende onderſaeten ons voorſz. Landes van Brabant dien die zenguen ſal moeyen, dat ſy ende een iegelijk van hun ſoo hem toebehoort U. (dit doende) gehoortſaem ſyn, behulp ende byſtande doen, ſoo verre Ghyr behoeft ende ſy des van U. verſoche vvoerden. **VVANT OS ALSOO GELIEFT**: Ghegeven in onſer Stadt van Bruſſel den 3. Julij 1628. ende van onſer Ryckem d'achſte. Onderſond by den Coolinc in ſynen Raede, ende vvas onderreectent *Suen Hays* ende beſegelt metten grooten Segel van ſyne Majeltit in rooden vvalſſe gedruet onder een uythangende ſin enckelen Steete.

Uw crachte van d'Originele opene Briefven vvaer af deſe Copyen, hadde ick eerſte Deurvveredere Ordinair van den Raede van Brabant in den naem van ſyne Majeltit ende ten verſuecke des voorſz. Heere Remonſtrant gedaen exprees ende ſcherp bevel aan den voorſz. Illuſtriſſimus Heere Interſcandus, ſynen voorſz. Auditeur, den voorſz. Official ende alle andere Geſtelijke ende Vvettelijke perſoonen, naemmelijk oock aen Jousfrouwe Anna de Bille, ende Broeders die int gene voorſz. hen hebben gemoeyt ende noch ſullen moeyen ende ondervvinden, dat ſy hun promptielijk ſullen bebben te reguleren naer d'Inhoud van de voorſz. opene Briefven op pene van 500. goudes Raelen by eick van hen verhooren die op him, haer ende binnen andere dry daegen daer naer ſullen vvoerden verſoet hunne goeden binnen dry daegen naer d'expiratie van d'eerſte dry daegen op pene van dryſcien goede Raelen te verhaalen als voor, alles toe behoeft van ſyne Majeltit ende voorts op alſulcken meer der penen als daer naer ſal vvoorde geordonner ende luyke tot dien eynde deſe geuſſigert den 3. Julij 1628, ende vvas onderreectent. *P. Chryſtin*.

Qua omnia cum directe contrarietur tam ſuprema noſtra auctoritati & memorati Concilio noſtro, quam Privilegiis & Conſuetudinibus illius noſtrae Provinciae; Exponens ſupplicavit, ut dignemur ei concedere Patentes noſtras Literas Coſſationis in forma, cum licentia injunctis manus in bona temporalia. Hinc eſt, quod nos hiſce attentis, te auctoritate & injunctis ut, cum tibi debet conſiderari veritate qua narrata ſunt; nomine noſtro expreſſe & ſecus mandas praefato Illuſtriſſi Dom. Nuntio, tui Auditori, illis etiam Officiali aliſque omnibus Eccleſiaſticis & ſecularibus, ac nominatim praefato Domitilla Anna de Bille & Fratribus ejus, qui ſe memorata cauſa immiſcuerunt & adhuc immiſcebunt, ſub gravi pena, arbitrio noſtro inſigenda, ut quilibet eorum, in quantum id cum ſinceritate, ſuis diſpendiis, damnis & intereſſe caſent, revocent & annullent dictam citationem, & officium cum omnibus inde ſecutis & ſententiis, ſiſque tunc a ſimilibus quomodolibet attentantis: ac inſuper ſervent expreſſas huius Decreti ac executionis ejaſdem; quolibet eorum inſoludum ad hoc compellendo mediis ſuis contrariis. Ad hoc omnia damus tibi plenam ſacramentum, ut etiam ad injunctis manus in bona eorum temporalia, ut ex his punctis praedictis recipere poſſis. Adhuc etiam inſuper omnibus aliſque inferioribus Tribunalibus, Juſticiis, Officialibus & Subditiſ Brabantina Provincia noſtri, qui nos tangunt, ut ipſi & quilibet eorum in hiſce exequendis tibi obediant, & actionem praefatam, ſi indigueris, reſque requiſitis; tale eſt cum beneplacitum noſtrum. Datum in Urbe noſtra Braxellienſi 3. Julii Anno Domini 1628. & illavo Regni noſtri. Inferius ſubſcribitur per Regem in ſua Camera, & ſignatur Secretarius. Et ſigillatum majori Sigillo Sae Maſtatis rubra cera impreſſo.

Figura Originalium Literarum Patentium, quarum copias ſupra exhibetur, eſe primis Apparuit Concilio Brabantiae nomine Sae Maſtatis, & ad inſtanciam Domini Exponentis, expreſſe & ſecus mandas praefato Illuſtriſſimo D. Interſcandus, tui Auditori, memorato etiam Officiali, omnibusque perſonis Eccleſiaſticis & ſecularibus, nominatim Domitilla Anna de Bille & Fratribus ejus, qui ſe hiſce ingeſſit miſcuerunt, & adhuc immiſcebunt; ut prompte ſeſe conforment contentis dictarum Patentium Literarum ſub pena 500. auroreum ſolvendum per quomodolibet eorum in perſona aut ex bonis eorum, infra triſimum, quo claſſe, ſi non obedierint, ſub mille auroreum ſolvendum aut amto, applicandorum Auris Sae Maſtatis; ac inſuper ſub alia graviore multa, poſt modum ordinanda. In qua ſunt haeſe aſſiſſi 3. Julii 1628, erat ſignaturum P. Chryſtin.

(D)

Ad pag. 25.

E P I S T O L A

D. INTERNUNCII die 24. Septembris 1641. ad Universitatem Lovaniensem, cui annexum erat Decretum Sacrae Congregationis universalis Inquisitionis contra Librum Cornelii Janfenii Episcopi Iprensis per Universitatem publicandum.

Reverendi admodum Eximii ac amplissimi Domini.

P Radix in lucem contra Sedis Apostolicæ Mandata ac Decreta Liber Reverendissimi Cornelii Janfenii Episcopi Iprensis, cui titulus Augustinus, prælati ex professo de Auxiliis Divinis, ac deinde occasione ejusdem operis editæ sunt pariter contra prædicta Decreta ac Mandata tam Theses PP. Societatis Jesu de ejusmodi materia agentis, quam alii Libelli, Orationes, Scriptura ac Epistola in Decreto Sanctissimi Domini nostri hujus Litteris annexa annotata, quorum omnium usum cum Sanctissimæ de Consilio Eminentiſſimorum Cardinalium Suprema, & Universæ Inquisitionis interdixit, simulque inhibuit, ne quisquam impostorem Libros, & Tractatus ullos de prædicta materia imprimere, aut in lucem edere

audere, mittere Dominas. Vestris jussu ejusdem Sanctissimæ Suae exemplar prædicti Decreti, ut in ista Universitate id quamprimum promulgetur, ac sub Censuris, & poenæ in eo contentis inviolabiliter ab omnibus observetur: Quod D.D. vestras pro sua in Sedem Apostolicam observantia non gravate prestaturos, sperans rogo eosdem ut de receptis hinc me illico reddatis certiorum, interea vero omnia prospera, & felicia eis præcor. Bruxellis 24. Septembris 1641. (inferius habebatur) Reverendorem admodum Exim. ac Ampliss. D.D. Vestrarum, magis infra habebatur, Devotissimus Servus (signatus) J. P. STRAÏUS Internuncius Apostolicus.

(E)

Ad pag. 26.

B R E V E

U R B A N I O C T A V I.

Die 11. Januarii 1642. Ad Universitatem, in quo conqueritur de non facta executione prædicti Decreti S. Congregationis.

URBANUS PP. VIII.

Dilecti filii Saltem, & Apostolicam benedictionem. Cum admiratione audivimus in vobis, qui Religiosa Fides defensorum profitemini, non tam inveneris auctoritatem ad Jussu Apostolica capessenda, quæ cum Ecclesiæ auctoritati, non integrari ac pietati vestre, per vos, dum Decretum ad coercenda circa matrem de Auxiliis ingeniorum diffidia a nobis publicatum debita executioni maxime demandari curavisset; sed ad illius editionem impediendum, nescimus quo malo affectu dultis inani certe speris, & prætextis, quemadmodum ad Nos perlatum est Laici Magistratus inducere non dubitatis. Patet quantum hoc ab his, qui Ecclesiæ militanti, abhor-

reat, quod offendiculum hinc possitis, quantum hostibus scandalum excutiat. Sed quidem Apostolica non eadem suggerit consilia, quæ sacre & operæ & novis Universitatem istam Beneficiis cumulandi, Speramus tamen fore, ut hoc in negotio ejusmodi suspensæ deliberationem, qua non averſum sit, sed conformanda nostra erga vos benevolentia augmen- tum sit. Si a vobis procedere expellamus, quibus Apostolicam benedictionem in Domino impertimus. Datum Roma apud sanctum Petrum sub anno Piscatoris die 11. Januarii 1642. Pontificatus nostri anno xix. (signatus erat) JULIUS PORPGLORIUS. Superſcriptis erat talis, Dilectis filiis Decano & Universitati Lovanensi.

(F)

Ad pag. 26;

LIBELLUS

SUPPLEX PROCURATORIS REGII oblatum Concilio Brabantiae, quo petit interdici Reſtori Univerſitatis Lovaniensis procedere ad Publicationem ullius Bullae aut Decreti Romani, niſi ipſi primo conſliterit de obtentis Literis Placiti, & nominatim ad Publicationem praedicti Decreti S. Congregationis contra Librum Cornelii Janſenii Episcopi Iſrenſis,

AEN HET HOF

CURIAE.

V Erthoont den Raedt ende Procureur Generael van Brabant, hoe dat gekomen zynde toe ſynder kennisſe dat den Heer Internuncius Stravins hem hadde verwoordert hier te Lande uyt te geven ſeket Decreet vao Roomeo, vvaet by verboden vvoordt deſelute van den Boeck van vyvlen de Heere Biſcop van Ipre Cornelius Janſenius, die Thaeſe vao de Pareys der Societeyt Jelu daer regens gemacke ende andere vveſcheyde Geſchiften, ſoender hier te Hove gevlizeert oft geplaceteert geveecht te zyn, heeft Requeſte gepreſenteert op den leſten September leſſleden, toe cynde der Hof ſoude gedient vveſten aen den voors. Heere Internuncius Stravins, ende aen alle andere die tulyx ſoude mogen ſaekente in juncere, koſtelooſ ende ſchadelloos te caſſere, doot ende te niet te done het Mandement by hem gegeven, nopende publicatie vao net voors. Decreet, & aſſiſtie ad valuer, ende allen't gene daer uyt ende oacs is gevolgt, houdende iogevalle van communicatie, alles io ſlaet ende ſurtaot; op vveleke Requeſte is gevolgt appoinſement van communicatie, houdende onderſueken in ſlaet ende ſurtrantie d'executie van de Bulle aldaer vermett, vveleke Requeſte gefonden gevecht zyndy des lotent Brieven aen den voors. Heere Internuncius, heeft daer regens gedoot vao ſeket verklaren hier mede gende: ende boctwel tot noch toe daer op niet eo is gerefolveert, noch de voors. ſurtaotie afgedaen: ſoo luyt nochtans dat hy Supplicat verſlaet, dat die van de Univerſiteyt van Loven ſoude onſaght hebben eieoove Dopeſchen van Roomeo, iohoudende het ſelfſte dat ingehoden deſch't voorgende Decreet van deo 20. Auguſti leſſleden, ende dat ſyen Maendag tockemende ſouden verſlaen tot publicatie te komen vao de ſelve ſouder deert ſelve ſoude ſtrecken in prejudicie vao de voorgaende ſurtaotie, ende dat het ſelve ſoude vveſten regens de Snouverlooteyt van Syne Maſtey, die vveleke compeert het recht van Placet te geven io deſen Lande van Brabant van alle oude ende immemoriale tyden, by vveſchey de Placeteo geconſirmeert, ſoo nemmihy ſijnen toevlachteen Hove.

Ten eynde het ſelve gedient zy aen den Heere Reſtor ende andere de Univerſiteyt van Loven ioterdigeren te procederen tot publicatie niſt aſſiſtie vao eciove Bulleo oft Reſcriptum vao den Sroel van Roomeo, aler dat hem ſal zyn gebleken van Brieven van Placet dae toe dieneode, ende ingevalle van communicatie, interim de voors. interditiſie, Dit doende &c. (ende vvas onſentice kent) *M. Vanden Hove.*

Sequitur Apoſtilla Maginalis ad praedictum Libellum.

S Y deſe by beſloene Brieven gecommuniceert aen die vao de Univerſiteyt van Loven nem daer regent te ſeygen binnen acht daego, die ſelve middelleert ioterdicerende te groeederen tot publicatie ende aſſiſtie van de Bullen in deſe gerent. *Achm 22. Martii 1642. geparaphceert BOISS. Ut ende onderſteekent Leyens.*

E Xponit Conſiliarius & Procurator Generalis Brabantiae, quod ad ejus notitiam pervenerit, Dominum Internuncium Stravium aſum fuſſe in hiſce Diſcretionibus conſigere Decretum Romanum, quo prohibetur lectura Libri pie memoriae D. Cornelii Janſenii Episcopi Iſrenſis Theſis PP. Societatis Jeſu contra ejuſdem Librum, varioplas alia ſcripſit; abſque eo quod hic in Curia noſtra aut placetatum fuerit, quare ultima Septembris proxime claſſi obtulit Libellum huic Curiae, ut dignaretur praediſto D. Internuncio Stravio, omnib;que aliis, quorum intereſt, injungere, Mandatum ab ipſo editum, circa Publicationem diſti Decreti, aſſiſtenciam ejus ad valuer, omniaque inde ſecuta caſſare & annullare, & in caſum communicationis, omnia ſuſpendere, ad quem Libellum Decretum eſt communicatum cum ſuſpenſione executionis praediſta Bullae, qua Supplicata Literis claſſi praefato D. Internuncio, hic contra eandem exhibuit declarationem huic adjunctam, & quarevis hactenus Conſilium niſi diſpoſuerit, nec praediſta ſuſpenſio ſubſiſta ſit, mobilimino iudicio Supplicanti, quod Univerſitas Lovaniensis receperit nova Mandata Romana, ejuſdem ſubſtantia cum praecedenti Decreto de 20. Auguſti ultimo praeteriti, quodque eadem Univerſitas reſolveat de Lande proximo Decretum publicare, ſive praediſta Literis Placiti; tanquam hoc verget in prejudicium praediſta Diſpenſationis, ac Suprema Regulae praefatae, cui ab omni immemoriali tempore in hiſce Brabantiae Diſtinctionibus compert ſus Placiti diverſis Edictis confirmatum; reſcurra Supplicanti ad hanc Curiam,

Ut dignetur interdici D. Reſtori aliſque Univerſitati Lovaniensis ſubſiſta, ne publicent aut alibi publicis locis aſſiſtent Bullas quaeſcunque vel Reſcripta Sedis Apoſtolicae, priuſquam illis conſultus de obtentis Literis Placiti ad hoc neceſſariis, & in caſum communicationis, interim praediſta interditiſie, quod ſaciendo &c. (& ſignatum erit) *M. Vanden Hove.*

C Ommunicatur huic Supplicata Literis claſſi Univerſitati Lovaniensis, ac contradicendum intra aſſiſtendam, eidem interim interdicens, ne procedat ad publicationem, & aſſiſtenciam Bullarum in eadem memoratarum. *Albm 22. Martii 1642. Erat ſignatum BOISS. Pr. & ſub ſignatum Leyens.*

(G)

Ad pag. 26.

LIBELLUS PROCURATORIS GENERALIS CONCILII NAMURCENSIS,

Quo petit Cassationem publicationis Bullæ Urbani Octavi factæ per Episcopum
Namurcensem sine prævio Placito, Regio.

REMOUE.....qu'encore que pa les Placets du
denier jour de Mars 1595. & du 19. Mai 1499.
il soit clairement défendu à toutes personnes, tant Ec-
clesiastiques que Seculiers, de quelque condition & di-
gnité qu'elles soient, de faire publier ou exécuter aucu-
nes Bullæ de Rome, pour quelque cause que ce soit,
avant que d'avoir obtenu du Roi ses Lettres de Pla-
cet expédies dans les formes, & cela pour empêcher
qu'il ne se fasse rien au préjudice de l'État, des droits
de Sa Majesté & de ceux de ses Sujets, néanmoins le
Reverendissime Evêque de Namur avoit fait publier
dans les Communautés Religieuses de cette Ville une
certaine Bulle qu'on dit avoir été donnée à Rome le 6.
Mars, de l'An de l'Incarnation du Seigneur 1642. le
dix-neuvième du Pontificat du Pape Urbain VIII. Que
de plus, le même Reverendissime Evêque aient fous-
crist cette Bulle, par laquelle sont confirmées les Con-
stitutions de Pie V. & de Grégoire XIII. portant pro-
hibition de certaines opinions Théologiques & de la
Lecture du Livre intitulé, AUGUSTINUS, de Con-
seille Jaesnius cy devant Evêque d'Ipres. Et comme
de telles publications faites contre les Ordonnances du
Roi peuvent avoir des suites dangereuses, ledit Pro-
cureur General pour pouvoir à la conservation desdites
Ordonnances ou Edits de Sa Majesté requiert qu'il
y soit pourvu par des Lettres, en vertu desquelles la-
dite publication soit cassée & déclarée nulle & de nul
effet, & que défenses soient faites à tous qu'il appar-
tiendra de faire à l'avenir aucune entreprise de cette na-
ture, & qu'il soit fait à tous commandement d'obser-
ver lesdites Ordonnances Royales.

Signe ADRIANI.

ESPONIT, quod quovis per programmata ultime diei
Martii 1695. & 19. Maii 1499. clarissime prohi-
beatur omnibus personis tam Ecclesiasticis quam Secularibus
cujusvisque sine conditionis & dignitatis, curare publica-
ri aut exequi alias Bullas Romanas pro quacunque causa sit,
nisi prius obtenta a Rege Literis Placitis expeditis in for-
ma, & hoc ad impediendum nequid fiat in præjudicium
Statu Jurium Sui Majestatis, & suorum Subditorum; ta-
men Reverendissimus Episcopus Namurcensis curavit pu-
blicari in communis civis Religiosi illius Civitatis certam
quendam Bullam, que dicitur esse data Romæ 6. Martii de
Anno 1642. 19. Pontificatus Pape Urbani Octavi, quod
amplius Reverendissimus Episcopus subscripserit dictam
Bullam, per quam confirmatur Constitutio Pii V. &
Gregorii XIII. continentes prohibitionem quarundam opi-
nionum Theologicarum, & Lellura Libri intusculi Au-
gustini Cornelii Jansenii archiepiscopi Ipresii, &
cum ex talibus publicationibus factis contra ordinationes
Regis possit oriri sequela periculosa, dictus Procurator
Generalis ad providendam conservationem dictarum ordina-
tionum vel Edictorum Sui Majestatis requirit, ne provi-
deatur per Literas, vigore quarum dicta publicatio cas-
setur & declaratur nulla & inane, & ut fiant prohi-
bitiones omnes, ad quas pertinet, ne impetrum fiat ali-
quot attentatum similis nature, & ut omnes serio præ-
ceptum fiat observandum dictas ordinationes Regias.

Signatur ADRIANI.

(H)

Ad pag. 26.

EPISTOLA

GUBERNATORIS BELGII AD UNIVERSITATEM LOVANIENSEM, qua
mandatur Universitati, ut cessare faciat Disputationes & altercationes excitatas
inter Theologos occasione Doctrinæ contentæ in Libro, cui titulus: AUGU-
STINUS CORNELII JANSENII, quoadusque habeatur finalis resolutio sum-
mi Pontificis, necnon Sui Regiæ Majestatis super modo, & forma executio-
nis Bullæ, qua prædictus Liber erat proscriptus.

*Aux Venerables Nos Chers & Bien Amez le Recteur, &c. de notre
Université de Louvain.*

DOM FRANCISCO de Mello Marquis de Tor de La-
gune, Comte d'Assumar, Lieutenant Gouverneur
& Capitaine General des Pays-bas & de Bourgogne. Ve-
nerables chers & bien amez, ainsi reconnu les incon-
veniens naissans des disputes & discours aux Predica-
tions & Leçons sur le sujet de la Doctrine traitée au
Livre intitulé AUGUSTINUS, composé par son I^r
Eve.

DOMINUS Franciscus de Mello, Marchio Turrensis de
Laguna, Comes Assumariensis, Lieutenant Gub-
ernator, & Capitaneus Generalis Belgii & Burgundie,
Venerabiles Charissimi, & Dilectissimi, compertis incon-
venientibus, quæ oriuntur ex disputationibus, & discursi-
bus in Concionibus, & Lellionibus super doctrinam traditam
in Libro intusculato Augustini, compositis per Episcopum
Ipres.

Evêque d'Ipres Messire Cornelie Jansenius : a quel il importe de pourvoir, en attendant que N. S. P. le Pape y prenne résolution finale, ET QUE LE ROI NOUS MANDE COMMENT ON LA DEVRA METTRE EN EXECUTION, auquel effet lui avons rendu compte de cette affaire: nous depêchons la présente, vous enchargeant de la part de Sa Majesté de donner en icelle Université l'ordre qu'il appartient, que semblables controverses, discours & locutions soient exclues, & ayant à cesser sans y revenir directement ou indirectement, jusqu'à ce que nous vous le fions avertir de ladite résolution de notre Saint Père & de l'ordre de Sa Majesté. A tant vénérables chers & bien amez, Notre Seigneur Dieu vous ait en la Sainte Garde. De Bruxelles le 7. M. y 1644. RO. Ut. & sign. DOM FRANCISCO DE MELLO M. De Tir de Laguna.

Ipse Dominum Cornelium Jansenium pia memoria, cui malum interit providere, donec Sanctissimus Pater Pontifex sumas resolutionem finalem, & Rex nobis mandet, quomodo illam debemus executioni mandare, in quem effectum de hoc negotio illi scripsimus, has presentes expeditimus, vobis mandantes ex parte Sua Majestatis, ut in illa Universitate conveniens edatur mandatum, ut similes controversæ, discursus & lectiones ibidem cessent, ob quæ hoc quod reinvincitur diserte vel indistincte, donec certiores redditis sumus de dille resolutione nostri Sanctissimi Patris, & de mandato Sua Majestatis, Venerabilis & Christianissimi Dei vos protegere dignetur. Datum Bruxellæ 7. Maii 1644.

RO. P. Et Signatur Dom FRANCISCUS DE MELLO M. Torrensis de Laguna.

(I)

Ad pag. 26.

L I T E R Æ

CONCILII BRABANTIÆ AD GUBERNATOREM BELGII, in quibus exponit, qua ratione providerit, ne per Internuncium, vel Universitatem Lovaniensem publicaretur Bulla condemnatoria Libri, cui titulus: Augustinus Cornelii Jansenii, sine obtentis prius Literis Placiti.

MONSEIGNEUR.

LE Procureur General de Sa Majesté en Brabant nous aiant remontré par Requête, que l'Internonce du Saint Siege de Rome résidant en cette Ville de Bruxelles, par l'addresse qu'il a en l'Université de Louvain, tâche de nouveau d'introduire la publication & exploit des Bulles & Decrets emanés du Saint Siege de Rome, touchant le Livre composé par son Evêque d'Ipres Jansenius, & que par la même fiction de quelques Docteurs de ladite Université, se feroit prise quelque résolution en suite aux inhibitions sur ce sujet a eux faites par Lettres du 7. de May de l'an passé, signées du Marquis Tor De LAGUNA, & que semblables attentats repugnent directement aux droits de la Souveraineté de Sa Majesté en ces Pays, étant en possession irrémédiable de n'admettre la publication d'aucunes Bulles de Rome, sans être veues & placetées par le Conseil de Sa Majesté; nous requérant par tant pour nos Lettres de Cassation ala charge dudit Internonce, Recteur, & Docteur de ladite Université, aiant coopéré à la susdite résolution: laquelle Requête eussent mise en délibération, & considérée que depuis l'An 1641. ce Conseil a tenu en force la publication & exploit des Bulles que l'Internonce STRAVIUS & quelques Docteurs dudit Louvain prétendoient de faire sur le sujet du Livre susdit, & l'a continué par notre Ordonnance du 22. de Mars 1642. Attendu aussi qu'un attend la résolution de Sa Majesté à laquelle on à donc une particulière aversion de cette affaire, avons en continuant lesdits devoirs aurois ordonné ladite suspension avec communication audit Internonce, Recteur & Docteurs de Louvain, de quoy avons aussi reouve convenir d'aviser votre Excellence: afin qu'elle soit informée, en cas que ledit Internonce ou autres en voudroient former quelque plainte ou remontrance au contraire. Et fut ce, après avoir baillé les mains de V. E. prions Dieu de la conserver, Monseigneur, sous la sainte protection. De Bruxelles le 3. de Juin 1645.

Procureur Generalis Sua Majestatis nobis exposuit per supplicem, quod Internonce Apostolicus residens in hac Civitate Bruxellensi, per dexteritatem quam habet in Universitate Lovaniensi conetur denuo introducere publicationem & executionem Bullarum & Decretorum emanatorum a sancta Sede Romana, circa librum compertum per d. sanctum Episcopum Ipresensem Jansenium, & per eandem factionem quorundam Doctorum dille Universitatis, dicitur esse capta quodam resolutione contraria subhabentibus hac super materia scilicet, per Literas 7. Maii anni præteriti, signatis a Marchione Torrensi de Laguna, & expulsi ad actum atque quævis directis iuribus Superius citis Sua Majestatis in his Patriis, cum sumus in possessione immemorabili non admittendi publicationem illarum Bullarum Romanarum, nisi prius fuerint inspectæ, & placetæ per Consilium Sua Majestatis, requiritur idcirco Literis Cassationis contra dillum Internuncium, Rectorem & Doctores dille Universitatis, qui cooperati sunt dille resolutioni, hoc supplicat tracta est in deliberationem & fuit consideratum, quod Consilium ab Anno 1641. suspendit publicationem, & executionem Bullarum, quam Internonce, & quidam Doctores dille Universitatis Lovaniensis fecerunt prætentibus super materia prædicti libri, & continuavit per alium Ordinarium die 21. Martii 1642. considerato etiam quod expelleret resolutione Sua Majestatis, que speciatim de illo negotio currit est reddita, continendo ordinativum dillum suspensionem & communicationem dille Internonce, Rectori & Doctoribus Lovaniensibus, qua de re consilium esse duximus, ut Postquam Excellentiam certiores redderemus, ut si informata, casu quo dillus Internonce vel alii quidam vellet desuper deponere querelas vel expositionem in contrarium, insuper post scilicet maxime Vestra Excellentia regamus Deum, quatenus eam conservare dignetur sub sua sancta protectione. Bruxellæ 3. Junii 1645.

(K)

Ad pag. 26.

E P I S T O L A

CONCILII BRABANTIAE AD ARCHIDUCEM LEOPOLDUM,

Qua respondet, Concilium resolvisse admittere Publicationem Bullæ, qua proscritur Liber Cornelii Janfenii Episcopi Iprensis, conformiter ad Mandatum ab Archiduce transmissum, una tamen monens, hanc publicationem ita moderandam, ut Jus Placiti integrum conservetur.

MESSIEURS.

Ayant vu la Lettre de V. A. S. du premier de ce mois, qu'avons reçu le 9. après, nous enchaînant l'exécution de la Bulle Papale, & prohibition de la lecture du Livre de son Evêque d'Ipre Janfenius, & des autres livres & ecclésiastiques mis au jour en suite d'icelui, tant en oppoquant que défendant la matière y traitée ensemble le Placet que V. A. S. trouve convenir de publier sur ce sujet, en conformité de l'ordre de Sa Majesté, à laquelle eussions répondu plutôt, ne fut été l'absence de la plupart des Conseillers, à cause des vacances : & y répondant, disons (à très-humble correction) que nous conformons unanimement à la teneur du projet dudit Placet & volonté de Sa Majesté, joint à la Lettre précédente, sans que pour ce préjudicier au droit lui compétent en ce Pays & Duché de Brabant, de placer tous Decrets & Bulles venans de Rome auparavant en faire publication, trouvons nécessaire de joindre au période faisant mention de l'observance de la Bulle du Pape, &c. en tous ses points, les mots suivans, pour avant qu'elle touche la matière & doctrine représentée dans le Livre & Traité, parce qu'en ladite Bulle se trouvent des clauses qui découvrent ouvertement le dessein que les Romains ont de se charger de l'obligation de Placer de Sa Majesté, & nous obliger à l'avenir à l'observance de toutes les Bulles Papales par la seule publication de leurs Decrets faite dans la Ville de Rome, croyans fermement qu'entre telle l'intention de Sa Majesté, dont le devoir de notre charge & fidélité que nous devons à son service, nous obligent d'en avertir V. A. S. supplians de le prendre en bonne part & de croire qu'en toutes occasions demeurerons, Monseigneur, de V. A. S. Très-humbles & très-obéissans serviteurs, les Chanceliers & Gens du Conseil du Roy en Brabant. Bruxelles le 25. Septembre 1647.

Vostre Lettre Vostre Celsitudinis Serenissima de prima hujus mensis, quas novem diebus post accepimus in eisdem mandat nobis publicationem, & executionem Bullæ Pontificiæ, & prohibitionem lecturæ Libri Episcopi Iprensis Janfenii, & aliorum Librorum scriptorum, & in locum edictorum illius occasione, tam oppugnando, quam defendendo materiam eisdem tractatam, eodem modo programmat quod Vostre Celsitudo ducit convenire ut publicetur, super illa materia, juxta mandatum Suae Majestatis, cui citius respondimus, nisi plerique Consiliiarii fuissent absentes propter vacantias, & responderent dicimus (sola humilissima correctione) quod nos conformemur unanimiter tenori dicti programmat & voluntati Suae Majestatis, quod juxta est dictis Literis, accipit quod ad nos inferendum prejudicium juri sibi competenti in hac Patria Ducatu Brabantia, placitandi omnia Decreta, & Bullas venientia Romam antequam eorundem fiat publicatio, mensuram indicamus adjuvare periodo, qua facta mentionem observantia Bullæ Pontificiæ, &c. in omnibus suis particulis, hæc verba sequentia, in quantum tamque materiam, & doctrinam in dictis Libris, & Tractatibus contentam, quia in dicta Bulla quodam interveniunt, qua aperta designat mentem, quam habent Romani se exonerandi obligatione Placiti Suae Majestatis, & nos imponendi obligandi ad observantiam omnium Bullarum Pontificiarum per solum publicationem suarum Decretorum factam Roma, nec credimus illam esse mentem Suae Majestatis, unde Officium nostræ caræ, & fidelitatis, quam debemus Vostre Celsitudinis, & rationis per Vostre Celsitudinem commoveamus, ut, ut in bonam partem sumas sine equo hujusmodi consulas, credidit quod in omni occasione sumus pagmansuri Vostre Celsitudinis humilissimi, & obediensissimi Servi Chancellarius, & Consiliiarii Regis in Brabantia. Bruxelles 25. Septembris 1647.

(L)

Ad pag. 27.

E P I S T O L A

CANCELLARII CONCILII BRABANTIAE AD ARCHIDUCEM LEOPOLDUM,

In qua monet Archiducem, omnino præcavendum, ne per publicationem Bullæ, qua prohibetur Liber Cornelii Jansenii Episcopi Iprensis, ullatenus præjudicetur Juri Regio hæcenus inviolabiliter conservato de non admittendis ullis Bullis aut Decretis Romanis sine prævio Placito Regio.

MONSEIGNEUR.

Ayant fait voir au Conseil de Brabant de Lettre & de Projet du Placat que V.A.S. ordonne pour l'exécution de la Bulle Papale, touchant la prohibition du Livre de feu l'Evêque d'Ipre Cornelius Jansenius, & de tous les autres traitans *pro Contra* de la matiere y contenue, icy s'est unanimement conforme aux ordres portez par le Lettres de Sa Majesté, comme V. A. verra par l'avis dudit Conseil. Et pour luy relatif du mien particulier, ainsi qu'il lui plu de m'ordonner, dirai tres humblement, que je me conforme aussi entièrement auxdits ordres de Sa Majesté, moyennant qu'à l'avenir pas-là ne soit choqué ou préjudice le droit composant à icelle, scavoir que nulle Bulle Papale ou autres Decrets Ecclesiastiques puissent forcé effet en ce Pays & Duché de Brabant, sans préalables Lettres de Placet de Sa Majesté: ce qui est joliques aujourd'hui inviolablement observé autrement il seroit à craindre avec beaucoup de sujet que par la seule publication de Bulles ou Decrets du Saint Siege faise à Rome, on voudroit à l'avenir obliger ceux de ce Pays à l'observance desdites Bulles ou Decrets, ce qu'est une forme insultée, & laquelle les Romains ont cy-devant teche par plusieurs fois d'introduire par deca, pour aneantis ledit droit de Sa Majesté, & établir un tribunal de Justice Ecclesiastique en ce Pays: à quoy on s'est chaque fois opposé, comme on pourroit vérifier par plusieurs exemples, afin de maintenir le droit & autorité de Sa Majesté, & prévenir l'intérêt que les sujets, sans Ecclesiastiques, Laïques, viendroient à souffrir par semblables nouveautés, s'il n'y étoit pourvu par quelque declaration, pour prévenir la conséquence qu'ils pourroient prétendre par la publication faite à Rome. Remettant à la prudence de V.A. de faire traiter ce point au Conseil d'Etat, si elle le trouve convenir, pour cette de grande considération, & nous délivrer des importunités ordinaires desdites Romanités. Et lui baillant sur ce treblement les mains, demeure, Monsieur, &c. Bruxelles le 27. Septembre 1647.

CUm exhiberem Consilio Brabantia Literas, & præmissum programmati quod Vestra Celsitudo Severissima mandat executioni Bulla Pontificia, concernens prohibitionem Libri Desponsi Episcopi Iprensi Cornelii Jansenii & omnium aliorum trallantium pro & contra de materia ibidem contentam, hoc se unanimiter conformavit ordinationi late per Literas Suae Majestatis, sicut Vestra Celsitudo videbit per Sententiam dicti Consilii: in autem de meo particulari ipsi satisfactionem prout ei placuit mihi mandare, ducam humillime quod me etiam plane conformem dictis ordinationibus Suae Majestatis, modo impostum non offendatur sui illi composens, nempe quod nulla Bulla Pontificia aut alia Decreta Ecclesiastica possint in hac Patria, & Ducatu Brabantia fortiri effectum, sine prævio Literis Placitis Suae Majestatis; quod hactenus fuit inviolabiliter observatum; alias rimandum esset multis de causis, ne per solum publicationem Bullarum & Decretorum sanctæ Sedis solum Roma, induceretur obligatio incolarum hujus Patrie ad observantiam dictarum Bullarum aut Decretorum, quæ est forma insultata, & quam Romani antehac pluribus vicibus tentarunt in hac parte introdúcere, ad annihilandum dictam sui Suae Adversitatis, & stabilendum aliquod Tribunal potestatis Ecclesiasticae in hac Patria, cui res semper salta est opposita, sicut possit præbui per multa exempla, ad mantinendum hæc & autoritatem Suae Majestatis, & præcavendum incommoda, quæ sui subditis tam Ecclesiasticis quam Laicis pertinerent per tales novitates, si non provideretur per quandam declarationem, ad preventum sequelas, quas præterdere possent per publicationem solum Roma, relinquimus prudentia Vestra Celsitudinis, si velit hæc examinari a Consilio Statu, si id potest concurre, cum sit res magni momenti, & considerandis, ad nos liberandum ab importunitatibus dictorum Romanorum, & desuper humillime optulens manus Vestras manus, &c. Bruxellis 27. Septembris 1647.

(M)

Ad pag. 37.

D E C R E T U M

ARCHIEPISCOPI MECHLINIENSIS,
quo mandat publicari & observari Bullam Urbani VIII. qua proscribatur Liber
CORNELII JANSENI Episcopi Ispensis, ac una exponuntur ratio-
nes, quæ Archiepiscopum moverant ad postulandam dilationem hujus publi-
cationis.

I Arcives, Dei & Apostolice Sedis gratia Archiepiscopus
Mechliniensis, omnibus hac visis Salutem in Domi-
no. Notum facimus, quod cum circa publicationem Bullæ
Urbani VIII. scilicet. datæ pridie mensis Aprilis MDCLXII.
qua Liber cui nomen Cornelii Jansenii Episcopi Ispensis
Augustinus, ac Theos. PP. Societatis JESU adversus
eandem Librum, & alia opuscula tam contra Jansenium
quam pro ejus defensione in lucem missa præbentur, gra-
vis occurrerent difficultates, & præcipue quod non pauci
viripii & docti iudicantes dicti Libri prohibitionem ladi ca-
tholicam doctrinam Sancti Patris AUGUSTINI, a San-
ctis Romanis, Conciliis & SS. Patribus sæpius ap-
probatis, atque adeo a tota Ecclesiæ receptæ in materia
quæ dicti Libri principaliter expostitur, adeo ut ab his
quæ dictum impugnant hac sæcula Doctrinæ in contemptum
adduceretur, eorumque novallè palam assertore non vere-
rentur, quàmvis propositiones in eodem sensu quæ a San-
cto AUGUSTINO traditæ sunt, jam esse damnatas, ex
quæ gravia viri capere possent, & per hoc simulantur
maiores, in his præsertim rebus, hæreticis circum-
stantiis, quibus non levis suspensio videtur argu-
menta ad oppugnantem persequens Sanctæ Romanæ Eccle-
siæ in rebus Fidei consilium & insubilitatem: ac præ-
sertim spectabilem omnium ordinis Theologi affirmant, Jan-
senium iniquè apud Sanctam Sedem traditum, eorumque
qui propositiones aliam a Sancta Sede damnatas, cum con-
tempnè ejusdem Sedis renovaret ac defendisset, atque
ita dictam Bullam, quæ hoc fundamentum nititur, subrepti-
tè fuisse obtinuit, & interea ea præsertim integritate
mutata, & obdubitata eminentior, singularitatem, aliisque
dote ad dignitatem Episcopalem episcopi, & Viri-
tatis Catholice adversus hæreticam præsumptam accerrimis pro-
pagaret, atroci calumnia non tantum ac hæreticus, sed
hæresarcha, voce & stylo proclamaretur: prævia mature
deliberatione, & omnium virorum iudicio, a promulga-
tione dictæ Bullæ hætenus supersedendam esse consensimus,
nonnisi quæ hac animo (ut a quibusdam sperari est) ut
Pontificis auctoritate nullo pacto obstitueret, pro qua de-
fendendo etiam vitam & sanguinem, ubi res postulaverit,
parati sumus effundere: sed hoc nullo precepto, ut interea
Sua Sanctitas de his quæ commemorata sunt certior reddi
posset, equè supplicari, ut deficiente specialiter supra-
dictis propositionibus, ac per hoc utriusque ex eorum auditu, Li-
brum examinari, & cum scriptis Dni AUGUSTINI
comparari mandare, distique malis opportuno remediis con-
currere dignaretur. Cumque per Dilectos Romanæ

qui hoc darentur. Cum vero nihilominus Sanctissimus D. N.
per Al. vestras fuit Dilectæ Bullæ publicationem argere per-
garet, & Regia quævis Sua Adversus ab illis Adminis-
tratione interpellaret, ut Sua Sanctitas desiderio satisfecit, datæ
ad Serenissimum suum Celsitudinem Literis, ab eoque no-
bis commissis mandatis in hoc finem infirmatis, quem-
primam promulgandam esse decreverat. Hinc est quod nos
Sua Sanctitati, ac Regi Majestati Serenissimæ Celsi-
tudinis humiliter obsequentes, Officii Curia nostra Ar-
chiepiscopalis Procuratori, aliisque ad quos id pertinet
mandamus, ut dictam Bullam locis ac muni consuetis die
prima Aprilis a Serenissima Sua Celsitudine observata,
rite promulgent. At insuper in virtute sanctæ Obsequen-
tiæ præcipimus omnibus jurisdictioni nostre subiectis, cu-
juscunque dignitatis, ordine & conditionis existant, ne
una pars alteram in Scholis, pulpitis, & concionibus, di-
stributis, sermonibus, aut consensu persequantur, sed præ
Excommunicationis, aliisque arbitris nostra infligendis.
Ne vero hujus publicationis prætextu scandala supra
commemorata, fructibus aliquorum interpretationibus accen-
dantur, monemus esse duximus omnes & singulos, præ-
sertim Sanctitatis Suae mentem utriusque esse et per
hanc publicacionem auctoritatem Doctrinæ S. AUGUSTINI
quicquam detractum esse intelligatur: sed & Regiam Suae
Majestatem præfatis suis Literis, ac etiam Serenissimam
Suum Celsitudinem ac quævis ad nos dedit diserte monere,
ut harum conventionum occasione auctoritatem Gloriosæ Do-
ctrinæ S. AUGUSTINI a quoquam ladi, aut aliquo modo
deprimi velletur, sed ejus ac aliorum SS. Patrum honori,
quem semper in Ecclesiæ obsequium, integre atque utilita-
tis conferunt. Deinde Regiam Suae Majestatem huius
amplius voluisse, ut honori & dignitati Reverendissimi
Jansenii consulari, adeoque post Bulla promulgacionem,
& obsequium Sui Sanctitatis præstitum, & eandem se-
per Legatum suum intercessuram, ut dicti Jansenii Liber
prævia examinetur, ac si quis in interpretatione error, ex-
pagaret, & inde imprime ac vulgari posset: quomodo
Sua Majestatem aliorum magnorum virorum scriptis al-
lium esse observat. Denique & illud expressè velle Serenif-
simam Suae Celsitudinem ne dictæ publicationis Juribus,
Privilegiis, ac innotet viri harum Promissionum sanctifi-
cibus utrumque præjudicium inferatur. Datum Bravelli die
29. Martii 1651. J. A. M. P.

Locis & Signis.

Ad Mandatum Illustris & Reverendiss.
Dom. Archi-Episcopi.

N. MARUS SECRET.

(N)

Ad pag. 27;

LIBELLUS

SUPPLEX ORDINUM BRABANTIAE OBLATUS
ARCHIDUCI LEOPOLDO,

Quo exponunt per publicationem Bullæ proscrībentis Librum, cui titulus : Augustinus Cornelii Jansenii, posse plurimum præjudicari Juribus & Privilegiis & inveteratis moribus hujus Provinciæ ob plures in ea occurrentes clausulas hiscæ Juribus, Privilegiis, & Consuetudinibus contrarias; quapropter petunt, nomine Regis expediri Actam, qua declaret Sua Majestas per hanc publicationem se non velle derogari prædictis Juribus, vel ullam novitatem inducere.

A Son Altesse Sérénissime,

Vestre Celsitudini Sérénissime.

Rémontrez très humblement les trois Etats de Brabant qu'il seroit venu à leur connoissance, que Sa Majesté auroit résolu de ordonne de faire publier & exécuter certaine Bulle Pontificale du Pape Urbain VIII. émanée sur le sujet du Livre intulé *Augustinus Cornelii Jansenii*, & autres Ecrits. Et comme icelle Bulle contient plusieurs points & clauses non compatibles avec les Privileges & anciennes Ulfances de cette Province, entre autres la commination des peines corporelles, contre les contraveneurs de quelle condition ou qualite ils soient, tant Seculiers qu' Ecclesiastiques, & d'excommunication *lata sententia*, non remissible par aucun autre inférieur au Pape, lesquels rigueurs n' ont jamais été usées ni pratiquées en ladite Province, & n'y ait aussi de ce aucun exemple : veu que par ce moyen les sujets d'icelle seroient attirés hors du Pays vers la personne de Sa Sainteté, qui est chose entièrement contraire auxdits Privileges; y joindrait aussi que ladite Bulle contient que la publication en fust, ensemble des autres Bulles y inferées, à Rome, *In aëre Campi Floræ*, tireroit lieu & sortiroit être en tous Royaumes, Provinces, Villes & Lieux, comme si elle y fut faite en particulier, ce que dérochait choqué & repugnoit auxdits Privileges & Ulfances de sorte que ladite Bulle étant publiée avec lesdites clausules, on jugera que Sa Sainteté auroit droit de faire exécuter en certain Pays ses Bulles & Brefs sans autre publication que la celle faite à Rome; & ce de tant plus que le dit Placart de Sa Majesté & Ordonnance de publication de la dite Bulle, n'en fait aucune mention, & ne porte aucune clause de non préjudice, à quoi n'est aussi (à correction très humble) remède par les Lettres qu'on entend être écrites de l'apart de Sa Majesté ou de Votre Altesse Sérénissime aux Consuls, contenant en effet la dite clause de non préjudice : en tant que par ce moyen les dites infractions ne sont redressées, ainsi sera besoin pour éviter toute fâche d'inconveniens & conséquences, que la bonne intention que Sa Majesté & Votre Altesse ont en ce regard, seroit de même publier par Acte à ce servant; sur lequel le dit Placart & Ordonnance seroient à l'avenir de prétexte pour introduire semblables nouveautés. C'est à ce sujet que les Rémontoires se résistent vers Votre Altesse Sérénissime, la suppliant très humblement que lui plaise leur accorder Acte declaratoire de ce que Sa Majesté par la publication de la dite Bulle n' entend aucunement préjudicer aux Privileges & anciennes Ulfances de cette Province de Brabant : ni que la publication d'aucune Bulle Papale, quoique faite à Rome, aura lieu sans qu'elle soit placetée audit Pays; & que cependant ladite publication sera tenue en surseance, Ce faisant &c.

Exposez humblement tres Status Brabantia, quod *centum esset ad eorum notitiam, suam Majestatem rescriptis, & ordinasse ut publicaretur, & executioni mandaretur certa Bulla Pontificia Urbani Octavi* emanata ratione *Libri intulati Augustinus Cornelii Jansenii & aliorum scriptorum, & cum dicta Bulla foret clausula continens non compatibles cum Privilegiis, & antiquis usibus hujus Provinciæ, inter alias continuationem penarum corporaliū contra contravenientes, quousque sine conditione qui qualitate, tam Ecclesiasticos quam seculares, & excommunicationis lata sententia non remissibilis ab alio inferiore Pontifici, quod rigores nunquam suppositi essent aut practicati in dicta Provincia, nec illius rei ullum adduci possit exemplum, cum hac ratione subditi evaderentur extra Patriam ad suam Sanctitatem, qua res est plane contraria dictis Privilegiis, juxta etiam quod dicta Bulla continet, quod publicatio illius facta, prout & aliorum Bullarum ibi inferentium, Rome, in aëre Campi Floræ, haberet locum & sortiretur effectum in omni Regno, Provincia, Civitatibus & locis, non sicut ac si eadem esset facta in particulari, quod versus repugnet dictis Privilegiis & usibus, valeret ut si dicta Bulla publicetur cum dictis clausulis, forent judicium quod Sua Sanctitas haberet jura jubendi executionem in hac Patria Brabantia, & Brevis sine ulla alia publicatione prater illam, qua esset facta Rome, & hoc eo amplius quod dictum programma Sua Majestatis & ordinatio publicationis dictæ Bullæ illius nullum faciat mentionem, & nihil habeat de non præjudicio, cui etiam (salva humillima correctione) non est remedium adhibendum per litteras, quod intelligimus esse scriptas ex parte Sua Majestatis ad Vestre Celsitudinis ad Consilia, continentes in effectu dictorum clausulas non præjudicii, in tantum si per hoc medium dicta infractions non sint coratæ, immo quærit ad evitandum omnis generis præjudicia & sequelas, ut bona intant, quoniam Sua Majestas & Vestra Celsitudo habent illa respectu, debuit publicari per actum ad hoc inferiorem alias dictum programma & ordinatio servarentur impæssum de preterito, ad introducendas similes novitates. Ideo exponentes habent recursum ad Vestram Celsitudinem Sérénissimam rogantes humillime, ut dignetur illis concedere actum declaratoriam, quod sua Majestas per publicationem dictæ Bullæ nullam prorsus intendat inferri præjudicium Privilegiis, & antiquis usibus hujus Provinciæ Brabantia, & quod publicatio illius Bullæ Pontificia quousque facta Rome, nullum sit habitura locum, nisi si placitata in dicta Patria, & quod interim debeat publicatio esse suspensa. Ede facta, &c.*

Sequitur responsum Archiducis datum ad prædictum Libellum.

SON ALTESSE ayant eu rapport de cette Requête, déclare qu'il a été suffisamment pourvu aux plaintes des Supplians par la Lettre écrite à ceux du Conseil de Brabant sur le sujet de la publication de la Bulle ici mentionnée; & auxquels Sa Majesté envoie ordre de leur en donner extrait authentique pour s'en servir aux occasions: Etant l'intention de Sa Majesté de ne pas dire Altesse, que la publication de la dite Bulle ne puisse occasionner ni induire aucune nouveauté contraire aux Privilèges & anciens Usages tant de cette Province de Brabant, que de toutes les autres de l'obéissance de Sa Majesté. Fait à Bruxelles le dernier de Mars 1651. Par le F. Vt Signe LEOPOLD GUILLAUME. Encre plus bas: Par ordonnances de Son Altesse, Signe de GOTTIGNIES.

Sequitur responsum Archiducis datum ad prædictum Libellum.

Sua Celsitudo habita relatione hujus supplicis, declarat quod sufficienter sit provisum quævis supplicationem per Literas scriptas ad Concilium Brabantie super materia publicationis Bullæ hic mentionatæ, & mittet Sua Majestas mandatum illi dandi extractum Authenticum ad illud mandatum occasione data, cum sit intentio Sua Majestatis, & dicte Celsitudinis, quod publicatio dicte Bullæ nullas debeat inducere novitates contrarias Privilegiis, & antiquis usibus tam dicte Provinciæ Brabantinæ, quam omnium aliarum Diocesisum Sua Majestatis. Datum Bruxellis diebus Martii 1651. Signatus LEOPOLDUS VIIHELMEUS, & adhuc inferior: Per mandatum Sua Celsitudinis, Signatus de GOTTIGNIES.

(O)

Ad pag. 28.

L I T T E R Æ

ARCHIDUCIS LEOPOLDI AD CONCILIUM BRABANTIÆ.

Quibus cassat, & annullat quandam Protestationem Internuncii contra quædam clausulas expressas in Literis Archiducis, nec non Ordinatione Regia super publicatione Bullæ URBANI OCTAVI proscrinentis Librum, cui titulus: Augustinus.

LEopold Guillaume par la grace de Dieu Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne &c. Lieutenant Gouverneur & Capitaine General des Pays-bas &c. de Bourgogne. Més très chers & bien amez: Ayant appris que l'Internonce de Sa Saincteté es Pays de par-deça auroit fait couler parmi les Sujets du Roy Mon Seigneur certain imprime initiale, *Ans. Bichas Abbas Sanctæ Anastasie, Administratur Apostolica Jurisdictionis cum Facultatibus Nunciis, in Belgicis Diocesisibus, atque Burgundia Comitatus a Sancta Sede Apostolica deputatus:* commençant: Cum alias, &c. date en cette Ville de Braxella le vintiesme d'Avril dernier, &c. signe *Ans. Abbas S. Anst.* par lequel directement contre nos Lettres du 28. de Fev. dernier, que vous avons escriptes, au regard de la clausule contenue es Bulles du Pape Urbain VIII. enantes sur le livre de feu Eveque d'Ipre Janenius: portant en substance, *Que la seule publication de ledits Bullæ faicte à Rome introduisist obligation sans autre publication particuliere; que nostre intention estoit, de n'admettre en ce regard aucune nouveauté en prejudice des Privileges, Libertez, & Coutumes, de es Pays, mais bien qu'en semblable occurrence seroit suivi ce qui à requiesce estoit &c. entend:* &c. voyant maintenant ledit Internonce, nonobstant notre declaration, vouloit n'estrefois faire entendre le contraire, &c. introduire une obligation d'observer toutes les Bulles de Sa Saincteté par la seule publication en faicte à Rome, même qu'il passe si avant de non seulement annuler la declaration faicte au contraire par nos dites Lettres, mais aussi le Piacart de Sa Majesté emane en satisfaction à l'aide de assistance seculiere que Sa Saincteté avoit demandé: Nous desirons remédier &c. empêcher que telle entreprise contre l'autorité de sadite Majesté ne glisse parmi ses subjez en ce Pays, au prejudice de leurs Privilèges, Coutumes, &c. ancienne Obeissance, déclarons de n'entendre que ladite declaration &c. protest. puissent au aucune manière innover ou déroger à ce qui a été résolu &c. déclaré par ledits Piacart &c. nos dites Lettres precedentes sur le même sujet; voulant au contraire que ledit

LEopoldus VIIhelms Dei gratia Archidux Austria, Dux Burgundia, &c. Locum-tenens Gubernator & Capitaneus Generalis Brighi, & Burgundia &c. Charissimi, & Dilectissimi, comperio quod Internuncius Sua Sanctitatis hic Patria diffeminasset inter subditos Regis Domini mei quoddam impresum initialem, *Anton. Bichas Abbas Sanctæ Anastasie, Administratur Apostolicæ Jurisdictionis cum Facultatibus Nunciis, in Belgicis Diocesisibus, atque Burgundia Comitatus a Sancta Sede Apostolica deputatus:* incipiens cum alias, per quod directè contra nostras Literas 28. Februarii ultimi, quas vobis scripsimus, respectu clausula contentæ in Bullis Pape Urbani Octavi super Libro Defuncti Episcopi hujusmodi continens in substantia, *Quod sola publicatio facta Rome induceret obligationem disquisita alia publicatione particulari, quod nostra intentio esset nullam in hoc puncto admittendi novitatem in prejudicium privilegiorum, libertatum, & consuetudinum hujus Patria;* sed quod in tali occurrence servaretur id, quod semper fuit observatum, & intellectum, &c. videntes nunc dictum Internuncium, non obstante nostra declaratione, velle persuadere contrarium, &c. introducere obligationem observandi omnes Bullas Sua Sanctitatis per solam publicationem factam Rome, imo quod eo prægraviori, ut annulles declarationem factam in contrarium per nostras dictas Literas, etiam programmata Sua Majestatis emanatum in satisfactionem subditi Secularis, quod Sua Sanctitas requireretur: Nos cupientes remedium adhibere, &c. impedire, ne tale attentum contra auctoritatem Sua Majestatis subrepat inter subditos in hacce Patria, in prejudicium Privilegiorum, consuetudinum, &c. antiquæ observantia, declaramus nos non intelligere, quod dicta declaratio, & protestatio possint alia modo innovare, vel derogare huic quod est resolutum, &c. declaratum per dictæ programmata, & dictas nostras Literas super eadem materia, volumus &c. contra, quod dicta declarationes, & protestationes habeantur pro nullis, &c.

tesdites déclarations & procès soient tenus pour nuls & pour de nul effet, comme de fait nous les cassons & annulons par ces présentes, vous ordonnons & à tous subjeûs de Sa Majesté de vous y conformer, & de procurer que tous les exemplaires du dit Imprimé soient saisis & livrés es mains du Procureur General & apportez en notre greffe, pour être supprimés; & qu'il s'informe qui de la part dudit Intermittent puisse avoir été l'imprimeur, pour procéder à sa pûrge, selon les Placarts sus ce publiez. Et d'autant que possible il seroit difficile de par voye ordinaire parvenir à cette connoissance, nous vous autorisons de faire publier en la forme accoutumée, que quiconque denoncera les Imprimeurs ou Imprimeurs, aura en récompense la somme de 1000. Florins, à en être payé par le Receveur des Finances de sadite Majesté, laquelle entend aussi que la presente soit enregistrée es Registres publics de votre ressort, pour en avoir mémoire à l'avenir. A tant, Tres chers & bien amez, notre Seigneur vous ait en sa sainte garde. De Bruxelles le 23. Juîn 1651. Paraph. F. P. Signe LEOPOLD, & plus bas GOT-TIGNIES.

nulius effectus, sicut de facto cessamus, & annullamus per has presentes, vobis mandantes, & omnibus subditis Sae Majestatis, ut vos illamandate conformetis, & procuratis, ut omnia exemplaria di huius impressi accipiantur, & tradantur in manus Procuratoris Generalis, & adferantur in vestrum serinium graphiarum, ut ibi supponantur, & nos se informet qui ex parte Intermittentis fuisse Typographum, ad procedendum contra ipsum juxta programmata desuper publicata, & quia difficultate per viam ordinariam possibile foret peruenire ad illum notitiam, authoritatem vos, ut censitis publicari in forma consueta, quod quicunque denunciari Typographum in mercatum habebit mille florenas, accipiendo a Thesaurario Sae Majestatis, qui vult etiam, ut presentes repellantur in Registris publicis, ut illius rei impressionem habeatur notitia, proutiam Obsequium, & Delectissimi Domini consensit cui in Sae Sanctae cathedrae, Bruxellis 23. Junii 1651. Paraph. F. Vt. Signatum LEOPOLDUS & initium GOTTIGNIES.

(P)

Ad pag. 29.

CONSULTA CONCILII BRABANTIAE AD ARCHIDUCEM LEOPOLDUM,

In qua ostenditur, clausulas contentas in Litteris Archiducis, & Ordinatione Regia super publicatione Bullarum Urbani VIII. contra Librum Cornelii Iansenii Episcopi Iprensis, esse conformes inveteratis moribus harum & omnium pene Provinciarum & Regnorum, nihilque continere contrarium auctoritati Romani Pontificis, vel Libertati & Impugnati Ecclesiarum.

MONSIEUR.

LA Lettre de Votre Altesse Serenissime du 28. de Decembre dernier est au sujet des 3. Points, desquels l'Intermittent auroit principalement fait état en Cour de Rome, le premier, que les publication des Bulles Apolloliques faites à Rome seroient obligatoires par deca sans autre publication dans le Pays, 2. Que le Placet repris dans la Lettre de V. A. s'adresseroit non seulement contre les Laïcs, mais aussi contre les Ecclesiastiques, sur lesquels Sa Majesté n'auroit aucune Jurisdiction, Et le 3. que l'on y auroit imposé de peines des bannissements contre iceux, & même contre les Médiants, qui ne possèdent rien de temporel, au lieu que la force du bras séculier luy auroit dû être purement & simplement prescrite, pour consier luy même des contraventions, &c. A la délibération desquels nous sommes été assembles incontinent après la réception de la Lettre de V. A. lorsque chacun de nous s'est chargé de remédier tout ce qu'il pourroit d'engagement & d'exemple regardant cette matière, Et à elle trouve, que ne s'étant point informé mieux au regard du premier point, que par empoy de la Consulte que nous présentâmes à l'Altesse desdite la Serenissime Infante au sujet de quelques Bulles Papales, que Messire Fabio de Lagonissi Marquis du Mont-Hercule Nonce Apollolique en ces Provinces avoit fait publier sans Placet de ce Concil, dans laquelle Consulte nous avons représenté largement, tout ce qui concerne cette matière, & le confirmé par divers exemples & Placets renvoyant à vus de ce il, que jamais Provisions de la Cour de Rome eurent être par deca sans autre publication dans le Pays sur préalable Placet de Conseil, & ce pour diverses considérations en partie reprises sur Placets du 12. Septembre 1651.

L'heure Vostre Celsitudinis die 28. Decembris ultimi sunt rationes 3. Primum, quod in Curia Romana Intermittens praecipue insistit. Primum, quod publicationes Bullarum Apollolicarum factae Romae essent obligatoriae in his partibus sine ulla publicatione in Patria. Secundo, quod programma mentionatum in Literis Vostre Celsitudinis dirigatur non tantum ad & contra Laicos, sed & contra Ecclesiasticos, in quos Sae Majestas nullum habere Jurisdictionem. Tertio, quod istud imponeretur poena exilis contra illos, qui non solum mediocres qui nihil temporale possident, sed etiam tales breves Seculares ipsi pure & simpliciter delictis commodari, ut ipsorum cognoscere de contraventionibus, &c. Ad quorum deliberationem statim sumus congregati, post receptionem Literarum Vostre Celsitudinis, dum quisque nostrum tentat colligere quicquid potest instructionis, & exempli contrarii hanc materiam, & incertum est, quod non melius possemus informare quantum ad primum Punctum, quam per applicationem Consilii, quod praesentissimus Dilectissime Serenissime Infantis relatione quarundam Bullarum Pontificiarum, quae Dominus Fabius de Lagonissi Marchio Almus Hieronymus Nuncios Apollolicus in his Provinciis curavit publicari sine Placito Consilii, in quo Consilio longe expostum, & sive quicquid concernit hanc materiam, & confirmatissimum per diversa exempla, & programma, clarissime probatur, quod nunquam Praesentissimus Romana habuerit effectum in hac Patria sine alia publicatione, & praevio Placito huius Consilii, idque ob varias considerationes pariter relatus in programma die 12. Septembris 1651.

Et ceo' est pas chose tant nouvelle, ni si extravagante, comme le dit Interneone semble vouloir faire entendre au saint Siege, car comme est porte audit Placet, plusieurs Royaumes, Provinces & Contrees de la Chretiente, dont aucunes son sujetes en temporalite a l'Eglise de Rome, le cours des Bulles, Graces & autres Provisions Papales n'y est admis, qui est le grand bien, tranquillite & soulagement des Eglises & des sujets habitans en iceux Royaumes, Provinces & Contrees.

Covarruvias l'enseigne pour autant que touche les Royaumes d'Espagne *præf. quest. cap. 36. in his verbis: Aditus in causas Literæ Ap. solida ad Regia mittuntur Tribunalis, idque fit ex Regio Decreto, ut illic examinentur, nequid falsi & obtruncati falsi precibus & importunis suggestionibus a Summo Pontifice adversus Regnum, Regnumque Hispaniarum Privilegia, &c. etiam & alii Christiani Orbis Principes eodem Jure utantur & hactenus usi sunt.*

Et capite 35. subdit: Si quis contendat a Principibus Christianis hæc tollere potestatem, statim compertis exprecimento manifestissimo quantum calamitatis Reipublice intulerit.

Item late P. Belluga in speculo Principis rubricæ 13. in verbo schati:

De las Bulas y Letras Apostolicas se puede conocer en el sacro seglar de la racionada foy, como las originalment, y teniendolas sin consentir ufer dellas, Bolla que vistes por el Consejo o Audiencias Reales, donde se han de embiar, se determine si son en el perjuicio de las Leyes, &c. como consta de unas Leyes de la nueva recopilacion y la relesiva. P. Belluga dit:

La Jurisdiccion feodaliere, peut prendre connoissance des Bulles & Lettres Apostoliques, les saisir & retenir originales, sans consente que'on n'en seve jolques à ce qu'ayant eue vus, par le Conseil, ou Audiencias Reales, ou il faut les envoyer, on determine sielles sont au prejudice des Loix, &c. comme il conste par des Loix & decisions de la recopilacion nouvelle.

Et quant au Royaume de France, c'est une chose toute notoire, qu'us & viennent leur Eglise exempt, & que de celi y a audit Royaume plusieurs Ordonnances, entre autres celle du Roy Louis XI. du 8. Janvier 1477. par laquelle est ordonne expressement, que toutes Lettres, Bulles & autres Provisions de la Cour de Rome doivent estre vieffes, pour reconnoistre si elles ne portent rien de prejudicialle au Roy ou à l'exemption de l'Eglise Gallicane.

Ecolite de quoy le Parlement de Paris a recoute tout fraichement favoit le 15. de May 1647. detrouv generallyment par forme d'Arrest de recevoit, public & executeur aucunes Bulles, Brefs & Provisions de Rome sans permission du Roy verifiee en la Cour.

Ayant intent cette desobeissance addresse à tous Archevques, Eveques, leurs Vicaires & Officiars.

Quant au Royaume de Naples il y a Ordonnance expresse in pragmatica Regni Neapolitani, titulo de Collationibus, pragmatica 6. quod publicatio Roma facta non sufficit, licet contineat Bulla expresse Clausulam, quod eadem non obiceat debet Roma facta publicatio, ac si in Provincia facta foret.

Et Jean II. Roy de Portugal retrocedat l'An 1486. au Pape Innocent VIII. ce droit d'examiner & consentir en la publication des Bulles Papales, comme de touteoienne avoir eue pratique dans ce Royaume, mais à cette retrocession le soit opposez les Conseillers d'Etat & Juris-Consultes dillam, non licere Regi tale jus a se abdicare in prejudicium Regni & Subditorum. Augustinus Manuel Eques Ordinis Christi in Historia Joannis II. Regis Portugallie.

An regard de la Savoye dit: Auth. Faber ad tit. Cod. de appell. ab abusu definit. 3. & 4. ab executione Brevis Apostolici quavis acquiescit, si inconfulto Senatu facta sit, appellari tanquam ab abusu potest, ne Principis Jurisdicchio impune contempta videatur, periclit enim ad Senatus Autoritatem, ut provident, ne quid ab Extraneo ullo Principe fiat, quod vel Principis Dignitatem, vel publicam oculicratem possit ledere.

De Bismance Ducatu Argentens ubi 2. hif. cap. 14. refert secundum Bitalium Ducem edixisse sub pena coeporis & confiscationis bonorum, ne Bullæ quæcumque in publicum Ducatus sui prodirent, antequam examinatis in suo Consilio ipse annoveret.

De Regno Sicilia idem scribit Jacobus de Grassi in Decision. lib. 4. cap. 18.

De Regione Fiorentina Angelus Consil. 23. De aliis Italiae Diocibus Antonius Amato tomo 2. refert. 28.

Neque est res tam nova, & extravagans sicut dicit Inter. Nuncios videtur velle insinuare sanctæ Sedis, nam, sicut dicitur in dicto pragmatice, plurajunt Regna, Provincia & Districus Christianitatis, quarum aliquæ sunt sub jelle in temporalibus Ecclesiæ Romanæ, & tamen curia Bullarum, Gratiarum & aliarum Provisionum Pontificiarum, ibidem non admittitur, quod est magnum bonum, tranquillitas & solatio Ecclesiarum & Subditorum habitantium in dictis Regnis, Provinciis & Districtibus.

Covarruvias id docet quantum concernit Regna Hispania præf. cap. 36. in his verbis: Multis in casibus Literæ Apostolicæ ad Regia mittuntur Tribunalis, idque fit ex Regio Decreto, ut illic examinentur, ne quid falsi & obtruncati falsi precibus & importunis suggestionibus a Summo Pontifice adversus Regnum, Regnumque Hispaniarum Privilegia, &c. etiam & alii Christiani Orbis Principes eodem Jure utantur & hactenus usi sunt.

Et capite 35. subdit: Si quis contendat a Principibus Christianis hæc tollere potestatem, statim compertis exprecimento manifestissimo quantum calamitatis Reipublice intulerit.

Item late P. Belluga in speculo Principis rubricæ 13. in verbo schati:

Delas Bulas y Letras Apostolicas se puede conocer en el sacro seglar de la racionada foy, como las originalment, y teniendolas sin consentir ufer dellas, hasta que vistes por el Consejo o Audiencias Reales, donde se han de embiar, se determine si son el perjuicio de las Leyes, &c. como consta de unas Leyes de la nueva recopilacion y la relesiva. P. Belluga dit:

Jurisdiccion feodaliere, peut prendre connoissance des Bulles & Lettres Apostoliques, les saisir & retenir originales, sans consente, ni illas si ufer des fueris injuste per Consilium, vel Audiencias Reales, que mini debent, ibi determinatur, an sint in prejudicium Legum, &c. sicut constat ex Legibus & decisionibus nova & recentis recopilacionis.

Et quantum ad Regnum Gallie, est res plang notoria, quod ibi teneant suam Ecclesiam exemptam, & quod desuper in dicta Regno, plures sint ordinationes, inter alias est ordinatio Regis Ludovici XI. de 8. Januarii 1475. per quam expresse est ordinatum, ut omnes Literæ, Bullæ & alie provisiones Curie Romanæ debeant infici, ad respectandum an nihil contineant prejudicium Regi vel exemptioni Ecclesiæ Gallicane.

Unde Parlamentum Parisiensis adhuc recentissime, nempe 15. Martii 1647. prohibuit generaliter per Decretum, ne recipiantur, publicentur, & executioni mandentur alla Bulla, Brevia & provisiones Romanae sine consensu Regis verificato in Curia.

Immo hoc prohibitio nisi missa ad omnes Archi Episcopos, Episcopos, eorum Vicarios & Officiales.

Quantum ad Regnum Neapolitanum ibi est ordinatio expresse in pragmatica Regni Neapolitani, titulo de Collationibus, pragmatica 6. quod publicatio Romæ facta non sufficit, licet contineat Bulla expresse Clausulam, quod eadem vim obtinere debeat Romæ facta publicatio, ac si in Provincia facta foret.

Et Joannes II. Rex Lusitanie retrocessit Anno 1486. Pape Innocentio VIII. hoc jus ex amicitia & consensu publicationis Bullarum Pontificiarum, sicut antiquitus fuerat practicum in illo Regno, sed illi retrocessio non sufficit, licet contineat Bulla expresse Clausulam, quod eadem vim obtinere debeat Romæ facta publicatio, ac si in Provincia facta foret.

Augustinus Manuel Eques Ordinis Christi in Historia Joannis II. Regis Portugallie.

Et quant à ces Provinces où y est many d'une ob-servance irréfragable de plusieurs siècles sans la moindre opposition ou contradiction du S. Siege, quoy que d'ancienneté ils y aient entretenu leur Nonces Apostoliques, & de suite en ayant esté informez.

En faisoit à inferer un consentement & approbation toute formelle, laquelle devoit en tous cas servir de titre, car comme dit le Pape Honorius in cap. QUOD DILECTIS *ii de consanguinit. & affinit.* sous pareil sujet *consensus duximus observare consuetudini deferendum, quam aliud in diffensionem & scandalum populi statuendum.*

Et in Capitale CUM CONSUETUDO *ii de consub.* plerumque discordiam pariant novitates; & in Cap. CUM TENEAMUR *ii de prebendis: si non potest sine scandalo ei providere, aequanimiter sustineamus, si pro eo mandatum nostrum non duxeris exequendum.*

Ce n'est pas aussi chose nouvelle, que d'impetier en Cour de Rome semblables Brefs, & pour cela se dit in Can. NOS SI *2. quæst. 7. Nos si incompetenter aliquid egimus, & subditi jussu Legis transmitti non convenimus, vestro, & missum vestrorum curia volumus emendare iudicio.*

Et à tant il est croyable, que si Sa Sainteté seroit bien & dument informée de tout ce que dessus, & de ce que contiennent la Bulle du Pape Leo, & de son autre Lettre du saint Siege accordée en particulier à ceux de Bruxelles, certe affaire seroit bien-tôt remédée.

Et spécialement en regard au grand nombre de Mandemens Royaux publiés successivement en ces Provinces en forme des Lettres Patentes sans aucun contredire du saint Siege.

Et pour autant que touche l'ulterieure objection de ce que les Ecclesiastiques seroient exemptés de toute jurisdiction Laicale.

Cela est d'avech contre l'ancien observance, coutumes & pragmatiques du Pays, selon lesquelles les Ecclesiastiques in multis casibus sortiuntur forum seculare, come aussi les Royaumes d'Espagne, France & autres.

Et principalement au regard des affaires regardant la tranquillité publique, comme au regard de ce qui est porté au dernier Placet, touchant la Doctrine de Jansenius, le principal but duquel à esté de prévenir tous desordres publics, faction & disputes de reglees entre les Ecclesiastiques & autres: parmy quoy croyant avoir satisfait aux Mandemens de V. A. S. baillant les mains en toute humilité, demeurons, &c. Bruxelles le 16. de Fevrier 1652.

Et in illis Provinciis viget observantia irrefragabilis plurium seculorum sine minima opposicione, & contradi-tione Sanctæ Sedis, quomodo illi antiquis suis habuerint Nuncios Apostolicos, & consequenter desuper fuerint informati.

Inde inferitur requisitum esse consensum, & approbationem plane formalem, qua deberet esse incutiendi; nam sicut loquitur Papa Honorius in Cap. QUOD DILECTIS *ii de consanguinit. & affinit.* in simili materia, consensum duximus observare consuetudini deferendum, quam aliud in diffensionem, & scandalum populi statuendum.

Et in Capitulo CUM CONSUETUDO *ii de consub.* plerumque discordiam pariant novitates; & in Cap. CUM TENEAMUR *ii de prebendis: si non potest sine scandalo ei providere, aequanimiter sustineamus, si pro eo mandatum nostrum non duxeris exequendum.*

Necque est res nova, quod impetretur in Curia Romana similis Brevis; & ideo dicitur in Can. NOS SI *2. quæst. 7.* Nos si incompetenter aliquid egimus, & subditi jussu Legis transmitti non convenimus, vestro, & missum vestrorum curia volumus emendare iudicio.

Et ideo creditur esse, quod si Sanctitas vestra, & de-bite informaretur super illis omnibus, de quibus supra, & de illa quod continetur Bulla Papæ Leonis, & alia indulte concessio in particulari Bruxellensium, brevis illi negotio remedium adhiberetur.

Et speciatim habito respectu magni numeri mandatorum Regiorum successuè publicatorum in his Provinciis in forma Literarum Patentium absque ulla contradictione Sanctæ Sedis.

Et quantum ultimam objectionem concernis, quod Ecclesiastici essent exempti a jurisdictione Laicali.

Hec demum est contra aliquam observantiam, consuetudinem & pragmatice Patriæ, secundum quas Ecclesiastici in multis casibus sortiuntur forum seculare, sicut etiam in Regnis Hispania, Gallia & aliis.

Et præcipue in negotiis concernentibus tranquillitatem publicam, sicut respectu hujus, quod sancimus est in ultima programme circa doctrinam Jansenii, cujus principalis finis fuit abolire consuetudines publicas, scholasticas & Dispensationibus inordinatis inter Ecclesiasticos, & alios; quare cum credamus nos satisfecisse mandatis Patris Calixtini, oculis auri vestris in omni humilitate, & perma-nens, &c. Bruxelles 16. Februarii 1652.

(Q)

Ad pag. 29.

S E N T E N T I A C O N C I L I I B R A B A N T I Æ,

Qua publicatio Decreti Congregationis S. Officii die 6. Septembris 1657. quo proferuntur plures Libri, facta per Archi-Episcopum Mechliniensem, cassatur ob defectum Placiti Regii.

Philips by der gracie Gods, Koninck van Castilien, van Feon, van Arragon, &c. Allen den genen die dese regenvondige sullen sien Saluyt. Onsen lieven ende getrouwen Raede ende Procurer Generael heeft aen onsen Raede gerdoneet in desen onsen Lande ende Hertogodomme van Brabant te kennen gegeven, hoe dat den Internuntius van syne Heylighydt reiderende binnen onse Stadt Brussle, geliden eenige dagen aen onsen lieven ende getrouwen in Gode den Aerts-Eiscop van Meehelen hadde oegefonde seker Decreet van syne voorschreve Heylighydt in date den 6. September 1657. ten eynde van publicatie, behelsende verbot van verkeneyde gedruckte Brieven ende Geschriften daerinne

VOT.

Philippus Dei gratia, Rex Castiliæ &c. Omnibus his visuris Salueto. Chorus noster ac fidelis Consiliarius, & Procurator Generalis, Concilio nostro hujus Patriæ ac Ducatus Brabantie expulsi, quod Internuntius Sanctæ Sedis, Bruxellis residentis obare nostro ac in Christo fidei Archiepiscopo Mechliniensi infinuauit Decretum Sanctæ Sanctitatis datum 6. Septembris 1657. ut illud publicaret, quo Decreto varia Littera impressa, ac scripta in eodem enarrata proferuntur sub penis laris per Concilium Tridentinum ac Indicum Librorum prohibitorum: Quod Decretum idem Internuntius aliis quoque personis Ecclesiasticis subditis nostris communicauit, illudque prædictus Archiepiscopus suo programme dato 29. Octobris subsequen-

165.

vermelt op die peno gefassueert by het H Concilie van Trenten ende by den Cataloge van de verbode Boecken, welck Decreet hy oock haende toegesonden aen andere Geestelycke personen oock onder aelen, ende op het welck den voorschreeven Aetnischschop heeft gegeven het sijn in date den 29. October daer naer, d'een ende d'ander doen drucken, ende belijda en de Appariteurs van het Geestelyck Hof van Mechelen, ende aen andere dat sy deselve Decreeten souden hebreken aen de Kerckdienen ende aen alle Capituln, aen den Recteur van de Universiteyt, ende aen d'Oversten van alle Cloosters soude toefinden, mede aen alle die Land-Dekens, aen die seiven den Pastoors te distribueren, op dat sy het volck in het Sermoon vergaert synde, die souden publiceren, ende aen de deuten van hunne Kercken souden hebreken mit bevel aen alle Onderfaeten van sijn Diocese, dat sy aen het voorverhaelt Decreet van Synne Heyligheijt souden gehoorsamen op de peno daerinne begrepen, ende andere naer sijn goetdanken. Vvelckdinge Decreeten allice niet en souden vermogen gepubliceren oft se executie geelt te voordoen, sonder onse permillie oft Placet, verluickende daerom dat wy regens het voorverhaelt soude den vtillic verlicen.

Vvaeromt soo is't, dat wy (niet konnende toelien sulcke menighvighy achterdoetich aen onse authoriteyt) by diliberatie vao onsen voorschreeven Raede van Brabant het voorschreeven toelieden van den Internuncius van het voorschreeven Decreet van den 6. September 1657. ende her ene van den Aetnischschop van Mechelen van den 29. October daer op gevolgt, het voor de uy senden ende publiceren van de selve, soet alen het gene daer nyt ende naer is gevolgt, hebben gefassuet ende se poot gedaen, oeffenen ende doen te niet by desen. Gegeven in onse Stadt van Brassele den 23. November 1657. ende vva gepatenteert ATEL. Vt. ende meder vvaests floot, geschreeven by den Koninc in sijn Raede, onder teekene J. J. J.

tis, congasit & utrumque prae publicum fecit, mandavitque Apparitoribus Curiae Ecclesiasticae Mechliniensis, ut praedicta Decreta afferrent vobis Ecclesiarum ac omnium Capitularum, eademque mitterent Reclari Universitatis Leuvenensis, omnibusque Monasteriorum Superioribus, omnibusque Decanis Ruralibus, ut Praefatos Decretis illa distribuerent, neque ut eodem populo in Concione congregato praerogarent, & vobis suarum Ecclesiarum affigi curarent, mandantes omnibus suis Diocesis subditis, ut praedicta sua Sanctissimis Decretis sub penis in ea contentis, aliisque ejus arbitrio insignendis, obtemperarent: quia Decreta hic publicare non licet, nisi excoatione mandata abique nostro Placito, & licentia, ac ea propter requireret exponere, ut contra hoc de opportuno remedio providere dignemur.

Hier Naer sijnclenar hijsmodi venietate, noties metherat noster, praevis deliberatione praefati nostri Concilii Brabantiae, memorarum Decreti dat 6. Septembris 1657. ab Internuncius factam informationem, & programma Archiepiscopi Mechliniensis die 29. Octobris subsecutum, ut alterarum ejusdem Decreti publicationem cum omnibus inde subsecutis, cassavimus, & annullavimus, cassamus & annullamus per praesens. Datum in Urbe nostra Braxellensis 23. Novembris 1657. erat signatum ASSEL. Ps. inferius habebatur, per Regem in suo Concilio, subsecutum Lojens.

(R)

Ad pag. 30.

CONSULTA CONCILII BRABANTIAE AD ARCHIDUCEM LEOPOLDUM,

In qua vindicat praeflegatam Sententiam Concilii contra ea, quae Archiepiscopus Mechliniensis & Internuncius Apostolicus eidem Sententiae opposuerant in suis respectivis Libellis Archiduci Leopoldo oblatis.

MONSIEUR.

Nous avons vu l'ordre de Votre Altesse Serenissime donne à Gand l'onziesme du courant, par laquelle elle est servie de mander, qu'on nous a l'honneur de le contenu des Requestes les presentes tant par l'illustissime Archeveque de Malines, que l'honorable de Sa Saintete, & que nous eussent touchant la Cassation de la publication d'un Decret de Sa Saintete contenant prohibition de plusieurs Ecrits rapportez audit Decret.

Nous sommes fort aises d'avoir sujet d'informer Votre Altesse de notre procede dans une affaire, dans laquelle il y va tant de l'Autorite & Droit de Sa Majeste, & de repos de son Etat & Sujets; & de la pouvoir desinfecter de mauvaises impressions, qu'on a voulu donner par lesdits Requestes & Ecrits.

Ayant Sa Saintete par Decret du 6. de Septembre 1657. defendu plusieurs Lettres & autres Ecrits imprimez, l'Internonce l'a envoye audit Archeveque à fin de publication, & ayant le meme Archeveque fait despatcher un autre Decret sien, en date 29. Octobre de ladite Annee, il a fait publier l'un & l'autre par les Precheurs dans les Eglises, les a distribuez par tout, & fait afficher en lieux publics, ou bon lui a semblé

Van Esden, Part V L

com-

Vidimus Mandatum Vestrae Celsitudinis datum Gandavi undecima currentis, per quod mandatur nobis, ut illum informemus super contento supplicarum sibi praesentatarum tam per Illustissimum Archiepiscopum Mechliniensem, tam per Internuncium Sae Sanctissimae, & super alio scripto concernente publicationem ejusdem Decreti Sae Sanctissimae continens prohibitionem plurium scripturarum relatarum in dicto Decreto.

Letamur summoque, quod causam habeamus informandi Vestram Celsitudinem super gestis in negotio, in quo multum agitur de auctoritate & jure Sae Majestatis, & quiete suarum Statuum & Subditorum, ut possimus ostendere perquam impressiones, quae commisi sunt ingerere per dictas supplicas & scripta.

Cum Sae Sanctissimae per Decretum 6. Septembris 1657. prohibisset multas Literas & alia scripta impressa, Internuncius misit ad Archiepiscopum in suam publicationem, & cum Archiepiscopus idem coram se expedire alius suum Decretum, datum 29. Octobris ejusdem anni, jussu publicari utrumque per Concionatores in Ecclesiis, aliisque distribuit, & jussu affigi in locis publicis, adeoque visum sibi fuit, praecipuum observantiam dicti Decreti Sae Sanctissimae

K

tis

commandant l'obéissance dudit Decret de Sa Sainteté sous les peines & censures y portées, & autres à imposer à son arbitrage.

Ce que le Conseil & Procureur General de Brabant desirant avoir été fait sans aucun Placet ou permission du Roy à présente Requête, par laquelle il nous a requis, que vous donniez y pourvoir de telle convenance pour la conservation des Droits & Hauteurs de Sa Majesté.

Devant que de répondre sur cette Requête avons creuvé bon que le Conseil & Avocat Fiscal soit trouvez ledit Archeveque pour sçavoir de luy, s'il avoit quelque permission, ou Placet pour la publication & execution dudit Decret, mais n'ayant pu luy parler à cause de son indisposition, parla à son Secrétaire, luy demandant à entendre ce que de la part du Conseil il avoit à proposer à son Maître, & qu'il voudroit le luy déclarer, & qu'il renouvellerait, si la disposition dudit Archeveque le pouvoit permettre, surquoy ayons ledit Secrétaire dit d'en faire le rapport, & de porter réponse audit Fiscal devant trois heures après midy, il s'est retiré, & à l'heure dite vient ledit Secrétaire porter la réponse audit Fiscal luy disant, que son Seigneur & Maître étoit marry de n'avoir pu luy parler, & qu'au regard du point de ladite publication, il donneroit satisfaction au Conseil en deux ou trois jours, & que l'on voudroit superceder jusques alors sans rien faire.

De quoy rapport ayons été fait au Conseil le 22. du mois passé, le casation, de laquelle ledit Archeveque & Intermonce le plaignent, fut accordée le jour après avec cette résolution, néanmoins qu'elle ne feroit publiée ou executée, si l'Archeveque demandoit aucune satisfaction tendant le terme par luy demandé, mais s'ayant rien fait de semblable, à ladite casation esté infirmée & effacée ou primes le 27. dudit mois.

Par laquelle n'avons pas cassé ou anéanti la Bulle, ou Decret de Sa Sainteté, comme donné à connoître ledit Intermonce, & comme pressupposé ledit Escript : n'avons aussi pris connoissance des imprimes ou livres défendus par ledit Decret, & ignorons si les memes imprimes sont faits en defiance de quelques opinions Janseniennes : nous sçavons, qu'il ne nous touche pas de décider les Articles de foy, mais avons cassé l'envoy, que ledit Intermonce a fait à l'Archeveque dudit Decret à fin de publication, le Decret dudit Archeveque, & leur publication, avec tout ce qu'est ensuiivi, qui sont choses du tout temporaires, & qui ne concernent en aucune façon la décision de Sa Sainteté au regard desdits imprimes défendus, ains seulement la forme de l'exécution.

Ce n'est pas aussi une nouveauté, comme pressupposé ledit Archeveque, Intermonce & Escript, que de requérir Placet de Sa Majesté pour l'exécution des Decrets ou Bulles Papales, & l'Autorité de Sa Sainteté n'est par le Conseil reduite à autre point, qu'elle n'a esté depuis plusieurs siècles en ça, mais c'est une nouveauté vouloir publier semblables Bulles sans préalable permission de Sa Majesté ou de ses Conseils, & de prendre comme le Placet un Decret confirmatif de l'Ordinaire de la Diocèse, au lieu de celui du Roy. Ça seroit ennuier V. A. de rapporter icy tous les Placets, Exemples, Autorités, & raisons qui demonstrent & convainquent, que les Bulles Apostoliques ne peuvent estre exécutées sans préalable Placet ou permission de Sa Majesté, nous en rapporterons seulement aucuns avec des exemples, qui sont au cas présent de motifs, raisons & expériences tres-importantes, qu'à subministre l'usage courant.

Par divers Placets des glorieux Predecesseur de Sa Majesté, par divers Ordres & Lettres fut ce émané & eussent été défendus de n'admettre l'exécution d'aucunes Bulles Papales, si sans qu'au préalable elles ne soient visitées, & cette visitation fut par Placet du Duc Philippe de Bourgogne de l'An 1447. enchargé aux Villes capitales de Brabant, mais depuis donnée à ce Conseil pour tout son ressort, & entre divers autres Placets & Lettres par ledit sujet, il y en a un du Roy Philippe II. de l'An 1574. qui parle en termes fort clairs, & contient en effect un abrégé des Placets & Mandemens antérieurs.

Il défend expressément par forme d'Edit perpétuel l'exécution de toutes Bulles, Prevénions ou autres Decrets.

sub penis & censuris ibi latis & aliis imponendis secundum suum arbitrium.

Quod Consiliarius & Procurator Generalis Brabantiae dicens esse factum sine alio Placito & permissione Regis, obiculi supplicem, per quam nos requisivi, ut volumus remedium adhibere conveniens pro conservatione patrum, & Regalium Suae Majestatis.

Antequam resolveremus super ista supplicia consilium duximus, ut Consiliarius & Advocatus Fiscalis adiret dictum Archiepiscopum ut ab ipso disceretur, num haberet aliquam permissionem vel Placitum pro publicatione, & executione dicti Decreti, cum autem non posset ei laquei ab eius indispositionem, lecturus est ejus Secretarius, dicens quod ex parte Consilii haberes aliquid proponendum ipsi Domino, & quod vellet ei declarare, esset autem reverentius quamprimis ejus dispositioni posset permittere, tamen cum cum Secretarius diuisset se velle facere relationem, & adire Regium dicto Fiscalis intra triduum non posset moridum, abijt & dicta hora venit dictus Secretarius forens responsum dicto Fiscalis, dicens quod ipsi Dominus agere foret quod non posset ferre ei loqui, & quantum ad dictam publicationem vellet dare satisfactioem Consilio intra biduum, vel triduum, & quod tandem differri deberet & nobis attendere.

Cujus facta relatione Consilio 22. Mensis praeteriti, Casatione de qua Archiepiscopus & Intermonci conparatur, fuit concessa duo postea cum hoc tamen restrictio, quod non publicarentur nec executioni mandarentur, si Archiepiscopus daret satisfactioem intra terminum positum, sed cum nihil simile faceret, dicta Casatio fuit infirmata, & effusa 27. dicti Mensis.

Per quem non cessamus Bullam vel Decretum Suae Sanctitatis, ut loquatur dictus Intermonci & pressupponit dictum scriptum, nec simpliciter nuntium impressum vel librum prohibitorum per dictum Decretum, & ignoramus, an eadem impressa sint facta ad defensionem aliquorum opinionum Jansenianarum, scimus quod non pertinet ad nos decidere Articulus fidei, sed colligimus, nescimus, quomodo fecit Intermonci ad Archiepiscopum dicti Decreti in finem publicationis, Decretum dicti Archiepiscopi, & eorum publicationem, cum omnibus quae a se sequuntur, quae sunt mera temporaria & nullo modo concernant decisionem Suae Sanctitatis circa dicta impressa prohibita, sed tantum formam executionis.

Neque etiam est novitas, si per pressupponit dictus Archiepiscopus Intermonci & scriptum, requirere Placitum Suae Majestatis pro executione Decretorum, & Bullarum Pontificiarum, & auctoritas Suae Sanctitatis per Consilium nos redigit ad aliud, quod fuerit a pluribus saeculis in his partibus, sed est novitas velle publicare ejusmodi Bullas sine previa permissione Suae Majestatis & ejusdem Consilii & confirmare sicut Placitum Decretum confirmatum ab Ordinario Diocesis loco Placiti Regis. Tadium offerimus vestra Consilium, hic deferre omnia Diplomata, exempla, Autoritates & rationes, quae demonstrant & convincunt, quod Bulla Apostolica non possit expandi & publicari sine previo Placito & permissione Suae Majestatis, aliquae solum referemus cum exemplis, quae sunt in casu praesentis motivationis & experientia monumenta, quae subministrant antiqua currentia.

Per varia Diplomata gloriosissimum praedecessorem Suae Majestatis, per diversas ordinationes & literas desuper emanatas & scriptas prohibuit ejus admittere executionem aliarum Bullarum Pontificiarum, nisi prius fuerint inspectae, & hoc inspectis fuit per Diploma Ducis Philippi Burgundiae de Anno 1447. mandata Civitatibus capitibus Brabantiae, sed ex post dicta hinc Consilio, & inter varia alia Diplomata emanata super hoc materia, unum est Regis Philippi II. de Anno 1574. quod loquitur intermonci vultu clario, & continet verba epigrammatis programmaticum, & mandatorum anteriorum.

Prohibet expresse in forma Edicti perpetui executionem omnium Bullarum, praesumptionum vel aliarum expeditionum vel

pechés ou Impetrations de Rome, des Legats ou Nonces Apolloliques, ou revocations d'aucunes Grâces, Indults, Privilèges, Sentences ou Exécutoires tendans à préjudice hors les Pays de par-deçà tendans directement aux préjudices de ces Pays ou d'aucuns tiers particuliers, n'est que préalablement lesdites Lettres, Bulles, Sentences, & autres Impetrations aient été vues & examinées par Sa Majesté en son Conseil Privé, ou en celui de Brabant, & que les Impetrans ayent obtenu Lettres Patentes de Placet.

Sur quel point y ayant eu dispute en l'An 1631. entre ce Conseil & le Nonce du Pape d'alors, Sa Majesté écrivit à Sa Serénissime Infante Isabelle de glorieuse mémoire, lui manda par Lettres dater à Madrid le 24. d'Aoust 1631. de bien garder ses Droits, & de ne laisser perdre un seul point de ses prérogatives.

En l'An 1632. il y eut question pour la publication d'une Bulle ou Decret par lequel Sa Sainteté ou Congregation des Cardinaux avoit défendu les Œuvres de Pierre Jean Baptiste Posa Uscaïen de la Compagnie de Jesus, & afin que l'Archevêque de Malines ne procédât à la publication dudit Decret, ladite Serénissime Infante par ses Lettres du 7. de Janvier 1633. lui écrivit qu'elle avoit entendu que le Nonce Apollolique seroit qu'il eût intention de faire publier certain Decret de la Congregation des Cardinaux sur l'Index des livres reprochez, & par lequel seroit défendu les livres dudit Posa, sans que Sa Majesté feroit informée du sujet de ladite défence, ou que par Sa Majesté feroit accordée aucune permission de faire ladite publication, & ordonna audit Archevêque de différer la publication jusqu'à ce qu'elle feroit éclaircie de l'intention de Sa Majesté, & s'il avoit raisons au contraire, qu'il en avertiroit Sa dite Altesse, & que néanmoins il différerait la publication jusqu'à autre ordre.

Comment que les Anglois Rois d'Espagne ont toujours eu le Droit & prérogative en ces grande recommandation tant en Royaumes d'Espagne, que Naples & ailleurs, remontoient lesdits & autres Placets & Ordres, & plusieurs Théologiens & Jurisconsultes Espagnols Italiens & d'autre nation.

Que cela soit aussi une observation & Droit des autres Rois & Princes Souverains, pourroit être vérifié par l'autorité de grand nombre d'Ecrivains.

Et qu'il est en tous les Ordres Ecclesiastiques de ces Pays en recours au Conseil du Roy pour empêcher l'exécution des Bulles Apolloliques qu'ils croient leur être préjudiciables, est de facile preuve.

Il seroit impossible que le Roy pourroit gouverner son Etat, & le tenir paisible, si on y pouvoit publier & exécuter telles Bulles ou Decrets, que Sa Sainteté y voudroit envoyer, ou son Nonce ou Intermittent exploiter car telles Bulles pourroient contenir choses préjudiciables à l'Estat & même à la Religion, de quoy le Prince est bien souvent mieux informé dans son Etat, que ne peut être Sa. Sainteté à Rome.

Et il ne suffit pas de dire, que la Bulle ou Decret du Pape ne contient aucun préjudice du Roy ou de ses Sujets; car c'est cela même, que doit être examiné, & ne peut être examiné avec fruit, que la Bulle ne soit présentée & vue auparavant son exécution.

De dire que la Bulle seroit Dogmatique, & ne contrediroit, que définition ou déclaration de quelque Article de la Foy, ne peut aussi excuser le préalable examen, car ce que la Bulle contient, est en fait, & de la part Sa Majesté sçavoir, afin que sous prétexte de définition ou interprétation de quelque Article de la Foy, dans la publication ne se glisse quelque chose préjudiciable.

Et pour ce qu'il est des Décisions ou Déclarations Dogmatiques, ou de la Foy, en divers articles y eut Décisions ou Interprétations plus importantes, que celles données par le saint Concile de Trente.

Néanmoins & concevant que les Predecesseurs de Sa Majesté aient été les premiers Sollicitateurs de la convocation & assemblée dudit Concile, ont ces Décisions formellement été placées devant que le Concile ait été publié, exécuté ou accepté, & le Placet n'a pas été accordé qu'après l'examen des Conciles de Sa Majesté.

Et le Pape Clement VIII. requérant le Roy de France Henri IV. de vouloir faire publier & observer ledit

Fin Epiro, Part I. L.

Con-

vel impetratum Romanarum, Legatum vel Nuncium Apollolicum, vel revocationem gratiarum, indulgarum, Privilegiorum, sententiarum, executorialium Decretorum extra hanc Patriam tendentium directe in prejudicium Patriarum, vel aliquid tertii privati, nisi prout dicta Littera, Bulla, sententia, vel alia impetratio fuerint inspecta & examinata à Sua Majestate in Consilio privato, vel in Brabantico, & impetratio obtineant Placitum.

Que super re cum fuisset Disputatio & controversia Anno 1631. inter hoc Consilium, & Nuncium Apollolicum tum temporis, sua Majestas restituit definita Serénissime Infantine Isabelle gloriose memoria, & mandavit per Litteras datas Madridi 14. Augusti Anno 1631. ut bene teneret sua jura, nec pateretur perdi vel minimam partem prerogativarum.

Anno 1632. fuit questio de publicatione ejusdem Bulla vel Decreti, per quod sua Sanctitas, vel Congregatio Cardinalium prohiberet opera Patris Joannis Baptista Posa Bistaini Societatis Jesu, & ne Archiepiscopus Mechliniensis procederet ad publicationem dicti Decreti: dicta Serénissima Infansina per suas Litteras die 7. Januarii 1633. ipsi scripsit, se intelligente, quod Nuncius Apollolicus esset intentans, jubendi publicari quoddam Decretum Congreg. Cardinalium super Index librorum prohibitorum. & per quod prohiberetur liber dicti Posa, usque quod Sua Majestas esset reformata de ratione dicta prohibitionis, vel à Sua Majestate esset concessa illa permissio faciendi dictam publicationem, & mandavit dicti Archiepiscopi, ne differret publicationem donec esset certior redditus de intentione Sua Majestatis, & si haberet rationes in contrarium, deberet informare suam Celestitudinem, & tamen differret publicationem usque ad aliud mandatum.

Quomodo Augustissimi Regis Hispania semper habuerint eadem jura, & prerogativa, tam in Regno Hispania, quam Neapolitana & alibi, testantur dicta & alia diplomata, & Ordinationes, & plures Theologi & Jurisconsulti Hispani, Itali, & aliorum nationum.

Quod hæc etiam sit observantia & jura aliorum Regum, & supremorum Principum, possit probari per auctoritatem plurimorum Scriptorum.

Et quod omnes Ordines Ecclesiastici hujus Patria haberint recursum ad Consilia Regis per impedimenta executionis Bullarum Apollolicarum, quas creditur sibi esse præjudiciales, est facile probandum.

Est impossibile fore, si Rex gubernaret suos Status, & in tranquillitate tamen, si ipse posset publicari, & executioni mandari Bulla, & Decreta, sua Sanctitas vellet transmittere, vel ipsi Nuncius aut Intermittens expedire; nam tales Bulla possent continere res præjudiciales Status, immo Religionis, de quibus Principes longe melius est informari in suis Statibus, quam sua Sanctitas Rome.

Nec sufficit dicere, quod Bulla vel Decretum Pontificis nullum continens præjudicium Regis, vel ejus subditorum; nam hoc idem est quod debet examinari, nec potest examinari, nisi Bulla presentetur, & examinatur ante ejusdem executionem.

Dicere quod Bulla esset Dogmatica, & nihil continens nisi definitionem, & definitionem ejusdem Article Fidei, non potest excusare prævium examen; nam quod Bulla continet, consistit in facto, & debet sua Majestas scire, ne sub prætextu definitionis, vel interpretationis ejusdem Article Fidei, per publicationem subintrat aliquod præjudicium.

Et quantum ad Definitiones vel Declarationes Dogmaticas, vel Fidei, in diversis scilicet non fuerunt definitiones, aut interpretationes majoris momenti, quam quæ fuerunt data per Concil. Tridentinum.

Non obstant quod predecessores Sua Majestatis fuerint primi Sollicitatores convocationis, & congregationis dicti Concilii, tamen ipsi definitiones formaliter fuerunt placitæ antequam Concilium fieret publicum, executioni mandatum, aut acceptatum, & Placitum non fuit concessum nisi post examen Consiliorum suo Adjunctis.

Et Papa Clement VIII. requirit Regem Gallia Henricum IV. ut vellet habere publicari & observari dictum Concilium.

K 2

Concile de Trêves, à elle consent, qu'il feroit observe, *garceps hic qui fuerit tranquillitatis perturbatio executioni demandari non possit.*

Par le même Concile fut résolu de dresser une catalogue des livres reprochés, lequel n'a pas été recu en ces Pays non plus que le Concile même, qu'au picable il n'ait été placée par Sa Majesté, & le fut par le Placart espris de l'An 1569. imprimé en François, Flamand, & Latin, afin que la sainte intention du Concile & de Sa Majesté fussent mieux connues à un chacun, & ce Auteurs 1531. & 1540. ont été placées sur des catalogues semblables, & ainsi se se trouvent des exemples au même cas, que l'on veut maintenant tirer en dispute & faire passer pour nouveau.

La Bulle de Sa Sainteté condamnant le Livre de l'Evêque Joesenius n'a pas été recue en ces Pays qu'après que Sa Majesté avoit ordonné sa publication, & ayant la même Bulle en l'An 1662. de nuit été affichée devant l'Eglise de St. Pierre à Louvain, les Fils de ce Confil ont incontinent présenté Requête contre l'Internonce Stravius, à fin de cassation, mais il déclara n'avoir donné ordre pour ladite affiche, & ainsi celle de cassation, au moyen de son défaut.

Et combien il importe pour la Religion & repos de l'Estat de Sa Majesté que toutes les Bulles & Decrets Apostoliques soient examinés devant leur publication & execution démontre assez clairement un Decret en forme de Lettre par le Cardinal Genoty envoyé à l'Evêque d'Ambrès le 7^e d'Aoust de cette Année, par où il dit que la sainte Congregation avec approbation de Sa Sainteté avoit déclaré que deux parles des Bourgnois de la Ville d'Ambrès, & tous ceux, qui avoient decreté que les Ecclesiastiques de ladite Ville auroient à payer les Gabelles par Vin & Biere, n'avoient eu égard aux Censures exprimées & ordonnées par les saints Canons & Constitutions Apostoliques, & que ledit Evêque auroit à commander à tous Ecclesiastiques de ne payer lesdits Gabelles.

La publication & execution de semblable Decret eut pu causer grande & irreparable altération, non seulement pour le service & repos de l'Estat de Sa Majesté, mais aussi au fait de la Religion même en une Ville si voisine aux Hérétiques, avec lesquels elle doit avoir communication journalière, & la publication de la déclaration contenue en ladite Lettre & deffense ordonnée par icelles auroient indubitablement été exécutées, si ce Confil n'y eut promptement pourvu à la Requête du susdit Procureur General.

A tel ou semblable inconvénient sont sujettes toutes les Bulles Decrets, qui s'envoient de Rome, & doivent pourtant être considérés aux circonstances, que le temps donne.

Et si l'Archeveque ou l'Internonce peuvent faire posséder & exécuter sans connaissance de Sa Majesté les Bulles ou Brevets défendants écrits ou imprimés, rien ne les empêchera de publier aussi des Decrets, par lesquels Sa Sainteté défendra & condamnera les propres Placards de Sa Majesté, livres, ou autres faits en faveur de son Droit & de celui de ses sujets.

De fait, il n'y a qu'environ quatre années, qu'a été fait & imprimé une deduction intitulée: *Sanctissimum circa Bullarum Pontificiarum receptionem*; ne contenant en ne parlant d'aucun Article de la Foi ou de chose Dogmatique, seulement de justification ou Droit, que Sa Majesté a de n'admettre l'execution des Bulles sans préalable examen de Placet, & cette deduction avec une autre de semblable matière, l'une & l'autre soumise au Placet, ordres & promesses de Sa Majesté à aussi été défendue par Sa Sainteté.

Par la Requête du dit Archeveque présentée à V. A. le dit, n'ayant publié le susdit Decret, à elle empêché en acquies de son Office Pastoral de s'informer des Auteurs ou Publication des Livres par Sa Sainteté défendus, il se trouveroit empêché par ce Confil, en quoy il s'abuse, sous correction, car le Confil n'a jamais eu intention d'empêcher la recherche d'aucuns livres hérétiques ou scandaleux, au contraire à toujours être prompt de l'en recueillir d'assister & répondre toutes informations, & de procéder contre ceux qui auroient contrevenu aux Placards de Sa Majesté défendants rigoureusement l'impression, distraction ou publication de semblables écrits.

Le-

lium, acquirere ut observaretur, exceptis his, quae sunt perturbatio tranquillitatis executioni mandari non possunt.

Per idem Concilium resolutum fuit, arandum esse Catalogum librorum prohibitorum, qui non sunt recepti in hac Patria, non magis quam ipsum Concilium, nisi praevis fuerit placitum a sua ad quæstam, & fuit per programmatum expressum Anno 1569. impressum Gallice, Flaminde, & Latine, ut sancti inveniunt Concilio & sua Adjunctis multum cognoscitur ab unoquoque, & Anno 1531. & 1540. fuerunt placitari alii similes Catalogi, & sic repetantur exempla in eodem casu, qui hodie moritur, in dubium probatur, & novitas appellari presumitur.

Bulla sua Sanctitatis condemnans Librum Episcopi Joesenii non fuit recepta in his partibus, quam postquam sua Majestas ordinasset ipsi executionem, & cum eadem illa Bulla Anno 1662. de nocte esset affixa ad portas Ecclesie sancti Petri Lovanii, Fiscalis hujus Consilii quæprimis presentans supplicavit contra Internuncium Stravius, in finem Cassationis, sed declaravit se non dedisse mandatum illam affigendi & ita cessavit Cassatio, motus sua acquiescit.

Et quævis interfectio pro Religione, & quiete Status sua Majestatis, quod omnes Bullæ & Decreta Apostolica executionem ante eorumdem publicationem, & executionem, demonstrat satis clare quoddam Decretum in forma Literarum per Cardinalem Genotium missum ad Episcopum Antverpiensem 7. Augusti hujus anni, in quo dicit quod Sancta Congregatio cum approbatione sua Sanctitatis declarasset, quod duo partes Civium Antverpiensium, & omnes qui detestarentur, quod Ecclesiastici dille Civitatis deberent solvere Gabelles super vino, & cervisia, incurrerent Censuras expressas & ordinatas per sacros Canones & Constitutiones Apostolicas, & quod dillæ Episcopus deberet mandare omnibus Ecclesiasticis, ne solverent dillæ Gabelles.

Publicatio & executio similis Decreti potuisset causare magnam & irreparabilem alterationem, non tantum pro servitio & quiete sua Majestatis Status, sed etiam in facto Religione in Civitate tam civica Hæretica, cum quibus debet quotidianam habere communicationem, & publicatio & declaratio contenta in dillæ Literis, & prohibitio in illis mandata indubie fuisset executioni mandata, si hoc Consilium promptè non provisionis ad requisitionem Procuratoris Generalis.

His & similibus inconvenientibus subiecta sunt omnes Bullæ & Decreta, quæ mittuntur Roma, & ideo debent considerari circumstantiis, quæ tempus suggerit.

Et si Archiepiscopus ad Internuncium possit curare publicationem & executionem mandari sine cognitione sua Majestatis Bullas, & Decreta prohibenda quodam scripta, & impressa, non impedirent etiam publicationem Decretorum, per quæ sua Sanctitas prohiberet & condemnaret propria programmatum sua Majestatis, vel litteras aut scripta facta in favorem sui juris, & subditorum.

De facto circumvenit ante 4. annos, impressa est quoddam deductio intitulata *Sanctissimum circa Bullarum Pontificiarum receptionem*, nil continens nisi lequens de quodam Article Fidei, velre Dogmatica, solum de justificatione Juris, quod sua Majestas habet non admittit executionem Bullarum sine prævio examine & Placito, & talis deductio cum aliis similibus materiis, utraque fundata super programmatum mandata & promissa sua Majestatis, fuerunt prohibita a sua Sanctitate.

Per supplicium dillæ Archiepiscopi presentatum Vestre Celsitudini dicitur, quod publicata dilla Decreta, sui administrationis sui officii Pastoralis non se informaret de Authoribus & publicationibus librorum a sua Sanctitate prohibitorum, impedirent fuerit per hoc Consilium, sed salva correctione fallitur, nam Consilium nunquam impedit inquisitionem librorum hæreticorum vel scandalosorum, contra semper fuit & adeo est promptum ad succurrendum talibus informationibus, & procedendum contra eos, quæ contraveniunt programmatibus sua Majestatis, rigore prohibitions impressionem, distractionem vel publicationem similium scriptorum.

Et-

Ledit Archevêque retient & veut feigner pour l'ambassade du Pape, sans le souvenir de celle de Sa Majesté, à la consécration de laquelle néanmoins il a aussi obligation comme son Vassal & comme Abbe d'Alfigem, & ensuite du serment solennel, qu'il a fait à l'Assemblée des États de cette Province pour la consécration & maintien de ses Privilèges, entre lesquels n'est pas le moindre le Droit, que Sa Majesté, & ses sujets ont de n'admettre aucunes Bulles, sans qu'elles soient placentes.

Il se plaint du scandale, que le Conseil auroit causé à son peuple Pasteur & Evêque.

Mais s'il y en a aucun, la précipitation, & d'avoir négligé de reconvoquer le Roy, en est la cause.

Se plaint aussi de ce, qu'il n'auroit été où, quoy qu'il étoit en Bruxelles, mais la église, de laquelle le Conseil a été en son endroit, & la réponse qu'il a fait donner par son Secrétaire, son rapporteur cydessus.

L'interne dit par la première Requête que si les Bulles Papales doivent attendre le Placet du Prince & être sujettes à la Censure du Tribunal Lay, devant d'obliger les consciences des sujets, les propositions pourroient être de Foy en une Province, & non en l'autre, & que par conséquent la Foy Catholique ne seroit pas la même partout.

E n'ecy manque bonne information, d'autant que le Conseil ne prend pas connaissance des articles de Foy, & la décision ne laisse pas d'être décision d'universelle, encore que la publication ne s'en fasse par tout en même tems.

Il dit qu'il auroit procédé au regard de la distribution & publication dudit Decret, comme auroient pu l'être les précédents, mais nous ne croyons pas, qu'il pourroit nommer des exemples, qui seroient venus à la connaissance des Fideles.

Ledit Ecrit porte, que son Auteur tient pour sans doute, que le Conseil peut justement prétendre la révision & l'examen des Bulles Apostoliques, quand elles concernent directement ou indirectement à la supériorité temporelle de Sa Majesté, ou de son droit Patronat, dit aussi de tenir de même, que le Conseil ne les peut réviser ou examiner, quand telles Bulles sont données en matières Dogmatiques, décidant qu'aucunes propositions sont de Foy, les cotraires hérétiques & erronées, ou malsonnantes, déclarant pour hérétiques & excommuniés ceux, qui opineroient au contraire en icelles, & les publient, & lesquelles Bulles défendent les Livres, dans lesquels elles se contiennent.

Avoant ledit Ecrit & tenant hors de doute, l'un ne peut excuser d'admettre aussi l'autre.

Car puisqu'il y a une, que le Conseil du Roy à droit d'examiner les Bulles Apostoliques, qui peuvent directement ou indirectement contrevienir au droit de Sa Majesté, ou de son Patron Ecclésiastique (à quoy il faut ajouter le droit & intérêt particulier de tous les sujets de Sa Majesté, puisque Sa Majesté, & intercesseur en eux) il suit par ne conséquence nécessaire que toutes les Bulles sont sujettes à vifitation & examen, pour savoir si elles ne sont telles, que le droit de Sa Majesté, ou de ses Vassaux pourroit être préjudicé par leur exécution.

Où bien il faut admettre que la Pape, Archevêque ou l'Interne ont des Arbres & Juges de ce point, si le Roy, son Etat, le public ou les particuliers sont intéressés ou non.

Ce n'est pas, comme le même Ecrit présuppose, que le Conseil prétendrait en matière dogmatique jugement approuvant ou reprochant, & qu'il seroit encore moins fondé de prétendre autorité pour faire & défaire définitions de Foy, car le Conseil ne prétend rien de semblable, comme dit est, & avoue que ce seroit absurde de le prétendre, au regard de quoy ledit Conseil, non plus que les autres que Sa Majesté pardonne, ne prétendent aussi aucune possession, & celle, qu'il prétend, n'est à comparaitre (sous correction très-humble) ainsi que fait ledit Ecrit, à celle, dont abuse le Parlement d'Angleterre au regard de l'admission de ceux des Sectes qu'ils trouvent bons, & résolutions en matière de Foy qu'il veut prendre.

Le même Ecrit ayant avoué que les Bulles Apostoliques ne peuvent être exécutées, quand elles seroient préjudiciables aux droits du Roy, donne pour remède persévérer de ses droits de les laisser couler & passer sans procéder au droit scandaleux de les casser, mais d'y mettre remède par ayes.

Dilecti Archiepiscopi velint se velle seminare & fundere pro auctoritate Pontificis, & non vult minusque auctoritatis Sae Majestatis, ad cuius tamen conservandam etiam obligatur, ut ipsi Passalus & ab Abbate Affligem, & vi juramenti solenniter, quod praestitit in congressu Statum hujus Patriae pro conservandis, & movendis privilegiis, inter quae non est minimum jus, quod Sae Majestatis & ejus subditi habent non admittendi aliam Bullam, nisi fuerit placens.

Conquerunt de scandalo, quod consensisset Consilium propriis Pastori & Episcopo.

Sed si aliquis sit, ejus precipitantis, & negligens agnoscendi Regem, illius est culpa.

Conquerunt etiam, quod non fuerit auditus, quemadmodum esset Bruxelles, sed urbanitas quae solum fuit Consilium erga illum & responsum quod iussu daret per suum Secretarium, fuit supra talia.

Intermedium dicit per suam primam supplicem quod si Bulla Pontificia debeant expellere Placitum Principis, & esse subiecta Censura Tribunalis Laici, antequam obtemperant conscientiam subditorum, possint praesumere esse de Fide in una Provincia, & non in alia, & per consequens Fides Catholica non esset eadem ubique.

In hoc dicit bona informatio, quia Consilium non sumit notitiam articulorum Fidei, & desinit in eo semper universalis, quemadmodum publicatio non fiat ubique eodem tempore.

Dicit, quod processit de distributione & publicatione dicti Decreti, sicut praedicatum sui praedecessoris, sed non credimus, quod posset aliquod proderet exempla, quod videretur ad notitiam Fidei.

Dilectum scriptum habet, quod ejus Auctoritas indubitata sit, quod Consilium posset iuste pretendere revisionem & examen Bullarum Apostolicarum, quando contraria sunt directis vel indirectis superioribus temporali Sae Majestatis vel ejus Jurarum, dicit etiam suffragari, quod Consilium non posset revocare & examinare quando tales Bullae sunt datae in materia Dogmatica, decidentes quoddam propositiones esse de Fide, & contrarias esse hereticas erronae & male sonantes, declarantes per hereticos & excommunicatos illas, qui obstant illis consentientes, & illas publicant, quae Bullae prohibent libros in quibus continentur.

Dilectum scriptum habet pro indubitata, utrum non posset excusare quem admittit aliud.

Nam cum fuerit, quod Consilium Regium habeat jus examinandi Bullas Apostolicas, quae possint directe vel indirecte esse contraria iuribus Sae Majestatis vel ejus Jurisjurandis Ecclesiasticis (cui debet addi jus & interesse particularium omnium subditorum Sae dille Majestatis, cum Sae Majestatis sit in his interessata) sequitur per consequens necessarium, quod omnes Bullae sint subiectae inspectioni & examini, ad sciendum an sint tales, quae juri Sae Majestatis vel ejus Vassalorum possint praedicare per earundem executionem.

Per adducendum est quod Pape, Archiepiscopus aut Internuntius sint arbitri & iudices hujusmodi, an Rex, Status, publicum vel privati possint praedicare ayes?

Consilium, sicut idem scriptum praesupponit, non praesentit in materia Dogmatica iudicium approbans vel reprobandum, & quod adhuc minus esset fundamentum auctoritatem facienti & destruant definitiones Fidei, Consilium nil simile praesentit, sicut dilectum est, & factum esse absconditum in praetendit, respicit casus rei dilectum Consilium non magis quam Sae Majestatis nullum praesentit possessionem, quod praecedunt solva humillima correctione comparari non potest, sicut satis idem scriptum, illi dicitur quod struitur Parliamentum Anglia circa admissionem septem Sacramentorum, & resolutionem in materia Fidei pro se sibi placet adducere.

Per quod dilectum scriptum admittit, quod Bulla Apostolica non possit executionem mandari si esset praedicata iuribus Regis, suggerit remedium praesentium dilectum iurum illius tolerare obsequio hoc quod praedicat scandalosum Castellanum, & posset adducere remedium.

Il confond encore la cassation de la publication avec la cassation de la Bulle, en quoy il y a tres-grande difference, & de laisser courir & passer les Bulles pour empêcher leur execution par apres, quand on trouveroit, que Sa Majesté ou ses Sujets seroient interessez, seroit se laisser blesser pour estre pense & cure par apres, il vaut mieux de conserver une chose entiere, que de la laisser rompre pour refaire, & tel pourroit estre le deservice & prejudice, que par apres il seroit du tout irreparable, & irreparable en un cas, demote que ce remede ne peut estre recu en nul.

La pratique de plusieurs siecles n'a jamais trouve bon ce nouveau remede, duquel on ne se pourroit servir qu'avec beaucoup plus grand scandale, que d'examiner & placer les Bulles devant leur execution, & jamais n'a Sa Majesté, ou le glorieux Predecesseur refuso le Placet on execution des Bulles, que le bien de l'Eglise requerrait estre publiees, au contraire ont toujours coopere à leur observance, & en cela forsué tous les autres Princes Catholiques. Le Roy Philippe II. Pere Grand de Sa Majesté, escrivoit au Cardinal Granvelle sur le sujet de la publication ou assion de la Bulle *Cane Domini*, sans s'apercevoir d'usage de ces mots:

Es fuerit causa, que per ver que yo solo soy el que telpeto ala Sede Apostolica, y con suma veneration mia Reynos, en lugar de agradecimiento, como devian, se aprovechaban dello, para querrime usurpar la autoridad que es tan necessaria, y convegniente para el servicio de Dios, y por el buen gobierno de lo que el me ha encomendado, y assi podria fer que me forçasse à tomar nuevo camino, y lo es conffesso, que me trahen muy cansado y cerca de acavarme la paciencia, por mucho que togo, y si è esto fuessega podria fer qua à endos pesasse dello.

Pamles du Roy Philippe II. traduis de l'Espaniol. C'est une conduite peu equitable, queparce que l'on voit que je suis le seul, qui respect le Siege Apostolique comme le sont aussi mes Raynages, avec une profonde veneration, au lieu de m'en savoir dogre, j'en veuille en profiter, pour m'usurper l'autorité qui est si necessaire pour le service du Dieu, & pour bien gouverner celle qui m'a enchargé. Il pourroit bien arriver qu'on me forçera de prendre d'autres mesures, car j'avoue que j'en suis fort las, & que ma patience toute grande qu'elle est va à la fin, on la pousse à bout, on pourroit bien s'en repenir.

Notre intention n'est pas de favoriser ou soutenir en rien les Ecrits, qui pourroient estre mis en lumiere par ceux, qui suivent les erreurs de Janfenius, & que Sa Sainteté trouve bon de defendre, non plus que de souffrir oul autres Ecrits heretiques, erroneux, scandaleux ou injurieux, au contraire etant requis administrerons rigoureuse justice contre les Auteurs, Distributeurs ou Detenteurs de semblables Ecrits, on suit des Placats de Sa Majesté sur ce casuarez, & ne croyons que ledit Archeveque ni ledit Interneone, ni les Filsaux de ce Conseil & autres ayent sujet de se plaindre, mais comme la fustide publication causoit un scandal public à tous ceux, qui ont aucune connoissance du droit de Sa Majesté, & que l'on commençoit, à tauxer publiquement les Filsaux de ce qu'ils ne demanderoient remede contre une acte de telle nouveauté & prejudiciable exemple de consequence, n'avons pu prendre le temps pour en consulter auparavant V. A. lors absent, & aussi une si exoitie sollicitation nous à semble ne le point requerré, & croyons avoir manqué à nos sermens & estre indignes de la Robe, dont Sa Majesté nous à honore, si ne l'effusions faire.

Nous esperons que tel sera aussi le sentiment de Votre Altesse, & laquelle informurons de plus pres, si elle n'a ensiere appainement au moyen de la susdite relation du fait, verification du droit de Sa Majesté & solution aux objections faites par ledites Requêtes & Ecrits, & sur ce basans s'en-lumblément les mains à Vostre Altesse Serenissime, priérons Dieu,

MONSIEUR,

De lui conserver longe & heureuse vie.
De Bruxelles le 17. Decembre 1637.
De Voire Altesse Serenissime etc.

Adhuc confusio Cognitionis publicationis cum Cognitione Bullae, in qua est magna differentia, & tolerare Bullas & easdem relinquere, ad impedendum ex postea executionem, si inveniretur quod sua Majestas vel eius subditissimus interesset, hoc esset parvi valuerit ut postea remedium adhiberetur, praestitit conservare rem integram, quam post vuleratam causam remedium querrere, tale posset esse prejudicium ut esset irreparabile, & illa irreparabilis ut demonstrat, quod hoc remedium nullum sit, & non posset admitti.

Praxia plurium seculorum nunquam approbavit hoc novum remedium, quo non possemus nisi cum multis majori scandalo, quam examinare & placare Bullas ante eorum executionem, & nunquam Sua Majestas, vel gloriosi eius predecessores negarunt Placatum vel executionem Bullarum, quas bonum scilicet requireret publicari, eorum semper sunt cooperati eorum observantia, & in hoc vicem amant Principes Catholici. Philippus II. Avo Sua Majestatis, scribens Cardinali Granvello super materia publicationis, & assionis Bullae Cane Domini, sine sua permissione, esset eis his verbis,

Sunt verba Philippi II. que tradidit de Hispaniis significat: Est res parva aqua, quod, quia erroris quod ego sum solus qui reverentem Sedem Apostolicam, sicut etiam facimus mea Regna cum profunda veneratione, tantum adhibeo mihi gratias rependuntur quia parvi illa valent abusi, et mihi asserunt auctoritatem adeo necessariam pro servicio Dei, & ad bene regendum cum quem mihi commisit. postea cantare ut alioj forent media ad manum; nam facere me fatigarem esse illis importunitatibus, & patientiam meam, licet summa sit, ad finem vergere, & si ad extrema deducatur, posset aliquem pariter.

Nostre intentionis non est velle favore scripta, que possumt esse edita ab eis, qui sellantur errores Janfenii, & qui sua Sanctitas dicit prohibenda, non magis quam illa tolerare scripta heretica, erronea, scandalosa aut injuriosa, sed contra si requiramus justitiam rigorem administrativum contra Auctores, Distributores vel detentores talium scriptorum, vigore Diplomatum sua Majestatis super congnatione nostrarum, quod distat Archiepiscopo, distat Internuncio, ut Fideles bonis Consiliis, & alia habeant causam conperendi, sed cum illa publicatione causaret scandalum publicum omnibus illis qui aliquam habent notitiam Juris sua Majestatis, & intemperetur publice taxari Fideles, eo quod posset remedium contra alium talis novitatis & prejudicii exempli & consequentia, tempus non potuimus sumere ad prius consulendum vestram Celsitudinem cum temporis absente, & adeo notitia infirmitate vix est nobis non illud requirere, & cederemus desidia nostra officio & juramento, & nos esse indignos regni que sua Majestas nos honoravit, si hoc non fecissemus.

Speramus fore ut talis sit sententia vestra Celsitudinis, quam informisimus fassus, si non plane acquiescat succedat relationi facti, verificationi juris sua Majestatis, & solutioni oblationum solitarum per distas supplicas, & scripta, & desuper officialiter humilissime manus vestra Celsitudinis regamus Deum.

De P. C. Digneur dui solitem conservare;
Bruxellis 17. Decembris 1637.

Vestra Celsitudinis humilissimi Servi,

(S)

Ad pag. 301

CONSULTA

CONCILII BRABANTIAE AD ARCHIDUCEM LEOPOLDUM, in qua exponitur resolutioem capram per Concilium super Cassatione Decreti Congregationis S. Officii die 14. Martii 1658. quo cassabatur Sententia ipsius Concilii Brabantiae Cassatoria publicationis Decreti die 6. Septembris 1657. facta per Atchi-Episcopum Mechliniensem, tanquam contraria Immunitati & Libertati Ecclesiae, supplicans Archiduci ut huic resolutioni favere dignetur, utpote conservandis Juribus Regiis omnino, necessariis.

MONSEIGNEUR,

L'Atcheveque de Malines, qui comme Prelat & membre de l'Etat de Brabant, ne devoit pas ignorer les droits & prerogatives de Sa Majeste, ni l'obligation particuliere, qu'il a, en ladite qualite d'y deférer aussi bien qu'aux coutumes & observances anciennes du Pays, signifiant touchant le Placet ou Paresus des Decrets & Bulles emanées de la Cour de Rome, s'étant toutefois avance au mois d'Octobre dernier de publier en cette Ville de Bruxelles celle qui luy avoit est envoyée à cette fin par l'Intendant y résident, portant defense de plusieurs livres & écrits, sans l'avis préalable de ce Conseil, ni obtenus avec le consentement de la part de Sa Majeste, le Conseil & Procureur general estoit informé de ce qui s'estoit passé en ce regard en fit tout aussitôt ses plaintes au Conseil, requerrant que provision de Justice fut decretée contre cet attentat & emprise sur la Souverainete de Sa Majeste, sur quoi y l'aisant ayant eue mise en deliberation en plene assemblee, avons trouve, que le serment par nous presté à l'avènement de nos charges de genies & conserver les Droits & Hauteurs de Sa Majeste, nous obligeoit absolument, & precisement d'y pouvoir, & à ne point permettre l'introduction d'une nouveaute si prejudiciable à l'Etat & Puissance Royale, & d'ainsi luy si dangereuse pour l'avenir, cause que nous decretames Lettres de Cassation rati de l'envoy d'Intermonce, que de la publication ensuivie avec tous ce qu'en dependoit, qui est une provision ordinaire que nous sommes accoustumés de decretée, quand il y a exécution de jurisdiction ou attente, & de meme temps en donnâmes parti à V. A. S. luy deduisant les justes raisons, qui nous avoient portées à faire cette demonstration, & outre qu'elle n'insertions la Puissance Ecclesiastique, puisqu'il y avoit contrevention procedant de sa part, celle du Roy avoit occasion, & juste sujet de s'en resseoir, toute fois comme d'ordinaires les Ministres de la Court de Rome tachent de surprendre leurs interets par la pretence d'avoir maintenu l'autorite Pontificale contre celle du Roy, quoy que par des emprises & usurpations, se Souciant fort peu de troubler l'Etat d'un Prince Seculier, pourvu qu'ils aient leurs accommodemens auprès de Sa Saintete, celuy qui reside en cette Ville à bien temoigner, qu'il se gouverne par cette maxime au moyen du Docteur qu'il a obtenu de la Congregation de la sainte & universelle Inquisition de Rome en date du 14. de Mars dernier par lequel Sa Saintete vient par ferme le fustit envoy de publication, reproche, casse, irrité & declare nulle la cassation & Decret de Conseil, accordé à toutes personnes de quel degre, ordre, preeminence, ou dignite, que sous pretence de cette dite cassation ou Edict il ne se pretendoit exempter ou excuser des peines contenues audit premier Decret de Rome, & qu'ils n'ayant à alleguer le dit Edict au jugement ou dehors, ou qu'ils n'ayant à s'en servir en aucune facon, tout ainsi comme s'il n'eût jamais esté emané, sous les peines & censures par les saintes Canons ordonnées contre les violateurs de l'immunité & liberte Ecclesiastique, & de l'autorite Pontificale, & de laquelle personne ne les pourroit absoudre que Sa Saintete même, qu'en l'article de la mort, de plus ordonne Sa Saintete à ce Conseil, que nous dit Placet ou Edict seroit est abolli, & effectivement casse aux

Lix.

A Rchevesque de Mechliniensis, qui ut Prelatus & membrum Status Brabantiae non debebat ignorare jura, & prerogativas Suae Majestatis, nec obligationem particularem quam habet in dicta qualitate, illis deferendis aequae consuetudinibus & observantis antiquis hujus Patriae, signanter circa Placitum Decretorum & Bullarum emanatarum in Curia Romana, attentans tamen Adversus Obsequium clausae publicae in hac Urbe Bruxelles Bullam sibi transmissam in illam finem ab Intermonce illi residenti, convenientem prohibitionem plurium librorum & scriptorum, absque quo tam praesentis huius Concilii, aut obtinendi dictum placitum & consensum Suae Majestatis: Consilium & Procurator Generalis de illa re informatus, quamprimum deposuit querelas apud Consilium, requirens ut provisio iustitiae decretaretur contra hoc attentatum super superioritate Suae Adjunctis: & negativae tractu in deliberationem in plena Congregatione, comparimus, quo iuramentum praestatum, ut nostris officiis de tuendis, & conservandis Juribus & Regalibus Suae Majestatis, nos absolute & precise obligaret illi rei providere, & non permittere introductionem novitatis tam prejudicialis Statui & possit Regiae, & consequentia tam periculosa praesentis, & illi sui casus cur decernimus Literas Cassatorias, tam missis Intermonci, quam publicationis sive tam omnibus dependentis, quae est provisio ordinaria quam solimus decretare, quando aliquid attentatur contra Jurisdictionem, & statim certiorum reddimus Praefatum Consilium, exponentes illas rationes, quibus indubitanter ad faciendum hanc demonstrationem: & quomodo nos tangeret potestatem Ecclesiasticam, cum excessus & contumacia procederet ex parte ipsius, potestas Regia habebat occasionem & iustum casum indignationis, tamen cum ordinario Administris Curiae Romanae canonice suum interesse promoveri sub praetextu mactandis auctoritatem Pontificiam contra Regiam, quomodo per vias iniquas & usurpationes, non minus curantes perturbatum Status Principis Secularis, modo suam preeminentiam habent a Sua Sanctitate, illi qui resident in hac Urbe satis ostendit, quod se juxta illum modum gerat iudicantes Decreta quod obtinuit a Congregatione Sanctae & universalis Inquisitionis Romanae, data 14. Martii clausae, per quae Sua Sanctitas approbat praedictum, missum publicationis, reprobat, irritat, & declarat nullam Cassationem & Decretum huius Concilii, & mandat omnibus casibusque gradus, ordinis, preeminentiae vel dignitatis, ne sub praetextu dictae Cassationis aut Edicti se praesument excusare vel excusare a juri contentis in prima Decretum Romano, & ne illud dictum Edictum in iudicio velent, & ne illo utantur quocunque modo, non sicut est nunquam esset emanatum, sub potestati & Consensu a Sanctis Canonibus decretis contra violatores Immunitatis & Libertatis Ecclesiasticae, & auctoritatis Pontificae, a quibus illis nemo possit absolute praeter suam Sanctitatem, nisi in articulo mortis; amplius ordinat Sua Sanctitas huius Concilii, ut nostrum dictum Diploma vel Edictum abiciatur & deletur ex Registrum quodammodo esset annatum, ne alias Sua Sanctitas contra Consilium & alios qui consenserunt huic Edicto (& qui ab illo tempore subjecti essent dictis potestati, & Consensui) cogere progressu ad remedia majora. Hoc

De-

(T)

Ad pag. 30.

L I T E R Æ

PHILIPPI IV. AD GUBERNATOREM BELGII,
quibus mandat, publicationem fieri Decretidie 6. Septembris 1657. & infinuat,
super hoc Decreto tanquam Dogmatico Literas Placiti non requiri, unatamen
monet, ut in hac re nihil novi inducatur.

MON COUSIN.

Ayant vu votre Lettre du 3.^e d'Avril dernièrement passé, je répondis à la mienne du 1.^{er} Février antécédent, sur le sujet des plaintes du Nonce de Sa Sainteté concernant la publication d'un Edict de ladite Sainteté prohibif de certains Livres & Ecrits de la Doctrine condannée de Janfenius, avec les deux Confuleurs des Confeils Prive & de l'Arabain jointes à votre dite Lettre, & de tous bien confidre, & attendus meme, que la matiere, dont il s'agit, est purement Dogmatique, m'etant les Places requies, qu'en matiere Beneficiale de l'irreguliere enere pastoria, j'ai bien voulu vous faire cetter, afin que sans sortir du fiele, & de ce que par des s'ent accoutume de faire en autres occasions de semblables matieres, vous permiettez, que ledit Edict soit publie de la meme foete, & par mon ordre ont este publiees les autres Bulles de Sa Saintete touchant les Livres de Janfenius. A tout mon Coufin, Dieu vous ait en la sainte garde. De Madrid le 13. de Juin 1699.

V^{is}is Literis V^{est}ris die 3. Aprilis ultimi, quibus respon-
detur mois de prima Februarii antecedencie super ma-
teria quædam Novici Apollidis, concernente publicatio-
nem Edicti prohibitivi guardam Librorum & scripto-
rum D^{omi}nice condemnata Jansenii, cum duobus Confessis
Confessorum prioratorum, & Erabancis jussibus illis no-
bis Literis, omnia bene consideratis, cum etiam ma-
teria de qua agitur sit præ Dogmatica, Placuisse nos re-
quisitis nos in materia Beneficiorum, & Integritate inter præ-
sentes, valuit vobis hæc mittere, æ non transgrediamur sty-
lem & illud quod antea fieri solent in aliis occasibus: for-
mis materia, ut permittitis illis Edicti publicationem
eodem modo, quo ex his mandatis fuit publicata a lile Bol-
sa Sancti caritæ circa Jansenii, Deum precor, Cognos-
ce mi, ut Deas vobis Sancta custodia protegere dignetur.
Adressis 13. Junii 1679.

(V)

Ad pag. 31.

L I T E R Æ

GUBERNATORIS BELGII AD CONCILIUM REGIUM,
quibus mandat, ut conformiter ad Litteras Regias permittant fieri publicationem
Decreti die 6. Septembris 1657. neque impedimentum ponant publicationi De-
cretorum vulgo Dogmaticorum, quæ ut talia fuerint visa, & recognita.

DON LOUIS de Renavides, Carillo, & Toledé, Marquis de Fromista, & de Caracena, Comte de Pinto, du Conseil d'Etat du Roy notre Sire, Lieutenant Gouverneur & Capitaine General des Pays-bas & de Bourgogne, &c.

MESSIEURS.

A Yaxot este vu de meureusement examinee par Sa Majeste ce
qu'aves represente par vort a vis fut le fupet de la pu-
blication de la Bulle de Sa Sainete du 6. de Septembre
1617. touchant la publication d'aucune Lettres, Te-
tez & Escrits concernans le cinq Proposition coodinaires
de la Doctrine de l'Euvre Jafuelux, nous vout dirons
que l'intention de Sa Majeste, felon qu'elle nous a expre-
fement escrit, n'est pas de preiendre que pour la pu-
blication des Belles Dogmatiques emanans de fadice Sainete
il faille obtenir Lettres de Placet, ainsi qu'il se pra-
tique & ce a tousiours utile au regarde des Bulles qui
ne font de cete qualite, & pour ainsi comme il se void
afice que ladice Bulle dudit 6. de Septembre 1617. est
de la manere & qualite de Dogmatique, nous vout ordon-
nons au nom de la part de ladite Majeste de ne mou-
voit on apporter aucune difficulte pour tout a la publica-
tion d'icelle Bulle ni d'autres qui pourroient avoie este *ques
& resonnes etre utiles*, a tant, Meffieurs, Votre Seigneur
Dieu vout ait en la faincte garde. De Bruxelles le 10. De-
cembre 1619. Paraph. C. Ho. Vt. signe le MARQUIS COMTE
DE PINTO, & plus bas, ou COITIGNES. Au dos, A Meffie-
urs les President & Genz du Conseil du Roy en Flandres.

Van Eijck, Paris VI.

V^{is}o & cum matura deliberatione a Sua Magestate his
que exposuisti per V^{is}um Consilium super materia
publicationis Bullæ Sæ Sanctitatis die 6. Septembris 1657.
circa prohibitionem quorundam Librorum, tractatum, &
scripturam concernentium quosque propositiones condemn-
atas doctriinæ Episcopi Janfenii, dictamus, quod intentio Sæ
Magestatis, sicut expresse nobis scripsisti, non sit prelatende-
re, ut præ publicatione Bullarum Dogmaticarum a Sæ
Sanctitate debent obtineri Litteræ Placiti, sicut præstari
debent & semper sibi iustitiam ratione Bullarum, quæ non
sunt hujus qualitatibus & ideorum satis appareat quod dicta
Bulla die 6. Septembris 1657. sit plane Dogmatica, vobis
mandamus & ordinamus nemini Sæ Magestatis, ut vellem
moueri ut ad effectum diffidentem contra publicatio-
nem dictæ Bullæ, nec aliarum quæ tales esse vel viderentur
vel recognoscerentur. Interim Dimittis Dⁿⁱ P^{ri}us conser-
uari in sua Sæcra custodia. Braxellis 10. Septembris 1659.
Paraph. (C. Ho. Ut) signatus MARCHIO COMES
DE PINTO, & inferiori DE GOTTIGNIES, &
in dorso, A Messieurs Præsidents, & Confiliaris Regis
in Flandria.

(X)

Ad pag. 31.

CONSULTA

CONCILII BRABANTIAE AD GUBERNATOREM BELGII, in qua exponit, missum fuisse Secretarium Concilii ad Archiepiscopum Mechliniensem, ut sciret, si in vim Literarum Regiarum publicasset Decretum die 6. Septembris 1657. ac una eidem Archiepiscopo insinueret resolutionem Concilii de non permittenda publicatione ullius Decreti Romani, etiam quod praten-ditur Dogmaticum, nisi prius in Concilio fuerit visum, & utrale reconitum, ostenditque hanc cautionem esse necessariam, ut jus Placiti conservetur.

MONSIEUR.

Nous avons recu celles, qu'il à plu à V.E. nous escri-re le 17. du mois passé touchant la plainte, qu'au-roit fait l'Interneone de ce qu'aurions envoyez le Se-cretaire Loyens à l'Archeveque de Malines à fin de scavoir de luy en vertu de quoy il auroit fait publier le Deere emané de Sa Saineté le 6. Septembre 1657. ce qu'auroit fait croire V.E. que nous n'avions pas recu les precedentes depeches sur le meme sujet le 10. de Decembre auparavant, & en cas que nous ayons recu & vu les memes Lettres, que l'avertition de ce que nous aurait meu d'apporcer nouvelle difficulté à ladite publication, à quoy faisaisans dirons que nous nous sommes punctuellement conformez à l'intention & vo-lonte de Sa Majesté nous declarer par celle dudit 10. de Decembre, car ayant ledit Archeveque fait reimpri-mer ledit Deere, & par suite sien Deere en date.... dernier en ordonne la republication, elle fut faire par les Predicateurs & afficher aux portes de diverses Eglis-es, sans que nous ou les Filiaux y aient apporté le moindre empeschement, ou mea aucune difficulté ou obsta-cle, mais comme nous ne scaivons pas, si l'Ar-cheveque avoit ordonne ladite republication ensuite dudit ou semblable ordre de Sa Majesté, & s'il en avoit aucune connoissance, nous luy envoyames ledit Secre-taire, afin de scavoir de luy, comment ou en vertu de quoy il avoit fait ladite seconde publication, & ayant declaire, qu'il l'avoit fait conformement à l'intention de Sa Saineté & de Sa Majesté, en avons pris appaie-sance, & afin que pour l'avenir il n'y auroit plus au-cune question pour la publication des Bulles Dogmatiques, & que ladite intention Sa Majesté seroit paisiblement suivie, envoyames nostrefois ledit Secretaire vers l'Ar-cheveque, pour luy faire scavoir, que la resolution du Conseil portoit, que uelles Bulles, que l'on vouldroit publier comme Dogmatiques, ne se pourroient publier sous son districte, sans qu'elles y auroient etc vues & re-connuës telles, ce que nous semble entierement confor-me à l'intention de Sa Majesté portee par lesdites Let-tres, & aussi à la raison & repos de l'Estat, & vouloit pretendre autrement seroit offier à Sa Majesté le Droit in-disponible, que luy compete comme à Prince Souverain, qui est de seavoir ce que se passe dans son Estat, & de prevenir que souspretexte des Bulles Dogmatiques, ne se publiassent choses qui le pourroient troubler, auquel Droit non plus qu'à la Souveraineté meme nous ne cro-yons pas (sous correction tres-humble) que Sa Majesté vouille ou puisse renoncer au prejudice de ses Sujets, Nous demeurons, &c.

Sequitur resolutio ipsius Concilii, de qua in prædicta Consulta.

Gesien den Brief van syn Excellencie son den Raede geseheven op den 10. December leldeden mede-brenghende d'intentie van Syn Majestete te zyn, dat gheene difficulteyt en soude ghemackect vworden inde publicatie van den Bullen Dogmatique naer dien de selve soude gesien ende voor sile ken gerekent vwesen, mitga-ders het Relais van den Secretaris Loyens gelyctoken heb-

Acepimus illas, quas dignatus est Pfrs Excellencia nobis scribere 17. Mensis præteriti, circa querelam quam fecit Internuncius de eo, quod missus Secretarium Loyens ad Archiepiscopum Mechliniensem adscien-dum ab ipso vigore cuius jussisset publicari Decretum emanatum a Sua Sanctitate 6. Septembris 1657. quod Pfrs Excellencia impressisset, quoniam acceptum præcedens expeditiones super eadem materia 10. Decembris præcedentis, & casus quo accepissemus, & insperissemus eisdem Li-teras, ut informaremus super eis, quod nos missus ad ad-ferendum novam difficultatem publicationi, cui satisfaci-entes dicemus, quod nos plane conformaverimus intentioni, & voluntati Sae Majestatis nobis declaratae per Literas di-dictas 10. Decembris: namcum dictus Archiepiscopus cu-rasset imprimi dictum Decretum, & per aliud suum Decre-tum datam.... ultimis, ordinasset ejusdem republicationem, hoc fuisse per Concensionem, & officio ad valvas diver-sarum Ecclesiarum, abique hoc quod nos vel Filialis vel minimum potentes impedimentum vel movement aliam dif-ficultatem aut oblationem; sed cum non sciremus an Archi-Episcopus ordinasset dictam publicationem vigore dicti vel simili mandati Sae Majestatis, & an illam ejusdem ha-bere notitiam, missimus ad eam dictum Secretarium, ut sciremus ab ipso, quomodo & vigore cuius fecisset dictam secundam publicationem; & cum declarasset, se illam fe-cisse conformiter intentioni Sae Sanctitatis, & Majestatis, acquiescimus; & ut impedire nulla moveretur que-stio de publicatione Bullarum Dogmaticarum, & dicta in-tentio Sae Majestatis pacare seruiret effectum, missimus iterum dictum Secretarium ad Archiepiscopum, ad ei in-sinuandum, quod resoluta Concilio esset, quod nulla Bulla, quas ut Dogmaticas quis vellet publicare, posset publicari in suo districte, nisi prius inspiceretur, & recognosceretur ut tales, quod nobis videtur esse plane conforme inten-tioni Sae Majestatis, significata per dictas Literas, & etiam rationi & quieti Status, & velle aliter pretendere, esset adimere Sae Majestati jus indispensabile, necemptum ne supremo Principi, quod in eo consistit, ut sciat quid agatur in suo Stato, & præveniat ne subpretextu Bullarum Dogmaticarum publicentur talia, quae perturbacionem inducerent; cui jus non minus quam superioritati suae (salva humillima correctione) Suam Majestatem velle ut per-ferantur in prejudicium suorum subditorum, perma-nemus, &c.

Vhs Literis sue Excellencie ad hoc Concilium datis die 10. Decembris proxime elapsi significandis, intentionem Sae Majestatis esse, ut nulla difficultas move-retur in publicandis Bullis Dogmaticis, postquam eadem visa, ac pro talibus fuerint recognita, necnon audita rela-tione Secretarii Loyens, qui allocutus est Archiepiscopum die 15. hujus, resolutum est in pleno Concilio, ut quae Ca-

hiddende aen syne Hoogverdiogheyt van Mechelen op den 15. deser, is geresolveert in volen Raede beyde de Kamers vergaderd, dat aen syne voorbeschreven Hoogverdiogheyt ende aen den Eervverdiogden Bischop van Antwerpen ende andere, die inselck is taekende doot den voorbeschreven Secretaris sal vordren te kennen gegeven in den Raede geresolveert se zyn, dat geene Apostolique Bullen, die men soude vullen publiceren als Dogmatique, en sullen mogen gepubliceert vordren onder het Distrikt van desen Raed, ten zy de selve Bullen inden selven Raede gesien, ende aldier voor Dogmatique gekent zyn, ende dat die Publicatien anders geschiedende sullen subgecht vullen aen Cassatie. Aetum 17. Martii 1660. presentibus D.D. Fijtsals, Van Thulde, Bourgoins, Ryckwaerts, Steekmans, Uviers, Bully, Van Male, Proost de Fremet, Loyet, Veroyt, Leemgats, Dangebergs & Cassellars, ecioit paraph. ASSEL. VI.

Sequitur Relatio Secretario Loyens.

Ik kennet sehaven verclare dat ick op den 18. Martii 1660. my hebbe getransporeert aen den persoonen van syne Hoogverdiogheyt den Aerbischoff van Mechelen, ende hem genootschoep hebbende die boven geschreven resolutie, dat den selven my heeft gecommeert, dat hy geene intencie en heeft om d'authoriteyt van syne Majesteit ende consequentlied van synen Souverainen Raede in Brabant ergens in te vermindern of te choquieren, maer met den selven Raede te blyven in goede ende mutuële correspondentie, ende in vooresvallende occasien van renge Bullen Apostolique, die men soude vullen doen publiceren als Dogmatique, dat sy Synen Heyligheyt des aengende sal laeten overkomen met Synen Majesteit, ende achtervolgen der selver wille ende orde. (Vvas onderteekent) Loyens (onder stont) Accordes van vvoresdetor vvorde per me (ende onderteekent) A. Adansille.

Camera congregata, ut praedictis Archiepiscopo, ac Episcopo Antverpensi, aliisque quorum interest, per praedictum Secretarium indicatur, resolutum esse in Concilio, nullas Bullas Apostolicas (quae tamquam Dogmaticae quae publicari vellet) sub Districtu hujus Concilii publicari posse, nisi eadem Bulla in praedicto Concilio visae, ac inde pro Dogmaticis fuerint recognita, quodque Publicationes aliter factae, subelationis cassationi. Aetum 17. Martii 1660. signatur ASSEL. VI.

Infrascriptus declaro, me die 18. Martii 1660. aconfesse illudissimum Dominum Archiepiscopum Mechlinensem, eique notifice supra scriptam resolutionem Concilii, qua audita, respondit, se nullatenus velle auctoritatem Suae Adestatis, ac consequenter Supremi sui in Brabantia Senatus, immutare aut quocunque modo offendere, sed compredictis Concilio in hunc & mutua correspondentia vivere, sequi in occasibus quibus offeratur Bulla Apostolica, tamquam Dogmatica publicanda, id resolutum Judio Suae Sanctitatis & Regis Majestatis, sequi eorum voluntatem, & mandatis obtemperaturum. (Signatur erat) Loyens, (inferius habebatur) Concordas de verbo ad verbum per me (& signatur erat) A. Marfelle,

(Y)

Ad pag. 31.

L I B E L L U S

INTERNUNCII APOSTOLICI OBLATUS GUBERNATORI BELGII, quo astruere conatur, Bullas vulgo Dogmaticas non esse exhibendas Conciliis Regiis, ut recognoscantur ut tales: praequam publicari possint.

ILLUSTRISSE ET EXCELLENTISSE DOMINE.

INTERNUNCII Suae Sanctitatis humiliter expetit Praesentis Excellentiae, quod cum de Mandatis Sanctae Sedis Illustrissimo Archiepiscopo Mechlinensi commiserit publicationem actuum Decretorum, quibus Roma praescripta fuerunt Theofori Deltoris Heybens, & Patria de Pae Societatis Jesu, dictus Praefatus idem misit exemplum consuetum Episcopo, quae a Sanctissimi Concilio ad ipsum scripta fuit 9. Decembris 1682, quoque declaratur Bullas aliasque Pontificias dispositas, dum concernunt materias Dogmaticas, exhibendas esse Concilio, ut ab eodem inspiciantur ac pro talibus agnoscantur, praequam publicentur: ejusmodi declaratio adversus determinatissimum in Aula Madriensis plures inani post maturum controversae examen, obfuscat non minus Libertati Ecclesiasticae, quam inveteratarum Praerogativarum usui, quoniam ob rem Internuncius non dubitat, quia a praesentis zelae prudentia Excellentiae Praesentis reverendae supremaciae Episcopo, ac interea innotuendo Sanctae Brabantiae, cui expedit, ut ne aliquid attentetur contra publicationem praedictorum Decretorum ac Illustrissimi Archiepiscopi faciendam, cum praescripta fuissent a Sancta Sede praeparationes iustitiae, & subinde etiam neminam Episcopo et libris illorum praeparationum editi, Dominis Episcopis ac Belgii tunc temporis Internuncius fuit diffusitas circa Praerogativarum Decretorum Suae Sanctitatis, contentendissimas neminam Ministris Suae Adestatis eadem prius placitari Van Esen, Paris PL.

debe. Brabantiae & Namurcense Concilium summis conatibus in id fuerit emissa, attamen hanc distantiam speciosae praetextu Regiae auctoritatis, quem in eo lecti iustitiam, & possessionem, quam absque veritatis fundamento in proprium sacrum aliterant, Philippus Rex IV. gloriae memoriae Literis in Supremo Flandria Concilio Madriti expeditis 13. Julii 1659. determinavit omni placitationi subesse debere illas tantum Bullas, quae super materiis Beneficialibus aut litigiosis sunt expeditae, huius rei habita decisione, nulla amplius de ea facta fuisse mentio, nisi Dominus Marchus de Caracena Regis Gubernator Literis 10. Decembris 1659. Aetis expressisset mentem, una acensasset totalliter evocare dictam Suae Adestatis determinationem, declarando debere placitari Bullas Beneficiales aut litigiosas, & permitti Dogmaticarum publicationem, postquam fuerat inspecta, & pro talibus cognita: Ubi autem clarea atque evidenti apparuit Regiae voluntas, non videtur attendenda illius interpretatio, quam promittit unus ex Ministris Suae Adestatis, praesentem quoque determinatio Regiae cum evocaverit ad instantiam Nunciis Apostolicis, metumque censori potest non fuisse per praesentem mensis a Suae Majestate revocatum absque ulla praevia cum illo communicatione, sicut quoque constat, quod Rex Philippus IV. semper in eadem sensu perstiterit. Etenim cum Illustrissimus Nuncius Millinus hanc diffinitum non ita pridem perrexerit quondam Suae Majestatis, quam Dominus

L. 2 Dns

Deu diuifione conferret, Eadem Literis 6. Maii 1676. datis, inuenitur D. Decide Villahermosa, ut careret ob-
temporariis mandatis Regis sui Parentis, quibus omnino ad-
uersus interpretationem D. Marchionis de Caracena, atque
obsequia Regis in Belgio publicari conseruaret, antequam
uere promulgata Epistola D. Marchionis de Caracena
conferretur, in huius Provincie presens ignota erat di-
stinctio placendi Bullas, aut eas pro Dogmaticis agno-
scendi, & Conuicta Brabantum & Namurcensium, canonicis
nasceretur, penitus esse Dogmaticam illam, qua prohibe-
bantur Literi in defensionem Iansenii impressi, statum
hic & Alandri inueniunt pro eiusdem Placitatione, con-
demnata tamen fuerant a rege Suae Maiestatis Iudicio,
qua dignata fuit inungere praedictis Literis, ut, cum di-
cta Bulla esset mere Dogmatica, forent illam publicari
iuxta stylum usitatum in Belgio, ab eadem non fuerat ex-
cogitata nouitas excludendi diffinitiones Pontificias, ut
cognosceretur an esset Dogmatica; praeterea fore idealis
esse uidetur in nostra Praeparatione distinctio, licet moral-
is ex Domini Constatu existens, quod placitatio
impertit plenam Decreti Pontificii cognitionem, forma-
lemque illius publicationis agnoscit, & quod exhibitus Bul-
la, ne dignoscatur an sit Dogmatica, continet meram in-
speditionem illius tenoris, abque eoque Rex eius promul-
gationis se interset. Dignetur quoque Excellentia uestra tem-
perata inspicere, & facile perspicuum habebit, quod in
uicem incidit placitatio aliquam Bullam, ac examinare an
sit Dogmatica, utroque enim casu subesse arbitrio, uoluntati
ac iudicio Administrum Regis publicatio Apostolicarum
diffinitionum, haecque subordinatio & dependentia tolerari
nequa a sancta Sede in illis, qui sunt mere Dogmatica,
quoque tantum concernunt potestatem Fidei atque anima-
rum salutem; necumque eiusdem originem exarasse in compla-
citandis Bullas Beneficiales, & laicales, quod Summus
Pontifex eadem curam, qui ipsam fuisse informantes aut
tacerent quod esset exprobandum, aut in substantia non uera
exponeret, posse conferre Beneficia, delegare Iudices,
aut definire lites in praedictorum Præuilegiarum Patria aut
obsequio Regis, quod non existeret si Suae Maiestati uere &
focere delata fuisset relatio, id autem nequaquam ti-
meri potest, dum agitur de meritis mere Spiritualibus &
Dogmaticis; necumque haec deciderent, essente distantia
que Spiritu Sancto, cuius potestate nullo modo esse quanta
proprio alicui Principi aut Statui, qui reuocatur Supremam
authoritatem uisibilis Ecclesiae Capiti, ubique publicari
debet ex libertate, qua Apostoli ac salubriter tam successores
deceuerunt fœdite Fidei Afferri independentes ab as-
sentu quolibet Summi Pontificatus ad firmandum con-
sentum exhibendi Concilio Bullas Dogmaticas, ac pro-
talibus agnoscantur, antequam promulgentur, additi etiam
posset, quod si Ecclesiastici publicarent tamquam Dog-
maticas nonnullas diffinitiones Pontificias, quod reuera ta-
les non essent, grauis eroret difficultas, & Procurator
Fiscalis uiam Cassationis inire teneret; ueritatem hac
inconuenientiam non est ulla modo uerendum, quantum per
quam remota periculum, quod Ecclesiastici sint extorsuri
Concordata & propriis meritis lomentis, quod nequaquam est
proferendum, praeterea quod semper liberum foret Suae
Maiestati adhibere remedia mantentioni suae auctoritatis
conuenientia: siquidem nulli castella & diffidentia incumbere
deberent, opere pretium esset, ut causa Tribunalis
Episcopalis & Laici, antequam nullam aggrederentur cau-
sam inter se conferrent inspectione, ad uerum eorum perti-
nent illi cognitioni, alias posset Episcopi sibi attribere Iud-
icium Concilio reuocatum, & Concilium si immiserit
materiam priuatiue spectantibus ad Episcopos, laicosque parti-
cipi propriam ueretur Iurisdictionem, conferrent iuramentum
cogitarent; sic tamen de his praedictis Iudicium, & pra-
terea quod possit, ut omnes constaret, quod nullas eorum fi-
nes sua auctoritas sit exposita, & consequenter pro certo
etiam habendum est, quod in eadem nostra Episcopi publica-
tori sint abique preuia Placitatione pro Dogmaticis eas
cantum Bullas, quod reuera tales erant, & Beneficiales aut
laicales materias non concernent, sane ita semper fuisse
conseruatum in qualibet Belgii Diocesi, nisi si necesse fuerit,
facile prohibebit Dominorum Episcoporum ecclesiarum utri-
usque exceptio, nec ab illo ex Concilio a proprio exalatio
quodlibet poterit per uiam documentum, quod decessit, ali-
quod Episcopum exhibuisse Bullam Dogmaticam, ut ibi pro-
prie agnosceretur, priusquam publicaretur, quinimo posset
Interuentus euidenter demonstrare, quod prius Fiscalis
Brabantinus si opponere statueret, libera diffinitionem

Sanctae Sedis publicationi, quodque semper ei fuit impos-
sibilitatem a Generalibus huius Patria Gubernatoribus,
aut ipsorum Rege Alandri per Supremum Flandria Con-
cilium. Omnia mentem diffinitionum, qua passus fuit
Promulgata Decretorum a Summo Pontifice editurum Annis
1642. & 1653. in Declinatione Iansenianae, & Anno 1677.
contra nuntiationem Ianseniorum libri, quoque remota
ferum, nisi promulgata Regis Epistola allegantur
recentiora exempla, qua resistent modernis Interuentis
contingent die 6. Augusti 1675. Concilium Brabantinum
annulauit cassationem publicationem independentem ab
assensu Regis. saltem ab Illustissimo Archiepiscopo Me-
chlinensi Bulla, qua Suae Sanctitatis auctoritate Iulius Annis
1675. permixtis Religiosis Apostatis reuocum ad propria
Atinuerit obsequia, quod subiceretur penitus in Con-
stitutionibus Ordinum expressis, Interuentis molestis re-
carum contra hanc cassationem quod Dominum Decem de
Villahermosa, qua examinata, inuenitur Literis, demum
publicandam esse dictam Bullam, & Rex promulgata
Epistola passus nihil innovari ea iure contra Decreta Regis
sui Parentis gloria memorat. Item Concilium 13. Octo-
bris 1682. communicauit Illustissimo Archiepiscopo Me-
chlinensi libellum Fiscalis, quo petebat annullari ad defen-
sionem Placitationis Promulgationem eiusdem Decreti Apo-
stolici, qua prohibebatur Liber iniquum Mythem Cum dad
de Dios; sed cum dictus Liber respondisset per modum
aduerentia, ac exhibuisset Epistola Regis, fuit ne-
gatum silentio praetorium, respiciente instantia Fiscalis.
Item quæstus quoque fuit die 3. Augusti 1682. quod Illustri-
ssimus Archiepiscopus Mechlinensis, nulla prius habita
communicatione cum Administris Regis, euenisset impetris &
Regularibus suis Diocesis communicari Bullam Suae San-
ctitatis facientem modum & regulam quoad Iugitationes
& expostionem Penitentium, ueritatem habuit ad Inter-
nunciatur eorum ad Dominum Marchionem de Gramis in irri-
tum ceciderunt querela Fiscalis Concilii Brabantini. Pro-
xi horum Praeuaricationem conformis praesens et alii Regum
Hispânia, Neapolis & Ducatus Mediolanensis, in
quibus iuxta aucta daturam Nuntiorum Suae Sanctitatis
Diffinitiones Pontificias, si Dogmatica sint, speltenturque
mere spirituales, nulla Placitatione auri obnoxia fuit,
eoque diuinitas placitauerunt, quod de Beneficiis aut libris
pertrahant, hinc nulli mirabatur uigere incensum His-
pania Monarchia Dominus eiusmodi solum, si serio perpen-
datis materias Dogmaticas, & mere Spirituales a Domini
Iesu Christo priuatiue commissa fuisse Summi Pontificii
diffinitioni, ac uideat resistentem solum annuam regimen
nullo esse praedicti Regis obsequio ac rationi Statui, quo
certa quæstus non est eius Administris adhibere inspectionem ac
diffinitionem eorum, quod a Pontifice desuper statueretur inde-
pendenter ab assensu, non tamen exaltatum Principum
Regnum uoluntatem, Apostoli & salubriter eorum successores
Sacramentum Fidem publicauerunt & non eorum obsequio
supremorum Dominorum consensu promouebant, eo
que fieri potest modo, in partibus Hæreticorum Mandata
Pontificia quod materias Dogmaticas & Spirituales, qua
uicque fundamentum afferri posset Sancta Sedi in Praeuarica-
Belgica libertas publicandi sua Decreta, qua uere fuerunt,
& petita semper fuit in ipsius Hæreticorum partibus I
quam ratio attribueret potest Regi Catholicus quo uidentur
ac examinandi inuoluntate Bullas antequam publicentur, aut
quis in animam inducet, quod ipse in Ecclesiis ab eo ex-
imicantem & locum materiam habuit exercere quædam maiorem
authoritatem, quam alii Principes, qui cum non agno-
scunt, uel ab ipsius communicatione se subtraherent. Sedes
Apostolica nequaquam timere debet tam graui sibi inferri
praedictum regente Belgium Vestra Excellentia, eoque pia-
tati extrema agere ac speltitatis Regis Administrum uelut omni-
spontes, nihil modo exprobandum, sed liberam fuisse
omnibus Episcopis etiam imperferum obsequio illa preuia
cum Laici communicatione publicari in propriis Diocesi-
bus Diffinitiones Pontificias Dogmaticas, pro ut facere
conseruaret, scientibus idque totius approbationis Concilio,
quandoqueque ignorare nequeant quæstus materiam, & nullas
anquam uisitas huiusmodi se agnoscit, excepto Fiscalis Sema-
ius Brabantius, eoque conatus reuelli semper fuit: Quam
instantissime igitur Interuentis Iugitationis Vestra Exce-
llentia, ut alioquin contrarietatem mentis Suae Maiestatis, &
Regis Philippus IV. reuocare dignetur supra memorata
Epistolam a Sanctissimi Concilio Ierapam Illustissimo Ar-
chiepiscopo Mechlinensi datam 9. Decembris 1682. quod si
Excellentia Vestra prius communicare intendat bene Li-

bellum Dominis Confiliariis Sanctissimi Senatus, eandem humillimitate Interuncios quatuor Concilio Brabantino, aut cui expedierint, inquit et, ne quodquam attentet contra publicationem, que ab Illustissimo D. Archiepiscopo

po Mechliniensi absque ullius prejudicio sit in propria Diocesi Decretorum super in Theses Dilecti Heggheus & Patris de Vos prolatum.

(Z)

Ad pag. 32.

L I T E R Æ CONCILII PRIVATI

Ad Archiepiscopum Mechliniensem post examinatum prædictum Libellum Internuncii.

PAR LE ROY.

PER REGEM.

TRes-Reverend Pete en Dieu tres-cher & feal, ayant vu la Requete presentee par l'Internonce de Sa Saintete, par laquelle il à remontre que vous aviez refuse de proceder à la publication des Decrets donnez le 8. Aout & le 5. Septembre derniers par la sainte Congregation des Cardinaux au sujet des Theses du Docteur Gommare Heggheus & contre les Theses du Pe-e Pierre de Vos de la Societe de Jefa, à raison de ce que nous vous avons ordonnee par nos Lettres du 9. Decembre 1682. Nous vous faisons cette pour vous dire, que vous avez bien fait de ne publier lesdits deux Decrets, sans qu'en ayant eu auparavant avis de votre part ou de celle de l'Internonce de Sa Saintete, & ayant considere le contenu desdits deux Decrets Nous vous permettons de proceder à la publication d'iceux, à tant &c. De Bruxelles le 2. Decembre 1685.

Reverendo in Christo Pater dilecti & fidelis, visafuplica presentata per Internuncium Sae Sanctitatis, quo exposuit, quod recessisset procedere ad publicationem Decretorum datorum 8. Augusti & 5. Septembris mensium proxime elapsum. a S. Congregatione Cardinalium in materia Thesium Dilecti Gommari Heggheus, & contra Theses Patris Petri de Vos Societatis Jefa, ratione illius quod vobis ordinavimus super illa materia per nostras Litteras die 9. Decembris 1682. his vobis servamus, indicantes, quod bene feceritis non publicare duo dicta Decreta, visifup hinc esset informati ab Internuncio Sae Sanctitatis, impellente autem amore diffidendi duorum Decretorum, permittimus ut procedatis ad eorum publicationem. Bruxellis... Decembris 1685.

(AA)

Ad Pag. 32.

L I T E R Æ

D. INTERNUNCII AD ARCHIEPISCOPUM,
quibus erat adjunctum Decretum S. Congregationis die 17. Januarii 1691. ut per Archiepiscopum publicaretur.

Illustrissime & Reverendissime
Seigneur.

Illustrissime & Reverendissime
Domine.

JEnvoie avec ce billet à V.S. Illustrissime un Decret par lequel est proscrit entre autres Livres un certain Opuscule du Docteur Heggheus. Il pourra être au plus tôt repandu dans ce Diocèse & dans les autres : car j'ai eu soin avant toutes choses d'en donner connoissance au Ministre de S.M. je vous envoie en même temps deux exemplaires des Decrets par lesquels les Papes Alexandre VII. & Clement IX. ont prohibé, chacun en son tems, le *Méjef* & le *Risuel Romano*, mais jusqu'à présent je n'ai pas encore reçu la condamnation du *Canon*, que V.S. Illustrissime desiroit d'avoir. En priant Dieu qu'il la conserve long-tems en bonne foy, je lui souhaite une heureuse entrée dans le Carême, & je demeure avec un respect tout particulier,

Mitum cum his Litteris Illustrissime Vestre Dominationi Decretum, quo prescribitur inter alios libros Opusculum quoddam Dilecti Heggheus. Pateris citissime discernari in hac Diocesi & in aliis; aut omnia curari ut certificarem desuper Ministrum Sae Majestatis. Eodem tempore mitte vobis duo exemplaria Decretorum, per quae Pontifices Alexander VII. & Clement IX. prohibuerunt, quique sunt tempore, Missale & Rituale Romanum, sed hactenus mandum accepit condemnationem Canonis, quod Vestra Illustrissima Dominationi cupiebat habere. Rego Deum ut Dominationem Vestram diu incolumes servet, & aspirans felicem ingressum in Quadragesimam, permanens cum profunda respectu,

De V.S. Illustrissime & Reverendissime
Le Tres-humble Serviteur PIAZZA,
Abbé de S. George.

Illustrissime & Reverendissime Dominationis Vestrae Humilissimus Servus
PIAZZA, Abbas Sancti Georgii.

A Bruxelles ce 3. Mars 1691.

Bruxellis 3. Martii 1691.

(BB)

Ad Pag. 33.

L I B E L L U S

PROCURATORIS REGIIS,

In quo concludit ad cassationem publicationis prædicti Decreti de 17. Januarii 1691. per Archiepiscopum Mechliniensem factæ sine Placito Regio.

*Aan den Konink in synen Souverainen Raede
geordonneert in Brabant.*

Regi in suo Supremo Concilio Brabantie.

V^{er}thoont den Raedt ende Procureur General dat by op den 8. deser maendt van Maert 1691. op de Kerk deure van See. Goedhe alhier heeft bevonden gepleckt te zyn feker gedruckt Decreet van Synce Heylighcy indate 17. Januarij lesf leden, by d'vuelck zyn geordonneert gevoorden ende verboden verscheyde Boecken als te vuetto, *Compendium Theologiae*, id est, *Theologiae ex primæ parte* 1. 2. & 3. 2. D. Thomæ Hebdomadatum desense ab Anno 1673. usque ad Annum 1679. in Collegio Adriani P. Pontificis, præfide eximio viro D. ac M. N. Gummario Huyghens Lyrao S. T. D. Lovaniensis typis Georgij Lipfii, Anno 1679.

*Recueil de diverses Pices concernant le Quietisme & les Quietistes &c.
Trois Lettres touchant l'Etat present d'Italie écrites en l'Anno 1688. &c.*

Opere Spirituali del Sig. du Bernieres Lovigny &c.

Op den voet van vuelck Decreet vvas gelcheveo: *Publicator, datum Mechlinie die quinta Martii 1691.* ende onder vvaert. *De mandatis illustrissimi ac Reverendissimi Domini Archiepiscopi Mechliniensis, vvaer benedictos vvas geselst het Caet van den voorf. Aertsbischoep, geleyck blyckt by de Coppe autentique van het voorfchreven Originael gepleckt ende afgedaen Decreet hiet gevugt, maer alsoo sulck dange affike ende publicatie onvvyfelyck niet en is gelcheud dan op een voorgaende Decreet ofte Mandat van Synce Heylighcy, gedient hebbende ten selven eynde, het vveleke geentien en heeft vermogen geexecuteert oft volbreegt te voorde sonder voorgaende permiffie oft Placet van desen Hove, vvaer van nochtan den voorfchreven Aertsbischoep niet en is versien gevveft, soosist dat deo Verhoorder, om te beletten sulckdange nieuwigheden, endetot conservatie van de authoriteyt, Hooghcyt, ende Gerechtigheyt van uyve Majesteyt verfuert dat Hof gelieve gedicot te vvefco de publicatie ende affike vane het boven gemelt Decreet te verklarren nul, van gendre vvetde ende sonder effe, ordonnerende dienvolgens aen den voorf. Aertsbischoep de selve te casseren, doode code te oiet te doen mes alle het gene daet uyt code naer soude mogen zyn gevolve, mer interdicte van io't tockomende sulcks te doen op alsoke: amenden als hen Hoffal gelieven t' activeren *con expresse DD. &c.* (ende vvas onder teeken) VAN KERREN BROECK.*

E^xposuit *Consilarius & Procurator Generalis, quod illarum hujus mensis Martii vvalpis Ecclesie S. Gaudy Braxellii reperitur affixum impressum quoddam Decretum Sive Sanctionis de data 17. Januarii proxime elapsi, quo Decreto varii Libri condemnantur ac præfchibentur nempe Compendium Theologiae, id est, Theologiae ex prima parte 1. 2. & 3. 2. D. Thomæ Hebdomadatum desense ab Anno 1673. usque ad Annum 1679. in Collegio Adriani VI. Pontificis, præfide eximio viro D. ac M. N. Gummario Huyghens Lyrao S. T. D. Lovaniensis typis Georgij Lipfii, Ao. 1679.*

Recueil de diverses Pices concernant le Quietisme & les Quietistes &c.

Trois Lettres touchant l'Etat present d'Italie, en l'Annoe 1688. &c.

Opere Spirituali del Sig. du Bernieres Lovigny &c.

Ad eadem hujus Decreti scriptum erat: Publicatur, datum Mechlinie die 5. Martii 1691. & inferius, De mandato Illustr. ac Reverend. D. Archiepiscopi Mechliniensis, ac inferius impressum erat sigillum præfati Archiepiscopi, ac constabat ex copia authentice prædicti Originalis affixi & abstracti Decreti hic adjuncti. Verum cum hujusmodi affixus & publicatio indubie facta non fuerit, nisi præmissis Decreto aut Mandato sua Sanctionis, quod nullatenus executioni mandari potuit, absque prædicta permissione & Placito hujus Curie, quod prædicto Archiepiscopo non fuit concessum, hinc supplicans, ad impedendam hujusmodi novitates, & ad conservandam authoritatem, præmissas ac jura Tuae Majestatis, supplicat ut hec Curia dignetur publicationem, ac prædicti Decreti affectionem declarare nullam, nullius vvaloris & effectus, ordipando in hunc finem prædicto Archiepiscopo eandem ac omnia inde sententia, cassare & annullare, interdicendo familiis post hac attemptare sub penis arbitrio Curie statuentis cum expensis &c. (signatum erat) VAN KERREN BROECK.

Apollila marginalis super prædicto Libello Procuratoris Regii.

G^{eden} dese fy gecommunieert by beslotene Brieven aen parye om hier teet te seggen binnacht dagn naer de communicatie, ende sonder prejudicie van dien het Hof inderdicteert aen de selve parye interioer ut voorders te atteneren, Adum 16. Meert 1691. vvas geparapheert HERZ Vt. ende onder teeken CHRISTYN.

V^{is}is his communicatæ parvi Literis clausis ac contradiendum infra illarum post intercessionem, & absque prejudicio. Curia eduxit interdicte quidam attentare. Adum 16. Martii 1691. erat signatum HERZ. P. & subscriptis CHRISTYN.

(CC)

Ad Pag. 33.

L I T E R Æ

CONCILII BRABANTIE AD ARCHIEPISCOPUM MECHLINIENSEM,
quibus ipsi communicatur prædictus Libellus Procuratoris Regii.

BY DEN KONINCK.

PER REGEM.

Errverdigén Vader in Gode seer lieven ende getrouwen..... Vvy senden u hier inne gesloten die Requête gepresenteert in onsen Raede grootdoonert in Brabant by oft van vvegen onsen lieven ende getrouwen Raedende Procurator Generael van Brabant, ende mits die teiden daer-innegeuen, hebben vvy de selve u vvel vwillen doen communiceren om daer tegen te seggen, Ygeneuventaet sal gedragen binnoen acht dagen naer de recepte deser, interdicende u iuerim lex voorders t'antenteren, sendende in cas van antvvoort oft rescipie de selve beneficent de vvocht. Requête ende oefe t'egenvvoordige in handen van onsen Secretaris dese onderreectent hebbende, om de selve gesien by die van onsen voorst. Raede geordonneert te vvoorden naer behooren, hier mede, Eerrv. Vader in Gode seer lieven ende getrouwen, onsen Heere Godt zy met u. Gescheven binnen onser Stadt Brusselle den 17. Meert 1691.

Reverende in Christo Pater chari & fidelis..... mitti-
mus Vobis huius actus Supplicem in Concilio nostro
Brabantia ex parte chari nostri ac fidelis Consilii ac
Procuratoris Generalis Brabantia presentiam, & ob ra-
tiones incommutatas iussimus eandem vobis communicari, ad
contradicendum præ: Consilii infra ostiduum a receptione
hærum, interdicens Vobis interim, ne quidquam ulterius
attentatis, ac, in casum responsi aut responsi aut rescipiti,
idem cum prædicta Supplicia & his præsentibus, remittatis
in manus nostri Secretarii, qui hæc signavit, ut viso eo-
dem responsi, prædictum nostrum Concilium disponat præ
iuri &c. Bruxellis 17. Martii 1691.

(DD)

Ad pag. 33.

D E C L A R A T I O
ARCHI-EPISCOPI MECHLINIENSIS,qua se excusatur super facta præfata publicatione, & promittit, se impofterum nul-
lum Decretum Romanum publicaturum, nisi obtento prævie Placito Regio.

LE St. MALO, Secretaire du Seigneur Archeveque
de Malines, étant venu trouver le soussigné Con-
seiller & Procureur General de Brabant, de la part du-
dit Archeveque, lui a mis es mains ce jour d'hui la
Lettre originaire du Seigneur Interneur, dont le dou-
ble est fin écrit, pour faire voir que l'affixion & publi-
cation du Decret de Sa Sainteté y mentionne, n'avoient
pas été faites de son propre mouvement: lui ayant déclaré
en outre de la part comme dessus, que son Seigneur Mai-
tre ne prétendoit pas de faire faire d'oresnavant telles ou
semblables affixions ou publications venantes de Rome,
ni de Sa Sainteté, sans Placets préalable du Conseil de
Brabant. De quoi le soussigné ayant donné part au Seigneur
Chancelier en l'assemblée du Conseil, à été trouve
bon qu'en seroit tenu certeminice, & que parmi ce vien-
droit à cesser la communication à faire de la Requête par
lui présentée à ce Conseil contre ledit Archeveque, afin
que ledite affixion & publication du Decret susmen-
tionné seroient déclarées nulles & sans effet: lui ordon-
nant de les casser & annuler, ensemble tout ce qui pour-
roit en être suivi, avec interdiction de ne plus faire à
l'avenir, sur telle amende qu'il plaira à la Cour d'as-
surer. Fait à Bruxelles le 30. Mars. 1691. étoit signé,
BUSLEYDEN.

Cum Dominus MALO, Secretarius Domini Archi-
Episcopi Mechliniensis, admississet subscriptum Consi-
lium & Procuratorem Generalem Brabantia, pro parte
dicti Archi-Episcopi, extraxisset eadem hodie Literas ori-
ginales Domini Interneurii, quarum copia supra de scripta
habetur ad demonstrandum quod officio, & publicatione De-
creti Sui Sanctitatis ibi mentionari, non fuissent facta pro-
prio suo motu: declarando ulterius pro parte supra, quod
Dominus suus impofterum non securaturus fieri tales vel si-
miles affixiones aut publicationes Romæ vel a Sanctitate
Sua adferendas, sine prævio Placito Consilii Brabantia.
De quibus postquam infra scriptis informasset Dominum
Cancellarium in Congregatione Consilii, consultum ut sum-
mè loqueres serbare notitiam, & intercessere a commu-
nicatione scienda supplicis, ab ipso hinc Consilio presenta-
ta contra dictum Archi-Episcopum: ut dicta officio & pu-
blicatione Decreti supra mentionari declararentur nulle & sine
efficit: mandante eidem, ut illarum, & annularet, &
quidquid inde forte feceretur esset una cum inhibitione de tali
impofterum attentando sub multis arbitrio Consilii impo-
nenda, Datum Bruxellis 30. Martii 1691. erat signatum
BUSLEYDEN.

(EE)

Ad Pag. 33.

LIBELLUS PROCURATORIS REGII

Oblatus Parlamento Mechliniensi, in quo exponit sub Districtu hujus Parlamenti spargi Decretum Romanum die 20. Aprilis 1668. non obtento Placito Regio, concluditurque ut mandetur tam Vicario, quam Vicariatus Mechliniensi, Sede vacante, consignari omnia dicti Decreti exemplaria eidem per Internuncium submissa, eique interdicator Decreti reimpresio, & publicatio sub poena apprehensionis temporalium, una cum Sententia Parlamenti, qua tam Vicario, quam Vicariatus interdixit publicationem ejusdem Decreti.

Remontre le Procureur General du Roi: Que, quoi que par la raison fondamentale de l'Estat, Exemple des Royaumes voisins, l'usage constant de plusieurs siecles, & bon nombre de Pragmatiques successivement emanées de nos Souverains, il ne soit pas permis aux Evêques ni à leurs Vicaires en cas de vacance du Siege, de recevoir, faire publier, ou glisser dans leurs Diocèses, aucunes Bulles ou Mandemens de la Cour de Rome, à moins que d'être examinés par les Consueux Royaux à ce commis, & d'en obtenir placets, & ce à trois fois sujet, afin que la puissance Royale de Souveraineté de Sa Majesté ne soit par ce moyen supplantée, & les bons sujets d'icelle exposés à la nécessité d'obéir à ces Mandemens, qui pourroient être incompatibles avec les moeurs & coutumes du Pays; Ce néanmoins celui faisant l'office d'Internonce auroit fait glisser aux Evêques & Vicaires des Sieges vacans la Bulle cy-jointe, émanée de Sa Sainteté le 20. d'Avril dernier, condamnant de certain Livre portant pour titre: *Naveau Testament de Notre Seigneur JESUS-CHRIST traduit en François selon l'édition Vulgate avec les différences de Grec*, nonobstant qu'il soit imprimé dans la Ville de Mont, sur la permission préalable de l'Archevêque de Cambrai, alors Messire Gaspard Nemius, qui a été suivie de l'approbation de l'Evêque de Namur, & du Docteur Pontanus, le tout autorisé par Lettres d'octroy de Sa Majesté de son Conseil Privé le 24. Juillet 1666. sans que pourtant ladite Bulle ait point encore été soumise à la censure desdits Consueux Royaux, moins d'icelle Placet y ait été accordé, voire qu'il y ait apparence qu'il le sera oncques; Comme le Remontrant par le devoir de la charge, ne peut dissimuler que ladite Bulle soit recue dans ce Diocèse, ressort de ce Conseil, voire point dans le Paydre l'obéissance de Sa Majesté, supplie la Cour d'ordonner au Vicarie General & ceux du Vicariat de cet Archevêque vacant, de conligner encore les mains tous les exemplaires qu'ils ont recus de ladite Bulle, avec desentes de leur faire reimprimer, publier ou glisser par le district ou Diocèse à peine du faillissement de leur temporel, & telle ultérieure que la Cour y trouvera y evoir, Quoi faisant &c.

Signé B. A. Van den Zepe.

Le tout vu & rapport fait à la Cour, seroit faits les devoirs requis par icelle, interdisant cependant tant au Vicarie General de cet Archevêque qu'à ceux du Vicariat de publier la Bulle ici mentionnée, ou la faire publier directement ou indirectement, soit par imprimerie, ou lettres particulières, jusques à autre Ordonnance. Fais à Malines le 10. Juillet 1668.

Signé Rengrand.

Exponit Procurator Regius: Quod, quomodo iuxta rationem fundamentalem Status, exemplum Regiarum vicinarum, usum continuum plurium seculorum, & magnam numeram Pragmaticarum successivo emanatarum a nostris Dominis territorialibus, non licet Episcopis, nec eorum Vicariis, in casu vacantis Sedis, recipere, curare publicari, vel divulgare in suis Diocèsibus ullas Bulas vel Mandata Curie Romanæ, nisi prius examinata fuerint a Consuevis Regiis adhuc Depuatis, & debite placitata: & hoc iustissima de causa, ne potestas Regia, & superioritas Sua Majestatis hoc medio neperatur, & boni subditi cogantur obedire talibus Mandatis, quæ possent esse incompatibilia cum moribus & consuetudinibus Patriæ, hoc non obstante qui gerit officium Internunciatus curasse mitti ad Episcopos, & Vicarios Sedum vacantium Bullam hic adhibitam, emanatam a Sae Sanctitate 10. Aprilis ultimi, condemnantem casumdem libri insinuat: Novum Testamentum Domini nostri Jesu Christi traditum Gallice secundum editionem Vulgarum cum discussis Græci Idiomati, quomodo impressi sit in Civitate Montis, cum præcipua promissione Archiepiscopi Comaracensis, deinde Messire Gaspard Nemius, qui secutus est ex approbatione Episcopi Namurcensis & Doctoris Pontani, autorizatus per Literas Patentes Sae Majestatis & ejus Consilii privati 24. Julii 1666. absque hoc tamen quod dicta Bulle sit submissa Censura Consuevis Regiarum, multis minus placitam sit concessum; imo nullam apparetiam, quod sit concedendum; cum autem Exponens iuxta debitos sui muneris non passus dissimulare, dictam Bullam recipi in hoc Diocesi dependente ab hoc Consilio, imo in Patria subdita Sae Majestatis, Curiam supplicat, quatenus mandet Vicario Generali & amicis qui sunt sub Vicariatu dicti Archiepiscopi vacantis, ut extrahant omnia quæ acciperent exemplaria illius Bulle, cum prohibitionibus ne denique imprimatur, publicetur aut divulgetur per hunc Districtum vel Diocèsim, sub poena occupationis bonorum temporalium ad illas pertinenciam, & ulteriori arbitrio Curie determinanda.

Signatum B. A. Van den Zepe.

Hic omnia insertis & falsa relatione ad Curiam, implebatur qua ab ipsa sunt resoluta; interdiciaturque interea tam Vicario Generali hujus Archiepiscopatus, quam illis qui sunt de illis Vicariis, ne mentionem Bullam publicent, vel publicari faciant directe vel indirecte, sive per impressionem, sive per Literas particulares, usque ad ulteriorem ordinationem. Datum Mechlinia 10. Julii 1668.

Signatum Rengrand.

(FF)

Ad pag. 33.

B U L L A A L E X A N D R I V I I

Qua damnantur binæ Censuræ Facultatis Theologicæ Parisiensis.

ALEXANDER EPISCOPUS servus servorum Dei ad perpetuam rei memoriam. Cum ad aures nostras perveniret duo proditæ Libræ, quarum alteri titulus est: *Censura Sacre Facultatis Theologicæ Parisiensis in Librum*, cui titulus est: *La Défense de N. S. P. le Pape, de Nosseigneurs les Cardinaux, Archevêques & Evêques, &c. de l'employ des Religieux Mendians, contre les erreurs de ce sems, Par Jacques de Vernant, à Meis 1658.* Alteri vero titulus est: *Censura Facultatis Theologicæ Parisiensis in Librum*, cui titulus est: *Amadæi Guimenii Lomascensis, olim Primarii Sacre Theologicæ Professoris, Opusculum, &c. In quibus Libris Censura præsumptuose notatur aliqua Propagitionis, æque prætorum quo de Romani Pontificis, & Sanctæ Sedis Apostolicæ auctoritatem, Episcoporum jurisdictionem, Parochorum munus, Privilegia à Sanctæ Sede concessa, dispensationes Apostolicas, alioquinque Adversariorum regulam pertinet, & alia quæ & præsumptuosam auctoritatem scriptorum, & perpetuam Catholicæ fidei auctoritatem, & cum fieri non possit sine publico Catholice Religioni detrimento, ut prædictæ Censura in commemoratis Libris fere debita Ecclesiæ animadversio, & damnationis liberum. Nisi præ Apostolicæ munere quo licet immortali fungimur, ne gravissimo scandalo quod inde Catholicis accidere posset occurratur, habitis prius deliberationibus ac instructionibus in Sacra Theologia Magistrorum ac Professorum, & Sacrarum Sedis Apostolicæ Congregationum Qualificationum, quos ad hæc specialiter deputavimus, consultationibus, ac regravatis videbatur polulare, necnon auditis suffragiis Venerabilium Fratrum nostrorum S. R. E. Cardinalium in tota Republica Christiana generalium Inquisitionum, Motu proprio & ex certa scientia nostra, deque Apostolicæ potestatis plenitudine præfatas Censuras uti præsumptuosas, temerarias, atque scandalosas, auctoritate Apostolicæ damnamus & præ damnatis haberi volumus, easque nullius valoris, & roboris fuisse, sed cassas & irritas esse declaramus. Mandamus insuper, ne quisquam ex Christi fidelibus cuiusquam gradus ac dignitatis existat, etiam Episcopali, Archiepiscopali, Patriarchali, aut alia maiori dignitate, etiam speciali, ac specialissima nota digna suffragiis, prædictas Censuras approbet, sequatur, atque defendat: neve in publicis, aut privatis Institutionibus, dissertationibus, sessionibus, aut aliis aliis publicis illas sequatur, recitat, ut docet, neque in Libris, aut etiam scriptis publicis, vel privatis, vel aliis quocumque modo illas attingat, sub pena excommunicationis Lata sententia ipso facto incurrenda, cupis absolutionem Nobis, ac Sedi Apostolicæ reservamus. Præterea Typographos, ac Bibliopolas expressè prohibemus, ne præfatos Libros, & Censuras imprimant, ac typis mandent, minusque impressos ven-*

dergaudeant, ac præfatos sub eadem pena excommunicationis lata sententia ipso facto incurrenda. Insuper Libros, scripturas, & alia Opera, in quibus præfata Censura quomodolibet continentur, vendantur, & defendantur, Apostolicæ auctoritatis prohibitionibus, ac prohibitionibus haberi volumus; mandamusque ne aliquis illas, ac illa legat, aut penes se retinere præsumat, sed locum Ordinarius, aut hereticæ pravitatis Inquisitionibus in locis, in quibus S. Inquisitionis officium exercetur, consignat, sub pena excommunicationis, ut supra ipso facto incurrenda. Distinctum Ordinarius, ut etiam tamquam Apostolicæ Sedis Delegatus, nec non præfatis hereticæ pravitatis Inquisitionibus districte precipimus, ut contra transgressores, inobedientes, ac rebelles diligenter inquireant, & procedant, & ad declarationem dictæ excommunicationis, & ad alias penas præ gravitate ipsorum inobedientia ac transgressionis pro eorum arbitrio procedant. Ceterum alterius de præfatis Censuris iudicium, deque opinionibus in prædictis Libris Jacobi Permanni, & Amadæi Guimenii contentis, necnon de aliis in eisdem Censuris expressis, foveitis ac commemoratis opinionibus movetur, fieri non, Nobis, ac S. Sedi Apostolicæ reservamus. Decernimus insuper præfatis Literis semper, & perpetuo validas, & effectivas existere, & fore, suisque plenarias, & integras effectus sortiri, & obtinere, sicque per quoscunque Iudices ordinarios, & delegatos aliquos iudicari, & definiti debere, sublatis eis & eorum cuiuslibet quavis aliter iudicandi, & interpretandi facultate, & auctoritate, ac irritum & inane esse, quidquid secus super his a quocunque quavis auctoritate, scienter, vel ignoranter conigerit attentari. Volumus autem, ne præfatis transumptis etiam impressis, manu Notarii publici subscriptis, & Sigillis aliquam personæ in dignitate Ecclesiasticæ confectis manibus, eadem fides prout exhibetur, que ipsi Originalibus adhiberetur, si essent exhibita vel ostensa. Nulli ergo hominum licet hæc nostræ Constitutionem, & Ordinationem infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem Omnipotentis Dei, ac Beatorum Petri, & Pauli Apostolorum eius se noverit incursurum. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem, Anno Incarnationis Dominicæ 1665, septimo Kalendas Julii, Pontificatus nostri Anno undecimo.

I. Cardinalis Prodursarius,
E. UOOLINUS,
Pfr de Curia, P. CIAMPINUS,
Registratus in Secretariis Brevium.
P. CIAMPINUS.

Anno a Nativitate Domini Nostri Iesu Christi 1665. Indict. 3, die vero 26. Mensis Junii, Pontificatus sanctissimi in Christo Patris, & D. N. D. Alexandri, Divina Providentia Patris VII. anno ejus undecimo, superadditis Literæ Apostolicæ auctoritatis & publicæ fuerunt ad valvas Basilicæ Principis Apostolorum, Cancellariæ Apostolicæ, ac in acie Campi Flore ac in aliis Locis solitis & consuetis Urbis, per me Cærolum Molanum ejusdem S. S. D. N. Pape, ac Sanctissimæ Inquisitionis Curatorem.

(EE)

Ad Pag. 33.

LIBELLUS PROCURATORIS REGII

Oblatus Parlamento Mechliniensis, in quo exponit sub Districtu hujus Parlamenti spargi Decretum Romanum die 10. Aprilis 1668. non obrento Placito Regio, concluditque ut mandetur ram Vicario, quam Vicariatus Mechliniensis, Sede vacante, consignari omnia dicti Decreti exemplaria eidem per Internuncium submissa, eique interdicitur Decreti reimpressio, & publicatio sub pœna apprehensionis temporalium, una cum Sententia Parlamenti, qua ram Vicario, quam Vicariatus interdixit publicationem ejusdem Decreti.

Remoete le Procureur General du Roi: Que, quoi que par la raison fondamentale de l'Etat, Exemple des Royaumes voisins, l'usage constant de plusieurs siecles, & bon ombre de Pragmatiques successivement emanées de nos Souverains, il ne soit pas permis aux Evêques ni à leurs Vicaires en cas de vacance du Siege, de recevoir, faire publier, ou glisser dans leurs Diocèses, aucunes Bulles ou Mandemens de la Cour de Rome, à moins que d'être examinés par les Consaux Royaux à ce commis, & dument placées, & ce à tres-juste sujet, afin que la puissance Royale & Souveraine de Sa Majesté ne soit par ce moyen supplantée, & les bons sujets d'icelle exposés à la nécessité d'obéir à ces Mandemens, qui pourroient être incompatibles avec les mœurs & coutumes du Pays; Ce néanmoins celui faisant l'office d'Internonce auroit fait glisser aux Evêques & Vicaires des Sieges vacans la Bulle cy jointe, emanée de Sa Sainteté le 20. d'Avril dernier, condemnatoire de certain Livre portoit pour titre: *Novum Testament de Nôtre Seigneur JESUS-CHRIST traduit en François selon l'édition Vulgate avec les differens de Græc, nonobstant qu'il soit imprimé dans la Ville de Mont, sur la permission préalable de l'Archeveque de Cambrai, alors Messire Gaspar Nemius, qui à été suivie de l'approbation de l'Evêque de Namur, & du Docteur Potranus, le tout autorisé par Lettres d'octroy de Sa Majesté de son Conseil Privé le 24. Juillet 1666. sans que pourtant ladite Bulle ait point encore été soumise à la censure desdits Consaux Royaux, moins le dit Placet y ait été accordé, voire qu'il y ait apparence qu'il le sera oncques; Comme le Remettant par le devoir de sa charge, ne peut dissimuler que ladite Bulle soit recue dans ce Diocèse, ressort de ce Conseil, voire point dans le Pays de l'obéissance de Sa Majesté, supplie la Cour d'ordonner au Vicaire General & ceux du Vicariat de cet Archeveque vacant, de conligner entre ses mains tous les exemplaires qu'ils ont recus de ladite Bulle, avec défenses de leur faire reimprimer, publier ou glisser par le district ou Diocèse à peine du faillissement de leur temporel, & celle ultérieure que la Cour y trouvera y choit. Quoi faisant &c.*

Signé B. A. Van den Zype.

Le tout va & rapport fait à la Cour, seront faits les devoirs requis par icelle, interdisant cependant tant au Vicaire General de cet Archeveque que qu'à ceux du Vicariat de publier la Bulle ici mentionnée, ou la faire publier discedement ou indirectement, soit par imprimerie, ou lettres particulieres, jusques à autre Ordonnance. Fais à Malines le 10. Juillet 1668.

Signe Rengraed.

Exponit Procurator Regius: Quod, quomodo juxta rationem fundamentalem Status, exemplum Regiarum vicinarum, ejus constantium plurimum fecerunt, & maxime numeram Pragmaticarum successively emanatarum a nostris Dominis territorialibus, non licet Episcopis, nec eorum Vicariis, in casu vacantis Sedis, recipere, curare publicari, vel divulgare in suis Diocessibus alias Bullas vel Mandata Curie Romanæ, nisi prius examinata fuerint a Consensibus Regiis ad hoc deputatis, & debite placitata: Et hoc iustissima de causa, ne potestas Regia, & superioritas Sua Majestatis hoc medio supplantetur, & boni subditi cogantur obedire talibus Mandatis, quæ possent esse incompatibilia cum moribus & consuetudinibus Patriæ; hoc non obstante quærit officium Internuncii curasse mitti ad Episcopos, & Vicarios Sedium vacantium Bullam hic adjoinedam, emanatam a Sua Sanctitate 10. Aprilis ultimi, condemnatoriam ejusdem libri intuslati: Novum Testamentum Domini nostri Jesu Christi traditum Gallicè secundum editionem Vulgatam cum differentiis Græci Idiomatis, quomodo impressus sit in Civitate Montensi, cum prævia permissione Archiepiscopi Comenacensis, tunc de Messire Gaspar Nemius, qui secutus est ex approbatione Episcopi Namurcensis & Doctoris Potanæ, autorizatus per Literas Patentes Sua Majestatis & ejus Consilii privati 24. Julii 1666, absque hoc tamen quod dicta Bulle sit submissa Censuræ Consensuum Regiarum, multo minus placitum sit concessum, immo nulla sit apparenia, quod sit concedendum; cum autem Exponens juxta debitum sui muneris non possit dissimulare, dictam Bullam recipi in hac Diocesi dependente ab hoc Consilio, immo in Patria subdita Sua Majestati, Curiam supplicat, quatenus mandet Vicario Generali & omnibus qui sunt sub Vicariatu dicti Archiepiscopus vacantis, ut abstant omnia quæ acceperunt exemplaria illius Bullæ, comprebantibus ne deinceps imprimantur, publicentur aut divulgentur per hunc Districtum vel Diocesium, sub pœna occupationis bonorum temporalium ad illius perniciem, & alterius arbitrio Curie determinanda.

Signatum B. A. Van den Zype.

His omnibus inpositis & facta relatione ad Curiam, implebantur que ab ipsa sunt resoluta; interdictioneque interea tam Vicario Generali hujus Archiepiscopus, quam illis qui sunt de dicto Vicariatu, ne mentionem Bullam publicent, vel publicari faciant directe vel indirecte, sive per impressionem, sive per Literas particulares, usque ad ulteriorem ordinationem. Datum Mechliniæ 10. Julii 1668.

Signatum Rengraed.

(FF)

Ad pag. 33.

B U L L A
A L E X A N D R I V I I

Qua damnantur binæ Censuræ Facultatis Theologicæ Parisiensis.

ALEXANDER EPISCOPUS servus servorum Dei ad perpetuam rei memoriam. Cum ad aures nostras pervenerit duo prodixisse Libros, quarum alteri titulus est: *Censura Sacra Facultatis Theologicæ Parisiensis in Librum, cuius titulus est: La Défense de N. S. P. le Pape, de Nostreigne les Cardinaux, Archevêques & Evêques, & de l'employ des Religieux Mendians, contre les erreurs de ce temps*, Par Jaques de Varnat, à Metz 1658. Alteri vero titulus est: *Censura Facultatis Theologicæ Parisiensis in librum, cui titulus est: Amadæi Guimenii Lomarenis, olim Primarii Sacre Theologie Professoris, Opusculum, &c. In quibus Libris Censura præsumpta notatur aliqua Propositiō, eaque præsertim quæ de Romanis Pontificis, & Sanctæ Sedis Apostolicæ auctoritatē, Episcoporum jurisdictionem, Presbyterorum munus, Privilegia à Sancta Sede concessa, dispensationes Apostolicas, obsequium Adversarii regulum pervertit, & aliæ quæ & gravissimorum auctoritate scripturæ, & perpetua Catholicorum fide nituntur, & cum fieri non possint sine publicæ Catholicæ Religioni detrimento, in prædicta Censura in commemoratis libris sine dubio Errata animadvertimus & damnationem remanent. Nos pro Apostolica munere quæ licet immeritis fungimur, ut gravissimo scandalo quod inde Catholicis accidere posset occurramus, habitis prius deliberatione ac inquisitione in Sacra Theologia Magistrorum ac Professorum, & Sacramenti Sedis Apostolicæ Congregationem Qualificatorum, quæ ad hæc specialiter deputatam, consultationibus, ut res gravitas videbatur postulare, nec non auditis suffragiis Venerabilium Patrum nostrorum S. R. E. Cardinalium in tota Republica Christiana generalium Inquisitionem, Aditu proprio & ex certa scientia nostra, de qua Apostolica potestatis plenitudo præfata Censuræ uti præsumptas, temerarias, atque scandalosas, auctoritate Apostolicæ damnavimus & pro damnatis haberi volumus, easque nullius valoris, & rebus fuisse, sed cassas & irritas esse declaramus. Mandamus insuper, ne quisquam ex Christi fidelibus eujusvis gradus ac dignitatis existat, etiam Episcopalis, Archiepiscopalis, Patriarchalis, aut aliæ majore dignitate, etiam seculari, ac specialissima note dignæ sessibus, prædictas Censuras approbet, sequatur, atque defendat, nec in publicis, aut privatis lectionibus, dissertationibus, sessionibus, aut aliis actibus publicis illas sequatur, teneat, ut ducatur; neque in Libris, aut etiam scripturæ publicis, vel privatis, aut aliis quocumque modo illas alleget, sub pena excommunicationis læte sententia ipso facto intercurrente, ejus obsequium Nobis, ac Sedis Apostolicæ reservamus. Præterea Typographus, ac Bibliopæ expresse prohibemus, ne præfatos Libros, & Censuras imprimant, ac typis mendant, minusque impressos ven-*

dere audeant, ac præsertim sub eadem pena excommunicationis læte sententia ipso facto intercurrente. Insuper Libros, scripturas, & alia Opera, in quibus præfata Censura quomodolibet continentur, laudentur, & defendantur, Apostolicæ auctoritate prohibemus, ac pro vetitis haberi volumus; mandamusque ne aliquis illas, ac illa legere, aut penes se retinere præsumat, sed locum Ordinariis, aut hæreticæ pravitatis Inquisitionibus in locis, in quibus Inquisitionis officium exercetur, consignet, sub penæ excommunicationis, ne supra ipso facto intercurrente. Distinctus Ordinariis, ut etiam tanquam Apostolicæ Sedis Delegatis, nec non præfatis hæreticæ pravitatis Inquisitionibus distraliter præcipimus, ut contra transgressores, inobedientes, ac rebelles diligenter inquireant, & procedant, & ad declarationem dictæ excommunicationis, & ad alias penas pro gravitate delictorum inobedientia ac transgressione pro eorum arbitrio procedant. Ceterum alterius de præfatis Censuris judicium, de quo opinionibus in prædictis libris Jacobi Pernam, & Amadæi Guimenii continetur, nec non de aliis in eisdem Censuris expressis, sit in eis præsumpta opinio non tenet, fuit non, Nobis, ac S. Sedis Apostolicæ reservamus. Decernimus insuper præfatis Libris semper, & perpetuo validas, & effectivas existere, & fore, sique plenarias, & integras esse futuri, & obiter, sique per quoscunque Judices ordinarios, & delegatos aliqui Judicari, & definituri debere, sublata eis & eorum cuilibet quavis aliter iudicandi, & interpretandi facultate, & auctoritate, ac irritum & inane esse, quicquid sitis super his a quocunque quavis auctoritate, scienter, vel ignoranter contrigerit attentari. Volumus autem, ut præfatum transumptis etiam impressis, manu Nuncii publici subscriptis, & Sigillo alicujus personæ in dignitate Ecclesiastica constituta munitis, eadem fides prorsus adhibeatur, quæ ipsi Originalibus adhibetur, si essent exhibita vel ostensa. Nulli ergo hominum liceat hæc nostræ sententiam, & Ordinationem infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem Omnipotentis Dei, ac Beatorum Petri, & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem, Anno Incarnationis Dominicæ 1665. septimo Kalendas Julii, Pontificatus nostri Anno undecimo.

I. Cardinalis Prodatarius.

S. UOOLINUS.

Papa de Curia, P. CIAMPINUS.

Registrata in Secretaria Brevium.

P. CIAMPINUS.

Anno a Nativitate Domini Nostri Jesu Christi 1665. Indict. 3. die vero 16. Mensis Junii, Pontificatus antequam sanctissimi in Christo Patris, & D. N. D. Alexandri, Divina Providentia Papæ VII. anno ejus undecimo, supradictæ Licentæ Apostolicæ officis & publicæ licentæ ad valvas Basilicæ Principis Apostolorum, Cancellariæ Apostolicæ, ac in acie Campi Flore ac in aliis Locis solitis & consuevis Urbis, per nos Cancellarium Molanum ejusdem S. D. N. Papæ, ac Sanctissime Inquisitionis Curatorem,

(GG)

Ad pag. 34.

DISCOURS

DIONYSII TALON ADVOCATI REGII

Coram Parlamento Parisiensi contra prædictam Bullam Alexandri VIII.

L'An 1665, le 29. jour de Juillet Messieurs les Gens du Roy sont entez dans la Grand Chambre, & Monsieur Talon Avocat Goeel portait la parole à dit à peu près ce qui s'ensuit.

La Bulle est injuste & injustifiable, en ce qu'elle condamne deux Censures de la Faculté de Theologie faictes contre des Livres qui sont remplis des maximes tres-pernicieuses, sans néanmoins porter aucun jugement de ces memes Livres, le Pape le contentant de réserver à lui & audit Siege d'y pourvoir en tems & lieu, ce qui est autorisé indirectement toutes ces corruptions que les Livres veulent introduire dans la Morale.

Le Pape depouille la Faculté d'un droit qui lui est acquis, & de dont elle jouit depuis plus de cinq cent ans, en déclarant les Censures presomptueuses & temeraires, qu'il essaie de justifier par plusieurs exemples que les Facultés de Theologie ont toujours censurés les Livres qui contenoient de mauvaises doctrines, ou contre la Foy ou contre les mœurs, sans parler des Censures qui furent faictes en 1300. 900. environ contre un nommé Amariy, & encore contre de certaines Propositions de Magie qui furent avancées en ce tems-là par quelques Auteurs inconnus. Celle de Monsieur Jacobin est d'autant plus celebre, qu'en ayant interjette appel au Pape, les Docteurs firent un Livre pour le défendre, en sorte que le Pape n'osa y donner la moindre atteinte: dans les derniers tems la Faculté à encore exercé plusieurs fois cette autorité, particulièrement contre le Livre de Santarel, & au vu l'ou des Papes.

Cette Bulle va directement établir l'insubissibilité du Pape & la supériorité prétendue au dessus du Concile contre un article de Foy, puisque c'est particulièrement ce point dont la Cour de Rome n'a pu soutenir la Censure. Qu'on leant avec quelle facilité cette Cour s'applique à établir cette prétendue insubissibilité, qu'elle tire avantage de tout, & qu'elle fait sans celle de nouveaux pas, dont elle en recule jamais, que la Faculté de Theologie etant un des plus grands obstacles qu'elle ait terroir pour l'établissement de ses prétentions, elle à résolu dans cette rencontre de la flétrir par une Censure injurieuse & pleine d'outrages, afin par ce moyen de lui imposer silence & établir ensuite paisiblement leurs maximes ultramontaines. Cet article de la Cour de Rome etant trop grossier pour être pas approuvé. Que la Cour devoit prendre la Faculté sous la protection, pour qu'elle n'ait fait que de suivre dans les Censures l'Antienne Doctrine, sur laquelle sont fondées les libertés de l'Eglise Gallicane, & que même elle avoit engagé en quelque sacro à le faire par l'autorité de la Cour qui avoit aussi connu l'insubissibilité de cause, que pour cet effet il coit à propos de les faire registrer au Greffe de la Cour, ou elles demeureroient comme en dépôt: qu'il est vray que la Cour avoit fait d'abord difficulté à l'acquiescement, mais que c'étoit cela même qui avoit donné la hardiesse aux Officiers de la Cour de Rome de faire cette Bulle, & pour repaître leur temerité, qu'elle se flautoit le déclarer trop hautement pour les Censures.

Que la Doctrine de l'insubissibilité ruine absolument les libertés de l'Eglise Gallicane, & établit par une suite nécessaire la puissance absolue du Pape, même sur la temporalité des Rois, qu'il ne sert de rien pour empêcher cette conséquence, de dire que les Papes demeurent toujours insubissibles dans les faits, puis qu'ils sont quand il leur plaît des points doctrinaires de ces memes prétentions sur la temporalité des Rois, & sur leurs Sa-

creeux

Ans 1665, 29. Julii, Domini Consilii Regii in. greffi sunt in Concilio majus, & Dominus Talon Advocatus Generalis hanc habuit discursum: Bulla est injusta, nec justificari potest, eo quod condemnans duas Censuras Facultatis Theologicae solitas contra libros plenos sententia perniciosissima, obique hoc tamen quod fecit nullum judicium de ipsi libris, Pontifice contentis sibi & dicta Sede reservare potestatem providendi in tempore & loco, quod est auctoritate indirecte omnia illas corruptions, quas illi libri introducebant in Adualem.

Pontifex spoliat Facultatem dictam quodam jure, quod ipsi est acquisum, & quod fratur ante prius, quam quingentos annos, declarando quod Censuras presumpivas & temerarias, quas facit illi justificare per multos exempla, quod facultatis Theologicae semper censuraverunt libros, qui continent prava dogmata, et contra fidem aut contra mores, obique hoc quod fiat merito Censurarum, quod facta fuerunt Anno 1300. contra quendam nominatum Amariy & adhuc contra certas Propositiones Adepticas, quod fuerunt prodela illa tempore de aliquibus Aduerbiis incognitis, illa, quam produxit Monsignif Democritus, est eo celebris quod cum interposuisset appellacionem ad Pontificem, Doctores compulsi sunt librum ad se defendendum, taliter ut Pontifex non ausus fuerit vel minimum quid atterere, Ultimis temporibus Facultas adhuc exercens auctoritatem, speciatim contra Librum Santaroli, videmus & sicut Pontifex.

Hac Bulla directe stabilit insubissibilitatem Pontificis, & ipsi superiorem præstatum supra Concilio contra articulum Fidei, cum hoc potius sit periculum, cum Curia Romana non patitur pati Censuram, sicut quanta cum facilitate hac Curia temeris stabilit hanc præstatum insubissibilitatem, quod omnia ad se trahit, & indifferenter auctoritate, quod nunquam vult derelinquere, quod Facultas Theologica cum sit si maxima obsequia, ne stabilit suas protestaciones, respiciat à hac occurrentia illam suppressione per Censuram injuriosam & plenam calumniam, ut hoc medio illi imponat silentium & consequenter quiete stabilit suas maximas: Ut amantiss, hoc præstatum Curia Romana miris est stupida ut non observet. Quod Curia debere manueret facultatem cum ferua esset in suis Censuris antiquam Doctrinam, in qua fundatur libertas Ecclesie Gallicane, quod etiam aliquo modo adhibita esset illi facere auctoritate Curia, quod etiam causa cognoscimus habuerat, & in illam suam consilium esset illas curare registrari in Registro Secretariatus Curia, ubi mandatum ipsi depositi, quod verum sit, Curiam initio ferre difficultatem registrandi si hoc idem esset quod dedissent auctoriam Officiis Romani Curia hanc faciendo Bullam, & ad remouendam eorum temeritatem non possit minus alio se declarare pro Censuris.

MARTELLI & C. MD.

Quod Doctrina insubissibilitatis absolute evertas libertatem Ecclesie Gallicane, & stabilit per sequens necessarium potestatem absolutam Pontificis, etiam supra temporalitatem Regum, nec plane facit ad impediendum hanc consequentiam, quod semper Pontifex manent insubissibile in factis, cum faciant, quodcumque libenter, Dogmata eiusdem sententia supra temporalitatem Regum, & supra sacras Personas, sicut fecit Bonifacius VIII. in sua Bulla (anum)

autres Personnes, comme à fait Boniface VIII. dans sa Bulle, *Unam Sanctam*, où il declare qu'il est de Foy de croire que le Pape est au dessus de toutes les puissances spirituelles & temporelles.

Qu'il s'enfouirait aussi de cette Doctrine, qu'il fandroit admettre en France le Tribunal de l'Inquisition, dont nous fuions jadis à l'ombre, & réduire le Royaume au même état que les Pays qu'on nomme d'obédience, qui remédient tous un jour si infortunément; que suivant le stile de ce Tribunal, la Bulle condamne par avance tous les Livres ou les Censures de la Faculté feroient connues ou défendues, en quel fons corrupts les Arrêts de la Cour, et qui ne doit pas paroître fort fignement, puis qu'ils cot bien en l'indulgence de meême dans l'Index d'Arrêt comme Jean Chastel comme il paroît encore dans l'Index qui éxé impie l'ance dernière.

Ainsi que c'est dans cette rencontre qui faut appor-
ter toute la vigueur possible pour repousser ces infâmes
entreprises de la Cour de Rome, qui n'avoit point
encore fait de démarches si hardies que celle-ci, qu'en-
core que l'intercommunication portée par la bulle la
puffe, & qu'elle ne puisse rejettir que contre ceux qui
l'ont prononcée ; il est néanmoins de conséquence de
prévenir les mauvais effets qu'elle pourroit avoir par-
mi les peuples, si la Cour par son autorité n'en em-
pêchoit les mauvais effets. Qu'on ne voit que trop infor-
mément les évêques & les brigues de certains gens, qui font
pour leur effort, pour établir au milieu de nous les
nouvelles maximes, & qui entretiennent une liaison
étroite avec les Officiers de la Cour de Rome, leur
faisant entendre qu'ils disposent tout le monde à
recevoir avec respect leurs Réverends & leurs Bulles ; il
est de la dernière conséquence de réprimer ces fortes de
gens, comme des perturbateurs du repos Public, contre
lesquels nous demandons qu'il nous soit permis d'informer.

Quand à la manière de prononcer, qu'on doit suivre dans cette rencontre, la Cour fait que depuis que les appellations comme d'abus ont été accordées aux appela-
ns *avant Concilium*, c'est-à-dire le 18^e mois, qu'on a em-
ployé pour rendre illusoires les Bulles ou Reversus qui con-
sistent à l'édiction des Saints Decrets y il est
visy qu'en cela on a apporté jusqu'à quelque presen-
tion, qui est de n'appliquer l'abus que sur l'exécution,
sans toucher à l'obédience, pour ne pas blesser le res-
pect qu'on doit au saint Siège en forte que n'y ayant
ni exécution, ni même obédience, il est aisé d'avoir
de donner atteinte à cette Bulle, puis qu'on ne la sou-
haitte faire sans s'attacher à la substance même de la
Bulle; ce n'est pas qu'on ne voie des exemples où la
Cour ne s'est point arrêtée à toutes ces formalités, &
où elle a déclaré nulles & abusives des Bulles qui en-
tent moralement injustes, comme fit le Parlement de
Tours & celui de Châlons du tems de la Liguë, & cer-
tainement s'il y a quelque occasion de les dispenser de
ces formalités, & de faire paraître une vigueur tout ex-
traordinaire: c'est dans cellecy, où l'on voit que la
Cour de Rome se fediante baurement sur le sujet de l'in-
faillibilité, qu'elle veut faire passer pour article de Foi
même celle de France, Mais si la Cour saisoit d'ice-
lle la justice qui mérit de donner asse, &c.

« Ains le Roy les leur pas d'envoyer par ce que cette Bulle n'a pas de publication, & qu'on n'en a fait des copies; car on leur bon que la Cour de Rome n'envoyera pas d'original, lequel demeure dans les Archives de la Chancellerie, & qu'elle se contente d'afficher les Bulles ad postum, & autres lettres pûbles de Rome, après quoi ils prétendent qu'ils sont suffisamment notifiés; qu'on ne peut pas douter que ces Bulles ne soient véritables, à moins de s'aveugler sur mesme; que tous les Banquiers en ont eu des paquets imprimés par le dernier ordinaire, & que la chose est de notoriété publique; que c'est peut-être un artifice de la Cour de Rome de n'en point envoyer en France, afin qu'on ne s'y oppose point, & que s'étant une fois repandue dans le Royaume, on ait moins de rigueur & de force dans la suite pour la supprimer, qu'il y avoit des exemples où l'on avoit supprimé de semblables Bulles sur les copies imprimées, sans avoir d'original.

Après que M. Talon eut fait son discours, il donna ses Conclusions lueses de M. le Procureur General; & ensuite, lui & M. le Procureur General se font retirer.

Van Eijden, Paris 1912.

(nam Sanctam) ubi declarat, quod sit de fide credendum, quod Papa sit supra omnes potestates spirituales, & temporales.

Quod sequitur etiam ex illa Doctrina admitterendam esse in Italia Tribunal Inquisitorius, cuius per unum signum, & reducendum esse Requiem ad notandum flicum, in quo sunt Patres qui tenentur obsequere, qui promittunt sub jure non intercedere, quod inquit ibidem Titulus Tribunalis Italia antiquissime condemnat omnes libros vel Censura Facultatis contra emendatam per prohibere, in quo comprehenduntur Decreta Curia, quod non debet videri tam mirandum, cum habuerint ipsiusdem Catalogi inveniendi Decretum contra Joannem Chocet, sicut adhuc apparet in Indice impresso anno 1614.

In hac accensio omnis vigor possiblis est adhibendus ad repellenda tam iniqua attentata Curia Romana, qua non tam tam audacter praesumpt, si iam jam, & quomodo in communicato latam Bulla si nulla & non possi redandare, nisi contra illos, qui eam promouuerunt, camen praesentibus suis possunt offerri, quae possit procedere in populo, si Curia illius non impeditur. Nisiq. sumus informis ad fratrigenitatis & totius quorundam hominum, qui omnes adhibere opatum ad fratribus inter nos non nos maxime, & qui vinculum sacrum sunt, cum Officiaria Curia Romana, detentis, quod omnes homines sine dispositione ad recipiendum tam respectu omni respectu & Breui, multum inter se reprimere iniquitatem hominum, si fratrigenitatis, quia publice, contra qui patitur, ut nobis licet informis.

Quoniam ad modum pronunciandi sequendum in hac occurrence, scit Curia quod ad illotempore quo appellatio- nes sunt adque satisfactio appellatorum ad forum Consue- tum, hoc anticum fuit modum addidimus ad reddendi illi- talis Bullas & Rescripta contraria dispositioni sanctorum Decretorum: verum est, quod in hoc habitu fuit addita tan- tum practica, quo est non applicari ab his nisi super exco- municationis, aliter hoc quod antequam abeunte, ad nunti- andum respectum debemus sanctorum Sedis, ita ut non sit exco- munitio nisi utrimque, sicut illud sit ut iningere bulla Bul- lorum, cum id non possit fieri nisi opus substantia Bulla exco- munitio & interdictum quidem exco- munitio, in quibus Curia non est immutata a omnibus hoc formalitatis declarando nullas & ab his Bullas interdictum, sicut fuit Parliamentum Turonense & Parlamentum de Chalon tempore factibus, & contra quodam dicitur accepta fuit dispensandi ad illis formalitatem & vigorem plene extraneitatem ostendendi, est in hac ab videtur Curia Remensis assidue iustitiam infallibi- litatem, quoniam vult esse articulum Fidei, non obtem- perantia doctrina Ecclesie, & seculari Gallicana, scit Curia facientes diffinitionem pronunciandi super ab his, iustitia exco- munitio ad modum ad datur aliter, &c.

malgré l'ancienne Doctrine de l'Eglise, & particulière-
ment de prononcer des asinus sur l'abus, il est de

*Ceterum non est immeritum super hoc, quod dilecti Ba-
la non sit publicata, et Quod illius non habuerunt copia;
nam bene scitur, quod Curia Romana illius originalis non sit
missura, quod mones ut Archiepiscopi Cantuariensis, et quod
fessore credat fuisse Baillis actus ad viros, et alia loca pu-
blice Romae; et postea pretendunt quod fuisse sufficienter publi-
cata, et quod debitoris non possit, quoniam illa Baillis forte ve-
nisset vellet cedere, quod omnes tragedia illorum reuer-
tere facilius impessit per alium ordinem, et quod
res publice sit misera, et quod postea esse artificum Curia
Romana illas non mittit in Galiam, ut illis non fiat op-
portuit, et illorum falsa diffusio in Regem, minus vi-
goris, et virtutis habuerit, et post ad illam suppremdum,
quod habuerunt exemplo, in quibus suppreffo essent tales
Baillis super copis impressis atque hoc, quod habuerunt
originali.*

*Absolute suo discursu Dominus Talem has conclusiones
dedit signatas a Domino Procuratore Generali; & postea
illis de Domino Procuratore Generalis discessit.*

(HH)

Ad pag. 34.

CONCLUSIO

CAPTA PER PROCURATOREM REGIUM

Coram prædicto Parlamento Parisiensi ad suppressionem prædictæ Bullæ Alexandri VII. & conservationem Censurarum Facultatis Theologicæ, quæ per eam Bullam erant damnatæ.

REQUERONS qu'il plaise à la Cour nous recevoir appellans comme d'abus, & faisant droit sur notre appel déclarer la Bulle nulle & abusive, comme contraire aux saints Decrets, aux liberez du Royaume & aux Droits des Universitez, & ce la Cour seroit difficilement d'y prononcer, nous demandons qu'il lui plaise nous en donner acte aux autres que nous faisons d'en fournir les moyens dans trois jours, & au surplus nous estimons qu'il y a lieu de faire défendre à toutes personnes de retenir, publier & décrire ladite Bulle, ordonne que ceux qui en ont des exemplaires les rapporteront au Greffe de la Cour ou des juridictions Royales, ou ils sont demeurans pour être supprimés.

Maintenir la Faculté de Theologie de Paris en son Droit de censurer les livres qui contrediront des propositions contraires à l'honneur de l'Eglise, à la pureté de la Morale Chrétienne, aux Droits de la Couronne & des Libertez de l'Eglise Gallicane, ordonner que les deux Censeurs seront registres au Greffe de la Cour, l'un une fois par chaque année dans l'Assemblée de la Faculté de Theologie, dans celle de l'Université & des autres Universités du ressort, faire défendre à toutes personnes de soumettre ou enseigner les Propositions censurées soit dans les Livres qu'ils composeront, ou dans leurs Leçons, Thèses ou Predications, à peine d'être procédé extraordinairement contre eux comme perturbateurs du repos public, & suivant les Ordonnances vacation advenant des Chaires de Professeur de Theologie soit de Sorbonne, Navarre, ou de quelque autre Université du ressort, ceux qui seront nommez pour les remplir ne pourront en prendre possession qu'ils n'aient souferis lesdites Censures: Que les Supérieurs des Monastères des quatre Mendians, des Bénédictins, du COLLEGE DE CLERMONT & autres Maisons de Paris ou il y a Ecole de Theologie feront mander en la Cour pour leur être enjoint d'empêcher que ceux qui regneront dans leurs Monastères, n'enseignent aucunes des Propositions censurées dont ils seront tenus de faire leurs soumissions dans huitaine au Greffe de la Cour. Que le Roy sera très-humblement supplié faire expedier son Declaration conforme à l'Arret qui interviendra pour être exécuté dans tout le Royaume, & outre, nous demandons que commission nous soit accordée pour informer des Beignes, Monoplies, Caballes, & discours séditieux qui veulent décrier les Censeurs, & qui distribuent les exemplaires de la Bulle, que deux des Meilleurs en présence d'un Substitut le transporteront Samedi prochain à l'Assemblée de la Faculté, laquelle ils exhorteront de continuer ses Censures lorsque les occasions se présenteront avec le même zèle qu'elle a fait par le passé; & qu'ils feront lire en leur présence l'Arret qui interviendra, lequel sera registre es Registres de ladite Faculté, envoyé aux Baillages, Sénéchaussées & Universités du ressort, pour y être lu, publié & registre, enjoinz au Substitut de Monsieur le Procureur General, & aux Recteurs desdites Universités d'y tenir la main, en certifier la Cour au Mois, &c.

Signe, DE HARLAY.

R Equirimus ut dignetur Curia nos recipere appellantes, ut ab abusive & nostro appellationem justificans de claret Bullam nullam & abusivam, ut contrariam sacris Decretis, libertatibus Regni & juribus Universitatum; & si Curia faceret difficultatem non desuper pronuntiandi, petimus, ut dignetur nobis dare aliam, efficientes supplicare media intra triduum, & preterea judicamus effectum prohibendi omnibus, rationes, publicare & asserere dictam Bullam, & ut ordinetur, ut illi qui eam habent, exemplaria eadem referant ad Scrinium Curie vel jurisdictionem Regiarum, ubi permanent ad hoc ut supprimantur.

Ut manentem Facultatem Theologicam Parisiensem in suo jure censurandi libros, qui continebant propositiones contrarias Authoritati Ecclesie, puritati Moralis Christiane, juribus Coronæ & libertatibus Ecclesie Gallicane, ordinetur, quod duo Censuræ registrantur in Registro Curie, legantur fortassis annis in Congregatione Facultatis Theologicæ, in Congregatione Universitatis & aliarum Universitatum dependentium; fiat prohibitus omnibus, ne defendatur vel doceatur propositiones censurate sine in libris qui continent, vel in suis lectionibus, Thesibus aut Concursibus, sub pena processus extraordinarii contra ipsos perturbatores tranquillitatis publicæ, & juxta ordinationes constitutionis Cathedralium Professoribus in Theologia, sive Sorbonensium, sive Navaræ, sive aliorum aliorum Universitatis dependentis, qui nominantur ad illas implendas, eorum non potentes sumere possessionem, nisi subscripserint dictis Censuris, ut Superiores Monasteriorum quatuor Ordinum Mendicantium, Bernardinorum COLLEGII CLARI-MONTENSIS, & aliorum domorum Parisiensium, ubi est Schola Theologica mandentur ad Curiam, ut eis injungatur impedire, ne illi qui doceant in suis Monasteriis, doceant ullam ex propositionibus censuratis, & teneantur intra octiduum suum facere submissionem in Scrinio Curie, ut Rex humillime supplicet, ut eorum expediri declarationem conformem Arresto quod interveniet, ut executioni mandetur in toto Regno; & ulterius petimus, Monoplies, Caballes, & discursus seditiones eorum, qui volunt denigrare Censuras, & qui distribuant exemplaria in Bulla, & duo de Dominis in presentia substitui se transferant die proxima Sabbati ad Congregationem Facultatis, quam exhortabuntur, ut continant Censuras data occasione non eodem zelo, & fervore, quo olim, & curent in sua presentia legi Arrestum quod interveniet, quod registrabitur in Registro Facultatis, mittatur ad Sarragas, & Universitates, ut ibi legatur, publicetur, & registratur; injungatur substituto Domini Procuratoris Generalis & Rectoribus dictarum Universitatum, ut bonam habeant impressionem, & desuper Curiam certificent Mense, &c.

Signum DE HARLAY.

(11)

Ad pag. 35.

A R R E S T U M
P A R L A M E N T I

Conforme Conclusionibus captis per Procuratorem Regium.

Ce jour sont entres les gens du Roy en conséquence de l'ordre que la Cour leur avoit donné le vingt-quatre de ce Mois, de s'enquérir de certaines Copies imprimées & manuscrites d'une prétendue Bulle que l'on disoit être entre les mains de plusieurs personnes; & d'en venir rendre compte ensuite à la Cour, de Maître Denis Talon Avocat dudit Seigneur portant le parole, ont été à la Cour qu'ils rapportoient Copie de ladite Bulle, & supplioient la Cour d'y pourvoir: & oui lesdits gens du Roy en leurs Conclusions, des'ensuivantes: Lecture faite d'une Copie imprimée à Rome de ladite Bulle, la matière mise en délibération.

La COUR à donné acte au Procureur General du Roy de l'appel comme d'abus par lui interjeté de ladite Bulle, ordonne qu'il fournisse les moyens dans trois jours, à fin inhibitions & défenses à tous Sujets du Roy de quelle qualité & condition qu'ils soient de recevoir ladite Bulle, la lire, publier & débiter; Ordonne que ceux qui ont des Copies les rapporteront au Greffe de la Cour ou des Juridictions Royales, dans le délai desquelles ils sont demeurés pour être supprimées. A maintenu & garde, maintient & garde la Faculté de Théologie de Paris en son Droit & possession de censurer tous les Livres qui contiendront des Propositions contraires à l'autorité de discipline de l'Eglise, à la pureté de la Morale Chrétienne, aux Droits de la Couronne & aux Libertés de l'Eglise Gallicane; Ordonne que les Censeurs de ladite Faculté de Théologie des Livres de VERNANT & de AMADEUS GUIMENAIS seront registrés au Greffe de la Cour. Fait défens à toutes personnes de soutenir & enseigner les Propositions censurées, soit dans les Livres qu'ils composeroient, ou dans leurs Chaires ou Predications, à peine d'être procédé extraordinairement contre eux; Ordonne que les Supérieurs des Monastères des quatre Mondes, des Bénédictins, DU COLLEGE DE CLERMONT & autres Maisons de Paris ou il y a exercice de Théologie seront mandés en ladite Cour pour leur être enjoins d'empêcher que ceux qui résideront dans leurs Monastères ou Maisons, n'enseignent aucune des Propositions censurées, & qu'il sera incessamment informé à la Requête du Procureur General du Roy contre ceux qui publieront & imprimeront ladite Bulle, & contreviendront auxdits Arrêts; Ordonne que Messieurs Estienne Sainctot & Pierre de Brillac Conseillers du Roy en ladite Cour se transporteront Samedi prochain dans l'Assemblée de ladite Faculté de Théologie avec ou des Substituts du Procureur General, & exhorteront ladite Faculté de continuer les Censures lorsque les occasions se présenteront avec le même zèle qu'elle a fait par le passé, & seront lites en leur présence le présent Arrêt, qui sera registré au Greffe de ladite Faculté, en leur présence, & envoyé aux Baillifs, Sénéchaux & Universités du ressort, pour y être lu, publié & registré. Enjoins aux Lieutenants Generaux, aux Substituts dudit Procureur General du Roy, & aux Recteurs desdites Universités d'y tenir la main & en certifier la Cour so Mois. Fait en Parlement le vingt-neuvième Juillet mil six cent soixante cinq.

Collatione

Signe BILLAIN.

HA die ingressi sunt Regis deputati vigore mandati quod acceperant 24. hujus Mensis, ut informarentur de certis capitulis impressis & manuscipis protensa Bulla, qua dicebatur esse in manibus plurimorum personarum, & postea ad Curiam referrent, & Adagistrum Dionysium Talon Advocatum dicti Domini dictum habentem, dixerant Curiam, quod referrent copiam dictae Bullae, & supplicarent Curiam, ut illi responderetur, & audierant dictam Regiam deputatos, & post discessum facta est lectura copia dictae Bullae Romae impressae, & materia in deliberationem est traicta.

Curia dedit alium Procuratori Generali Regis appellationis ut ab Arto per ipsum interposita a dicta Bulla, ordinat, ut suppeditat sua medium arduum, & inhibitionem fecit omnibus subditis Regis ratiocinationem conditionis, ut resisterent dictam Bullam, legere, publicare & diffundere; ordinat ut illi qui eisdem habent copias, eas referant ad Scrinium Curiae vel jurisdictionem Regiarum, ubi morantur, ad hoc ut ibidem supprimeantur, manentibus & intacta est, manentibus & tunc Facultatem Theologicam Parisiensem in suo jure & possessione censurandi omnes Libros, qui continebant propositiones contrarias auctoritati, & disciplinae Ecclesiae, & potestati Auctoritatis Christianae, in rebus Curiae & immunitatibus Ecclesiae Gallicanae; ordinat ut Curia dicta Facultati Theologicae Librorum de VERNANT & de AMADEUS GUIMENAIS registraretur in Scrinio Curiae, prohiberet omni personae finis, & docere Propositiones censuratas, sive in libris quos componunt sive in Cathedris, & concionibus sub poena processus extraordinarii contra illos; ordinat ut Superiori Mendicantium Bernardinorum, COLLEGIUM CLERMONTENSIS & aliarum domuum Parisiensem, ab eis exercitium Theologiae, citentur ad dictam Curiam, ut illis iniquitatem impedire, ne illi qui doceant in eorum Monasteriis vel domibus docerent vilium de Propositionibus censuratis, & ut indefinenter informatio fiat ad requisitionem Procuratoris Regis contra illos, qui publicarent & imprimerent dictam Bullam, & contraveniant praesenti Arto; ordinat ut Demoni Stephanus Sainctot & Petrus de Brillac Consilii Regis in dicta Curia se transferant die Sabati proxima ad Congregationem d. Facultatis Theologiae cum uno substituto Procuratoris Generalis, & exhortentur dictam Facultatem ad continuandum facti Censuras data occasione eodem modo quod antea fecit, & curantibus legibus praesentibus praesenti Arto, quod registrabitur in Registro dictae Facultatis, in eorum praesentia, & mittetur ad Sarragos, Seviliam & Universitates dependentes, ut ibi legatur, publicetur & registretur; injungitur Locumtenentibus Generalibus, Substituts dicti Procuratoris Regis & Rectoribus dictorum Universitatum, ut hanc habeant impressionem & certificent Curiam, Mense etc. Datum in Parlamento 29. Julii 1665. Callationem.

Signatum BILLAIN.

(KK)

Ad pag. 31.

INDISCURSUS PETRI BRILLAC CONSILIARII REGII

Habitus coram Facultate Theologica Parisiensi prima Augusti 1665. quo ipsam certiores reddidit de prædicto Arresto Parlamenti, eamque adhortatur ad continuandum zelum suum in tuenda sana Doctrina, & conservandis libertatibus Ecclesiæ Gallicanæ.

MESSIEURS,

DOMINI.

LA Cour qui veuille toujours pour le service du Roy, & pour la conservation des intérêts de Sa Majesté, contre toutes les entreprises des Etrangers; & qui à pour un de ses principaux objets que la pureté de la doctrine & des mœurs soit conservée en son royaume, n'a pu voir une Bulle émanée de la Cour de Rome, qui condamne deux Censures que votre Faculté à si judicieusement proposées contre les deux Livres qui ont paru sous les noms *Jacques de Vernet* & d'*Amadeus Guimenez* sans y mettre la main, & sans rendre à l'Eglise, au Roy, au Public & à votre Compagnie, ce qui leur doit, & que vous trouvez par la attaque dans ses fondemens. C'est le sujet de l'Arrest auquel vous entendrez la lecture, & qu'elle à ordonné être en votre personne registre dans le Livre de votre Faculté. La Cour est bien informée que votre Doctrine vous fait connoître que de telles condamnations & excommunications si mal fondées ne font d'aucun effet, & que vous l'oseroiez de même que vous avez fait jusqu'ici. Elle vous à députés pour vous dire qu'elle s'en doute pas, & pour vous assurer de sa protection en cette occasion, & en toutes les autres qui concerneront la conservation des anciens Canons la Doctrine perpétuelle de l'Eglise Gallicane, & ses Libertés. Elle vous exhorte de continuer toujours avec la même vigueur, & à donner le premier mouvement par vos Censures pour conserver les anciens Droits qui ont maintenu l'Eglise en sa splendeur, & de le Saint Siège en ses véritables prérogatives. Elle veut croire l'uniformité de vos sentimens, & vous promet par tout le secours qui est dû à ceux, qui pour quelque cause que ce soit ne se détournent jamais du vrai chemin, & elle vous assure qu'elle y appliquera tous ses soins.

Curia quæ semper in vigilis servitio Regis & conservationi interese Sui Adjunctis, contra omnia attentata extraneorum, & quæ habet pro uno ex præcipuis suis objectis puritatem Doctrinæ & mores conservandos in integro; non potuit videre Bullam emanatam à Curia Romana, quæ condemnat duas Censuras, quas Vestra Facultas tam judiciale pronuntiavit contra duas Libros qui fuerant editi, nomine *Jacobus de Verrius* & d'*Amadeus Guimenez*, absque hoc quod adhiberit motum, non redditis Ecclesiæ, Regi, Publico & Vestre Congregationi respectu quibus debito, Vestra facultas per hoc compertis se iuram in suis fundamentis. Hæc est causa Arresti cujus auditis lecturem, & quod ordinatis in vestra presentia registrari in libro vestra Facultatis, Curia satis est informata quod vestra Doctrina vobis significet, quod tales condemnationes & excommunicationes tam male fundata nullius sint effectus, & quod doctrinæ vestre, sunt antea scilicet. Nunc deputatis ad vobis dicendum, quod nullum de hoc habet debium, & ad vos observandas de sua protectione in hac occurrentia, & in omnibus aliis, quæ concernunt antiquas Canones, Doctrinam perpetuam Ecclesiæ Gallicanæ, & ejus Libertates. Vos exhortatur, ut continuis semper cum eodem vigore, & primam deis motum per vestras Censuras ad conservanda ejus antiqua jura, quæ mantinentur Ecclesiæ in sua splendore, & sanctam Sedem in suis veris prerogativis. Vult credere uniformitatem vestrarum sententiarum, & vobis per nequam sibi subsidium delinquit, qui pro quacunque causa non aberrant à vera via, & vobis pollicetur, quod omnem suam curam desuper adhibitura.

(LL)

Ad pag. 35.

SIMILIS DISCURSUS DOMINI DE HARLAY

Substituti Procuratoris Generalis Patris sui coram eadem Facultate habitus prima Augusti 1665. in quo fufe difcurrit de nullitatibus prædictæ Bullæ ALEXANDRI SEPTIMI, & de authoritate Facultatis Theologicæ censurando Doctrinas erroneas, & quanto in pretio habita fuerit hæc Facultas, tam apud Pontifices, quam Reges.

MESSIEURS,

LA Cour ayant été advertie que quelques particuliers attachés à la Cour de Rome, les uns par le devoir de leur naissance & de leur Ministère, les autres par une dépendance intéressée, qui ressoit dans leur cœur, ces mêmes obligations de leurs naissances & de leurs emplois, distribuoient en cette Ville de Paris plusieurs Exemplaires d'une Bulle du Pape contraire aux Droits de l'Église Gallicane, de Messieurs les Evêques, & de cette Illustre Faculté de Théologie; acru qu'il étoit obligé d'y apporter par son autorité les remèdes que sa prudence lui a fait juger nécessaires.

Il seroit véritablement à souhaiter, que nous n'eussions jamais que des occasions de témoigner avec combien de respect nous honorons le Chef visible de l'Église, mais comme une longue sâcheuse expérience nous a fait connoître il y a long tems, que l'élévation à la Chaise de saint Pierre n'éteint pas toutes les passions humaines, nous sommes contraints malgré nous de distinguer les effets de la puiffance de ceux qui la remplissent; & reconnoissant qu'elle leur a été donnée sans bornes pour l'édification & pour la conservation de Canon, & comme un ancien Evêque Faustus Herm. nous l'enseigne, *lib. 2. prædefin. trium Cap. 6. Pro veritate plus austeris suis Consecratis potest.* Nous recevons avec soumission tous les ouvrages qui portent cet auguste Caractère de légitime Successeur du premier des Apôtres. Mais comme nous avons appris de saint Paul que *omnis Potestas ex hominibus assumptus circumdatus est infirmitate*, Nous rejetons avec vigueur ces ouvrages d'ambition & de colere, que nous avons vu paroître trop souvent dans le Royaume.

Et si la rébellion d'un cote nous rendoit criminels, de l'autre l'obéissance ne nous rendroit pas moins coupables. Cette sainte Rébellion a toujours été conforme à l'esprit de l'Église, laquelle dès la naissance nous en produit un exemple illustre contre celui dont les Papes sont obligés d'avouer qu'ils tiennent tous les avantages Spirituels de leur Siège, & toutes les Prérogatives Ecclésiastiques de leur dignité.

La France a reçues maximas avec les vertus de la Foy qu'elle conserve si pure depuis tant de siècles.

C'est ainsi que Charles le Chauve assuroit le Pape Adrien II. que comme il recevoit toujours toutes ses décisions, lors qu'elles seroient conformes à l'Écriture Sainte & aux Anciens Pères de l'Église, il les rejeteroit également lorsqu'elles y seroient contraires, suivant le sermement du Grand S. Léon, qui dit que ce n'est pas assez pour être obligé de respecter le jugement des Papes, de considérer qu'ils viennent des Successeurs de saint Pierre, mais qu'il faut qu'ils soient les ouvrages des hérétiques pour ainsi dire, de la Justice & de toutes les vertus, *Manet Petri Privilegium quæritur ex ejus auctoritate ferri judicium.*

C'est cette même conduite que les Cardinaux approuvent de tems d'Innocent IV. Lors que voulant adou-

Cette courtoisie quod quidam privati addidit Curie Romanæ, aliqui moti officio suo natiuitatis, & ministerii alii dependentia quadam interfecta, qua in eorum cordibus sufficit hæc eisdem obligationes sua natiuitatis, & applicationem, distribuerent in hac Civitate Parisiensi plura exemplaria Bullæ Pontificiæ contrariæ juribus Ecclesiæ Gallicanæ, Dominorum Episcoporum, & hujus Illustri Facultatis Theologicæ, credidit se esse obligatum sua auctoritate adferre remediaque prudenter judicavit esse necessaria.

Optandum quidem foret, ut occasiones haberemus testandi quanto cum respectu haveremus caput visibile Ecclesiæ, sed cum longa & tediousa experientia doceatur jam dudum, quod elevato ad Cathedram S. Petri non extinguit omnes passiones humanas, eorumque invicem distinguere effectus potestatis eorum, qui illam replent, & agnoscere quod et illimitate sit data pro adificatione & conservatione sacrorum Canonum, & sic utique Episcopi Facundus Herm. nos docet lib. 2. pro delecto, titom Cap. 6. Pro veritate plus eorum suis Consecratis potest. Recipimus cum submissione omnia opera augustum hunc Characterem legitime suffessoris Principis Apostolorum servaverunt, sed sic didicimus ex S. Pauli: Omnia Potestas ex hominibus assumptus circumdatus est infirmitate, rejicimus cum vigore illa opera plena ambitione & ira, que sapientiam in Regno comperere.

Et si præsentia ab una parte nos redderent, obedientia ex altera non minus nos redderet criminosos, hæc sancta Rebellio semper fuit conformis Spiritui Ecclesiæ, que ad nostrum exemplum illustre producit contra, cum a quo Pontifices tentant saltem, quod omnes prærogativas Sancti Sedis Spirituales tenent, & omnes prærogativas Ecclesiasticas sua dignitate.

Gallia recepit hæc maximas cum veritatibus Fidei, quam conservat adeo puram a tot seculis.

Sic Carolus Calvus inquitur Pape Adriano II. quod si esset recepturus omnes ejus decisiones, si essent conformes sacre Scripturæ & antiquis Patribus Ecclesiæ; ita pariter esset repellendus, si illis essent contrariæ, juxta opinionem S. Leonis Magni, qui dicit quod non sufficit ad obligationem reverti judicium Pontificum, & considerare, quod proveniat a successoribus S. Petri, sed quod debeant esse opera hereditum, ut ita dicam, ejus iustitia, & omnium ejus virtutum. Maior Petri privilegium quoniam ex ejus auctoritate ferri judicium.

Hanc eandem methodum approbaverunt Cardinales tempore Innocentii IV. tam volentes pacare ejus indigna-

dir ses emportemens contre Robert de Lincoln, ils lui parleront aussi de ce grand Evêque d'Angleterre qui refusoit de lui obéir dans une ébœ qui n'ouvroit au juste, *Praesunt qui dicunt, non possunt eum condemnare. Catholici est, imo & sanctissimus, nobis religiosus & excellentioris vitae, vivit hoc Gallicana & Anglicana Cleri universitas, nostra non praevaleret contraditio.*

Ce discours sincère est bien éloigné du langage de ces flatteurs dont les uns Elèves de leurs Privilèges, les autres attachés par des chaînes d'une tributaire honteuse, & tous n'ayant point d'autres lumières que celles d'une complaisante servile & mercenaire, ont forcé ces opinions d'insupportable, & de puissance absolue.

C'est une vérité qui n'est pas seulement dans la bouche des Français, mais que l'on peut puiser dans une source d'où on n'auroit douté à Rome de la puiter. Daps l'avis de trois grands Cardinaux dignes du saint & glorieux Employ de la reformation de l'Eglise, que le Pape Paul III. leur avoit confiée.

Encore si le Cour de Rome, laquelle selon Geson n'aime pas les Theologiens, ne voyoit que les Ultramontains dans ces hommes, elle auroit decouvert sans doute le principe de leurs flatteuses qui ne viennent que de la lassitude de leur cœur, & de l'ignorance de leur esprit, mais elle voit des Français, & l'on dit même ce que j'ai pris à croire quelques Docteurs de cette Faculté qui les font mentir, on seroit en cette Cour les Relations interelles de ces bons Citoyens, qui écrivent qu'ils ont comme cet Horace Romain, combattu vos Censeurs par leurs fautes qu'ils se sont senties de vos deliberations, pour n'avoir point de part aux emportemens d'une jeunesse fougueuse, & est aussi qu'ils les appellent.

Et puisque la cagacité la vertu délicate de tous les autres qui composent cette illustre Compagnie les empêchent de mériter les libéralités de Rome par des services essentiels, ils tarbent au moins de s'en conlever la jouissance par la commerce criminel qu'ils ont avec des Ministres étrangers, & par les Lettres qu'ils envoient, & que l'on y croit, parce qu'elles sont confortées aux souhaits que l'on y fait.

Semblables à ces Hérétiques dont parle Saint Basile, lequel conservant l'extérieur des Fidéles abuseient factuellement le peuple qui ne juge des choses que par l'apparence. C'est ainsi qu'ils ont abusé Rome jusqu'à cette heure sous cette qualité glorieuse de Docteurs de Paris dont ils ont seulement le nom.

Il faut néanmoins espérer que le Pape rejettera bientôt avec mépris ces ennemis déclarés de la véritable & solide gloire du Siècle, aussi bien que de son Pays. Il n'y a point de meilleur Juge de leurs flatteuses que lui-même, dont nous pouvons dire ce que *Africanus Felix* disoit de cet homme dont le choix des Egyptiens faisoit un Dieu. *Ille qui ceteris Deus est, soli certe homo est.* Il scit que'il est homme, quoi qu'il le veulente faire passer pour une Divinité, il verra par cette Bulle qu'il lui ont attaché, qu'il peut être surpris; si il ne faut point douter, que quand il sera informé de ce qui s'est passé ici il ne dise avec la même modération, qu'un Pape doit il porcelle nom écrire à un Archevêque de Ravenne, *pernoctat parmatensis que tunc n'obsequit, par à cet qui a été juger par de marchantes voyes.*

C'est avec une certitude parfaite que l'on scit que cette Bulle a été suggérée au Pape, & est pourquoi la Cour depoit d'une partie de cette protection, dont le Roy est débiteur à des Sujets, n'a pas voulu souffrir son injustice, qui bled le pouvoir que Messieurs les Evêques successeurs des Apôtres ont reçu de Dieu, pour conduire les Peuples soumis à leurs loix, & de détruit indirectement le Droit que cette Faculté s'est acquise. Encore bien plus par le mépris de la doctrine de ceux qui l'ont emporté jusqu'à cette heure, que par la possession qu'elle a depuis plus de quatre siècles de prononcer des jugemens doctrinaux contre tout ce qui peut contredire la vérité de l'Evangile, la pureté de la Morale Chrétienne, & attaquer les Droits du Roy, de l'Eglise Gallicane, & du Royaume.

Bulle d'où on peut dire ce que les Pères du Concile d'Epheuse ont écrit aux Empereurs Theodose & Valentinien de la condamnation que Jean Patriarche d'Antioche

tenaient contre Robert de Lincoln, & sont en modum locuti sunt de hoc Magni Episcopo Anglia qui recedebant si obediens in re, quam consensit iniquam. Vera sunt qui dicunt, non possumus eum condemnare. Catholici est, imo & sanctissimus, nobis religiosus & excellentioris vitae, vivit hoc Anglicana & Gallicana Cleri universitas, nostra non praevaleret contraditio.

Hic sacros discurfus longe diffinitis est sermone adulationem, quorum quodam mancipia sunt Privilegiorum, quidam afflicti tantum reprobationis ignominia, omnes tamen tantum complacentia servili, & mercenariae trahit, communi sunt has opiniones insupportabiles & potentia absoluta.

Virtus est, que non solum est in ore Gallorum, sed que potest horum in scapularibus, de tunc puritate Romanis non audent dubitare in sententia novem magnorum Cardinalium dignorum sancta & gloriosa occupatione reformationis Ecclesiae, quom Pape Paulus III. eis commissit.

Adhuc si Curia Romana, que Jesuicum Gesonem non amat Theologus, videtur tantum Ultramontanis in suis opinionibus, detestatur indubie principium suorum adulationem, que non procedunt nisi ad obsequium sui cordis & ignorancia sui juris; sed videtur Gallicana, sicut scit, quodam Doctores hujus Facultatis, quibus assensum, & vocantur in hac Curia relationes interrelas bonorum civium, qui scribunt, quod illis illius Hérétiques Romani, vestris Confessores expugnantes suis iura, que recedunt a vestris deliberationibus, ne fuerint participes iracundiae juvenalis iracunda, sicut illas vocant.

Et cum capacitas & virtus non interrelas omnium aliorum qui componunt hanc illustrem Congregationem eis impediens, ne mercenarii libéralitates Romanas obsequis efficacibus, conaturs saltem sibi eandem conservare fructualem commercium criminis, quod habent cum Ministris avaris & Leteris qui scribunt, & illis scribitur, que consensentes sunt eorum dispendiis.

Similes sunt illis Hérétiques de quibus loquitur S. Basilus, qui consensentes ceteris Fideles, imponunt facile populo, qui non judicant nisi ex apparenis; ita Romanas flatteuses imponunt, sub qualitate illa gloriosa Doctorum Parisiensium, cuius dantes habent nomen.

Sperandum tamen est fore, ut Pontifex brevi rejiciat cum contemptu has hostes declaratos vera & solida gloria Sancti Sedis, aequi ad propria Patria, non est melior iudex eorum adulationem quam ipsi, unde possunt dicere id, quod Minutius Felix dicebat de istis hominibus, quom in Deum elegimus Egypti. Ille qui ceteris Deus est, soli certe homo est. Videbit per hanc Bullam, quod sibi asservit id, de quo obsequit, & non est dubium, quin cum fuerit informatus id, quod gestum est hic, dicat cum eadem modératione id, quod Pape quidem, sicut habet aumen, scripsit Episcopo Ravennatensi. Non inconfutis competis, ut non obediatis rei que suggesta est per vias perfidas.

Scitatur cum perfida certitudine, quod illa Bulla fuerit suggesta Pontifici, quare Curia depositaria potest hujus praesentis, cuius Rex est debitor suis subditis, equi ingratum voluit pati, que leon potestatem, quom Episcopi Apostolicum successores acceptant a Dio, ad auferendum populum suorum a commissionem, & que dissuasit indolentis ius quod hoc Facultas sibi acquisit, ad hanc multa pars permissa doctrina illorum, qui bullam cum complacent, quam per possessionem quam habet a quatuor seculis, & amplius provocandi iudicia Deprecant contra omne quod possit corrumpere veritatem Evangelii, puritatem Morales Christianas, & intrudere jura Regia Ecclesiae Gallicanae & Regis.

Bulle de qua dixi potest, quod Patres Concilii Ephesini scripserant Imperatoribus Theodose, & Valentiniano de condemnatione, quom Joannes Patriarcha Antiochenus

avoit prononcée contre S. Cyrille & Memnon Evêque d'Epheſe, Judicium *quod Lege & Juſtitiamilla ex parte nititur, nihil eſt niſi merum convicium*, c'eſt ce Libelle injurieux, pour me ſervir des paroles de ce Concile, qui déclare les deux Cenſures que vous avez faites des Livres de Jacques de Verrani & d'Amadri Guimierius pieuſement ſeuſes, temeraires & ſcandalouſes, apres avoir lout dans des termes pleins d'eſtime ces infâmes Epicures du Chriſtianisme.

Les Auteurs de cette Bulle pouvoient ettemieux inſinuer de ce qui ſ'eſt paſſé depuis le cinq derniers ſiècles, & s'ils avoient voulu lire les Ecrivains même Italiens, ils y auroient trouve que les ſiècles, dont ils honorent vos Cenſures, ſont bien differents des Eloges que les Papes Gregoire IX. & Alexandre IV. ont donne à cette Faculte de Theologie, quiſait la principale & la pluſiultre partie de l'Univerſité, & de l'eſtime que pluſieurs autres Papes ont enſout elle en différentes occaſions, dans leſquelles ils ont voulu avoir ſon avis ſur les affaires les plus importantes de l'Egliſe, comme une Regle certaine de la Foy.

Ce n'eſt pas, Meſſieurs, la louange d'un particulier, c'eſt celle que le Roy Charles IV. vous à donnee dans ſes Lettres patentes, par leſquelles il autorisâ la Cenſure que Monſieur l'Evêque de Paris avoit ſaite par l'avis de cette Faculte de la doctrine abominable de Frere Jean Petit, *Cognovit etiam iſta quoque Romana Sedes, etiam alios & nuper ſi quid apud nos ambigunt in doctrina Chriſtiana Religioſis obſervare certitudinem ab iſta conſilio Fidei Pariſiſi exiſtente poſſulare, nec puiſis nec piguit.*

En effet ſans parler des Cenſures que la Faculte de Theologie fit avec Monſieur l'Evêque de Paris de l'heretie des Albigens, nide trois autres dans la ſainte du aneſme ſiècle, ſur pluſieurs points de Theologie, nide la conſtitution que le Roy Philippe le Bel luy fit ſur l'affaire des Templiers. Le Continuateur des Annales du Cardinal Baronius nous a donne ſon avis qu'elle envoya au Pape Jean XXII. ſur la queſtion de ſcavoir de quelle maniere les Apotres avoient poſſede les choſes qui leur étoient donnees par les Fideles.

Et peu de tems apies ce Pape ayant voulu ſoutenir une doctrine contraire à celle de l'Egliſe ſur l'etat des ames juſtes avant le dernier jugement, le Roy Philippe de Vallois la fit condamner par cette Faculte aſſemblee à Vincennes, dont le puis rendit un temoignage certain, la comiſſion de ceat, dont je porte le nom, n'ayant laiſſé l'original de cette deliberation ſignée & ſcellée des ſceaux de tous les Docteurs qui y aſſiſtèrent.

Le Pape Clement VII. reconnu par la France pour legiti-me, approuva ce Droit de votre Faculte en conſtituant la condamnation qu'elle avoit prononcée contre un Religieux Jacobin, lequel en avoit interjeté appel par-devenſuy, pretendane qu'elle n'avoit point cette autorite de Cenſure, ce qu'elle juſtifiâ par un ecrit qu'elle luy envoya.

Et ſans entrer dans un detail trop long des Cenſures que cette Faculte fit dans ce même ſiècle, il n'y a rien qui prouve plus ſolidement le reſpect que l'on a toujours eu pour vos ſentiments, que ce qui ſ'eſt paſſé dans le Schiſme luteux qui diviſa l'Egliſe pendant cinquante & un an, lorsque par un enſenſement commun tous les Princes de l'Europe vous envoyèrent demander votre avis ſur les moyens de luy donner la Paix, leſquels fuivirent les Conciles de Pife & de Conſtance. Et l'on avoit tant de conſideration pour vos ſentiments, que le Parlement ſe brula la Lettre que l'Univerſité de Tholouze avoit ecrite contre votre avis.

Enfin outre le Concile de Conſtance qui reconnoit que l'Univerſité de Paris, ou plutot cette Faculte avoit legiti-mement condamné la doctrine heretique de Viclef, & le ſecond Concile de Pife qui renvoya à cette Illuſtre & ſavant Compagnie l'examen du Livre du Cardinal Cajetan, qu'elle condamna enſuite. Le Roy Francois premier autorisâ en MDXLII. par ſes Lettres Patentes les articles que cette Faculte avoit decrétés par ſon ordre pour ſervir de Regle à la Foy de ſes ſujets attaquez par les erreurs de Luther, & les ſuivent ſuivent.

Van Eſſen, Paris VI.

ſignent

promittunt contra Sententiam Cyrilli & Memnonem Episcopum Ephesum (judicium, quod Lege, & Justitia nulla ex parte nititur, nihil est nisi merum convicium, illa est Libellus injuriosus, ut utar verbis dicti Concilii, quod declarat duas Cenſuras quas fecit Liberum Jacobi de Verrant & Amadri Guimierius profanus, temerarius & scandalosus, laudari in terminis pietatis affirmaciones infamias illas Epicuris Christianismi.

Auteurs illius Bulle poterant melius esse instructi de eo, quod gestum est à quibusdam nimis facili, & si voluissent legere scripturas etiam Italas, invenissent quod tituli, quibus honorant vestras Cenſuras, sunt longe diversi ab illis, quae Pontificis Gregorius IX. & Alexander IV. dederunt huic Facultati Theologicae, quae est praecipua & illuſtrissima pars Universitatis, & ab affirmaciones quam plures alii Pontifices habuerunt illius in diversis occaſionibus, in quibus ipsi voluerunt ab ipſo Concilio Fidei Panſis exiſtente poſſulare, sicut regulam certam Fidei.

Hec non est, Domini mei, laus cuſdam privati, est illa quam dedit vobis Carolus VI. in Lucris Patentiſſima, per quam auctoritas vestra Cenſura, quam Dominus Episcopus Parisiensis fecit per Concilium Inſus Facultatis doctrina abominabilis Fratri Joannis Petri, Cognovit etiam ipſa quoque Romana Sedes, dum eſſim & nuper ſi quid apud eos ambigunt in doctrina Chriſtiana Religioſis obſervare certitudinem ab ipſo Concilio Fidei Panſis exiſtente poſſulare, nec puiſis nec piguit.

Reveratendo Cenſuras, quas Facultas Theologica fecit cum Dominis Episcopis Parisiensis heretici Albigensium, etiam tres alias conſequentes in eodem ſeculo, super pluribus punctis Theologicis & conſultationem quam Philippus Pulcher fecit super negotio Templariorum. Continuator Annalium Cardinalis Baronius dedit nobis ſententiam ſuam, quam miſi Pontifici Joanni XXII. super quaſtione, ut ſciretur, quomodo Apſtoli poſſederunt res ſibi datas à fidelibus.

Esponde Poſt Pontificem ille volens ſuſtinere dogma contrarium Eccleſiaſticis super ſtatu animarum juſtorum ante ultimum judicium, Rex Philippus Palenſis coram eodem condemnari per hanc Facultatem congregatam Vincennes, cujus rei poſſum reddere certum ſentimentum, cum curioſitas illorum, quam nomenſero, mihi reliquiſſet originale illius deliberationis ſignata & ſigillata ab amnibus Doctores qui interfuerant.

Papa Clement VII. agnitus à Gallia pro legitimo approbatus vestra Facultatis conſirmatione condemnationem, quam promittunt contra Religioſum Dominianum, qui interpoſuerat appellacionem coram ipſo, praetendens quod non haberet auctoritatem Cenſura, quam juſtificat per ſcriptum illi tranſmiſſum.

Et abſque hoc quod contextum Catalogum nimis longum Cenſurarum, quas fecit hoc Facultas eodem in ſeculo, nihil ſolidius probat reſpectum ſemper habitum pro vſtris ſentimentis, quam quod geſtum eſt in ſummo ſchiſmate, quod diviſit Eccleſiam per quinquaginta & unum annos, cum ex conſenſu omnium omnium Principum Europae quibus requireretur vſtrum ſentimentum super mediis, quibus pax & tranquillitas induceretur, quod ſecutum fuſ per Concilia Piſanum & Conſtantiense. Et tunc habuerunt conſideratio vſtrum ſentimentum, ut Parliamentum juſſus comburi Literas, quas Univerſitas Toſana ſcripſerat contra vſtrum ſentimentum.

Tandem preter Concilium Conſtantiense, quod agnovit Univerſitatem Parisienſem, vel potius hanc Facultatem legitime condemnasse doctrinam hereticam de Viclef, & ſecundum Concilium Piſanum quod remiſit ad hanc Illuſtram & doctam Congregationem examen libri Cardinalis Cajetani, quem ex poſt condemnatione. Rex Franciſcus I. autorisavit Anno 1543. per ſuas Literas Patentes articulos, quos hoc Facultas exaravit ex ipſi mandatis, ut iſſis regula Fidei ſuis ſubſidiis uſuſ per errorem Lutheri, & iſſis ſignari per omnes

N

Eccle-

signer par tous les Ecclesiastiques, & tous les Officiers même des Compagnies Souveraines du Royaume.

Voilà Messieurs un grand nombre de Censures faites par la Faculté en plusieurs occasions importantes, approuvées par ses Conciles & par les Papes, corroborées par plusieurs de nos Rois, & par plusieurs de Princes étrangers. Et nous ne voyons pas néanmoins jusqu'à présent que l'on en ait nommé aucunes prestimpieusement & temeraires.

Mais nous ne saurions penser sans une extrême douleur aux objets différens de ces condamnations de vos Censures, & de la Bulle du Pape.

Vos Censures condamnent un Livre qui reverse toute la Hiérarchie de l'Eglise, & on s'agit de l'Auteur à ramasser avec une exactitude fanatique toutes les odieuses disparties dans un infinité de Volumes; & de quel on peut dire ce que reproche S. Leon à certains Hérétiques: *DE OMNIUM TERRENARUM OPINIONUM LUTO, MULTIPLEX SIBI FACEM COMMISCUIT, UT SOLUS TOTUM BIBERET QUIDQUID ALII EX PARTE GUSTASSENT.*

D'autre part la Bulle du Pape déclare scandaleuses les Censures de ces deux Livres sans en dire la raison. Nous sommes assurés que ce n'est pas qu'il approuve cette destruction de l'Ordre Hiérarchique & de la Morale que Jésus Christ a établie. Au contraire nous ne doutons point qu'il n'aye pour ces ouvrages d'indigne toute l'averfion & toute l'horreur que le premier rang qu'il tient dans l'Eglise, & encore bien plus la grande pitié exige de ce Père commun de tous les Chrétiens.

Mais nous avons sujet d'apprehender que les Hérétiques prennent occasion de dire, & ce que les Indulges reprochent à la Cour de Rome, au rapport de ces neuf grands Cardinaux dont nous avons déjà parlé.

Il est à craindre que regardant l'Eglise de Rome le centre de la Foi dont ils se sentent séparés avec une haine & une averfion mortelle, ils ne soient assez temeraires pour dire que le Pape ne destitue pas, au moins par cette Bulle, la Doctrine de ses deux Livres, & celle de ces autres Auteurs qu'il appelle graves, que se servant des paroles dont le grand & malheureux Tertullien accablait avec beaucoup d'injustice le jugement d'un Pape, ils ne disent par cette Bulle: *Pontifex scilicet Maximus quod est Episcopus Episcoporum edicit: Ego & mea & servitium dei illis pœnitentia sanctis dimittis; & ubi proponitur liberalitas illa illic legenda est verba, que cum ipse ejus intravit, sed hoc in Ecclesia legatur & in Ecclesia pronuntietur, & Virgo est: absque ab ipso a Spōsa Christianitate præcedit, illa que vera est, que pudica, que Sancta.*

Nous espérons que Dieu détournera ce scandale de son Eglise, & nous sommes certains que si le Pape est informé de cette conséquence que peu avoir la Bulle, il ne manquera point de l'éclaircir en sorte que les Ennemis de la Foi n'aient que la confusion de lui entendre dire ce qu'onde les Prédecesseurs écrivoit à son Evêque de France desavouant une dispende que l'on attribuoit à celui auquel il avoit succédé: *Nec enim ab Apostolica Sede illa dirigitur, que contraria est Patriæ sive Canonum institutis inveniantur.*

Mais enfin comment pourrions-nous excuser les Officiers de la Daterie qui ont dressé cette Bulle d'avoir fait dire au Pape qu'il tenoit en général à sa seule personne sans aucune distinction l'examen & le jugement des propositions contenues dans ces Livres, dont les uns regardent la puissance, & la plupart des autres la Morale de l'Evangile.

Pour celles qui regardent la puissance, il est extraordinaire de faire un homme juger dans son propre intérêt. Nous savons que le Pape qui remplit à présent par une succession légitime la place de S. Pierre, en est digne par la Sainteté de toutes les actions & par ses grandes vertus, entre lesquelles la Justice reçoit souverainement.

Mais nous apprenons en ennemis d'un grand Père de l'Eglise, que Dieu a distingué les personnes & sepa-

Ecclesiasticæ, & non Officiarios Congregationum suarum Regiarum.

Este, Domini mei, magni numerus Censurarum fiduciarum a Facultate in occasionibus monentis, approbatarum per Concilia & Pontifices, autoritatem per multos nostrorum Regum, & per multos Principes extraneos. Et tamen non videmus, quod illas nominata præsumptiva & temeraria.

Sed remissis non possumus sine summo dolore obliuiscere differentiam condemnationum vestrarum Censurarum & Bullæ Pontificiæ.

Vestra Censura condemnans Librum qui destruit omnem Hiérarchiam Ecclesiasticam, & aliam rursus Author collegit cum excellens sancta omnes fortis dispersat in infinitis voluminibus, & de quo potest dici, quod sanctus Leo expressit certis quibusdam Hæreticis: DE OMNIUM TERRENARUM OPINIONUM LUTO, MULTIPLEX SIBI FACEM COMMISCUIT, UT SOLUS TOTUM BIBERET QUIDQUID ALII EX PARTE GUSTASSENT.

Aliunde Bulla Pontificia declarat scandalosas Censuras horum duorum librorum tacita ratione, peris sumis, quod non approbet illam destructionem ordinis Hiérarchici & morales qui in Jesu Christo subsistit. Et contrarium dubitamus, quoniam de illis operibus antiquitatis omnino versipellis & horrentis, quem primus locus quem tenet in Ecclesia & adhuc longe plus ejus pietas exigit ab illo Patre communi Christianitati.

Sed causam habemus timendi, ne Hæretici foment occasionem dicendi, quod infidelis exprimebatur Curia Romana respicit illorum nomen magnorum Cardinalium, de quibus sumus locuti.

Timendum est, ne officiosus Ecclesiam Romanam, a que se separant cum edis & averfionis morales, sine satis temerari ad dicendum, quod Pontifex non reprobat saltem per illam Bullam destructionem horum duorum Librorum, & doctrinam aliorum Auctorum, qui vocati graves, ne minus verba, quibus magnus & infelix Tertullianus accusabat magna cum injustitia judicium consilium Pontificis, dicent de hac Bulla: Pontifex scilicet Maximus quod est Episcopus Episcoporum edicit: Ego & mea & servitium dei illis pœnitentia sanctis dimittis; & ubi proponitur liberalitas illa illic legenda est verba, que cum ipse ejus intravit, sed hoc in Ecclesia legatur & in Ecclesia pronuntietur, & Virgo est: absque ab ipso a Spōsa Christianitate præcedit, illa que vera est, que pudica, que Sancta.

Speramus fore ut Deus avertat hoc scandalum a sua Ecclesia, & certi sumus, quod si Pontifex informetur de illa consequentia quam potest habere hac Bulle, indubie cum ista se delibetaturus, ut inimus fidei sint haberi consensum audientes dicit. Quod unus suorum prædecessorum scripsit ad quendam Episcopum Gallie retrahentem dispensationem que attribuitur illi cui successit. Nec enim ab Apostolica Sede illa dirigitur, que contraria est Patriæ sive Canonum institutis inveniantur.

Sed tandem quomodo poterimus excusari Officiarii Daterie, qui hanc Bullam excerpserunt, & carcerandi à Pontifice, quod sua sola Persona retineat per illa distinctione examen & judicium propositionum contentarum in illis libris, quarum aliquæ concernunt ejus potestatem, & præterque alia Moralem Evangelii.

Quantum ad illas que concernunt ejus potestatem, extraordinarium est facere hominem judicem in suo proprio interesse; scimus quod Pontifex, qui nunc regit per successorem legitimum locum sancti Petri, sita regit per suam Sanctitatem, omnes officios & magnas virtutes, inter quas primum locum tenet justitia.

Sed eodem tempore discimus ab aliquo magno Patre Ecclesie, quod Deus distinguat personas, & separat eorum fun-

re leurs fonctions dans les jugemens. Si à volo qu'une partie ne put être Juge, parce que comme la chaleur & la passion font le partage de l'un & le dénuement de la modération font les qualités nécessaires de l'autre. Et enfin pour dessein ce que c'est qu'une partie, il dis que c'est un homme qui ne peut être Juge.

Ce n'est pas, que si le Pape même avoit à prononcer sur cette proposition, qui vous avez condamnée dans Jacques de Vornay: qui lui donne la même autorité que Jésus Christ avoit reçue de Dieu, nous ne soyons assurés qu'il la condamneroit avec indignation, & qu'il approuveroit votre Censure, laquelle comme dit Tertulien parlant du respect que les Chrétiens avoient pour l'Empereur ne s'égale pas à la Divinité. *Quia mentiri nefcit, vel quis illam deinde non audit, vel quis illam deinde non audit, vel quis illam deinde non audit.* Et l'on affecte qu'il n'a que saite d'un son élévation du secours de cette voix importune d'un Prince Payen qui l'avertit d'interférer dans la pompe de son triomphe qu'il n'étoit qu'un homme, puisque la vertu & son humilité l'en persuadent assez tous les jours.

Pour les autres Propositions qui regardent la Morale, si l'on empêche Messieurs les Evêques d'employer l'autorité de leur caractère pour défendre leur Peuple de ces poisons, il leur est redoublé à voir prêcher impunément contre toutes les maximes de l'Evangile dont ces deux Livres de laquelle l'on peut dire ce que le second Concile de Chalons disoit de certains pénitenciers, (*Errores certiorum auctoritas*) ou attaques les principaux fondemens de la justice & de la charité: & qu'après avoir épuisé tout ce que l'Espagne & l'Italie ont fourni aux Casuistes, on ne prévient, & principalement *Amaluz*, pour ce que les esprits les plus détachés n'auroient pu inventer en cent ans, & de tout ce qui avoit éclaté jusqu'à cette heure à l'amaluz & à la débâche des hommes.

Enfin si cette Bulle pouvoit, comme elle prétend, leur ôter le pouvoir que S. Paul leur a appris qu'ils avoient, *Attendite universi gregi, in quo vos SPIRITUS SANCTUS POSUIT EPISCOPOS REGERE ECCLESIAM DEI*, *quam acquirit sanguine suo.*

Si elle pouvoit leur lier les mains & suspendre l'autorité qu'il a indubitablement attachée à leur caractère, il leur auroit plus de défiance légitime, que pusses'opposer aux hérésies pernicieuses de ces nouvelles doctrines, & l'on venoit établir impunément dans la Chaire de vérité toutes les abominations inventées pour la démentie.

Bulle bien différente de ces Lettres du grand S. Grégoire, qui faisoit confondre la grandeur dans celle de l'Eglise universelle, dans l'entière de la sainte vigueur des Evêques, & faisoit leur devoir, & dans une exacte conservation de leurs Droits, *Aetas augeat honor est honor Universalis Ecclesie, maius honor est fratrum meorum solidas vigor*, & il ajoute dans une autre de ses Lettres: *Nam si sua antiqua iurisdictione non servetur, quid aliud attinet nisi ut per nos, per quos Ecclesiasticus regimini debet Ordo, conservetur.*

Enfin si le Pape pouvoit par cette Bulle contre toutes les formes même du Droit Canon, sans avoir en outre conseil que celui des Cardinaux & des seconds Docteurs de l'Inquisition, ni donner des Juges en France pour une affaire qui y est née, sans avoir entendu ni eire la Faculté de Théologie, lui ôter le Droit, ou plutôt ôter à l'Eglise les avantages qu'elle reçoit de la possession en laquelle elle est depuis près de cinq cents ans de censurer les mauvaises doctrines, ce seroit contre l'intention du Pape, ruiner toute la Hiérarchie de l'Eglise, & détruire les plus solides fondemens de la Foi.

C'est pour remédier à ces pernicieuses conséquences, que la Cour après avoir maintenu en possession de faire des Censures, à voulu donner place à vos deux dernières dans les Registres des oracles qu'elle rend à la plus grande partie de la France, qu'elles fussent enregistrées dans tout les Sieges Royaux, & toutes les Universités de tout ressort, & qu'on arrêter l'insertion dans vos Registres en présence de Messieurs les Com-

Par Esprit, Paris PL.

mil.

sanctissime in iudicio. Voluit quodque non possit esse Juxta, quia cum ardet & passio preponderat ex una parte. Justitia & moderatio sunt qualitates necessariae ex altera, & finaliter definiendo quid sit Pars, dicit, esse hominem qui non possit esse Juxta.

Non est, quod si Papa ipse pronunciare deberet super hac propositione quam condemnasti in Jacobo de Vornay, qui dicit illam eandem auctoritatem, quam Christus a Deo accepit, non sinitur certi, quod eam esset condemnaturus cum indignatione, & approbaturus vestrum Censuram, quod, ut inquit Tertullianus loquens de respectu quem Christiani habebant pro Imperatore non equiperat de Divinitate. Quia mentiri nefcit, vel quis illum deinde non audit, vel quis nec ipse se Deum videri dicit. Et satis scitur, quod non indignus in susceptione sublimis datus tunc imperatori Principi Pagani, qui insolenter monstratur in pompa sui triumpho esse tantum esse hominem, cum ejus virtus & humilitas satis illud ei perfunderetur.

Quantum ad Propositiones quae concernunt Moralem, si imperator Dominus Episcopo impendere auctoritatem sui characteris ad curandum suum populum a venenosis Dogmatibus, impensè permittenda sunt sanctiones contra maximas Evangelii, quarum hi doctores, de quibus potest dici, quod dicebat secundum Concilium Chalcedonense de certis penitentiaris, (Errores certis incerti Auctoritas) aggregati sunt praecipue fundamenta a de justitia, & charitate, & qui collectis omnibus, quae Hispania, & Italia suppliciter, Casus, praevenerunt, & praesertim Amaluz, quicquid spiritus dissolutissimi non perissent comminasse spatio 100. annorum, & quicquid praeterierat haereticis malitia, & dissolutio hominum.

Tandem si hac Bulle posset sine pretentis eis adimere potestatem quam S. Paulus docet eis habere, Attendite universi gregi, in quo vos SPIRITUS SANCTUS POSUIT EPISCOPOS REGERE ECCLESIAM DEI, quam acquirit sanguine suo.

Si posset eis ligare manus, suspendere auctoritatem eorum characteris indispensabiliter omnem, non esset amplius defensor legum, qui posset se opponere assidue perniciosis huius novorum dogmatum, & stabilirentur impune in ecclesia veritatis omnes abominabiles ad illam destruendum.

Bulle longe diversa a literis S. Gregorii Mag. qui suam magnitudinem placebat in magnitudine Ecclesiae Universalis, in fomentum sancti vigoris Episcoporum, ut faceret suum officium, & in exacta conservatione eorum iurium, Merito namque honor est honor Universalis Ecclesiae, minus honor est fratrum meorum solidas vigor, & admodum in aliis suis literis: Nam si sua antiqua iurisdictione non servetur, quid aliud agitur nisi ut per nos, per quos Ecclesiasticus custodiri debet Ordo, conservetur.

Denique si Papa posset per illam Bullam contra omnem formam canonis juris Canonici, nullo alio habite Consilio, quam Cardinalium & praeforum Dilectorum inquisitionis, nec datus iudicibus in Gallia, ubi res acta est, nec audita necitata Facultate Theologica, et adimere sui vel potius adimere Ecclesiae praerogativas, quae recipit a possessione praerogativarum auctoritate conservando prava dogmata, hoc esset contra antiquam Pontificis, destruire omnem terrarum Ecclesiae & solidissima fundamenta Fidei.

Ad mandandum permissis his consequentibus Curia vobis manentis in possessione faciendi Censuras, veluti dare locum duobus vestris ultimis in Regibus oraculorum, quae reddidit potissima pars Galliae, ut registrarentur in omnibus Tribunalibus Regiis & omnibus Universitatibus sine Dependentia, & si suum arretum inferretur in vestris Regibus eorum Dominis Communiis a se Dependentibus, ad vos corrigendos, quod vellet continere in sequela huius negotii, sicut

N 2 in

maîtres qu'elle a députés pour vous assister qu'elle continuera dans la suite de cette affaire, comme dans toutes les autres qui regardent ce Corps à lui donner des marques de son estime, & à lui faire sentir les effets de sa protection.

Elle vous en demande, Messieurs, une récompense qu'elle est assurée que vous n'avez pas de peine à lui accorder, c'est que vous maintenez votre illustre Compagnie dans l'état glorieux où nous la voyons aujourd'hui, que vous conservez ces sentimens généreux, qui ont donné tant de réputation à vos prédécesseurs, & de la défense vous a acquis tant de gloire.

Vous savez que comme Docteurs vous êtes débiteurs à tous les Fidèles d'une prévoyance exacte qui examine & qui condamne toutes les mauvaises maximes qui pourraient attaquer les vertus de la Foy & la pureté de la Morale.

Mais comme Docteurs de Paris une verra comme ne vous acquitterez pas de toutes vos obligations. Vous êtes débiteurs au plus grand Roy du monde, de cette fidélité inviolable pour la conservation des Droits de la Couronne dont vous lui avez donné des gages si précieux & si antiques, comme vos Prédécesseurs avaient fait à plusieurs Rois de nos Rois.

Vous devez à l'Eglise Gallicane la défense de ses libertés. Elle regarde votre Compagnie comme le Séminaire de ses Evêques, comme l'Ecole où ses Prélats apprennent les devoirs importants, & la véritable étendue du pouvoir attaché à leur caractère. Enfin elle vous considère comme un esped de Concile perpétuellement assemblé *Concilium Fidei*, selon le Roy Charles VI, lequel avec une vigilance insatiable est toujours en état de s'opposer à toutes les nouveautés dangereuses.

Vous êtes obligés de confirmer cette illustre Jeunesse qui vous environne, dans ces sentimens généreux & François qu'elle fait paroître avec tant d'éclat dans toutes ses actions publiques.

Vous êtes obligés de transmettre à vos enfans comme par une espèce de hérédité la doctrine & l'esprit de cette Faculté dans la pureté avec laquelle vous l'avez reçue de vos Pères.

Pour vous acquitter, Messieurs, de toutes ces obligations, nous n'avons point d'autres exemples à vous proposer que vous-mêmes; que si la science d'un *Grégoire*, d'un Cardinal d'*Avilly*, d'un *Clement*, d'un *Almain* ont pu faire dans le tems que chacun d'eux a vécu l'honneur & l'ornement de cette Compagnie; sa gloire est bien plus grande aujourd'hui, puisque nous y voyons plusieurs personnes en même tems qui n'ont pas moins de sagesse, de mérite & de capacité que ces grands hommes.

Jouissez, Messieurs, de cette réputation, jouissez de cette gloire, mais jouissez encore plus de votre vertu, dont le fruit est si doux & si agréable, & continuez d'employer vos lumières pour la défense de la Foy, pour le service de notre invincible Monarque, & pour la conservation des Droits de l'Eglise Gallicane.

in omnibus aliis, que concernant hoc corpus, dare signa sue affectionis, & curare, ut effectus sue protectionis sentiantur.

A vobis peto, Domini mei, mercedem, quam sibi pollicetur non difficulter a vobis concordandam, ut mantentatis vestram illustrem Congregationem in statu glorioso, in quo eam hodie videmus, ut conservetis generalia hæc seminamenta, quæ vestris prædecessoribus tantam famam pepererunt, & quarum defensione tantam gloriam vobis acquisit.

Scitis, quod ut Dollares sitis debetores omnibus fidelibus Providentiæ exacte, quæ examinet & condemnet pravos mores maximas, quæ possent aggredi veritatem Fidei, & Aferatis.

Sed ut Dollares Parisenses virtutem quandam communis non faceret, ut eorum vestram obligationem adimpleretis, debetores essis maxime Regi totius mundi, illius fidelitatis inviolabilis pro conservatione juris Juris Coram, cujus rei illi dedistis pignora tam præstata, & tam authentica, sicut vestri Prædecessores fuerant pluribus aliis nostrorum Regum.

Debetis Ecclesiæ Gallicæ ad defensionem suam immunitatem, respectu vestram obligationem sicut seminarium Episcoporum, sicut scholam in qua sui Prælati discunt momentum officium, & veram extensionem potestatis eorum Characteri annexam, immo considerat ut vos sitis species Concilii perpetui congruati Concilium Fidei, juxta Carolum VI. quod cum vigilanter indefessis semper est promptum ad se opponendum omnibus novitatibus periculosis.

Tenemini confirmare hæc illustrem juventutem, quæ vos circumdet, in illis seminamentis generosis & Gallicis quæ exhibet tanto cum splendore in omnibus actionibus publicis.

Tenemini transmittere ad vestros liberos sicut per speciem successivam doctrinam & spiritum hujus Facultatis, in illa puritate, cum qua accepistis a vestris Antecessoribus.

Ut omnes illas obligationes adimpleretis, Domini mei, alia non habemus exempla vobis proponenda quam vestros ipsos, quod sibi fuerint Grégoire, Cardinalis d'Avilly, Clementis, Almaini pueris tempore quo quisque illorum vixit, facere honorem & ornamentum hujus Congregationis: ejus gloria hodie est longe major, cum illis videamus plures personas eodem tempore, quæ non minus habent tali meritis & capacitate quam magni illi viri.

Gaudete, Domini mei, hac fama, gaudete hac gloria, sed gaudete adhuc magis vestra virtute, cujus fructus est adeo suavis & tam gratus, & continue impendere laudem vestram pro defensione Fidei, pro servitio inviolabile vestri Monarchæ, & pro conservatione juris Ecclesiæ Gallicanæ.

(MM)

Ad pag. 37.

DISCURSUS
ADVOCATI REGII

Habitus coram Parlamento Parisiensi occasione duorum Brevium Clementis XI die 18. Januarii 1710. quibus respective proscribuntur quædam scripta Episcopi S. Pontii, & Tractatus de Origine Regaliæ: una cum conclusione Procuratoris Regii, & Arresto Parlamenri super ea secuto.

CE JOUR, les Gens du Roy sont entres, & Messire Gaillaume François Joly de Fleury Avocat euidit Seigneur portant la parole, ont dit,

MESSIEURS.

L'Attention continuelle que nous devons avoir à maintenir les Loix du Royaume & la pureté des saints Canons, ne nous permet pas de demeurer dans le silence sur la connoissance que nous avons eue depuis quelques jours de deux prétendus Brefs du Pape, dattés du 18. Janvier dernier, dont l'un codrains un livre imprimé à Paris en l'année 1708. sur l'origine de la Regale; l'autre prononce une censure definitive contre un Mandement & trois Lettres de M. l'Evêque de S. Pons, & marque en meme-temps les dispositions dans lesquelles le Pape paroît être de procéder par les voyes de droit contre le présume de cet Evêque.

Par l'examen que nous avons fait des copies de ces deux Brefs, qui nous sont tombés entre les mains, la forme dans laquelle ils sont conçus nous a paru si peu régulière, les clauses qu'ils renferment si abusives, que le respect qui est dû au saint Siège semble exiger que nous donnions encore de la vérité de ces deux écrits.

Pour ce qui regard d'abord le Bref qui paroît avoir été publié contre les écrits de M. l'Evêque de Saint Pons, la seule idée d'une condamnation prononcée par le Pape contre des ouvrages impieci dans le Royaume, condamnation prononcée, sans que la connoissance en ait été donnée au saint Siège par la voye de l'appel, sans qu'elle ait été déférée au par le Roy ni par les Evêques; cette seule idée suffiroit pour exciter nos plaintes, & pour nous obliger de demander à la Cour les remèdes qu'elle a coutume d'apporter par la prudence en de semblables occasions.

Si l'on autorisoit une telle entreprise, le Pape pourroit prétendre exercer une juridiction immédiate dans toute l'étendue de l'Eglise; prétention que les saints Canons conservés parmi nous dans toute leur pureté ont perpétuellement condamnée.

Ce Bref à la vérité n'exprime point qu'il ait été rendu par ce mouvement du Pape; mais l'abus qu'il renferme, pour être caché sous un specieux silence, n'en est pas moins dangereux; c'est l'abus l'expression de la chose, c'est la chose on elle-même qui forme l'abus; & le Pape ayant véritablement porté son Jugement, sans qu'il en ait été requis, qu'il n'en ait point exprimé, ce Jugement ne doit-il pas exciter notre ministère contre une entreprise si contraire à nos loix?

De cette première vue, si nous entrons dans l'examen particulier de cette censure, nous y trouvons une condamnation prononcée contre la doctrine d'un Evêque, sans qu'il ait été entendu, sans qu'il n'ait fait même connoître que ces ouvrages étoient ses.

Y a-t'il quelqu'un qui puisse ignorer ce principe, reconnu chez toutes les Nations polices, fondé sur la Loi même de la nature, qu'on ne peut condamner un accusé sans l'avoir entendu, ou sans l'avoir mis en état de se défendre.

Si

HAr die ingressi sunt Depositi a Rege, & Dominus Guilielmus Franciscus Joly de Fleury Advocatus diti Domini verba fecit, & dixerunt,

DOMINI MEI.

Attentis continis quem habere debemus, ad mandandas Leges Regiæ, & puritatem sacrarum Canonum, nobis non permittit, ut moramur in silentio, habita nostra ante aliquot dies de duobus prædictis Brevibus Pontificiis dattis 18. Januarii ultimi, quarum unum condemnat librum impressum Parisi Anno 1708. super origine Regaliæ, alterum pronunciat Constatum de definitum contra Ad ordinem & tres Literas Episcopi de S. Pons, & eodem tempore unat dispositiones Pontificas, in quibus Pontifex videtur esse per vias juris procedendi contra illum Episcopum.

Per ex amem quod scimus copiarum illarum duorum Brevium, que in manus nostras incidentes, formam quam nos concepta, nobis visa est tam irregularis et infusa, quam continet tam abusiva, que respectu qui debetur sancti Sedis videtur exigere, ut adhibe dubitemus de veritate harum duorum Decretorum.

Quoniam ad id quod concernit Breve, quod videtur esse publicatum contra scripta Domini Episcopi de S. Pons, sola idea condemnationis pronunciat a Pontifice contra opera impressa in Regno, condemnationis pronunciat ab ipso hoc, quod cognitio sit devoluta ad sanctum Sedem per viam appellativam, ab ipso hoc quod si sit delata a Rege vel Episcopo, hac sola idea sufficeret ad excitandas nostras querelas, & ad nos obligandas in primis a Curia remedia, que solet adhibere per suam prudentiam in ejusmodi occationibus.

Si tale attentatum autorizaretur, posset præterea Pontifex exercere jurisdictionem immediatam in omni ecclesia Ecclesia, præterquam quod sacri Canonis custodiam in tota sua puritate inter nos perpetuo condemnaret.

Hec Breve in veritate non exprimit, quod sit editum proprio motu Pontifici, sed ab ipso quem convenimus sub silentio præteratorem non est minus periculosum, non est exprobandum, sed ipsa forma formæ ab ipso, & cum Pontifice veritate in istis irregularibus, quoniam ad non expressit, hoc iudicium non debet excitare nostrum ministerium contra attentatum iam contrarium nostris libertatibus.

Primo appellatum, si ingrediatur examen particulare illius Crisostomi, illud invenimus condemnationem pronunciatam contra Episcopum inauditam, imo ab ipso hoc quod si sit denunciatum, quod ejus opera invaderetur.

Possit nos aliquis ignorare hoc principium, cognitum quod omnes nationes polices, fundatum in ipsa lege nature, quod non possit condemnari accusatus nisi audiat, & factus ut relinquatur se defendendi.

Si

Si les Juges secoliers le font une Loi inviolable d'observer cette regle, combien la Religion doit elle rendre plus facile dans les Jugemens Ecclesiastiques, sur tout lorsque l'accusé est un Evêque qui à droit par son caractère de décider lui-même de la doctrine, & de l'annoncer aux Fideles.

Qu'on ne dise point que la condamnation ne se donne par sur la doctrine de l'Evêque, mais sur la doctrine, qui doit porter avec elle ou la défense ou la condamnation.

Le Bref ne condamne pas seulement la doctrine en general, il condamne en particulier la doctrine de Monsieur l'Evêque de saint Pons, qui par là est jure coupable d'avoir enseigné cette doctrine, & comment peut-on soutenir une telle condamnation contre un Evêque, sans qu'il aye été entendu dans la défense? condamnation fait sur un exemplaire imprimé de ses ecrits, sur à défaut, & qui n'a point été reconnu par l'Auteur dans le Tribunal ou il a été condamné?

Peut-on être ainsi la doctrine, sans que la note en recombe nécessairement sur la personne? Ne peut-on pas dire même que sa personne est déjà condamnée en quelque maniere par le Jugement du Pape?

En effet ce Jugement aiant condamné la doctrine, l'aiant condamnée comme la doctrine de Monsieur l'Evêque de saint Pons, qui peut douter que le condamnement de sa personne ne soit au moins implicitement renfermé dans celle de la doctrine; & suppose ce Jugement, que referroit-il à faire aux Evêques de la Province de Narbonne, auxquels il appartient suivant les Canon de juger Monsieur l'Evêque de S. Pons?

Si ce Bref prétendu avoit lieu dans ce Royaume, & si nous pouvions jamais reconnaître la jurisdiction immediate que le Pape veut y exercer, les Evêques, Juges naturels de la doctrine aussi bien que la personne de leur Colleague, n'auroient aussi d'autres fonctions à exercer que celle de condamner la personne de celui dont le Pape auroit condamné la doctrine.

Ce n'est point même contre quelques Propositions certaines & determinées de Monsieur l'Evêque de saint Pons, que ce prétendu Bref s'élève en particulier, il renferme dans la condamnation tout ce qui est contenu dans les ecrits de ce Prelat, & que peut-on croire que prétendu Bref à condamner, sont-ce les opinions particulières de Monsieur l'Evêque de saint Pons, ou les maximes générales sur l'autorité des Evêques qui sont répandues dans ses ouvrages?

Si l'on en juge par les expressions particulieres de ce Bref, & par toutes les clauses qui ont pour objet de donner au saint Siege une autorité immediate dans toute l'Eglise, si l'on se fait naturel de penser que ce Bref a eu vue, en condamnant ce qui pourroit être digne de censure dans ces ecrits, de condamner en même temps ce qu'ils établissent de solide en faveur de l'autorité des Ordinaires.

Si cette condamnation est vicieuse en elle-même, les clauses & les expressions qui l'accompagnent ne sont pas moins irregulieres.

Le nom de *libellus* que l'on affecte de donner aux ecrits d'un Evêque, & sur tout à un Mandement qu'il adresse aux Fideles de son Diocese, marque assez que ce Bref ne reconnoit point le Mandement d'un Evêque fait une maniere de doctrine, comme l'ouvrage legitime de l'autorité & de la jurisdiction Episcopale.

Cette affectation n'est pas nouvelle, les exemples que l'on a vu depuis peu de temps par de pareils Mandemens delivrez dans des Brefs de la Cour de Rome, sous des expressions qui conviennent plutôt à l'ouvrage d'un Theologien, qui explique les sentimens, qu'à celui d'un Evêque, qui porte son Jugement sur la doctrine, doivent exciter toute l'attention de la Cour, pour prevenir les suites dangereuses de ces entrepri-

ses. Une expression qui ne peut encore être tolérée dans notre usage, est celle qui en nous indiquant une premiere condamnation des ecrits de Monsieur l'Evêque de saint Pons, qui ne peut être que celle qui a été faite par la voie de l'index, semble insinuer que cette premiere condamnation eut été suffisante pour obliger tous les fideles.

Hi Judices seculares legem inviolabilem sibi statuant observandi hanc regulam, quanto magis Religio debet illam reddere Sacram in judicio Ecclesiastico, maxime quando accusatur Episcopus, qui suo habet per suam charactere decidendi de doctrina, & illam annunciandi fidelibus.

Magis dicatur, quod condemnatio non cadat in personam Episcopi sed super ejus doctrinam, quae factam debet ferre vel defensionem vel condemnationem.

Breve non tantum condemnat doctrinam in genere, condemnans in particulari doctrinam Episcopi de S. Pons, qui per hoc judicatur reus quod docuit illam doctrinam, & quomodo potest sustineri talis condemnatio contra Episcopum, invidendum in sua defensione, condemnatio facta est super exemplari impresso ejus scripturarum, contra quae non fuit agita ab Autore in Tribunali, ubi fuit condemnatus.

Potestne sic ejus denigrari doctrina, absque hoc quod nota necessaria recitat supraejus personam? nonne potest dici, quod persona fuit jam condemnata aliquo modo per judicium Pontificis?

Revera cum hoc judicium condemnavit ejus doctrinam, & condemnavit suam doctrinam Domini Episcopi de S. Pons, quis potest dubitare, quin condemnatio ejus personae sit factam implicita inclusa in condemnatione doctrinae, & hoc judicio supposito, quod faciendum esset Episcopo Provinciae Narbonensis, ad quos pertinet secundum Canones judicare Episcopum de S. Pons?

Si hoc praesens Breve haberet locum in hoc Regno, & si quomodo possemus recognoscere jurisdictionem immediatam quam Papa illud vult exercere Episcopi judices nostri cum doctrina quaeque Persona sui Collegae, nullam amplius aiam haberent jurisdictionem, quam ut exercerent jurisdictionem condemnandi illam ejus doctrinam Papa condemnasset.

Inter praeterita aliqua propositiones certas & determinatas Domini Episcopi de S. Pons hoc praesens Breve inchoatur in particulari, includit in sua condemnatione quicquid continetur in scriptis illius Praelati, & quid credi potest esse condemnatum per illud Breve, sunt ne opiniones particulares Domini Episcopi de S. Pons, vel maxime generales super auctoritate Episcoporum quae sunt dispersae in suis operibus?

Si judicium feratur ex expressis particulis huius Brevis, & amodo clausulae quae pro obello habent datae Sanctae Sedi auctoritatem immediatam in tota Ecclesia, cogitandum est, quod hoc Breve intendit, condemnando id, quod potest esse dignum censurae in ejus scriptis, condemnare eodem tempore, quod solidi stabilant in favore auctoritatis Ordinariorum.

Si hac condemnatio in se ipsa sit viciosa, clausula & expressiones, quae istum continent, non minus sunt irregulares.

Nomen libellum quod datur scriptis Episcopi & maxime mandata, quod dirigunt ad fideles Sui Diocesis, denotat factis, quod illud Breve non agnoscat mandatum Episcopi super materia dogmatica, sicut ejus legitimum auctoritatem & jurisdictionem Episcopalem.

Hinc affectationem novam, exempla quae visa sunt non hinc pridem per sanctam Aemulata designata in Brevis Curiae Romanae sub expressis quibus conveniunt potius operi consilium Theologi, qui suis opinionibus explicat, quam operi Episcopi, qui suum ferit judicium super doctrina, debent excutere omnem Curiae attentionem ad obviandum siquidem periculis huius attentationis.

Una expressio quae adhuc tolerari nequit in nostra consuetudine, illa est, quae nobis indicando primam condemnationem scriptorum Domini Episcopi de S. Pons, quae non potest esse alia quam illa, quae facta fuit per viam index, voluit insinuaré, quod illa prima condemnatio sufficiens ad obligandum omnes fideles.

Si le Bref dont il s'agit, porte des caractères qui ne nous permettent pas de l'admettre, quand nous le faisons assés de sa vérité, que ne dirions-nous point contre ces autres condamnations que la Cour de Rome a introduites, mais dont nous n'avons jamais reconnu l'autorité; condamnations qui se rendent sans aucune forme, qui attaquent souvent les plus solides ouvrages sur les penumères les plus triviales, & que nous avons au plus regardé comme des loix de police de la Ville de Rome, sans qu'on puisse les considérer comme les décisions régulières d'une juridiction légitime?

Nous ne pouvons nous dispenser de relever encore cette clause, par laquelle ce Bref voudroit adjettir à sa disposition ceux même qui ont besoin d'une mention expresse & individuelle, pour être compris dans les censures.

C'est une maxime approuvée par les Conciles & par les Papes, qui regarde également l'intérêt des Rois & celui de leurs Etats, qu'il y a des personnes si élevées par leur rang ou par leur dignité, qu'elles ne peuvent être comprises dans les décrets les plus généraux, si elles n'y sont nommément exprimées.

La protestation que nous faisons obligée de faire l'année 1699, contre une pareille clause, & que la Cour a autorisée par son Arrêt, sur le public, que nous n'avons pas besoin de nous étendre sur l'abus d'une telle disposition, qui soumet également sans censure, & les Evêques, & les Magistrats auxquels l'ordre public est confié, & les Evêques Juges, de la doctrine, & des Rois même obligés à veiller à la police de leur Royaume, & engagez par cette raison à connaître par eux-mêmes la qualité des livres qui se répandent dans leurs Etats.

C'est dans cette même disposition que l'autorité des Ordinaires est encore violée, & par l'inscription faite aux Evêques d'exécuter cette Constitution, & par la commission qui est donnée par rapport au Diocèse de Saint Pons, aux Evêques les plus proches de ce Diocèse & par la réserve que le Pape fait de l'excommunication, qui ne pourra être levée que par lui-même.

On ne peut regarder ces différentes clauses, que comme une suite de ces maximes de Docteur ultramontains, que le Pape est Ordinaire des Ordinaires, qu'il est Juge souverain & immédiat de l'intérieur de tous les Diocèses, qu'il est l'Evêque universel de tous les Fidéles; maximes si justement condamnées par saint Grégoire, si souvent reprochées par nos Auteurs.

Si ces maximes étoient autorisées, le Pape condamneroit sans être requis, en prononçant sans être connu les Rois ou Ordinaires que le parricide d'une loi de l'aveugle.

Les Evêques qui ont reçu de Jésus-Christ même le pouvoir de juger de la doctrine, ne seroient plus regardés, que comme de simples exécuteurs des Mandemens du Pape, ils seroient dépouillés de cette juridiction immédiate qu'ils ont de droit divin dans leurs Diocèses, & privés même du pouvoir qu'ils ont sur les censures pour lier ou pour délier, pour prononcer ou pour lever les censures que les Fidéles ont encourus.

Ainsi l'ordre Hiérarchique étant détruit, les Fidéles seroient tousjours sans aucune forme à la juridiction de leurs Evêques à celle du Métropolitain, le Métropolitain seroit dépouillé de la sienne, & son droit seroit dévolu par la seule autorité du Pape à des Evêques ses Suffragans, & souvent même à des Evêques d'une Métropole différente.

Ce n'est pas même par les Evêques seuls, que ce prétendu Bref doit être exécuté, on met les Ordinaires des lieux en parallèle avec les Inquisiteurs; on compare les uns & les autres avec un pouvoir égal pour une condamnation, qui suivant ce Bref, doit être principalement exécutée dans le Royaume ou ses écrits ont été publiés; comme si nous pouvions reconnaître un Tribunal qui seroit indépendant de l'autorité des Ordinaires, & dont le courage & la fermeté de nos Pères ont empêché l'établissement.

C'est à ces Inquisiteurs & aux Ordinaires de lieux que ce Bref comme le son de faire brûler les exemplaires de ces ouvrages lorsqu'ils leur seront remis entre les mains.

Si Breve de quo agitur, habent characteres, qui nobis non permitunt, ut illud admittamus, & si nobis constaret de ejus veritate, quod non dicimus contra alios condemnaciones, quas Curia Romana introduxit, sed quorum nonquam agnovimus Auctoritatem, condemnaciones que sunt formae illae, quae inordinatim saepe opera solidissima sub praetextibus trivialibus, & quae perperam expressimur sicut leges politicae Civitatis Romanae, aliquae hoc quod possunt considerari sicut decisiones regulares jurisdictionis leguminae.

Non possumus adhuc subicere illam clausulam, per quam hoc Breve vellet sua dispositiones subicere etiam illis, qui indigent mentione expressa & individuali, ut comprehenderetur sub Censuris.

Maxima est approbata per Concilia & Pontifices, quae concernit aequaliter interesse Regum & eorum Subditorum, quod aliqua sint persona adeo sublimis ordinis & dignitatis, ut non possint intelligi comprehensa in prohibitionibus generalissimis, nisi nominatim exprimerentur.

Protestatio quam debemus facere Anno 1699, contra similem clausulam, & quam Curia auctorizavit per suum Arratum, fuit adeo publica, ut non sit opus facere loqui super abusivitate dispositionis, quae submittit aequaliter Censuris, & Magistratibus quibus ordo publicus est commissus, & Episcopos judices doctrinae, & Reges qui tenentur inviolare politica sua Regni, & hoc ratiorem tenentur excusare per se ipsos qualitatem liberorum, quae diffinientur in suis Statutis.

In eadem dispositione auctoritas Ordinariorum adhuc violatur, & per inscriptionem solum Episcopis ut exequantur illam Constitutionem, & per commissionem quae data est respectu Diocesis de sancto Pons, Episcopis vicinioribus illius Diocesis, & per reservationem quam Pontifex sibi facit excommunicationis, quam non poterit tolli nisi per seipsum.

Hae variae clausulae non solum aliter inspicere, quam si cum sequenti harum maximarum Doctorem Ultramontanorum, quod Papa sit Ordinarius Ordinariorum, quod sit Juxta immediatam interiori omnium Diocesium, quod sit Episcopus Universalis omnium fideium, haec sunt maxime quae iustissime condemnantur a S. Gregorio & saepe sunt reprobatas per Patrum Arrata.

Si haec maxime auctorizarentur, Papa irrogaret condemnationes & inquisitorias pronuntiationes, nihil relinqueret Ordinariis nisi obedientiam eamam.

Episcopi quae a Jesu Christo ipso acceptarunt potestatem judicandi de dogmatibus non amplius resisterent nisi simpliciter executoribus mandatorum Pontificis, ipsi autem illa jurisdictione immediata, quam habent jure Divino in suis Diocessibus, imo privarentur potestate, quam habent in conscientias ligandi & solvendi, pronuntiandi vel tollendi Censuras a fidelibus incursas.

Sic, ordine Hierarchico destructo, subtraheretur fidelibus illa forma jurisdictionis suorum Episcoporum, Episcopi jurisdictionis Metropolitanis, Metropolitanis sua specialiter, & eius in deciderent per solum auctoritatem Pontificis ad Episcopos per Suffraganos, uno & saepe ad Episcopos differentis Metropolitanis.

Imo hoc praesens Breve non est executioni mandandum ab Episcopis solum, proponitur Ordinariis locorum cum Inquisitoribus; committitur ambo cum potestate pari pro una condemnatione, quae iuxta illud Breve, debet praeferi executioni mandatis in Regno, ut quae haec scripta fuerint publicata. quod possimus excusare Tribunal quod esset independentes ab auctoritate Ordinariorum, & cujus sublimitatem animis & conscientia nostrorum Patrum impeditur.

Illis Inquisitoribus & Ordinariis locorum hoc Breve committitur eorum commissionis exemplariis bonum operum, cum ipsis fuerint extradita.

Mais une telle disposition ne peut être considérée que comme une entreprise contre la juridiction Royale, & par une conséquence nécessaire contre l'autorité du Roy.

La juridiction Ecclesiastique n'a jamais eu dans le Royaume le droit de faire brûler des livres, quelques scandaleux qu'ils aient été. Nous avons appris de ceux qui nous ont précédé dans les places que nous occupons, & nous ne craignons pas de nous tromper en suivant leurs sentimens, que vous avez consacré par vos décisions, que la prime du feu consistait uniquement dans un fait qui ne peut s'exécuter que dans un territoire, qui ne peut même avoir d'effet, que par le ministère de celui, qui est chargé de l'exécution des peines capitales, & est réservé de tout tems aux Juges Séculiers, auxquels toutes les Ordonnances en ont commis la foi.

Il seroit inutile de s'arrêter long-tems sur le défaut d'adresse aux Archevêques & Evêques, & sur l'abus de cette clause dans des fois condamnées, qui porte que toutes sortes de personnes, que ceux même, qui vivoient dans les Pais les plus éloignés de la Cour de Rome, seroient soumis par la seule publication, qui aura été faite de ce Bref dans la Ville de Rome, à des censures Ecclesiastiques qu'ils encourroient des excommunications, pour avoir lu ou retenu des ecrits dont ils ne pouvoient savoir la condamnation.

Si la Justice est blessée par une telle disposition qui prononce des censures contre des personnes qui n'ont pu connoître la Loy qui les rendoit coupables, nos libertés ne le sont pas moins par une clause, qui détruit la nécessité du jugement & de l'acceptation des Evêques, & de la publication fait en vertu de la permission du Roy, toutes conditions indispensables nécessaires pour la réception des Constitutions de la Cour de Rome.

Si l'on passe de la condamnation des ecrits, aux dispositions du saint Pere par rapport à la condamnation de la personne de Monsieur l'Evêque de saint Pont, rien ne paroît plus opposé aux Canons de l'Eglise & aux Loix générales du Royaume.

Vous savez, Messieurs, la forme prescrite par les Conciles & par l'ancien usage de l'Eglise, lorsqu'il se trouve dans la malheureuse nécessité de procéder contre un Evêque.

Que ce soit pour les mœurs, ou pour la doctrine, les Canons ne distinguent point. Uniquement soumis à la juridiction du Métropolitain & des Evêques de la Province, il ne reconnoît point d'autres Juges Ecclesiastiques; & comme la vérité de la justice se trouve pour l'ordinaire réunies dans les suffrages de plusieurs, les Conciles n'ont pas voulu confier l'honneur de la réputation d'un Evêque ni à un seul ni à un petit nombre de ses Confères; ils ont établi la nécessité d'assembler douze Evêques, s'il ne s'en reconte pas un nombre suffisant dans la Province, on a recours aux Evêques voisins pour concourir au jugement.

Nous voyons même, que dans les premiers siècles, ce Tribunal étoit le seul auquel les causes criminelles des Evêques pouvoient être portées, la discipline de l'Eglise ne reconnoissoit point de Tribunal supérieur.

Si dans la suite les Conciles ont établi la voye de la révision ou de l'appel au saint Siege, ce premier Tribunal composé des Evêques de la Province à toujours subsisté, & il a été confirmé par les Conciles postérieurs reconnus par toute l'Eglise.

Les Papes à la vérité voudroient interrompre ce usage; les saintes Decretales publiées dans des siècles d'ignorance éblouissent les yeux de ceux même en qui il restoit encore quelque trace de l'ancienne discipline.

Il y eut cependant des Evêques en France qui osèrent soupçonner ces Decretales de fausseté, & dans le tems même que leur insipidité avoit trompé toute l'Eglise, & ils affirmèrent leurs privilèges dans ce jour de ténèbres & de confusion, par des exemples éclatans. Enfin la fausseté de ces Decretales ayant été reconnue par tous les sçavans, rien ne s'est plus opposé en France à l'exécution des anciens Canons par une manière si importante.

Sed talis dispositio non potest considerari nisi attentum contra jurisdictionem Regiam & per consequentiam necessarium contra auctoritatem Regis.

Jurisdicção Ecclesiastica in Regno nunquam habuit jurandi comburi libros quancunque scandalosos. Dicitur ab eis qui nos præterierunt in manu quod acceptamus, nec timemus, ne sequenda eorum sententiam, que conscripta per vestras decisiones, errata, serferunt, quod parca combustionis confectio in factis non possit executioni mandari nisi in quodam territorio, & que non possit haberi effectum nisi ministerio illius, qui habet executionem pœnarum capitalium, fuit enim tempore reservata Jurisdictioni Sæcularibus, quibus omnes ordinationes commiserunt curam.

Inutile est diu immorari defectui direktionis ad Archiepiscopos & Episcopos, & alius illius clausule tales condemnationes, que continent, quod omnis generis persone etiam illi qui morantur in terris diffignis à Curia Romana, subiciantur per solum publicationem factam Romæ Censuris Ecclesiasticis, quos ignoravit & qui incurant excommunicationes propter lecturam scripturam, quorum non poterant fieri condemnationem.

Si justitia laudatur per talem dispositionem que pronunciat Censuras contra personas, que non poterant fieri Legem, que reddebatur rei, nostra libertas non minus laudatur per clausulam, que destruit necessitatem judicii & acceptationis Episcoporum, & publicationis faciendæ ex permisso Regis, sunt amittit ille conditiones indispensabiliter requisitas ad receptionem Constitutionum Curie Romanæ.

Si hæc progressus à condemnatione scripturam ad dispositiones Sanctorum per respectum ad condemnationem personæ Domini Episcopi de sancto Pont, nihil apparet magis contrarium sacris Canonibus & Legibus generalibus Romanæ.

Stilis, Dominis, formam præscriptam per Concilia & per antiquum usum Ecclesiæ, dum necessitatur procedere contra eundem Episcopum.

Si rationes morum vel doctrine, Canones non distinguunt, subjunctio autem jurisdictionis Metropolitanæ & Episcoporum Provincie, non alius agnoscit Jurisdictionem Ecclesiasticam & eam veritas & justitia præterque invenimus ream in suffraganeorum, Concilia nuncius confectio honorum & exhibitionem Episcopos nisi soli nec parvo numero sacrum Confessum statuerunt necessitatem congregandi 12. Episcopos, & si non sufficiens in Provincia, recessus habetur ad Episcopos velios ad concurrendum iudicio.

Imo videmus, quod in primis sæculis hoc Tribunal esset illud unicum, ad quod causas criminales Episcoporum posset deferri, disciplina Ecclesiastica non agnoscit Tribunal superius.

Si ex post Concilia statuerint viam revisionis vel appellacionis ad sanctam Sedem hoc primum Tribunal temporarium ex Episcopis Provincie semper subsistit, & confirmatum fuit per postiora Concilia, recepta per totam Ecclesiam.

Pontifices quidem voluerunt interrompere hunc usum, sed hæc Decretales publicæ a se sæculi ignorantia effugerunt oculis etiam illorum, in quibus restabat aliquod vestigium antiquæ discipline.

Fuerunt interea Episcopi Gallicæ, qui ausi sunt in suspitionem adducere falsitatem hæc Decretales, eodem tempore que eorum suppositio deciperet totam Ecclesiam, & firmarent sua Privilegia illis diebus tenebrarum & confusionis per illius exempla, tandem falsitas illarum Decretalium agnita ab omnibus sapientibus, nihil amplius se opposuit in Gallicæ executioni antiquarum Canonum super materia tanti momenti.

Ce sont ces maximes, qu'une possession de plusieurs siècles, que la fermeté du Clergé, que l'autorité souveraine du Roy, que la décision de vos Arrêts ont consacrée si religieusement dans ce Royaume.

C'est sur ces principes, que furent dressées, les instructions que le Roy Charles IX. donna à son Ambassadeur auprès du Pape Pie IV. pour soutenir, que quelques Evêques accusés d'herésie de Calvinisme devoient être jugés par les Evêques de leur Province.

Ces memes principes donnerent lieu à l'Arrêt celebre de l'Année 1569. La Cour ne se contenta pas de renvoyer alors le Cardinal de Chastillon Evêque de Beauvais accusé d'herésie, devant l'Archevêque de Reims & les autres Evêques ses Juges naturels, elle voulut expliquer les motifs de son Jugement, & l'on peut dire que par ces termes qu'elle a insérés dans son Arrêt, pour maintenir la liberté de l'Eglise Gallicane qui a toujours été défendue par le Roy & ses Prédécesseurs au vu & scien des saints Pères Papes de Rome, elle a laissé à la postérité un monument éternel de l'attachement inviolable, qu'elle a eu dans tous les tems pour les saints Decrets, fondemens solides de nos libertés.

C'est sur ces maximes qu'en 1650. les Evêques de France appuyerent les remontrances qu'ils firent au Pape, pour défendre l'honneur & les prerogatives de leur caractère.

C'est enfin un des principaux articles, qui l'excite nos plaintes pour empêcher la réception du dernier Concile.

Ce sont cependant ces principes solides qui sont violés par ce prétendu Bref, par lequel le Pape déclare, qu'il entend procéder contre la personne de Monsieur l'Evêque de Saint Pons.

L'on ne peut justifier cette déclaration par les termes de ce même Bref, qui portent, que le procès sera fait par les voyes de droit, & suivant les Constitutions canoniques, *prout juris fuerit juxta Canonicas sanctiones.*

Car quelles sont ces Constitutions canoniques? Sont-ce les anciens Canons ou la disposition du dernier Concile? Ce seul doute ne suffiroit-il pas pour rendre cette Constitution dangereuse.

Mais d'ailleurs prouvera-t-on que le Pape ait voulu se soumettre à l'usage établi par d'anciens Canons, qu'il prétend être abolis par la décision du dernier Concile, & les termes même du prétendu Bref ne dissuadent-ils pas tous les doutes, qu'on pourroit former à cet égard? Si ce Bref est véritable, ce n'est point suivant les premières Conciles que le Pape veut qu'on agisse contre Monsieur l'Evêque de Saint Pons, c'est suivant la disposition du dernier Concile, puisque c'est lui même qui veut procéder; & que c'est en vertu du pouvoir, qu'il dit avoir de droit divin; que c'est pour remplir son devoir pastoral; ce sont les pieux serments dont il se fuit, *contra auctoritatem libellorum eorundem, pro tradita nobis divinitus potestate procedere intendamus.*

Comment pourrions nous après cela dissimuler les abus qui se rencontrent dans ce Bref & ne seroit-ce pas trahir le ministère qui nous est confié, que de renfermer nos justes plaintes dans un silence qui pourroit autoriser la Cour de Rome à de nouvelles entreprises?

Nous ne devons point craindre que les Novateurs regardent l'Arrêt qui interviendra pour en. Chercher les conséquences dangereuses de ce Bref, comme une approbation tacite des erreurs de Monsieur l'Evêque de Saint Pons, & comme un titre pour s'affranchir de l'obéissance qu'ils doivent aux Constitutions reçues dans le Royaume sur le sujet du Jansénisme.

La Cour inviolablement attachée aux décisions de l'Eglise, lorsqu'elle est revêtue de toutes les formalités nécessaires pour leur donner l'autorité dans le Royaume, ne s'écartera jamais de ces principes, & quelque Jugement qu'elle porte sur une condamnation si peu régulière, elle ne permettra point qu'on puisse regarder ce Jugement, ni comme un aveu de la doctrine, ni comme une abolition de la personne de Monsieur l'Evêque de Saint Pons.

Mais si la doctrine est reprouvable, s'il faut procéder contre lui, qu'on observe la forme prescrite par les Canon, que les Evêques de la Province examinent

Van Elphen, Paris V.L.

les

Hic sunt maxime, quas possit plurimum secularum, constantia Clericatus, auctoritas suprema Regis, descriptio vestrum Arressorum, tam religiose conservantur in hoc Regno.

Hec fuerunt principia, quae fuerunt erecta, instructio, quas Carolus IX. dedit suis Legatis apud Pium IV. ad submittendum, quod aliqui Episcopi tum temporis accusati Calvinismi deberent judicari per Episcopos sui Provinciae.

Haeccadem principia dederunt occasionem Arrisoli celebri de Anno 1569. Coram non acquisitis tum temporis remittendo Cardinalem de Chastillon Episcopum de Beauvais accusatum heresi, coram Archiepiscopo Rhemenſi, & aliis Episcopis ejus Judicibus naturalibus, voluit explicare maxime sui iudicii, & postea dicit quod per istos terminos insertos sui Arrisoli, ad monitionem libertatem Ecclesiae Gallicanae, quae semper fuit defensa à Rege & ejus praedecessoribus cum videret, & scire SS. Patrum Pontificum Romanorum, reliquerit posteritati monumentum aeternum inviolabile adhaerens, quam semper habuit pro sacris Decretis, fundamenta solida nostrarum libertatum.

Super has maximas 1650. Episcopi Galliae stabilitissime remonstrationes quas fecerunt Pontifici, ad defendendum honorem & prerogativas sui characteris.

Hic tandem est unus ex principis articulis, qui excitavit nostras querelas ad impediendum receptionem ultimi Concilii.

Hae sunt interim solida principia, quae violantur per hoc praesens Breve, per quod Papa declarat, quod intendit procedere contra personam Domini Episcopi de S. Pons.

Non potest justificari hac declaratio terminis ejusdem Brevis, qui habent, quod processus debeat fieri per vias juris, & secundum Constitutiones Canonicas, prout juris fuerit juxta Canonicas sanctiones.

Nam quoniam sunt illae Constitutiones Canonicae? Suntne antiquae Canonicae vel dispositive? Hic unicuique debemus nosse, si fecerit ad reddendum hanc Constitutionem periculosem.

Sed aliunde praesumetur, ne quod Pontifex voluerit se submittere ipsi statuto per antiquos Canones, quos praesens est abolitus per decisionem ultimi Concilii, & termini praesentis Brevis nunc dissolvit omnia dubia quae formari desuper possent? Si illud Breve verum esset, non esset iuxta primam Concilia, quod Pontifex vellet agi contra Dominum Episcopum de S. Pons; sed esset iuxta dispositionem ultimi Concilii, cum sit ille idem, qui vult procedere, quod hoc sit vigore potestatis quam dicit se habere jure Divino; quod si ad adimplendum suam munus potestatis; sunt proprii termini quibus usatur, contra auctoritatem libellorum eorundem, pro tradita nobis divinitus potestate procedere intendimus.

Quomodo post haec poterimus dissimulare abusus, qui reperitur in illo Breve, novus esset proderet ministerium nobis commissum, involucere silentio ipsas querelas, quod posset auctorizare Curiam Romanam ad nova attentata?

Nam debemus timere, ne Novatores insipientes Arrisolum quod intervenit ad impediendum consequentiam periculosa illius Brevis, sicut approbationem tacitam scriptorum Domini Episcopi de S. Pons, & sicut titulum ad se subtrahendum obedientiam, quam debent Constitutionibus receptis in Regno super Jansenismo.

Curia inviolabiliter addicta decisionibus Ecclesiae dum vestita sunt omnibus formalitatibus necessariis ad dandum illis auctoritatem in Regno, nunquam devinuit ab illis principis, & qualescunque iudicium ferat super condemnatione tam irregulari, non permittit, ut applicetur hoc iudicium, nec ut Concilium doctrinale, nec ut absolutio personae Domini Episcopi de S. Pons.

Sed si doctrina est reprehensibilis, si sit procedendum contra ipsum, observetur forma praescripta à Canonibus, examinent Episcopi Provinciae ejus scripta, deservient proquisitiones dignas

o

gnas

les écrits, qu'il désignent les propositions dignes de censures, qu'ils prononcent sur une procédure légitime, la justice sera faite, & nos libertés seront conservées.

Pour empêcher cependant, qu'on ne puisse abuser de votre décision, & pour prendre les précautions les plus sages dans une occasion si importante, nous proposerons à la Cour d'ajouter à son Arrêt, que c'est sans approbation des écrits de Monsieur l'Evêque de Saint-Denis, cette clause surabondante préviendra tous les inconvénients qu'un autre lieu d'approbation.

Après l'examen de ce premier Bref, si nous posons nos vues sur celui qui condamne le Traité de la Régale, nous trouverons qu'il ne mérite pas moins d'attention.

Nous ne prétendons pas à la vérité adopter toutes les conjectures hasardées par l'Auteur sur l'origine de la Régale; s'il faut porter notre jugement sur ce livre, il y a plusieurs de ces conjectures, que l'intérêt même de la Régale nous ferait désirer; mais le devoir de notre mission nous oblige cependant de nous élever contre une Constitution qui en condamnant cet ouvrage, donnerait atteinte indirectement à un droit éminent de la Couronne, & de soutenir, non la cause du nouveau défendeur de la Régale; mais la cause de la Régale même.

Nous ne nous arrêtons point à relever toutes les clauses dont nous venons de marquer les abus dans le Bref qui regarde Monsieur l'Evêque de Saint-Denis, & qui se rencontrent encore dans celui-ci; ce jugement donné par le Pape de son propre mouvement, contre un livre imprimé dans le Royaume, & imprimé avec la permission du Roy, qui pousse des excommunications contre ceux même qui ont besoin d'être spécialement déchargés, qui veut que ces excommunications ne puissent être levées que par le Pape, qui commet les Evêques & les Inquisiteurs pour l'exécution de ce décret, pour faire brûler les exemplaires de ce livre, qui porte enfin que la publication faite à Rome engagera tous les Fidéles, toutes ces circonstances seroient suffisantes pour rejeter une Constitution si contraire à nos libertés.

Mais si l'on veut examiner les clauses particulières qu'elle contient, c'est un jugement, du saint Siège sur une matière purement temporelle, sur un droit attaché à la Couronne de nos Rois, sur laquelle nulle puissance Ecclésiastique ou Séculière n'a de pouvoir. Ce jugement, qui semble ne laisser aucune partie du livre exempt de censure, condamne donc à la Régale elle-même, que les Conciles & les Papes ont si souvent reconnue, & l'université de ce droit que la Cour a maintenu par ses décisions, que le Roi a confirmée par ses lois, que l'Eglise de France a mise pour ainsi dire au nombre de ses Canons.

Si les derniers Edits ont formé quelque changement à ce droit, ils n'ont en tout objet que le diminuer, loin de lui donner plus d'étendue.

Le Roy ayant bien voulu se priver d'une partie même de ses droits en faveur de l'Eglise, cette marque qu'il lui a donnée de sa protection ne sembleroit pas devoir exciter les plaintes de la Cour de Rome; c'est cependant contre ces droits, c'est contre l'université de la Régale, que la modération du Roy a tenu dans des bornes si légitimes, que ce Bref semble plus fortement s'élever.

Ce sont ces principes que les Docteurs qui ont été consultés par le Pape, déclarent non seulement faux, injurieux aux Immunités Ecclésiastiques, contraires, aux Constitutions canoniques, mais impies, téméraires, pleins d'erreurs, hérétiques même, & c'est sur des qualifications si odieuses, adoptées en quelque manière par le Pape, qu'il semble appeler la censure.

Ce grand nombre d'abus, qui sembleroit devoir animer le zèle que nous avons pour le maintien de nos libertés, si la veuve de ces Brefs étoit certaine, nous porte au contraire à douter qu'ils soient émanés du saint Siège.

Nous croions devoir plutôt les considérer comme l'ouvrage de quelques esprits inquiets & ennemis de la paix, qui voudroient troubler cette heureuse tranquillité qui règne pour le bien commun de la Religion entre le Sacerdoce & l'Empire.

Nous

par le Confesseur, prononçant sous prétexte de légitime, satisfait justice & nos libertés conservées.

Interim ad impediendum, ne fiat abusus super vestra decisione, & ad capiendas præcautiones solidas in negotio tanti momenti, præponimus Curia ut adjugetur hoc Arresto, quod hoc fiat sine approbatione scripturarum Domini Episcopi de S. Denis, hoc clausula superabundans obviabit omnibus inconvenientibus quæ possint timeri.

Post examen illius primi Brevis, si videamus illud, quod condemnat et acilatur Regalia, invenimus quod non minus attentissime meritatur.

Non præterit quidem adhibere omni conjecturas adhibere per Authorem super origine Regalia, si nobis esset forendum iudicium super illo libro, plures sunt ex illis conjecturis, quas ipsam interesse Regalia non cogere negare; sed motus nostri ministerii interim nos cogit inveni in Constitutionem, quæ condemnando hoc opus indirecte innovaret præmissam Curia, & sustineret non causam novi defensoris Regalia, sed causam ipsius Regalia.

Non immerito abur deducendis omnibus clausulis quarum abusus in Brevis notavimus, quod respicit Dominum Episcopum de S. Denis & qui adhuc in hoc invenitur, hoc iudicium lacum per Pontificem proprium, contra librum impressum in Regno cum permissu Regis, quod pronunciat excommunicationes contra illos qui specialiter debent designari, quod vult ut illa excommunicationes non possint tolli nisi per Pontificem, quod committit Episcopos, & Inquisitores pro executione illius Decreti, ad comburenda exemplaria illius libri, quod tandem continet, quod omnes fideles sit obligatorum publicatum in fidei Roma; hoc omnes circumstantias sufficiens ad repudiandum Constitutionem, tam contrariam libertatibus.

Sed si ex aminetur particulares clausule, quas continet, est iudicium sancta Sede super materia pure temporali, super iure annexo Curia nostrarum Regum, in quo nulla potestas secularis vel Ecclesiastica que potest, hoc iudicium quod nullam partem libri videtur excusare a censura, condemnare ergo & Regale in se ipso, quod Concilia & Pontifices toties agnoverunt, & universis illis potest, quod Curia mandavimus per suas decisiones, quod Rex confirmavit per suas Leges, Ecclesia Gallicana, ut statique, adscriptis numero juravit Canonem.

Si ultima Edicta formarint aliquam mutationem in illa iure, non aliud obiectum habuerunt, quam ut diminuerent, præci aliis, quod dederunt aliquam extensionem.

Cum Rex bene voluerit se priveret etiam parte suorum iurium in favorem Ecclesie, hac nota & testimonium quod illi dedit sua protectionis, non videbatur debere excitare querelas Curia Romana, interim est contra ejus iura, est contra Universitatem Regalia, quod moderatio Regis concessit limitibus, tam legitimis, ut hoc Brevis videtur fortasse se extollere.

Hæc sunt principia, que Doctores consulti a Pontifice, declarant non solum falsa, injuriosa Immunitatibus Ecclesiasticis, contraria Constitutionibus Canonibus, sed impia, temeraria, plena erroris, imo heretica, & super qualificationes, tam odiosas aliquo modo adqueat a Pontifice, videtur stabilire suum Confessorem.

Magnus ille numerus abusus, qui videtur debere animare zelum, quem habemus pro conservatione nostrarum libertatum, si videremus horum Brevis effectus certa, nos in contra movet ad dubitandum an fuit deus a sancta Sede.

Credimus illa potius esse consideranda sunt opus guerram ingenerant iniquitatem, & minorem pacem, que vellem perturbationem illam scilicet tranquillitatem, que regnat pro bono communi Religiosis inter Sacerdotium, & Imperium.

Li-

Nous vous arrêterons volontiers à cette perfomption favorable jusqu'à ce qu'une connoissance certaine de la verité de ces Brefs nous impose la nécessité d'en interjeter appel comme d'abus, mais comme il seroit toujours dangereux qu'on les répandit dans le public, nous ne pouvons prendre trop de precautions pour en arreter promptement le cours.

C'est dans cette vue que nous croyons devoir demander à la Cour des Arrêts qu'elle ordonne la suppression des copies de ces écrits, soit manuscrites ou imprimées, qui permettent d'informer contre ceux qui ont osé les publier, & qui retiennent en même temps les défenses ordinaires en ces rencontres, pour empêcher la publication d'aucunes Bulles ou Brefs de Cour de Rome, sans Lettres Patentes vérifiées en la Cour, qui ordonne enfin que l'Arrêt soit lu, publié & affiché en la manière accoutumée.

Nous vous proposerons cependant d'ajouter à votre Arrêt, que c'est sans approbation des écrits de Monsieur l'Evêque de saint Pons.

Nous croions devoir vous demander la même disposition par rapport au Traité de l'origine de la Regale.

C'est l'objet des Conclusions que nous avons prises par écrit, & de que nous laissons à la Cour avec des copies des deux prétendus Brefs dont il s'agit.

Et après avoir laissé sur le Bureau les Conclusions par écrit du Procureur General du Roy avec lesdits deux Brefs, ils se font retirer.

LA COUR a ordonné & ordonne, que par-devant Maître Jean le Nain Conseiller, qu'elle a commis, il sera informé contre ceux qui ont vendus ou autrement distribués des copies, manuscrites ou imprimées desdits écrits en forme de Brefs. Fait défense à toutes personnes de les imprimer, débiter ou distribuer, même de les retenir, enjoit à tous ceux qui en ont des exemplaires de les rapporter au Greffe de la Cour pour y être supprimés, le tout sans approbation desdits Mandemens & écrits dudit Evêque de saint Pons & du Traité de l'origine de la Regale, composé par ledit Audouin: ordonne que les Attraits & Reglemens de la Cour seront exécutés selon leur forme & teneur; ce faisant, fait très-expresses inhibitions & défenses à tous Imprimeurs, Marchands Libraires & autres, d'imprimer, vendre ou débiter aucunes Bulles ou Brefs de Cour de Rome, sans Lettres Patentes du Roi pour en ordonner la publication, registrées en la Cour, à peine de trois mille livres d'amende, même de prison ou corporelle s'il y echet: & sera le présent Arrêt lu, publié & affiché par tout ou besoin sera. FAIT en Parlement le premier jour d'Avril mil sept cent dix. Signé, DONGOIS.

Libenter immemorabimur illi praesumptioni favorabili, donec cognitis certa veritatis istorum Brevium nobis imponat necessitas interponendi appellationem sine ab obsequio, sed cum semper esset periculosum quod diffunderetur in publicum, nimis non possumus capere precautions ad illorum cursum sistendum.

Ex illo motivo credimus a Curia petendum esse Arrestum, quod ordinet suppressionem copiarum horum scripturarum sine manuscriptarum sine impressarum, ut permittat inquirere contra illos, qui ausi sunt illa publicare, & reiteret eodem tempore prohibitiones ordinarias in illis occurrentibus, ad impediendum publicationem illarum Bullarum vel Brevium Curiae Romanae sine litteris Patentibus verificatis in Curia, ut demum ordinet Arrestum legi, publicari & affigi modo solito.

Proponemus interim ut adiungatis vestro Arresto, quod hoc fiat sine approbatione scripturarum Domini Episcopi de S. Pons.

Credimus a vobis esse petendum eandem dispositionem ratione Tractatus de origine Regalis.

Hoc est obiectum Conclusionum, quas scriptis mandavimus, & relinquimus Curiae cum copiis duarum praesentiarum Brevium, de quibus agitur.

Exhibitis de Curiae Conclusionibus in scriptis Procuratoris Generalis Regis cum duobus Brevibus illius diffuserunt.

Ordinavit Curia & ordinar, ut coram Domino Joanne le Nain Consiliario, quem commisit, inquiratur contra illos qui venderant vel alias distribuerant copias manuscriptas vel impressas diffusarum scripturarum in forma Brevium. Prohibet omnibus ne imprimantur, distribuantur, diffundantur, retineantur; injungit omnibus qui illorum habent exemplaria, ut referant ad Greffum vel Secretarium Curiae, ut ibi supprimantur, hoc omni sine approbatione diffusarum scripturarum, dicti Episcopi de sancto Pons & Tractatus Originis Regalis compositi a dicto Audouin: ordinar, ut Arresta Curiae executioni mandentur juxta illorum formam, & teneorem; expresse inhibet & prohibet omnibus Typographis, Bibliopulis, & aliis, ne imprimant, vendant aut distribuant ullas Bullas vel Brevia Curiae Romanae sine Litteris Patentibus Regis ad ordinandum publicationem, registratis in Curia, sub poena 3000. Librarum vel Florenorum, sine sub poena corporalis: & hoc praesens Arrestum legatur, publicetur, & affigatur ubique ubi fuerit. Actum in Parlamento prima Aprilis 1710. Signatum DONGOIS.

(NN)

Ad pag. 44.

L I T E R Æ
R E G I Æ,

Die 16. Martii 1501. ad CONCILIUM FLANDRIÆ, quibus revocat Literas Placiti datas per Libellos Indulgentiarum aliunde alatis seu inferendis.

DE PAR L'ARCHIDUC D'AUSTRICHE DUC DE BOURGOGNE, COMTE DE FLANDRES, &c.

DILECTIS ET FIDELIBUS PRÆSENTI ET HOMINIBUS NOSTRÆ CAMERÆ CONSILII FLANDRIÆ SALUS ET DILECTIO.

A Nos amez & feuz les Præsident & Gens da nostre Chambre du Conseil en Flandres, salut & dilection. Pour certaines causes & considérations à ce Nous mouvans, Nous visions & Vous mandons par ces presentes, que incontinent & à diligence Vous faires faire inhibition & deçoise de par Nous par cry public par tout les lieux de nostre Pays, & Comte de Flandres, ou l'on est accoustume faire crys & publications, que nul, qui que ce soit ne s'avoye doctensavanz de porter ou precher aucunes Questes, ni ausli aucuns Pardons ou Indulgences venus ou apportez, ou qui viendront & seront apportez dehors nos Pays de par-deca sous ombres de Bulles, Lettres de Conge ou Placet, qu'ils en peuvor avoir obtenues de Nous, ni autrement en quelque maniere que ce soit, toutes lesquelles nos Lettres de consentement, & de Placet, lesdites Questes, Pardons ou Indulgences, Nous avons suspendues, & suspendras par ces dites presentes, le tout, jusques à ce, que par Nous en soit autrement ordonne: Car ainsi Nous plaist-il, & de ce faite Vous donnons pouvoir, autorite, & commandement special. Donne en nostre Ville de Malines le 16. jour de Mars l'An 1501. (etoit écrit plus bas) *Per Monseigneur l'Archiduc, Monfr. le Comte de Nassau Lieutenant General, Vous & autres du Conseil peçes (souigne,) Remettre.*

Certis de causis & considerationibus ad hoc nosmoventibus volumus & mandamus vobis per has presentes, ut cito. & citissime curatis fieri inhibitionem ex parte nostra per proclama publicam per omnia loca nostra Patriæ & Comitatus Flandrie, ubi moris est, facere proclama & publicationes, ut nullus qualifcunque sit impetrum tentes ferre vel concitari alias Indulgentias, quas venerant vel allatasunt aut veniant aut offerant ex nostris Patriis sub pretextu Bullarum, Litterarum Placiti, quas possunt a nobis obtinuisse alio modo, omnes has Interius Consecras aut Placiti, dissijsque Indulgentias suspendimus per has presentes, donec a Nobis aliter fuerit ordinatum: Nam sic nobis placeat, & hoc faciendi divinus Vobis potestatem, Autoritatem & Mandatum speciale. Datum in Nostra Civitate Mechliniensis 16. Martii Anno 1501. (inferius erat scriptum) *Per Monseigneur l'Archiduc, Comte Nassovia Locumtenens Generalis Patriis, & aliis de Consilio presentibus (subsignatum,) Remettre.*

(OO)

Ad pag. 44.

L I T E R Æ
R E G I Æ,

Die penultima Decembris 1503. ad CONCILIUM FLANDRIÆ, quibus eidem injungitur, ne permittat affixionem Indulgentiarum seu remissionem, nisi prius apparuerit de obtentis Literis Placiti.

DE PAR L'ARCHIDUC.

A Nos amez & feuz les Præsident & Gens de nostre Chambre du Conseil en Flandres, salut & dilection. De la part de nostre Procureur General Nous à ce remonstre, qu'il à eie averti, que soit briefs jours aucuns, euz disans Procureurs ou Commis de l'Eglise de Notre Dame de Reims, se font avancera d'affiger devant les Portaux d'aucunes Eglises en nostre Ville de Gand certains Ecrits ou papier faissans mention d'aucuns Pardons & Indulgences, qu'ils disent par ci-devant avoir eie donnez à ladite Eglise de

Nostre dilectis & fidelibus Præsident & Viris nostre Camere Consilii in Flandria, ex parte Nostra Procuratoris Generalis Nobis est expostum, quod fuerit certioratus, quod ante aliquot dies, aliqui dicentes se Procuratores vel Commissi Ecclesie B. Desideri Rhemensis, attentarent affigere ad valvas aliquorum Ecclesiarum in Nostra Civitate Gandensium quodam scripta in charta facientia mentionem Indulgentiarum, quas dicunt ante hoc esse datas dicta Ecclesie Rhemensis per sanctos Patres Pontifices Romanos, & apparet quod velint alibi affigere, non alien-

de Reims par les saints Peres Papes de Rome, & li est apparant qu'ils en voudroient encore affliger ailleurs, l'un de les avoir chiens notre conge & licence, en grande irreverence de notre hauteur, qui ne se doit souffrir ni tolérer.

Pourquoy Nous desirans à ce obvier: Vous mandons & expressement enjoignons par ces presentes, que vous ne souffriez, ni permetriez faire lesdites afflictions, ains les faires prohiber & defendre par tout nostre dit Pays de Flandres, en mettant ou faisant mettre en arrest ceux, qui ont fait, ou se voudroient efforcer faire icelles afflictions, tant & jusques à ce qu'ils auroient duelement fait apparoir, d'avoir sur ce obtenu notre Conge & Lettres de Placet, Car ainsi Nous plait il, & de ce faire Nous vous donnons pouvoir. Donne en notre Ville de Malines le penultime jour de Decembre l'An mil cinq cent & trois, (plus-bas) Par Monseigneur l'Archiduc à la relation du Conseil (signe) De Houdencourt.

obscuro nostra licetia, in magnam irreverentiam nostra Superiarietatis, quod non debet tolerari.

Quare cupientes huic rei obviare, Vobis mandamus, & expresse injungimus, ut non passimini nec permittatis fieri tales afflictiones, imo factas prohibere per totam nostram dictam Patriam Flandria, arrestando vel curando arrestrariis, qui fecerunt vel qui tentarent tales facere afflictiones, donec debite ostenderent se desuper obtinisse Placitum, nam sic Nobis placet, & hoc faciendi Vobis damus facultatem. Datum in hac Urbe Mechliniensi penultima Decembris Anno 1503 Per Monseigneur l'Archiduc ad relationem Concilii (Signatum) De Houdencourt.

(PP)

Ad pag. 44.

P R A G M A T I C A S A N C T I O P H I L I P P I I I.

De Anno 1574. qua declaratur nullas Bullas, Provisiones, Expeditiones, aut Sententias Romanas, Legatorum aut Nunciorum Apostolicorum sine Placito Regio hic posse executionem habere.

P H I L I P P E P A R L A G R A C E D E D I E U , R O Y
D'ESPAGNE, &c.

P H I L I P P U S D E I G R A T I A , R E X H I S P A
N I E , &c.

Desirans que les affaires Ecclesiastiques soient conduits, mainiens & reglez, selon les anciennes Constitutions, Canons & Conciles de la sainte Eglise, à l'honneur de Dieu & salut de nos ames, avons par avis & deliberation de nos principaux Consaux, Souverains & Provinciaux de pas-deca, ordonne, statue & declare par forme d'Edit perpetuel, comme ordonnons, &c. que nulles Bulles, Provisiones, ni autres depesches ou impetrations de Rome, ni des Legats ou Nonces Apostoliques, ou revocations d'aucunes Graces, Indults, Privileges, tant Generaux que particuliers, ni aussi aucune Sentence, ou Executoriales rendues & decretees hors nosdits Pais de pas-deca, tendant directement ou indirectement au prejudice de cette Republique, ou d'aucun tiers particulier, se puissent admettre, fortie effect en jugement ou dehors, ni estre mises en execution en iceux nos Pais de per-deca, n'est que prealablement lesdites Lettres, Bulles, Sentences, & autres Impetrations, ayent este vues & visees, & examinees par Nous en notre Conseil Prive, ou en notre Conseil de Brabant, & que les Impetrans ayent obtenus nos Lettres Patentes de Placet à ce pertinences, sur peine de perdre l'effect desdites Bulles & Provisiones, d'estre bannis de nos Pais, & corrigé à l'exemple des autres.

Desiderantes quod negotia Ecclesiastica manuteneantur & regulerentur secundum antiquas Constitutiones, Canones & Concilia sancte Ecclesie ad honorem Dei, & salutem animarum per Consilium, & deliberationem preceptorum nostrorum Consiliariorum, Supremorum & Provincialium ordinemque, statumque & declarationem in forma Edicti perpetui sic ordinamus, &c. ut nulle Bulla, Provisiones, sive alie expeditiones, aut impetraciones Romanae vel Legatorum aut Nunciorum Apostolicorum, vel revocationes illius Gratia, Indulti, Privilegii, tam Generales tam Particulares, aut nulle Sententia, aut Executoriales redditae vel decretae extra Nostram Provinciam tendentes, directae vel indirectae in prejudicium hujus Reipublicae vel cuiusdam tertiarii particularis possint admitti, foris effectum in iudicio vel extra, vel executioni mandari in his Nostris Patriis, ac prius dictae Literae, Bullae, sententiae, vel alie impetraciones fuerint inspectae, visitatae, & examinatae per nos in Nostris Consilio Privato, vel Nostris Consilio Brabantiae, & impetrantes obtinuerint nostras Literas Patentes Placiti ad hoc pertinentes, sub poena perdendi effectum dictarum Bullarum & Provisionum, & exilio ex hac Patria ac correctionis ad exemplum aliorum.

F I N I S.

E L E N C H U S MONUMENTORUM.

Epistola Ferdinandi Regis Caroli die 22. Maii 1598. ad Vice-Regem Neapolitanum occasione Brevis, quod Papat miserat in Regnum Neapolitanum, volentibus ibidem observari, non obsecris Litteris Placiti sine Pareat. pag. 47

Epistola Concilii Flandriae ad Concilium Privatum, quae exponit Concilium Procuratorem Regium egisse ad cassationem publicationis Decreti Romani assentiam per Episcopum Brugensem, sine praevis Litteris Placiti, item supplicat Concilio Privato, ut Littera Placiti non expediantur, nisi prius auditis Concilio Provincialibus, atque vocatis, quos necessarium sit, ut Jus Placiti quoad omnia Decreta Romana etiam Dogmatica sollicite servetur. 49

Consulta Concilii Brabantiae ad Ducem Isabellam, quae exponitur Litteras Monitorias ad effectum revelationis hactenus in Belgii non fuisse usitatas, necque eas adiri posse sine Litteris Placiti, atque usus Placiti pluribus rationibus, & exemplis asseritur. 50

Decretum Concilii Brabantiae die 5. Maii 1628. quo cassatur publicatio Bullae Romanae impetratae in causa haereticorum Caroli de Balde, & in superiori Consulta enarratur. 58

Decretum Concilii Brabantiae die 3. Julii 1628. quo cassatur citatio quaedam affixa ex parte Interim, in praefata Consulta passim enarratur. 59

Epistola D. Interim die 24. Septembris 1641. ad Universitatem Lovaniensem, cui annexa erat Decretum S. Congreg. universalis Inquisitionis contra Librum Concilii Janfensi Episcopi Iprensi per Universitatem publicandum. 64

Breve Urbani VIII. die 11. Januarii 1623. ad Universitatem, in quo conquisitur de non facta executione praedicti Decreti S. Congregationis. ibid.

Libellus Supplex Procuratoris Regii oblatum Concilio Brabantiae, quo petit interdicti Rectori Universitatis Lovanienensis procedere ad Publicationem illius Bullae aut Decreti Romani, nisi ipsi primo confiteretur de obedientia Litteris Placiti, & nominatum ad Publicationem praedicti Decreti S. Congreg. contra Librum Concilii Janfensi Episcopi Iprensi. ibid.

Libellus Procuratoris Generalis Concilii Namurensis, quo petit cassationem publicationis Bullae Urbani VIII. factae per Episcopum Namurensensem sine praevis Placiti in Regio. 63

Epistola Gubernatoris Belgii ad Universitatem Lovaniensem, qua mandatur Universitati, ut cessare faciat Disputationes, & altercationes excitatas inter Theologos occasione Doctrinae contentae in Libro, cui titulus: *Augustinus Cornelii Janfensi*, quoadusque habeatur finalis resolutio Summi Pontificis, necnon Suae Regiae Majestatis super modo de forma executionis Bullae, quae praedictus Liber erat scriptus. ibid.

Litterae Concilii Brabantiae ad Gubernatorem Belgii, in quibus exponitur, qua ratione providetur, ne per Interventionem, vel Universitatem Lovaniensem publicaretur Bulla condemnatoria Libri, cui titulus: *Augustinus Cornelii Janfensi*, sine obtentis prius Litteris Placiti. 64

Epistola Concilii Brabantiae ad Archiepiscopum Leopoldum, qua respondet, Concilium resolvit admittere Publicationem Bullae, quae prohibetur Liber Cornelii Janfensi Episcopi Iprensi, conformiter ad Mandatum ab Archiepiscopo transmissum, una tamen munitis, hanc publicationem ita moderandam, ut Jus Placiti integre conservetur. 65

Epistola Cancellarii Concilii Brabantiae ad Archiepiscopum Leopoldum, in qua monet Archiepiscopum, omnino praecavendum, ne per publicationem Bullae, quae prohibetur Liber Cornelii Janfensi Episcopi Iprensi, ulatenus praepiatur Juri Regio hactenus invariabiliter conservato de non admiittendis ullis Bullis aut Decretis Romanis sine praevis Placito in Regio. 66

Decretum Archiepiscopi Mechliniensis, quo mandat publicari Bullam Urbani VIII. quae prohibebatur Liber

Cornelii Janfensi Episcopi Iprensi, ac non capomittere rationes, quae Archiepiscopum movebant ad populiandam dissolutionem hujus publicationis. 67

Libellus Supplex Ordinum Brabantiae oblatum Archiepiscopo Leopoldo, quo exponitur per publicationem Bullae prohibentis Librum, cui titulus: *Augustinus Cornelii Janfensi*, quo plurimum praepiatur iuribus & Privilegiis ac inveteratis moribus hujus Provinciae ob plures in ea occurrentes clausulas huius Juribus, Privilegiis, & consuetudinibus contrarias, quapropter petunt, nomine Regio capediri Actum, quae declarat Sua Majestas per hanc publicationem se non velle derogari praedictis Juribus, vel ulium novitatem inducere. 68

Litterae Archiepiscopi Leopoldi ad Concilium Brabantiae, in quibus cassat & annullat quandam Protestationem Interim contra quendam clausulam expressam in Littera Archiepiscopi, nec non Ordinatione Regia super publicatione Bullae Urbani VIII. prohibentis Librum, cui titulus: *Augustinus*. 69

Consulta Concilii Brabantiae ad Archiepiscopum Leopoldum, in qua ostendit clausulas contentas in Litteris Archiepiscopi, & Ordinatione Regia super publicatione Bullae Urbani VIII. contra Librum Concilii Janfensi Episcopi Iprensi, esse conformes inveteratis moribus huius, & omnino pene Provinciarum, & Regionum, nihilque concurre contrarium auctoritati Romanis Pontificis, vel Libertati, & Immunitati Ecclesiasticae. 70

Sententia Concilii Brabantiae, qua publicatio Decreti Congregationis Sancti Officii die 6. Septembris 1637, quo prohibetur plures libri facta per Archiepiscopum Mechliniensem, cassatur ob defectum Placiti in Regio. 72

Consulta Concilii Brabantiae ad Archiepiscopum Leopoldum, in qua vindicatur a caligantem Sententiam Concilii contra ea, quae Archiepiscopus Mechliniensis, & Interim nuncios Apostolicos eidem Sententiae applicaverunt in suis respective Libellis Archiepiscopo Leopoldo oblatis. 73

Consulta Concilii Brabantiae ad Archiepiscopum, in qua ponitur resolutio capta per Concilium super cassatione Decreti Congregationis S. Officii die 14. Martii 1638. quo cassatur Sententia ipsius Concilii Brabantiae cassatoria publicationis Decreti die 6. Septembris 1637, facta per Archiepiscopum Mechliniensem, tamquam contraria Immunitati, & Libertati Ecclesiae, supplicans Archiepiscopo, ut huius resolutioni favere dignetur, usque conservandis Juribus Regii omnino necessariis. 79

Litterae Philippo IV. ad Gubernatorem Belgii, quibus mandat, publicationem fieri Decreti die 6. Septembris 1637, & insinuat, super hoc Decreto tanquam Dogmatico Litteras Placiti non requiri, una tamen monet, ut in hac re nihil novi inducatur. 81

Litterae Gubernatoris Belgii ad Concilium Regium, quibus mandat, ut conformiter ad Litteras Regias permittant fieri publicationem Decreti die 6. Septembris 1637, obque impedimentum ponant publicationi Decretorum vulgo Dogmaticorum, quae ut talis fuerit visa & cognita. ibid.

Consulta Concilii Brabantiae ad Gubernatorem Belgii, in qua exponitur, missum fuisse Secretarium Concilii ad Archiepiscopum Mechliniensem, ut sciret, si in vim Litterarum Regiarum publicasset Decretum die 6. Septembris 1637, ac una eidem Archiepiscopo insinuat resolutionem Concilii de non permittere publicationem illius Decreti Romani, etiam quod praetendit Dogmaticum, nisi prius Concilio fuerit, & ut talis recognitionem, ostenditur hanc cautionem esse necessariam, ut Jus Placiti conservetur. 82

Libellus Interim ad Apostolos oblatum Gubernatori Belgii, quo alloquitur consensu Bullas vulgo Dogmaticas non esse exhibendas Concilio Regio, ut recognoscantur ut tales proutque publicari possint. 83

Litteræ Concilii Privati ad Archiepiscopum Mechlinien-
sem post examinatum prædictum Libellum Inter-
nuncii. 85
Litteræ D. Internuncii ad Archiepiscopum Mechliniensem
quibus cum ad prædictum Decretum S. Congreg. die 17.
Januarii 1691. ut per Archiepiscopum publicaretur.
ibid.
Libellus Procuratoris Regii in quo concludit ad cassatio-
nem publicationis prædicti Decreti die 17. Januarii
1691. per Archiepiscopum Mechliniensem facta sine
Placito Regio. 86
Litteræ Concilii Brabantie ad Archiepiscopum Mechli-
niensem quibus ipsi communicatur prædictus Libellus
Procuratoris Regii. 87
Declaratio Archiepiscopi Mechliniensis qua se excusat
super facta præfata publicatione, & promittit, se im-
posterum nullum Decretum Romanum publicationem,
nisi obtemperet per viæ Placito Regio. ibid.
Libellus Procuratoris Regii oblatas Parlamento Mechli-
nienfi, in quo exponit sub districta bux Parlamento
spargi Decretum Romanum die 20. Aprilis 1688.
non obtento Placito Regio, concluditque ut mandetur
tam Vicario, quam Vicariatus Mechlinienfi, Sede
vacante, consignari omnia dicti Decreti exemplaria
eisdem per Internuncium submissa, eique indicatur De-
creti textus prædictus & publicatio sub potest. apprehensio-
nis temporalium, una cum Sententia Parlamentii, qua
tam Vicario quam Vicariatus interdictum publicationem
eisdem Decreti. 88
Bulla Alexandri VII. qua damnantur binæ Confessio Facul-
tatis Theologicæ Parisiensis. 89
Discursus Dionysii Talon Advocati Regii coram Parla-
mento Parisiensi contra prædictam Bullam Alexandri
VII. 90
Conclusio capta per Procuratorem Regium coram prædi-
cto Parlamento Parisiensi ad suppressionem prædictæ

Bulle Alexandri VII. & conservationem censurarum
Facultatis Theologicæ, quæ per eam Bullam erant sta-
minata. 91
Arrestum Parlamenti consensu conclusionibus capis per
Procuratorem Regium. 93
Discursus Beilæ Consilarii Regii habitus coram Facul-
tate Theologica Parisiensi prima Augusti 1665. quo
ipsam certiorum reddit de prædicto Arresto Parlemen-
ti, eamque adhortatur ad conservandum artem suam
instructa sana Doctrina, & conservandis libertatibus
Ecclesiæ Gallicanæ. 94
Similis Discursus Domini de Harlay subfectori Procurato-
ris Generalis Parisiensi coram eadem Facultate habitus
prima Augusti 1665. in quo fuisse discursus de nullitatibus
prædictæ Bullæ Alexandri VII. & de autoritate Fa-
cultatis Theologicæ censurandi Doctrinas erroneas, &
quando in petito habita fuerit hæc Facultas tam apud
Pontifices quam Reges. 95
Discursus Advocati Regii habitus coram Parlamento Pa-
risiensi occasione duorum Brevium Clericis XI. die
18 Januarii 1710. quibus respectu prædictæ quæ-
dam scripserat Episcopo S. Pontii, & Tractatus de Ori-
gine Regaliæ, una cum conclusione Procuratoris Regii,
& Arresto Parlamenti super ea secuto. 101
Litteræ Regis die 16. Martii 1701. ad Concilium Flan-
driæ, quibus revocatur Litteras Placiti datus super Libellis
Indulgentiarum aliunde allatis sui inferendis. 108
Litteræ Regis die penultima Decembris 1503. ad Con-
cilium Flandriæ, quibus eidem injungitur, ne permi-
tat affissionem Indulgentiarum seu remissionem, nisi
plus appareat de obtemperantis Litteris Placiti. ibid.
Præfatus sanctio Philippi II. de Anno 1574. qua decla-
ratur, nullas Bullas, Provisiones, Expeditiones, aut
Secretas Romanas, Legatorum aut Nunciorum
Apostolicorum sine Placito Regio hic posse executionem
habere. 109

F I N I S.

TRACTATUS HISTORICO-CANONICUS DE CENSURIS ECCLESIASTICIS,

IN QUO

PRISTINA DISCIPLINA A RECENTIORE SECERNITUR;
Et quo spiritu in Censuris infligendis procedendum, necnon
qualiter timendæ ac observandæ Censuræ.

P R Æ F A T I O.

CUM multus esset sermo de Censuris, præsertim occasione eorum quæ agebantur in Belgio Confederato, non inuito iudicatos, hæc Censurarum materiam penitus examinare. Eam quidem quod plerique Scholastici, & Decretalium Commentatores suse traxerant reperi, quin & plures de ea speciales Tractatus conscripserat.

At observans, à plerisque eorum vel non satis animadvertit, vel non sat dilucide exposuit, quid in hac materiam Censurarum habuerit pristina Ecclesiæ disciplina, & quid recenior, siue quæ in hac materia successu temporis varietas intervenisset.

Quia enim vel locum loquendi præsertim attendit, sceteri debetis, multo aliter de Excommunicatione Veteres, quam Recentiores esse locutos.

Per Excommunicationem quippe simpliciter posita Veteres nequaquam intelligebant Excommunicationem maiorem sive Anathema, sed potius medicinam, quæ penitentes à Communionis Eucharistica, vel à consensu Fidei ad tempus remanebantur: cum tandem recenior iure indultum sit, per Excommunicationem intelligi maiorem sive mortalem, quæ mediante Excommunicationis reconditur à Corpore Ecclesiæ tanquam Ethnicus & Publicanus.

Quam differentiam vocis Excommunicatio non advertebat, in pluribus à genuino Canonum sensu deviarat.

Ad hæc distinctio illius inter Clavem Jurisdictionis & Ordinis recenioris est disciplina Antiquis ignota.

Unde ab una eademque Clave & potestate ligandi & solvendi procedebat infligendo Censuram, à qua procedebat inflexibile penitentia, & absolutio à peccatis in Foro penitentiali.

Quam quoque suis pluribus sæculis discrimen inter Tribunal Ecclesiasticum Fori contentiosi, & Fori penitentialis, quod etiam in hac Censurarum materia tandem invaluit.

Cumque antiquitas una eademque persona absolutam à Censuris & peccatis, hæc absolutio, quoad utramque Forum tam contentiosum sive externum, quam penitentiali sive internum suum plenum sortiebatur effectum, simpliciter absolutus à Censuris, habebatur in utroque Foro.

At sensus indulto utrique Fori discriminis diversa utrique quoque Tribunali persona propoita fuisse; atque infligendo Censuram ad Forum externum sive contentiosum Tribunal, personæque eidem propoita reclusa suis immixtis vero penitentiali ad Forum internum sive penitentiali, & Sacerdotes huius Tribunalis adductis.

Hæc alterius invaluit, ut nunquam auctoritas infligendi Censuras & ab his absolvendi, competat illis, quibus nulla est auctoritas in Foro interno & penitentiali; contra, sæpius auctoritas competat alicui in Foro penitentiali, cui nulla est in Foro externo sive iudiciali.

Quare & tandem necesse fuit, ut absolutus à Censuris in uno Foro debeat recurrere pro absoluteione ad eum, cui est auctoritas absolvendi in altero Foro: quæ omnia pristinis sæculis fuisse incongrua.

Præterea postquam Censurarum infligendi officia fuit Tribunali Fori externi sive contentiosi, etiam necesse fuit, ut in Censurarum infligendis ordo iudicialis Fori observaretur, adeo ut desistat huius ordinis militatorem infligendi Censuras operetur.

Si præterea attendamus hodiernas Censurarum semper tres species, Excommunicationis, Sæpensionis & Interdicti, nullo nam ante sæculum duodecimum reperitur duas posteriores pro Censuris fuisse requiratas; atque à ceteris penitus Ecclesiasticis hæc ex capite fuisse separatas.

Speciem Excommunicationis hodie nuntquam & nunquam frequentem, quæ dicitur late sententia esse recenioris discipline indubitatum est: Neque illa huius Excommunicationis formula in pristinis Canonibus occurrat.

Excommunicationem, quæ hodie minor vocatur, & sola postea Sacramentorum participatione privans, præpositæ Censuræ, recenioris esse infligendi nomen ignotum, licet antiquius nonnulla fuerint Excommunicationes, quæ minores vix duo possent, non tamen inter ipsas Censuras confuebant.

Effugit Excommunicationem, senauer quoad evitacionem Excommunicati, pro temporum & locorum diversitate variam fuisse comprehensam est.

Hæc atque præsertim inter & recenioris disciplinam in hac materia discrimina annotare animus fuit, atque tam veterem, quam recenioris disciplinam præcipue atque una annotare, quæ hæc veteris disciplina & recenioris confusio, siue non sufficiens & dilucida utraque disciplinam occasionem dederit recenioribus Scholasticis & Decretalium Commentatoribus à genuino Canonum sensu aberrandi.

Nic

Non tantum pristina Ecclesie disciplina disceperet a recitari, sed quorundam particularium locorum consuetudo & inveterati morei quodam spectata in hac materia observanda præferrent: ut de Belgio in hoc Tractatu ostenditur.

Hec tamen præstandum, quod tametsi notabili in hac materia circa varia puncta successu temporis contigisset mutatio, cum omnem mutationem & variationem inter spectare disciplinam: adeo ut de omnibus illis dici possit, quod de varia disciplina qua contigit circa necessitatem evitandi Excommunicationem dixit Christianus Lupus: Quibus licet non esset dogmaticis, sed disciplinæ: adque per Ecclesiam potest dici variis, atque mutari.

At ipsa auctoritas ligandi & solvendi a Christo Ecclesie concessa semper manifeste invariata, uti vix idemque spiritus Ecclesie in Censuris insistentis ab exordio Ecclesie usque modo fuit, & usque ad consummationem seculi mansurus est immutabilis.

Nec enim hodie aliud intendit Ecclesia per institutionem Censuræ, nisi quod Christus & Apostoli intenderunt: cum eodem semper spiritus Ecclesie animetur & regatur.

Quo spiritus si & modo præcedunt Prælati in usu Censurarum, ac notantur Excommunicationis, referent verisimile distanti a Synodo Tridentina Sess. 25. cap. 3. De Reformatione, quod gladius Excommunicationis nervus sit Ecclesiasticæ disciplinæ, & ad continendos in officio populum valde salutarius, modo sobrie magna que cum circumspectione exercetur. Uti in decursu hujus Tractatus demonstrabitur.

CAPUT I.

De varia specie Excommunicationis.

§. I.

De variis Excommunicationibus quæ ad Censuram Ecclesiasticam referri non possunt.



EXCOMMUNICATIO idem sonat, quod *extra communio*: & Excommunicatio dicitur, quasi *extra communionem factus*, sive segregatus a communione.

Sicui ergo varia est species communionis, quæ homines inter se communicant, sive ut membra ejusdem Communio sitis juncti sunt, & quasi inter se colligantur: ita varia pro varietate talis communionis potest dici Excommunicatio, prout nimirum ab hac vel illa specie communionis separatur.

Communio hæc, quæ homines minus sibi communicant, & inter se colligantur, in primis alia est civilis & politica, alia vero Ecclesiastica.

Civilis consistit in externis adhibitionibus & exercitiis, quæ ad humanam societatem pertinent, ut sunt mutuum inter se confabulationes, commercia, maritus salutationes, communis mentis, alique similia externa, quibus civilis & politica communio & societas intertinetur.

Ecclesiastica vero sive Sacra Communio consistit in adhibitionibus, & exercitiis externis Religionis, quibus homines aliquando unius Religionis, Ecclesiasticæ societatis membra inter se communicant & externis colligantur.

Hujusmodi externa adhibitiones seu exercitia sunt, exempli gratia, usus externus eorumdem Sacramentorum, assiduitas, seu presentia externa in publicis Religionis officiis & exercitiis, quibus ipsa externa societas membrorum ejusdem Religionis intertinetur, & sibi mutua manet.

Quamvis autem civilis communicatio per actiones mere civiles videatur plane civilis & politica, atque omnibus hominibus etiam Ethnicis & Publicanis communis: adque non videatur ad hanc materiam Excommunicationis, ut fides Fidelibus propriam, perire: nihilominus in quantum inter Fideles intercedit, & ad finem spirituum ordinari potest, etiam ad hanc Excommunicationem referri valet: sive per Excommunicationem, ut est Censura Ecclesiastica, extra hanc civilem communionem possunt Fideles segregari, ut infra ostenditur.

Igitur ut sunt varia species communionis Ecclesiasticæ, sic & varia dici potest Excommunicatio, pro varietate communionis, a qua quis segregatur.

Hac ratione segregatio sive exclusio a participatione Eucharistiæ, vel publicis officiis, omnibus, vel aliquibus, quo olim pro varietate graduum poenitentiarum, poenitentibus in poenitentiam imponebatur, Excommunicatio dici potest, & lapsus a Patribus dicta fuit: ut potest, qua mediante poenitentes extra communionem cum reliquis Fidelibus in participatione Eucharistiæ, aut aliorum Sacramentorum exercitio ponebantur.

Van Espen, Pars I.

Unde & recte advertit Morinus De Poenitentia lib. 6. cap. 25. quod hæc Poenitentium segregatio merito dici potest fuisse minoris Excommunicationis. Quin & observat Suarez De Censuris Disp. 24. §. 1. m. 6. Interdum vocari Excommunicationem in antiquis Canonibus solam privationem Eucharistiæ, cujus usus per ananiam dicitur Communio.

Credique Susseius, de hac segregatione sive Excommunicatione loqui Concilium Tridentinum apud Gratianum Caus. 1. Quest. 3. Can. 41. ubi statuitur, ut nemo Episcoporum quolibet sine eorum & manifeste. At peccati causa Communionem privet Ecclesiastica.

Ex sane, cum ibidem Concilium manifeste hanc segregationem a Communione Ecclesiastica distinguit ab Anathemate, nullatenus potest hæc segregatio accipi pro Excommunicatione majori, prout hæc hodie sumitur.

Certum enim est, omnem illam Excommunicationem, quæ Fidelem abdicat a corpore Ecclesiæ, & tanquam Ethnicum & Publicanum habendum pronunciat, aliam ab Anathemate non fuisse distinctam: sed omnem Excommunicationem, quæ hodie major vocatur, dictam fuisse Anathema, ut infra probabitur.

Occurrit & alia species Excommunicationis Veteribus notissima, quæ Episcopos sine legitima causa non accedens ad Conveniunt sive Synodum Episcoporum, segregat seu privat communionem forem Fratrum seu Coepiscoporum, jubetque Ecclesie sue communionem esse cunctis, ut ex Concilio Carthaginensi V. referat Can. 10. dist. 18. apud Gratianum.

Et Concilium Arelatense ibidem Can. 14. relatum, hanc Episcoporum pronunciat aliquam a Fratrum communionem. Ac denique Synodus Trarconensis ibidem Can. 25. hunc Episcoporum, usque ad futurum Concilium canonum Episcoporum charitatis communionem privas: sicut (ait) STATUTA PATRUM serventur.

Similis Excommunicationis sive segregationis meminit S. Aug. Epist. 209. nove Ed. ad Cælestinum Papam, scribens de Victore Episcopo Provinciae Cæleriensis, cui, relicto eodem suo Episcopatu, in penam missum nisi in Diocesi ejus ab aliquo communicaretur Episcopo.

Quæ hæc segregatio a communione ceterorum Episcoporum potest dici quædam Excommunicatio, dubium non est: quandoquidem revera hic Episcopos per hanc segregationem privaretur, sive poneretur extra communionem, quam Episcopi ejusdem Provinciae inter se habebant: atque ita respectu eorum erat quasi Excommunicatio, sive extra communionem positus.

Cujus Excommunicationis effectus erat, quod Episcopus sic a communione segregatus, a ceteris Episcopis nulla visitationis officia recipere, nec vicissim Episcopi ab illo. Secundo, Sacra Solemnitas in altorum Directori obire non sinebat. Tercio, munus literarum formatarum sive Commendarum commercio interdiceretur. Denique ac Concilia ab Episcopis Ecclesiasticis Conventus simul cum ceteris Episcopis non coequebantur, & omni illis jure suffragi & auctoritate consensu spoliatus. Plura de his videri possunt apud Pascualium Quenellum in notis ad Epistolam 60. S. Leonis, & Morinum ibidem citatum.

Tametsi hæc segregatio suo sensu potest dici Excommunicationem.

communicatio, & pro tali apud Veteres fuisse habitam; nihilominus certum est, quod haberi non poterit pro Excommunicatione, ut est Censura separans Excommunicatum a Corpore Ecclesie; quandoquidem huiusmodi Episcopo permittitur communicatio sine Ecclesie, sive communicare cum Clero & populo sine Diocesi, cui permittitur inquam proprius Episcopus pateret, itaque hac figuratio, quæ de æternum tempus pro variis culpe restringitur, jura doctrinam phrasim & disciplinam non tam est Censura, quam quædam jura Canonica.

Hoc & recte notavit Stephanus Quaranta in Summa Bullarum, verbo *Constitutio Provincialis* quæst. 18. Et idem (sic) *trinitas in ea non requiritur, sed in Excommunicatione, quæ est Censura Ecclesiastica*. De qua differentia laus infra, ubi de Canonica mentione agitur.

Frequens quoque occurrit mentio Excommunicationis in Regula Monachorum, ac nominatim in Regula sancti Benedicti, quæ pro qualisvis culpæ, Monachi ad tempus, in totum, vel pro parte privantur & segregantur a communione ceterorum Monachorum.

Est quidem cap. 24. hujus Regule præcipitur: *Secundum modum culpe, Excommunicatio vel disciplina mensura debet attendi, quæ culpæ modus in Abbatibus præstat iudicio*.

Deinde subiungitur: *Si qui tamen Frater in levibus culpis inveniatur, a mensura participatione privetur*.

Evidens est ex isto contextu, & sensu Capituli, qui est: *Qualis debet esse modus Excommunicationis*, hanc a mensura communis participatione privationem, a Benedicto habuit fuisse pro Excommunicatione, non solum ac illa, quæ Monachos, qui graviori culpe non tenentur, suspenditur a mensura sive ab Oratorio, prout cap. 25. præscribitur: vel quæ Monachos committens in inobedientia, nec post ritum monitionem se corrigens, Excommunicationi subjacere mandatur, cap. 23.

Licet enim separationes hæ pro graviori culpæ a communione ceterorum Monachorum, & communi conversatione, & exercitiis communibus extenderentur, & plus minusve Monachum a ceterorum consortio separarent; nihilominus omnes hæ separationes communis requiritæ sunt, & repetari poterunt tanquam pæne Monachice, nequaquam vero pro Censura Ecclesiastica a Claviam potestate procedentibus.

Unde & videmus, hæ Excommunicationes infligi pro culpis levioribus prædictis, nulla existente in corrigendo contumacia; cum tamen Censura infligi nequeat, nisi commota & se corrigendolenti, uti recte notat Josephus Mege Monachus Benedictinus Congregationis S. Mauri in Commentario ad cap. 23. Regule S. Benedicti, qui pluribus argumentis hanc evincit, hæ Monachales separationes nequaquam ad Censuras Ecclesiasticas referas fuisse; tamen fateretur, eas in aliquibus quædam cum Censuris conformitatem habuisse, & simpliciter fuisse dictas Excommunicationes: eo quod revera Monachos *excommunicationem* cum ceteris Monachis in totum vel pro parte separarent. Quod & notavit Suarez de Censuris disp. 24. sect. 3. num. 6. in Regula sancti Benedicti (sic) multatorem de Excommunicationibus Regularibus (oc in ita dicam) quæ in penam Monachis imponebantur, quæ Censura non erant, sed prohibitiones & separationes quædam.

Itaque hæ & similes separationes olim etiam Excommunicationes dictæ fuisse, tamen essent simplices pæne Canonice, quæ etiam ab illis, qui ultra Claviam nullam habebant, imponi poterant, & a Censura Ecclesiastica in multis differabant, uti in secunda hujus Tractatus notabitur.

De Excommunicatione minoris pro tali intelligitur, & quando Sacramentarius simpliciter posita interpretatur pro majori.

Quamvis olim plerique prohibitiones & separationes a communione in penam culpe, vel in satisfactionem delicti imposuerint, dictæ & habuit fuerint pro Excommunicatione, & Excommunicationes minores dicti poterunt; hodie tamen ex recentiori disciplina & phrasim loquendi, nulla separatio seu prohibitio a communione habetur & reputatur pro Excommunicatione, nisi sit speciem Censuræ Ecclesiasticæ.

Hinc Victorius alique nonnulli Scholastici temerè faterentur, quod omnes illæ separationes, de quibus præcedenti, poterant vocari Excommunicationes minores: Nunc autem (sic Victorius) *vera tantum est Excommunicatio major, quæ privat usque passio Sacramentorum*.

Similiter Suarez disp. 16. sect. 1. num. 7. quamvis non obscure fateretur, olim plures fuisse species Excommunicationis minores, observat tamen: *Nunc certum est, nullam esse propriam Censuram, quæ privet receptionem aut Sacramenti, nisi amittat simul privandus*; quæ est hodierna Excommunicatio minor, species Censuræ Ecclesiasticæ.

Hæc enim Excommunicatio minor definitur solet: *Censura privati passio Sacramentorum participatione*.

Quæ definitio desumpta est de cap. prædicto. De Sententia Excommunicatæ, ubi declaratur, quod minor Excommunicatio perceptio Sacramentorum fereat, major a Fidelium communione.

Et in cap. fin. De Clerico excom. minis. supponitur, minores Excommunicationes ligatur, a participatione Sacramentorum exclusio. Declaratur enim epus electio iudicanda, pro ea quod ad suspensionem eorum sistitur, a quorum perceptione a SS. Patribus est privata.

Hæc Excommunicatio incurritur de jure ob contraventionem peccaminosam cum Excommunicato majori Excommunicatione, uti expresse supponitur in cap. 3. De Sententia Excommunicatæ in 6. Notatque Suarez disp. 24. sect. 3. num. 3. post Narratum hunc esse unicum casum, quo de jure hæ Excommunicatio incurritur: *Quia (sic) reliqui nec fore in eis, nec in eis intervenit propter Excommunicatio minor*.

Observat præterea num. 1. quod etiam, nihil obstat videtur, quin hæc Excommunicatio ab homine ferri queat, tamen raro, ac fere nunquam Iudices Ecclesiastici utantur hæ Censura in infirmitas ab homine ferendis.

Notandum præterea, hujus Excommunicationis minoris ob participationem cum Excommunicato, nullam apud Veteres mentionem fieri.

Est licet verisimiliter circa tempora Gregorii VII. aliquid invaluisse cupient, quæ huc Excommunicationis introducendæ occasionem dederint (ut infra ostendetur, ubi de effectu Excommunicationis agitur, tamen non reperitur ullum hujus Censuræ mentionem expressam fuisse, ante Gregorium IX. qui est Auctor utriusque Decretali prædictæ in cap. prædicto. De Sententia Excom. de in cap. fin. De Clerico excom. minis.

Recte proinde notat Morinus De Administr. Ponit. lib. 6. cap. 15. num. 13. tamenque Vercibus notæ fuisse plures Excommunicationes minores, hanc tamen speciem Censuræ ignorat fuisse, eoque esse recentioris instituti, licet a multis annis (ait) penitus prope oblitus.

Est Christianus Lupus tomo 1. Scholiorum in Capotoni pag. 491. observat, quod antiquius nulla esset Excommunicatio minor, scilicet quæ contraheret ob participationem cum Excommunicato: *Ad hoc Excommunicatio recens est, nec invenitur habere in Gallia, sed nec in Belgio ejus usus apparere*.

Aff Excommunicatio, quæ hodie *major* appellatur, Veteribus notissima fuit, & unica pene species *Communis* reputata a potestate Clavium dependens, & proprie a Christo *Matt. 18.* intellecta, hodie quoque ab omnibus pro Censura agnoscitur, & prima inter species Censuræ reputatur: de qua potissimum & hoc Tractatus agendum.

Hæc est illa Censura, quæ mediante quibus auctoritate Clavium ab Ecclesia refectitur, & tanquam Ethnicus & Publicanus habendus declaratur.

Et quidem adeo vulgaris cepit esse hæc Excommunicatio, ut tandem invaluerit, nomine Excommunicationis simpliciter potius intelligi hæc Excommunicationem *majorem*: quod præsertim receptum fuit, postquam prodit moderna Decretalium Collectio auctoritate Gregorii IX. qui in Decretali relaxa in citato *capit. penult. De Sen. Excom.* declaravit: "Si quem sub hæc forma verborum *alium excommunico*, vel simili a iudicio suo excommunicati contingat, eum non tantum minori, quæ a perceptione Sacramentorum, sed etiam *majori Excommunicatione* (quæ a Communionem Fidelium separatur) esse ligatum."

Hinc uno consensu concludere Decretalium Commentatores, & hoc fecerit Theologi Scholastici, nomine Excommunicationis intelligi Excommunicationem *majorem*.

Dubium non est, hæc Excommunicationis interpretationem esse recentioris ævi: quandoquidem apud Veteres passim Excommunicatio simpliciter expressa, pro separatione a Communionem Eucharistica, vel alia particulari acciperetur, non autem pro Excommunicatione *majori*, quæ quæ a Communionem Fidelium, sive corpore Ecclesiæ tanquam Ethnicus & Publicanus separatur, quæ antiquitus *Anathema*, vel Excommunicatio *mortalis* vocari consuevit, ut §. sequenti notabitur.

Id recte observavit Emanuel Gonzales in Academia Salamanicensi Canonum Professor, in notis ad citatum Capitulum penultimum, notans, quod Gregorius IX. hic *novam* ediderit Constitutionem: "Nam (ait) cum olim Excommunicatio simpliciter potius de minori acciperetur *Can. ENGELTRUDAM* 3. q. 4. *Can. CUM EXCOMMUNICATO* 11. q. 3. tamen ipse *noviter* statuit, ut si simpliciter proferatur Excommunicatio, intelligatur de *majori*; quæ Fidelium Communionem privas, & magis timetur."

Ad hæc diversam Excommunicationis nomenclaturam non satis refectentes recentiores Canonum Interpretes, in multis a genio Canonum sensu distesserunt, & novæ eorum interpretationes produxerunt, quæ sensum communiter receptæ, occasionem dederunt novæ & Antiquæ ipsorum disciplinam introducendi, cui in decursu hujus Tractatus videbitur.

§. III.

De Anathemate.

VOX *Anathema* proprie est vox Græca; & in Sacris Literis usurpatur per vocem Hebræam *Horma*, quæ vulgaris Interpretis expoluit per *Anathema Numer. 12. & Judicum 1.*

Defendit autem vox Hebræa a radice *Haram*, hoc est, *occidit, deliravit, exterminavit*. Igitur *Anathema* proprie & secundum usum Iudeorum, est res quæ executione & ruina digna est: de verbum *anathematizans*, est rem abolere & diris devovere.

Sic in Libro Numerum cap. 1. Urbes Chananeorum, quæ traditæ sunt Filiis Israël, ut deleterentur, dicuntur *anathematizate*.

Erin Libro Josue cap. 6. vers. 16. de Civitate Jerichonina, quam mandaverat suadituri deleri cum omnibusque in ea inventis, dicitur: *Sic Civitas hæc ANATHEMA, & omnia quæ in ea sunt.*

Similiter in Libro Judicum cap. 1. vers. 17. de hac ipsa Civitate legitur: *Excavatum est nomen Urbis HORMA, id est, ANATHEMA*, quia solliciti funditus deleta erat.

Igitur *anathematizans* apud Iudeos sonabat idem quod penitus delet.

Dicere autem, *Anathema sit*, idem sonat, atque *diris devovere*, seu optare, ut penitus deleatur.

Von Effen, Pars VI.

Hæc significatio accipitur & in Novo Testamento. De Petro Marci 14. vers. 71. legitur: *Ille autem capis anathematizare & jurare, quia nescio hominem istum, quem dicitis*: hoc est, capis ipsum diris devovere.

Et vox *Anathema* sæpius sumitur pro re excedenda vel execrabili. Sic Paulus ad Rom. 9. vers. 3. dicens: *Capitulum ANATHEMA esse pro fratribus meis*, nihil dicere voluit, quam quod desiderasset, diris devoveri per fratres suis. Et quod dicitur 1. Cor. cap. 16. vers. 22. *Si quis non amat Dominum nostrum Jesum Christum, sit Anathema*, idem sonat, quod in executionem sit omnibus, & deleatur de Libro viventium. Et ad Galatas 1. vers. 8. *Latet vos autem Angeli de Cælo evangelizet vobis, præterquam quod evangelizamus vobis, ANATHEMA sit*, idem est, ac si diceret, *maledictus, execrabilis sit*.

Cum igitur qui ab Ecclesiâ tanquam Ethnicus & Publicanus refectebatur, & sæpius in iustorum carisitate abieceretur, eo nomine ab omnibus quasi execrabiles & maledicti reputandi essent, a quibus & se separare deberent; idcirco Episcopi in eos quos hæc Excommunicatione *majori* plectendos credebant, hæc voce *Anathema* uti sunt.

Hæc proinde ratione *Anathema* in Ecclesiâ jamprius pro Excommunicatione *majori* recepta fuit.

Et quidem, cum per omnem & solam Excommunicationem *majorem* qui tanquam Ethnicus & Publicanus ab Ecclesiâ rejiceretur & abscederet, etiam a Patribus omnis hæc sola ab Ecclesiâ separatio & expulso *Anathema* dicta fuit.

Uterius, quia per eam Excommunicatus tanquam Ethnicus & Publicanus quasi de Libro vite eradabatur, & sæpius tradebatur: atque ita in mortem æternam traditus credebatur, idcirco & hæc Excommunicatio non tantum *Anathema*, sed & *mortalis* appellabatur.

Excommunicatio vero quæ ponit in penam aliquis culpæ a Communionem Eucharistica, aut ingressu Ecclesiæ, vel a consorcio Fidelium ad tempus in totum, vel pro parte separabatur, nequaquam dicebatur *Anathema*, aut *mortalis*: eo quod hæc Excommunicatione pectus, non tanquam Ethnicus & Publicanus a corpore Ecclesiæ esset rescissi & in mortem traditi; sed solum tanquam ægri & faucii ad tempus sequestrati, & operibus penitentia subiecti: quos etiam non ut Ethnicos & Publicanos a sua cura abiecerat, sed ut filios sibi Ecclesiæ fovebat, & curabat: nec a ceteris Fidelibus tanquam maledicti & execrabiles reputabatur: sed ut ægri & faucii, qui remedio curatiois & a Pastoribus tanquam spiritualibus Medicis sibi applicata liberius susceperent, & vulnerum sanationem curatiois desiderarent.

Unde similis Excommunicatio passim dicebatur *medicinalis*, ad distinctionem *majoris*, quæ *mortalis* appellabatur.

Hujus distinctionis meminit S. Aug. *serm. 357. num. 10.* in ult. edit. Benedictionum, dicens: "Non vero quæquam a Communionem prohibere non possumus, quævis hæc prohibitio nomen *mortalis* sit, sed *medicinalis*, nisi aut sponte confitetur, aut in aliquo sine seculari, sive Ecclesiastico iudicio nominatum sit." quæ convictum. "Et in Libro populi Collationem contra Donatistas, ait: "Neque a populo Dei separamus, quos vel degradando, vel excommunicatione ad bonam licentiam penitentia locum redigimus."

Evidens hæc est, separationem penitentium ab Eucharistia, aut ingressu Ecclesiæ, & consorcio Fidelium, dictam fuisse ab Augustino Excommunicationem, sed *medicinalis*, non autem *mortalis*, quæ Excommunicatus a populo Dei separatur, sive ab Ecclesiâ rescinditur.

Quod autem solus ille, qui per Excommunicationem *mortalem* ab Ecclesiâ abscedebatur, *anathematizatus* per *Anathema* dicebatur, fusius exponit S. Chrysostomus Hom. 16. in Epist. S. Pauli ad Romanos, in illa verba: *Operemur ita ipse Anathema esse a Christo*. "Quid igitur est *Anathema*? Audi (ait) ipsum ita loquentem: *Si quis non amat Dominum nostrum Jesum Christum, sit Anathema sit*: hoc est ab omnium commercio sequestratus alienus ab omnibus sit. Nam quemadmodum *Anathema* non daturus quod Deo oblatum dedisset, nemo est qui temere manibus contingere audeat, neque ad id propius accedere, sic & cum qui ab Ecclesiâ separatur, ab omnibus abscedit, ac tanquam longissime

abdicere, hoc nomine, a contrario scilicet appellat, magno cum errore omnibus interpretatum, ab eo ut separaretur, accedens eferant.

Agnovimus et hos recedentes Theologi: atque inter alios Suarezius *Diff. 8. sect. 2.* postquam modum supra expressio expressit vocem *Anathema*, concludit num. 5. "atque hinc tandem in usus Ecclesie *anathematizari* quis dicitur, cum ab Ecclesia separatur, & sic separatus vocatur *Anathema*, tanquam ab Ecclesia maledictus, & alia Fidelibus execrabilis."

Itaque igitur hinc Verbis duplex species Excommunicationis majoris: una scilicet quae simpliciter Excommunicationis major, & altera, quae *Anathema* dicitur, prout huc hodie a Theologia & Canonistis distingui solet, & expresse notatur in moderno Pontificali Romano sub titulo, *Ordo excommunicandi*, ubi exprimitur simplex species Excommunicationis, videlicet: minor, major, & *Anathema*.

Hanc distinctionem inducenda occasionem dedisse apparet nova illa interpretatio vocis, *Excommunicatio*, quae occasione Decretalis Gregorii IX. in cap. *penult. De Sen. Excom.* invaluit: similium quod Excommunicationis simpliciter expressa intelligenda sit de Excommunicatione majori, quae quia a Corpore Ecclesiae tanquam Excommunicatus & Publicanus recedunt.

Hac quippe significatione vocis, *Excommunicatio*, recepta, comperimus passim Canonice & hos fecit Theologi vocem, *Excommunicatio*, ubi in antiquis Canonibus apud Gratianum occurrit, accipere per Excommunicationem majorem, idque frequenter contra verum & generalem Canonum illorum sensum.

Cum namque interdu in his Canonibus diceretur, post Excommunicationem, excommunicatum si rebellis & contumax maneret, *Anathematizandum* est: ipsi quae supponebant, concommittit ad recentem jam introductam vocis illius interpretationem, in Canonibus illis sermonem fuisse de Excommunicatione majori, comperimus *Anathema* distinguere ab Excommunicatione majori: aut ut minus crederetur per *Anathema* priusam censuram si de Excommunicatione intrandi, tamque aliquem simplicem Excommunicationem majorem a poenitentia, esse graviorem, ne alias videretur unus idemque peccator ab eademque suam contumaciam una eademque censura bis ferendus.

At si postea hac recentiori interpretatione vocis, *Excommunicatio*, reflexisset, vocem hanc simpliciter positam, antiquis non significat Excommunicationem majorem, sive mortalem, sed de uxatam minorem sive mortalem, facile vidisset, ad hanc distinctionem *Anathematis* & Excommunicationis majoris non esse coniungendum.

Nihil enim evidenter, quam quod hi, qui post Excommunicationem medicalem non erigebantur, tandem per Excommunicationem mortalem, sive *Anathema*, tanquam incurabiles & desperati reciderentur.

Cum igitur in quibusdam Canonibus apud Gratianum Excommunicatio distingui videntur ab *Anathemate*, ut *Excommunicatio* nequaquam accipienda pro Excommunicatione, quae hodie major dicitur, sed pro separamine aliqua a Communione Eucharistica, vel a societate Fidelium in penitentiam, seu poenam commissi delicti imponitur, quae medicinalis dicebatur: nec Excommunicatio a Corpore Ecclesiae auctoritate Clericorum separabat: quod per Excommunicationem fiebat, quam Veteres Excommunicationem mortalem & *Anathema* dicebant.

Hoc sensu Canonem ENGELTRUDAM cap. 3. §. 3. expoluit ipse Gratianus. Cum hic dicitur *Engeltrudam non solum EXCOMMUNICATIONE, quae a fratre, societate separatur, sed etiam ANATHEMATE, quod ab ipso Christi corpore (quod est Ecclesia) recidit, crebra periculis esse, subiungit hanc excommunicationem: Unde datur intelligi, quod *Anathematizari* intelligendi sunt, non simpliciter a fraternis societate, sed a Corpore Christi (quod est Ecclesia) omnino separari. Nequaquam obiculus est Gratianum accepisse *Anathema* per omni Excommunicationem, quae a Corpore Ecclesiae separatur: Excommunicationem vero simpliciter positam pro ea, quae a societate fraterna separatur.*

Eodem sensu accipiendus Canon NEMO EPISCOPORUM cap. 17. quod 3. praecipitur, ut nemo Episcoporum quolibet sine certa & manifesta poenitentia causa

Communionem prius Ecclesiastica, Sub *Anathemate* anathematis censuram Archiepiscopi aut Episcoporum nullam praesumat ponere, nisi unde Canonica docet Anathemas.

In prior enim parte, Canon agit non simpliciter de separatione a Communione Fidelium, sive Corpore Ecclesiae, sed de separatione a Communione Ecclesiastica, quae in penitentiam, seu poenam poenitentibus pro commissi delicti imponebatur, quae etiam medicinalis tantum esset, non poterat tamen imponi, nisi vel sponte confessa, aut in iudicio aliquo provisa, ut ex Augustino mos nobis videtur.

Quod tamen per *Anathema* intellexerit omnem Excommunicationem majorem probat subiecta ratio: Quia (ait) *Anathema est aeterna mortis damnatio, & non nisi pro mortali debet imponi, & illi qui aliter non poterit corrigi.*

Difficile atem majorem habere videntur, quod testatur in cap. 10. De Judiciis, quod Clericus pro crimine aliquo primum depositus, si incorrigibilis fuerit, excommunicatur, deinde contumacia clericali, *Anathematis* poenae ferri debet.

Hoc passim per Excommunicationem Canonistae intellexerunt majorem: tamque ab *Anathemate* distinguunt, uti novissime post alius notavit, & distinct Prosper Fagnanus: Quia (ait hic num. 20.) *Excommunicatio verbo, MAJOR Excommunicatio intelligitur.*

Deinde num. 23. monet hoc intelligi de majori Excommunicatione, quae ferri sine solennitate, *Anathema* vero illa, quae ferri cum solennitate.

Quis fuerit hujus Decretalis Auctor incertum est. In ultima quidem Decretalis Collectio, quae hodie usum, inscribitur Celsio III. At Cajetanus tamque secutus Gonzales, cum Clementi III. adscribendam arbitrat.

Cum autem uterque hic Pontifex sedisset sub finem saeculi XIII. non parum jam tum collapsa Veterum disciplina, erigi poterit illi argumentum, quod pro Veterum praescripto, & disciplina ex hac Decretali eruitur.

Praeterea incertum est, nam Clerico depositus & incorrigibilis ingredere sit Excommunicatum majorem sive mortalem, ac non potius medicalem, quae Clericus non tantum ab Officiis Clericalibus, & Communione Clericali propterea interdicitur, sed & a Communione Laica, & Societate Fidelium in penitentiam segregatur: quae simpliciter Excommunicatio dici nunc consuevit: tamen per tam a Corpore Ecclesiae non recideretur, quod demum per Excommunicationem mortalem sive *Anathema* fiebat.

Ceterum facimus passim Recentiores, qui hanc etiam distinctionem mutant, cum nonnulli accidentalem dici posse: sive Excommunicationem majorem & *Anathema* non differre, nisi poenitentiam minorem majoremque sollemnitatem in pronuntiatione adhiberi solent.

Et quidem supra vidimus, quod Fagnanus adhibita distinctione inter Excommunicationem majorem & *Anathema* mos monuit, Excommunicationem majorem intelligi quae ferret sine solennitate, *Anathema* vero illam, quae ferretur cum solennitate.

Et Emmanuel Gonzales in notis ad citatum Capitulum in. li. L. notat, quod Excommunicatus *solenniter* in Ecclesia factus dicitur *Anathema*: Et ipsius Excommunicatus *Anathematizatus*, est veluti Anathema, & aggregatio detestatio contra Excommunicatum coarctum, Excommunicationem procedentem anget non substantia segregationis, sed horrore majorem excommunicationis.

Et Suarezius citata *sect. 2.* postquam probavit, non posse dici duas esse species Excommunicationis majorem in substantia distinctas, rursus monendo addendum censuit, "*Anathema* substantialem non differre ab Excommunicatione majore, atque ideo omnino huiusmodi Excommunicationem esse quodam Anathema."

Ipsam quoque Pontificalem Romanam sufficienter infirmat, Excommunicationem majorem & *Anathema* non differre, nisi poenitentiam sollemnitatem promulgationis majoris vel minoris.

Interim vix dici potest, quantum in hac Clausulam materia, notantur Excommunicationis, a sensu Patrum & spi-

de spiritui Ecclesie rectum sit occasione novae illius interpretationis vocis, *Excommunicatio*, & distinctionis inter *Excommunicationem majorem simplicem* & *Anathema*.

Ubiunque etiam in Canonibus & Patrum Regula occurrat vox, *Excommunicatio*, idque pro culpa saepe sit levis, cum accipitur Retentio, iuxta phrasim receptam, de *Excommunicatione majori*, atque hinc proclives facti sunt Juris, ut hanc Censuram pro levioribus etiam causis imponerent, non adveniens, Canon non de hac, sed de minori quamdam segregatione seu *Excommunicatione*, secundum modum illius temporis, esse accipiendo.

Ubi vero Canones agunt de moderatione, & pendentia in *Excommunicatione* servanda, nec non de gravitate, & atrocitate delicti, atque de contumacia & rebellie in *excommunicando*, aliiquæ ab Episcopis aliique Prelatis expendunt, priusquam ab *Excommunicatione*, utquam ultimam & severissimam remedium recurrat, huc omnia tanquam ad *Anathema* magis quam *Excommunicationem majorem simplicem* spectata existimantur: Cum tamen ex sensu Patrum, & mente Ecclesiae ad omnem *Excommunicationem majorem* pertinere certum sit, uti & in decursu de singulis speciebus notabitur: & una in quibus averti delapsa, & vero Canonem sensu rectum sit.

§. IV.

De *Excommunicatione lata*, seu juris & hominis.

Notissima est hodie divisio *Excommunicationis* in eam, quæ est ab homine, & eam, quæ est a legē.

Excommunicatio dicitur ab homine, quando a iudice per sententiam fitur in certam personam, ob contumaciam in delicto.

Dicitur *Excommunicatio juris* sive a iure, quando Superior ferendo legem statuit, & perennemque, penam *Excommunicationis* in transgressorem annodit.

Et quidem hæc *Excommunicatio* subinde dicitur *ferenda*, sive *lata sententia*.

Ferenda quidem, quando Legislator duntaxat vult, ut transgressor per iudicem *excommunicetur*, & sic transgressor per solam transgressionem non incurrit *Excommunicationem*, sed demum postquam iudex de transgressione cognovit, & sententiam *Excommunicationis* in ipsum pronuntiavit: idemque dicitur *ferenda sententia*: quæ prærequirit iudicis sententiam.

Excommunicatio lata sententia dicitur, quæ ipso facto, sive ipsa legis transgressione, per ipsam legem sive vi legis inferitur: ita ut ipse transgressor *Excommunicatione* ligetur hoc ipso, quo legem transgressus est, tamen iudex de transgressione non cognovit, multa minus sententiam præcedit: & sic ultra ipsam transgressionem legis, nullum iudicis factum requirit: atque idcirco vocatur *Excommunicatio Canonis vel juris*, quia immediate vi Canonis vel juris auctoritatis hominis facto infigitur.

Quantumvis hæc *Excommunicationis* species apud modernos Auctores sit vulgarissima, in praxi frequentissima, certum tamen est, eam pluribus seculis in Ecclesiis placuisse ignorari.

Ignota quippe fuit Veteribus *Excommunicatio Canonis* sive juris, quæ hodie *lata sententia*, prout supra descripta est.

Si enim pervolvamus Canones novem ut minus seculorum, quibus Ecclesia fletit, non credetis repetendus Canon, qui continet hæc similemve formulam: Qui hoc, illudve fecerit, vel non fecerit, sit ipso facto, seu ipso iure *excommunicatus*: ut ipso iure, seu facto *Excommunicationem* intueatur: vel sub *pena Excommunicationis* ipso facto incurrenda: quæ sunt ordinariæ formulæ, quibus *Excommunicatio lata sententia* exprimitur.

Quin & si integrum Gratiani Decretum, seculo decimo duodecimo compositum pervolvamus, nescio num vel unum *Excommunicationis lata sententia* exemplum reperitur.

Dicitur quidem in famoso illo Canone SI QVIS SUA.

DENTE DIABOLO *can. 17. q. 4. quod* " si quis suadente diabolo huius sacrilegi reatum incurrit, quod " in Clericum vel Monachum violentas manus iniecerit, " *Anathematis vinculo subiaceat*."

Sed utrum hæc formula sit *lata*, an duntaxat *ferenda sententia*, non est expeditum.

Ut enim notat Glossographus ad e. a. 2. de *Forcompenti*: Hæc formula: *Sic sequitur, sive excommunicatus*, non significat nisi *Excommunicationem ferendam sententia*.

Rufus ac capit. unico 2. de *Sagittariis*, aliter quod per hanc formulam, *sub Anathematis prohibemus*, non importetur *Excommunicatio lata sententia*, sed *ferenda*; hæcque *Excommunicatio* generaliter intelligi, ubi per legem aliquid prohibetur *sub Anathemate*.

Non sine fundamento proinde nonnulli existimant, *Excommunicationem*, de qua in Cano Si quis suadente diabolo, potius ex interpretatione Doctorum, quam mente Auctoris per *Excommunicationem lata sententia* tandem habere debere & receptam.

Adhuc notandum, hanc Canonem referri ex Concilio Lateranensi, quod demum sub medio circiter seculi XII. sub Innocentio II. celebratum est: idque pro antiquitate huius *Excommunicationis* hæc nihil erui posse.

Illud scimus, quod licet hæc *Excommunicationes lata sententia* seculis innotuerint, tamen eas semel receptas, labentibus seculis mirum in modum fuisse multiplicatas.

Et quidem si Navarro credimus in suo Manuali *cap. 27. num. 49. ad annum usque 1398. quo promulgatus est Sextus Decretalium*, vi inventarum 36. *deus* *Excommunicationis lata sententia*, qui ad minus in 26. redigi possunt.

" Per solam Sextum Decretalium (ait Navarrus) introduci sunt 32. casus *late sententia*, & per solas 44 Clementinas 50. per Bullam Cane, per Extravagantes 11 impressas, per Constitutiones Synodales, & Provinciales, & per visitationes & renovationes Secularium, & Regolarium penitus summa."

Quantopere adhuc potestas illarum *Excommunicationum* excreverit, scitur: quantoquidem vi ulla Bullæ, aut Rescriptum Romæ prodest, cui non sit *Excommunicatio lata sententia* infecta.

§. V.

Validitas, & Effectus *Excommunicationis* juris sive Canonis dependet a validitate, & obligatione legis.

Ostendum est præcedenti §. quod *Excommunicatio lata* sive Canonis dicatur illa, quæ annexa est legi sive Canonis eo pacto, ut incurritur vel ingitur ob transgressionem legis vel Canonis: uniceque tendat hæc *Excommunicatio*, ut puniantur transgressores legis vel Canonis, ejusque potius comminatio ad observantiam legis incitetur, aut a transgressione efficacius avocetur.

Cum non possit esse obligatio adimplendi legem, aut peccatum seu culpa in legis transgressione, si ipsa lex ab initio fuerit invalida, sive non obligatoria, vel vim obligandi successu amiserit, non potest quoque incurri *Excommunicatio*, quæ est pena gravissima, ob transgressionem illius legis.

Hinc uno consensu concludunt tam Theologi, quam Canonistæ, Censuram juris seu Canonici dependere a validitate & efficacia legis, hæcque deficiente, etiam Censuram omnem annexam ipso facto evanescere.

Quare Suarez de Censuris *disp. 4. sect. 6. inquirens*, quæ requirantur ad validitatem Censuræ, dicit *can. 4.* " Quod attinet ad Censuram latam per legem, sit prima Regula & indubitata: Quoruscunque lex, vel propter iniquitatem nulla est, vel propter aliam causam acta non obligat, Censura per talem legem lata nulla est, seu de facto non incurritur... Quia si lex nulla est vel non obligat, priorius auferatur materia Censuræ, & omnis coactio: quia si lex non obligat, nec coactio, nec inobedientia, vel peccatum in transgressione intervenire potest: ablata autem materia Censuræ, nulla potest esse Censura."

Quæ

Quæ autem requiratur ad iustitiam legis, ejusque vim obligandi exponere passim Scholastici in Tractatu De legibus. Hoc autem hic notat specialiter Suarez num. 9. Ut Censura lata per legem valida sit, non satis esse, legem esse honestam, & iustam, quoad id, quod præcipit, vel prohibet, sed etiam quoad proportionem Censuræ cum materia talis præcepti. Nam si pro re levi gravem penam imponat, quoad cum partem iniusta erit. Atque ita in præfati, si materia præcepti levis sit, ita ut quæ transgressio non excedat culpam venialem, & illi adjungatur Censura major, seu gravis, valida non erit, quia non habet materiam sufficientem, in qua fundetur.

Quapropter & ibidem imputatur usum Excommunicationis, quæ adjungitur *levis* præceptis, non ut vera Censura, sed ut comminatoria, & ad terrorem: quæ (ait) sinceram non continere veritatem, & possit occasionem præbere inodiosis ad peccandum graviter ex conscientia erronea. Quam gravis culpa requiratur ad Excommunicationem, infra dicemus.

§. VI.

De lex Pontificia atque annexa Censura ubique obliget, non sinitur publicatio Roma facta.

OSENSUM est præcedenti §. obligationem, & effectum Excommunicationis juri sive Canonis dependere a validitate & obligatione legis.

Porro indubitatum est, legem, sicut conceptam, & scriptam, manere sine efficacia obligationis, ante publicationem.

Et quidem cum lex quæ, ut compungit præceptum, omnibus subditis in commune feratur, ita promulgari sive proponi debeat, ut vi promulgationis innoscere universis populo possit.

Hinc apud Romanos jam cum olim in usu fore, ut postquam rogatus & scriptus esset leges, non tantum promulgarentur, sed & acti iusticiæ publice affiguntur: promulgatio hæc vero tam accurate peragebatur, ut tribus vicibus repetenda esset.

Adhuc cum infusa sit morum varietas, & unaquæque pene Provincia suis particularibus statutis, constitutionibus, legibusque, & privilegiis regatur, difficilis est, legem generalem a Principe Supremo latam omnibus Provinciis & populo convenire, & interdum non sapienter in publica commoda. Qui tri via aliter occurrere possit, quam si de his, quæ incident, admoneret Legislatorem illi, quibus particulariter per Provincias promulgationem Princeps delegavit: qui deinde legem temperet, ut ere esse videat.

Hinc ab antiquo, tam in seculari, quasi in Ecclesiastico regimine legum generalium promulgatio facta legitur per singulas Provincias & Dioeceses, ut singulis per Provincias inferioribus Magistratibus commissa, qui eas ita apud ipsas citato & recepto populo proponerent, & insinuarent: & si quid durius, aut Patriæ moribus contrarium occurreret, Principem & Legislatorem reddere possent certiores.

Hunc morem insecutus Justinianus Imperator in Novella 66. declaravit, suas leges demum in Provinciis obligare, ex quo *discreta* (sive ut Græca lectio habet, *evalgata*) per *Metropolitani palam facta sunt*: mandataque suo per Orientem sacrum Promosionum Præfectori, quæ in præfati Novella constituit, *Præceptis propriis omnibus locis manifesta: & quæ in maxima Civitate, & quæ fuerit habitant, quatenus omnibus fuerit palam, & quæ in his pro omnium cautela facta sunt*.

Eandem promulgandi normam servari voluit circa legem, quæ perhibetur Novella 6. modum, quo *apostoli Episcopi, & reliqui Clerici ad ordinationem adduci, præcipiens in Epistolo, "ut Sanctissimi Patriarchæ nuntiisque Dioecesis hanc proponant in Ecclesiis sub se"* constituit, & manifestata facit Metropolitani, quæ a nobis constituta sunt: illi rursus constituit sub se Episcopis manifestata facit, illorum vero singuli in propria Ecclesia proponant, ut multis *ordinis* Reipublicæ ignoret, quæ a nobis ad honorem & augmentum magnæ Dei & Salvatoris nostri Jesu Christi disposita sunt. Normam a Justiniano prescriptam servat etiam S. Gregorius, scribens ad Marcellinum Imperatorem lib. 2. ind. 11. *Epist. 62. se legem ejus, quæ vetuit multos ad Monachib-*

mon impoherum admitti, pæc diverfas terrarum partes transmissi scripsit, scilicet ipse quidem ad Metropolitani, in Patriarchatu Romano constitutos, ut in ceteris Episcopis inferioribus insinuarent.

Eandem promulgandi modum quoad suas leges etiam in Conciliis constituit, Ecclesiam, servasse videmus. Ita legitur Concilium Arelatense, Canonibus ad Silvestrum Romanum Pontificem, per Dioecesis Romanas promulgandos transmissis. *Placuit etiam (ait Concilium) a te qui majores Dioeceses tenes, per te possimum insinuari.*

In eadem sententiam ad Julianum Papam scriptis Synodus Sardicensis: *Tua autem excellens prudentia disponere debeat, ut per te scripta, qui in Sicilia & Sardinia, & in Italia sunt Fratres nostri, quæ acta sunt, & quæ definita sunt, cognoscant.*

Hic insistent Concilium Lateranense sub Innocentio III. Constitutionem suam de Medicis relaxat in cap. 12. *De penis, & remiss. non obligare decretis, quam postquam per Prælatos sacrum foret publicata.*

Hujus publicationis necessarium per Provincias tam in legibus civilibus, quam Ecclesiasticis, etiam a Pontificibus emanantibus, passim meliores Canonibus & eruditores Interpretes agnoscunt.

Hinc consonat inveteratus usus Belgii, nullas Ecclesiasticas etiam Pontificias leges sive Bullas pro lege obligare agnoscens, nisi postquam per Provincias & Dioeceses fuerint more solito publicatæ & populo intusate.

Quare hic in Belgio, ut paradoxa & moribus nostris adversa existimatur quorundam Ultramarinarum jam recentem nara opinio, novam legem Romæ editam, & in Actis Campi Floræ fixam, omnibusque Fideles tam in Belgio, quam in aliis Regnis & Provinciis obstringere, sine ulla per Provincias publicatione.

Neque Belgas, alioque populos movet clausula novæ Constitutionibus Papalibus inserta solita, *publicationem Roma factam eandem vim habentem, ac si in singulis Provinciis particulariter facta foret, cum derogatione contrariam consuetudinem quatenusque.*

Hæc enim clausula, vel plures aliæ Bællæ & Diplomatis Romanis inserti solitæ, in Belgio & ceteris plebiscitis Cismontanis Provinciis habetur pro clausula *inutilis*, nullam vim contra inveteratos morem exercent.

Extorque in Regno Neapolitano pragmatica Constitutio edita 30. Aug. 1561. quæ expresse cautum est, clausulam illam per non scripta habendam.

Neque hæc similitere clausula præsumuntur a consilia Pontificia voluntarie & intentione procedere: utpote qui non creditur, unica simili clausula, vel inveterate inveteratis populi more, sed potius procedere creditur a quibusdam Curia Romanæ Ministri, quorum zelus ab antiquo fervore pro Curia hujus dignitate torrens, & auctoritate amplificanda, ut etiam hoc tempore notavit S. Bernardus lib. 4. *De Consideratione cap. 2.*

Præterea absolum plane est, & a sine insistent Ecclesiastici regimini omnino abhorrent, quid quidam præsumunt, Pontificem ex amplius videtur potestati sibi a Christo datæ, postlegis suæ obligatione omnes ubique populos obstringere, sola Romæ facta publicatione. Et tamen nequeat Principes seculares per suas leges, populos suos obstringere, nisi particulari per Provincias publicatione erit maxime velint, una insistentia in urbe Metropoli facta delungi: eo quod non intelligatur populus tam inmoderatam & citatam potestatem in Principem consilii, ut e longinquo plures populos moribus dispersos, uno Programmatico quæ obligare.

Sane si hæc obstringendatio equo duntaxat videtur: atque ob id non intelligatur comprehensa generali collatione supremæ dignitatis Regi: quæ specie atque, eam insistentem admodum insistentem (quæ *potestati* vocabulo Apostolice Principi est collata) esse comprehensam.

Nonne omnem Dominatam, & quod Dominatum spectat, a Regimine Apostolice officii oportere aperte perrimere indicavit hujus Regimini Insistenti Apostoli dicent: *Reges gentium dominantur carum, & qui persequantur habent super eos, benefici vocantur, vos autem non sic. Ad quæ verba testem Bernardus lib. 2. De Consid. ad Eugenium Papam cap. 6. ait: Planum est, Apostolis interdiciatur Dominatus. Tergata, & ubi superius ante, ad demum Apostolice, aut Apostolice Dominatum.*

Si ergo omnem Dominatum ab Apostolice Regi-

ante obitum voluit Christus, plane contrariis, necesse est, dogma, quod Imperium sacerdotale absolutum, magisque deponendum reddere Regimine Regio, de plus gloria inesse vult Ecclesiasticis, quam civibus legibus. Si ergo nequidem Principes, seu Reges gentium, possint aut velint subjugare sub populum legibus suis obediunt, priusquam per Provincias fuerint iter populo orientem, quia ducum nimium vigetur, populum, una in Urbe principis facta publicatione, velle legibus obstringere, quanto minus id Apostolorum Successores licebit, qui omnem vel speciem duci Regimini, & Dominium in lege legibus evincere debent.

Unde de Sacris Ecclesiasticis loquens Cardin. Cusani l. 2. de Concord. cap. 9. §. 10. & 11. ait: "Ad venerationem Status tria sunt necessaria, potestas in statu, turris, publicis Status, & ejusdem approbatio per usum."

Deinde adjungit Cusanus: "Unde videmus inane, ut Apostolicis Statuta, etiam a Principibus postquam edita fuerint, non fuisse recepta."

Quod inde finire sine enumeratione loci hic asserit Cusanus, id de Belgio nostro verissime affirmari potest. Nam videmus ex Bullis & Sacris Pontificum, quae hodiernum magnum Bullarium constitunt, plura in hoc Belgio, defecta consue per Provincias publicationis & acceptationis nullum usum aut vim obligandi obtinere.

Et per consequens, nec Confusae illi adjectas, ob defectum materiae sine non obligationis ipsarum legum, ut iam vim habere.

§. VII.

Bullarum Romanarum in Belgio, aliisque Provinciis publicatio non admittitur, sine previo Placito Regis.

Venerabilissima notissimaque quae Belgii recepta consensio, ac probata gratia, ut Bullae ac Diplomata Romana hic executionem habere nequeant, quin nec publicari, nec populo proponi; nisi prius recognita, discussa & probata sint omnino calculo, qui iustitiam Vice Regis praestant per Provincias: quam approbationem hic hodie litteras Placiti vel Placet vocamus.

De hinc Belgii usum etiam exteri Scriptores meminerunt, atque p. 10. ceteris Ludovicus Gulielmum in Descriptione Belgii, ait: "Quod res Ecclesiasticas attinet, eandem fere habet cum Pontifice Maximo Principes in hac Ditione sua conventiones, quas in Regno suo Rex Galliarum... nec Beneficium ullum, aut gratiam potest conferre, nec expedire in hanc terram Diplomata, aut quod aliud tale, quod effectum fortissimum, absque Principis quidem, vel Consiliorum ejus Placito atque consensu."

Erant hanc in rem Principum nostrorum Edicta, atque locet alia Philippi cognomento Rovi die 3. Januarii 1447, in quo conquiritur de frequentia Ecclesiasticorum Decretorum, quibus subditos suos sapienter modum affirmat veritas fuisse; idque, ait, emisse ex eo, quod, qui Mandatis Ecclesiasticis non voluerunt, non audierint Juridicos nostros & Magistratus, & ea exhibuerint, atque expostis causis, nec ea Mandata obtinuerint, perussionem & consensum non imperaverint, sicut (ait) praeteritis temporibus; & ab antiquo solitum fuit fieri.

Nihil ergo ovis hoc Edicto induitur, sed quod praeteritis temporibus, & ab antiquo solitum fuit fieri, voluit, & quod neglectum fuerat, in usum revocavit.

Ad eundem usum stabilendum prodit Edictum Maximiliani & Philippi Archiducum die 14. Septembris 1485. Item, alterum ab Archiduce Austria Philippo die 20. Maii 1497. At tandem Pragmatica Sanctio Philippi II. Hispaniarum Regis, anno 1574. habita prima consultatione Consiliorum Belgii, tum Supremorum, quam Provincialium, qua diserte vult, ne quis alius argumenti Bullas, aut Diplomata, ea Urbe Roma aut a Legatis Pontificis per Belgium executioni mandare audeat, nisi prius litteris Placiti comprobata fuerint, vel in sanctiore Consilio, vel Supremo Brabantiae Consilio: id-

que subpena quod perdet effectum similitum litterarum, & missionis in eorum tota sua Provincia, de correctionis exemplaris: de qua Sanctio vide Tractatum cui titulus: *Des Beligien circa Bullarum Pontificiarum receptionem* pag. 17. edit. 1665. Et Placetum Leopoldi in Tractatu De Caris Brabantiae cap. 29. tit. *des lictes Placiti*.

Porro scriptum hujus Placiti non est, legitimas Pontificias Provisiones, aut leges & Ordinationes rescire, nec eorum executioni obicere obicere; sed unice praecavere, ne sub, vel obreptorie, vel etiam per fraudes obtinent Provisiones, Jura Regia aut Vasallorum violenter; nec per leges alias forsan in se quas, Provinciarum receptas, inveteratque consuetudines, inclinas vel privilegia, cum summa nunquam Republicae, seu Ecclesiasticae perturbatione, contraveniantur.

Unde de practi Hispaniarum, qua solis Litterarum Apostolicarum executio quandoque differri ac suspendi Regis Praetoriorum Decretis, & auctoritate, loquens Dilectus Covarruvias praef. q. 2. §. 45. num. 8. rationem subiungit: "Ut maximis Civibus Vicarias totum certior fiat, quod & quanta officiarum incommodis, & gravaminibus Republicae illae, propter multa, quae ab ipso falsis prebent, & ingratissimum impetrant, quae minime Sanctissimus Pontifex foret concessurus, si per sinceram iustam narrationem error fecerit, quid spirituali Ecclesiastico, & temporali hoc ius Regis & Principum totum regimini sit conduci-tilius."

Adhuc, cum certum sit, ipsae Pontifices ultro facere, se non posse omnium Provinciarum particularia jura & consuetudines, praeter indubitanter sit multa uni Provinciae prodesset, quae aliter obediunt, nihil rationi iustitiaeque conformes, quam ut non tantum specialia Rescripta aut Mandata, sed & leges generales expediantur ab illis, qui singulis Provinciis praesunt, ut quid hic & nunc conveniat, propius ipsi expendat, & si ea ob specialia circumstantias hic & tunc potius aut illud executioni mandandas non iudicent, eorum executio suspendatur.

Hoc ea capit plurimum generales leges, & in illis continetur Consue, tamen Romae solemniter promulgatae, ac saepius renovatae, hic in Belgio exceptae habentur non sunt, aut vix illas habentur obveniant. Exempli causa, famosa illa, de annis singulis Romae solemniter publicari solita, Bulla *Cum Damini* continens viginti casus Excommunicationis *haec sententia*, nunquam hic ob defectum Placiti Regii, executioni mandati, aut publicari possit.

Cum non tantum Romanis Pontificibus, sed & Conciliis Generalibus igitur esse quoniam particularia singulorum Provinciarum jura & consuetudines; si autem facile contingere possit, ut leges de se quidem iustae non omnibus Provinciis tamen quadrent; quin nec subinde sine summa perturbatione, ob contrarios inveteratos populorum mores, introdi possent, etiam Conciliorum Decreta & leges, eorumque Ecclesiae disciplinam spectantes, expenduntur & examinantur ab illis, qui iustitiam in illis praesunt, priusquam per Provincias promulgentur; ut si quid forsitan in illa occurrat, inveteratis juriis & moribus contrariis, eorum executionis tametsi obstat, citra temeritatem, ut incommensurata ea principiis & indefinitis legum publicatione ordinis occurrat.

Exemplum laquei mores habemus in publicatione novissimi Generalis Concilii Tridentini.

Hoc Concilium Tridentinum finem accepit 10. Decembris 1563. Pius IV. tunc Pontifex Romanus, edita & publicata Bulla, quae incipit: *Benedictus Deus*, 26. Januarii 1564. universis hujus Concilii Decreta tam fidem, quam reformationem praestantia, confirmavit & ab omnibus Christianis Fidelibus suscipienda esse, ac servanda decrevit, sicut hanc quoque litterarum canone (ait) ad cleroem nostrum confirmamus, & suscipi, observare decernimus.

Subsecuta est altera ejusdem Pontificis Bulla edita & publicata Romae 20. Julii ejusdem anni, quae incipit: *Ad sacrum*, qua declarat hujus Concilii Decreta omnia ad reformationem, iudice possitum debita ut praestantia, a Christiis Mali proxime praesentis omnes obligare, ac obsequere possit tam alicui executionem colligant, quod ea ignoraverit, admittendum; atque ita (ait) *Apostolica Auctoritate declaramus ac definimus, & ab omnibus, iudicari debere mandantes acquiescentes*.

Cum

Cum autem hic in Belgio nulla specialis horum Decretorum publicatio facta videtur esse, nequaquam his Decretis, etiam post inceptas has Bullas, se obstrictum ullus in Belgio existimabat.

Quin et post edictum de Romae publicandis postremam Bullam, tandem 23. Julii ejusdem anni in literis ad Margaritam Patris eius tunc Belgum per Philippo II. Regis Hispaniarum moderatorem, (per & Archiepiscopum Cameracensem consultorem, super modo publicandi Decreti Concilii) respondit Archiepiscopus, quod se communitatem cum Capitulo Metropolitano Ecclesiae, & adhibitis in Consilium Theologiae & Canonum peritis, celebrationem Synodi Provincialis super receptione Concilii, & Decretorum per singulas Ecclesiarum Parochias, esse quidem modis juri consentaneis, & antehac in re simili usitatis, sed magis difficultatibus fore implicatis, nisi Regia Auctoritate Decreta Concilii prius probent & adjuvantur.

Hic supponit Archiepiscopus, formam publicandi Decreta etiam Concilii Generalis, per singulas Parochias, esse juri consentaneam, & antehac in Belgio usitatam.

Præterea evidens est, Archiepiscopum, alioque in Consilio ab eo adhibitos, circa seculum supposuisse & existimasse Decreta Concilii sola Tridentini & Romae facta publicatione Belgas obstringere non posse, ante factam per Provincias publicationem.

Margarita Patremis acceptis hinc Archiepiscopi Cameracensis literis, præcipiente ea tumultibus in Belgio excitatis cepit, quot difficultatibus receptio & publicatio Concilii Tridentini esset obnoxia, uti narrat Famianus Strada *De Bella Belgica*, prius explorare voluit, non tantum iudicium Episcoporum Belgii, sed & Consiliorum Regionum, ac Magistratuum principumque Civitatum super hac publicatione.

Litterarum eum in finem datarum, summa erat: ut Decreta reformationis hujus Concilii quancunque expenderet: atque deliberaret de modo, quo hac Decreta executioni mandari posset, quo eorum uberior fructus sperari queat: una monens, ut in hoc examine attendere quoque ad prærogativas, & jura sue Majestatis, sacrosanque Vassalorum, nec non ad jura, privilegia, ac consuetudines Ecclesiarum, & singulorum Provinciarum.

His literis receptis, Concilia & Magistratus sine mora demandant horum Decretorum examen suis respective Fiscalibus, alioque de Corpore suo Deputatis, qui plura in his Decretis annotant, quo videlicet periculum addere posse prærogativis, & jurius Regis, suorum Vassalorum, necnon contrariis inveteratis harum Provinciarum moribus, & consuetudinibus, quæ sine notabili perturbacione, & periculo tumultuum popularium interveriri non possent: & consequenter publicationem dictorum Decretorum non esse permittendam; nisi quando hocce annotatus articulus adferatur ea modificatio, qua prædicta jura & privilegia atque consuetudines salva, & intacta manerent.

Hac Consilio ac Magistratuum resolutione recepta, necnon literis Philippi II. Regis Catholici, quibus publicationem Concilii Tridentini vehementer urgebat, Margarita hanc publicationem Episcopis injunxit, datis literis 17. Julii 1565. inserta hac clausula: "Mentem Regis esse, & sine restrictione factam, quidquid immutetur aut innovetur circa Regalia jura, privilegia sue Majestatis, aut suorum Vassalorum, Statusque sacrorum, & subjectionum, speciatim circa Laicalem, jus Patronatus Laicalis indultum, seu Jus Nominationum, cognitionem causarum, materiam possessionis Beneficiorum, Declinationem possessorum, aut præsentium per Laicos, superintendendum & administrationem Hospitalium, aliorumque piorum locorum: Non, inquit, ad contraveniendum dicto Concilio, sed ut executio accommodetur nature conjunctæ Provincie. Eadem clausula inserta erat literis datis 24. Julii 1565. ad Senatus Regis & Magistratus super executione Concilii Tridentini.

Litterarum exemplar ad Episcopos extat per. 3. Edictorum Flandriae lib. 6. fol. 1. Et exemplar litterarum ad Senatus Regis eadem per. 3. lib. 1. fol. 2.

Senatus & Consilio Regis, & Civitatum Magistratibus conferantur cum marginis in hac clausula expressis, patet ad oculum, clausulam illam ad illas notas danti, ut

que Regem earum rationum in constitutione Concilii haberi voluisse.

Unde & Bertrandus Lech in Resolutionibus Belgicis tract. 2. art. 9. scilicet annotationibus Concilii Antidicti, mox subiungit, *Concil. Trident. quod dicta puncta non sunt receptum in Arthusa.*

Similiter Antonius Ancelmo in suo Triboniano Belgico cap. 31. volens expatire, quæ per dictam clausulam Rex voluit reservata, retulit serrato ordine Sessionem, & Caput Concilii Tridentini, quid ad singula a Consilio Belgicis ferre observatum; haud dubitans, quin hæc essent, quæ Rex per dictam clausulam reservata voluerat: quod & quotidiana præstent confirmat.

Nequaquam proinde existimabant Belgæ, se Decreta Concilii Tridentini asstringi, priusquam per Provincias ipse in Belgio usitato essent publicata, & populo per suos Pastores intimata: tamen Romæ eorum publicatio jam priusquam ab anno facta foret; & quoniam dicta esset eisdem publicata, qua declarabatur, hæc Decreta sine ulteriori publicatione universis Fideis obstringere.

Quia nec post publicationem dictorum Decretorum, hæc recepta ceduntur, nisi salva prædicta modificatione: & eo quod non posset publicatio a Principe placuisse, nisi sub hac expressa modificatione: Nec consequenter, publicatio horum Decretorum hic esse facta, nisi sub hac limitatione saltem tacite subiecta.

Abstinet autem, ut Ecclesia, aut Pontifices eodem spiritui animati, hæc Principum jura convellere, aut subditos suis legibus obnoxiosos velint, dum subditi, nisi violata Principum jura, & Principibus quodammodo rebellando, eas servandi & executioni mandandi facultas non datur.

Uti enim recte advertit & expresse Auctor Tractatus De Libertatibus Ecclesie Gallicane lib. 4. cap. 3. "Solenne est Ecclesie, ut in gubernandis Fidelibus, Divinum regimen imitetur, nec solum a sine usque in finem stringat fortiter, sed etiam disponat omnia suaver. Itaque honoris Principibus debiti meminit, illorum jura servat illa, ordinem & dignitatem Episcoporum veneratur, populorum ludia & usus attendit, omniaque ita ponderat, ut consensum & obsequium potius obineat, quam extorqueat, amore alliciat, quam timore impellat: non infirmis solum, sed interdum etiam malis credit in eis, quæ cum Religiosis periculo non sunt conjuncta."

CAPUT II.

De Auctoritate ferendi Censuras, præsertim Excommunicationis.

§. I.

Penitus Excommunicandi radicaliter est potestas Ecclesiam.

Postestatem excommunicandi pendere ab auctoritate Clavium dubitare non sine Coartatu Evangelicis Matthæi cap. 18.

Postquam enim Christus dixit Petro, quod si peccator tertio correptus de suo peccato, Ecclesiam non audierit, sit tibi tanquam Ethnicus & Publicanus, mox subiungit: Amen dico vobis, quæcumque ligaveris super terram, erunt ligata & in Cælis. Et, quo patienter significavit auctoritatem absolvendi peccatorem a corpore Ecclesie tanquam Ethnicum, & Publicanum, esse appendicem auctoritatis ligandi & solvendi, a Cælis prædictas verbi expressit.

Licit autem hæc verba per Christum dicta tunc sint ad Petrum, tanto ea præcipue & principaliter ad Ecclesiam per Petrum representatam directam fuisse, communis est Patrum sententia.

S. Aug. lib. 2. contra Adversarios legis c. 17. sine hæsitacione scribit, Christum Claves dedisse Ecclesie; quodque Petrus quando Claves accepit, Ecclesiam representavit. Et etiam eodem Doctore, Tract. 10. in summ. refertur apud Gra-

Gratian. *caus. 24. qu. 1. Can. 6. Petrus quando Claves accepit. Ecclesiam sanctam significavit.*

Ex latius exponitur *Tract. 124. in Joann. tandem concluditur: Ecclesia ergo que fundatur in Christo, Claves Regni Caelorum ab eis accipit in Petro, id est, potestatem ligandi solvendi que pectata. Quod est enim per proprietatem in Christo Ecclesia, hoc est per significationem Petrus in Petro, que significatione significatur Christus petra, Petrus Ecclesia.*

Propterea & Synodus Trident. *sess. 14. De Sacram. Pœnit. Can. 15. promouit, Claves Ecclesie esse datas, non tantum ad solvendum, sed etiam ad ligandum.*

Licet ergo uis & exercitium Clavium sit penes Episcopos aliosque Ecclesie Ministros, ipsa tamen Clavium potestas radicatur & primario residet in Ecclesia.

Refertur & Janfenius Gaudensis *cap. 27. in Concordiam Evangelicam, quod, cum Christus post binam monitionem voluit peccatores aeternitates deleri apud Ecclesiam: Hoc est (ait) Fidelium congregationem, in qua vivit uetque, et multitudine, & eorum qui constituti sunt prestant auctoritate, & reverentia, vel intera emendatur.*

Notaturque ibid. Janfen. "quod in primitiva Ecclesia, secundum hoc Christi præceptum, denunciarentur peccatores populi unam, & alteram conceptionem vel Ecclesie aliquis loci, hoc est, Christianis legitime cum suo Episcopo, aut Presbytero congregatis, ibique, si impetrentes persistebat, omnium consensu & approbatione excommunicantur ab Episcopo.

Unde Paulus per gentes Janfenius in *Evangelium Corinthios* thium tradens salutem, dicit se id facere cum congregata secum secundum spiritum Corinthios. "Ergo (inquit) absens corpore, præsentem autem spiritu, iam iudicavit, ut præsentem, non, quia operatus est, in nomine Dom. N. Jesu Christi, CONGREGATIS VOBIS, & meo spiritu cum virtute Dom. N. Jesu Christi, tradere vobis manus huiusmodi hominum salutem.

Eandem doctrinam etiam populi Apostolos aliquando petierunt in Ecclesia testatur Tertull. in *Apolog. cap. 39. Describens enim communes Christianorum conventus & que in his tractantur, ait, in his etiam quoddam a communicatione erant, & conventus, & omni sancti commercii collegium.*

Hujus quoque disciplina non obscura etiam arguitur in Epistolis S. Cypriani. In his enim videmus, quod non tantum Presbyterorum & Diaconorum, sed & Fidelium Laicorum consilium, & consensum in casu lapsorum, ubi de his recipienda, aut rejectanda tractatur, capitulum testetur.

Similiter sub idem tempus Celerus Romanus in litteris ad S. Cyprianum, in eadem causa lapsorum, significat, in ea etiam plebis consilium & consensum expectandum esse: "Consulte (ait) consilium cum Episcopis, Presbyteris, Diaconis, Confessoribus pariter ac sanctis Litis factis, tradite rationem, &c.

Est sane cum agitur de rescribendo membro aliquo a corpore, seu congregatione, nihil æquius, quam ipsius corporis, sive congregationis consilium adhiberi.

Indubitatum quoque est, promptum exactiusque a Fidelibus tanquam Ethicam & Publicanum evitandum, & ab ejus promotione abstinendum, si illum etiam ipsi a corpore, & congregatione rescribendo judicaverint.

Majori quoque robore, & salutaris consensu accedendum Excommunicationem, cum sententiam suam non perit ab ipsa multitudine, sive Ecclesia esse probatur.

Quantumvis autem habentibus scilicet exercitium Clavium, atque ab his dependens auctoritas excommunicandi, transivisse ad solos Ecclesie Ministros, & Ecclesiasticos Judices, ut nec multitudinis, sive Ecclesie particularis consilium, aut consensum expectatur (ut infra dicetur) multitudinis ipsa Clavium potestas principaliter remanet, & permanere est per Ecclesiam, cui a Christo in persona Petri, & Apostolorum data est, cujus nomine, & vice tam exercent ejus Ministri.

Quare & penes Ecclesiam auctoritas est, & semper fuit, legem promulgare, quibus in exercitio & usu Clavium, tam in foro penitentiali sive interno, quam in foro contentioso, seu externo sui Ministri utantur.

§. II.

Auctoritas ligandi, & solvendi per Confessores, olim præcedebat ab eodem alia, & quo absolutio, aut ligamen in foro penitentiali.

Auctoritatem, peccatores ligandi ut Ethnicum, & Publicanum, atque et talem rescribendi a corpore Ecclesie dependere a potestate Clavium, non solum acque auctoritatem solvendi, & ligandi peccatores in foro penitentiali, indubitatum est.

Cumque utraque potestas ex intentione Christi, & mente Ecclesie collata in salutem, & conversionem peccatoris: nec non in edificationem, aut purgationem ipsius Ecclesie: non mirum quod eodem Clavium actu jampridem uterentur Episcopi, & Sacerdotes in excommunicationis peccatoribus obduratis, & rebellibus, quo uterentur in reconciliandis, aut ligandis penitentibus in foro penitentiali.

Verum est, quod ligamen peccatoris in foro penitentiali fieri quæ secrete, & privatim, etiam per peccatis occultis: ligamen vero per Excommunicationem fieri nequeat, nisi publice pro peccatis publicis, & scandalosis (qui infra ostendetur) sed discernitur hoc non nisi accidentale est: in effectu enim est eodem auctoritatis Clavium, a qua uterque ligamen procedit.

Unde notat Morinus *lib. 1. De Administr. Sacrament. Pœnitent. cap. 10. num. 1. quod* "partem illam fori Ecclesiastici, que peccata omnia, eorumque modis præstat, maxime cum auctoritate, & indissolubili, & indivisa fori utriusque interni jurisdictione, annis omnibus super mille administrantur Episcopi, eorumque Vicarii. Nec erat alius, qui Excommunicationem, aliam quam peccata solveret, ad quem soluta Excommunicatione peccator esset remittendus: Nec aliud erat Tribunal, in quo Excommunicandus, vel Excommunicatus iudicabatur, aliud in quo penitens Excommunicatione solvitur: sed unus & idem homo, Episcopos scilicet, vel Presbyter unus ejusdem Tribunalis Præsidis præstabat, vel si antiquissima tempora respicias, id præstabat Episcopus Presbyteris auctoribus cunctis. Hæc Morinus.

Plurimum in hujus probationem autem inque testimonium adducit, ait *num. 11. Nihil a se invenit, quod probet, ante seculum doctricinam forem exercitum ab interno fuisse separatam, aut Judicem peculiarem Excommunicationis solvendi, alium culpæ eluendi & scilicet fuisse. Monet quidem Morinus, quod seculo sexto caperit publicorum peccatorum confessio, penitentia, absolutio ad Episcopos, eorumque Delegatos pervenire; acceptionem autem ad quolibet Presbyteros: sed tamen ad idem forum referebantur, atque ad eundem usum Clavium pertinebant: quemadmodum absolutio a peccatis Pontifici, aut Episcopo reservata procedit ab eodem actu Clavium, quo absolutio non reservata per quolibet Confessorum impenditur.*

Agnoſcit quoque ibidem Morinus *num. 13. quod absolutio ab Excommunicatione fieret etiam penitus diversa a sacramentali peccatorum absolutio: quoniam & illa banc frequentem præcederet. Ite notat ibidem Morinus, quod Excommunicatio intermitteretur ab Excommunicatione soluta, dum ab Episcopo ad penitentiam, sive inter penitentes admittetur. Nam cum efficit (ait) omni penitentis communione privati, ad aliqualem communionem admittuntur, & per ipsos præter certæ concipiuntur. Porro multa absolutio ab illa Excommunicatione nulla sit legitur, quam ipsa penitentie impositio formis, nec alia opinor fuisse. Recipere ad penitentiam ipsi erant, Excommunicationem illam solvere. Itaque absolutio viam gerebat peccatis, & denique illis, quibus penitentia impenditur.*

Sed ex præxi illorum temporum (inquit Morinus) ad idem forum omnia pertinere, atque ut præparations ad promerendum a peccatis absolutioem usurpantes, vinculoque necessario in Ecclesie mente cum absolutio, ne Sacramentali ab idem Judicibus accipienda considerantur.

Favere quoque Morinus ibidem *num. 12. in Excommunicatione, aliisque simili penitentiali criminum publicorum vindicta multa judicialia tantum, & ceremonialia adhibita fuisse, quæ indirecte & per accidens,*

cienda, non ex natura, ad Sacramentum Penitentiae referebantur. Imo (ait) videtur necessarium: cum penitentiae publicae non inflicterentur solum, ut Deo satisficeret, sed etiam Ecclesiae Reorum poenitentia edificaretur: verum Antiqui ad primum & idem Tribunal utraque revocabant.

§. III.

Quo tempore forum judiciale a foro interius coepit soliter separari, & auctoritas excommunicandi ad judiciale transferri.

Saeculo duodecimo, decretescent antiquum Penitentiarum Canoniarum usum, coepit judicialis Episcoporum auctoritas in causis civilibus, mitum in modum crescere, uti notat Morinus de Administr. Sacram. Penit. lib. 1. cap. 9. num. 8.

Observatum est, eo circiter tempore, leges civiles legumque formulas in forum Ecclesiasticum intrasse: atque Episcopos tum per se, tum per suos Delegatos, seu Vicarios, sua Officialia, compse causas tractare; juxta formulas judiciales fori Civis.

Cum autem (ait Morinus) Theologia Scholastica fundamenta eodem tempore jacerentur, brevique Scholas omnes occupasset, forum penitentiale in praxi separari coepit est a judiciali: & deo variis personis transferri, ac Episcopi, eorumque Vicarii negotiorum, tam Ecclesiasticorum, quam Laicorum mole opprimerentur.

Et licet forum penitentiale, sive Sacramentale, auctoritas, virtute, & Spiritus Sancti communicatione multum prevaleret, & dignius esset judiciali, sive contentioso; nihilominus hoc judiciale, & minus dignum, tandem primario alicui Presbytero ceteris dominatum delegatum est, prioris hujus penitentialis exercituum inferioribus, & vilioribus Presbyteris demandatum, uti seclat observat Morinus ibidem.

Ille igitur (pergit Morinus) primarius Presbyter Episcopi Vicarius (qui hodie Officialis dicitur) civiles omnes criminalesque Clericorum causas, nec non Laicorum pleraque judicavit, sed quo jure formalis, strepitusque & tumultus fortis, Censurasque Ecclesiasticas pro prodursis sine solis pronuntiavit, vel a jure illas solas declaravit, & executus est.

Quoniam hic primarius Presbyter, vel Vicarius Episcopi judiciali Tribunalis Praepositus, soli soli absolute potestatem a Censuris habuit, quam culpa & peccatorum expiationem esse noverat (ait Morinus) ne forum suum judiciale & execratorum cum penitentiali confunderet; neve, quod necesse fuisse, longas & multiformes iterum omnium peccatorum confusions ambages addendo, delatigaretur.

Hac tandem fori judicialis a penitentiali separatione induta: & cum una perlatum esset, ac receptum, forum illud judiciale neque rationem Sacramenti, neque remissionem culpe in foro interno, sive coram Deo attingeret: sed dominat ligamen, vel absolutionem infuso externo pellicere, visum fuit Theologia Scholastica, & recentioribus Canonibus, quod ad forum hoc spectandum, atque inter cetera auctoritas excommunicandi, spectaret quidem ad alicuius Clavum: sed omnino distinctum ab alio Clavum, quo unctus Presbyter in foro penitentiali ad solvendum, vel ligandum peccatores in foro illo interno, & coram Deo.

Uterius existimarem, alicui illam Clavum fori judicialis spectare ad ea, quae jurisdictionis sunt: Auctorem fori penitentialis ad ea, quae sunt Ordinis.

Hinc concluderem, ea quae ad forum judiciale referuntur, ut auctoritas ferendi Censuras, posse competere etiam non Presbytero, uti inter alios quoque docuit S. Thomas in 4. diff. 18. quae. 2. art. 2. dicens: "quod quavis non Sacerdos non possit ligare, & solvere in foro interno, possit tamen habere jurisdictionem in foro externo: & ideo possit Censuras ferre: & licet non habeat Clavum Ordinis, habere possit Clavum jurisdictionis."

Imo cum jam receptum esset pro exercitio spectantium ad forum judiciale, vel alicuius jurisdictionis, non sequi Clavum Ordinis, & hoc exercitum ad hanc Clavum non pertinere, tandem dicere coeperunt, & in praxi receptum est, ad forum judiciale Ecclesiasticum

spectantia simpliciter Clavum posse competere; modo jurisdictionem in foro externo vigore alicuius Officialis, aut dignitatis obtinere.

Notavit Morinus citato lib. 1. cap. 9. num. 7. quod ex hoc fieri antiquae separationis, "Judices Laici ac canonici antiquitus jurisdictionem Ecclesiasticam sibi vindicandi, ac licet vindicantem confiterentur se: utendi. Quod, inquit, Quod simpliciter Clavum sibi tribuit, nobis Clericis & Judicibus Regis non venire non poterit?"

At moxque amagique deplorandum abusum in usum Censurarum, & notanter Excommunicationis hunc invaluisse compertum est.

Nam quippe notoriam, quod a tempore, quo hae Censuras intelligendi potestas ad Officialia, alioque inferiores Judices devoluta est, hae non raro ab his Dominatis, & turpem quæstum, juxtaque forum amplificationem impensa ferit. Ut non immerito dixerit supra citatus Morinus, quod potestas ferendi Censuras cum foro judiciali deliquit sit primario Presbytero ceteris demandata: & in secundo hujus Tractatus amplius patet.

§. IV.

Quibus juxta modernam disciplinam competat Auctoritas ferendi Censuras.

Observatum est §. precedenti, quod tandem libere in saeculo duodecimo coepit forum interius & penitentiali soliter separari a foro judiciali & contentioso: atque ad hoc forum tandem devoluta sit auctoritas ferendi Censuras.

Duplex quoque Clavis ligandi, & solvendi sui idem tempus distingui coepit, scilicet jurisdictionis alicuius, & altera Ordinis.

Ad Clavem jurisdictionis relata sunt omnia ad forum judiciale penitentialia: ad Clavem autem Ordinis omnia ad forum penitentialia, & interius spectantia.

Cum igitur Ecclesiastica jurisdictionis, & interius Ecclesiastica Regimen praxique, & principaliter sit per Episcopos, atque semper fuit, & etiamnum hodie primario relictis potestas ferendi Censuras tanquam ab hac jurisdictione dependens, per Episcopos.

Et quia hae potestates necessariae est ad Pastorale munus exercendum, quod Episcopus vel sui numeris competit; ideo ex propriis jure, & officio hae potestates habent, sicut & pariteriam judicandi, & puniendi, &c. ait S. Salsellus De Censuris diff. 2. lib. 2. num. 4.

Cum autem Regimen, & jurisdictionis Episcoporum solum extendatur in eorum subditos, suo ad cuilibet Episcopi Diocesium, inquit, quod nec hae Episcoporum auctoritas alia quæ se extendere.

Præterea quia electus Episcopus post obtentum confirmationem, & introductionem in possessionem, habet omnia, quae jurisdictionis sunt, atque sine consecrationem, receptum quoque est, & in praxi adnotatum, quod sic confirmato Episcopo, licet nondum consecrato, competat Clavis jurisdictionis, & vel illius auctoritas excommunicandi, alicuique ferendi Censuras: Quod antiquis, nondum iodata fori judicialis a penitentiali separationem, innotitum erat: ut scilicet is, qui nondum Ordinem Episcopalem esset adeptus, possidet vigore Clavium alicuius solvere, aut ligare.

Quia hae fori separationem, & distinctio utriusque Clavis introductionis, invaluit opinio, quam praxi recepit, quod Censuras inflicto non dependat ab Ordine: quod cum Ordo etiam Sacerdotibus ad eam sufficit; sed necessaria sit jurisdictionis in foro externo, fori judicialis.

Ex hac dependentia potestatis ferendi Censuras a Clave jurisdictionis, concludunt Scholastici & Jurisperiti, quod licet hae jurisdictionis quovis competeret jure ordinario, aliis vero jure duntaxat delegato; eodem quoque jure competeret auctoritas ferendi Censuras. Uterius, quemadmodum illa potest acquiri consuetudine, aut praescriptione, ita & hae, uti huius deducunt Scholastici, ac inter alios Salsellus De Censuris diff. 2. lib. 2. & 3. quod omnia denum post separationem utriusque fori simul cum Theologia Scholastica insaluberrunt.

Una igitur est, tam Theologorum, quam Canonistarum

statum opinio etiam praxi comprobata, quod non tantum Episcopus, sed & inferioribus Judicibus, five jure ordinatio, five delegato variis titulis competere queat auctoritas excommunicandi.

Autem adventurus in sacris Canonibus hanc auctoritatem principis asseri Episcopis; atque Episcopos, assistente etiam sibi Clero, eam auctoritatem plerumque exercuisse, experitur Canonistæ distinguere duas species Excommunicationis majores; unam simplicem, & alteram solemnem, quam *Anathema* dicunt, uti supra ostendimus.

Hæc distinctione inducitur, non dicitur excommunicatio, sed *excommunicatio* quidem majorem simplicem competere Judicibus inferioribus: sed *solemnem* reservatam esse Episcopis; & eo modo Canonis cum recepta tandem opinione præiudicium posse credendum.

Hanc reservationem solemnis Excommunicationis novavit Glorographus ad cap. 7. §. INFERIORA verbo ARCHIDIACONATUM; *De Elstif*, Postquam enim dicitur, Archidiaconum, qui habet inquirere & visitare *Parochiam suam, posse excommunicare, & suspendere*: ac deinde sibi in contrarium obicit *Communem VISITATIONEM*, quæ, 2. & *Communem CORRIPIANTUR*, cap. 24. quæ 3. ubi dicitur quod *Anathema* sua macro Episcopi: pro solatione, de conciliatione subiungit: *Archidiaconi, vel alii Prælati non possunt excommunicare cum solemnitate illa, de qua traditur cap. 11. quæ 3. Can. DENENT, de Can. CUM ALIQUI, ut Capitula illa intelligatur, & loquantur de illa solemnitate.*

Hanc solutionem amplius sua passim Scholastici, & in præiudicium, reddunt rationem reservationis *Sacramentis disp. 18. sect. 4. num. 10.* Quia huiusmodi solationis non sequitur, sed raro & in gravissimis causis adhibenda est, & ideo soli Principes Ecclesiæ utuntur, ad quos huiusmodi causa spectant. Non relictæ, ex secula Patrum ac usque in Ecclesiâ omnem Excommunicationem majorem non frequentes, & non nisi in gravissimis causis adhibendam esse.

Quæ res solemnitas in Excommunicatione illa solemnis adhibenda, & quando hinc invaleret, infra exponetur.

§. V.

Utrum Auctoritas aliqua circa Censuras competat Principibus Laicis?

Indubitarum est, Auctoritatem & nam Clavium, atque ab his dependentem potestatem ligandi & solvendi, ipsi Ecclesiæ, ejusque Ministris: Causis, hæc duntaxat, uti supra exposuimus; neque potest Laicos, etiam Principes, hanc potestatem Clavium, ejusque exercitum esse, aut unquam fuisse.

Attamen nec illud negari potest, quod Ecclesiâ ipsos Principes fecerit semper habere tamquam suos protectores & defensores, quibus non tantum Republicæ, sed & ipsius Ecclesiæ tranquillitatis & pacis conservanda incumbere, adeo quidem ut ipsi non tantum de Republicæ, sed etiam de Ecclesiâ Deo ratio reddenda sit.

Hæc Regum & Principum officium dilucide & terminis sit arguentibus eis ob oculos posuit Concilium Parisiense ex quatuor Provinciarum, scilicet Rhemensis, Senonensis, Tunicensis, & Rothomagensis Episcopis, anno 829, celebratum lib. 4. cap. 4. Principes fecerit (ait) nonnullam iuris Ecclesiæ potestatem adeque culmina tenent, ut per eandem potestatem disciplinam non Ecclesiasticam muniant. Ceterum intra Ecclesiâ potestates necessaræ non essent, nisi ut quando non prævaleret Sacerdos efficere per doctrinæ sermonem, potestas hoc impeteret per disciplinæ terrorem. Impe-
re per Regum terrorem Castellæ Regum proficit: ut qui intra Ecclesiâ positi, contra Fidem & disciplinam Ecclesiæ agunt, rigore Principum conterantur, ipsamque disciplinam, quam Ecclesiâ utilitas exerce-
re non prævaleret, cervicibus asperborum potestas Principis imponat, & ut venustationem mereretur, victu-
tium potestas imperat. Cognoscant Principes fecerit Deo debere se reddere rationem propter Ecclesiâ, quam a Christo tradendam incipiunt: nam live agantur
pax & disciplina Ecclesiæ per fideles Principes, five solvantur, illæ ab eis rationem exigat, qui eorum potestati suam Ecclesiâ credidit.

Van Eljze, Pars VI.

Si igitur Principes fecerit vident, Judices Ecclesiasticos auctoritatem hanc ligandi & solvendi, five ferendi Censuras, non impendere juxta regulas Evangelicæ & Ecclesiasticæ Sanctiones, sed sub pretesto, & pulso his juris potestatis, Ecclesiâ & Republicam turbare, subdoloque opprimere; indubie officii eorum erit, auctoritatem & potestatem sibi Deo data, Judicium illorum aude-
re & violentiam compingere ipsamque disciplinam Sacra Canonibus expressam, & quam integram ipsa Ecclesiâ sua auctoritate conservare non prævaleret, cervicibus asperborum sua potestate Principi imperare, uti loquitur jam citatum Concilium.

Hæc auctoritate utitur Justinianus Imperator, *Novella 123. cap. 11.* "Omnes Episcopi, & Presbyteri, si in ecclesiis segregare aliquem a Sacra Communione, ne, antequam causa modeste, propter quam San-
ctæ Regule hoc fieri jubent. Si quis autem (ait) præter hoc a Sancta Communione aliquem segregaverit, ille quidem qui injuste segregatus est, solutus Excom-
municatione a majore Sacerdote, Sanctam mereatur Communione. Qui vero aliquem a Sancta Commu-
nitione segregare præsumpserit, modis omnibus a Sa-
cerdote, sub quo constitutus est, separabitur a Com-
munionem, quanto tempore ille perstiterit; ut quod
injuste fecit, jussu solvens.

Quanti pretii autem fuerint apud Romanam Ecclesiâ jam Novellæ Justinianæ, sciamus.

Et quidem S. Gregorius Joannem Defensorem euntem in Hispaniam instruit, quid in causa sibi delegata se-
qui deberet, cum remittit ad hæc Novellam 123. Juli-
anæ, lib. 2. Epist. 37.

Hincmarus Rhemensis in Opusculo 50. Capitulum cap. 17. scribit: "Sed & leges Romanæ ad Imperatorem Justinianum promittunt, quas probat Ecclesiæ, decet
partem de Episcoporum, five de Metropolitani ipsi aucto-
ritate, prohibitionem, &c.

S. Ivo Episcopus Carnotensis de hac Novellarum Approbatione rescribit Epist. abo. scribens: "Dicunt soluta legem Novellatum, quas commendat, & servat
Romana Ecclesiâ, &c.

Nec tantum Novellæ in generali, sed & speciatim hoc Decretum circa modum ferendæ Excommunicationis, seu separationis a Sacra Communione, probatum fuisse legitur.

Joannes VIII. Papa monens Episcopos, ne quem non probata causa excommunicaret, hoc Decretum urget, ipsique ob oculos ponit: "Sacerdos (ait) quemadmodum in concilio Capitulo Concilii Africani legitur, & usinet in *secundo Novellarum Justinianæ libro*, ut no-
tro Episcopo, aut Presbyteri aliquem communicet, antequam causa probetur.

Citatur Concilium Parisiense auctoritatem hujus Decreti adducta, dicens: "De illicita Excommunicatione *Lex Justiniani Imperatoris Catholici*, quam (ait) probat & laudat Catholica Ecclesiâ, decrevit, ut nemo Episcopus, &c. Apud Gratianum *cap. 24. quæ 3. Can. 6.* Quin de Gratiano integrum hoc Decretum pro Canon trinitas *cap. 2. quæ 1. Can. 1.* tamquam de *li-
bre Constitutum.*

Noli proinde vel incidit, Justinianum Imperatorem Catholicum, limites sui auctoritatis excessisse, sui po-
tellant Ecclesiæ in usu Clavium, vel in minimo derogasse quia modum, qui in ferenda Excommunicatione servari debet, præscripsit, seu potius præcepit, ut Episcopi & Presbyteri hæc potestatem contra normam Evangelicam, & Sacras Sanctiones non abuterentur.

Quare etiam Sanctissimi Principes uti sunt hæc sua auctoritas comprehendit in iussu Censuras, in destructio-
nem potius, quam adificationem Ecclesiæ, & Republicæ vergentes.

Atque inter alios de S. Ludovico IX. Galliarum Rege legitur, ipsum sub medium sæculi decimi tertii duxisse, quod nemo suorum Vassallorum imperpetuum tene-
retur respondere coram Judice Ecclesiastico in materia Civili, & si Judices Ecclesiastici ob hanc negatam coram ipsis responsum ipsos excommunicarent, jube-
retur levare Excommunicationem per approbationem ipsorum temporalium.

De eodem S. Rege legitur apud Pithonem in Probationibus libertatem Ecclesiæ Gallicanæ cap. 36. num. 3. Cum Archiepiscopus Rhemensis excommunicasset ci-
vies Rhemenses ob presentia iniurias sibi & suis per-
dictas

Q. a

dictis civis illatis, Ludovicus delegavit duos viros, nimirum Abbatem S. Dyonisi in Francia, & Praepositum S. Audomari, & precepit, ut *ad observandum dicti civis* ad dicto Archiepiscopum in forum Ecclesiae, & emendationem injurias eidem Archiepiscopo illatas, de quibus illi duo viri videbant emendandum esse, & de Emendis illis (sic) sive pro Excommunicationibus, sive pro injuriis dicto Archiepiscopo de suis factis, non poterit aliquid lauari, nisi de consilio, & assensu dictorum virorum a nobis electorum, qui assensum eidem Archiepiscopo suo, quando inquit, sive judicabit de Excommunicationibus. Et si quae Excommunicationes inveniat fuerint injustae, pro illa proinde nulla fiet Emenda, aut aliquid servabitur.

Licet ergo Sanctus Princeps probe nosceret, si Clericum auctoritatem eorumque executionem non esse credenda, sui tamen officii esse non dubitavit, potestas sua Regia providere, ne per Censuras subditi sui iniuste verarentur: monuitque a Canonibus in ferendis Censuris ab Ecclesia praescriptis servarentur.

Eadem auctoritate plures Principes Catholici ubi leguntur, ad procedendum publicam Ecclesiae & Reipublicae tranquillitatem, quae per Censuras leviter, & iniuste iniustas non parum turbat fuit.

Et quidam Censuras, quibus Iudices Ecclesiastici suam adversus Iudices Regios, & seculares, jurisdictionem tueri, & manentem praecedunt, tamen summe effectus frequenter habere experientia docet: hisque Censuras potius ad destructionem, quam ad reedificationem Ecclesiae esse; magisque in scandalum Fidei, quam in eorum profectum, aut saltem cedere compertum est.

Ut non immerito de Censuris huius diei queat, quod de Censuris ad conversationem temporum impensis jampridem dixit nisi ac doctus Gratianus, quod patiantur confusionem magis in Ecclesia, virescentem, vel contemptum Evangelicæ hujus Censuræ fuit, quæ est, Excommunicationibus gladius extreme formidabilis, & denique haereticos animabus multorum magis, quam saltem spirituales inducunt, vel inducant. Ad praeveniendam suam in Republica & Ecclesia turbationem, & praevocanda scandala, jampridem Principes Catholici inhibuerunt, ne Iudices Ecclesiastici in confidit Jurisdictione, aut ad tuendum suam Jurisdictionem, vel immunitatem, contra Iudices Regios, eam pagante violenter per Censuras praecedant. Sed si etiam, quod Iudices Laici jurisdictionem, aut immunitatem Ecclesiasticam violenter, ad ipsam Principem recursum habeant, ut hic sua auctoritate questionem eorum decidat: atque ita turbationes & scandala ex simili conflictu oriuntur, ipse sua auctoritate comprimant, aut praevineat.

Hac de re casus pro his Provinciis Editum Caroli V. Imperatoris de Belgicis Principibus die 4. Octobris 1540, testatur part. 1. Editum Flandria lib. 3. Rub. 1. quo interdixit Iudicibus Ecclesiasticis, ut per Censuras, aut Monitoriales procedant contra Officiales Regios, aut Iudices seculares occasione eorum quæ Officium ipsorum spectant, sed procedere debeant per Regulares, postquam immunitatem (si dicti Officiales, vel Iudices iudicent his Regulatoribus non obtemperandum) teneant dicti Officiales & Iudices causam saltem per mentem suspendere, ut interea Iudices Ecclesiastici, eorumque Promotores, & Officiales quantis Iudicem Superiorem dictorum Iudicum Laicorum informare, & iustitiam obtineant.

Rationem edendi huc Editum permittit, ad praevocandas questiones, & contentionis quovis generis inter Ecclesiasticos & seculares Iudices, & praevocanda scandala inde nascentia. Antecessum Regii Magistratus in sua ad Decretum Concilii Tridentini sess. 5. cap. 3. de Reformatione Annotatione, postquam monuit Iudices Laicos semper archiepiscopos, & alios temporales Iudices Ecclesiasticos, ad impedendum eorum Censuras, addiderunt: Neque possint dicti Ecclesiastici sui ipsæ Censuras, & Excommunicationes contra Iudices Laicos, ita prohibens Editio, & Ordinatione Regii.

Ita legitur apud Bertramundum Loch in Relationibus Belgicis Tract. 2. art. 9. num. 16.

Non dubium quin ad hoc Caroli V. Editum referantur hic Antecessum,

Eodem tunc procedendi modum super conflictu Jurisdictionis teneri voluit Philippus II. in Editio super ad Synodum Cameracensem anno 1566. decretum articulo 16. ut si Episcopi praevocant per Iudices Laicos violenter suam Jurisdictionem, recurrant pro remedio ad Principem, seu Consilium ejus privatum, ut hunc Jurisdictionis conflictum, inter Iudices Ecclesiasticos & Laicos decedat.

Et per Concordatum inter Carolum V. & Episcopos pro Leodensium conventum ch. 29. art. 9. quod, si super Anticulis Concordati difficultas oriantur inter Iustitiales Principum, & talis difficultas terminari, & sedari debeat moris communicationibus, vel litris, ita quod una Jurisdictio illam non turbet, aut laesat.

Hic fas aperte Censurarum inflicto extenditur. Unde inde ad hoc Concordatum referentur Typica, dum dixit injure nova tit. de sentent. Excommunicationum. num. 6. Quod Editio nostrorum Principum, ad Concordata non aliter exercere Censuras valeant quam contra Officiales Regios: istis intus, quod contra hos exercantur per Editio & Concordata veterum.

Quam religiose id jampridem ad hoc usque temporis in Gallia observatum, & Regis Ordinationibus confirmatum sit, ostendunt apud Pithonem in Probationibus Librarium Ecclesiae Gallicanae cap. 3. ac una videtur referuntur plura Parliamentorum Acta, quibus Iudices Ecclesiastici, etiam Episcopi condemnantur ad Censuras in Magistratus Regios in his, quæ ad eorum officium spectant, laesat, & quæ vocantur Iusti sunt.

Recentius Petrus Pithonius in Commentario ad Libertates Ecclesiae Gallicanae, anno 1649. Regem Galliarum in conformitatem Ordinationum suorum Praedecessorum & Indolentem Papalium, inhibuit omnibus Prelatis, & Iudicibus Ecclesiasticis ut quacunque Censura contra suos Iudices, & Officiales occasione eorum, quæ eorum est Officium suo, sub prelo apprehensionis ipsorum temporarium, & quod procedit contra ipsos tanquam infraactores Ordinationum Regiarum, ita in casu, quo dicti Iudices Ecclesiastici se gravatos referunt per plures Iudices Regios, querelas suas apud Supremam Regiam Curiam proponant: quod si gravatos se reputent a Supremis Curia, recurrant ad ipsam Regem in suo Consilio, ut ibi ipsi praevideant, ut iudicium & rationabile erit.

Quod plane sententia est supra citato Editio Capoline.

Hinc a Principibus praescriptum modum sopiendi controversias super conflictu Jurisdictionis inter Iudices Ecclesiasticos & Laicos, & vetitum utrum Censuras contra Officiales Regios obtineat violenter Jurisdictionem, aut immunitatem Ecclesiasticam, pluribus probat Petrus de Marca Archiepiscopus Parisiensis lib. 4. de Concordia Sacrorum, & Imperii cap. 21. quod num. 5. non inficit id, quod postulat Ecclesiastica libertas sit per Decretales Summorum Pontificum, fines suos Excommunicationibus, vel Interdictis tueri, unde erga hec contentiones lapsissime locuta est Respublica Christiana, illud contentio (sit) Regis Consensio minus praescriptum effundendum, quem sequi oportet ad diffidia averrenda.

Praeterea notat, praedictum Editum Regium de anno 1619. ad Propositionem Ecclesiae Gallicanae latum esse: eos motes inducunt (inquit) Episcopi nostri ducunt, & amplius ab hinc annis, ut Libellum Causarum, Ecclesiasticarum & vocacionem a Curia paterent; non autem jure sua Censuras sibi vindicarent, quemadmodum docuerunt Joannes Gelli, & Guido Pape.

Pergit de Marca ostendere, ordinem hunc praescriptum requisitis ratione nititur. In primis, quia uti oblectavit II. Operum Millevianum, Ecclesia est in Imperio, id est, per Imperii Provincias (paris, ex civibus constitut, & sub patrocinio Regum degit) adeoque in his contentiosis turbationes, & equiora consilia amplexanda sunt Episcopis, quæ ad pacem cum Imperio retinendam vitentur.

Ratio quoque cupit in Principe auctoritas duci potest (sit de Marca num. 7.) in officio, & emanare Principis, qui cum confusum sit a Deo, ut Ecclesia sit foret, ejusque tranquillitati propiciat, quodammodo videtur arbitrium componendum hujus generis contentionum in se suscepisse.

Unde & iampetentissimas controversias huc cogitacione reservasse Principes legimus: ac in primis exemplum supplicat Averila 153. c. 21. Iustiniani. Si enim iudicio criminali adversus Clericum instituto controversia emergens inerat Civitem iudicem, & Episcopum ad Nos (sive Iustitiam) negotium tam ab Episcopo, quam a iudice referatur, ut Nos hoc agnoscentes, quae Nobis videretur, iubeamus.

Sic legimus quoque in Capitularibus Regum Francorum lib. 3. c. 77. " Ut Episcopi, Abbates, Comites, & Potentioresque, si causam inter se habuerint, & peccificiter boluerint, ad Nostram (scilicet Principis) iubeantur venire Praesentiam, neque illorum contentio alibi diffundatur, ne propter hoc pauperum, & minus potentium iustitia remaneat.

Igitur Principum proprium officium est, contentiones, & publicas dissidia in Republica & Ecclesia exorta sua Regali auctoritate compescere, & efficaciter comprimere, & decidere: quod Ecclesia gladio materiali nonvens, sua auctoritate facere nequit.

Itaque apparet, quod Episcopi alicui Praefati eam auctoritatem Principum eorumque Ministri pariter iudicis Jurisdictionis, & Immunitatis Ecclesiasticae dispensare non debeant: praesertim quia non de Fidei, aut essentiali Religiosis Catholicis articulo agitur, sed de puncto disciplinae: in quo ad vitandas contentiones, & peccandae dissidia, scandalorum & maiorum malorum scariginis, dispensative similia multa saltem tolerari & dissimulari possunt.

Sane Episcopi alicui iudices Ecclesiastici, qui ad hoc facile ex zelo, ut praesentem iudicem Jurisdictionis, & Immunitatis Ecclesiasticae, ad Censuras promissum, merito expendentes, quam exigua exinde profectus spiritalis spes esset, & e contrario quanta scandalorum & maiorum scarigo metueretur.

Hac si aequa lance inter se liberaret, videtur consilium esse, in his rebus temperare, quam rigorem impendendo, Ecclesiae & Republicae turbationibus, & scandalis, sine ulla compari prolecula sapere.

Nec dubium, hinc factum, quod ab his eorum Principibus, eorumque Magistratibus disceptationibus, Sanctissimus, & pro Ecclesia zelotissimus Pontifices, & Episcopi, si oportuissimis Ecclesiae seculari abstinerent. Nec enim legimus, hos ad suam Jurisdictionem extendam Excommunicationibus aut Censuris contra Principes, vel eorum Officiales decreta esse: imo nec id prius Ecclesiae odio vel noverit fecit ab illo Sancto Pontifice, aut Episcopo tentatum fuit.

CAPUT III.

De Contumacia & Monitionibus Canonicis, quae infractionem Censurarum praecedere debent.

§. I.

De Contumacia, quae Censuram praecedere debet.

Namque virtute Clavium a corpore Ecclesiae tanquam Ethnicum, & Publicanum esse reiciendum, tamen enormis criminis reum, nisi in suo crimine contraxit, & Ecclesiae rebellis fuerit convictus, evidenter evincit Textus Evangelicus, quo haec potestas Clavium Petro, & in ipso Ecclesiae a Christo data fuit.

Voluit enim Christus, ut peccator primo privatus, ac deinde subdito ultero teste de suo peccato admoneretur sive corripitur: ac deus si his correptionibus non penitus in suo peccato persistere, tunc vult denunciar Ecclesiae, ut per ipsam corripatur: Quod si sacrum Ecclesiae corripit non audierit, tunc demum loquatur: *tu tibi tanquam Ethnicum, & Publicanum.*

Evidens proinde est ex verbis Christi, ad Excommunicationem non esse procedendum, nisi confiteri de Contumacia in peccato, sive inobedientia erga Ecclesiam corripientem: quod etiam passim notant Scholastici, observatque Sacerdotius *disp. 4. tit. 3. n. 9.* Quod " condicio-

nalis hinc: *Si Ecclesiam non audieris, induit ad. " quatenus causam talis peccator seu Censura: ita ut pos. " sumus (sic) ex illa inferre, nunquam non posse obli. " ligari ad habendum tanquam Ethnicum, & Public. " canum, donec Ecclesiam non audierit: quia Christus " solem sub ea conditione id praecipit seu permittit. "*

Notandum deinde, Censuram non indigi per modum poenae in meram vindictam, sive positionem delicti commisi; sed per modum medicinae, ad praevendenda peccata in futurum, vel ipsius Excommunicationis, vel aliorum qui peccationis peccati, in quo haeret Excommunicatus, corrumperentur.

Ecclesia quippe per hanc Censuram primario intendit curare peccatorem a peccato commisso, nec non eam educere e statu, in quo pertinaciter haeret ratione peccati: atque hac ratione Censura dicitur specialiter poena medicinalis in c. 1. de Sentent. Excommunicat. in 6.

Itaque priusquam Censura feratur, iudici consilium debet, quod peccator in suo peccato persistat; neque Ecclesiam corripientem audire velit, recedendo a peccato, & Ecclesiae obediendo.

Unde recte advertit Suarez citatus *disp. 4. tit. 3. n. 11. quod " si peccator solum commisit tale est, " ut omnino transeat, nec relinquit vel obligacionem " aliquam satisfaciendi, vel quali continuationem " moralem ipsius peccati, nunquam Ecclesia ratione " illius ferat Censuram. "*

Itaque Censura indigitur quidem ob delictum commissum, ac non ut poena, sed ut habens iudicium Contemaciam; quae Contumacia quasi formaliter censetur causam Censurae, ut Suarez ibid. n. 8.

Et ut recte observat Magnus ille Universitatis Parisiensis Cancellarius Joannes Gersonius De Via Spiritualis *lib. 4. c. 14. " Dum enim tempus est pata. " tae audire Ecclesiam, cur habueris tanquam Eth. " nicus & Publicanus? Cur ab ea resistendum? Unde " & expediens esset (pergit Gersonius) nullam Ex. " communicationis sententiam, nisi pro contum. " cia Contumacia, qua se monstrat aliquis audire Ec. " clesiam non paratum. "*

§. II.

De Monitione Canonica, sive Monitionibus, quae Censuram praecedere debent.

Christum demum post trinam monitionem, sive correptionem permittit peccatorem Ecclesiam audire: immo eum reicendi ab Ecclesia, & haberi tanquam Ethnicum & Publicanum, §. precedenti ostensum est.

Verum quidem est, has trinas monitiones, de quibus Christus, non esse monitiones publicas, & judiciales, sed duas saltem priores summat correptiones privatas, & secretas: nihilominus exemplo sui Magistris voluit Ecclesia quatenus, quantumvis publice denunciatum, Censuram ferri, nisi post denunciationem factam, trina monitio fuerit praestita; & tertio monitis, Ecclesiam, sive ejus Ministros vice sua monentem, non audierit, atque ita in sua Contumacia persistit. Unde (ait ad hunc reatum Evangelicus Joannes Gendensis in Concordiam Evangelicam c. 72.) " & hunc morem servat Ecclesia, ut denunciationem non excommunicat, nisi post binam aut ter. " nam publicam monitionem, cum scilicet declaratur " fuerit contumax, & praefatus. "

Hunc morem etiam prius seculis ab Ecclesia servatum reperimus.

Synodus Oecumenica Ephesina in relatione ad Imperatores de depositione Nestorii, postquam exposuit, Nestorium secundo vocatum renuissit se Synodo subire, subjungit: *Porro autem cum Catenis praefatis, TERTIO quoque Contumaciam esse admonendum, missi iterum ad illum Episcopum, durum & immorigerum tandem invenimus. " Estat haec relatio tom. 3. Conciliorum Generalium p. 720. Similiter in Concilio Chalcedonensi, Dioscorus, ante prolatum in ipsum Excommunicationem, iter vocatus dicitur, idque secundum Sacra Canonum. Ergo non dubium, morem praevendendi trine monitionis, ut quis contumax in ordine ad excommunicationem indicatur, ad nos ex traditione Apostolica in cunctis Christi verbis fundata,*

*data, dimanasse. Recteque advertit Suarezius disp. 3. sect. 9. "Quod iura, quae de illo iure *irrita* monitionibus loquuntur, non significant, sed illud de novo statuerent, sed illud supponere, ut *perpetuo* in Ecclesia observatum.*

Legitur apud Gratianum *can. 16. q. 7. can. 5. sub nomine Concilii Rothomagensis*, ut "Decimas solvere non liceret *secundum Domini nostri preceptum* admonerentur semel, & secundo de tertio; qui si non emendaverint, *Anathematiz* vinculo fiantur. Hae evidenter supponunt praxim premittendam *etiam* monitionem in *praeceptis Christi* fundari.

Quapropter licet in multis, in hac Censura Materiam de flexis recentior disciplina a primis Patrum Regulis de praxi, nihilominus hae praxim premittendi Canonicas hae monitiones constanter servavit, & servandam praescripsit, non tantum ut verbis Christi, sed etiam materio Ecclesiae in filios affectu plane conformem; utpote quae non vult quempiam filium petire; nec peccatores a suo materno ejus patitur, nisi postquam vocem ejus audire teneant; & ipsos in peccatis abducatos, omnino contumaces novit.

Et quia hae monitiones *tertio* facienda, Sacris Canonibus jampridem sunt expressa, sensum derao, ut simpliciter monitio *Canonica*, vel *competens* hactenus dicta.

Unde ubi Innocentius IV. in *cap. 5. de Sentent. excommunicatis*, in 6. mandat Archiepiscopo Rheimsi, episcopo Suffraganeis, ut "nec in specie, nec in genere pro calumpnia & offensis praetextibus vel praesentibus excommunicationis sententias absque **COMPETENTI monitione** praemissa promulgare, & si contra praetemptum, injustas novetis esse illas, ipsum de *rebus* hae monitione loqui, uno consensu notant lanterper.

Haec Decretalis patet quoque, Censuras laicas, non praemissa *competenti monitione*, injustas esse: hoc est, quod tanquam tales ob solam hae omissionem sint habendae a Judice.

Proinde non tantum ut injusta reputanda est in foro internum, sed penitus in foro externo; adeo ut invalida sit habenda, nulliusque effectus, nisi contrarium doceat etiam recentioris Interpretis: "Quia (ait Suarezius *disp. 4. sect. 4. n. 5.*) si nulla monitio praemissa sit, nec contumacia praecedere potest, & consequenter nec vera & sufficienti causa Censurae: Et ideo talis Censura semper est nulla ex defectu *causae*."

§. III.

De intervallo temporis, quod intercedere debet inter Monitiones, & forma in his servanda.

Scilicet Christus non determinavit intervallo temporum, quae inter correptiones fraterneas, & monitionem Ecclesiae intercedere debent, ut peccator tanquam contumax & Ecclesiam non audiens ostendendus sit; ita nec legatur hae temporum intervallo per Ecclesiam sua aut determinata fuisse.

Unice enim Ecclesia intendit, ne precipitanter ad reversionem peccatorum procedatur; sed quantum possibile est, laboraret potius, ut membrum corporis sui per peccatum sacramento sanaret, & integrum servaret.

Itaque monitiones eae quoque temporum intervallo praemittendae judicantur, ut, si interea peccator sic monitus non sit emendaverit, monitiones non pariter, de ejus in peccato contumacia dubitari prudenter nequeat.

Quod autem ex Concilio Lugdunensi sub Gregorio X. in *c. 9. de Aeterni. Excommunicationis*, in 6. permittitur Judici, ut subinde pro tribus monitionibus una usatur, recentioris est disciplinae; desumptumque, ut apparet, ex Jure Civili, quo Judici permittitur in *l. 72. ff. de Judiciis*, uti uno Edicto *peremptorio* citationis pro pluribus.

Formam similis monitionis sive citationis referit Glossa ad citatum *Cap. 9.* ubi & notatur, quod si res, sive res pro tribus fiat, semper tamen quandam temporis intervallo debeant dari Rei; utque una ista monitio ita concipi, ut tribus aequivalere in ordine ad convincendum Reum de contumacia; notaque Su-

arezius de Censura *disp. 3. sect. 11. n. 7.* quod, quando sit una monitio pro tribus, oportet hoc ita explicare ei, qui admonetur, ut intelligat, terminum sibi tunc praefixum, esse ultimum ad parendum, post quem statim sit Censura feriendus.

Et quidem ex praescripto moderni Pontificis Romani praestitatus Praetuli excommunicationis: *Monitiones excommunicandum Canonice primo, secundo, tertio, etiam, quarto ad ejus malitiam convincendum, ipsum ad emendationem, satisfactionem & penitentiam invitantes, & potius afflictae corripientes.*

Monitiones hae esse faciendas expresse nomine ejus qui monetur, non est Doctorum sententia, & clare capta in citato *c. 9.* ubi declaratur, *Et demum esse monitionem Canonice in hoc casu, si alius servatus, cui, qui monetur, EXPRIMAT NOMINATIM.*

Illud quoque consuetudine, & usu invaluit, ut monitiones sunt hae expressa continuatione talis Censurae, puta excommunicationis, ut docet Suarezius citato *n. 7.*

Requiruntur praeterea, monitionem hanc fieri auctoritate & nomine ipsius Judicis: "Ratio manifeste est (ait Suarezius dicta *sect. 11. n. 1.*) quia *admonitio* talis esse debet, ut si quis non pareat, contumax & inobediens existat: quod esse non potest, nisi *admonitio* auctoritate Superioris facta sit."

Ex praescripto Concilii Lateranensis sub Innocentio III. *Cap. 48. de Sentent. excommunicatis*, *admonitio fieri debet personis praesentibus idoneis, per quas (si monitus fuerit) possit probari monitus.*

Verum cum ultimum praesentium hodie necessarium non esse, docet Dominus Du Casse Archiepiscopus & Officiarius Diocesis Condomensis, in sua praxi Jurisdictionis Ecclesiasticae *tom. 1. c. 11. n. 3.* sub hac: *Quia (ait) haec monitiones sunt in scriptis, vigore mandati Superioris, quod inimicus parti opera Apparitoris Curiae, qui selecta ipsi parti copia, de facta monitione per suam citationem ad eadem originalis appositum, sufficere censere facit,*

§. IV.

Difficultas circa Censuras late sententiae ab non praesentibus Monitionem Canonice.

Excommunicationes non ferendas nisi in peccatores inobedientes, & contumaces, vidimus supra *§. 2.* atque in finem praemittendam etiam reversionem Canonice, & competentem, e qua de ejus Coeconomia, & erga Ecclesiam inobedientia constare queat, notavimus *§. 2.*

Hae autem quoad Censuras ab homine seu Judice per sententiam inflegendas, difficultates non parvum. At difficultas non exigua est, quia ratione contumaciae, & praemonitionis sufficienti, ad sensum Textus Evangelici, & mentem Ecclesiae haberi debet in Censuris, quae juris sua Canonice dicuntur, praeterea *late sententia*: utpote quae nullo Judice interveniente speciali Decreto, sed sola Legis vel Canonis transgressione, nulla speciali monitione praecedente, *ipso facto* incurrantur; ubi nulla vel in speciem contumacia in peccato, seu Legis transgressione apparet: eo quod nunquam de peccato, sive legit praevagatione facti monitus vel correptionis, neque unquam habentis offenderit, quod Ecclesiam monentem audire noluerit.

Visit hanc difficultatem jampridem supra citatus Joannes Gesonius *De Vita spiritali animae* *lib. 4. Cap. 4.* ubi postquam pro regula proposuit, nullum excommunicandum nisi contumacem, & Ecclesiam audire reuocentem, subiungit: "Certum tamen aliquis ea ignorantia quamvis vitiosa, non tamen contumacia facit aliquem actum, pro quo est statuta sententia excommunicationis: *ita late sententiae* ab aliquo Praetoriano, videtur Juris, & Joannes, si talis possit dici *ipso facto* excommunicatus: cum semper sit & fuerit promptus stare correctioni Ecclesiae super suo delicto, prout supponitur; quia non ex contemptu Clavum & Jurisdictionis Ecclesiae, sed aliunde motus malum fecit. *Non enim quod liber inobedientia contumacia reparatur.*

Videns autem Gesonius, hanc non consistere cum illis, quae de effectu excommunicationis *late sententia* passim praedictis Scholasticis, sibi obijcit: *Quid sperant tunc Excom-*

Excommunicatio LATÆ SENTENTIÆ per Censuram? Respondetur: "sicut accepit a Preceptore meo, eas tantummodo operari, ut abique processu alio iudicandi, nec nova constitutio possit iudici fieri, probato facto, vel confesso, scire iura sententiam, & eandem publicare: non sic ut Cæmeli essent solum ferende sententiae: qui morientes, & processus secundum terminos iuris prærequirerentur multiples."

Ejusdem cum Gersonio sententia fuit Godofredus Rosenmundus in Universitate Lovaniensi Theologiae Professor, & primus Collegii Adriani VI. Praefectus, iohannis dei titulus Confessionalis, monitusque, valde insulsum & periculosum esse, quod Episcopis in suis statutis, ceteri quoque iudices tam facili sine in multiplicandis Censuris: Unde (ait) expeditus esset, ut etiam inquis Gerson, ut omnes Constitutiones, sententiae excommunicatio LATÆ sententia in iure non statui sententia, quarum usus multis, nec plus deest quam prodest, expressa revocatione cassaretur in Provinciali & Diocesana, & in Ecclesia Universali.

Quodquid sit de Gersoni & Godofredi solutione, illud supra Cap. I. §. 4. notavimus, has iuris Excommunicationes & Censuras pluribus feculis in Ecclesia fuisse ignoratas: posterius autem feculis admodum multiplicatas: adeo ut tandem inavertite, vix ullum, principis & Cæsar Romani, prodire Decretum, cui non sit annexa excommunicatione ipsa facto incurrenda: Idque non raro etiam in Decretis ad solam rem aut iurium temporariam coofervationem tendentibus.

Coorta hanc praxim acerbiore stylo suo tempore inferebat Gersonius loco supra citato, scribens, quod hoc facientes innotuerunt iurum imperare gravissimum periculum hominum. "Nam (ait) qui pro solis incommodis temporalibus evitandis, aut commodis politicis conservandis, avertunt vultu indigne mortem, cui, quæso, si minus erit? Illi minime, qui volens mortem abigere a fronte vicini, eam securi percussus vicinum solidius exercebat."

Ex hac indubie Excommunicationem nimis frequentia, invaluit hodierna formula absolutiois ab Excommunicatione, Sacramentali Absolutioni præmissa solita: Absolutio ab omni vinculo Excommunicationis, & suspensionis ac interdicti in quantum possum, & indiges. Item cunctis de stylo Curie Romane omnibus passim Bullis, & Literis inserti soliti: Te ab omni Excommunicationis vinculo, quod incurristi, absolventes, vel absolutum fore censentes ad effectum harum litterarum consequendum, & non alias.

Cum enim tam effusa frequentes Excommunicationes, aliæque Censuræ ipsa facto ex aliquo legem aut Decretum transgredientes incurredas: nec forsitan propter aliquos similes contrarios Censuræ, Absolutio Sacramentalis, aut Literæ Apostolicæ suo effectu careant, prædicta formula Absolutionis ad Censuram, primis incognita, invaluit & recepta est.

Qualiter tandem effectus harum Censurarum LATÆ sententia multum imminuat & restrictus fuit, præsertim quoad necessitate simili Excommunicatione ligatos evitandi, infra ostendetur.

CAPUT IV.

De iusta causa Excommunicationis.

§. I.

Ad Excommunicationem requiritur gravis culpa, ut minus mortalis.

PER Excommunicationem Excommunicatum tantum Ethnicum, & Publicanum ejici ex Ecclesia Christi, & tradi Satanae in interitum carnis, expeditum est.

Quapropter Excommunicationem, ut quandoque mortem spiritalem, etiam corporali quodammodo gravitatem, Pœnes existimamus.

Sandus Cyprianus exponens diffinitionem inter penas legis veteris de novis, transgressoribus Divinorum Præceptorum intelligendas, "ait Epist. 62. Tunc quidem (sub

Veteri Testamento) gladius benedictus, quando de adhuc circumcisio carnalis manebat. Nunc (subdistinguit) gladius superbi & concupiscentiae manebat, dum de Ecclesia ejiciuntur. Neque enim vivere fors postulare, cum de non Deo ma sit, & nepotia salus esse, nisi in Ecclesia possit."

Similiter & Sanctus Hieronymus Epist. 1. ait: "Nunc inobediens macram trahatur, aut ejedus de Ecclesia valde demeritum ore discipulis." Quapropter dicere non dubitavit S. Augustinus hb. de Corrupt. & Gracia cap. 13. reatus apud Gratianum cap. 4. quæst. 3. Canon. 17. Hoc pena Excommunicationis in Ecclesia nulla maius est.

Nam ut recte idem S. Doctor Tractatu 17. in Joannem, in Can. 33. cap. 11. quæst. 3. advertit: "Nihil sic debet formidare Christianus, quam separari a Corpore Christi. Si enim separatus a Corpore Christi, non est membris ejus, non vegetatur spiritu ejus. Quisquis autem, inquit Apostolus, spiritum Christi non habet, non est ejus."

Cum igitur prima debeat esse proportionata delicto: nec Ecclesia intendat quodvisque, & humanæ infirmitatis filiorum suorum delictus, tanquam data povera gravibus penis persequi, sed potius, ut pia mater, leviores filiorum prolapiones, & offensas dissimulare, non leviores media corrigere, noluit hanc potius pro levis culpa imponi."

Nullus Sacerdotum quatenus recte fieri hominem præcipitur & leviter talis a Communionis suspendatur, præter eas culpas, pro quibus Antiqui Patres gravius ab Ecclesia jussit communiari: ubi habet admittit Concilii Alvernensis referunt apud Gratianum cap. 1. quæst. 3. Canon. 42.

Nam quidem Corruptores Romani in Concilio Alvernensi, quod extraxit, prædictum Decretum non haberi, sed tamen una throni, in Aurelianensi IV. Canon. & Vromaniensi Can. 3. id reperit.

Quin & relictis Synodus Tridentina Sess. 15. cap. 3. De Reformatione, quod "experientia docet, si reus in levibus ex rebus incurritur, magis coarctari quam formidari: de penitentia potius parare, quam salutem."

Et sane cum infirmum esset, & interitum Ecclesiae aedificatione contrarium, ut illis excludere societate, qui se non prius a societate Sanctorum per grave seu mortale peccatum segregasset, & ex Ecclesia hic militante ejiceretur, qui adhuc per charitatem manet adherens Ecclesiae triumphanti, credidit Ecclesia, neminem nisi ob culpam, ut minus mortalem, esse excommunicandum.

Anathema (ait Concil. Trident. sess. 13. Can. 41.) est quædam mortis damnatio, & non nisi pro MORTALI debet imponi crimine.

Indicavit hoc etiam Christus, quando non nisi terrore coarctatum, & se non corrigentem voluit ab Ecclesia ejici ei, & haberi tanquam Ethnicum, & Publicanum: quæ rebellio & inobedientia, oronem quam habebat, domum re levi non obediunt: nec Ecclesia credidit, similes correctiones impendendas ad emendationem leviorum excessum.

Subjungit etiam eodem loco Christus: Si te audieris & locutus eris fratri tuo: potest ergo graviter placando, quem corrigi, & non correctum ex Ecclesia ejici voluit Christus, "vel recte inferre Sanctus Augustinus.

Quapropter unanimi Canonis sacrum, & Theologorum consensum receptum est, Excommunicationem majorem ferri non posse, nisi ob culpam mortalem: quod tanquam indubitatum in hac materia tradit de penis Successus dist. 18. et dist. 3. additque n. 4. "propositam regulam procedere etiam de absoluta potestate data Ecclesiae a Christo Domino, ita ut necesse Sanctorum Pontificum possit pro sola veniali culpa prædicte, directæ majorem Excommunicationem ferre."

Imo & inferre n. 4. Excommunicationem latam pro levi culpa, quæ mortalem gravitatem non attingat, esse non solum injustam, sed jure jure nullam, a quocunque feratur.

Pœnes etiam consequens est, quod, quotiescumque aliquis excommunicatus culpa mortali in transgressione aliquam legis, vel præcepti, expulsum erit a Censura Excommunicationis, talisvis omnisvis reintegrationis

ribus illius præcepti simpliciter & sine exceptione, imponitur.

Exempli gratia, si ex inadvertentia, aut probabili ignorantia facti, vel levitate materie, transgressio legis aut præcepti sit tantum venialis, Excommunicatio anoxa legi seu præcepto non incurratur: eo quod deficit materia necessaria huius Censuræ: quæ ut minus debet esse culpa mortaliter.

Sed neque ad hanc gravissimam & mortalem penam intelligendam, quodlibet indifferenter peccatum etiam mortale sufficit: eo quod non omne tale peccatum sit proportionatum huic poenæ in foro externo imponendæ, sed speciatim quædam graviter peccantur, puta quod scandalum generet in Ecclesia, aut pacem perturbet, aut aliquod grave nocuumtum adferat, quod alia via non possit commodè impediri, vel post alios loquatur Sacerdoti diff. 4. sess. 4. m. 3. una potius, non post generali regulam debitor quales peccatum mortale requiratur aut sufficit, sed id commissum esse prædixit Legislatoris, & Judicis, ut considerato sine principali imponenda Censuram, & qualitate delicti, & necessitate, vel magna utilitate pugnante, eam imponat.

§. II.

Non omnis Consummatio excommunicati sufficit ad Excommunicationem perpetuam.

Excommunicationem præcipue fundari ex Christi instituto in consummatione, quæ peccator mortuus, & Ecclesiæ deoconiatus, eam correspondere & meritum non audit, si vel ei obediens remissus, supra vidimus.

Verum, sicut non omnis legis, etiam naturalis, aut Divinæ transgressio sufficiens materiam subministrat huic gravissimæ poenæ; ita nec omnis contra præceptum Judicis vel Superioris inobedientia vel contumacia Excommunicatione percipienda est.

Sive enim astruimus consummationem in non comparando eam cum Iudice, a quo citatus est; sive contumacia consideretur in non parando legi non Decreto Judicis, indubitanum est, quod nullis titulis & ex variis circumstantiis contumacia gravior aut levior esse queat, quin & nonnunquam in tantum ejus malitia diminuitur, ut nequid malitiam impetiret attingat, multo minus malitiam quæ gratissima Excommunicatiois poena comprehendi debeat.

In primis enim contingere potest, idque variis de causis, quod citatus justum, aut saltem admodum probabilem causam habet non comparandi eam cum Iudice: quæ causa palam offendat, contumaciam, sive non comparietorem habet non præcedere ex formali contemptu Judicis: atque ita nec materiam esse causam sufficientem subministrat Excommunicationis: neque quæ impendi non solet, nisi in formali aut interpretatur Judicis contemptus, qui ex contumacia colligitur, componitur.

Nec tantum hac contumacia in non comparando excusari potest in citato coram Episcopo, alivique Jurisconsultis, sed etiam iterum in citato coram Pontifice, sive in Curia Romana, ut Caput sequenti ostendetur.

Præterea sicut transgressio legis in materia Justitiæ aut Religionis potest reddi vel levis ex levitate materie: sic & contumacia in non comparando, vel offendit Covarietiam ad cap. Alma Mater §. 9. m. 3.

Idque etiam contumacia supponente conjunctum habere contemptum: Nam si quia (ait) præceptum Superioris super rem minima ex CONTEMPTU transgrediaris, adversus effectum minimum, & ex ea causa, quod levis sit materia præcepti, contemnit illud, peccatum veniale erit.

Mortisque deinde ex Gersonio, in hac materia Excommunicationis multum differre contumaciam a consummatione. Oportet enim (inquit) considerare, qualis sit contumacia, & quantum illa possit Ecclesiæ nocere: & qualis etiam res, circa quam habetur contumacia: nam multo peior & nocentior est in rebus Fidei, & Religionis, pacis ac unionis Ecclesiasticæ, quam in parva questione super modum te temporali ora: ubi nonquam tantum potest prodire obediencia, quantum obediencia Excommunicatio separans animam a spiritualibus suffragiis & societate Sanctorum. Si contumacia

est magna, & pro terribili momenti habita, erit, ut iuxta doctrinam Salvatoris ostendi merito excommunicandus. Si vero contumacia sit levis, aut pro te levis contingens, indignum videtur, ut pro illa de aliquis excommunicetur.

Quo & notat Sacerdos diff. 7. sess. 6. num. 13. quod, licet consummatio, quæ pervenit ad malitiam mortalem, sit etiam ratio gravis sit, in ordine ad talem Censuram, (Excommunicationis) potest esse levis: nec potest Ecclesiæ tam acerbo remedio uni ad exigendum obedienciam in quacunque materia, tametsi aliqui ad peccatum mortale sufficiat.

§. III.

Causa Excommunicationis debet esse manifesta & Judicis legitime probata.

Quandoquidem Excommunicatio sit poena separata Excommunicatum ab exteriori hominum communione & commercio, spectante ad forum exterius conscientiarum, indubitatum est, talem poenam iudicij non posse pro delicto duntaxat interno, aut etiam omnino occulto: cum Ecclesiæ non iudicet de occultis, præsertim per alios externos & iudiciales fore contentiosi.

Hoc jam pridem agnovimus S. Aug. Sermone 351. de Penitentia in ult. Ed. PP. Benedicte. (quo utitur) ubi in primis admonet populum, ut serio & tempestive agat de suis criminibus convenienter poenitentiam: Et cum ipse se peccatoris severissimæ medicinæ, sed tamen medicinæ sententiam, veniat Anathematis, per quos illi in Ecclesiæ Clave immolantur: & tanquam boni jam incipimus esse filios, materorum membrorum ordine custodiam, a Præpositis Sacramentorum accipiat satisfactionis sue modum: ut in offerendo sacrificio cordis tibi devotus & simplex, id tamen agas, quod non solum ipsi proficit ad recipiendam salutem, sed etiam ceteris ad exemplum.

Deinde m. 10. admonet, ut omo arbitretur propterea te costringam salutariter loqui penitentiam debeat conseruere, quia multos fore aderitis & novit ad Sacramenta Altaris accedere, quorum talis crimina non ignorat.

Rationem subiungit: Multi enim corrigitur ut Peccator: multi tolerantur ut Judas: multi nesciunt, donec veniat Dominus, qui illuminet abscondita tenebrarum, & manifestet cogitationes eorum. Nam plerique propterea nolunt accipere alios, dum se per illos capere excusant. Plerique autem boni Christiani propterea tacent, & sustinent aliorum peccata, quæ noverunt, quia documentis sepe defraudant, & ea quæ ipsi sciunt, Judicibus Ecclesiasticis probare non possunt. Quamvis enim vera sint quædam, non tamen Judicij facile credenda sunt, nisi sensu iudicij demonstrantur.

Post hæc, se aliosque Ecclesiæ Præpositos excusant, quod criminatos in Ecclesiâ tolerent, & ad Sacramenta Altaris accedere permittant, subijci: Nos vero a Communionem prohibere quæquam sit mortaliter, sed reus (quævis hæc prohibitio non datur sit mortaliter, sed reus) dictalis) nisi sui sponte confessum, aut in aliquo vel Seculari, vel Ecclesiastico iudicio nominatum atque convictum.

Evidenti, Augustinum itaque non indubitanum habuisse, criminatos accipere, aut quorum criminis iudicij denunciant, & certis iudicij aut documentis probata non sunt, esse quidem monendos ut penitentiam agant, & modum satisfactionis ipsi supplicet a Præpositis Ecclesiæ petant: At per Iudicem vel Præpositum Ecclesiæ a Communionem segregari vel prohiberi iocivis non possit: licet etiam hæc prohibitio non datur sit mortaliter, hoc est Excommunicatio maior, sed duntaxat medicinalis seu penitentialis: eo quod & hæc prohibitio esset poena forei exterioris, quæ duntaxat pro crimine externo & probato, posset imitari, & criminis alium non consentiret imponi.

Hinc & in Canonibus passim videmus, poenam Excommunicationis non nisi in peccatoribus denunciatis, atque de crimine monitis, & coarctatis comminari, hocque, & non alios Excommunicatione ferendis de ceteri.

Nemo Episcopus, nemo Presbyter excommunicet aliquem, antequam causa PROBETUR, propter quam Ecclesiæ

eligendi Causas hoc fieri jubet, inquit Can. 11. cap. 2. q. 1.

Et in terminis Concilium Generale Lateranense sub Innocentio III. in Cap. SACRO 48. *De sentent. Excommunicat.* supponit, eamdem Excommunicationis debere esse manifestam; monens Judices, ut caveant diligenter, ne ad Excommunicationem cuiquam absque MANIFESTA & rationabili causa procedat.

Hic non tantum requirit causam de se manifestam & rationabilem, sed insuper ipsi JUDICI manifestam & probatam ad sensum Augustini supra expostum, una est Insuper opinio ipsius Glossographi, qui ad verbum rationabile addit: *coram ipso Judice probata.*

Notant de hic passim Canonistae, quia causa debet esse manifestissima, quod si SOLI Praetor sit nota, non debet fieri Excommunicatio, nilloquiter Panormitanus, sive ut ait Feliuss: *Et sic non sufficeret, quod esset nota ipsi Praetori.*

Hicse confessiones & Theologi, acriter alios sapienter citantes Sossius reflectens ad praedictum Decretum Concilii Lateranensis, ait: *Manifesta autem si sit non solum Judici privatum nota, sed etiam JURIDICE PROBATA.*

Quin & disp. 7. sect. 7. num. 4. scribit, sententiam Excommunicationis non tantum esse injustam, sed etiam invalidam, si causa Jodice ut Jodice non fuerit probata: *Nec enim satis est (ait) quod causa in re sub sit, si sit occultata: quia Jodice humanum non potest de sibi occultis judicare. Est autem multa quod esse debet ferendi sententiam, quando JURIDICE probata non est, etiam si aliqui privatum nota sit illi homini, qui Jodice est.*

CAPUT V.

De Ordine judiciario in materia Censurarum, notanter Excommunicationis servando.

§ I.

Defectus essentialis Ordinis judiciarii reddit Censuram invalidam.

Postquam invaluit fori interni seu pontificalis, a foro externi seu contentioso plene separatio, tunc & auctoritatem indifferendi Censurae huic foro externo, & judiciali, sive contentioso privative reservatum fuisse, seu ad hoc forum transiisse, supra cap. 2. ostensum est.

Hinc ulterius concludere Theologi, & Canonistae, ac eandem in praei receptum est, nulli hodie competere auctoritatem indifferendi Censuras, nisi jurisdictionem aliquam contentiosam, sive fori externi Ecclesiasticam habeat, ut ibid. §. 4. probatum fuit.

Sicuri ergo Jodice huic foro praefectus tenetur in causarum institutione & decisione receptas fore leges & praescriptum ordinem judicium observare; ita & in hac Censurarum materia huic foro alligata eandem ordinem observandum esse nemo ambigit.

Quandocumque ergo in sententia est defectus substantialis ordinis juris, error est (ait Sossius) 4. disp. 4. sect. 7. numer. 2. Censuram esse non solum utique injustam, sed praesens invalidam: quin sententia ipsa nulla est, & sententia nulla nullum potest producere effectum.

Non tantum hic ordo judicialis servandus est a Jodice in sententia inflicta Censura, sed etiam in sententia declaratoria, quia quidem ipsa Censura a Jodice alicui non infigitur, sed tamen declaratur, quod Censuram incurrit.

Tamen enim per hanc sententiam Jodice proprie non infigit Censuram, sed duntaxat declarat per sententiam, ob crimen commissum Censuram esse contractam; ob idcirco hac sententia declaratoria contractae Censurae non minus actus est jurisdictionis contentiosae, & jura regulas fori judiciarii ferenda, quam sententia inflicta Censurae: & consequenter subiecta praeter nullitatem ea defectu essentiali ordinis judiciarii.

§ II.

Defectus jurisdictionis in Jodice de interposita appellatione non recusationem reddit Censuram nullam.

Quia inter essentialia ordinis judiciarii sit ipsa Jodice non suspensa sub impedio jurisdictionis, ambigit nequit: quandoquidem Jodice nullum actum jurisdictionis valide exercere poterat, suspensa sua jurisdictione, sive jurisdictionis exercicio. Durante quippe hac suspensione, Jodice censetur esse sine jurisdictione.

Expeditum autem est, effectum appellationis esse suspendere jurisdictionem Jodice a quo appellatum est, quodque ex parte de cognitionem causae, in qua appellatum est, ad appellatum fore provocatum Jodice transferat: ut postea loquimur de probat. VVamefio in Commentario de Appel. ad cap. 1. n. 1.

Addit autem ibidem VVamefius: *non tantum transferri quod principale negotium, sed etiam quod ejus accessiones: Item quod appellantem a jurisdictione, ne ejus, qui judicaverit, estimat.*

Utriusque appellatione interposita suspenditur jurisdictione Jodice a quo, si pendente appellatione contra appellatam aliquid innovetur, aut decreverit, id tantum inter appellatam ante omnia ut irritum revocari, & cassari debet, ut infra exponitur in cap. 7. de Appel. in 6. conformiter ad id, quod fore Civilium statum erat in L. unic. §. nihil innovetur. Appel. interposita.

Itaque si post interpositam legitime appellationem Jodice a quo Censuras infigit, Censurae hae non tantum injustae, sed praesens erunt invalidae, quod defectum jurisdictionis Jodice, & defectum essentialem ordinis judiciarii, uti mox contentio traditur Canonistae ad cap. 37. de Appel. ubi in terminis respondit Pontifex, quod post appellationem excommunicari non possit. Et ad Cap. 40. de sentent. Excommunicat. ubi Pontifex acquirit sententiam Excommunicationis laram post legitimam appellationem interpositam, Excommunicationem, in causa forma intolerabilem errorem fuisse passim expressum, probatur, quam Excommunicationem ipse Jure nullam esse nemo dubitat.

Quin Censurae post interpositam appellationem ita sunt ipso Jure nullae, ut etiam deserta, ut iniqua declarata appellatione non censuratur, ut loquitur VVamefius loc. cit. num. 4. evidenter probatur in Cap. LICET 7. de sentent. Excomm. in 6.

Utriusque, ex hac omnimoda Censurarum nullitate inferri VVamefius, quod Excommunicatio post legitime interpositam appellationem, si inflicta, judiciali retractatione non indiget, nec abolitionem requirit, sed admittit declaratorem Jodice, quod, qui sic de facto excommunicatus fuit, Excommunicationis vinculo non sit, vel fuerit ligatus. Concludens praeterea, quod si ante declarationem hanc nullitatis sententiam, divina se immiserit, non contrahat irregularitatem vitium, conformiter ad censuram Pontificis in Cap. Ad praesentiam 2. de Appel. quo mandat Archiepiscopo Ebo. tacenti, ut 4. Presbyterum, pro eo quod post Excommunicationem contra appellationem actum, divina can. tavit, nullatenus inquietur: sed ad eum statum reducat, in quo erat tempore emissae appellationis.

Hic notat Glossographus, quod sententia Excommunicationis post appellationem legitimam lata, nulla sit, unde (ait) quod postea celebrat, non puniret.

Ex hac Decretali statuit insuper Canonistae, quod post appellationem interposita alara sententia, Censura sit ipso Jure nulla, nec remedia appellationis in 6. dicat. VVamefius ad hoc Capitulum num. 2.

Eodem fundamento inferitur, quod communicatus cum taliter de facto Excommunicatus post interpositam legitimam appellationem, non incurrit in aliquam Censuram: quomodo modum far aperte decidi Pontifex in Cap. DE LICITIS 35. de Appel. ubi Senonensis Canonici, qui Decano suo communicaverant, tamen Archiepiscopus post appellationem ipsam denunciaverat deprecandum, invalidas judicavit (inquit Pontifex) sententias doli consilio communicaverant eidem, ut appellationi ad interposita, magis quam denunciationi ab Archiepiscopo Jelle deferrent.

Monetur VVamefius hic n. 4. quod hujus textus satis obcuri summa sit, 4. Sententiam Censurae Ecclesiasticae post

post interpositam appellacionem factam, siue sit Excommunicationis, siue sit interdicti, non tenet.
Quemadmodum per interpositam appellacionem a sententia definitiva suspenditur iurisdiclio Iudicis a quo, ita & per propositam recusacionem: Nec minus pendente recusacione, quam pendente appellacione omnis iurisdiclio siue ejus particulae Iudici recusato substat, hinc.

Hinc post Glossam in Cap. JUDEX, verbo PROPO-
NATUR De Offic. Jud. deleg. in 6. committitur hodie docere Doctores, ad ea Judice recusato, etiam pendente causa recusacionis coram Arbitris juris iuxta dispensationem Juris Canonici incidere, esse miles; ut, licet etiam postmodum per Arbitros declararetur causa recusacionis insufficientis, & causa ad Iudicem recusatum remittenda tanquam non sufficiens pro probatum suspectum, tamen acta pendente recusacione non convalescant.

Nam ut recte refertur in V ymefius ad Cap. CUM SPECI-
ALITER. De April. m. 8. Cum enim Judice sic
recusato detrahatur iurisdiclio, & iurisdiclio trans-
fertur, saltem in suspensio remittitur, non eo loco ubi re-
cusatus, quo in, a cuius interlocutione provocatum fuit
causa est, sed quo in, cui post interpositam appellacionem
non per provocatum Iudicem substatum est. Quali ut
vis huiusmodi, hic juris iurisdictionis sit: post inhibitionem
interim in omni appellacione acta indubitate sunt nulla,
itaque Censura lata post interpositam recusacionem,
etque coram Arbitris juris pendente, penitus fore iova-
lida, & valde, atque infiducia post interpositam appella-
cionem: nec convalescent recusacione post rejecta, nisi de
lati post appellacionem dictum est, sicut enim probatum
est, Censuram nullam post interpositam appella-
cionem consequi ex defectu iurisdictionis Iudicis, ita ab
eodem defectu iurisdictionis non propositam recusa-
tionis Iudicis sequitur nullitas lata ab eo Censura.

§. III.

Defectu citationis Censura est invalida.

Inter essentialia & substantia ordinis iudicarii esse
citationem partis, indubium est.

Imo Sebastianus Varius in suo speciali Tractatu De
Nullitate ordinis iudicarii, docere non dubitat Titulo
De Nullitate ex defectu citationis, hanc nullitatem esse
omnino potentissimam; scilicet ad reddendum proces-
sum, & latam sententiam omnino nullam.

Com igitur Censura, ac notante sententia Excom-
municationis, siue sit Censura indivisa, siue divisa
declaratoria, debeat profecti servari ordine iudicario;
itaque ex defectu citationis huius ordinis servatur nullitas
Censurae, consequens est, sententiam Excommunica-
tionis etiam declaratoriam esse nullam & invalidam, si
citatio partis non precesserit.

Hinc scribit Martin Altvater in suo Opere De Censi-
uris, etiam sententiam declaratoriam quod aliquis
recidit in Censuram non posse fieri sine citatione, &
interquam additur, & contumax iudicatur: & si sua
(sunt) ubique oblatione de auditione, est ipso iure
nulla, & nullum impedimentum addit, quominus
per se per oblationem Censura valeat.

Monet de Sententia alij q. 1. §. 7. sententiam
Excommunicationis ex ore Dei citationis esse nullam, et
iam si talis deficiat in sententia non expromitur. Rationem
permittit, quod eo quod citatio pertinet fundamentum
ius ad substantialem solemnem servandam.

Et ante hoc Didacus Covarruvias in cap. ALMA MA-
TER per. §. 9. n. 5. monuit, declarationem Iurisdictionis
de Censura ipso iure concessa, non esse servandam, nisi
prius citata parte, iurisdiclio de crimine constet, & aliter
factam declarationem esse nullam ipso iure.

Quo recte refertur Dambroutius in sua Praxi Re-
rum Civil. cap. 54. citationem partis adeo esse essen-
tialem, ut ne per Principem quidem quatuorvis pote-
rat citatio omitti possit, adeo ut ex certa scientia &
de plenitudine potestatis nec possit nec debeat proce-
dere ad illam sententiam sine citatione partis, ut est
Text. in Clemens. PASTORALIS §. CETERUM
De sentent. & re iudic. ubi Summus Pontifex ipse
expresse declarat, quod Princeps non potest ex certa
scientia citationis defectum supplere; non negandum
contra hanc substantiam, quia hoc refertur iudicio re-

late defensionem sui, quam tamen de iure naturalis,
ut in iudicio alteram autem Accusationibus, alteram
Defensionibus requiramus.

Attenta ratio, quia notat Pontifex in cit. Clemens-
tina, aliter, nec per Imperatorem in criminali processu,
etiam contra subdolum possit defectum citationis supplere,
itaque illa Imperatori tollere non licet, quia iuris na-
turalis existit, recte concludere Canonice, nec per
Pontificem, defectum citationis supplere possit: cum non
magis Pontifex, quam Imperator tollere liceat, quod i-
uris naturalis existit.

Quandoquidem Censura, notante Excommunica-
tionis, sit pena publica eoque gravissima, & non nisi ob
crimine atrocem infligenda, indubium est, procedendum
parvis ad probationem siue sententiam Censurae esse cri-
minalem, atque ita in ejus iudicatione hancmodi proces-
sus criminalis esse servandum.

Igitur citatio partis probationis iure sententiae Excom-
municationis praesentanda, ejusque informatio fieri de-
bet in forma, quam iuxta Curiam principatus indica-
ciones, & receptos mores exigit citatio in processu,
qui primariis ad vindictam publicam potestatem aliquem
inducunt.

Unde inter cetera requiritur, ut citatio fiat patris
Decreto Iudicis ad instantiam Officiorum publici, qui in
Curia Ecclesiastica, Promotor dicitur.

Certum quippe est, quod iuxta generalem ac notoriam
modestiam praei, nullus homo live in Curia Secula-
ribus, siue Ecclesiasticis admittatur ad agendum crimi-
nalis ad vindictam publicam, nisi Officiarius publici.

Quia ut citatio in progressu criminali in ordine ad
iudicationem Censurae ne expediat, debet ex parte Of-
ficii Fiscalis, siue Promotoris exhiberi libellus Iudici,
quo petat Decretum citationis contra Reum. Neque
enim Iudex potest proprio motu, parte non influente,
quoniam criminaliter citare, aut citationis Decretum
dare, ne alia Iudici libelli & Accusationis partes affu-
mere videatur.

Potest quia vel sola citatio in esset criminali adversus
aliquem a Iudice decreta forma, citati aliquem le-
dere siue suspicionem admitti criminalis ingerere neque
similis citatio decerni non solet, nisi permittitur per Of-
ficium publicum seu Promotorem cetera & iurisdic-
tione informatio super admittit crimine.

Quia informatio caput deinde formatum libellus ex
parte Promotoris, in quo narratur indicia & argumen-
ta ex capta informatione contra Reum de admitti per
ipsum crimine resistentia.

Hec si Iudici apparant sufficientia ad inchoandum
processum criminalem contra Accusatum, tunc cita-
tionem decernit.

Hac inquisitio super crimine, quam informatio-
nem praei vocamus, (sic Dambroutius Praxi
Rerum Criminal. cap. 87.) ex Iudicis officio de au-
thoritate semper fiat oportet. Nemo enim nisi for-
as Iudex, aut Iudicis potestatem habens, de crimi-
ne efficaciter inquirere potest.

Et quidem per via informatio super crimine commis-
so, dicitur hodie Basis processus criminalis, eo quod
ab ea processus hic initium suum accipere debet.

Relicti Joannes Tornerius in sua Collectione Arre-
storum lib. A. cap. 225. condemnatum Officium Epi-
scopi per Regionem Parlamentum in multam 25. Pa-
parum, quia omnia informatio preparatoria inco-
perat ab interrogacione Rei, & super confessione a Reo
elicta proferat ad sententiam definitivam privatio-
nis beneficii.

Plura in decernenda citatione, ejusque executione,
ac informatione observanda notum Pragmatici, quae &
hic applicanda sunt. Quandoquidem non minus in pro-
cessu, quo agitur de infligenda Censura Ecclesiastica,
notante Excommunicatione, requiratur legitimus cie-
tio, ejusque debita informatio, quam in quovis alio pro-
cessu criminali coram Iudice Ecclesiastico infligendo ad
vindictam publicam.

§. IV.

*Causa Censurarum instruenda & decidenda est coram
Judicibus in parochiis.*

Censuras, praesertim Excommunicationis, infligi non posse, nisi ob crimen, & quidem actus, supra offensum est. Ulterius, non sufficere crimen esse admissum, ut quis Censura ob illud noceat, sed acquiri ut ordine iudiciario fuerit de crimine convictus, similiter probatum est.

Porro accusationem sive questionem de crimine instituendam coram proprio Iudice Provinciae, & ubi Reus foris foris sit, jampidem receptum fuit, ut probus Titulus Codicis: *ubi de criminibus agi oportet.*

Legitur in Codice Theodosiano sub titulo De Accusationibus lege 10. Constitutio Valentis Imperatoris de anno 373. "Ultra Provincie terminos accusandi licentia non progredietur: oportet enim ibi criminum non iudicia agitari, ubi factus dicatur admissus: peregrina autem iudicia praesentibus legibus coequeantur."

Nocat autem Vir Eruditus Jacobus Gothofredus in Commentario ad hanc legem, "peregrinum iudicium hac lege non esse, quod alibi agitur, quam ubi crimen admissum est: verum quod de iis agitur, qui in alia Provincia commorantur, & sic apud non naturalem."

Peregrina hanc iudicia improbat quoque Justiniana Novella 69. "praecipiens omnibus in universa ditione, & quae ascendentem videt, & quae occidentem Solem, & quae ex utroque est latere, ut utriusque, in qua Provincia deliquit, aut in qua pecuniarum, aut criminum Reus sit, illic etiam juri subiacent." Idque non addit, *propter faciliorem probationem, & contra difficilem, si alio transierint.*

Ecclesia quoque constanter peregrini iudicia, tanquam plurimis incommodis, & innoventium opposicionibus exposta omnino rejicit, volens unumquemque in sua Provincia iudicari.

Et quidem prima Generalis Synodus Niema hanc disciplinam aperte supposita Can. 5. definitio, de iis qui a Communione segregati sunt, *sive Clericorum sive Laicorum fore ordinis: ab Episcopis, qui SUNT IN UNAQUAQUE PROVINCIA, valde sententia secundum Canonem, qui praevenerit eis, quae ab aliis electi sunt, non esse ab aliis admittendas.*

Hic enim patet supponi, auctoritatem quoniamque sive Clericorum sive Laicorum a Communione segregandi esse penes quicquid proprium Episcopum.

Praeterea in eodem Canone statuit, ut his in anno in unaquaque Provincia habeatur Episcoporum Synodus Provincialis, ut si in ipsa praetendatur ab Episcopo prolatas sententia, in Provincia examen instituitur, & quodlibet decidatur, & finem accipiet.

Unde non tantum in prima instantia, sed etiam in appellatori per appellationem aut querelam restituta instantia, peregrina iudicia Synodus respicit; negotiaque in unaquaque Provincia, ubi exorta sunt, terminanda censuit.

Rationem huiusmodi infirmat his verbis: *Ut hoc conveniunt examinationem accipiat, ut vertit Hervetus: vel ut apud Dionysium Etligum, ut hoc decretum inquiretur: aut apud Idorodum, ut digna hac posset examinatione perquiri.*

Manifestum est, Synodum hic respectu ad faciliorem probationem, & examinationem, quae in propria Provincia facilius, quam alio loco haberi potest, ut in sua supra allegata Novella recte censeat Justinianus.

Hanc disciplinam tanquam hanc Canonem stabilitam, & naturali aequitati, & iustitiae regulis innixam, magna constantia propagantem, & inconvulsam servarunt Patres Africani tempore sancti Augustini in causa Apollinarii Presbyteri, qui a suo proprio Episcopo Urbano depositus ad Zolum Romanum Pontificem querendus de suo Episcopo recurreret, & in Communionem ab eodem receptus, & officio suo restitutus fuerat.

Id agerent ferre Africanos Patres intelligentes Zolum Papa, in Africam misit tres suos Legatos, Faustinum Episcopum, Aetium, ac Philippum Ecclesiae suae Presbyterum. *Van Eijzen, Pars V. l.*

ros, qui cum Africanis Patribus de Apollinarii, aliiisque negotiis traderent, & Sedis Apostolicae praerogativas tue, tenerent.

Hi Legati ut causam Apollinarii aliquo colore defenderent, Canones Sardicenses sub nomine Canonum Nicenorum protulerunt.

At Africani hos Canones in Codicibus sive Exemplaribus Canonum Nicenorum, quae apud ipsos exstant, non repentes, indicantur esse mitiores Legatos ad Ecclesias Orientales, apud quas sincera Canonum Nicenorum Exemplaria servari non dubitabant: ac interim ut paci & quieti consulerent, contentioneque cum Romano Pontifice evitarent, "placuitque, ut a Siocensis Ecclesiae (cujus Apollinarius fuerat Presbyter) recento scilicet gradus sui honore, Presbyteri temoveretur Apollinarius, & accepto Episcopio, ubiqueque alibi vellet, & posset, Presbyteri munere fungeretur, " uti istius hae exponunt in literis ad Bonifacium Papam, qui Zolum successerat.

Porro inquisitione facta, & acceptis ab Orientalibus Canonum Nicenorum sinceris Exemplariis, cognoverunt, Canones a Romanis pro Nicenis productos, inter Nicenos minime contineri: Quare decreverunt, de seipsum Nicenis Canonibus expressam constantem tenere, rejectis Canonibus Sardicensibus, quos Romani ut Nicenos Canones allegarent, & qui hactenus in Africa noti non fuerant.

At hanc suam zelum pro disciplina Nicenis Canonibus decreta praecipue demonstrantur in literis datis ad Celestinum Papam immediatum Bonifacii Successorem.

Occasio scribendarum litterarum hae fuit.

Apollinarius, cui pacis causa, & Faustini Zolimi Papa Legato instante, hanc gratiam fecerant Patres Africani, ut *Sacerdotio alibi fungi posset*, modo id efficitur Diversis Episcopis Siocensis, a quo ob varios excessus depositus erat, rursum in nova crimina relapsus a Patribus Africanis denovo depositus fuerat.

Hic voco cum semel apertus esset refugium ad Romanum Pontificem sibi favorabile, inveno ad Celestinum Papam refugii: qui rursus ejus amicus & familiaris sedulus ipsum benevole in communionem suscepit, nec non litteras Commendatitias in ejus favorem ad Patres Africanos dedit: quin & Faustinum denovo in Africam ablegavit, ut & pro Apollinario intercederet, & privilegia Sedis Romanae tueretur.

Recepit his litteris, & intellexit adventu Faustini, Patres Africani in Concilio coarctati, ut causam Apollinarii in gratiam Romani Pontificis de novo discuterent, ac ipsum Faustinum audirent.

Cum autem sperarent, & etiam optarent Patres Africani, ut opera Faustini Apollinarius a criminibus, de quibus fuerat accusatus & convictus, potenter se purgare, & innocens declarari, & conserio cum dolore invenerunt, Faustinum non venisse, ut de Apollinarii criminibus exarcom institueret, & judicaret, sed potius ut ejus patrocinium, & defensionem contra Patres Africanos susciperet, quemadmodum in suis ad Celestinum litteris exposuerunt.

Ex quibus litteris quoque habetur, Faustinum omni Congregationi Patrum Africanorum abstruse, diversas injurias ingerendo, quasi Ecclesiae Romanae afferens privilegia, volentem amicus (inquit) in communionem suscipi, quem Tria Sanctitas (credens appellatio quod probare non potuit) communionem reddiderat: quod minime tamen licuit, quod etiam postea ex litione melius cognoscitur.

Post haec exponunt, quod laboriosissime triduo apollinarii iudicio, cum diversis Apollinarii obiectis adhaerentibus querere, vel moras Faustini Episcopi, vel servitorum ipsius Apollinarii, quibus infandas persequendas accideret enabatur, Deus iudex infans, fortis & longanimis magna compendio refecit.

Apollinarius enim postquam omni modo crimina sua occultare studuerat, & magna impudentia constanter negasset: tandem a Deo nostro (inquit) ejus conscientiam coarctante, & occulta, quae in ejus corde, etiam in volutabro criminum jam dimisibat, etiam hominibus publicante, repente in confessionem eorumque obiectorum flagitiorum dolosus necator coepit.

His quasi penitentiali vice permissis impendio de-

precantur Pontificem, " ut deinceps (alunt) ad vestras
 " aures hinc venientes non facilius admissa, nec a
 " nobis Excommunicata in Communionem ultra ve-
 " niam excipere: quia hoc etiam Nicæno Concilio deli-
 " nitum facile adversus Venerabiles Tuas: Presbytero-
 " rum quoque & sequentium Clericorum improbo re-
 " fugio (sicut te dignum est) repellit Sanctitas Tua:
 " quia & nulla Patrum defensione hoc Ecclesiam deo-
 " ganum est Africane, & Decretis Nicænæ, sive infe-
 " rioris gradus Clericos, sive ipsos Episcopos, suis
 " Metropoli huius aspersisse committere.

Uterius, aequitatem Nicænanum Decretorum in hoc
 puncto demonstrant, dicentes: " Præmissimè etiam,
 " iustissimeque providerunt, quatenus negotia in suis
 " locis, ubi orta sunt, finienda: Nec unicuique Pro-
 " vincie gratiam S. Spiritus defuturam, qua aquiras
 " a Christi Sacerdotibus & prudenter videatur, &
 " consuetissime tenetur: maxime quia unicuique
 " concessum est, si iudicio offensum fuerit cognitorum,
 " ad Concilia sua Provincie, vel etiam universale pro-
 " vocare: nisi locum quicumque est qui credat, unius-
 " libet posse Deum examinasse iustitiam, & in-
 " numerabilibus congregatis in Concilio Sacerdotibus
 " deargere.

Deinde ostendunt, Romanum Iudicium (quod
 Transmarinum vocant) de negotiis in Africa rum esse
 non posse, utpote ad quod testium necessaria persona,
 " vel propter seculum, vel propter semetipsum infirmissem,
 " malis aliis intercurrentibus impedimentis adduci non
 " poterunt.

At quia hic incommode occurrere posse videbatur,
 " si aliqui tanquam a Latere Pontificis Romani in Africam
 " mitterentur, negotia examinaturi & iudicaturi, respon-
 " dere Petrus Africanus, quod id nulla inventis Patrum
 " Synodo confutavit.

Reperiebatur quidem simile quid, saltem quoad cau-
 " sas Episcoporum, in Canone Sardiceni, quem ut Ca-
 " nonem Nicænum allegaverat Faustinus, sed istum in Con-
 " cilio variatum, seu exemplatum Concilio Nicæni, a
 " Cyrillo Episcopo Alexandrina Ecclesie, a Pothobio Anti-
 " ocheni Constantianensi Amisio ex Authenticis missi,
 " & que etiam ad Bonifacium Papam fuerant missa, non
 " reperto recedente.

Cum autem periret & instante Apario, & per Zo-
 " simum, & per Cælestinum missus esset Faustinus, ut
 " iudicata vel resoluta nomine Pontificum in Africa exe-
 " queretur: eaque occasione non mediocriter motus & dis-
 " solutus exoritur esset, rogatur tandem Cælestinum:
 " " Executores etiam Clericos vestros quibuscunque pe-
 " tenibus, nomine mittere, nolite concedere, ne sum-
 " sum typum seculi in Ecclesiam Christi, quem lucem
 " simplicitatis, & humilitatis diem, Deum, videre
 " curantibus preesent, videamus inducere.

Ex his manifestum est, Patres Africanos, & quibus
 " etiam S. Augustinus, non dubitasse, quin juxta Canones
 " Nicænos, negotia tractanda in locis, ubi orta sunt,
 " atque ibidem terminanda essent.

Secundo, ipsi fuisse indubitanem, juxta Canones
 " Nicænos, nec per appellationes, aliave refugia, posse
 " negotia huc ad Transmarinam sive Romanam Tribuna-
 " lia pettrari.

Tertio, hanc fuisse consuetudinem Ecclesiæ postquam, ut
 " negotia Clericorum in Africa exorta ibidem ultimare
 " essent terminanda, omni plane appellatione, & consue-
 " tione ad peregrinum Iudicem, etiam Romanum Pontifi-
 " cem, exclusis.

Hanc disciplinam non semel expresso Canone, tan-
 " quam iustitiam, æquitatisque Regulam admodum confir-
 " mavit, firmiterque instituit, adjecta etiam penarum com-
 " minatione in contemptores.

Et quidem in Concilio Universali Africano anno 418.
 " Canone 22. statutum legitur: " ut Presbyteri, Diaconi
 " vel ceteri inferiores Clerici, in exilis, quas habue-
 " rint, vicini Episcopi eos audiant: Et inter eos quid-
 " quid est, sentiant adhibere eis ex consensu Episco-
 " porum suorum: quod si & ab eis provocandum puta-
 " verint, non proveant, nisi ad Africani Concilia, vel
 " ad Primate Provinciarum suarum. Ad Transmarinam
 " autem qui paraverit appellandum, a nullo (sui) terra
 " Africanam in communionem suscipiatur. Extrat hic Canon
 " in Codice Africano apud Dionysium Exiguum sub n. 135.

Cum autem controversia de appellationibus non tan-
 " tum Presbyterorum, & inferioris Ordinis Clericorum,
 " sed etiam Episcoporum, circa hoc tempus mora fuisset
 " per Faustinum Episcopum, & Aethlum ac Philippum
 " Presbyteros, per Zosimum Papam in causis Apiani in
 " Africam ablegatos, rursus in Concilio Carthaginiensi
 " VI. anno 419. hic Canon idem plane verbis renovatus
 " legitur, adjecta, post verba ad Primate Provinciarum
 " suarum, hac clausula: *sive & de Episcopis quoque consi-
 " deratum est.* Refertur de hic Canon cum prædicta clausu-
 " la in Codice Dionysii Exigui sub n. 22.

Itaque planum est, Africani perissimum fuisse,
 " nullo preterito, causas, notantes criminales in Africa
 " exortas, ad peregrina & externa Iudicia, etiam Roma-
 " nam esse transferendas.

Refert prædictum Canonem 22. Concilii Carthagi-
 " nensis Gratianus tom. 1. q. 6. Can. 35. subijuncta hac
 " moderatione: *Nisi forte Romanam sedem appellave-
 " rint.*

Nocum est, Gratianum inceptissimis non raro modi-
 " ficationes & clausulas Canonibus adjectis, ut Canones
 " ad sui temporis receptam disciplinam induceret.

Et sane quid inceptus, quam a prohibitis appella-
 " tionibus ad Transmarinam Iudicia excipere appellationem ad
 " Romanam Sedem: quasi Africani trans mare appella-
 " tes, alio quam ad Romanam Pontificem appellare con-
 " sueverint, ut io notis ad hunc Canonem Severinus Bi-
 " mus, una notans, Gratianum non satis convenienter
 " hunc Canonem dictam limitationem addidisse.

Hæc disciplina etiam expressa legitur ipsis pene ver-
 " bis, quibus expressa est in Epistola Patrum Africanorum
 " ad Cælestinum Papam, in capitulis, que vulgo dicuntur
 " *Adriani Papa I. quæ dicuntur ab eodem ex Latinis
 " & Grecis Communi, & Synodis Romanis, atque
 " Decretis Presulum, ac Principum Romanorum ipsorum
 " collecta, & Insulam Adæmatica Urbis Episcopo
 " Roma ab eodem Adriani Papa tradita an 783, & sub
 " hoc titulo passim referuntur: ac novissime sub eodem
 " titulo inserta sunt tomo 6. Conciliorum Generalium: &
 " a Gratiano quoque sequens sub nomine Adriani Papa
 " adducuntur.*

Horum capitulorum caput 12. habet: " Prudentissi-
 " me iustissimeque Nicæna sive Africana Decreta dec. "
 " finierunt, quocunque negotia in suis locis, ubi orta
 " fuerint, finienda, "

Venam post iocundum Ildori Metecatoris collectio-
 " nem, una cum consilia sub nomine primorum Roma-
 " norum Pontificum Epistolæ Decretalibus, cepit disci-
 " plina Nicæna Canonibus expressa, & a Patribus Afri-
 " canis summa consilia & zelo rectora, non parum
 " laudatam.

Hu quippe 6. Decretalibus, peregrina quidem iu-
 " dicia, & ad ea evocationes repetebantur: ut solite in
 " omnibus passim his consiliis litteris appellatio & evoca-
 " tio ad Sedem Romanam exciperetur.

Sic in consilia Epistolæ a Stephani Papæ I. capite 8.
 " refertur Constantino Valencio Imperatori, ut " ultra
 " Provinciam terminis accusandi licentia non progredia-
 " tur, sed omnia accusatio intra Provinciam audiat, "
 " & a Comprovincialibus terminetur.

Relata autem hac Constitutione, Mercator harum
 " purissimum mercem, totum ad amplificandam auctori-
 " tatem Sedis Romanæ intenus: (uri ad Canonem 3. di-
 " ctus Gregorii VII. monet Christianus Lupus) adiecit
 " hanc limitationem: *nisi ad Apostolicam Sedem fuerit
 " iuramentum appellatum.* Hoc fragmentum huius consilii
 " Decretali, etiam addita limitatione reulit Gratianus
 " eod. 3. q. 6. Can. 4.

Similiter hic factum Decretalium Compilator, lo-
 " quens de prohibitis Iudiciis peregrinis, solite in gra-
 " tiam Sedis Romanæ eandem limitationem adiecit. Sic
 " legitur in Iuris Epistola 3. Fabiani Papæ cap. 2. " pere-
 " grina vero iudicia (salvo in omnibus Apostolica au-
 " thoritate) generalis functione prohibentur. "

Eandem omnino legimus in Epistola apostolica Scri-
 " ti III. Papæ, quod fragmentum extra apud Gratianum
 " eod. 3. q. 6. Can. 12.

In Epistola x. Iulio I. subscripta cap. 17. dicitur: "
 " Nullus Episcopus extra suam Provinciam ad Iudicium "
 " deoveat. " Sed solite promissa hac modificatio: *salvo
 " Apostolica Ecclesie auctoritate.*

Cum ergo jampridem tam Principum Constitutione-
 " obus,

tibus, tum Sacris Canonibus, signanter Nicenis, iudicia propria esse generaliter submissa; omniaque negotia tam Clericorum, quam Laicorum, suis Provinciis, sive locis, in quibus essent exorta, adstricta forent, ut in illis fieri acceptent, in quibus habuissent originem, salutarum illarum Decretalium Fabricator & Sedis Romanae sedus adulatur, & generali Legum & Canonum sanctione Romanam Ecclesiam, sive Sedem Apostolicam exceptam declaravit: atque hoc venerando nomine Pontificum, qui tribus primis seculis Ecclesiam gloriose reuerant, sanctas Decretales mundo obtrusit, & perniciosis impoluit.

Ope igitur harum confectarum Decretalium, tandem inuolatus appellacionis, & evocationis etiam in prima instantia quoruncunque negotiorum, perferretur tamen Episcoporum & Clericorum, ad Curiam Romanam: creditumque fuit, iudicium Romanam non comprehendi hoc professum iudicium proprium.

Hac usque casuum devotio ad Curiam Romanam praecepto inuolat, postquam fragmenta dictarum Decretalium, tanquam sancta Veterum Pontificum Decreta, in Gratiani Decretum relata, una cum hoc Decretum in scholis publicis exponi, & in iudiciis pro jure communis recipi coeperunt.

Quantum exstiterit hac appellandi ad Sedem Apostolicam licentia, & quam horrendis ac multiplicibus induxerit abusus, plures Viri Sancti, & Ecclesiae maxime diplomatantes suis scriptis testati sunt; ac per exeres S. Bernardus hos abusus graphicè exposuit Eugenio III. lib. 3. *De Consecrat. cap. 1.* "Quotique, (ait) murmur inter se terre aut dissensio aut non ad verum? Quotique dormias? Quotique non vigilas? consideratio tua ad tantam appellacionem confusum, non, aut aliterne? Præter hoc de his, præter morem & ordinem sunt. Non locus, non modus, non tempus, non causa discernitur, aut persona. Præsumamus leviter possum, plenique & nequiter.

Tamen nemo non videt, multiplices illas & sine modo ad Sedem Apostolicam appellaciones variet incommodis esse obnoxias; nihilominus per universam Romano-Catholicam Ecclesiam sensim appellaciones hæc invaserunt, & tandem illi receptæ sunt cum quadam tamen moderacione, quam vel posteriora Concilia, aut patris cujusque inventari mores adhibere.

Nec tantum in secunda aut tertio instantia via appellacionis caude ad Curiam Romanam delata fuisse, sed & tandem plures citius causas in Provinciam exortæ in prima instantia iudicio Romani Pontificis referant fuisse, notantur post indecens Regularium atque etiam Clericorum frequentes exemptiones.

In hoc igitur præstus Ecclesiastica politia a pristina illa disciplina Nicenae Canonibus expressa, & per Patres Africanos tam constanter tanopore labore conservata, recessit, quod moderna pecuniarum negotia in Provinciis exorta per appellaciones, aut etiam funde in prima instantia ad Sedem Apostolicam deferri: pristina autem non admitteret appellaciones a decisione Synodorum, aut Primatum sive Metropolitanorum cujusque Provincie.

Attamen ut occurreretur multiplicibus & gravioribus incommodis, quæ extramissionem negotiorum utpergrina iudicia oriebantur: quod nimium in remotis illis locis difficultas haberi posset probatio; nec sine multis inutilibusque impensis, quibus pauperes haud essent ferendo, ætates necessarii eo adduci posset, nec partes in studio casuum ad loca illa sine multis incommodis accedente ac ibidem vacare: ut his, inquam, incommodis occurreret, passim in omnibusque Regionibus eadem utpergrina iudicia etiam Romana summa manserunt, ut licet ad cæteros iudices, etiam Romanam Pontificem, vel in prima vel in ulteriori instantia, iuxta modernam Ecclesiæ politiam causa petitorum; nihilominus casus instructio & decisio in ipsa Provincia, in quibus casus exorta est, fieri deberet.

Hæc enim constant ac notoria tam Belgii hujus, quam aliorum Regnorum jampetito recepta praxi, ut si causa quævis, præsertim criminalis, ad Externos iudices, signanter ad Sedem Romanam hunc devoluta, debeat introiri & decideri per iudices delegatos in paribus, & in Provinciis, in quibus causa est exorta, residentes.

Hujus praxis in Belgio usatissima meminit Ludov.

eus Guicciardinus nobilis Florentinus in Belgica, sive inferiori Germaniæ descriptione; qui pag. 84. edit. 1642. inter alia harum Provinciarum Privilegia, vel conventiones inter Pontificem, & harum Provinciarum Principes, refert, quod "Pontifex nullius omnino præsentibus vel correctionibus preterea, quatenus ad minem sive Ecclesiasticam, sive Laicam evocare possit extra Provinciam: unde si quid forte occurrat, oportet ut mittat, vel hic deprece Commissarios, qui de præsentis causa cognoscant."

Hujus Belgici moris & meminit Renatus Choppin lib. 2. *De Sacra Polit. tit. 4. numer. 8.* & ex alio Michael Roussil in historia Jussidii. Pontif. lib. 4. cap. 7. num. 3.

Imo quod amplius est, Principes Belgii jampetito in sua inauguratione jurjurando se obtinuerunt, se non permittere, ut Subditi sui extra Provincias suas, etiam ad Ecclesiasticas tribunas evocarentur, & sceleret deberent: sed se solum, ut singulis in sua respective Provincia hoc dicitur, ut nominatim expunxit in additione lxxi Immoius Caroli V. die 26. Aprilis 1515. art. 3.

Sed cæteræ sive peregrina iudicia etiam comprehendunt esse Tribunal Romanum, atque ad hæc evocationem etiam juremum suum Principes casendi existimant, uti significavit Maximilianus Belgii Princeps anno 1478.

Sextus IV. Papa licetæ Romæ datis a. Junii 1477. Theodorico Tilden Canonico Patensis extra muros Lovanienis Abbatem, in Urbem evocavit, ut de hæc auctoritate Sedis Apostolicæ contra ipso causam diceret, scribens in hæc verba: *Polam. & sub EX-COMMUNICATIONIS LATÆ sententia punit mandamus, ut infra terminum duorum mensium, a receptione prefatum compulserimus, nostra conspectu te præsentem, aliquis suis et prioribus petendo subsistere.*

Maximilianus notitia hujus evocationis accepta, & sui juramenti, ac inveteratæ consuetudinis Patrie similem evocationem non permittere memore, scriptis huic Abbati, ne Pontifici evocationi morem gerat: *Fideli (ait) districtè precipimus, & mandamus, ne cum ab eadem extra patriam nostram casu abscissus, uno statim visis presentibus ad nos veniat.*

Et ad Pontificem similiter litteras dedit, & civilibus verbis citavit innotuit, addens: *Si denique vestra Sanctitas casum cognoscere cupit, cum ut committat alibi in his partibus Proles, Vires probo, paribus non suspens, Et. nec ut locus agatur, facili forte porro.*

Cum nihilominus Pontifex persisteret in sua sententia, alteras ad ipsum litteras dedit Maximilianus, peioribus nonnulli acriter: *Si Abbas (ait) consilium delibetis, cum ad nos venire quolibet dignis ostenditur, non adversatur, quin Apostolica Sedes honoris ratio in hoc habeatur, dimodo iudice IN PARTIBUS dato idem, & neutrali, id jura ordine compertum sit. Quod (ait) sit equum saltem, ut frustra sitis aliquid a me excipitur, adiuvante Domino, Et.*

Hic licet aliquanto placatus factus Pontifex, causæ diffinitionem delegavit Præpositum Ecclesiæ S. Joannis in urbe Trajacenti ad Rheum. Is igitur diem dixit Abbatem ad respondendum in Diocesi sua.

Sed cum hoc pacto rursus Abbatibus iura extra fines sue Provincie, scilicet Brabantie, contra iura & consuetudines Belgii, in hæc verba ad dictum Præpositum scripsit Maximilianus: *Veram quia in multis agendi Nobis, & Subditis nostris gravis incommodum est, & intolerabile, de apertis contrariis publico fœdere, privilegio, quo fidelibus nostris, populo & Sacerdotibus Ducatus nostri Brabantie, preterjuncto promissionibus, non fuisse quævis ex eis extra Ducatum ipsum ad iudicium evocari, quo minus frustratoris videretur molestus, & expensis cum iveris non desit, qui expeditum administrant iustitiam, Vires ferisse requirimus, ne cum iudici competeret reliquas iudicandum. Quod si fieri heres, id nobis largiri sumus esse, & oportuno remedia resisteremus.*

Præmissa sunt quoque Principum Belgii Edicta, quibus evocationes ad peregrina iudicia reprobantur; & singulis in sua respective Provincia iudicandum fore decretum, quæ citata videri possunt apud Antonium Alsacium in suo Tribunale Belgico cap. 2. §. 5.

Causa autem nonnulli ius hoc, tametsi sacris Canonibus, signanter Nicæna & Africana, atque Principum Catholicorum petitis Sanctionibus, quin & iuri naturali, æquitate plane conforme, compellere & tradere temerari, quasi auctoritatem Principum secularium excedens, & auctoritatem Sedis Apostolicæ contrariam, Carolus V. Belgarum Princeps, Bullam Pontificiam a Leone X. anno 1515. impetrandam censuit, qua hoc ius subditis suis contra multas vexationes adeo necessarias, auctoritate etiam Pontificia firmaretur: quæ Bulla integræ extat *par. 6. Edict. Flandria lib. 1. Rubrica 4.* in eaque docetur, quod Vassalli & subditi prædicti Caroli Archiducis Austriae & Belgarum Principis, pro quibuscumque causis forum Ecclesiasticum quomodolibet concernentibus, quacunqueque litterarum Apostolicarum præsertim exiitæ loci Archiduci Carolo subiecta, in prima instantia citati, aut quomodolibet ad iudicium evocari non possint, nec debeant: sed huiusmodi tantum in partibus illis in prima instantia cognoscantur, dummodo tamen per ipsos Iudices in partibus infra annum a die motæ liti terminentur.

Addit insuper Pontifex urgentissimas clausulas, quibus decernit, quidvis alius facere, quam Bulla præscribit, a quocumque etiam (ait) per Nos assignari & Sedem prædictam, & quavis auctoritate scienter vel ignoranter contigerit, nullius rebus vel momenti existeret.

Insuper declarat, præmissis per Nos, aut Sedem prædictam etiam mota proprio, & ex certa scientia, ac de Apostolicæ potestatis plenitudine, etiam de consensu fratrum nullo modo derogare posse, neque eis derogatum eveniri, nisi iussu Nunciorum, per litteras Apostolicas sub plumbis trinis vocibus, ita ut semper quilibet vocis trineque intercedat, eadem Archiduci significatum fuerit & non alias, aliter nec alio modo.

Denique irritum vultus declarat, ac inane, si secus super his a quocumque quovis auctoritate, scienter vel ignoranter, etiam per Nos (ait) aut Sedem prædictam contingerit attentari.

Hæc jura tum longa consuetudine, usque, tum Dispensatione Pontificia firmata, ipsique Sacris Canonibus, ac Principum Sanctionibus adeo consona; & per quæ subditis & Reip. adeo consulunt, Belgici Magistratus non minori zelo, quam ipsamdiem Patres Africani facti sunt: idque ostendere ostendunt, dum de publicatione Concilii Tridentini ageretur.

Admodum enim solite præceperunt, ne quid hic admitteretur, quod vel in speciem ius iuribus adversetur, live evocationi subditorum ad iudicia peregrina faveret.

In primis ad cap. 8. *sess. 13. De Reformat.* ubi determinatur: *Ut causa Episcoporum, cum pro criminis obiecti qualitate comparare debeat, eorum Pontifex Maximo referatur, ac per ipsum terminetur.* speciatim Balthasari annotantur, hæc ratione: "Subditi extra Provinciam fore tradendos, quod directe adversatur iudicio Summorum Pontificum Leonis & Clementis, & Constitutionibus sue: Majestatis, & Illustrissimum ejus Predecessorum, qui non sine gravi & pregnantis causa id concesserunt.

Rursum ad cap. 5. *sess. 22.* quo statuitur de cognitione adhibenda in Dispensationibus, monet, cum hoc causione accipiendum esse, ne subditi hac occasione extra Provincias suas evocentur.

Ad cap. 5. *sess. 26.* ubi causæ quædam criminales & graviores Episcoporum, iudicio Sedis Apostolicæ referantur, Brabantini, Flandri, aliique numerant, posse Regem inherere tutiori juri, & auctoritati sui ad conservandam securitatem & tranquillitatem Reipublicæ & subditorum.

Hic Concilia Regis reficisse ad ius vetus de non evocandis negotiis extra Provincias, nequaquam obsequium est. Nullum enim aliud jura vetus erat, quod inopem per hanc causarum reservationem ludi posse videbatur: quodque ad conservandam tranquillitatem Reipublicæ & subditorum summopere conducebat, nisi hoc ius non evocandi subditi extra Provincias.

Hæc magistratus annotationes in compendium concordat recitat citatur Antonius Anselmo in Triboniano Belgico cap. 32.

Hæc præmissa tantumque tranquillitati Reipublicæ & subditorum convenientem, & primum Ecclesiæ Cano-

nibus, nec non Principum Sanctionibus stabilitam, non tantum Belgium, sed & alia passim Regna Romanorum Possidem ut Ecclesiæ Caput recognoscens, solite factam rectam conservantur.

De usu Regni Gallie uno consensu testantur hujus Regni Pragmatici: atque inter ceteros allegatos Michael Rousel in Historia Juris Pontif. lib. 4. cap. 9. Postquam enim ostendit *num. 7.* multis ex capitulis legæ sui & convenientis esse, ut causæ vigore appellationis ad Romanum Pontificem devolvatur, per delegatos Iudices in partibus instruantur, & decidentur, quam ut hæc Romæ fiant, subiungit *num. 8.* "Itaque usus deus ordinis apud nos, ut quæcunque appellatio sit, appelletur ad Senatum, tanquam ab *abysso*, atque condemnentur pars in expensis, damnis, & id quod interest."

Et quidem refert ibidem ex Rebuffo, "Id ad adeo stricte interpretationem subit, ut delegatio Summi Pontificis, qua appellatio causa committitur, extendi non debeat extra partes Diversarumque linguarum."

Addit quoque: "Neque potest Papam delegare iudicem extra Parlamentum, cui subest uterque linguarum, alia abusus erit, etiam viciniores sunt finibus alterius Parlamentum." Eandem præmissa ejusque fundamenta latius adduxit novissime Carolus Freverius De Abusu lib. 4. cap. 2. *num. 10.*

Quia tanta est apud Gallos cura averendi socii Romanæ, ait ibidem Rousel, *num. 9.* "Ut inde nata sit ratio, reprobanda quasi ab *abysso* clausula huiusmodi, *nostra seu Apostolicæ auctoritate*: quoniam illa manente, oportet ut Pontifici delegato provocantem committat Romanæ: Quapropter (ait) qui Bullam impetraverunt, cui hæc clausula idest, ut solita est, ne impediantur, in executione, appellatione ab illa, ob tam clausulam tanquam ab *abysso*, silent, & debent protestari, se jussum velle prosequi non Apostolicæ auctoritate, sed Ordinaria."

Tandem ita concludit: "Denique rejiciat apud Nos quicquid aliquo pretextu cogeret Nosstrates ite linguarum Romanæ."

Ad quæ plura de hoc Gallorum inveterari usum videntur cupiunt, consulas probationes libertatum Ecclesiæ Gallicanæ cap. 9.

Eodem juri uti Hispanis multis ostendit Salgado in supplicatione ad Sanctissimum *par. 2. cap. 11.* refertque *num. 97.* "Quoddam Consilium Supremi Concilii Regis, quo dispositum fuit, exemptum non posse eligere Conservatores extra hæc Regna Hispaniæ, ne Naturales horum Regnorum molestantur, nec conveniant extra Regnum; quo etiam Decreto (ait) generaliter prohibetur, Naturales impetrare commissiones iudicibus extra Regna Hispaniæ, quod si fecerint, provisio in Senatu conceditur, ut afferat iudicem in Regno." Idemque Consilium Hispanico idiomate ibidem subiicitur.

Alterique *num. 83.* quod doctrina reprobandis evocationibus extra Regna, "habere possit fundamentum in regula generali quæ habet, vim fieri ei, qui extra Regnum ad Romanum Curiam citatur & extrahitur per litteras tradenda, postque Principem & Senatum sua opressum defendere, ne extra Regna Hispaniarum extrahatur, tanquam (ait) hoc fit Regis proprium munus, & Regale officium, ne subditi lani molestia opprimantur: maxime cum Clerici, Ecclesiasticæque Personæ civis reputentur, sineque pars populi, & membra Reipublicæ temporalis, ad quorum protectionem summi Princeps tenetur."

Tellitur quoque *num. 101.* "Ex identitate rationis, aliisque motivis, & inconvenientibus vitandis, simili re decretum fuisse per Senatum Supremum in Decreto 15. inter IMPRESSA, quod Episcopi Regni Aragonum habentes loca sibi subiecta, in hoc Regno Gallicæ Vicarios constituant in illis, eorum quibus Naturales conveniantur."

Idem servari in Ducatu Burgundiæ testis est Joannes Grivellus decisione *Delana* 30. scribens *num. 16.* "Ab antiquo vetitum est dolenssum Edicta Principum nostrorum, subditos distrahere, & extra Provinciam vocari, sive eorum Ecclesiasticos, sive eorum Laicos, aut alio quocunque iudice."

Quandoquidem ergo Censura signanter Excommunica-

tho, infligi nequeat; aut sententia iudiciali Censura, aut Declaratoria contraque contra quendam proferri, nisi servato ordine iudicarii, ejusque defectus sententia Censuram reddat omnimodum et invalidam (ut super ostensum est,) facit intelligitur, causam Censuræ examinandam de definienda esse per Judices in partibus, tamen etiam causa alias ad Sedem Apostolicam in prima aut ultione infans spectare.

Præterea ex hæcenus deductis intelligitur, quod citatus, etiam criminaliter, quacunque de causa, etiam hæreticus, extra Patriam ad quencunque Judicem, etiam Romanum Pontificem, possit etiam de incompetens Judicis excipere, quod extra Provinciam nec comparere nec respondere precatur; sed causa instruida ac decidenda sit eorum Judicibus delegatis in partibus, juxta noticiam receptamque praxim, Sacris Canonibus de Principum Sanctionibus conformem.

Denique, quod si contingat, si evocatum sive citatum, & excipientem de loci incompetencia, ob non comparitionem Censuræ venari, hic possit contra hanc violentiam ad Regem ejusque Simulacrum sequens hujus juris Protectorem & Defensorem habere recursum: ut infra laus ostendat, ubi de hoc recurso adversus injustas, ac via facti iudicis Consultas speciatim tractabimur.

§. V.

Quæ specialiter in ferendis Censuris observanda.

Præter ordinem iudicarium in omnibus causis, signanter criminalibus in foro Ecclesiastico usitatum, quedam specialia in prolatione Censurarum observanda sunt, quæ ad observandum innotescunt de temeraria Censurarum inflicciónis ostensa videntur.

Et quidem circa medium seculi XIII. congregato Concilio Lugdunensi sub Innocentio Papa IV. a nonnullis huc expressum (ait Glossographus in cap. 1. De *veniens. Excommunicatio. in Pl.*) quod nonnulli Prælati *sepe* sacra fœdibus *indivisa* excommunicabant, & licet Excommunicatio ab initio fuisse innotescit ad medicinam, tamen tendebat ad *marorem*: propter quod fuit supplicatum, quatenus Concilium dignaretur de temeritate providere opportuno.

Supplicationi annuens Concilium statuit in citato cap. 1. quod *quisquis excommunicatus, Excommunicationem in scriptis proferat.*

Neque enim dubium, quin manius expendi & potestari solent, quæ *scriptis* mandari debent, quam quæ solo verborum sono committuntur, & cum sono facile transiunt.

Præterea quia Concilium præterea Judici excommunicati innotuit, quod exemplum *injunctum* scriptura tenetur Excommunicato tradere *intra mensem, si requisitus fuerit.*

Id enim de natum est reddere Judicem in proferenda Excommunicatione circumspiciendum, dum prævidet, Excommunicationis exemplar publicandum, & aliorum iudicio subiiciendum.

Adhuc contingit, quod hoc medio fiat Excommunicatio facilius Excommunicationis contra se prolatæ probatio, & ad Superiorem facilius recusus: dum alias temere prolata *verbo* dantur Excommunicatione, difficultas haberetur illius probatio, saltem quoad formam & modum; nec ejus defectus adeo diluere pateret.

Tamen Concilium videtur Judici inungere, ut Excommunicationem *ipse* proferat in *scriptis*; nihilominus praxim & receptum stylus eam Decreto interpretationem dedit, ut sufficiat per Adjutum causæ, sive Secretarium seu Scribam sententiam Excommunicationis de mandato Judicis *ex scriptis* recitari.

Uterius, statuit Concilium in allegato cap. 1. ut non tantum sententia proferatur in *scriptis*, sed *insuper, & causam Excommunicationis expresse conficiatur, propter quam Excommunicatio proferatur.*

Quis vero dubitet, quin Judices in ferendis Censuris summi ius moderantur, atque maturius easdem ferendæ Censuræ expendunt, ubi intelligunt causam laus Censuræ in ipsa sententia esse examinandam, & publice proclamandam: & sic summum iudicio publice probandam, vel improbandam exponi.

Contingit & per hæc expressitatem, ut in, in quem

Censura est lata, facilius sciatur quæ, nam iusta vel injusta sibi sit inflicta Censura; & utrum de fœderibus de Decretis Judicantibus iusto subijcere debeat, vel utrum per recursum ad Alium Pontificem de remedio contra laus Censuram statim iustum sibi providendum sit.

Declarat autem Concilium hæc *ad idem* (quæ circa suspensionem Excommunicationis decrevit) in *Supplementis & Interdictis sententiis velis observari.*

§. VI.

De Formulis & ritibus, quibus hodie solemniter Excommunicationis seu anathematis proferitur.

Præterea Ecclesia seculari non legatur Formulæ conceptis verbis expressis, quibus Excommunicatio effertur: sed sufficiebat, intentionem Excommunicationis ipsa proferri, ut sufficere intelligitur ipsa Excommunicatio, & Persona excommunicata.

At postquam seculo nono & sequentibus ob frequentandam de non satis circumspicentem Censuræ inflicciónem, monasterio ad innotanda jura & peragenda Ecclesiarum ipsæ Censuræ, ac signanter Excommunicatio minus timere, quam & a multis vilipendi coepit, conperit concepti Formulæ quodam Excommunicationis ad terrorem innotandum conceptæ, nec non terribiliter ideam de effectu Excommunicationis populo vivaciter impendendum.

Inter veteres Formulæ Excommunicationis ex manuscriptis Codicibus per Edmundum Martene, Monachum Benedictinum, Congregationis S. Mauri, tomo 3. De antiquis *Ritus Ecclesiæ* lib. 3. cap. 4. descriptas, referuntur ordine primo Formulæ Excommunicationis ex Pontificali Anglicano Monasterii Gemmicensis exarata, (ut ipse credit) ante annos 900.

Hæc Formulæ conceptæ est adaptari terminis ad terrorem & terrorem incutendum, ac inter cetera hæc intra habentur: "Nisi cito resipueris, & nostre medicinas, quam lestrum, satisfeceris, aeterna maledictio, ne eos confundimus, & perpetuo anathemate condemnamus, nam Superi Judicis incursant, ab hereditate Dei & electorum ejus alieni existant, & orque in præsentem tempore Communione cum Christianis habebant, neque in futuro cum Deo & Sanctis ejus partem obtineant; sed cum diabolo & ministris ejus locutur, & penas ultionis flame cum semper in locis possideant, eorum & terram eorum habebunt, & gehenne supplicio cruciantur in seculo. Maledicta sint in oculo, Maledicti in agro, Maledicta esca ventris eorum, & fructus. Maledicta sint omnia quæ possident, & eane qui illis latet, usque ad galum, qui illis cantat. Sinque pars eorum cum Dathan & Abiron, quos inferni degenitavi videntes, & cum Ananias & Saphira, qui Apostoli Domini moriens fuerunt, statimque morui sunt, & cum Pilato & Juda traditore Domini, nec habent alteram, quam aliorum sepulchrum, & sic exequantur lucerna eorum in mediis tenebris. Amen."

Reliquæ Formulæ ibidem descriptæ ex variis manuscriptis Codicibus, exaratis, uti dicitur Auctor credidit, ante annos 800. similibus pene terminis complentur.

Legitur & hujusmodi Excommunicationis Formulæ apud Regionem Abbatem Prumiensem (qui fuit sub medio seculi decimi) l. a. De Ecclesiis. Discepl. c. 409.

Ex Regione videri verosimiliter scriptis Barchardus Episcopus Vromatensis in suum Decretum lib. 11. cap. 3. & ex Barchardo Ivo Episcopo Cæceniensi *part. 14. sui Decreti* cap. 76.

Ex his Canonum collectionibus verosimiliter tandem hæc Formulæ transiit quasi in usum communem, & sic tandem in Pontificale Romanum fuit reata, ubi similes Formulæ leguntur sub titulo: *Ordo Excommunicandi & Absolvendi.*

In hæc Formulæ, postquam per Pontificem excommunicationem contrariam est, quilibet peccatorum canonice lapsus monuit, omnibusque modis ad penitentiam illum reducere studuerit; atque deinde expulsa portenta ligandi & solvendi, quam Christus Ecclesiæ dedit, tandem ipsam Excommunicationem his verbis pronuntiare jubet: "Eam cum universis complicibus sacrorumque suis iudicio Dei Omnipotentis, Patri, & Filii, & Spiritus Sancti, & Beati Principis Apostolorum, & omnium Sanctorum, ore non & mediocritas nostræ auctoritate & potestate ligandi & solvendi in celo & in terra nobis divinitus collata, a presenti Corporis & San-

„ gui-

guinis Domini percensione, & a societate omnium Christianorum separamus, & a liminibus S. Matris Ecclesie in calo & in terra excludimus, & excommunicatum & anathematizatum esse decernimus, & damnatum cum diabolo & angelis ejus, & omnibus reprobis in ignem aeternum judicamus, donec a diaboli laqueis rescipiat, & ad conversionem & penitentiam redeat, & Ecclesie Dei, quam laesit, faciat: tradentes eum suarum in interitum carnis, ut spiritus ejus salvus fiat in die Judicii.

Omnibus pene Formulis apud citatum Martene ex verborum Codicibus descriptis, addit hae finalis clausula: *Et sic excommunicatus inferni eorum in modis tenetur: vel uti habet Formula 2. Excommunicatus in aeternum.*

In Formula 4. legitur verbis magis ad remorem expressis: *Et siue lucerna ista exstinguitur, sic exstinguitur anima eorum in furore inferni.* Cuius est, hanc clausulam reflectere ad Ritum Excommunicationis, qui circa idem tempus invaluit, quique defenditur a Regione, Burchardo & Ivone locis supra citatis: & ex illis extat apud Gratianum *caus. 11. q. 3. Canon. 109.* his verbis expressus:

Debet duodecim Sacerdotes Episcoporum circumstare, & lucernas ardentes in manibus tenere, quas in conclusionem anathematis vel Excommunicationis perferre debent in terram, & conculcare pedibus.

Hanc Ritum haecenas Graeci esse ignotum notat Christianus Lupus tom. 5. Schol. in Canones pag. 849. & monet, eum etiam in Ecclesia Latina esse recentiorum.

Verisimile est, hunc Ritum exstinguendi lucernas una cum supra dictis Formulis circa seculum octavum aut nonum invaluisse, postquam Excommunicationes ob frequentiam & minus exactam moderationem vilipendi & communi corporum, praesertim a Potentioribus, eorumque criminum Reus.

Notandum enim, hanc Ritum & Formulas non in omnibus indifferenter Excommunicationibus, etiam majoribus, adhiberi, sed duntaxat in Excommunicatione *solemnis*, quae anathema posteritatis seculi dici solet: & quam distingui ab Excommunicatione etiam *majori*, quae sine externo hoc Ritui & praedictis Formulis a iudice simpliciter pronuntiatur in scriptis cum causae expressione, supra *cap. 1. ostendimus*.

Hinc in moderno Pontificali Romano loco supra citato notandum praemitteri, quod triplex sit Excommunicatio, scilicet, minor, major, & anathema.

Deinde monet, quod major Excommunicatio sit, quando Pontifex per sententiam scriptam pronuntiat. Deinde subiungitur simplex huius Excommunicationis profectio Formula, quae peccatorem & excommunicat in scriptis, & tanquam Excommunicatum esse ab omnibus vitandum denunciat, donec adimpleverit quod mandatur, ut spiritus ejus in die Judicii salvus fiat.

Anathema, id est, *solemnis Excommunicatio* pro GRAVIORIBUS culpis fieri debet, ut Pontificale.

Post hanc anathematis descriptionem subiungit praedicta *solemnis Excommunicationis Formula*, quae pronuntiata, tam Pontifex (ut Pontificale) quam Sacerdotes debent perferre interram candelas ardentes, quas in manibus tenent. Debet esse duodecim Sacerdotes conflata praecedentibus, ubi praecipitur, quod Pontifex ad pronuntiationem anathematis procedere debeat, assistentibus sibi DUODECIM Presbyteris superpelliculis indutis, & tam ipse, quam Presbyteri candelas ardentes in manibus tenentibus.

Ex his nequaquam obscurum est, praedictum Ritum & Decreto Gratiani in Pontificale Romano transisse.

Hoc Ritum solent quorundam die *Cana Domini* solemniter pronuntiare anathema in violatores Jurisdictionis & immunitatis Ecclesiasticae, expressos in Bulla, quae extendi dici consuevit Bulla *Cana Domini*: quam tamen non obstant hae annua solennis promulgatione, nec Belgium, neque ultra pene Provincia extra Statum Ecclesiasticum Romano Pontifici in temporalibus subiectum, haecenus recepit.

Insuper constat, hanc diversitatem Formularum & Rituum, quibus hodie anathema pronuntiatur, & distinguuntur a simpliciter Excommunicatione *majori*, duntaxat esse accidentalem: atque labentibus seculis ad renorem majorem incutiendum deum invaluisse: neque magis ab Ecclesia rescindi *solemnium* anathematizarum, quam simpliciter Excommunicatum, uti supra *cap. 1. §. 3. probavimus*.

CAPUT VI.

Quae a Praelato Excommunicante attendenda.

§. 1.

Quid attendere debeat Praelatus circa personam ferientem dam Praefecti

IN ferenda sententia Excommunicationis debet Judex obtemperare, si praefecti quod corrigendi est & mandatis (ut Concilium Lugdunense sub Innocentio IV. in *cap. 1. De sentent. Excomm. in PP.*) sive in ferenda Censuris, signatur Excommunicatione, teneor se habere ut Medicum spiritalem, unice ad curandum agrum & salutem, intenuum.

Porro nequaquam potest petiti Medici impleret, si ad membri refectionem a Corpore Ecclesiae proficiat, praesquam molliora remedia tentaret, exemplo Medici corporalis, qui nunquam ad refectionem membri a corpore devenerat, nisi, omnibus aliis remediis impensis, videtur vulnus aliis inenabile: quin & periculum videat, ne laesum & partem membrum, etiam reliqua corporis membra inficeret: quando tandem necessitate cogente, membri unius abscissionem impendit, ut reliqua membra ac corpus ipsum salva consistant.

Ita & Ecclesia nunquam ad ipsiusmodi hanc refectionem deveniendum judicavit, nisi nece sitate cogente, & omnibus aliis mediis frustra peractis.

Cum dolore enim arguatur (ut S. Ambrosius *lib. 1. Offic. cap. 27.*) etiam, quem putant, parcor potius, & du tractatur, si possit sanari medicamen. *tit. 1. §. 1.* non possit, tunc a Medico bene abscinditur. Sic Episcopi affectu boni est, ut optet sanare infirmos, serpentes auferre ulcera, obducere aliquos, non abscindere, *supra notat sanari non possit, cum dicitur abscindere.*

Ex *Canone 12. caus. 24. q. 3.* ex Prospero, sive potius Joannis Pomerii Auctore Librorum De Vita Contemplativa, proponitur forma, quam Medicus spiritualis in curandis laicis peccatoribus servare debet. Atque in primis monet, quod crimina quaecunque non fuerint patientia seu medicamentis sanata, veluti igne quodam pia interpretationis verba sint, & curanda. Quod si nec sic quidem equanimiter subsistent, ac per irreparabilem molesta processerint, in illis, qui DIU PORTATI, & SALUBRITER OBJURGATI, CORRIGI solent, etiamque potius corporis partes debent ferro Excommunicationis abscindi.

Vitio, Excommunicatione majores, seu anathemate necno sentiendos, nisi qui aliter non potuerit corrigi: ut loquitur Concilium Meldense apud Gratianum *caus. 11. q. 3. Can. 41.*

Hinc Excommunicatio communiter altimum remedium dici consuevit: eo quod non nisi alia frustra adhibitis impendendum sit.

Hic insistent Synodus Tridentina *sess. 25. c. 3. De Reformatione* mandant omnibus Judicibus, ut in executione sententiae, aut Decreti, a Censura omnia abstinent, ubi ipsa executio alias haberi potest.

Recteque in Annotationibus ad hoc Tridentini Decretum, *discurso 42. num. 3.* notavit Cardinalis de Luca, quod ubi per multas, aliasque penes temporales providi potest, semper extorrem sit, Excommunicatio casiones remedium adhibere: cum ad illud non nisi in totale subsidium, ac nimium, patet & circumspecte recurrere debeat, ut magis timeatur, & in veneratione habeatur.

Addit & n. 14. Reprehensione & punitio dignos Episcopos, aliosque Praelatos, praesertim quosdam Commensarios Camerae Apostolicae, & Fabricae S. Petri, qui in hoc adeo libere sunt, cum maius mo huius Ecclesiasticae remedi praedictio.

Eadem de causa communiter tradunt Canonistae post Glossam in *Can. HONORATUS distict. 74. verbo ADHUC*, quod cum inter Censuras maxima sit Excommunicatio, ad hanc non sit deveniendum, nisi prius probatum sit, non per miorum Censuram, puta suspensionis aut interdicti, contumaciam frangi nequeat.

Hec moderatio congruit Parum praxi, qui ad Excommunicationem majorem, sive anathema procedere

dece non solebant, nisi prius ipsum criminofum per Canoniam poenitentiam a foribus Ecclesie excluderent; utque ita per Excommunicationem, quam vocabant *medicinalem*, curationem peccatorum probarent: quam ubi viderent correctioni obtemperare, & conuictis frangendis non fufficere, tunc demum impendebant fupremum remedium, fcilicet anathema, quod vocabant Excommunicationem *mortalem*: eo quod non nisi pene desperatis applicaretur, & per eam gladio fpiritali quali necari, & in mortem fpiritualem traditi peccator contumacia & rebellis videretur.

Videtur fupra Cap. 1. §. 3. Auguftinum utrumque hanc Excommunicationem, *medicinalem* & *mortalem* aperte diftinguentem. Quia ex verbis Auguftini ibidem relatis intelligitur, quod Excommunicatio *medicinalis*, qua poenitent ad humiliorem penitentiam incum redigebatur, follet precedere Excommunicationem *mortalem* five anathema; quo peccator a populo Dei, five a corpore Ecclesie feparabatur.

Huius ordinis etiam mentio occurrit apud Gratianum *can. 5. q. 1. Can. PRÆSENTI*: ubi fub nomine Silueftri Papa refertur Decretum, quo decernitur, ut delinquentes in primis perfonaliter vocentur, & per feptem dies expectentur, nullius Ecclefiaftice rei interdicta licentia. Huic vero expectationi iterum addantur feptem dies, interdicta Ecclefiam inftantia licentia, & omnia diuina Officia audiendi. Post vero addantur duo dies, quibus a pace, & Communione Sancte Ecclesie fint fufpenfi. Deinde vero aliis duobus diebus fub eadem expectatione deportentur (fuo expectentur) quibus uno die fupradicto, omni expeftatione veluti jam desperata, Reus fatis *Anathematis* gladio feriat.

Quemvis facile credam, hoc Decretum Silueftri Papæ ab aliquo confectore effe fuppositum, interius verofimile effe, Antorem huius Decreti, qualis hic fuerit, voluiffe expremere ordinem, quem apud Antiquos feruatum fuiffe videret.

Verbo, intentio & fpiritus Mariæ Ecclesie femper fuit, ut Epifcopi, aliique Iudices Ecclefiaftici, quibus hic fpiritalis gladius commiffus effe, illo fomma moderatione aduerfus filios Ecclesie utantur: nec fine extrema, & urgente neceffitate, aliis omnibus remediis fruſtra tentatis, illum exercent: nec nifi fomma cum dolore & unionis amaritudine filios a matre quique vifceribus abſtrahant, & auellant.

Cum autem jampſidem Ecclesie probaverit, ut dum Ecclefiaftica auctoritas exequendis ſententiis ſuis Decreti contra conuictos inefficax effe, iungatur poſſetis fpecialis (five ut hodie loquimur imploretur *Brachium ſeculare*) quemadmodum declaratur *Canon 5. Antiocheno*, qui in Concilio Oecumenico Chalcedonenſi *art. 4. reſcriptus* fuit, ad Excommunicationem procedi non debet, ſi executioni ſententiæ ſui Decreti per hanc implorationem obtineri queat: quemadmodum & ipſa Synodus Tridantina non obſcura inſinuat.

Hinc in Belgio Excommunicationes ob debita civilia vix locum habere poſſunt, neque uſitari ſolent: eo quod per alia media ordinaria, puta per implorationem Regis Auctoritatis debitorum contumaces ad ſolutionem cogi queant.

Quapropter clauſula ex ſtylo Curie Romane expreſſa ſolita in litteris reſervata penſionis, quod ſi Penſionarius poſſionem debitam lapſus terminis preſcriptis non perſoluerit, *ſententiam Excommunicationis incurrit*, hic in Belgio non eſt recepta, uti nec in Gallia, reſponſumque pro clauſula meri ſtyli.

Quin ſi Fevretio *lib. 3. De Abſolu. c. 5. n. 29.* credideris, clauſula hæc apud Gallos indicatur *abſolutio*: oſtenditque Brodeau in notis ad Lovetium *lib. C. n. 31.* aliquando quidem etiam in Gallia uſitatum fuiſſe, ut ſatisfactionem debiti civili executioni ferret per Censuram Eccleſiaſticam, ſed eam conſuetudinem tanquam *abſolutam* tandem plane eſſe abrogatam.

Notauitque jampſidem Gerſonius, quod applicatio gladii fpiritalis ad deſenſionem temporalem, magnam conſuſionem in Eccleſia, conſequentem huius Evangelice Cenſuræ, & laqueos animarum multorum, magis quam ſalutem animarum inducat: in fui aſſert probatorem experientiam in reſtem vocans.

Itaque (ait Gerſonius De Poſſet. Eccleſiaſt. *Conſider.* 4.) ſicuti temporalitas addita eſt Eccleſie pro donec ſua, *Par Eſſen, Pars I. l.*

videri poſſet aliquibus, quod ad ejus deſenſionem ſimiliter addere ſufficeret aduerſus Imperatores poenitentem Cenſuram temporalem, ne eſt mulctatio promittitur, vel corporalis deſectio, vel arceſſio bonorum priorum.

Et in Tract. De Vita ſpirit. *lib. 4. aſſerere* non veretur, quod Pagiari *lib. 11.* qui pro temporalibus conſervandis, aut poſiticiſſimis ciuitatibus, *Excommunicationes* paſſim proſecuti, adeoque *atque mortis damnationem*, ſimiles ſunt illi, qui volens obſistere muſcam in fronte vicini, eam ſecum petentem, vicinum ſtolidum excerebravit: aut ei patrem eſſe diſcrim (iii) qui ſtudent curſioni modici valneris in pede equi, pedem conſeſſum abruptit, equamque petentem.

Itaque omnia a Præſbtero ad curandum peccatorem impendenda ſunt, quæcumque ad ejus conuersionem conducere credis, antequam extremum hoc abſeſſionis remedium impendat.

Imo licet Jodeſ ſonſus ea, quæ ſorum exercitui præſcribit, adhibuerit, ſi tamen ea aliquis erga excommunicatum paſſione, aut nimia in ipſum duritia, alia media ad ipſum reducendum idonea conſiſit, eam eorum Eccleſia militante poſſit a poena effe immuni, eorum Deo & Eccleſia triumphante plane immuni non eſſe.

§. II.

Quæ attendenda reſpectu Eccleſie.

Medicus corporis dum vider membra ſanctum incurabile, ejus reſecationem ſolet impendere, ſi rimetur ea hujus membri infectione reliqua corporis membra indiſcenda.

Medici ſpiritalis alii vident aliquæ membra Eccleſie criminibus adeo infectum, ejusque curationem ita deſperatam, ut nec appareat per Excommunicationem ſive exteriori a Corpore Eccleſie abſeſſionem ſanandum; nihilominus, ſi videat, a membris hujus infectione ſen contagio, reliqua corporis ſen Eccleſie indiſcenda, meritis tanquam peritus Medicus, conſervationi non minus dignatur membris, ſed & totum corpus incolomitat præcipue intendens, ad reſecationem hujus a quali deſperat membris procedit: ut reliquorum membrorum infectam præueniat, & corporis incolomitat conſulat.

Imo præcipue a Patribus inſertus *Canon* in Excommunicatione motus, ſive Anathemate indiſcenda videtur, ipſa purgatio Eccleſie: ſive per hanc abſeſſionem publicam & externam criminis ad Corpus Eccleſie, præſeruetur, ne reliqua Eccleſie membra ex contagio, & infectione hujus membri infectentur: juxta illud Apoſtoli, *medicam fermentum totam maſam corrumpit*, & quod experientia noſtriſſimum, quia una ovis moribunda totum gregem infect.

Hinc illud S. Hieronymi apud Gratianum *can. 5. q. 3. Can. 16.* "Reſecanda ſunt purgata exnes, & ſcabiola ovis a caulis repellenda, ne tota domus, maſa, corpus & peccata ardeant, contumpanter, putrefcant, inciteant."

Et ſub nomine Anacleti Papa ibidem *Can. 16.* "Tunc Sacerdotes, quam reliqui Fideles omnes ſummis curam habere debent de his, qui perunt; quare eos eorum redargutione, aut corrigant a peccatis, aut ſi incorrigibiles apparuerint, ab Eccleſia ſeſcindantur."

Aperius & propoſito noſtro convenientius id expoſuit Julianus Pomerius, ſive Audoſ Librorum De Vita contemptiva ibidem apud Gratianum *Can. 18.* ſcribent, quod hi "qui dum probati, & poenitent, & ſalubriter obſectati corrigi noluerint, tanquam purres corporis partes debent ferro Excommunicationis abſeſſi: Ne (inquit) ſicut caro morbis emoritur, ſi abſeſſa non fuerit, ſalutem relique carnis, pueritini ſue contagione contumit: Ita illi, qui emendari deſiſcunt, & in ſuo morbo perſiſtunt, ſi moribus deſecantur in Sanctum ſocietate permanſerint, eos exemplo ſue perditionis infectiſſent."

Unde & Scholaſtici annotantes, in ſerendis Cenſuris, non tantum attendendum eſſe ſubſtantiam, quem habituræ ſint reſpectu priuæ perſonæ, ſed etiam *reſpectu Eccleſie*: quia non ſolum ad ſalutem ejus, in quem

testat, sed etiam ad alterum exemplum, & disciplinam ordinatur Confessio, ait Suarez diff. 4. sect. 4. num. 5.

At & hic magna cum moderatone ad circumspeditionem Prælati debet procedere, ne valeat per absolutionem aliquis membris, reliquo corpori, id est, Ecclesie, seu multitudini Fidelium confidere, magis noceat, & malum augeat potius, quam tollat aut diminuat.

In prima a Prælate mense tenendum monuit S. Augustinus lib. 4. c. 1. contra Epistolam Parmeniani: " Omnis pia ratio, & modus Ecclesiasticæ disciplinæ unitatem spiritus in vinculo pacis maxime debet innuere, quod Apostolus iussit in iocundis preceptis custodiri, & quo non collidit, medicina quidam non tantum superflua, sed etiam perniciofa, & prospecta jam non medicinalis esse convincitur.

Hæc regula influit Apollonii, multiribidem ostendit Augustinus, laudatque a. 9. S. Cyprianum, & Episcopos Africanos, quod cum hominibus quo & Episcopis, inopibus & vita ætatemque corruptis, unitatem servaverint, neque ab iis corporaliter recesserint: " propter compositionem (ait) collidendi pacis & unitatis, propter salutem infirmorum, & tanquam interitum frumentorum, ne membra Corporis Christi per sacrificia schismatis laniarentur.

Ante omnia ergo attendere debet Prælati, utrum per Excommunicationem extirpare volens zizanias, utrum non sit gradaturus & criticum.

Quam Regulam ex dictis Christi confirmans S. Augustinus loco citato, ait a. 13. " Nam & ipse Dominus testis volentibus zizanias colligere, dicit: *Stante utraque crescere usque ad messem, piamque causam dicens: Ne forte, dum vultis colligere zizanias, eradicetis simul &riticum: unde satis ostendit, cum metas ille non subest, sed omnia de frumentorum certa stabilitate, pæra securitas mæri; id est, quando ista iniquique crimen notum est, & omnibus exercitabile apparet, ut vel nullus profusus, vel non tales habeat delinquentes, per quos possit schisma continere, non dormiat severitas disciplinæ, in quarum est efficacior immo diutius pravitati, quanto est diligentior observatio charitatis.*

Tunc autem hoc sine labe pacis & unitatis, & sine lesione frumentorum fieri potest (inquit ibid. Augus.) cum Congregationis Ecclesiæ multitudo ab eo crimine, quod anathematizatum, aliena est.

Rationem, cur tunc Excommunicationis fructus sit expectandus, & periculum sciendæ pacis & unitatis timori non debeat, subiungit: " Tunc quidem magis adjuvat Præpositum coarctamentum, quam immixtionem relaxationem: tunc te ab ejus conjunctione salubriter conelinet, ut nec cibum quicumque cum eo sumat, non rubeat inimica, fed coarctatione fraterna; tunc itam ille de timore percutitur, & pudore sanatur, cum ab universis Ecclesiæ se anathematizatum videns, socium turbam, cum qua in desidio suo gaudeat, & bonis insulet, non potest invenire.

Pergit Augustinus num. 14. ostendens, quod id ipsum intendit Apostolus, dum dicit: *Si quis frater nominatur, in eo quippe, quod ait, si qua, nihil aliud videtur si gossitare voluisse, nisi cum posse tali modo salubriter conerigi, qui inter dissimiles peccat, id est, inter eos, quos peccatores similibus peccatis non corumpit. In eo vero, quod ait, nominatur, hoc nimirum intelligit voluit, parum esse ut se quisque talis, nisi etiam nominetur, parum esse ut se quisque talis, ut possit omnibus dignissima videri, qui in eum fuerit Anathematis sententia prolata. Ita enim & salva pace corrigatur, & non interfectiole percutitur, & medicinaliter utitur.*

Et revera (prosequitur Augus.) si contagio peccandi multitudinem invaserit, Divina disciplina severa misericordiosa necessaria est; nam confilia separationis, & inania sunt & perniciofa, atque sacrilegia: quis & impia & superba sumi, & plus perturbant infirmos bonos, quam animos malos.

Et ne id griter, totiusque contingere in parvis peccatis, ostendit a. 9. quod & in gravibus atque enormibus criminibus contingat, ut multitudinem invadant, & ubi tam invadant, parva agerintur, eo quod tunc griterur ex non in ista aqua Divinarum Scripturarum, sed in Patra dolosa confu-

sionem fuerunt. Quidquid enim sceleris, & iniquitatis inebriat multitudinem, amittit examinis rectitudinem.

Igitur Domino in Evangelio dicenti, in illo obtemperare debemus, ubi ait: *Si neque Ecclesiam audierit, sit tibi tanquam Ethnicus & Publicanus* & in illo, ubi prohibuit colligi zizanias, ne simul eradicetur &riticum, Potest enim (ait Augustinus a. 16.) utrumque collidit ab eis, quibus dictum est: *Stati pacisci, quoniam Filii Dei vocabimini.*

Hæc igitur a Prælati & Judicibus Ecclesiasticis servanda Regula, ut ad Excommunicationem & Censuras non facile procedant, si videant, erimen, de quo agitur, inebriasse multitudinem, vel perituros sacrosanctissimam sibi cum habere sociam.

Semli autem caso occurrere, maxime suspendit Prælati, quod idem Doctor ait a. 16. " Turba autem iniquorum, cum facultas est in populi promendi sermonem, generalis obprobriatione ferocia est, maxime si occasionem atque opportunitatem perhibeat aliquod Dominis flagellum desuper, quo eos apparet pro suis meritis vapulare.

CAPUT VII.

De Effectu Excommunicationis.

§. I.

Quis sit Excommunicationis effectus ex instituto Christi.

PER Excommunicationem majorem, quæ olim mortalis, & vulgo Anathema dicebatur, & hodie communiter nomine Excommunicationis significatur, Excommunicatus absconditur a Corpore Ecclesiæ, & tanquam Ethnicus & Publicanus reputari debet, juxta illud Christi: *Si Ecclesiam non audierit, sit tibi tanquam Ethnicus & Publicanus.*

Ad hanc a Corpore Ecclesiæ refectionem, quæ per Excommunicationem contingit, referuntur SS. Patres, cum sit gravissimum potius affectum. Nihil enim sic debet formidare Christianus (ait S. Augustinus conf. 1. c. 3. Can. 33 ex Tract. 7. in Joannem) quam separari a Corpore Christi. Si enim separatur a Corpore Christi, non est membrum ejus. Si non est membrum, non valetur Spiritus ejus. Quisquis autem, inquit Apostolus, non habet Spiritum Christi, non est ejus.

Hinc apparet, quod proprias, & essentialis effectus Excommunicationis est institutione Christi sit, ut Excommunicatus tanquam rebellis Ecclesiæ, a Corpore Ecclesiæ sive Christi reiectodatur, & habeatur tracteturque tanquam Ethnicus, & Publicanus, qui est extra Ecclesiam, sive Societatem illam, quæ Ecclesiam Christi constituit.

Itaque ex Christi institutione, Excommunicatus neganda sunt ex omnia, per quæ unioveretur ut membrum Ecclesiæ, quæque Ethnicis & Publicanis tanquam extra Ecclesiam existentibus negantur.

Hæc ratio Excommunicationis excludens sunt a Sacramentorum perceptione, nec non a publicis Conventibus Ecclesiasticis, a quibus Ethnicis & Publicanis etiam excludi. Unde jam pridem statutum legitur Canon tot. vulgo Apostolicum: *Si quis cum Excommunicato, vel in domum pravitæ fuerit, segregatur.*

Idcirco & notum fuit, Excommunicatos nomina Dyptichis Ecclesiæ tradi. Nomina enim hæc Dyptichis inscripes, solebant inter Missarum Solemnium recitari, quo palam significabatur, hos interscriptos, esse de Corpore Ecclesiæ, ut recte exposuit Theodoros Autiodi Episcopus in Expositione Canonis VII. " Vivorum enim (ait) in Liturgiis celebratur memoria, ut subdistinguitur etiam Superiores obediencia, & vivorum in eadem sed ac mysericordia & commemoratione indicantur.

Ab omnibus igitur publicis Officiis & precibus, quæ vel a Fidelibus celebrantur, vel pro Fidelibus tanquam Ecclesiæ, & Christi membris fundantur, omnino excludend sunt Excommunicati, non secus ac Ethnicis, & Publicanis.

De hac proinde orandi ratione præcipue intelligendum, quod dicitur, pro Excommunicatis non esse orandum: nimirum publice & in oratione, quæ membris Ecclesiæ funditur. Nam pro illis orare, quemadmodum pro Ethnicis & Publicanis, aliisque palam ab Ecclesiâ extraneis, verum non apparet, saltem ex Christi institutione: quia qui saltem pro Excommunicatis orat, noluerit illos pro membris Ecclesiæ agnoscere: sicut nec Hæreticos, nec Schismaticos pro talibus recognoscere Sacerdos, dum publicè in de Parasceve ex præcepto Ecclesiæ orat, ut de postea errore ad veritatem lumen, & Ecclesiæ unitatem revertantur. Quod & advenit Navarius in Manuali c. 27. n. 71. dicens: Ecclesiâ " orat pro Ethnicis, Hæreticis, " & Schismaticis, licet Excommunicatis, non oratio, " nibus instituta pro suis membris, sed alius institutus pro " iis, qui tales non sunt.

Si verba Christi unice attendantur, non apparet, per Excommunicationem aliter ab Ecclesiâ, & Fidelium communione separandum Excommunicatum, nisi ut Ethnicus, & Publicanus. Hi autem, a societate Fidelium sive Ecclesiæ non erant separati, nisi quoad ea, quæ Fidelibus & Fidelibus, & membris Ecclesiæ erant propria, atque communia.

Itaque in prædictis verbis Christi, etiam Excommunicatus ab his omnibus exclusus haberi debet: utpote habentibus tantum Ethnicis & Publicanis.

Hinc ulterius consequens est, quod astrictis solis verbis Christi, non solum neganda Excommunicatio, quæ Ethnicis & Publicanis non negabatur. Cum ergo Ethnicis & Publicanis non excluderetur a communione, & civilis Fidelium commercio & communione, etiam nec Excommunicatus vi verborum Christi ab hoc commercio & communione segregandus apparet.

§. II.

Quomodo obligatio vitandi Excommunicatum, per Apostolum, eorumque Successores extensa.

Quantumvis ex Christi institutione non videatur Excommunicato negandum commercium civile, quod de Ethnicis & Publicanis a Fidelibus non negabatur, uti §. præcedenti ostensum est: nihilominus Apostoli eorumque Successores, tum ut ipsos Fideles a contagio maiorum efficacius preservarent; tum ut ipsos scandalosos, obstinatosque peccatores amplius confunderent, & hac salutari consensione a vitis retraherent, voluerunt ut & a civili, & vulgari conversatione, & commercio huiusmodi rebus peccatores excluderentur, nullumque cum ipsis amplius colloquium aut familiaritas haberetur, juxta illud Apostoli Joannis Epistola 2. Si quis venerit ad vos, & hanc doctrinam non adferat, nolite eum recipere in domum, nec ave si dixeritis, qui enim dicit ei, ave, communicat operibus ejus malignis.

Sed quia hæc Excommunicationum & publicorum peccatorum exclusio a civili conversatione & commercio, non ex Christi, sed Apostolorum, eorumque Successorum instituto ad majorem cautelam protulit, hæc non juri Divino, sed humano doctæ adscribenda videtur.

Hæc & Canonice & Scholasticè notatur. Et imò Covarruv. ad c. ALMA MATER par. 2. §. 1. n. 8. expresse notat, quod si irascimus de communicatis cum Excommunicatis in HUMANIS & TEMPORALIBUS, & jura humana sunt inveniendi. Similiter Almonius in Tract. de Potestate Ecclesiæ ait, " vitare Excommunicatum, " quantum ad colloquutionem, & illa, quæ sunt mere " civilia, non videtur esse de jure Divino.

Et Christianus Lupus tom. 5. Schol. in Canones pag. 132. postquam annotasset, successu temporis multa circa hanc exclusionem Excommunicatorum quoad civilem, a Fidelium communione esse mutata, subiungit: omnis hæc res non est dogmatica, sed disciplinaria: idcirco per Ecclesiam potest ex causis diversis variis, atque mutari.

Notat de Sorellus in Tract. de Censuris disp. 5. §. 11. n. 9. " Quod juxta omnes Doctores seculo a communione " ne civili, secundario tantum, & indirecte tantum per " Excommunicationem interdictum sit. Cujus ratio esse videtur (ait) quia spiritualia bona, cum sint propria filiorum Ecclesiæ, merito ac primario denegantur ei, qui ab Ecclesiâ abscinditur: Imò in hoc videtur potissimum consistere talis abscissio & separatio ab Ecclesiâ.

Item, quia Excommunicatus proxime, & per se sit

non Est, Pars I.

indignus usu spiritualium bonorum: usu vero civilis " communicationis privatur, & ad majorem terrorem " ac correctionem, & in ordine ad spiritualia. " §. Non mirum proinde, quod circa hoc punctum æque ac circa alia puncta jura humana indecta, varias in disciplina spiritus pro variante tempore & locorum.

Præmissa Ecclesiæ seculi, cum variis effectus Excommunicationes, & summa cum moderamine, non nisi propter enormitatem, & scandalosa crimina infliguntur, hæc etiam a Civilis & communis commercio Excommunicatorum seculi & evitatis a Fidelibus sollicitè servantur, in quantum videbantur, & ad saluarem ipsius Excommunicati consuetudinem, & ipsorum Fidelium a contagio criminis conversationem esse convenientem, nisi laici offendi Gab. Albalpansus lib. 1. Observationum Ecclesiæ observat. 1.

§. III.

Exortatio Excommunicatorum subsequens seculis crevis, & minus rigore a Fidelibus tractata.

Vix dici potest, quam frequens seculo decimo, & sequentibus usus Excommunicationum esse coepit, & quam levibus de causis a Judicibus Ecclesiasticis Excommunicatio infligebatur, notante, dum hoc spiritus gladio ad tuenda sua jura, etiam temporalia, Ecclesiæ tum Prælati uti coeperunt.

Ut autem effectum optarent per hæc viam, aut saltem continuata Excommunicationis fulminis facilius adsequerentur, interdictionem commercii cum Excommunicato tam in Civibus quam Sacris latissime extendebant, summoque cum rigore servatam voluerunt.

Præcedebant in primis, neminem posse Excommunicato communicare, nequidem domesticis, liberos, utpote neque Excommunicato licere comparere in judicio: neque judicio experiri.

Uterius, quod amplius est, Excommunicatus spolietur dicebatur omni honore & muneribus publicis: adeo ut Vassalli soluti esset a juramento fidelitatis, quod fuerat ipsi obstricti: Quin & omnes ejus subditi a Fidelitate & subjectione debita liberati.

Legitur apud Gratianum caus. 1. §. 6. c. 4. ex Gregorio VII. " Nos Sanctiæ Prædecessorum factorum innotentes, eos, qui Excommunicatis fidelitate aut Sacra " merito conficti sunt, Apostolica Audientia a jura " mero solvimus, & ne eis fidelitatem observent omni- " bus modis prohibemus.

Et Canon 5. ibid. ex Urbano II. " Juratos milites Hugoni Comiti, ne ipsi, quando Excommunicatus esset, " serviant, prohibet: quia si Sacramenta præstentur, " moveantur, oportet Deo magis obedire, quam hominibus. Fideliter enim, quam Christiano Principi, " si juraverunt, Deo, usque Sanctis adversant, & eorum præcepta calcant, nulla exhibetur audientia " persistere.

Præterea, cum juxta antiquos Canones communicatio cum Excommunicato incidere in eandem Excommunicationem, cessabant, quod rursus communicantes cum hoc Excommunicato in eandem Excommunicationem incidere, & ita ulterius: Ita ut hoc ex capite una Excommunicatio plures saepe Excommunicationes produceret, & sic contagium hoc Excommunicationis in infinitum quasi traducerebatur.

Quanta ex his fulminata Censuris, perferuntur in Reges & Principes, scandala & motus ad divisionem, & stragem animarum in Republicam & Ecclesiâ tunc redolentem, notius est ex temporum illorum Historiis, quam ut probari debeat.

Si enim Patre-familias Excommunicato omnes mox ejus domestici commercio, quin & aliquo ipsius censentur interdicti sub pena Excommunicationis: si Principes, aut Reges, totius Nationis, aut Regni subditi rum fupere, & commercium delectare teneantur, imò nec amplius ipsi fidelitatis juramento teneantur: Quis non videat, hoc horrenda scandala, & subversiones, quin & homicidia in familiis, & Republicam redolentia? Ut nilen non fit, si moderari hæc Interdictio amplius extensionem oportuerit, uti ex sequentibus apparet.

§. IV.

De Temperamento effectus Excommunicationis quoad evitandam Excommunicationem allatam per Gregorium VII. & subsequentes Pontifices, usque ad Martinum V. exclusos.

Iste Gregorius VII. cuius Decretum de evitanda Excommunicatione retulimus §. precedenti; quique ex Romanis Pontificibus primus legitur excommunicasse Imperatorem & Regno privasse, atque ejus subditos a Fidelitatis iuramento absolvisse: ipse, inquam, videmus, quanta scandala, & moris ac seditionis, nec non animarum strages Excommunicatio produceret, dum ejus effectus jam late, tantoque cum rigore extendere, aliud Decretum prioris relictivum edidit. Decretum hoc editum legitur in Concilio Romano IV. sub Gregorio VII. & extat apud Gratianum *caus. 1. c. 3. Can. 103.*

In Decreto præfatus Pontifex, quod "multos, peccatis nostris exigentibus, pro causa Excommunicationis perire quotidie cerneret, partim ignorantia, partim etiam nimis simplicitate, partim timore, partim etiam necessitate.

His præmissis subiungit: "Videatur misericordia, Anathematis sententiam ad tempus, prout possumus, opportune temperamus.

Temperamentum hoc in primis consistit in quorundam a vinculo Anathematis per communicationem cum Excommunicato contrahendo, subtractione.

Apostolica namque auctoritas substat ab hoc vinculo, "Uxor, Liberos, Servos, Ancillas, seu Mancipia, nec non rusticos & servientes & omnes alios, qui non Curiales sunt, ut eorum consilio secula petereantur, & illos qui ignoranter Excommunicatis communicant.

Adhuc insuper per imitationem: "Quicumque autem aut "Orator sive Peregrinus, aut Viator in terram Excommunicatorum devenit, ubi non possit emere, vel non habet unde emat, ab Excommunicatis accipiens, de licentia damus. Et si quis Excommunicatus non superbie, sed humilitatis causa aliquid dare voluerit, fieri non prohibemus.

Excepit a vinculo Anathematis per hoc Decretum Recentiores Scholastici sub his verbis expresserunt:

Utile, Lex, Humile, Rex ignorata, Necessitas
Hæc quinque solvant, Anathema non possit obesse.
Qui autem sub his nominibus cessantem excipit, ut queant impune communicare cum Excommunicato, singulariter & fusas inquisitiones & disputant Scholastici & Recentiores Canonistæ.

Præterea in hoc seu Decreto aliud temperamentum effectui Excommunicationis contrahendo per communicationem cum Excommunicato induxit per hæc verba sui Decreti: *Ab Anathematis vinculo liberamus eos, qui communicant cum eis, qui communicant cum Excommunicatis.*

Uti enim recte advertit Christianus Lupus in Schollis ad præfatum Gregorii VII. Decretum *tom. 5. pag. 132.* Prædicta Decreti verba Excommunicationis contagium, antea confectum tradaci in infinitum, contrahunt ad solam immediate communicationem personam, & in tertiam voluit deinceps derivari.

Porro ex tenore Decreti præfati, hoc Gregorii VII. Decretum duntaxat fuisse ad tempus, nimirum, durantis scandala, & difficultatibus per Germaniam ab Excommunicatione Henrici Imperatoris exortis: quod & notavit Bernhardus Constantiensis. Referent enim hoc Decretum monet: *Non fuisse perpetuum, sed duraturus ad tempus.*

Venit, Decretum provisionale occasione Excommunicationis Henrici Imperatoris editum, nonnulli Pontifices Successores probantur, ut monet Lupus *tom. 5. Schol. in Canones pag. 129.* ac deinde in Decretum Gratiani *conf. 1. c. 3. Can. 103.* relatum pro jure communione valuit.

Unde Innocentius III. in Litteris ad Crucifigatos apud Bosquetum in eja *vita pag. 80.* hujus Decreti meminisse, tanquam vim juris obveniens: "Est cautio in jure (sic) quod si quisquam per terram Hæreticorum aut quorundam Excommunicatorum transierit,

necessaria emere se recipere ab illis possit, prout etiam si Pauci familiæ domus Excommunicationis sententia fuerit innodatus, a participatione ipsius familiæ excludatur.

Uterque Pontifex Successores Gregorii, non tantum hoc Decretum probant quoad limitationem contagii Anathematis ad immediate personam communicantem cum Excommunicato, sed experientia edocuit, quantum confusio in Republicam, & Ecclesiam induceret, etiam vel solum Anathematis seu Excommunicationis majoris contagium in ipsam immediate personam cum Excommunicato communicantem, propagatum, contagium hoc contrahendo ulterius confusurum.

Quod & in Schollis ad hoc Decretum *tom. 5. pag. 132.* notavit Christianus Lupus, scribens: "Sed solus contagium Successores Pontifices adhuc amplius mitigarunt, & contraxerunt: a proxima nisi sit in ipso crimine Excommunicati communicatio statuerunt contra tribus solum Excommunicationem minorem.

Non dubium, quin et contagio hujus minoris Excommunicationis non tanta esset dimenda incommoda, quam et contagio Anathematis per communicantem cum Excommunicato contrahendo.

Illa quippe Excommunicatio minor passiva duntaxat Sacramentorum perceptione Excommunicatus privatur: At Excommunicatio major sive Anathema omni civili, & sacro Commercio Excommunicatum interdictum, ipsamque Excommunicatum a reliquo Corpore tam in civibus, quam sacris abscondit: quæ interdictio seu absconditio plura indubie incommoda in civilem, & sacram Concilium societatem, nata est inducere.

Observavit & hoc Vir Eruditissimus Joannes Doujaens in Notis ad Institutiones Juris Canonici Pauli Lancelotti ad Titulum De Sententia Excommunicationis §. 27. notans, communicantes Excommunicatis initio majori Excommunicatione fuisse ligatos, ad vitandam tamen (sic) animarum periculum, invaluit, ut minorem tantum Excommunicationem incurrerent, qui extra civem, nec per Clavium contempnunt, aut non speciales mori communicarent: nec in ultimum per eos quoque, qui cum his communicarent, serperet Anathematis contagium.

De hac minori Excommunicatione actum est supra §. 1. §. 2. ibidemque annotatum est, hanc speciem Excommunicationis esse recentioribus institutam, necque repertum Decretum, quod illius expressè meminit ante Gregorium IX. qui illius mentionem facit *cap. prelo. De Sententia Excommunicat. & in cap. fin. De Clerico Excommunicato min.*

§. V.

De Temperamento effectus Excommunicationis per Decretum Concilii Constantiensis, sive Extravagantem Martini V. Ad evitanda.

Nihil tantopere Republicam Ecclesiasticam & Civilem turbabat, quam necessitas evitandi tan in civilibus, quam in sacris omnes illos, qui ob alienius legis aut præcepti vel mandati Ecclesiastici præsentiam transgressionem, aut non partitionem, videbantur incurrisse Excommunicationem *plene jure*, nulla Judicii præcedente scientia declaratoria super præcepta transgressionem aut non partitionem, vel super contra dicta Censura ob eam transgressionem sive non partitionem.

Hæc turbatio, & incommoda habentibus sæculis eo fieri majores, & frequentiores, quo frequentius levitiorque ex causis tandem fuerit inflicta similes Excommunicationes: adeo ut vix ultum & Curia Romana, vel a Judicibus Ecclesiasticis Decretum prodiret, sine adjecta Excommunicationis comminatione *ipso facto*, sive *plene jure* per transgressores, aut non obediētes incurrēda.

Itaque temperamentum præcedentibus efficaciam attulisse dicitur Concilium Constantiense, citra initium sæculi XV. sub Martino V. celebratum.

Sub nomine enim hujus Concilii extat Decretum seu *Extravagans*, quæ incipit *Ad evitanda*, apud Sanctum Antonium in Summa Theolog. *par. 3. c. 23. cap. 2.* in hæc verba: "Ad evitanda scandala, &

de multa pericula, subvertendumque cunctis illis el-
 notariis, statim quodcumque dampna a communione
 aliquis in Sacramentorum administratione vel recep-
 tione, aut alius quolibetque Divinis, vel extra, pri-
 vationem culpamque sententiam, aut Censuram Ecclesiasti-
 cam, suspensionem, aut prohibitionem ab homine, vel a
 jure, generaliter promulgare tenetur adhibere, vel
 aliquem vitare, aut interdictum Ecclesiasticum obla-
 vare, nisi Sententiam, Prohibitionem, Suspensionem, vel Cen-
 suram hujusmodi fuerit in vel contra personam, Collec-
 tionem, Universitatem, Ecclesiam, aut locum dictum a
Judice publicata, vel denunciata specialiter, & expresse,
id est, si quem pro sacris innotuit inopetitione in Cle-
ricum sententiam iuxta a Canone, adeo notorie con-
stitutis incidisse, quod factum non possit aliquo tergiver-
satione celari, neque alio jure suffragio excusari,
namque comminatione illius, licet denunciatio non fue-
rit, volumus adhiberi iuxta Canonice sanctiones.
 Hujus Decreti, vel ut vulgo vocatur, *Extravagan-
 tis*, licet nulla in Actis Concilii Constantiensis mentio occu-
 rat, nihilominus quia apostolicum scriptum est impene-
 dia scapula, & pericula animarum existerent esse
 Excommunicationem, & Censuram nisi pronuntietur
 publice, ubique itaque verum Decretum Concilii Con-
 stantiensis, & Martini V. communiter consensu probatum
 & receptum est.

Imo Decretum hoc juxta cum integro, quo erat apud
 Antonium, nisi receperit, & etiam neglecto tenore
 accepit, prius reperiit in Concilio Basiliensi *sess. 20.*
cap. non in Concilio Lateranensi sub Leone X. sess. 11.
 uti notant Doctores communiter.

Quoniam licet Decretum habuerit inferum Concor-
 datum inter Regem Gallie Franciscum I. & Leonem X.
 Papam cum Clausula expressa in Concilio Basiliensi; pe-
 nilionem neglectis his Clausulis, nisi receptum est, etiam
 in Gallia, prout legitur apud Antonium sub nomine
 Concilii Constantiensis, uti multis ostendit Evellon in
 suo Tract. Gallico de Excommunicatione. *cap. 3. art. 1.* Et
 post ipsum Dominus Du Casse Archiepiscopus, & Offi-
 cialia Directus Condemnans in sua Præst. Jurisdictione
 Ecclesiasticae *tom. 1. cap. 12. §. 1. num. 3.*

Ratio receptionis hujus Decreti, juxta expressionem
 Concilii Constantiensis prioris, quam secundum expres-
 sionem Concilii Basiliensis, aut Concilii Lateranensis,
 aut Concordati Gallicani, est, quia prior expressio De-
 creti magis contraria effectum Excommunicationis, no-
 taret quoad devolutionem Excommunicati.

Inspecto enim tenore Concilii Constantiensis, nullas
 quascunque Censuras innodatas, evitandas est, nisi sententia
 contra ipsum a *Judice publicata, vel denunciata specialiter*
& expresse fuerit, salvo, si quem pro sacris manum
inopetitione in Clericum, seu in Canonem, adeo notorie
constituerit incidisse, quod factum non possit
aliqua tergiversatione celari, neque alio jure suffragio
excusari.

At in Decreto, prout erat in Concilio Basiliensi, La-
 teranensi, & Concordati Gallicæ, Clausula hæc sine re-
 strictione ad faciliorem persequutionem Clerici est ge-
 neraliter expressa: ita ut inspecto hoc tenore, evitan-
 das esset omnes, qui Excommunicationem quascunque
 adeo notorie constituerit incidisse, quod factum non possit
 illa tergiversatione celari, neque alio jure suffragio ex-
 cusari.

Itaque ob receptum hæc Decretum juxta expressionem
 a S. Antonio relatum, hodie nullus est evitandus, etiam
 in Sacramentorum administratione, vel receptione, aut
 alius quolibetque Divinis, vel extra, prædicti culpamque
 sententiam, aut Censuram Ecclesiasticam ab homine, vel
 a jure generaliter promulgare, nisi sententiam, vel Cen-
 suram hujusmodi contra ipsum fuerit a *Judice publicata, vel*
denunciata specialiter & expresse; tamen etiam consti-
 terit, in eam Excommunicationem, aut Censuram adeo
 notorie incidisse, quod factum non possit aliqua tergiver-
 satione celari, aut alio jure suffragio excusari, solo no-
 tio Clerici percellere excepto.

Non dubium, quin sepe indolenti temperamenti magis
 facile dicta Concilii Constantiensis expressio, quam illa
 generalis exceptio *notorie* Excommunicati, facta in Decre-
 to, prius legitur in Basiliensi, & Lateranensi Concilio,
 nec non Concordato Gallicano, in quo, (ut notat Covar-
 ruias ad Cap. ALMA MATER, par. 1. num. 9.) non
 est edictum conveniens fieri, in quem illa Constitutio diri-

gitur, nempe ad evitandam scandalum, & sedandas pio-
 borum Vitarum conscientias: idcirco (si) magis re-
 cepit a Concilio Constantiensi, & Constantien-
 si Consilio.

Itaque, ut quis hodie, tanquam Excommunicatus sit
 evitandus, non sufficit, Censuram ipsi jure, aut etiam
 ab homine per sententiam generalem esse latam sed requiritur,
 ut contra certam personam Excommunicatio sit lata
specialiter expresse, ut dicitur in Decreto, ut est, NO-
MINATIM, ut omnes expone, aut Sacerdos disp. 9.
sess. 20. 7. Et Covarr. ad Cap. ALMA MATER, par. 1.
§. 1. n. 8. notat, quod iuxta hoc Decretum requiritur, ut
si notatus Censura expresse nomine proprio, aut aliquo ap-
posito signo, quæ certa & oblique alia dubio cum, quæ exten-
dicatur, significet & demontret.

Hæc de causa Catholici in hisce partibus, uti & in Gal-
 lia, Germania, aliisque orbis Catholici Provinciis sine ul-
 lo scrupulo communicant cum notoria Hæretici & Schis-
 matici; eo quod tantum generalis Censura non notat,
 non autem specialiter & expresse, live nominatim.

Imo nec sufficit, quod in aliquem specialiter & expresse,
 id est, nominatim sententia Excommunicationis lata
 live promulgata sit, sed insuper requiritur, ut a *Judice de-*
nunciata, seu publicata fuerit; uti observat Suarezius dicta
sess. 2. n. 8. dicitque quod licet Decretum innotuit diffin-
ditum, nisi sententia a Judge fuerit publicata VEL denun-
ciata; Nihilominus consentient quæ est optima legum
interpretatio, ita legumque acceptaverit, & interpretata
sit: quia hoc est maxime consentaneum finem illius legis,
scilicet ad evulgandam scandalum, &c.

Præterea hæc interpretatio non discordat a rigore, &
 proprietate litteræ: quia duo illa verba, *publicata vel de-*
nunciata, non possunt differre tanquam diversa, sed
 tanquam æquipollentia: nulli quod participium *publicata*
 proprie referatur ad Censuram, vel sententiam; *denunciata*
 vero, ad personam.

Itaque ut Excommunicatus debeat evitari, non sufficit,
 quod Jures ledens pro Tribunalis publicæ sententiæ pro-
 nuntiaverit: sed requiritur, ut insuper habe sententiam su-
 a *publicatam, & Excommunicatus publice, ut talis sit de-*
nunciatus.

Publicatio autem hæc ita fieri debet, ut si similis pro-
 mulgationis, live publicationis, in eam locum omnino no-
 titiam venire possit.

Formula denunciandi Excommunicatos, & publicandi
 sententiam Excommunicationis, erat apud Regionem
 Abbatem Præmientem, lib. 2. de *Ecclesiæ Discipline*, cap. 410,
 ubi præscribitur, ut post pronuntiationem Excommunicationis
 sententiam, Episcopus Presbyter per Parochiam muni-
 tianus, continetis modum Excommunicationis, in
 quibus jubetur, ut Domosque debet post ledendum
 Evangelio plebsque ubi commissis publice denunciare
 ipsam Excommunicationem, ut ne quis per ignorantiam
 eam communicet Excommunicatis.

Consentanea est hæc Formula illi, quæ legitur apud
 Gratianum *caus. 11. quæst. 3. Canon. 20.* congruitque
 hodierno Pontifici Romano, ubi mandatur, ut post
 pronuntiationem publicæ, & solemniter Anathematis sen-
 tentiam, Episcopus Presbyter per Parochias, &
 etiam vicinis Episcopis nuntiatur, continens nomen
 Excommunicati, & Excommunicationis *causam*,
 ne quis per ignorantiam ultioris illi communi-
 cet, & ut Excommunicationis occasio omnibus tol-
 laur.

Hæc Formula etiam hodie in promulgatione
 Decretorum Ecclesiasticorum passim observatur: ideo-
 que in Excommunicationis promulgatione servanda
 apparet, quia promulgatio hujus sententiæ ita facien-
 da est, ut *aliquis aliquo publico, & communi con-*
suetudine usitato ad rei juridicæ promulgandam, publi-
cata sit, uti citata sess. 2. num. 9. legitur Suarezius.
 Est autem adeo necessaria publicatio (ut Suarezius
 citata sess. 2. num. 8.) ut plenius Parochus,
 etiam secum habeat sententiam declarationem su-
 clam contra talem personam, non contentus illam
 vitare, donec publice tempore præscripiat illam de-
 nunciare.

Quoniam necesse non sufficit, quod sententia Excom-
 municationis nominatim in certam personam lata sit
 de iure, live sub constitutione, puta, *in si quis inter tu-*
das hoc illud fecerit, si ipso facto ex tunc pro ex-
tate Excommunicatus, & hoc modo etiam publicata
sit.

fit, sed iniquus requiritur, ut possit impleri conditio nem feratur sententia absoluta contra talem personam in PAR TICULARI, & publicetur seu denunciatur: uti recte ibidem num. 18. monet Suarez.

§. VI.

Quando hodie evitandus sit Clerici percussor

AD evitandam scandalum, & multa animarum pericu la subvertendumque conscientis vicorum timora torum, per Extravagantem Martini V. seu Concilii Constanciensi, nullus dicitur evitandus prout contra eam Confessio, nisi sententia, vel Confessio contra aliquem a Iudice publicata, vel denunciata specialiter, & expresso fuerit, uti §. precedenti latius expostum est.

Additur tamen unica exceptio, seu limitatio: *salvo, si quem pro sacrilega manu iniectione in Clericum inju riam latam a Canone adeo notorie confiteris incidisse, quod scilicet non possit aliquis tergiversatione elari, neque alio juris suffragio excusari: Nam a Communi illius, licet denunciatus non fuerit, volumus distineri juxta Ca nonicas sanctiones.*

Ut ergo materiam percussor Clerici ob violentiam, & sacrilegiam iniectionem manuum sit vitandus, non requiritur, inspecto tenore hujus Decreti, ut sententia de claratoria Excommunicationis a Iudice pronunciata, & publicata sit, sed tantum requiritur, quod hac sacrilega manu iniectione adeo notoria sit, quod factum non possit aliquis tergiversatione elari, neque alio juris suf fragio excusari.

Duo igitur requiruntur, ut sacrilegus Clerici percussor ob incursum Excommunicationem sit evitandus juxta te norem hujus Decreti.

Primo, ut factum ipsum, id est, manuum iniectione sit notoria notoriis factis; sive ipsa publicis notis fecerit, si nulla tergiversatione elari queat.

Unde non sufficit, quod coram placibus testibus, etiam omni exceptione majoribus, & qui in iudicio plenam fidem facerent, iniectione manuum in Clericum contigit: eo quod coniungere possit, quod hi testes factum non publicabant, sed silentio premeant: & con sequenter ex ipsorum visa, & scien non sit orta requisi ta notorietas facti.

Imo nec sufficit publica fama de ipsa percussione. Publica enim fama non facit rei evidentiam: que ta men requiritur, ut possit dici notorietas facti, que nulla tergiversatione elari possit.

Secundo, patet notorietatem facti, que nulla tergi versatione elari possit, requirui, in consuet, hanc percussorem fuisse sacrilegum, & violentum, adeo no torie, ut nulla juris suffragio excusari queat. Suffra gium hic accipitur per fundamentum, quo hac percussio possit a culpa, vel in totum vel per parte excusari, etiam saltem, quod de iure non esset dicenda vio lentia & sacrilegia manuum iniectione in Clericum ad mentem Canonis. Si quis suadente diabolo: ac con sequenter adeo notorium non esset, quod ob hanc percussorem ipse in Excommunicationem incidisset, si nulli juris suffragio, sive juris probabili ratione ex culari posset.

Uti etiam advertit Suarez citata sect. 2. num. 29. intentio illius Confusionis fuit rursus dubia, & ideo noluit hanc exceptionem facere, nisi pro casu certo & indubitato; ergo quatenus ratione excu satio probabili sit, seu probabile ingens dubium, sub stituitur, ut casus non sit talis, in quibus delin quens vitari precepit.

Cum ergo ex multis factis, & circumstantiis depen dent, utrum ipsa manuum iniectione, sive factum ipsum sit adeo notorium, si nulla tergiversatione elari queat; vel utrum adeo notorium sit, quod manuum iniectione sic ita sacrilega ad mentem dicti Canonis, ut nec ullo juris suffragio excusari queat, etiam apparet, quod de hac notorietate via certo constare possit, nisi omnibus circumstantiis examinatis, Iudex declaraverit, eam in jectionem revera adeo notoriam, si nulla tergiversatione elari possit: ac insuper adeo certo sacrilegum & violentum ad mentem Canonis, ut nulla juris suffragio valeat excusari, qui percussor ob eam incurrit Excommuni cationem dicto Canone latam.

Unde ad simpliciter evitandam scandalum, & quietandam

conscientias timoratas, derogatum est predictis Confi nationi quoad hanc exceptionem in Regno Gallie (ut observat D. Du Casse Archidiaconus, & Officialis Duce cis Condomensis in Tractatu de Jurisdictione Ecclesie, tom. 1. cap. 12. num. 3.) ubi nec notoria Clerici percussor hodie evitandus dicitur, nisi ut talis per Iudicem fuerit publice denunciatus, ipsam in Excommunicationem incidisse.

Similiter Zypaeus in iure novo sit. de Sententia Ex communicationis. num. 5. cum citatis Auctoribus oberrat, quod ad vitandam obligationem, non tantum esse de beat notoria ex facto percussor, sed ipsa etiam injuria; quodque varia incidentia queant, quae percussorem ab injuria vindicent; quodque varient Doctores, quae pec cussio Clerici sit notoria, addens, quod opinio optima ad Iudicis arbitrium remittat.

Igitur apparet, quod Clerici percussor vix notoria, ad sententiam dicitur Confusionis, haberi queat, nisi Iudex omnibus circumstantiis examinatis, eam injuria sam & sacrilegiam, & notoriam ad sententiam Canonis declaraverit: quandoquidem ante hanc declarationem via constare queat, percussorem adeo notorie in Ex communicationem ob illam manuum iniectionem inci disse, ut nulla tergiversatione elari, vel nullo juris suffragio excusari possit, quando Iudex id non de ciderit.

§. VII.

Casu, quibus hodie ob Communicationem cum Ex communicatione incurritur Excommunica tio major.

Postquam Excommunicatio conformiter ad Extrava gantem Martini V. ad evitandam, fuerit Canonice pronunciata & potestatem, tunc Excommunicatus juxta Sacros Canones est evitandus, non tantum in Divinis, sed etiam in humanis & civilibus, salvo exceptionibus & restrictionibus, sive per posteriora jura, sive per consuetudines, moreque inductis.

Et quidem olim, qui Excommunicatorum commu nionem & societatem publice amplectebantur, atque eorum conventus accedebant, quasi scriptis censaban tur excommunicare, sive ab Ecclesia relinquentes: Atque ita ipsi facti Excommunicati censabantur, sive ab Ec clesia repuebantur alieni: notantes si hac communio ne jungerentur hi, qui tanquam Hæretici, aut Schis matici vi clavium erant ab Ecclesia excludi.

De his præceptis intelligendi sunt Canonis, qui de clarant, communicantes cum Excommunicatis eadem Excommunicatione ligari.

Si autem ex circumstantiis aut aliunde pateret, quod illorum conventus accedebat, non et si illi in hæresi aut sceleris jungerent, sed casualitatis, aliave de causa similitur & qui cum privatis Excommunicatis communi cabant extra crimen, hi puniendi quidem censaban tur, imo & subinde excommunicandi, si nec moniti a verita communicatione desisterent, sed non ipsi jure Excommunicati habebantur.

At seculo nostro, & decimo ceperunt omnes in dif ferenter communicantes cum Excommunicatis, etiam in civilibus, haberi pro Excommunicatis eadem Excommuni catione; ita quidem ut contagium Excommunicatio nis ulterior, & quasi in infinitum alios eum his communi cantes afficeret.

Cum vero et haec Canonem cigidiora interpretatione, præsertim accedente frequentiore Excommunicationum usu, plurima scandala & concitiorum inquietudines orirentur, tandem limitationes & benigniores interpre tationes adhibere oportuit, uti supra notatum est.

Et quidem hodie ob communicationem cum Excommuni cato etiam Iudice ac publice denunciato, vix alia Excommunicatio incurritur, quam minor, quae sola Sacramentorum passiva receptione privatur.

Pæci enim hodie easi sunt, quibus ob communi cationem cum Excommunicato vitando incurritur Ex communicatione major.

Casus pene unus est de communicante in crimine, cujus sit mentio in Cap. NUPER 19. ii. de Sententia Excommunicata.

Hic interrogatus Innocentius III. utrum qui nomina lit Excommunicatis SCIENTER communicant, absolvi ab Ex-

ab Excommunicatis possit per confessionem a simplicibus Sacerdotibus, vel Episcopis, seu Archiepiscopis sic ab eis absolvi expetenda? Respondet distinguendo: "An is qui nominatim Excommunicatus communicat, sive in CRIMINE communicat criminose, si constitutus in pendio, auxiliis vel favore: aut alias in oratione, vel osculo, aut orando seorsum, vel etiam co-mediando.

Hac distinctione premissa resolvit, quod primo modo Excommunicatus communicans, debeat absolvi ab illo, qui excommunicavit, aut ejus Superiore. In secundo autem, possit absolvi a proprio Episcopo, vel a proprio Sacerdote.

Ex hac Pontificis resolutione consequens Canonistae & Theologi, quod communicans nominatim Excommunicatus in crimine, ad sensum hujus Decretalis, incurrit eandem Excommunicationem, qua ipse Excommunicatus: ligatus ne propterea, ab eodem illo excommunicante, aut hujus Superiore, debeat absolvi.

In secunda autem specie communicationis, solum Excommunicatus materia contrahit, a qua per proprium suum Episcopum, aut etiam proprium SACERDOTEM in confessione absolvi queat.

Ut autem ob hanc communicationem in crimine contrahatur dicta Excommunicatio, in primis requiritur, ut communicaverit in crimine post latam & publicatam Excommunicationem; sive postquam criminis ob infictam Excommunicationem erat vitandus.

Si enim ante publicatam Excommunicationem communicasset in eodem crimine, nullam incurrit Excommunicationem: eo quod non communicasset cum Excommunicato vitando: quod omnino necessarium est, ad incurrendam Excommunicationem ex quacunque communicatione, ut notant Doctores ad cap. 55. De Sentent. Excommunicat. ubi dicitur sententia Excommunicationis majoris involvi concubinam concubinarum Excommunicatam, addita expressa hac cautione: Qui post latam sententiam communicat in eodem crimine criminis.

Rationem, ob quam sic communicans cum Excommunicato incurrit similem Excommunicationem, reddit Pontifex in citato cap. 59. quia per illam communionem in crimine videtur in eum delinquere, qui damnatus; nimirum Excommunicatus in ipso crimine, ob quod excommunicatus est, ita communicando, potius consilium facere, ut illum moraliter loquendo, censeatur in suo crimine, & consummatione fovere, & ordinare; adeoque sic agendo videtur se opponere illi, qui per Excommunicationem vult Excommunicatum retrahere a crimine.

Neque enim ad incurrendam hanc Excommunicationem sufficit, favere ipsi personae, vel secundum se, vel in alio opere, sicut inde ex accidenti, seu indirecte resultat, Excommunicatum fieri potentiorum, aut immoventem ad suum crimen committendum, ut post Richardum notat Suarez disp. 17. sect. 2. num. 6. sed necessarium est, ut aliquis per se moraliter inficiat, seu cooperetur ad crimen alterius, quatenus tale est, & sub tali Censura prohibetur.

Cum autem quidam Judices Ecclesiastici, ut suas Censuras & Decreta magis dicere facerent, in Communicantes cum Excommunicatis majorem Excommunicationem ipso facto incurrendam passim decreverint, Concilium Lugdunense sub Innocentio IV. in Cap. STATUIMUS 3. De Sentent. Excommunicat. in VI. prohibuit, ne qui per se autem Excommunicationem majorem excommunicantes ante primum monitionem Censuram excommunicare: Solus (ait) Constituitur contra illius seipsum promulgat, qui in crimine praesens communicare damnatur.

Ex reuera, hujusmodi communicationes in crimine damnato cum Excommunicato, cum in crimine & consummatione fovendo & ordinando, dicendum, ipsam quodammodo excommunicare, & a Communione Ecclesiae separare, quodammodo de frequentantibus conventum Hetericorum, eorumque communioni, & societati Ecclesiasticae sese jungentibus super notavimus.

Casus alter, quo communicans cum Excommunicato incurrat Excommunicationem majorem etiam Pontifici reservatam, occurrit in Cap. SIGNIFICAVIT 18. De Sentent. Excommunicat. ubi respondet Clemens III. Clericos, qui scientes & sponte participaverint

Excommunicatis ab ipso (Clemente III.) & ipsos in officio receperint: eandem sententiam involvi: quos etiam (ait) pro beneficio suae abolitionis habenda, ad Nos volumus cum insinuatione litterarum tuarum transmitti.

Ex his concludunt Interpretes, in caso proposito, non tantum Excommunicatum minorem, a qua etiam proprius Sacerdos absolvere potest, sed majorem incurri & quidem Pontifici reservatam.

At una associatur, ut hanc Excommunicatio ob communicationem cum Excommunicato incurrarat, debere hanc quinque concutere.

Primo, quod sit excommunicatus a Romano Pontifice. Secundo, quod cum tali Excommunicato communicans sit Clericus. Tercio, quod communicet in Officiis Divinis. Quarto, quod communicet scientes esse nominatim excommunicatum a Romano Pontifice. Quinto, quod communicet sponte. Si unum horum deficiat, non incurrit hanc Excommunicationem. Ita Covarruvias ad Cap. ALMA MATER part. 1. §. 3. num. 6. post ibidem citatos.

Hinc ulterius concludit: "Falsum esse, quod Glossa scripta in cap. a. de Excep. casuum commun. eandem cum Excommunicato a Papa incidere in Excommunicationem majorem, & hoc ipsum esse speciale propter Auctoritatem Romani Pontificis.

CAPUT VIII.

De Censuris injunctis, & invalidis.

§. I.

Utrum Censura injusta sit timenda?

CENSURA propele dicitur injusta, quando sine iusta causa alicui infigitur, sicut in ipsa forma, seu modo infigendi nihil sit omisum.

Ue hac igitur injusta Censura, etiam Excommunicationis, quaeritur, anrum homini Christiano sit timenda?

Pro hujus quaestione elucidatione praenotandum in primis: plurimum differre, utrum Censura talis sit timenda, an autem sit in foro exteriori timenda; sive, utrum tali Censura notata, teneatur se huic inflicte ubi Censurae exteriori conformetur.

Praenotandum secundo, quod hic solum quaeratur, anrum homo Christianus ex Fide vivens, qui praeter peccatum nihil in hoc mundo pro vero & reali malo reputat, debeat similem Censuram injunctam timere, quasi per illam Deo fieret ingratus, vel quod simile Censurae posset ex se salvi quae obesse.

His praenotatis, quibus hac exigam, aut potius nullam difficultatem patitur.

Certum enim est, Censuram injunctam etiam Excommunicationis, aut Anathematis in sensu jam exposto nullatenus esse timendam.

Neque possunt Episcopi, nec ipse Summus Pontifex, imo nec Ecclesia ipsa quempiam eorum Deo ligare, aut Reum constituere, vel poenae aeternae obnoxium reddere, qui propria voluntate, & iniquitate seipsum non maculavit, & Reum coram Deo constituit.

Imo facile legem & horrendum esse vel cogitare, quod Ecclesia vellet, auctoritate Clavium ubi a Christo concessa, homines iustos reddere injustos, aut justissimos, vel charitatem in eis extinguere: utique quae nunc intendit, per auctoritatem ligandi, & solvendi sibi a Christo datam, peccatores obnoxios & rebelles ligare temporaliter & a communionem externam revocando, ut a vinculis peccatorum tandem solati, per charitatem amiantur Christo, sive ut ait Apostolus, Spiritus solvat in die Domini.

Hinc ad populum Hippocentem scribit Augustinus apud Gratianum cap. 11. q. 3. Can. 50. "Quid obest homini Christiano, quod in illa vita non velit cum recitare humana ignorantia, si enim de libro vivemus non dedit iniqua conscientia."

Et ibidem Can. 87. sub nomine ejusdem S. Patris. "Blud plane non temere dixerim, quod si quispiam fidelium fuerit anathematizatus injuste, potius est obedire qui facit, quam qui hanc patitur injuriam. Spiritus enim Sanctus habitat in Sanctis, per quem

quoque ligant, ut solvant, immeritam nulli ingerit penam.

Verum notavit Origenes apud Gratianum *caus. 34. q. 3. Can. 7.* "Cum aliquis exit a veritate, a timore, a fide, a charitate, exit de castris Ecclesie, etiam si per Episcopum vocem minime abjiciat: sicut et contrariis dum aliquis non recto iudicio foras mittitur, scilicet si non ante eierit, id est, nihil egerit, ne mereretur eieci, nihil legitur." Eadem sententia ibidem *Can. 4.* refertur a Gratiano sub nomine Hieronymi.

Verbo, aterni Tribunalis iustitiam Rem non habet, quem injussu Jader condemnant, ut ait Concilium Lugdunense sub Innocentio IV. in *Cap. 1. de Senent. & re judicata in P. 1.*

Imo tantum abest, ut Censura injussa hominem coram Deo nocentior reddat, ut et contrario dicere non veretur S. Augustinus, quod illius, qui hanc commisit, & injuriam suam patientissime pro pace Ecclesie sustulerit, curam in oculis Patris in oculis videns. *Lit. De vera Religione cap. 6.*

Merito proinde jumpitend Joannes Gersonius Cancellarius Universitatis Parisiensis judicavit, erroneam, scandalosam, & de heresi suspectam esse repandam hanc propositionem: *Sententia Pastoris etiam injussa tenenda est & rimenda.* Quam quidem se gerens pro Commisario Papa posuit in suo processu publico, ait Gersonius in Tractatu, cui titulus: *Diffinitio illius Assertionis: Sententia Pastoris, &c.*

Dicitur quidem apud Gratianum *caus. 11. q. 3. Can. 1.* sub nomine S. Gregorii: *Sententia Pastoris, sius iusta, sius injussa fuerit, rimenda est.*

Verum ostendunt, hanc sententiam, prout a Gratiano refertur, non haberi apud S. Gregorium in *Homil. 26. de Evangelio* citata a Gratiano; sed verba Gregorii ad citata Homilia referuntur a Gratiano ad calcem *Canonum 77.* eadem causa, uti etiam annotantur Correctores Romani, & ita sonant: "Sed utrum iuste, an iniuste obliget Pastor, Pastor tamen sententia Gregorii tenenda est: neis, qui subest, & cum iuste forsitan ligatur, ipsam suae obligationis sententiam a sua culpa mercatur; Pastor ergo, vel ab absolute indifferente timent, vel ligare, uti autem, qui sub manu Pastoris est, ligari timent, vel injussu, nec Pastoris sui iudicium temerarie reprehendat: ne est injussu ligatus, ex ipsa sumida reprehensione superbia, culpa, quae non erit, Est."

Hinc manifestum est, S. Gregorium unice velle, ut subditi non temerarie, ne sumida reprehensionis superbia Pastoris sui iudicium reprehendant sive contemnant; sed potius rimant: & verentur, ne forsitan ex sua culpa iudicium hoc merantur.

Non docuit ergo Gregorius, sententiam Pastoris injussu aliquem coram Deo ligare, aut Rem constituit, qui sua culpa non erat ligatus; sed duxerat, quod subditi sententiam Pastoris in ipsos latam temerarie, & sumida superbia reprehendere, vel contemnere, ut injussu non debeant.

Recte itaque notavit S. Hieronymus in *cap. 16. Matthaei* ad illa verba: *Tibi dabo Claves, &c.* quod "hunc locum Episcopi, & Presbyteri non intelligentes, aliquid sibi de Presbyterorum assumptis fecerunt, ut vel damnet innocentem, vel noscos solvere se arbitrentur, cum apud Deum (ait) non sententia Sacerdotum, sed Rem non vicia quæritur."

§. II.

Utrum Censura injussa sit tenenda, seu observanda?

PRæcedenti Paragrapho monimus, quod questio, utrum Censura injussa sit tenenda, vel tenenda sive observanda, intelligi solet de Censura unice injussa ex parte causæ, sive materiae, licet de reliquo, Juxta in prolatione hujus Censuræ servaverit per omnia jura ordinem.

Hanc Censuram extenuis non esse homini Christiano ex fide vivendi rimendam, quod per eam chatam Deo magis Reus aut nocentior constituitur, ibidem probatum est.

At hic quaeritur, nam similis injussa Censura ex parte solius causæ a Judice aequo servato juri ordine pro-

lata, sit tenenda, seu servanda: id est, eorum simili Censura innodatus teneatur ita se gerere exteriori, ac si vera esset hac Censura ligatus, tamen etiam certo scilicet, causam, licet forsitan de Juri jurisdictione probatam, non subesse: aequata certo noverit et ex capite Censuram esse injussuam.

Sicuti Ecclesia non vult, ut quis innocens per Censuram ligetur: ita quoque non vult, ut auctoritas Jucis vilipendatur, vel Clavium potestas, Ecclesiae ejusque Ministris concedita, in contemptum veniat.

Tamen ergo sententia sic injussa nulla sit, & invalida in conscientia, seu foro interiori, & Deus nullius efficaciam cum reputet; tamen Ecclesia julle precepit, ut huic sententiam in foro exteriori valide, etiam in eodem foro eidem obediatur.

Ratio est, quia si in foro exteriori, & publice huic sententiae non obediatur, hæc non obedientia manifeste cedet in contemptum Clavium, & vilipendium Jucis.

Cum enim supponatur, quod Censura ordine juri servato sit lata, neque ejus injussu ex parte causæ habetur sit plane notoria; evidens est, similem Censuram, quæ publice habetur, ut legitime & injussu inflicta, non posse publice contemni sine vilipendio Jucis & Censuram ob solam occultam, & privatam injussu notiam.

Hinc communiter docent Doctores, quod innodatus simili Censura injussa, non tenetur quidem abstinere a perceptione Eucharistiae aliisque actibus ex vi ipsius Censuræ in se reventa injussa, sed vi precepti Ecclesiae, quod harum spiritualium rerum usus prohibetur, idque solum quantum necesse fuerit ad obediendum Ecclesiae precepto, seu Decreto Jucis in PUBLICO, ut loquitur Suarez *disp. 4. sect. 7. num. 14.*

Licet ergo sciatur privatam, quod ipsa sententia sit injussa, utpote prolata ex falsa causa, tamen etiam forsitan in iudicio per falsa, & subornata Jucis fuerit probata, terveta coram Deo, & in conscientia nullum adferat detrimentum, & apud Deum pro nulla reputetur; tamen ob auctoritatem Jucis, & ad vitandam in Ecclesia, & Republicaurbationes, & præcedenda scandala, simili sententia in publico est obediendum: & sic Excommunicatus tenetur se in publico, & foro exteriori tanquam Excommunicatum habere, atque ab exercitiis Excommunicatus interditiis, in publico abstinere.

Hinc & concludunt communiter Doctores, quod hæc sententia, servato juri ordine, prolata obliget, ratione evitandi scandali & contemptus Jucis, ut loco citato multis offendit Suarezius; quatenus Nivarium scribitur, similis sententiam valere parum plus nihil, nisi in foro exteriori propter scandalum propter declarationem.

Et ratione probatur (ait Suarez num. 16.) quia "si scandalum quacunque ratione cesset, & innovetur aliis qualitas sententiae, & hominis innocentia, cessabit obligatio; ergo signum est, rotam hac obligationem esse ratione scandali evitandi."

Monet autem num. 17. nomen scandali hic accipi, non tantum, ut est contra charitatem, sed etiam contra obedientiam Ecclesiae, qui multum derogaretur, si talis Censura publice contemneretur. Et idem hæc Censura sic a legitimo Judice, & in forma juri, licet ex falsa causa prolata, exteriori est valida, ut ob vitandam illud scandalum in foro exteriori revera sit servanda.

Si ergo contra aliquem factum per Jucem competentem, servato in omnibus juri ordine, prolata & debite promulgata sententia Excommunicatiois, indubie huic sententiae publice, & in foro exteriori est standum, & obediendum, donec notoria fuerit ejusdem injussu.

Et quidem cum injussu, & notorietas hujus injussu consistant in facto, impioque contingat, quod sententiam passi sibi persuaderent, sententiam etiam jussuam esse injussuam, & notorietatem esse, quod notiosum non est; hoc non facit, sub prætextu vicijordinis injussu, & notorietatis licitum fiet, sententia Jucis sic in forma juri pronuntiata, & promulgata, propria auctoritate in publico se opponere, sive sententia non obedire.

Sententia quippe publica auctoritate juridice prolata vim suam in foro exteriori, & contentioso obtinet, quoadque legitime, & simili juri ordine servari tractatur, seu injussa pronuntiatur.

Necne

Neque publica tranquillitas resque ordo permittitur, ut privati passim liceat praetereuntes vel notorietatis, publicorum iudiciorum auctoritatem & firmitatem infringere.

Atque hoc est, quod passim tradunt Pragmatici, hodie non admitti *notorietatem facti*; praefertim contra sententias, juris ordine servatas, per legitimos Iudices prolatas; & neminem pateretur similes notorietatis posse lenitatem continere; sed requiri *notorietatem juris*, id est, ut injuria sententiae per Iudicem publica auctoritate declarata fuerit.

§. III.

De remediis ordinariis adversus Censuras injussas.

NOVIT Ecclesia, quod omnis Pontifex ex hominibus assumptus circumdatus sit infirmitate; neque Sacerdotium, tamen in se sanctissimum omnes ad illud assumptos reddat Sanctos, aut humanis passionibus & ignorantia eximat.

Quapropter & novit, etiam in summo Sacerdotio constitutus posse obrepri, & falsa pro veris imponi, aut etiam ipsos posse humana passione, aut cupiditate perventuri & excrucari, ut ita innocentes, ut *inveniri* damnum & persequantur: & e contrario, miosos tanquam innocentes solvant, aut etiam tucantur, & favoribus prosequantur atque extollant.

Quod attendens Augustinus scribit ad Anasilium Episcopum *Epist. 150. num. p. nova Edit. alia 75.* "Nec scibit, ideo nobis non posse subreptis *injussas* commotionibus, quasi *Episcopi sumus*: sed potius cogitamus, inter laicos rotationem nos periculosisime vivere, quia homines sumus."

Et haec quidem scribit Augustinus occasione Anathematismis, quod injussu & temere ab hoc Episcopo iudicabatur inflicturn.

Quis dicere non dubitavit S. Gregorius *Homilia 26. in Evangelia apud Gratianum can. 11. q. 3. Can. 88.* Pierque coningit, ut hic Iudicis locum teneat, cuius ad locum via minime concordat, ac proinde saepe agitur, ut vel damnum immitteret, vel alios ipse ligatos solvat: saepe in solvendo ac ligando subditis sum voluntatis omnis, non censuram merita inquirat. Deploretque suo tempore S. Augustinus Lib. De Vera Religione cap. 6. Divina Providentia permittente, bonis viris per nonnullas nimium turbulencias hominum exasulatum seditionis expelli de Congregatione Ecclesiae: additque, *horum plura esse exempla, quam credi potest.*

Et ipsa Synodus Nicæna *Canone 5.* aperte supponit, posse contingere, ut inordinis Episcopici passione de Ecclesia aliqui immerito & injussu ejiciantur, sive excommunicentur.

Mandat enim, ut examinetur, vel requiratur, non quid vel *passivitate*: (vel ut legit Ildorus, aliqua indignatione) vel contentione, vel aliqua ex modo Episcopi acerbitate (aut juxta Ildonium Dionysii, alia quoque *libet Episcopi vitio*) congregatione pulsus sint (sive juxta Ildorum, excommunicati.)

Ut hoc ergo (aut Canon) *convenientius examinationem accipiat* (sive ut legit Ildorus: *Ut digna hoc possint examinatione perquiri*) recte habere visum est, ut singulis annis in unaquaque Provincia hic Synodi fiant (sive ut legit Ildorus: *Episcoporum Concilium fieri*) ut cum omnes Provincia Episcopi in eandem locum conveniant, *conveniant*, (sive ut legit Dionysius Exiguus: *ut conveniant omnes simul Episcopi Provinciae congregationis*) ejusmodi *questionibus* examinetur: Et sic quae Episcopum offendisse constiterit (aut juxta Dionysium: *Et sic, qui suo peccaverint evidentem Episcopo*: vel secundum Ildori Ildonium: *Ut ita demum hi, qui ab culpa suas Episcoporum suorum offensa meritis contraxerunt*) iuste esse a congregatione separari *quod omnes viderantur* (sive juxta Ildonium Dionysii: *Excommunicati rationabiliter ab omnibus estimantur*.)

Itaque ex Decreto Synodi Nicænae liberum erat, tam Clericis, quam Laicis querelas suas adversus sententias Episcoporum ad Synodum Provinciale bis in anno celebrandam, deferre; & etiam Episcopis ibidem congregatis injussitiam sententiarum exponere, & probare.

Van Espen, Par. Pl.

Haec disciplina in multis posterioribus Conciliis, ac notanter Africanis renovata fuit: aequae fere inconvulsa perseveraverit, quousque stylus fœderis in tribus Ecclesiasticis intravit, & Synodi Episcoposum celebrati deservit.

Sicuti enim eo tempore in ferendis sententiis Excommunicationis, absque Censuris, non sicut ac in ceteris causis Ecclesiasticis stylus Forensis, & Civilis cum omnibus suis formalitatibus servari cepit; sic una quoque invaluit, ut eodem tandem remedium, scilicet appellatio, adversus injussas Censuras sententias, sibi quisque providere, & remedium quaerere deberet.

Ordinarium itaque adversus Censuras injussas hodie remedium est appellatio ad Superiorem.

Si formam interponendam, introducendam, aut proferendam appellatio, aut Iudicem ad quem appellandum est, spectemus, nihil speciale in hac a Censuris indistinctis, aut comminatis appellatio, occurrit.

Verum quoad effectum, non parum differt haec a Censura injussa appellatio ab appellacionibus a sententia definitiva in materia alia.

Primo quod notandum, quod appellatio a sententia definitiva de Jure Canonico solcat habere duplicem effectum.

Per appellacionem enim a definitiva causa principalis a Iudice a quo devolutum & transmissum ad Iudicem ad quem est appellatum, ut hic eandem de novo examinet, Iudicetque, non Juxta a quo recte judicaverit: hique effectus dicitur *devolutivus*, nimirum a devolutione causae ad Iudicem ad quem.

Uterius, per appellacionem a definitiva solet effectus sive executio sententiae per Iudicem a quo pronuntiata suspensio, ita ut ipsa sententia maneat in *suspensione*, nullatenus secum trahat executionem, quando appellatio legitime interposita, & introducta manet in suo vigore: vocaturque effectus *suspensivus*, propter suspensionem sententiae Iudicis a quo, quam appellatio interposita operatur.

Porro illud speciale est in sententia Excommunicationis, & ejusvis Censurae: quod, si haec absolute & simpliciter fuerit lata, appellatio ab ea interposita, habeat quidem effectum *devolutivum*, quia causa ipsa devolvitur ad Iudicem ad quem: sed non habet effectum *suspensivum*, sive appellatio a simili sententia non *suspensio* ejus effectum: sive per similes sententias excommunicatus maneat excommunicatus, & debeat se gerere ut talis, non obstante appellacione interposita, donec per Iudicem ad quem ipsa sententia Iudicis a quo fuerit retractata.

Scribit enim Innocentius III. in cap. 8. *de Officiis Ordinarii*, si excommunicatus ab Episcopo retractat ad Archiepiscopum, hic non potest cum absolvi, nisi prius confiteri, injussu fuisse excommunicatum, addita hac ratione: *Cum Excommunicatus sententia per appellacionem non suspendatur obsequium.*

Quin & in cap. 20. *De Sententia, Excomm. in VI.* scribit de Censuris in generali Bonifacius VIII. *si licet Excommunicatio, sic ab officio, vel ingressu Ecclesiae lata a suspensio, aut ipsius effectus per appellacionem frequentem minime suspendantur.*

Rationem hujus specialis juris expresse Innocentius III. in cap. 33. §. 1. *de Appellat.* quod sententia Excommunicationis executionem secum trahat.

Effectus quoque Excommunicationis est rescissio excommunicati a communione Ecclesiae. Haec autem effectus, sive executionem secum trahit Excommunicationis sententia.

Per ipsam enim sententiam Excommunicationis statim, & in ipso momento, quo lata est, excommunicatus censetur a communione Ecclesiae segregatus, seu rescissus; huncque effectum ipsa sententia per se abique ulteriori Iudicis ministerio operatur: adeo ut pro sententiae executione non requiratur post latam Excommunicationem ullum Iudicis ministerium, seu factam vel Decretum.

In aliis vero sententiis, quae executionem secum non trahunt, pro eorum habenda executione requiritur novum Iudicis Decretum.

Cum ergo per interpositam appellacionem, causa ad Superiorem sit devoluta, & omnis iurisdicchio, & auctoritas Iudicis a quo sit suspensa, non potest hic ulte-

interius hanc causam ejusque executioni se immiscere pendente appellatione: ac proinde sicuti iudicia a quo iurisdictione suspenduntur, ita & executio a iurisdictione habet dependens.

Quapropter si sententia Excommunicationis nondum sit absolute lata, seu inflicta Excommunicatio, appellatio interposita atque effectum devotivum, & suspensivum habebit, uti notant Doctores in cap. 40. *De Appellat.*

Hic enim interrogatus Calixtus III. si quis iudex de promissis sententiam: *Nisi Semper in iura 20. dies satisfecerit, se excommunicatum, vel suspensum, aut interdictum esse cognoscit: & ille, in quem servat sententia modico tempore appellans, ad dictum statum nonne revertitur, utrum ille tali sententia ligetur: aut interpositio appellantis tamen sufficiat? Respondit Pontifex, videtur autem nobis, quod *hujusmodi sententia appellantis effectum debet impedire.**

Hinc concludunt Cancellarii post Glossam, quod appellatio habet effectum suspensivum, quodcumque servat sub conditione: *conditio enim (aut Vvamen- 10. sius in Commentario ad hoc cap.) cum rem suspensam dat, imo facit, ut res pta eo sit, quasi non sit, non potest dici ipsa sententia ea ipsa recitatione se- 10. cum trahere executionem, & proinde appellantis usus pertinet ad utramque effectum, & ut ad Superiores deferantur causa, & effectus sententiae suspendatur.*

Unde fit (alibi idem) ut quae post interpositionem appellantis sunt, integre statim fieri dici debeant, ut est, agere potest, ac si Excommunicatio lata non esset.

Recteque ulterius num. 3. monet quod usque ad hunc effectum appellantis dicitur, ut non tollatur, etiam si *quarta appellantis impio appellatum demonstrat, quod tanquam specialiter in materia Censurarum merito se- 10. cretum esse, ostendit.*

Nec tantum in simili casu sola suspenditur Censura, sed & praeceptum de obligato satisfaciendi sub pena Excommunicationis: atque iunctura: ita ut termino explico, in tali sententia p. ascripta, non solum non incurritur Censura, sed etiam non sit obligatio caecutiendi mandatum: quia appellatio dirigitur in totam sententiam, & consequenter integram sententiam omnemque ejus effectum suspendit.

Cum ergo appellatio a sententia Excommunicationis habeat effectum etiam suspensivum, quodcumque ipsa Excommunicatio secum non trahit suam propriam executionem, ratio per se patet, cur appellatio a Censura duntaxat commota operetur quicquid effectum suspensivum: cum evidens sit, quod Censura nondum lata, seu inflicta, sed tantum commota, secum trahere nequeat ipso facto executionem.

Imo si post interpositionem appellantis a commotione Censurae, iudex a quo pendente appellatio procedit ad pronuntiationem Censurae, Censura erit ipsi iure nulla, uti notat, alius citatis, Fagnanum ad Cap. SUPER EO De Appellat. num. 47.

Idipsum tanquam speciale in hac specie appellationis observat Vvamen in cap. 33. §. 1. *De Appellat.* quod neminem Censura post hanc appellationem inflicta, in tantum fit nulla, uti nec remedia appellantis indiget: quo remedio revocanda sunt, quae post interpositam aliam appellationem attentantur.

Hac autem nullitas Censurae praeterit provenit ex defectu iurisdictionis in iudice eam proferente, ut potest per interpositam appellatorem totalem suspensio.

Cum autem non minus revocatio iudicis legitime interposita suspendat iurisdictionem iudicis recusatam, quam interposita appellatio, etiam Censura lata, pendente revocatione, atque invalida, & nulla sit, ac lata post interdictam appellatorem, eaque pendente.

De remedio extraordinario contra iniustas Censuras per recursum ad Tribunalia Regia.

SI Iudex Ecclesiasticus iuxta regulas ab Ecclesia praescriptas, sive ordine juri in omnibus servato, Censuram inflicat, quam iniustam tamen ex parte casus praetendit laicis in partibus, remedium ordinario, id est appellations, sive recursum ad Iudicem Ecclesiasticum Superiorem sibi providere debet praecedenti, §. dis- 10. cendum est.

At si Iudex Ecclesiasticus, necesse via ordinaria, & ordine a iure praescripto, ad infliccionem Censurae proficiat via facti, ea in oppositionem subditorum abusum, etiam potest adversus hunc extraordinarium, & irregularem modum procedendi, remedium extraordinarium impendi, & contra hanc violentiam protectum Regia implorari.

Nisi enim adeo proprium est Regis officio, quam a potentiorum appellatione, & violentia in iudicibus liberare, etque protectiones suam impetiri. Unde ad Reges & Principes proprie respectu monum illud Jeremie cap. 22. *Facite iudicium & iustitiam, & liberate de oppressum de manu calumniantium.*

Ad quae verba testificatur S. Hieronymus: *ut: Regum officium est proprium, facere iudicium, iustitiam, & liberare de manu calumniantium uti oppressum. Agud Gra- 10. tianum cap. 43. q. 3. Can. 23.*

Unde recte notavit Franciscus Salgado in suo Tractatu De Protectione Regia part. 1. *Principio §. num. 310. Quod cognoscit de violentia, & oppressione subditorum, etiamque defensor & protector non competi- 10. tur Regibus superius privignis Summi Pontifici, sed in iure naturalis instituta, ratione & principio: Naturale officium est, ut, propriumque Regis officium inherens Regimini, a quo avelli non potest.*

Illi enim Deus gladium, ejusque usum commisit, ut perannum timore violentiam maiorem comprimeret, & ab eorum violentia innocentem uti oppressos liberet. *Nam enim, testis Apostolus, sive causa gladium portet, Deus enim minister est: vindicet in ira ei, qui malum agit.*

Cum autem non Laici duntaxat, sed & Ecclesiastici seu Clerici, licet speciatim in sortem Domini vocati, sint membra Reipublicae, Regumque subditi, uniusque delectur hanc Regia protectio, unum tamen ex illis Salgado in eo allegato *Pratid. a. num. 76. Rex (ait) tenet, tam Clericos & Ecclesiasticos, quam Laicos, utri, cum sint pare, membra & civis Reipublicae temporales, quae sub tutela Regis est.*

Quod si hanc violentiam infensus ab ipsismet iudicibus Ecclesiasticis, a quibus contra aliorum iniustitias & violentias protegi debent, tunc vel praecipue ipsi Regia protectio necessaria erit: nam ut recte videtur praefatus Salgado *Pratid. a. num. 102. Ceterum violentia viis, hanc, quae a iudice fit, ut qui est de minoribus, cum a sub securis & superioritatis ac iurisdictionis praetere facillime delibetari possit ad huiusmodi vim infertendano.*

Et nonnullis in huius sui asserti probationem adductis concludit: *Ignavi cum iudicibus tot intolerabiles violentias, & oppressiones lux majoritatis, & iurisdictionis occasione committant, iustissime multo fortius potest Rex illis resistere, & oppressis iniustitiam defensionem praestare, cuius proprium est.*

Indubitanter autem est, Censuram, signante Excommunicationem esse pernam gravissimam, maximeque incommodis subiectam, & consequenter, tam Ecclesiasticos, quam Laicos posse per Censuras iniustas a iudicibus Ecclesiasticis opprimi, & violentias intolerabiles pati.

Non minus proinde adversus has, quam ceteras violentias Regia protectio implorari potest, & eam implorantibus, si de oppressionem consulerit, impetienda est.

Testantur jampidem Didacus Coravivus Episcopus Segovienis *Pratid. q. cap. 35. quod 3. quod in Regia, & Castellana Republica illud observantiss.*

num

nam sit, & his obviet, a tempore, quod mortuum hominum excedit, possit ab his, qui a iudicibus Ecclesiasticis vi & Coarctatione opprimuntur, Regios Auditores & Consiliarios, qui apud Regia Suprema Praetoria litigantibus iura reddunt, omnino adiri, ut vim auferant, & compellant Iudices Ecclesiasticos ab ea inferenda cessare.

Hic vero Forensis iussus (addit idem Autor) non tantum in his Castellanis Regis Hispaniarum Ditionibus, & Principatibus, sed & apud Gallos, aliosque Reipublice Christianae Seculares Principes est eundem receptissimus.

Evidens est, quod Coarctationes hanc recursum ad Iudices Regios fundit in vi & violentia a Iudicibus Ecclesiasticis illatis, permittatque hunc recursum in omnibus casibus, quibus per violentiam, sive Clerici, sive Laici opprimuntur.

Subiungit quidem ibidem Coarctationis exemplum violentiae, qua per Iudicem Ecclesiasticum inferatur, dum interposita appellatione ad Sedem Apostolicam nihilominus ipsi Iudex a quo, spreto hac appellatione, per Censuras executionem suam inferunt, & ita condemnatum & appellatum vi opprimunt.

At ex contextu evidens est, id denotare per modum attempti allegati: ceterum Coarctationem hanc recursum unice fundare in violentia a Iudice Ecclesiastico illata, & per Iudicem Regium tollenda. Unde inter rationes, quibus hoc recursum iustificatur, adducit Gratiano Canones, in quibus dicitur, proprium Officium Regis esse vi appropinquare liberare.

Similiter citatur Salgado De Protectione Regia part. 1. cap. 6. num. 19. notans, quod ad hanc protectionem impetrandam sufficiat sola denegata delatio appellationis sine ulteriori processu, aut attentato rationem subiungit: *Quod ipsa denegatio sit VIOLENTIAE PARS integralis, & principium violentiae sufficienti ad auxilium, & Regium prestatum invocandum.*

Evidens hinc est, quod hic Autor unice hanc recursum fundit in violentia illata. Loquitur quidem hic Autor, ut & Coarctationis, alique Auctores Hispani praecipue, ac nominatim de tollenda violentia a Iudicibus Ecclesiasticis inferri solita per hoc, quod suas sententias post appellationem suspensas, per Censuras vi & facti, sive per violentiam enqui velint: quia haec species violentiae in illis Ditionibus, & Regnis est frequentior.

Ceterum omnes hi Doctores sat ostendunt, recursum ad hunc speciem casum violentiae non restringi: sed generaliter locum habere, ubicunque per Censuras violentas per Iudicem Ecclesiasticum aliquis opprimatur.

Quapropter si Iudex, servato iuris ordine, fuerit reclusus tanquam suspectus, & hac recusatone interposita & pendente, nihilominus ad sententiam procedat, eamque per Censuras vi & facti exequi pratendat, etiam hanc violentiam viam facere recursum ad Iudicem Regium, afferunt dicti Auctores.

Et inter alios Hieronymus Cavallos in Tract. De Cognitione per viam violentiam q. 14. postquam ostendit per recusatorem non locum ac per appellationem suspendi iurisdictionem Iudicis, & consequenter violentiam inferri, si pendente recusatone ulterius per Censuras procedat Iudex, tanquam indubitatum concludit, hanc violentiam praehere recursum ad Regium Senatum, unice in illa violentia fieri fundans: propterea de notat aut. 24. "Quod Iudices Regii in hoc casu habeant causae cognitionem, in recusatōis iura, vel si revocet cum sine hac cognitione articulus violentiae examinari non possit.

Nihil quoque in his, aliusque Oris Christiani Ditionibus ultrius, magisque a tempore immemoriali receptum, quam recursum ad Regia Tribunalia pro obtinenda protectione enota violentiam, & vi facti attentata in materia Ecclesiastica adversus pacificos possessores, aut quasi possessores, perennes contra has violentias, & attentata in sua possessione auctoritate Regia maneat, donec servato iuris ordine iudicatum sit, *San. Eliza, Pars I.*

ipsum iniuste possidere, aique ex iusta causa eius possessione esse turbandum.

"Est manutentio (inquit Iudocus Damhousderus "sumosissimus Jurisconsultus Belgae in Praxi rrem civilium cap. 41.) quidam provisio, imo verius quoddam Principis, vel Consilii sui beneficium, quo aliquem pacificum possessorem, merentem ea ea ejici, aut exturbari, in eadem sua quiete possessione tenet, servat, & quasi manu remota, sua auctoritate tueretur.

Et inquit citatus Covarruvias aut. 3. vers. 6. "Non negamus, loquitur, quod possint Iudices Regii exterritorum tractare causam possessionis, in qua de possessione Beneficii disputetur, ad effectum, ut quietas sit Respublica, & ne fiat alicuius iniuria & violentia, aut indebitae possessione, quam retinet, spoletur.

Itaque, nec manutentio ad aliud tendit, nisi ad violentiam tollendam, aut impediendam.

Hinc recte testatur Matthaeus de Afflicis Decisione 24. in hoc iudicio possessionis potius agi de defensione etragiudiciali, quam de iudiciali ordinaria cognitione: "Quia (ait) tantum id agitur, quod quis retineatur ad possessa: quia inique & per violentiam fuit (positus) a Iudice Ecclesiastico.

Si igitur Iudex Ecclesiasticus violentas sive vi facti, praetermissis omni iuris ordine, Clericum turbet per Censuras in possessione, aut quasi possessione pacifica sui Beneficii, aut exterritorio fundum illam annexam, indubit hanc violentiam recursum ad Senatum Regium viam aperit, & pacificus possessor per Regium manutentiam contra hanc violentiam, in sua possessione protegi, seu manutentio possit.

Hic igitur recursum ad Regiam auctoritatem funditur in violentia, & oppressione per Regem tollenda, seu compingenda, undeque hanc violentiam, vel oppressionem occurrat.

Refert Josephus Sese Doctor Jura in suo Tractatu de Inhibitionibus & Excommunicatione privilegia cap. 54. n. 1. quod super iustitia liquet recursum ad Regia Tribunalia pro compingenda violentas iudicem Ecclesiasticum, "constitit facere multi Doctissimi Viti, tam Theologi, quam Jurisperiti in hoc Regno At. ragonie, quorum Responsa (ait) ipse vidit, legi & maxime notari, & omnes illi uno ore & lingua facerent, & maxime auctoritatem fundam relinquunt, hoc recursum licite interponi ad effectum, tanquam ad tollendam violentiam. Et hoc inferentes, eos, qui infra postea limites recursum fecerint ad Iudices Seculares pro manutentio sui possessionis, nullas incurrere Censuras, cum id fiat ad nudum auxilium denotatur, pro tollenda violentia, quod de jure naturalis permittitur est, immutabile, & perpetuum.

Et quidem hinc in Provinciis a tempore immemoriali adversus violentias, ac ligantes per Ecclesiasticas Censuras subditas illatas, fuisse usitatum huic recursum ad Senatum Regium; nec illum sine summo subditorum detrimento tolli posse, monuerunt Regia Consilia, dum de publicandis Conciliis Traditionis reformationis articulis tractaretur, uti ex infra dicendis patet.

In hoc quippe iudicio possessionis, seu manutentio, duo a Iudicibus inquiruntur, scilicet pacifica possessio supplicantis, pro manutentio, sive protectione Regia, & violentia, seu turbatio facti in hac possessione: de quibus Senatus summarie consistere debet, priusquam literas manutentio concedat.

S. V.

Judices Regii admittentes recursum contra iniustas Censuras, duntaxat significat de violentia illata.

Cum potestas ferendi Censuras dependat a potestate Clavium, quae a Christo Ecclesiae, ejusque Missis concedita est, indubitatum est, Laicos hanc potestatem non competere: sed ejus usum, & executionem praes Episcopos, & Iudices Ecclesiasticos pieco jure relidere: hisque proprie jure esse, de sufficientia & iustitia Censurarum cognoscere & judicare.

Quapropter Judices Regii fuerint sine jurisdictione egredierentur; itaqueque in alienum metum inciderent, si ipsi exercitum Clavium ligando, vel solvendo, assumerent; vel de ipsa Censurarum justitia, seu casuum sufficienter vellet per recursum ad sua tribunalia judicare.

Id & uno consensu fatentur Auctores pro Regia auctoritate sollemniter, & ex professo recursum hunc contra Censuras Ecclesiasticas ad Regia Auditoria propugnantes, nempe Judices Regios non cognoscere de justitia, aut ipsius Censurarum, aut causa principalis, sed de vi, & de violentia, seu opprobrio.

Atque inter alios sacra citant Convenerunt Praet. cap. 35. num. 3 postquam recitit iura Regionum Hispaniae circa iurisdictionem ad Tribunalia Regia, ob recursum delationem appellationis interpositae, expressit monuit, "quod Consilium Regii non cognoscere de justitia appellationis ad Summum Pontificem deferenda, ad hoc ut ab ipsa sententia confirmetur vel revocetur; sed tantum ad hoc, ut tollatur VIS ILLA, quae a Iudice Ecclesiastico iniustitiam suae appellati, dum rursus Censuras Iudex pro executione sententiae, quae nondum iterum in rem iustitiam, pendente appellatione ad Summum Pontificem, opprimit."

Vetus loquitur Salgado De Protec. Regia part. 1, cap. 1. praefat. 5. num. 194. Judex Regius duntaxat cognoscit de violentia, ut ubi de illa consistit, auctoritate Regia vim propositae, propositae, oppressum sublevari, & "Ecclesiasticum quodcumque deducat ad viam justitiae, & tramites legimos, deletaque appellationis iustitiae."

Et num. 300. ex Martino Navarre addit, quod Judices Regii pronunciant per modum civile, scilicet Iudicem Ecclesiasticum vim fieri, vel non fieri, in eo quod appellationis patris non denotent, non autem pronunciant, quod Iudex Ecclesiasticus patre aut iniuste procedat.

Similiter Theologus & Jurisperitus, qui auctores hunc ad Regia Tribunalia probantur recursum (inter Doctores Sese Paragrapho praecedenti citantur) "dicunt conclusionem, fundamentum violentiae id solum consistit, & inducere, ut scilicet Iudicis secularis sum tollat extrajudicialiter per modum extraordinarium, & charitativae defensionis, aliqui tamen cognitione adhibita circa violentiam, non autem iudicialiter ordinatae, via sequuntur, "quod scilicet venietur a iustitiam, vel iniustitiam causae principalis, de qua Iudex Regius cognoscere, vel iudicare non potest."

Id plurimis ex omni natione citans Auditoribus confirmat loco citato Salgado, monuit, in principio dicti Praetuli quoniam, quod hoc "in casu, seu potius ex causa fortissima, fuit, quae totum hunc recursum pendens, omni, vultus, essentia requiescit, siquidem totius contradictionis, iudicium seu argumentationis fortissimum est, etiam si per poenitentiam, impenitabile, & valida residentia, "dec. nimirum, quod in hoc recurso duntaxat petatur Regia protectio adversus violentiam & oppressionem; & quod Iudex Regius non praetendat cognoscere nisi de violentia, etiamque, ubi de ea consistit, mediis convenientibus tollat, & oppressum sublevari, & ab oppresso liberare."

Idemque jurisprudentem advenit prius ille ac doctus Universitatis Parisiensis Cancellarius Joannes Gerfonius in Tractatu cuiuslibet: Circa materiam Excommunicationis Regulae, ubi Consideratione 9. exprimit in primis casus aliquos, quibus sine coarctatione Clavium non obediunt Excommunicationibus a Papa promulgatis, ut deinde Consideratione 10. subiungit: "Contemptus Clavium etiam in eo consistit apud illos, quod nemo obediunt sententiae Excommunicationum pronuntiat per Papam, sed etiam non est iudicium apud illos, qui per poenitentiam secularem adversus tales praetensas sententias tunc se procurant: Lex enim naturalis dicitur, ut possit via vi repelli, constat autem quod tales Excommunicationes non debent dici potest, sed de violentia, contra quam fas habet homo, vel amicus se tueri."

Manifestum igitur est, quod Gerfonius hunc recursum habet in eo de violentia per potestatem secularem tollenda.

Ex his patet, quod Iudex Regius inter hos limites consistendo, non erigat se in Iudicem iustitiae, vel iniustitiae Censurarum, aut sententiarum Ecclesiasticarum; sed duntaxat cognoscere intendat, num violentia, seu oppressio interveniat.

Pateat, si a sententia Iudicis Ecclesiastici fuerit appellatum ad Summum Pontificem Iudex autem a quo resultat hinc appellationis deferre, & non obstante interposita appellatione, per Censuras Ecclesiasticas executionem suae sententiae urgere: Appellatum autem recurrit ad Senatum Regium, praetendens per hanc recusatam delationem appellationis, & iniustitiae, aut comminatur Censuras pro executione sententiae, sive fieri violentiam: Senatus Regius non cognoscere de iustitia, vel iniustitia sententiae, a qua appellatum; aut utrum confirmari, vel infirmari debeat, sed tantum an appellatio debeat ac legitime fuerit interposita: ita ut iuxta Canonice Sanctiones, & alium tractatum, appellationis effectus deferendum; & si consequenter utrum Iudex a quo non deferendo, sed per Censuras executionem urgendo, vim inferat.

Similiter si Praetatus Pastorem, vel Canonicum a sua Beneficio, vel functionibus eidem annexis per Censuras suspendat, aut interdicat; si sic suspendat, aut interdicat occurrat ad Senatum Regium pro maintenance in possessione, seu quasi possessione sui Beneficii & functionum ei annexarum, contendens se per hanc Censuram opprimi, & in Beneficio, vel exercitio functionum eidem annexarum sua fuisse, seu per violentiam turbatum; Iudex Regius non mandat Praetati, aut Iudici Ecclesiastico, ut eorum ipsi declarent causas iniustitiae Censurae, ad cognoscendum & iudicandum, num fuerit iusta & sufficienter causa ad infirmandum huiusmodi Censuram: sed solum Iudex Regius cognoscit, utrum, praetermissis iuris ordinibus, sua fuisse Iudex ad Censuram prohiberi: atque ita violentiam intulerit, quae recursum ad Senatum Regium viam parat.

Hanc si videt intervenisse, tunc Iudex Regius appellatum, sive in sui possessione sua fuisse violentiam turbatum proteget, & in praesentia sua pacifica possessione manutenere debet.

Si autem ostendatur, nihil violentiae incurrisse, sed per omnia, servato iuris ordine, Iudicem Ecclesiasticum in ferenda Censura praesensse, tunc Iudex Regius se non immiscet, sed suspensum ad Iudicem Ecclesiasticum remittit, ut si sententiam iniustam protendat, remedium ordinario appellationis, aut quare apud Iudicem appellationem trahat. Nolit enim expone hunc recursum impedimentum Praetati, aut Iudicis Ecclesiastici procedere, etiam per Curiam, contra suos subditos in materia morum, aut Doctrinae, sed potius per hunc recursum providere, ac sub praetextu, siue pallio correctionis per vim fuisse, seu per violentiam, neglecto iuris ordine, subire sua Laici, seu Ecclesiastici opprimantur, & e pacifica sua possessione ejiciantur, prosequam servato iuris ordine probatum sit, ipsos cum piam meruisse.

Neque mens Ecclesiae unquam fuit, ut Praetati, licet Episcopali auctoritate insigniti, neglecto ordine a iure praescripto, pro suo arbitrio de qua fuisse contra loca Clericos procederent.

Non enim ignoravit, omni tempore reperi Praetatos; de quibus Concilium Hispaniae II. Canon 6. "Multi sunt, qui indiscutibiles potestate tyrannica, non auctoritate Canonica damnant; & sicut novissimis gratiae favore submittit ita quodammodo obviatque perniciem humilium."

Quare Concilium hoc inhaerendo discipline. Titus ita ait, statuit: "ut iuxta praesentem Patrum sententiam nullus sine Concilii examine deiecit quolibet Praetati, hyerum, vel Diaconum audeat." Apud Gratianum canon 15. qu. 7. Can. 1.

Abbi ergo, ut Principes Christiani, eorumque Senatus, attentius impediunt Episcopos, aliove Praetatos & Iudices Ecclesiasticos data sibi a Christo auctoritate ligandi, & solvendi libere uti, dum hoc potestate iuxta Regulas Evangelicas & Ecclesiasticas Sanctiones in edificationem, & salutem populi sibi commissi utantur.

At si sub praetextu Religionis, & auctoritatis illius subditos opprimant, & ea sua possessionibus violentem, ac via fuisse turbent, & Republicam inquietent; Re-

exprimantur, ante Jura Provinciarum inveniuntur, & in Republica tuncque, tunc alio temore uti solent Jura Regii, notantur in Hispania.

Salgado in Tractatu De Supplicat. ad Synod. parte 1. cap. 24. num. 32. & 33. enumerat nullitates Excommunicationis ex variis titulis scilicet, scribit, quod in omnibus his causis sententia non tollendo, & taliter oppositis occurrendo retinetur Litteras Moniales & Censuras tangentes, lapsus acriter facit iudicium Tabellionum has intimationes facientium, atque eos, & omnes participes, & agentes severè puniat, Clericos, extraneos ab hoc Regno declarat, eorum temporalitates occupat, Laycosque gravibus poenis afficit, atque partem ipsam, quæ attulit Excommunicationem, vel Declinationem, vel Censuram, etiam in forma prohibente, in prædictis casibus, aut ea carentes, ad causam compellit omni juris rigore, ut sua expensis adferat abolitionem Excommunicatorum, etiam nulliter, ad causam.

Et num. 36. refert ex Henrico Theologo Societatis Jesu, quod generaliter in omnibus causis, in quibus visum fuerit committitur per Judicem, vel Executorem Romanæ Curie excommunicando potestatem, & in his potestatem non repetitur Juxta ipse qui absolvat, tunc Senatus Regius compellit partem vel eas factores, ut suis expensis adferat dictam Absolutionem a Romana Curia vel aliunde.

Interdum (sic idem Salgado n. 37. & 38.) lata Romæ sententia eadem rima, a Jure Ecclesiastico solemniter processu, mittitur Executori in Hispaniam, & interdum Executoriales continentur violentiam, &c. & intimationes Censuras, ut mittat in possessionem, qui mitti non debet: si de violentia sumitur confusio, tunc Judices Regii (qui Jures Apostolicos etiam signantur) tertionum degeant tunc ut compellere non possint, ut subacta violentia, suspendant executionem) comprehendendi jubent Executionem injunctam, & reponi quidquid ab illis in necesse factum, si in attentum est compelluntque, si Executor mizer sit, cum aliqua cognitione causæ, ut ipse absolvat reponatque antiquitatem, & debeat appellations aut supplicationis, aut certe, ut ipse qui mizer est Excom. respectu prioris sententiae, suis expensis procuret plenam absolutionem hominis, &c.

Hanc recursum in Gallia jampridem fuisse receptissimum, atque etiamnum post Concilium Tridentinum hactenus perseverasse, notorum est, & tanquam assuetus liberarius Ecclesie Gallicane late adhibuit per Urbem in Probationibus dictarum Libertatum tem. 1. cap. 3.

§. VII.

Qualiter subinde Censura palam in foro externo servanda non sint.

Quæstionem est supra §. 1. quod sententia Excommunicationis impulsæ ex parte materis seu causæ, non sit revocanda catenus, quasi per illam quis vere constituatur Reus, aut revera ligetur coram Deo; ramentis ipse per peccatum scriptum non ligaverit, aut Reum fecerit.

Una tamen notavimus, quod si hæc sententia informis Ecclesie sive servata juris ordine sit prolata, eam in foro externo esse servandam, quoad usque ipsa injuncta sententia palam innovetur, & sic declarata ne alias non obediendo sententiæ, clavium contemptum appareat, & scandalum detur his, qui injunctam ignorant.

At si sententia Excommunicationis, aliterque Censuræ a Jure incompetente, aut neglecto essentiali ordine judicii fuerit lata; injunctaque aut nullitas adeo sit notoria, ut scandalum ex contemptu potestatis Censuræ, sive non-observantia non sit timendum, tunc Censuram ipsammodi nequidem in foro externo servandam esse, sed tanquam nullam, & invalidam posse contemni, ubi consensu tradunt tam Theologi, quam Canonici.

Ex quidem Navar. de hæc Censura tractans Suarezus de Censuris disp. 2. §. 7. m. 6. ait: Si scandalum qua-

enque ratione esset, & innovetur aliis qualitas sententiæ, cessat obligatio.

Applicat hanc distinctionem, imet sententiam Excommunicationis valide latam, servata juris ordine, sed injunctam ex parte materis, & sententiam a Jure invalide, observavit sententiam Gandensis in c. 78. Concordat Evangel. De sententia enim a Jure valide, sed tamen injuste ob defectum causæ lata, dicit, eam extenuari sententiam, quod se Excommunicationem eadem parere debet in foro externo, ne auctoritatem Ecclesiasticam contemere se videatur, & ita scandalum daret. Atque ob id (ait) ut circa scandalum possit non parere injunctam sententiam Excommunicationis, debet canonice probare injunctam Excommunicationis contra se latam: quam antiquam probare possit, debet a Superioribus humiliter Absolutionem petere.

Deinde transit ad alias causas, dicens: Nisi in illis casibus, in quibus talis est error ex parte sententiæ, qui sententiam non inotum injunctam, sed etiam facit esse nullam, ut cum sentit ab eo, qui in ipsam non habet auctoritatem, videlicet a Jure non suo, vel a Jure Excommunicato, vel cum lata est post applicationem legitime interpositam, vel cum in forma Excommunicationis fuerit interdicta erroris exceptio, quædam, quædamque in c. PER TUAS & De Senec. Excommunicat. quævis ibi tantum duo posterius excipiuntur.

In tribus enim illis potissimum casibus (pergit idem Auctor) sententia Excommunicationis non solum est invalida, sed etiam nulla: in aliis autem casibus, etiam si sit injusta, est tamen aliqua, & ideo antiquam aliquid debet admitti ad probationem ipsius Excommunicationis, gratiam absolutionis impiorum debet: Ne, ut dicitur in citato capitulo, sententiam Ecclesiasticam contemere videatur, & per hoc amplius ex suo contemptu ligatur.

Similiter magnus ille Universitatis Parisiensis Cancellarius Joannes Gersonius in tract. cui titulus: Circa materiam Excommunicationis Repletis, obligationem observandi Excommunicationem injunctam fundari asserit in scandalo apparente contemptum Clavium timendo, ideoque & sententiam Excommunicationis injunctam extenuari posse, dum scandalum periculum cessat.

Postquam enim Consideratione 3. notavit, contemptum clavium intervenire posse directe vel casualiter, vel dumtaxat implicite, subjungit Consideratione 4. contemptum necesse modorum prædictorum dicendum esse intervenire contra præceptum aliquod Prælatorum, quando manifeste sit de materia Prælatorum abutitur in hujusmodi præcepto clavium potestate, & hoc dum sit & cognoscitur ille, qui non obediit, nec aliunde generat in se vel in aliis scandalum contemptum clavium. Quoniam in hoc talis non est inobediens clavium potestati, sed cetero clavium abusus.

Hinc ulterius inferi Consideratione 9. Contemptus clavium non incurretur in malis casibus, quibus Papa mandare non obediatur, dum scilicet abutitur eius ministerio & scandalosissime potestate sua in destructionem, non in edificationem.

Exemplum (ait) si Papa vellet thesuros Ecclesiarum dissipare, aut hereditates usurpare, aut in servitium abjectam Clericis cum suis bonis redigere, & juribus suis spoliare sine causa: Quis diceret, illa debere tolerari? Quis non censere, posse dici Papæ, cur ita facis? Quis non asserit in facie ipsi resistendum?

Recteque vocat Consideratione 5. Quod contemptus clavium magis invenitur quoad culpam in Prælatu, taliter, ut præmittitur, abutente sua potestate, quam in non obediens.

Quin & concludit: Est quandoque injuriam & hominem Ecclesie potestati, quod tali Prælatu in faciem resistit, ut Paulus Petro.

Neque d' sunt exempla etiam vireorum Sanctorum, quorum sanctitatem pluribus miraculis, etiam post mortem Deus manifestavit, qui Censuras, etiam Papales, ob injunctam notorietatem contempserunt, atque palam resistendum præparant.

Quomodo publice, cum scripto, tum verbo adversus Romanæ Ecclesie exactiones, & Apostolicas Ecclesiasticorum Beneficiorum Reservaciones dum olim recalcitra-

verit

veris Robertus Lincolnienſis Epifcopus; nec non ob hanc reſtitutionem, *Excommunicationem* in ſe latam palam ut injuſtum contempſit, imo cum cæcocommunicatus eſſet ab Innocentio Quarto, ipſe eundem Innocentium Pontificem appellavit ac evocavit ad Divinum Tribunal, late deſcribit illius atatis Hiſtoricus Matthæus Pariſienſis ad annum 1233. & 1234. qui & addit, evocationem hanc poſt habuiſſe effectum, atque Innocentium paulo poſt reverſa ad Divinum Tribunal fuiſſe evocatum: Robertum autem tunc in vita, tum poſt mortem multis clariſſe miraculis.

Quod & obſervat Chriſtiſſimus Lupus tom. 3. Schol. in Canonibus pag. 371. reſcribit ex Henrico Cuythrono, quod *hæc de conſa, quævis Robertus perſpicuis fulgore miraculis, non eſt permiſſus canonizari.*

Reſert enim Lupus loco citato ex Matthæo Pariſienſi ad annum 1237. & 1238. ¶ Etiam Sevalvum Eboracenſem Archiepiſcopum eadem de cauſa cæcocommunicatum ab Alexandro IV. appellat item ad Divinum Juſdicium, & tanquam Martyrem in ipſo mortis leſto mitaſculis coruſcalis.

De hoc enim Sevalvo Archiepiſcopo Eboracenſi reſert citatus Matthæus ad annum 1237. pag. 956. quod *eo tempore aggravavit manum ſuam Papa Alexander IV. (in Archiepiſcopum Eboracenſem Sevalvum) juſtiſque eum (air) cum ignominia nimis in tota Anglia excommunicationis accenſis candelis & pūſatis campanis, ut tali terrore ac tanto ſuam conſtantiam cretaret. Ipſe tamen Archiepiſcopus, exemplo R. Thomæ Martyris, & exemplo & doctrina R. Edmundi, quondam Magiſtri ſui, informatus, nec non R. Roberti Epifcopi Lincolnienſis ſiſtente eruditus de folio calius mittendo minime deſperavit, omnem Papalem tyrannidem ſuſtinendo. Nec omnes Eccleſiæ ſux reſuras tranſalpini indignis, & incognis conſerre velbat, nec caravit voluntari Papæ, relicto juri vigore, mulchieret obediæ vel inclinari. Quapropter quanto magis præcipiente Papa mulchieretur, tanto plus a populo benedicebatur, tacite tamen, propter metum Romanæ*

Papæ. Cum nec his conſtantia Sevalvi cretaretur, ultieris aggravavit manum ſuper eum Dominus Papa, & deſervata eſt eiſdem quod ſiculum conſidio, & quoad Dominum meliorata. ¶ Perit enim alia ſcandala multa præcedentia, jam auſertur *ex eo* ab eo, quam conſecutus Clericus prius ante ipſum bajulare. Remis tamē adhuc *græſa ſtillare* ſed, & indignis barbaris opima Beneficia Eccleſiæ ſux, quaſi margaritas poſitis imo ſpurcis diſtribere.

Hæc præteritus Hiſtoricus ad annum 1238. pag. 964. addiſque pag. 969. Archiepiſcopum Eboracenſem morte indante, ita ſibi Chriſtum obediſſe fuiſſe: *Novit inſolubile examen tuum, quam Papa, quem ſupra Eccleſiam tuam conſtituiſſi gubernandam, meam mulchieret fatigavi innocenter, pro eo, ut Deus ſci, & mandat non ignoſcat, quod indignos prius & ignotos nolui admittere ad regimen Eccleſiarum, mihi licet indigno, a Te commiſſum.*

Hæc eſt de quo, teſte eodem Hiſtorico, vaſcinatus erat B. Edmundus Cantuarienſis Archiepiſcopus: *Sevalvo, Sevalvo, Martyr ab hoc ſeculo tranſmigrabis, ferro, vel ſalem gravibus, & inſupportabilibus tribulationibus impetius & cruciatibus.*

Indubie in ſimilibus caſibus Viri Sancti, ac notanter Epifcopi, quibus Eccleſiarum ſuarum deſenſio & conſervatio præcipue concedenda eſt, novitate & impendunt, quod in citato traſſato dicit Gerſonius *Conſideratione* 12. Veritas eſt, quod omnis via favorabilis, & humilis tenenda eſt cum Summo Pontifice, dum male inſormetur ſerſe per vel ſuaſionibus ſententiam, quod deſiſtat, & reformet, ſed ſi nihil profuſe humilis ſcandaliſtat, atque pūda eſt veritas & animula libertas. ¶ Tamen ad in primis licet Roberti Lincolnienſis Epifcopi ad Innocentium IV. Papam apud citatum Matthæum Pariſienſem ad annum 1233. pag. 870.

In his enim ſuar. erga Sceler. Apoſtolicam oſtendit reſervatam & ſubmiſſionem. ¶ Novit (inquunt) Dicere tu, veſtra, quod mandatis Apoſtolicis obſervare ſiſtali devotè & reverenter obediſ. Iſ quoque quæ mandatis Apoſtolicis adverſantur, paternum zelus honorem & adverſor & obſid. Ad utrumque enim reſcor ex Divino Mandato.

Dein ſcribit, Apoſtolicam mandata nec eſſe, nec poſſe alia, quam Apoſtolorum doctrinæ, & ipſius Domini Jeſu Chriſti conſona & conſortia.

Poſt hæc exponit, quod literarum tenor (quæ Innocentius ad ipſum, & alios Angliæ Epifcopos frequenter dederat de faciendis Beneficiorum proviſionibus quibſdam Clericis noſtris ſiſtis ne idiomæ quidam Anglicanæ calenſibus) non ſit *Apoſtolicæ Sanctiſſimæ conſona, ſed obſcuræ plurimum & diſcrep.* Hanc diſſonantiam pleribus in his literis exponit. Primo, multis inveniunt in clauſulam, non obſervans, in literis & mandatis Papalibus expreſſam.

Secundo exponit, quam *adhibile, abominabile & deſpectibile ſit*, miſſeris Eccleſiaſtica ad diverſendas, & ſalvandas animas inſtituta, committere indignis, qui in poſſeſſate cura Paſtorali conſtituti, de laſſis, & ſana evam Chriſti viciſſandorum, & ſalvandorum Paſtoraliſ officii, & miſſeris ſalarum comparant, debita non adminiſtrant. Iſta enim miſſerisiorum Paſtorum non adminiſtratis, & ſcripturæ ſiſtimum evam ſciſſo & perdoſo.

Poſtquam autem pluriſibus expoſuit, hæc plane Divinis Præceptis contrariis, ita concludit: *Breviter autem recolligens dico, Apoſtolicæ Sedis vanitas non poſſe niſi qui in diſſicationem ſunt, & non deſtructionem.* Hæc eſt enim poſſeſſatione, omnia poſſe in ſiſticationem. Hæc autem, quæ vocantur Proviſiones, non ſunt in diſſicationem, ſed in maniſiſſimam deſtructionem. Non igitur eas poſſe Sedis Apoſtolicæ accepiat, quia caro & ſanguis, quæ Regnum Dei non poſſident, eas revelant, & non Patet D. N. Jeſu Chriſti, qui eſt in Cælis.

Similiter Sevalvum Archiepiſcopum Eboracenſis, humiliter in ſcripſo ſuo, & inſanſer ſicut memoratus Epifcopus Lincolnienſis Rubenſerſet, petuit (ab Alexandro IV.) ut conſueſta tyrannidem temperaret, humiliter Sandorum Prædeceſſorum ſequendo, *ut ſcribit dictus Matthæus Pariſienſis ad annum 1238. pag. 969.*

¶ Ut autem horum Sandorum & Apoſtolicorum Viſitator nihil prodeſſet humilis ſedulitas, accipiendum cenſentur ſiſtem & animolam libertatem.

Verum hæc notandum eſt, quod frequenſius nullitas, & invaliditas hæc Cenſurarum palam ſe maniſeſta in Cenſuris generalibus, & laſa ſententia, quaſi Judices Eccleſiaſtiſ & Coriales ſuis Decretis & Ordinationibus, quaſi de ſiſto inſerere conſueverunt.

Harum enim nullitas ac invaliditas frequenter, tam ex parte materiæ, quam ex deſectu Juſdiſdictionis legiſſime in preſente, nec non deſect publicationis & receptionis, adeo memoria eſt, & ab omnibus agnita, ut eas, vi Decretorum, quibus annexæ ſunt, pati vel timere, eſſet *affinſa patientia, & timor ſuperius & faciat*, uti loquitur Gerſonius *Conſid.* 7.

Quin ſi ſimiles Cenſuræ committantur, & Decretis paſſim inſeri ſolent, eſſe timenda, facile per Prælatos indoceretur quodam ſerviſſiſſimo populum, quem admodum ſcſſet ſapius citatus Gerſonius diſſa *Conſideratione* 7.

Verum eſt, quod non deſini, nec jam pridem deſerent adulatores, qui huiſmodi præſentem a Papa clæſe Commiſſariis committant, aut ipſo jure inſiſſa Cenſuras ſine exceptione eſſe timendas, populo perſuadeſe hædem, palam aduſerent tamquam Eccleſiaſtica potestatis contemptores, & Prælatis ſcſſantur Pontifici, ac Sedis Apoſtolicæ Rebelles, qui verbo & opere oſtendunt, ſe ſimiles Cenſuras non timere.

At, ſi attentius expendantur motiva, quibus plures huiſmodi Cenſurarum Prælatorum auctoritatis ita qualitate ſua Decreta pro manuteneſſis aut aſſerend præſentia ſuis juriſus faciliſ & equi poſſiſſent non obſe.

Probe enim inſtelligunt, Prælatos ſummopere deſiderare, ut apud populum magna ſit harum Cenſurarum ideæ; populoque perſuſum ſit, Cenſuras multam eſſe timendas, nec de earum validitate, & juſtitia anxie eſſe inquirendam, ſed ſimpliciſ & humiliter pro juſſa Cenſuram eſſe præſumendum, ſiſque eorum obedienciam præſtandam.

Quo enim major eſt populi de his Cenſuris ideæ, eo major quoque eſt apud populum Prælatorum auctoritatis ita qualitate ſua Decreta pro manuteneſſis aut aſſerend præſentia ſuis juriſus faciliſ & equi poſſiſſent non obſe.

Notat praeterea in citata Concordia c. 98. quod apud Synagoga fieri, et apud Judaeos esse aliquid interdicti commercio & consuetudine temporum Judaeorum, ut non liceret ei ingredi cum reliquis Synagoga aut Templum, & omnino alienum esse ab omni Judaeorum congregatione, quod apud Judaeos sanctorum ignominia habebatur, quomodo apud Christianos habetur Excommunicationis.

Et revera docet Sacrae Textus, quod praeterea Judaei erubescunt Christum & veritatem palam confiteri, ob amicum hujus & Synagoga ejjectionis live Excommunicationis.

Da parentibus Ceteri nati, cujus Christus oculos aperuerat, legitur Joan. 9. quod interrogati a Phariseis, quomodo nunc videret, auctoritas & imperio faceret Christum filio ipsorum oculis aperuisse; sed respondit: Quomodo autem nunc videret, nescimus, aut quis quis aperuit oculos, nos nescimus, ipsum interrogare, statim habetis, respondit se loquatur.

Ratio occultatae veritatis, & negativae responsi solentur: Hae dicunt parentes, quoniam timebant Judaeos. Jam enim confiterentur Judaeis, ut si quis cum confiteretur esse Christum, EXTRA SYNAGOGAM FILI RETI propriis parentibus ejus dicerent: Eadem habet, ipsum interrogat.

Nec tantum homines pauperes & vulgares metu hujus ad Synagoga ejjectionis, a Christi confessione retraherentur, sed tanta erat ipsius ejjectionis ignominia, & Judaeorum, ac notante Phariseorum (qui majore in Christum odio erant animati) auctoritas apud populum, ut etiam Principes ea metu illius, Christum, licet in illum crederent, palam confiteri audebant.

Tedatur enim Sacrae Textus Joan. 12. vers. 38. Quoniam ex Principibus multi crederant in eum, id est, Christum esse Messiam corde credebant, miraculorum magnitudine & multitudine convinci, sed propter Phariseos non confitebantur, ut & Synagoga non ficeretur, inquit Sacrae Textus. Hoc est, metu Phariseorum palam Christum tanquam Messiam confiteri & agnoscere non audebant, ne ab illis, vel per illorum importunam sollicitudinem a Synagoga ejicerentur.

Scribit enim Irenaeus fuisse Phariseorum apud Judaeos auctoritatem, ut etiam Principibus ejus formidabili, uti & Josephus testatur.

Præterea notum est, Phariseos pro omnibus Christo fuisse inimicos & adversarios, eo quod eorum hypocritismum & avaritiam palam coram populo detegere; cum ipsi & contrario essent toti intenti, ut per reliquos apud populum repararentur sanctiores & Legis Moisaicae defensores, zelatores, & eruditores.

Adde autem Evangelistam causam, quanta hic Principes moverent (ait citatus Janfenius ad c. 114. Concord. Evang.) fieri Apo-synagoga, hoc est, acommunicationis, & ejici a Synagoga: Quia (ait) dilexerat magis gloriam hominum, hoc est, gloriam apud homines, quam gloriam Dei, id est, gloriam apud Deum, & quae Deo obiectetur. Sicut enim ignominiosum apud homines judicabatur, (pergit Janfenius) ejici a Synagoga, in a gloriosum in Synagoga versari, maxime ubi qui cum essent Principes, in Synagoga honorabantur, & primas obtinebant Cathedras. Hanc ergo gloriam, quam non solum admittabant, sed etiam multum diligebant, ne amitterent, confitari, quod credebant, meruerunt.

Unde merito observat hic Auctor: "Es hoc loco dicendum, quam nova res sit, humanae gloriae appetitus, ut qui quotidie cum multis in Christianis essent, quo minus Christum, hoc est, veritatem, quam noverunt, ore & opere confiteantur."

Cum non minore infamiam, aliisque temporalis incommoda secum trahat Excommunicationis hodie apud Christianos, quam olim apud Judaeos ultimas a Synagoga ejjectionis, non mirum, si modo inter Christianos reputantur exemplarum, qui ex metu incurrendae Excommunicationis alterius veritatem, Christum, hoc est, veritatem, quam noverunt, ore & opere confiteri erubescunt: vel etiam mendacis hominum tamen insinuatione, & Dei ordinationi contrarii, non Censuram incurant, obediunt.

Qui vel precipue ac per alios hinc tentationis apponunt Ecclesiasticis, ut ipsa qui per ceteros vident, & expeditis incommodis Ecclesiasticarum Censurarum, puta Suspensionis, aut Interdictionis ab Officio aut Beneficio.

Van Espen, Part. II.

Et cum hodie Dignitates, Officia & Beneficia Ecclesiastica, quae & ministeria & munia Ecclesiae non raro ob gloriam humanam, & commodam temporariam quaerantur, ac appetantur, quid mirum, quod & hodie plurimi praemetu Censurarum caeco modo obsecundent, voluntas ac placitis eorum, qui sunt potentia & auctoritate valere apud Superiores; & resolverent non secus ac olim Pharisei, ejicere a Synagoga, live a Dignitatibus, Beneficiis ministeriis Ecclesiasticis ejicere, aut omissis private, vel ab illis saltem suspendere, qui obediunt remor, aut Christum, hoc est, veritatem sub adversam, publice confiteantur & propagant.

Quare & indubitatum est, inter persecutiones a Christo Apostolis, & in ipsa omnia Christiana, ac notanter Ministris Ecclesiae praenunciatas, etiam hodie die esse hanc & Synagoga ejjectionis, seu Excommunicationem aliisque Ecclesiasticas Censuras, quas veri Christi Discipuli & veritatis defensores & Praedicatores sustinere injussu coguntur; & quarum metu plures succumbunt, quoniam diligunt magis gloriam hominum, quam gloriam Dei.

CAPUT IX.

De Interdicto.

§. I.

Interdictum uti & Suspendio, subinde insiguntur per modum Censurae, & subinde per modum mere poenae; & quomodo ab aliis Censuris distinguantur.

PRÆTER Excommunicationem famosissimam speciem Censurae, hodie dum alia species Censurae Theologicae & Canonicae numerantur, scilicet Interdictum & Suspendio; idque conformiter ad responsum Innocentii III. in c. 10. "De P.S. Quidam quaerunt, quid per Censuram debeat intelligi, respondit, per eam non solum Interdictum, sed Suspendio & Excommunicationis sententia valet intelligi."

Hinc initur una consensus concludere Theologi & Canonistae esse species Censurae, Excommunicationem, Interdictum, & Suspendionem.

At notandum, non omne Interdictum, neque omnem Suspendionem insigunt per modum Censurae, aut esse species Censurae.

Convenerit enim inter Theologos & Canonistas, Interdictum, & Suspendionem saepius insigunt per modum mere poenae, insulas aliarum poenarum Canoniarum in poenitentiam committi delicti.

Et quidem quandoque Interdictum aut Suspendio insiguntur alicui ob commissum delictum, atque respectu ad contumaciam & persequentiam in delicto, potius reposita est insula per modum poenae in vindictam commissi delicti, quam per modum Censurae.

Censura enim non insiguntur proprie in vindictam commissi delicti, sed ob contumaciam in erimine, neque principaliter ut ob perpetuam delictum quis puniatur, sed potius ut frangatur ejus contumacia, & a contumacia recedat, & Ecclesiae obediat.

Quare oportet Interdictum vel Suspendio per modum poenae insiguntur ad certum tempus, prout gravitas ipsius delicti postulat; neque elapso, Interdictum vel Suspendio evanescit. At tanquam Censura ad certum tempus insiguntur non potest: eo quod si insiguntur ad reprimendam contumaciam, adeoque pro tempore incoerent, quo concegit durare contumaciam.

Hinc ulterius enucleatur, non tantum praevie ad Excommunicationem, sed etiam praevie ad Interdictum & Suspendionem in ratione Censurae, praerequisita contumacia, ipsaque Canonicae motivationes esse & hic praemittendas, ut de contumacia constet.

Hae autem non requiruntur, ubi in mere vindictam per modum poenae Interdictum aut Suspendio insiguntur, uti notant Scholasticae passim, atque inter alios Sanctissimus De Censuris diff. 25. §. 1. c. eo quod non requiritur praevia contumacia in delicto, ut quis ob commissum delictum puniatur.

Igitur Interdictum, prout est species Censurae distincta in ratione Censurae a ceteris poenis & impedimentis

Canonici, dicitur: *Conferre Episcopalis prohibet nomen quorundam rerum sacrarum, ut fidelitatem communem, quatuor aliorum.*

Dicitur hic exclusa Excommunicatio, quia, cessante hac Interdicta excommunicatio quorundam rerum sacrarum nomen, non tamen eum prohibet, *quatenus talis sit, sive sub ratione alius: sed prout est quodam communicatio cum fidelibus, sive quia ipsi ut negotii, nullum censuratur habere communicationem cum fidelibus; a qua communicatione per Excommunicationem est separatus & prohibetur.*

Per haec verba: *ut fidelitatem communem*: distinctum volunt Interdictum a Suspensione, ut est Censura; eo quod haec solummodo privet usum rerum sacrarum, ut est proprietas Clericis: Quare etiam totis Clericis Censura Suspensionis indigitur.

Denique dicitur in descriptione, *ALIQUARUM rerum sacrarum nomen*: quia haec Censura non privet generaliter omnium rerum sacrarum usum, sed duntaxat quae sunt expressae solum.

Hanc autem sufficienter ostendunt, Interdicti descriptionem de sumptis & circumscriptam esse conformiter ad ea, quae recreationis Scholasticis, & Deo etiam Glossatores invenerunt & populoerunt, ut Interdictum a reliquis penis Canonici, & Excommunicatione, & Suspensione tanquam speciem speciem Censurae distinctum, probantur.

Nec enim facile reperies apud Veteres, Interdictum, ad instar Excommunicationis, fuisse habitum ut speciem Censurae a potestate Clavium ligandi & solvendi dependentis, aut scrupulose a reliquis penis Canonici distinctum.

§ II.

De distinctione Interdicti personalis, localis & mixti, item particularis & generalis.

Iuxta mentionem & modernam disciplinam, ipsamque receptam loquendi phrasim, Interdictum, ut est Censura, distinguitur in personale, locale & mixtum.

Personale dicitur, quod distinguitur *directe & immediate in persona*, eodem interdicendo aliquorum rerum sacrarum usum ob contumaciam in delicto.

Vocatur vero *locale*, quod *directe & immediate* refertur ad locum aliquem sacrum, ita ut prohibitio seu Interdictum rerum sacrarum respiciat ipsum locum sacrum, in quo res sacrae peragi debent.

Mixtum appellatur, quod quasi ex utroque constaret; dum scilicet ex parte prohibitionis sit Interdictum ipsius rerum aliquarum sacrarum, & personas & locum respicit.

Personale Interdictum vocatur *passim ambulatorium*; pro quod personas, quocumque loco consistant, sequatur. Personae quippe Interdictio ligatae in nullo loco habent usum rerum sacrarum, ipsi nempe Interdictum, sive in nullo loco sacro Divinis interesse possunt: tamen eo in loco facta fieri possunt, & alii non Interdicti interesse possunt, ut declaratur in *c. 16. De sentent. Excommunic. in VI.*

Interdictum vero *locale* solum locum afficit, ut nimirum eo facta officia celebrari nequeant, aut rerum sacrarum usus haberi, salva moderatione jure expressa.

At personae, si alia non sint Interdictae, alio in loco non Interdicti Sacris interesse possunt, ut declaratur in dicto *c. 16. De sentent. Excommunic. in VI.*

Ex his facile intelligitur, effectum Interdicti mixti esse, impedire usum rerum sacrarum in loco Interdicti in quantum refertur ad locum, & quantum respicit personas, tandem usum Interdictae personae quocumque in loco, etiam alio non Interdicto.

Interdictum tam locale, quam personale subdividitur in singulare, & universale sive generale.

Locale universale sive generale dicitur, quando locus aliqui continetur sub se plura loca sacra sine expressione aliquos determinatos loci sacri indefinite & generaliter subicitur Interdictio: puta Regnum integrum, aut Provincia vel Republica, Diocesis, Civitas, &c.

Hujus Interdicti meminit Bonifacius VIII. in *c. 70. De sentent. Excommunic. in VI.* ibidem declarat:

Beneficium relaxationis ad causam quodam Interdicti sententia in civitate, castro, vel qualibet alia loca, si fuerint aliquos generaliter personarum, locum solum quatenus non habent.

Similis Interdicti mentionem hinc dicit Pontifex in *c. 17. ind. in VI. declaratur*: *Quod si civitas, castum, aut villa Ecclesiastico subjectione Interdictio, illorum a subditis, & contentis a iudicio eo ipso intelligitur Interdictio.*

Dicitur autem *particulare*, si unus locus sacre, vel etiam plura loca, sed singularem & nominatum expressa subiciantur Interdictio.

Personale Interdictum vocatur generale, sive universale, si communis aliqua personarum placet Indefinito numero complectens personas, *generatim sine alio in particulari expressione*, sed sub expressione communis subicitur Ecclesiastico Interdictio.

Hujus mentio occurrit in dicto *c. 16. De sentent. Excommunic. in VI.* declarat: *Si sententia Interdicti profertur in Clerum, non intelligi (nisi aliud sit expressum in ea) Interdictum populi, neque etiam e contrario: unde (ait) uno Interdictio ipsorum, alius admittitur ad Divina.*

Si verumque, aut etiam plures expresso nomine singulorum Interdicti subiciantur, dicitur Interdictum *particulare*.

Porro hodie nomen Interdicti, solet communiter intelligi Interdictum generale, quo communis aliqua sine speciali personarum expressione & nominatione Interdictum.

Ad hanc vulgarem Interdicti acceptionem indubie refertur Vir audax Danicinus Alciatorius, *6. De Jurisd. Ecclesiae* *c. 1. a.* dicens, quod Interdictum *est Censura Ecclesiastica, per quam Sacris Interdictum Clericis vel Universitati obgrimen & scandalum publicum. Item, quod Interdictum nihil aliud sit quam Excommunicatio generalis, quae Interdictum populo vel Universitati, ut Excommunicatio singularibus personis.*

§ III.

An plura notum fuerit Interdictum generale, prout hodie sentitur?

Interdictum prout est Censura, ac signanter locale vel mixtum generale, prout notum fuisse primis Ecclesiae seculis apparet.

In primis S. Augustinus *Epist. 290. respondens* Anulium Episcopum, quod ob delictum a pace commendam excommunicasset filium, & tunc Episcopum sentiens quod cupit edoceri: *Quomodo recte anathematizet pro Patris peccato Filium, aut pro Mariti Uxor, aut pro Domini Servum, aut quicumque in domo etiam natus, si eodem tempore, quo universa domus est anathematizata, nascatur, necesse est per Lavacrum regenerationis in mortis periculo subveniat.*

Audisti fortasse (ait) aliquos magis promissio Sacrosanctae cum domo sua quatenus anathematizasse peccatum? Sed forte si essent interrogati, responderent idonei reddere indagationem. Ego autem (pergit Aug.) quoniam si quis ex me quaerat, utrum recte fiat, quod si respondere non invenio, nunquam hoc facere osus sum, cum de quorundam facinorosis immaniter adversus Ecclesiam perpetratis gravissime pernoctaver.

Post haec rogat Episcopum, ut si filium istum, qui crimen admittit, innocentem deprehendat, sententiam Anathematis, quam fortis passione aliquis praevenerit & commotus in ipsum quique familiam traheret, revocet. *Nec arbitris (inquit) ideo nobis non posse subire in ipsam compositionem, quia Episcopi sumus: sed potius cogitemus inter laqueos retributionis periculosisse vivere, quia homines sumus.*

Fragmentum hujus Epistolae refert Gratianus *conf. 24. quest. 3. Can. 1.* quo relato concludit: *Ut ergo ex hac auctoritate evidentissime monstratur, illuc quatenus communicatur pro peccato alterius, neque aliqua ratione mirum, qui pro peccato natus in totum intermissionem sententiam ferunt Excommunicantibus.*

Non obscure tamen sententia August. in vobis sapientia: *Alique magis nominis Sacrosanctae cum domo sua aliquem anathematizasse, aut saltem id tanquam a dictis Sacrosanctis factum, tunc fuisse relaxationem.*

Et sane legitur de S. Basilio *Epist.* 244. quod interrogatus quid agendum de illo, qui nimis alicuius raptores, responderit, Filium Parentibus restituendum, ipsum autem raptores, ejusque complices excommunicari debere: « Villa vero (ait) quae raptores suscepit cum rap-
 20 tion, nec reddiderit, propterea suspensa sit a precibus & orationum communione ».

Hic in primis notandum, Basilium Excommunicationem duntaxat denunciare in ipsum raptores ejusque com-
 25 plices: at ipsam villam five homines villae tantum a precibus & orationum communione suspendi, idque si ra-
 30 ptores cum rapta suscepit nec reddiderit: qua susce-
 35 ptione & non restitutione eos rapui cooperatos esse ap-
 40 parebat.

Quin enim Basilius eo in loco intellexerit per villam non edificationem seu domum marcedinem, sed familiam seu homines villae, qui raptores cum rapta susceperant, ea ipso contextu manifestum est.

Ex quo ulterius manifestum est, S. Basilium acqui-
 45 quam excommunicasse, aut Ecclesiastico Interdicto sub-
 50 jectisse totam familiam innocentem ob peccatum unius: sed ad classim penitentium relegasse, qui criminis raptores, recipiendi raptores cum rapta cooperati videbantur.

Si isti *magis nominis Sacerdotes* (quorum facta in suam
 55 defensionem adduxerat Auxilius Episcopus, ad quem el-
 60 astus Epistolam scripsit Augustinus) auditi fuissent, juri
 65 eos audiri avertat S. Aug.) non aliud forsitan, quam quod
 70 Basilium fecerat, segesse probassent.

Quidquid sit, nescio, sum usum apud quatuor pri-
 75 morum seculorum Auctoritas exemplum Interdicti *genera-*
 80 *lis*, id familiam aut communitatem ob unum, quamvis
 85 Patrifamilias aut Sacerdotis crimine, quatenusvis enor-
 90 me, pronunciari tepuerunt.

Pro antiquitate Interdicti antiquius proferri non solet,
 95 quam quod occurrit apud Gregorium Turonensem *lib. 3. His-*
 100 *toriam Franciae*, 31. Narrat eo loco Gregorius, quod,
 105 cum S. Praetextatus Episcopus Rothomagensis, in Eccle-
 110 sia ipso die Paschatis peragenda Divina Officia esset truel-
 115 datus: « Leodovaldus Episcopus Epistolae per omnes
 120 Sacerdotes dixerit, & accepto consilio *Enrichus Ro-*
 125 *thomagensis clauderet*, ut in his populus *Solemnia Divi-*
 130 *nae non spectaret*, donec investigatione communi reper-
 135 ritur hujus Auditor sceleris ».

Cetera hanc speciem Interdicti in primis notandum,
 140 hic de immutabilissimo & admodum scandaloso scelere agi.

Secundo, quod criminis hujus Auditor ignoraretur.

Tertio, Interdictum duntaxat fuisse positum, *do-*
 145 *ne investigatione communi reperiretur hujus Auditor sceleris*.
 150 Adhuc admodum verisimile est, Sanctum hunc Epi-
 155 scopum non alia de causa trucidatum, nisi quia Evan-
 160 gelica libertate & constantia villa populi argueretur: ut
 165 quae ea de causa multorum odio ius se concitasset: ut
 170 proinde Leodovaldus merito populum a Divinorum Of-
 175 ficio non usum in Ecclesia Rothomagensibus, tanquam
 180 aequitatem de trucidatione sui Pastoris suspensum ex-
 185 cluserit, donec communi investigatione reperiretur hujus
 190 Auditor sceleris.

Neque prohibuit Leodovaldus in his Ecclesiis celebra-
 195 re *Solemnia Divina*, sed duntaxat Ecclesias Rothoma-
 200 gensis clausit, ut in his populus *Solemnia Divina non*
 205 *spectaret*: ita ut tantum populus videretur a Divinis ex-
 210 cludus & Interdictus fuisse.

Interim ex hoc facto Leodovaldi non ostenditur, quod
 215 ob crimen tantum atrocissimum, & summopere exe-
 220 crandum, cuius Auditor ignorare, integra Civitas aut
 225 Communitas Interdicto subiceretur, donec Auditor crimi-
 230 nis a praetextu criminis collaverit & satisfecerit, &
 235 Ecclesiae sit submissa: cum capessit Leodovaldus hoc
 240 suum Interdictum duntaxat durare voluerit, donec in-
 245 vestigatione communi reperiretur hujus Auditor criminis.

Nec facile invenitur, generale hujusmodi Interdi-
 250 ctum ante seculum X. vel XI. inditum, ut criminis
 255 Auditor, quantumvis in esse Communitatis vel Civita-
 260 tis Caput, vel Superior aut Dominus, ad submissionem
 265 & correctionem per simile generale Interdictum adigatur.

Legitur quod in Synodo Lemovicensi anno 1031. ad-
 270 versus generalem morbum, qui contumacia Principum
 275 & Magistratum secularium adhibebatur, Odonicus Ab-
 280 bas Episcopus pro remedio suggerit investigationem publicam
 285 & generalem Excommunicationem per totam terram Lemo-
 290 vicensem: *Par. VI.*

vicensem, eo modo quo in A. 115 Synodo describitur, to-
 295 mo 9. Concilii generalis pag. 902. d. 1. 1. 1.

Hanc consilio acceperit Episcopus Lemovicensem
 300 indicat Ademarum Engolismensem: idem tempus scri-
 305 ptus: « Alduinus Episcopus Lemovicensis pro nequi-
 310 tia populi *nonnulli observantiam concessit*, scilicet Ec-
 315 clesias & Monasteria cessare a Divino cultu, a Sacro-
 320 sancto Sacrificio, & populum quasi Paganum a Di-
 325 vinit Laudibus cessare, & hanc observantiam Excom-
 330 municationem censuit ».

Cum Ademarum hanc observantiam vocet *nonnulli*: Et
 335 eodem sculo Ivo Carnotensis de simili Interdicto scri-
 340 bens *Epist.* 94. *Ubi vocat Remedium infelicitum*, admo-
 345 dum verisimile est, autem hanc tempora notum fuisse,
 350 aut saltem admodum raram & insolitam.

§. IV.

Interdictum generale laboribus seculis frequentius
 355 *impositum, quam sanctis ejus solent*
 360 *esse ejusdem.*

A Nte seculum undecimum vix notum fuisse generale
 365 Interdictum, prout hodie id accipitur, praecedenti
 370 § ostensum est.

At laboribus seculis, praeteritis post Gregorii VII.
 375 Papae tempora frequenter invaluit usus Interdicti, no-
 380 tantum *generalis* in integras Provincias, quin & Regna;
 385 ita ut ad scandendum Regum aut Principum consuma-
 390 cium Regna & Provinciae Interdicto tam locali quam
 395 personali subiceretur.

Nec tantum a Romanis Pontificibus, sed & tandem
 400 ab Episcopis, Civitatibus & Dioceses integre involvo-
 405 bantur generali Interdicto, praeteritis quoque violantur, ut
 410 praetendebant, Ecclesiasticam immunitatem.

Plura similia generalis Interdicti occurrunt & de-
 415 scribuntur apud Historicos praeteritis Germanos, Gal-
 420 los & Anglos, quorum Regna his Interdictis generalibus
 425 non fensel leguntur fuisse involuta seculis XI. XII.
 430 & XIII.

Famosum fuit & ab Auctoribus descriptum generale
 435 Interdictum in totam Regnum & terras Regis Galliae
 440 tempore Philippi I. per Innocentium III.

Philippus enim Rex Galliae, defuncta prima uxore fi-
 445 lilia Balduini Comitis Hannoniae, duxit uxorem Ingebo-
 450 gem sororem Canani Regis Danorum: vix contracto
 455 Matrimonio ipsa Ingeburgis Regi displicere cepit, tam-
 460 que tandem variis inquisitionibus praetextibus dimisit, aliam-
 465 que, ipsa adhuc vivente, in uxorem duxit.

Rex Danorum quo hanc sororis suae dimissionem offen-
 470 sus, primum apud Caesarium III. Pontificem, ac dein
 475 apud Successores ejus Innocentium III. inhiit, ut Phi-
 480 lippus ad dimittendum superinductum, & recipiendum
 485 dimissum cogeretur.

Cum autem Philippus saepius monitus obtemperare
 490 nollet, tandem Innocentius III. fensum seculi XII,
 495 generale Interdictum per totum Regnum Galliae, omnes-
 500 que Philippi Dioceses per suum in Galliam missum Le-
 505 gatum promulgari fecit.

Ocho menses Interdictum hoc duravit: ejusque oc-
 510 catione contentionem & scandalum plurima per Galliam
 515 exorta sunt, ipsique Episcopi inter se divisi, aliis in
 520 gratiam Pontificis Interdictum servantibus, aliis qui Re-
 525 gi obsequii malebant, illud spernentibus.

Inter non observantes Interdictum fuerat Episcopus
 530 Alaisiodorensis, qui cum aliis nonnullis Episcopis
 535 Pontifici scripserat, exponens rationes, ob quas sibi vi-
 540 deretur Interdictum in suis Diocesium servandum non
 545 observandum, postulans ut mentem Pontificis super
 550 his intelligere posset. Sed cum dictus Episcopus inter-
 555 im Interdictum non servaret, cum ut irregularem ha-
 560 buit Innocentius.

Hac de causa cum Episcopus Alaisiodorensis, durasse
 565 hoc Interdictum, esset ecclesiae sua postulans ad Ecclesiam
 570 Metropolitanam Senonensem, ejus Electionem admitti-
 575 re noluit Innocentius ob non servatum hoc Interdictum,
 580 & ejus occasione scriptae sunt ab Innocentio litterae, qua-
 585 rum fragmenta referuntur in *l. 1. d. 1. 1. De Postulat.*
 590 *Item cap. 7. De Officiis Legatorum, & cap. 47. De Appel-*
 595 *lationibus*, quae sine notitia hujus Interdicti, ejusque histo-
 600 ria vix intelligi possunt, de quibus consulenda Gestae &
 605 Epistolae hujus Pontificis editae per Stephanum Baluzium.

V 2 Atten-

Attente primario horum Interdictorum rigore, in omnibus Ecclesiis Interdictum subiectum omnia plane Divina Officia cessare jubentur; ipsique populi Interdictum usque Divinorum Officiorum & Sacramentorum, quoniam & instructionum privantur.

Et quidem prædictus Innocentius III. Legato suo præscribens formulae jam dicti Interdicti per Regnum Gallic promulgandi, in casum quo Philippus Rex Gallic dissimulatum Usorem & Regionem non repperit & superinductam non dimitteret, mandavit Epistolam 147. lib. 1. ut ex tunc totam terram ejus, Appellatione postposita, subiectis Interdictis: *Ad quod præter Baptisma parvulorum, & Penitentiarum morientium nullum in ea Divinum Officium celebraretur.*

Unde & in Chronico Altfiodorensi ad annum 1300. occasione hujus Interdicti scribitur: "Eras in toto Regno (Gallic) Inhibitis Ecclesiæ facies, quia nulla celebrabatur in Ecclesiis Sacramenta, vel Divina Officia præter Vinctum & Baptisma: nec modo in Ecclesiis, sed & Monasteriis cessatum est a Divinis, negabatur mortuis sepultura, erat igitur ubique per Regnum mœstitia circumfusa, cum hic Ecclesiæ silentium organa, & ora canentium Domino clauderentur."

Experientia autem docuit, quod ex distinctione hujusmodi Interdictorum efficeret indevotione populi, pullulante hæreses, & infensio pericula animarum insurgerent, uti faretur Bonifacius VIII. in Cap. ALMA MATER. *Defensio. Excommunicatio. in P.* "Quin & adolefcentes & parvuli participant rariis Sacramenta, minus inflammantur & solidantur in Fide, Fidelium respectu devotio. " Ut enim Pontifex asserit in *Exprobratio. De sententia. Excommunicatio. inter communes.*

Et talis Geiographus ad eum cap. ALMA MATER, verbo, *insurgit*. " Andivi de quodam loco in Marchia, quod tanto tempore fuerat Interdictum, quod facta relaxatione, homines 30. vel 40. annorum, qui nonquam audierant Missam, desiderabant Sacramenta celebrantes."

Ut his incommoda occurrant, varii Pontifices distinctionem sui rigorem Interdictorum, signant quod cessationem Divinorum Officiorum & Sacramentorum idem & administrationem mitigant, præsertim prædictus Bonifacius VIII. in allegato cap. *Alma Mater*, atque propterea in desuperatione Interdicti dictum est, quod sit Censura privata usque aliquarum rerum sacrarum, *prout in iure expressum est*, id est, salvis modificationibus in iure exceptis.

Insuper teste eodem Bonifacio in citata Extravagante: "Nonnulli Judices nimis propempe ad proferendam sententiam Interdicti erant, etiam in causis, quæ interdum plus ex cupiditate, quam charitatis ratione perspicuis iudiciis procedere studebant."

Ex eadem Extravagante edocetur, quod Judices Ecclesiastici, etiam Civitates, quoniam & Provincias Interdicto subiectæ pro *penitentiis debent*, vel civilis monete vel pecunie quantitate, quod nec impossibile quocunque quæstione colore fiat, *adversariis ordinaria vel delegata ibidem prohibentur.*

Quoniam ex Pragmatica Sanctione Caroli VII. Regis Galliarum titulo *De Interdictis non leviter ponenda*, intelligitur, quod ad subijciendum Interdicto integram Territorium sufficeret, si Toparcha sive Caput illius Communitatis, vel Magistratus Communitatem representans, noller egerere & suo Territorio sui Communitate aliegem nominatim Excommunicatum.

Cum autem frequenter ex levibus causis ad Interdicta Judices Ecclesiastici professent, moderatio servanda ibidem præscribitur: *Quoniam (ait) ex indistincta Interdictorum promulgatione multa confecerunt scandala committi.*

Recte autem hic mober Geiographus Pragmaticæ Sanctionis: "Discretio fuisse, ut prius delinquentes specialiter & nominatim interdicantur, & non alii, ut ab initio delinquentes generaliter non interdicantur quoad omnes effectus Interdicti, sed quoad quosdam: scilicet primo interdicantur culpabilibus Corpus Christi, & sepultura in Cimiterio, & sit penitentiam procedendo de effectu in effectum, & demum cum in maiorem profundum libertatem, propter eorum culpam Interdictum generale proferendum, ut omnes inculpabiles contra delinquentes insurgant."

Quam sanctæ huiusmodi sapientissimi generis Inter-

dictorum effectus, experientia docuit, *Exhibetur*, dum hæc professantur, ut subditi inculpabiles in Reges ac Principes vel Magistratus insurgent.

Quoniam id a more Parisiensi ac nosotro S. Augustini esset alienum, ex dictis supra intelligi facile poterit, quoadquidem nequidem per Censuras contra similes personas ob periculum Schismatis & divisionis procedendum iudicatur.

Ob hos quoque indubie funestus effectus tandem contigit, ut rariis his postquam temporibus fuerit Interdictorum generalium usus; neque alium securi a Romanis Pontificibus possum post illud, quod Paulus V. anno 1606. contra Rempublicam Venetam avagavit, ob violantiam, ut præcedebatur, immunitatem & libertatem Ecclesiasticam, occasione quorundam Statutorum ab eadem Republica eorumdem.

In hac Bulla in primis Dux Venetorum, Senatus Republicæ, Statutarii & eorum Patriarchæ, Archiepiscopi, Adherentes, & eorum quilibet, etiam non essent specialiter nominati, excommunicabatur, Excommunicatione Romano Pontifici reservata.

Deinde Civitatem Venetorum, & alias Civitates, Terras, Oppida, & loca quocunque ac universum temporale Dominium dictæ Republicæ Ecclesiastico Interdicto suppositum, ut latius in Bulla exprimitur, integra habetur apud Melchiorum Goldastum tomo 3. *Monarchiæ Romani Imperii* pag. 181.

Subiungitur & idem Decretum Leonardi Domini Duci Venetiarum, omnibus Patriarchis, Archiepiscopis, Episcopis, aliisque Ecclesiasticis sub Dominio Republicæ Venetæ existentibus interceptum, quod declarat prædictum Breve Pauli V. "Non modo ut injustum indebitumque, verum etiam ut nullum, omnique valoris atque momenti habendum esse, atque ita invalidum (ait) irritum & fulminatum illegitimum, & de facto, nulloque iure ordinem servare, ut eadem media adhibenda non fuerimus, quibus Majores nostris, & alii Supremi Principes usi sunt cum Pontificibus, qui potestatem sibi a Deo in dedicationem traditam limitare ac modos egredi fuerant."

Referuntur & in eodem tomo varia Opuscula & Consultationes Theologorum & Juristarum occasione hujus Interdicti composita, ex quibus, & ut ex Historiæ hujus Interdicti perspicuum est, horrenda contentiones, dissensionibus & scandalis ratione hujus Interdicti expulsum fuisse Rempublicam Venetam.

Ceterum effectus Interdicti locutus est, ut "is qui scienter celebrat in loco supposito Interdicto (nisi scilicet per hoc privilegium existat, aut a iure sit concessum eisdem) irregularitatem incurrat: a quo nequit per alium, quam Romanum Pontificem absolvi, & adeo efficitur ineligibilis, quod nec cum aliis ad eligendum admitti debeat: ut statuitur in cap. 18. *De sententia. Excommunicatio. in P.*

Hunc effectum non habet Interdictum, nisi letum in ratione Censura: quapropter licet nequeat celebrari in loco cessantis a Divinis subiecti, nihilominus in eodem celebrans irregularis non efficitur, uti evidenter supponitur in citato Capitulo 18. ubi declaratur, quod is, qui in Ecclesia fungitur officio populari scienter celebrare præsumit, licet in hoc temerarie agat, irregularitatis tamen laqueum non ingreditur."

Rationem allegat: *Cum id in iure expressum non sit*, Evidenter igitur supponit, cessationem a Divinis esse omnino distinctam, etiam quoad effectum iuris ab interdicto: Quam distinctionem Veteribus notam fuisse non invenitur.

Hinc recte monet Claudius Fleury in suis Institutionibus part. 3. cap. 11. quod Interdictum nominis requirit prævias nominationes Canonicas, & sententiam ut minus declarationem, ipsa ipsa Excommunicatio: non autem cessatio a Divinis, implet quæ Censura non est, sed potius rationem habet meræ pænæ, quæ præviæ communicationis nequaquam requirit, ut supra annotatum est.

CAPUT X.

De Suspensione.

QUAE praecedenti capite §. 2. dicta fuerunt de distinctione Interdicti inflicti per modum poenae, & inflicti per modum Censurae Ecclesiasticae, eadem obtinent circa Suspensionem.

Et quemadmodum Interdictum primis inter species Censurae numeratum non legitur, ita nec Suspendio: neque haec feropolese a depositione alique poenis Canonici tanquam proprie dicta Censura secerabatur: sed de Suspensione loquebatur Veritas, prout de aliis poenis Ecclesiasticis indigebat Clericis pro ratione culpe: neque eam a Potestate clavium magis, quam poenarum Canoniarum institutionem eredeant procedere.

Unde de suspensio Suspensionis prout est species Censurae delumenda est, quae ad ipsius Interdicti, ex illa quae indoluit & recepit posteriori tandem disciplina fundata praecipue super quibusdam recentioribus Pontificum Decretalibus, atque Theologorum Scholasticorum, & Canonistarum communis opinionem: qui his Decretalibus firmis inhererent; nulla pene ad pristinam Disciplinam, aut veterem loquendi modum reflexione facta.

Conformer proinde ad hanc Doctrinam, & receptam hodie opinionem deservit fore Suspendio ut est species Censurae: "Censura Ecclesiastica, qua Clericus ob colorem suam suam prohibetur ab executione Potestatis Ecclesiasticae, quam habet ratione Officii vel Beneficii Ecclesiastici."

Eam distinguit ab Excommunicatione observant, quod Excommunicatio non privet Excommunicatum usu Potestatis Ecclesiasticae, quatenus scilicet, nisi privet dictum Suspendio: sed detrahat privet illo usum, in quantum habet rationem communicationis cum reliquis Fidelibus.

Hinc & profusa alia differentia, nimirum, quod Excommunicatio sit Censura communis Clericis & Laicis: Suspendio autem propria sit solum Clericis: oportet quibus solis interdicti potestatem usum Potestatis Ecclesiasticae ut talis: quandoquidem non nisi Clericis hic usus ratione Officii vel Beneficii Ecclesiastici competere queat.

Ex praedicta descriptione etiam deducitur, Suspensionem posse dividi in eam, quae est ab Ordine, in eam quae est a Beneficio, & in eam quae est ab omnibus functionibus, quae tam ab Ordine, tam a Beneficio dependunt: haecque dicitur Suspendio *totalis*.

Et quidem Suspendio ab Officio simpliciter prolata importat Suspensionem, tam ab his quae Ordini sunt, quam quae sunt Jurisdictionis, ut communiter tradunt Canonistae ad *cap. t. De susp. Excommunic. in VI.*

Suspendio autem subinde partialis duntaxat est, quando nimirum solum quosdam actus vel functiones respicit: puta solius Ordinis vel Jurisdictionis duntaxat, aut etiam aliquem vel aliquos particulares actus Ordinis, vel Jurisdictionis, ut notat Glossa ad *Clement. 3. De penit. verbo, Suspendio*.

Et cum hodie frequenter sumatur Beneficium, praefertim a Canonistis, pro jure percipiendi fructus, etque ratione dicatur Beneficium dari *propter Officium*, ideoque dubitari coepit, cum suspensus *ab Officio* simpliciter, intelligatur quousque suspendus a Beneficio, si jure percipiendi fructus: quia ambiguitur ut tollatur, in generali de absoluta Suspensione solet expresse dici, *ab Officio & Beneficio*.

Ceterum ad ea, quae Clericis & Laicis sunt communia, Suspendio quocumque generalis proportionem extendit, sed tamen ad ea quae Clericis propria sunt.

Unde Suspendio non privat Clericum passiva Sacramentorum susceptione, neque ingressu Ecclesiae, nec Ecclesiasticae Sepulturae, imo nec functionibus secularibus, si quae forsitan Clerico competant, & Beneficio sine annexo: quia non sunt functiones Ecclesiasticae, siue Clericales, neque eas Clericus prope exercet ex Clericali, quandoquidem & eas Laici obire queat.

Praeterea Suspendio prout est Censura non attingit proprie, nisi ea quae *jure ordinario* competunt Clerico ratione Ordinis vel Beneficii: nec proprie versatur circa ea quae ex mera gratia vel jure delegato ad beneplacitum delegatus Clerico sunt demandata.

Cum enim haec ad arbitrium seu beneplacitum delegatis revocari queant, non est impendenda Censura, ut haec Clerico interdiciantur, vel ab his suspendantur: sed modo de simplici revocatio sufficit, ut recte notat Sanctius De Censuris *disp. 4. sect. 7. num. 33.*

At illa, quae Clerico competunt *jure sui Ordinis* vel Beneficii, non potest interdici, nisi ob culpam siue causam in jure probatam, quemadmodum privati aliter non potest suo Beneficio.

Dum enim qui interdicitur similibus functionibus ipsi Beneficio *jure ordinario* annexis, quodammodo privatur in totum vel pro parte Beneficio, quod proprie in Officio ejusque exercitio consistit: puta si Parochus suspendatur a functionibus Pastoralibus Beneficio suo Parochiali annexis, aut Canonici a functionibus Canonialibus, in effectu a suo Pastore vel Canonico suspenduntur.

Et quidem sicuti Beneficiarius a suo Beneficio deponitur, aut in ejus pacifica possessione impeditur vel turbatur nequit, nisi ex iusta & Canonica causa, itaque servato juris ordine; ita nec a functionibus Beneficio annexis suspendi potest, nisi iusta de causa, ac servato juris ordine; siue haec Suspendio infligatur per modum poenae, siue per modum Censurae: quandoquidem tam per unam quam per alteram Beneficiarius in possessione siue exercitio sui Beneficii impeditur, seu turbatur.

Quapropter si Suspendio fuerit inflicta, servato juris ordine, sed tamen eam injustam eredit suspensio, poterit ab hac sententia, non solum atque ab Excommunicatione, aut alia poena Canonica injuste inflicta, appellare.

Si autem citra juris ordinem fuerit Suspendio inflicta; atque ita *de facto* per hanc Suspensionem in suspensiva possessione Beneficium turbetur, poterit ad comprimendam hanc violentiam, & vim tollendam recurrere ad Regios Magistratus, quemadmodum supra circa Excommunicationem *vis facti* indicium expolitum est.

At vero, si Clericus exerceat functiones Ecclesiasticas *ex meritis* & *simplici delegatione* sine ullo Canonico titulo, sufficit ordinario sola revocatio huiusmodi vel delegationis: eo quod haec gratia vel delegatio solum unice dependet a voluntate & beneplacito dantis vel delegantis.

Cum ergo nullo alio fundamento, seu jure vel titulo in tali Clerico subsistat exercitium talium functionum, prope Clericus hic a functionibus non suspenditur; sed duntaxat Episcopus, aliusve delegans revocat gratiam siue delegationem, declarando coartari suam voluntatem, a qua dependet quicquid iuris ad hanc functionem Clericus ille praetendere poterit.

Suspendio non tantum ad certos actus, sed etiam ad determinata loca restringi potest, puta, quod hic vel illis locis functiones Ecclesiasticas suspensus exercere nequeat, siue quoad alios in tali loco abundans suspendatur.

Suspendioem quoque limitari posse ad *certum* & *determinatum* tempus, communiter docent Doctores post Glossam in *Clement. 3. De Penit.* Verum haec distinctio de Suspensione, ut est Censura, intelligi nequaquam potest.

Censura enim, quae praecipue infligitur ad Correctionem, & frangendam Contrarietatem in delicto, ad servandum & determinandum tempus limitari non potest, sed semper habet tempus indeterminate, nimirum quousque ligatus Censura se emendaverit, & Ecclesiae se subsistet & satisfecerit.

Cum ergo resipiscencia peccatorum non habeat terminum definitum, respiciat plane finis & natura Censurae, ut pro definito tempore imponatur; ut recte notat Sanctius De Censuris *disp. 7. sect. 1. num. 9.*

At Suspendio, quae infligitur per modum poenae, siue poenitentiae pro culpa commissa, ac *certum* tempus limitari vel extendi solet, pro ratione culpe per poenitentiam elucenda, aut per poenitentiam puniende.

Haec Suspendio per modum poenae inflicta, & ad certum tempus limitata, lapsa hoc tempore ipso jure expirat, ut suspensus functiones, a quibus fuerat suspensus, possit sine ulla pervia absolute refumere: cum tamen ligatus valida Censura nequaquam plene liberari queat, nisi obtemperat absolute.

Hinc manifestum est, quod Concilium Tridentinum *sess. 23. cap. 8. de Reform.* loquatur de Suspensione inextendenda per modum poenae, non autem per modum Censurae, declarans Episcopum ordinariem aliterum Diaconum sine licentia sui Ordinis suspendi *per annum* a collatione Ordinum.

Et similiter *c. 10. eadem sess.* declarans suspensum *ipso jure*

jura ab Officio & Beneficio similes per annum, concedentes literas dimissoriales contra formam ibi prescriptam.

Cum autem utraque Suspendio in jure expresse, quae vocari solent Suspendioes juri, sint ad certum & determinatum tempus restrictae, argumentum evidens est, jura illa non loqui de Suspendione, ut est Censura, sed ut est poena: monente etiam Suarez loco citato, quoniam quicquid privato aliqua Communitatis Eucharistiae, vel alia simili Suspendio pro seipso tempore absolute & sine ulla conditione ponitur, illam non esse Censuram, sed poenam quamdam aeternae rationis, quae non pro contumacia comprehenditur, sed ob poenam pro delicto commissio punitur imponitur.

Quod de Suspendione ad certum & determinatum tempus hic notandum est, id de Interdicto ad certum tempus restrictio similiter dicendum: scilicet simile Interdictum non posse imponi Censuram, sed poenam poenam Canonicam.

Quare circa similes Interdicta & Suspendiones servanda potius sunt Regulae, quam in similibus poenis Canonicis praescriptae sunt, quam quae in materia Censurarum sunt statuta.

Suspendio ab Ordine vel Beneficio reddit Claustrum irregularem, si durante Suspendione functiones Ordinis aut Beneficii, a quibus suspensus est, exerceat.

Imo si quis Presbyter simpliciter sit suspensus ab Ordine, & exerceat durante Suspendione vel functiones Ordinis minorum, ipsum per hoc incurrit irregularitatem, docet Fagnanus ad Cap. 2. *De Clericis excomm. min.* modo tamen has functiones obstat tamquam insignis Ordinis alio, cuiusmodi, quam exerceat, est propria; secus si exerceat eas functiones, sicut etiam Laici cum hoc obstat solent sine ulla ad Ordines minores respectu.

Proinde statim consuetudine Ecclesiarum, quae functiones has minorum Ordinum etiam in publicis Officiis permittit indifferenter per Laicos aut non insignitos his Ordinibus exerceri, non apparet, quod suspensus ab Ordine eas in his Ecclesiis exerceat prospera fuerit irregularitas; eo quod functiones ibi exercerantur absque respectu ad hos Ordines.

At, si in quadam Ecclesia laudabili consuetudine aut statuto nullas ad has functiones obediens admittitur, saltem in totem & publico Divino Officio, nisi his Ordinibus insignitis, tunc suspensus ab Ordine incurrit irregularitatem exercendo eo modo illas functiones; eo quod eas exerceat tunc censetur cum respectu ad Ordines.



CAPUT XL

De Absolutione a Censuris.

§. I.

Censura tollitur per Absolutionem.

PRIMIS Ecclesiae seculi fere incognitum fuisse apparet, hoc Absolutionis verbum sumptum per relaxationem Censurae.

Id antiquis quippe Canonibus, & Scripturis hac relaxatio verbo per, *venia, reconciliatio* vel *communiatio* solet exprimi.

Postquam enim peccatores emendationem & resipiscenciam suam probaverant, passim dicebantur recipere *pacem, veniam, vel communionem*, vel etiam *reconciliari*.

At postmodum hac relaxatio a Censuris dici coepit Absolutio, eo quod per eam relaxationem a vinculo, quo per Censuram vi Clavium Ecclesiae fuerant ligati, cederetur virtute earundem Clavium solvi, juxta illud Christi: *Quaecunque ligaveritis super terram, erunt ligata & in caelis*; & quaecunque SOLVERITIS super terram, erunt SOLUTA & in caelis.

Itaque Absolutio a Censura, de qua hic agitur, est remissio sive relaxatio Censurae secundum Ecclesiae legem concessa.

Id quidem ex precariis Christi verbis evidens est, non minus hac Absolutionem a Censura esse actum dependentem a potestate Clavium, quam ipsam Censuram impositionem.

Hinc ulterius constituitur, quod sicut ratione admitti criminis, licet admodum stricte, utemo in Foro exteriori, & quoad Ecclesiam militarem censetur ligatus, nisi virtute Clavium fuerit per Censuram ligatus; ita nec a vinculo hoc habeatur solutus, priusquam auctoritate Clavium fuerit absolutus a vinculo illo per Censuram ipsi imposito; tamen coram Deo & Ecclesia triumphante esset per suam conversionem & actum poenitentiae absolutus.

Juxta hoc respondit Innocentius III. in Cap. 28. *De sentent. excommunicat.* quod vinculum quod per Censuram est apud Deum, in culpa remissionis dissolvitur: illud autem quod ligatur est apud Ecclesiam, cum sententia remittatur, relaxatur.

Indertest Pontifex: *Quantumvis si quis juramentum preestitit, quod Ecclesia mandaret perire, humiliter roboravit: quantocumque poenitentia signa praestiterit: si tamen moris praestiterit Absolutionem non poterit beneficium obtinere, quousque absolutus apud Deum solus cederat, mundum tamen habebat est apud Ecclesiam absolutus.*

Quare recte vocat Suarez post alios scholasticos Disp. 7. sect. 1. n. 8. quod "cerum illi, Censuram semel contractam non tollit ipse solus per emendationem. Quod iam, vel quocumque satisfactionem peccatoris. Quod ista fieri merito infirmum est (a) ut quod juridica & publica potestate ligatum erat, eadem dissolvatur."

§. II.

De Absolutione in Foro poenitentiae, & Foro contentioso.

NOTANDUM est supra Cap. 2. §. 2. plurimis seculis ignoratum fuisse in Ecclesia distinctionem inter contentiosum sive externum, a Foro interno sive poenitentiae, in usu & exercitio Clavium: quodque indistincto Censuram, & impositione poenitentiae pro peccatis ab eodem Clavium actio procederet, & in eodem finem tenderet.

Tunc etiam ignota erat distinctio Absolutionis a Censuris & peccatis, quoad Forum externum vel contentiosum, ab ea quae dicitur Absolutio in Foro interno sive poenitentiae: utraque enim ab eodem Clavium actu procedebat, sed ad eundem finem tendebat.

At latebatur seculis dum in usu in Ecclesia distinctio inter contentiosum a Foro interno sive poenitentiae, una indistincta fuit distinctio Absolutionis a Censuris quoad Forum externum, & Absolutionis quoad Forum internum sive poenitentiae duxerat.

Hinc una invaluit minusque Absolutionis distinctio effectus: ut scilicet Absolutio effectum suum operaretur solum in suo respectivo Foro.

Insuper sicut ex separatione utriusque Fori, tandem inductum est, ut alius esset Minister Clavium in Foro externo per impositionem Censuram, & alius Clavium Minister quoad Forum internum & poenitentiae; ita & circa Absolutionem a Censuris coexistit, ut scilicet qui potest absolvere a Censuris in Foro poenitentiae, non possit absolvere in Foro externo & contentioso, vel contrario.

Quapropter Absolutio obtenta in Foro poenitentiae vigore Litterarum Jubilaei alteriusve gratiae, nequaquam prodest in Foro exteriori sive contentioso, possit in exteriori Foro seculari & puniri. Quod latius probat lib. 1. var. Resol. c. 10. n. 3.

Rationem addit: Quis prior examinatione loquens iudicio praecipit sit ad poenitentiam & satisfactionem Divinae officii, postior autem ad publicam vindictam & Reipublicae satisfactionem.

Observat quoque illustrem styum Curiae Romanae manifeste hanc distinctionem Absolutionis quoad utrumque Forum supponere.

Juxta hanc enim styum, R. Pontifex non confus. ut per jubileum aut Bullas Coelestis Sacrosancti committere ea quae Forum contentiosum concernunt, sed tantum ea quae ad poenitentiam Forum & conficiuntur purgationem spectant.

Deinde subjungit in his probationem ex Ludovico Gomelio styum, quem servat sacra Poenitentia apud Curiam Romanam in committenda Absolutionibus in Foro poeni-

peni-

penitentia. Quibus (aut) positur quid ad conscientie Forum & iudicium anime interius pertinet, id negotium Confessio committitur, ut id asperiat nulli testibus subhibita, iterum statim post ejus perfectam actionem laetandis & allacerandis: nec ulla de tunc compellitur cum Romano Curie Datario pecuniaria quidem, que fœderales & sit quousque quod iudicium exterius, & contentiones aliquas dispensatione similis negotium in Romana Curia aspicitur.

Hæc distinctio autem præcipue obtinet, quando ipsa Censura a Iudice lata & denotata est. Tunc enim necessarium est, ut Absolutio & reconciliatio etiam Iudici probetur: ut per eum saltem absolutus declaratur; ut recte tenet Suarezius *Disp. 7. sect. 3. numer. 29.* notatque Zypaeus *Resp. 2. De Senect. Excomm. n. 6.* Adhuc in Foro conscientie non præjudicare Foro externo; ac propterea in hoc non prodesse Absolutionem etiam ex vi subditi in Foro penitentis obtentam, ad tollendos alios *Fori iudicium*, inquisitionem Iudicis, ac causationem partis alioque.

Sed quid si agatur de illo qui crimen, cui Excommunicatio lata sententia est antea, commisit: puta mox violentiam iniecit in Clericum ad sententiam & memem Canonis. Si quis *invenit absolutum*, sed qui antequam Iudex pronuntiaret sententiam declarationem incurt Excommunicatio facti penitentem ad Sacrosanctum recurreret, qui a casibus & Censuris etiam reservatisque in Foro penitentis absolvi possit, & re ipsam absolvi, & absolutus etiam in Iudicio a Sacrosancto penitentiam implevit, standumque publice datum modo per Sacrosanctum præscripto publicè reparavit. Num in ob factum illud, non obstat hæc Absolutio obtenta, & publica penitentia ad separandum scandalum perducit, quæ utriusque a Iudice in Foro externo imperti, & declarari Excommunicatus, examinat Zypaeus citato *Resp. 2.* monitque, quod hic a Iudice spectandum sit finis & scopus Excommunicationis, ut scilicet *causa prævidetur Iudex Ecclesiasticus, ut in ea ferenda ostendat se prævisi quod corrigenda fuerit, & emendata Cap. 1. De Sent. Excomm. in 6.*

Hinc concluditur, quod Iudex saltem ex officio ad Sententiam declarationem incurrit. Censura proposita non debet, si publice constat, Reum de errore comitisse permississe, & secundum publicum satisfecisse, ac in Foro penitentis reconciliatum, & absolutum. Cum enim de emendatione, & correctione constat, non apparet, ad meliorem ac conversionem ipsius penitentis ulterius Excommunicationem, aut ejusdem declarationem adhibendam esse.

Referatque ibid. Zypaeus n. 7. ex Praxi Genovæ Marti Antonii c. 27. Neapoli observari, ut in Foro non scientiam absolutus non inquireret in Iudiciali, neque tam considerat publicam militarem præsentem ubi par non infuit, sed Iudex agit ex officio, seu Pro-motor, qui hic in illud quod inquisitionem interrogatur. Quod sane sat iustum & scopo Excommunicationis, qui ab Apostolo exprimitur, ut *spiritus salvis sit in die Domini*, conforme apparuit, quando ipse penitens scandalum publicum reparavit, quemadmodum supra est expressum.

§. III.

De Absolutione ad cautelam, & cum reservatione.

HOdie notissima est Absolutio ad cautelam, cuius & in Decretalibus Gregorius IX. & subseque primum Pontificum Constitutionibus frequens mentio fit.

At apud Antiquos nihil de hac specie Absolutionis occurrit. Præsertim enim nemo ab Excommunicatione absolvetur, nisi vel ipse satisfecisset Ecclesie, vel plene in iudicium sua invaliditatem Excommunicationis, vel Censuræ probasset: ideo non nisi simplex & plena Absolutio nota erat.

Id recte noviss. Franciscus De Rove Antecessor Andegavensis lib. 3. Instituit. Juris Canon. cap. 15. dicens: Est Absolutio ad cautelam antiqui Canonibus innotuit: ex quibus non datur Absolutio nisi causâ cognita, & ad finem latis.

Idemque annotavit Cajoctius ad cap. 1. De Iudiciis, ibidem advertens Decretum dicti c. 1. a Raymundo De-

cretalium Collectore esse insertum ad disciplinam sui temporis.

Referat enim in illa Decretali Canonis Carthaginensis, in cuius Textu, quemadmodum & in prima Decretalium collectione apud Anthonium Augustinum, legitur conformiter ad prædictam disciplinam: *Placuit omnibus Episcopis, ut nullus eorum quod vult deus (Episcopo Censuratus) communicet, donec causa ejus, qualem poterit, TERMINUM sumat*: id est, plene lucis examinata, & terminum sive finem sumptis.

Raymundo autem hinc verba subtrahit: *Placuit, ut nullus eorum communicet, donec satisfactio præmissa absolvas sit.*

Quæ verba, donec satisfactio præmissa absolvas sit, delumpta esse a Raymundo ad Decretali Innocentii III. in Cap. 23. De P. S. notavit citatus Cajoctius: in qua Decretali agitur de Excommunicatione ad cautelam. Apparet autem, hæc speciem Absolutionis ad cautelam circa seculum nonum aut decimum invaluisse.

Cum enim illo tempore frequentiores esse capissent Censuræ, præsertim Excommunicatio; earumque effectus summo cum rigore extendi, dum multosque videbatur, tanto tempore in Excommunicatione esse hærentes, magis civile & Ecclesiastico commercio manere excludam, quousque causa esset plene finita, præsertim postquam in Forum Ecclesiasticum transiit, & formalitares locutus intravit, & Appellationum frequentia admittenda fuit.

Igitur tandem ex quadam benignitate & gratia concessi coepit, etiam pendente adhuc questione super invaliditate ipsius Censuræ, Absolutio ad cautelam, sic dicta, quæ datur ad maiorem cautelam, hoc cautelam & legitimitatem, ut innotat Pontifex in Cap. 2. De Sent. Excomm. Si enim quis proponat, post Absolutionem legitimam interpositam Excommunicationem laissa potestatem, vel in forma Excommunicationis intolens: bitem errorem patientes fuisse expressum, in quibus casibus (si Pontifex) ad probationem eorum, etiam Absolutionem non potest debet admitti: sed donec ipsi constiterit, in aliis evitari debet: quoniam Absolutio Sædes etiam tales concessit absolvi ad cautelam: scilicet ex quadam benignitate, non auctor Cap. v. varr. ad Cap. ALMA MATER par. 1. §. 18. n. 7.

Observat autem ibid. Covarruv. non tantum concedi hæc Absolutionem ad cautelam, sed sententia Excommunicationis præceditur nulla ex causa intolerabili: erroris, vel ex eo quod lata sit post Appellationem legitime manifestæ quousque nulla dicitur ex defectu Iustificationis, aut ex aliis similibus causis, quæ nullam efficiunt Excommunicationis sententiam, cum eadem sit ratio.

Recte etiam notat ibid. Covarruv. quod si Excommunicatus allegaverit defectum Iustificationis in Iudice ordinario ratione exemptionis, non sit tam facile danda Absolutio ad cautelam, nisi prius exemptio aliqua ex parte probetur, saltem semiplena probatione, ne Iudici ordinario passim dñtio fiat.

Quin & recte advertit, quod nullitatis causa in univ. verum sit aliquo modo probanda, priusquam datur hæc Absolutio ad cautelam, quod sit citare fundatur in Cap. 7. §. SED SI, & §. FUI de sentent. Excomm. in 6. ubi resolvit Innocentius IV. quod si quis dicat, se Excommunicatum post interpositum Appellationem, possit Archiepiscopus postquam sibi de interposita Appellatione constiterit (etiam priusquam incipiat de veritate causæ Appellationis cognoscere) Absolutionem illi beneficium ad cautelam juxta formam Ecclesie imperire.

Hinc satis late patet, requiri aliquam, saltem immatiam de interposita Appellatione præmittendam ab Archiepiscopo cognitionem, priusquam Absolutionem ad cautelam imperat.

Declaret autem Concilium Lugdunense sub Innocentio Quarto in Cap. 2. de sentent. Excomm. in 6. hæc Absolutionem ad cautelam Excommunicato petenti, & nullitatem sententiæ alleganti non esse negandam propter oppositionem Excommunicationis vel adversarii, nisi eam excommunicatum præ MANIFESTA dicat offensam.

Hoc autem casu vult Concilium, ut terminis istis dñrum indulgetur se doceri. Ut si probaverit quod opposuit, non relaxetur sententia, nisi prius sufficienter profuerit emenda.

Deinde adjungit: *Per competentem causam de parente juris praestari, si offensa dubia praeparatur.*

Itaque juxta hanc Decretalem, si opponens iura praestitum illic dictum terminum non probaverit manifestum offensam, aut si dubia remaneat: tunc non obstante contradictione & intercessione Excommunicatores, vel Patris, Absolutio ad cautelam non differatur; dummodo auferretur Excommunicatio, quod parebit mandatis Ecclesiae, & idoneam praestabit cautionem de satisfaciendo, ut eadem quo fuerit inventus iuste excommunicatus; ut latius deducit Joannes Torrensius in suo Tractatu de hac specie Absolutionis ad cautelam c. 7. quae Tractatus est impressus inter Opera Francisci Florentini ed. Pat. linciae anni 1679.

In Pragmatica Sanctione, sive Constitutione Clementis Octavi de anno 1600. super Controversiis Jurisdictionibus impressa ad cautelam Statutorum Curiarum Ecclesiasticarum Provinciae Mechliniensis, praefertur art. 14. forma, quam Judices to danda hac Absolutione servare debent. Absolutio (ait) ad cautelam non nisi parte citata, & usque alio, (cum dubitatur de nullitate Excommunicatores autem ab homine prolata vel a Jure) sit occurrat dubium facti vel probabile dubium juris, concedenda tunc: tuncque ad tempus breve cum reincidentia, & praestata per Excommunicatum cautione de stando Juri, & patendo mandatis Ecclesiae tantum, & si iuxta formam a jure praescriptam apparebit, quem ob manifestum offensam excommunicatum fuisse debuit etiam satisfactionem praestare, & si ob consummationem manifestam expensas pariter satisficere, & caetera de iudicio libi coram Excommunicatore qui tenetur, priusquam ad cautelam absolvarit.

Hac quidem servanda cum agitur de Absolutione Censurae quod Forum externum; & in casu quo dubitatur de validitate Forum.

At solet & similis Absolutio ad cautelam etiam impendi quod Forum internum de penitentiali, nulla etiam praecedente cognitione, nisi dubitatione Censurae: quae non solum ad cautelam, sed etiam ad superabundantiam, & ad tollendum omne periculum dicti patris, ait mox Suarez de Cens. disp. 7. sect. 8. n. 12.

Postquam autem inquisitiones fuerit Censurae Jure, ac signata lata sententia: tandem involuit, ut ad majorem cautelam, & ad tollendum omne periculum nullitatis Absolutionis Sacramentalis, Sacerdos semper ante hanc Absolutionem praenunti, uti nihil de Censura contraria cogitatur aut dubitatur, impendat Absolutionem ad cautelam his verbis: *Absolve te ab omni vinculo Excommunicationis, Suspensionis, aut Interdicti in quantum est possum ac iudicare.*

Similiter, nec provisio Beneficii, aliave gratia, quam aliquis facere intendit Seder Apoliticus, ob contractum foras etiam ignoranter Censuram, nullitatis periculo exponatur, condonare ex stylo Curiae Romanae provisionibus aliisque Rescriptis Romanis inter Absolutionem ad cautelam, idque doctrinam ad consequendum effectum Literarum, his verbis: *Tu ab omni vinculo Excommunicationis quod incurristi absolventis, vel absolutum foras fore, ad effectum praesentium Literarum consequendum, & non aliter.*

Georgius Loenius in Noris ad Commenciatia Caroli Molini in Regulam Cancellariae De Infirmis reliquit. n. 397. cum notasset ex ferenis Molini, „Reos criminum, infames, Excommunicatos, Suspensos a Dignitate, Beneficiis honorari, nec donari debere:“ subiungit t: „Quod in ordinariis Collatoribus, in Legato, in summo Pontifice procedit: fed Apoliticis Cancellariis Ministri huius morbo hanc medicinam dederunt: ut in Provisionibus impetrantes a quovis Excommunicationis, Suspensionis, aut Interdicti vinculo, aliisque Censuris Ecclesiasticis & penis absolvetur ad effectum obtinendi Beneficii. Quae clausula (ait) delecta communia delicta & exiguosque, majora vero & graviora non comprehendunt.

Verum Vie doctissimus Antonius Le Vallant Advocatus Parisiensis, in Nota marginali ait: „Ha clausula non reddunt habilem, si aliunde sit inhabilis & rite excommunicatus, vel crimen ante provisionem commiserit, quod Suspensionem inducat.

Ut hinc appareat, similes clausulae Literis Romanis insertae solitas, reputari *mere styli*; nec ullum in Partibus

effectum operari, nisi de prioribus illis clausulis notata passim Pragmatica.

Est & alia species Absolutionis, priores non absumit, & Antiquae quoque incognita, quae vocatur Absolutio cum reincidentia, vel ad reincidentiam.

Dicitur Absolutio cum reincidentia, quando Absolutio datur ad decemennium tempus, ad certum scdm, ut illo tempore elapso, non adhuc illo perado, sic absolutus tutus remanet in Censura.

Sed quae similia Absolutio in casu, quo de Censura non certa constat, solet dari ad cautelam, & ita vulgo appellari, proprie tunc denum dicitur Absolutio cum reincidentia, ad distractionem Absolutionem ad cautelam, si deest quidem ad hunc usque tempus vel certum adum cum reincidentia, modo de Censura contraria constet, ita quod ipsa Censura non debet sit; uti ex Covar. late abstr. Suarez supra Sect. 8. n. 16. & seq.

Possit haec Absolutio concedi sub eodem modo seu obligatione, puta satisfaciendi parti laesae, vel extendendi certum opus; quodque haec infra certum & praefixum terminum debeant esse implere, alias termino elapso de obligatione non impleri reincident in Censuram.

Sed quid si per Absolutum non fiat quominus conditio sit impleri, nulla ex parte Absoluti nova culpa interveniat. Hinc non reincident veritas habet credit D. Du Casse Archiepiscopus de Officialibus Condempnis in suo Tractatu de Jurisdic. Ecclesiastica. tom. 1. c. 12. §. 1. n. 3. to quod in iudicio similibus obligationibus intelligenda sit cum subintellecta conditione, modo ita cum imponitur, non impeditur ea impleri; ut colligitur ex Cap. 22. De Sentent. Excommunic. §. 6.

Adhuc similis reincidentia in Censuram apparet habere speciem quandam poenae, quae culpam aliquam praesupponit, & consequens Censuram; qui innotuit in citato cap. 22.

Recte autem notat ibidem D. Du Casse, quod si spectemus effectum Censurae quod Forum externum, necessaria sit nova sententia, seu declaratio iudicis, quae declarat Absolutum reincidente in Censuram ob non implentem conditionem, & de nomination quod in Censuram relapsus denunciatur sit: alias nequequam ut Excommunicatus, sique Censura innotuit in Foro exteriori standus sit: cum haec iudice non constet, si ipsam in Censuram reincidente.

§. IV.

Quid absolvere possit a Censuris a Jure Latit.

Quemadmodum Absolutio a Censuris proficit ab eadem potestate & exercitio Clavium, a quo ipsarum Censurarum inflicto; ita quoque iure ordinario Absolutio impendenda est ab eodem illo, qui constituit Clavium eas inflicto.

Et quidem jamprius receperam fuit, Excommunicatum ab uno Episcopo, ab omnibus Episcopis vel Excommunicatum esse revocandum, donec ab Excommunicatione tutus fuerit Canonice absolutus.

Cum autem Episcopus aliunde Praeatus Ecclesiasticus, vel Juxta, insigni Censuras auctoritate Clavium Officio, & Dignitati sum annex; non autem tanquam hac singularis persona, non singularis persona, sed ipsum Officium sive Dignitatem, cui auctoritas Clavium est annexa, & a quo inflicto Censuram proficit, consideranda est in ordine ad Absolutionem.

Unde ab eodem censuram emanat Absolutio a Censuris, a quo ipsa inflicto processit, si Absolutio impendatur ab eo qui in Officium aut Dignitatem cum annexa auctoritate Clavium successit illi qui vicarius illius Officii vel Dignitatis Censuram inflicto; licet revera sit persona a persona excommunicante diversa.

Quare recte notat Suarez de Censuris. Disp. 7. sect. 2. n. 3. „quod formaliter loquimur, si dicimus non eandem personam, sed eandem in munere & Officio“ posse avertere Censuram, quam tulit.

Cum igitur Episcopo aliunde Juxta Ecclesiasticum mortuo, aut alio titulo Officium vel Dignitatem deservente, Succedat in Officium vel Dignitatem eorumdem idem in munere & Officio cum Praedecessore, indubium est, innotatum Censura a defuncto, posse absolvi a Successore; eoque casu censeri, Censuram tolli ob eodem, a quo fuit inflicto.

Similiter cum eadem sit Jurisdictio Vicarii vel Delegati & Delegatis, eadem quoque reputanda est persona Excommunicatis & Absolvendis, dum Vicarius vel Delegatus absolvit Excommunicatum virtute sibi factae Delegationis a Delegato.

Capitulum quoque Cathedralis Sede vacante succedens in Jurisdictionem & auctoritatem Episcopi, & auctoritate absolvens Excommunicatum ab Episcopo, reputatur eadem cum Episcopo persona: eo quod Jurisdictio & auctoritas, non ipsa singularis Episcopi persona attendenda sit.

Tamen si Episcopus Suffraganeus sit distinctus a Metropolitano suo, suamque habeat Jurisdictionem Episcopalem ejusque exercitum independentem a Jurisdictione Metropolitani; nihilominus propter subordinationem Hierarchicam, ipsi Episcopalis Jurisdictio quodam modo subijctur Metropolitica; ut si illa excoheret, & a Praefcripto Canonem aberrat, per hanc tanquam Superiorem ad rectam normam reducatur.

Hinc jampridem voluit Synodus Nicæna Canone 5. ut bis in anno Synodus Episcoporum Provinciae haberetur, in qua examinarentur quælibet contra Excommunicationes quibus ab Episcopo iniuste latas; & si iniuste apparerent, coercerentur, ipsique iniuste excommunicati ad communionem reciperentur.

Juxta autem modernam disciplinam, non sinit ad Episcoporum Synodorum querela de Censurarum iniustitia deferri, sed ab Episcopo ad Metropolitatum aliumve immediatè auctoritatem Jurisdictionis aliumve Censuram intelligentem Superiorem; idque via Appelationis ab infidela vel commissa Censura, uti supra Cap. 8. §. 3. latius expeditum est.

Quomodo autem Metropolitani, aliusve Superior ad quem appellatur est, circa impendendam Absolutionem procedere debeat, ne facile ipsius Episcopi ad Judicia ordinarii auctoritatem in contemptum adducat, exponitur in Cap. 7. §. SANE de sentent. Excommunic. in 6.

Cum autem hodie frequens sit Appellatio, & recurritur a Censura ad Sedem Apostolicam, notandum, quod juxta notoriam & receptam praxim Belgii de vicinarum Provinciarum, hæc Appellatio & Recursus debet initiari & terminari per Judices Delegatos in Partibus, neque Absolutio a Censuris per Judices hic in Partibus indicia, etiam Auctoritate Apostolica impendi queat, sed duntaxat per Judicem Delegatum in Partibus.

Cum enim similis Absolutio quoad Forum externum dari nequeat sine exercitio Jurisdictionis commensurati, debet causa intrinsece & decideri coram Judicibus Delegatis in Partibus; uti pluribus ostensum est supra.

§. V.

Quis possit absolvere a Censuris Juris?

Censuras Juris dicimus, quæ feruntur per modum legis, vel generalis alicujus Decreti in omnes, qui legem vel Decretum transgrediuntur.

Unde Censura Juris procedit & dependet a Jurisdictione & auctoritate Legislatoris, non secus ac Censura hominis procedit a Jurisdictione & auctoritate residente in persona Judicis seu Praefati Censuram intelligentis.

Indubitanter proinde Censuras Juris tolli posse per Legislatorem, aliumque in eandem Jurisdictionem succedentem ejusve Superiorem, qui eandem auctoritatem eminentem possidere censetur, quoadmodum Censura hominis tolli potest per illum qui intulit, aliumque in eandem Jurisdictionem succedentem, vel ejus Superiorem, quoadmodum præcedit, §. expostum est.

At illud in hac specie Censurarum Juris speciale invaluat, idque indubie ob eam frequentiam, quod etiam ab his nonnunquam absolvere possunt, qui nec immediate, nec mediate Jurisdictionem vel auctoritatem illam, a qua hæc Censura processerunt, possident; sive qui Praefatos, a quibus Censurae Juris indicia sunt, nec Successores sunt, nec Superiores.

Et quidem quoad Censuras Juris Romanorum Pontificum generalibus Decretis vel Conditionibus seu Bullis insertas, hæc Regula traditur, & communiter recepta est.

Pan. Elix. Part. II.

Si Pontifex Romanus similem Censuram per generalem Constitutionem promulgans Absolutionem illius sibi expresse non reservaverit, poterit hac Censura innodatus absolvi non tantum a Pontifice, qui tam talis, aut in eandem Pontificalem Jurisdictionem succedens, sed etiam a proprio suo Episcopo; imo & a proprio Sacerdote.

Hæc Regula desumpta est ex Responsis Innocentii III. in c. 29. NUPER & De Sentent. Excommunic. ubi interrogatus, a quo absolvi queat, qui ob communicationem cum nominatim Excommunicato incurrit Excommunicationem, respondit, quod si communiceverit extra crimen, a suo Episcopo: "vel a proprio Sacerdote poterit Absolutionis beneficium obtinere. Quamvis enim (ait) & tunc non Judicis, sed Juris sententia Excommunicatio communi- catur sic ligatus; quia tamen Conditor Canonis ejus Absolutionem sibi specialiter non retinuit, eo ipso concessisse videtur aliis facultatem relaxandi."

Quamvis autem Pontifex hic loquatur de una particulari specie Excommunicationis contractæ per communicationem cum nominatim Excommunicato extra crimen; nihilominus hinc concludere Canonice ac Theologi, & hodie in praxi receptum est, omnem Censuram Juris, sive per Juxta commune, sive Pontificis aut alterius Judicis inferioris generale Decretum latam, posse a proprio Episcopo, aut proprio Sacerdote relaxari, si Conditor Canonis sive Decreti Absolutionem illius sibi specialiter non retinuerit: eo quod ratione a Pontifice adducta generalis, & omnibus Censuris Juris communis sit.

Constat nomine sui Episcopi intelligi proprium Episcopum illius, qui Censuram Juris incurrit: qui scilicet Excommunicatum possit tanquam sibi subditum etiam sacramentaliter in Foro poenitentiae absolvere a peccatis.

Praeterea nomine Episcopi hic non tantum intelligitur ille, qui reipsa est Episcopus & character Episcopalis est insignitus, sed omnis ille, qui in Jurisdictionem Episcopalem succedit, aut tam ex delegatione aliove titulo exercet.

Hæc enim absolvens auctoritas Episcopo censuræ competere jure ordinario. Ut enim recte observat Suarez De Censuris Disp. 7. sect. 3. num. 11. "Quia absolvere ab Excommunicatione per se, & ex offi- cio convenit Episcopo juxta Cap. NUPER & De sentent. Excommunic. per reservationem autem ex- trahitur Censura reservata ab illa Jurisdictione, & ideo ablata reservatione, quasi in naturalem statum reducitur, atque ita manet sub ordinaria Jurisdictione Episcopi, sicuti fuisset, si ab initio reservata non esset."

Per proprium Sacerdotem proprie intelligitur proprius Parochus ipsius Excommunicati.

Sicuti autem nomine Episcopi ad sensum dicti Capituli non intelligitur duntaxat proprie dictus Episcopus: sed omnis qui in ipsam Jurisdictionem Episcopalem succedit, vel alio titulo eam exerceat; ita de proprio Sacerdote dicendum, quod non in duntaxat qui vere est proprius Sacerdos sive Parochus possit a Censuris Juris in Foro interno absolvere: sed quilibet Sacerdos, qui in hoc Foro interno sive poenitentiali auctoritate, & Jurisdictione proprii Sacerdotis fungitur.

Cum autem omnes Sacerdotes seu Seculares seu Regulares legitime ad expiendos confessiones approbati vices obtineant proprii Sacerdotis; & in hoc Tribunali eadem Clavium auctoritate absolvent a peccatis, quæ ipsi Parochi: hi quidem ordinarii, & proprie, alii vero Vicarii seu Delegati, etiam locarii, quod omnes ad expiendos confessiones & absolvendum a peccatis admitti, possint absolvere a Censuris Juris non reservatis.

Hinc & receptum est, ab omnibus passim Confessariis permitti Absolutionem Sacramentali Absolutionem a Censuris, juxta Formulam supra relata.

§. VI.

De Absolutione a Censuris reservatis.

Vidimus Paragrapho precedenti, proprium Episcopum, quin & proprium Sacerdotem posse absolvere a Censuris *iuris*, modo Conditio Canonis eorum Absolutionem specialiter non reservaverit juxta Responsum Innocentii III. in Cap. NUPER *q. De sententia Excommunicationis.*

Ab hac reservatione, qua Conditio Canonis *sibi* Absolutionem reservat, distat *Censura Reservata*. Cum autem similia Reservatio possit habere Auctorem ipsam Sedem Apostolicam seu Pontificem Romanum, qui sit Auctor Canonis, vel Episcopum nuntiusve Prælatum, a quo Canon seu Decretum Generale cum annexa Censura procedat, inde Reservatio Censuræ alia dicitur Pontificia, nisi Episcopalis aut alterius Prælati, prout hæc vel illi Absolutio fuerit reservata.

Porro hæc Censurarum Reservatio, & illarum Absolutio pari pene passu cum Reservacione criminum, & eorum in foro penitentiae Absolutione procedunt.

Unde sicuti Reservatio Absolutionis a gravioribus quibusdam criminibus non nisi seculo XI. & seqq. Papæ reservari coepit, ita nec ante illa tempora facile periretur Pontifici Censura reservata.

Sicuti autem hæc casuum Pontificia Reservatio sensim magis ac magis invaluit, ita quoque & Censurarum hæc Reservatio, adeo ut nunc pro Regula sit receptum, nullum esse casum Papæ reservatum, qui non habeat Censuram reservatam.

Hinc ulterius receptum est, quod is qui habet facultatem absolviendi a casibus Pontifici reservatis, si non habeat facultatem absolviendi a Censuris Papæ reservatis: eo quod pariter a crimine illo reservato absolvi Sacramentaliter nequeat, nisi prius a Censuris fuerit absolutus.

Cum autem hæc Reservatio Censurarum neque procedat a jurisdictione & auctoritate Clavium, atque ipsa Censurarum infectio, potest facultas ab eis absolviendi ad alias jurisdictionis vel specialiter vel generaliter delegari: vel etiam ipsa Reservatio, vel generaliter vel particulariter tolli per Reservatam.

Specialis delegatio sive facultas absolviendi a Reservatis dicitur, quæ quibusdam inferioribus Prælati vel Sacerdotibus dari consuevit, vel pro quibusdam casibus, & Censuris reservatis duntaxat, vel etiam pro omnibus indistincte.

Sunt & casus, in quibus generaliter Reservatio cessat; omnibusque parit facultas absolviendi, ac si nulla Reservatio esset.

Talis in primis est dum iussit periculum mortis, & nemo adei qui facultatem absolviendi a Reservatis habeat. Nam uti declarat Synodus Tridentina *Sess. 14. c. 7. De Sacramenta Penitentia*, "Pie admodum, ne occasione Reservationis casuum aut Censurarum aliquis pereat, in Ecclesia Dei custoditum semper fuit, ut nulla Reservatio in articulo mortis, atque ite omnes Sacerdotes a quibusvis peccatis & Censuris absolvere possint."

Eadem Synodus *Sess. 24. c. 6. de Reformis*, declarat,

quod "licet Episcopis in quibusvisque casibus occulis, etiam Sedi Apostolicæ reservatis, delinquentes quoscunque sibi subditos, in Dilecti seu per se. ipsam, aut Vicarium ad id specialiter deputatum, in Foro conscientie obligeat inopposita promissione salutari."

Notat autem Du Casse Archiepiscopus & Officialis Condomensis in suo Tract. *de Jurisdic. Eccles. tom. 1. a. 1. a. 1.* quod Episcopi in his casibus absolvent jure proprio sive auctoritate ordinaria, non autem delegata; ideoque & hæc auctoritas competat eorum Vicariis Generalibus, qui & tam aliis Sacerdotibus communicare queant.

Nec mirum in Gallia Episcopos in his & similibus casibus procedere ex jurisdictione ordinaria, non autem tanquam ex delegata auctoritate Sedi Apostolicæ, quæ ut supra pag. 25. ex Michaeli Roussello noximus, clausula illa, *auctoritate Apostolica*, Delegationibus sive Commissionibus Judicum inserta, ibidem reprobatur & rejicitur, neque permittitur, ut Episcopi aut Judices procedant tanquam auctoritate Apostolica sibi delegata.

In c. 1. a. 1. *De sententia Excommunicationis*. scribit Alexander III. quod si quis pro violenta manuum injectione in Clericum est vinculo Excommunicationis addictus, possit ab Episcopo Diacono Absolutionis gratiam impetrare, si ob rationabiles excusationes nequeat iurari se committere, & quod sine periculo, Apostolico se nequeat conspectui præsentare.

Hinc eliciunt Doctores, Episcopos posse a Censuris Sedi Apostolicæ reservatis absolvere, dum sine notabili periculo ad Sedem Apostolicam accessus non patet.

Atterique Du Casse loco supra cit. Episcopos Gallia esse in possessione absolviendi a Censuris Sedi Apostolicæ reservatis, quodcumque necessitas id exigat.

In c. 1. a. 1. *De sententia Excommunicationis*, addit hæc clausula, ob Episcopo absolvente innotuendum Excommunicationem ob ingratas manus violentas in Clericum, eo quod sine periculo se nequeat Apostolico conspectui præsentare, eidem *sub juramenti debito injungendum, ut quam citius opportunitatem habuerit, Romanum Pontificem adeat, mandatum Apostolicum suscipiat.*

Hinc conclusum Canonibus, quod a Censura reservata Sedi Apostolicæ ob necessitatem aut periculum absolutus teneatur periculo aut necessitate cessante, a Pontifice, aut illo, qui absolviendi facultatem obtinet, Absolutionem sursum postulare.

At monet allegatus Du Casse, plures insignes & probatos Auctores asserere, Episcopos Gallia esse in possessione absolviendi a Censuris reservatis, quando id necessitas exigat, ut nec teneatur absolutus, necessitate cessante, pro Absolutione recurrere ad Sedem Apostolicam: ipsaque consuetudo & praxis hanc prævalent.

Ceterum plura de Censurarum Reservacione, & Absolutione a reservatis examinant Scholastici, ubi de casibus reservatis & eorum Absolutione agunt.

Hoc unum hic notandum, quod, quæ hic de Absolutione & Reservacione dicuntur, locum non habent nisi in Censuris *iuris*. Quæ enim per sententiam Judicis in certam ac determinatam personam ob contumaciam in crimine feruntur, semper sunt reservatae illi, qui eas tulit: nec nisi ab illo vel qui illum repræsentat ejusve Superioris relaxari possunt,

F I N I S.

I N D E X

CAPITUM ET PARAGRAPHORUM.

CAPUT I. De varia specie Excommunicationis.

- § I. De variis Excommunicationibus que ad Censuram Ecclesiasticam referri non possunt. 105-113.
- § II. De Excommunicatione unius: prout hodie accipitur; & quando Excommunicatio simpliciter posita censuram sumi pro maiori. 114
- § III. De Anathematismo. 115
- § IV. De Excommunicatione legis seu juris & humani. 117
- § V. Validitas & effectus Excommunicationis juris sine Censura dependet a validitate & obligatione legis. ibid.
- § VI. Ut lex Pontificia, atque annexa Censura aliquam obliget, non sufficit publicatio Romæ facta. 118
- § VII. Bullarum Romanarum in Belgio, aliisque Provinciis publicatio non admittitur, sine prævia Placitis Regia. 119
- Cap. II. De Auctoritate ferendi Censuras, præsertim Excommunicationis.
- § I. Potesťas excommunicandi radicaliter est potesťas Ecclesiastica. 120
- § II. Auctoritas ligandi & solvendi per Censuras, olim procedebat ab eodem alio, quo absolutio aut ligamen in foro penitentie. 121
- § III. Quo tempore forum iudiciale a foro interni compertis ita ut separari, & auctoritas excommunicandi ad iudiciale transferri. 122
- § IV. Quibus iuxta modernam disciplinam competat auctoritas ferendi Censuras. ibid.
- § V. Utrum auctoritas aliqua circa Censuras competat Principibus Laicis. 123
- Cap. III. De Contumacia & Monitionibus Canonicis, que institutionem Censurarum præcedere debent.
- § I. De Contumacia, que Censuras præcedere debet. 125
- § II. De Monitione Canonica, seu Admonitionibus, que Censuras præcedere debent. ibid.
- § III. De intervallo temporis, quod intercedere debet inter monitiones & forma in his servanda. 126
- § IV. Difficultas circa Censuras late sententias ab non præmissis monitionem Canonicam. ibid.
- Cap. IV. De iusta causa Excommunicationis.
- § I. Ad Excommunicationem requiritur gravis culpa, ut mortis. 127
- § II. Non omnis Contumacia erga Judicem sufficit ad Excommunicationem. 128
- § III. Causa Excommunicationis debet esse manifesta, & iudicii iuribus probata. ibid.
- Cap. V. De Ordine iudiciario in materia Censurarum, notanter Excommunicationis servando.
- § I. Defectus essentialis ordinis iudicarii reddit Censuram invalidam. 129
- § II. Defectus jurisdictionis in iudice ab interpositum appellationem aut rescissionem reddit Censuram nullam. ibid.
- § III. Defectus citationis Censura est invalida. 130
- § IV. Causa Censurarum infruenda & decidenda est coram iudicibus in partibus. 131
- § V. Qua specialiter in ferendis Censuris observanda. 132
- § VI. De Formulis & ritibus, quibus hodie sollemnis Excommunicatio seu Anathema præstatur. ibid.

Cap. VI. Quæ a Præfato Excommunicante attendenda.

- § I. Quid attendere debet Prælatus circa personam ferendam Censuram. 136
- § II. Quæ attendenda respectu Ecclesiæ. 137
- Cap. VII. De Effectu Excommunicationis.
- § I. Quis sit Excommunicationis effectus ex infirmo Clericali. 138
- § II. Quomodo obligatio evitandi Excommunicatum, per Apostolos, etiamque Successores extenditur. 139
- § III. Evitatio Excommunicatum subsequens seculi transit, & nimis cum rigore a Fidelibus exacta. ib.
- § IV. De Temperamento effectus Excommunicationis quoad evitandum Excommunicati altari per Gregorium VIII. & subsequentes Pontifices, usque ad Martinum V. exclusus. 140
- § V. De Temperamento effectus Excommunicationis per Decretum Concilii Constantinensis, seu Extravagantem Martini V. Ad evitanda. ibid.
- § VI. Quando hodie evitandus sit Clericus percussor. 142
- § VII. Casus, quibus hodie ob Communicationem cum Excommunicato incurritur Excommunicatio maior. ib.
- Cap. VIII. De Censuris iniustis & invalidis.
- § I. Utrum Censura iniusta sit vitanda. 143
- § II. Utrum Censura iniusta sit vitanda seu observanda. 144
- § III. De Remedio ordinario adversus Censuras iniustas. 145
- § IV. De Remedio extraordinario contra iniustas Censuras per rescissum ad Tribunalia Regia. 146
- § V. Iudices Regii admittuntur rescissum contra iniustas Censuras, dumtaxat cognoscant de violentia illata. 147
- § VI. Quibus modis solent iudices Regii violentias per Censuras illatas compescere. 149
- § VII. Qualiter subinde Censura palam in foro externo servanda non sit. 150
- § VIII. Inter persecutiones a Christo suis veris Discipulis, & veritatis defensoribus prædictas, est iniusta Censurarum signanter Excommunicationis institutio. 152
- Cap. IX. De Interdictis.
- § I. Interdictum nisi & suspensio, subinde infigitur per modum Censuræ, & subinde per modum mere pænæ; & quomodo ab aliis Censuris distinguatur. 153
- § II. De distinctione Interdicti personalis, localis & mixti, item particularis & generalis. 154
- § III. An olim notum fuerit Interdictum generale, prout hodie sumitur. ibid.
- § IV. Interdictum generale habentibus seculis frequentius impensum; quem sanctissimus solent esse effectus. 155
- Cap. X. De Suspensione.
- Cap. XI. De Absolutione a Censuris.
- § I. Censura tollitur per Absolutionem. 158
- § II. De Absolutione in Foro penitentie, & Foro contentioso. ibid.
- § III. De Absolutione ad cautelam, & cum reincidentia. ibid.
- § IV. Quis absolvere possit a Censuris a iudice laici. 159
- § V. Quis possit absolvere a Censuris Juris. ibid.
- § VI. De Absolutione a Censuris reservata. 161

DISSERTATIO CANONICA

D E

INTERCESSIONE SIVE INTERVENTIONE
Episcoporum pro Reis apud Principes & Magistratus Civiles;
& de Confugientibus ad Ecclesias, sive de Immunitate Locali
seu Asylo Templorum.

CAPUT PRIMUM,

De Interventione Episcoporum
pro Reis,

- 1 Intercedere pro Reis jampridem Episcopis familiare.
- 2 Pro quibus intercederent, & quis intercessionis signus?
- 3 Effectus intercessionis expellabatur a benignitate Principis.
- 4 Confugientes ad Ecclesias consueverunt implorare interventionem Episcoporum.
- 5 Asylum confugientium ad Ecclesias dependens ab arbitrio Principum.



INTERCEDERE pro Reis apud Principes & Magistratus Civiles admodum familiare fuisse jampridem etiam Sanctissimis Episcopis, dubitat nemo; quin & hoc intercessionis officium non minimam Episcopalis muneris portionem esse existimabant.

Ultimam eam fuisse tempore Concilii Sardicensis, id est, circa medium seculi IV. probat ejusdem Concilii Canon, qui est septimus apud Græcos, octavus apud Dionysium Exiguum. Hoc enim Canone postquam Offici Concilii præfatus Patribus exposuisset, statuerunt videtur, nullum oportere Episcopum ad Castra accedere præter eos, quos prius Imperator post secula licentia accessit, subjungit: "Sed quia sæpe contingit aliquos qui egent misericordia ad Ecclesiam confugere, qui propter sua peccata vel relegationem vel in insulam deportationem damnati, vel quævis alia sententia addicti sunt: illi non esse negandum auxilium, sed sine restrictione & dubitatione illi veniam esse petendam."

Hæc Offii propositio Patribus placuit: responderuntque omnes: *determinatur & hoc.*

Erat igitur tempore hujus Concilii in more positum, quod criminum Rei ad Ecclesias confugerent, ut per intercessionem Episcoporum veniam sine misericordia a Principe ejusve Magistratu impetrarent.

Constat præterea, visum esse Patribus Sardicensibus Episcopos non posse hoc ipsum officium seu auxilium confugientibus Reis negari, sed sine restrictione, & dubitatione illi (scilicet Reis) veniam esse petendam. Sive ut legit Dionysius: *subveniendum est illis, & sine dubitatione petenda indulgentia.* Quin & permittit Concilium, ut eam ob causam ad Castra seu Comitatus Principis accedat Episcopus; saltem per suum Diaconum seu Ministram, ut Canone sequenti ejusdem Concilii cautum est.

Nec tantum pro leviorum criminum Reis, sed & pro criminum capitalium, imo & ad mortem damnatorum, Episcopos hoc intercessionis officium impendisse manifestum est ex S. Augustino aliisque Patribus, qui & officium Sacerdotum sui id exigere existimabant.

Scribit enim ad S. Augustinum Macedonius Epistola 153. inter Epistolam S. Augustini: "Officium Sacerdotum vestri esse dicitis, intervenire pro Reis, & nisi obtineatis officium, quasi quod eras officii vestri, minime respondetis."

Similiter locutenter probant Epistola S. Ambrosii, ipsum non tantum pro Reis intercessisse, sed sua intercessione plurimos non solum de exiliis, & carcere, sed & de æterna penis liberasse, ut scribit Epistola 41. ad Theodosium. Ad qua verba Ambrosii notant Eruditi novissimæ editionis hominum operum Revisores (qua editione hic utimur) "de certe Episcoporum esse, ut pro miseris Imperatores conveniant, non semel a nobis observatum est apud Ambrosium, & ex pluribus Augustini Epistolis adverte licet, non tantum ex Ambrosii & Augustini, sed omnium penes tam Græcorum quam Latinorum Patrum operibus & gestis id ipsum eluces."

EX prædicto Canone Sardicensi liquet, Episcopis permittum fuisse ad Comitatus Principis accedere, ut pro Reis intervenirent, diutius quia sæpe contingeret, aliqui qui egent misericordia ad Ecclesias confugere.

Liquet proinde hoc interventivis officium iis Ecclesiis impendendum, qui pro obtinenda misericordia ad Ecclesias sive Episcopos confugiebant.

Cum vero Ecclesia non mortem peccatoris desideret, sed magis ut convertatur & vivat, hoc interventivis officium impendere illis desideravit, qui vim emendationem sive veram conversionem implorando misericordiam præstabant & promittebant.

Id non obscure colligitur ex Epistola Macedonii ad Augustinum, & Augustini Epistola responsoria ad Macedoniam.

Scribit enim Macedonius "hoc sibi gravi videri in Episcoporum pro Reis interventione, quod a multis peccata videantur veniabilia, cum in, qui Reis est, *correctionem promittit*, quæ dicitur Episcopus pro quocunque scelerum Reis intervenit sive penæ relaxationem postulare, modo scelerum suorum correctionem promittant. Quod gravius videbatur Macedonio rationem subiungere: "Venerunt namque, ut mores nostri sunt, & sceleris penam capiamus homines sibi relaxati, & id propter quod scelus admissum est, possidere. Pro his quoque interveniendum putat Sacerdotium vestrum, de quibus adeo fœdus nulla sperat, ut etiam in præsentem eadem criminis ratio perveniat; nam qui tam periculose tenet propter quod crimen admittit, offendit se, ubi licentia furis, similia peccaverunt."

Hic non obscure significat Macedonius, Episcopos credidisse pro criminum Reis intervenire officium Sacerdotum sui esse, quia Reis correctionem promittit, sed arbitrabatur Macedonium huic correctionem promissionem, vim emendationis spem modicam vel nullam suppeditare.

Et S. Augustinus Epistola 153. respondens Macedonio atque notanter ad eam objectionem quod veniabilia omnia peccata videantur, cum is qui Reis est *correctionem promittit*; id nequaquam negat, sed proficitur de hanc suam esse sententiam: *Fac tua est (ait) hæc & nostra sententia.*

Pænetra non diffucit Augustinus, plures ex illis qui correctionem promittunt, postmodum in sceleribus permanere, & quod promittunt non præstare. Nihilominus credit Augustinus, nequaquam propterea negandum officium interventivis pro Reis, qui correctionem promittunt, quod & ibidem multis probat, ut quod

inter alia hoc argumens: "Quod si (ait nam, 6.) iniquis
 & sceleratis illi (Dei) parcendo, atque vitam salutem
 que largiendo, etiam plerisque nocent, quos mox non
 adituros penitentiam, tamen adhuc patientiam quan-
 to magis nos in eos, qui correctionem promittunt, in-
 tercessimus, misericordes esse debemus, ut arguerem vo-
 lumus pro eis intercedendo sceleratos, pro quibus et
 Dominum, quem nihil de mortibus eorum etiam sur-
 scilicet, non tamen impudenter, quia hoc ipse precep-
 tit, optamus.

Itaque concludit Augustinus, ut nolite dubitare Macedo-
 nios hoc officium Episcoporum ex religione descende-
 re: cum Deus apud quem nulla est iniquitas, ejus sum-
 ma potestas est, qui non tantum qualis quisque sit vi-
 det, verum etiam qualis futurus sit praevidet, qui solus
 potest in iudicando non falli, quia in componendo non
 potest falli, facit tamen, sicut Evangelium loquitur,
 solum suum artem super bonos & malos, & plures super ju-
 stos & iniquos.

Insuper nam. 18. ait: Quod si secus fecerit accidit, quam
 intercessores Episcopi intercedant, id tamen interces-
 siones impetrandum non sit, sed potius illa bona, quae cum
 id facimus, interius de volumus; id est, emenda-
 tio mansuetudinis ad conciliandam dilectionem verbo
 veritatis, & ut quilibet aeternam a temporali morte, sic
 vivat, ne in eternam, unde nunquam liberetur, in-
 carnat.

Scopum hujus intercessionis luculenter expressit S. Au-
 gustinus in Epistola ad Macedoniam.

Macedoniam scripserat Augustinus, se vehementer am-
 bigere, nam officium Sacerdotii interveniendi pro Reo
 ex Religione defendendi: "Nam si a Domino pecca-
 ta adeo prohibentur, ut ne penitentium quidem copis
 post primam tribuatur; quemadmodum non possumus
 ex Religione concedere, ut nobis qualescunque illud
 crimen fuerit, dimittatur. Quod utique cum impu-
 nient volumus, probamus. Id est constat non minus
 auctorem, quam probatorem teneri in omnibus, qui
 peccatus; certum est non culpe societate vincari, quin-
 ties cum impunitum esse cupimus, qui culpe tenetur
 obnoxius.

Hinc objectioni siue rationi dubitandi respondet Augu-
 stinus: "Nullo modo culpa quis corrigi volumus, ap-
 probamus, nec quod peperam committitur, ideo vo-
 lumus impunitum esse, quia placet; sed hominem mi-
 seranter, faciemus autem, seu flagitium derelictos,
 quanto magis nobis displicet vitium, tanto minus vo-
 lumus impunitum interire vitiosum, Facile enim est
 argui proinde malos adipsi, quia mali sunt: verum au-
 tem & ipsum eisdem ipsi displicere, quia homines sunt;
 ut in uno eodemque & culpa improbit, & naturam approbi:
 ut propterea culpam ipsius odiam, quod ea fundatur natu-
 ra, quam diligit. Non est igitur iniquitas, sed potius
 humanitatis societas deinde, qui propterea est cri-
 minis persecutor, ut sit hominis liberator. Motum
 porro corrigendorem multas alius, quam in hac vita
 foris est; nam post hanc quilibet id habebit, quod in
 hac habinet conquirit. Ideo compellitur (conclu-
 dit Augustinus) humani generis caritate intervenire
 pro Reo, ne illam vitam sic finiant per supplicium, ut
 ea finita non possint finire supplicium.

Intercedebat ergo Episcopus, non tam ut Reo a
 morte corporali liberaret, sed potius, ut eos transiret
 in hac vita retineret, emendatos & per penitentiam
 castigatos a vita mortali ad vitam immortalis mis-
 teret.

Deinde proponit Augustinus, quomodo Deus etiam
 impiis parcat, nobisque precipiat, malos & impios no-
 stros percutere debet; nec tamen (ait) "nos hoc pa-
 tro societas adiungit impiorum, quibus et ipse parcen-
 do, & vitam salutemque largiendo, non utique sociatur.
 Post hoc addit: "Consistim quippe ejus (Dei) quin-
 tum homini pio nosse donatum est, exponit Apostolus,
 dicens: *Aperas, quia patientia Dei ad penitentiam te*
adducit. Ad hanc volumus adduci, pro quibus interve-
 nimus, non eorum peccata, vel patimus, vel loquimur.
 Ideo ergo interveniebant, ut liberatos a morte tempo-
 rali ad penitentiam salutem adducerent: unde & subi-
 cit: "Nam quosdam, quorum crimina manifesta sunt, a
 vestra severitate liberatos, a societate tamen temere
 remittimus, ut penitendo placare possint quem peccan-
 tes contempserant, itaque ipsos puniendo. Nam nihil

aliud agit, quem veraciter penitet, ut id quod mali fe-
 cerit, impunitum esse non finit: Eo quippe modo sibi
 non parcens ille parci cuius aliam nullamque judi-
 cium nullus contempit evadit.

Eandem interventionis Episcopali scopum expressit S.
 Chrysostomus Homil. 15. in Epist. 3. ad Corinth. illa allo-
 quens Judicem: "Iudas si adulterum atteris, in eum
 potius animadvertit. Hoc non est vitium de medio
 tollere, sed faciem animam abigere. At Sacerdos hoc
 agit, non ut de nocere supplicium sumat, sed ut vitium
 avertat. Nam tu quidem perinde facis, ac si morbo ali-
 quo in capite enas, non morbum ipse comperis, sed
 caput amputes; ergo vero non ita, sed morbum tran-
 co. Tu quidem sive impunitum demeritis, propterea
 reddis; sive supplicio accesseris, incurabilem relinqui-
 tis; ego autem nec impunitum abire sino, nec tuo
 more plaga; verum simul & sanam quam debet,
 ab eo expro, & quod commissum est, corrigo.

Augustinus & Chrysostomus consonant de Sanctis Am-
 brosius. Et quidem Epist. 25. scribens cuidam Magistra-
 to, cum ad mansuetudinem excitare volens, proponit
 exemplum Christi mulierem adulteram impunitam di-
 mittere, ac deinde subiungit: "Habet quod sequearis;
 potest enim fieri, ut ille criminolus possit habere spem
 correctionis: si sine Baptismo est, ut possit accipere re-
 missionem: si baptizatus, ut penitentiam gerat, &
 corpus suum pro Christo offerat.

Hic notant Eruditi horum operum Peritissimos Revisi-
 res: "Canonice penitentia labore otio tanti tamque
 diuturni erant, ut non immerito pro capitali pena, tan-
 quam morte quidam importunit, subici possent.

Non ergo intervenientes Episcopi Reos a supplicio de
 pena attingere cupiebant, sed supplicium & poenam
 Judicis Secularis, in supplicium & poenam ipsi Rei ad
 vitam beatam & veram emendationem magis profuturam,
 convertere continebant.

Hinc anno 626. Synodus Remensis, quam celebravit
 Somausus Remensis Episcopus, cum alia quadraginta
 vel et eo amplius Galliarum Episcopis, teste Flodoardo
 lib. 2. Hist. Eccles. Remens. cap. 3. innot quod & erat Ber-
 trandus Cameracensis, statuit Canone 7. "Ite qui San-
 ctae Ecclesiae beneficia liberant a morte, non prius
 agrediendo accipit libertatem quam penitentiam se pro
 seculare de sacramento promittit, & quod ipsi Cano-
 nicus imponitur impleturum.

Episcopos nequaquam credidisse, se posse propria au-
 thoritate dare impunitatem Reo ad ipsos conser-
 vationem, siue illos a supplicio mortis liberare, aut poenam miti-
 gare; sed id totum a benevolentia & arbitrio Principum
 & Magistratum dependere, ipsa formula interventionis
 siue intercessionis, qua apud Magistram & Principes pro-
 ceter suas pro Reo interponantur, evincit.

Quapropter S. Augustinus in Epistola ad Macedoniam;
 Totus in eo est ut iudicem roget & moveat ad molendam
 severitatem & induendam benignitatem, ac mansuetudi-
 nem; & Epistola 134. Apringium Proconsulem rogar, ut
 circumcessionem auctoritatem minus ponat, memoret
 Ecclesiasticae mansuetudinem. "Timeat autem obsequium
 iudicium Dei Patris, & commendat mansuetudinem
 Matris. Cum enim tu facis, Ecclesia facit, propter
 quam facis, & ejus alius facit. Contendo bonitatem
 cum malis. Illi sceleris immuni membra de corpore vult
 vo avellere. Tu opere misericordiae effice, ut illa qui
 nefandis operibus exercebant, alii cum opere integra
 eorum membra deserviant. Illi ministris Ecclesiae
 occiso extorsitque spatum vivendi. Tu ministris Ec-
 clesiae vive rebus relaxas spatum vivendi. Talem te
 oportet esse in causa Ecclesiae iudicem Christianum,
 penitentibus, meminit, intercedentibus moris.

Et rursum Epistola 139. ad Marcellinum, inflare ut Do-
 natistae puniantur mortis, totus rursus in eo est, ut mi-
 serationem ultimi supplicii imperet, scribitque Marcelli-
 no: "Si Proconsul nec interis nec ad hoc contemderis,
 hoc saltem praestet, ut in custodiam recipiantur, ac-
 que hoc de clementia Imperatorum impetrare curabi-
 mus, ne passionis fervorem Dei, qui debet esse in
 Ecclesia gloriose, inimicorum sanguine demerellatur.

Quid evidenter, quam Augustinus suas interces-
 siones aliud non episcopi, nisi rogando & inflando iudi-
 cem movere, ut sententiam mortis mitigando, Remi-
 sionem clementer indulget; quo ostendat Ecclesiam Mari-
 man-

manifestationem, & ex Reis tempus pœnitendi non auferatur.

Et Sanctus Ambrosius *Epistola* 43. Theodosio ita loquitur: "Debeo beneficiis tuis, quibus me petente, liberasti plurimos de exiliis, de carceribus, de ultimis aspiis penalis."

Hic palam agnoscebat Ambrosius Reos a penis liberare petentibus, seu intercedentibus Episcopis, beneficio Imperatoris testentibus.

Conspicentes ad Ecclesias non tantum ipsam materiam fructuum divino cultui dedicatam interbantur, sed vel præcipuum Episcopos & Clericos, ad quorum auxilium opem confugere videbantur; tum ad ipsas Ecclesias, quibus Episcopi & Clerici præerant, confugebant.

Hoc ipsum non obscure significavit S. Augustinus in *Epistola* 115. ad Fortunatum Centenem Episcopum, in qua de quodam Favento, qui ad Ecclesiam Hippontensem confugerat, hæc scribit: "Is, cum ab eisdem possessionibus Domino nescio quid sibi mereret, ad Hippontensem confugit Ecclesiam; & ibi erat, ut confugientes solent, expectans quomodo per intercessionem nostram sua negotia remitteret." Hinc manifestum est, confugientes ad Ecclesiam non tam ex confugio ad ipsam materiam Ecclesiam, quam ex patrocinio & intercessione Episcoporum, & Clericorum, ad quorum patrocinium per confugium ad Ecclesiam confugisse debebant, impunitatem, sive misericordiam expectasse.

Idipsum fac manifeste indicavit S. Augustinus *Sermone* 18. De verbis Domini confugiam ad Ecclesiam, ita compellens: "Contemnitia, conturbata, pallescit, ad Ecclesiam curram, videre desideras Episcopum, ad pedes ejus voluisti, Domine concutor, Domine in carcerem mittor, miserere mei. Ego quidem curro propter carnem tuam, utinam tu cures propter animam meam!"

Ex his manifestum est, confugientes ad Ecclesiam Episcoporum intercessionem expectasse; ipsosque Episcopos pro ipsis confugientibus ad Ecclesiam intercessionem interposuisse.

Idem insinuat Theodosius Imperator in *L. Cod. Theod. De his qui ad Ecclesiam confugiant*, ubi Cap. sequenti ostenditur.

Et quemadmodum Rei criminum ad Episcopos pro intercessione apud Principes eorumque Magistratus emendationem, sive correctionem promittebant; ita quoque confugientes ad Ecclesias correctionem, & vix conversionem hoc suo ad Ecclesias confugio præstabant & promittebant; æque hæc promissione Episcopi & Clerici fidentes eos recipiebant, & pro ipsis intercedebant: ut ex verbis S. Augustini supra relat, nec non ex Legibus Imperatorum (de quibus Capite sequenti) liquet.

Innovavit Boetius Epo Canonum Professor primarius apud Duacenses in Commemorative ad cap. 6. *De humanitate Ecclesiarum* num. 38. "Nec enim (ut) recipiuntur in Ecclesias homines isti facinorosi, pro Asilo ad tempus confugientes, ut ætate in suis sceleribus permanant, sed ut scelera sua deploraturi, verique Ecclesiam pro Domino orationis habituri."

Revera quemadmodum Episcopi pro Reis etiam criminum capitalium apud Principes & Magistratus intercedendo palam agnovebant Reorum liberationem, aut penarum mitigationem a sola benignitate & pietate Principum dependere; ita quoque agnovit Ecclesia nullum Asylum, aut immunitatem Templo Deo dedicatam, aut Episcoporum intercessionem confugientibus ad ea dare posse: sed omne illud quod in locis, aut confugientibus competere potest, ex Principum auctoritate, & arbitrio profuturum debere.

Et sane quandoquidem Deus Principem ministrum constituit in hanc ei qui male agit, atque hoc in finem scilicet ad pœnitentiam malorum gladium cum portare jussit, hanc in Principe auctoritatem, nec per Temporum aliorumque locorum ad Divinum cultum dedicationem extruendum, aut per Episcoporum intercessionem tollere; aut vel in minimo minuire, aut labefactum intendere, sed integram conservare voluit, ut ex Principe oritur, & glorio suo materiali in maiestatem animadvertat, prout tranquillitas Republicæ de pacis conservatio, & bonam Religionem exigere jubeat.

Unde nec legitur, quod Ecclesia per novem, ut minus secula ullam de hac Asilo Temporum cederet Decretum, quo vel hoc Asylum Tempus concederet, vel modum, vel legem præcipiebant, quibus hoc Asylum circumferebatur; sed ex omnia ex præcepto Principum movebatur, & eorum legibus in Asilo Asyli, sive immunitatis se subponebat, aut Capite sequenti ostenditur.

CAPUT II.

Expenduntur Leges Principum Christianorum, quæ exstant in Codice Justiniano, & Theodosiano, quibus terminos & formam Asilo Temporum præscribunt.

1. *Expenditur Constitutio Theodosii Senioris.*
2. *Lex Arcadii & Honorii.*
3. *Arcadii Constitutio Asyli Ecclesiarum.*
4. *Theodosii Junioris terminus Asyli extendens.*
5. *Altera Theodosii Junioris Constitutio de servis immunitatis ad Ecclesias.*
6. *Lex Imperatoris Constantii.*
7. *Novella Justiniani Imperatoris.*

EXTAT Constitutio Theodosii Senioris in *Leg. Cod. Theod. De his qui ad Ecclesias confugiant*, hanc immunitatem, sive Ecclesiarum Asylum spectans. Sed notandum quod hæc Constitutio Theodosium nequaquam Asylum concedat, sed modum & limites huius Asyli figat, cum in immenitatem jam tum usus ejus excrevisset, ut vel inde patet, etiam ante hanc eandem Legem, utiam huius Asyli fuisse, licet antiquior posset Constitutio, nec in Codice Theodosiano, nec Justiniano superest.

Et sane constat ante prædictam Constitutionem Theodosii, Asylum, seu immunitatem aliquam confugientibus ad Asila, seu Tempa Christianorum competuisse.

Scribit enim Ammianus Marcellinus auctor licet Gentilis, qui sub Constantio floruit circa annum 355. lib. 15. memorat, "Syrianum Agrippinæ extrachum Epycola quæ examinatum confugerit, ad conventiculum ritus Christiani tendentem trucidatum; & lib. 26. sub Va. 41. testimonia anno 364. Hilarius arripa magis conviciis & confectus, capitali animadversione damnatus, latius renitente carnifice, subito lapsus confugit ad ritus Christiani Sacramentum. Pueri referunt apud Zosi. 41. mun auctorem similes Gentilem."

Interim in hac Lege Theodosii intelligitur, quod non tantum criminum Rei, sed & publicorum tributorum debetores ad Ecclesias immunitatem, sive Asylum contra Exactores horum debitorum consecratur, confugiunt: quin & ab Episcopis, & Clericis protegentur, & nonnunquam in latibus occultantur.

Contra hunc Asylum, sive immunitatis excessum statuit Theodosius: "Publicos debetores, si confugiendum ad Ecclesias crediderint, aut illico extrahi de latibus: oportet, aut pro his ipsis qui eos occultate probant, ut Episcopos erigi: Sciat igitur potestatem auctoritatis, neminem debitorum post hæc a Clericis defendendum: aut per eos ejus quem defendendum esse crediderint, debitum esse solvendum."

Hæc Constitutio non tantum probat Theodosium, publicos debetores hac lege extrahi ex Ecclesiis, ad quas confugerant, permisisse, adeoque illos immunitatem, seu Asylum Temporum privasse; sed insuper Episcopos, & Clericos qui eos protegere, vel in latibus occultare, obligatos declarasse, debitum quoque confugientes debebant solvere debere, sive ab Episcopis erigi.

Hujus Constitutionis meminit S. Augustinus scribens ad plebem Hippontensem *Epistola* 168. "Cum frater noster Fulcens debito decem, & septem solidorum ab aspernatoribus negregerit, ut reddere quod ad præsentem, unde se explicaret, non inveniret, ne corporalem patreteret injuriam, ad auxilium Sanctæ Ecclesiæ convolvit: illi etiam Exactores cum proficiis egerunt, & ideo delationem dare non possunt, gravissimæ me queris erraverunt; ita ut eis sum viderem, aut quod sibi deberi ostendebant, unde acciperent, providem."

Nilul evidentiorem, quam ad hanc Theodosii Legem hæc:

hic refecti, ut & Cardinalis Baronius notavit ad annum 392. num. 29. Sed quid hic S. Augustinus? Num furas solutionem cretavit? aut Legem, ut male & veterarie latam in materiam ad Principis auctoritatem minime spectante, rejecit? vel hisce debitoribus Asylum, independentem a voluntate Principis comprehensum ostendit? Absit. Sed cum cam forumam, ut persolveret non haberet, accepit moroso, a quodam Macedonio predictis decem & septem solidos pro debitoribus in hanc causam solvendo. Ut autem hos decem & septem solidos Macedonio restituere posset, concilio dedit Epistolam ad plebem Hipponensem, ut dictos solidos mitteret, atque in ipsam Falsum, ut fratrem suum, hanc liberalitatem & charitatem ostendat conformiter ad Legem Theodosii. Itaque Augustinus non de Lege conquestus est, sed eadem fat fecit, & Falsum liberaliter.

Cum sub hoc tempore Iudei gravium criminum rei, vel debitis obnoxii ad Ecclesias Christianorum conflugerent, ad Christianos Religiosis siem se simpliciter velle simulantes, & Clerici summo desiderio hanc ad fidei Christianae conversionem summo opere desiderantes, facile eorum simulata promissa conversionis nimia facilitate fidem adhibentes, eos ad Ecclesiarum Asylum recipiebant; quo scibat, ut & publica tranquillitas per hanc criminum importunitatem patereat & creditores suis creditis frustrarentur.

Itaque ut & Iudeorum simulationi & Clericorum in recipiendis hisce Iudeis omnia facilitati occurrerent Imperatores, hac Constitutione edicere; "Iudei, qui erant aliquo, vel debitis fatigati, simulant se Christianae Legi velle conjungi, ut ad Ecclesias confugientes vixit possint crimina, vel pondera debitorum, atqueant; nec ante suspiciantur, quam de ista universa reddiderint, vel faciat innocentia demonstrata purgati."

Non dubitavit igitur Principes limites hanc Asylo seu immunitati Ecclesiarum sua auctoritate posse praestare, & quosdam ab hac immunitate subtrahere.

Ex hac quoque Constitutione intelligitur, confugientes ad Ecclesiam conversionem morum, aut erroris emendationem persequi.

Scribit Socrates lib. 8. Historiae cap. 5. "Eutropius, plus Eunuchus praepositis Imperiali cubiculo, & qui Consulatus dignitatem ab Imperatore primus ex omnibus Eunuchis acceperat, cum de nonnullis qui ad Ecclesiam conflugerant, penas fuisse vellet, operam dederat, ut Lex ab Imperatoribus promulgaretur, jubens ne quis ad Ecclesiam profugeret, sed ut quicunque ad eas conflugerent, inde abstraherentur."

Ejusdem Legis meminit Sozomenus lib. 8. Historiae cap. 7. qui & eisdem laqueis describit, occasione cujus Eutropius hanc Legem ab Arcadio extorsisset.

Credidit Jacobus Gothofredus, eam Arcadii Constitutionem, cujus meminerat predicti Historici, & cujus occasione S. Chrysostomus habuit sermonem in Eutropium, extare in Codice Theod. in placet partes sub diversis titulis distributam, scilicet in Leg. 3. Cod. Theod. De his qui ad Ecclesiam confugunt, & in Leg. 16. De penis, Leg. 32. De Episcopis, Leg. 57. De Appellationibus.

Hae Leges si simul in unum conjungantur, conficiunt eam Arcadii Constitutionem Asyli abrogatariam, uti notat Gothofredus.

Et quidem in ea parte quae conficit predictam Legem 3. edicit Arcadius: "Si quis impotenter servus, ancilla, curialis, debitor publicus, procurator, maritimus, quilibet potestimo publicis privative rationibus involutus, ad Ecclesiam confugiat, vel Clericus ordinatus, vel quocunque modo a Clerico fuerit deservatus, nec statim conventionem praemissa praestare conditioni reddat; Decuriones quidem, & omnes, quos solita ad debitorum munus foetibus vocat, vigore & solertia iudicium ad praestitam sortem, vel ut maus moris iudicia, revocant, quibus obnoxii Legem prodesse non possunt, quae cessante Patrimoniis subiecta, Decuriones esse Clericos non verbat. Sed etiam ii, quos Oeconomus vocant (hoc est qui Ecclesiasticas censuerunt tractare rationes)

ad eam debiti, vel publici vel privati redditionem amota dilatione cogantur, in qua eos obnoxii esse constituit, quos Clerici defensuros recepturi, nec minus crediderint exhibendos."

Hac parte Constitutionis, quae dictam Legem conficit, non tantum qui publicis rationibus, sive debitis sunt obnoxii, sed & qui privatis duras debitis & rationibus sunt onerati, jubentur a Clerici reddere, & si eos post primam monitionem, seu summationem reddere remanent, per Oeconomum Ecclesiarum debita quibus erant obnoxii solvenda esse differunt: atque ita non solum debitoribus publicis, sed generatim omnes etiam privatos ab Asylo Ecclesiarum subtrahit, sive a Clericis praeteriti, seu decessari, praeterito Asyli verat, sub pena, quod si eos praeterit Oeconomus Ecclesiarum, debita eorum solvere teneatur.

Altera vero parte Constitutionis, quae conficit Legem 16. Cod. Theod. De penis, fat patenter ab Asylo etiam criminum Reos, eoique a Clerici, aut Monachis defendari, seu protegi vetat.

Cum itaque & debitoribus & criminum Reos praeterito Asyli a Clerici, aut Monachis defendi, sed eos haberi vellet non immerito dicere praedicti Historici per hanc Arcadii Constitutionem Asylum fuisse revocatum, quod & pluribus probat Jacobus Gothofredus in Commentario ad hanc Legem 3. & coexistit Dominus Fleury lib. 17. Hist. Eccles. n. 36.

Quantumvis autem & Socrates & Sozomenus scribant, Eutropium hoc hanc ab Arcadio sollicitam Constitutionem itam De super se fuisse, & S. Chrysostomus in Eutropium non sine magna vehementia & animi commotione pronuntiaverit sermonem in eum, oculis tamen legimus arguisse Arcadium, quasi per hanc Constitutionem potestas sua limites excedisset, ut proinde crediderit, hanc immunitatem, sive Asylum totaliter dependere a benignitate Imperatorum, seu Principum.

Credidit autem occasione hujus Arcadianae Constitutionis anno sequenti Concilio Africano decernam Legationem, quae legitur in Codice Africano cap. 61. "Ut pro confugientibus ad Ecclesiam, quocunque reatu involutus legem de gloriosissima Principibus meretur, ne quis eos audeat abstrahere."

Non dubitavit proinde Patres Africani, ab Imperatoribus Asyli, sive immunitatis pernam restitutionem: atque integram manere Magistratibus facultatem Reos criminum ad Ecclesias extrahendi, nisi per Imperatores immunitas, sive Asylum indultum esset, sive ipsa inhibuit ne ad Ecclesias confugientes ab his extrahere possent.

Post Constitutionem Arcadii sequitur Constitutio Theodosii Junioris, cujus fragmentum occurrit in Leg. 4. Cod. Theod. De his qui ad Ecclesias confugunt, & in Leg. 3. Cod. Just. eodem, & integra extat Graeco & Latino ad calcem Aethorum Concilii Ephesini Tomo 3. Concilio Generalium. Item in Cod. Theod. per Jacobum Gothofredum notis illustrato post dictam Legem 4.

Hujus Constitutionis Theodosianae sententia, seu scopus fuit, uti recte notat Gothofredus in Commentario dictae Leg. 4. "non tam ut Ecclesiasticorum Asylum ius & securitas, seu immunitas Ecclesiarum firmetur ut (et si obiter quoque dicta sententia Leg. 3. Veri. Nec in extrahendis, Asyli Ecclesiastici praestantur ad versus vim extrahentium) quam ut Ecclesiasticum hinc sanctitas sancitor, adversus irruptionem in eas, seu confugientium vitium, & inde reverentia loci non violetur; id est, Ecclesias humanitas, iustitiae meritoque ita patere voluit Theodosius Junior (quod hujus Legis initio praefatur) ut eas ex otioso violenti, seu contaminari noluit irruptione vitia; quod integra Constitutione non uno loco expressum est."

Quanta autem esset circa tempus edicte Constitutionis furorem indignationem Dominorum suorum declinare simulationem, & Asyli & immunitatis consequenda fiducia, in Ecclesias irruptione audacia & insolentia, probat quod de hac insolentia narrat Socrates lib. 7. Historiae Ecclesiasticae cap. 33. "Cyprianus enim (aut) praepotens viri servi, nomine Barbari, Domini sui atrocitatem experti, ad Ecclesiam con-

fuge-

fugerunt; striditque gladiis ad ipsum stare profle-
runt. Cumque rogarerunt, ut inde abscederent,
nulla ratione adduci poterant, ut parcerent, sed im-
pedimento erant quominus divinum Officium cele-
braretur. Et pluribus diebus evaginatos vibrantes gla-
dios, quemvis ad se accedentem ferire parati erant.
Tandem vero cum ex Clericis unus interfecisset,
alium autem vulnerasset, semetipsos peremerunt.

Ut igitur hanc confusuram insolentiam compime-
ret; nec non irreverentia, nec non profanationibus Ec-
clesiarum & Divini Officii turbationi, quæ per erro-
rem confusuram in ipsa Ecclesia & circa aras comode-
bant, per hanc Constitutionem occurrere voluit Theo-
dorus. Media autem, quibus hunc finem sibi propo-
situm aliqui intendebat Theodorus, fuerunt: 1. Pri-
mam, fines & terminos immunitatis Ecclesiarum,
Ecclesiasticæ Aſylæ, amplius augere, ut in in-
tegra Constitutione dicitur, ut ita ipsum sacrarium
templi (quod aliæ vocat) itemque interiorum par-
tem Ecclesiæ (id est oratorium) ab intrusionum tem-
eritate, audacia & turba, si quid forte tale contig-
erat, ut in prædicta tragædia evenerat, ad ipsum sa-
crarium, violenter. Itaque immunitati illi, seu Aſy-
lo Ecclesiastico parere vult, non tantum ipsum sacra-
rium, sive altarium, imo non tantum, vel sacrarium
vel oratorium, quod quatuor murorum, seu parietum
sepia includitur (quod antea dicitur) sed & ultra
illa laxius aliquod spatium: quidquid scilicet extra,
seu trans templum ad primas aliasque foras ambitus
Ecclesiastici, seu templi, per quos populus orationem ge-
nerat oratorium ingreditur. Quod quidem interme-
dium spatium, cellulis, domibus, hortibus, balneis,
aretis, porticibus occupabatur.

Ita observat Jacobus Gothofredus, qui & ibidem mul-
tis probat, primum fuisse Theodosium juniorem, qui per
hanc Constitutionem terminos immunitatis extendit,
& ante hanc Constitutionem solum Altare & Templum
Aſylo Ecclesiastico esse.

Præterea notat ibidem Gothofredus spatium illud
quod Ecclesiæ adiacebat, & cui Theodosius Aſylum
Ecclesiasticum cedere voluit, etiam dictum fuisse de
primæ Ecclesiæ, atque hunc factum, ut apud Scriptores
medii ævi *Septimum Ecclesiæ* frequenter mentio occurrat.

Itaque hoc totum spatium subjacent, adiacens Tem-
plo, haud aliter atque ipsum Templum, Aſylo cedere
vult hac lege Theodosius junior, ut ipse loquitur: id
est, *interius Templi vici*: licet inde non magis qui
extra posuit, quam ab ipso Templi. Ne alio-
quin si solum Templum in Aſylum cederet, vel so-
lum sacrarium, Divinum Officium turbetur; vel si vim
adhuc contineret, loci sanctitas violetur: quod utru-
que evenerat, in ea specie, quæ hinc Legi occasione
præbuit.

Est sane Theodosium ad hanc immunitatis, sive Aſyl-
i extensionem indulgentiam inducendum fuisse, non tam
ex erga confugientes indulgentiam, quam ex reveren-
tia & religione ipsi Templi & aris Deo consecratis
conservanda, ratio editæ Constitutionis probat: Hanc
autem (ait) spatii latitudinem idcirco indulgemus, ne
in ipso Dei Templo, & sacro-fanctis Altaribus,
confugientium quoniamquam manus, vel vespere cuba-
re, vel pernoctare liceat, ipsis hoc Clerici religio-
nis causa veraciter: ipsi qui confugiunt, pietatis
ratione servandus.

Notat autem Gothofredus in Commentario hujus Le-
gis 4. Codicis Theod. pro his verbis, manere vel vespere,
legi, manere, vel vespere, ut sensus sit, ut nemini
confugientium in Dei Templo, aut ad apud sacras aras
manere, aut cibum sumere, aut dormire, aut enim
pernoctare licet uti & exprimitur in Legge 4. Codicis
Theod. & in lege 3. Julian. etiam in sexto Latino fac
manifeste exprimitur.

Idcirco autem confugas in Dei Templo, aut apud
sacras Aedes manere, seu moram stare velit Theo-
dorus, ne occasione hujus more subinde violentia
aut sleepus contra reverentiam Divini cultus in ipsis
Templis excitaretur, uti tragædia, de qua supra, do-
cuerat.

Similiter ob reverentiam Dei Templi & sacris aris
conservandam, venit confugas in Templis, aut apud sa-
cras aras vespere, aut dormire: Nam et si (ait) Dei
Templum humana naturæque necessitate lordari, &

sacro-fancta Mythesia infanti infirmitate miseri, ac
divina a profanis contaminari, sacra denique ab im-
puri inquinari nequaquam patitur; non tamen con-
fugientibus, quominus operi implorare, prædici
officium præcelsissimum, sed amplioribus longioribusque
spatiis aliorum securitatis confutandum existimamus,
& quod divinitus, & quod humanitati deberetur, lo-
lice religioſeque observare.

Legimus quoque eadem ob reverentiam Dei Tem-
pli debam anno 481. in Concilio Tolentino XII.
Cap. 10. 1. Confessione pariter, & jubente gloriosi-
simo Domino Evripio Rege Bithynæ, ut his ipsis,
qui Ecclesiam petunt, per omnia licitum in trigis-
ta passibus ab Ecclesiæ januis progredi: in quibus
assignata passibus, unicuique Ecclesiæ, in toto cir-
cuius reverentia defenditur: sic tamen, ut hi, qui
ad eam confugiant in extrinsecis, vel longe separatis
ab Ecclesiæ domibus nullo modo obsecrent. Sed in
hoc triginta passuum numero, absque domorum
extrinsecorum receptaculis, progrediendi aditum ob-
stineant: qualiter & requiritur nature utrum deſin-
tiant incia: & nullo tamenque evenia necessi-
tatis, qui dominicus se defendendo commiserit
gausit.

Denique præcipit hac Constitutione Theodosius:
Arma quoque, in quovis loco, ferro, vel species, eos
qui confugiunt minime intra Ecclesiam habere præcipit:
que non modo (ait) a summi Dei Templi, ac divinis
Altaribus prohibetur, sed etiam cellulis, domibus, hor-
tibus, balneis, arietis, atque porticibus.

Post hæc qui armati Ecclesiam ingreditur, & arma
deponere nolint, quid de his agendum sit, subjicit: De-
hinc si edis cincti, quovis Ecclesiæ loco, vel ad Templi
sepia, vel circa, vel extra sit, statim eos, ut arma re-
ponant authoritate Episcoporum a solis Clericis reveren-
tiam conveniri: data eis fiducia, quod Religiosis nomine
melius, quam armorum periculo mutentur.

Sed si Ecclesiæ voce moniti, post tot tantorumque
demonstrationes, noluerint arma relinquere, jam cle-
mentia nostra, apud Deum & Episcoporum causa pur-
gata, armatis, si ita tes exegerit, intromissis, trahendis
se abstrahendisque esse cognoscant, & omnibus casibus
esse subdendos: Sed neque Episcopo consulito, nec
sine nostra, sive iudicium in hac alma Urbe, vel ubique
que, iustione, armatus quovisquam ab Ecclesiâ abstrahi
oportebat: ne si multis passim hoc licet, confusio ge-
neretur.

Igitur Theodosius hac Constitutione non tantum ter-
minos immunitatis, sive Aſylæ extendit & præcipit, sed
insuper venit, confugas intra terminos immunitatis ar-
ma habere: formamque præcipit Clerici, qui conſu-
gunt ad arma deponenda commoneat debent: nimirum
ut authoritate Episcoporum ad deponendum arma severius
conveniantur, id est commoneantur: data eis fiducia,
quod religionis nomine, melius quam armorum periculo mu-
tiantur; quo Theodosius idcirco significare voluit, ut
Clerici armis cinctus conveniri & commoneant, ut
arma deponant: hac fiducia data, hac ratione, quod reli-
gioſe magis tutus sit quam armis.

Si autem a Clericis eo modo commoneat arma deponere
nolint, non vult Theodosius, ut per Clericos extrahan-
tur, aut vis aliqua a Clericis eis inferatur, sed mandat, ar-
mas intromissis, ut abstrahi se abstrahendisque esse cog-
noscant, & omnibus casibus esse subdendos. Sed neque
Episcopo consulito, nec sine nostra sive iudicium in hac
alma Urbe, vel ubiqueque iustione armatus quovisquam
ab Ecclesiâ abstrahi oportebat: ne si multis passim hoc li-
ceat, confusio generetur.

Præterquam igitur quicquid eorum, qui metu aliquo
ab Ecclesiâ confugiunt armati abstrahantur, arma deponere
nolentes, tria requiruntur. Primo, ut commoneat Cleri-
corum & Episcoporum authoritas præcelsit, qui confuga
parere noluit. Secundo post hæc, iustis Principibus, vel sine iudicio.
Tercio, Episcopo consulito, quod in hac lege & in hac
specie requiritur legunt Theodosius. Hac tria requiruntur,
ut armati ab Aſylo Ecclesiastico abstrahi possint, ne
alioquin, si alia forma obediatur, hæcque negligatur, &
promissis armatis abstraherent licet, generetur confusio, &
(ut in Græco amplius est) scilicet Clerici forte ipsi vim
adhuc continerent, & confugas contra a neminebus: quod ipsum
evenerat in ea specie tragædia, quæ hinc legi occasione
præbuit. Ut hic recte observavit Jacobus Gothofredus,

Qui ejusmodi fuerunt, tam circa terminos Asyli, tam formam in communione circuli, & in eorum extractione servandam præscripti, sed demonstravit indulgentiam Asyli Ecclesiastici, a sua dependere authoritate.

Sequitur Lex Theodosii junioris, qua servorum ad Ecclesiam confugientium immunitatem intra terminos certit temporis concludit, & eorum insolentiam reprimi, habetque duas partes prout in Codice Theodosiano consistit Legem 5, ut in Codice Justiniani, Lex 4. solam partem secundam complectitur.

In primis hanc suam Constitutionem ita exorditur: " Super confugientibus ad sanctæ religionis Altaria, sanctonem in perpetuum valituram credidimus promulgandum, quia loquendi formula patenter significat ipsi esse auctoritatem super confugientibus ad sanctæ religionis Altaria, sive de Ecclesiis Asylum, Legem sanctentis in perpetuum valituram.

Prima parte hujus Constitutionis edicitur: " Ut siquidem servus cuiusquam Ecclesiam, Altaria, loci nunc venerationis confusus, sine ullo rebo perierit, is non plus uno die ibidem dimittatur, quin Domino ejus, vel ejus metu penam imminuentem visus est declinare, a Clericis quorum interest, nunciatur. Iste eum impetrata indulgentia peccatorum, in nullis residentibus ita condici mensi relinquat, in honorum loci, & ejus respectu, ad ejus auxilium convolvatur, abducatur. Itaque hac parte voluit Theodosius servos Domini sui itam metuentis ad Ecclesiam confugientes obtemperare Asyli, non nisi uno die a Clericis retineatur, quo tempore, Domino a quo fugiit, vacuetur: Iste eum impetrata indulgentia peccatorum, in nullis residentibus ita condici menti reliquit, in honorum loci, & ejus respectu ad ejus auxilium convolvatur, abducatur.

Credidit enim Theodosius, uti hic usat Jacobus Gothofredus, fat esse Dominum uno die cedere servo suo, ut hac modica mora les Domini molliatur, accedente loci edigione, & deprecatoris aliquis respectu.

Servus enim itam Domini fugientibus duplex hoc periculum erat, ara fidei Templum & deprecator. Et sane uti rede ibidem Gothofredus: " Nihil aliud ad Ecclesiam periculum erat, quam Clericorum deprecatio, seu intercessio.

Hinc ipsum non obscure significavit S. Augustinus in Epistola ad populum Hippensem, uti super observavimus.

Hinc manifestum est, confugientes ad Ecclesiam non tam ex confugio adiplam materiam Ecclesiam, quam ex patrocinio, & intercessione Episcoporum, & Clericorum, ad quorum patrocinium per confugium ad Ecclesiam confugisse videbantur, impunitatem, sive misericordiam expectare. Idque est, quod hac lege indicari videtur per hæc verba, ejus respectu ad ejus auxilium convolvatur.

Hinc quoque intelligitur ita Theodosium voluisse focuere, servis itam Dominorum fugientibus per Ecclesiam immunitatem, sive Asylum, ut tamen hac immunitas Domini nihil aut parum obedi.

Secunda pars Constitutionis, que consistit dictam Legem 4. in Cod. Justin. De his qui ad Ecclesias confugientes, dirigitur in servos qui armati ad Ecclesias confugientes, edicuntur: " Si servus cuiusquam in Ecclesia altaria ve aratus, nullis hoc suspensibus, inopinatim intrare, et inde propterea abstrahatur, vel contritus Domino, vel ei, unde eum tam furiosa formido persequitur, indicetur, etque non abstrahendi copia non negetur. Sed si armatus fiducia resistens animos insanas impellente concupiscit, abripiente, exturbante eum Domino, quibus id potest effugere viribus concedatur. Quod si illam etiam confugi in concitatione pugnæque contigit, nulla erit ejus noxa, nec constantia criminatio: reliquatur occaso, si is, qui ea ista servit, in hostibus de homicidia conditionem transtulit, sit occisus.

Hac itaque Lex Theodosius servum armatum in Ecclesiis uenire non tantum permittit quocunque modo per Dominum Ecclesia abduci & abstrahi, sed insuper servum resistente occidi in Ecclesia a Domino impune permittit: id est, ut non sit obnoxius penæ ordinis *Lex Criminalis De homicidiis*, uti enim ibidem observat Gothofredus: " Ecclesia siquam suum quidem pandit servo penam immittentem, itamque Domini fugienti, sed non, (ut

elegantur hic dicunt) ex ista servit in hostibus & homicidia conditionem transtulit.

Præterea cum hac servorum insolentia sæpe numero per Clericos fovei videretur, qui vel specie immunitatis eos contra præscripta Legum tuerentur, vel etiam occultarent, ut etiam contra Domosorum voluntatem ad Clericatum promoverent, Theodosius hac Lex in Clericos ultra Legem præscripta servos ad Ecclesias confugientes, detinente vel occultantes penam decernit, uti legitur in ipsa Constitutione, prout etiam in Codice Theodosiano, nimirum similes Clerici transgressores Episcopali auctoritate & gradu Clericali submoti in Laicos ordiem rejiciantur, hoc est, degradentur.

Qui Ecclesiam Asylum eo modo circumscribebat, legesque ejus ullo periculis, fat ostendit Asylum ad suam perennam auctoritatem.

Karus hoc ita circumferebat immunitatem, ut hanc in Dominos servorum obesse non sinat.

Occurrit in Codice Justiniani Constitutio Leonis Imperatoris, que consistit Legem 6. De his qui ad Ecclesias confugientes, hanc immunitatem Ecclesiarum spectans, consistitque Lex per omnia loca valitura. " Nullus paninus cuiusquam conditionis sine, de sacro-sanctis Ecclesiis, orthodoxæ fidei expelli, aut trahi, vel protrahi confugiat, nec pro his venerabiles Episcopos, vel religiosos Occonomos ejus, que ab ipsis debeantur. His qui hoc moliri, aut facere, aut mala saltem cogitatione, a quo tractatus suus fuerint tentare, capitali, & vicini supplicii animadversione plectentis.

Voluit igitur Leo Imperator, Lex per omnia loca valitura, ut debitores tunc publici, tum privati immunitas Ecclesiarum gaudeant, atque ut quocumque ab illis locis feris, ad que retulerint, abstrahi queant, sub pæna capitali, sive ultimi supplicii in extrahantur.

Insuper nec Venerabiles Episcopos, nec religiosos Occonomos pro ipsis exigi posse, sive capi eorum debita solvere.

Hac igitur Lex revocat Leo Imperator Lex Theodosii, & Arcadii, de quibus supra; quorum prior Theodosius volebat debita ab Episcopis exigi, si publicos debitores confugas protegere, & retinere vellet: uti & Arcadius in posteriore, qui de pro privati debitis Occonomos exigi posse statuit.

Quod potam vero ultimi supplicii in extrahentes ab Ecclesiis confugas, non in Magistratus, aut eos qui Republicæ personam gerunt, sed in privatos, qui privata auctoritate id attemptare essent, decretum esse pro contempto facile habebit, quoniam Romanorum mores instituta novit, apud quos non cuiusquam Judicii fideores, nec ministri, eos ipsos aut rei capitalis, aut debiti delincent, fed creditores ipsi, aut his qui injuriam acceptam, ream obnoxio collo in iudicium trahere jus erat: Quod cum in Ecclesiis etiam ipsi indebitores facerent, eosque vi & impetu ab Altariis discederent, & in jus raperent, in eos lata Lex.

Ne autem sub obsequio confugii creditores sui fraudarentur creditis, variis hic præscriptis Imperator, atque in primis, quod non obstant confugio possit confugas super debitis suis conveniri eorum legitimis Judiciis, atque coram eis, sive per se, sive per procuratores sollemniter constitutum de instructione respondere cogantur: de si post examen per Judicem declarati sint debitores, dacti quant, iudiciorum ordine solito servato.

Itaque (ait §. 4.) si res immobiles possider post edictum sollemnem citationem, ex fuerint judicantes ul. ad quod admodum debiti honorem ejus sive prædiorum tradito fore vendito celebratur. " Post hæc persequitur: " Quod si res mobiles habent, extra terminos occurrat Ecclesiæ, festentia judicantia, & eauctoris sollicitudine perquisita, quocunque loco occultentur, erunt, pro equitatis tramite, modoque debiti publici rationibus, privatique proficiant. Sane si intra finem habentur Ecclesiæ, vel apud committet ex Clerici abfconditæ sive depositæ fuisse fustemant: Istud de providentia Viti Re. verendissimi Occonomi sive defensoris Ecclesiæ diligenter inquisita, hæc quolibet modo ad sacro-sanctam Ecclesiam pervenientes proferantur: ut pari equitatis ordine, iisdem ex bonis fisco, vel Republicæ, fed creditores, & quibuscunque iustis prioribus admodum debiti confusio. Sicuti depositæ vel commodatæ dicuntur inquirere, si volumus esse castitatem, ut si sola sollicitudine apud al.

quoniam adfessionem abscondimus, de sua etiam conscientia
satisfacere arbitror: venerabilis Anselmus jubet: ut
adificantes quidem, qui de principalibus personis de-
creverimus (in causis) sed quod situm sit manifestum,
seu etiam ad nos pertineamus, vel familiarium, & so-
cium, sine participatione de omnino in viderem casibus
notorum personarum principalium observari: scilicet so-
cios quoque fecimus consuegere infra Ecclesiarum termi-
nos habere voluntate: ut eorum quoque bonis publica
debita privatisque solvantur, de per eos etiam, ubi con-
que depositus sunt, preceat inquisitio, & hac quidem
de ingenio, liberisque personis.

Cum autem servi, coloni, liberi, atque domestici,
non se servitio Domini, & Patronorum refugio ad
Ecclesias subiacere tentarent, qui de per Dogmatum le-
gem assenser, & occultare, his mereri volens tantis,
& s. Sane si servus aut colonus, vel adscripticius, familia-
ris, sive liberus, & hujusmodi aliqua persona domesti-
ca, vel conditioni subdita, conquisitis rebus certis
atque subactis, nos legibus hauris, ad faciem lapidis
de lea conculcas, statim a Religiosis Oeconomis (sive
defensores), ubi primum hoc fecit potuerit, per eos
videlicet, ad quos hoc pertinet, ipsi presentibus pro
Ecclesiis dilectis, & quicunque conculcas, aut ultra
non competeri, qui intercessionem amittimus: proce-
dente remissione venie, & Sacramenti intercessionem
ad locum datumque proprium revertantur: re-
bus, quas secum habuerint, & hominibus, ductis omni-
bus in Ecclesia non conveniunt committi, ne Patroni,
seu Domini per ipsum absentiam obsequio sua de-
negat, & ipsi per incommutatum Ecclesia, & paupe-
rum aliam expensis.

Denique quid circa confugas, sive confugientes ad Ec-
clesias Oeconomis, sive defensores Ecclesiarum agere opor-
teat, prescribit §. 6. Inter haec notum, quod idolo ad Re-
ligiosi Oeconomis, sive defensores Ecclesiarum solitudinem
curamque respiciunt, etiam etiam illud observandum, ut
singulorum intra Ecclesias confugientium personas
causisque interfectores euamque deinde iudices, vel
eos, ad quos causa de persona pertinet, nullam in-
ferant, & a quatuor conveniunt diligenter exquiratur.
Hac omnia iam prescribit Leo Imper. Legi per omnia
sua saecula, observari voas: Excepit tamen, ait,
sub initium hujus legis) hac urbe Regia in qua nos Di-
vinitate propria degemus, quousque ultra exegerit, invan-
cant, singulis causis atque personis praesentibus consti-
tuta praestantur.

Sane Leo Imperator hunc Templorum eo modo ex-
tendendo, & notum, quia de confugas eo non de gaudere
possent, praescribendo, nec non qualiter defensores, seu Oe-
conomis Ecclesiarum circa confugas notumque res se ge-
rebat debent, sua ostendit, omnem de Asylis statuendo, &
ordinandi sibi esse potestatem. Item clausula, qua iurisdic-
tio refertur decisionum quatuordecim, quae in Urbe Regia
super hac immunitate capere possent, passim probat,
nequaquam dubitare Leonem, spectentium dubiorum ad
Principis locumque Magistratus cognoscere de deci-
sionum pertinet.

Ex praescriptis hac lege per Leonem natus intelli-
gitur, quam sollicitus fuerit hoc Princeps, de per im-
munitatem Ecclesiarum iustitia violaretur, aut ius alicui
auferetur.

Inter Novellas Justiniani legimus Novella 17. cap. 7. Ju-
stinianum mandasse Tribunicium, Quasori Palati: ut
Neque homicidis, neque adulteris, neque Virginum
capere delinquentibus terminosque custodias cave-
re: sed etiam inderet, & supplicium eis inferre;
non enim talia delinquentibus parere competeri, sed hoc
pariter, ut non talia praesentibus parantur:
Deinde Templorum causam non potestibus, sed legis
datur a lege, & non uti possit utrumque tunc caute,
in sacrum locum ledentem de sedem.

Monet item hic Dionysius Gothofredus nota 10. s. de
dem publicum & servitium significari per causam Tem-
plorum.

Post hac subiungit Justinianus: Publicorum vero tri-
butorum exactiones eriguntur a Templo decemere fieri
procurabatur: quoniam Fiscalium ratio de iusticiis, &
privata ipsius Templis & cunctis Republicae minus, &
necessaria est. Auxiliaturque ipsi ad hoc etiam Deo ama-
biles Ecclesiarum defensores, & Oeconomis: autem

horum, qui Fiscalia tributa exagunt, abiciuntur exa-
ctioni, sed neque permittitur violentiam, aut seditionem
aliquid pati exactionem inferentes, scientes, quia si quid
tale gererent, de suo satisfacere Fisco cogentur.

Ratio per Justinianum adducta, ut criminum Reos As-
silio Templorum indignos esse censeat, videtur omnium
criminum Reos convenire, ut propter nonnulli non sine
fundamento erodiderit, Justinianum omnes criminum
Reos ab Asylis, sive immunitate Templorum exclusisse,
& a sacris locis esse extrahendos: atque inter alios Iacobus
Cujacius in commentario hujus Novellae reflectens ad al-
legatam rationem, ait: Ratio aperta est quod INNO-
CENTES Asylis sanctas, non NOCENTES.

Et Dionysius Gothofredus in nota 19. ad eandem No-
vellam, ait: Hujus autem loci sententia est, Templum im-
nocentibus & impietatis parentibus, non autem inferen-
tibus, aut nocentibus potest.

Quidquid sit, hoc constat Justinianum non dubitare,
quin sibi ius esse gravium criminum Reos ab Asylis sive
causis Templorum excludere, atque Magistratus suo
mandare, ut non obstant hac concessa immunitate hos
criminum Reos ab Ecclesiis extrahant, eisque supplicium
inferant: quod circa tributorum debitores ad Ecclesias
confugientes praecipit, ob rationem in textu expressam,
una declarat, quod extrahant hujusmodi publicorum
debitores, auxiliantur ad hoc etiam Deo amabiles Ec-
clesiarum defensores & Oeconomis.

Quis non videt Justinianum haud dubitare sibi plenum
esse ius de hac immunitate statuendi, quae Republicae
tranquillitati & utilitati convenire pro tempore condi-
tione iudicabat, quae & leges praedecessorum revocando
vel stringendo. Renovat enim hac Novella Constitutio-
nem Theodosii circa publicos debitores, de qua supra, &
revocat Constitutionem Leonis de immunitate huius
debitoris indulta, de qua in praecedentibus.

CAPUT III

Reflexiones in Canones Relatos in Decreto Gratiani. Causa 17. quae. 4.

1. *Auctoritate Decreti Gratiani credi cupit, Asylum
Ecclesiarum dependere ab auctoritate Ecclesiastica.*
2. *Expenditur fragmentum Epistolae sub nomine Nicolai
Papa per Gratianum relata.*
3. *Epistola sancti Augustini ad Bonifacium.*
4. *Fragmenta Epistolarum Gelasii Papae.*
5. *Canon Synodi Arelatensis.*
6. *Canon sub nomine Concilii Triburienfis.*
7. *Fragmentum Epistolae sub nomine Joannis VIII.*
8. *Canon Concilii Tolosan. XII.*
9. *Canon Synodi Arelatensis.*

CAPITE praecedenti vidimus Imperatorem Asylum
& immunitatem Ecclesiarum his Constitutionibus
pro tempore varietate retinuisse, vel ex-
tendi, & variatae leges praescripsisse, quibus simul &
incommodis ex eius iura metandis, aut inducitur occu-
rent: ut evidens sit usque ad tempora Justiniani, id est al-
qui ad saeculum sextum, dubitatum haud fuisse, Asylum
hoc, aut immunitatem omnino ab eorum benignitate, &
auctoritate dependere.

Unde non ulla hinc secuti legimus edictum Ecclesiasti-
cum Decretum de hoc Ecclesiarum Asylis immunitate
necnon altum auctoritate Episcoporum, ut synodorum
tenentur Decretum de hoc Asylis: sunt auctoritates Prin-
cipum edictum aut evulgatum per Pseudo-Issidorum falsas
Decretales, vel etiam receptum Decretum Gratiani.

Quinimo demum post edictum hoc Decretum expresse
nonnulli Canonistae asserere, penes Ecclesiam esse auctori-
tatem hoc Asylum locis sacris indulgentis, itaque leges
pro tempore & locorum varietate praescribendi: idque
potissimum auctoritate Canonum quos sub nomine pe-
trificum Pontificum, Synodorum & Patrum apud Gra-
tianum Causa 17. quae. 4. relatis reperiebant. At quam
levi fundamento hoc Capite refutatur.

Inter Canones a Gratiano relatos occurrit primo locus
Canonis 6. Decretum sub nomine Nicolai Papae, tan-
quam delinquentem ex Epistola hujus Pontificis Omnia
Episcopi.

In hoc patet Decretum scriptum: "Sicut ANTIQVI-
TUS a Sanctis Patribus statutum est, statuerunt, ut
major Ecclesia per circuitum al. passus habeat, Capella
vero, vel minores Ecclesie al. Qui autem confessa-
rium confingere tenentur, nisi personam hominis,
vel bonam eius inde subtrahere, nisi publicus laico fue-
rit, quousque emendat, & quod taceat reddat, ex-
communicetur."

Quod hic a Nicolao scriptum fertur, illud antiquius a
SS. Patribus statutum esse, ut major Ecclesia per circui-
tum al. passus, & Capella xlv. domos habeant, ad
quod Asylum, seu immunitatem Templorum se extendit,
non parum reddit suspensum hoc Decretum, aut certe-
cententem redolens aetatem, qua plurima jam suppositicia Pa-
tribus affixa, utrorum authenticis scriptis rescribuntur.

Nihil simile a SS. Patribus antiquis statutum legitur,
ut nec excommunicationis censura in extraneis ex Ec-
clesiis confugas comminatur, prout in hac Epistola com-
minatur Nicolaus.

Vel hoc igitur titulo, Decretum hoc admodum reddi-
tue de falsitate & suppositione suspensum, monente An-
tonio Augustino lib. 3. de emendatione Gentium Dilo-
go 17. in nullis hujus Pontificis Epistolis hoc Decretum
reperi.

Joannes Cochleus sub variis titulis in unum collegit De-
creta, quae a Gratiano sub nomine Nicolai I. relata reperiri-
tur, atque inter cetera & hoc Decretum tanquam hujus
Pontificis a Gratiano relatum & in nullis ejus Epistolis re-
pertum retulit. Hae Cochlei collectio Tom. VIII. Con-
cil. General. ad calcem Epistoliarum hujus Pontificis extat.

Legitur & praeterea Decretum apud Ivonem in De-
creto pars 3. cap. 104. sub hoc titulo: *De consensu Cane-
ticarum: & in Panormio Ivonis lib. 3. cap. 81. cum hac
epigrapha. Excommunicatur, qui consensu Ecclesiarum
frangere temeraverit.*

Utroque etiam loco apud Ivonem per his verba al. pas-
sus, legitur hic passus, quae Lectionis varietas non leve quo-
que argumentum supponit suppositionis.

Interim verisimile est ea quae tum in recentioribus Syn-
odis, tum apud Canonibus de passibus Ecclesiarum, ad
quos & Asylum extendit, nec aen de Asylo Palatii Episco-
pali inter hos passus consuetudinis legatur, demum post
receptionem Decretum Gratiani occasione hujus Canonis
initium accepisse.

Sequitur apud Gratianum eadem distinctione, & quae-
stione Canone VIII. quod proferat Gratianus Epistolam
sub nomine Augustini ad Bonificium Commitem: "Miror
quomodo tam subito tibi meum aries reperit inimici.
Novi enim quae religione semper sis Ecclesiam Dei ve-
neratus. Quo indignare facere ausus es? hominem de
Ecclesia rapisti? non si de tuo amico forte praesumeret
legisvis, posset procul dubio intercessoris causa ve-
niam promereri. Ergo si amicus intendit, cui Deus
offenditur? sed si de potestate praesumitur, Nabucho-
donosor Regem intende, qui causa superbia in bovem
ex homine est commutatus. Non ut confundam te hac
scripto, sed ut filium meum charissimum moneo. Ec-
clesiam igitur illam revoca, quem tu intelligibilissimus
rapuisti. Obsecro vero domus tua a Clericis ne suscipia-
tur, indici, communionemque tibi interdico, donec
petra pro aedibus, vel errore a me definita tibi met
praesentia & tempore ordinato pro hoc facto, corde
coeris & humiliter dignum offeras sacrificium Deo.
Extant in Appendice Tomi secundi Operum S. Augu-
stini editionis Benedictinorum sexdecim Epistolae brevior-
um nomine S. Augustini ad Bonificium Commitem, &
Bonificii ad Augustinum, inter has & haec a Gratiano
relata occurrunt.

His autem Epistolis brevioribus hoc monitum ad Le-
ctorem praemitteretur censuatur si emodit & exacti O-
perum S. Augustini Revisores. "Breviores Epistolae sexde-
cim sub nomine Augustini ad Bonificium, prout in perve-
nitis MSS. praenotantur, hic exhibita repudiatur post
Erasmum Lorantensem Theologum primum, quia multum
discrepant a vera & stylo Augustini. Deinde non recen-
sentur a Possidio, neque ab ullo veterum citantur, ex-
cepta tamen tercia decima, quam ante annos fere ses-
centos in suam collectionem lib. 13. cap. 5. retulit An-
selmus Lucidus, & post ipsum Ivo & Gratianus.

Ac deinde plurima adducta suppositionis argumenta,
concludunt: "Itaque docti puerique consent eas ab titulo
Pan. Epist., Pars I.

signetur, styli extendit gratia, confidat fuisse. Quo-
rum iudicio, tamen ad verum baroniam, subseribit.
dum rite examinatus.

Nihil igitur solidum hac Epistola tot titulis suspecta,
cui potest, imo et si sincera supponeretur, non aliud ea
haberet, quam Augustinum admodum indigne tulisse
extractionem hominis ab Ecclesia, per Bonificium
temere attentatam, eoque ab hac abstractionem inef-
fatum Ecclesiam inviduisse, donec per penitentiam hanc
delicto succederet.

Deinde Gratianus Canone X. refert fragmentum Epi-
stolae sub nomine Gelasi Papae, Victorii, Constanti-
ni, Martinii, Felissimii, Sereno & Timothei Episco-
pi inscriptae.

Canone autem XI. exhibet fragmentum Epistolae sub
nomine ejusdem Pontificis Epiphania Episcopi in-
scriptae.

Circa has Epistolas sub nomine Gelasi Papae per Gra-
tianum relatas in primis notandum, neutram reperiri
Epistolam hujus Pontificis Tomo IV. Concilio Generali
editionis Philippi Labbei & Gabrielis Costanti.
Nonsigum argumentum, has Epistolas hanc Pontifici
secentiore manu suppositas.

Verisimile enim est, quod hic Conciliorum, & pri-
stina Pontificum Decretorum, & Epistoliarum Col-
lectores non omiserunt has inter Epistolas Gelasi referre,
si eas genuinas ejus Epistolas reputarent, aut in vetustis
manuscriptis codicibus, vel auctoribus vel nomine hujus
Pontificis scriptas, aut citatas reperissent.

Pecunia si integer eadem Epistoliarum contextus, ut
apud Gratianum extat, attendatur, nihil occurrit, quod
vel in speciem probet, Pontificem fuisse, aut Episcopum vin-
dicasse jus Asylum locis facit attribuendi, aut illud li-
mitandi, aut extendendi.

In priori enim Epistola, quae Canonem X. conficit,
scribit Gelasius praedictis Episcopis, tibi ab Epiphania Epi-
scopo Beneventano sua relatione fuggitum: "Brenna-
tum, & Maurum Beneventani municipis civitatis in-
contumeliam Religiosis aeterna mienis & peccabilis con-
tumacia profluit, qui consueverunt ad Ecclesiam
septa curialem suam, nec illic quidem error de in-
juria sua securum esse dimiserunt, aut irratione re-
neratius mentis admittere, quod nec Porcellatibus qui-
dem vel Principibus unquam licuit perpetrare, aut ho-
minem in Sanctuaris confinium (caprata Sacerdotis
absentia) relictum, zelantemque violentiam ab-
stinerent."

Post haec scribit, Episcopum Beneventanum fuisse sag-
grillisse, quod hoc facta communionis indignum esse iudi-
caverit.

Adde deinde, & si revera tanti facinoris confectus admi-
sum, nostra etiam auctoritas hac in parte confirmat.

Ex contextu hujus Epistolae, prout hic recipitur, fit
manifestum est, Brenatum & Maurum municipis urbis
Beneventanae, privata & propria auctoritate, idque in-
immo ulciscenda injuria, per consilium ad septem Ecclesias
sibi illata, ad violentiam hunc, etiam Sacerdotis capta
absentia, abstractionem profluit.

Qui porro ambigat, fames violentas abstractiones,
merito ut fectorum locorum profanationes, & Divini cul-
tus perturbaciones, poena Ecclesiastica, poena privatione
sacrae communionis castigandas? Sed quid hinc poena Ec-
clesiastica eo manifestum facit loci profanationem inhi-
dere commune, cum auctoritate indulgentis Asylum, aut
leges ei praescribere?

In altera Epistola Epiphania Episcopo inscripta, quae
Canonem XI. conficit, prout hic legitur, significat Ge-
lasius Epiphania, ad Episcopos rursus direxisse iussum,
ut eos qui Ecclesiam violasse prohibetur, aeterna coram iudi-
ce esse indignos.

Quis ex his concludat, Gelasium voluisse Episcopos esse
auctoritatem criminari Reis consueverunt ad Eccle-
siam dare Asylum contra Magistratum, quibus a Deo
data est potestas malefactores coerendi, gladiumque
portare, tanquam Dei ministri in iram his qui ma-
le agunt?

Sequitur apud Gratianum Canone XIX. Decretum sub
nomine Concilii Hierondis, quod decernitur: "Nullus
Clericorum servum, vel discipulum suum legem aut
Ecclesiam exarsere audeat, vel flagellare praesumat."

Y 2 quod

quod si fecerit, donec digno poeniteat, a loco, cui honor non debetur, segregetur.
Quidam Synodus Clerici fecerunt imperare potuit, ut honor Ecclesie servaretur, siue Aylum, & immunitatem servit, & discipulis suis ad Ecclesias confugientibus integrum, & liberum a Principibus indulgentiam permittere, nec eos ipsos propria auctoritate abstrahere, aut ob confugium flagitare auderent: sed hac auctoritatem concedendi Aylum, seu modum praeficiendi, nec in speciem probare quis non videt?

Sequitur apud Gratianum Canon XX. sub nomine Concilii Triburienfis. Hoc Canon sub nomine dicti Concilii a Gratiano refertur Sequitur sublequens: "Si quis contumax, vel superbus timorem Dei, vel reverentiam sanctarum Ecclesiarum non habuerit, & regentem servum suum, vel quem ipse perfectum fecerit, de ario Ecclesie, vel de portibus Ecclesie quolibet modo abstrahat, reus sit per vim abstrahere: pro communitate non gentes solidos Episcopo componat: & ipse publice poeniteatur iusto iudicio Episcopi iudicetur."

Circa hunc Canonem in primis notandum, in nullo Concilio Triburienfi hunc a Gratiano relato reperi.

In ea Conciliorum collectione, quam Labbeus concipavit, unicum erat Concilium Triburienfe, a quo Canones editi leguntur. Sed Canon XX. nihil simile occurrit. Legitur quidem Can. IV. & VI. contra sacrilegia in personis sacris & loca sacra attentata, plura esse Decreta, utque poenae & poenitentiae similia attentantibus imponenda fuisset praescripta, sed de Aylum Ecclesie concedendo, nec limites ei praefigendo nihil omnino legitur eorum, quae a Gratiano hunc Concilio adscribuntur.

Præterea notandum in hoc a Gratiano relato Decreto poenae legi de poenitentia perfolvendi ab his, qui sacrilege & propria auctoritate confugas ab Ecclesia abstrahunt: iniquitatem de his, qui publica auctoritate iuxta legem praescripta Reos criminantur ea loca sacra, & levata hinc loca debita reverentia & modestia, extrahunt.

Exist apud Gratianum Canon XXI. relatus sub nomine Joannis VIII.

Hic Canon continet fragmentum preteritis cujusdam Epistolae Joannis VIII. *Omnibus Episcopis.*

Hujus fragmenti contextus rursus evincit, in hoc deum traditum de sacrilegiis in personas & loca sacra, & ipse Gratianus non oblique indicavit idipsum, monens se hunc Canonem producere, ut probet, "facilegium duplicem continere poenam, pecuniariam videlicet, & excommunicationem. Pecuniaria perfolvenda est eis, ad quos querimonia sacrilegii pertinet."

Insuper ad hunc Gratiani Canonem mox Corruptoris Romani: "In Epistola manifestis Joannes VIII. scripta Episcopis & Abbatibus per Narbonensem, & Hispanicas Provincias constituit. Praeterea lex obligatoria contra sacrilegios in Concilio Trecensi edita coram Ludovico Imperatore, & quinquaginta tribus Episcopis. Diverfa autem sunt istius Epistolae verba ab his, quae recitantur de a Gratiano, & cetera Collectoris: sed eadem sententia."

Hic Corruptoris Romanorum monito si addatur, quae de hoc Canone, seu Epistola notavit Antonius Augustinus lib. 2. De Emendatione Grassiani Dialogo IX. & post ipsum, Stephanus Baluzius in notis ad eundem Canonem, apparebit, quam levis ponderis reputandum sit hoc a Gratiano adductum fragmentum, perfectum ad altitudinem Episcopis quo statuerit aliquid circa Ecclesiarum Aylum, siue auctoritatem Principum.

Sequitur apud Gratianum Canon XXXV. relatus sub nomine Concilii Tolentani XII.

Hoc Canonem nonnulla statuerunt circa terminos, siue passus in circuitu Ecclesie, ad quos confugere transire possunt, ne alias in Ecclesiam morantes, loca sacra irreverentia, & Divino cultui impedimentum inferant, qui Cap. praeced. postquam, ubi & Canonis verba relata sunt.

Gratianus hac ita requirit, ut si Concilium hunc sua auctoritate statuerit, & definitivum, huius verba Canonem referens: *Definitum sanctum Concilium, ut nullus audet, &c.*

Exat hic Canon Tom. VI. Conciliorum Generalium, postquam Canonem X. Concilii Tolentani XII. anni 651. cujus Concilii Acta h. leguntur, manifestum erit nihil in

hoc Canone a Patribus proposita antea fuisse in hac Aylum siue immunitatis materia esse statutum, ita tamen indicat Textum Canonis, prout enim exhibet Gratianus.

In primis contra hoc Concilio nonnullum Episcopos, eorumque Vicarios inesse fuisse, sed de vicis illorum Officiis Palatinis, qui de una cum Episcopis, & vicis Episcoporum ablatum generum Concilio Decretis subdistinguerent, quae subsecutis clausulae tum. 6. Conciliorum generalium, Canonibus hujus Concilii subiunguntur.

Hic subdistinguitur subiectis de Lex, siue Editum Regis Flaviani Enigui in confirmatione hujus Concilii: per quam nominatum Concilium Concilii sua auctoritate confirmat & approbat, atque ad omnesque servari mandet, indicta poena. "Si quis autem hac auctoritate commoverit, contempnere se noverit damnari (sententia); id est, ut iuxta voluntatem nostrae glorie, & excommunicationis, & eorum nostris relictis, & insuper decimum partem rei suae, si fici partibus sociandam amittat: quod si nihil habuerit, faciat, unde praedictam compositionem perolvere possit, absque aliqua infamia sui, quinquaginta eam oportebit scilicet verberari."

Habentur hac Tom. 6. Conciliorum generalium rel. 1237.

Ex poena contra transgressores hic indicta nequaquam ablatum Decreta hujus Concilii auctoritate Regis non tantum fuisse roborata, sed & sub ejus auctoritate executioni mandata.

Denique Patres hujus Concilii nequaquam existimasse sibi hunc esse circa Ecclesiarum Aylum, seu immunitatem quidquam auctoritatem propria statuenda, seu terminos ejus extendendi, vel restringendi, sed tam auctoritatem esse penes Principem, ipsique ea auctoritate Principis statuere, evincit clausula huius Canonis speciatim a Patribus inserta, & a Gratiano omiffa.

In Canone ita legitur: "Pro his, qui quolibet metu, vel terrore Ecclesiam appetunt, conjungentes pariter, & iudicium gloriosissimi Domini nostri Episcopi Regi, & sanctum Concilium deferunt, &c."

Gratianus autem Canonem hunc exhibet, hac clausula praetermissa, quali Concilium sua auctoritate decreverit: *Definitum sanctum Concilium, ut nullus.*

Quamvis manifestum sit, quod nihil est hoc Canon Concilio Tolentani haberi quae, quo altitudo, Episcopo esse quod de hac Ecclesiarum immunitate statuendi, sed econtra, quod Concilium in hoc ipso Canone sua manifeste agnovit penes Principem hanc esse auctoritatem: nihilominus non dubium, quo hic manifestum Canon Canonicis occasionem dedit attribueri Episcopis, non tamen R. Pontifici auctoritatem huius Aylum, siue immunitatis terminos legereque perferre, utpote auctoritate Decreto Gratiani inductibus, & ut auctoritatem recipientes, quidquid apud Gratianum reperitur.

Et quidem Antonius Antonicus in Tributionis Belgio cap. 10. § 35. statuit Clerum, ut probet penes Ecclesiam esse sui statuendi de hac immunitate, se fundare in hac sententia per Gratianum relato Canone.

Sequitur apud Gratianum Canon XXXVI. sub nomine Concilii Antellanensis I. in quo Gratianum Decretum exhibet, quo praefertur placita, cum a servis ad Ecclesiam confugas, tum a reprobis servos suos legitime obervandos.

Hic a Gratiano hic ita refertur, quasi Episcopi, & Patres hujus Concilii ita omnia propria auctoritate independentem a consensu Principis decreverint.

Verum si Acta hujus Concilii, quae una cum ipsi Canonibus Tom. 4. Conciliorum generalium inscribuntur, apparebit, quod, quo in hoc Concilio statuta leguntur, de consensu, imo ex suggestione Principis fuerint constituta.

Legitur ibidem Epistola Synodi ad Clodoveum Regem, in hac verba: "Qui tunc ad Religionem Catholicam cultum gloriose fidei cura vos excitat, & Sacerdotalis muneris affectu Sacerdotes de tribus necessariis tractantibus in unum colligi iussit, secundum voluntatem vestrae consultationem, & ritum quo dedisti, ut, ea quae nobis usum est definitione respondimus; ita ut si ea, quae nos statuerimus, etiam vestro repta esse iudicio comprobantur, tunc consensus Regis ac Domini consensu auctoritate servandam tantum finiet sententiam Sacerdotum."

Ex hac Synodi Epistola intelligitur, Clodoveum Regem

geri non tantum Episcopos ex variis Regionibus ad Synodum convocasse, ut secundum ipsius voluntatis constitutionem constituerent, sed insuper articulos sive articulos, de quibus esset deliberandum, Synodum suggestisse; omniaque jam constituta penes Synodum Regis auctoritate fuisse probata & corroborata.

Proinde nihil a Patribus in hac materia statutum fuisse Regis consensu, & auctoritate, quin & suggestione.

Quod enim Rex Chlodoveus quosdam articulos Partibus proposuerit in materia, de qua ipse fuit auctoritate legem ferre posses, ut ipsi in Synodo congregati super illis deliberarent & statuerent Principibus Christianis jampriusdem solum fuisse legimus: atque scitur Martinum Imperatorem Patribus Concilii Chalcedonenſis proposuisse etiam Capitula, ut de illis, quid statendum esset ipsi deliberarent & statuerent, ut ita concurrens Imperiali & Synodali auctoritate Decreta promulgari a se debitorum fulciperent, & observarentur, ut intelligitur ex allocatione nominis ipsius Imperatoris ad Patres facta, quæ habetur Tomo 9. Conciliorum generalium vol. 609.

Divisissimum & plurimum Dominus noster ad sanctam Synodum dixit: Quendam Capitula sunt, quæ ad hoc nossem reverentia vobis servavimus, deorum esse judicantes a vobis hæc regulariter ponere fortari per Synodum, quam nostra lege sancit. Et jubent Divisissimus, & plurimum Princeps noster, Ieronimus vir devotus, Secretarius divini Concilii, Capitula sic relegit.

Itaque ex hoc Decreto Concilii Aurelianensis nequaquam concludi potest, non magis quam ex Canone Concilii Tolentani, de quo supra, Patres hujus Concilii existimasse sibi esse auctoritatem de hac immunitate Ecclesiarum aliquid statuentem sine Principis consensu.

CAPUT IV.

Quæ loca gaudent Immunitate sive Aſylo?

- 1 Sole Ecclesie antiquis Aſylo gaudent.
- 2 Quid nomine Ecclesie veniat?
- 3 Circa loca Immunitatis attendenda consuetudo.

Nulla loca pia aut religiosa primitus Aſylo seu immunitate gaudia fuisse præter Ecclesias, sat indicant tituli Codicis Theodosiani, & Justiniani, sub quibus de hoc jure Aſyli tractatur, utpote qui inferuntur De his qui ad ECCLESIAS confugiant, & non nisi de confugientibus ad Ecclesias, sub his titulis agitur.

Unde & Petrus Gambacorta in suo speciali de hac immunitate Tractatu lib. 4. c. 1. n. non solum: "Quod antiquioribus temporibus sola Ecclesia exstimebatur: Paulatin vero, aut, postea ceperunt alia quædam loca exstare."

Ecclies nomine veniunt edes sacre publice auctoritate ad Divinum cultum ac notanter Missæ sacrificium destinatae; & ad quos publicos & ordinarii populi ad divina Officia pauci accessus.

Sub his ædibus facies non comprehensæ privata sive domesticæ Sacella seu oratoria, multis probat Gambacorta in citato Tractatu lib. 4. c. 1. cum & præcis conformis est.

Illud ætèrnum nomine Ecclesie non tantum Chororum aut Altare vel Sacramentum ad effectum Aſyli venire, sed totum spatium quod intra parietes ædium sacre continetur, & eo quo populus fore convenire.

Quod Ecclesie seu edes sacra hac immunitate gaudeat, mos ut Episcopi auctoritate erecta, & ad Divinum cultum in ea publice celebrandum destinata est, tametsi hæc ratio solenni non foret consecrata, neque in ea divina Officia fuerint celebrata modo in statu sit, ut in ea divina Officia celebrari queant, communiter est opinio, ut plurimum citatis auctoribus asserit Covarruvias lib. 2. cap. 20. num. 4. monet tamen ibidem præfatus auctor plurimum hac in re valere consuetudinem; quæ (ait) plurimum est inspicenda.

Addit & hoc monitum: "Præterea præcavendum, ne hæc temporibus Canones ipsos extendamus, cum oporteat auctoriam eorum repimere, qui passim crimina hac immunitate fœci committunt; qui tamquam aliquod in arbitrio Prælati immunitatem illam tantum adhibent in his Ecclesiis, quæ sanctissimum Eucharium ad publicam venerationem & adorationem habent."

Expendere possunt Principes & Magistratus ac Prælati, cum de his temporibus, & hisce in Provinciis non oportere hac immunitatem ad pauciora loca restringere, ne plures hac immunitate & frequentia locorum ex gaudentium fœci, crimina liberius committant.

Porro recte notatum a Covarruvias, in hac repositissimum inspicendum consuetudinem. Cum enim hac immunitas dependeat aere a jure positivo; indubitan quocumque est, cum possit esse variam pro varietate de conditione temporum & regionum.

Sicut jamprius auctoritate Canonum, quos recitat Gratianus, de quibus Capite præced. hac immunitatem presentiam fuisse ad XL. aut XXX. passus extra septa Ecclesiarum, qui ostendit Covarruvias lib. 2. var. resol. c. 20. ibidem pluribus exponens quam speciem mensuram passus confecerit.

Potest & illud sciri hanc extensionem ad hos ultra septa Ecclesiarum XL. aut XXX. passus pertinet in Provinciis excolevis, uti testantur Ignarus ad lib. 2. ad Senatus Consultum Julianum, & Remigius de immunitate Ecclesiarum, item Justinus Clarus in suis Practicis criminalibus q. 30. qui & addit: hæc hodie consuetudinem servari debere, quoniam communis est.

Unde de consuetudine passim receptum est, nec dum seu Palatium Episcopi, tamen iura hoc XL. aut XXX. passus extruendum hac immunitate gaudere, Cameræ quidem & hodie ubique hac immunitate gaudent non loca ac ipse Ecclesie, sed non propter consuetudinem intra hos xxx. aut xl. passus; sed quia tanquam loca sacra solemniter sua ab Episcopo benedicuntur, & humanis fidelium cadaveribus specialiter depositantur, uti latius ostendit Gambacorta lib. 4. cap. 3.

CAPUT V.

Quænam Aſylo seu Immunitate non gaudent?

- 1 Sedi confugientes Aſylo fruantur.
- 2 Quid pariteriam in concedenda vel interpretanda homines aut, aristocratici.
- 3 Romani Pontifices quodammodo ab Aſylo excepti sunt per suas Decretales; & quæ harum Decretalium auctoritas.
- 4 Ab Aſylo exclusi delinquentes in loca Immunitatis aut spe consequenda Immunitatis.
- 5 Decretalis Innocentii III. & qualiter ei in plerisque Provinciis derogatum.
- 6 De furibus ab Aſylo exclusis.
- 7 De homicidiis ab Aſylo exceptis.
- 8 Rei iuxta Adaptationem ab Aſylo exclusi.
- 9 Fraudulenti Dissolutores Immunitatis privati.

Ut quis immunitate seu Aſylo Ecclesie gaudeat, requiritur, ut ipse ad Ecclesiam sponte & propria voluntate confugiat, ut hoc suo ad eam confugio palam ostendat & præstat, quod ad Ecclesiam confugiendo, Ecclesie protectionem & patrocinium imploret. Hinc simul utriusque Codicis Theodosii, & Justiniani non inferbitur simpliciter de immunitate seu Aſylo Ecclesiarum, sed de his, qui ad Ecclesias CONFUGIUNT, ut vel hinc patet confugii potius, quam materiam templorum, sive ædium sacrarum instanti immunitatem esse indutam: quod & notavit Jacobus Cojacion ad hanc titulum Codicis: "Imperatores, loquitur, prædicant & securitatem tribuunt his, qui ad eas confugiant venerationis evitanda causa."

Hinc post Covarruvias alioque, observat Emmanuel Goetiales in notis ad Cap. 6. (.) De Immunitate Ecclesiarum.

verbo *Confignatus*. Quod est privilegium non potius-
tur accipi & in Ecclesiam conduci, cum illis, aliis,
confignatio ratio nulla sit.

Ille quoque qui per faciliem vel liquorem ducitur sine
trahione ad locum supplicet per ipsum Ecclesiam aut con-
suetudinem suam locum immunitatis, Alijs non gaudet,
tamen in loco immunitatis existens declinet se vel
let confugere ad Ecclesiam, nisi post Governmentum alioquin
notat Gonzales loco citato: Quia, ait, cum non sit
in libertate confugiendi, non gaudet hoc privilegium.

Si vero de moribus vel locum aliorum, aut ex carcere
evadit, de ita clausis aut evasit ad Ecclesiam confugiat,
cum immunitate gaudere communiter creditur: eo quod
in libertate solutus videatur de libere & voluntarie ad Ec-
clesiam confugere, eoque confugio, Ecclesie auxilium
& intercessionem imploretur.

Si autem alia ratione de ambo ad Ecclesiam accessisse
appareat & probetur, quam ad tam confugiendi, nequa-
quam ob equalitatem corporalem in Ecclesia aut loco im-
munitatis immunitate gaudeat, de si ibi ita fuerit reper-
tus, poterit extrahi tanquam qui immunitate non possit,
aut loco citato monet Gonzales, eo quod ad Ec-
clesiam non accesserit sine confugio praedicti consequendi,
aut ejus intercessionem implorandi causa.

Similiter voluntarie de ipso egressus e loco immu-
nitatis, ad quem confugerat, ipso factis excedere im-
munitatem, de libere apprehendi posse, communis est
opinio praei consensu, quia ut notat Gonzales con-
sensu Ecclesiam, ipsique implorentur subsidium des-
tuisse.

Itaque confugiendi ad Ecclesiam ejusque auxilium &
intercessionem implorentur, & conversionem &
emendationem praestentur, Principes immunitatem &
Asylum aliquod concesserunt, ita tamen ut una propter-
rent, ne hac immunitas vel injuria passis obesset, vel
Reipublicae tranquillitatem turbare, aut fecerat & ma-
levoli homines ad crimina libera perpetrandi, (se im-
punitis per hac immunitatem consequenda incita-
rentur.

Unde notatum fuit c. 2. quomodo Principes Chri-
stiani hoc Ecclesiarum Asylum tam quoad loca, personas,
limo de temporis circumscriptionem per suas leges, ut nec in-
juriam passis nec Reipublicae tranquillitati & quieti obesset,
aut fecerat & malevolis suis scelera perpetrandi fo-
mitem subministrasset.

In primis noverant Principes, Ecclesiarum immuni-
tatem ob immunitatem securitatem & eorum, qui iustam
aliquam sui sceleris aut erroris evolutionem adire pos-
sunt, & malefactorum emendationem ac erroris corre-
ctionem praestarent. Insinuantur & a Principibus indutuntur,
non autem in ipsi obis & laicis praei, uti loquitur Ju-
stinianus Novella 17. c. 2.

Præterea notum erat ipsis duo esse honorem & cultum
genera, quæ Deo tribuuntur. Alterum, quod Deus ipse
ab hominibus sibi tribui velle declaravit & præcepit. Al-
terum, quod homines Deo certo modo & tempore exhiben-
dum statuerunt.

Porro & illud manifestum erat ipsis, quod si utrequæ
cultus Deo in certis circumstantiis simul exhiberi so-
leat, cultum ab hominibus insinuantem credere debere
centrali, quem Deus ipse insinuat & exhiberi sibi pen-
cepit.

Hoc ipsum nos docuit Christus: cum enim divinum
præceptum foret Moïsa lege firmatum, parentibus
epem ferendam, cumque ex hominum pietate ipse in-
ductum fuisset, templo maxime donec elargiri, Christum
Jesus Deus noster assequitur acerrime acerrime Pharisæos, qui
templo munera offerre, quam genitoribus assuetum fecit
atque subvenire impendunt laudantur.

Rationem hujus acerrime redargutionis adiciens, di-
cendo Matth. 23. *Astrum scilicet mandatum Dei propter
traditionem vestrum.*

Cum igitur Principibus exploratum esset iustitiam admi-
nistratorem in eam malefactorum, laudem vero bono-
rum differe & impense a Deo principi, atque Deum
aperte & maxime declarare per iustitiam administratorem
fontem sibi honorem & cultum exhiberi: quod si hæc deus Principibus, ipsi ob id Regna &
Imperia auferenda, & in alios transmittenda.

Ipsorum cum certum sit immunitatem Ecclesiarum & cul-
trum sui honorem, qui per eam exhibetur Deo, dum-

taxat esse ex hominibus insinuat, consequens est, cum
cedere debere, si in certis circumstantiis cum divi-
no præcepto de administranda iustitia consistere ne-
quirit.

Uterius, consequens est ante omnia rationem ha-
bendam iustitiam, eamque veluti regulam & normam spo-
ndendam in hac de immunitate Ecclesiarum concessione,
ut, ostensione aut interpretatione.

Laudandum proinde Principum, Magistratum, ac
Prætorum consilium, qui dum Ecclesiarum immunitatem
cuius adferre volent, intra certos limites ita con-
cludunt, ut non perat iustitia adeo necessaria ad pu-
blicam tranquillitatem conservandam, tollendisque in-
juriis & detrimentis, quæ privatis & innocentiis infen-
duntur.

Quomodo jampridem Christiani Imperatores suis
legibus hosce legitimos limites figere studuerint c. 2.
expolimus.

Similiter R. Pontifices, dum circa seculum XII. præ-
sertim post evulgatum & passim receptum Decretum
Gentiani, capientes super his & similibus matre-
ris confusi, & per Decretales respondere, aut etiam
motu proprio decernere, quosdam similes hunc im-
munitati figerunt.

Porro hæc Decretales in nunc corpus sub episcopis
auctoritate Gregorii IX. redactæ, una cum subsequenter
Pontificum puta Sani Decretalium, Clementinarum &
Extirpationum, collectis in Libros Juris Canonici
confectis, quibus in Belgio, ut & in aliis passim Re-
gionibus Catholicis tanquam jure communi in hac & simili
materia valent, sequuntur in Belgio uti in Gallia
(quemadmodum novissime notavit Ludovicus Hericourt
in suo studio opere, cui titulus: *Les Lois Ecclesiastiques
de France dans leur ordre naturel* part. 1. c. 13. n. 12.) ad so-
lar Juris Romani contenti in Libris Juris Civilis, id est,
inquit auctor præfatus, quibus hæc Decretales ita cum
in decisionibus causarum Ecclesiasticarum, quemadmo-
dum *Jure Romani* in parva legis ordinari: eojs in de-
cisione incidentium quæstionum usus est, dum carum de-
cisio non haberet ex alia specialibus legibus sui status,
vel inveteratis & receptis in Regno consuetudinibus.

Inter hæc Decretales occurrit una Gregorii IX. admo-
dum famosa, & ob suam æquitatem ubique communi-
ter recepta & praei comprobata, inscripta Tolcani &
Compellensino Archiepiscopis, referuntur in *Cap. fin.
De Immunitate Eccles.* sed ut ex clausula, & *infra*, re-
ctius insens manifestum est, non integra, sed per Raymon-
dum recita est: ut de prospera terro fieri nequeat, quis
fuerit talis, super quo consultum Pontifici respondit.

Intem in hæc Decretali Pontifex declarat hæc im-
munitate gaudere non debere qui homicidia aut membrorum
mutilationes in ipsis Ecclesiis aut eorum comitibus com-
mittere non veterant.

Siquidem mandis Pontifex his duobus Archiepiscopis,
quatenus PUBLICE nuntiaret tales non debere gaudere
immunitatis privilegio, qui facient se indignos.

Licet autem dumtaxat loquatur de homicidio & mutila-
tione membrorum, nihilominus ratio decisionis per Pon-
tificem adducta, sui potentis offensit Pontificem nequa-
quam ad duo illa crimina decisionem voluisse restringere,
sed homicidii & mutilationis membrorum specialiter fa-
ctam mentionem, eo quod in casu proposito de his solis
quæstionum fuisset. Dicit enim Pontifex, idcirco cum im-
munitate esse indignos, cum in eo in quo delinquit, pa-
niet qui debet: & illustris legis auxilium invocet, qui
committit in legem. Quæ ratio omnibus criminibus in
Ecclesia perpetratis communis est.

Itaque ex hæc Decretali communiter conclusum Ca-
nonistæ non gaudere hæc immunitate, qui quodcumque
crimen in loco immunitatis committit, quod & plu-
ribus probat Covarruvias lib. 3. varior. resolut. cap. 30.
num. 14.

Observat & ibidem num. 19. quod committentes crimi-
na in loco immunitatis, non tantum excedant privilegio
immunitatis loci vel Ecclesie, in qua erant veli pepe-
tratum, sed & omnino aliorum, ita ut simpliciter &
indistincte excedant hoc privilegio.

Idipsum tanquam indubitatum assertit Boetius Ego apud
Discentes quondam SS. Canonum antecessor primitivus
in Commentario hujus Decretalis, quæ violat. sit,

ait,

unius Ecclesie generaliter pertinet ad unicum Ecclesiarum asyrium. & non duo dedicatarum.

Uti autem crimen censetur in Ecclesia commissum, non re quiritur, ut commissum crimen fuerit actualiter & personaliter in Ecclesia tempore criminis commissi, sed sufficit, ut vere dici queat ipsum crimen, puta homicidium intra Ecclesiam commissum, siue hominem per homicidium in Ecclesia fuisse occisum.

Unde & post alios auctores Covarruvias lib. 4. var. 1. res. cap. 20. num. 15. & 17. 27. Cum non gaudeat immunitate, qui ex loco profano sagitta, pectore, vel scilicet percutitur in Ecclesia percussus sit: non enim, ait, commode negari potest crimen illud in Ecclesia commissum esse, cum id scilicet etiam si in loco profano commissum sit, in Ecclesia tamen executionem & perfectionem habuit, quoniam non possumus inficiari Ecclesiam factam fuisse injuriam.

Uterius, cum io hoc Decretali præcipue improbet Possidere, quod nonnulli per consequens impunitatis sortem excusant per consuegum ad Ecclesiam, ad perpetranda scelera loca indicunt, concludunt interpretes per hanc Decretalem privati hac immunitate, si ex circumstantiis appareat crimen perpetratum fuisse. Ipe consuegum impunitatis per consuegum ad Ecclesiam, licet etiam extra Ecclesiam in loco profano commissum sit: quod & notavit post alios Covarruvias loco citato Per. 26. dicens: "Attenta ratione tenet si quis prope Ecclesiam ex proposito delictum commiserit, ita debetate, ut consuegum possit, cum per Ecclesiasticam immunitatem deliquisse, ab Ecclesia adduci potest ut ad criminis punitionem."

Occurrit pericula in Decretali Gregorii IX. De rectoris Innocentii III. qua respondet Regi Scocie, nisi perferat volens inferiores (de qua videtur potius nota Erasmus Gonsalez) qui uni in Decretali asseruit, Pontificem super variis questionibus, non signanter, qui hac immunitate gaudent debere, consulat.

Hac itaque Decretali respondet Innocentius, in primis secundum statum Canonum & additionem Legum Civilium distinguendum esse inter hominem liberum & hominem servum.

Notant hic interpretes, Innocentium III. qui sedet cit. ex ferulo XIII. palam agnovisse in hac materia auctoritatem Legum Civilium, seu Principum; manifestumque est Innocentium in hac Decretali nominatione reflexisse ad Legem Theodosiam, quæ integra extat in Lege v. Codicis Theodosiani, & fragmentum illius in Lege IV. Codicis Justiniani De his qui ad Ecclesias consuegunt. Ubi de consuegantibus sitis ad Ecclesias, idem quod in hac Decretali determinat, ut c. 1. expostum fuit.

Quantum ad hominem liberum respodit: "Quantumcumque gravia maleficia perpetraverit, non est violenter ab Ecclesia extrahendus, nec inde damnatus debet ad mortem, vel ad poenam, sed Reitores Ecclesiarum sibi obtinere debent membrum & vitam. Super hoc tamen, quod inique fecit, est alias legitime puniendus, & hoc verum est, nisi publicus laico fuerit, vel nocturnus depolluator agrorum, qui dum itinera frequentat, vel publicas vias obidet aggressiois insidiis, ab Ecclesia extrahi potest, impunitate non praestita secundum Canonicas Sanctiones."

Si vero servus fuerit, ait, qui consuegit ad Ecclesiam: postquam de impunitate sua Dominus ejus Clericis juramentum præstiterit, ad servitium Domini sui redire compellitur etiam iniquus, alioquin a Domino poterit occupari.

Cum in hinc aut vicinis Regionibus veros servos non agnoscamus, quoad hanc partem, Decretalis hanc usum non habet.

Quantum vero ad priorem partem, qua respondet hominem liberum, quomacumque gravia criminosa perpetraverit, non esse violenter ab Ecclesia abstrahendum, nec inde damnum debere ad mortem, cõ præstita fuerit cautio damni descripta, exceptis casibus hic expressis, certum est hoc non esse conforme præcepto Legum Civilium: quandoquidem notorium fuit, Justinianum Novel. 17. cap. 7. mandasse, ut homicidæ, raptores virginum & adulteri ex loco immunitatis extrahantur & supplicio afficiantur, nulla facta præstanda cautionis mentione.

Notandum quoque est, & hic in Belgio aliquæ plerum-

que Provincias, plura gravissima tum ex antiqua consuetudine, tum Principum Legibus & edictis excipi ab hac Ecclesiarum immunitate, quam hac Novella aut Decretalibus in Libris Juris Canonici contentis excepta reperiantur: atque illorum criminum Reos ab Ecclesia five loco immunitatis violenter extrahi, & etiam ad mortem condemnari potest.

Uter enim in plerisque Provinciis Catholicis Decretales Pontificum, quæ Corpus Canonicum constituunt, pro Jure communi Ecclesiastico in hac & similibus materiis fuerint receptæ, integra tamen semper manet Principum auctoritas, ex tum per loca, loca stantem, legesque persequendi, atque omnia ordinandi, ne hæc immunitas justitiam administrationis obsecutio esset, vel sceleris & criminis liberum perpetrando occasionem subministraret, qui supra notatum fuit.

Ex quidem legitur, Franciscum II. Galliarum Regem anno 1539. declarasse, quod dum prævis informationibus contra Ratum, qui ad Ecclesiam consuegit, fuit decreta apprehensio, possit extrahi ab Ecclesia, salva tamen reintegratio, si per Judicem ita fuerit ordinatum.

Evidens est hac Constitutione permitti, ut generati passim criminum Reos, adversus quos prævis informationibus decreta fuerint apprehensio, extrahantur de Ecclesia, & pro qualitate criminum puniantur, nulla interveniente de impunitate five de sua & membris conservandis cautione, de qua in hac Innocentii III. Decretali.

Similiter & Principes nostri asserentes enormia scelera loca pro consequenda impunitate per consuegum ad Ecclesias aliaque immunitate loca, liberius committi, censuram expediti pro tranquillitate publicæ, & subditorum quiete, enormis & perniciosa nonnulla crimina, nec jure communi civili aut Canonico seu Decretalibus excepta ab hac immunitate subtrahere: una mandantes suis Officialibus & Magistratibus, ut horum criminum Reos prosequantur, quomacum loco reperiantur, non attenta locorum etiam Deo dedicatarum immunitate.

Et quidem Philippus II. per Edictum die 3. Julii anno 1579. art. 66. declaravit hac immunitate non gaudent publicos five notorios fures, OPENBARE DIEVEN, ROOVERS.

Videntur in hoc Edicto, Principum per publicum forum intercessisse eam, qui lo Decretali Innocentii III. dicitur publicis laicis, qui scilicet furandi & domos expoliandi artem exercet.

Hinc plures post Glossam ad Legem CAPITALIUM §. FAMOSOS ff. De pæni, credunt, quod furæ, postquam plura furta commiserint, habendi sunt pro publicis furbus five latrocinis, atque ut tales excipiendi ab hac immunitate.

Verum quandoquidem furta plurima diversis locis & temporibus ab eodem potuerint esse facta, ut quære publice innoscant, neque professionem quasi furandi de domos expoliandi facere censetur, pectio, nam ad tantum & mentem citat Decretalis aut hujus Edicti similis pro publico latrone, five ut Edictum loquitur, publicus Dieven, roover, sit habendus.

Hinc & Petrus Gambacorta lib. 5. cap. 7. de Excoicis & quorum opinione dicit, se eam per loca adnotare in iis, qui licet plura furta commiserint, non sunt tamen de iis accusati, sed de iis, qui sumptum, qui sua multum commiserint, ut de illis spe accusati, damnati in iudicio fuerint, qui in corpore etiam signati & consuegunt, alibi eadem sententia illis secunda vice revidetur, alibi eadem sententia ad huncmodum insistent, vel ad pectus notam impingunt: ut si quædam postea in iudicio deprehendatur, ex eo signo convinci possit, sepe furari consuegisse, ut famoliarum more latronum puniantur extremo supplicio.

Nam hac Gambacorta restrictio restrictio non fit quam ipsa Decretalis & Edicti expresse loquuntur, pectio, illud notandum esse, quod istud non potest aut author, etiam graviori supplicio, imo & capite puniri furem, qui dum semel in iudicio de furto convictus, poenam sustinuit, parus de novo furto in iudicio reintegratur.

Cum autem Edictum, hoc forum genus Aspernam ab hac immunitate excipiat, apparet, quod molentur simpli-

simplices fures ab ea excludere, sed jure communi p-
naquere.

Porro fures ob commissum furtum simplex non q-
sistunt, jure communi ab immunitate non excepti com-
munis est opio, ut & post alios probat Covarruvias lib.
3. cap. 10. v. 19. una mones: "Quod tamen consue-
tudo Clericorum & Laicorum consensu instituta ob-
stare, fures simplices etiam non gaudent immuni-
tate Templorum, atque ipsi pascim, ait, ab Ecclesia
abducuntur, etiam a Judicibus secularibus,
Idem propter magnam sumam cojam receptam fuisse
in Gallia testatur Joannes Ignor ad l. 1. §. ad Sil-
lianum.

Hanc inducam consuetudinem notavit quoque Petrus
Gambacorta in Tractatu de Immunitate Templorum
part. 1. lib. 3. c. 14. n. 10. §. 1. cumque soli obiectum
non immunitatis Ecclesiasticae, qui est quædam Divini
cultus species & reverentia non possit consuetudine p-
judicari circa illius cultum ac reverentiam præjudicium? Re-
de respondet: "Non esse ex parva sua naturali jure
cultum Dei; sed ex hominum institutione, qui hoc ad
ejus cultum exarguatur; quo fit, ut hæc ipsa Dei
reverentia aliquando cum majore p-
judicium reverentia
certet: utrum ego populi adhibent hanc reveren-
tiam immunitatis favore processu quibusdam gra-
vibus recipiendo obis ac motibus constatum, ac re-
stringendo immunitatem, non reverentiam Dei in-
tulerit, sed reverentiam illam Dei occasione immunitatis
factam majore reverentia permittant.

Consuetudinem in Belgio temptant hæcenus non
reperi, quæ simplices fures ab hac immunitate ex-
cludit.

Testatur quoque Petrus Sarpi in Tractatu De Asylis
templorum c. 3. quod hæc consuetudo privans omnes
generatim fures ab immunitate in suo Ducatu nus-
quam invaluerit, "sed solummodo in furtis gravibus
atque enormibus locum obinet, prout etiam ex soli-
tudinibus nostris Senatus Venetus constituit anno M.
D. C. X. 3. Aprilis; quare, ait, quo est ulla recep-
tum, omni cunctatione reitendum.

Deinde Edictum publicis furtibus adjungit gradatio-
nes frangere scindens, quæ nimirum in vis & placia
publicis gradantur, & violentias atque commotiones
petunt.

EXcipit de hoc Edictum homicidas ex insidiis sive de-
liberata voluntate & proposito, Dedit flagens dur
"desiderio esse deliberare de morte vel de propositis.

Edicta de anno 1589. art. 10. & de anno 1616. art. 11.
addunt post hos de expellens & despectus homicidas, Af-
fessos, Affiniores.

Licet enim inspecta origine hi descripti homicidae non
sint proprie dicti Affessini, de quibus Concilium Lugdu-
nense in c. 1. de homicidiis in 6. nihilominus eorum est,
tempore horum Edictorum, uti & hodie, similes ho-
micidas venire nomine Affessorum, atque Affessini di-
ci, uti & notavit Covarruvias lib. 3. var. res. cap.
10. ibidem hæc exponens, quæ proprie primitus repe-
rari solent Affessini, & unde nomen illud originem
habeat.

Ceterum perspicuum est, his Edictis ab hac immu-
nitate excludi homicidas, qui per industriam & insi-
dias animo ac proposito deliberato hominem occidunt,
idque conformiter ad c. 1. de homicidiis, in quo di-
citur: "Si quis per industriam occiderit proximum
suum, & per insidias, ab Aliari meo evellit eum,
ut moriatur.

Ex hoc enim textu nequaquam obscurum est multique
probat Covarruvias lib. 3. var. res. cap. 10. n. 7.
v. 18. "homicidam proditorum, quique alium insi-
diis occiderit, ab Ecclesia publice, & vi publica ad
punitionem criminis abduci posse. Multique citius
ipsam opinionem auctoribus, ait: Hæc quidem in-
terpretatio communis est, & consuetudine Chris-
ti in orbis recepta.

Hanc consuetudinem & interpretationem secutos es-
se Principes oculos in citatis Edictis, manifestum est.

Monet autem ibidem Covarruvias esse proditorum
sive insidiorum homicidam conformiter ad prædictum
textum, "qui occiderit eum, qui ejus inimicus non
est, nihilque tale præveniens, cum nulla esset præ-
cipua causa, "Eumque omnem dicere perinde

utrum occidere, qui per insidias industriam occi-
derit.

Hinc ulterius inferri eum etiam debere dici homicidam
per insidias & industriam, "qui proprium inimicum et-
iam a tergo & incautum occiderit, quia, ait, lib.
3. sicut, ut homicidium proditorum dicatur, id fuisse
commissum per industriam insidiam.

Post hæc copulatio ejus opinionem esse recipiendam,
quæ generaliter in casibus quibus aliquis proditoris al-
terum occidit, & ut Hispani vulgo dicunt, a traycion, y
alevosamente, immunitatem negat, similemque homi-
cidam ab Ecclesia esse abducendum, ut dignam patitur
penam.

Quin & plerumque quos citat ibidem Covarruvias existi-
mant, nec eum gaudent immunitate Ecclesiæ, qui
abique ulla prodicione, consilia tamen & parva delibe-
ratione post repentinum ire motum alium occiderit: tes-
taturque Navarra in Lustrata per Legem Regia similiter
homicidam ab immunitate excludi, similemque in His-
pania Legem fuisse fuisse ipsi Covarruvias, & Fatianus
concludit Ecclesiam nullum omnino genus homicidii con-
sulto perpetranti p-
fuisse, addit conveniens non esse ab
hac sententia ducere in iustificando, licet Doctores aliqui
aliis censuerit: ut testatur Sarpi in Tractatu de Jure Asylor-
um c. 3. qui & addit: "Hoc ipsum Veneti nobis fuit
simile, & quorum exemplo ob insipientem & precipitum
ejus Reipublice pietatem moveri maxime deceat, anno
1609. octavo Idus Feb. Senatus Consulto sancitum
homicidam videlicet Bergomi in Ecclesia detentum, si
impens quoddam tempus est & c. c. ut vocant, pure
hominem interemerit, testaturum esse, si vero con-
silio & cogitato, quod casu p-
fuisse, p-
dendum.

Edicta Principum nostrorum ab hac immunitate simi-
liter excludunt illos, qui deliberata voluntate & proposito
alterum occiderint, patet ex eo, quod nominatim expri-
mitur eos, qui per insidias dur desiderio, & eos qui
deliberata voluntate & proposito, desiderando vultu
inde propositis, occiderint.

DEinde declarant Edicta, ab immunitate exclusos
Reos criminis lese Majestatis, crimine persequen-
lese Majestatis, ut expressè Edictum de anno 1570. ait
ut Edictum de anno 1689. persequen de heresie: 2.º non
hæc crimen lese Majestatis, quomodo modum & expressè
Edictum de anno 1616.

Evidens est, his Edictis seculis declarari ab immuni-
tate Reos criminis lese Majestatis, eoquæque ge-
neralia crimen hoc fuit, modo tertia sit crimen, quod
de jure aut consuetudine pro crimine lese Majestatis re-
putatur.

Et hæc generaliter crimen lese Majestatis fuisse inter
crimina ab hac immunitate excepta reputantur, saltem
ex generali & probata consuetudine testatur Petrus Gamba-
corta lib. 3. cap. 43. num. 6. ex Hieronymo Gigante lib. 3.
De crimine lese Majestatis, Rub. de variis questionibus
Quest. 3. num. 6. qui ibidem testatur, se vidisse Reos Ma-
jestatis extrahi de Ecclesia, se puniri, neque ab Ecclesia
deseri.

Ut autem Principes evidenter significarent, non tan-
tum ab hac immunitate exceptum crimen lese Ma-
jestatis in personam Principis commissum de in Rem-
publicam & Magistratum, declarare delictum hæc im-
munitate privari, qui necesse fuit de publica fe-
ditione sui commotione in populo, vel de viâ vio-
lencia Ecclesiam aut populum illata. De genere dei generis
sunt 2.º non oportere sedisse, esse hereticos, anabap-
tistæ, gnomacki, ut habent, esse derelictos esse justitia
gentis esse violentis sedem.

Denique his Edictis ab hac immunitate excipiuntur
fraudulenti decoctores, vulgo B. onqueruieris; quos
describit Edictum anni 1540 die 4.º Octob. extraxit part.
1. Edictorum Flandiæ lib. 3. Rub. 1.º quod decernitur met-
tentes sive mercatiles alioque quovisunque conditionis
debitores aut qualivis fuerint, qui se subtrahunt a loco
sue residentie non satisfaciendo suis creditoribus, & oc-
culto sive secreto transferunt, aut occultantibus & fidebus
sua bona, ut hæc abscondant, reputantur & habentur
pro publicis furtibus & platearum graffatoribus, & bo-
nitas publice quietis & communi boni: "Alte coopitione
offe coopervien ende andere schoolmeesters van vyat "

con-

conditio ofte qualiteit sy zyn, die herendien ab-
 fceeren zullen vander plekke van hare residentia
 zonder ter veranoghen haerlieden crediteurs, ende
 heymelyken transporten ofte verslypen zullen haer-
 lieder goeden om de zelve te bedriegen, zullen gebo-
 den ende geagt worden voor oopenbare Dieren als straat-
 schanders, ende vyanden van de gemeyne welvaers:
 ende sulke hebben vry die verliaren ende verklaren,
 ordonnende alle onse Rechteren ende Officieren die
 aenstaalen ende opstondenden in voot plaetse datse
 die vinden: zonder dat de zelve zullen mogen gebruy-
 ken eenige privilegie, vryheyt ofte liberteyt, hoe dat
 het zy.

Quamvis hoc Edictum non exprimat nominatim
 immunitatem sive Asylum locis sacris indultum, nifi-
 lomus nequaquam ambiguum est, hoc Edicto defici-
 bi eos fraudulentos debeatores sive decoctores, vulgo
banqueroutiers, quos Edicta nominatim hac Ecclesia-
 rum, & sacrorum locorum immunitate evere decla-
 rant, uti etiam fatetur Antonius Anselmo in suo Tri-
 butario Belgico cap. 10. §. 43. *verf. Qui aem*, remi-
 tens ad hoc Edictum, ut scilicet qui habendi sint pro
banqueroutiers, scilicet ad effectum privationis huiusim-
 modis.

Monet autem ibidem recte Anselmo, quod hi Banca-
 ruti sine omnino distinguendi a simplicibus fallitis, &
 oberatis sine sua culpa, quive non supina negligen-
 tia res suas amiserunt.

Et sane cum Edicta Principum solus huiusmodi fran-
 dulentos decoctores, & debeatos ab hac immunitate
 exclusos declarant, haecdem simplices debeatores, &
 bona sine fraude credentes non censentur ab hac im-
 munitate seculi, sed conformiter ad Constitutionem
 Leonis Imperatoris l. 6. *Cod. de his qui ad Ecclesias*
confugium, immunitate hac gaudere consentit; sub
 eadem tamen moderatione in hac lege nominatim pra-
 scripta: ne alias per eam immunitatem creditoribus ni-
 mium inferretur documentum, uti supra cap. 2. expo-
 situm est.

CAPUT IV.

De Iudice hujus Immunitatis.

1. *Pluribus offenditur Iudicium de immunitate spectare ad Principem ejusque Magistratum.*

Immunitatem sive Asylum Ecclesiarum & sacrorum
 locorum a Principum indulgentia dependere, atque
 Principes Christianos huius immunitatis modum quo
 ea utendum esset; nec non eandem & quoad loca,
 personas & tempora retinuisse vel extendisse, in pra-
 cedentibus ac notanter cap. 2. & 4. abunde demonstra-
 tum fuit.

Porro nemini ambiguum est, quin ejus sit de re qua-
 piam cognoscere, eoi de ea statuendi, & leges praefigen-
 di competat auctoritas.
 Insuper indubiatum est, interpretationem legis, nec
 non dubiosam ejus occasione excoecitum decisionem
 pertinere ad eum qui legem tulit.

Unde & vidimus, quod Principes leges de hac im-
 munitate promulgandas, non ad alios quam ad suos Magi-
 stratus deferunt, ut hi ex Principum auctoritate illas
 proponerent & exequerentur, atque de his, non secus
 ac de ceteris legibus, ac questionibus super illis inciden-
 tibus judicarent.

Idipsum hic expresse declaravit Leo Imperator, in l. 6.
Cod. de his qui ad Ecclesias confugium, & de qua supra
 cap. 2.

Hanc suam Constitutionem voluit per omnes sui Im-
 perii ditiones per suos Magistratus promulgari & exe-
 cutioni mandari, *excepta*, ait, *hac Urbe Regia, in qua*
nos, divinitus propitia, degentes quies ejus exegerit,
invocari, singulis causis & personis, praesentes, constituta
placamus.

Evidens est, Leonem Imperatorem in hac lege vo-
 luisse, ut per suos Magistratus in hac materia singula
 casus, & personae sua decernerent, exceptis iis qui in
 Urbe Regia exonerentur, & sua sibi dicit potestatem.

Van Espen, Pars II.

Et sane quoniam Principes in similibus materia leg-
 ges sive Edicta sua ad Magistratus sive Officiarios suos
 promulganda, & exequenda mittunt, eadem eorum in-
 terpretationem, sive dubiorum aut questionum super
 illis excoecitum decisionem committere censentur: ni-
 si specialiter sibi tam referent, quemadmodum Leo Im-
 perator incidentes questiones in Urbe Regia sapet hac
 immunitate sibi reservavit.

Cum enim haec Leges sive Edicta voluntate & inten-
 tione Principis dependant & vim suam habeant, ju-
 stum est ut Principes sibi vel Magistratibus qui vices
 ejus gerunt, eorum interpretationem & dubiorum sa-
 pet in emergentium decisionem referent.

Unde & in praesenti notorium est, quod incidente
 questione super simili Edicto, non ad Iudicem Eccle-
 siasticum, sed ad Iudicem Regium pro hujus quaes-
 tionis decisione recursum habetur. Exempli gratia, si
 quaelibet incidat, utrum ex certis fructibus solvi de-
 beat decime, conformiter ad Edictum Caroli V. de
 anno 1520. vel quis ad repARATIONEM vel restaura-
 tionem Ecclesiarum teneatur, conformiter ad Edictum
 Principum nostrorum de anno 1613. non ad Iudicem
 Ecclesiasticum, sed Regium hac quaelibet decidentia de-
 fertur.

Et quod propositum ad praesentem materiam accedit,
 si sapet immunitate personali Clericorum a Jurisdic-
 tione laica quaelibet sive constituitur Iudicem Eccle-
 siasticum, & Civilem Magistratum incidat, hic consti-
 tutus non per superiorem Iudicem Ecclesiasticum sed per
 Principem sive ejus Consilium Principem interpretantem
 terminandus est, uti pluribus Principum nostrorum Edi-
 ctis declaratum est.

In primis occurrat Edictum Caroli V. die 4. Octo-
 bris 1549. extatque integrum parte I. Edictum Flan-
 diae lib. 3. Rubrica 2. quo statuitur: Iudices Eccle-
 siasticos non posse procedere per censuras contra Iudices
 Regios occasione eorum quae ex Officio suo ab his acta
 sunt; sed si (ait) Iudices Ecclesiastici praetendant per
 Iudices sive Magistratus Civiles Jurisdictionem suam
 lesam, debeant per libellum super eo informare Iudi-
 ces laicos, qui si credant Jurisdictionem nequaquam
 lesam aut lesam, debeant in eam ab alteriori processu
 per mensem subsistere, ut interea superiorem horum Ju-
 dicum informare queant.

Igitur quaelibet de violata Jurisdictione ad Princi-
 pem sive ejus Magistratum superiorem Iudicem lai-
 corum deferenda, & ab eo ejus decisio expectanda
 est.

Hoc Edictum quoad hunc articulum renovatum est
 per Edictum Philippi Secundi die 1. Junii 1587. ad
 Synodum Cameracensem Articulus 16. quo nomina-
 tum praecipitur, ut si Archiepiscopi aut Episcopi praetendat
 per Magistratus Regios sive Civiles quidquam
 contra Jurisdictionem Ecclesiasticam attentatum, re-
 cursum habeant ad Principem ejusve superiorem & la-
 terale Concilium, quod privatum vulgoscitur; verba
 Edicti sunt, *Si lesdits Archevesques & Evêques*
pretendront y avoir empié, auront leurs recours
vers Nous, ou vers nos tres-hauts & fraulx le Chief-Pré-
sident & Gens de nostre Conseil Privé, pour y ordonner ce
que de raison.

Quandoquidem immunitas localis Ecclesiarum quo-
 dependet ab auctoritate Principum acipia Jurisdictioni
 Ecclesiasticae, quidni in controversia, & conflictibus
 super hac immunitate ad Principem ejusve superiorem Se-
 natum recursum dicitur (quod & Principes voluisse,
 & Episcopos & Praetatos a quo ad Principem ejusve
 Senatus recitum habuisse exoritur conflictu super hac
 immunitate ac super conflictu Jurisdictionis, infra Ca-
 pitulum 8. ostenditur.)

CAPUT VII.

De Extrahione Rei ex loco Immunitatis.

1. *Extrahit a loco immunitatis spiritus ad Curiam secularum pro eis administrant.*
2. *De jure non requiritur licentia Episcopi ad extrahendum.*
3. *Praxis Belgii.*
4. *Quomodo prolatum esse debet, solum esse exceptum, et Rei extrahatur.*
5. *Constitutio Francisci I. Regis Gallie, et ejus successorum Ecclesiarum Asylum derogata.*

EFFECTUS immunitatis sive Asyli Ecclesiarum in esse scitur, quod confugientes ad Ecclesias ab his per Magistratus Civiles violenter in ordine ad punishmentem abstrahi vel adduci nequeant.

Unde super hac immunitate consultus Innocentius III. respondit, quod iuxta statuta sacrorum Canonum de traditione Legum, "si liber homo quantumcunque gravia maleficia perpetraverit, non est violenter ab Ecclesia extrahendus, nec damnari debet ad mortem vel ad poenam."

Itaque quod criminis Reus ex Ecclesia ad quam confugit extrahi nequeat, effectus est immunitatis, qua confuga gaudet.

Proinde cessante hac immunitate, nequit Ecclesia aut alius locus facere Reum criminis a poena, aut prosecutione Judicis, sive Magistratus, qui gladium portat ad vindictam malefactorum, laudem vero bonorum, ullatenus tuam reddere.

Idipsum evidenter et expressis in eadem hac Decretali Innocentius III. possumus enim, assuerit, nullum liberum hominem, quantumcunque gravia criminis maleficia perpetraverit, non esse ab Ecclesia violenter abstrahendum, immediate subiungit: "Nisi publicus latro foret, vel occidit de populoque agrorum: qui dum ita per se frequenter, vel publicas vias obstitit aggressionis insidiis, ab Ecclesia extrahi potest, impunitus non prestat, secundum Canonicas Sanctiones."

Evidens est, quod Innocentius responderet, publicum latronem extrahi posse violenter ex Ecclesia; et quod secundum Canonicas Sanctiones supponeat non gaudere immunitate Ecclesiarum.

Quod autem hic dicit Innocentius, quod publicus latro secundum Canonicas Sanctiones abstrahi possit ab Ecclesia, indubie more sui temporis respicit ad ea que apud Gratianum leguntur.

Scitur Innocentium III. ceterisque ejus etatis Pontificibus pro Canonica Sanctione reputasse, quod sub nomine Conciliorum aut Pœnitentiarum apud Gratianum temperiebant: unde quia sub nomine Nicolai Papæ reperitur, referunt *Cap. 17. q. 4. Can. 6.* legibus, sub comminatione excommunicationis hominem a sepe Ecclesie extrahi non posse, nisi fuerit publicus latro, dicere non dubitavit, quod secundum Canonicas Sanctiones, publicus latro violenter ab Ecclesia abstrahi possit, utpote immunitate non gaudens.

Pœnitentia evidens est, Innocentium loqui in hac exceptione de violenta abstrahendo per Judicem secularem, de quo fuerat locutus in priore parte Decretalis: & qui Reos criminum prosecutur, & a loco immunitatis abstrahere vult, ad inferendum Reus poenam mortis, aut mutilationem membrorum, & a quibus Reos obtemperare debent pro Reus membra etiam; id est, securitatem quod nec membra nec vitam perdent: que securitas non nisi a Judice seculari, qui solus nam poenam infligere potest, petenda erit.

Et cum in secunda parte nominatim expresse sit publicum latronem ab Ecclesia violenter abstrahi posse impunitum non prestat, evidenter Innocentium hic de Judice seculari loqui, & declarare per hunc Judicem, publicum latronem, utpote ab immunitate Ecclesiarum exclusum, abstrahi posse, & ad mortem vel mutilationem membrorum damnari, & poeniri; atque ad eum effectum ab Ecclesia violenter extrahi posse, nulla immunitate ab eo prestanda.

Et sane dum Reus immunitas subtrahitur, non potest ipsi ad Ecclesias confugium, preflare Asylum sive immu-

nitatem: quandoquidem ipsa Ecclesiarum immunitas ad ipsos non se extendit, & consequenter hoc obsequium ad Ecclesias impedire nequit Civiles Magistratus, quoniam eos prosecutur, & adducunt ab Ecclesiis sui loci immunitatis, utpote que respectu omnium confugientium loca immunitatis non sunt, nec ut talia a Magistratibus Civilibus prestanda.

Quare Principes sive Legibus & Edictis, declarantes quosdam Ecclesiarum immunitatem non parari, aut Magistratus & Officiales suos impingere, ut prosecutur de a locis sacris abducant, tanquam hac immunitate non gaudentes, uti super *Cap. a. de p. videmus*, sic signaverunt eisdem observatum est, quod Justitarius declarans Novella 17. *Cap. 7.* homicidas, adulteros, & virgines raptores hac immunitate non esse parandos, impingit Tribunali sacri Palatii Quæstioni, ut eos a sacris locis abducant.

Uode & unanimes est Canonistarum opinio, quam & praxis probavit, Reos criminum in casibus exceptis, & dum constat esse crimen exceptum, confugam posse violenter a loco immunitatis abstrahi, & poena non ligari poeniri, atque ita alios Convictus. *lib. a. var. Ref. c. 20. vers. 35.* notant, quod iuxta Capitulum 6. 10. *De immunitate Ecclesiarum*. Laici committentes crimine in Ecclesia gaudent immunitate, mox subiungit, cum posse a Judice seculari inde invitus abduci.

Uterius cum in casibus exceptis, Ecclesiarum immunitas non obtineat, neque confuga immunitate gaudeat, possunt Clerici huic confuge in simili causa immunitatem concedere, consequenter nec cum iuri contra Magistratus & Officiales civiles, cum prosecutur, & de loco sacro, tanquam in hoc casu, immunitatem non gaudent, exteherentes.

Neque in his casibus exceptis Officiales Regii Reos criminum ex Ecclesiis aut locis immunitatis extrahentes, immunitatem Ecclesiarum violenter duci queant: quandoquidem hi in casibus nulla de respectu horum confugientium Ecclesiarum immunitas.

Pœnitentia cum Officiariis seu Magistratibus Civiles sub iure proprio criminum Reos prosecutur; neque Ecclesia in his casibus possit confugientium Asylum vestimurum dare, consequens est, quod Officiales similes Reos criminum ex Ecclesiis, tanquam respectu horum immunitate non gaudentibus propriis auctoritate abfque licentia Episcopi aut Judicis Ecclesiastici extrahere queant.

Et sane neque in legibus aut Princeps Edictis, quia nec in Decretalibus Pœnitentium, in quibus violenter Reos extrahuntur Ecclesiis, in quibusdam casibus permittitur, illa ab Episcopo aut Judice Ecclesiastico obtinenda licentia inventio habetur.

Hinc & communis est Canonistarum opinio, Judices seculares seu eorum Officiales posse de jure Reos criminum sine licentia Episcopi aut Judicis Ecclesiastici in casibus exceptis ex Ecclesiis extrahere: testanturque communiter Pragmatici hanc Canonistarum opinionem in peccata receptam esse atque inter ceteros Covarruvias *lib. a. var. Ref. c. 20. vers. 34.* asserit: "Judicem Laicum iure posse adducere criminalem ab Ecclesia, etiam absque licentia Episcopi, quoniam juxta Canonicas Sanctiones delinquent ab Ecclesia extrahi potest, nec immunitas Ecclesiarum ex eo violatur. Siquidem cum Ecclesia tunc ad eam fugientes minime tueretur, nec curari velit, nulla sit ei injuria, si proprio auctoritate Judex etiam secularis eos per vim abducat, quod meritis & praxi Christiani orbis satis receptum est."

Et Guilielmus Benedicte ad Caput RAYNUTII *De rellam.* verbo, *Et exoritur nomine Adlam num. 446.* scribit: "Ubi delinquentes sunt in casu, quo ubi gaudent omnia debent Ecclesiis immunitate, Officiales Regii eos capiunt, & ab Ecclesia abstrahunt absque alia declaratione per Ecclesiam facta."

Verum tamen de jure, quia & de consuetudine ubique nullum receptum non requiritur licentia aut declaratio Episcopi, aut Judicis Ecclesiastici, ut in casibus exceptis confuge per Officiales civiles ab Ecclesia violenter extrahantur de carcere includantur; nihilominus in quibusdam Provinciis ac locis in Belgio solum est, ut perat licentia extrahendi ab Ordinario, sive ejus vices agente: quoniam hac licentia necessaria non creditur, immo

neq. petenda; si forsan remora in hac petitione licentiam impedimentum aliquod iustitiae obiceret.

Id fat. parenter significavit Rex Catholicus in literis suis de anno 1700. occasione exortu difficultatis & questionis inter Archiepiscopum Mechliniensem & Senatum Brabantiae ob extrahendum quorundam Civium Bruzelensium ex locis immunitatis.

Cum enim circa annum 1700. excitati fuissent tumultus populares seditionem praefertentes in Civitate Bruzelendi, atque notuissimum fuisset resistendum ad Ecclesiam vel Monasteria, Senatus Regis Brabantiae ad infantium Procuratorem Regii, vias & examina informationibus per eum ad omnes Civium confugarum capitis, declaravit, quod auctore eorum crimine, non debeant gaudere immunitate; possintque auctoritate Senatus a locis immunitatis extrahi, & ad Regis castra transferri.

Archiepiscopus Mechliniensis vero sustinebat, confugas ex Ecclesia extrahi non potuisse, aequum ab ipso ejusdem Commisso esse obtinere licentia extrahendi hancque licentiam dari non debere, nisi prius sibi vel suo Officiali exhibitis essent copiae informationis; atque iis viis & examina sibi constaret, crimen de quo agitur, esse de exceptis; cumque ejus praesentem Regemum Hispaniae asserere non debuerit in literis ad Aulam Madritensem, quibus conqueisus fuit de violata immunitate per Senatum Brabantiae per extrahendum dictorum Civium & locis immunitatis sine sua obtenta licentia, uti habetur ex literis Concilii Regii die 16. Junii 1700. ad Parlamentum Mechliniense, quas integras recitat D. Lamy in sua Aetioforum collectione, *Arrêt* 63. pag. 114. in quibus inter alia asseritur, per literas Regis die 30. Maji 1700. responsum fuisse Archiepiscopo tunc esse praesentem Regemum Hispaniae, quod modo constet *fieri* *seculari* *crimina* eorum, qui se ad locum Asyli traxerunt, sine de qualitate criminum exceptorum non habuerunt, praesentibus Judicem eos posse extrahere, et si Ordinarius nullum suum requisitus, difficilem se praebere in emendatione; additque quod informatum intellexerit eam similiter, esse praesentem irresolubiliter in Belgio observatum.

Verba Episcopi Regis fuit: L'Archevêque de Malines en a écrit en notre Cour de Madrid, se plaignant comme d'infraktion de ladite immunité, & de prétendant qu'il n'aurait pas de consentement à semblable extraction, il devoit voir les Actes d'information, & de connaître si lesdits Bourgeois étoient coupables ou convaincus de délits, qui pour leur qualité ne pouvoient être de l'immunité de l'Eglise, & de quel feroit l'usage en Espagne: Nous vous dirons, qu'ayant fait examiner en notre Cour de Madrid cette affaire, Nous avons cru devoir de répondre à cette Archevêque par notre Royale Dépeche du 30. de May dernier, que l'usage est dans nos Royaumes d'Espagne, que moyennant qu'il conste au Juge local, que les crimes de ceux qui se sont retirés en lieu d'asyle, sont de la qualité des crimes exceptés de l'immunité, que ledit Juge les en peut tirer, encoeur que l'Ordinaire après en avoir été requis, seroit difficile d'y consentir; & que Nous étions informés, que cela seroit aussi insupportablement observé en nos Pais Bas, Nous considérons la précedence du Scrivain du Prince Electeur de Bavière, qu'en ce regard il ne se fera aucune nouveauté.

Hæc Regia literis erat accusa Episcopi Regia, qua Archiepiscopo Mechliniensis significata fuerat resolutio Regis super dictis literis per Archiepiscopum ad Aulam Madritensem datis: que litera Regis summe exhibentur per Dominum Lamy loco citato, atque in his literis occurrit hoc notandum munitionem Regiam datum Archiepiscopo, scilicet, se consideret quod ipse Archiepiscopus in hoc puncto non sit rebellis a praxi suorum Antecessorum alioquin Episcoporum: Confidenter (ait) qui le trop de facilité à fournir (sans beaucoup de fondement) l'asyle de l'Eglise, cause un grand deservice à Dico, & de préjudice aux Sujets, vo qu'il en résulte que les fautes le multiplient, & que ceux qui peuvent être coupables évitent sans châtiment.

Et his intelligitur, quod Judices seculares non debeant adha informationis communicare Judici Ecclesiastico, ut hic hæc viis examinet, utrum licentia extrahendi & loco sacro danda sit: sed Judicem Ecclesiasticum sine remora hanc licentiam, dum ab eo petita sit, concedere debere, alias si in ea danda difficultem se praebat, posse confugam auctoritate Judicis secularis extrahi, si ipsi ex informationibus constiterit esse crimen exceptum.

Van Elfen Per F. L.

Insuper ea praedictis constat, quod priusquam Judex secularis permittat confugam suam auctoritate extrahi & loco immunitatis, debeat ipsi constare crimen, de quo agitur, esse crimen exceptum; sed & illud habetur, non debere sibi plene esse probatum, quod crimen sit reuera exceptum, vel quod confuga reuera simile crimen perpetraverit, & propterea immunitate sit exclusus; sed saltem eam de crimine excepto notitiam & probationem qualis ex informationibus preparacionis haberi solet, quod de non improbandum asserit Gambacorta lib. 6. cap. 1. n. 6. De illa (ait) qui neminem extrahi de Ecclesia, & carceribus includi jubebat, nisi eos, de quibus vel constabat ea ipsa eorum narratione, vel saltem praesentibus, tunc ex aliqua apparenti, quamvis forte non vera ratione, immunitatem eis non competere: potest vero ista brevis aliquod tempus cognoscere non deberet, necne immunitas, siquidem debeatur, statim sola, unde extrahi fuerant, Ecclesiam restituerent, nihil mihi occurrat, quod reprehensione dignum judicetur; rationabiliter eorum id faciebant.

Verum quia lubide haberent Judices, eum crimen tametsi sit grave, esset de exceptis; & ob hanc in discussione remotum criminum Rei occasio aufugendi praeparabatur, jam pridem in quibusdam Regionibus receptum fuit, ut extrahendi & loco immunitatis permitteretur in quocunque delicto graviore; neque confugas in Ecclesia adversus Officiales sive ministros justitiae seculares tunc essent, nisi solummodum in delictis levioribus.

Testatur Julius Clarus in sua practica criminali *quest.* 30. n. 6. Quod in Urbe & in statu Ecclesiastico nonquam videtur confugas ad Ecclesiam esse tutos, nisi in levibus delictis, & debito Civili. Et ita (ait) videtur servari in Provincia Aprutina.

Similiter Pithoeus Farinacius, uti refert Petrus Sarpi De Templorum Asylo a. 5. asserit: nonquam vidisse Romae Ecclesiarum immunitatem usque exceptam, nisi in levibus delictis & debitis, ut vocant Civili.

Et ex Martino Navarra refert Petrus Sarpi loco citato: Nullum omnino Ecclesiam Romae hac uti immunitate, sed Judices ipsos seculares, Reos a quavis Ecclesia abstinere jubere; quod a Pontifice Maximo permittitur, ne justitia opprimatur, & publica quies & tranquillitas perturbetur.

Imo nonnullis visum est justitiam servari non posse; nisi nec quies & tranquillitas Republicae & populi, nisi indifferenter confugas ad Ecclesiam sua loca immunitaria postinus extrahere liceret & carceribus includere, saltem cum jure eos extrahere reduci ad locum immunitatis & quo erant extrahendi, si post influant eam sine discussione causae reperiunt fuerit, casum, de quo agitur, non esse exceptum, & consequenter confugam debere gaudere immunitate.

Hanc jampridem fuisse in Regno Galliae consuetudinem, conformiter ad Constitutionem Francisci I. Francorum Regis de anno 1539. *Art.* 166. non tantum non consensu testatur illius Regni pragmatice, sed & ipse Covarruvias lib. 2. var. *Resol.* a. 20. ejusdem meminit: Cretum ut & hoc (ait) non omittamus, annotandum est in Franciae & Galliarum Regno, delinquentes statim ab Ecclesia abduci, vinctosque a Laici Judicibus observari: ac demum tractari, sit ne, qui abductus fuit, dignus iuxta Canonicas Sanctiones Ecclesiarum immunitatis: quod si dignus in Judicem, remittitur, & restituitur Ecclesiae, alioquin puniatur a Judice seculari.

Inter pragmatice Galliae de hac Francisci I. Constitutione & consuetudine et conformi in Regno Galliae conservata sit Ecclesiarum immunitas usque ad editam praedictam Constitutionem; sed cum deprehenderent, multipliciter etiam enormissima & perniciosa crimina ob impositum quam criminum Rei per confugum ad Ecclesiam se obtinere praevidebat, vel spectabant, editam fuisse hanc Constitutionem qua declaratur, quod dum per Judicem fuerit datum Decretum apprehensionis contra accusatum de crimine, vel de debito Civili, poterit extrahi ex loco immunitatis in quocunque fuerit condicionali.

Et Boerius *De iust.* 3. conformiter ad eam Constitutionem ait: In omnibus criminibus atrocioribus potest criminios extrahi ab Ecclesia, & per Judicem seculum. Item extrahitur sine auctoritate Episcopi.

Z a En his

Ex his concluditur Ferrerius loco citato verſ. 11. ſi ſe-
 180 age: quod ſi Juxta Eccleſiaſtica Interdiceret extraſtationem
 Rei criminis ex loco immunitatis Judici Seculari
 vel Officio, clarum minimeſt ad factum hanc extra-
 181 ſtationem ex Decreto Judici Secularis, poſſet a Decre-
 to Judici Eccleſiaſtico appellari *tanquam ab abſo*: Par-
 182 te raiſon (ait) que les Eglises, quoy que ſacrees &
 & dedices a Dieu, ſont tous ſoy dans le territoire du
 183 Roy, quia toute Juſtification & puiffance dans l'aven-
 due d'iceluy, meement qui ſont ſes Juſticiables, vel
 184 variant criminis, vel d'omicidii, vel loy, in quo deli-
 185 tum eſt commiſſum.

Ludovicus Thomafius De Diſciplina Eccleſiaſtica p.
 4. lib. 1. cap. 88. n. 8. reſpondeo ad illam Franciſci I. Con-
 ſtitutionem, notat per eam nequaquam abolita Aſyla
 Eccleſiarum, ſed diſtinctas, datam eſſe authoritatem
 Judiciſ Secularibus ſeu eorum Officiis extraſtandi
 quoscuque vel ob crimina, vel ob debita etiam civi-
 lia coſiſtus, & carceribus mancipari, dum ex infor-
 mationibus præviis per Judicem datum fuerit Decretum
 apprehenſionis; ut interim coſiſtus penatur ſub cuſtodia
 & cura Judici Secularis, quousque cauſa inſtructa &
 examinata judicatum ſit, utrum extraſtus Aſylo gaudere
 debeat vel non, quodque hoc examē & judicium
 Judici Seculari deferatur.

Per hæc autem Judiciſ Secularibus hæc Conſtitutio-
 ne indulta, Regem nequaquam intendiſſe ipſa Eccleſia
 Aſyla in caſibus, in Legibus & Canonibus non
 exceptis, inferre, ſui ſat intelligi ex ipſa Conſtitutio-
 ne Thomafius quandoquidem in ipſa Conſtitutio-
 ne expreſſe injungatur Judiciſ Secularibus, ut ſi repe-
 riantur, quod extraſtus debeant Aſylo gaudere, ad lo-
 cum Aſyli, & quo ſat extraſtus, reducantur; atque Aſy-
 lum reſtitergeant.

Verum ut ibidem n. 9. recte advertit Thomafius,
 dum hæc Conſtitutio data fuit Judiciſ Secularibus
 facultas Reos ex Eccleſiis extraſtandi, puiſquam cogi-
 tum eſſet crimen eſſe de genere exceptorum, & eoſque ſuis
 carceribus includendi: ac inſuper hiſce Judiciſ exame-
 o & judicium, num crimen eſſet de exceptis delatum,
 viſ poſſibile fuit hæc immunitatem ſalvam manere;
 attendit quomodo ſenſum occasione hujus Conſtitu-
 tionis Franciſci I. oblique & labellata ſine Aſyla omnia
 Gallicana.

Idipſum monent ejus Regni Pragmaticæ, adherentes,
 ſcra de hæc Temploſum Aſylo ſeu immunitate, hodie
 in Gallia uſum non habere.

Morat autem & ibidem Thomafius: "Nec Eccleſia
 Gallicana magnopere ſibi laborandum cenſuit ad de-
 ſenſionem Aſyloſum ſanctorum, quorum jam ſeculum
 non ille erat, qui olim optatiſſimus, perſiſtentia pub-
 licæ ſibi ſoci: ſed ille poſtea teſtiſſimus, ſecleſium
 impunitas."

Uterius reſpondendo monet: "Aſyla ſcibi Divinit
 Veteris Teſtamenti conſtituta, & Civilibus Paganorum
 Teſtamentis conſtituta, ad unam ſpectaſſe ſecleſium
 impunitatem, moriſque Reorum amolitionem. Non
 eum autem ſibi Eccleſia ſecum proponebat in Aſyſis
 ſuis tuendis. Mortalis enim hominis, aliquando ran-
 dem toreretur mortem diſſeri, humanitati eſt illud
 quidem inculpatum, peccilludum. Ad oculum mortalium
 fide Chriſti ſemel illuminati, & charitatis Chriſtiane
 inſtitutus, non ſi in hærent, ulterius, aliquid
 ſpirare aliquando ad beſtiſmæ vitæ immortalitatem
 caſtem aſpirant. Ea qua ſe Eccleſia induebat cura,
 protegendæ Reorum vitæ ad aras conſugientium,
 ad etiam ſpectabat ſeris Canonibus penſientia conſe-
 quendum, cui ſe ipſa ſuo in Eccleſiam inſcripta manci-
 pabat. Ea ſpectata ſpe, jam alternare poterit non
 ſequia animas, inter malum & dedecus criminis inſti-
 ti, & decus indolæ indignis veniæ. Ubi ergo in-
 hilum occidit, qui fructus fuerat uberſſimas Aſyloſum,
 jam nec eſt quod magnopere nobis deſeat, ſi & ip-
 ſa nobis Aſyla deſepere: ſive immineo paulatim cri-
 minum numero, quibus patebat: ſive ſacta Civili Ma-
 giſtratu copia, & Reos comprehendendi in ipſo Aſy-
 lo, & diſjudicandi, an eſt teſtiſſimum ſit."

Conſuetudina que permittit conſiſtentes ad Eccle-
 ſias proſtrius extraſti & carceribus includere, domo-
 do Decretum apprehenſionis per Judicem fuerit datum,
 meminit quoque Petrus Gambacerta lib. 6. c. 1. n. 3. ſa-
 turque Magiſtratus Civiles conformiter ad hæc conſue-

dinem tunc conſiſtencia procedere, ſi hæc conſuetudo in-
 dulta videatur ex cauſa aliqua rationabili; quæ, exem-
 pli gratia (ait) periculum eſſet in mora, & miſi ſa-
 ſim capſa, & carceribus mancipari fuiſſent, per Cleri-
 cos Eccleſiaſticam occultabantur, demitterentur, eva-
 186 debant omnino, neque ulla poterat amplius fieri iſoda.
 187 go vel cauſe cognitio, tunc conſiſtencia id faciendum,
 & abſque peccato. Non eom immunitati deſtabe-
 188 re, non Reos male accipere intendebant, ſed Reum
 189 in tuto ponere, ut quandoquidem non poterat incon-
 ſiſtenti conſiſtere, nam debetur immunitas, necne Reum
 190 in tuto ponent, ſi ſunt juri locus eſſet."

Merito expendent Principes eorumque Magiſtratus
 quid ſtanti coſpiciat, attentis ſingularum Provinciæ
 moribus, criminum & Aſyloſum frequentia, nec non
 Clericorum ad conſugas & occultandum & diſmittendum
 propenſione; ne immunitatis & Aſyloſum occasione crea-
 tiſ ſpes impunitatis, atque per hæc audacia perpetratiſ
 crimina foreſent.

Prelati quoque, qui in pueria Eccleſiarum immuni-
 tate zelum ſuum offendere geſtiant, non immerito ex-
 pendunt, cum zelos eorum ſit ſecundum ſcienſiam,

C A P U T VIII.

Quid de hæc Immunitate Eccleſiarum habeant
 Concordatum vulgo Brabantinum, nec non
 præteritum Concordatum vulgo Hannoniæ;

1. Concordatum vulgo Brabantinum.
2. Exhibetur & diſcitur articulus Concordati de Eccleſiarum immunitate.
3. Præteritum Concordatum vulgo Hannoniæ.
4. Exhibetur & diſcitur articulus præteriti Concordati.
5. Praxis Belgii hiſce conformis.

SCITUR quod ante erectionem novorum Episcoporum
 patrum in Belgio (que contigit circa annum 1537.
 ſub Paulo IV. Pontifice) Diocæſis Leodiſenſis in ſpi-
 ritualibus notabilem partem Ducatus Brabantie compe-
 tenderet; æque occasione frequenter incidere conſiſ-
 ſit inter Judices Regios hujus Ducatus, & Officia-
 rios Curie ſpiritualis Leodiſenſis, quibus ſpokiſtis tandem
 circa annum 1541. tum ex parte Caroli V. Ceſaris &
 Ducis Brabantie, tum ex parte Episcoporum Leodiſenſis de-
 putati fuerint Commiſſarii, qui hiſce pro contraveſſio-
 nis componendis & certis utriusque Juſtificationis prægreſſis
 limitibus, quosdam articulos conceperunt.

Hos Articulus communi Commiſſariorum utriusque
 poteſtati conceptos, & ſub diſtinctionibus diſtributos,
 exhibuit Antonius Anſelmus Juſticiarius Aſſerpiem-
 ſis, & ibidem Curie ſpiritualis Advocatus Fiscalis, par-
 te t. Editæ ſub Brabantie ſub t. c. 8. cum hac inſcrip-
 tione: *Concordatum inter Carolum V. Ceſarem ex una, &
 Episcopum Leodiſenſem ex altera parte, ſuper Juſtificatione*
 10. Martii 1541.

Exhibet & ibidem limes Caroli Imperatoris, quibus
 prægreſſis Articulus omnes & ſingulos, per ſups
 Commiſſarios conceptos ſub beneplacito ipſius, ratificæ
 & approbat, hæc tamen inſerta clauſula, quando Præſes
 Episcopos (Leodiſenſis) & Capitulum Brabantie S.
 Sedis Apoſtolice obtemperant, nobis exhibuerunt, æque
 reſider tradidimus, & alias nos.

Cum hæc autem non ſciatur, beneplacitum S. Sedis
 Apoſtolice per Episcopum & Capitulum Leodiſenſem eſſe
 obtentum; multo minus reſider Caſari tradidimus, da-
 tum aliquibus incidit, num hi Articuli ſub hæc con-
 ditione ſive clauſula ratificæ, poſſint dici, verſi Concor-
 dati rationem & vim obtineant.

Verum cum adſentire utraque Poteſtate, ſi Articuli
 ſub nomine iſius concordie fuerint tam in Curia Bra-
 bantiæ præſente ipſodem Curie Cancellario & Conſilia-
 riis, quam in Curia ſpiritualis Leodiſenſis ſolemniter pu-
 blicati, etiam hæc autem tanquam completam ſuam ap-
 probationem & ratificationem obtinentes ſunt observa-
 ti, & etiam hodie obſervantur, & eorum ratio in de-
 citione quaſitionum habetur, notanter in diſtincta Bra-
 bantiæ, qui ante erectionem novorum Episcoporum
 fuit ſub Diocæſi Leodiſenſi.

Hoc Concordato titulo 9. *Art. 9.* convenum est, " De crimine violatæ Jurisdictionis seu Libertatis Ecclesiasticæ per Laicum, prius cognoscere Principes vel ejus Concilium, & si Jurisdictionem prædictam vel ipsam hactenus offensam competeret & judicaretur, in causa Judex Ecclesiasticus saltem deliquentem punire poterit, secundum qualemvis fuit Jurisdictionem.

Itaque Judex Ecclesiasticus juxta hanc Concordati Articulum non potest cognoscere aut decidere de questione violatæ Jurisdictionis seu Libertatis Ecclesiasticæ per Laicum; sed hæc cognitio & decisio prius Principi sive ejus Concilio deferatur.

Si autem Principes ejusve Concilium cognoverit, & judicaverit, Jurisdictionem sive Libertatem Ecclesiæ per Laicum fuisse offensam seu violatam, namdemam ultra Articulum Concordati Judex Ecclesiasticus saltem deliquentem punire poterit secundum qualemvis fuit Jurisdictionem: id est panis Ecclesiasticæ, & juxta formam in fœdo Ecclesiastico admissam.

Cum autem inoffensio seu violatio immunitatis & Jurisdictionis Ecclesiasticæ sive Libertatis offensæ ejusdem fuit conditio, vel potius ad idem crimen violatio utriusque spectare videatur, non mirum idem tempore circa immunitatem Ecclesiarum ejusve violationem convenum esse, quod super Jurisdictione Ecclesiasticâ aut ejus exercitio vel violatione convenum erat; ut patet ex tenore Articuli immediatè sequentis: " Quod violationem immunitatis Ecclesiæ cognoscere Judex Ecclesiasticus, si violatâ immunitatis sui extractio fiat per privatos, vel per communiatem, in casu a jure non permisso, & hoc quoad crimen violationis immunitatis, non agere quoad injuriam factam personæ extractæ, vel quoad vim publicam vel privam, de quibus casibus cognoscere solum Judex Secularis, nisi persona extractâ factis Ecclesiasticis, quo casu uterque poterit cognoscere. Quod si facta fuerit extractio per Officialium Judicis Secularis de ejus mandato, poterunt extractus & Ecclesiæ de hoc conqueri Superiori ipsius mandantis, & petere iustitiam ibi fieri.

Itaque hoc Concordato questio fuit conficta inter Magistratum Civilem sive ejus Officiarios, & Judicem Ecclesiasticum de violatâ Jurisdictione seu Libertate Ecclesiasticâ, nec non de violatione immunitatis seu Asyli Ecclesiarum, evidenter reservata est Principi vel ejus Concilio, sive Superiori Judicis Secularis, de ejus mandato extractio facta fuit, qui indubie est Princeps aut ejus Concilium.

Dum vero vel per Principem ejusve Concilium judicatum fuerit Jurisdictionem sive Libertatem esse laicam; vel ex condicione extrahentium manifestum sit, immunitatem Ecclesiæ esse infraactam, eo casu punio quantum ad crimen violationis Jurisdictionis vel etiam immunitatis Ecclesiarum deferatur Judici Ecclesiastico secundum qualemvis fuit Jurisdictionem: id est, quantum ad rationem fecundam & correctionem delinquentis.

Igitur hoc Concordato idem in effectum convenum est super materia immunitatis sive Asyli Ecclesiarum & Jurisdictionis Ecclesiasticæ, ut scilicet, dum questio fuit conficta oritur inter Magistratum Civilem & Ecclesiasticum, non vel immunitas Ecclesiarum, vel Jurisdictionis Ecclesiasticæ fuerit violata, questio & decisio ad Principem ejusve Concilium deferatur: sed si, dum autem constituitur hanc vel illam esse violatam, tunc punio hujus criminis violationis ad Judicem Ecclesiasticum pertinet, secundum qualemvis fuit Jurisdictionem.

Hoc tamen diversim intercedit, quod violatio immunitatis sive Asyli Ecclesiarum manifeste & notorie effa queat ex sola condicione extrahentium, dum scilicet per privatos vel communiatem sine ulla auctoritate Judicis attendatur: ac violatio Jurisdictionis seu Libertatis Ecclesiasticæ oportet per Judicem præsentem facta, debet per Judicem Superiorem ut talis declaratur, priusquam Judex Ecclesiasticus ad puniendum violationem procedere queat.

Et sane quoadquidem immunitas seu Asylum Ecclesiarum non magis dicenda sit materia Ecclesiasticæ aut spiritualis, quam Jurisdictio & Libertas Ecclesiasticæ; utque utraque pariter a Principe dimanaret, non apparet, quare aliter de una ac de altera inter partes convenum fuisset; aut potius decisio conficta super Jurisdictionem seu Libertatem Ecclesiasticam, quam Asylum Ecclesiarum Principi ejusve Concilio delatus fuisset, dum inter Magistratum Civilem & Ecclesiasticum questio oritur.

Sub idem tempus, quo initum fuit prædictum Concordatum vulgo Babaninum, legatus Deporatus ex parte ejusdem Caroli V. in Comitibus Hannoniæ, & ex parte Episcopi Cameracensis ad sopiendas quæstiones quotidie incidentes inter Magistratum Civilem, Comitatus Hannoniæ & Officiarios Curie spiritualis Cameracensis.

Deporatus ex parte Episcopi post varios inter se tractatus, tandem in quodam Articulis convenum, quibus mediis iudicibus ipsi videbatur concordia inire posse, quos ipsi Deporatus sive Commissarius Principis discussit & probandos exhibebatur cum hac expressa clausula: " Sur le bon plaisir toutes fois dudit Seigneur Reverendissime, se submettant en cas de difficulté, à l'Ordonnance de ladite Majesté en ensuivant l'Apo. " Nulle dounee fut la Requête perleu Seigneur Reverendissime à la Majesté. "

Hos Articulos & ipsi Commissarius Principis tandem proborum a. Martii 1531. sub hac expressa clausula: " Sans le bon & noble plaisir de ditz Seigneurs, eorum " scilicet quorum nomine agebant.

Hi Articuli prout per Deporatos utriusque Potestatis fuerunt concepti & probati, sub benedictione tamen utriusque Potestatis extant *part. 1. Editum Babaninum titulo 1. c. 3.*

Cum nullibi legatur aut fœstatur, quod hi Articuli vel per Episcopum Cameracensem aut Comitibus Hannoniæ, vel magnum Ballivum Hannoniæ fuerint probati vel ratificati, non scitur quo fundamenco Antonius Anselmo Jusconsultus hos Articulos repletur inter Principum Edicta sub hac interpositione: *Concorda entre l'Evêque de Cambray & ceux de Haynault*: quandoquidem rationem Concordati habere non possent, nec pro tali reputari, nisi haberetur super his Articulis benedictum sive ratificationem utriusque Potestatis, ad quam Deporatus se expresse retractavit. Interim si hi Articuli mi per Anselmo relati sunt, rite expendantur, apparebit quod circa hanc Ecclesiarum immunitatem seu Asylum nihil fuerit Judicis Ecclesiastici concessum, ultra id, quod per Concordatum vulgo Babaninum, de quo supra.

Inter hos Articulos unicus hanc immunitatis sive Asyli Ecclesiarum materiam spectans occurrit, scilicet judicemus his verbis expressis: " Item, les grandes " Baillifs d'Haynault, Officiers de Sa Majesté, ou autres Juges seculiers de la Comté d'Haynault, pourront en cas permis de Droit Canon, si comme les trois cas exprimez au Chapitre *Inter alia De Immunitate Ecclesiarum*, Ex pacellentem pour homicides, viols faits de propos deliberez, & de fait d'usage seulement, tuer ou faire tuer hors de l'immunité d'Eglise, sans attendre que l'Official de Cambray air declare qu'il ne devoit jouir d'icelle immunité.

Maia si ilis dicitent hors de ladite immunité person- " ne non ayant commis ledits cas, si selonc tenus reing- " reger & remettre en ladite immunité plusloste que faire pourront: & en cas de refus, la connaissance & declaration appartenant à l'Official de Cambray, comme de tout temps a appartenu. "

Bimembria est hic Articulus. Primum membrum dicitur, quod Ballivus Hannoniæ, Officiarii sive Majestatis, aliique Judices Seculares Comitatus Hannoniæ, poterunt in casibus permittis de jure Canonico, puta tribus expressis in c. inter alia: " De Immunitate Ecclesiarum; nec non per homicidium mortale & ex proposito deliberato de infidio, possunt Reos ejusmodi criminum extrahere, seu mandare per alios extrahi ex Ecclesiâ, non expectata declaratione Officialis Cameracensis qui declaraverit crimen esse exceptum; *fons attendere que l'Official de Cambray air declare qu'il ne devoit jouir d'icelle immunité.*

In primis ex hoc Articuli membro manifestum est, judicium sive decisionem dubii vel quæstionis, eorum crimen commissum sit de exceptis, sive Reus debeat gaudere Asylo Ecclesiæ, non deferri Judici Ecclesiastico vel Officiali Cameracensi.

Si enim ipsi hujus quæstionis vel dubii declaratio aut decisio competeret, non possent Officialii aut Judices Seculares ad extractiorem Rci ex Ecclesiâ seu loco Asyli procedere, nisi prius per Judicem Ecclesiasticum seu Officialem Cameracensem hæc declaratio sive decisio hujus quæstionis data esset, atque per hanc constaret, Reum non gaudere Asylo: ac per consequens e loco Asyli per Officialios posse extrahi.

Cum igitur dicatur *secularis* alioquin *Judices seculares*, Nec in casibus exceptis posse extrahere loco *Ayli*, non expectata hac Officialis declaratione; quid manifestum, hanc declarationem ei non fuisse in hoc articulo datam.

Porro cum certum sit, *Judicem* non posse concedere Decretum *extractionis* et loco *immunitatis* loco *Ayli*, nisi cognoverit saltem immunitatem ex praevis capis informationibus, utrum *Reus* commiserit crimen exceptum, non minus manifestum est, hoc examen & *Judicium* spectare ad *Judicem seculares*, utpote cui data auctoritas permittendi, vel mandandi Officialis *Receperat* esse loco *Ayli*, non exposita declaratione Officialis *Cambracensis*, qua declaraverit *Reum* crimen exceptum commisisse, supponens consequenter sufficere, ut *Judici* seculari constet crimen non nullum esse de *exceptis*.

Igitur hoc Articulo, quemadmodum superiore Concordato, decisio fuit declaratio, utrum *confugus* gaudeat immunitate, sive utrum et loco *immunitatis* extrahendus sit, deferret *Judici seculari*.

Altero hujus Articuli membro supponit, per *Judices seculares* extrahi *personas*, quae crimen exceptum non commisit: determinat *Judices seculares* in hujusmodi casu, etiam qui civis fieri poterit, sine remora, extrahi in loco *immunitatis* reponere, & quod in casum *recusationis* cognitio & declaratio competat Officiali *Cambracensi*, nisi ad omni tempore compierit.

Evidens est, hoc Articuli membro nequaquam dici, quod Officiali *Cambracensi* competat ut omni tempore conveniat cognitio & decisio dubii aut questionis, utrum *Reus* admittat crimen exceptum; sed supponit illud constare, sive quod *Reus* extrahatur per *Judices seculares* sive per Officialis ex eorum Decreto non admittit crimen de *exceptis*; adeoque indebitum fuisse *extractionem*, puta si per superiores *Judices* manifestum sit declaratio effect.

Si hoc casus *Judex secularis* in *seculari* seu remota taberna reducitur *extractionem* ad locum *immunitatis*, cognitio & declaratio non ulla sit recusationis vel remore ratio deferret Officiali, quemadmodum ponitur Officiali *seculari* superiore *Barbarico* Concordato, deferret *Judici Ecclesiastico*, dum per superiores *Judices* *secularis* mandantur declaratio fuit: per *extractionem* *secularis* & violantur fuisse *immunitatem Ecclesiae*, uti supra expositum est.

Hac & legimus, & ante & post praedictum Concordatum, nec non continetur dictis Articulis, quoniam inter utramque potestatem fuit utriusque Magistratus, seu Officialis, delatum fuisse ad *Judices seculares*, atque per hos questionem incidentem decitam.

Ira legimus, quod cum circa annum 1531. Praetor *Mechliniensis* quendam *confugum* *extraxisset* et loco *immunitatis*, & carceri inclusisset, Officialis autem *Episcopi Cambracensis* (cui eo tempore suberat *Medicina*) praetendit, per hanc *extractionem* fuisse violatum *immunitatem Ecclesiae*: quod hanc delata fuit ad *Parlamentum Mechliniense*, tanquam ad *Judicem* superiorem *Magistratus Mechliniensis*, ex cujus Decreto *quidam* facta fuerat; atque quod hac inter partes, scilicet, inter dictum Praetorem eodem juncto *Procuratore Regio* ex una, & *Episcopum Cambracensem* suscipientem causam suorum Officialium ex altera parte, non intelligitur ex *Sententia* *Parlamentis* die 23. Julii 1531. quod declaratum fuit, quod non obfante oppositione *Episcopi*, Praetor procedere quoad *confugum* *extraxerat* & *incarceratum*, ut enormitatem trinitum, de quibus accufabatur.

Circa annum 1556. cum quidam commisso homicidio in *Parochia* de *Poperinge*, tunc temporis *Diocesis Tornacensis*, *confugisset* ad *commercium Ecclesiae S. Joannis* ibidem, atque per *Ballivum* dictae *Parochiae* esset et loco *immunitatis* abductus & carceri inclusus, Officialis *Episcopi Tornacensis* *Ipri* residens, cum potuit *immunitati* restitui, eo quod praetendit homicidium, de quo *questio*, fuisse in sui *defensionem* commisit: cumque *Ballivum* *refusionem* *recusaret*, *ipse Officialis* *Libellum supplicem* obtulit *Concilio Flandiae*, quo petebat hanc *extractionem* & *incarcerationem* *immunitati* restitui, tanquam qui *crimen exceptum* non commiserit, qui habet ex *sententia* hujus *Concilii* die 2. Maii 1556. inter praedictum Officialis supplicem, & dictum *Ballivum* *inimatum*, qui ordinatum fuit *Ballivo*, *incarceratum* *refusante* *immunitati* *Ecclesiae*, & qua fuerat *extractus*.

Quid evidenter quam Officialem *Episcopum* agnovisse *Concilium Flandiae* ut *Judicem* competentem & legitimam questionis incidentis, utrum *extractus* deberet gaudere *immunitate* *Ecclesiae* vel non; atque ad hoc *Concilium* tanquam *superiorem* *Judicem* mandatis pro *decisione* hujus questionis esse secuturum.

Rursus circa annum 1560. simili difficultas exorta fuit in *Civitate Alostana*; cum quidam *confugisset* ad *Monasterium Guillelmum* in eadem *civitate*, *Vice-Ballivus* praetendit, *confugum* sibi per *Religiosos* dicti *Monasterii* esse tradendum; sive ubi permittit intrare *Monasterium* ad *extrahendum* *confugum*, cumque id recusa- ret *Religiosi*, *Vice-Ballivus* obtulit *Libellum Concilio Privato*, quo petiit, injungi dictis *Religiosis* & *Decano Christianitatis* *Episcopi Cambracensis*, ut permittentes *confugum* & suo *Convento* *extrahi*.

Hunc *Libellum* remisit *Concilium Privatum* ad *Concilium Flandiae*, ut visis & examinatis *informationibus* disponat prout *Juris*; prout etiam *dispos*, *apertis* *quibus* *autem* *ut* *Informationes* *prepararetur*.

Visis & discussis hinc *informationibus*, *Concilium Flandiae* injunxit nomine *Regis* *dicti Vice-Ballivo Alostano* procedere ad apprehensionem & *extractionem* *confugum* & *Monasterio*, ad quod *conferat*, non obfante opposicione, atque ad eam effectum missi *Concilium Procuratorem* *Generalem* ad dictum *Monasterium*, ut *confuga* *remitteretur* *inter manus* *Procuratoris Generalis*, donec *causa*, paribus utrinque auditis, ulterius *instruda* *questio* de *immunitate* *decideretur*.

Tandem paribus scilicet *Vice-Ballivo Alostano*, qui de mandato *Judicis* *confugum* & loco *immunitatis* *extrahendum* *sustinebat*, & *Religiosis* dicti *Monasterii* & *Decano Christianitatis* ex altera parte, *Concilium Flandiae* declaravit, hanc *confugum* *potuisse* & loco *sacro* & *immunitatis* *extrahi* & *carceribus* includi; postquam *Vice-Ballivus* causam contra *extractionem* coram *Magistrato Alostano* *prosequutus* hanc *plenus* *habuerit* ex *sententia* die 9. Julii 1561. & cujus *sententia* & *controverfiae* *memoria* *occurrit* apud *Laury* in *collezione Arestorum*, *Articuli* 63. p. 195.

Non dubitavit igitur *Concilium Privatum* sive *Literale Principia*, questionem super *immunitate*, id est, num *confuga* & loco *immunitatis* *extrahi* possit vel non, esse deferendum ad *Judicem* superiorem *Judicis* *mandantis* sive *decidentis* *extractionem* & *apprehensionem* *confugum*, qui indubitanter erat *Concilium Flandiae* respectu *Judicis Alostani* *mandantis*.

Praeterea ex his intelligitur, *Concilium Privatum* existimasse, quod *Concilium Flandiae* possit provisionaliter decernere *extractionem* & *detentionem* *confugum* ex solis *informationibus* *preparatis*, donec *causa* *plenus* *instruda* *decideretur*, cum *Reus* *extrahi* *poterit* & loco *immunitatis*.

Constat ea *sententia* ejusdem *Concilii Flandiae* die 17. Octobris 1561. inter *Episcopum Tornacensem* *supplicem* *inter* ex una, & *Nicolaum Stoop* *Apparitorum* *Decano* *Procuratorem* *Generalem* *Concilii Flandiae* ex altera parte *inimatum*, quod cum dictis *Apparitorum* *extraxisset* *quendam* *confugum* & *commercio* *Ecclesiae* *Parochialis* *Suffraganei*, *Episcopum* per suum *Decanum* *Christianitatis* *petierit*, ut per *Apparitorum* *extractus* *restitueretur* *in loco* *immunitatis* ex quo fuerat *extractus*, *Apparitorum* *refusante* *recusante*, *Episcopum* obtulit *Libellum supplicem* *Concilio Flandiae*, tanquam *Judici* *superiori* *Judici*, cujus *authoritate* *fuit* *Decreto* *Apparitorum* *confugum* & loco *immunitatis* *extractus*.

Constat autem *causa* *utrinque* *instruda*, *Concilium* *declarasse*, *quendam* *Episcopum* *non* *indatum*; *iplamque* *extractionem* *rite* *factam*.

Hujus *sententiae* *memoria* *quoque* *occurrit* in *civitate* *Articuli* 63. relato a *Damno* *Laury* pag. 206.

Non dubitavit promitte *Episcopum*, quin *querela* *vel* *questio* de *violata* *immunitate* *per* *extractionem* & loco *immunitatis* *factam* ex *Decreto* *Judicis* *secularis*, esset deferenda ad *Judicem* *superiorem* *Judicis* *mandantis*, & ab eo *questionem* *decidendam* *confermitter* *ad* *Principum* *Edicta* & *praedicta* *Concordata*.

Cum anno 1613. quidam *Robertus Baert* commisisset homicidium, atque *refugisset* ad *Monasterium* *monialis* *volgo* *Dr Byloque*, in *Civitate* *Gendae*, atque eodem die ex *Decreto* *Concilii Flandiae* per *Procuratorem* *Generalem* *epidem* *Concilium* *esse* *extractus* *ex* *dicto* *Monasterio* & *carceribus* *inclusus*, idque *per* *non* *obfante* *obtena-*
centia

omnis Episcopi aut Judicii Ecclesiastici, Libellum obtulit Concilio Privato petens declarari, ad supplican-tem pertinere judicare, & declarari, si dictus Baart possit gaudere immunitate dñi Monasterii De Bayloque; & precipere dignaretur tam Procuratori Generali quam ipsi Concilio Flandrie deponere eundem Baart *pote ligari* in carcere supplicanti, ut per ipsum sui ejus delegatum declararetur, si debeat gaudere dicto Asylo; & mandare dicto Concilio, ut impederetur se huic declarationi Regie conformari.

Concilium Privatum huic Libellum supplicem¹ remisit ad Concilium Flandrie, ut intra vltimum ab instanti-²one de contentis in hoc Libello Concilium Privatum informaret.

Hunc Libellum supplicem Episcopi una cum rescriptio-³ne Concilii Flandrie exhibet Laury in sape citato Artello, His visis & examinatis, Concilium Privatum per senten-⁴tiam die 28. Januarii 1658. declaravit, quod postulatam per supplican-tem autem non possit: scilicet ut ipse Epi-⁵scopus ejusque Delegatus cognosceret & judicaret, an praedi-⁶ctus confessa live extraxit debet gaudere immunitate Ecclesie, ut per litteras Concilio Flandrie intimatum fuit: cum & ibidem integras exhibet Laury.

Ex rescripto-⁷ne live responso Concilii Flandrie ad Li-⁸bellum Episcopi Gaudensit intelligitur, quod Episcopus suo Libello annexisset Extraxit & Acta nonnulla, quibus assensum intendebat, esse receptam praxim in suo Dioce-⁹sibus, ut ad extraxionem Reorum ex Ecclesia non proceda-¹⁰ret, etiam in casibus *exceptis*, nisi prius petita & obte-¹¹nta licentia Episcopi aut ejus Officialis aut Commissarii: quodque hic ex parte Episcopi productis actis & exemplis¹² stiponderit Concilio Flandrie, hac nultentia huic ca-¹³sui applicari posse: eo quod eorum plerique concessant¹⁴ personas ad Officiarios militares, nec Concilio, nec Regis Fidei-¹⁵calibus ad usum Regie & ejus Magistratum sua constitutus, subiectos: quodque per militares inveis-¹⁶ta Fiscalibus & Concilio hac acta sint; qui voluntarie ad Episcopum ejusve Officium recurrerent. Verba rescrip-¹⁷tionis sunt. "Quant aux Actes & exemples que le Sup-¹⁸pliant allegue & produit, iceux ne sont de considera-¹⁹tion, pour concerner la plupart Gent & Officiers mili-²⁰taires, n'estant de notre Resort ni Jurisdiction, & cete²¹ neanmoins nous venons à notre dessein, & au dessein²² des Fideaux du Roy, lesquels parlant n'y ont pu gar-²³der le droit de Sa Majeste, pour que lesdits Militaires²⁴ & autres se font volontairement adresses audit Re-²⁵gent montrant ou selon Official, au lieu de s'adresser au²⁶ Juge seculier, comme ils devoient.

Interea ex his habetur, & huic Episcopum non dubi-²⁷tasse, quin questio super hac immunitate esse decidenda²⁸ per Judicem Regium superiorem Judicis mandatis, ut erat inducitur Concilium Privatum respectu Concilii²⁹ Flandrie.

Anno 1658. cum quidam confederat³⁰ immunitatis³¹ ensis confugisset ad Chorum & Altare Ecclesie Metro-³²politane Mechliniensis, Prator ejusdem civitatis Me-³³chliniensis huic confugium cum suis satellitibus in-³⁴ferens, eum ex loco Asylo violenter eiecit, & carce-³⁵ribus civitatis inclusit.

Propositus, Decanus & Capitulum dicte Ecclesie³⁶ Metropolitane, una cum Officiali nomine Archiepiscopi³⁷ Mechliniensis, existimantes per hanc extraxionem at-³⁸tentatam per Pratorem, immunitatem Ecclesie lasam,³⁹ recurrerunt per Libellum supplicem pro consequenda re-⁴⁰integratione immunitatis, ad Parlamentum Mechlinien-⁴¹se, tanquam hujus Pratoris & Magistratus Mechlinien-⁴²sis indubitatum Superiorem.

Parlamentum plenarie causa inter dictos supplicantes⁴³ & Pratorem rescribentem indultu, & visis informa-⁴⁴tionibus contra extraxum capis, per sententiam die 11.⁴⁵ Maii 1658. declaravit: extraxionem per Pratorem ma-⁴⁶le & indebita factam: condemnando eundem Pratorem, ut⁴⁷ prorsus abierit, una cum Vice Pratore & suis satellitibus⁴⁸ extraxum reducat ad locum immunitatis & quo eum ex-⁴⁹traxerat: condemnando ulterius eundem Pratorem ob⁵⁰ attentatam hanc extraxionem in nullam 300. Boi-⁵¹tenum, nec non in damna & interesse respectu extraxi⁵² permittens praterea Officiali vice Judici Ecclesiastico⁵³ punitionem dicti Pratoris ob violantiam immunitatem⁵⁴ Ecclesie & reverentiam Ecclesie, secundum qualitem⁵⁵ sue Jurisdictionis.

Nihil manifestius, quam Capitulum Metropoliticum

una cum Episcopo nullatenus hestasse, quin juxta Prin-⁵⁶cipum dicta & Concordata, questela de laza immu-⁵⁷nitate esset defendenda ad superiorem Judicis aut Offi-⁵⁸ciali seculari, cujus auctoritate extraxio indebita facta⁵⁹ precludatur.

Sed & illud non oblitum est, Parlamentum testasse⁶⁰ ad prevalerant Concordatum vulgo Brabantinum, per-⁶¹mittens Officiali seu Judici Ecclesiastico punitionem Pra-⁶²toris ob infraactam immunitatem secundum qualitem⁶³ sue Jurisdictionis: potuit hanc punitionem Concordatu-⁶⁴um Judici Ecclesiastico deferre; ut supra dictum est.

Nonnullas recentiores decisiones super similibus que-⁶⁵stionibus refert Dominus Laury in sua Artellorum colle-⁶⁶ctione, Artello 63. atque inter cetera refert, quod an-⁶⁷no 1670. Prior & Conventus Carthusianorum in Civi-⁶⁸tate Valeicensi obtulit fuerit Libellus supplex Concilio⁶⁹ Privato contra Prapostum, Juratos & Magistratum dic-⁷⁰tæ civitatis, preterentes auctoritate hujus Magistrati⁷¹ per Prapostum civitatis vi armata & suo Conventu⁷² quendam se male & indebita extraxum.

Ex Actis hujus causæ per Laury suo Artello insertis⁷³ habetur, dictos supplicantes preterentes, huic extraxi-⁷⁴onem resistentes debuissent ut minus periculis in casum⁷⁵ extrahendi a Vicariis, ut possuissent incipio dicta Vi-⁷⁶cariorum ad extraxionem procedere sine adjunctione De-⁷⁷cani Christianitatis, aut aliorum personarum Ecclesiasticarum⁷⁸ ad hoc deputatarum.

Responset Magistratus per suum Duplicem, quod cum⁷⁹ ex prævisis informationibus sibi constaret, homicidium,⁸⁰ de quo questio, fuisse premeditatum & inditum; & con-⁸¹sequenter *exceptis*, ipsi non indigerent ulla licentia⁸² Ordinaris, nisi adjunctione aliquis per sona Ecclesiasticæ.

Imo licet dubium fuisset utrum crimen esset *exceptis*,⁸³ non obligarentur nihilominus expectare declarationem⁸⁴ Officialis, ne eam expectando, criminis Reo daretur⁸⁵ occasio effugiendi & justitia illudendi: asseruntque quod⁸⁶ prævis notoria ita habeat, pluribus Artellis, ac notan-⁸⁷ter Concilio Privati die 4. Novembris 1650. confirmata.

Utilem asserunt, sufficere ut Ordinario ejusve Offi-⁸⁸ciali aut vices gerenti timentur per Judices seculares⁸⁹ *acta non prejudicia*, quodque examine factio reperitur sit,⁹⁰ quod casus occurrerent esse de casibus *exceptis*; quodque⁹¹ Archiepiscopus Cameracensis similis acta fuerit conten-⁹²tus, ut ex ejus litteris patebat.

Utileius, cum supplicantes impendissent Bullam Gre-⁹³gorii XIV. de anno 1591. nec non patrum Concordati-⁹⁴onem inter Magistratum Civitatis Hannonia, & Curiam⁹⁵ spirituum Cameracensem, de quo supra, respondentes⁹⁶ resistentes, Bullam hanc non esse placitam; & præ-⁹⁷visum illud Concordatum non esse in usum.

Ex hoc responso verissime quoque redditur quod supra⁹⁸ notavimus, hoc Concordatum nunquam perfectionem⁹⁹ Concordati accepisse ob defectum ratificationis utrius-¹⁰⁰que potestatis.

Instructa autem plenarie hac causa, atque allegatis ab¹⁰¹ utraque parte, quæ videbantur congruere ad decisionem¹⁰² principalis questionis, utrum homicidium per extraxum¹⁰³ & incarceratum perpetratum, esset simplex duntaxat ho-¹⁰⁴micidium vel premeditatum & inditum; de genere cri-¹⁰⁵minum *exceptorum*, Concilium Privatum remisit partes¹⁰⁶ ad Parlamentum Mechliniense pro obtinenda finali deci-¹⁰⁷sione questionis. Parlamentum visis & examinatis actis¹⁰⁸ hujus, per Artellum die 10. Junii 1671, declaravit sup-¹⁰⁹plicantes in suis conclusionibus non receptibiles vel san-¹¹⁰danas; & levato interdicto dato ad Libellum supplicem¹¹¹ supplicantium, permittit resistebantibus scilicet Offi-¹¹²cialio & Magistratu Valeicensi procedere ad infra-¹¹³ctionem processus criminalis contra extraxum & incar-¹¹⁴ceratum: atque poenam congruentem decretare.

Ex his perspicuum est, tam fuisse & esse Belgii pra-¹¹⁵xim, ut Magistratus & Judices seculares ex prævis in-¹¹⁶formationibus cognosceret & judicaret, utrum casus oc-¹¹⁷curreret sit *exceptis* vel non; quodque Officiali pos-¹¹⁸sit ad apprehensionem Rei & extraxionem & loco im-¹¹⁹munitatis, ejusque incarcerationem procedere ex De-¹²⁰creto Magistratus live Judicis secularis; neque debent¹²¹ informationes prævis Episcopo ejusve Officiali commu-¹²²nicari, ut in visis & examinatis hujusmodi, nam casus¹²³ de quo agitur sit *exceptis*; & consequenter utrum li-¹²⁴ceat extrahendi sit danda vel neganda.

Imo ex dictis fat manifestum est ex præxi & consue-¹²⁵tudine Belgii, non esse necessariam licentiam Episcopi¹²⁶ ejusve

ejusve Commissarii, ut Officiarius ex Decreto Judicis ad executionem de apprehensione coactus procedere queat; praeterea si Episcopus ejusve Commissarius in ea concedenda moxam trahat sine difficultate practica.

Praeterea ex praedictis habetur, eam esse notoriam, & probatam Belgii praxim conformem ad Edicta Principum, & speciatim juxta Concordatam, vulgo Brabantium, quod si querela moveatur, vel per extraditum vel Judicem Ecclesiasticum de indobita extraditione, & per eam violenta immunitate Ecclesiae, hanc querela debeat deferri ad Judicem superiorem Judicis mandatis, sive qui Decretum apprehensionis de extraditionis dedit, & cognoscendi ad eundem ab eodem debeat,

CAPUT IX.

De Bulla Gregorii XIV.

1. Principis hujus Bulla scripta,
2. Quae de Indultuorum Praedecessorum narrat in sua Bulla Pontificis ad recentiores aetatem referenda.
3. Enarrat Pontifex scandalosa & abusus quae praecedunt ex praedictis Indultis factae: & quae sequuntur hujus emendationes.
4. Revocat facultates, & Indulta a suis Praedecessoribus concessa.
5. Expressis casibus, in quibus & non in aliis conjugationes ad Ecclesias abstrahi possint.
6. Praetendit jurisdictionem universalem Curiae secularis.
7. Petat conjugationes etiam in casibus exceptis per Curiam seculares extrahi sine licentia Episcopi, & adjuvantem personam Ecclesiasticam.
8. Auctoritatem dandi licentiam extrahendi solis Episcopis competere declarat, in qua Constitutio sui non coherere videtur.
9. Praecipit extrahere per Ministros Curiae secularis dandi ad curiam Curiae spiritualis.
10. Tradi non permittit Curiae seculari, nisi prius causa cognita Juxta Ecclesiasticam declaraverit esse casum exceptum.
11. Bulla non recipit.

A Denodum famosa in hac materia immunitatis sive Alysii est Bulla Gregorii XIV. de anno 1591. quae incipit: *Cum alicuiusmodi*, eamque tenentores Theologi & Canonici, & praeterea qui habet immunitatem Judicibus Ecclesiasticis vindicare volunt, itaque firmam & ineluctabile fundamentum impendunt, ut ex nostris Antonius Anselmo Jusvicarius Aotvregiensis & ibidem Curiae Ecclesiasticae Advocatus Fiscalis in suo Triboniano Belgico Cap. 50. & Franciscus Zygoz Officialis Aotvregiensis in *Jure novo tit. De Immunit. Eccles. num. 6. & seq.* qui per Bullam illam Judicibus Ecclesiasticis omnia ad hanc immunitatem pertinentia competere pretendunt.

Imo & Petrus Gambacorta & Societate Jesu hanc Bullam speciali Tractatu explorandam de eadem suscipiunt, de ea dicere non dubitavit, "Quod ut est sapientia, prudentia, ac pietatis plenissima, ita ut veritas" hanc Ecclesiarum immunitatem, notis seculis occasione nonnullorum Indultorum plene collapsam restituit, moderatur, & meliorem in formam reducit. Ita in poemato Bullae secundae.

Num hanc Bulla sapientia, prudentia, ac pietatis plenissima sit, prout eam ejus Patrocos depradit, ex dicendis equis & non per venus Lectos judicabit.

Hoc haud inficiari potest, per hanc Bullam universam Ecclesiarum immunitatem omnino restituit juxta eorum opinionem scilicet, qui hanc immunitatem & quoad jurisdictionem, moderationem, nec non de questionibus super ea incidentibus, judicandi & decidendi auctoritatem Ecclesiae seu Judicibus Ecclesiasticis defendendam opinantur; ullaque ejus Principis aut Magistratus secularis de ea fluendi, aut judicandi, non agendi auctoritatem independentem a judicio & auctoritate sui licentia Judicis Ecclesiastici juxta regulam hanc Bullae praescriptam.

Ex unum hujus Bullae scopum esse omne de hac immunitate judicium attribuire Judici Ecclesiastico, & auctoritatem Magistratus secularis dependentem red-

dere a judicio, & arbitrio Judicis Ecclesiastici ex contrariis Bullae manifestum est, & ex dicendis patet.

In primis in narrativa duae Bullae exponit Pontifex, "Quod nonnulli sui Praedecessores & praeterea Sixtus V. & Pius V. sanctis talibus diversis facultatibus, & extrahendi etiam in casibus quibusdam a jure non permittis ex Ecclesiis criminosis, & delinquentes, communibus secularibus Principibus, eorumque Curiae & Magistratibus suis variis modis de formis concesserunt."

Quod hic affert Gregorius anonnullis suis Praedecessoribus similes facultates & Indulta Principibus & Magistratibus secularibus hujus concessa, indubie ad recentioris aetatis Pontifices referendum: & merito tanquam praecipuos horum facultatum & Indultuum auctores expressit Sixtum Quintum, & Pium Quintum qui demum seculo XVI. sederunt.

Quia enim Principum Christianorum ante ultima haec secula, id est, ante receptas Decretales, legitur hujusmodi facultates sive Indulta a Romanis Pontificibus publicasse aut accepisse.

Vidimus supra Cap. 2. Principes sui auctoritate extrahendi vel restituisse Ecclesias Alysia, itaque modum de formam in eorum usum pro tempore & locorum conditione praescripserunt: quin & vidimus Patres Alysianos ad Imperatorem pro restitutione hujus immunitatis obtinenda legationem destinasse. Sed Imperatoris ad Romanos Pontifices pro postulanda facultate & Indultis extrahendi conjugentes & Ecclesiis legationem misisse non legimus.

Quod autem dicit, quod Praedecessores sui hanc Indultu concesserunt sanctis talibus indultis, id cum dixisse monet Gambacorta lib. 2. §. 2. in *Glossa vers. Sanctis talibus*: "Quoniam narratur erat, Indulta per hos Pontifices concessa non bene cessisse, quin & eorum occasione subortus abusus, ne illos invidia irachas, intentio. Item atque interiore animi voluntate commendat."

Et admodum verisimile est, Pontifices in concedendis hujus facultatibus, & Indultis sanctis talibus indultis fuisse scilicet: "Ut peccandi libertas atque impudentia, quae per conjugium ad Ecclesiam quotidie crebescat, sancta Principibus eos extrahendi potestate comprimeretur, id est, neque immunitatis praesidio ad peccandi libertatem abuterentur, sanctissimus huius zelus fuit, scilicet, neque successit. Miram enim dictu est, quanta solum hujusmodi Indultorum fama reperta sit audacia delinquentium, quantum quorundam ac peccis securum sit in Republica. Quamodummodum monet Gambacorta."

Recte sane notavit Gambacorta, Gregorium voluisse permutare, Praedecessores suos sanctis talibus indultis ad concedendam hanc Indulta, ne illos in invidiam trahat: quia revera in hac sua Bulla asserere non vult, "Quod experientia docuerit, quod tum ob diversitatem hujusmodi Indultorum, tum quia plerique eorumdem Principum Ministri ex hoc ipso illa diversitate, & latius quam patet erat ad eorum libitum inceptandi occasio. Nam arripere experient, substantiam esse non medicorum in aliquibus locis libertatis & immunitatis Ecclesiasticae perurbationem & confusionem."

Quia & dicere non veretur: "Alii ne ipsos quidem Laicos Indultis hujusmodi nisi voluisse, aut potuisse, quod populus inoveratam erga Ecclesiam immunitatem & devoti & constantis, scandalis potius quam quietis occasione praebet."

Ad hanc Bullae periodum testemur Gambacorta lib. 2. §. 2. in *Glossa vers. ALII VERO*, notat, quod Pontifex hoc loco ipsi Indulta facere videtur: "Ex ipsius enim Pontificis verbis facile intelligitur est, ait, ipsa Indulta ejusmodi in se fuisse, ut ejusmodi populi fecerant, dant occasionem praebent, eoque clarius, ipsi Indultis succurrerit, quod populi devotioni, quae inde digna est, tribuit, quod ea recipi non potuerit."

Nam occasione horum Indultorum orta fuerit ea scandala, perurbationes, difficultates seu violationes immunitatis Ecclesiasticae, quae enarrat Pontifex, non constat, illud constat, hanc per Pontificem enarrata esse, & asserta, ut probare necessarium fuisse novam hanc Bullam, ut praeterea scandalis & abusus & confusioni alius, quae incommodis occasione ejusmodi Indultorum extorta occurreretur, quod huiusmodi fuisse dispositum expresse. Enarrat enim huiusmodi male ex Indultis huiusmodi subijungit:

Quare pro commiſſa nobis a Domino Paſtoraliſ Officii munere, prædictis abſurdis & ſcandalis obviare, ac diſſerentias huiusmodi ad uniformem regulam reducere, omnemque dubitandi ac perperam interpretandi occaſionem dilucida declaratione ſubmovere, abuſus tollere, & ne Eccleſiaſtica jura plane concuſcentur & negligantur, oportuiſſe providere decreviſſimus, prout etiam dictus Satus Prædeceſſor noſter liſdem de cauſis motus ſtatueret decreverat, licet motu præventus hoc adimplere nequiverit: ita tamen ut quando præſertim temporum calamitates, & membra quæ jam invaluit perverſum hominum malitia id expoſcit, aliquid etiam ad ſecutorem delinquentium, & ad coercenda illorum facinora, ultra id quod præſcripta illa ſanctorum diſciplina & veteris faceret Canonum uocem præſcripſerat, in quibuſdam caſibus congrua moderatione adhibita permiſſimus.

Reſte obſervat hic Gambacurta, quod Pontifex in hac nova Conſtitutione ſic quæſitum præſtatur pollicetur. Primum eſt, ſi, abſurdiſſis omnibus & ſcandalis ſuperius dictis obviare. Secundum, omnes indultorum diſſerentias ad eam regulam ſormamque reducere. Tertium, omnem dubitandi ac perperam interpretandi occaſionem dilucida declaratione ſubmovere. Quæ tunc, abuſus tollere. Quænam, in Eccleſiaſtica jura concuſcentur, ac negligenter providere.

Nam hæc omnia per hanc novam Conſtitutionem conſecutus fuerit Pontifex, & utrum hæc Conſtitutio ad proſequendum quæſitum de tranſiſſitate Reipublicæ, & cohibendos homines ſcleratos in ſe ſecit idonea & ſufficiens, ex dicendis judicabit æquus Lector: interim illud hic notat Conſtitutionis ſtrenuus Patronus ſapienter citatus Gambacurta lib. 4. §. 4. in *ſyllabo* v.ſ. OMNEMQUE DUBITANDI, Pontificem aſſeruit, quod ſecundum malum, occasione Indultorum enonatum eſſet: parva eandem Indultorum interpretatio, cui obviaturum ſe ſpondet hoc loco, ſpondens etiam dubitandi ac perperam interpretandi occaſionem dilucida declaratione ſubmovere. Polt hæc ſubiungit Gambacurta: Miror, poſt hanc diſtinctam interpretationem, quæ Pontifex intendit, omnem dubitandi occaſionem ſubmovere, tam multa paſſim dubia emergere, ut via aliquid quævis admiſſo delicto ad ſcleritatem conſugiat, & quin de ejus immunitate dubitetur.

Hic ſuperius enarratis tandem Pontifex aggreditur diſpoſitionem ſuam Conſtitutionis, ſive de immunitate diſponere.

Io prima itaque revocat de omni omnino eſſectu evacuata omnia & ſingula indulta per Prædeceſſores, notanter Sixtum V. & Pium V. aut forte etiam per ſemelipſum ante tempus hujus Conſtitutionis conceſſa, ſub quibuscunque clauſula & quibuscunque perſonis, & quacunque ea cauſa fuerint conceſſa, ſublata omniſ differentia ad nom & uniformem notam hæc Conſtitutione præſcriptam reduci voluit.

Verbo Conſtitutionis ſunt: Hæc itaque noſtra perpetuo valiſſima Conſtitutione omnia & quæconque privilegia, indulta & gratiæ, tam per prædictum Sixtum ac Pium V. quam alios quoscumque prædeceſſores noſtros, aut noſmetipſos, ſedemque Apoſtolicam, ejuſque Legatos ſuper abſolventis vel extrahendis ad Eccleſias, Monafteria, Sacella, Domibus Regularibus & ſecularibus, loca ſacra ſive Religioſa, alias quam in caſibus a jure expreſſis, hominibus certorum tunc expreſſorum vel non expreſſorum criminum Reus, aut ſuadentibus decoſtoribus, etiam io odium certorum diſtictorum, & pro bono, pace & quiete publica, & ex cauſis urgentiſſimis ac neceſſariis, & æquipolentibus caſibus io jure expreſſis, atque ex paſſate, identitate aut majoritate canonis extenſis perpetuo vel ad certum modum elapſum tempus, ſeu ad viſum alicujus Principis aut beneplacitum ſeu alias quomodolibet conceſſa, etiam iteratis aut multiplicatis vicibus approbata, & innovata ac ſua recepta, licet Apoſtolicis ſub plumbo aut in ſcripta Brevia, ſeu alias quomodocunque deſuper conceſſas quarum tenores hic haberi volumus pro expreſſis, ac ad verbum inferriſ, ſublata penitus omni differentia, ita ad eam formam tantum redigamus ac moderemus.

Reſte dicit Petrus Gambacurta ad cauſas, ob quas Pontifex aſſerit, per ſuos Prædeceſſores fuiſſe conceſſa Indulta Reos extrahendi, ſcilicet, etiam in odium certorum delictorum, & pro bono, pace & quiete publica, & ex cauſis *Van Eſſen, Pari V. l.*

urgentiffimis ac neceſſariis, & æquipolentibus caſibus in jure expreſſis, atque ex paſſate, identitate aut majoritate rationis, dicere non veretur, quod ſingula adeo graves ſint ut rationabiliter eos movere poterint. Unde, ait, mihi probabile eſt, ſi qua aliquando huiusmodi cauſa tum valde urgens, ut re diligenter ac ſerio per Episcopum examiniata, adhibitis prudenter conſilio, videtur publico bono neceſſarium extrahi conſugam de Eccleſia, etiamſi cauſus non eſſet in jure expreſſus, poſſit concedere facultatem illum extrahendi. Imo addo, quod gravius eſt, ſi Episcopus abſeſſet, & periculum eſſet in mora, vel addeſſet quidem, ſed facultatem concedere non audeſſet, poſſet Principem vel ſuos Magiſtraſ tum jubere extrahi, & contra tum procedere ad penam. Idque propter ſus illud naturale, quod habet Reipublica conſervandi ſeipſam, & faciendi omnia neceſſaria ad ſui conſervationem.

Ne autem a contextu Conſtitutionis, ejuſque patrocinium & aſſertum demonſtrare ſuſceperat, recedere viſus eſſet, dum dixit Episcopum poſſe ex cauſis urgentiſſimis concedere facultatem extrahendi a loco immunitatis etiam in caſu jure non excepto, ſimo ſi Episcopus abſeſſet, Principem vel ejus Magiſtrum poſſe extrahere & ad punitionem procedere, reſpondet Pontifex non prohibere ne in his caſibus extrahant, neve naturali jure utantur: ſed ſolum revocare eam licentiam extrahendi, quæ illi per ea indulta conceſſa eſt.

Verum ſi Pontifex indulta & facultates a Romanis Pontificibus conceſſa ex cauſis etiam urgentiſſimis & evocanda & in irritum miranda, & omni eſſectu evacuanda conſuevit, & his ita revocatis omnia in hac materia ad Regulam in ſua Conſtitutione expreſſam reduci voluerit, quis credat, mentem Pontificis fuiſſe, ut Episcopi ex cauſis urgentiſſimis facultatem extrahendi in caſibus a jure non expreſſis concedere poſſent: vel etiam Principem ejuſque Magiſtrum ſine licentia Episcopi ad extrahendum & punitionem procedere poſſent, ſi Episcopus abſeſſet eſſet.

Quod autem addit Patronus Conſtitutionis, Id ratione optima factum eſt, quoniam ex ſacſtate jam indulta abutabantur, minime advertens, quod ſi ratione optima fuerit facultas Indultorum revocata, quoniam ex abutabantur, quidni dicamus tam facultatem Episcopalis, & Principi ſeu ejus Magiſtratu extrahendi ex cauſis urgentiſſimis eadem de cauſa ſubſtractam, quia ea ſacſtate abutentur?

Et revera totus contextus Conſtitutionis patenter evincit, Pontificem omnia io hujus immunitatis materia ad uniformem regulam hic præſcriptam reducere voluiſſe, utque extrahitionem conſugientiam ad locum immunitatis nequequam permiſſitendæ extra caſus hæc ſua Conſtitutione expreſſos.

Proinde non ſine fundamento doctetur, non hic Pontifex ad eandem ſuam Conſtitutionem *ſeſſente* cauſa indulta fuerit, quo ad indulta ſua concedenda dicit ſuos Prædeceſſores inducib, ut ſcilicet peccandi libertas atque impudentia, quæ ſpe conſugit ad Eccleſiam quodidie eſſet, compemirentur: ſed num potius aſſerit hujus Pontificis in hac edenda Conſtitutione fuerit, omnia, quæ hæc immunitatem ſpeſtant, Judiciis Eccleſiaſticis ſubmittere, & omnia a Poſſeſſate Eccleſiaſtica reddere dependentia.

Poſt revocata de omni eſſectu evacuata ſuorum Prædeceſſorum indulta, ad uniformem Regulam in hac materia ab omnibus ſervandam procedit.

In prima hujus Regula parte, quæ incipit ab his verbis Conſtitutionis: *in Laicis ad Eccleſiam, &c.* & ſinit ad hæc verba: *non ſuſcepturæ*, ponit cauſas, in quibus Laici non gaudent immunitate ſive Aſſylo Eccleſiarum, eaſque ad octo redoci. Primos, ſi ſuſcipiunt publicos latrones. Secundus, ſi viarum præſtatores, qui publicas ſtratas obſident, ne viatores ex indiſſis aggrediantur. Tertius, ſi depopulantes agrorum. Quartus, ſi homicidia & multationes membrorum in ipſis Eccleſiis carceribus committere conſueverint. Quintus, ſi predatores proſum occiderint. Sextus, *affirm.* Septimus, ſi rei ſint hæretici. Octavus & ultimus, ſi rei ſint iuſte Maſtellaſ in perſonam ipſius Principis.

Sextus horum cauſus in Bulla expreſſus nullus ab immunitate excludatur, nullique criminis Reus præter hos ex locis immunitatis etiam de licentia Episcopi aut Judici Eccleſiaſtici, quin nec cum adjuſtione perſone *Au Eccl.*

Ecclesiastica, extrahi quis non videt, atrocissimum
etiam criminum & scelerum Reos per Ecclesiarum immu-
nitatem punitionem evadere, quodque atrocitas eorum
scelerum spe consequenda immunitatis indices multiplica-
buntur, ipsique Principi & Reipublice auctoritas & pos-
sibilitas auferatur, tranquillitatem & quietem publicam
conservandam, atque sceleratos homines per jus gladii,
quem ad vindictam malefactorum ponant compellendi,
& subditos ab iniuria malefactorum liberandi?

Postquam in prima dispositiva hujus Bullae per *universam*
Regulae ubique & omnibus tenenda expressisset casus,
sive criminum Reos, quibus Ecclesiarum immunitatem
non suffragari delectat, procedit ad secundam disposi-
tivam partem, in qua Praelati Ecclesiarum tam majoribus
quam minoribus sive secularibus sive Regularibus cupi-
entibus ordinem praescribit, quid ipsi agendum sit, si ali-
quem praedictorum exceptorum criminum Reum ad eorum
Ecclesiam vel Monasterium confugere coningeret, ipsis
scilicet praecipiendo districte mandat: ¹ Ut Laicos in ca-
² casibus praedictis delinquentes ad eorum Ecclesias, Mo-
³ nasteria, domos & alia loca supradicta sacra, seu reli-
⁴ giosa respectiva confugiunt, & in eis se recipiant, ac
⁵ iuxta morantes, qui praedicta delicta, eorumque aliquo
⁶ *judicio suo* commississe videbantur, quando a Curia se-
⁷ culari fuerint requisiti, & quilibet eorum fuerit requi-
⁸ situs, Ministri & Officialibus Curiae secularis abique
⁹ irregularitatis nota, aut aliquo Censura Ecclesiastica
¹⁰ incursi tradi & consignati curet & faciat.

Prævidit Gambacorta l. 3. §. 7. in *Glossa* SED UNIVER-
SIS, Pontificem hic sufficientissimum contra quæstas se-
cularium Magistratum remedium adhibuisse: tota enim
ratio qua se Ministri Curiae secularis substat, ¹¹ ea erat,
¹² inquit, quod si tantisper dissimulasset Reos capere in Ec-
¹³ clesia, Clerici eos modis omnibus liberabant, &
¹⁴ quantumcumque bonum criminum Reos impone abire
¹⁵ faciebant. His ita satisfactis, si certo sibi persuaderent,
¹⁶ postquam ipsi fecerit Clericos requirerint, Reos si ali-
¹⁷ quod horum criminum commiserint, sibi confugientem
¹⁸ rei abique nlla vi,

Verum ipsi Gambacorta. moner ibidem, quod, ut a
Clericis aut Praelatis confuge, Ministri Curiae secularis
tradi & consignari curare debeant, non tantum requira-
tur, quod fuerint a Curia seculari requisiti, sed insuper, ut
judicio suo Rei, qui ad Ecclesiam vel Monasterium, vel domos,
aut loca sacra confugerint, videantur aliquod bonum cri-
minum in Constitutione exceptorum commisisse.

Si itaque Praelati obtemperare carere, ut Rei homines cri-
minum Ministri Curiae secularis tunc demum trahantur,
postquam praedicta delicta eorum aliquod *judicio suo*
commisisse videbantur: quis non videt merito & post
hanc Constitutionem iustas esse Magistratum quæstas,
quod per tanti temporis moram Rei talium criminum
subministraret occasio elaborandi, & impunitatem conse-
quendi, ipsique Clerici tempore eos occultandi, & a po-
testate Curiae secularis liberandi.

Nec enim iudicium suum de crimine perpetrato forma-
re possunt Praelati, utrum sit aliquod de *exceptis*, & ca-
sus occurrentes sit unus de octo casibus in Bulla expressis,
nisi praevis de crimine & casu fuerint informati & instru-
ti. Quæ informatio & instructio non modici temporis
moram indubie requirere solet, intra quam Rei effugien-
di & Clerici occultandi de eos liberandi occasio praetereat
ut vel ex hoc Capite hoc Constitutio iustitiam hominum
sceleratorum per eos loquenda impunitas potius augeat,
quam comprimat.

Post hac prosequitur secundam partem hujus uniformis
Regulae ab omnibus in hac materia impossibilitatem
servande, declarando quomodo in illis octo casibus ab im-
munitate exceptis procedere debeant tam Ministri Curiae
secularis Reos insequentes, quam Praelati Ecclesiarum,
& locorum sacrorum, ad quæ Rei criminum confuge-
runt.

In primis, ¹⁹ Ne secularis Curia Ministri facultat illos
per se & propria auctoritate extrahere, ipsa olim atri-
²⁰ buta, & per praesentes revocata abstantur, volumus,
²¹ ut, dictaque auctoritate Apostolica decreverimus & de-
²² claravimus, ut Curia secularis ejusque iudices, & Offi-
²³ ciales ab Ecclesiis, Monasteriis, locisque sacris praedictis,
²⁴ Laicis aliquem, ut praefertur, delinquentem, in nullo ex
²⁵ casibus supradictis, sine expressa licentia Episcopi vel

ejus Officialis, & cum intervenire persone Ecclesiasti-
ca & eo auctoritate habeant.

Quod hic inquit Pontifex Ministri Curiae secularis
non fuisse per se, & propria auctoritate extrahere Reos &
locis sacris sine expressa licentia Episcopi aut ejus Officia-
lis in casibus exceptis ante praedictorum suorum indulta,
& per hanc Constitutionem revocata, eorumque praxi de-
cem & amplius primorum scelerum, immo universi orbis
consuetudine ante hanc Constitutionem observantem fuisse,
ut sine licentia Episcopi ejusque Officialis, Ministri
Curiae secularis ad extrahendum & captivum proceder-
ent, ex Covarruvias alibi Cap. 7. ostendimus: & plu-
res auctoritates probat Prosper Favencius Tom. 1.
Quæstionum Criminali. q. 28. n. 75. quæ licet fateatur non-
nullos Doctores ibidem citatos contrarium sustinuisse,
tamen tamen propterea non esse recedendum ab hac opi-
nione, quæ non solum, ut refertur, communis & in praxi
recepta est, sed etiam verior.

Indubitatum proinde est, quod Pontifex in hac Bulla
declinando & praecipiendo Ministros Curiae secularis non
posse per se, & propria auctoritate sine licentia Episcopi
ejusque Officialis procedere in casibus exceptis ad extrahi-
tionem & captivum confugientem ex locis sacris, interven-
tione consuetudinem universalem probatam, & in praxi rece-
ptam: neque legitur quod pro attingenda hac generali con-
suetudine de recepta praxi adducta fuerit auctoritas indol-
torum per Romanos Pontifices Principibus, & eorum
Curias concessorum, prout innuit Pontifex in hac Bulla.

Imo nec legitur, quod in illa Decretali Pontifex con-
quisivisset licentiam Episcopi, ejusque Officialis, ut in
casibus exceptis Ministri Curiae secularis Reos ex loco
immunitatis extrahere possint, uti Cap. 7. notavimus.

Uterius declarat, ad Episcopos solos, & non alios
Episcopos inferiores, ²⁶ etiam illi ordinariis aut
aut nullius Diocesis, aut conservatores ab hac Se-
de specialiter vel generaliter deputati praestandi licentiam
centiam dandi facultas pertinere.

Si hac confenserit cum his, quæ in praecedenti parte
suae dispositiva praecipit & declinat, immittitur Bulla hac
a contradictione & sibi repugnantiis eximetur. In praec-
denti namque periodo fuit Bulla districte mandat omnibus
Ecclesiis Praelatis non tantum iustis iudicibus sed & mino-
ribus sive Episcopis inferioribus, tam Secularibus quam
Regularibus, ut scilicet Reos ad sua respectiva Ecclesias
confugiunt Ministri Curiae secularis tradi, & consignari
curent, si ab his requisiti fuerint, & *judicio suo* ali-
quod delictorum in Bulla expressorum commisisse vide-
bantur.

Cum itaque Praelati minoribus, sive qui Episcopis in-
feriores sunt, non tantum permittitur sed & districte prae-
cipiatur, ut confugiunt ad sua respectiva Ecclesias Ministri
Curiae secularis tradi & consignari curent, si *judicio suo* ali-
quod criminum in Bulla exceptorum commisisse videban-
tur, videtur & his Praelatis minoribus sive Episcopis infe-
rioribus tribuatur auctoritas dandi licentiam extrahendi
Reos & loco immunitatis, si *judicio suo* crimen exceptum
commisisse videbantur, quam tamen dandi licentiam au-
thoritas in hac periodo fuit Bulla ipsi specialiter ad-
dit, & solis Episcopis competere declarat.

Ut autem amplius & generalius hanc dandi licentiam
extrahendi & locis sacris auctoritatem solis Episcopis at-
tribueret, & inferioribus Praelatis adimeret, declarat, quod
occurrente casu in loco excepto, & nullius Diocesis,
tunc ad Episcopum viciniorum devolvatur hac cogni-
tio, & non ad alios.

Adversus hanc in Constitutione repugnantiæ ipse
Gambacorta l. 3. §. 7. in *Glossa* *versu* *judicio suo*, fateatur
quæ difficultatis plenissimum esset.

Cum autem Constitutionis patrocinium susceperint,
eamque ut *supra*, *prudentia* & *pietatis* plenissimum
commentariis exponere, etiam studeat cum ab hac re-
pugnantiæ eximere.

Quamvis enim, ait, clarior loqui Pontifex potuit.
sed, ponit tamen certo nullam esse hujus Constitutionis
repugnantiæ.

Quibus autem modis hanc repugnantiæ tollere nititur.
Primo, quod in priori Constitutionis periodo, ubi
iudicium, utrum crimen commissum sit crimen exceptum,
desert atque minoribus Praelatis, ac majoribus, ²⁷ Pontifex
disponit de substantia hujus actionis, quæ est curare
tradi & consignari Curiae seculari eos omnes, quos Pri-
or

latus quilibet iudicaverit harum aliquod criminum commisisse: ita ut quisquis ita iudicaverit, teneatur in conscientia, quantum in se est, curare Reum tradi & consignari: Paragrapho vero sequenti modum praeficere hujus actualis traditionis & consignationis, ut non fiat nisi de licentia Episcopi, & cognito prius per Episcopum illum vere commisisse aliquod horum delictorum & cum intervenio personae Ecclesiasticae, &c. quo fit, ut inferiores Ecclesiarum Praelati eos, qui iudicia sua videbantur aliquod horum commisisse, postea quam per Curiam fecerint factis requisiti, non possint amplius occulte, neque ulla arte aut vi ad fugam juvare, ne capiantur, non curare ut tradantur, consequenter teneri illos colludere, donec Episcopi mandatum expectentur.

Sane Pontifex in priori periodo eodem plane modo precipit omnibus iudicantibus Praelatis five Majoribus five Minoribus tam Secularibus quam Regularibus, ut requisiti a Ministri Curiae secularis consueverint, qui iudicia sua aliquod crimen exceptum commisisse videbantur, Ministri Curiae secularis tradi & consignari curent.

Porro cum indubitanter fit, Pontificem voluisse, ut regeretur & cum effectu Ministri Curiae secularis tradantur & consignentur, & Episcoporum aliorumque majorum Praelatorum iudicia crimina exceptum commisisse videbantur; nullatenus dici potest de alia traditione & consignatione a Praelatis minoribus curanda Pontificem loqui voluisse.

Deinde cum precipiat, ut eos tradi & consignari curent, postquam per Ministros Curiae secularis requisiti fuerint, non obsecrum est, Pontificem de traditione & consignatione reals loqui, quandoquidem certum sit, Ministros Curiae secularis de hac traditione & consignatione loqui, dum consueverint tradi requirunt; evidenterque fit, Pontificem voluisse ut Praelati etiam minores & Episcopi inferiores requisitioni Ministrorum Curiae secularis facilius, curando, ut consuevit eis tradantur & consignentur, dum iudicia sua crimina exceptum commisisse videbantur.

Adversus indubie Gambacurtas, quam parum consona esset hac reconciliandi ratio textui Constitutionis, addit & hanc, quod scilicet in priori Constitutionis periodo de traditione & consignatione reali universa Praelatis praecipitur, ut scilicet consueverint tradi & consignari eorum Ministri Curiae secularis, qui videbantur crimina exceptum commisisse iudicio suo, in inferioribus Ecclesiis Praelatis locum habet solum, quoque ad Episcopos causa deferatur.

Qui attendit omni eodemque verborum contextu omnibus indifferenter Praelatis Majoribus & Minoribus praecipitur, ut postquam a Ministri Curiae secularis fuerint requisiti, tradi & consignari curent confugas, qui iudicia sua crimina exceptum commisisse videbantur, facile intelligit, quam incongrua sit hac reconciliandi ratio.

Incerim hoc habemus, pro dilecta declaratione admodum obsecrum Constitutionem edidisse hunc Pontificem Gregorium XIV.

Praeterea ex posteriori hac Constitutionis periodo evidenter fit, Pontificem voluisse, ut extra dio consueverint ad Ecclesias omnino esse dependens alicuius & iudicio Episcoporum, vel etiam Archiepiscoporum, nulloque casu Ministri Curiae secularis, etiam de mandato iudicis secularis ad extradiendum procedere queant, nisi eo casu quo Episcopus & dicte personae Ecclesiasticae requisiti illos in delictis superius expressis culpabiles, tradere, ut capiantur, executionis interesse & assistere reculantur.

Pud & hic veritas Pontificis, ne Laici quidquam contra reverentiam loci sacri committerent, eos monet: "Tuncque reverentiam Ecclesiae & loci sacri debita memores praedictos delinquentes minori quo id fieri poterit cum scandalo & tumultu extrahere curent."

ET ne confugas eo casu per Ministros Curiae secularis hoc intervenire personae Ecclesiasticae extra dio sub Curiae secularis remaneret, sed duntaxat eo casu videretur Ecclesiasticus opera duntaxat Ministrorum Curiae secularis nisi voluisse, praecipit, ne delinquentes Laici praedicti, postquam, ut praefertur, ab Ecclesiis locisve sacris extra dio & capti fuerint, ad carceres Curiae Ecclesiasticae reponantur, & ibi sub tuto ac firmo carere, ac opportuna custodia ita illis, si opus fuerit, per Curiam seculari detineri debeant.

Hic curiam consuetudinem & praxim universalem & in

Fam. Esq., Pars I. L.

jure fundatam invenit hae Pontificis Constitutio. Notorium enim est, Laicos gravium criminum Reos, aut de his graviter suspectos, cum de jure, cum de consuetudine consueverint carceribus Curiae secularis includi, atque sub hujus Curiae custodia consignari: quandoquidem ad hanc Curiam pertinet de hoc crimine cognoscere, & coram ipsa processu criminalis instauri & decideri debeat, quid iustus, quam ut Reus sub ejusdem Curiae custodia remanere possit, atque ad eum pro processu criminalis pleniori & faciliiori instructione accessus habeatur.

Ad haec quid nosset recessum fore esse usum carcerum Ecclesiasticorum, eorumque usum habentem pene non nisi delinquentibus Clericis servivisse, & paucis admodum casibus, five pro delictis Ecclesiasticis Laicos potuisse hisce carceribus includi. Unde & hodie in pluribus locis, imo & civitatibus etiam Cathedralibus similes carceres non habentur, uti & monet Gambacurtas lib. 4. c. 6. n. 2.

Praverea cum etiam de jure semper pertinerit ad iudicium seculare ejusque satellites, confugas in casibus exceptis extrahere ex Ecclesiis tanquam non gudentes immunitate, & qui consequenter titulo confugii ab Ecclesia defendi non possunt, uti c. 7. obsequium est, & statum ipsi Gambacurtas lib. 4. c. 5. n. 10. quidni eadem ratione carceribus Curiae secularis includi deberent nec erredire inquam auditum, ut ab illo Pontifice traditum non eadem hanc Constitutionem criminis Reum ea Ecclesia per Ministros Curiae secularis extrahatur, carceribus Curiae Ecclesiasticae esse includendum.

IMo nec Pontifici fas visum fuit, Reum ab Ecclesia extrahatur per Ministros Curiae secularis carceribus Curiae Ecclesiasticae esse consignandum; sed insuper vult, ut nec inde extrahatur, Curiaeque seculari consignetur aut tradatur, nisi cognito prius per Episcopum, seu ab eo deputatum, an crimina excepta vere commiserit. Tuncque demum de mandato Episcopi per iudicem Ecclesiasticum Curiae seculari quascunque postposita appellatione, aut, consueverint.

Sane quid hoc aliud, nisi omnia enormissima crimina & scelera etiam perdelictorum & parricidii in personam Principis Tribunali Ecclesiastico subijcere, ipsamque Principis auctoritatem in pueris criminibus reddere plane dependentem a iudicio & arbitrio Episcopi ejusque Officialis, vel recte adversus Petrus Saepi in Tractatu De Jure Asylorum Cap. 7. ubi rebus summatis omnibus Constitutionis hujus textu, subiungit: "Qua omnia si observare possint, jam sacra loca omni scelerum genere recessit: si non essent, & quodcumque iustitiae Tribunal eversum: Regesque & Principes, quibus jure scripta conveniunt a Deo tributa, eadem precario tenent, & a Sacerdotibus arbitrio in iustitia exercenda pendentes."

Non mirum igitur hanc Constitutionem five Bullam nullibi pene receptam habuisse. De Regno Gallicae uxor est quam ut probari debeat; sed in illo Regno constanter fuisse observatam Constitutionem Francisci I. ejusque occasione sensim in Regno illo Ecclesiarum Asylo abolita esse.

De Regno Hispaniae testis est Franciscus Salgado De supplicatione ad Sanctissimum pars. 1. cap. 8. sessio 3. n. 141. ubi postulat plures Bullas in Regno Hispaniae non receptas seu minus, ait: "Pacifice inter Bullas Gregorii XII. super immunitate Ecclesiarum disponens, in Hispania non servatur, quia usu recepta non fuit."

Probat idem Literae Regis Catholici anno 1700, scriptae ad Archiepiscopum Mechliniensem, in quibus statum de praxi Hispaniae huius Constitutionis plane contraria, uti c. 7. ostendimus.

De Germania testatur Antonius Faber in Codice ad titulum de his qui ad Ecclesias confugiant, de iustitia unica. Ubi postquam dixit, immunitatem Ecclesiarum ab Imperatoribus Romanis religiosissime epocham sanctissime conservandam, subiicit: "Hoc tamen lae accipi placuit, nisi consuetudine & lege aliqua in contrarium perpetuo observata his immunitatibus derogatum fuisse constet." Valere enim talem consuetudinem & legem certum est, qualem in Gallia & Germania esse scimus.

In Sabaudia hanc Constitutionem similiter non fuisse receptam, manifestum est casu, qui in citata descriptio ne asserit Antonius Faber.

In primis enim testatur anno 1609, adeoque pluribus annis post etiam hanc Constitutionem, dispensatum fuisse.

An 2. f. 10

te in Senatu, utrum per consuetudinem in Ducatu Sabaudia quemadmodum in Gallia derogatum esset immunitati Ecclesiarum; quæ disputatio sive questio mora non fuisset, si hæc Constitutio recepta fuisset. Hæc enim Constitutio uniformem regulam ubique servandam præscribit, non obstat quæcumque consuetudine contraria.

Præterea ibidem testatur Antonius Faber per Senatum dictum fuisse: "Plane observandum districte est, ne ab Ecclesiis extrahatur in conducto Episcopo, ut appareat, non violandæ pietatis animo, sedmero iudicio zelo rem agi: Quamquam si gravia sint crimina, quorum impositas per immunitatem quæritur, vulgo creditum est, non esse necessarium, ut ulla Episcopi consensus ad perquirendam prehensionem requiratur."

Cum igitur iudicaverit Senatus, non esse necessarium consensum Episcopi ut extrahatur graviorum criminum Rei ex Ecclesiis, manifestum est, Senatum auctoritatem huius Constitutionis nequaquam agnovisse.

De Germania nec non Venetorum Republica, quinde Ecclesiasticis Provinciis testatur Petrus Sargi citato Cap. 7. uti post superius relata verba concludit: "His igitur de causis factum est, ut Constitutio, sive, ut ajunt, Bulla ista, inter Decretales nunquam recepta, nullibi etiam consuetudine invaluerit, imo contraria potius consuetudine antiquata arque sublata fuerit: quod siemi jure certissimum est ita ceteris Gallia, Hispania, Germania, Venerorum Ducatu hic noster, nunquam eam admiserunt: quodque cunctis jure optimo admirationi esse possit, in ipsa Ecclesiastica divisione arque Provinciis non hæc Constitutio, sed vetus illa consuetudo servatur quæ iustitiam sustinet."

In Belgio hæc Bullam Gregorianam nunquam receptam fuisse ex præcedentibus ac notanter ex iis quæ Cap. 7. & 8. scripsimus, & annotavimus, abunde constat.

Restat quidem Antonius Anselmo Jurisconsultus Aversipensis & ibidem Curie Ecclesiasticæ Advocatus Fiscalis, hæc Bullam inter Edicta Principum nostrorum; sed cum ipse eam Edictorum collectionem privata auctoritate & proprio labore & opera compilaverit & in lucem ediderit, nihil per hanc inter Edicta Principum relationem huius Bullæ auctoritatis accessit: unde nec ipse Anselmo approbationem sive Placitum Principis super hac Bulla adducit, neque in suo Triboniano Belgico, ubi Cap. 10. de hac Bulla rursus tractat, asserere non audeat eam in Belgio fuisse receptam aut Placetam: imo fateri debuit etiam post hanc Constitutionem per Principem Edicta plura casus & crimina fuisse ab hac immunitate excepta, quam in hac Bulla excepta repetuntur: certum argumentum, Principes auctoritatem huius Bullæ non agnovisse, neque eam fuisse tam in Belgio obligare.

Licet enim in Belgio hæcenus religiose servata fuerit Ecclesiarum immunitas, ipsaque Templorum Asyla etiam ipsi Principes conservata voluerint, nihilominus & hoc noverant ipsi quotidianis rerum experientia compertum esse, uti jampridem movit Antonius Faber in citata definitione: "Nihil posse dici aut constitui periculosius, nec perniciosius, quam si sceleratis hominibus liberum sit consiliendo ad Ecclesiam effugere iudicis laici coercionem. Ne, dum immunitas quaeritur, impunitas concedatur, quod facit ab utilitate publica omnino alienum esset, id quod maxime perinet ut erimina omnia, sed ea potissimum quæ atrociora castigmantur, publice vindicentur."

Porro Principis ejusque Magistratuum auctoritatem in puniendis etiam atrocioribus delictis per hanc Gregorianam Constitutionem plurimum enervari, ipsique sceleratis hominibus latissimam punitionem criminum suorum evadendi viam pandi, ex ipso contextu Constitutionis, & hoc Capite annotatis nulli potest esse obscurum.

F I N I S.

I N D E X

CAPITUM ET NUMERORUM:

- C**APUT PRIMUM De Interventione Episcoporum pro Rebus. 164
- 1 *Intervenerunt pro Rebus jampridem Episcopis familiaribus.*
 - 2 *Pro quibus intercederent & quis intercessionis finis?*
 - 3 *Episcopus intercessionis expellatur a benignitate Principis.*
 - 4 *Confugientes ad Ecclesias confueverunt implorare interventionem Episcoporum.*
 - 5 *Asylum confugientium ad Ecclesias dependens ab arbitrio Principum.*
- Cap. II. Expenduntur Leges Principum Christianorum, quae exant in Codice Justiniano & Theodosiano, quibus terminos, & formam Asylo Templorum praescribunt. 166
- 1 *Expenditur Constitutio Theodosii Senioris.*
 - 2 *Lex Archidii & Honorii.*
 - 3 *Arceus Constitutio Asyli Ecclesiarum.*
 - 4 *Theodosii Junioris terminus Asyli expendens.*
 - 5 *Altera Theodosii Junioris Constitutio de servis confugientibus ad Ecclesias.*
 - 6 *Leoni Imperatoris Constitutio.*
 - 7 *Novebella Justiniani Imperatoris.*
- Cap. III. Reflexiones in Canones relatas in Decreto Gratiani Cap. 17. quæst. 4. 170
- 1 *Auctoritate Decreti Gratiani credi cupit, Asylum Ecclesiarum dependere ab auctoritate Ecclesiastica.*
 - 2 *Expenditur Fragmentum Epistolae sub nomine Nihilai Papa per Gratianum relata.*
 - 3 *Epistola sancti Augustini ad Bonifacium.*
 - 4 *Fragmentum Epistolae Gregorii Papae.*
 - 5 *Canon Synodi Arelensis.*
 - 6 *Canon sub nomine Concilii Triburienfis.*
 - 7 *Fragmentum Epistolae sub nomine Joannis VIII.*
 - 8 *Canon Concilii Toletani XII.*
 - 9 *Canon Synodi Arelensis.*
- Cap. IV. Quae loca gaudeant Immunitate sive Asylo? 173
- 1 *Sola Ecclesiae antiquitus Asylo gaudebant.*
 - 2 *Quid nomine Ecclesiae veniat?*
 - 3 *Circa loca Immunitatis attendenda consuetudo.*
- Cap. V. Quinam Asylo, seu Immunitate non gaudent? ibid.
- 1 *Sedi confugientes Asylo fruantur.*
 - 2 *Quid possimum in concedenda aut extendenda vel interpretanda Immunitate, attendendum.*
 - 3 *Romani Pontifices quodam crimine ab Asylo excepti per suos Decretales; & quae harum Decretalium auctoritas.*
 - 4 *Ab Asylo exclusi delinquentes in loco Immunitatis aut spe consequenda Immunitatis.*
 - 5 *Decretalis Innocentii III. & quales ei in plerisque Provinciis derogantur.*
 - 6 *De furibus ab Asylo exclusis.*
 - 7 *De homicidis ab Asylo exceptis.*
 - 8 *Rei lesa Majestatis ab Asylo exclusi.*
 - 9 *Fraudulenti Detollentes Immunitate priores.*
- Cap. VI. De Judice hujus Immunitatis. 177
- 1 *Floribus ostenditur Judicium de Immunitate spectare ad Principem ejusque Magistratum.*
- Cap. VII. De Exactione Rei ex loco Immunitatis. 178
- 1 *Exactione a loco Immunitatis spectat ad Curiam Secularem, sive ejus Magistratum.*
 - 2 *De jura non requiritur licentia Episcopi ad extrahendum.*
 - 3 *Praxis Belgii.*
 - 4 *Quomodo probatur esse debet, casum esse acceptum, ut Reus extrahatur.*
 - 5 *Constitutio Francisci I. Regis Galliae, & ejus occasione Ecclesiarum Asylo derogat.*
- Cap. VIII. Quid de hac Immunitate Ecclesiarum habeant Concordatum vulgo Brabantinum, nec non praesens Concordatum vulgo Hannoniae? 180
- 1 *Concordatum vulgo Brabantinum.*
 - 2 *Exhibetur & discutitur articulus Concordati de Ecclesiarum Immunitate.*
 - 3 *Praesens Concordatum vulgo Hannoniae.*
 - 4 *Exhibetur & discutitur articulus praesentis Concordati.*
 - 5 *Praxis Belgii hifce conformis.*
- Cap. IX. De Bulla Gregorii XIV. 184
- 1 *Præcipuus hujus Bullae scopus.*
 - 2 *Quae de Iudicis suorum Praedecessorum narrat in sua Bulla Pontifex ad recentiorum aetatem referenda.*
 - 3 *Enarrat Pontifex scandala, & abusus quae praeterea ex proditiis Iudicis fecerat: & quis siquis hujus enarrationis.*
 - 4 *Revocat facultates, & Iudicia a suis Praedecessoribus concessa.*
 - 5 *Expressis casus in quibus, & non in aliis confugientes ab Ecclesiis abstrahi possint.*
 - 6 *Praeterea satisfacere querelis Curiae Secularis.*
 - 7 *Pecus confugientes etiam in casibus exceptis per Curiam Secularem extrahi sine licentia Episcopi, & adiunctione persona Ecclesiastica.*
 - 8 *Autoritatem dandi licentiam extrahendi solis Episcopis competere declarat: in qua Constitutio sibi non coherentem videtur.*
 - 9 *Præcipit extrahi per Ministros Curiae Secularis duci ad carceres Curiae Spirituales.*
 - 10 *Tradit non permitti Curiae Seculari, nisi prius causa cognita Juxta Ecclesiasticas declaraveris esse casum exceptum.*
 - 11 *Bulla non recepta.*

CONCORDIA IMMUNITATIS ECCLESIASTICÆ

ET

JURIS REGII,

ADVERSUS

Certamen Immunitatis, &c. a D. PETRO GOVARTS R. S. M. in
Magno suo Concilio Mechliniæ Consiliario Ecclesiastico, &
eiusdem Diocesis Vicario Generali, institutum.

P R O Æ M I U M.

Immunitatem Sacerdotum Belgii in causis personalibus, præcipue criminalibus, non concuti duntaxat, aut in aliqua sua parte violari, sed in totum pessundari, ac penitus conculcari a Theologis Belgii, facile crederet, qui vel solum characterem, seu officium Authoris hujus Certaminis attenderet.

Hic quippe est D. Petrus Govarts Regiæ Sux Majestatis in Magno suo Concilio Mechliniæ *Consiliarius Ecclesiasticus*. Regium sane in *Laico* Tribunali Consiliarium, pro Ecclesiastica Immunitate, & Sacerdotum a Laica potestate & Seculari Tribunali exemptione, *Certamen* suscipere, quis crederet, nisi ea esset Ecclesiasticæ Immunitatis profanatio, & conculcatio, ut illam vel ipsa Regia Parliamenta exhorerent?

Neque dissimulavit Govartius hanc profanationem exaggerare, ac palam profiteri hac horrenda profanatione se excitatum, ac quodammodo violententer adactum, hoc religiosum pro Immunitate Ecclesiastica *Certamen* suscipere.

Citatis enim nonnullis Hispanicorum Conciliorum pro Immunitate Sacerdotum Decretis; ac enarrato quod in Concilio Dertosenfi anno 1429. ab Alphonso Aragoniæ Rege impetrata sint diplomata complura ad restituendam labefactam Immunitatem Ecclesiæ, non tantum adversus Judices, Nobiles, & Virorum Dominos; sed & ipsos prævaricatores *Clericos*, subjungit pag. 24. sui Certaminis: " Quidni sperare licet, ut & jam Hispania & Pontifex similes correptiones, & Censuras transmittat ad Clerum & Theologos Belgas, qui in materia morum, & doctrina merissime personali, non tantum clandestinis ludificationibus, sed publicis Libellis libtisque Judices Seculares, & *Belgii Tribunalis vocant Judices sui legitimos, & naturales*, a quibus ipsos retrahere in materia *morum & doctrine*, per Decreta Hispanica, nefas sit: ut vel hoc prætextu *horrenda* dici mereantur; & veluti rabies non latratu continetur, sed ad morsus abripitur; ita nec verbis & libris tantum Immunitas hac impetitur; sed ad executionem doctrinæ procedentes Viri isti, Belgæ Theologi, coram Judicibus illis secularibus lites instituunt, easque criminales, & diffamatorias non tantum contra Clericos, sed ipsos suos Prælatos, & Episcopos, Judicibus illis, ut innocentiam suam probent, doctrinam suam moreque judicandos submitunt: eotam illis Archiepiscopum suum, quod Decreta Regia amplectetur, iisque contradictores judicasset, aggrediuntur. Eodem tendit lacrymosa & suspensiva plena exclamatio pag. 15. " Si consecratio Templorum reos eo confugientes manibus eripit Laicorum, quidni Clericis id tribuat sua ipsorummet consecratio? Si profanatur Templum, ubi reus inde abstrahitur ad supplicium, nonne & Sacerdotii sanctitas contaminabitur, si ejus consortes, & Ministri rapiantur ad secularium Tribunalia, si vita, si mores Ecclesiasticorum discutiantur & judicentur a Laicis; si doctrina eorum & Ecclesiæ submitatur judicanda a profanis; si tandem Dei Ministri subdantur Ministris hominum?

Nec tantum Theologos hujus profanationis reos facit, sed & ipsos *Reros* Om.

Officiales, & Ministros, ejusdem cooperatores esse haud silet. Recitatis enim nonnullis Regum Galliarum Edictis, quibus ipsam Episcoporum in Clericis auctoritatem, ut Sanctorum Canonum executores, stabiliunt, addit pag. 22. "Ar quamvis inter suprema Leges, & potestates saepe sit summa unio, & consonantia; inrerim Officiales, & minores ministri non abstinere ab insidiis; & dum manifeste aut directe non audent, oblique & per cuniculos possessori, violentiae, aut alio sulco colore libertaribus Ecclesiae, & Clericorum personali Immunitati insidiantur Judices seculi, collaborantibus saepe ipsis Clericis, pro causarum commo-
 23. moditare."

Quis jam audeat dubitare, de Clericorum a Jurisdictione Laicorum exemptione & Immunitate, etiam in materia *morum & doctrinae*, actum esse in Belgio; dum etiam scribente & dolente, & pene lacrymante Regio Consiliatio, in eius destructionem & ipsi Sacerdotes & Ministri Regii conspirant? Quis non laudet zelum Govartii, qui seposito affectu naturali, quo Consiliatii Regii in amplificationem suae Jurisdictionis, etiam interdum cum diminutione Ecclesiasticae, ferri consueverunt, Certamen aggreditur pro Immunitate Sacerdotum, eorumque a Tribunalibus Regiis exemptione, idque pro ipsis Sacerdotibus, contra quosdam Theologos Belgas, & Officiales ac Ministros Regios eis faventes?

Quis suspicari audeat, alio quam veritatis, & justitiae zelo adactum Regium Consiliarium, hoc Certamen suscipere? Dum pro exemptione Sacerdotum a Tribunalibus Regiis decertans, non tantum decertare videtur in sui Magni Concilii depressionem; sed & cum proprii emolumenti jactura, causas Ecclesiasticorum a suo Concilio ablegare.

Verum, Lector benevole, meminisse oportet, Govartium non tantum esse R. S. M. in Magno suo Concilio Mechliniae Consiliarium Ecclesiasticum; sed & Dioecesis Mechliniensis *Piscarium Generalem*, ab Illustrissimo Archiepiscopo Mechliniensi moderno constitutum.

Hoc si attenderis, non miraberis, si alius quam justitiae veritatisque zelus Govartium ad Certamen hoc excitasse potuerit; praesertim una attendendo, hos Belgas Theologos qui horrendae hujus profanationis insimulantur, supponi, neque Govartium dubitare, esse & *praevisis illis Jansenistis*, contra quos vel solum decertare, imo in Certamine nominari, non gloriosum duxerat; sed & utile esse, atque ad primas dignitates semitam, qua nulla commodior, compendiosior aut securior, novit Govartius.

Qui & hodiernos vagos, & odiosos clamores de Jansenismo, Rigorismo, novitatibusque, & nascentibus haeresibus per Belgium, imo Europam integram per annos jam plures excitatos expendit, haud mirari debet, si & hi de conculcatione Immunitatis Ecclesiasticae clamores, & lamentationes essent voces inanes, & vacuae, Certamenque hoc contra fictitios potius, quam veros Ecclesiasticae Immunitatis violatores, non tuendae Immunitatis Ecclesiasticae zelo, sed altiori Poestati placendi studio susceptum.

Hoc ut aptius discutatur, Confutatio haec in tria capita dividetur, quorum primo examinabitur, an Theologi Belgae in materia *morum, & doctrinae* declinent Judices Ecclesiasticos, & ad Tribunalia Laica in hac materia recurrant, eoque titulo violatae Immunitatis Ecclesiasticae rei sint? Secundo Capite examinabitur, num Theologi Belgae, instantes ut causae eorum etiam Ecclesiasticae, in *possessoria* tractentur coram Tribunalibus Regiis, Immunitati Ecclesiasticae praedjudicent: & utrum praetextu *possessorii* turbetur Jurisdictio Ecclesiastica in materia *morum, & doctrinae*. Tertio denique Capite discutietur, num praetextu *possessorii*, aliove titulo Theologi Belgae violent, aut violaverint Immunitatem Ecclesiasticam in causis criminalibus? Ac signanter an eam violaverint conveniendo Dom. Archiepiscopum Mechliniensem coram Concilio Regio.

Quae vero Dom. Govartius contra Theologos Belgas immiscet de *novitate & Rigorismo* in materia dogmatica, ut se vel sic Theologiae Licentiatum ostendar, Theologis examinanda, & refutanda relinquimus, & intra solam materiam Juris hanc Consultationem restringimus.

§. IV.

*Misqum pleribus argumentis aliunde petitis
refutatur.*

Oribi & Urbis notissimum est, quod Theologi Bel-
gæ, qui a Govartio violenter Immanitatis Eccle-
siasticæ rei aguntur, anno 1694. communi consensu
deputatus ad Sedem Apostolicam Doctorem Joannem
Llaertum Hennebel, ut *morum, & doctrinæ* ipsorum Se-
di Apostolicæ rationem redderet, ipsiusque Sedis Apo-
stolicæ judicium exposceret: ut si quid live in mori-
bus live in doctrina corrigendum emendandamque ju-
dicaret, significare dignaretur, paratissimos sese exhi-
beremus, oseculis Sedis Apostolicæ in omnibus sese sub-
jicere; atque in moribus ac doctrina corrigere & emen-
dare, quicquid Sedes Apostolica corrigendum emen-
dandamque judicaret.

Scitis, necipsum Govartium latere potest, quomo-
do per septem, & amplius annos per hanc suam De-
putatum inflare omnibus modis petgunt, ut Adversari-
is compellatur exhibere eam Sanctæ Sedis, si quid
vel in materia morum, vel doctrina ipsi opponendum
habeant; ut ita tandem plena Sedis Apostolicæ decisio,
eui se consensum, habeatur.

Quocirca non apud ipsos Cardinales, Regisque Catho-
lici in Urbe Oratorem per hac expositione infirmitate,
& inflare pergitur hi Theologi? Quot ab Universitate
Lovaniensi ad Sedem Apostolicam, Sacram Congrega-
tionem Sancti Officii, Regium Oratorem aliisque Mi-
nistros pro hac Expeditione, his Theologis allaboranti-
bus, scilicet fuerunt literæ, quibus Universitas hanc
quoque Theologorum promptum animum decisionibus
Sedis Apostolicæ per omnia acquirere testata est?

Adhuc SS. D. Innocentius XII. per Breve suum die
6. Februarii 1694. mandavit Episcopis Belgii, "ne
ulla ratione quæcumque vaga illa accusatione, & in-
vidioso nomine Janseuismi traduci, aut nuncupari si-
nant, nisi prius suspensum esse legitime constiterit,
aliquam ex his propositionibus docuisse, aut tenuisse,
nec quæcumque sub hoc prætextu ab officiis, muniis,
beneficiis, gradibus ac concionibus habendis, vel
aliis quacunque functione Ecclesiastica privari per-
mittant, nisi servato juris ordine, cum penam, quæ
Viris atque Catholicis gravissima est, communi-
cationis fuerit."

Ad Theologi Belgæ jubare poterunt, quin Sedes
Apostolica ipsos ad *Judices Ecclesiasticos* in materia
doctrinæ remitteret, velletque illos per *legitimæ* suspen-
dit, aut *servato juris ordine* convictis ad penam in-
currendum reputari, qui eorum hinc Tribunalibus Ec-
clesiasticis legitime suspecti, aut servato juris ordine
eum penam commutasse decessat esse?

Nonne in secundo Brevi ad Episcopos Belgii die 24.
Novemb. 1696. expedite remissa SS. D. Innocentius
XII. hos Theologos in materia doctrinæ ad Episcopos
hæc verbis: "Sin vero idem prætextu Janseuismi vo-
ce, aut scripto eam propius sensus Apostolicarum
Constitutionum prædictarum Brevis sentis diferen-
tiæ, debent Episcopi prout de jure contra eos pro-
cedere, non solum auctoritate ordinaria, sed etiam
facultate ipsa indulta, &c."

Et tamen qui majore promptitudine & gaudio ntrum-
que hoc Sedis Apostolicæ Mandatum receperunt,
quam hi Theologi?

Quot non audire eorum querelæ de nimis Episco-
porum in utroque hoc Brevi exequendo mora ac ter-
giversatione?

Quis nescit, nihil tacere per a Theologis hæc con-
tumaciter, & argui, quam utriusque Brevis exa-
ctam & penam executionem?

Quid in eorum Scriptis frequentius auditis, quam
Brevis Apostolicæ retardatæ executioni adhibendum ef-
fectu, quæ in Belgio utique modo, cum summo populi
scandalo viget, Theologorum dissensionem & animo-
rum exultationem?

Quocirca apud R. S. M. ejusque Concilia non infi-
runt hi Theologi, ut Brevis Pontificii sperata tan-
dem executio haberetur; utque omnibus, etiam aucto-
ritate Regia mandaretur, ut se in singulis punctis, Sæ
Sanctitatis Brevis exacte conformaret?

Pen. Elgen, Part. V. 2.

Quocirca cum per litteras, cum per suum in Urbe
Deputatum supplicarent Sæ Sanctitatis, ut Brevis sui
executionem apud C. S. M. utgere dignaretur?

Quanta denum animi exultatione iidem hi Theologi
Licetis S. M. de dato 30. Decembris 1697. quibus
utriusque Brevis executio mandatur, ac maius in-
junctis omnibus, ut controversias dogmaticas Sedi Apo-
stolicæ subjiciant, exequuntur, & quasi de pacta victo-
ria pro his triumphum ecclesierum.

Nonne hæc sunt evidentiissima argumenta, quibus
Theologi Belgæ Urbis & Urbis palam probantur, *se
morum, & doctrinæ* Judices & Arbitros non Laicos, sed
Ecclesiasticos, ac signanter Sedem Apostolicam agno-
scere, eorumque sententiis & decisionibus se velle sine
cunctis submittere? Sed hæc silentio præstitit Govartius,
quamvis tam notoria sit, ut eum latere vix posset.
Quo consilio, ipse videtur.

§. V.

*An Adversarii horum Theologorum æque sint immunes
a violatione Immanitatis Ecclesiasticæ in materia do-
ctrinæ?*

Theologos Belgæ vulgo *pretenses Janseuistas*, ad-
versus quos tanquam Immanitatis Ecclesiasticæ
violatores Govartius Certamen pro Immanitate Sacer-
dotum suscepit, materiam *morum, & doctrinæ* tanquam
judicio, aut decisionis Judicum Laicorum submittere vol-
uisse, sed hujus materię competentes Judices agno-
visse Ecclesiasticos, ac notanter Sedem Apostolicam,
palam testatos esse, horum sententiis se velle acquie-
scere, in præcedentibus ostensum est: Sed an eorum,
qui hinc Theologis cum Govartio jampidem indefe-
ctum Certamen indiderunt & indicare pergit, con-
que ab omnibus membris Ecclesiasticis excludere nung-
tur, eadem sit innocentia circa violationem Immani-
tatis Sacerdotum in materia *morum, & doctrinæ*, uti-
nam Govartius examinasset?

Nemo enim in Belgio ignorat, quomodo vel Ca-
thedra aliqua in Academia Lovaniensi, vel Ecclesia
Dignitate, officio Regis nominationis alibi va-
cant, si quilibet horum Theologorum, live præten-
sorum Janseuistarum concurrere videatur, mox ad Regem
& Ministros accusationes de *Janseuismo Rigorismo*,
Novitate in materia *dogmatica* detrahunt; ut hi
Theologi se eorum Rege, aut Ministris Regis super his
accusationibus purgant, a Cathedris, Dignitatibus, &
officiis excludantur.

Scit & lux jam dudum Belgium, Viros vita & do-
ctrina integerrimos, vagalla accusatione, & invidioso
nomine Janseuismi passim traductos; utque non eorum
Judicibus Ecclesiasticis, ne eorum via se in materia do-
ctrinæ iustificare possent, aut si non essent legitime con-
vinci; sed in Aula Principum apud Ministros Regium.

An similes accusationes Sacerdotum in materia do-
ctrinæ apud Potestates Laicas, neglectis Judicibus Ec-
clesiasticis, quibus de jure iudicium de doctrina com-
petit, consistant cum Immanitate Sacerdotum in *mo-
ribus, & doctrina*, cujus defensionem se suscipere sal-
tem fingit Govartius, ipse perscrutetur.

Sane indignum & plane profluum utperire iudicia,
vix Privatum Regium Concilium modum bene defen-
di materiam dogmaticam ad suum Tribunal palamque
declaravit, hujus materię cognitionem nequaquam ad
se spectare, per Apostolum ad Libellum exhibentem a Do-
ctore Francisco Martin, (omissionem qui in Academia Lo-
vaniensi præfatus Janseuismus adversatur Mandataris) &
Episcopum Illustissimum D. Archiepiscopi Mechinensis ho-
dierit, contra duos & Theologis Belgii, quos a Grada
Doctoreali suscipiendo impedit conabantur. Temor Apo-
stolice erat: "Visto hoc Libello & Episcopi Archiepiscopi
die 7. hujus mensis data, Majestas Sæ decessat me."
teriam dogmaticam, de qua illic mentio, ad cogna-
tionem hujus Concilii non pertinere: mandat Suppli-
canti aliisque omnibus quorum intererit, conformare
se Decreto Sæ Sanctitatis dato 6. Februarii 1694. &
Mandatis Sæ Majestatis super eo secutum 30. Decem-
bris 1697. Declarat Gradum Doctorem, quem præ-
tendunt Licentiatii Versibus & Clares, non impedi-
tum quomodo privari possint prerogativis juriarum,
qua Gradus Doctoralis illis tribuit, si ita decerneret per

B b Sæm

Soano Sanctitatem vel alios, quibus materiam dogmaticam cognitio comparit juxta Breve, & Summae Majestatis Decretum. Aquis Bruxellae 14. Februarii 1699.

Hinc videtur Govartius, qui materiam dogmaticam ad Tribunalia Regia & incompetentia deficiat, ut suos Adversarios a Gradibus Academicis excludat; intelligatque, si sanctum pro Immunitate Sacrorum Certamen suscipere animus esset, in quos aciem dirigere oporteret: sed alia sunt Govartio consilia; non enim in hoc decertando pervenitur ad id quo cogitationes Govartii Vicarii Generalis & Consilarii Ecclesiastici feruntur.

CAPUT II

An Theologi ob recursum in materia possessionis ad Tribunalia Regia, recte accusentur de violata immunitate Ecclesiastica.

§. I.

Possessorium vel spirituale ubique pene ac praesertim in Belgio ex consuetudine immemorabili spectat ad Judices Regios.

POSSESSORIUM in materia Beneficiali, Jurisdictionis, Decimarum aliarumque rerum Ecclesiasticarum ubique pene gentium, ac praecipue in Belgio, Gallia, vicinisque provinciis spectare, de jam pridem spectasse ad Tribunalia Regia, unanimis est omnium Pragmaticorum, tam veterum, quam modernorum assertio; cui non tantum quotidiana, & notoria praxis, sed & Principum Edicta & Ordinationes consonant: ipsique Pontifices suis quoque Rescriptis hanc inveteratum usum agnoverunt & probaverunt.

De immemorabili consuetudine Gallie testatur, quia decembris circiter annis scriptis Gulielmus Benedicti, primo Parlamenti Burgundiae, ac dein Tolosani Consiliarius Regius, in suo doctissimo & elaboratissimo Commentario ad Cap. RAYNUTII *De Testamentis*, verbo *Et auctor* num. 331. dicens: *Et antiqua & immemorabili consuetudine remedia possessionis etiam in Beneficialibus & Ecclesiasticis causis in ista Regno Francie conceduntur & tractantur per Judices Regios: quam consuetudinem Beatus Pater Martinus Papa apud Requestum Regis Francie videlicet Caroli VII. Domini nostri Regis modernae aetatis regnantis avi paterni approbavit etiam respectu causarum Beneficialium, tam in Regno, quam Delphinatu, sui declaravit dictae consuetudinis & stylo per quancunque Constitutionem Apostolicam derogatum non fuisse, nec Judices Regios de talibus questionibus cognoscere Consensu Ecclesiasticis ligasse; nec derogare, aut ligare velle.*

Bulla Martini V. cujus hic mentio, est illa quam integram refert Guido Pape in suis decisionibus Gratianopolitanae *questione 1.* in qua declarat Pontifex, se per Constitutiones super Immunitate, aut Jurisdictione Ecclesiastica, & contra Laicos sub causis Ecclesiasticis attribuentes editas, sui intentionis non fuisse, neque esse. *¶* Eadem Regia Gallie & ejus Regum Jurisdictioni, perquam, sicut assertur, tam ipse, quam progenitores sui super hujusmodi possessione a tanto tempore, circa quod de ejus cunctis ante memoria hominum non existit, consensu agnoscere, in aliquo deingari voluisse, nec velle quoque modo: decernentes partes molestas super eorum consuetudine ad suorum Beneficiorum possessionem ipsius Regis *maxime* implorantes, dummodo in contemptum Jurisdictionis & libertatis Ecclesiasticae, & ne partes sibi adversas in rebus Ecclesiasticis distans perturbarent, hoc non fecerint, penam in dicta nostra Constitutione contrarias militantes incurrisse, aut debere incurrisse quovis modo.

Refert quoque dictus Gulielmus Benedicti Breve Leonis X. de anno 1513. ad Senatum Tolosanum, quo causam possessionum Beneficiorum Ecclesiasticorum coram eodem Senatu pendente commendat in favorem ejusdem Joanni

nis quondam Apostolicarum Literarum Abbreviariorum: Ex quo patet, Pontifices nullatenus hanc consuetudinem improbasse, sed potius probasse. Unde citius Benedicti indicata Bulla Martini V. & etiam Brevis Leonis X. subiungit: *¶* Ex quibus testatur, Judices Regios sine scrupulo conscientiae cognoscere posse de tali possessione, postquam Summi Pontifices, qui potestatem super hoc dispensandi habent, scienerit hoc toleraverunt tanto tempore, quinque approbaverunt, ut videtur.

Utrunque Pontificum Diploma ad ealem Judices Distinctionis integrum adiungam; ut vel ex ipsis pateat, quam inique tradocum Judices Regios, dum possessionum earum Ecclesiasticarum ex antiquo usu ad eorum Tribunal spectans, suscipiunt, & Ecclesiasticos super eo ad Judices Regios recurrentes, tanquam Sedi Apostolicae injuriosos, aut Ecclesiastica Immunitate profanosque insulant.

De eodem inveterato usu instituti possessionum earum spiritualium apud Judices Regios, testis quoque est, qui a seculo & amplius floruit Guido Pape in Senatu Gratianopolitano Consiliarius *Dist. 1.* assertor, scriptus ita fuisse judiciorum circa medium saeculi XV. citans plures ex antiquioribus Canonibus idipsum probantibus hac ratione: *¶* Quia possessionum non est quid spirituale, sed temporale: nec est inconveniens (ait) quod respectu ejusdem rei petiturum sit spirituale, & de possessionum temporale, cum nihil commune inter se habeant.

Eandem inveteratum usum Regni Gallie jampridem notavit Praetor Austriacus in *Crim. 1. De Officio Ordinarii Regula 1. fallente 24.* & confirmavit, tam antiqui, quam moderni Gallie Pragmatici.

Idipsum apud Hispanos & Lusitanos receptum esse assertit Alvarus Velasco *Consul. 93.* de latere de reculo pro casu violentiae, seu extorsionis in possessionem apud Hispanos agit Salgado *De Praescript. Reg. prelat. 5. num. 209.* & sequentibus, ubi allegata in hujus confirmationem dicta Bulla Martini V. ait: *¶* Quae licet specialiter sit indulta in favorem Regum Francie, tamen ejus decisis & determinatio generalis est, & universaliter comprehendit omnes Reges & Principes superiores, summe jus & consuetudinem immemorabilem habentes cognoscere in aliquibus casibus inter personas Ecclesiasticas.

Deinde citat Josephum de Sese in *Tract. De inhibition. cap. 8. §. 3. num. 3.* asserentem, quod *¶* Omnes ex identitate rationis (que generaliter) intelligunt illam Bullam (Martini V.) in omnibus Regibus simile jus & consuetudinem immemorabilem habentibus, maxime Regibus Hispaniae, qui eorum sunt praesentia, & etiam de maximo antea de privilegio sunt semper a Sede Apostolica honorati, prout debent.

Apud Germanos hanc quoque consuetudinem ab antiquo viguisse, & usque in hodiernum diem vigere, testatur Andreas Gail. *lib. 1. Offertor. 37.* ubi postquam dixit, Clericorum regulariter eorum Judex Laico conveniri non posse, addit num. 5. *¶* Non procedit quando agitur super possessione, vel quasi, etiam in causis spiritualibus; quia possessionum non est quid spirituale, sed temporale. *¶* Similiter Myronides *Com. 2. Offertor. 67.* ubi dixit vulgari juris esse, Laicum non posse esse Judicem in causis spiritualibus, nec inter personas Ecclesiasticas, pro limitatione addit: *¶* Si tamen venturum in *more possessionis*, etiam Laicus dicitur Judex competens, utique sit spirituale, ut tradunt Innocentius, Joannes Andreas & Azoua, de *Bonno in cap. fin. De Judiciis.*

In Senatu Neapolitano idem jus esse, refert Matth. De Afflictis *Dist. 1. n. 10.* & ibidem in notis Grammaticis, & *dist. 24. num. 7.*

Dei Senatus Pedemontani testatur Antonius Theodorus Senator Pedemontanus Primarius, Adversusque Comitatus & Marchionatus Praeses *Dist. 82. ubi n. 1. ait:* *¶* Judex Laicus possit cognoscere quovisque ratione requisitus super possessione, ac Beneficiis inter Clericos: quia est quid temporale, & facti possessio. *¶* Et hoc a jure veteri continet Senatus, de sui refulcra de jure fieri posse, me interveniente cum Rev. Domino Nuncio Apostolico, Domino a Sancta Cruce, nunc Nuncio apud Caesarem. *¶* Haec illic, quam proximam malis struit, & ubique communem esse ostendit in Additionibus Gaspar Theodorus Antonius huius.

Senatus Sabaudie de possessione rerum spiritualium
judicare, testis est Anon. Faber lib. 3. citat. de
38. dicitur: " Si agatur de possessione Beneficii, aut
alterius rei de cujus jure non nisi apud Judicem Ec-
clesiasticum in petitorio agi possit, competens erit
Jurisdicção secularis: quia Possessorii causa etiam in
spiritualibus temporale quid esse creditur, & ad Prin-
cipis Laici curiam pertinet, non spirituale.

Utque ad Belgicum nostrum propius accedamus, te-
stis est Joannes Grevellus in Senatu Dolano Senator,
& Archidiaconus Alberti & Isabelle Principibus nostris
a Conditis inimici & a Libellis, Decr. 128. non. 9.
Quod in causis possessionis retinendæ vel recuperandæ
possessionis Judicium Secularium sine Jurisdicção in Crie-
tione, idque (ait) ex consuetudine a tempore im-
memorabili, hoc in Senatu (Dolano) & in uni-
versis Regii inferiorum Judicium subditi observata in
hoc Burgundie Comitatu.

Quod seculo XV. esse recepta in Belgio consuetudo
possessionis Beneficiorum traditum coram Judicibus Re-
giiis, supponit evidenter Edictum Philippi Archidiaconi
die 20. Maji 1497. ubi expresse mandat, ut si super
provisione Romana de Beneficiis oriatur questio, in
possessione tradatur coram Judicibus Regiis. Inducitur
non obscurum, hanc proxima tunc fuisse stabilitam.

Concordata inita anno 1542. art. 1. habent:
" Possessionis recuperandæ & retinendæ questio de co-
gnitione spectabit ad Judices Seculares privative, sive
agatur de possessione Beneficiorum, Decimarum,
Jurispræsentium vel aliorum jurium. " Notandum
Principem in hæc Concordata consensisse sub hac ex-
pressa conditione: " Si quando prefatus Episcopus
(Leodensis) de Capitulum, beneplacitum Sanctæ
Sedis obtineant, nobis exhibuerit, atque reali-
ter tradiderint, alias non.

Cum autem consuet. Concordata hæc 17. Januarii
1543. fulminaret & publice Januarius apertis in Camera
Conciliis Brabantie hucus lecta & publicata, & hucus
observata, non dubium, quin Principi realiter ex-
hiberetur fuerit beneplacitum Sanctæ Apostolicæ adeoque
admodum verisimile est, quod a Paulo III. (qui tunc
Pontifex erat) hæc Concordata probata fuerint; ut
scribit Antonius Anselmo J. C. Ambrusianensis.

Verum quidem est, Concordata in hoc citata dila-
to tantum stansse, quasi per prescriptionem ita ut " Pat-
res infra omnes anni spatium de suo jure, consue-
tudine & observantia legitime præscripta possint,
si velint, docere & probare, & ad illum finem se-
riusculis periculis exhibere. " Sed verisimile est,
Patres circa hanc articulum nihil ulterioris movisse, ut-
que ita per provisionem ordinatam in abolitam & per-
petuam observantiam transivisse; præsertim, quia uni-
versis & inveterata consuetudine ubique penitus genericum
possessionis etiam rei Ecclesiasticæ ad Judices Regios
delectum jam esse.

Ulam Senatus Brabantie, Parliamenti Mechiniensis,
aliorum in Belgio Regi Catholicæ subiectæ Regio-
rum Conciliorum, non tantum Pragmatici & Autho-
res de consuetudine & stylo horum Senatorum scriben-
tes, unanimi voce testantur, sed & singulorum Ordi-
nationes Principum auctoritate præscripserit illum abun-
de evincunt, & evidenter supponunt; pluribus articu-
lis formam in causis possessionis rerum spiritualium se-
servandam præscribentes.

Hoc jus fuit subique Conciliis illibatum voluit Rex
nofter in ipsius Concilii Tridentini publicatione. In
Literis enim, quæ anno 1565. nomine Regis ad Episcopos
Belgi deduci Margaritæ Parmensis tunc Belgii Gubernatrix,
per executione Concilii Tridentini, hanc
classis illam addidit voluit: Et quæ inter articulos dicti
Sacri Concilii omnibus sunt concernentes Regalia, jura,
conventiones, & prerogativas dictæ Sanctæ Majestatis, fuerunt
Passallorum, Statutum & subditarum, quæ pro bono &
tranquillitate Patriæ, & nequaquam ad retardandum
S. Religionis matrem, & evitandum omnem conflictum,
applicandum & conservandum, non conveniret immutari
aut innovari S. Majestas declarat, ut circa illa pro-
cedatur sicuti hactenus usitatum fuit, ita ut, si quis dictum
esset nihil innovetur, aut innovetur, & signaverit circa
Jurisdictionem Localem, per Patentes Laicos induta-
tam, seu sui Nominationem, cognitionem casuum, &
materia POSSESSORIE Beneficiorum, decimarum
Van Eijzen, Paris VI.

possessionem, aut præsentationem per Locales, superven-
ientes. & administrationem Hospitalium aliorumque
piorum locorum: non ad contraveniendum dictis Con-
cilio, inquit: sed ut exercitia accommodaretur novæ co-
sueque Provisione. Extant hæc Literæ paræ 2. Edictorum
Flandrie lib. 1. rubricæ 2.

Nequaquam obscurum est, classis hanc quoad
hoc pontum alludere ad nosram, quam Senatus Belgii
perpetuo ad publicationem Concilii Tridentini adsepe-
ravit, prout refertur ab Antonio Anselmo J. C. Ambrusian-
ensis, in suo Triboniano Belgico cap. 32 §. 5. obicit:
" Sæc. 15. cap. 20. monentur omnes Principes Concilia-
ni libertatem, immunitatem & Jurisdictionem Eccle-
siasticam protegere & conservare. Hæc natus Braban-
tiæ auctoritatem & Privilegia Regum Majestatis & Pro-
vinciarum ingeminant. Alii id intelligere se ajunt ex-
cepis necessitatibus aliisque casibus jure exceptis, " pro-
pterea Provinciarum culpato more ac usui legis-
ime præscripto, sive privilegio confirmato.

Conformes ad hæc vocas & classis Regis Li-
teris insertam, manifestum quodvis cogitandi de pos-
sessorie in materia Ecclesiastica; illudque Episcopi,
Capitula, & omnes Ecclesiastici usque in hodiernum
diem recognoscunt, iudices in possessione ad hæc tribu-
nalia recurrendo: & tamen nulli, nisi hi Theologi eo
sacro violant Immunitatis Ecclesiasticæ accusantur.
Grande mysticum!

§. II.

Theologi Belgæ non conparantur, velari recursum ad
Concilia Regia in materia morum, & doctrinæ; sed
sibi regni protectionem Regiam contra violentiam, &
nam facti.

Non audent Govartius simpliciter, & indefinite pos-
sessorium etiam rei Ecclesiasticæ Conciliis Regiis
negare, ne sui Parliamenti quotidianum alium repro-
bare, & notissimum totius Belgii præsumptum inficari vi-
deretur: nec tantum hos Theologos Belgas, sed &
Episcopos, Prælatos, Capitula omnes denique Eccle-
siasticos violant Immunitatis Ecclesiasticæ reos faceret.
Verumtamen quia causa, seu potius amicorum affec-
tus, pro quibus Certamen suscepit, postulat, ut in
causa possessionis Theologi Belgæ ad Tribunalia Regia
porta occidantur, persuadere conatur Govartius, Judi-
ces Regios ac notantes Concilium Brabantie sui per-
petuum possessionis materiam morum, & doctrinæ Clerico-
rum sibi attrahere, & Episcopos adinere: ipsosque
Theologos sub colore possessionis hanc materiam, ut
de criminalem, Tribunalibus Regiis deferre, ut & Judi-
ces Episcoporum essent & subditi.

Hoc respiciunt quæ habet Govartius pag. 22. " At
quævis inter supremas Leges & Potestates sæpe fit
summa unio & consonantia: interim Officiales &
minores Ministri non abstinere ab infidiis; & dum
manifeste aut directe non audent, oblique & per in-
niculos, possessionis, violentiam, aut alio fisco colore
Libertatibus Ecclesiæ, & Clericorum personali Immu-
nitati infidiantur Judices Seculi: collaborantibus sæpe
ipsis Clericis pro causarum commoditate.

Nemo non intelligit, Govartium his recte indica-
re vellet id, quod Adversarii horum Theologorum conti-
nuo magis aperte inclamare, & utriusque Potestatis per-
fundere pergere, nimirum, Judices Regios sub colore
possessionis vellet sibi attrahere iudicium de moribus, &
doctrina Ecclesiasticorum: ipsosque Ecclesiasticos recur-
rentes ad Tribunalia Regia, specie possessionis subtere-
re iudicium Ecclesiasticum in hac materia morum,
& doctrinæ.

Hoc ipsum per totum sui Certaminis decursu re-
petit Govartius, dum toties inducit Theologos Belgas
tanquam se opposcentes Decreto S. C. E. ad Senatum
Brabantie, atque Regia Concilia die 7. Novem-
bris 1695. transmissio, quod Laine & Gallico transla-
tum exhibet Govartius pag. 13. & nos eodem tenore
transcribemus.

MAXIMILIANUS EMMANUEL, &c.

« Quandoquidem experientia docuerit multa in sa-
 « rum spiritualium directione inconuenientia oriri, et
 « eo quod in prejudicio auctoritatis Episcopis &
 « Diocesis debite, circa doctrinam & mores Con-
 « censionum, Pastorum & Confessionum, Rei sub
 « ad Concilia, & Tribunalia secularia recuso atque
 « asilo quod sit inuenientum titulo possessionis, pro-
 « cessus Judicialis Episcoporum sistentis ac impedi-
 « rint; has ad vos scripsimus, ut vobis iocundissimè
 « quemadmodum serio iudicemus, ne ullos ad vos
 « recurrentes Ecclesiasticos, quos Episcopi propter
 « mores, aut doctrinam aggressi fuerint, vel deinceps
 « aggredientes, recipiat, neve vos in immixtionem
 « aut ulla ratione praestitis parocchiarum, siue posses-
 « sionis siue alio titulo quoqueque.

Decretum hoc vocari vult *Gouarnius Interdictum*, as-
 « ferique pag. 3. illud esse primum & principale Decre-
 « tum, quod *sane horreare aueantur* Theologi Belge.

Et pag. 14. ait: « Quod hoc Decretum a potestate
 « seculari (si loquitur *confessione*) obtinuerit Archie-
 « piscopus, quoque per illud Clerici & Theologi
 « Belgi ad Concilium Brabantie, & Tribunalia Par-
 « trisque ubi morantur, Iudices sunt naturales, recusum
 « atque viam *solius* praestiterit, prima & poenima
 « querela est: imo tam profundum suspensum illam ex-
 « hant, ut in dicto libello Ordinibus Brabantie obla-
 « ti non possent dissolui, quod nihil sit oon modo
 « requiritur naturali, ac legibus tam diuina, tum hu-
 « manis ac antiquissimis privilegiis harum provinciarum
 « tum magis opussum, quam ausus & stupidi qui-
 « bus horridum hoc Decretum imperatum est.

Postquam autem Theologi Belge adeo alte & la-
 « crymabili de hoc *Interdictum* conuenerint inuicem
 « multis inuicem conuenerint. « Sentiam huius Interdicti
 « alium esse non posse, quam Regiam voluntatem
 « ut, ut Pastores, Concensiones, Confessores, & si
 « velis, Sacerdotes omnes, ubi conuenerint agitur ra-
 « tione *morum*, aut *doctrinae*, adeoque factorum que
 « personalitatem non excludunt, subiciantur iudicio
 « alicui & iudicio Episcoporum, atque in actione il-
 « la personalis & criminalis eamantur a iudiciis
 « Laici. « Pag. 18.

Cum ergo Interdictum hoc iuxta *Gouarnium*, unice ca-
 « veatur ne Iudices Seculares se immisceant causis Ecclesiasti-
 « cis, *que moris, & doctrinae* eorum concernunt, &
 « tamen iuxta *Gouarnium* hoc Decreto tanquam ad-
 « uersum Theologi Belge, tandem hinc conuenit *Gouar-*
 « nium, omnem Theologum in Belgium quocumque esse,
 « quod sibi in materia *morum*, & *doctrinae* per hoc *Inter-*
 « dictum, recusus ad Tribunalia Regia occidatur.

Vassius, ne quid duxerim, hæc est, qua Ad-
 « uersari istorum Theologorum, nunc tot annis Por-
 « tibus Iudicialibus, itaque Belge imponunt, ipsi-
 « que Thologos viam iustitiae occidit feruente.

Facile itaque & calumniosum est, Theologos Bel-
 « ges conueni de *Interdictum*, quia Concilio Regis se-
 « ntorum, « Ne ullos ad vos recurrentes Ecclesiasti-
 « cos, quos Episcopi propter *more*, aut *doctrinam*
 « aggressi fuerint vel deinceps aggredientes, recipiat,
 « neve vos in immixtionem, aut ulla ratione pro-
 « cessus Judicialis, hanc possessionem, siue alio titulo
 « quocumque. « Ita verba *Interdictum* Latine reddi *Gouar-*
 « nium ut in Originali idiomate Burgundico Gallico
 « aliter nonnulli sonant, magisque reuera videtur ad
 « Ordinationes Episcoporum in materia *morum*, & *doctrinae*
 « est, quam ad ipsorum particularis processus & verba
 « sunt: *Nunc vos iudicatis certe per vos interdictum, com-*
 « me non vos interdictum feruente de recuso, non
 « melius ut propter dicitur siue in presentem, que l'on
 « vultis ferre perducere vos, sed a siere de posses-
 « sione inuenientum, contra les DISPOSITIONS, & OR-
 « DONNANCES que les Eueques ou Diocessans pour-
 « raient auoir fait, ou feront cy apres, pour cause de do-
 « ctrine & de la doctrine Ecclesiastique.

Sed quocumque ita Interdictum accipitur, fal-
 « sum ac calumniosum est, Theologi Belge requira-
 « tum *Interdictum* non agnoscere, in quantum inhi-
 « bet Iudicis Laici, ne ordinaciones aut processus Episcoporum
 « in materia *morum*, & *doctrinae* Ecclesiasticorum conuincant;

aut sub colore possessionis ad se trahant causas *morum*,
 « & *doctrinae*; sed querantur duntaxat de vassius, & ca-
 « lumniis Adversariis, quibus sub hoc pretestu Regia
 « Catholici religio, & de solopetura Ecclesiasticorum
 « Immunitate abutuntur; Saneque Majestati falso im-
 « ponunt, ut Theologi Belge, quos calumniari amant,
 « viam iustitiae occidant.

Porro ut hanc iustitiae occisionem adsequerentur,
 « bina media impederunt.

Primum Regi Catholico imposuerunt, Theologos
 « Belgas titulo & pretestu possessionis recurrere in materia
 « *morum*, & *doctrinae* ad Tribunalia Regia, ut hoc pacto
 « legitimos Iudices harum causarum subterfugiant, &
 « ab eorum se coercionem, & censuram eamant; ipsi-
 « que Episcopi in spirituali Diocesium suarum regimi-
 « ne impendant.

Ubi vero id S. M. C. perstraxerunt, atque *Interdi-*
 « ctum in se quidem acquiescunt obtinuerunt, non iam
 « *primo* iudicari in materia *morum*, & *doctrinae* proce-
 « dunt, sed via *facti* Theologos Belgas sibi odiosos a
 « munis, Cathedralis, & Beneficis excludunt. Dumque
 « ad protectionem Regiam conuenerint viam *facti*
 « sibi istam hi Theologi recurreunt, potant sibi pre-
 « stant oculum, contra mentem quidem S. M. C. pro-
 « tectionem contra *violentiam* subditi sui illam non
 « quoniam negare intendunt, sed artibus & calumniis Ad-
 « uersariis, qui clamant, tractari de materia *morum*,
 « & *doctrinae*; ac proinde non posse hi Theologi proce-
 « ditionem siue manutentionem Concilii Regis cooperari,
 « hoc Regio Interdictum obstat.

De duobus ergo queruntur Theologi Belge, Primo,
 « quod falsum & calumniosum imposuit sit S. M. C. & E. S. C.
 « quod Theologi Belge materiam *morum*, & *doctrinae* subijci
 « velint iudicio *Judicium Laicum*, quoque videm Theologi
 « Belge ad Iudices illos Laicos recurrant, ut se a iudicio
 « Episcoporum, aut aliorum Iudicum Ecclesiasticorum in
 « hac materia *morum*, & *doctrinae* eximant.

Secundo, quod Adversari ipsorum hoc *Interdictum*
 « alutatur, protectionem Regiam, & possessionem in
 « eam *violentiam*, & *interdictum*, per viam *facti* ipsi ad-
 « imodo.

Ipsos Theologos loquentes audiamus in Libellis Or-
 « dinibus Brabantie oblati, & in quos Certamen *Gou-*
 « vernii principis conuenit.

In priore quidem pag. 78. de suis Adversariis expo-
 « nitur: « quia & *Interdictum* obtinere, quibus natura-
 « libus causarum nostrarum iudicibus in ipso Concilio
 « Beabantur cognito admittere, ne in Tribunalis ordi-
 « nario locorum, ubi Supplicantes morantur, inno-
 « centis aduersus subseptiones, & artes eorum, qui
 « ipsos calumniantur, *proferantur* inueciar.

Deinde inde concludendo: « Quod uim pe-
 « nant, est, ut non iudicentur rata Patiam, nec sine
 « *forma juris ordinaria*, nec habentur indignis, aut
 « iniquis quam seculatissimi quoque, quibus Legum
 « *procedit* euocum negatur, quantumvis fortis, &
 « *violenta* sine contra eos criminum illorum perju-
 « dicia.

Et infra efflagitare Ordinum Brabantie: « depeca-
 « tionem, qua a Sua Majestate obtinuerunt, ut Leges
 « & Privilegia Patrie circa ipsos religiose seruentur,
 « ita ut contra ipsos non procedatur via *facti*, sed
 « cause omnes, que ad ipsos spectant, agantur coram
 « Iudicibus Prouincie legitimis, & secundum for-
 « mam juris.

Hic videtur poterat *Gouarnius*, si videre uolisset,
 « Theologos non recurre Iudices ordinarios & compe-
 « tentes Ecclesiasticos in materia *morum*, & *doctrinae*; sed
 « hoc unum efflagitare, ne contra eos procedatur via
 « *facti*; neque ipsi contra violentiam, & oppressionem Ad-
 « uersariis adimatur *procedit* Regia, que nos *subter-*
 « fugeant negatur.

Utque ad ipsum *Interdictum* accedamus, Querunt
 « quidem Theologi Belge in altero suo Libello Ordini-
 « bus Brabantie pag. 83. de Adversariis, quod suis arti-
 « bus & calumniis in Aula Sua Majestatis obtinere se ui-
 « dent hoc *Interdictum*.

Sed que querendum cause? An forsitan quia in causis
 « *morum*, & *doctrinae* remittuntur ad Iudices Ecclesiasticos,
 « & inhihent Concilio Regia, ne hi in causis Episcopis
 « tuerent: Ita quidem persuadere conatur *Gouarnius*. At
 « qua fide, Theologos audiamus (quos non audiri uellent
 « Adver-

Adversarii, quibus Gomaribus supplicat ferre amat) querelam rationem exponentes: "Non quod Supplicantes non agnoscant, inquisit, iudicium accusatorum in materia *delicti de morum* contra Ecclesiasticos de jure pertinere ad Episcopos; sed nemo est etiam qui non confiteatur, quod omnia illic debentur via iustitie, & forma procedendi ordinaria. Interim nimis saepe contingit, ut, quemadmodum exempla recentia multis committenda clare probant, Iudices Ecclesiastici dum de Potestatem auctoritatem brevis vident, facile viam iustitie pertruncant, si seque in possessione collocant privandi sui Dignitatem Ecclesiasticis suis manibus sua facti. Hae de causa S. Majestas tanquam iustitie prodecedit reservavit sibi cognitionem possessionis, ut impediatur ne qua violentia fiat subditi, neve fortissimo auctoritate operamur, ac sua facti e sua possessione turbentur. Agnoscat Gomaribus Theologorum querelam non esse, quod iudicium accusatorum in materia *delicti de morum* contra Ecclesiasticos remittatur ad Episcopos; sed quod contra violentiam & viam facti perterritio Regia ipsis per fraudes Adversariorum Regis Interdictio abutentium, denegetur.

Quod Gomaribus dicat, a Theologis Belgis Decreta Regia dici *Detratta horrenda*, falsum est. Dixit quidem qui Gallice composuit Librum sapientem Theologorum, ea Decreta esse *terribilia, des ardes terribles*, utpoteque merito terrorem incutientes Theologis Belgis, contra quos Adversarii Regem commoverant, eos apud ipsum per suum calumniam traducentes, velut de haereticis & aperta adversas Ecclesiam rebellionem committentes. Porro vox illa *terribilis* nihil habet a reverentia Regio nominis debita alienum. Immo vero sapientia a sacris Scripturis usurpatur, ut hominibus sanctum & cultum Regis Majestatem divinam timorem incutiant *Sauvons & terrible* nomen eius, inquit Psalmista. *Deus magnus & terribilis*. Deuter. 7. a. *Potens & terribilis*. Deut. 10. 17. *Quem terribilis sunt opera sua Dominus*. Psal. 65. *Terribilis in Confessio super filios hominum*. Ibid. vers. 5.

At Gomaribus, ut invidiam Adversarii conciliaret, quasi reverentiam de Regis mandata locum essent, semper Gallicam illam vocem vertit per *Detratta horrenda*, quod epithetum eius nonnisi in bonam partem accipitur, sapientiam tamen immane aliquid, truculentum ac trutinum significat: ita *crimen horrendum, monitum horrendum, cadem horrendum, Bellum horrendum* dicimus. Immo vox Gallica, *horrenda*, illi respondens, & quam usurpavit esse a Scriptore Gallo perferre ille vult, via ac ne via quidem in bono sensu accipitur. Quoties igitur voce illa *horrenda* utitur Gomaribus, ut Gallicam exprimat, toties immanem & horridam calumniam frui Theologia Belgis: minor aemulorum plurimus in paginis ad pag. 8. 9. 14. 31. 33. 36. & 37. semperque character Italico, ut magis conspicuum redderet Adversariorum, ut vult, materiam, sed suam potius, ut res est, calumniam libidinem.

§. III.

Forma servanda in casu Ecclesiastico juxta consuetudinem, Leges, & Privilegia Belgii, quam Theologi Belgae in suis causis servari possunt.

Triplex distinguenda est causa Ecclesiastica; mere dogmatica, priora & posteriora; videbimusque quoniam istum respectu sit iuxta competens, juxta legem, consuetudinem & Privilegia Belgii & M. C. subiecti.

Causa seu materia dogmatica est, in qua de solo dogmate five doctrina agitur, abstinendo ab omni facto seu personalitate; puta, an aliquis propositio sit haeretica, erronea, scandalosa, vel alio titulo reprobanda, aut in Scholis non sustinenda.

Hoc iudicium spectare ad Iudicem Ecclesiasticum, praecipue autem ad Sedem Apostolicam nemo dubitet. Neque hoc speciale est Belgio nostro, sed toti Orbi Catholico commune: omnique Catholicus libenter fatetur, definitionem dogmaticam ac fidei nostrae depositum, Ecclesiae episcopale Ministri, ac signanter Pontifici Romano, non aemul Regibus & Principibus seculi, a Christo erectum esse: nisi duxerit, ubi, quod illa definit, executioni mandare satagant: atque ita hoc consensit Belgus Theologus supra ostensum est.

Similiter in causa *petitoria* seu materia pure Ecclesiastica, Belgae Theologi non alium Iudicem pro competente agnoscunt, nisi Ecclesiasticum: neque possunt Ecclesiastici in petitorio nisi *causa Ecclesiastica*, ad Tribunal Laicum, etiam Regium evocari.

Causa autem in petitis dicitur *petitoria*, & quæstio super *petitorio*, si ipsum jus five titulus sit spiritualis: ut quæstio tractatur, semel controversatur; puta in materia Beneficentia, cum quis sit legitime & Canonicus electus; nam capax ferri vocis passiva; nam eligentes habuerint jus eligendi; an Patronus qui praesentant, aliudve simile quod ipsum jus de iure controversatur.

Utriusque, si quis impetatur de doctrina Haeretica aut alio crimine, ut impeditur, &c. & concludatur ad penam Canonice, erit causa *petitoria personalis*, eaque coram Iudice Ecclesiastico & Ordinario ipsius Clerici in hac causa competente tractanda erit.

Praxis Belgii deferent Iudici Ecclesiastico causas mere Ecclesiasticas, praeterim ubi & inter Ecclesiasticos agitur, conformis est juri communi, & omnibus passim Orbis Catholici Regionibus; sed illud speciale est Belgio cum aliis quibusdam Provinciis & Regibus, quod causas similes non coram quibusque Iudicibus Ecclesiasticis, alias de jure communi quoque competentibus, agitando sint, live quod Reus ad quoscunque Iudices alias de jure competente evocari non possit: ac duntaxat coram Iudicibus in *Partibus*, ut ajunt, id est, in *Provincia*, in qua Reus domicilium habet, si causa *personalis* sit, aut si *realis* sit, puta super Beneficio. Derisim, Jure Patronatus, &c. in qua Beneficia aliunde res Ecclesiastica, de quibus disputatur, sita fuerint.

Privilegium quippe Belgarum ac nominatim Brabantinorum est, eos extra Provinciam in iudicium super materia five Ecclesiastica five profana, trahi non posse, sed iudicari debere coram Iudicibus in *Provincia*, live in *Partibus*.

Hoc Belgarum Jus & Privilegium in antiquissimis harum Provinciarum Legum Tabulis, nec non Principum Edictis, etiam juramento in eorum inauguratione firmari solitis expressum, adeo notorium est, ut & exteri Scriptores passim illius meminerint.

Ludovicus Guicciardinus Italus in generali descriptione Belgii, ait: Pontifici "nullius omnino praetensionis vel correctionis praetextu quinquam hominem, five Ecclesiasticus sit, five Laicus, evocare potest extra Provinciam. Unde si quid forte occurrat, oportet ut mittat vel hic deponat Commissarios, qui de praesentia causa cognoscant."

Ejusdem Belgii pars meminit Renatus Choppinus lib. 2. de S. P. tit. 4. n. 8.

Agnovit quoque hoc Belgicum Jus Paulus V. & Sacra Congregatio Cardinalium Concilii Tridentini Interpretum anno 1613. Cum enim per Philippum Massium Archiepiscopum Alberti & Isabelae Abbatem, Sacra Congregationi episcopum esset, quod in Burgundia, Brabantia, Flandria, ac aliis Belgii partibus Dominio Alberti Archiepiscopi Austriae subiectis, inter alia Archiepiscoporum & Episcoporum Synodalia Statuta, ex immemorabilibus consuetudinibus, Concordatis & Privilegiis notioribus earundem Partium hocque in viridi renum & observatum sit; omnium Incolatum coram externis Iudicibus nullatenus evocabilius, causis praesentibus appellatibus, Iudicibus Synodalis *Partis* duntaxat committi, & nihilominus inter alias Nonnorum Apostolicorum Belgii facultates infernum afferre indultum, eas causas generaliter committendi, cognoscendi, quæstionumque per eundem Philippum iam per dictas Facultates Nuncios Apostolicos hic annexas possit dictis statuta & privilegia aliquatenus derogare censeri juxta cap. 10. sess. 24. de Reformatione. "Sacra Congregatio Cardinalium Concilii Tridentini Interpretum facto prius verbo cum SS. D. N. Paulo Papa V. Respondit, Sanctissimi D. & Patrum dicti Concilii intentionem non fuisse, nec esse, Statutis & Privilegiis & huiusmodi derogare: situm tamen, ac alias in quibusvis illis permanente dicti Capituli ad sess. 24. dispositionem. Romae 23. Junii 1614. Signatum Sac. Cardinalis Lancelotus de Rota Congregationis Praefectus."

Quam sollicitam fuerit, ne haec Belgici juris in minimo derogatum videretur, per Concilii Tridentini in his Provinciis promulgationem apparet ex notis

notis, quas ad capite Reformationis apponere Senatus Regii, ac notante Brabantini, hujus Privilegii per aliquos tenaciores & delinquentes zelatores.

Ad cap. 8. §. 13. quod decreverunt, ut cause Episcoporum, cum per crimina obiecta qualitate competeret debent, coram Pontifice Maximo referantur, ac per ipsum terminentur. « Speciem Brabantini obferantur, cum ratione subditis extra Patriam fore trahendos, quod dicitur advenit Indulto Summo Pontificum Leonis & Clementis, & Constitutionibus Sui Majestatis & Illustrissimorum ejus Prædecessorum, qui non sunt gravi & perniciosa causa id concesserunt. » Rursus ad c. 5. §. 12. « Quod statuitur de cognitione adhibenda in delictis, cum hac cautione accipiendum efficitur, ne subditi hac occasione extra Provinciam suas evocentur.

Indultum Leonis, cuius ad cap. 8. §. 13. fit mentio extra part. 1. Editi. Flandria Rubrica 4. datum anno 1515. quod conceditur ad preces Caroli V. quod nullus harum Provinciarum subditus, sive Laicus, sive Clericus Secularis vel Regularis in poena infamiae pro causis spiritualibus, civilibus aut mixtis citari vel conveniri extra Patriam possit.

Itaque de petitorio in materia Ecclesiastica agatur, juxta notorium Belgii ubi infundenda coram Judicibus ordinariis aut delegatis in Partibus, atque ad externa Tribunalia, etiam Romanæ Urbis, trahenda est causa; sed si ad Sedem Apost. pertinet, tunc devoluta sit per appellationem, debent dari Judices Synodales in Partibus, qui de causa, auctoritate delegata, cognoscant quod & notoria & quotidiana praxis docet.

Denique ubi de possessio sive possessione agitur, id est, ubi possessorem hunc quasi possessorem, pœa Beneficii, alienative juris spiritualis aut Ecclesiastici controversatur, vel in factis in possessione quis trahatur, juxta notoria Belgii ubi infundenda coram Judicibus ordinariis, sive prius coram Tribunali Regio & Concordata, cognito ad Regis Tribunalia spectat; quemadmodum §. 3. latius ostendit fuit.

Hanc notitiam Belgii consuetudinem & praxim tam quoad causas super petitorio, quam possessio, toties renovant Concilia Regia, quoties super provisione Pontificia Litteris Placeti auctoritas, expressè in istisem Litteris ordinantur, ut si occasione hujus provisionis questio incidat, ea infundenda sit in possessio coram Tribunali Regio; in petitorio autem coram Judice Ecclesiastico ordinario in Partibus residentem; aut Delegatis similiter in Partibus, conformiter ad Editum Philippi Archiducis die 30. Maii 1497. quod mandatur Litteris Placeti eam clausulam inseri. Estat integrum Editum part. 1. Editi. Flandria Rubrica 8.

Quin & ista notitia Belgii praxis in Concordata, nec non Curiarum Ordinationibus expressè est, quod interdictum possessio coram Tribunali Regio suspendatur petitorio, sive petitorium coram Jure Ecclesiastico intentari non possit, nisi possessorem inchoatum coram Judice Regio fuerit pœse evocatum, uti habent Concordata Curia Brabantie sic 4. art. 1. Item Ordinationes Brabantie art. 4. 5. & Ordinationes Parliamenti Mechinensis tit. De Complaintes & autres matières possessio art. 10. Item Ordinationes Curia Heemonst. art. 41. & 42.

Uti ergo compendio totum comprehendam; Theologi Belgæ juxta leges, consuetudines & Privilegia Patrie iudicari possunt, petunt primo, ut dogmata sive questiones doctrinales inter ipsos controversæ deferantur ad Sedem Apostolicam, (quemadmodum & S. M. C. datis litteris 30. Decembris 1697. omnibus mandavit) atque hujus Sedis iudicium & desinit cum pœsa subordinatione spectetur; nullique interim iudicium Sedis Apost. liceat preventivo aut usurpando, alienam opinionem vobis damnari aut censurari, damnum aut censuram audiat, nec serio omnibus Theologis injungit Innocentius XI. in Decreto, quo 65. Propositiones laxioris moralis damnantur.

Secundo petunt, ut in petitorio, aut actione mere petitiua seu motum seu doctrinæ, non judicentur de iudicari jubeantur, nisi coram Judicibus suis Ordinariis, sive Delegatis in partibus; idque juxta formam & system in his Tribunalibus servari solentem,

id est, servato juris ordine, secundum leges & consuetudines Belgii.

Tertio, si super possessio ipsa questio moveatur, seu turbetur quocunque petitorio in sua possessione, aut quasi possessione, priusquam in ipso petitorio legitime & servato juris ordine audiri & condemnari liceat, licet eis contra violentiam facti, siveurbationem possessionis, juxta iustitiam & notorium Belgii ulum preteritionem Regiam, sive mantentiam in Senatu Regio petere; & causam possessionis ibidem tanquam coram legitimo Judice introducere, & servato juris ordine prosequi, omni intentu super petitorio questione silere.

Hæc eorum possessio consensum est, non tantum juri naturali ac Divino, nec non Principum nostrorum solenni promissio; quo sanctè promittunt, se non passuros, ut subditi fuisset formam juris traherent, sed etiam Sanctissimi D.N. Innocentii XII. Brevis ad Episcopos Belgii die 6. Feb. 1694. & Litteris Regis die 20. Decembris, 1697. quibus Brevis hujus executionem precipi; quo nimirum posside neminem a motus Ecclesiastici excludi posse, nisi servato juris ordine eam penam commensurè probatum fuerit.

Sic enim in Brevis serio mandat Episcopis: *Nr. alla ragione qualunque vaga illa accusazione, & perisdio non ve se sensim traduci aut mancipari fanno, nisi prius LEGITIME esse suspectum confiteri aliquam ex his propositionibus ducisse, aut tenuisse; nec quem sub hoc pretestu repelli ab officio, munus, Beneficio, gradibus ac censuris habundis vel alia quocunque privilegio Ecclesiastico permittit, nisi SERVATO JURIS ORDINE, eam penam, que vobis aliquem Catholicis gravissima est, commensurè probatum fuerit.*

Es laus si permittitur, quod Theologi sub vaga accusatione Janfenismi, novissimi, alteriusve erroris aut defectus adinuat possessorem, itaque via possessio occultatur, priusquam servato juris ordine de Janfenismo, &c. convicti sint, jam reipsa contra intentionem Pontificis & Regis, a motus & Beneficia Ecclesiastica vaga illa accusatione exclusos iri, priusquam servato juris ordine, eam penam eis commensurè probatum sit, tamen petitorium ipsi apertum maneret, paragrapho sequenti ostendimus.

§. 1V.

Theologi meritis consequuntur, sibi etiam iustitiam negari, dum via possessio ipsi occultatur.

PER totum sui Certaminis discursum accusa Gouvarius Theologos Belgas, quod querantur sibi adiutum ad Concilia Regia, ac signant Concilium Brabantie occidit. Verum diceret Gouvarius, si non adderet, Theologos idem conquiri, quod in materia morum & doctrinæ ad hoc Tribunal ist aditus negatur; quod sine injuria de calumnia ist affinis nequit. Nimis enim notum est, quod Concilium illud hujus materia iudicem non expectaret; sed unico petitorio sibi adiutum apertis ad Tribunalia Regia in mera possessio, idque juxta notoria Belgii consuetudinem, patriæ leges.

Sciunt enim, hæc aditu oculo, reipsa omnem eis viam iustitiæ sequi occultantur; sequæ Adversariorum de potentiorum violentiis esse palam expostos, & omni defensionis remedio tripla destitutos; atque idcirco se insulare, ne Regii Senatus protectio & adiutus juxta patrias Leges sibi claudatur.

Ipsos in altero eorum Libello faplice Omissionibus Brabantie oblatos consequentes audiamus pag. 86. Postquam dolentes narratur Adversariorum artibus & calumniis via possessio occultata, non aliam Ecclesiasticam viam sperare, nisi petitorio coram Judice Ecclesiastico, scilicet ad Ordinem Brabantie conventientia dicunt. « Scitis vero, Illustrissimi Domini, quot incommodis hæc via obnoxia sit: dura enim vero iustitiam, cogi ad videndum res suas, confusionem sumam, & ut dicunt, fortunam suam committamini homini, qui agit nomine & ex mandatis, & dependet a Superiore pœse praeoccupato vel male disposito. Præterea priusquam miser litigante obtineat iustitiam sententia conformem, jam sumptibus rabsuissis

est, timetque non immerito, ne prius viæ suæ, quam liti finem accipiat. Ita accidit, ut idoneus Ecclesiasticus, bene meritis, prius a possessione sui Officii, non Beneficii alteriusve muneris deturbatus, dum a Concilio manutentendi non poterit, per vitam omnem eo privatus maneat, eoqueque juven- tione tota in studiis de labore, dependat se absque bonis, absque munere, absque sustentatione, absque auxilio, videatque cum horrore propterantem ad se magnis passibus fenechum, nec habeat quo illius incommoda de necessitate sustineat.

Sciunt non hi duntaxat Theologi Belgæ, sed universi qui sunt in Belgio Episcopi, Prælati, Capitula, vel Ecclesiastici, quot incommodis sit obnoxia via petitorii coram Judice Ecclesiastico: sciunt quod citius finem viæ, quam finem controversiæ ordinari sperare possint, qui hanc viam ingredi coguntur.

Nomine ipsorum Episcoporum, Prælati, & quotquot sunt Ecclesiastici sive Seculares sive Regulares, quotidie suo exemplo ostendunt, & palam manifestant de probis, dum in suis controversiis super Beneficiis, Decimis, Jure patronatus, aliisque quibuscunque causis Ecclesiasticis ad Concilia Regia titulo *possessorii* recutunt, prætermisso petitorio coram Judice Ecclesiastico: Revolvat D. Govartius Regella Curiarum Ecclesiasticarum Belgarum, & videat, quot ex cunctis controversiis super Beneficiis, Cathedralis, aliisque similibus materiis Ecclesiasticis, etiam inter Ecclesiasticos, a seculo motis & agitari, coram Ecclesiastico agitata fuerint.

Scit indubie D. Govartius, absohuto de evocata *possessorie* coram Tribunali Regio, superesse victo petitorio coram Judice Ecclesiastico. Dicat suum D. Govartius, quousque petitorium coram Judice Ecclesiastico intoret, postquam in possessorio succubuit.

Revolvatur rursus D. Govartius Acta Curiarum Ecclesiasticarum, & nobis referre dignetur, quot, inquisitione facta, reperitis ex causis coram Concilio Regio in *possessorio* terminari, fuisse in petitorio renovari coram Judice Ecclesiastico. Fallor si non sit factus pene numerus sine numero.

At qui horum ratio? An forsitan quod de Ecclesiastica desit animus & affectus erga Beneficia, præsertim optima, aliave munia aut res Ecclesiasticas, quæ notabile emolumentum secum trahunt, ut propterea amisso possessorio, ulterius petitorio aggressi voluit? Credo nec D. Govartius esse persuasum: imo nimis quippe, probi doctori oculi est plurimum Ecclesiasticorum aviditas, & ad litigandum præstus, ubi vel minima ad Beneficia aliave Ecclesiastica, præsertim majores officia, perveniendi spes adsulget.

Vera ergo ratio, quam nec D. Govartius inficiabitur, est, quod Ecclesiastici omnibus passim peritusum sit, amisso possessorio, omnem petiendi ad Beneficia, aliave munia Ecclesiastica, a quorum possessione per sententiam Senatus Regii exclusi sunt, sperem omnem quodammodo esse ademptam; tamen si fiant sibi petitorium superesse, illudque postea coram Judice Ecclesiastico intendant: non ignorantes quantis expensis lo annos plurimos, ito sepius vitæ tempus vitæ, coram Judice Ecclesiastico litigandum fore, priusquam petitorium plene & ordine juris servato, esset terminatum, & ipsius effecta quædere possent, contra eum qui in *possessorio* obstituit.

Et quis, ubi *possessorium* perdidit, non erudit causam plane se amittit, etiam si non ignoret sibi petitorium superesse; & ex adverso plenam victoriam sibi non applaudit, qui plenum *possessorium* adeptus est; licet sciat, liberum esse Adversario suo petitorium intetare.

Si igitur passim omnes quotquot sunt in Belgio Ecclesiastici credant, sibi omnem ad munia Ecclesiastica viam præclusam, ubi possessorium ipsi adeptum est, licet petitorium coram Judice Ecclesiastico ipsi liberum adhuc maneant; quidam Theologi Belgæ merito queruntur, de via *falli* a munitis Ecclesiasticis exclusi, dum a possessorio, nullo juris ordine servato, secluduntur.

Quidam merito conqueruntur, nec Breve Apostolicum, nec mandata Regia pro hujus Brevis executio-

ne emanata servari, quæ veram quæquam vagæ aculatione Jansenismi a munitis excludi, nisi servato juris ordine probatum sit, cum hanc potestatem contemnerit, dum via *falli* *possessorie* eis occlusa, scripta a munitis Ecclesiasticis *via falli*, nullo juris ordine servato, secluduntur.

Neque id ignorant totum Theologorum Adversarii, qui propterea tanto studio, totque artibus & falsis informationibus conantur impedire, quo minus hi Theologi in possessorio audiantur; fecerunt de ipsorum exclusione, & de suorum victoria, quando *possessorium* his Theologis oculum tenere possunt; parum assit de petitorio a Theologis his coram Judice Ecclesiastico intetant; quod vel vix cum viis illorum solentur sciant.

CAPUT III.

An Theologi recte accusentur de violata Jurisdictione Ecclesiastica in Causis Criminalibus?

§. I.

Falso accusantur Theologi Belgæ, quod in Criminalibus declinent Tribunal Ecclesiasticum.

CERTAMEN se habuerit pro immanitate Sacerdotum Belgii in causis personarum præcipue criminalibus, proficitur D. Govartius in ipso in Certaminis titulo.

Unde de pag. 57. accusat Theologos Belgas, quod a *Profectu seculari* etque inferiori & subalterna possint, ut rebus, personis, doctrinis, moribusque Ecclesiasticorum se immisceant, non ut eorum Protectores, sed ut *Judices*, ut omnem disciplinam, omnemque jurisdictionem Ecclesiasticam civilem & criminalem adimant Episcopis, veris illarum dominiis & proprietariis.

Si ergo fides Govartio, possint Theologi Belgæ, ut & in civibus, etiam quæ materiæ doctrinæ & morum tangunt, & criminalibus habeant sibi *potestatem secularem*, non Protestantem duntaxat, sed *Judicem*, & omnesque etiam contra eos collatis, ut jurisdictione civilis & criminalis in Ecclesiasticis Episcopis adimatur, & in potestatem secularem transeat.

Quam temere se nullo plane fundamento, ne quid durius dicam, id afferunt Govartius, quod jurisdictionem civilem in materiâ doctrinæ & morum, ex his quæ et. hujus Dissertationis dicta sunt, intelligi possit. Nunc examinandum, an majori cum fundamento trandatur jurisdictionis criminalis in Potestatem Seclarem hos Theologos reos faciat.

Nam forsitan Theologi Belgæ aliquando coram Episcopis eorumque Officialibus criminaliter in materiâ doctrinæ aut morum, ad requisitionem Promotorum citati fuerit? An citati Tribunal hominum declinaverint tanquam incompetentes, ad Potestatem laicam refugerint?

Si materiâ doctrinæ attendamus, nante quædam ac notoria horum Theologorum audire quærit, quod continuo per suos Adversarios elametur, totum Belgium fœdere Jansenismi, Rigorismi & Novatoris, hominibusque heretici pravitæ, & doctrinæ erroneæ & perniciosæ infectis; & tamen æmo per hoc annos, quibus hæc sparguntur, *super mala doctrina legitime* hæreticis citatis, licet Adversarii ipsorum, nec animus desit, nec auctoritas, nec potestas, si eos reos esse probare possent.

Nonne notum est toti Belgio, ut nec Govartium habere possit, hos Theologos per suum in Urbe deputatum Doctorem Hennebellum, & orificæ Doctorem Defensorium Adversariorum Mandatarum, ut vel omnem de Jansenismo legime convictum non saltem legitime citatum, eorum Sede Apostolica procederet? Nec unquam Defensorium quævisvis iterato, & sepius interpellatum id præbare potuisse? An non vel hoc argumentum publice videntur hi Theologi, ut Jansenismum sustineant esse in Belgio *merum phenax*.

ma, quo hominibus illudatur, & Potestatibus imponitur?

An non huc moverunt SS. D. Innocentium XII. ut in secundo suo *Brevi* ad Episcopos Belgii dato ad. Novembri 1696. noluerit simpliciter nec voce *sanctissimae*, sed addito epitheto *praeferenti*, ut ita abstraheret, an terveta *sanctissima* darentur an solum esse *praeferentem*?

Prodeat igitur D. Govartius Theologorum Belgam vel unum in materia *doctrina* citatum *criminalliter* coram Iudice Ecclesiastico.

Dein ostendat, cum hoc Tribunal tanquam in hac materia *incompetens* declinasse, & ad Potestatem *Secularem* ut Iudicem hujus actionis *criminalis* convulsisse. Si ostendat, hunc cum Govartio *violata* Immunitatis Ecclesiasticae regem esse dicuntur; atque contra similes Curiam pro Immunitate Sacerdotum in causis *criminalibus* laudabimus. Sed si producere nequeat, patitur, ut ipsum de temeraria accusatione eum habeamus.

Sed forsitan in materia morum, suisque excessibus, jurisdictionem *criminalem*, ac censuram Episcoporum declinasse, & ad Potestatem *Secularem*, hoc immunitatis, consensu Theologi Belgae, atque in hoc saltem ipsam *Jurisdictionem Ecclesiasticam* *criminalem* adimunt Episcopi, ut loquitur Govartius.

Sed quia in Belgio ignorat, Theologos Belgae, quos *praeferunt* *sanctissimae* vocant, vel eo titulo appellari hoc nomen, quod severiorem ac tiorum *Moralium*, & vix rationem praferant; atque ab excessibus, qui iudicio *criminali* occasione dare possent, per alii Ecclesiastici sint exempti?

Quis in rebus hisce adeo hostes, ne nesciat, vel eo passim pharmaco maculam *sanctissimae* jam constata elui, quod liberiores, & Ecclesiastici minus convenientem vivendi rationem quia assumat; nec ab illis sollicite caveat, quae Episcoporum & Officialium censuras metiri possent, & in qua Promotores ex Officio iure invigilarent.

An non Theologi Belgae sunt, qui in altero suo Libello Ordinibus Brabantiae oblato pag. 90. a se querebant, se per Episcopum Pastorem Illustrissimi D. Archi-Episcopi de multisque excessibus publice proferendi: *utque (quod satis reperti non possent) nulla ipsorum nequam sequimine de erroribus aut abusus, qui in ea Episcopi ipsi adscribuntur, convellit*, uti ipsi loquuntur?

Nonne ipsi pag. 191. ut suam innocentiam probent, omni legitime Iudici se fidere paratos offerunt: "Et qui (Theologi Belgae) licet omni humano auxilio (loquuntur) destituti, sperantes se ut *comparent* eorum omni Iudice legitime, ut illic se condemnari, & rigore omni puniri vident, si rei deprehendantur."

Theologi qui super excessibus sua offerunt comparere coram omni Iudice legitime, eximissime se iuxta Govartium a jurisdictione *criminali* Episcoporum?

Forsitan replicabit Govartius, aliud verbum profertur, & aliud factis exhibent. Id sane Govartio probandum esset, & strenuus fides adhibenda his Theologis, qui de restrictione moralis, similibusque mendaciorum palliamentis minus sunt suspecti, donec Govartius probaverit. Theologos hos aliud verba, aliud factis profiteri. Proferat Govartius Theologos Belgae, quos vulgo *praeferunt* *sanctissimae*, dicimus, qui super excessibus suis in moribus *criminaliter* fuerit ad instantiam Promotorum citati coram Curia Episcopali. Ostendat dein Govartius, quod citati Curiam hanc tanquam *incompetentem* in hac materia declinasse, & ad Potestatem *secularem*, ut Iudicem competentem convulsant. Nisi haec promittere & probaverit Govartius, finat, ut hos tanquam *honeste* loquentes, & ipsam tanquam temerarie nimis, & precipitantes accusationem repudiamus.

Hallucinatione Govartii circa cumulationem, & sensum iudicii promotorii & criminalis.

Tamen totus Certaminis Govartii contentus sit admodum confusus, & nescio quibus paucis involutus, imo quasi ad intricandam & obscurandam materiam totos compositus videatur, nihil equidem obscurius & intricatius, quam discursus ipius pag. 46. & 47. de cumulatione iudicii promotorii & criminalis, ut vix capere poterim, quod toto hoc discursu probare contendat, aut quo ejus discursus credat.

Sane aliud evincere non potui quam omnia eo collimare, ut evincat, iudicium *criminali* per Promotorem Curiae Ecclesiasticae infundum, impediri non posse titulo promotorii, aut *manutentionis* in Consilio Regio obtineat, aut obtineat: hoc autem si probare intenderit Govartius, labori parceret potius, Adversariusque sibi fingit. Qui enim id ei negavit? Sicut nec quicquam negat, Beneficiario *criminaliter* etiam ad privationem Beneficii per Promotorem convenire, fas non esse ad transmutationem occurrere eo solo titulo, quia a Procuratore criminaliter adversus ipsum ad privationem Beneficii coram Iudice Ecclesiastico concluditur: & si *manutentionis* a Senatu Regio eo titulo petat, tam illi denegandum nemo negat. Sed quid, si promotorio servato jure ordine condemnatus esset, *via facti* in possessione sui Beneficii turbaretur? Tunc sane non ob *criminali* adversus se intentatum iudicium, sed ob libram violentiam, ac *via facti* turbatum, possessionem ad Regiam Tribunal pro *manutentionis* recurre potest. Itaque ut exemplo involutum Govartii discursum paucis exponam.

Dico, si Pastor aliquis ex excessum in *moribus*, vel *malam doctrinam* conveniat *criminaliter* coram suo legitime Iudice Ecclesiastico; quandoque Promotor iuxta formam juris, ac servato juris ordine, adversus illum legitime procedit, nulla poterit esse questio *manutentionis* aut promotorii: nec enim Pastores hic *via facti* in sua possessione turbantur, uti supponitur, sed iudicialiter & *via juris* contra illum in petitorio procedunt, nullaque violentia ei infertur, sed omnia secundum formam juris procedunt.

Et quomodo pendente hoc *criminali* iudicio posset esse locus *manutentionis*, quandoquidem eo durante possessio integra ei manet, quousque servato juris ordine iudicatum fuerit in petitorio, ipsum penam privationis Beneficii commutasse: quod petitorium licet & iuxta formam juris aboleretur, absorberet ipsum promotorium, nec post illud ulterius *manutentionis* locus esse posset. Huc D. Govartius nemo Jurisconsultorum negabit, ipsique Theologi Belgae citro concedent.

At ponamus, Pastorem accusatum suo suspectum de excessibus in moribus, aut de *malis doctrinis*, pendente accusatione aut iudicio durante *criminali*, *via facti* in sui Pastoris possessionem turbati, ut ab ea deiciat, *manutentionis* locus erit, caque a Senatu Regio concedatur; non, ut supra dictum est, quia criminaliter adversus ipsum agitur; sed quia in sua possessione & jure suo *via facti* turbatur, priusquam servato juris ordine probatum & iudicatum sit ipsum eam penam commutasse.

Peter Govartius: "Quis huiusmodi *manutentionis* sit sacerdotis effectus; vel enim (ait pag. 48.) illa "durante processu Iudex Laicus Promotori causa" inchoatam processum coram Ecclesiastico, qui tandem convictum Pastorem condemnando cum Beneficio & cura privabit: si acquiescat Iudex Secularis, *manutentionis* erit sine operatione ulla: si vero Iudex Secularis se sententiae opposuerit executionem non ejus impedit, nihil iniquum."

An haec ratiocinatio digna sit Consilio Ecclesiastico Magni Concilii Mechliniensis? an hujusmodi sensus tam ac splendori per huiusmodi scissillationes nihil detrahatur, aliis iudicem? Interim dicimus Govartio, per huiusmodi *manutentionis* nequaquam sibi iudicium

judicium criminale, potestque Promotorem eorum inchoatam servato juris ordine usque ad finem persequi; neque ei obstatum manutentionis, modo iudicio criminali adhuc pendente & condemnatione necdum plene secuta, ipsum manutentionem in sua possessione via facti non subest; imo poterit condemnatus suo Beneficio & cura privari, non obstante sua manutentione, aut etiam pleno possessore a Senatu Regio ei adjudicari; quia sententia lata in peioriori elidit possessionem, ut necessarium est.

At quam inopem, quod asserit Govartius, quod eo casu manutentionis erit sine effecta. An ergo credit Govartius, manutentionem esse sine effecta, quae secularium de crimine aut mala doctrina tetinet in possessione Beneficii de cura, donec in plene petitione, servato juris ordine de crimine aut mala doctrina sententia plene convictus, & legitime condemnatus?

Quam gaudent Theologi Belge, si vel hoc manutentionis effectum potiri possint; ut saltem in possessione eorum iurium & officiorum manutententur, quousque servato juris ordine eorum legitime iudice Ecclesiastico convicti & condemnati essent, se penam privationis non exclusionis commensurasse! Nequaquam sane progressum iudicii criminalis adversum se, nec sententiam condemnationis executionem, si rei inventumque impedire violentiam vi suae manutentionis, qua duntaxat adversus violentiam via facti se tueri velle palam omnia profiterentur.

Si Doctor Huygens hoc effectum manutentionis gaudere possidet, nunc per duodecim & amplius annos loco Facultatis studere Theologiae, ad quem legitime electus est, gravitus esset, nec multum terretrur, via juris & servato juris ordine ob malam doctrinam excludi, qui tamen ob praesentiam sibi viam manutentionis frustratus manet jure sibi ad dictum locum competente; tamen non semel apud supremam Potestatem insisteret, ut in iudicio audiri posset, ubique aperiretur quid vel in doctrina, aut moribus suis displiceret, quod et via iustitiae, quae nec selectissimo negaret, occultatur; atque ita inauditus via facti jure suo privatus maneat.

Scimus quam grata fuerit Theologis Apostolica a Privato Regis Concilio data ad Libellum Doctoris Merrin (quae supra cap. 1. §. 4. integra relata est) ad obtinendam exclusionem eorum Theologorum à Gradu Doctorali, licet eidem hac clausula esset inserta: *Declaramus (Sua Majestas) Gradum Doctoralem quem petentium Licentibus Perforant & Clausi, non impediamus quominus privari possint prerogativis iurium, quae Gradus Doctorali illis tribuit, si ita debeat per suam Sanctitatem vel alios, quibus materia dogmatica cognoscitur, juxta dictum Breve (scilicet de 6. Februarii 1694.) & Sua Majestatis Decretum.*

Hac clausula repleta totum continet, quod de effectu manutentionis dictum est; hanc nimirum impedire, ne via facti quis jure suo, puta suscipiendi Gradum Doctoralem, excludatur; ut nequaquam obstat, quominus a minoribus Ecclesiasticis excludatur, siquidem, juris ordini servato, juxta Breve Apostolicum eam penam commensurasse probatum fuerit.

§. III.

An Theologi Belge evertant iudicium criminale praesentis possessionis suae sive; aut ex Legi Dissimulati recurrende ad Tribunalia Regia?

Govartius ut Certamen suum verosimilius ostendat, nec contra umbras certare videtur, quorundam, nescio quorum, Praedicatorum sustentum, adducit, quod omnis Sacerdotum Immunitas in criminalibus, juxta Govartium, evertitur & conculcatur.

Novimus (ait pag. 48.) responsum sustentum, quod Praedictorum quorundam dicerentur: Sacerdotibus Beneficiis criminaliter accusatis conventus manutentionem concedi per Laicos, non ita pro custodia possessionis Beneficialis, quam sive ipsorum: & cura & Praedictis hinc inquirimus, *Vide Epist. Pars VI.*

nam praeterquam sinitus Iudex Laicus fiat Iudex competentis & quidem ante Ecclesiasticum, causae istius. modi criminalis? Respondet eoque Laicum Jo. dicem fieri, ut praeveniat etiam Ecclesiasticum, saltem cognoscit summariis & pro interesse civili Beneficiarii, utrum facinorosi obiecta minus aut magis verosimilia sint, et possessionem ei adjudicet, aut auferat; secundum quod apparet verosimiliter.

Sed dicat, quaeso, Govartius, qui sunt hi Praedicti, Jurisconsulti, an Theologi?

Si Jurisconsultos intelligat, proferat Govartius vel unum in Belgio praedictum qui hac praxi usus fuerit, aut eam scriptis probavit.

Ad Praedictum Fagnanum non remittit Govartius, ut hoc praedictorum sustentum reprobarum videamus: sed nonne ipse Fagnanus, etiam Govartio sustente, intercepti esset, non esse hactenus audiam quod Jurisconsultus, ut in hac materia (criminali) aliquemvis possessionem?

Nisi ergo nobis indicaverit Govartius Jurisconsultos praedictos, qui hoc sustentum ipsi sunt, patitur & sustentum hoc annumerari illis, quae ad colorandum Certamen adveniens se confecta sunt.

Dicit forsitan Govartius, praedictos hoc esse Theologos Belgas; quod hi praemissum ligandi, & causas omnes Ecclesiasticas jurisdictionis trahendi ad Tribunalia Laica melius avertunt.

Profecto, si Govartius Theologos hujusmodi praedictos deligat, eoque hujusmodi sustentum de arte usus esse, ut causam criminalem contra ipsos intentatam a foro Ecclesiastico ad forum Laicum avocaret, patitur credendum, hi Theologos non secus ac ipsos Jurisconsultos praedictos confectos a Govartio fuisse, ut Certamen iustitiae aliqua inspeciem saltem apparet; & Theologos Belgas Ecclesiasticae Immunitatis violatores esse publico persuaderet.

Sed nonne ipse Fagnanus hoc sustentum reprobat, multisque argumentis sibihi probat adversus Theologos eo utentes, ut penitus nequaquam a Govartio fingi hi Theologi videantur? Verum et, Fagnanum ad Cap. NE INNITARIIS M. De Confess. agere contra nonnullos Theologos, hoc sibihi sustentum abutentes.

Sed an hocian contra Theologos Belgas vulgo praeterea sustinentur, hoc sustentum reprobat Fagnanus? Nequaquam: sed contra Probabilistam, atque nonnullos Caluistas, laxatorem Patronos, & totius Moralis Evangelicae corruptores, quibus ita Theologi Belgae bellum indiximus & indicere pergunt, ut hoc praecipue titulo, invidiosissime nomine Janfrensi traducuntur, quod nec Govartium laesum.

Probabilistae igitur sunt, qui, teste Fagnano, abutuntur hoc sustentum, non autem Theologi Belgae. Illi, inquam, sunt qui hoc sustentum utuntur, ut suum Probabilismum, (cui tam strenue se opposuit Fagnanus) stabiliant. Hi sunt qui possessionem non tantum valere in materia civilis, & foro iudiciali; sed & in materia virtutum moralium, & foro conscientiae sustinent; eoque tenio hominem in foro conscientiae esse manutendum in possessione suae libertatis contra Deum & legem, aliter sudent.

Audiamus ipsum Fagnanum loco citato, ubi possumus multis Canonibus probavit hanc Regulam: *In dubio partem tueriorem in foro conscientiae esse eligendam*, dicit num. 172. quod plures Theologi ex recentioribus hanc Regulam Canonum multatim conenerunt evertere; additque num. 173. quod praecipue moveri hoc fundamentum: *Quia cum quilibet sit in possessione suae libertatis & sive, in dubio non debet spoliari se se hac possessione iudicando de culpabilitate, nec vero aliquis obligationem innodare, cum secundum Regulam juris, in pari causa melior sit conditio possidentis: quam Regulam habere locum non solum in materia iustitiae, sed etiam in materia aliarum virtutum, & in foro animae, prout idem Sanchez ubi supra (in Decalogo ra. 1. lib. 1. cap. 10.) Sui aut de Religiosis parte lib. 4. De Foro cap. 5. nu. 7. Henriques in Summa lib. 2. cap. 3. in Glossa lit. P. & alii multi.*

Hocae credit Govartius esse e numero Theologorum Belgarum, ita praeterea sustinentur Janfrensi; aut

5. *Catherine, & adhaerentium ipsius*, qua non tantum Pastor S. Catharinae, sed et aliquotus e Theologia Belgica de variis enormissimis excessibus notatur; atque tandem concluditur: "Nunc sua Majestas de suis considerandum relinquere, quid ad ejusmodi Presbyteria expectandum sit, quem reverentiae & obedientiae erga supremos suos Principes sensum inspirantibus suis subditis, quibus tam perniciose praebent seditionis & rebellionis exempla: sit Lutherus, Calvinus & primi illorum Sectatores compellendi iussu initio, Europa adhuc tota Catholica foret, nec tunc in Statu vixissent mutationes, nec tot Provinciae a legibus suo Principi separatae.

10. Deductionem hanc e Gallico Latine verbatim exhibebit quoque Theologus in dicta appendice pag. 7. & ut de ista quaestione certius & securus iudicari queat; eam Gallice, ut Regi exhibita fuit, ad calcem hujus Libelli adjiciam.

Postquam Theologi in hac *Deductione* nominati, copiam istiusmodi sunt, resulerunt, Libellum offerendum Regi, quo ab impetu extortissus sit iustificatus, postulantes famam suam per hanc *Deductionem* non mediocriter laesam, restitui, Libellus hic e Gallico Latine verbatim extat sumptus in citata appendice sub num. 8. & eum similiter Gallice, uti oblatum fuit, ad calcem hic adjiciam.

In hoc Libello variis argumentis asserere conatur Theologi suam innocentiam adversus objecta D. Archiepiscopi; ac tum concludendo supplicare humilissime Suae Majestati, "ut declarata non graveur, dictas denunciations, accusationes & terminos injuriosos, quae D. Archiepiscopo Mechliniensis ascriptae & proferuntur, tum in dicto suo Libello, tum in *Deductione* quae Libello jungitur, esse abusive, fictas, & veritati contrarias; ac proinde mandate dignetur, ut dictus Libellus & *Deductio* lacereur, aut saltem dictae injuriae, accusationes, & termini injuriosi deleantur; & expungantur ex ratione, qua Majestas Vestra expedire indicaverit, vel aliter, cum expensis & damnis. Quod faciendum, &c.

Libellus hic Concilio Privato oblatum per apostillam ejusdem Concilii communicatus fuit D. Archiepiscopo, qui licet iterato interpellatus, non respondit; unde tandem hoc Decretum Sessionis secretum est: "Sua Majestas decernens Sessionem interuentam per apostillam de undecima Martii praeteritae, admittit supplicantes ad probandum facta per ipsos allegata, porta ad hoc prius citata.

Quis casus hic sit sincere exposuit, nec Govartius, ut credo, negabit. Discutendum non foret, an ratione oblationis hujus Libelli, Theologi Belgae Immunitatis Ecclesiasticae violatae rei sint tanquam "qui coram Judicibus Secularibus lites instituunt, atque criminales & difformitates, non tantum contra Clericos, sed ipsos suos Praelatos & Episcopos, "uti vult Govartius.

§. VI.

An in casu praepositi Theologi Belgae actionem criminalem injuriosam contra D. Archiepiscopum Mechliniensem?

Pro clarioris hujus quaestiones resolutione sciendum, quod ex omnium Juris-Consultorum sententia, "judicium dicatur criminale, quo agitur ad publicam vindictam, sive sit ex delicto imponenda poena corporalis ad commodum publicum, sive sit imponenda poena pecuniaria, quae venit applicanda Fisco, "judicium vero dicatur Civile: "Quando agitur ad commodum privatum, sive causa descendat ex delicto sive ex contractu. "Ita ex omnium passim recepta opinione tradit Julius Clarus in Practica Criminali §. finali libri quinti ca. 1.

Ultimus indubitanus est, actione injuriarum agi posse criminaliter & civiliter, quemadmodum expressum est a Justiniano lib. 4. *Ad legem tit. 4. §. 10.* ubi dicit: "In iuribus sciendum est, de omni injuria cum qui passus est, posse vel Criminaliter agere vel Civiliter. "Idipsum indicatur in *L. An Cod. De Actionibus Pars VI.*

juris, ipsamque injuriam delictum privatis delictis ibidem annumeratur.

Si jus commune attendamus, per actionem Civilem, Actioe postulat, ut Reus in tantam summam condemnatur sibi applicandam, quanti ipse injuriam aestimat, quod Justinianus significat verbis rebus immediate subjunctis: "Et siquidem Civiliter agitur meditatione facta, secundum quod dictum est, poena Rei imponitur.

At moribus modernis, actionem injuriarum Civilem plerumque infestam ad reputationem fame & honoris, quae convitiis & exprobrationibus, & imputationibus animinum laesantur, notum est.

Cum autem conclusio sive actio ad reputationem honoris & fame tendat unice ad commodum privatum, nequaquam vult ad vindictam publicam, etiam actio hac non Criminalis, sed mere Civilis est ex omnium sententia.

Hec, quae nemo, qui vel in limine Jurisprudentiam salutavit, ignorat; atque apud omnes Juris-Consultos in consensu sunt, si attendere voluerit Govartius, nunquam ut credo, accusabit Theologos Belgas, quod Justinianum D. Archiepiscopo Mechliniensem Criminaliter coram Judicibus Secularibus convinxerint, aut actiones Criminales contra Episcopos eorum iidem Judicibus instituerint.

Legatur et triquetur conclusio, imo & Libellus integer ab istis Theologis Concilio Privato adversus Libellum & *Deductionem* D. Archiepiscopi oblatum, nihil omnino reperietur, quod vel in speciem Criminale Judicium, aut vindictam publicam lapiat; sed & conclusio, totumque Libellus nunc estimat ad reputationem fame, quam per dictum Libellum & *Deductionem* ei junctam, & Regi exhibitam, enormiter laesam conquirentur Theologi; quod totum ad Judicium Civile pertinere non negabit Govartius.

Sed replicabit Govartius, Theologi hinc Libello suo supplicante, ut *Deductio* deconcentrationis istius lacereur, & Archiepiscopo injuriosae revocet, palinodium canat, uti ipse loquitur pag. 24.

Verum est, Theologos supplicare Regi ut declarare non graveur, dictas denunciations, accusationes & terminos injuriosos, quae D. Archiepiscopo Mechliniensis allegatae & proferuntur in dicto suo Libello, tum *Deductione*, quae Libello jungitur, esse abusive, fictas & veritati contrarias, ac proinde mandate dignetur, ut dictus Libellus & *Deductio* lacereur; sed quae haec tendunt concluduntque? Nonne nunc ad reputationem fame propria, quam injuria & graviter laesam petendunt? Uode, quod necandum, & Govartius dissimulavit, non simpliciter Libellum & *Deductionem* lacereur supplicanti; sed addunt: "Aut saltem dictae injuriae, accusationes, & termini injuriosi si deleantur; & expungantur ex ratione, qua Majestas Vestra expedire indicaverit, vel aliter. Nonne haec clausula patet declarant, se non nisi ad reputationem fame suae concludere; hancque solum intendere? Modum autem & formam quibus haec fiat, etiam cum minima D. Archiepiscopi infamia ejusque incommodo, Judicio Regii Senatus dimittentes. Quid hac conclusione modestius, aut reverentius desiderari posset a Theologia & Presbyteria, qui se de enormissimis criminibus, & quidem coram Rege suo injuriosissime accusatos non dubitabant?

Quod autem asserit D. Govartius, Theologos conclusisse, ut D. Archiepiscopo injuriosae revocet, palinodium canat; quoniam hac conclusio in actione injuriarum sit hodie inutilis, ab hac tamen abstinuerunt Theologi ob reverentiam D. Archiepiscopi debitam; nec solum quibus oculis conclusionem Theologorum legitur Govartius, ut asserere posuerit, Theologos conclusisse ut D. Archiepiscopo injuriosae revocet, palinodium canat; cum nec verbum in Theologorum conclusione de hac revocatione aut palinodio occurrat.

Sed si ad revocationem injuriarum, aut palinodium conclusissent Theologi, tam, quae aliam debetur modestiae & reverentiae erga D. Archiepiscopum laudem forsitan amitterent; sed propterea contra D. Archiepiscopum nec criminaliter conclusissent, nec actiones criminales instituerint.

An fortasse nescit D. Govartius actionem, ad pag. 2. hodie

Non enim inquit, sed civilem reputari
 Neque enim inquit, vel censori potest inhi-
 gare, vel quidem applicetur Fisco, sed tantum
 ut honori et exaltationi ejus, qui laicus est, con-
 sulatur, " ut post Mylungerum et Andream Gall-
 loquiar Arnoldum Vinnium ad citatum §. 10. quem in-
 dubie Andream D. Gouartium adhuc studiosius Julia
 excolit.

Audiet & D. Srockmannum *Ducif*, 108. dicentem,
 actionem criminalem iniquitatem ægre hodie admitti;
 & lapsus (sic) *publium* negari vidi: etofemibus ple-
 riq;que fufficere debent *privatum* perfectionem, quæ
 ad *publicum* & *multum* honorarium tendit.

Attentus Govartius, D. Stockmannum persecuti-
onem, quae ad palatium tendit, non pavorem, & cim-
nalem, sed *privatum* ac civilem reputare. Si hi non
sufficiant, addat Paulus Chiriacum ad Confessio-
nem Mechliniensem *rit. a. m. 4. num. 23.* plurimos in
eundem sententiam citatos, atque inter alios Jusseli-
dium afferentem, «*sententiam, quae dicitur esse a-*
ctiorem ad recantationem esse civilem, communis cal-
culo & iuri Imperiali Camerae receptam, ac prin-
de merito approbandam.»

n. Et Zypæus in Notitia Juris Belgici tit. de Injuris num. 3. docet, moribus obtinuisse, ut palamedia exigatur, qua reparationem fama spejctas, adeoque CIVILIS est.

Demus ergo, quod hi Theologi aduersus D. Atchil-
Episcopum conclusissent, ut impius reuocaret, &
palinodiam caneret, quod non fecerunt tamen, in-
pessime & contra notoria jectis principia hinc confis-
cisset Goraeus, Theologus Belgas aduersus Episcopos
admonens criminales infirmasse: qui per similem con-
clusionem unice ad repationem propriæ fama con-
clusissent.

Sed quid plura? Ignoratne Constitutus Parliamenti Mechanismus, moribus hodiernis, necnon, exceptis Officiis publicis, fas esse influere actionem criminalem ad vindictam publicam? Si hoc ignorat, inspicit notas Christianitas ad Bagnoniens lib. 1. cap. 13. & ibidem reperiet notatum: "Hodie solum Filicus cyathum" denique Procurator publicum ex crimine vindictam, ceteri privatum laetum interesse petiquequunt: quod & in Belgio observatur.

Aadiat de Perum Godefridum *De iure nouissimo*
libr. 3, caput. 14. dicentem: "Quilibet alium secundum
fed meritis nolitis huius quibus ad indicandum de-
fendunturque flagitum admittant, tamco unus
qui ex officio, nomine Fidei seu Republicae, al-
tissimi criminum persequatur, atque in Tribu-
nali Regis Procurator Generalis seu Regius;
in Tribunalibus aut Episcoporum, nec non ius-
tus Universitatis, Promotor vocatur: quod optime
videtur introduci, quandoquidem nemo priva-
tus personam accusatoris obque iudicis invidia &
odio illius quem accusat amittenturque ejus sollicitudo
ceteris.

Si hi Govartio non sufficient, adeat & alios ejusdem praecepti testes, quos citat D. Chirillanus loco citato.

Quomodo ergo Theologi Belgæ, qui non ad agendum publicè auctoritate sunt instructi, actiones crimi-
nalis adversus Episcopos instituerint? Nonne eos tan-
quam incompetentes actores, Concilium Privatum a li-
mine judicii repulit? Nisi forsitan hoc Concilii Se-
natores, æque ac Gubernium, hujus erroris & vulga-
tissime præteritos ignoratos fuisse dicamus.

At dicet forsitan Goyavatus: Theologi Belgæ non quidem ditese D. Archi-Episcopum *criminosè* conveniunt; sed, ne adveniat ipsum *criminosè* adhiñitur-retur per Fiscalem Regionem postularunt, aut saltem eum in finem deserviant.

Verum et, teste D. Stockmann citato *Desif.* 108, interdum actionem publicam coarctari ob injurias illas, " si is qui magistratum gerit in publica functione munera sui lesus sit, vel aliunde in commune plurimum detrimentum studet, aut (speciem 12.) belli famosi commineat, vel atrocitas facti vel dicti coactionem extra ordinem possidet; " sed hujusmodi actionem publicam adversus D. Archi-Episcopum infligere postulat Theologus Belgas, aut cum in

finem hanc denunciare, calumniosum & ab omni spe-
rat veri remotissimum est.

Examinetur & discutatur Theologorum non conclusum duntaxat, sed ineger, quantum est Libellus, & videatur, nam vel unicum nota sit, huiusmodi accusationem aut denunciationem vel iniuriam.

Non diffici, quod non sine fundamento similis
denunciacionis ad actionem publicam & criminalem
contra D. Archiepiscopum argui possint Theologi
Belgae, si ob atrocitatem criminum ipsius impu-
torum concludimus in *casu non probabilis*, quendam-
que libellum D. Archiepiscopi in faciem contra Theo-
logos libello de Deductione conclusit, ut mirum
S. M. jubere digne: ut ea legi & examini in suo
Consistorio Status, ad statuendum id quod conse-
quenter exigit prius defensione libe-
tis, & supremis Potestatis Regiae, pto san-
sione Religionis conservatione & pace publica in his
Provincia. »

Adit autem, quod Theologi Belgae huiusmodi ad-
versus suum Archi-Episcopum conciliabulum comperius,
fussit ipsi *propria* fama prospicere, quoniam sibi pro
regimine populi sui Clerici, cui *præsent*, necessarium
iudicabant; ejusque sustentationem inoffense & humiliter
popularem, nulla vel in speciem accusatione seu
denunciatione ad penam *publicam*, imo nec ad re-
novationem sui patrimonii contra D. Archi-Episcopum
influxit.

4. VIL

*An Theologi velles coram Concilio Regis sperire civili-
ter ad reparationem sue (sancti)*

EX Theologorum Libello, quem Concilio Privato contra Libellum Illustrissimi D. Archiepiscopi Mechliniensis & Deductionem ejus annexam olesterunt, evidenter probavimus, nec ideo preter hos Theologos, ultimum criminalium contra Archiepiscopum coram Concilio Privato inlitterasse: notipsum criminalium accusasse; sed unice postulare separationem fæmæ, quam enormiter læsam per ipsius Libellum & Deductionem cunctam prætendebant, idque per æthoriam *mere civilium*.

Quid autem in hac postulatione aut exhibitione Libelli contrarium Immunitati Sacerdotum Belgii in causis personalibus, praesertim criminalibus, pro qua Certamen suscipit D. Govarion?

Nonne Libelles una cum Deductione ex parte D. Archiepiscopi Regi erat oblati? Nonne consequenter de criminibus & excessibus in Libello & Deductione expressis apud Regem erant delati, & infamati Theologi?

Quid igitur naturalius, iurique conformius, quam ut Theologus a criminibus objectis pargere, suamque innocenciam probare contendat coram Rege, apud quem de criminibus excessibusque delati et infamati erant: suamque fidei reputationem petant ab eo Tribuni, coram quo famam suam enoimere lesam preetendunt?

Quid hic, amabo te? Govetti, Immaculati Sacerdotum Belgii adversum? num totam Immunitatis Sacerdotum praescriptam Sacerdotibus facultatem, et de criminibus obiectis purgandi apud eum Joannem, eorum quoque falso accusatos aut delatores effe credendo? An hae Immunitas impedit, quominus Sacerdotes aut Theologi Belgii separationem propius hanc petant a Regina Tribunali, si fiant adeo per falsam accusationem famam suam committere letalem?

Dicitur Gortariu[m] pag. 59. ¹¹ Hic (in Libello & De-
ductione Regi oblata) aliud nihil agit Prælatus im-
piger, quam veluti Belgii Primas, & Sacerdos utriusq[ue]
Minister fidelis, obedire mandato Regio & sue Cel-
itudinis. ¹²

Tum rursus refert Lierias S. C. E. ad Archi-Episcopum die 7. Novembris 1695. quibus ei communicari mandata Regia, ¹⁴ ut perfecta habere nuncia iis contenta, ubique sit, quod non quam accuratissime ¹⁶ ferrentur & executioni mandetur. Simul monem, ut ¹⁸ vel minimas illarum transgressiones sibi aut Concilio ²⁰ statim denunciare, ut oportuna remedia afferantur.

His ioculis subdit Govartius. " Parvis membra Ar-

chi-

chi-Episcopus, ut Status Ministri, oppositiones & De-
cretis Regis contrarios contra indicavit Concilio
Status; in quo igitur peccavit denunciando, quid
maius fecit quodammodo?

Nolim ego accusari D. Archiepiscopum; neque hic
difficere, nam hinc denunciationem conformiter ad
mentem Regis, atque S. E. Celsitudinis mandatis obedi-
endo, recte instruitur.

Hoc scio, Theologos prætendere; imo nec dubita-
re, se de contrariis contrariis Regis mandatis, aliisque
gravibus excessibus, ab Archiepiscopo falso se sine ul-
lo plane fundamento esse delatos seu denunciatores an-
te fundare, an infundate prætendere, hic non quaeritur.

Illud quaeritur, utrum per Litteras S. E. Celsitudinis
supra relatas, ita mandatum sit D. Archi-Episcopo, vel
missionis mandatorum Regionum transgressionem S. E.
Celsitudinis vel Concilio Status denunciare, ut integrum
non sit denunciare, se a transgressionibus, aut excres-
centibus objectis purgare, innocentemque suum probare;
atque propriæ famæ reputationem possulare, si se falso
delatos probare possent.

Sane omnia subditi Regis jure naturali ac politico
mandatum est, denunciare omnes, qui o personam Re-
gis ejusque Status machinari & infidus stituerent sciantur.
Quis tamen dicat, de simili aliove crimine laesæ Ma-
jestatis aut rebellionis accusari, vel denunciari, non
esse integrum, se de hoc crimine defendere, suamque
innocentiam ostendere, & propriæ famæ restauratio-
nem petere?

Demon igitur, D. Archiepiscopum denunciare Theo-
logos illos, ut Regis mandatis & Litteris S. E. C. ob-
sequeretur; non idcirco Theologi a sua defensione, a
multis jure naturali competente, erant exclusi; inte-
grumque eis amplius non erat, offendere, accusationes
vel denunciations adversum se institutas esse filias; suam-
que suam calumniose lacerant. Ipseque D. Ar-
chiepiscopo similes denunciations infligenti per ipso-
rum adversarios esse subseptum?

At forsitan dicat Govartius, hinc defensionem inno-
centiæ, propriæque famæ reputationem petere coram
Judice Ecclesiastico debuisse Theologi.

Itane vero, accusati vel denunciati eorum Rege, de-
fendere se debebunt, aut famæ restitutionem coram Ju-
dice Ecclesiastico postulare tenebuntur? Hæc Consilia-
rio Regio nescio quomodo incidere possent.

Dicunt Theologi in libello Regi oblato: " Instru-
menta & denunciations, quæ adeo atroces contra
ipsos accusationes continent, cum strepitu oblata
fuerint E. S. Celsitudini per Ecclesiæ Belgicæ Pri-
matem, & totius Corporis Ecclesiastici in hac Pro-
vincia Caput. Exiant indubie in Tabulario Concilii
Vestri Sancti; ad Aulam Vestram verosimiliter mis-
sa sunt; a Ministris Vestre Majestatis lectæ in Conci-
liis; Possessariis conservari possunt; quinde accider
fortassis, ut aliquando data occasione profectantur in
detrimentum memorie Supplicantis, honoris, no-
minis & fortune eorum, qui de famis illosum sunt,
veluti ad repellendum eos a ministris, Officiis, aut Be-
neficiis, Capitulis, ubi solet circa prohiberi & bonam
Majorum famam rigidissime inquiri."

Dein concludunt: " Quare Supplices tamen se cre-
dunt ut non pariantur suis suisque familiis hanc no-
tam adhibere, nihilque omittant quod necessarium
sit ad averteendum dedecus, detrimentum, & oppro-
brium, quod vel ipsi deinceps vel ipsorum Constan-
tinali inde possent perferre."

Nunc dicat Govartius, an coram alio, quam Regio
Tribunali adversus hæc remedium postulandum foret

a Theologis? Num forsan Judex Ecclesiasticus a Theo-
logis interpellandus fuisset, ut hic & Tabularii Regis
exstati, lacerati, aut corrigi jubere instrumenta Re-
gi oblata, & in ejus Tabularia telata?

Non credo, quod Govartius vellet Parlamenti sui Ta-
bularii Judici Ecclesiastico subijcere; aut ei de instru-
mentis & denunciationibus suo Parlamento oblatis ju-
dicandi aut disponendi auctoritatem tribuere.

Et quis unquam audire, Judicem Ecclesiasticum in
Belgio ascendum esse, ut de his quæ Conciliis Regis
exhibita sunt, eorumque Tabularii infecta, cognoscere
Judex Ecclesiasticus; nisi forsitan Patre inflante, vel
Concilio Regio ex officio ius judicante, ad Judicem
Ecclesiasticum Concilii auctoritate? quia cum instru-
mentis remittunt.

Ultimus scribit Govartius pag. 59. D. Archiepiscopo
nihil aliud egisse, nisi pascendo Mandatis Regis,
oppositiones & Decretis Regis contrarios contra indica-
re Concilio Status. Ergo, faciente Govartio, agitur de
oppositionibus & contrariis contrariis Decretis Regis.
Et quoniam, de his Judex competens, nisi Rex, de
cujus Decretis agitur, & quibus se opponere, & con-
trarios contra stitueret accusantur Theologi?

Imo, asserente D. Archiepiscopo in suo Libello Top-
plices Regi oblato, de adeo enormibus excessibus qua-
siu erat, ut dicat, eorum cognitionem privative specta-
re ad Concilium Status cum exclusione Concilii Braban-
tici, eo quod sine superanturum politia ordinatum,
cum Status & Religiosis conservatio inde penderet, &
& Auctoritas supremaque potestas Regiam valide
illius tangantur, & lacerantur graviter."

Si igitur, asserente ipso D. Archiepiscopo, ageretur
de tam enormibus excessibus, ut nequidem superanturum
Brabantia Senatus in cognoscendis fuisset, sed privative
eorum cognitio ad Concilium Status pertineret; qua
specie conqueri posset D. Archiepiscopus, ejusque Vica-
rius Generalis D. Govartius, dum coram Rege super
his iudicium petunt Theologi, ut minorem, si reprobentur,
condemnentur & puniantur; summus, absol-
vantur, & innocentem declarantur. Nam, ut recte in
suo Libello notant Theologi, ad quem iudicem spectat
Supplices condemnare, si rei sint; ejusdem est, si
rei non sint, eos absolvere.

Nobis ergo aperiat Govartius, in quo Theologi & Sa-
cerdotes Belgæ contra formam iudicii peccaverint, aut
violata Immunitatis Ecclesiasticæ rei sint, vel erga Illu-
strissimum D. Archiepiscopum irreverentes fuerint, qui
eorum Rege, apud quem de oppositionibus & Decretis
Regis contrariis conatus, quin & excessibus privative
ad cognitionem Concilii Status spectanturum delati fue-
rant, de objectis hisce excessibus se purgare posse pu-
tant, innocentemque declarari possint?

Licet circa violationem Immunitatis Sacerdotum
Belgi D. Archiepiscopo de hisce criminibus apud Re-
gem deserte Theologos & Sacerdotes Belgæ, suæque
Majestati supplicare, ut " jubere dignetur instru-
ta hic juncta legi & examinare in suo Concilio Sta-
tus ad sistendum id quod causa momentum exi-
git pro defensione suæ Auctoritatis, & suprema Po-
testatis Regiæ, pro sanctæ nostræ Religionis con-
servatione, & pace publica in hisce Provinciis, "
quemadmodum concludit per libellum S. E. Celsitudi-
ni oblato: Quod ergo circa violationem Immuni-
tatis saltem licet, Theologis & Sacerdotibus coram
Judice Regio prius accusatis & provocatis, coram eo-
dem se defendere suamque innocentiam probare; at-
que concludere, ut si rei non sint, innocentem decla-
rentur, suamque laesam reparantur?

APPENDIX MONUMENTORUM

Ad hanc Concordiam pertinentium.

I.

BULLA MARTINI V.

D E

Cognitione Possessorii Rei Spiritualis coram Concilio Regis.

MARTINUS Episcopus servus servorum Dei, ad futuram rei memoriam. Romani Pontificis providentia circumspicienda nonnumquam grata & ordinata per eum, ne lites & scandala paciant, dilucidat & declarat, prout locorum & temporum qualitate pendere in Domino conspicit expedire. Dudum liquidem in nostri Apostolatus primordiis provide considerantes, quod licet Clerici & Ecclesiasticæ persone, qui suas causas & querelas, in iis præcipue quæ de iure vel consuetudine ad forum Ecclesiasticum pertinerent molestarent, non tamen de iure secularibus iudiciis se submittere, seu partes sibi adversas ad forum de iure verum convenire vel trahere præsumebant, gravitas proinde penam tam spiritualibus quam temporalibus, etiam iure disponente alligarentur; parum tamen ipsæ non sine proprio salutis periculo sepius habere videbatur in contemptum. Nos qui ex debito Pastoralis officii salutem querimus singulorum, super his opportune providere volentes, statim & ordinamus quod quicumque ex Clerici & personis eisdem de cetero ita talis præsumptionis existat, nisi de hoc in quibusvis conciliis, dispensationibus & gratiis per eum a nobis impetranda ab eo specialem & expressam mentionem faceret, quod inde sibi super hoc oportuit providere valeret per hanc cautelam salutis, corporeis commodis ceteris eorum, ipsaque concessiones, dispensationes & gratias taliter inefficaces, nulliusque roboris vel momenti existentes, & nihilominus penam Canonum contra tales locum haberet & etiam declararentur, prout in quadam Ordinatione nostra super hoc edita, & in libro Cancellarie nostre descriptæ & publicata latius continetur. Cum autem, sicut proparte clarissimi in Christo filii nostri Caroli Regis Francorum illustris nobis fuit expressum, a nonnullis revoce in dubium, an per huiusmodi nostram Constitutionem derogari voluerimus iuri & jurisdictioni Regis, præsertim in casu possessionis retinendæ possessionis, super quibusvis Ecclesiis & Beneficiis Ecclesiasticis suorum Regni Franciæ & Delphinatus Viennensis, per quam jurisdictionem præstatam Rex sibi licere asserit in omni casu etiam iurisdicte taceri possit. Nos ad omnia ambiguitas tollendum dubium, super his opportune consulere & providere volentes, ejusdem Regis in hac parte supplicationibus inclinati, auctoritate Apostolica tenore præsentium declaramus nostram intentionem non fuisse, neque esse, per prædictam aut quancunque aliam Constitutionem nostram eidem Regi, & ejus Regie jurisdictioni, per quam, sicut asseritur, tam ipse quam progenituri sui super huiusmodi possessione a tanto tempore, citra quod de ejus contrario memoria hominum non existit, conservare cognoscere, in aliquo derogari voluisse aut velle quoquo modo: decreverunt partes ineluctatas super earum conservatione ad suorum Beneficiorum possessionem ipsius Regis auxiliium implorantes, domumodo in contemptum jurisdictionis & libertatis Ecclesiasticæ, & in partes sibi adversas se rebui Ecclesiasticæ diutius perturbarent, hoc non fecerint, penam in dicta nostra Constitutione contentam nullatenus incurrere aut debere incurrere quovis modo. Per hoc autem nullum in sui jurisdictionem in præmissis cognoscendis eidem Regi de iure

acquiri volumus, sed antiquum si quod habet tamen modo conservari. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ Constitutionis, & voluntatis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei, & Beatorum Petri & Pauli Apostolorum eius se noverit incursurum. Datum Genevæ in Prædictis. Diebus, 12. Kalend. Septembris, Pontificatus nostri anno nono. B. DE MONTEPOLITAN. T. BATENSEN & a seipso, Regis. in Camera Apostolica.

II.

BREVE LEONIS X.

De eadem Materia.

Dilectis Filiis Presidentibus & Consiliis Parliamenti Curie Tolosane Les Page X.

Dilecti Filii salutem & Apostolicam Benedictionem. Intelleximus litem seu controversiam *super possessione* Monasterii S. Petri de Salino, & Prioratus S. Martini de Porto in Ponte S. Spiritus Odiis Cluniacensis, quæ olim certo modo vacantia Dilecto Filio Magistro Joanni de Anseduna Literarum Apostolicarum Abbreviatori, per eum quoad viveret tenenda & gubernanda auctoritate Apostolica commendata fuerunt, inter eundem Joannem & certos ejus Adversarios coram vobis iudicibus pendere. Nos autem eundem Joannem ob gratia obsequia quæ tam ipse, quam bonæ memoriæ Rossignus Archiepiscopus Ebrodunensis ejusdem Joannis Patrum dum viveret nobis impendit, & quæ idem Joannes adhuc impendere non desistit, gratiose favore prosequi volentes, hortamur vos in Domino, ut pro nobis & Apostolicæ Sedis reverentia eidem Joanni in præmissis iustitia mediante assistatis, ac auxiliamini, & favores opportunos præbeatis. Vos in præmissis taliter gerentes, ut apud nos & Sedem eandem non immerito commendari valeatis. Datum Romæ apud S. Petrum sub annulo Piscatoris, die 17. Novembris 1513. Pontificatus nostri anno primo.

III.

Libellus Supplex Scutibus Brabantie oblatas ex parte plurimorum Ecclesiasticorum.

Quo petunt ut nris nisi auditis coram legitimo Iudice puniantur : & ut executioni mandetur Brevis Apostolica.

A MESSEIGNEURS,

Messieurs les Eclairs de Brabant.

Un grand nombre de Theologiens de l'Université de Louvain, & d'autres Ecclesiastiques de la Province de Brabant, s'adressent à vos Seigneuries Illustrissimes avec d'autant plus de confiance, qu'ils le savent, que vous regardez l'affaire qui les y oblige, non comme leur affaire particulière, mais comme la cause de la Religion, de la Justice, & de la Patrie. C'est la cause de la Religion, puis qu'il s'agit de la doctrine de la Foy dont on les accuse de violer la puissance par des erreurs & C'est la cause de la Justice, puis qu'on les traite d'hérétiques déclarés, sans aucunes procédures de Justice : C'est la cause de la Patrie, puisque leurs Adversaires, pour

les opprimer
l'Université
de Paris, qu
les despart
gner, qu
equitatio
ecclesiast
que les
l'Université
Paris, &
pouvoient
gner, ne
d'indigne
c
pouvoient
pouvoient
l'Université
Paris, &
pouvoient
se de
Bénédict
qui fut
Nouvel
corré
Conseil
trouve
l'Université
des
Vos
tailles
pouvo
des
des
Paris
pou
de
p
anc
ber
P
M
ne
de
ju
ce
vi
vo
F
ev
se
J

les opprimés plus aisément, soulant aux pieds les Loix fondamentales de l'Etat, & les Privilèges les plus sacrés du Pais, qui ont toujours fait la fierté du Public, & le salut des particuliers. Ces vices jurent bien des honneurs Seigneuriaux, que rien n'est plus contraire non seulement à l'équité naturelle, & aux Loix divines & humaines, mais encore aux plus antiques Privilèges de ces Provinces, que les entreprises des Adversaires des Supplians, qui fustant la lumière de la justice des Tribunaux ordinaires de la Patrie, portent à leur injure contre eux des accusations capiteuses au delà des Monts à la Cour de S. M. ou lesdits Supplians ne sont point connus, ou ils n'ont personne pour se défendre contre des Adversaires, qui y ont beaucoup de crédit & toutes sortes de secours. Les Adversaires exposant ainsi ce qu'il leur plaît sans contradiction; ils empêchent que leurs accusations ne soient communiquées à leurs Parties, & ne soient renvoyées aux Confess établis dans ce Pais, conformément des Sentences & des ordres terribles, pour être examinés par voye de fait, sans formalités, sans appel, sans répliques, comme ils ont fait tout nouvellement, ayant obtenu de S. M. des Ordes, en date du 7. Novembre 1695. que son ait à s'adresser des Officiers, Benefices, Charges & Emplois Ecclesiastiques; tous ceux qui sont suspects de Janfénisme, de Rigorisme, & de Nouveautés. Ils ont même obtenu des arrestations pour empêcher la connaissance aux Juges naturels de nos Causes, au Conseil même de Brabant, de peur que l'Innocence ne trouve quelque protection dans la Justice ordinaire des lieux ou sont les Supplians, contre les fustiges & artifices de ceux qui les calomnient.

Vos Seigneuries Illustissimes qui sont regardées avec raison comme les Pères de la Patrie, les Conservateurs des Privilèges du Pais, les Défenseurs de la liberté publique, juges asés par leur honneur combien tout cela est éloigné des maxims de nos Pères, combien contraire au bien de l'Etat & à la sagesse de la vie, des biens, du repos, & des personnes de tous ceux qui le composent, aient n'ont pas de peine à comprendre, que c'est donner assistance aux plus ennemis de nos Loix, de sapper par le fondement la liberté de ces Provinces, appuyée sur la Parole sacrée de nos Princes, & sur le Serment solennel que notre Auguste Monarque a fait sur les saints Evangles à son joyeux avènement à la Couronne, de couvrir ces Privilèges, & de ne permettre jamais qu'aucun de ses Sujets de deca soit jugé autrement, que par les voyes ordinaires de la Justice, & devant les Confess du Pais.

C'est, Nosseigneurs, pour la conservation de ces Privilèges, que les Supplians ont recours à l'intercession de vos Seigneuries Illustissimes, ils ne demandent point que l'on étouffe les plaintes & les accusations qui pourroient être faites contre eux par - qui ce soit. Ils sont prêts de répondre de leur doctrine & leur conduite, devant tous Juges légitimes & non suspects.

Ce qu'ils demandent uniquement, est de ne être pas jugés hors du Pais, ni sans les formalités ordinaires de la Justice, mais traités plus indigne ment & plus injustement, que les plus grands ennemis, à qui la protection des Loix n'est jamais refusée, que les fustiges & violents qui soient contre eux les préjuge de leurs ennemis.

En les Supplians le demandent avec d'autant plus de justice, que le S. Siege ayant pris une connaissance très exacte de leur doctrine & de leurs maxims, demande pour eux la même chose par ses Brefs.

Les Supplians requerront donc très-humblement, Nosseigneurs, l'intercession puissante de vos Seigneuries Illustissimes, pour obtenir de S. M. que les Loix & les Privilèges du Pais soient religieusement observés à leur égard, ou forte qu'il ne soit point procédé contre eux par voye de fait, mais devant les Juges légitimes de la Province, & selon les formes de droit, dans toutes les Causes qui les regardent.

Secondement, que puis qu'à plu à S. S. d'envoyer des Brefs à M. l'Archevêque de nos autres Evêques de ces Provinces, pour terminer avec équité les contestations qui troubleront le Pais, & empêcher les vaines & les injustes que pourroient souffrir les faibles par le crédit des plus forts, S. M. ait la bonté de donner ses Ordes, pour les faire exécuter selon leur teneur, & en conséquence, que personne ne puisse être trou, ni traité comme Janféniste, Rigoriste, ou Novateur, ni enforcer complicité dans les Ordes falsifiés de S. M. qu'après qu'il aura été cité, jugé & déclaré tel, selon l'ordre de la Justice.

Troisièmement, qu'il ne soit permis à aucun Supérieur Ecclesiastique ou Seculier de ces Provinces, de rien entreprendre contre le repos ou la personne des Ecclesiastiques, ni de les troubler dans l'exercice ou la possession de leurs Charges, Fonctions ou Benefices, qu'après qu'il les aura fait adjourner pardevant les Juges compétents, pour procéder contre eux dans l'ordre de la justice, s'il y a de justes plaintes à leur charge, sur lesquelles il ait lieu de leur faire le procès.

Et les Supplians continueront de prier Dieu pour la conservation de vos Seigneuries Illustissimes, & pour la prospérité des Etats de la Province.

IV.

Alter Libellus Supplex Statibus Brabanz oblatu, quo exhibentur commissæ inobsequationes Privilegiorum Patriæ.

A MESSEIGNEURS,

Messeigneurs les Etats de Brabant.

UN grand nombre de Theologiens de l'Université de Louvain, de Chanoines, Arch-Prêtres, Pasteurs, Vice Pasteurs, Confesseurs, & autres Ecclesiastiques de la Province de Brabant, dont la Procuration a été produite devant vos Seigneuries Illustissimes, & qui a été depuis signée par un grand nombre d'autres, s'adressent de nouveau à vous, Messeigneurs, comme aux Pères de la Patrie, aux Conservateurs des Privilèges du Pais, & aux Défenseurs de la liberté publique, pour leur exposer très-humblement, qu'ayant présence depuis peu de temps à vos Seigneuries Illustissimes une Requête, ou ils leur remontrèrent très-humblement, que depuis plusieurs années en ça, on a fait plusieurs notables inobsequations des Privilèges du Pais, afin qu'il leur soit permis à des moyens efficaces, d'y remédier, & faire observer la voye de la justice dans les occasions y mentionnées; Elles auroient fait connoître aux Supplians par leur Apostille, qu'Elles ne trouvant pas qu'on a présenté aucune matière qui concernait les Privilèges du Pais, en qui les oblige à recourir de nouveau à vos Seigneuries Illustissimes, pour leur exposer plus en détail lesdites inobsequations arrivées à l'égard du premier Article de la Joyeuse Entree, qui contient :

1. Que le Roy ne fera ni ne souffrira point, qu'il soit fait aucune violence, en quelque manière que ce soit, aux Habitans de la Province.

2. Que S. M. n'agira & ne souffrira point, qu'on agisse à l'égard de ses Sujets, autrement que par la voye de la Justice.

3. Que Sa Majesté les gouvernera tous par cette même voye de la justice, conformément aux Droits & aux Coutumes des lieux, c'est à dire par les Juges légitimes établis dans le Pais.

Suivant ce premier Article, que les Ducs de Brabant ont toujours juré d'observer, la Province s'est par le passé maintenue dans cet usage & ce Droit inviolable, de ne reconnaître point d'autres Tribunaux, ni d'autres Juges, son Ecclesiastiques ou Seculiers, que ceux qui sont établis de toute ancienneté dans le Pais, & d'y être renvoyés, pour y poursuivre toutes leurs affaires, & y être jugés dans l'ordre du droit, & selon les procédures ordinaires de la Justice, sans pouvoir jamais être traduits ailleurs, ni privés de leurs Droits, qu'après avoir eul la liberté de les défendre, ni traités en aucune manière par voye de fait.

Les Supplians uniquement appliqués à ce qui est de leur état, ne sont pas bien informés de ce qui se passe à cet égard dans les affaires Civiles & Seculiers: mais pour ce qui regarde les affaires Ecclesiastiques, il y a longues années qu'ils se remettent dans le silence, d'y voir de très grands ordres, & de très mauvais injustes arrivés par l'inobsequation du premier Article de la Joyeuse Entree, par la privation de liberté dans les Corps Ecclesiastiques, & particulièrement dans l'Université de Louvain, & par les arrestations souvent données aux Privilèges du Pais.

Le respect & l'amour de la paix ont long temps fermé la bouche à ceux qui en souffroient davantage; mais les maux qui en arrivent se multiplient si fort depuis quelque temps, & le peril d'une ruine totale pour l'Université de Louvain,

pour

pour l'Ordre Ecclesiastique, & pour tout le bien qui en dépend, sans paroitre si visible & si proche, qu'il y va de leur salut de n'être pas plus long-temps sans en avoir nos Seigneurs Illustrissimes, afin que par leur prudente & sage intervention, ils contribuent à arrêter le cours des maux veritables qui se glissent, sous le prétexte de remédier à des maux chimeriques & imaginaires.

Ce n'est point une terreur panique qui fait parler ainsi les Supplians, ce n'est qu'après un grand nombre de vexations souffertes avec beaucoup de patience, & par la vue d'une infinité de maux qu'ils voyent près de fondre sur cette pauvre Université, & sur toute l'Eglise Belge, ensuite des ordres rigoureux venus d'Espagne depuis quelques mois, à la sollicitation de certaines personnes puissantes, qui ont trouvé moyen de suspendre le Religion de S. M. par des accusations avancées, avec d'autant de confiance, quasi tant qu'ils en chargent avoient été juridiquement convaincus des crimes qu'ils leur imputent, ou qu'ils moins ils en fussent légitimement soupçonnés, quoy que ces accusations n'aient pour fondement qu'un zèle qui n'est pas selon la forme, mais qui n'est que lesteur d'une aveugle prévention. Cependant à la faveur de ces accusations absolument fausses, ils ont surpris les derniers ordres venus d'Espagne, dont il y aura toujours sujet de craindre qu'on n'abuse contre l'Ordre de la Justice.

Ces Ordres envoyez le 7. Novembre dernier à M. l'Archevêque, au Conseil de Brabant, & au Magistrat de Louvain, sont visiblement surpris par de fautes expozes, comme vous le jugerez, Messieurs, quand vous ferez en quoy ils consistent: Car dans ceux qui ont été envoyez au Magistrat de Louvain, après avoir énoncé, *Qu'en conformité des Ordres relatifs, du Roy, il conviendrait d'exclure de toutes les Provisions qui se présenteront, tant des Dignités, Ecclesiastiques, que des Charges Seculieres, les personnes qui se trouveront favorables à la doctrine de Jansenius, ou qui seront soupçonnées, d'être Jansénistes ou Novateurs, comme aussi leurs adhérens & protecteurs; & qu'en suite il est nécessaire de prévenir, que ceux qui sont suspects d'adhésion à la doctrine de Jansenius, ne soient pourvus d'aucunes Prébendes de Collèges dans l'Université de Louvain, afin que la jeunesse ne soit pervertie, & instruite à la bonne doctrine; & interdit formellement au nom & de la part de S. M. au Magistrat de Louvain, de conférer à des personnes adhérentes à cette doctrine, ou suspectes de l'être, aucunes Regences, Prébendes, Lucas & Benefices, qui sont de la Collation dudit Magistrat en ladite Université, & ailleurs, à peine de nullité.*

Vous voyez, Messieurs, comment les Habitans du Pais sont avertis devant S. M. du crime d'herésie, de former des sectes pernicieuses, d'être de dangereux Novateurs, de contrecarrer la doctrine de l'Eglise, & d'être capables de pervertir la jeunesse; & de vous voyez en même temps, que sans parler d'aucunes informations, ni d'accusations dans les formes de Droit, ni d'instruction de procès, ni de procédures juridiques, nides Tribunaux du Pais, d'aucuns Juges légitimes pardevant qui les accusés & les suspects puissent avoir la liberté de se défendre & justifier, ou y commencent par exécution contre les Sujets du Roy, les peines les plus rigoureuses & plus implacables sont les Ecclesiastiques peuvent être punis, & qu'on n'y parle qu'un d'excommunications, de Prébendes, de Lecons, de Benefices, & de toutes fortes de Charges & d'Emplois dont ils peuvent être capables.

Lois même de renvoyer les accusés pardevant le Conseil de la Province, & de laisser au moins aux Sujets du Roy la liberté d'y recourir, pour y faire valoir leur droit & leur innocence, on leur ferme la porte de cet asyle, qui a toujours été le refuge des innocents accusés par la violence des plus féroces, & qui est même ouvert aux criminels les plus odieux: Car les Adversaires de Supplians suspectés par un attentat innoué la justice & l'équité du Conseil de Brabant, qui s'en est toujours signalé par son zèle pour le service du Roy, & par sa fermeté pour le maintien des Loix & de la Justice, ils ont eu assez d'astuties pour surprendre à la Cour de S. M. un ordre qui interdit des Con-

seils que l'on voudrait former pardevant ledit Conseil de Brabant, sur la suite de procédures, ou autrement, contre les dispositions & Ordonnances que les Evêques ou Diocésains pourroient avoir fait ou feroient cy après, pour cause de doctrine & maux des Ecclesiastiques. Ce sont les paroles des Ordres envoyez à ce Conseil le 7. Novembre dernier.

Ce n'est pas que les Supplians ne reconnoissent, que le Jugement des accusations faites en matière de doctrine, & de maux des Ecclesiastiques, appartient de droit à Nosseigneurs les Evêques; mais il n'y a personne qui ne demeure aussi d'accord, que tout s'y doit faire par les voyes de la Justice, & avec les procédures ordinaires. Cependant il peut arriver, & il n'arrive que trop souvent, comme les exemples recueils cy après mentionnés le peuvent clairement, que les Juges Ecclesiastiques se voyant appuyés de l'autorité des Puissances, se dispensent aisément d'employer ces voyes de la Justice, & se mettent en possession de priver par leur voie de fait de leurs Emplois, les Ecclesiastiques de leurs Diocèses. C'est pour cela que S. M. comme Protecteur de la justice, s'est réservé la connoissance du possessoire, afin d'empêcher qu'il ne soit fait aucune violence à ses Sujets, & qu'ils ne soient pas accusés par le crédit des plus forts, en les mettant par voye de fait hors de leur possession.

C'est ce à quoy S. M. s'est obligé devant Dieu par le premier Article de la Joyeuse Entrée, & ce qu'on prétend rendre effectivement inutile par les ordres qu'on a envoyez au Conseil de Brabant.

Vous voyez, Messieurs, vous sçavez assez connoître que cette surprise est pour le Public d'une terrible conséquence; il n'est d'agir par icy de quelques particuliers, tout l'Etat y est intéressé. Ce traitement fait sans aucun sujet légitime à un Tribunal aussi vénérable & aussi nécessaire qu'est le Conseil de Brabant, à qui on attache par voye de fait une infinité de Causes des plus considérables, est une playe qui blesse la Province dans toutes les parties. C'est un coup qui sappe par le fondement la liberté publique, & les Privilèges du Pais; car en liant les mains à ce Conseil, on expose toutes sortes de personnes à la vexation des plus puissans, on les dépouille de la protection des Loix, & on les livre, pour ainsi dire, à leurs ennemis, sans leur laisser aucun moyen de se défendre.

De plus, il ne faut pas s'imaginer qu'on n'en veuille icy qu'aux Ecclesiastiques; car outre que quand cette manière de traiter les Sujets du Roy sera une fois introduite, il sera aisé de faire dans une autre occasion contre les Seculiers, ce qui est ordonné dans celle cy contre les Ecclesiastiques: Vos Seigneurs Illustrissimes remarqueront, s'il leur plaît, que dans l'Ordre envoyé au Magistrat de Louvain, il est expressément parlé d'exclure de toutes les Provisions qui se présenteront, tant de Dignités Ecclesiastiques, que des Charges Seculieres, les personnes atteintes ou soupçonnées d'être Jansénistes, Rigoristes ou Novateurs; que non contents de renfermer en cette exclusion ces personnes, on y comprend encore leurs adhérens & leurs protecteurs; c'est à dire généralement tous ceux à qui des ennemis secrets ou déclarés voudront donner cette réputation, de quelque part, condition ou profession qu'ils soient, Evêques ou Abbés, Ecclesiastiques ou Religieux, Princes & Seigneurs, Gentilshommes ou Bourgeois, Membres des Conseils ou des Magistrats, tous Professeurs des Collèges, Collateurs ou Patrons des Benefices, de Charges & d'Emplois.

Pour ce qui est des Ecclesiastiques, quoy qu'il n'y en ait aucun denommé dans ces Ordres, comme on sçait assez qui sont ceux qui les ont obtenus, & qui cherchent par là à se rendre maîtres de tout, en empêchant l'Ordre de la Justice & les Privilèges de l'Etat: on n'a pas suilli de peine à voir contre qui ils les ont obtenus, ni leur faux zèle. Ils ont fait nommer personne, afin de ne s'écarter personne, & quand ils voudront perdre quelqu'un, il ne faudra ni accusation, ni preuves, ni Juger, ni Sentencer, pour en venir à bout, le seul soupçon de Jansénisme, de Rigorisme, de Novatorisme, tiendra lieu de tout. Il n'y aura qu'à voir la puissance en main pour exécuter; & les Protecteurs de l'innocence, les Conservateurs & les Exécuteurs des Loix.

Lois ayant
just de voir
apport de pe
ce la plus
Conseil de
Collation
possession d
ces Ordres
dire, que
plus gens
voient d
plus imp
calculer
sont donc

Ce qui
fini de l
Emplois
arrivés
Benefice
leur est
voire po
n fait u
elles en
sont p
dame
venant
cont d

Et
Charg
aucun

M
& ti

L
aux

am
et

et
y

J
q

d
d

et
et

Loix ayant les mains liées par ces Ordres, autour la douleur de voir exagérer impudemment la Province par cette espèce de persécution, sans pouvoir secourir l'innocence la plus visible de la plus entière; car l'interdiction du Conseil de Brabant lui ôte son quinqué appui, & déroute Collation faite par le Magistrat de Louvain contre la dissolution des nouveaux Ordres, étant déclarée nulle par ces Ordres même, il n'y auroit point d'autre party à prendre, que de gémir, en voyant exclure des Emplois les plus gens de bien, les plus capables de les remplir, de mettre dans toutes les Charges, & dans le public les plus importants de l'Université & de l'Eglise, ceux qui auroient pour tout mérite l'amitié & la faveur de ceux qui causent tout ce renversement, que l'on est assuré qui est fort éloigné des intentions de S.M.

Ce qu'ils ont engagé le Roy à ordonner au Magistrat de Louvain, pour les Benefices, les Charges & les Emplois qui sont à la Collation, ils s'efforcent par leurs menaces de porter S.M. à la faire elle-même, pour les Benefices & les Charges qui dépendent d'Elle; & si leur est aisé d'y faire entrer un Prince si religieux & si zélé pour la pureté de la Foi; car d'une part on lui a fait une affreuse peinture de ces Provinces, comme si elles étoient remplies de plusieurs sectes pernicieuses, qui font profession ouverte de soutenir des erreurs condamnées par l'Eglise, de suivre des maximes excessivement rigoureuses & cruelles, & d'introduire par tout des nouveautés fort dangereuses.

Et d'un autre côté, ils ont fait entendre à S.M. que lui étant libre de disposer des Benefices & des Charges qui sont de la Collation, Elle ne fait tort à aucun de ceux qu'elle en exclut.

Mais il est évident que son & l'autre estent faux, & très-préjudiciable à l'Eglise & à l'Etat.

Les premiers estent injurieux à la Nation, & la déshonorent aux yeux de toute l'Europe, ou on répand ces fausses bruits avec soin; les derniers Ordres de S.M. ayant même été imprimés dans plusieurs Etats étrangers, avec des Titres fort déshonorables à S.M. & à ses Ministres: ce qui en partie a obligé de dresser le Memorial cy-joint, n. 1. pour faire voir à tout le monde, que ces accusations de Janfenisme, de Rigorisme & de Nouveauté, que les Adversaires ont fait insérer dans ces Ordres, n'ont aucun fondement en ce Pais, que dans la prévention de quelques uns, & dans la malignité de quelques autres, qui ne comptent pour rien de le troubler au dedans, & de la rendre méprisable au dehors, pourvu qu'ils arrivent à leurs fins par ce détectable moyen.

Le second est encore un sensé fort dangereux; car quoy qu'il soit aisé que le Roy soit maître de son droit de Nomination, si pieux, si religieux, si Justice, son amour pour l'Eglise, les règles des saints Conciles ne lui permettent, ni d'exclure personne des Charges & des Benefices, sous un prétexte infamant de une accusation calomnieuse, ni de priver l'Eglise & le Public des plus dignes sujets, à qui tous Patrons & Collateurs de Benefices, sont obligés de les conférer, sous peine de peché mortel, selon la déclaration du Conseil de Tienne: ce que l'on force S.M. de ne pas faire, par les mauvaises impressions qu'on lui donne des plus gens de bien, par des voyes illégitimes, secrètes, contraires à l'ordre de la Justice, & propres à couvrir la calomnie.

L'on n'a pas de peine à comprendre que ce décret général que l'on fait de certaines personnes, par des accusations si odieuses, se trouvant appuyé des Ordres du Roy dont on parle icy, & de l'exemple même de S.M. fait de terribles impressions sur l'esprit du Magistrat de Louvain, & de ceux des autres Villes, qui comme ecclésiastiques, ont une dépendance continuelle de la Cour, & sont l'esprit des personnes de qualité, & de tous ceux qui sont des Charges ou Benefices à conférer; & ce qui fait qu'il ne veulent s'exposer, ni à faire à faux leur Nomination, ni à déshonorer à S.M. en choisissant des personnes qu'on lui a rendus odieuses, quoy que d'ailleurs ils soient persuadés de leur innocence.

Il est aisé de juger que les plus gens de bien seront toujours exclus de tout par cette raison: car on ne manque pas d'ambitieux, qui attendent à chercher les Charges & les Benefices, n'ont pas beaucoup de peine à faire qu'on leur impute Janfenisme, Rigorisme ou Nouveauté: ceux qui pourrissent sous cela leur être prétexte, par la la porte ouverte à la calomnie, aux diffamations, aux

Van Elphen, Pars V. 1.

brigues, aux cabales, & à toutes les voyes injustes, par lesquelles les Ecclésiastiques ambitieux & avides se voudroient ouvrir le chemin aux Emplois & aux Benefices, au préjudice de ceux qui y peuvent légitimement prétendre, ou qui même en sont déjà en possession: car la voye de la maintenance leur étant fermée par l'interdiction faite au Conseil de Brabant, de se mêler ou de protéger aucune Instance ou prétention formée devant lui, soit à titre de possession ou autrement, il ne reste aux Ecclésiastiques que la voye du pécuniaire devant le Juge Ecclésiastique.

Et vous savez, Messieurs, à combien d'inconvénients cette voye est sujette; car c'est une chose bien fâcheuse d'être obligé de voir les intérêts, son établissement, & comme on dit, sa fortune entre les mains d'une personne qui agit au nom, sous les ordres & avec dépendance, d'un supérieur quelquefois prévenu ou mal disposé. D'ailleurs, avant qu'un pauvre Plaignant ait obtenu sa Sentence conforme, il est ruiné en frais, & il court risque de voir plutôt le fin de sa vie, que la fin de son procès. Ainsi il arrivera qu'un habile Ecclésiastique, de mérite, de pécuniaire, étant mis hors de possession de son Office ou Benefice, ou autre Charge, & ne pouvant être maintenu par le Conseil, en demeurera privé toute sa vie; & après avoir consumé la jeunesse dans l'étude & dans le travail, le trouvera sans biens, sans emplois, sans établissement, sans subsistance, & verra avec frayeur la vieillesse s'avancer vers lui à grands pas, sans avoir de quoy en soutenir les incommodités & les besoins. C'est sans doute ce qu'on rebute les meilleurs esprits de l'étude de la Théologie, & du service de l'Eglise.

Ce ne sont pas, Messieurs, des craintes frivoles, ni des spéculations vaines, qui obligent les Suppliants d'exposer à vos Seigneuries Illustrissimes ces sujets de plaintes; les exemples dont ils peuvent les appuyer, ne sont pas en petit nombre, & on ne peut exprimer le préjudice que l'Université de Louvain, l'Eglise & le Public ont déjà souffert de l'innovation du premier Article de la Joyeuse Entrée, & des empêchements qu'on a mis au cours ordinaire de la Justice.

L'exclusion qui fut donnée en 1683, aux cinq des principaux Docteurs en Théologie, pour les places qui vagoient dans la Faculté Etroite, priva la Faculté, & la tient encore aujourd'hui priver, pour le choix des Sujets qui doivent composer ce Corps austère si illustre & si vénérable. Le tort que ce défaut de liberté cause aux études & à toute la discipline de cette Ecole de la Province est plus grand qu'on ne pense; & les Suppliants osent dire, qu'il n'y en a point qui dut réveiller plus paisamment le zèle de vos Seigneuries Illustrissimes, ni qui méritât davantage leurs soins & leur application. Les plaintes de cette infraction du premier Article, furent portées en ce temps là à Nosseigneurs Illustrissimes les Etats de Brabant, même avant qu'elle fut arrivée, & fut le bruit qui en avoit couru: Et les Etats employèrent leurs bons offices & leur intervention auprès de S.M. & du Gouverneur General, pour empêcher ou faire réparer cette horrible injustice aux Privilèges & aux Loix de l'Université, comme il paroit par leurs Requetes du 27. Septembre & 16. Octobre 1683, cy-jointes par Copies, n. 2. 3.

L'année suivante 1684, une Leçon de Théologie, & une place dans l'Ecole Parvite ayant vagné, M. le Marquis de Gans Gouverneur General, interdit au Magistrat de Louvain de conférer la Leçon jusqu'à nouvel ordre, & empêcha la Faculté Etroite de procéder à l'ordinaire dans la Fête de S. Jerome, au choix qui s'y devoit faire d'un membre de cette Faculté: de on soutint toujours le même exclusion, par où l'on empêcha que les meilleurs Sujets ne fussent choisis pour cette importante place.

On la fit encore valoir dans l'élection qui se fit de M. Sneyaert l'an 1686, car comme il étoit un des exclus, il obtint seul par la faveur de l'Innocence de ce temps là, d'en être relevé, les quatre autres étant demeurés exclus.

Le Docteur Huygens ayant été élu tout d'une voix en 1687, pour remplir une place vacante dans la Faculté, fut l'assurance qu'on avoit eue de la part de plusieurs des Ministres de S.M. qu'il n'y avoit plus d'exclusion, & ce Docteur en ayant exercé les fonctions durant quelque temps, ne fit revivre cette ancienne exclusion, pour

D d l'em-

l'empêcher de continuer l'exercice de sa Charge; & il y a plus de huit ans & demy, que par une voye de fait, qui n'a point d'empêchement la fondation de l'Université, plus ancien, le plus ancien, le plus digne en toute manière des Docteurs de Louvain, est tenu dans cet interdit, à la honte de notre siècle, & avec la joye des Adversaires, qui sous ce prétexte répandent mille calomnies contre sa réputation, & luy insultent par des Ecrits publics, sans qu'il n'ait jusqu'à présent donné aucune raison de cet interdit. Il avoit demandé il y a quelques années mainenance au Souverain Conseil de Brabant, & par des voyes secrètes on empêcha qu'elle ne fut scellée. Ce n'est par tout, par une suite de la même vexation, on l'obligea par un ordre de Madrid à cesser de faire la Leçon qu'il avoit faite durant plusieurs années à la place de feu M. van Vianen, avec un fruit merveilleux & un applaudissement general. Et enfin, depuis quelques mois ayant été élu Recteur de l'Université dans les formes ordinaires, & le proces ayant été commencé, il n'a jamais pu avoir justice, ni obtenir la liberté de faire la fonction de sa Charge.

Les Supplians voudroient bien voir voir se dispenser de parler icy d'une personne pour qui on conserve toujours un profond respect, & dont l'autorité & la dignité sacrée trouvant toujours en eux une parfaite soumission, & une obéissance achevée, tant que leur conscience le pouvoit souffrir. Mais ils craignent d'être accusés de prévarication au jugement le Dieu, s'ils n'exploient avec une entière sincérité à vos Seigneuries Illustrissimes en qui se passe de la part de M. notre Illustrissime & Reverendissime Archevêque, dont le zèle pourroit faire de grandes choses pour le bien de ce Diocèse, il quelques personnes ne le détournent ailleurs par des vues particulières. C'est donc avec une sensible douleur, que les Supplians font forces de vous dire, Messieurs, que les mauvais conseils qu'on a donné à la Seigneurer Illustrissime, ont produit de fort facheux effets contre la liberté de l'Eglise Belgique, contre les Privilèges du Pais, contre l'Université de Louvain, contre l'honneur & le repos d'un grand nombre d'Ecclesiastiques de toutes sortes, & même contre plusieurs des Supplians qui se sont vuës traités par voye de fait contre tout l'ordre de la justice, contre le premier Article de la Joyeuse Entrée, par lequel les Ducs de Brabant s'engagent non seulement à ne point faire de violence, & à ne point traiter leurs Sujets par voye de fait, mais aussi à ce que vos Seigneuries Illustrissimes leur fassent de bien remarquer à ne point permettre que d'autres le fassent. Or il est bien certain que M. l'Archevêque n'auroit pas entrepris une grande partie de ce qu'il a fait, s'il n'avoit été autorisé & soutenu par la puissance Royale, qu'on a trouve moyen de faire prendre en la faveur en plusieurs occasions.

1. A peine y avoit-il trois mois qu'il avoit pris possession de l'Archevêque, qu'il prescrivit une Requête au Gouverneur General, pour le faire appeler de l'autorité Royale, dans le dessein de priver de leurs Charges plusieurs Archevêques Russes par voye de fait, sans aucune forme de droit, comme il a fait. Pour cela, il les accuse d'être tout à fait indignes à cette fonction; & par là non seulement il dishonore la memoire de feu M. Alphonse de Berghes son Predecesseur de pieuse memoire, qui les avoit mis dans ces places, les en jugeant eux capables; mais encore il donne lieu à de mauvais soupçons contre les personnes qui ont toujours été en bonne reputation, & qui démontrent dishonorer par leur degradation, & par l'impuissance qu'on leur met, de montrer leur reputation à convert des soupçons delavangeux. Cette Requête, dont la Copie est jointe, n. 4. des bonnets aussi tout le Diocèse, en se représentant comme rempli de beaucoup d'abus très préjudiciables à la Joy & à la Religion. Enfin par cette même Requête, Monseigneur l'Archevêque demandoit, qu'il soit défendu aux Conseils de S. M. de donner mainenance aux Archevêques, & aux Confesseurs des Monasteres, afin de les pouvoir priver de leurs Charges sans forme de proces; ce qui lui fut accordé par un ordre de S. M. du 4. Decembre 1690. sous le sceau par Copie, num. 6.

M. l'Archevêque n'a continué de faire elater la promotion par la Lettre Pastorale, qu'il publia le 12. Octobre 1691. C'est une voye de fait infamante & très préjudiciable aux meilleurs Ecclesiastiques du Pais, & à

tout son Diocèse: Car tout ce que leurs ennemis avoient attendu de calomnies contre eux pendant vingt ans, ils l'ont rassemblée & renfermé dans cette Lettre. De sorte que sans qu'aucun d'un si grand nombre d'Ecclesiastiques ait pu jusqu'à présent être convaincu d'aucun crime, ils se voyent diffamés par une Sentence publique de leur Archevêque, à la face de toute la terre, & exposés au mépris des Heretiques & des Catholiques, comme des gens sans foy, sans religion, sans pieté, comme des profanateurs des Sacramens, des coupeurs de la parole de Dieu, des seducteurs d'heretiques, des reformateurs cruels, des hypocrites, des rebelles au S. Siege, des ennemis du culte de la Sainte Vierge & des Saints, des gens qui méprisent l'autorité de Superieurs, qui convertent la discipline Ecclesiastique, qui desespèrent les pecheurs, comme des sacrileges violateurs du secret de la Confession, qui chassent de la Communion, qui decient les Indulgences & la vertu du Sacrifice pour les Ames du Purgatoire; enfin comme des ennemis déclarés des Ordres Religieux. Tout cela, Messieurs, est compris dans la Lettre Pastorale, qui a passé dans les Pais étrangers, traduite en plusieurs langues vulgaires par le sein de ceux qui l'ont composée. Quoy que personne n'y soit nommé en particulier, personne n'ignore qui sont ceux qu'il a voulu designer & flétrir; & (ce qu'on ne scauroit trop repeter) sans qu'aucune de ces personnes ait été convaincue en justice des erreurs, ni des abus qui leur sont imputés dans cette Lettre. Quo s'il est vrai que ce soit une entreprise contre la Justice & contre les Privilèges du Pais, d'enlever à un Bourgeois de la Ville un heritage temporel par voye de fait, & sans forme de Proces; que doit on penser d'un grand nombre de ces sacrés & pieux Theologiens, Pasteurs, & autres Ouvriers Ecclesiastiques, à qui on ravit ce qu'ils ont de plus précieux, qui est leur bonneur & leur reputation, si nécessaires pour les valles utilités dans leurs Charges, en les diffusant par une proclamation de cette nature, qui ne laisse à ceux qui l'on condamne d'une manière si publique, aucun moyen de se défendre contre des accusations si atroces, & dont l'on est bien assuré que l'on n'a aucunes preuves suffisantes? Et c'est parce qu'on n'en a point, & qu'on n'en peut avoir, que l'on prend cette voye si irregulière, de condamner les gens: Car si on en avoit de bonnes, des ennemis qui sont appuyés de toutes les Puissances spirituelles & temporelles, superieurs à tous les Tribunaux ordinaires, & voudroient ils perdre l'avantage de faire condamner dans les formes ceux qu'ils pourroient convaincre de tant de crimes, & de quoi que demore de tout appui humain, s'offrent de paroître devant tous les Juges légitimes, pour s'y voir condamnés & punis à la rigueur, s'ils sont trouvés coupables? Comme ils ont fait à l'égard du S. Siege, devant lequel ils ont comparu par un Deputé express, fondé en procuration, pour rendre raison de leur doctrine & de leur conduite à S. S. Le S. Siege après avoir fait transcrire soigneusement toutes les accusations faites de part & d'autre, & particulièrement les plaintes contenues dans ladite Lettre Pastorale, a choisi les moyens les plus propres à terminer avec equité les contestations, & à mettre l'innocence à couvert de la calomnie. Car c'est depuis cette Lettre Pastorale, que notre S. Pere le Pape touche des maux de cette pauvre Eglise, à adresse à M. l'Archevêque, & aux autres Evêques du Pais, un Bref tout rempli des marques de sa charité Apostolique, & de son zèle pour la paix de ces Provinces. Ce Prelat n'a rien changé pour cela dans le conduite, & quelques pressantes instances que S. S. lui ait faites de suivre l'ordre prescrit par son Bref du 6. Février 1694. M. l'Archevêque n'a pu se refoudre à changer de conduite, car ce seroit se contredire, qu'il ne souffrirait point en aucune manière que qui que ce soit eût, fait diffamer ou decrir par cette accusation vague & obscure du nom de sacrilege, à moins qu'il ne soit convaincu par des preuves legitimes, qu'il s'est rendu coupable d'avoir enseigné ou soutenu quelques uns de ces Propositions: & que personne ne soit excommunié, aucun Employé, Charge, Benefice, degré, pouvoir de prêter, ni de quelconque fonction Ecclesiastique que ce soit, jusqu'à ce qu'on ait prouvé en vertu de l'ordre de la Justice, qu'il est encore & mérite cette peine si dure, & qui ne peut être que très sensible à des personnes d'ailleurs Catholiques. Non obstant cet ordre

du S. Siege
con suite
judiciable
Roya, &
voit dans
dote il les
tres accusé
de la mau
M. l'A
the, & s'il
les d'is fu
nre les d
& de l'is
le 7. Nov
cable m
sa crimi
mensie
es besac
concours
ses men
tes, avec
pure de
dant av
dites, &
C'est
a esclu
verment
N. l'ar
croyan
s'actel
main N
de la
la Co
ence
2.
ent
troy
Pre
?
di
a
ru
er
de
le
ta
ar
E.
J
-l

du S. Siege, il n'a pas laissé d'accuser, sans garder aucun ordre de Justice, le Docteur Hennebel comme Janféniste, pour l'exclure de la Charge de Censeur Royal, & ce que vos Seigneuries Illustissimes pourront voir dans la Lettre de M. l'Archevêque y jointe, & dont il sera parlé dans la suite: Et à l'égard des autres accusations vagues, il n'a rien non plus changé de sa manière d'agir.

M. l'Archevêque loin d'embrasser cette voye si juste, si aisee, si propre à tout excuser aux accusés d'us font criminels, joga plus à propos de faire donner les ordres fulmineux, le 30. Décembre 1690. & de faire venir d'Espagne ceux qui ont été imitez le 7. Novembre de l'année dernière, pour pouvoir accabler tout d'un coup ceux que son Conseil fectait juger criminels: Car on étoit pas faire un jugement teméraire, quand on se persuade que M. l'Archevêque a eu beaucoup de part à la sollicitation de ces ordres, qui concourent à ses desseins, qui sont conformes, & à ses menaces & à toute sa conduite, qu'il a accusés avec une grande voye, qu'il a renvoyés à son Chapitre de Malines avec empressément, en lui recommandant avec instance de veiller à l'exécution desdits ordres, sans jamais faire mention du Bref de S. Sainteté.

C'est dans cet esprit, & en vertu de ces ordres, qu'il a voulu se dégrader dès le commencement de son gouvernement: & depuis:

1. M. Ryfack Archevêque de Brézelles, lequel se croyant obligé de ne pas abandonner son innocence, s'adressa au Conseil de Brabant, pour avoir maintenance: mais M. l'Archevêque commença à recueillir le fruit de la Requête, fit donner à ce Conseil son ordre de la Cour, qui lui défendait de se mêler davantage de cette affaire.

2. Ayant ainsi fait tier les mains à la Justice, il n'eut pas de peine de venir à bout de tout ce qu'il entreprit. Il degrada donc M. Tellemans de l'Archipre de Louvain.

3. M. Colson de l'Archipre de Tielmont.

4. M. Vander Borgh de Doynone Rural de Liévro. L'on dira que M. l'Archevêque a cru user de son droit, persuadé que les Archipres sont amovibles *ad modum*. Mais M. Ryfack, le premier des Archipres que M. l'Archevêque a attaqué, n'en est point demeuré d'accord; & il étoit pressé au contraire de fournir en Justice, que ces charges sont perpétuelles, si la porte de la Justice ne lui avoit été fermée. Ce n'est point icy le lieu d'examiner cette question; mais ce qui est certain est, que supposé même que ces offices des emplois amovibles, un Supérieur n'a pas droit d'en dépouiller un Ecclesiastique avec une note infamante, telle qu'est celle de la Requête, ou l'on devoit dans l'esprit de S. M. les Archipres qu'on vouloit dépouiller; car il déclare en termes expres, qu'il les juge tout à fait indignes pour s'opposer à porter le grand fardeau dont il seroit (dit-il) presque capable, c'est-à-dire, comme il parle plus haut, à remédier à plusieurs abus tendant manifestement à l'ennemie destruction de notre sainte Religion.

5. Ce fut de la même manière, & sur le même fondement, que M. Kenemans Confesseur des Carmélites de Vilvorde, & Pasteur de l'Hôpital du même lieu, fut ôté de ces deux emplois. Sur quoi ayant présentée Requête au Conseil de Brabant, pour demander maintenance, il trouva la porte de la Justice à lui fermée, tant de la part du Juge Seculier, que du Tribunal Ecclesiastique. Rapport à son attestation ci-jointe, *num. 5.*

6. M. Oylraet ci-devant Professeur en Théologie, au Séminaire de Malines, a été privé de l'Office de Confesseur, ou Pasteur des Noirs Seigneurs, par le même moyen.

7. M. Colson dont on a déjà parlé, qui étoit de la Charge de Pasteur des Grises Sœurs, & des Religieuses Noblesses ou Blanches Sœurs, en a été chassé, aussi bien que du Monastère de Cabbeek.

8. M. Vander Borgh Doyen de Liévro, étoit entre cela Pasteur de l'Hôpital de ce lieu, & on l'a obligé de le quitter.

9. M. Paindavain Confesseur ou Pasteur des Noirs Seigneurs à Louvain, a aussi été privé de cet emploi, sans autre raison, que parce que M. l'Archevêque l'a voulu.

10. Comme aussi M. le Zaach de celui de Confesseur des Religieuses Lorainoises de Bruxelles.

11. M. Van Douren de l'Office de Vice-Pasteur

Van Elpen, Paris P. L.

du Béginage de Louvain, qui est perpétuel & perpétuel, comme on est pressé de le justifier, aussi-toi que la voye de la Justice sera ouverte.

12. M. Laderit ayant été pourvu de la Cure de la Chapelle de cette Ville de Bruxelles, avoit obtenu du Conseil de Brabant maintenance contre son Compétiteur, mais M. l'Archevêque en vertu des derniers ordres d'Espagne, a fait interdire à ce Conseil, de prendre davantage connoissance de cette affaire, ainsi point de Justice. Et plusieurs même des dits hommes, ayant fait instance pour savoir de quoi ils étoient coupables, ou accusés, n'ont jamais pu en rien savoir.

13. L'on ne peut se dispenser de parler ici de M. Hennebel, ancien Docteur en Théologie, & actuellement Depuis de l'Université de Louvain vers le S. Siege. La Charge de Censeur Royal étant venue à vaquer pendant qu'il travaille si utilement à Rome, pour procurer la paix entre les Théologiens du Pais, S. A. E. informée de son mérite, elle laboute de l'en pourvoir. Il y avoit d'autant plus de sujet de croire, qu'un choix si juste ne seroit point traversé, qu'il avoit été applaudi de toutes les gens de bien, que S. A. E. étoit assuré qu'il seroit approuvé à Rome, puis qu'elle avoit reçu de M. le Duc de Medina-Celi Ambassadeur à Rome pour le Roy, une Lettre du 28. de Novembre 1693. en ces termes: *Serenissimo Signore, je viens de recevoir avis de M. le Cardinal Aguirre, par ordre de la Congrégation du S. Office, pour en informer V. A. E. qu'il n'y arien de la part de la même Congrégation, qui empêche que le Docteur Hennebel ne puisse être pourvu de quelque Charge ou Lécon que ce soit, de l'Université de Louvain. C'est ce qu'on a fait aussi savoir à l'Interne de Bruxelles, par des Lettres à lui écrites: J'en donne part à V. A. E. afin qu'il se contente avec le même Intérieur. Elle ne suffit pas qu'il soit fait à cet égard aucun obstacle à ce Docteur, de qui je dois rendre ce témoignage à V. A. E. que je l'ay trouvé ici fort sincère & digne, digne qu'on ait beaucoup d'égard pour lui, & que V. A. E. le favorisât de la protection.*

Le même Ambassadeur en ecrit dans les mêmes termes en Espagne à M. le Comte de Monterey, Président du Conseil de Flandres, le 20. Décembre 1693.

Outre cela, la Faculté de Théologie par Adz du 7. May 1694. & l'Université entière par celui du jour suivant, avoient après une longue délibération rendu le témoignage le plus avantageux qu'on pouvoit désirer de la capacité, de la piété, & de la sagesse du même Docteur; le tout est prouvé par les Copies ci-jointes, *num. 7. & 8. & 10.*

Rien de tout cela ne put empêcher M. l'Archevêque de traverser en toutes les manières possibles, l'effet de la nomination de S. A. E. en remuant tout, pour cet effet, soit en Espagne ou à Bruxelles.

Le 19. May 1694. ce Prelat écrivit à son M. d'Outenbove, Chef-Président d'alors, une Lettre dans il est nécessaire, Messieurs, que vous sachiez les termes, comme ils sont dans la Copie ci-jointe, *num. 11.*

Cette Lettre fut suivie quinze jours après d'un ordre du Roy, du 10. Juin 1694. par lequel S. M. exécuta ledit Docteur Hennebel de la Charge de Censeur, comme suspect de Janfénisme, dont il y a Copie, *num. 12.*

Vous verrez, Messieurs, par cet ordre, & par la Lettre de M. l'Archevêque, comment un Docteur considérable est traité non-seulement suspect de Janfénisme, sans aucune accusation juridique, & condamnée sans aucune Sentence, sans même aucune information, à être exclus avec ignominie de l'errone Faculté de Théologie, puis encore par la privation de la Charge honorable de Censeur, dont il étoit déjà pourvu, non point cela par M. l'Archevêque, comme un homme dont la promotion à la Censure, étoit un préjudice irréparable, & des suites funestes à la Religion & à l'Estat. Si ce n'est pas traiter les Sujets de Brabant par voye de fait, dans la chose du monde la plus importante, & la plus chère à un Docteur Catholique; si ce n'est point la encore faire une playe mortelle aux Privilèges du Pays, à la Justice, aux droits de l'Université, & même au bien public & à l'Eglise, il est difficile de dire, quand cela sera vrai: Car comme il n'y a gueres de places plus importantes que celles d'un Censeur des Livres, & de membre de la Faculté, pour la conservation de la bonne doctrine, il n'y a rien de plus odieux que d'en exclure par voye de fait, les plus capables de les remplir.

Dd 2 Que

BAERTS, à Anvers, le Pieban BACK; à Bruxelles, VANDE NESSE Curé de Sainte Catherine: Ce qui paroit, tant par une Lettre du Docteur HENNEBEL, que par l'Acte solennel de leur Synode, tenu à Louvain le 17. de Decembre 1695.

Ces Pretres rebelles ont jugé à propos d'attaquer & ruiner l'Autorité du Roy & de S.A.S.E. même par les Etats de Brabant, où ils s'étoient imaginé qu'ils trouveroient assez d'appui. A cette entreprise, les Conspireurs de trois Villes de Brabant, Louvain, Bruxelles, & Anvers, ont par un Acte public autorisé le Pretre VANDE NESSE, Curé de Sainte Catherine à Bruxelles, ou les Etats de Brabant s'adressent.

Ce Curé donc pour s'acquies de la nouvelle Charge, a présenté trois Mémoires à ces Etats, l'un étoit seulement de la part d'un Pretre étranger, nommé ERNETS RUDHANS, pour le maintenir dans ce Pais contre les Ordres du ROY.

Les autres deux Mémoires étoient de la part de tout le Part, qui étoit dans les trois susdites Villes de Brabant. Dans ces Mémoires, ils accusent le ROY d'injustice, de perfidie & de parjure, à cause de ses Décrets; & ensuite, prient les Etats de s'y opposer, & de ne permettre jamais leur exécution.

L'un de ces Mémoires est écrit à la main, l'autre imprimé, qui est une Piece fort artificieuse, & pleine de faussetés. Les Deux de ces Etats ont communiqué ces Mémoires à l'Archeveque de Malines, & lui en ont demandé son avis par des Lettres, auxquelles l'Archeveque a incontinent répondu, & donne son avis tout haut ces Mémoires ici nommez.

«Es comme l'Archeveque marque en sa Réponse, que cet Imprimeur étoit sous le nom de l'Auteur, sans lieu de l'impression, & sans aucune Approbation; ce qui est expressément défendu par le Concile de Trente, les Distributeurs de cette Piece y ont ajouté une Page séparée, marquée *Colone* pour lieu d'Impression, & M. Eyben, Chanoine de la Cathédrale d'Anvers, pour Approbateur. On croit le premier faux, parce que c'est l'ordinaire de ces Théologiens, d'insérer *Colone* à leurs Ouvrages, encore qu'ils fassent imprimer à Louvain ou à Bruxelles. Mais pour l'Approbateur si confie que c'est M. Eyben par sa propre confession, comme on le voit par la Lettre N. 4. de l'Evêque d'Anvers, écrite à l'Archeveque de Malines, le 13. de May 1696.

Dans la même Lettre on voit, que c'est le Curé de Sainte Catherine à Bruxelles, qui a porté cet Imprime à M. Eyben, & lui en a demandé l'Approbation.

C'est donc à ce Curé de dire, en etant légitimement requis, qui est l'Auteur de cet Ouvrage, lequel étant de retour, il ne fera plus difficile à découvrir l'Auteur de plusieurs autres Libelles fameux du même style.

Les Pretres mutins ne recevant pas d'Apostrophe sirot qu'ils avoient eue, s'entreprennent, & aillent en foule au Grefre des Etats, pour extorquer ce qu'ils ne pouvoient autrement.

On laisse maintenant à considérer à S.M. & à ses Ministres, ce qu'il faut attendre de semblables Pretres: Quels traitements de respect, & d'obéissance vers leur souverain Prince, ils inspireront à leurs Sujets, à qui ils donnent de si pernicieux exemples de fédition & de rébellion. Si on eut averti Luther, Calvin, & leurs premiers Sectateurs au commencement, l'Europe seroit encore toute Catholique, & on n'auroit point vu tant de révolutions dans l'Etat, ni tant de Provinces séparées de leur Prince légitime.

VII

Libellus supplex quinque Deputatorum Regi oblaus adversus Memoriale Illustrissimi Archi-Episcopi Mechliniensis.

AU ROY.

Remontrent avec humblement Gommarus Huygens, Docteur en Théologie; Lambert Baerts, Chanoine & Pieban de l'Eglise Métropolitaine de Malines; E. van Geen, Chanoine & Pénitencier de la Cathédrale de Gand; Romoldus Baerts, Chanoine & Pieban de la Cathédrale d'Anvers; & Goulielmus van de Nefse, Pasteur de Sainte Catherine à Bruxelles; qu'ils se trouvent charger dans une

Requête & une Deduction, présentées à V.M. sous le nom de M. l'Archeveque de Malines, de plusieurs injures très atroces & accusations énormes, lesquelles (si les Ministres de l'Eglise étoient maîtres de leur propre réputation) ils n'auroient pas de peine à supprimer: comme aussi, les justes plaintes qu'ils en sont forces de faire à V.M. à ce sujet, contre ledit Seigneur Archeveque de Malines, pour la personne & l'autorité de laquelle ils conviennent toujours un profond respect: Mais ces accusations & injures retombant sur leur Ministère & sur l'Eglise même, ils sont d'autant plus obligés d'en désirer la réparation, que la dignité de leur Accusateur donneroit plus de poids à ses accusations, & que celles-ci perdroient les Supplians de réparation dans l'esprit de leur souverain Seigneur & Monarque, dont l'estime ne pourroit sans crime leur être indifférente.

Ils sont de meures jusqu'à présent dans le silence, en partie par respect, en partie parce qu'ils n'ont pu durant longtems donner créance à ce qui leur a été rapporté des ouvrages contenus contre eux dans ledites Pieces présentées à V.M. par M. Archeveque. Mais enfin ils en ont été informés de si bonne part, qu'il ne leur est plus permis d'en douter.

Les crimes qu'on leur impose sont si énormes, que s'ils étoient vrais, il n'y auroit que le fer & le feu qui les pussent espier; & que si au contraire ils sont faux (comme les Supplians sont prêts de justifier de vant vous Juges compérens) ils ne se peuvent dispenser de supplier très humblement V.M. de leur faire restituer les moines que les Loix accordent à ceux qui sont calomniés, pour réparer leur honneur & rétablir leur réputation, le plus précieux de tous les biens, & l'un des plus nécessaires aux Ministres de l'Eglise pour servir utilement les ames.

Car quelle confiance les Fidèles pourroient ils avoir en des Pasteurs qu'un Archeveque représente à V.M. comme des fideles aux archevêques, comme des ennemis de Dieu, de l'Eglise, & de votre Personne Sacrée, qui ont fait une usurpation funeste pour détruire de fond en comble la Religion, ruiner l'Autorité Royale, soulever contre elle tous les Sujets, en inspirant la rébellion aux Prêtres, enfans, comme des gens sans loy, sans foy, sans Roy, sans bonneur, sans conscience, & à qui l'on fait grâce de ne les comparer qu'à Luther, à Calvin, & à ces autres monstres d'impieété & de révolte, qui ont renversé non seulement l'Etat spirituel, mais aussi le temporel.

Une des moindres accusations de M. l'Archeveque, est celle par laquelle il dénonce à V.M. les remontrances comme des grins, qui ont levé le masque, en le déclarant Rigoriste, Novateur & Janféniste; & qui ne se font plus ni d'honneur, ni de respect & de l'obéissance due à S.M. & à S.A.S.E. sans publiquement rendre. Mais il est bien étrange, qu'après les Ordres du S. Siège adressés directement & principalement à M. l'Archeveque, par un Bref express du 6. Février 1694. dont V.M. a promis d'appuyer l'exécution de sa proutin Royale, par ses Lettres du 10. Juin dernier, adressées à M. l'Archeveque, & à toutes Evêques de son Pais Bas; & dont S.M. vient de donner de nouvelles assurances par ses Ordres du 20. Decembre dernier, qui demandent un nouveau moyen aux Accusateurs de prouver leurs accusations, & aux Accusés de s'en justifier. Il est, dit je, bien étrange qu'après cela M. l'Archeveque en reprenne encore de remettre sur pied ces accusations vagues & sans preuves, que S.S. lui a défendu si fortement d'employer ou de permettre qu'on emploie contre qui que ce soit, & que l'on voye cette déobéissance aux Ordres du Saint Siège, & à ceux de V.M. dans l'endroit même, où il accuse faiblement vos fideles Sujets de déobéissance envers V.M. & envers les Ministres. Depuis le tems que l'on a des M. l'Archeveque d'appuyer de la moindre preuve une telle Accusation, il n'auroit pas manqué de produire s'il en avoit eu quelque une. Il l'auroit fait dans doute à Rome par le moyen de son Deputé, s'il avoit pu le faire, en étant pressé par le Pape, & par les Eminentiſſimes Cardinaux de la Sainte Congrégation; & d'ailleurs, le Memorial imprimé dont ce Prélat se plaint, à lui dans une telle évidence la fausseté de ces trois sortes d'Accusations, qu'on ne peut assez s'étonner qu'après tout cela, on ose encore en faire un tel usage contre les Remontrances, qui, grâces à Dieu, n'ont jamais donné aucun lieu d'en être légitimement soupçonner, & d'en faire un crime au Pasteur de Sainte Catherine.

Comme les autres Accusations ne sont ni mieux fondées, ni mieux prouvées, les Remontrances ont cette confiance,

er, que V. M. les regardera comme provenant de feus ennemis, auxquels ils feurent pas une longue experience, que M. l'Archeveque perre l'oreille trop facilement.

Ils ont horreur de rapporter seulement les crimes qu'il leur impose. Il appelle les Remouans, & plusieurs autres avec eux, les Chefs des Conspirez, qui se déclarent prêts à répondre au nom du Parti; & pour en faire concevoir à V. M. une idée plus horrible, il les dépeint comme des gens de qui il ne faut rien de moins attendre que ce le Siecle passé a vu pratiquer par Luther, par Calvin, & par les premiers Sectateurs de ces infâmes Hérétiques; c'est à dire, que loin d'inspire aux Peuples le respect & l'obéissance envers V. M. leur Souverain Seigneur, ils ne sont capables que de les porter à la déobéissance & à la révolte; alléguant même, que des maintenant les Supplians donnent aux Prêtres de précieuses exemples de sédition & de rébellion: Que comme ces Chefs de révolte ont soulevé les Provinces entières de les Roiaumes, contre les Ancêtres de V. M. Elle doit regarder les Supplians comme des gens capables de semblables entreprises. M. l'Archeveque ne diffinisse point la conclusion qu'il veut que V. M. tire de toutes ces noires Accusations, lorsqu'il dit: *Que si l'on qui arrive Luther, Calvin, & leurs premiers Sectateurs au commencement, l'Europe seroit encore toute Catholique, & on n'auroit par un tant de Révolutions dans l'Etat, ni tant de Provinces séparées de leur Prince légitime.* Car il est aisé de voir qu'il veut porter par ces raisonnemens V. M. à fuir aux Remouans les memes traitemens qu'on auroit dû exécuter contre ces Hérétiques, ces imposteurs de sédition & de révolte, & prendre les memes précautions qu'on doit prendre contre des fidèles & des rebelles déglarés. Les Supplians ont cette confiance, que V. M. voit allés par Elle meme combien de telles Accusations sont incroissables, & de peu de valeur la moindre vrai semblance. Et allés sont en effort si contraires à la véritable disposition de leur cœur, que M. l'Archeveque ne pouvoit les attaquer par un endroit où il y eut moins de prise lui eut.

Quoi? Nous serions assez pectus pour ne nous soucier ni du respect, ni de l'obéissance que nous devons à notre Prince pour tracer contre V. M. des desseins de rébellion & de révolte, pour entreprendre d'attaquer & de ruiner son Autorité Souveraine, nous qui la clémence de notre sang s'il étoit besoin, & qui n'avons rien plus à craindre que d'inspirer aux Peuples la soumission, la fidelité & l'amour qu'ils lui doivent, comme à l'Image vivante de la grandeur & de la souveraine Majesté de Dieu.

Et pour en qui concerne en particulier le Pasteur de Sainte Catherine de Bruxelles, que M. l'Archeveque traite de mutin, de rebelle, & un des Chefs des Conspirez, c'est une nouvelle Accusation particulière que ce Prelat a formée contre ce Pasteur devant V. M. volant qu'il n'avoit rien fu preuves de la première Requête; il dit dans la seconde Requête, comme pour éluder par avance cette Sentence du Conseil, qu'il ledit Pasteur a obtenu en la faveur, qu'il seroit fait tout, ce qu'il avoit pu pour empêcher les Temoles pour déposer contre lui. C'est, sous le respect une fausseté, dont on desie que ce soit d'apporter la moindre preuve, non plus que des précédens nouveaux exerts, dont il est fait mention dans la Deduction & dans les Requêtes de ce Prelat.

Enfin il nous accuse d'avoir tenu à Louvain le 27 de Decembre 1695. un Synode, ou les Prêtres mutins & rebelles, les Chefs des Conspirez, comme il nous appelle, le seroient tirés au nom du prétendu Parti, pour y cabaler contre l'Eglise & contre l'Etat.

Ce qui console les Supplians, lorsqu'ils se voient chargés de tous ces excès si incroyables; c'est promettant que pour y donner quelque couleur, il faudroit auparavant prouver qu'ils auroient perdu l'esprit, puisqu'il faudroit en effet que des Prêtres sans crédit, sans appui, & sans biens, fussent sans pouvoir entreprendre de renverser l'Eglise & l'Etat. Mais rien de heu, c'est que ces Accusations, qui sont les plus énormes, sont aussi les plus faibles à détruire, puisqu'il n'y a aucun fondement qui ait la moindre apparence de verité, mais fu de purs soupçons dont la fausseté est visible. Car ce que M. l'Archeveque avance d'un prétendu Synode, tenu à Louvain le 27. Decembre 1695. pour y passer un Acte solennel dont il parle, est une pure chimère. Les Remouans sont en état de prouver en toutes manieres, qu'ils estoient ce jour la chacun au lieu de sa résidence; le premier, à Louvain; le second, à Malines; le troisième, à Gand; le quatrième, à Auvray; & le cin-

quième, à Bruxelles, y faisant leurs fonctions ordinaires à la vue de tout le monde. De plus, les cinq prétendus Conspirez ne se font jamais trouvés tous ensemble en toute leur vie; & ce qui est encore remarquable, les dixième & troisième Supplians ont été si éloignés de s'assembler pour s'établir, qu'ils ne croient pas s'être jamais vu l'un l'autre depuis qu'ils sont au monde.

Le Chanoine Van Geet peut même affurer, qu'il y a dix ans qu'il n'a été à Louvain, & qu'il ne s'est jamais trouvé dans cette Ville de Louvain avec le Pasteur de Sainte Catherine.

L'un & l'autre enfin supplient tres-humblement V. M. d'être persuadée, que tout ce qui est avancé d'eux dans les Denunciations qui lui ont été présentées, sous le nom de M. l'Archeveque, est absolument faux; & qu'ils se soumettent à toutes les peines les plus rigoureuses, si ce Prelat en peut apporter la moindre preuve légitime.

Malice qui fait voir évidemment que l'on a faupis la Religion de M. l'Archeveque, pour lui faire avancer ces sortes d'imputes & d'accusations, c'est qu'on a peine à croire que ce Prelat ait voulu manquer de le soumettre en cette occasion des devoirs de la charité Chrétienne, & de la douleur Episcopale. Il n'ignore pas l'obligation de la correction paternelle, que la Parole de Dieu impose à tous les Evêques: il fait sans doute que le propre d'un Evêque est, de faire d'abord à tout le monde, d'être le Pere des pecheurs, & de couvrir autant qu'il peut de son manteau sacré les fautes de ses enfans, & de fuir de ses coopérateurs dans la vigne du Seigneur, & de se rendre même l'intercesseur des criminels, & le libérateur même de ceux que la Justice jugelindignes de vivre. Comprendant loin de porter M. l'Archeveque à suivre ces infidèles de charité & de douceur que l'Evangile, que son caractère lui inspirent; on lui fait omettre l'avis charitable qu'il auroit dû donner aux Supplians, & tout au moins au Pieban de Malines, qui est son premier Cooperator, qu'il fait dans la Cathédrale les fonctions Pastorales, qu'il a de tems en tems l'honneur de lui rendre de fu devoir, & de le consolider sur les difficultés qui lui arrivent dans l'exercice de son Ministère. Cependant ce Pieban n'a jamais reçu de M. de Malines aucun avis ou de fu fu si importants.

M. l'Archeveque ne lui a jamais dit un seul mot qui ait pu lui faire croire qu'il fut inconnu d'aucun de ses fonctionnaires en particulier, ou de fu conduire, & qu'il le soupçonner de quelque principe contraire à son devoir. Il a même souvent prie M. l'Archeveque, & notamment depuis quelques mois, de vouloir bien lui faire connaître s'il avoit remarqué en lui quelque chose à corriger, soit dans ses sermons ou dans ses fonctions, lui promettant avec beaucoup de respect & de fincèreté, de fu soumettre à sa correction, & d'en faire tout l'usage qu'il lui seroit possible.

Mais au lieu de recevoir de ce Prelat aucun avis charitable, peu de mois apres l'a vu tout d'un coup paroître à la Cour, chargé d'une Requête, & l'apprésenter à V. M. pour demander en quelque sorte le sang & la vie de ce Pieban, & de ceux qu'il lui a alloués; Car n'est-ce pas demander leur sang, que les accuser de crimes, qui ne peuvent être lavez que dans le sang des Criminels; & il le demande à V. M. aux pieds de la quelle on le devoit voir pour demander leur grace, s'ils avoient été si malheureux que de s'engager en quelque entreprise contraire à leur fidelité & à leur devoir.

Quoi que M. l'Archeveque sembleroit s'être épaisé dans les deux Requêtes, en y produisant tout ce qu'on peut trouver d'accusations plus capables d'irriter un Prince contre ses Sujets, sa Deduction nous fait voir qu'on peut encore aller plus loin: Car il prend occasion de quelques Mémoires présentés aux Etats par le Pasteur de Sainte Catherine, comme oncut par quelques Ecclesiastiques & Theologiens: Il en prend, dit-il, occasion, de faire d'eux le plus horrible peinture qui s'en pouvoit faire. Le reconte aux Etats du Pais à toujours en regardé comme la condition la plus innocente; & il a été de tout tems mis en usage, comme un moyen nécessaire à des Particuliers qui n'ont aucune habitude à la Cour, ni aucun accès auprès des Ministres & des Conseils de V. M. fu pour fuire connaître par ce canal, les vrayes qu'ils ont prouvé souffrir par les excès des Personnes puissantes, ou pour fu plaindre du deni de Justice. Et il est bien étrange que M. l'Archeveque, qui est le premier des Etats, & qui doit être le Pere des misérables & le Protecteur des opprimés, leur veuille ravir

cette des niere secours. Car n'est ce pas la leur zélé, que vouloir faire passer en secours pour une action fidélicieuse, pour un attentat contre l'Autorité Royale, pour une conspiration contre l'Estat, pour un dessein de soutenir les Etats contre V.M. C'est aussi que ce Prelat traine une action de charité & de justice, à la quelle le Pasteur de Sainte Catherine a eu de voir prêter son ministère en faveur de l'innocence, pour laquelle il a fait autre chose que d'implorer lui seul la sage & modeste intercession des Etats envers V.M. par trois Memorials.

Si dans ces Memorials on prioit les Etats de s'opposer aux Decrets de leur Souverain, & de n'en permettre jamais l'exécution, il auroit pu tirer quelque matiere des plaintes, si ces Memorials contenoient des accusations d'injustice, de persidie & de parjure contre la Personne Sacrée de Votre Majesté, comme M. l'Archeveque l'avancer, mais n'est plus insolent, plus frondeux, ni plus punissable: rien n'est plus insensé, s'il n'y a pas même l'ombre, & qu'on contraire il n'y a rien que de modeste, que de respectueux, que conforme à l'obéissance & à la soumission due à la Majesté Royale, comme on est prêt de le prouver dans un Jugement réglé: C'est à V.M. de juger Elle-même, combien les Remontrances sont à plaindre, de voir poindre d'une manière si horriblement plus innocente actions dans l'esprit de V.M. par celui qui leur devoit servir de Procureur & de Pere auguste d'Elle contre les calomnies de leurs ennemis.

C'est pourquoi les Supplians ne pouvant s'empêcher de soutenir à M. l'Archeveque, nonobstant le respect qu'ils lui doivent, qu'ils n'y aient de plus faux dans le fond & dans les circonstances, & ils osent supplier très humblement V.M. de vouloir bien ordonner à M. l'Archeveque d'en fournir les preuves pardevant vos Conseils, ou de suffire qu'on les regarde comme des calomnies, dont il s'est laissé surprendre trop légèrement.

Il en même de ce qu'il avance, que les Supplians se soient attroupés, & aient été en foule au Greffe des Etats, pour extorquer ce qu'ils ne pouvoient, dit-il, obtenir autrement. Une telle accusation est de son jeu vrai semblable, & pour se refuser d'elle-même.

Enfin, pour ce qui concerne le Memorial imprimé, dont M. l'Archeveque fait un crime au Pasteur de Sainte Catherine, il est certain qu'il n'a jamais été publié qu'avec l'Approbation du Censeur d'Office, & dans les formes requises; & ce Censeur en a porté un jugement si équitable, qu'il a été fait si par tout ce qu'il y a de personnes de bien-séances. Les plus habiles de la Cour Romaine, les plus éclairés de N.N.S.S. les Cardinaux l'ont lu avec estime, & le Saint Office, auquel M. l'Archeveque l'avoit fait décerner, comme un *Pius fore assensu & plene de fassensu*, n'y a rien trouvé qui mérité la censure.

Que si la justice, dont l'amour est grave si avant dans le cœur de Votre Majesté, ne lui permettroit pas d'épargner

les Supplians s'ils se trouvoient coupables, les Remontrances se contentent qu'elle les portera avec encore plus d'inclination à faire rendre à leur innocence tous les témoignages nécessaires, pour repaître l'injure faite à leurs personnes, leur ministère & à leurs familles, qui se trouvent fléchies par les accusations envenimées de M. l'Archeveque, les pièces & les dénonciations si atroces qui les concernent ont été présentées avec selon à S. A. S. E. par le Bureau de l'Eglise Belge, & le Chef de tout le corps Ecclesiastique de la Province. Elles subsistent sans doute dans le Secretariat de votre Conseil privé: elles ont été et apparemment envoyées à votre Cour, lues dans les Conseils par les Ministres de Votre Majesté, elles peuvent être conservées à la postérité: & il peut même arriver qu'elles seroient produites un jour en quelque occasion au préjudice de la mémoire des Supplians, de l'honneur de leur nom, & de la fortune de ceux de leurs familles, comme pour les empêcher d'entrer dans des Charges ou des Benefices des Chapitres, ou pour s'accoutumer de faire de rigoureuses informations touchant la probité & la bonne réputation de leurs Ancestrs: c'est pourquoi les Supplians se croient obligés en conscience de ne pas laisser cette tache dans leurs personnes ni dans leurs familles, & de ne rien omettre de ce qui est nécessaire pour prévenir la honte, le dommage & les tristesses, qu'eux & leurs parents en pourroient recevoir à l'avenir. C'est ce qui oblige les Supplians de présenter cette Requête au Tribunal de Votre Majesté, le Juge à qui il appartient de condamner les Supplians s'ils sont coupables, etant naturellement & nécessairement le Juge de leur absolution, s'ils ne le sont pas. D'autant plus que cette Cause n'est point en elle-même Ecclesiastique, ni du nombre de celles dont il est fait mention dans les Ordres venus de Madrid, & si-gnifiés au mois de Novembre de l'année 1697, & M. l'Archeveque même a porté cette Cause audit Tribunal de Votre Majesté. Et comme cette Requête même que les Supplians ont l'honneur de mettre aux pieds de V. Majesté, peut être aussi conservée & passer à la postérité, elle pourroit être parcellément employée contre eux & contre leurs familles, si Votre Majesté n'y avoit point d'égard, & qu'Elle n'eût pas la bonté de leur faire expédier les Actes nécessaires, pour leur pleine & entière justification.

Ils supplient très humblement Votre Majesté qu'Elle leur serve, & de déclarer que lesdites Denonciations & Accusations & termes injurieux que M. l'Archeveque de Malines a employés & produits, tant en l'adieu Requête que dans la Deduction y jointe, sont abusifs, controvevers, & contraires à la vérité, & qu'en suite Votre Majesté ait la bonté d'ordonner, que la dite Requête & Deduction soient lacerées, ou du moins lesdites injures, accusations & termes injurieux, soient biffés & tracés, par tel moyen que Votre Majesté trouvera convenir, ou qu'autrement, avec dépens, dommages & intérêts. Quoi faisant, &c.

F I N I S.

C E N S U R A.

A Casati super sunt coram universis Theologis Belgis, de violata Immunitate Ecclesiastica, neglectis *Parie* Edictis, & contemptis tam Regis, quam Serenissimi Gubernatoris Decretis. Ut pars altera audiantur, eoque inde eorum de hac accusatione feratur judicium, conveniunt evulgabitur Libellus hic, cui titulus: *CONCORDIA IMMUNITATIS ECCLESIASTICAE ET JURIS REGII*, &c. *Albani* Amstelredam. huj. 2. Martii 1700.

A. EYBEN Lib. Censor.

I N D E X

CAPITUM ET PARAGRAPHORUM

Concordiæ Immunitatis Ecclesiasticæ, &c.

CAPUT I. An Theologi Belgæ in materia morum, & doctrinæ declinent Judices Ecclesiasticos, & ad Tribunalia Laica in hac materia confugiant?

§. I. *Propositor status Questionis.* pag. 192.
§. II. *Nullo exemplo violationem Immunitatis probat Gervartius.* ibid.

§. III. *Ex Actis a Gervartio reclamatis evincitur Theologos Belgas in materia morum, & doctrinæ Judices Ecclesiasticos non declinare, ut incompetentes.* ibid.

§. IV. *Idem pluribus argumentis aliunde petitis asstruitur.* 193

§. V. *An Adversarii horum Theologorum eque sint immunes a violatione Immunitatis Ecclesiasticæ in materia doctrinæ?* ibid.

Cap. II. An Theologi ob recursu in materia possessionis ad Tribunalia Regia recte acculentur de violatione Immunitatis Ecclesiasticæ?

§. I. *Possestorum rei spiritualis ubique pœnt, ac presentem in Belgis ex consuetudine immemorabili spectat ad Judices Regios.* 194

§. II. *Theologi Belgæ non conqueruntur, veteri recursus ad Concilia Regia in materia morum & doctrinæ sed sibi negari præstationem Regiam contra violentias & suam solli.* 195

§. III. *Forma servanda in Causis Ecclesiasticis juxta Consuetudines, Leges & Privilegia Belgis, quam Theologi Belgæ in suis Causis servare possunt.* 197

§. IV. *Theologi merito conqueruntur, sibi viam justitiae negari, dum via possestorum usui occluditur.* 198

Cap. III. An Theologi recte accusantur de violata Jurisdictione Ecclesiastica in Causis criminalibus?

§. I. *Falso accusantur Theologi Belgæ, quod in Criminalibus declinent Tribunal Ecclesiasticum.* 199

§. II. *Hallucinatio Gervartii circa convolutionem & concursum Judicii possestorum & criminalis.* 200

§. III. *An Theologi Belgæ evitent Judicium criminalium prætextu possestorum sui famæ? aut ex Legi Dissimulati recurrendo ad Tribunalia Regia?* 201

§. IV. *Accusantur Theologi Belgæ, quod adversus Episcopos, & sequenter Archiepiscopum Mechliniensem, actiones criminales instituant coram Judicibus Secularibus.* 202

§. V. *Causæ, occasione cuius hæc accusatio a D. Gervartio adversus Theologos Belgas instituta.* ibid.

§. VI. *An in casu propositi Theologi Belgæ aliam criminalem institutionem contra D. Archiepiscopum Mechliniensem?* 203

§. VII. *An Theologi recte coram Concilio Regio gerunt civilliter ad reparationem sui famæ?* 204

E L E N C H U S

M O N U M E N T O R U M

Ad hæc CONCORDIAM pertinensium.

I. **B**ULLA Martini V. De cognitione Possessionis rei spiritualis coram Concilio Regio. 206

II. Breve Leonis X. De eadem Materia. ibid.

III. Libellus Supplex Statibus Brabantis, oblati ex parte plurimorum Ecclesiasticorum, *Quæ petunt ut nemini, nisi auditus coram legitime Jure, puniatur & ut executioni mandentur Brevia Apostolica.* 207

IV. Alter Libellus Supplex Statibus Brabantis oblati,

quo exhibentur commissa inobedientiones Privilegiorum Paucis. ibid.

V. Illustrissimi Archiepiscopi Mechliniensis Memoriale Regi oblatum adversus quinque Deprecatos. 212

VI. Deductio Processus criminalis Pastoris S. Catharini, & Adherentium ipsius. ibid.

VII. Libellus Supplex quinque Deprecatorum Regi oblatum adversus Memoriale Illustrissimi Archiepiscopi Mechliniensis. 213



TRACTATUS DE RECURSU AD PRINCIPEM.

IN QUA

Offenditur Autoritas & Obligatio Principis ejusque Consiliorum protegendis Subditos, signanter vero Ecclesiasticos: necnon conservandi Jura & Privilegia Principum ac populorum, adversus illegitimas Censuras, aliasque similes Judicum Ecclesiasticorum violentias.

ITEM

DE HUIUS RECURSUS EFFECTU.

CAPUT PRIMUM.

De auctoritate & obligatione Principis protegendis subditos, notanter Ecclesiasticos contra violentias Judicum Ecclesiasticorum.

§. I.

Principis est protectionem suam subditis aggressis impendere.



Deo Principes super Regna, & populos a Deo principum constituti sunt, ut subditos infirmosque suum & injuriam pacifice vindicent, ac adversus potentiam protegent. Si videtur, inquit Rex Salomon, CALUMNIAS EGREGIORUM & VIOLENTIA JUDICIA, & SUBVERTI JUSTITIA IN PROVINCIA, non mireris super hoc negotio: quia EXCESSUS EST ALIAS, & super hoc quoque eminentiores sunt alius ut (si placet judicio violento, & subversa iustitia egros oppellere) hos protegent, ac in illos animadvertant. Et insuper, si & de decore, uniuersa terra tunc imperas seruient. Eccl. 3. Hinc Rex David precidens Psalm. 71. felicitatem futuram imperii Regis Salomonis, ait, "Huiusmodi calumniam, liberabit pauperem a pauperibus, & pauperem cui non erat adiutor, animas pauperum saluabit. Et... iniquitate redimet animas eorum: & honorabilia nomen eorum coram illo.

Cum autem ejusmodi violentie, & oppressiones non valeant reprimi oili validiore manu, & penam metuta: Deo Principibus tanquam ministris suis gladium committit, de quo mouens Apostolus ait: Si malum feceris, time: non enim causa (Princeps) GLADIUM PORTAT, DEI ENIM MINISTRI ES, QUIDEM UT IN TI, QUI MALUM AGIS. Rom. 13.

Si igitur Dei ministri sunt & potestatis Diuinae participes, tenentur ipsos exemplo inferiores adversus potentiam suam & violentiam omnino vindicare: Deum enim in eo potissimum virtutem, & iustitiam suam manifestat, ut egros, & pauperes de manu potentis eripiat, & adiuuaret, & praesentem eorum se in tempore tribulationis agere.

Idcirco & Principibus severe principis Dominus, secundum Egiptum, Pars VI.

coram iudicio, & iustitiam, & LIBERARE VI OPPRESSUM DE MANU CALUMNIATORIS. Ierem. capit. 22. Ideoque Canon 23. apud Gratianum Caus. 23. quest. 5. Regum officium est PROVICUM FACERE IUDICIUM, & IUSTITIAM, & LIBERARE DE MANU CALUMNIATORUM VI OPPRESSOS.

Principes etiam Christiani nihil gloriosius, nihil honorificentius duxerunt, quam Regis Regum exemplo oppressorum partes, & protectiones munerari: suasque Tutelam eis tota & opportuna assyla praebere. Id quod Magno Constantino adeo sanctum fuit, ut sanctione publica declaraverit in L. an. Cui, Quod Imperator inter, &c. Quod si populi vel vidua aliquis fortuna iniqua miserabilis, iudicium nostra Sacerdotis exerceat, praesentem cum aliquis potentiam perhorrescat, egerant eorum adversus examini nostro sui copiam facere.

Idemque insitum fuit Clementissimis Principibus nostris Belgii. Joannes Dux Brabantiae jam an. 1311. per antiquissimas tabulas Legum huius Ducatus vulgo des Land Chartre sancit art. 17. Quod Monachi, Moniales, Presbyteri, & qualescunque Religiosi, si quomodo OPPRESSANTUR, ad ipsos Duce iudices pertineant, nimirum ut ab injuriis, & violentiis liberentur.

Philippus Bonus anno 1451. per litteras solemnes pollicetur, tam suo quam Successorum nomine art. 3. se iudicaturum quoscunque subditos Brabantiae ab omni INJUSTO, ET INDEBITO JURISDICTIONIS ECCLESIASTICAE EXERCITIO seque in contravenientes severe animadversurum. Cujus articuli tenorem per alias litteras anno 1457. renovavit, eoque exactam observationem Brabantiae Statibus invariabiliter pollicetur &c.

Ejusdem articuli observationem Principes nostri in sua Indagatione sollemniter perjurando promittunt: ac una per t. art. Lata decretis sacros pollicentur se non permittitur se nullammodi ALIQUA VIS aut VIOLENTIA inferre PRALATIS, ABBATIBUS, Rectoribus, Nobilibus, ac fidelibus incolis: & subditis Ducatus Brabantiae. Neque laicos ne extra ORIGINEM JURIS trahentur, sed ejusdem se in QUINQUE SERVATO JURIS ORINE.

Consilium etiam Brabantiae in sua ad Concilium illud assumptione tenentis Statibus huius provinciae iuramento interpositio praefatorum articulorum observationem promittit.

Papellorum autem, Viduarum, aliarumque miserabilium personarum sub violentia potentioris gementium, est perpetuum, etiam his temporibus privilegium, ut ad

E e vet,

veritates suos ad Carum Principem, etiam in prima instantia: ut ius vocet: ubi nec violentia locum datur, nec avaritia viam ferundandi, & innocentia propugnam, & calumniatores sui possunt invenire distributionem. Uti loquitur Theodorici Rex apud Cassiodorem lib. 4. cap. 9.

Quae omnia evidenter docent ad Principem, tanquam oppositorum protectorem hoc pertinere, ut subditos perfectum imbecilliores vindicent adversus calumnias, violentia iudicia, subversionem iustitiae. Cum ei sit proprium liberum de manu calumniariorum vi oppositorum.

§. II.

Protectio Principi ita competit, ut iam abdicare nequeat.

Subditum benigna protectio adeo Principibus est propria ipsorumque regimini essentialis & necessaria, ut rem nullatenus abdicare possint; non enim ob alium finem Deus constituit Principes quam ut ipsi populum quietem & tranquillum viderent, ut in omni pietate & iustitia. 1. Timoth. 2.

Per vim autem & violentiam cum condit publicam quietem & tranquillitatem ut magis perturbati, qui sunt potentiores aut majores auctoritate patridi, qui vim facerent; quis dubitet Principem hanc protegendum & eorum potestatem, quam simul cum Imperio divinitus accepit, a se abdicare non posse, quia simul & Imperio renunciet; non enim sine causa illam portat; sua enim minister est: virosque in iram ei qui malum agit, Rom. 13.

Unde jampidem recte dicit Salgado in Epitapho premissi: *Protectorem & subditorum defensionem cum ipso simul Regno ab origine ortum esse, ita ut Regni obiectum fit & causa finalis. Regnum siquidem (aut) propter protectionem vii operatur, non protectio propter Regnum aut Regem creatum est a Rege Regum & Domino Dominantium Deo; supremis Principibus Temporalibus datum.* " Unde Passallorum defensio (infer) provide meritaque propelem Regis officium dicitur; arbitrium naturale, inhaerentem virtutibus Regiminis & qualitas inflexibilis ac substantia Diadematis: ita ut Regimen & protectio unum sit effectum continens indissolubile & inseparabile, quae nec a Rege tolli possunt, nec a Regimine (enjos est anima) separari, nisi simul & cum Rege eradicator, quia de realis est id signum competens sapientiae potestatis, quam sequitur sicut umbra corpus & qualitas subiectum.

Notatque Aegonius Robertus Lib. 3. Errum judicant. cap. 1. Principem hanc subditorum suorum protectionem tanquam primum omnium suae Diadematis Regalis ornamentum: etque proprie & per eminentiam nomen Regalia attributum voluisse. " Hoc jus (protectionis, inquit,) tanta dignitate commendate voluerunt majores nostri, ut licet nomen Regalia generale sit, multaque sua universalis appellatione comprehendat; tamen huc uniti, prae cetera Regii Sceptri jura, eximia quadam, speciali prerogativa, ad galam appellationem tribuere visum.

Hinc concludendum cum Francisco Salgado in Suppl. ad Saml. parte 1. cap. 1. num. 109. & 110. post Caneperum, Covarruviam aliosque uti ceteros: Regalias quoque tamquam Regi, in signum supreme jurisdictionis ut... per oppressos ab eum recurratur, Principem a se abdicare non posse, nisi Regia Sedem remaneat.

Principes Belgii speciali titulo ad conservationem hujus jura assignantur; cum in eorum Lato Iurisdictioni seu inauguratione solenni contractu, etiam ipse jurando interposito, promittit Brabantie Statibus, se subditos suos adversum omnem vim & violentiam efficaciter protecturos, ut supra ostensum est.

Jurant praeterea, se perpetuo inviolata conservaturos Ducatus Brabantiae ac ejus intercom jura, privilegia, libertates, consuetudines, usus & immunitates mores: sequit omnia effectum nec quid otiosius contra ea attentetur. Porro quomodo ea subditi sui violenter conservabunt, nisi eos poterit & benigne contra quoscunque Protegant & ante omnia resistant, si per vim & violentiam fuerint spoliati?

§. III.

Principi protectionem suam debet omnibus subditi, & speciatim adversus superiores.

Principem teneri protectionem suam imperiis omnibus omnino subditis tanquam Dei Ministrum & Providentem, apud quem non fit personarum acceptio, locum tenet docet Sacra Litterae.

Constitutum super populos Principibus, & Tribunis & Censoribus praecipit Moyses: Audite illos, & quod iustum est iudicate, ita parvum audietis et magnum: nec accipitis cuiusquam personam, quia Dei iudicium est. Deut. 1. & Levit. 19. Non consideres personam pauperis, nec bonorum valorem potestatis. Iste iudica proximo tuo. Et Rex salomon: Aperis ut tuum nomen, & caesi omnium filiorum qui pertransierunt: aperti ut tuum, decerne quod iustum est, & iudica iustum & pauperem. Prov. 31. Inceptaque severa iudicium iudices illos iniquitatis qui vestrum potentiam se honorabant: Usqueque (inquit) iudicatis iniquitatem & facies peccatorum iustitiae iudicatis ergo & populi: humiles & pauperem iustitiae: eripite pauperem, et egnum ob manum peccatoris liberata. Ps. 81.

Est igitur manifestum Principes Decreto Divino adstrictos esse omnibus omnino subditi sine acceptione personarum impendere protectionem: & non superioribus tantum adversus subditos, sed & adversus superiores administrandam esse iustitiam subditi, domus superioribus oppressi iustitiam implantant.

Sane si subditi non essent iudicandi adversus superiores, dum ab eis inique divicerentur, bonis spoliarentur, moribus, officiis, functionibus violenter exoritur; quid aliud per Imperium gravaret nisi summa illa calamitas quam deplorat Sapient in Ecclesiaste: Fidi calumnias quo sub sole geruntur & lacrymas incensum & nomen consolatorum, nec posse resistere eorum violentia cunctorum auxilio destitutos. Cap. 4.

Quo imo protectio Regia subditi impendenda tunc proprie locum habet, cum hi a superioribus opprimuntur. Superiores enim cum non facile ab inferioribus violentiam patiantur, ideoque sua auctoritate adversus eam satis tuti; raro adversus inferiores protectione indigent. Ubi a contrario inferiores praefertim imbecilliores & adversus vim superiorum delatendi nequeant, nisi excelsior & potentiori mano adjuvi.

Hinc merito statuit Canon 23. Can. 23. quod. 3. Regum officium proprium est probare auxilium illi qui facilius opprimuntur a potentioribus. Immo vult Canon, ut non solum eripiant, sed ne patiantur quidem per suam compemtionem ab aliis cruciari.

Ad quod extimulati debent magnanimitate fortis & Viri Moyses, qui cum vidisset quendam injuriam patientem vindicasse illum, & fecit iustitiam ei qui injuriam subiebat. Act. 7. de quo in Ambrosio apud Gess. d. C. Can. 7. q. 3. In depellenda injuria lex virtutis est. Qui enim non repellit a facie injuriam, si potest, tam est in via, quam ille qui facit. Unde S. Aegyptius bene prius ut ait tota aemula bellica ferit iudicium: nam cum vidisset Hieronymum ab Aegyptio injuriam accipientem, defendit.

Tenerent itaque Principes potentem suam manum benignos & facile, quo imo ultro sic oppressis potestatis; quo fiet ut administrando iustitiam, pacem publicam conservent; ac ita Imperium suum & Thronum stabiliant. Rex enim qui iudicis in veritate pauperem (inquit Rex Salomon) thronum auri in aeternum firmabitur. Prov. 29.

Etenim si inferioribus bene denegare iustitiam non facile administratur: omnia to Imperio salus de qua ventu necesse est. Remaneat iustitia, quid sunt Regna, ait Magnus Augustinus, nisi magna latrocinia, De Civitate Dei, Lib. 4. C. 4.

Ut mirum non sit, si vel ob hanc causam Regna a Regibus inferenda esse Dominus Dominantium edixerit: Regum a gente in gentem transferre propter iniustitias. Ecclesiasticus cap. 3. Animadvertit etiam Exp.

Ereudiſſimus Vir Salgado de Regia Protectione prel. 1. n. 46. in pluribus diſſertationum literarum locis legi, ſepiſſime Dei potentiam curſus, Reges arſi, mutari, & ſanctari, Regibus deſicere, alios errare & vocare, ut ab aliorum tyrannide & oppreſſione populum liberaret & liberaret.

Quare recte dixit Joſephus Sele de Anab. c. 8. §. 3. o. R. Quod Principes de iurisdictione, & humani poſſunt; imo TENENTUR ad conſervationem pacis & tranquillitatis Republica Chriſtiana tollere violentias & oppreſſiones OMNES.

Ad ipſum igitur (Principem) OMNES PROMITTUNTUR... ut appreſſi pro auxilio & deſenſione naturali meritis conſueſcant, ut propulſum, tollantque & levetur violentia... ſine qua reſtoreſ magnas turbulencias, injurias & ſcandala tota Republica univerſalis pateretur, Salgado in Epilogo premonialis, de preſt. Reg.

Certe Principes noſtri hanc ſuam protectionem in Litteris Invenit ſic ſpondere & jurare, ut ad omnes Ducatus, Incolas & ſubditos pertinere, Vide ſupra,

§. IV.

Protectione Regia etiam impendenda Clericis.

Clerum omnem tanquam membrum & partem Republicae, Principibus ſubjici, eſſe dicitur eſt. OMNIS enim ANIMA recte Apoſtolo ad Rom. 13.) poſſeſſione ſublimioribus ſubdita ſit. Etiamſi Apoſtoliſti (ait S. Chriſtoſtomus ad hunc locum) ſi Evangelia, ſi Prophetæ, ſive quiqueſi tandem fuerit, neque enim potestatem ſubvertiſſe ſubſiſtiſſe. Et Theodoritus, Sicut ſit ſacerdos aliquis ſive Auguſtus, ſive manuſcriptum vitium preſeſſus, ut cedat quibus ſunt mandati Maſtratus (idem in hunc locum Apoſtoli ſcribit O Emenius. Hinc hujus ſubjectionis S. Bernardus Epil. 42. ſerio admonet Henricum Archiepiſcopum Senonenſem: "Intellectis quæ dicit, Cui honorem, OMNIS ANIMA, ut quæ poſſeſſibus ſublimioribus ſubdita ſit: ſi omnis, & vobis; quis vos excipit ab univerſitate? Si quæ renat excipere, conatur decipere." Faſtueturque S. Gregorius Magnus Pontifex Romanus Lib. 2. Epil. 6. poſſeſſum ſuper omnes homines Imperatoribus (quos DOMINOS ſuos vocat) cultus datus eſſe; ſequi juſſum ſorum ſubjunctum ENSE.

Quæd pueri i Romanos Pontifices agnovide Principes Civem ſuos eſſe, adeoque juſſum eorum ſubjunctos, evincit Liber ſecundus Romanorum Pontificum in lucem editus per Joannem Garnetium Jeſuitam, in quo quæ agenda Pontifici præſcribuntur; ac Capitis 1. ut, 1. conſuetudinem ſcribenda Epilola ad Principem.

INSCRIPITO. DOMINO PISSIMO AT IRRADISSIMO, Filiori et Triumphatori Filio amatori Dei & Domini noſtri Jeſu Chriſti illi Auguſto, illi Epilopus ſervus ſervorum Dei. Et ſubſcriptio ejus. PISSIMUM DOMINI IMPERIUM gratia ſuprema conſulatus; etque omnium gentium culta ſubſervant.

Cum igitur totus Clerus Principibus ſubjici; evidens eſt et neque impendendam eſſe protectionem ſæculari; omnibus enim ſubditis, ut ſ. perſonam obſervant, cum ementur Principes impendere.

Imo ut recte advertit Salgado de protectione Regia, prelud. 2. numer. 72. Deſenſio Regia POTIUS convenit ECCLESIAE, & ECCLESIASTICI PERSONÆ, quam aliis, quia arma non ferunt. Quam protectionem (ait in Epilogo premonialis) omnia jure naturali, Divino & poſitivo, tam Canonico quam Civili, (& conſuetudine immemoriali, prel. 3.) Rex ſupremæ ſubdite ſubſervant vallaſſis appreſſi, non ſolum laici, ſed MULTO POTIUS ECCLESIASTICI PERSONÆ, quam tanquam Dei Amatori & MAJORI DEPENDENTIA INDEBENTIBUS, non utentibus materiæ ſeculæ, ſed ſpiritualibus tantum, nempe lapſibus, jejunio, orationibus carniſque maceratione, & ſui ipſorum abnegationem, nec non modicam & chaniſcem proſcientibus; tum etiam, quia ſunt para populi, membra & cives Reipublicæ temporali. Quod multo auctoritatibus aſſuit prel. 11.

Hujus muneri Regalis ſeculo & frequenter Principes admonuerunt ipſi Epilopi, ac Summi Pontifices: S. Leo Van Eſpen, Pars VI.

Magnus ad Cognominem Auguſtum Epil. 75. Debes in conſtantia advertere Regem poſſeſſum tibi non ſolum ad mundi regimen, SED MAXIME AD ECCLESIAE PRÆſIDIUM eſſe cultum, ut auſus auſeris comprehendere, & quæ bene ſunt ſtatuta defendas, & veram pacem, his quæ ſunt turbata, reſtituas. S. Gregorius Magnus ad Mauritiū Auguſtum Epil. 6. Lib. 7. Omnipotens Deus Patrem Noſtrum PACIS ECCLESIASTICÆ fecit eſſe CUSTODEM. Concilium Patentiſſime ex quoſque provinciæ nempe Rheimenſis, Senonici, Turoſici & Rothomagenſis Epilopiſ ann. 849. celebratum Lib. 3. C. 2. Cognoviſſe Principes ſeculi Deo debere ſe reddere rationem propter ECCLESIAM, QUAM CHRISTO TUENDAM ſuſcipiunt: nam ſive ageretur pax & diſciplina ECCLESIAE per ſeculares Principes, ſive ſolutor, illis ab eis rationem exigit, qui eorum POTESTATI SUAM ECCLESIAM CAROREM. Enit apud Gratianum Can. 30. Cauſ. 23. q. 3.

In Benedictione etiam & Coronatione Regis, dum Epilopus Regi gladium tradit, ſic loquitur in Pontificali Rom. "Accipe gladium in deſenſionem Sanctæ Dei Eccleſiæ divinitus ordinatum... ut in hoc... vim equitatis exerceras, molem iniquitatis poſtenter deſtruas, & Sanctam Dei Eccleſiam, quæ fideles ad ſe propugnet ac protegat, nec minus ſuis ſide ſal ſos quam Chriſtiani nominis hoſtes exercitis ac diſpergas."

Recte pſinde dixit prælaudatus F. Salgado: Quod Principibus Chriſtianiſ, a Deo, Sede Apoſtoliſca & Romanis Pontificibus, ac Legibus poſitiſ commendata eſt PROTECTIO CLERICORUM, ECCLESIAſARUM, prelud. 3. numer. 805.

Neque poſſent Principes quietum & tranquillum conſervare Imperium, niſi una pacem Eccleſiæ (quæ in Imperio eſt, ut loquitur Optatus Milevitanus lib. 5.) cuſtodiant, adeoque de vim & oppreſſionem auſerant, quon Clerici alique perſonæ Eccleſiaſticæ paſſimur.

Cum enim Deus gladium commiſſerit non Eccleſiæ ſed tantum Imperio, debentur Clerici qui protectionem indigent, æternam generis & manere oppreſſi, ſi Principes non ſit, eis ope illum gladii fui ſuccurrere.

Ex Belliga igitur recte advertit Salgado de protectione Regia prel. 2. n. 77. Alms Regia munus eſt Eccleſiæ, pax Clericorum, ſalus populi, vira vallaſſorum, ſape ſubditorum, tutor Reipublicæ, propugnator & præſidium Chriſtiana Religioſi.

Tenentur igitur ſupremi Principes ſingulariter Clerum omnem potenter protegere adverſus omnem vim & violentiam, a quolibetque tandem ſive inferioribus ſive ſuperioribus ea inferatur; idque non ſolum ut ſubditorum Protectiones & Reipublicæ Rectores, verum etiam ut ſupremi Eccleſiæ Advocati & deſensores, ac pacis Eccleſiaſticæ cultores & vindictæ.

Quod benigniſſimi noſtri Principes probe ſcientes jam ab anno 1312. Innocentio Abbatibus, Abbatibus, Preſbyteris & quolibetque Religioſis, in quomodo OSTENDANTUR, ad ipſos Bæſis judices pertinere, ut ab injuriis & violentiis liberentur. Et in laico eorum Interſu in manibus Abbatum, qui Statum Eccleſiaſticum reprenſant, ſolenni juſſumque poſſentur ſe non promiſſores, ut alio modo aliqua vi aut violentia inferatur PARLATS, ANATIS ECC. ut ſupra §. 2.

§. V.

Obtenta Exemptionis a ſero ſeculari, non poſſet hac protectione Clericis negari.

PROTECTIO Regia, quam oppreſſis Clericis debere pæcedenti §. ostendimus, eis negari non poſſet præſentia quod a ſero ſeculari extimatur.

Hæc enim exemptio, quam Privilegium ſeri communiter appellant, a Principibus Chriſtianiſ, Clericis indulta fuit in eorum favorem, ut neſape a forenſibus judiciis exempti, liberius Domino vacarent, & eorum cauſæ per Deo amabiles Epilopos quam celerrime finirentur.

Cum autem ex quæ in favorem indulta ſunt, non debeant vergere in præjudicium & damnum eorumdem, Et 2. cvi.

evidens est quod hæc exemptio eis non auferat ius imploendi pro eorum Regum, quia valens se defendere adversus ius & violentiam, quam a Superioribus & Judicibus Ecclesiasticis patiuntur. Quod solide probat F. Salgado de *Prædictis Regis* præf. 3. m. 91. & *sequens* ubi in remittit ait: *A temporalibus iudiciis deducit hæc exemptio Clericos... qui indulta sunt ad utilitatem Clerici & Ecclesiæ, non ad ipsorum, damnum & detrimentum, pro utitur perit, super violentiis gravibus, & vi oppressis a iudicibus Ecclesiasticis, non habent recursum ad Regem & Principem temporalem, ad cuius exhibitionem tenentur iure naturali & divino, quod INVOLUNTARIUM EST.*

Adco ut Princeps, qui protectionem subditorum a se abdicare nequit, concedendo exemptionem Clericis a foris seculari, consecutive excludere poterit a protectione quam eis vi muneris exhibere teneat; cum semper maneat membra & civis Reipublicæ.

Clerici, inquit Cardinalis Bellarminus, *præterquam quod Clerici sunt, sunt etiam civis & partes quodam Reipublicæ politice.* Libro 2. de Clericis cap. 28. Et Anton. Anshelm. Curiz Synodus Antverpiensis Fidei ad Editionem præf. art. 5. §. 26. Clerici, ait, dicuntur civis & *verum appellatur civem.*

Neque hæc exemptio Clericorum sic competit Ecclesiæ, quin supremis Principes qui tam bonis indolis, possint eandem restringere, emulare, ac ejusdem legitimum usum præscribere, ubi consensu bonum id exegerit: ut etiam eos non raro fecisse constat. Mater enim semper apud istos summa potestas ordinandi, statuendi & agendi, quæ ad subditorum & Reipublicæ commodum, secundum Deum judicaverint expedire.

Hoc etiam adversere juvat, tantum abesse, ut per recursum hunc ad protectionem Regiam jurisdictionis aut exemptio Ecclesiastica aut a Clericis lardatur, aut a Rege impediantur, ut eandem potius hæc recipere egregie joveat & conservetur.

Clerici etiam unice connumerantur ad illam jurisdictionem, seu de vi & violentia, quam Judices Ecclesiastici inferant, non judicando secundum juris ordinem ex præscriptis Legum & Canonum: Principes vero supremi sui auctoritate eam illam reprimunt, nonstracant, atque jura Judicem reducant ad viam justitiae & tramine legitime, ut loquitur Jos. Sels de *Inhibitionibus*. Cap. 4. §. 3. n. 49.

Nihil hic in chreuta parte reperibile, nam & Clerici utuntur jure suo, quo se adversus vim licet defendere: Reges autem auctoritate Divina, qua cunctis tollendis violentiis inter Ecclesiasticas personas, & ab Ecclesiasticis Judicibus illatis, competeit. Salgado de *Præf.* Reg. præf. 3. n. 96.

Ceterum Clerum Belgicum nunquam existimasse hunc recursum esse contra suam exemptionem aut jurisdictionem, patere potest ex iis quæ supra memoravimus agi in Investigatione Principis. Siquidem ipse *Status Ecclesiasticus* ibi Principem adstringat, ut non denegat Clericis suorum suam protectionem, quoribus illam contra vim quæcumque impulerint, neque eorum jura, privilegia, libertates inviolate conservet, effluatque omnino, ne quid illatenus contra ea attentetur.

Comprobavit & factu suo hunc recursum dictus *Status Ecclesiasticus*, dum jura sua & privilegia infringi & lesa sentit.

Sic anno 1648, cum in Belgio Interimium quendam commissionem Reverendissimi Nomenclatoris destituit ad visitandum Monasterium Gemblacensis exemptum & immediate Sanctæ Sedis subjectum, dictique Reverendissimi vultu hujus visitationem attentius directe contra ius dictæ exemptionis, cum nec Interimium dandi ejusmodi commissionem haberet potestatem, nec dictus Auditor facultatem implendi sua auctoritate visitationem, Brabantie Praefatus attendentes jurata sui privilegia imperiosæ Abbas Gemblacensis infringi, temere mali esse exempli, sibi eidem Praefato consensuerunt per *saire* *causam* *laureat* *du* *Conseil* *de* *Brabant* *ludat* *Commission* *du* *seu* *en* *qu'il* *est* *en* *visité*, *constituit* *le* *cas* *est* *de* *placuer* *Panden* *Deffesse*, *pour* *saire* *les* *devoirs*, & *pour* *saire* *de* *ce* *oppression* *constituer* *avec* *les* *Prés* *de* *Gemblax*. Hæc præcautionis Actus fuit illi.

Ad instantiam Leopoldum anno 1709, in Urbem evocavit per Universitatem Lovaniensium Supplices sub po-

na intercessionis, ac etiam invocationis privilegium eidem Universitati concessum; idque aperte contra nominis jura de non evocando.

Brabantie Senatus, Patrie Patres huic infrastructi rationes occurrere, ut antiquissimum jus privatum, saluum & liberatum custodirent & ad posterum transmitterent, ex communi deliberatione Boussellii habita 14 Novembris 1709. Recursum ad Principem alio insuperant postulantes: ut Officio Fidei Brabantie manibuset de *apre* *de* *de* *rendre* *les* *devoirs* *conven* *il* *est* *pour* *saire* *reparer* *cette* *nouvelle* *attribution* *des* *Droits* *&* *Privilèges* *cy* *mentionnés*, *sunt* *par* *voies* *d'Arres* *par* *les* *tribunaux* *appartenans* *aux* *Chapitres* *de* *Liège* *en* *Pais* *de* *Brabant*, *si* *quelque* *cela* *a* *encore* *est* *pratique* *dans* *des* *cas* *particuliers* *cy* *devant*, *sunt* *par* *cette* *autre* *voie* *que* *sa* *Majesté* *transverse* *son* *de* *la* *la* *indiquer*, *Habent* *supplicat* *sub* *B.*

§. VI.

Offenditur egressus Clericis non enim privimus Ecclesiæ scilicet recursus ad Principes: non solum tantum ad supremam Prædictam, sed etiam tantum ad ipsam Ecclesiæ & Legum custos & vindictas.

Exempla innotant etque præclara suppedant Historia Ecclesiastica; e quibus licet Pontifices ipsos, Episcopos, Presbyteros, & Monachos constantes ad protectionem Regiam recursum infundere adversos vim, & Judicium Ecclesiasticum violente Judicia. Tantum abest ut hoc pacto immutaretur & jurisdictionem Ecclesiasticam legi existimaret: novorum quippe Regum possetur (ut loquitur S. Leo Magnus, tunc auctoritas Pontificis & Ecclesiastica sublimitas) maxime ad Ecclesiæ prædictam (principibus) esset illatum, ut ausu resisteret compertum; quæ bene sua statuta defendens, veram pacem huius, quæ sunt turbata, restitueret, depellam porro jura aliter &c. in Epistol. 145. alias 75. ad Constantinum Augustum.

Unque à Viro maximo de vere Apostolico initium ductum, qui sub initium seculi quatuor florent, cum plurimum Ecclesiæ libertatem nanciscuntur, a magno, in quoque, Athanasio, Sordidissimo hoc Alexandrinus Episcopus a Judicibus suspectis, innotuit & recusis, absens & innotuit per infidias, a Synodo Tyria condemnatur, & Episcopali dignitate destituitur.

Ab hac aperta Canonum Legumque violatione per Judices Ecclesiasticos illata Constantinum Augustum vocat & subsidium Imperatoris turbis impioris; qui & causa ejus cognitionem suscepit, coque Athanasius de per contra ius omne & illa illata congeneret; ordinavit, quæ Episcopis omnibus qui Synodum Tyri absolvent, ut indolere ad Praetorium suum & recederent.

Hujus rei fidem facit Rescriptum Constantini apud Athanasium Apol. 2. Magna libertate, inquit, nihil aliud possidetur (Athanasio) quam ut vos hic evocare jubere, quo vobis presentibus, quæ per vos parvis esset, conquiri cogeret. Quod cum vobis equum & temporibus meis tempus videret, scripsit vobis denunciatum vobis, ut quocumque Synodum Tyri absolvent, sine vobis investigatione ad Praetorium nostrum Clementia conveniret, re ipsa quantum severitatis interpresque sit id vobis presentibus coram me ipso declarari.

De hoc factis S. Athanasii scribens Petrus de Marca Archiepiscopus Parisiensis ait: Ex Athanasio Libellis & Rescripto Constantini appropinquat contra Athanasium existimasse, in his argutis libellis esse illis subsidium rationis Imperatoris complere, & Principis partes esse, ut per ipsam aut per illa contra prædictam Legem & Canonum illata sit. Lib. 4. cap. 111. de Concordia Sacerdotii & Imperii. Idem hoc loco adversus nominatissimum illi Baluzius Tulienus.

Initio seculi quibus, exurgente hæreticæ Nestorianæ, quæ B. V. Mariam Dei Matrem esse negabat, vari religiosis Presbyteri & qui contra repulsum hoc pravum dogma intervehant, facilitate concionandi privati sunt, plurimique Monachi misere a Nestorio Episcopo Constantinopolitano divexati.

Adversus huiusmodi oppressiones Basilium Diaconum & Archiepiscopum, Theodorum Lectorem & Monachos alique rederent ad Imperatores Theodosium & Valentinianum; Et quæ contra hanc vim graviter exposuissent, sic organum

118 tiffime supplicavit: ¹¹⁸ Vultis, inquit, Majestas efficiat
 ut facta & ætterna Synodus primo quoque tempore
 119 hoc coenti: quo hæc præfate Christiani Sanctissimam
 Ecclesiam nostram... illud etiam obnoxiæ precaræ ap-
 120 petimus... ut quicumque delinquit in æquum illius (Nes-
 121 titio) liceat, ¹²¹ nisi primum Orthodoxæ Fidei veritas em-
 122 cleretur... Rogamus proinde ut magnificentissimi Præ-
 123 fecti nostre Romæ providentia, ¹²³ compensetur illi, qui
 124 adversus Orthodoxos insurgunt, & sub præterita quod
 125 fer descendunt, agunt, non potest infusari; donec in
 126 æternam que ad Fidelem personam compensatur. ¹²⁶ Hæc
 127 Synodus. ¹²⁷ extat apud Labb. tom. 3. Coll. 435.

Episcopus in sua Synodo Erythraea episcopos haereticos condemnasset: Dioscorus Patriarcha Alexandriae Erythraeos partem suam fateretur, imperatorem a Theodosio Augusto ut convocaret Synodum Ephesinam fecunda. *Dioscori* amem & *Ghrylaphi* Eumachi malis arbitris & noticiis hanc Synodum *Laetentium* defuit.

Uti enim S. Leo Magnus, omnia in hac Synodo pre-
torumque et competentium iudicia fuisse cognovisse ipse
Pascasius maximus ad Theodosium Augustum occurrit
ut inquit obtestatur, ut Synodum aliam generalem se ne
quisquam Italiani Italiani congregari jubet, disti ad ipsam
hervis in hoc verba: " Ecce ego, Christianissime et Ve-
nerabilis Imperator, cum confociationibus meis... ob-
secrans... ut omnia in hoc synodo... in quo
vult ante omnia iudicium, donec mecum et ceteris et Ve-
nerabilibus numeris congregare: " Hinc paulo infra pro-
sequitur: Omnes patrum oedramus Ecclesie, omnes
Mantendunt Velle cum penitus et lacrimis
plene Sacrosanctis, ut quia et nostri debent celebran-
turi, et sicut Libellum appellationis Flavianus Epus-
copus dedit, generalium Synodum jubere Italia
Italiam celebrari, que omnes offensiones sua repellit
non mittit, nequaquam aliter; vel in Fide dubium,
vel in charitate divinum. " Epist. ad Anast.

Generalis Synodus, quam Sanctus Leo inflavit
me populaverat; *Chalcidon* congregavit *Marcianus*,
defuncto Theodosio. In hac Synodo videtur est Monachos,
Presbyteros, Episcopos, trecentos ad Imperatores
Marcianum profectionem & justitiam adversus
judicium Ecclesiasticum violentias ugentissime im-
plorantes.

Athone i. l. u. f. p. i. c. Eusebio Episcopo Doryleu
Rhegionis et Pisanis legationibus Valentiniano
Marciano i. l. u. f. p. i. c. Intense et propitius et Clemens
Vestre, cunctis quomodo libenter providere, et
manum poenere omnino iussu precepti, ut ac-
tione tamen sumptibus Sacerdotis: in hoc Divinitus
placere, a quo Vobis imperare et domini fide
fide hoc domini est: Ergo quomodo multa et dira
et tanta contra consensum fidei que in Christo
et, et non fuisse perferri a Reverendissimo Diacono
Episcopo Alexandrino magno civitate, adque Pa-
triam Pisanam, suppliciter IUSTITIAM promereri,
Arud Labbanum et c. Col. 95.

Sandilium: Typicon Ecclesie ex prius et immemorialibus temporibus a Sanctis Gadoribus certa definita esse iura, tum in *Ecclesiastica administratio* in se ordinata iura. Eiusmodi iura Eucharistia Reverendissimi Episcopi Berytorum civitatis ex violatae sacrae fuisse de se transferre, etiam asseruntque Reverendissimo Phorio Episcopo Typicon *communi*. Adversus hanc oppressionem de novitate recurrit Reverendissimus Phorius ad probatioris Imperatoris *Obsequium*, inquit, *procuratoris* vestrae pedibus, et faciat Caeleste Vestrum Imperium, et omnia que prius a sacris regulis attributa sunt proinde *Sandilium* *sanctae Ecclesiae*, integra maneat. Si quod vero contra *antiquorum memorias* (Eucharistia) vel quavis alius quod non faciat, aggressus sit, ut irrationis *prosequamur*, nec aliud nos habet. *Ant. a. Cul. 547.*

Reverendissimi Balfinini Ephesiorum Episcopi videri
et communitatis ab ipso Sacerdotio fungentibus
Sede Metropolitica dejectis, alio interio, iidem Glorio-
sissimi Imperatoris supplicationes exhibes, quoniam
existunt: *Omnis fides violentiam paritum, post
duos vestra tranquillitas est, FLACILIA AUTEM SACRA-
TORUM SITATI.* " Quapropter simplicio Ve-
stre Petiti, et provolveo divinis vestris sacratifque
vestrius, quatenus sancte dignetur vestra Celsitudo

Potestas . . . ut cognitis fiat . . . hoc insuper sanctis Ve-
stem Divinitatem exoro, ut nulli liceat vexationem
aliquam mihi inferre, donec ad finem perveniamus ea,
quae inter me & adversarios meos aguntur. " *Act.* 11.
Col. 685.

Reverendissimi Eranomius & omnis Cirsus Nicomediensis Metropolis sancte Dei Ecclesie Cardinalis, nos imperatores perpetuos Augustos exhortantes: "Deus Vobis inquit, Regnum & omnium rerum Imperium (ut omnes gubernaretis) ad salutem totius terrarum & pacem Sanctorum Ecclesiarum, jussu donavit. Quapropter ante omnia & per omnia, Philippi & Christi amantissimi Principes, pro Orthodoxis & saluberrime Fidei Dogmatibus cognatis, tam hereticorum fremitus extinguentes, quam pia Dogmata ad lucem deducantes. Utroque proferimus nos Majestati vestre Vellegis, ut jubentis aures innoxiamus que ad versus nos a Reverendissimo Episcopo Niceno Analla fuit est presumpsa: quatenus vellemissis congruis Christianis pro Invenies sine intermissione Mysteriorum persequi & consueverat capit." *Ad 13. Col. 708.*

Hanc exomphaliam (nomina enim habet Hystoria Ecclesiastica) ut appareat ipsam Ecclesiam ipsi priuilegiis Ecclesie fecisse factio ostendit, Ceteris qui ei reuocandi ad Principes aduersus Iudicium Ecclesiasticum uoluerint iudicare, ipsamque uigentissimis uerbis Principes inuicibiliter ut iustitiae re promptis erga eos ostenderent Procuretores & Viuificos. Adeo ut Sanctus Leo, Pontifex uer Magnus, in Epistola ad Cognominatum Augustinum, uel eo titulo ipsam inter Christi PRÆDICATORES dignos homines nomen audire exultaret, nec non Apostolorum ad Prophetarum dignum consorcio.

Ench. l. 1. c. ult. 71.

§. VII.

*Superiores & Judices Ecclesiastici non raro sua potestas
gratius abutuntur.*

Cum in hoc Tractatu agatur de violentia, quam Superiores et Iudices Ecclesiastici in ius Jurisdictionis exercitio committunt: oportet periculum esse plurimum illi monitionis de monitione, non tamen contingere, ut illi ius potestatis et auctoritatis enormiter abutantur: Neque verum est, sicut quidam superfliniosus vel crudelitate praecipuus exultante videtur, quia, cumque Superiores facta non approbando, neque adfuerit Superiores unquam inferiores esse audientes: quasi ipso aequalis ab omni vitio emeruerit, quo in sublimitate collocatur, cum vel tunc aequum somnians *idcirco* exponatur. Unde et ab hoc vitio vel ipsi Eugenio Papae innotuit S. Bernardus intuebat. Et celeberrimus Capuanus S. R. E. Cardinalis non dubitavit asserere: *Potest per se ipse PAPAM tyrannice gubernare, et tanto facilius quante potentior est.* l. 2. q. 19. art. 1. ad 2.

Prima Synodus Oecumenica initio seculi quarti, cum
sem pax Ecclesie data esset (sub Constantino magno, Ni-
zeae congregata, appropinquavit supposito qualem inordi-
nate Episcoporum passionem, sumptibus de Ecclesia ejici-
re excommunicavit. Mandat etiam *Canon 9*, lingua
in quaquaque Provincia bis Synodus fieri, ut com-
muniter omnibus simul Episcopi Provincie congrega-
ti, conveniant et agantur, ut regantur; nequid
per suffraganeos (aut ut legitur Iudorum) aliqui inde
sentiant, ut contentione vel aliqua iniuria commoveant,
aut juxta Iesephorum Dionysii alia quibet Episcopi vi-
ci, congregari possent (seu juxta Iudorum) excom-
municent.

Certe Historia Ecclesiastica infinita, commemorat
simplex etiam Sancti Geronimi Veritatem, quod odioso
nive. Superiorum de iudicio sacrum Ecclesiasticorum
inde de violenta creatura alioque pennis Ecclesiasticis
per alios, oppressi & decompensatione Ecclesia expul-
si: immo Sanctus Augustinus qui prout de prioribus
Ecclesie seculis vixit, jam non ait: *Forma plura fuisse*
simplex, quam credi posset, Libri de vera Religione

Atque hæc bonorum Virorum oppressio, quæ a Ca-
nonum neglecta, ac violato Juris ordine promanar,
scilicet causa fuit, quod læsio læto Imperatoris Justi-
tiane

niam, et hoc Judicium Ecclesiasticorum licentiam cohi-
beret, tanquam gloriosus Ecclesie Proceptor, sanctio-
ne publica ediceret in verbis: *Omnibus Episcopis & Pres-
byteris interdictionis segregare aliquem a Sacra Commu-
nionis antequam causa monstretur propter quam Sancta Ra-
tula hoc fieri jubent.* Hæc etiam comminatio pœna: qui
vero aliquem (propter hoc) a Sancta Communionis segre-
gare præsumpsit; modis omnibus a Sacerdote, sub
quo constitutus est, separabitur a Communionis quante tempore
ille præsumpsit, ut quidamque fecit, jussu præsumpsit. No-
vell. 128. Cap. 11.

Quantiuvis Ecclesiæ hæc Justiniani Novellam fecerit,
eiusdem notum est, ac offensam fuit in Tractatu no-
stro de Censuris Cap. 2. §. 3.

De hac Episcoporum præsumptione ita loquitur seculo
septimo Synodus Hispanica sub Sancto Isidoro:

« Sexta æthione competimus, Præsumptionem Cordubens-
is Ecclesie Presbyterum in ipsam a Pontifice suo de-
positum, & incommensurabilem condemnationem. Quoniam
istius ordinis iura reseruitur in deo ad veritas præsumptio-
nem nostram decernimus; ut iuxta præscriptum Patrum
Synodalem Sententiam nullus nostrum sine Concilio
examine quocumque Presbyterum vel Diaconum deice-
re audeat. Nam multi sunt qui indignos potestate ty-
ranica, non auctoritate Canonica domant. Et sic
multas gratia favoris sublevent; ita quædam edic-
tionis permissum humiliter, & ad terrorem opinionis
eorum committunt, quorum crimen non approbat.
Qui Canon reclusus in Corpus Canonicum, existit Conf.
25. quæst. 7. Cap. 1.

Incredibile dictum, quantum procedente tempore ab-
usus jurisdictionis Ecclesiæ creverit. Maxime ubi Ro-
mana Curia (amplificanda postea studiofissima) in-
terpret indies magis magisque Episcoporum iura invadere,
causas quolibet ad se evocare, & Conservatores, ut
vocat, in Provinciis constituere. Incrementum maxi-
mum adiecit, quod Episcopi contumaciam jurisdictionis
Officialibus committerent, de quo jam seculo 13.
alter congeritur Petrus Blesensis Episcopus. 25. Officiali
Episcopi Carnotensis amico suo inferno inscripta, quem
propterea obtestatur, ut cito hoc Adversarium damnosissi-
mæ villicationis omittat.

Quod & quanta hinc mala promanare in omnesque
Statum, quamque tristis esset rerum facies sub initium
seculi 16. facile intelligitur ex præmissis tantum, quæ
Sacri Romani Imperii Principes ac Proceres in Comitiis
Norembercensibus anno 1513. ad instantiam Adria-
ni VI. Pontificis vere maximi, de reformatione levis
cogitantes tradidit Francisco Chergato ejus Able-
gato.

Horum Gravaminum art. 10. ita habet. « Com Ro-
ma quicquid etiam laicus, interpositum juramento as-
seruit, se non sperare iustitiam apud Judicem competen-
tem in Germania assequi posse, protinus ad sale
juramentum admittitur, ac citatis illi contra partem ad-
versam decernitur. Si quæ processu a iudice ordinario in
Germania Romanæ, ac iudice interpellata, nec parte
adversæ monita pertrahitur; inde juramenti prætextu,
ac fors declinatio, nec ulla admittitur probatio, et
iam si plane doceri posset auctorem istum perjurasse. Quo-
iares si alius radices ageret, nec principis resistitur;
omnis tandem casus ad Romanæ Curie tribunal de-
volveretur. Ordinariusque universi ita priventur
jurisdictione. Quod non solum contra omnes iusti-
tiam sed etiam intolerabile fore.

« Art. 11. Item est et aliud iudicium Papalium, per quod
æque ordinaria sententia revocatur, genus, quod
conservatores vulgo vocant. ... si (coram eis)
vocali in iure recusataverint, si contra ius ac fas ex-
communicationis forte nulla servaverint, cujus rei
infamia adduci possint exempla.

« Art. 34. « Item Romæ ceterisque in locis per Archie-
piscopos ac Episcopos, antea eorum Ecclesiasticos
Judices, multi Christianorum ad causas præsumptas, ob
pœna despectu ac rursu quædam auctoritatem sacramenti
cantur.

« Art. 55. Archiepiscopus quoque Officialis,
supremum fuit iudicium, insolentia, insuper & scilicet
ritibus moribus, nihil pensi habentes, nihil avocant
quam pecuniam.

« Art. 58. Insuper & ita ob plures causas illicitas, in
iudicibus Ecclesiasticis contra personas Laicas continen-

ter citationes ac mandata, quantum tales iudices, et
publica etiam testante fama, indubitanter peripetum
habent vocatos ita in ius ad iudicium sui terminos mini-
me pertinere, illosque ad ordinem sui terminos fu-
re i quod ipsum quocumque Laicorum subiectis non feren-

« Art. 68. Accidit etiam nonnumquam, quod vi-
et mulieres coram Officiali seu Ecclesiastico Tribunale, ut
delictum ac sceleratum fuerit, sensibus rumoribus os-
perantur, ac non prius per sententiam innocentem
declarentur, quam ubi se iurejurando purgaverint,
qua purgatione facta in primis estimationis Reum
relinquatur. Et quamvis istam sumptus denunciaris in
commoda, damna, impensa, tam ob tempestivam
merito restandi deberet; ubi tamen rationem
eantibus ipsi in dictis restitutionis fidem, Officiali,
Ecclesiastico Judici, duci auctoritatem tunc auri quarta
partis, pro abolitionis litteris, nequaquam necessariis,
numerare cogitur.

« Art. 70. « Item licet complures sint cause, ita pro-
miffionis jurisdictionis, et secundum iura communia,
apud Ecclesiasticos atque Civiles Judices agitari & pa-
mi possunt, sæpissime tamen evenit, ut cum Civiles
iudices, concilium ubi hæc in re provinciam & juris-
dictionem administrare atque exerceat velint, quod
idipsum non faciant, per Judices Ecclesiasticos sub
communitionis pœna eis interdictionem prohibetur.
« Quod si diutius perstare deberet, brevi Ecclesi-
stici Judices a Civili Adversitate, quique jurisdictionis
quandocumque etiam causas eximerent, suæque asser-
vare dicerent, id quod Cæsare Majestati, ceterisque
Imperii Romani membris GRAVE EST INTOLERABILE.

« Gravamine & abusus intolerabiles, quoniam a Curia
Romana, tam a Conservatoribus, tum a Iudicibus Ordi-
nariis passa fuit Germania, etiam & Belgium costium
suo damno caperunt est.

Et quidem de censuris ac oppressionibus, quibus Bel-
gæ per Curiam Romanam supra modum fuerat afflictæ,
conqueruntur Serenissimi Principes Maximilianus &
Philippus in his Edictis, altero die 17. Septembris anni
1484. altero die 30. Maii 1497. atque inter alia, hæc
commemorant.

« Que par nos provisions de la ditte Cour de Rome,
que les autres MONITOIRES PÉNALES, plusieurs, sans
autres ouyes ou effes contraires, a nous de parer de
leurs benefices, et autres de nos droits, en un an-
geu jay languement.

« Qui les autres provisions en vertu de Refferrez par nous ob-
tenues de la ditte Cour de Rome attirent & cetera en pre-
miere instance hors de nos pays aussy pour ceux, sans
autres benefices, PAR NOUS OU AUTRES COLLEATEURS
D'ECURIE, aussy en VRAIDIES ORS ORDINAIRES: pour les-
quelles choses nous este souffertes & emporces grandes & ex-
cessives sommes de deniers hors de nos ditte Pays: AU
VRAI GRAND APPROVEISEMENT D'ECURIE, ET DE NOS
SUBJECTS.

« Que depuis nous s'avançoient en plusieurs plus (en
conservement directement à nos deservies) obtenir sembla-
bles Bulles & Refferrez & certains MONITOIRES PÉNALES
de la ditte Cour & autres contenant GRANDES PÉNES
& CENSURES à l'ecouvre de nos subiects, LES AUTRES
NON OUIS EN LEURS OERTENES, & autres ad JOURNES
HORS NOS DICTES PAYS en premiere instance: contre les
droits, hanties & prerogatives, franchises & de libertes
de Nous & de nos ditte Pays, & ALA GRANDE FOULE
de nos ditte subiects. Estant parti. 1. Edict. Fland. lib. 1.
rub. 8.

« Ut autem huiusmodi abusus, oppressionibus, & ve-
racionibus indebitis occurreretur: severè inhibuit fuit
tum Ecclesiasticis tum Secularibus cujuscunque condicio-
nis & status, ut illas Bulas, Processus, Sententias ali-
que provisiones Apostolicas seu Romanas exequantur,
aut exequi possint, idque sub pœna exilii aliisque se-
verioribus ad exemplum aliorum, nisi prius examina-
tione placite rite fuerint mutæ.

« Quod ad Conservatores attinet; si sua facultate ad se
abstineant in dies, & Ordinarium jurisdictionem tam-
tum immutent, et Archidux Belgii Principis, de com-
muni subsidio bono solliciti, cupiens eos gravi &
intolerabili illo onere liberare; omnes omnino Conserva-
tores in perpetuum abrogavit anno 1500. Edictum erat
per. 1.

par. 1. Edit. Fland. l. 1. rub. 8. & par. 1. Edit. Brabantie lib. 1. tit. 1. cap. 18. adeo ut nullus amplius hic in Belgio *Conversatus* superius, unica, pro Universitate Lovaniensi, excepta, quæ per speciale Indultum certis sub conditionibus fuit continuata. Habetur par. 3. Edit. Brabant. lib. 3. tit. 5. cap. 8.

Quam etiam ipsi Ordinarii Judices Ecclesiastici susceperunt jurisdictionem elucet et variis Edictis, quæ optimè Belgii Principes pro recto ejus usu, ut oppressiōibus & sceleribus venationibus metum ponerent, ediderunt, quæ hic commemorare nimis longum foret. Quantum enim jurisdictionis Ecclesiasticæ abusus excrevisset, vel ea totum evincitur, quod Status Brabantie inter quos *Ecclesiasticus* primus locum tenet, se ut Patres Patriæ obliuiscuntur considerent efflagitare anno 1451. a Philippo Bono solemnem Litteras, quibus sancte optimis Princeps pollicetur tam suo quam Successorū nomine Art. 3. *Se vindicaturum quoscunque subditos Brabantie ac omni indubito exsederit jurisdictionis ecclesiasticæ exactionis sequi in contravenientes ferre animadvertendum.* Cujus etiam articuli observationem Principes nostri in sua inauguratione solemniter juraverunt promittunt: ut latius supra cap. 1. 2. observatum est.

Atque hæc sufficiant ut cunctis, plus satis, sit manifestum, quam multipliciter quæque intolerabiles Superiores & Judices Ecclesiastici sua abuti possint jurisdictione ac potestate, adeo ut hæc 3. merito concludam verba sæpe memorati Francisci Salgado: *« Cum Judices (Ecclesiastici) tot innumerabiles violentias & oppressiones sui majoritatis & jurisdictionis occasione committant; justissime multo fortius poterit Rex illis resistere, & oppressus naturalem defensionem præstare, cujus proprium officium est. Præf. 4. part. 1. cap. 1. n. 192. de Præf. Reg.*

CAPUT II.

De Recursu Clericorum ad Principem pro tollenda violentia, quam in sua possessione patiuntur a Judicibus Ecclesiasticis per Censuras via facti iniustas.

§. I.

Quis sit finis seu scopus Recursus Clericorum ad Principem.

SCOPUS hujus Recursus jam a 300. Annis exposuit celeberrimus Covarruvias, Episcopus Segovienis, id hac parte minus suspectus, episcopus qui Concilio Tridentino summe cum laude interfuit. « In hac Regia & Castellana Republica, inquit, illud observantissimum est & obtinuit a tempore, quod memoriam hominum excedit; posse ab his, qui jusceperunt ecclesiasticis VI & CENSURIS opprimuntur. Region Auditoris, & Consiliaris, qui apud Regia Suprema Prætoris singulisbus iustreddunt, omnino adiri, ut vim aservant, & compellant Judices Ecclesiasticos ut in inferenda cessare. » Præf. 99. Cap. 45. m. 3. Idem observat Josephus Sels J. U. D. agens de hoc Recursu in Tractatu de Indultionibus Cap. 4. §. 3. cum. 69. & post illam celeberrimis Francisci Salgado de Regia protectione ut appropinquat Cap. 45. num. 194. & 195. « Rex autem Regia Senatus (dicitur) non se intromittit in his oppressiōibus... ut causam deficiatque ad se forsitan non pertinet, sed... ut vim repellat, propulset & OPPRESSUM sublevet & ECCLESIASTICUM quodammodo reducat ad viam justitiae & transtulerit legitime.

Prius recte advertent quod « hæc secularis potestas, cautio, & provisio contra violentiam, & oppressum junctum ECCLESIASTICORUM non jurisdictionem oem impediit Ecclesiasticam; non ulterius... sed pro quiete subditorum pro tranquilla statu provincie, pro æquitate retinenda, pro injuriis & oppressiōibus reprimendis interponitur.

Itaque scopus hujus Recursus is unus est, ut Princeps sua auctoritate violentiam, quam subditi sui infirmiores, & dominant Clerici a Judicibus Ecclesiasticis patiuntur, comprimat; atque adversus hoc ini-

miolibus protectionem suam impetietur: ut ita tranquilla, & quæta consistat Respublica, & Ecclesiastica Disciplina conservetur sine.

§. II.

Frequenter & illustris hodie species hujus Recursus est impetratio Interdicti Remittentis Remedium, sive. Unde vi, cui successit Remedium quod hodie vocatur Mantententia.

Nihil adeo novum est quam quod indies Pastores, Canonicis, Presbyteris, aliisque Clerici ad Tribunalia Regia recurrant, ut protegantur ac mantententur in pacifica possessione suorum Beneficiorum, ac functionum illam auctororum, dum in eadem per Judices Ecclesiasticos violentis Censuris, aliunde modo turbantur via facti.

Neque hæc species Recursus jam recens adinventæ est, verum hic in Belgio est antiquissima: Etenim inter precipua remedia quibus Judices Regii ab omni memoria usque fuerunt ad remedia subditorum pro adversus Censuras judicium Ecclesiasticum jam a seculo Senatus ac Magistratus Belgici commemorantur *Provisiones Regias ad versus viam facti, provisiones in casu de voie de fait, ut constat et notis, quæ circa Annum 1565, missæ sunt ad Margaritam Parmensem Belgii Gubernatricem super Publicationem Concilii Tridentini; quæ nec permittit decretaque sunt, nisi hoc Remedio salvo, & intacto remanente.*

Provisio autem Regia quæ hic impetratur, hodie nota est sub nomine *Judicii Possessorii* quod & *MANUTENTENTIA* appellatur.

Potro hæc species *Judicii Possessorii* successit *Interdicti* UTI POSSIDENTIS sive *UNDI VI*; id quod jureprimè a nominatissimo illo Flamingo Pragmatico Juredo Damhaudero observatum est: id Præf. rer. Civil. Cap. 41.

Interdictio, inquit, UTI POSSIDENTIS, hodie successit Judicium possessorium, quod MANUTENTENTIA appellatur, quæ possessorum pacificam in possessione sua conservat. Deinde subiungit: Est igitur MANUTENTENTIA quedam provisio, imo verius quoddam Principis vel Consilii sui beneficium, quæ aliquam pacificam possessionem, merentem tamen ex ea effici aut extoritur, in eadem sua quiete possessione tenet, servat, & quasi sua MANUTENTENDO, sua auctoritate tutatur.

Ea quo intell. omittit, a. Unde & apud al. litteræ vocatur, vocabulum est inditum, quod possessor in possessione sua per principem MANUTENTENTUR & in ea manere jubetur, cum interdictis omnium qui ad hanc quietam possessionem contradicere voluit, & ad decem per possessor alius potius sui habens imperatur, & mantententia iterum efficitur.

Deinde n. 4. ostendit *Judicio* huic possessionem nequaquam obflare quod *Judici* seculari non liceat se rebus spiritualibus immiscere; quia, inquit, in isto casu non immiscet se rebus spiritualibus, nec spirituales tractat, exercet, sed tantum, quod est *MARS SECULARIS*, dum litet, contentiones & turbationes a sua Republica subditis arceat, & prohibet. Unde dicitur Franci, quod *Judex secularis optimo jure possit decernere, & dare hanc provisionem, & per eam conservare de materia Beneficiorum: quæ licet Beneficium, & Beneficium factum sit mero spirituali ad spirituales pertinetque spirituales, tamen tranquillitatis Republicæ defensionem seculari est.*

Cum itaque juxta Damhaudero Regi ejusve Senatui per mantententiam protegatur subditi adversus violentiam, ut quærent conservet Respublicam, coque, quasi sua MANUTENTENDO sua auctoritate tutatur in pacifica eorum possessione, certe existimavit hanc provisionem esse *Provisionem Regie* speciem non infirmam.

Hinc inde Doctores omnes de *Provisione Regia* tractantes, atque Regis Senatibus cognitionem de violentia etiam inter Ecclesiasticos afferentes, hanc *provisionem* ascribunt tanquam illius speciem *Judicii possessorii* unde & Salgado de *Provisione Regia* præf. 3. n. 175. tenet consuetudinem cognoscendi de violentia inter Ecclesiasticos in ordine ad eandem Regia Auctoritate tollendam, esse approbatum Bulla Martini V. relicta per Guidonem Papæ datus t. idque quamvis hæc Bulla solum loquatur de consecratis immobilia, quæ Rex Gallie

Gallia de possessione cognoscebat; nullatenus animadvertebat, quin hac cognitio de possessione eadem esset cum illa, qua Reges cognoscunt de violentia in ordine ad protectionem suam subditis largiendam.

Ex quo manifeste sequitur, quod sicut subditorum protectio non ex privilegio aliquo Principibus competit; sed ipsi propria est, ac totum Regali officio naturaliter, & essentialiter inhæret, adeo ut nec abdicare nec ab ipsa avelli possit, ut supra Cap. 1. ostensum est: ita pariter & *manutentendi potestas*, Jure Regali, non potest ad ipsos pertinere, nec a jurebus Majestatis divelli aut abjici quoquo modo possit.

§. III.

In hoc judicio Manutententia ante omnia requiritur pacifica possessio.

Quandoquidem scopus seu finis Manutentie, sive iudicii possessionis, is præcipuus & unicui fore sit, impedire ne Clericus *via facti*, id est per violentiam tueretur, ejusqueve e pacifica sui Beneficii possessione; evidens est hanc speciem Recursus ad Principem seu Magistratum institui non posse, nisi impetrans protectionem Regiam probet primam pacificam suam possessionem; quandoquidem unice persequatur protegi in sua pacifica possessione, e qua *via facti* semper violentiam deturbatur.

Itaque ante omnia hanc speciem Recursus instituent, reneat docere de pacifica Beneficii sui possessione, ut a Principe queat contra violentiam & turbationem facti in pacifica hac possessione manutentri, & contra vim sua violentiam protegi.

§. IV.

Quid hodie requiratur ut quis adipiscatur possessionem Beneficii.

Natum est quod juxta modernam disciplinam Beneficia Ecclesiastica pene reducta sint ad normam Feudorum, sive eorum institutionem & collationem, sive possessionem spectemus, ut notavit Petrus Gudelinus in Tractatu de Jure Feudorum part. 1. cap. 9. num. 2. Ubi enim monuit, quod investitura civilis Vassallum quidem, *max Dominum factis*, tribuatque ei possessionis ingredienda faciliorem; sed eam possessionem non constituit, priusquam *interperrem apprehenderit*. Tum subiicit: *In quo similis illa (investitura civilis) institutioni seu investitura, qua fit de beneficium Ecclesiasticum. Quippe per hanc Clericus quidem jus in Beneficio acquirit, sed nondum possessionem, donec in ea separata actu fuerit indoluit.* Cap. Per totam de Donationibus.

Recte sane id hic recte dicit Gudelinus institutionem in Beneficio Ecclesiastico non esse ab similem quoad effectum, investituræ Vassalli, quam *civilem* dicimus: certum est enim, quod quemadmodum Vassallus per hanc *civilem* investituram constituitur Dominus Feudi; ita quoque Clericus per eam investituram, qua hodie dicitur *Institutio Canonica* (sine qua Beneficium haberi non potest Cap. 1. de R. J. in Pl.) acquirit jus in Beneficio, sive *verum titulum Beneficii*, qui quodammodo respondet Domino Feudi, quod per solam investituram *civilem* acquirit Vassallus.

Præterea Quemadmodum hac investitura civilis, licet Vassallum non constituat possessionem, necessarium tamen præmitti debet eaque per ipsum a Domino directo accipi, ut queat corporalem Feudi possessionem ingredi seu apprehendere: ita pariter, quamquam Clericus per investituram quam *Institutionem Canonica* dicimus, non adipiscitur corporalem Beneficii possessionem; eam tamen non potest apprehendere seu adipisci, nisi etiam prius per *institutionem Canonica* titulum Beneficii acceperit.

§. V.

Per Institutionem Canonica Clericus adipiscitur plenum, & perpetuum jus in Beneficio, non sicut ac Vassallus constituitur plenus Dominus Feudi per investituram Civilem.

Quemadmodum Vassallus nullum jus reale seu Feudale acquirit, priusquam per Dominum directum fuerit investitus, ut minus per investituram, quam vocant *civilem*, tamen ex contractu aut pacto jus aliquod personale ad consequendum feudum acquirit, ut passim notatur, qui de Feudis scripserunt, ita nec Clericus tamen per presentationem Patroni aut nominationem jus aliquod ad rem dicitur, sive personale, habere censetur; nullum tamen jus *in re* seu titulum Beneficii adipiscitur ante adeptam institutionem auctorizabilem sive Canonica, de qua loquitur Pontifex in dicto Cap. 1. de R. J. in 6.

Hæc porro institutio equiparari potest investituræ Feudali, que *omnis* vocatur, & per quam Vassallus ipsum jus Feudi adipiscitur.

Per hæc enim institutionem Clericus verum titulum Beneficii adipiscitur, unde & hæc institutio dici solet *institutio auctorizabilis sive tituli collativa*, ac ipse Clericus per eam proprie illi Ecclesiæ tanquam ejus minister adscribitur, ut in ea functiones sui Beneficii obest.

Quin imo per hanc institutionem *tituli collationem* Clericus constituitur verus beneficiarius; omniaque jura ipsi Beneficio sui titulo annexa adsequitur.

Hinc ulterius concludunt Canonistæ Clericum sic institutum, posse Beneficium tanquam sibi proprium cum alio Beneficio permutare, illudque juxta modernum stylum in Curia Romana in favorem aliusque relinquere.

§. VI.

Per Institutionem Canonica Clericus adeptus Beneficium Parochiale vel etiam Canonica, habetur ut verus Parochus, vel Canonicus.

Institutionem auctorizabilem, que juxta modernam disciplinam præcedere debet institutionem quam vocant *corporalem* constituitur ipsum Clericum verum beneficiarium, sive per eam ipsi confert titulum Beneficii, indubitanum est, acque post alia plura notat Prosper Fagnanus ad Cap. Cum Ecclesiæ & de caus. poss. §. proprias.

Hinc & dici solet institutio *instititutiva*, etque hæc sine qua Beneficium obtineri non posse pronuntiatur in Cap. 1. de R. J. in 6. atque coincidit cum ipsa collatione Beneficii.

Uterque hinc consequens est omnia jura annexa ipsi titulo Beneficii *tituli* per hanc institutionem in ipsum Clericum institutum transire, una cum titulo.

Certum quippe est, quod Clericus adeptus Beneficium per institutionem Canonica sicut collativam, proprie constituitur beneficiarius, sive Beneficium obtinet; & titulus quippe in jure reputatur pro ipso Beneficio, quare idem significant institutio *tituli* collativa & institutio Beneficii collativa.

Unde & hodie nihil frequentius quam passim haberi, & reputari Episcopos post receptam confirmationem Pontificiam, Pastores & Curatos, Canonicos &c. post acceptam institutionem Canonica, tamen nondum missi fuisse in possessionem.

§. VII.

Beneficium, nuncupat Parochi, per institutionem assignabilem seu Canonicam consequitur sui exercendi functiones beneficium annuatim jure proprio & ordinario.

Precedenti §. notatum est per institutionem Canonice cum sui auctoritatem & tituli collarivam, Clericum sic institutum consequi verum titulum beneficii, cuiusque jura titulo annexa.

Hinc evidenter consequitur, quod Clericus ita institutus, & circum beneficii adeptus vigore ejusdem tituli adipiscatur jura exercendi functiones, quas hic titulus, seu beneficium quod datur propter Officium, requirit.

Hinc ulterius unanimi consensu concludunt Canonice Clericum has functiones titulo annexas exercere jure tituli.

Imo dicere non dubitamus, quod ea. gr. Parochus nisi proprio nomine, & vigore tituli sui curam animarum exerceret, vero Parochus non sit. Hinc inter requisita ad Ecclesiam Parochialem, sive beneficium Parochiale, numeramus Canonice ut possessor ejusdem exercet Curam Animarum NOMINE SUO, & NON ALIENO; ut videri est apud Hieronymum. Gonzal. ad Reg. 8. Cancell. gloss. n. 40. & ibi citatus.

Unde provisos de Parochiali beneficio etiam reputamus pro Presbitero, obsequio *perpetuum ut proprius ille Sacerdos* qui habet *jurisdictionem ordinariam* intra Parochiam sui limitis & a quo solo licite *Sacramenta suscipiunt* Parochiani.

§. VIII.

Beneficium, praesertim Parochi, per institutionem Canonicam Beneficium seu titulum officii consequitur sui perpetui ad functiones exercendas titulo annexas.

Clericus per quaecunque beneficium tertae adscribitur Ecclesiae itaque vocatur ad *Administrationem* illi beneficio annexum, plenissimum est; quod enim beneficium datur propter Officium.

Cum usum Clericus nupote supra exelabrurum constitutus ut localis, per certis tenetur adimplere hoc Apostoli monitum: *Unusquisque, in quo vocatione vocatus est, in ea permaneat*. Hinc constantissima fuit Ecclesiae disciplina, ut dum quis & Clero ad certam Ecclesiam fuisse vocatus, eiusque adscriptus, in ea permaneat ubi suis *fructibus maneat*, quam antiquum disciplinam novissima Synodus Oecumenica inherendo vestigia sancti Canonis Concilii Chalcedonensis innovavit. *Sess. 13. Cap. 10. de Refor.*

Hinc dum erecta fuerint beneficia, eorumque tituli Episcoporum auctoritate inflantur: eadem ad mentem Ecclesiae constantiter *perpetuas* tenentur habere; hoc nempe sensu, ut qui vigore beneficii in titulum erecti certae Ecclesiae tanquam ejus minister adscribuntur, in ea permaneat, & via durante in ministerio persistat.

Comque inter beneficia eminent *Curata*, significant *Parochiales* quibus certis circumscriptisque populi animarum cura alieni & Clero committitur, quem regat & pascat: mirum quam Ecclesia ferri sollicita, ut hac praeter cetera *perpetua* essent; unque Ecclesiae Parochiales non mercenarii, non amovibiles; sed proprii, sed *perpetui* Pastores assignantur eidemque *inordinantur*.

Hinc dum laboribus seculis, *enormis* quodam confuso contra CANONICAS SANCTIONES invaluerint, ut *poterunt* in Ecclesiis *condictis Sacerdotes VICARII TEMPORALIS*, ut deplorat anno 1215. Synodus Moguntina Canon 12. statim, & haec & plures aliae Synodi seculo tanto malo efficaciter opposuerunt.

Si anno 1213. Synodus Tridentina Canon. 11. precipi Parochiales Ecclesiae tenentibus, ut suis *Dioecesis Episcopis, Rectoribus seu PARATUOS Vicariis* *ad easdem Ecclesias representent, & Canon. 22. ubi de districtis praecipit, ut QUALIBET PAROCHIA Episcopi, Pars VI.*

chialis Ecclesiae PROPRIUM habeat & PERPETUUM Sacerdotem.

Haec normam dederat Synodus Lateranensis sub Innocentio III. quae statuit, ut si Ecclesia Tridientina sacris annexa majori dignitati, hancque obtinere nequeat personaliter eidem deservire, tunc in eadem idem & PERPETUUM habeat Vicarium CANONICIS institutum. Eadem Cap. 30. li. de probat. & dignis.

Cumque nihilominus in variis Ecclesiis passim Vicarii amovibiles collocarentur, Concilium Tridientinum *Sess. 6. Cap. 7. de Refor.* cupiens huic malo prospicere, mandat Ordinariis locorum solliciti providere, ut in beneficiis *Curatis*, quae aliis Ecclesiis vel Monasteriis quibusvisque personis unita sunt & annexa, per idoneos Vicarios etiam *perpetuos*, eidem depositos animarum cura laudabiliter exerceantur.

Et *Sess. 24. Cap. 13. de Ref.* volens populum in certis propriisque Parochiis distinguere, una statuit ut Episcopi unicuique suam *PARATUUM parochiamque* Parochiam assignarent.

Cujus Oecumenici Concilii Decreta & nominatim quidem ea quae de bonorum Pastorum constitutione vel assignatione agunt, Philippus II. Regio suo Placito confirmavit, ac eorum executionem innoxie gravissime; ut constat cliteris datis ad Belgicum Senatus, quae extant *24. lib. 1. rub. 8. Edictorum Flandriae*.

Itaque juxta *Canonicas Sanctiones* Regis Aethoritate firmatas, Parochiales Beneficia debent per ceteros esse *perpetua*, ut scilicet Parochusque praefectus Ecclesiae verum habeat titulum suam naturam, & institutionem *perpetuam*. Et hae concors Canoniarum sententia.

Unde, ut Vicarius *perpetuus* ad mentem Tridientini dicto Cap. 7. deputetur, potius auctoritate Episcopali erigi debet Vicarius *perpetuus*, ut jam pridem solvitur Sacra Congregatio reffe Fagnano ad *Cap. Ad audientiam li. de Refor. n. 100.*

Ex qua tituli praesertim Parochiales *perpetuitas* per se fuit naturaliter & necessario juxta ad functiones Pastoralis exercendas, titulo annexas, in Parochia itaque esse *perpetuum* & stabile, quam sit ipse titulus, ut & supra deducitis jam inde patet.

Etiam dum *Canonicas Sanctiones* singulis Parochiis de *PARATUO* Parochio providere voluerint: certe non eis de *perpetuo* suspice, de cane *more*, Pastore *in se* & *durantem* prospicere animam fuit; sed de Pastore *vigilans* & *gregem pascens*.

Id apertissime expressit Synodus Tridentina dicto Cap. 3. ubi enim praecipit unicuique Parochiae suam *PARATUUM parochiamque* Parochiam assignari, mox addit, ut *in ea conservare valeat & a quo solo licite Sacramenta suscipiunt* Parochiani.

Et citato Cap. 7. ubi agitur de Vicario *perpetuo* deputando Beneficium curatis aliis Ecclesiis unitis, ut, ut *animarum cura laudabiliter exerceatur*: quibus item hac cura commissa est, tenentur *Præcepto Divino*, ut eadem Synodus declarat *Sess. 23. Cap. 1. de Refor. eos suas agnoscere, pro his Sacrificiis offerre; Verbiq; Divini predicationis, Sacramentorum administrationis ac bonarum omnium operum exemplo pascere . . . & in cetera municipalia incumbere*.

Synodus itaque Tridientina volens juxta praescripta Canonum unicuique Parochiae per Episcopos assignari *PARATUUM parochiamque* Parochiam manifeste ut indubitatum habuit, quod Parochus ille *perpetuus* eadem perpetuas seu quando est Parochiae Praepositus, possit commissio sibi gregem hac *munia Pastoralia* impendere; ad quod etiam, vicurque animarum sibi impositum, tenetur *Præcepto Divino*.

Pulchre etenim Parochiis per *perpetuos* Parochos fuisse provisorum, quidem non a titulo Parochiali, sed a *functione* Parochiali titulo promanente essent per Episcopos ad eorum amovibiles.

Certe si ipse titulus, vicusque fungos manere Pastoralis, est indubitante praesertim: etiam & ipsum juxta fungendi hoc munere, quod profuit ex hoc titulo etque naturaliter inheret, itaque censendum est *perpetuum* ac ipse titulus.

Ex quo recte deducunt Canonice, quod omnia quae Parochas aliisque Beneficiis competunt jure *ordinario* five jure tituli, & Beneficii, itaque censentur *perpetua*, atque ipse titulus; neque magis his jurebus Parochum aliamve Beneficiarium sine jure ordine ad bene-

FF pla.

placitum Superiores posse vel in totum vel in partem privati, aut ab eorum executione via facti suspendi, quam ipso Titulo seu Beneficio spoliari.

Exemplum gratia quis hodie Archidiaconatus iudicatur esse dignitas in Titulo Canonica institutione conferri solita, deducunt Canonibus, Archidiaconum functiones sola munera exercere jure proprio sive jure sui Tituli: neque his magis, quam ipsa dignitate pro notu Episcopi, ordinarii neglecto, etiam posse, ut post plures elatos tenet celebris Fagnanum ad C. Ad hoc de Officio Archidiaconi n. 31. ceteros opinionem Innocentii dicentis, Archidiaconus & similes ideo dici Vicarius Episcopi, quia exercent ea, quae etiam ad Episcopum pertinent, sed tamen non esse tantum Vicarius, sed CERTA OGMITATE potius, adeo ut PROPTEREA removeri non possit ad Vicarium Episcopi, nec ideo pro suo vellet illorum officia vacare.

Dein citatis pluribus antiquis Canonibus Innocentio consentientibus, ex eo quod Archidiaconus sit Vicarius non ab Episcopo assumptus, sed datus A JURE, initio, & sic non esse AMOVIBILEM, sed haberi Vicarium PERPETUAM amovibilem ex privilegio Canonis quod in totum vel in partem a quocumque Pontificum convelli vel mutari non potest, n. 32.

Hinc manifestum est Canonibus deducere in amovibilitatem Archidiaconi tam quod Officium quam munia, & jura eidem competentia ex eo, quod Archidiaconatus ex privilegio vel consuetudine sit dignitas annexa Vicariae perpetuae atque ita Archidiaconus munera Officii ceteros jure ordinarii seu jure suo dignitatis & Vicariae perpetuae.

Si hanc de Archidiaconis, quanto potiori jure eadem statuatur de Parochia seu Curia? qui, ut cum pioilo Cancellario Gersonio loquar, sunt in Ecclesia minores PRELATI & HIERARCHICI EX PRIMARIA INSTITUTIONE CHRISTI, quibus competit ex STATU suo predicandi, juxta Confessiones audienti, juxta Sacramenta Ecclesiastica ministrandi &c.

Quoniam, utpote habentes jurisdictionem ordinariam, de jure communi operantur sine assensu necessarios: eorum animarum eisdem concedunt: approbati ab Episcopis pro concionibus & Confessionibus consentium praebent, in hac facultate in suis Parochiis utantur &c.

Hinc quod eam vulgarem quam distinctionem in Presbyteros sive Regulares sive Seculares, qui ex simplici approbatione & Episcopali delegatione praedicant, Confessiones accipiunt &c. & Presbyteros, qui ea auctoritate polent vigore solum titulus, quibus annexa est anima cum Cura; unde & Curatum nomen fortiorum.

Quis nescit priores, utpote nullum firmum & perpetuum titulum, cui juxta hac munia obviandi est annexum possidentis, posse ea facultate, nec mete pecaria, ab Episcopis, si ita coram Deo judicaretur, privari; non ita polliciores, qui juxta illud potestatem propria ratione tituli vel Beneficii quod obtinent, exercent; atque ea ratione hanc Episcopis speciali approbatione non indigent; ut distinctionem etiam distinguat Synodus Tridentina sess. 23. cap. 1. de reform.

Quam distinctionem utpote in jure fundatissimam nuper etiam infusus est celeberrimus Clerus Gallicanus, cum Regi Christianissimo auctor fidei Edicti quod anno 1695. evulgavit, & Parlamenti calculo probatum est. Cum enim art. 11. declaratum esset, quod deam necessitatem Presbyteris Secularibus & Regularibus ad excipiendum Confessiones vel ad tempus vel sine temporis limitatione possint Episcopi, etiam ante elapsum terminum revocare ex causa, quod ad eorum notitiam post concessum facultatem pervenerint, quosque non tamen expeimere, statim sequenti articulo declaratur sub Articulis praedictis non comprehendunt CURATORES sive Seculares sive Regulares, qui concionari & Sacramentum penitentiae in jura Parochia administrare possunt.

Constat itaque beneficiis, praeforum Parochos, per institutionem Canonum Beneficium seu titulum affectus una coelestis plenae, & perpetuum juxta extecondas functiones omnes eidem titulo signanter Parochiali, adesse.

§ IX.

Beneficiorum perpetuitas facit, ut his sine Judicis compunctis Sententia, servata Juris ordine lata, legitime eorumdem Possessores privati nequeant.

Non solum Parochialis & Curata Beneficia, verum etiam simplici quocumque, ut veri Beneficii notitiam habere, debet esse perpetua, unanquis Canonistarum est Doctrina.

Hinc natura Beneficiorum exigit, ut non conferantur ad certum tempus, sed PERPETUO, seu AD VITAM ejus cui conferatur, uti post hoc loquitur Hieron. Gualtero ad Reg. 8. Cancell. Gloss. 5. nu. 11. addens hoc esse PROPRIUM Beneficiorum.

Unde & Beneficium Ecclesiasticum communiter definitur "PERPETUUM Officium aliquos spiritualis curae in Ecclesia obviandi adiuvandis fructibus, sive redditibus huius Officii assignatis."

Cum itaque Beneficium vi Institutionis Tituli, ad perpetuum Assignatus adscribitur coram Ecclesia ut in ea ad verum suis longatius officii spiritualibus, ut de Superiori 5. etiam observatum fuit: hunc indubitatum est, quod nec ab ea removeri possit iniuri, nisi Judicis Sententia de claretur ob legitimam & Canonice causam suo grada & ministerio exstiterit.

Sic ex gr. secundo XI. decernit Concilium Nemausense Praefide Urbano II. Canon. 9. *Sacerdotes quosdam regendas praeficiuntur Ecclesiae de manu Episcopi Curam Animarum suscipiant, ubi & in tota VITA sua Deo observant nisi Canonico degradentur officio.*

Ut ergo quis, inquit Officialis Anversipensis Typicus Beneficium privetur & DELICTUM requiritur, cui illa a Jure pena sit imposita, C. Innocentius 16. q. 1. cap. 3. & ibi Glossa de capitulo monach. in 6. illud: quod MANIFESTUM Cap. Nos in quocumque 3. gloss. 1. nec Judici credere id sine alio afferenti, Cap. Si tantum Cap. Placuit 9. gloss. 1. denique ut ORDO JURIS SERVETUR nec enim sub fiducia Magi stratus fieri quidem contra jura permittitur. Et hanc hanc communis Jurisperitorum & Pragmaticorum sententia.

Certe neminem Beneficio Ecclesiastico aut alia re quapiam posse privati a Judice juxta ordine praerogando evincit Titulus XIII. de Reformatione spoliatorum: cum hujusmodi Jura pro spoliatoribus habebatur: et hanc ex celebre Responsum Alexandri Terii Cantuariensi Archiepiscopo, extat ibidem Cap. 7.

Sic autem sonat "Conquerente nobis Renaldo Clerico accepimus, quod ipsam Ecclesiam de vestro sine iuramento spoliasti. Quia vero jam non decet bonella tuam tuam Clericos suo iurisdictionis sine manifesta causa, & rationabili suis Beneficiis spoliare, quibus totius paterna provisiōne consistit: mandamus quatenus, si est ita, pendendo Clerico praefatam Ecclesiam cum redditibus inde perceptis restituas, & in pace eam possidere permittas. Reformatione uicem facis, si ad id advenit cum praefata Ecclesia proponere volueris, coram Exon. Episcopo delegato a nobis, per te, vel sufficientem respondens tuum cum eodem RE. ORIGINI JUDICARIO poteris experiri."

Imo licet crimen ut delictum per Beneficium commissum esset tam grave, quod paeam privationis induceret ipse jure: nonnullum tamen est eum non posse a possessione Beneficii amoveri iniuri, nisi prius Judici iudicialiter probetur, crimen hoc ab eo fuisse commissum: & dein sententia commissi criminis declaratoria subsequatur.

Et quia Vicarii ad regimen Ecclesiarum Parochialium unitarium deputati de jure debent esse perpetui ideo nec hi nisi per Judicem a suis Vicariis sive Vicariis amoti possunt, ut patet ex cap. 3. de Officio Vicarii, ubi respondet Pontifex Vicariis institutionem non posse ab Ecclesia removeri vel assignari ipsi portu mitti: nisi aliqui commutari, praeter quod per IUDICEM in Vicaria sit vel Beneficio CONDEMNATI.

Ex quo post Glossographum statum Canonice, etiam Vicarias perpetuas non posse removeri, nec privari, nisi ex LEGITIMA causa, ac per IUDICEM COM-

COMPETENTIAM: sicut aliis citatis docet Fagnanus ad dictum Cap. 3. m. 2.

Cumque *ius* ad functiones spirituales, præcipue Parochiales, æque sit *perpetuum ac iuribus* beneficiis, ex quo hoc *ius* manet ut superiori s. demonstratum est: ita non magis quis his functionibus quam ipso iurilo, sine iudicio competentis legitima sententia, privari ullatenus potest, quemadmodum id tam ex *eodem* s. cum et textus huius li. quæstione patet.

Et profecto, quod aliud est dicere quod quis *beneficium Ecclesiasticum* privari non possit, quam quod privari non possit iure officii alicujus spiritualis certa in Ecclesia abundat. Quid enim est *beneficium Ecclesiasticum* nisi *ius perpetuum officii alicujus spiritualis certa in Ecclesia abundat*. Et quid est *Curam*? Nempe quod *adjuvans animarum curam habet*.

Nec immerito decreverunt Ecclesiæ Canones in dispositione, privatione aut suspensione Clericorum, præcipue autem Parochorum, ordine iudicario, *auctoritate Canonica*, & non ex arbitrio Episcoporum, *potestate Tyrannica*, procedit: nam ut jampridem deploris Concilium Hispaniæ II. Can. 6. "Ad id sunt qui indigne potestate tyrannica non auctoritatis canonice viam ducunt, & sicut nonnullis gratia favore sublimant, ita quodam odio invidiæque promoti humiliter, & ad levem opinionem eorum condemnant, quorum crimen non approbat."

Uique huic præsumptioni occurrat, statuit Concilium iuxta illius temporis disciplinam ut *iuxta præscriptum Patrum sententiam nullus nostrorum sine Concilio excommunicandi quolibet Presbyterum vel Diaconum audeat*. Apud Gratianum C. 15. q. 6. 1.

S. X.

Qua ratione Parochi curam animarum dicuntur ab Episcopo accipere.

A Primis Ecclesiæ seculis servatum est, ut singulis Episcopis portio quædam orbis, quam Diocesim vocamus, divisa sit, quam regeret, et cui quæ salutis sunt, fideliter ministraret iuxta illud 5. Cypriani de Episcopis loquentis: *Singulis Pastoribus portio grægia fuit adscripta, quam regat unusquisque et gubernet*.

Postmodum aucti fideiæ multitudinem, cum unus Episcopus non sufficeret regende portioni grægiae sibi concedere, cepit singulorum Episcoporum portio sive Diocesis dividi in minores partes; singulisque præfati distincti Presbyteri, qui tanquam minores Prelati eis regerent, cum quadam tamen ad Episcopum, totius Diocesis caput, & superiorem Prelatum, subordinatione.

Porro sicut nullas seipsum in Episcopum potest eligere aut Ecclesiæ Ministerio applicare, seu sibi honorem sumere, sed tanquam *Adrianus* a Deo vocari debet, similiter nec inferiores Presbyteri propria auctoritate curam Parochiam suscipiunt, aut in se ipsos unquam regere poterant; sed ab aliis vocati et applicari debebant.

Uti vero circa formam vocationis & applicationis Episcoporum (que per electionem & confirmationem fieri consuevit) varia fuit per varietate temporum & Ecclesiarum disciplina; ita & circa vocationem & applicationem inferiorum Presbyterorum sive Parochorum.

Hoc unum firmum manifeste & constans, ut nec Episcopus nec Presbyter curam animarum applicatur sine Episcopo, qui in Hierarchia Ecclesiastica superiorem obtinet locum, auctoritate.

Sic olim Episcopii sine sui Metropolitanis, & hodie sine Romani Pontificis approbatione seu confirmatione, curam animarum non applicant. Presbyteri vero non obtinente mutatione quacunque, que circa electionem, aut presentationem vel collationem intervenisse possit, absque auctoritate & approbatione Episcoporum, vel qui eorum auctoritate funguntur, Parochias regendas suscipere nec eorum spiritualis & Pastoralis regimini ingerere sese nonquam poterunt.

At vero Episcopi, ubi auctoritate vel Metropolitanis vel iuxta modernam disciplinam, per confirmationem Romani Pontificis regimini & curæ alicujus Ecclesiæ seu Diocesis applicati fuerint & adscripti, vi hujus applicationis sine alia nova commissione jus & auctoritatem re-

gendi in spiritualibus populum illius Ecclesiæ & sequuntur; atque hoc sensu dictum iurisdictione & potestate Episcoporum esse juris Divini sive immediate a Christo. Quia hæc per homines in Episcopos eliguntur & Ecclesiis applicantur, ubi tamen sunt electi & Ecclesiæ Canonice applicantur, sive Divino & ex Christi institutione habent potestatem regendi populum ibi commissum.

Simile & in Parochia contingit. Hi enim non solum atque Episcopi, hominum ministerio eliguntur & suis applicantur Ecclesiis; at ubi semel electi & auctoritate Episcoporum certæ Ecclesiæ tanquam *perpetui parochiales* Parochi sunt adscripti, immediate vi solius hujus applicationis sive, (ut hodie loquimur) dationis iurilo Parochialis, consequuntur jus & auctoritatem populo sibi credito omnia ad animarum salutem necessariam ministrandi. Atque hoc sensu etiam Curatorum potestas immediate a Deo & ex Christi institutione esse censetur.

Quemadmodum enim Episcopi *Angularum* Successores sunt, ita & Pastores *Discipulorum* Successores reputantur. *Statum Curatorum*, inquit pater Gratianus Conciliaribus Patribus, *successoribus sicut 72. discipulorum Christi quod Legem novam, & figurat est in antiqua Læte per Levitas et provide sicut Curatorum sit ut institutione Christi et Apostolorum Tract. de Statibus Ecclesiæ. confidit.*

Hinc & confidit, secutus Facultatem Theologicam ait: *Domini Curati sunt in Ecclesiæ maiori Prelati & Hierarchia ex primaria institutione Christi, quibus competit ex statu iurisdictionis, per confessionem audiendi &c.*

Itaque Curati dicuntur curam animarum, alligant ad eam spectantia ab Episcopo accipere; quia nimirum per Episcopum, previo ejus examine & approbatione Ecclesiæ Parochialis ei assignatur, & eorundem auctoritate tanquam *Procuri* Presbyteri eidem intrinseci sunt & includendi; ut iuxta modernam disciplinam Episcopi, auctoritate Romani Pontificis confirmantur, Ecclesiæ sive Diocesis regendam accipiunt, & eidem adscribuntur.

Verum dum jam Canonice Ecclesiæ regendam Presbyter ab Episcopo suscipit, & obtemperat eidem curam animarum, tanquam proprius Pastor ministrat ei, tum eam (non licet ac Episcopo Diocesani sive) jure proprio & tanquam illius Ecclesiæ minus Prelatus possidet, & spiritualibus administrat.

Hinc & Presbyteri Parochiales Ecclesiis Prefecti jampridem dicti fuerunt Presbyteri *Cardinales*. Sic legitur in Capitulis Synodalibus a Venerabili Episcopo Arelanensi anno 858. promulgatis *Capit. 4. Ut per Archidiaconos vicia, intellectus & doctrina Cardinalium Presbyterum investigaret*. Ad quæ verba ita notat Ludovicus Cillolus & Societate Theologus non 3. *Cardinales Presbyteri sunt adscripti & incorporati Ecclesiis in quibus morantur quidem nonnulli provident; sed ita sicut et ab illis non morantur. Et quia CORDIS curam omnium præcipua pars dicitur, Precepti & Primarii curam Ecclesiarum Presbyteri sunt, qui PAROCHIAS seu CURATOS dicuntur.*

Et similiter in *Cap. 4. De Officio Archiepiscoporum* injungitur Archiepiscopo ut *providens vitam Sacramentum CARDINALIUM, quos antiquis Glossographis vocat Sacerdotes principales; & in nota marginali ex Antonio Augustino dicitur: Sacerdotes CARDINALES hoc loco non Urbis tantum Romæ sed aliarum etiam Civitatum primos interpretantur, quibus tituli, id est, PAROCHIA committuntur.*

Quandocumque autem docet Canonica, *quandocumque distincta sunt Parochia, & in quilibet Parochia adscripti proprius Pastor, tunc Episcopus non est Pastor totius Diocesis, sed solius Ecclesiæ Cathedralis, & Prelatus sive omnes sive Diocesis Pastores: ita post Hieronymum Gonzalez ad Regulam Concilii Glos. 83. loquitur Augustinus Barba de officio Pastori Art. 1. Capit. nota. 22.*

Nequaquam ergo Prelati & Pastori separandi sunt *Pastori* Episcoporum, quasi eorum potestas sit vicaria seu delegata pro Episcoporum arbitrio revocabili; sed tanquam inferiores Prelati seu Pastores una cum Episcopo, *jure parochiali*, populi curam gerentes, cum quadam tamen ad Episcopos Hierarchica subordinatione.

Licet enim Parochi tanquam proprii Presbyteri regentes communem Gregem merito inter ordinarios Praelatos & Hierarchas numerentur, tamen & illud sciuit, Episcopos, qui in *Metropolitano loco succedunt ad Hierarchicum ordinem prout pertinet & pater a Spiritu Sancto regere Ecclesiam Dei*, Synodus Trid. Sess. 23. De ordine c. 24.

Quare & Episcopi, ut praecipuum & superiorem locum in ordine Hierarchico tenentes, praevalent superioritate & auctoritate in Parochos tanquam inferiores Hierarchas; atque eo titulo possunt in eorum mores loquere, Ecclesias Parochiales visitare, ac perspicere, cum cura animarum laudabiliter exerceant, defensorque si qui irreverentia, corrigere & supplere: attendentes semper ad hoc Principis Apostolorum ad Episcopos monitum: *Pescite qui in vobis est gregem Dei non autem dominantes in Clero, sed formae gregis sicut in ANIMO*.

Vero nequaquam titulo hujus superioritatis & auctoritatis possunt Episcopi pro sua voluntatis arbitrio Parochos admittere aut interdicare in totum vel in partem Curam animarum, cum ea non ad eorum & arbitrium ipsorum exerceant, sed nomine *propiis & iustis*; quare nec ipsi inviti obstrudere possunt operarios, qui in eorum Parochiis huiusmodi Pastoralia exercent; ut & superius hic Lovanii resolutum & in Consilio Flandriae iudicatum est. Utroque instrumentum hic annexum sub C.

Nalli enim Praelato aut Superiori vel Iudici fas est quicquam Beneficium in suo Beneficio sui ejus exercitio, ad libitum impedire, vel ejusdem jura invadere. Sed si Episcopi quicquam existimant minus recte animarum curam gerere adeo ut a Pastoralibus munitis secundum Canones suspendendus sit aut privandus; tum, sua auctoritate & superioritate legitime venientes, Pastorem hunc non pro arbitrio quasi dominantes in Clero removeant aut deponant, sed jura Ecclesiae Canones, primo monitionibus & saavioribus modis cum eo agant ut misisti Christi, Superiores & Patres: quae si non possint tum tandem in Iudicis, sed non nisi casibus, & festis iuris ordine.

Episcopi ipsi, licet praecipuum in ordine Hierarchico locum obtinentes, etiam Diaconem suum gerunt, cum quodam ad Episcopum Romanum & suis respectivo Metropolitanis Hierarchicis subordinatione: sed non idcirco *vicarias auctoritates* exerceant quod ad eorum & arbitrium subditos Episcopos exercent. An jura sua Episcopalia ab eis propterea invadiant? An ideo exstinguant se ad habere Romani Pontificis, posse deponi, excommunicari, interdicti vel suspendi ulatenus? nequaquam profecto.

Non enim arbitrio Romani Pontificis aut suorum respectivo Metropolitanorum subjacet sed *Canonibus, sed Legibus*, atque ex eis debent iudicari & tractari.

Eodem jure & ipsi tenentur uti erga suos Parochos, qui una cum ipso *salutandorum gregis Domini persequuntur*, & in *Sacramentali Ministerio, secundi Ordinis & Dignitatis locum possident*: ut loquitur *Recultus Sacerdotum* in Constitutione sua Cap. 1, extat tom. 9. Concilii Generalis col. 416.

Ex his facile intelligitur quatuordecim Parochi dicantur eorum animarum accipere ad Episcopos: quodque in exercitio ejusdem multatorem dependere a nutu & voluntate Episcoporum, sed cum exceptis nominis ratione non alieno; adeo ut ea in nulla parte possint privari, nisi servato in omnibus iuris ordine cum penam commercii probatum fuerit, & sententia definitiva declaratum.

§. XI.

De Institutione Corporali, sive Missione in possessionem.

Vigenta pristina Ecclesiae disciplina, qua titulo Beneficiorum seu ipsa Beneficia ab ordinatione sive collatione Ordinum non sequebantur; sed Clericos per ipsum ordinationem certis Ecclesiis assignabat, ut in illis tanquam eorum Ministris functiones sollempnem Ordinum obirent, incoegita erat *Institutione auctoritabilis seu rursi collatione* separata ab ipsa Ordinatione, de qua in precedentibus, uti & ea quae hodie vocatur *corporalis seu missio in possessionem*.

At postquam cieca seculum XI. erecta fuisse Beneficia, eaque a collatione Ordinum separatim condici coeperunt, una invaluit *Institutione auctoritabilis* sive rursi collatione: de qua hodie dicitur *Missio in possessionem*, quae quodammodo respondet *solemni investitura*, per quam ipse vasallus mittitur in possessionem ipsius feudi.

Quemadmodum autem in precedentibus notatum est *Institutionem auctoritabilis* pene per omnia coincidere, quod effectum, investitura frudat, quae solet vocari *Capitulum*, & per quam vasallus constituitur dominus & proprietarius feudi; itaque quoque *Institutione corporalis seu missio in possessionem* respondet *investitura feudalis*, per quam ipse vasallus inducitur in possessionem totalem & personalem ipsius feudi.

§. XII.

Quid per hanc institutionem seu missionem in possessionem consequatur Beneficiarius, prout Patet.

In precedentibus observavimus vasallum per investituram ut vocant *vicalem* consilio dominum seu proprietarium ipsius feudi; atque ad hujus exemplum, attendens moderna disciplina, Clericum per *Institutionem auctoritabilem* huius investiturae respondentem, consilium quasi dominum & proprietarium Beneficii, sive ad ipsi rectam vicalem Beneficii cum omnibus jurebus et annexis.

Ceterum uti & superius observatum est, vasallus per eam investituram non constituitur in possessionem, sive intra in possessionem feudi similiter & Clericus per hanc institutionem non intrat in possessionem, sed in eam per novam institutionem, sive investituram induci debet.

Postea quemadmodum vasallus per *Investituram* in possessionem nullum novum jus in re feudi acquirit, sed dumtaxat ei datur quae auctoritas eo jure libere utendi; ita quoque Clerico jam *instituitur*, sive canonice de Beneficio provisorio, per *immersionem* per *possessionem* totalem novum jus accedit, sed dumtaxat introducit in possessionem ad eum effectum, ut quare personaliter jus & ea quae illi annexa sunt exercere. Quod vel eo appareret in Clerico priori jure, quam in vasallo requirit, ne Clericus propria auctoritate exercitium harum functionum assumendo, videtur non vocatus ut Aaron honorem Sacerdotii sumere.

Quandocumque Beneficiarius per *immersionem* in possessionem, adiacet vasalli consequatur liberum exercitium Beneficii per *Canonice Institutionem* acquisitum, hocque exercitium antea consistit in *actu* & libero exercitio seu usufructu spiritualium, quae Beneficium suum annexat, quareque constituitur officium, propter quod Beneficium datur; evidens est, quod pacifica Beneficii possessio consistit in pacifico & libero usu officii, sive functionum, quas ipsorum officium necessario exigit.

Et sane immersionem in possessionem Beneficii unice digne ad functiones spirituales seu Ecclesiasticas Beneficium annexat, liber obediens, evidenter probat forma, qua spectata moderna disciplina, Beneficiarius in possessionem mittitur.

Missionem hanc in possessionem juxta modernam disciplinam per omnia pene coincidit cum *solemni investitura feudali* jam ante notavimus.

Quod etiam eidem potest observari per. 1. Cap. 6. *prelatus P. Godefridus dicto tractatu*: ibi cum assignavit n. 1. rationem cur hanc Investitura sua potestate hactenus vel alterius signi corporis nempe, quia maxima & praecipua pars feudorum in honoribus & imperiis & similibus jurebus consistit; quae cum incorporabilia sunt, non nisi signo aliquo corpore traditi, easque possessionem motuque n. 2. quod ut verba quae in singulorum investituris adhibebantur: quae quidem, inquit, significavit *jus & possessionem*, quae una conferat feudorum annexa est.

Tum, his latus expositis & singulorum feudorum symbolis explicatis, tandem n. 12. addit observandum *investituram non esse aliam jura feudalis propriam, sed esse in plerisque aliis usum esse: variis in translationibus rerum consensum apud Sacerdotem &c.*

Oscenditque n. sequenti quod in sacris *seignificationibus* similis per symbola investitura locum obtinet, haeque

infirmitati Clericorum in Beneficiis correspondet. De infirmitate (ait) que fit in Archidiaconatu, Presbyteratu, aliisque BENEFICIIS ECCLESIASTICIS, per symbolum Annali, libri, aut alterius compendi rei, habetur non esse: cum infirmitas infirmitum expresse in libro juris hoc nomen INSTITUTURA tribuat, Cap. Cum olim, de sententia & re iudicata, C. Ex ore, de us que sunt à majori parte Capituli.

Hanc formam immisionis prout hodie usitata est lxxij. postquam sum in *Rev. Ecclæs. part. 2. tit. XXX. Cap. 3. argum. num. 11.* notavi quod immisio in possessionem requirit, ut eam ipsa pronuntiatione forme quædam externa symbola realiter adhibuitur, per quæ appareat, quod provisus possessionem accipiat; unaque observari hæc symbola externa pro conditione Beneficiorum, et locorum confutandis, varia esse, prout ibidem ex Petro Rebuffo aliisque plura adducta sunt annotavi.

Ex his autem manifestum est omnia hæc externa sym-
bola, in *inscriptions corporali* Clericorum se signare
Parochorum adhiberi solita, significare jus et obligati-
onem obediendi ea, quæ *Officio* propter quod Beneficium
datur, sunt annexa: ut proinde evidens sit hanc *inscrip-
tionem in possessionem* unice respicere mania, & func-
tiones per Clericum, puta Parochum, vi sui Beneficii
Parochialis obediendi.

Inaque quomododum vassallas per solemnen In-
vestituram, quæ sit attributis symbolis externis, im-
mirtur in possessionem omnium iurium seuo annexo-
rum; ita quoque Beneficiarius confertur per eam acci-
pere possessionem pacificam Beneficii, & omnium Bene-
ficio annexorum, sive liberum exercitium eorum, quæ
Officium præter, quod datur Beneficium, requirit.

Ex hacreus dictis concludendum est, Beneficiarios per Institutionem Canoniceam sive auctorizabilem, accipere verum & perpetuum stilum sui Beneficii, nec non ea omnia quae eidem annexa sunt.

Deinde ea omnia vi hujus Institutionis ipsa jure ordinario, sive jure fontium titularum competere.

Præterea quod vi Institutionis corporalis, siue immis-
sionis in possessionem consequantur possessionem omnium
eorum iurium quæ ipsi Titulo annexa sunt.

Hinc ulterius concludendum est, quod Beneficiarius, puta Parochi post acceptam possessionem Beneficii non fore obediendi has functiones, five expendi officium propter quod datur Beneficium, non magis impediri & turbari quæam, quam in suis Titulis, five Beneficiis Parochialibus; five quod non minus jure perpetuo ac proprio competat ipsi Beneficiariis juxta dictas functiones obediendi, quam juxta retinendi & possidendi ipsum Titulum seu Beneficium.

Hic sufficienter demonstratum creditur in quo consistat pericula postremo Beneficii, quæ primum fundamentum subministrat pro obtinenda protectione Regia, quæ hodie vocatur *Maintenance*.

Pacta idem operofus quam necesse erat exposui naturam possessionis pacifice Beneficiorum Ecclesiasticorum: eo quod praeipue agamus de illa FACTI VIA, qua Beneficentia per illegitima confusio sui functionibus interdicuntur, aut ab eisdem suspenduntur.

• Ut res clarius intelligeretur, Beneficiorum bajulandi periculum in pacifica possessione suorum Beneficiorum realiter non fatis turbatur; cum hac possessio proprie consistat in actuali exercitio eorumdem functionum spiritualium: ut e superius expeditis jam vel talia videtur.

Atque adeo eos neque adversus hanc falli tiam ac
adversus quancunque aliam, placet posse Regiam Ma-
jestatem & protectionem implorare.

Eoque sub Regia *Almonerum*, seu *procuratorum*, adversus ejusmodi *viam facti*, concessa, habere possint pergere ac continuare in possessione, seu usu & exercitio eorundem functionum (pietualium in qua istiusmodi *violencia confusio* laetantur; de quo articulo latius in decursu.

Id autem singularius praestitit circa Beneficia Parochialis & Curata, eo quod adverterem Parochos, etiam minores *Hierarchas*, hodie dum tam leviter, et vagantes animos menses, vel etiam promissualliter fulgenti a functionibus suis Pastoralibus: quos indigne rediguntur ad ordinem simplicium Clericorum, qui huius functiones tantum meritis *procurae* careant; qui agendis ratione ipsa *Hierarchae Ecclesiasticae* non parum occu-

turbatur; qua semel concussa, omnia susq; deq; vertere a beneplacito Superiorum Ecclesiasticorum iam omnia dependit.

Ceterum exponenda superius *modum*, quo potestis Beneficiorum Ecclesiasticorum acquirat, nequaquam mens fuit ita cum definire, seu *accusare*, ac si non alio modo, seu forma potestis acquiri queat: sicut enim, cum tantum disciplinam conderat, cum, per locorum & temporum varietate, ac consuetudine varium esse posse.

4. XIII

De Officiis Ecclesiasticis, & eorum pacifica possessione.

Nonnulli est Officia, quae natura sua certum & determinatum tempus durationis non habent, passim reputari perpetuis, praeteritum modis notatis: eo nempe sensu quod eorundem possidere, una durante, in fine causa legitimae, eaque probata privari, aut in eorum exercitio turbari nequeant.

De hoc uero testatur Bagnionius de Legibus abrogatis lib. 1. *Satyra* 1. scribens, quod Leges sanctiores, quæ omnes Iudices post administrationem depositam, quinquaginta dies in certo loco permanent, non obtinent in Gallia, quod Officia & dignitates illic sine perpetua, id est, penes eos remanent, quæ ea in Republica essent quoad viram aptæ.

Idem admodum ante ipsum relictus fuit antiquissimus ille Pragmaticus Gallicus Benedictus in elaborato fuit Commentario ad Cap. Reg. verbo *Dnas habens filius*, num. 38. = Nec Officio vacare dicitur, nisi in *rebus capitulis*. Scilicet morte naturali, aut civili, pu. = ta renouacione, vel forfocido, si deliquit in of-
ficio: vel alter ex quo priuari officio mereatur: quo-
modo cum ANTEQUAM PRIORITER, *audire debent*
in suis deferentiis: adeo quod si *sua causa & pre*
sentia voluntate differuerint, eis succedat per re-
pudicia iuris ordinem etiam modificata.

Adiacens Bugionibus textum hanc adiectis notam Li-
bertas Civitatus: " Idem in Belgia abinet munitus in
Brux, ille enim *Officia sunt permanentia*: & ita in Supre-
ma Brabantia Civis judicatur 15. Julii anno 1647.
cum Tapache x quidam Officiarios ad munus revoca-
re & hinc causis preponderare, censuit *Civitas illa in Of-
ficio revocandos quoad vnam, nisi tamen illis abuten-
do, seque inhabiles redderent*. Quod postmodum 30. A-
ugustis 1648. ejusdem Civis resolutione cautum est.

Sic ut TRIA TANQUM sint CASUS, quibus huiusmodi Officium ad alium transferri potest. Videlicet per mortem Officiarii, per illius voluntariam resignationem, & per delictum. Vyvameur olim hanc Academiz Antecessor Primarius. Cambr. Cos. 101. num. 7.

Quoniam etiam si huiusmodi Officia, quae statuta sunt ad certum tempus non sunt limitata, ducuntur etiam sub hac expressa clausula *usque ad revocationem nostram* nequaquam tamen ea ad libitum sine causa allegatione et probatio revocari possint: ²⁴ nam huiusmodi *reservatio* (inquit Vivesius de Officiis, c. 9.) quae vim revocationis rari aperit, liberari tamen revo-
candi potestatem et arbitrium non continet, sed li-
mitatam et iustificatam, quemadmodum non minus
perpetuum dicitur Officium, si ad beneficium, seu
quandam concedens voluerit, concedatur; quamvis
enim hoc easi propter adiectam clausulam hanc, revo-
cabile effectum sit Officium; non tamen potest pro-
prio et libito voluntate revocari, quia auctora vo-
luntate et arbitrio non dependet.

Iidem inter immargeros alios dicit nominatissimus
Socrionianus *Deipn.* 9.1. num. 3. "Etiā collationibus
Officiorum, ubi, clausula hęc inferri solita sit, *quod
dum placet*, ejus causam non aliam vim, nisi signifi-
cationem esse ferre omnia, quæ ut ab arbitrio re-
gulato, ut loquimur, seu bonæ vii arbitratu id de-
quæde, hoc est quando mihi iusta cum ratione pla-
cebit seu placere debebit: novum cum non est pla-
cium, arbitrium, voluntatem, rehendi ad id quod ra-
tionis, quodque iustum et æquum est L. 7. §. de contrah.
empt. Ceteri in Paradoxis, *Quid est*, inquit, *libertas?* *Possitas* respondere velis: *nemo necesse erat
ut valeat, nisi qui res illa sequitur, rariis obtemperat.*
Idem

References

Idipsum probat passim multorum Capitulorum aliarumque Corporum usus, quorum Officiales reputantur perpetui; et nempe scilicet quod ad naturam non sunt revocabiles; quorumque annis singulis renouantur sua Officia resignare et eorundem potestate continuationem: ut hujus Almae Universitatis Loyolensis constituta praevi obiter.

Haec clausulam in Regno Galliae sic pariter intelligi jam dudum testatur est praedictus Guillelmus Benedictus de la Loe, & passim tradit illius Regni Pragmatici.

Quod circa Officia secularia moribus nostris obtinere diamus, idem & in Officiis Ecclesiasticis locum habet, Hinc Kinschtorius Conf. 84. tradit Vicarium Ecclesiae Collegiae & Parochialis, de facto & sine causa cognitione annuari a Capitulo non posse, quamquam Bulla Urbani ipsius Pastorem hujus Capitulo capressibilis terminis continet ad Capituli suam potestatem non posse, qui eorum annuarius exerceat: "nam, inquit, si Officiales perpetui sine causa revocari aut destitui a superioe non possunt; ita neque illi, qui ad beneficium, vel nuntium conferunt sunt infirmis, ita egregie Alex. in L. Principibus D. Si certum patet: in fin. per L. Si Juris per D. De exceptis. tutor. & ibi si ad. R. r. in L. de pupillis, & Si quis in 3. quod. D. de novi oper. nuntiat. l. 2. Capic. Decis. Neop. L. 116. Ea enim verba, ad nuntium conferuntur, vel iudicio tuo, si hereditas tua, arbitrio, meriti, sensui, conscientia tua, &c. liberam revocandi vel destituendi libertatem non importat, sed ad arbitrium boni viri restruuntur, ita ut sine causa, etiam apud Iudicem ratione, nulla destitutio aut amotio fieri possit.

Cum itaque Officia Ecclesiastica, etiam ea, quae ad nuntium conferuntur sunt constituta, censentur perpetua; atque adeo eorum in possessione ea non possident meritis praerogativa, sed vi iuris, scilicet consuetudine perpetua quoniam privati non possunt nisi ex causa legitima, etque probata; sequitur quod functiones hae titulo annexae etiam non privari, sed jure proprio exerceant, atque ita nec illi ad naturam privati quibus, seu in eorum pacifica possessione, sui actuali exercitio turbati via facti.

Quemadmodum enim §6. procedentibus ex perpetuitate Tituli Beneficii Ecclesiastici ostendimus perpetuitatem Juris ad functiones spirituales ab hoc titulo dependentes; ita quaeque statuentium, per ad functiones spirituales Officio Ecclesiastico annexas esse perpetuas.

Et quemadmodum ibidem ostendimus pacificam possessionem Beneficiorum Ecclesiasticorum consistere in ipso usu seu exercitio functionum spiritualium Beneficiorum annexorum; ita pariter non facile quod inde, rationem per exemplum intelligit pacificam Officiorum Ecclesiasticorum possessionem etiam consistere in ipso exercitio functionum illarum annexarum.

Hinc si e.g. Officio alicui Ecclesiastico est fundatio sit annexum onus, seu munus annunciandi in ecclesia Verbum Dei, exipiens illi ibidem Fidei confissionem, aut aliter affluendi Pastorem loci in cura animarum; illudque a Pastore vel Ecclesiae Redactoribus sit debite recognitum, nec non Episcopali auctoritate approbatum: non potest possideri legitime hujusmodi Officii Ecclesiastici ad naturam revocari facultas, seu possit ad ejusmodi functiones spirituales, aut ille ad eisdem suscipi; sed solum ex causa legitima etque probata.

Quia has functiones non caret metere privari, sed vi Officii ab ipso Ordinario approbati: atque adeo sicut invenit non potest ad libitum a suo Officio amoveri, ut lo pacifica sua possessione via facti turbati ita nec in functionibus; et quorum exercitio ipsa pacifica possessio proprie consistit.

His fundamentis innotuit Responsum, quo anno 1701. J. U. Doctorum Alex. Universitatis responsum fuit, quod Archiepiscopus non possit Vicario Ecclesiae Finis. Terrae Brucellae auctor, seu revocare approbationem ad confessionem & confectionem usque ad revocationem concessam. Habetur haec Resolutio sub D.

CAPUT III.

De Violentia & facti via, contra quam pro manutenzione, seu protectione ad Principem Recursus instituitur.

§. I.

Qui Regem Protectionem vel Manutenentiam adversus eum & facti viam imploret, debet de ea docere.

Cum in hoc Recursu imploretur Protectio Regia adversus vim & facti viam, praestaturque, ut ea per Regem propulsentur: debet Clericus qui protectionem instamat de vi illata docere, & Principem, ad quem hujus examen pertinet, de ea cognoscere: aliter enim non poterit protectionem interpretari, nec vim tollere, quia opposita recurrat ad Regem per tollenda violentia facti illata nescit de ea docere. Ita Salgado de Supp. ad S. 1. p. 1. num. 148. & seq. plures in hanc rem citant Doctores.

Non est opus pluribus confirmare rem evidentiissimam; si enim violentia vel facti via non subit, vel de ea iudici Regio non constituitur causa & finis hujus Recursus ditionis.

Violentia, aut facti via, de qua hic proprie agimus, est illa quam Superiores & iudices Ecclesiastici cognoscendo, decedendo vel iudicando committunt; nempe dum non servato Juris ordine procedunt, ac ita pacificum possidentem spoliant, sive in sua possessione turbant.

Adversus eam vel facti viam atque adversus alias violentiae species etiam comparata sunt iudicia possessoria. Neque enim magis, imo minus Superioribus & iudicibus contra alios pacificum possidentem spoliare, seu via facti turbare licet.

De quo uso, inter ceteros, testantur Authores Annotationum ad Decretales Martini de Affiliis, lingentes ad Decis. 24. afferentes, quod possidentibus Beneficiorum recte agant apud Iudicem laicum iudicio possessorio dum Iudex Ecclesiasticus procedit parte non aucta. Jure ordinis non servato, aliam partem spolianda sive sua possessione defendenda, & sic ut prius procedat, & non ut iudex quo iudicio id tantum agitur, ut potest agere in sua possessione, quatinus per violentiam fuerant spoliati, sive via facti turbati a Iudice Ecclesiastico.

Quin Zypaeus Officialis Curiae Ecclesiasticae Antverpiensis postquam affectus Beneficiorum sui Beneficii privati non possunt ob delictum, illudque manifestum, & cui talis a Jure potestas sit impolit, idque servato Juris ordine; statim monet quod si fecit a Iudice Ecclesiastico quid amentem, tunc oppresso Recursus patet ad Tribunalia secularia ad vim accedendum.

§. II.

Iudex Ecclesiasticus non procedens iuxta praescripta Legum & Canonum, violentiam inferre; & via facti proceditur.

Iudex Ecclesiasticus omnino tenetur secundum formam per Leges & Canones praescriptam, sive servato in omnibus Juris ordine procedere. Si vero neglectis hac via ordinaria, & ordine a jure praescripto progrediat, censetur via facti procedere, & vim incurre: cum quod contra Legem est, id violentum est.

Id jampertidum fuit dilucide expressit Franc. Zypaeus Officialis Diocesis Antverpiensis dum & in Novissima Juris Belgici ait: "in Brabantia illud primum receptum est ex Testamento Henrici III. Ducis anno 1260. & latius Introitu secundum Principum art. 1. Ut nemo via facti, sed ex legitimo & iudicio iuratus debeat. Et art. 2. novi Regum mentis la. M. 1412. sanctum, ut quilibet maneat in sua possessione, donec per sententiam iudicis comestentium evincatur l. 2. de causa possit. & prop. 7.

Certe si Iudex non citatum, non audiam, non desentiam,

scilicet, ipsa natura prohibente, condemnari: si recusat, remittitur iure, se in Iudicem erigat: si pendens appellatio, Legibus & Canonibus reclamantibus, procedat: vel si aliter ordinem iuris violat; quis non videt Iudicem hinc via facti procedere? & laesum, seu condemnatum, vim pati?

Imo Episcopi in Concilio Hispano II. sub S. Isidoro Canone 6. relati in Corpus Canonum Cauf. 15. quæst. 7. Can. 1. alie declinatur, huiusmodi processum etiam tyrannidem fore. "Multi, inquam (Episcopi) sunt qui indifferenter (Presbyteros) POTESTATE TYRANNICA, non non auctoritate Canonica damnant. Et sic nonnulli gratia favorabilibus; ita quosdam odio lividique permoti humiliate: & ad iterum opusculum eorum condemnant, quorum crimine non approbat. Qui Canon manifeste pro indubitato habet fundamento Episcopos toties adversus Presbyteros procedit AUTHORITY CANONICA, id est iuxta præscripta & Statuta Canonum, ex quorum auctoritate eos iudicare dicitur. Ita ut si aliter procedant Episcopi adversus Presbyteros, censendi sine eos POTESTATE TYRANNICA damare, utpote qui destituti Canonum auctoritate non nisi proprio arbitrio, & libitu ad instar Tyrannorum progrediuntur.

Adeo ut illo Canone auctoritas Canonica directe opponatur passatim Tyrannica, sicut ordo juris opponitur via facti: quousque ut quidquid non procedit ex auctoritate Canonica, passatim tyrannica sit, vel iuxta hodiernam præsum, quidquid non servat iuris ordinem attingatur, per via facti & violentia expellendum sit.

Sane, nunquam violentia magis & manifestior est via, quam dum quis sua auctoritate & potestate quæ in bonum ac levamen subditorum conceditur est, in eorum abutitur: utinam: & despicit pro beneficentia procedens per eam imbecilliores opprimat, & functionibus, manibus, Beneficiis spoliatur.

Non immerito proinde de hac violentia agens Erasmius Salgado Præfatio IV. cum num. 184. ita describit: *Est damna quodam, iniuriosa & violentia oppressio NATURALI DEFENSIONIS IMPEDITIVA, per Iudicem illata.* Et ibidem enumeratæ differentias quæ inter hæc & alias violentiæ species intercedunt: observat, quod illa a privatis committitur, hæc a Iudicibus tantum: illa extra Iudicium in bonis: hæc a PROCURIBUS, & IN JUDICIO, INTER COGNOSCENDUM periculosis præstatæ.

Existimas prælatum Ambrosi post Guid. Papæ, Rebusum, pluresque alios, ab ipso dicto prælat. 4. citatos, huiusmodi Iudicem, Legem Iuliam de vi publica tenentem, Enim L. 7. §. habet: *Legis Iuliam de vi publica tenentem qui cum imperium potestatemque habent, ceterum Romanum adversus PROVOCATIONEM necaverit, verberaverit, inferreque quid fieri, aut quid in eorum injecerit, ac torqueret.* Item L. 10. *Si qui POTESTATEM, IMPERIUMVE habebat aliter quam ei JUREM, decerneret, imperet, faciat.*

Etiam cum violentia hæc a persona publica, & per absum publicæ potestatis, contra ipsam naturam legem, quæ omnibus defensionem concedit, inferatur: merito vi publica estimatur; & eque ecclesiæ violentiæ major & atrocior, cum subsecro, & superioritatis ac jurisdictionis prætextu, facillime delictum potest ad ejusmodi vim interdum. Salgado de præst. Regia prælat. IV. num. 192. ex quo ibidem inferit: quod "cum Iudices tot intolerabiles violentiæ & opprobria, & hoc majoritas & jurisdictionis occasione committunt, justissime multo fortius potest Rex illa retinere, & opprobria naturalem defensionem præstare.

Est hæc ipsa Iudicem Ecclesiasticorum violentia, adversus quam Principes nostri præcipue protectionem etiam Clericis suis subditi addiderunt: dum iurejurando promiserunt, se in omni iniuria & iniuria JURISDICTIONIS ECCLESIASTICÆ EXERCITIO vindictæ: neque laicos ut in omnibus tractentur SERVATO JURIS ORDINE.

Porro si Iudex Ecclesiasticus servatæ quidem iuris ordinis processerit: sed iræm odio, invidiæque vel favore motus innocentem condemnare: insignem quidem committere iniuriam; sed non censetur, proprie loquendo, inferre violentiam seu via facti procedere. Obi-

net enim tunc commune axioma: *Qui iure agit, non turbat.*

Adeo ut hoc casu non sit locus recursum de quo hic agimus. Sed sic gravatus non sibi alio, ut v. g. appellationis remedio, consulere debeat. Unde quantumvis fuerit iniqua sit quæ alicui suscitatur, ut bonis, Beneficiis, mutuis privetur, quorum ipsam & pacificam habet possessionem: si legitime citetur coram competentiori Tribunali, si habeat omnem sese defendendi facultatem, si ordo juris per omnia servetur; si post hæc per corruptum Iudicem condemnatur injuria: ei certe fiet iniustitia; sed proprie loquendo via non inferatur, seu non intervenit via facti. Nam etiā sententia ratione materia seu causa, iniqua est; iusta tamen secundum formam requiritur.

Verum si idem illo citetur coram Tribunali incompetente, vel nullatenus citetur; vel si ejus Iudex aliquo competens, sed debite recusat, non obstante reclamatione procedat; si noli testes audire, examinare probationes, ceteraque juris præscripta observare: & ita sententiam pronunciat; erit manifestæ iniustitia, attentatum via facti, via publica; quæ recurrit, ad prætextum, vel manentem Regiam, viam præbet.

§. III.

Iudex Ecclesiasticus, infligens etiam censuras, non servat iuris ordinem, via facti, procedit & violentiam inferit.

Errum est iuxta modernam Ecclesiæ disciplinam & receptam præsum, nullam proprie dictam censuram infligi posse, nisi per Iudicem, five per eum, cui competit jurisdictionis fori externi Ecclesiastici.

Porro huius Iudicis laice loco prædicti in omnium censurarum institutione & declinatione non potest adhibere procedere, sed assignatur servare receptas fore leges, & prescriptum ordinem juris: ut præcedenti, §. notatum est; ita & in hac censurarum materia ad hoc forum pertinet eundem ordinem servandum ipsi esse nulli dubitatur.

In quo quodcumque committitur delictum aliquis substantialis, certum est, ut Societas & Societas Theologus, censuram non solum esse minime injuriam, sed prorsus invalidam, quia sententia nulla est, & sententia nulla nullum potest producere effectum. De Censura disp. §. sect. 7. num. 2.

Quomodo autem Iudex Ecclesiasticus vim inferat, & via facti procedere censetur, dum subverso iuris ordine progreditur, ut dicto §. præcedenti notatum est; ita pariter Iudex Ecclesiasticus infligens violentiam certo committit, dum prætextu juris ordinem in materiam censurarum servando, antea via facti, non auctoritate Canonica, ad censuras prodeat. Ut mirum non sit, si huiusmodi Iudicem etiam TYRANNIDEM inferat, prælatum Canon relatum apud Gratianum Cauf. 15. quæst. 7. Can. 1.

Quod satis liquet, si vel concilium consideretur gravitas & atrocitas effectuum censuræ Ecclesiasticæ: nam nihil dicatur de censuræ *Excommunicationis*, quæ cordatis Christianis ipso mortis supplicio terribilior videtur, *Suspensio*, intempe *Interdictum*, præterquam quod obprobrio publico censurarum exponant, eque insignis infamie notam innuunt, etiam privati cum exercitio ordinis, atque in iustitiam tendunt & ineptum ad statum sui munia peragenda, quæ pona sicut Patribus & Conciliis aliquid modum gravis via est; ita & ea in more animi, & inopia ac afflictio corporalis consequi solent: quæ raro in propinquo totamque familiam redundare videtur.

Quoniam, qui satis perperat ut concipiat mala & scandala, quæ ex afflictione & oppressione boni aliquos Ecclesiastici vel innocentis in Communistas, Parochios, Urbes, Provincias, in ipsa Ecclesiâ & Scam, ordinariæ exortantur.

S. IV.

Quæ ratio iuxta modernam disciplinam in materia Censurarum sit servanda.

Cum Censura Ecclesiastica sit poena publica, eaque admodum gravis, & infamans, ut ex deductis §. Superiori facile intelligi potest, indubiatum est, processum, prævis ad professionem sive sententiam censuræ instituendum, esse criminalem; atque adeo in ejus institutione formam p. officio criminalis esse observandam: cuius si prætermittatur essentialis, Censura, ob non servatam ordinem juris, est prior nulla & invalida.

Primum autem essentialia hujus, sicut & omnis processus, est ipsa iudicis competentia, cui quicquid a iudice incompetente decernitur, est ipso jure defectu potestatis seu jurisdictionis nullum & inane. Hinc Sebastianus Vautius in Tractatu de Nullicitate processuum et sententiarum, agens de nullitate ex defectu jurisdictionis, ait, quod hic defectus maximus sit, imo irremediabilis & insuperabilis & properea movet ab eo valide procedendum esse.

Basile vero & fundamentum processus criminalis est prævis informatio, quæ præparatoria dicitur, iudicis auctoritate laeta super delicto commissio, ut iudicis ipsi de crimine constet: quæ informatio capiendi est per Promotorem Curie Ecclesiasticæ, ad quem ultionem criminis pertinet potestatem.

Ita committitur Doctores Pragmatici omnes, cui consonant Sententia Curiarum Ecclesiasticarum Provinciae Mechliniensis, quibus statuitur Cap. 3. de Promotoribus: Omnia & singula ad jurisdictionem Ecclesiasticam spectantia investigabunt et puniant, proseguant.

Capta juridice informatio præparatoria, cum plane requiritur et Promotor, oblatio libello iudicis de crimine commissio conquirendæ; nihil enim hic iudex nisi Actore instans & urgente, decernere potest.

Oblatio libello, & visus informatio præparatoria, æquibus formati est; si ex iis resister fundata suspicio criminis, tunc iudex tenetur decernere decretum citationis ad omnes Rti; quod & Reo juxta Curiarum Statuta ac praxim legitime infirmari debet.

Quæ quidem Citatio adeo processui criminali etiam est essentialis, ut ejus omisso processum omne reddat nullum & invalidum, adeo ut nulla auctoritas, nulla necessitas hunc defectum supplere possit, cum ipsam naturæ jam esse præscribat. Hinc Nicolaus Principi Judicem increpando Pharisæum, qui Christianum condemnabant inaudientes, sic ait: *Abomque Lex nostrajudicis humanum, nisi prius audierit ab ipso, & cognoverit quid faciat* Jo. 7. vers. 51. Quare Seb. Vautius agens dicto Tractatu de nullitate obsequit citationis, ait, quod defectus & nullitas illius proveniunt inter alias omnes potentissima sit. De necessitate hujus citationis pro validitate cujusque Censuræ iustius rgi in singulis Tractatu de Censuris Ecclesiasticis. cap. 5. §. 3.

Sic legitime decreta ac infirmata citatione, requiritur omnino ut citatus habeat facultatem & locum sese defendendi, nec non exceptiones suas proponendi, ut quæ in processu de cetero observentur solitus ordo iudicialis, & solemnitates conserventur. Nam satis manifestum est inquis Vautius dicto Tractatu cap. 13. ad validitatem sententia, quod a iudice suo, inter partes legitimæ comparuerit, seu citatus laici fuerit, quoniam si solutus iudiciorum ordo necessarius omittitur, vel aliam præparatoriam fuerit, ex hoc sententia redderetur nulla.

Additque quod ordo juris etiam in casu, quæ Romanus Pontifex iudicio decidendo, servari debeat. ... & in quocunque iudicio ... & inter quoscunque personas ... ac tempore officium in iudicio.

Et nullitas hæc, proseguitur, ex defectu processus advenit est relictus, ut sententia hæc ratione nulla per iudicem appellacionis reformari non possit, sed dumtaxat promittitur nulla: hæc Vautius, plures in hac rem citans Doctores.

Præterea cum Censura Ecclesiastica sit poena ordinaria eaque gravissima, non potest ex imponi ex processu summarie & cognitione summaria. ... §. 10. 12. ut recte docet Zypæus, solummodo & plenum cognitionem requirit, quæ

insufficientia est, dum contra aliquem ordinarij potestatem tenditur. ... Tit. de Accusat. in Analysi juris Novæ.

Denique ubi jam Reus de crimine convictus est legitime, illudque adeo est grave, ut Censuram Ecclesiasticam promeretur, tunc ea debet proferri in scriptis & causa nominatim expressa iuxta dispositionem juris Canonici in cap. 1. de Sentent. Excomm. suspensum & interdictum in 6. quæ sic statuit.

Quicquid excommunicat, excommunicationem in scriptis præferat, & causam excommunicationis expressis conscribat, præter quam excommunicatio præferatur. ... Si qui iudicem huiusmodi constituit, nisi remota extiterit violatio, per mensem unum ab ingressu Ecclesiæ & Divinis Officiis novetur se suspensum. ... Et hæc eadem in suspensionis & interdicti sententiis volumus observari.

Et hæc quidem omnia observari essentialiter debent in omni Ecclesiastica excommunicatio sententia; si fuerit sententia declaratoria Censuræ ipso jure contraria: si sententia infirmatoria Censuræ per modum mere poenæ, unde ob delictum commissum; ut in iustis medicinalis, ob contrarietatem in crimine, ut quis ab eo testificatur & Ecclesiæ obediatur.

Etenim nulla Censura infligi potest nisi ob delictum eorum, de quo quilibet cum vincit iudicialiter debet antequam sententia Censuræ Ecclesiasticæ possit proferri: nam enim ratione delicti pariti potest nisi prius de eo sit legitime convictus.

Porro notandum, quod cum Censura Ecclesiastica inflat medicinalis in quocunque processu, quæ & proprie sub nomine Censuræ venit: quod, inquam, iudex tunc absolute tenetur præmittere monitiones Canonicas: quia Censura illa rationem potest inflat in contrarietatem; nam principaliter tenditur, ut contrarietas frangatur, quæ quis in crimine perniciter hæret, ut ita ab eo testificatur & Ecclesiæ obediatur.

Verum ut quis de contrarietate convincatur & de ea legitime iudici Ecclesiastico constet, quæ tunc providere tenetur, ut in Consuetudine offendat se propterea quod corrigendus fuerit & moderatus Cap. 1. de sentent. Excomm. in VI. decreverunt Ecclesiæ Canonici, ut præmittitur monitio Canonica, quæ & competens item jurisdictioni applicatur. De natura hujus monitionis etiam ego dixi Tractatu de Censuris cap. 3.

Atque hæc prævis monitio pro validitate Censuræ adeo est necessaria, ut nullo caso prætermitti queat, ne quidem sub pretextu quod contrarietas sit notoria, ut post Sacerdotem observat Marius Alterius tom. 2. Disp. 1. num. 2. intelligi enim non possit, inquit, quod passio possit esse contrarietas notoria contra Ecclesiam, si non fuerit monitus: etque res hæc clara & indubitata, inter ceteros si libet profecti possint Martini Navaræ in suo Manuali C. 26. num. 159. Stephanus Avila & Societate Theologus de Censuris part. 3. Disp. 3. dub. 1. Anton. Diana part. 3. tract. 9. Resp. 55.

Nec tantum ante institutionem Censuræ debet prævis essentialiter præmitti temperata monitio, sed præterea requiritur, huiusmodi monitionem fieri auctoritate & nomine ipsius iudicis: Ratio est manifestæ, ut Sacerdos Disp. 3. sect. 1. n. 1. Quia admonitio talis esse debet, ut si quis non parcat contrarietatem & obediens existat: quod esse non possit nisi admonitio auctoritate superioris facta sit.

Neque simplex iudicialis monitio sufficit, sed et fieri debet sub expressa comminatione Censuræ: sedet nisi infra tale tempus responderi vel satisfieri, talem Censuram incurres, v.g. suspensionem, debetque ille, qui monetur expressim nominari.

Cujus monitionis exemplum tum Reo sen parti legitime infirmandum est: Admonuit, inquit D. Du Casse Officialis Condominialis, fuisse in scriptis & vigore mandati Superioris, quod intimaret parti quæ Apparetur Curia, qui relicta ipsi parti copia de facta admonitione per suam relationem ad causam Originalem appropinquare sufficiunt complere facit. In praxi iudiciali. Eccles. tom. 1. cap. 11. n. 3.

Debetque hæc omnis fieri Promotore inflante & postulante, oc iudex motu proprio decernendo, sufficit personam iudicis & partis.

Notandum, quod cum in causis criminalibus, seu poenalis non cadit prævisio, ita nec in hac materia Censuram possit prævisio decerni, cum ea quoque criminalis & poenalis sit.

In causa quidem mere civili quandoque pendente lite provisio decreti potest. Supponamus duos litigantes de proprietate aut possessione, v.g. domos, contendere auditis partibus, res controversas in totum vel in partem, *provisionaliter* quandoque adjudicabitur, aut potius erudetur qui illi ius habet apparentius; verum sub idonea cautione de restituenda re cum fructibus & evolvementis, si sententia definitiva succumbat: & ita supponitur res semper plane reparabilis.

Sed hæc plane remota sunt a causis criminalibus & penalis. Accusatur quis de crimine, & ut puniatur condignè, postulatur: quomodo hic super pena temporaria decreti potest *provisio*? Quia enim iustitia est qui forte innoxius est condemnaretur? *Provisio* namque supponit rem dubiam, & sententia definitiva aliter fore iudicandum.

Decernendo enim *provisionaliter* penam in quinquam, jam ex tunc certum & irreparabile damnum Accusator inferit, eo ipso tempore, dum de decernendo, ipsam supponit, dubium de incertum adhuc esse, ut ille quem pena assigni Reus sit, illamque sententia definitiva fore declarandum infonem.

Omnis etenim poena, materia sua est afflictiva, ita ut ferri illam non sit amplius, ac proinde in eam non potest cadere *provisio*. Deinde poena inflicta, iudicium criminale terminatum est: Non enim vindictis his in *depo*, nec ut *super de ejusdem hominis adhiberi* queratur Jura permittit. L. 6. §. fin. ff. de iur. crim. lib.

Profecto, poena *provisionaliter* inflicta, ad quid ulterius causa cognoscitur? an forte ut per sententiam definitivam declararet eam bene maleve iustitiam? Vel Reum poenam maiorem promissionem? Quid iudicatur de Seculari Iudice qui rem ad publicam investigationem & flagitiorum inquisitionem condemnaret *provisionaliter*: postmodum nempe discreparet an poenam illam promissionem fuerit, an vero mereretur maiorem, scilicet in potestatem agi. Quis Iudicem hunc de tyrannide & inhumanitate barbara non merito condemnaret?

Atque adeo indubitatum est, nec Censuram Ecclesiasticam *provisionaliter* decreti posse; nam omnis Censura semper est poena, etque publica, sive fuerit *excommunicatio* sive *crimen*.

Quamquam & valde absoctum & inaptum sit *Censuram* aliquem vocare *provisionaliter*: cum ideo non minus revera sit Censura Ecclesiastica.

Nam Censura *medialis*, quæ & propriis nominis *provisio* fore interit, eo quod non feratur nisi *duratura* donec Reus satisfecerit sine *debet* resistit.

Censura, inquit Suarez, præcipue fertur ad reprimendum contumaciam, & ut homo a culpa recedat, *ideoque non potest habere alium terminum nisi* donec recedat ab illa. Disp. 25. sect. 1. n. 3.

Ideoque si addeatur illa verba per *provisionem* siue *interit* hæc vult mutare de natura ipsius Censuræ, quia in effectu nihil significant nisi *duratorem Censuram* donec satisfecerit, & *Revoca* *excommunicatio* resistit, quia in omni Censura includitur.

Atque adeo si Censura ferret inflicta, permissio statim esset nulla, quod Iudex Ecclesiasticus cum *provisionem* vocaretur: nec minorem sem & *facti* *viam* incideret, quia qui in quiete sua possessione turbatur, sed maiorem & contra, cum talis Iudex sic magis suam inhumanitatem & tyrannidem manifestet, ut e supra deducitur patet.

Imo Decretum Censuræ Ecclesiasticæ, *provisionalis* nuncupatur, ea se prodiit quod continet meram *facti* *viam*, cum nullummodo si Iudices Ecclesiasticos neminem posse *provisionaliter* Decretis & sua possessione deicere aut in ea turbare; receptissimum enim est omnique in ea permanere debere, donec legitima eorum sententia, *per prius* lata, evincatur.

Porro Censuram Ecclesiasticam turbare quomquam in sua possessione, ex *habitu* deducit plausissimum est.

§. V.

Non deferens appellationsi legitime interposita violentiam inferre, & via facti procedere.

Nec essentialia ordinis iudicialis, non postmodum est ipsa Iudicis non suspensa seu non impeditur iudicio: cum Iudex nullum possit jurisdictionem aditus valide exercere, suspensa sua jurisdictione seu jurisdictionis exercitio: quando enim ea suspensa manet, sine jurisdictione censetur esse.

Notissimum autem est, primum appellationsis effectum esse suspendere jurisdictionem Iudicis a quo appellatum est quodque examen & cognitionem cause, in qua adaptatum est, ad appellatum, seu provocatum Iudicem translatum, uti post alios, loquitur & probat Vremolus, in Comentario de Appel. ad c. 1. n. 1.

Addique non tantum transferri quoad principalem negotium, sed etiam quoad ejus accessiones: item quod Appellatam a jurisdictione ejus qui iudicavit, existat.

Si ergo post interpositam legitime appellatorem Iudex a quo Censura infligere proximat, huiusmodi Censura non tantum evincit injustitiam, sed procul nulla & invalida ob defectum jurisdictionis in Iudice, & defectum essentialium ordinis iudicialis.

Hinc Suarezius de Censuris Disp. 18. sect. 3. agens de modo servando in ferendis suspensionibus, ait num. 3. Oportet... præferri ut suspensio non feratur post interpositam appellatorem, quia erit nulla, ut est communis sententia, unde desinit jurisdictionis, quæ per appellatorem, suspenditur. Idem ipsam unum confensum tradunt Canonice ad cap. 37. §. de appel. ubi in terminis respondit Pontifex, quod post appellatorem accursantem non possit: & ad c. 40. §. de sententia Excommunicationis. Ubi Pontifex acquirit sententiam Excommunicationis latam post legitimam appellatorem interpositam Excommunicationis, in causa formam *involuntarii erroris* fuisse patenter expressum probatur: qualem Excommunicationem ipso iure nullam esse nemo dubitat.

Quin imo Censuræ post interpositam appellatorem ita sunt ipso iure nulla, ut etiam deferat aut inique declarata appellationsi, non convalescant, ut loquitur Vvamiensis loco citato num. 4. & evidenter probatur in cap. citat. de sententia Excommunicationis, in VI.

Cum itaque per legitimam appellatorem Iudicis suspendatur jurisdictione, omneque quæ, ea pendente, actum, sint ipso iure nulla & invalida: certum est Iudicem vim inferre, & via facti procedere, dum Canonibus & Legibus inhibentibus, contra appellatorem prosequitur, & cum contra protectionem Legum ac Canonum gravat: qui hoc defensionis remedium gravat, gravarique metuentibus consilium voluerunt.

Quin imo contra Bernolus huiusmodi violentiam, vim publicam esse. Officiales, ait, qui non admittunt appellantes, tenentur hac *Legis* (Julia de vi publica) & condemnari erunt infames. Ad d. L. 7. §. Item tenet Salgado de *provisione* Regis ad appellationem Prel. IV. phet in hanc rem citans Auriolos, num. 189. Quibus addi potest Zyparus Officiali Auriopensis consilii 3. de Appel. Ades, inquit, *ad hoc* est appellationsis contemptus, ut si provocatum Iudex verberaret, *infamia* quid fieri, de vi publica tenetur, L. 7. §. ad Leg. Jul. de vi publ.

Cum autem Regi, quicunque superius Auditoris incombat quancunque violentiam tollere, ad ipsam *Clerici* *merito* *consequuntur*, ait Salgado ibi epilogum promissum, ut *proposuerit*, *tollanturque* & *locorum* *violencia* *sibi* *illata* a Iudice Ecclesiastico denegante *legitima* *appellationsi* *delatationem*, *suamque* *sententiam* *inobediens*, & *iure* *relinquens*, *exsequere*, *suis* *bonis* *fideliter* *appellantis*, *comperere* & *censuram* *inque* *placuisse*, *disruptam* *superioribus* *jurisdictionibus*, & *privatam* *appellantis* *naturali* *defensione*, *ne* *possit* *ad* *superiorem* *recurere* *per* *modum* *sue* *iniquitatis* & *injustitiae*.

Ere. 6. n. 19. recte probat, quod ad hanc protectionem impetrandam, sufficit sola denegata delatio appellationsi, sine ulteriori processu aut attentato, quod ex *denegata* *delatatione*.

quod si quis cum ad iudicium potens inimici declinaret, alioquin sibi posulans daret, hoc non impetrare, ad eundem quem munitur, licet multa praeponderet iusta, remittitur. Ita lib. 27. Rerum gest. c. 7.

Itaque & haec quoque violentia & oppressio viam protectionis Regiae parit, quam & Principes nostri Belgii semper benigne concesserunt. Sic anno 1666. cum Episcopus Iprentis, non obstante recusatone proposita, in quam modo ad delationem Arbitrorum devotum erat, procederet adversus Dominum ac Magistrum Joannem Lesene, eique comminatus esset suspensionem a Divinis: Concilium Flandriae, tam dicti Episcopo, quam ipsius Officiali ac Promotori interdixit ultiores progressus vel attentare, sub pena 200. scutorum coronatorum: eumque his non obstantibus Episcopus comminatus suspensionem a Divinis attentasset decernere, praefatum Concilium dicitur Censuram Ecclesiasticam aspectum suspendi; iteraque Episcopo interdixit quidquam ulterius attentare, sub pena quod comminatus 200. scutorum multa ad executionem deduceretur; ac insuper ipsius bonis temporalibus manus Regia inieceretur. Ita constat ex Decreto hic annexo sub F.

Sicetiam anno 1707. Supremum Brabantiae Concilium mandavit Praetorem S. Catharinae in Urbe Bruxellensi in pacifica possessione sui Praetoratus omninoque eo pertentionem, adversus suspensionem a sanctissimis Pastoralibus per Archiepiscopum Mechliniensem, & ipsius infirmam, idque post irritam sua Personam recusatorem propositam. Habebit sententia sub G.

Atque ad eandem, apud quod superiori §. diximus, dum Index pendens appellacionem progreditur. Nempe & hic pariter Iudices Regii provident ne oppressio recusatorem pendens, de hac morantur possit: si non interea ac pacifice huiusmodi, longaeque repellunt omnem ad iniuriam, Ecclesiastici Iudicibus inibentes nec contra hos versantes, Legibus & Canonibus reclamantibus, per Censuras Ecclesiasticas aliisque penas procedant.

Index enim recusat, inquit Cavallos dicti quatuor, procedens in causa post recusatorem, viam facit & portum gravat.

S. VII

Index Regis cognoscens de violentia, non cognoscit de causa principalis: nec de iustitia Appellacionis aut Recusatationis.

Am saepe in praemissis, cum Didaco Covarruvias, Jo. b. Sels, Francisco Salgado, aliiisque, diximus, huiusmodi Recusatio Regiae protectionis unicum scopum & finem esse, cum repellere, prosequere, & appressum sublevarum, & Ecclesiasticam quodammodo reducere ad viam iustitiae & iustitiae legum.

Quare Iudex Regius nequaquam cognoscit de causa principali, sed unice de forma & ordine processus, sive de vi & violentia sui oppressionis: id est solum inquirat, an Iudex Ecclesiasticus via facta, non vero servato iuris ordinem processerit. Si repertis, iuris ordinem fuisse servatum, remittit consequentem ad Iudicem suum. Si vero cognoscit, eum non servato, fuisse via facti processum, sublevarum, & Iudicem Ecclesiasticum reducit ad viam iustitiae & iustitiae legitimum, nihil decidendo de causa principali, quam tota relinquunt iura ordinem iuris iudicanda Ecclesiastico Iudici.

Sit itaque Clericus qui apud Iudicem Regium conquirat, quod Censura Ecclesiastica perfrictus sit per eum, cui non competit iurisdictionis sunt externi Ecclesiastici, vel per Iudicem extraeum, vel quod illa perfrictus sit absque praevia informationibus preparatoribus, hoc praecedens citatione, omisso competenti monitione Canonica &c.

Quare hic agat Iudex Regius, nequaquam inquirat, aut decernat, an Clericus illa meritis factis Censura perfrictus; sive an sufficiens subierit causa, ut tam gravi pena afficeretur, in quo sita est causa principalis: sed tantummodo cognoscit, an Censura illa prolatam sit, a non habente iurisdictionem fore externi Ecclesiastici; an a Iudice extraneo; an ommissa informationibus preparatoriis, citatione, monitione Canonica &c. quae res, ut in iure loquimur, facti sunt, & certo certius ad cognitionem Principis pertinet. Hanc autem ubi Iudicibus Regis confiterentur, adeoque & querelas veritate oiti apparuerit, tum illi protectionem Regiam

Van Elphen, Pars VI.

seu mantentiam adversus huiusmodi violentiam iudicis, poterit concedere.

Quia concessa, si competens Iudex Ecclesiasticus credat Clericum illum revera mereri ut Censura Ecclesiastica perfringatur, eum integrum manet adversum cum procedere, de causa principali iudicare, admodum id faciat, servato per omnia iuris ordinem; a quo si denuo desistat, & ita vim inferat, Iudicem Regium huiusmodi merito resistenter inveniet.

Similiter dum protectio Regia imploratur adversus Iudicem Ecclesiasticum procedentem post interpositam appellacionem, vel propositam seculariorem, nequaquam Iudices Regii cognoscunt de iustitia appellacionis aut recusatationis, sed tantummodo de vi & violentia quae a Iudicibus Ecclesiasticis inferatur, ut ubi de illa confiterentur, eam tolerarent, & oppressum protegerent.

Hic praefata, ait Covarruvias, prael. 99. Cap. 35. & visis aliis causa tantum illud agatur, an iuste ille Iudex deferre voluerit appellacionem: nec enim, prosequitur Auctor, Regii Consiliiarii cognoscunt de iustitia appellacionis aut Summum Pontificem deferenda, ad hoc ut ab illis sententia confirmetur vel revocetur, sed tantum ut tollatur vis illa, quae a Iudice Ecclesiastico in iustitia sit appellacionis, dum eam censuris Iudex opprimit pro executae sententiae, quae nondum transiit in rem iudicatam, pendente appellacione ad Summum Pontificem proposita, cui tenebatur Iudex i iustitia deferre iuxta Canonice Sanctionem decreta. Idipsum monet Jo. b. Sels de Inhibitionibus c. 8. §. 3. n. 70. & Francisco Salgado de Præst. Reg. prae. §. 100. qui n. 200. ait cum Martino Navarro, Iudices Regios solummodo pronuntiare, Iudicem Ecclesiasticum vim seculi vel non seculi in eo quod appellacionis partis non detulerit.

Et n. 208. ita loquitur: "TANTUM AD VIOLENTIAM tollendam adhibetur cognitio extrajudicialis, an ap. pellantis suspendat vel non, ut VIOLENTIA Iudicis detegatur, obnegatam debetam delationem appellacioni; " eius cognitio, an iusta vel iniusta sit, tam appellacionis, quam sententiae Superius Ecclesiastico reservata; " remanet. " Recteque advertit n. 211. quod administracionis appellacionis respectu Iudicis a quo sit QUO TACTI.

Si vis auctus competum sit quod iusta sit appellacio, quodque Iudex ei non deferendo vim inferat, tollitur illa vis & iniuria, quae adversus Sacros Canones & auctoritatem Sedis Apostolicae, sit Appellanti ad eandem, praecipue illa Iudici quod appellacionis deferat, & absque excommunicatione, omniique alia post appellacionem retractet, ac reducatur in eum statum in quo erat tempore appellacionis & sententiae, aut praetudatus Covarruvias loco citato, ac melius prolequitur Salgado dicto Tractatu.

Idem obinet dum Recusatio inlicitae adversus Iudicem procedentem post propositam recusatorem. Neque quoniam enim Iudices Regii iudicabant de ipsa recusatationis causa, quae ad Arbitrum iuris pertinet; sed unice cognoscunt eum Iudex Ecclesiasticus, procedendo post appellacionem, vim intulerit: non quae praetudatus Hieronymus Cavallos Tract. de cognitione per viam violentiam, quod 14. n. 24. quod Iudices Regii in hac causa habeant causam cognoscunt, an recusatatio sit iusta vel iniusta, cum sine hac cognitione articulus VIOLENTIA examini non possit.

Suppone ergo Iudicem Ecclesiasticum fuisse recusatatum, hanc autem Iudicem, pendente causa recusatationis iudicialis, procedere adversus recusatantem, eumque Censura Ecclesiastica perfringere; Recusatantem autem ad Senatum Regium recurrere, eo quod pertrahatur per hanc decessatam recusatationis delationem & iniustitiam aut committas Censuras, sibi vim inferri. Senatus Regius non iudicabit aut definit ipsam causam recusatationis, quae ad Arbitrum iuris pertinet: sed unice cognoscet an dicta recusatatio legitime & debito tempore fuerit interposita: item an causae recusatationis in libello allegata videantur sufficientes & legitima, si eorum Arbitris pariter possint probari esse verae. Ita ut Iudex non deferendo recusatationis, sed adversus recusatantem procedendo, & ad Censuras profligando, vim intulerit, & via facti processerit.

Quam ubi ei confiterentur inveniente, eam tollit, oppressum mantentemque proteget & Iudicem Ecclesiasticum ad iustitiae legitimum reducet, cui tum integrum erit, si velit, iuxta Canones ad electionem Arbitrorum procedere, quae de recusatationis causa cognoscunt.

Et his elucet Iudicem Regium cognoscendo de violentia, nequam autem cognoscere de causa principali, nec de iustitia appellationis aut reculationis, ac per consequens eum nullatenus uti oportet jurisdictionem Ecclesiasticam, sed unice cavere ne Iudicem, ea jurisdictione, quatenus de sua possessione pacifica amovendo *us falsi*; aut alius abstantius in subditum oppressorem.

§. VIII.

Judex Regius cognoscere debet de violentia, etiamque in finem, alia causa ad se deferri mandare potest.

Cum violentia sit causa de fundamentum hujus Recursus, quam cum influentes petunt popullari, debet Iudex Regius, ut eam tollat, & oppressio propiciat, de ea cognoscere, nec non de istis omnibus, sine quorum cognitione, articulus violentie causam non potest.

Cumque id plenus cognoscere incedam possit ex ipsa Actorum causa inspectione, potest Iudex Regius mandare, ut alia causa ad se deferatur.

Sic modo vidimus cap. 1. §. 6. Constantinum Augustum ad æquissimam *populationem* S. Athanasii Episcopi Alexandrini de vi contentis, mandasse Episcopis omnibus qui Synodum Tyri abolverant, ut indilata ad Prætorium suum se conferrent, *ut ipsa quæram severitatis instigantia sit in vestris sententiis, eorum me ipse, inquit, declaravi.*

Hæc ipsi Regium multis altitit Franciscus Salgado de *præstitione Regia*, par. 1. cap. 2. & n. 96. ait, "Actorem cum originalium expositione, ad effectum cognoscendi ex eis, an violentia facta sit, fieri potest licet per Principem temporalem, probant Octavian. *Decis.* *Prædicator*, 30. num. 18. *versus*. Non enim, ante fin. n. 23. & Bohad. in *posit.* lib. 2. cap. 18. n. 139. Guicci. in *practica*, lib. 1. quæst. 10. n. 7. *Cancell. Can.* 43. sub n. 3. *versus*. *Obversandum tamen est.*

Ipsi Corvatiensis Episcopus Segovienis idipsum etiam agnovit *pract.* 49. cap. 35. citata eum lege Regia, qua rudes perhibetur, qui in tollendis violentiis, per Iudices Ecclesiasticos illatis, a Seculo servandus est, subiungit: *Nam ubi lis agitur apud Iudicem Ecclesiasticum etiam inter Ecclesiasticos, qui per sententiam condemnati appellat, Iudexque non quærit de appellatione, & ideo per exceptionem multis afficitur Confusio & gravaminosa, conquirent quodam querela eorum REGIS AUDITORIBUS, ex eo quod non deferatur appellationi, quam ad Sedem Apostolicam populus: tunc sane statim ex sola simpliciter querela datur Littera Regia, quibus præcipitur Tebellum sub CERTA FORMA, quod intra breve tempus MITTAT AD CURIAM ACTA CAUSÆ ET PROCESSUM; & rogatur Iudex Ecclesiasticus ut absolute excommunicatum ad aliquos dies, qui sufficiant missioni & examinationi processus, quod si contumax Iudex sit, dantur secunda littera, ac tandem tertia, & id agere cogunt poenis quibuscumque.*

§. IX.

Forma processus in causa hæresis eadem, qua in aliis causis criminalibus.

Non sato evenit in Ecclesia Dei per quasdam nimis carnalium hominum factiones machinationes, vicios bonos & orthodoxos, ut hæreticos accusari, vexari, & ut pestem publicam haberi, antequam de hæresi legitime fuerit accusati, multo minus de ea convicti aut condemnati.

Quo quid possit magis esse ab omni æquitate & ratione alienum? Ipsa enim natura dicitur, neminem inaudium & indefensum condemnandum esse. Quasi vero crimen maximum, quale est hæresis, ab hac communi nature lege foret exceptum, magisque liceret inaudium & indefensum, hæreticos sicut ischismatis condemnare, quam furti, homicidii, latrocinii, perductionis aut aliorum culpe criminis.

Quantum id vel ab ipsa Romanis, sub densissimis gentilitis tenebris constitutus esset alienum, inculcetur demonstrant Actus Apostolorum. Et quidem cap. 24. & 25. Principes Sacerdotum & Seniores accusant Paulum tan-

quam hominem *possessum & incantatum seditionis inimici Judæi in universis orbe, & cultorem seditionis sella Nazarenorum, qui etiam templum violare conatus sit* possidentes adversus alium damnationem.

An Porcius Petrus Præles, boni ænitus, Paulum de tantis criminibus, ab ipsi Principes Sacerdotum & Senioribus accusatum, & que in ipsi. Remissionem reddebant, communi defensionis causa indignum iudicari? Audiamus homines ænitus respondendum: *Non est Romanus, inquit, consensu denotare aliquem hominem, propterea quod accusatur TRANSITUS HABET ACUSATORIS, INDEMUQUE DELENDAU acceptis, ad abolenda crimina.*

Hæc consuetudine Romana imbutus Pontius Pilatus, minus iniquus erga Christum Dominum existit, quam ipsi Pontifices, Sacerdotes & Doctores, Senioresque Judæorum, Divinam legem veraciter religionem professes. His enim cum Christum Pilatus tradidissent, velent, que ut Præles ille Romanus, natus verbo ipsum, & iudicio, cum sine cognitione causa neci daret, dicens: *Si non esset hic malefactor, non tibi tradidisset eum: reus tunc esset* Pilatus, cæco modo iudicium eorum exequi, voluitque acceperunt plus sedit, & singulari acclamationis capita de more examine.

Optandum foret ut ipsius Iudicem Sacerdotum & Scribarum Synagoga, quemadmodum & viri Phariseorum ad nos non tradidissent. Itemque ut inter Iudices Laicos Christianos, quidam in hac parte non essent imperitiores & infeliciores quam Pilatus. Sunt enim sæpe quidam Iudices nimis creduli, qui sub vane alicuius Religionis obtentu, passionibus Clericorum cæco modo interviu, atque oppressioni innocentium & iustorum condemnationi cooperantur manifeste peccatis se exponunt, vel qui, etiam cum Pilato possint Accusatorum & Recum innocentiam agnoscere, desistente tamen que in Iudicibus requiritur virtute, cedente iniquitati, & sic vel aucta commoti etiam dicunt, *Quod est veritas?* Diuinitas magis gloriam hominum quam gloriam Dei, & Iudicis supremi statum in medio eorum Iudicis & diuinitatis.

Vtrum enim vero nunquam juris ordo & Canonum Legumque præscripta diligentibus de caucis sunt obliuiscendi, quam dum de crimine hæresis agitur: eo quod monito contingit, opinionibus quasdam, non rationibus humanas, ne dicam, superstitiones, ab incedis aut cupidis hominibus dissensionem & obuium pro articulis Fidei; ac quosdam ut hæreticos tractari, qui vere Catholicæ sunt, ut ea S. Aug. alique addnotat est, in *jure nostra Ecclesiastica* universa par. 3. tit. 4. c. 6.

Iis Pontifices Iudicium & Pharisei Christum iniquissime persecuti sunt tanquam Legis Divinæ violatorem, eo quod casset hominem Sabbato; sed his opposuit se Nicodemus homo ex Phariseis Princeps Iudæorum, allegans idem legis naturalis dictamen, præcipiente *Deuter.* c. 17. *Nunquid, inquit, Lex nostra iudicat hominem, nisi prius AUDIERIT AB IPIS cognoverit quid faciat?* *Joan.* 7.

Quapropter a seculo quarto Arelidius Imperator metito sanxit, pro hæreticis non esse habendos neque penam in eos decretis puniendos, nisi qui a iudicio Ecclesiastica Religionis & trinitatis distincti fuerint deviare. Id est, paphani sint a iudicio Ecclesiastico causa Religionis deviare.

Hæc æquissima juris naturalis regula, que neminem puniri patitur, nisi causa monstrat propter quam Lex Canonica hoc fieri gibeant, semper sanctissime suis observata: speciatim autem a tribus Generalibus Conciliis, in causis Arii, Nestorii & Eutichetis.

Cum Constantinus Imperator hostatitque Liberium Papam, et communione *REABARE* (verba ejus sunt) *impit Athanasii NIMANTIA repudiaret, præteritis quod hoc recte se habere censeret tunc terrarum orbis, & cum sententia Concilii ab Ecclesiastica communione segregandum iudicaret.* Respondit Liberius: *Judicia quidem Ecclesiastica o Imperator SUMMA cum ACQUITATE fieri debent.* Quapropter situe Clementis via visum sit, *ut iudicium haberi jubeat.* Et si Athanasius videatur *damnationem commutasse, tum SENTENTIA, prout ordinis Ecclesiastici formula pulsabat, contra cum pronuntiavit: nam prius non perit, ut quendam condemnemus, de quo non factum sit iudicium.* Ita Theodoritus, *Asylus, Eccles.* lib. 11. cap. 37.

Similiter S. Joannes Chrysostomus ante causam EODITIONEM, aliquot ut hæreticum damnare *hæret.*

quamvis iustum esse daretur, uti testatur Soromenus lib. 8. Epist. Epist. cap. 14.

Hinc. Dissolvo quod Concilio Episcopino secundo praefertur ita ad S. Leonem Papam conquisitum B. Theodorus Episcopus Cypri: "Alcandrinorum Anusit (Dissolutus) me quoque asserent calamo similiter jugulavit, nec in ius vocatum, nec profertem accusatum nec interrogatum de Dei ac Salvatoris nostri Incarnatione QUID AMT RAM. Et homicidas quidem, ac spoliachorum edictores, alienarumque raptarum invasores, non petra condemnantur Iudices, quam vel ipsi objecta criminum confessione sua firmant, vel ab aliis aperte fuerant convicti. Nos autem hic in Divinis Legibus constituti rigens mansuetudinis distantes condemnantur vit ut voluit. " Inter Epistolae Leonis post Epist. 47. Nro. Edidit.

Hec placuisse ex Histoe. Ecclesiae confirmare exemplis non foret difficile, nisi ipsa rei evidenter sufficeret. Non tamen ab re etiam ostendere uno alteroque exemplo quantum iram Belgium nostrum semper fuerit alienum ab inhumana illa quodammodo opinione, existimantium, suspectos de haereticis aut schismaticis, omni favore ac communi iustitiae patrocinio esse indignos.

Anno 1477. in urbem evocatus a Sisto IV. per litteras Romae datas a. Iuani Theodorici Tullini Canonici Patensis Abbas, idque ut de LIRA AUTHORITATE PARS APOLOLICA, eorum ipso causam dicere: Polapio, inquit Pontifex, & sub EXCOMMUNICATIONIS LATENTIA SENTENTIA penna mandamus, ut infra terminum duorum mensium a receptione praesentium computandum, nostra compellat re praesentes, aliquam scias re praetentionis pericula subiacere.

An Abbas hic te tanto crimine, quod haeretic non inferas ultionem, accusatus, habetur indignus, ut gaudeat iuribus & immunitatibus Patriae, quae Belgiam nostram proficiunt, & unumquemque in sua Provincia iustitiae servato iuri ordine volumus. Nequaquam profecto, ut cum hic evocatus Maximiliano Aethiensi innotuit memor iuramentum suum, aliter severe inhiat Abbat, ne evocationem moveat: Pater, ait, distulisse praecipimus, & mandamus, ne tam ob CAUSAM EXTRA PARS nostras vos ostendat; imo statim vestra praesentibus, ad Nos veniat.

Eadem die ad Pontificem litteras mittit, & civilibus verbis citationis intercedit, addens: Si denique vestra Sanctitas easdem cognoscere cupit, non in communitatem alienam in his partibus Praetuli; Pro pro, partibus non suspensa, &c. nec ne sententia agatur facile foret perire.

Cumque nihilominus inhiat Pontifex, altera ad ipsum scribit Maximiliani prioribus graviores. " Si Abbas, ait, cupiditatem delicti reus, animadversione quilibet dignus existimetur, non adversabor, quin Apollolice Sedis honorario in hoc habeatur, diutius modo Iudice in PARTIUS dico idoneo & neutrali, id IURIS ORDINI temperari sit. Quod sic Aequum sustinet, ut frustra SECUS aliquid a me exigatur adjuvante Domino, &c.

Anno 1554. Episcopus Leodiensis requirit Regiam Hungariae Belgii Gubernatricem, ut ipsi tradat quendam Joannem de Bollant de haeretic notatum, & ad ejus requiritionem in Brabantia capivum constitutum. Respondit Gubernatrix per litteras datas ultima Martii ejusdem anni, se id nullatenus posse praestare, cum per Letum Jernicum expresse prohiberetur, ullos capivos & Brabantia educere; verum quod hic in Brabantia, causa, si vellet, posset examinari ac in iudicio judicari prout iuri ratio dicaverit.

Utique ad huc tempora propius accedamus, quod nostris diebus ab Officiis, Beneficiis, munis, praeterea Iansenismi, Rigorismi ac Novitatis exclusi & sine fide privati. Cum tamen post tot motus & stragiones, nullum haecenus ex illa qui sub huiusmodi obsequio demerit, aut verari fuerit, viderimus adhuc in iudicio aliquo legitimo, & contradictorio fuisse de simili excessu convictum. Unde proquam huc diffidit conscientiebus partibus, & suffragante Rego Catholico gloriose memoris Carolo Secundo ad Sedem Apollolicam essent delata, & ibidem per Depo- tatos utiqueque partis causa esset ventilata, Innocentius Undecimofecundus, ut his malis finem imponeret, aequissimo iure statuit & in Brevis Apollolico ad Episcopos

pos Belgii 6. Februarii Anno 1694. dato eis quoniam in Domino passus iniquis, ne sine ratione quoniam sub hoc praetextu repelli ab Officiis, munis, Beneficiis, gradibus ac concessionibus habendis, vel alia quacunque facultate Ecclesiastica permittant, nisi SERVATO JURIS ORDINE, eam penam, quae vris aliquam Catholicis gravissima est, commoveri probatur fore: quod Breve per Litteras Regiae lausarum, ac probatum fuit; innotuitque omnibus Episcopis, Senatibus ac Tribunalibus Belgica, et idem inviolabiliter exequerentur & sancte observarent.

Ex his ducit, quod accusatus de haeretic, aut schismatico iudicibus gaudeant ac ceteris, qui de alia criminibus accusantur; quodque adversus eos aequo servato iuri ordine, ac adversus ceteros procedi debent; neque minus eis adversus vim & violentiam, quam aliis concedendam esse protectionem Regiam.

Quae omnia egregie confirmantur in Consensu sapientis Brabantiae Senatus data 13. Aprilis 1696. ad Serenissimum Bavarum Electorem super Regii mandata in causa Rigorismi & Novitatis.

In hac enim dicunt, quod nequaquam possit agi adversus praeterea Rigorismi ac Novitatis, ante omnia requiratur regula AUTHORITATE ECCLESIAE reborata, per quam discerni possint Maxima, quae tamquam Novitatis aut Rigorismi fugienda sunt, cum ipsi Superiores Ecclesiastici non conveniant, in quo Rigorismus, aut Novitas sita sit, atque in periculum sit, ut invidiosus illis nominibus tradantur vix innocentissimi, & tunc sanitatis praedicti.

Quod tam adhuc Iustitiae postulabit, ut nemo Rigorismus & Novitatis infusus habeatur, nisi prius de eis convictus fuerit iuxta ipsam mentem SS. Patris nostri Innocentii Duodecimi, quem in casu simili expulsi per Breve suum (de quo supra) ad Episcopos Belgii sic illi: " quantum in Domino posset inquiri. Tum rebus verbis ejusdem Brevis supra positus ita prolequatur.

" Nobis, SERENISSIME DUX, videtur nihil magis Apollolicum, nihil magis IUSTITIAE & ACQUITATE consentaneum dici posse; ideoque credimus nos omnino scire sequi posse Duxem tam certum, quod si illi est qui est caput Ecclesiae visibile, quique hic non docet nos alius, quum quod aliunde nobis in cumbit, ad quod non contrahit tam consensum nostrum, cum iuramentum solent, quod in ipso Officium nostrum ingressi praesumus, nimirum, non commutatur nos aut penitentes QUINQUAM nisi propter delicta aut facta quae DECLARATA fuerint criminosa, & nisi de his deinde SINGULATIM CONVICTUS fuerit.

" Eo magis in re tanti momenti E. V. Celsitudinis auxilium nobis imploandum est (ne omne praeter regulam auctoritate Ecclesiae firmam de qua supra) quod frequentius qui occurrunt casus doceant, inter ipsos Superiores Ecclesiasticos non convenire, quod pro NOVITATE, aut RIGORISMO REPRESENTABILI habendum sit, consistit bene malior qui eo pretextu a Cura animarum, praedicatione verbi Dei, aliisque functione Ecclesiastica repulsum tulere, post rigorism coram aliis Synodis ALIBI ATAMEN ostendit DOCTRINAM SUAM PUDAM esse, sumque requirere rationem non esse nisi phantasma. " Habetur consilia sub H.

Sed quod opus est plura exempla adducere ut ostendatur, nunquam in Belgio locum invenire posse errorem illam opinionem, quae in actione haeretic, aut schismatici tollit naturalem & ordinariam defensionem, & iudicium etiam: cum nihil notius sit, quam quod ob illam solam causam Belgii jam olim sacrum illud Tribunal inquisitionis, & iugiter fuerit intolerabile, & in hodiernum usque diem, ejusdem memoriae & nomen, sit in execratione.

Licet enim Parochi tanquam proprii Presbyteri regentes commisso Gregem inciperent ordinare Praelatos & Hierarchas numerantur, tamen & illud licet, Episcopos, qui in *Metropolitani* locum succedunt ad *Hierarchiam ordinem praecipue pertinet & patescit a Spiritu Sancto regere Ecclesiam Dei*. Synodus Trid. Sess. 23. De ordine c. 4.

Quare & Episcopi, ut praecipuum & superiorem locum in ordine Hierarchico tenentes, praevaleant superioritate & auctoritate in Parochis tanquam inferiores Hierarchas; atque ex titulo possunt in eorum mores inquirere, Ecclesias Parochiales visitare, ac perspicere, cum Cora animarum laudabiliter exerceatur, desideratque si qui irreperiant, corrigere & supplere: attendentes semper ad hoc Principis Apostolorum ad Episcopos monitum: *Pascite qui in vobis est gregem Dei* — non ut dominantes in Clero, sed forma gregis saluti.

EX ANIMO.

Veto nequaquam titulo huius superioritatis & auctoritatis possint Episcopi pro sua voluntatis arbitrio Parochias admittere aut interdicere in locum vel in partem Curam animarum, cum ea non ad eorum & arbitrium ipsorum exerceatur, sed nomen proprii & iuris sui; quare nec ipsi invitis obtendere possunt operarios, qui in eorum Parochias illas functiones Pastoralis exerceant, ut & nuperime hic Lovani reformati & in Consilio Flandriae iudicatum est. Utique instrumentum hic annexum sub C.

Nulli enim Praelato aut Superiori vel Iudici fas est quicquam Beneficium in suo Beneficio aut ejus exercitio, ad libitum impedire, vel ipsi jura invadere.

Sed si Episcopi quicquam existimant minus recte animarum curam gerere ad eam a Pastoralibus munitis secundum Canones suspendendum sit non privandus; tum, sua auctoritate & superioritate legitime utentes, Pastorem hunc non pro arbitrio quasi dominantes in Clero removere aut deponant, sed jura Ecclesiae Canones, primo monitionibus & suavioribus mediis cum eo agant ut ministri Christi, Superiores & Patres: qui si non possint tum tandem ut Iudices, sed non nisi coacti, & servato jure ordine.

Episcopi ipsi, licet praecipuum id ordine Hierarchico locum obtineant, etiam Diaconum suum regere, cum quadam ad Episcopum Romanum & suos respective Metropolitani Hierarchica subordinatione: sed non ideo sese *Figuras amovibiles* credent qui ad munus & arbitrium functiones Episcopales exerceant? An jura sua Episcopalia ab eis propterea invadiantur? An ideo existimant sese ad libitum Romani Pontificis, posse deponere, excommunicare, interdicere vel suspendi utentes? nequaquam profecto.

Non enim arbitrio Romani Pontificis aut suorum respective Metropolitani subiacent sed *Canonicis*, sed *Legibus*; atque ex eis debent iudicari & tractari. Eodem jure & ipsi tenentur uti erga suos Parochos, qui una cum ipsa sollicitudine *gregis Domini percipiunt*, & in *Sacerdotali Ministerio*, secundum *Ordinem & Dignitatem* locum possident: ut loquitur Riculus Successorum Episcopos in Constitutione sua Cap. 1. existit rem. 9. *Concil. Generali* c. 116.

Ex his facile intelligitur quare ratione Parochi dicantur curam animarum accipere ab Episcopis: quodque in exercitio ejusdem ministerii dependentes a iure & voluntate Episcoporum, sed eam exerceant nomine Domini non alioquin; adeo ut ea in nulla parte possint privari, nisi servato in omnibus jura ordine eam potius committere probantur iuris, & sententia definitiva declaratum.

§. XI.

De Investitione Corporali, seu Missione in possessionem.

Vigente pristina Ecclesiae disciplina, qua titulo Beneficiorum seu ipsa Beneficia ab ordinatione seu collatione Ordinum non sequebantur, sed Clericos per ipsam ordinationem certa Ecclesiae obligare, ut in illis tanquam eorum Ministris functiones susceperant Ordinem obtinere, incognita erat *Missio auctoritabilis seu civilis collata* separata ab ipsa Ordinatione, de qua in praecedentibus, uti & ea quae hodie vocatur *corporalis seu missio in possessionem*.

At postquam circa saeculum XI. erecta sancte Beneficia, eaque a collatione Ordinum separationi consensu ceperunt, una investitura *Missio auctoritabilis* seu *civilis collata*, & qua hodie dicitur *Missio in possessionem*, quae quodammodo respondet *solemni investitura*, per quam ipse vasallus mittitur in possessionem ipsius feudi.

Quemadmodum autem in praecedentibus notatum est *Missionem auctoritabilem* pene per omnia concidere, quoad effectum, investitura feudalis, quae solet vocari *Civilis*, & per quam vasallus constituitur dominus & proprietarius feudi; quae quoque *Missio corporalis seu missio in possessionem* respondet *investitura feudali*, per quam ipse vasallus inducitur in possessionem feudalem & per ipsam ipse feudi.

§. XII.

Quid per hanc institutionem seu missionem in possessionem consequatur Beneficiarius, post Praelatos.

In praecedentibus observavimus vasallum per investituram vocari *civilem* consensu dominum seu proprietarium ipsius feudi; inque ad huius exemplum, praesentis *moderna disciplina*, Clericum per *missionem auctoritabilem* hanc investituram respondentem, consensu quasi dominum & proprietarium Beneficii, siue ad ipsius verum titulum Beneficii cum omnibus jurebus ei annexis.

Ceterum uti & supra observatum est, vasallus per eam investituram non constituitur in possessione, siue intrat in possessionem feudi similiter & Clericus per hanc missionem non intrat in possessionem, sed in eam per novam institutionem, siue investituram induci debet.

Porro quemadmodum vasallus per *inductionem* in possessionem nullum novum jus in se feudi acquirit, sed duntaxat ei datur quasi auctoritas eo jure libere utendi; ita quoque Clericus jam *investitus*, siue canonice de Beneficio provisio, per *missionem* per *possessionem* nullum novum jus accedit, sed duntaxat reoritur in possessionem ad eum effectum, ut quae personaliter jus & ea quae illi annexa sunt exercere. Quod vel eo apparet in Clerico potiori jure, quam in vasallo requirit, ne Clericus propria auctoritate exercitium harum functionum assumendum, videtur non vocatus ut Aaron honorum Sacerdotum sumere.

Quandocumque Beneficiarius per *missionem* in possessionem, acquirat vasalli consequatur libitum exercitium Beneficii per *Canonice institutionem* acquirit, hocque exercitium unice consistit in actuali & libero exercitio seu uli functionum spiritualium, quae Beneficio sunt annexae, quaeque constitunt officium, propter quod Beneficium datur; evidens est, quod pacifica Beneficii possessio consistit in pacifico & libero uli officii, siue functionum, quae ipsum officium necessarii exigit.

Et sane immixtionem in possessionem Beneficii unice digni ad functiones spirituales seu Ecclesiasticas Beneficio annexas, libere obeundas, evidenter probat forma, qua spectata moderna disciplina, Beneficiarius in possessionem mittitur.

Missionem hanc in possessionem juxta modernam disciplinam per omnia pene concidere cum *solemni investitura feudali* jam ante notavimus.

Quod etiam pridem pulchre notavit per. 1. Cap. 6. per. 1. P. Godefridus de hoc tractatu: ita enim assignavit a. t. rationem cum hac investitura fiat professione habet vel alterius fidei corporis nempe, quae maxima & praecipua pars feudorum in bonis & imperiis & similibus jurebus consistit; quae cum incorporata sunt, non nisi sine aliquo corpore tradit, eaque possunt moveri quae nomen, quod ut varia quae in singulis investituris adhibentur, quae quidem, inquit, significant jura & possessionem, quae vasa consistunt feudum annexa est.

Tom, his istius expositis & singulorum feudorum symbolis explicatis, tandem a. t. advertit observandum investituram non esse aliam jura feudalis propriam, sed esse in plerisque aliis ejusmodi vocari in translationibus verum consuevit apud Sabines &c.

Obtinendo a. t. sequens quod in sacris inaugurationibus similis per symbola investitura locum obtinet, haecque

infr.

institutioni Clericorum in Beneficiis correspondet. De institutione (sic) que fit in Archidiaconatu, Præpositura, aliisque Beneficiis ecclesiasticis, per symbolum *Annulli, latri, aut alterius cuiusvis rei, dubitandum non est: cum huiusmodi institutioni expresse in libro juris hoc nomen INVESTITURÆ tribuatur, Cap. Cum alim, de sententia & re iudicata, C. Ex ore, de iis que sunt à majori parte Capituli.*

Hanc formam immisionis prout hodie usitata est laica professio sum in *Jure Ecclæs. par. 2. tit. XXV. Cap. 2.* atque num. 21. notavi quod immisio in possessionem requirit, ut eam ipsa penentione forme quædam externa symbola realiter adhibeantur, per quas pateat, quod proprius possessionem accipiat; onaque observari hæc symbola externa pro conditione Beneficiorum, & locorum consuetudine, varia esse, prout ibidem ex Peto Rebuffo aliisque plura adhiberi solita annotavi.

Ex his autem manifestum est omnia hæc externa symbola, in institutione corporali Clericorum ac signantur Parochorum adhiberi solita, significare ius & obligationem obendi ea, quæ Officiis propter quod Beneficium datur, sunt annexa: ut patet evidenter per hanc immisionem in possessionem unice respicere mania, & functiones per Clericum, puta Parochum, vi sui Beneficii Parochialis obendunt.

Itaque quædammodum vassallus per solemnem investituram, quæ fit adhibitis symbolis externis, immittitur in possessionem omnium iurium seuo annexorum; ita quoque Beneficiarius censetur per eam accipere possessionem pacificam Beneficii, & omnium Beneficio annexorum, quæ liberam exercitium eorum, quæ Officium propter, quod datur Beneficium, requirit.

Ex hæcenus dictis concludendum est, Beneficiarios per institutionem Canoniam sive authorisabilem, accipere verum & perpetuum titulum sui Beneficii, nec non ea omnia quæ eidem annexa sunt.

Deinde ea omnia vi huius Institutionis ipsi iure ordinario, sive iure suorum titulum competere.

Præterea quod vi Institutionis corporalis, sive immisionis in possessionem consequantur possessionem omnium eorum iurium quæ ipsi Titulo annexa sunt.

Hinc ulterius concludendum est, quod Beneficiari, puta Parochi post acceptum possessionem Beneficii in quo obendi hæc functiones, sive explendi officium propter quod datur Beneficium, non magis impeditur & turbatur quant, quam in sua Titulis, vel Beneficiis Patochialibus; sive quod non minus iure perpetuo ac proprio competat ipsi Beneficiariis hæc dictas functiones obendi, quam ipsi retinendi & possidendi ipsum Titulum seu Beneficium.

His sufficenter demonstratum creditur in quo consistat pacifica possessio Beneficii, quæ primò fundamētum subministrat pro obtinenda protectione Regia, quæ hodie vocatur *Maintenance*.

Porro idem operosum quam necesse erit exposui naturam possessionis pacificæ Beneficiorum Ecclesiasticorum: eo quod præcipue agamus de illa PACIFICÆ VIA, quæ Beneficiari per illegitimas transas huius functionibus interducitur, nec ab eisdem suspenditur.

Utina charitas intelligeret, Beneficiarios huiusmodi transas in pacificam possessionem suorum Beneficiorum realiter esse falsi turbati; cum hæc possessio proprie consistat in actuali exercitio eandem functionum spiritualium: ut e superius exposuimus iam vel ratio videtur.

Atque adeo eos itaque adversus hæc falsi viam ac adversus quæcumque aliam, plane post Regiam *Maintenance* & protectionem implorare.

Eoque sub Regia *Maintenance*, seu protectione, adversus ejusmodi viam falsi, concessa, libere posse pergere ac continare in possessione, seu usu & exercitio eandem functionum spiritualium in quibus huiusmodi transas consensu fuerat turbati; de quo articulo latius est dictum.

Id autem singulariter peccatū circa Beneficia Parochialis & Curat, eo quod adverterent Parochos, aut *minores Hierarchas*, hæc dum tam leviter, ob rationem antequam moventur, vel etiam provisionaliter suspendi a functionibus suis Patochialibus: quod indignè redigatur ad ordinem simplicium Clericorum, qui hæc functiones tantum mere precarie exerceant; quæ agendi ratio ipsa *Hierarchia Ecclesiastica* non parum per-

turbatur; quæ semel concessa, omnia supra deq; veritate a Beneficio Superiorum Ecclesiasticorum iam omnino dependebat.

Ceterum exponendo superius *metam*, quo post-mo Beneficiorum Ecclesiasticorum acquiratur, nequaquam mens fuit ita eam definire, ut auctore, ac si non alio modo, hoc forma possessio acquiri quæ: scilicet enim, cum tantum disciplinam concernat, eum, per locorum & temporum varietate, ac consuetudine variam esse posse.

§ XIII.

De Officiis Ecclesiasticis, & eorum pacifica possessio.

Notum est Officia, quæ natura sua certum & determinatum tempus durationis non habent, passim reputari perpetua, præterea moribus notum: eo nempe sensu quod eundem possideres, vix duratur, ius sine causa legitima, eaque probata privari, aut in eorum exercitio turbari nequeant.

De hoc usu restat Bagnionis de Legibus abrogatis lib. 1. *Sæpna 1.* scilicet, quod Leges sanctiones, per omnes Indict post administrationem depositam, quinquaginta dies in certo loco permanent, non obstant in Gallia, quod Officia & dignitates illis sine perpetua, id est, penes eos remaneant, qui ea in Republica gerant quoad vitam agunt.

Idem datum ante ipsum restat fuit antiquissimus ille Pragmaticus Guillelmus Benedictus in elaborato suo Commentario ad Cap. *Rex. verbo Dux habere filius, num. 38.* Nec Officia vacare dicuntur, nisi in tribus casibus. Scilicet morte naturali, aut civili, puta: a renunciatione, vel foras, si delinquant in officio: vel aliter ex quo privari officio mereatur: quo tamen casu ANTIQUAM PRIMUM, *audiri debent in suis defensionibus*: adeo quod si sine causa & pro sola voluntate destituerentur, eis succurrere per remedia juris ordinaria etiam possibilia.

Ad eorum Bagnionis restat base adiect notam Lib. *benus Christianos*: Idem in Belgio obtinet moribus nostris, ille enim Officia sunt permanentia: & ita in Superma Benabant Curia iudicatum 15. Julii anno 1647, cum Toparchæ quidam Officiarios ad eorum revocatione & sine causa penderent, censuit Curia illis in Officio retinendis quoad vitam, nisi tamen illa abeunt, sive inhabiles redderent. Quod postmodum 30. Aprilis 1649. ejusdem Curie resolutione eorum est.

Sic ut TRIA TANTUM sint CASUS, quibus huiusmodi Officium ad alium transferri possit. *Id est: per mortem Officiarii, per illius voluntariam renunciationem, & per delictum.* Vvamelius olim hæc Academi Auctores Primarius, *Caus. Can. 301. num. 7.*

Quæmo etiam huiusmodi Officia, quæ natura sua ad certum tempus non sunt limitata, ducuntur etiam sub hac expressa clausula *usque ad revocationem nostram*, nequaquam tamen ea ad libitum sine causa allegacione & probatione revocari possunt: nam huiusmodi reservationis (inquit Vvamelius *disso Caus. n. 9.*) quævis revocationi viam aperit, liberam tamen eorum candi potestatem & arbitrium non continet, sed limitatam & iustificatam, quemadmodum non minus *perpetuum* dicitur Officium, si ad beneficium, seu quædam concedent voluerit, concedat; quævis enim hoc casu propter adiectam clausulam hæc, revocabile effectum sit Officium; non tamen potest pro suo & libitum voluntate revocari, quia a mera voluntate & arbitrio non dependet.

Idem inter innumeratos alios docet nominatissimus Stockmannus *Disq. 91. num. 3.* Est collationis Officiorum, ait, clausula hæc inserta solita fit, *quædiu placuerit*, eorum tamen non aliam vim, aut significationem esse habere omnes, quam ut ab arbitrio regulato, ut loquimur, seu boni viri arbitrio id dependens, hoc est quodvis iudicium iusta cum ratione placeat seu placere debeat: novum cum non est placitum, arbitrium, voluntatem, restringi ad id quod rationis, quodque iustum & æquum est L. 7. ff. de contrah. empt. *Cicero in Paradiso, Quid est, inquit, libertas? Posses videri ut velis: nemo autem videt ut vult, nisi qui restit sequitur, rationis obtemperans.* Idemque

Idipsum probat passim multorum Capitulorum aliarumque Corporum usus, quorum Officiales reputantur perpetui; eo ompe statu quod ad eorum non sint revocabiles; quamquam annis singulis renentur suis Officiis resignare & eorumdem perire constitutionem: ut hujus Almae Universitatis Lovapiensis consuetudo praestitit obtestatur.

Hanc clausulam in Regno Galliae sic pariter intelligi jam dudum testatur id praesulatus Guilielmi Benedicti *de dicta loco*, & passim tradunt illius Regni Praeagatores.

Quod circa Officia secularia moribus auctis obtineat auctoritas, idem & in Officiis Ecclesiasticis locum habet. Hinc Knochotius *Conf. 84.* tradit Vicarium Ecclesiae Collegiate & Parochialis, de factis & sine causa cognitione amoveri a Capitulo non posse, quamquam Bulla Unionis ipsius Pastoralis fidei Capitulo expressissimè terminis coarctatur ad Capituli tantum *puni & amovendi posse, qui eorum animarum curam*: "nam, inquit, si non Officiales perpetui sine causa revocantur, aut destitui a superiore non possunt; ita neque illi, qui ad beneplacitum, vel nutum conferentis sunt institui. Ita egregie *Allen. in L. Principibus D. De certum perat in fin. per L. Si jurisperitos D. De excus. tutor. & ibi B. d. 801, in L. de pupillo, §. Si quis ipse in §. quod. D. de novi oper. nuntiat. late Capic. Decret. Nup. L. 116.* Ea enim verba, ad naturam eorum, beneplacitum eorum, vel iudicio tuo, liberant tui, arbitrio, meriti, sensus, conscientiae tuae, &c. libram revocandi vel destituendi libertatem non impediunt, sed ad arbitrium boni viri referuntur; ita ut sine causa, ejusque apud Joannem conditione, nulla constitutio apud Amotio fieri possit.

Cum itaque Officia Ecclesiastica, etiam ea, quae ad naturam conferentis sunt constituta, constant perpetui; atque adeo eorum in possessiones ex non possidentem mere precario, sed vi iustitiae, saltem consensu perpetui quo privari non possunt nisi ex causa legitima, etque probata; & sequitur quod functiones huiusmodi annexas etiam non precario, sed *jure proprio* exerceant, aique ita nec illis ad naturam privari queant, seu in eorum pacifica possessione, sui adusu exercitio turbati sua falli.

Quoadmodum enim §4. precedentibus ex perpetuitate *Tutali* Beneficii Ecclesiastici ostendimus perpetuitatem *Juris* ad functiones spirituales ab hoc statu dependentes; ita quaque sit utendum, juxta ad functiones spirituales Officio Ecclesiastico annexas esse perpetuum.

Et quoadmodum itidem ostendimus pacificam possessionem Beneficiorum Ecclesiasticorum consistere in ipso usu seu exercitio functionum spiritualium *Beneficiorum* annexorum; ita pariter nunc facile quae inde, tantum per exemplum intelligi pacificam Officiorum Ecclesiasticorum possessionem etiam consistere in ipso exercitio functionum illorum annexatum.

Hinc §. 6. Officio alioque Ecclesiastico ex fundatione sua annexum omnis, seu munus annunciandi in ecclesia Verbum Dei, excipiendi itidem Fideles confessiones, aut aliter assistendi Pastorem loci in cura animarum; illudque a Pastore vel Ecclesiae Reclitoris sit debere erogatum, nec non Episcopali auctoritate approbatum; non poterit possessor legitime hujusmodi Officii Ecclesiastici ad eum revocari facultas, seu potestas ad ejusmodi functiones spirituales, aut ille ab eisdem suspensi; sed solum ex causa legis etque probata.

Quia has functiones non exercet mere precario, sed *vis Officii* ab ipso Ordinario approbati; atque adeo sicut locum non possit ad libitum a suo Officio amoveri aut in pacifica sua possessione *vis falli* turbari; ita nec in functionibus; in quorum exercitio ipsa pacifica possessio proprie consistit.

Hic fundamentis innititur Responsum, quo anno 1791. a J. U. Doctoribus Almae Universitatis resolutum fuit, quod Archiepiscopus non possit Vicario Ecclesiae Finisterrae Braxellensium, seu revocare approbationem ad confessiones & conciones usque ad revocationem concessam. Habebat haec Resolutio sub D.

CAPUT III.

De Violentia & facti via, contra quam pro manutenzione, seu protectione ad Principem Recursus instituitur.

§. I.

Qui Regiam Protectionem vel Interventionem adversus eum & facti viam implorat, debet de ea docere.

Cum in hoc Recursu imploretur Protectio Regiae adversus eum & facti viam, petaturque, ut ea per Regem populi: debet Clericus qui protectionem implorat de vi illata docere, & Proceptor, ad quem hujus examen pertinet, de ea cognoscere; aliter enim nec patris protectionem impetrare, nec vim tollere; quia expressis resercentur ad Regem per tollendam violentiam *sibi illata* occurrere de ea docere. Ita Salgado de *Supp. ad S. 1. p. c. num. 148.* & seq. plures in hanc rem citans Doctores.

Non est opus pluries confirmare rem videtissimam; si cum violentia vel facti via non subit, vel de ea iudici Regio non confluit; causa & sine hujus Recursus deficiunt.

Violentia, non seu facti via, de qua hic proprie agimus, est illa quam Superiores & Iudices Ecclesiastici cognoscendo, decrecendo vel iudicando committunt; necpe dum non servato *Juris* ordine procedunt, ac ita pacificam possessionem spoliant, sive in sua possessione turbant.

Adversus quos facti viam neque adversus alias violentiae species etiam comparata sunt iudicia possessionis. Neque enim magis, immo minus Superiores & Iudices quam alii pacificam possessionem spoliant, scilicet *facti* viam licet.

De quo usu, inter ceteros, testantur Auctores *Annotationum ad Decretum Acherici de Affiliis*, singentes ad *Decret. 24.* afferentes, quod possidentem Beneficium recte agant apud Iudicem Laicum iudicio possessionis *Judex Ecclesiasticus* procedi *partem non audent*. *Juris* ordine non servato, *aliam partem* *spoliando* *sive sua possessionem destruendo*, & *si ut privatus procedendo*, & non ut *Judex* qui *statu* id tantum agitur, ut protegatur in sua possessione, qua inique per violentiam huiusmodi spoliant, sive *via facti* turbant a *Judice Ecclesiastico*.

Quia Zypaeus Officialis Curiae Ecclesiasticae Antiveptialis postquam adversus Beneficiorum suis Beneficiis privari non possent nisi ob delictum, illudque manifestum, & cui talis a *Jure* poena sit impoita, idque *servato* *Juris* ordine; statim monet quod si locus a *Judice Ecclesiastico* quid attentius, tum appeto Recursus patens ad *Tribunalia* *secularia* ad vim accedunt.

§. II.

Judex Ecclesiasticus non procedens *jura praescripta* *Legum & Canonum*, violentiam inferre; & *via facti* progrediatur.

Judex Ecclesiasticus omnino tenetur secundum formam per Leges & Canones praescriptam, sive servato in omnibus *Juris* ordine procedere. Si vero omissis hac via ordinaria, & ordine a *Jure* praescripto progrediatur, censetur *via facti* procedere, & cum inferre; quae quod *contra Legem* est, id violentum est.

Id jampridem sat dilucide expressit Franc. Zypaeus Officialis Diocesis Antiveptialis: dum & in *Narrativa* *Juris* Belgici ait: "in *Rebus* illud *peccatum* receptum est ex Testamento *Henrici III.* Ducis anno 1260, & haec Introitus secundum Principem *art. 1. Ut* *nemo* *via* *facti*, *sed* *ex* *legibus* & *statutis* *ita* *curas* *debet*. Et *art. 2.* *novi* *Regulamenti* *12. Maji* *1432.* *sanctum*, ut quilibet maneat in sua possessione, donec per *SENTENTIAM* *JUDICUM* *comparatum* *evincatur* *L. 2. de* *causa* *possessionis*, & *supp.* *num. 7.*

Certe si *Judex* non citatur, non auditur, non desinitur,

scilicet, ipsa natura prohibente, condemnent: si recusatus, sententia iure, se in iudicem erigat: si pendente appellatione, Legibus & Canonibus reclamantibus, procedat: vel si aliter ordinem iuris violat: quis non videt iudicem hunc *via facti* procedere? & laicum, seu cunctidemonstrat, *sum patet*.

Imo Episcopi in Concilio Hispaniensi II. sub S. Isidoro Canone 6. relato in Corpus Canonum Casp. 15. quæst. 7. Can. 1. aliter declinant, injussimodo processum etiam tyrannidem hoc. "Multi, inquit, (Episcopi) sunt qui *indiscrepiss* (Presbyteros) POTESTATE TYRANNICA, non in non *authoritate Canonica* damnant. Et sicut nonnullos in gratia favoris habilitant; ita quosdam odio invidiæque in perniciem humilium: & ad *seu opinionis eorum* condemnant, quorum *crimen non approbat*. Qui Canon manifeste per indubitatum habet fundamentum Episcopos potestati adversus Presbyteros procedere AUTHORITY CANONICA, id est juxta præscripta & Status Canonum, ex quorum *authoritate* eos judicare debent. Ita ut si aliter procedant Episcopi adversus Presbyteros, censendi sint eos POTESTATE TYRANNICA dammare, ut potius qui delictum Canonum *authoritate* non nisi proprio arbitrio, & libere ad instar Tyrannorum procedantur.

Ad eo ut illo Canone *authoritas Canonica* directe opposatur *potestati Tyrannica*, sicut *ordo juris* opponitur *via facti*: notatque in quidquid non procedat *authoritas Canonica*, *potestas tyrannica* sit, vel juxta iudicium plurimum, quidquid non *servare juris ordine* stentur, per *via facti* & *violentiam* reputandum sit.

Sane, nunquam violentia magis & manifestior est vis, quam dum qui sua auctoritate & potestate que in bonum ac levi subsecutione conceditur est in eorum abutitur tyranniam: & de seipso pro beneficio procedens per eam inbecilliores opprimat, & functionibus, munus, Beneficiis spoliat.

Nun inmensio promitte de hac violentia agens Erasmus Salgado Præfatio IV. am. num. 184. ita describit: *Est damno quædam, injuria & violentia opposita NATURALI DEFENSIONI IMPEDITIVA, per iudicium illata*. Et ibidem enumerans differentias que inter hanc & alias violentias species intercedunt: observat, quod illa a *privatis* committitur, hac a *Judicibus tantum*: illa *extra iudicium* in bonis: hac a *procedenti*, & in *judicio*, inter cognoscendum *jurisdictionis* prætextu.

Ætiam præfatus Author post Guid. Papæ, Rebutiam, pluresque alios, ab ipso dicto præf. a. citatione, injussimodo iudicem, *Legem* sub de VI. publicæ tenet, Enim L. 7. ff. habet: *Legis Julia de publica tenetur* qui cum imperio *POTESTATIS* habere, *etiam Romanum adversus provocacionem* necaverit, *verberaverit, iusseritque quid fieri, aut quid in celum injiceret, ac torqueretur*. Item L. 10. si qui *POTESTATEM*, *imperiumque* habere aliter quam si *JURIS* decernat, *imperat, faciat*.

Etiam cum violentia hac a persona publica, & per absoluti publicæ potestatis, contra ipsam naturæ legem, quæ omnibus defensionem concedit, inferatur: merito *vis publica* estimatur: & ceteris violentiis major & atrocior, cum sub securo, & *superioritatis ac jurisdictionis* prætextu, facillime delictum potest ad culumque non inferendum. Salgado de præf. Regia præf. IV. num. 192. ex quo ibidem infert: quod "cum *Judices* tot intolerabiles violentias & oppressiones in *sua majoritatis ac jurisdictionis* occasione committunt, *justissime* *multe* *fortius* poterit Rex illis resistere, & *oppressis* *naturalium defensionem* præstare.

Est hac ipsa iudicium Ecclesiasticum violentia, adversus quam Principes nostri præcipue protectionem etiam Clerici sibi subditi addiderunt: dum *jure-jurando* promissum, se in *ab omni injuria & indigno jurisdictionis ecclesiasticæ exercitio vindicturæ* neque *lætas* ut in omnibus tractentur *servato juris ordine*.

Porro si iudex Ecclesiasticus *servata quidem juris ordine* procederet: sed tamen odio, invidiæque vel favore motus innocentem condemnere: insignem quidem committeret injustitiam: sed non censetur, proprie loquendo, inferre violentiam seu *via facti* procedere. Obi-

not enim tunc committitur actio: *Qui jure agit, non turbat*.

Ad eo ut hoc casus non sit locus recursum de quo hic agimus. Sed sic gravior tunc sit locus recursum, ut n. g. appellationis remedium, consulere debet. Unde quantumvis fuerit iniqua, si alicui sufficitur, ut bonis, Beneficiis, munus privetur, quorum iudicium & pacificam habet possessionem: si legitime citetur coram competenti Tribunali, si habeat omnem sefe defendendi facultatem, si ordo juris per omnia servetur, si post hæc per corruptum iudicem condemnentur injuriæ: ei certe fiet injuria: sed proprie loquendo vis non inferatur, seu non intervenit *via facti*. Nam tunc *forconcia* ratione materia seu causa, iniqua est: iudex tamen secundum formam reputatur.

Verum si idem illo citetur coram Tribunali incompetente, vel nullatenus citetur: vel si ipse iudex aliquo compenso, sed debite recusatus, non obstante recusatione procedat: si nolite tunc audire, examine probatione, ceteraque juri præscripta observare: & ita sententiam pronuntiare: cum manifesta injustitia, attentata *via facti*, vis publica, que recursum, ad *protestationem*, vel *manutentionem* Regiam, viam præbet.

§. III.

Judex Ecclesiasticus, insignis etiam censetur, non servata juris ordine, via facti, procedit & violentiam inferit.

CERTUM est juxta modernam Ecclesiæ disciplinam & receptam præxim, nullam proprie dictam censuram infligi posse, nisi per iudicem, sive per eum, cui competit jurisdictionis sui externi Ecclesiastici.

Porro licet iudex hanc fore præfatus in omnium causam instructione & decisione non potest ad libitum procedere, sed abstringitur servare receptas fore leges, & præscriptum ordinem juris: ut præcedenti, §. notatum est: ita & in hac censurarum materia ad hoc forum pertinente eundem ordinem servandum ipsi esse nullus dubitat.

In quo quædondumque committitur defectus aliquis substantialis, certum est, ait Sacerdos & Societas Theologus, *censuram non solum esse iniquam injuriam, sed præfatus invalidam, quia sententia nulli est, & sententia nulla nullum potest producere effectum*. De Censuris disp. 4. sect. 7. num. 2.

Quæmodum autem iudex Ecclesiasticus vis inferat, & *via facti* procedere censetur, dum subrepto juri ordine progreditur, ne dicto §. præcedenti notatum est: ita passim iudex Ecclesiasticus *inferre violentiam* error committit, dum præmissis juri ordine in materia censurarum servando, atterat *via facti*, non *authoritas Canonica*, ad censuras potius. Ut mirum non sit, si injussimodo iudicem etiam TYRANNIDIS inculat, præfatus Canon relato apud Gratianum Casp. 15. quæst. 7. Can. 1.

Quod satis liquet, si vel tantulum consideretur gravitas & atrocitas effectuum contra Ecclesiasticum: nam ut nihil dicatur de censura *Excommunicationis*, que cordatis Christianis ipso mortis suspensio terribilior videtur, *Suppensio*, itemque *Interdictum*, præterquam quod approbatio publico consensum exponant, eique insignis infamie notam insinuat, etiam privati cum exercitio ordinis, atque ita inultum reddunt & inceptum ad statum sui munus peragenda, que pœna sicut Patribus & Conciliis admodum gravi visa est: ita & ex ea mortis animi, & inopia ac afflictio corporalis consequi solent: quæ ratio in propinquos totamque familiam redundare videtur.

Quinimo, qui satis perpendat ut concipiat mala & scandala, quæ ex afflictione & oppressionis boni aliquis Ecclesiastici vel innocentis in Communicandis, Parochiis, Urbibus, Provinciis, in ipsa Ecclesia & Status, ordinis eliciuntur.

§. IV.

Quis ordo iuxta modernam disciplinam in materia Censurarum sit servandus.

Cum Censura Ecclesiastica sit poena publica, etque admodum gravis, & infamata, ut & deductis §. Superiori facile intelligi potest, indubitarium est, procedendum, praevis ad probationem five sententiam censuram inflicendum, esse criminalem; atque adeo in eius institutione formam poenae criminalis esse observandam: cujus si praetermissum esset officium, Censura, ob non servatam ordinem fore, cui procul nulla & invalida.

Primum autem officium hujus, sicut & omnis processus, est ipsa iudicis competentia, quia quicquid a iudice incompetente decernitur, est ipso jure defectus potestatis seu jurisdictionis nullum & inane. Hinc Sebastianus Vantius in Tractatu de Nullicitatibus processuum ad sententiarum, agens de nullicitate ex respectu jurisdictionis, ait, quod hic defectus maximus sit, imo irrevocabilis & infamabilis & propterea movet ab eo valide praecedendum esse.

Basia vero de fundamentum processus criminalis est praeparatio, quae praeparatoria dicitur, iudicis auctoritate facta super delicto commisso, ut iudices ipsi de erimino conficiant: quae informatio capienda est per Promotorem Curiae Ecclesiasticae, ad quem ultionem criminis pertinet potestate.

Ita communiter Doctores Pragmatici omnes, cui consonant Statuta Curiarum Ecclesiasticarum Provinciae Mechinensis, quibus statuitur Cap. 1. de Promotoribus: Omnia & singula ad iudicium Ecclesiasticum spectantia investigantia ut puniantur, praeparantur.

Capta iuridice informatio praeparatoria, tum plane requiritur ut Promotor, oblatio libello iudici de crimine commisso conquiretur, nihil enim hic iudex nisi Adhuc instante & urgente, decernere potest.

Oblatio libello, & visus informatio praeparatoria, & quibus formatus est; si ex his reseratur fundata suspicio criminis, tunc iudex tenetur decernere decretum citationis ad omnes Rei; quod & Res iuxta Curiarum Statuta ac praeviam legitime infamari debet.

Quae quidem Citatio adeo processui criminali etiam est essentialis, ut ejus omisso processum omne reddat nullum & invalidum, adeo ut nulla auctoritas, nulla necessitas hanc defectum suppleri possit, cum ipsum naturae juri cum praescribit. Hinc Nicolaus Princeps Judicium increpando Pharisaeos, qui Christum condemnabant inauditi, sic ait: Numquid Lex nostrae iudicium hominum, nisi prius audierit ab ipso, & cognoverit quid faciat? Joam. 7. vers. 51. Quate Seb. Vantius agens dicto Tractatu de nullicitate respectu citationis, ait, quod defectus & nullicitas illius proveniunt inter alias mores potentissima sit. De necessitate hujus citationis pro validitate requeque Censurae iuxta rgi in quaestioni Tractatu de Censuris Ecclesiasticis. cap. 5. §. 3.

Sic legitime decreta ac infamata citatione, requiritur omnino ut citatus habeat facultatem & locum sese defendendi, nec non exceptiones suas proponendi, utque in processu de cetero obveniant solutus ordo iudicarius, & solemnitates conuictae. Nam satis manifestum sententia, quod a iudice suo, inter partes legitimae competentes, seu citatus lata fuerit, quoniam si solutus iudiciorum ordo necessarius amitteretur, vel omnis praeparatoria fieret, ex hoc sententia redderetur nulla.

Addique quod ordo iuris etiam in casu, quae legum Praefixis iudicis decideretur, servari debet.... & in quocunque iudicio.... & inter quocunque personas.... ut semper viget in materia.

Et nullitas haec, praeceditur, ex defectu processus adeo est relevans, ut sententia hac ratione nulla per iudicem appellacionis reformari non possit, sed duntaxat promittitur nulla: haec Vantius, plures in hac sententia Auctores.

Praeterea cum Censura Ecclesiastica sit poena ordinaria etque gravissima, non potest ea imponi ex processu summario & cognicione summaria. "ad ea, ut recte advertit Zypaeus, solennem & plenam cognitionem requirit, quae

inflicta est, dum contra aliquem ordinario proceditur, ut tenditur. " Tit. de Accusatis, in Analyti Juris Novi.

Deinde ubi jam Reus de crimine convictus est legitime, illudque adeo est grave, ut Censura Ecclesiastica promittatur, tunc ea debet proferri in scriptis & causa nominatim expressa iuxta dispositionem Juris Canonici in cap. 1. de Sententia, Excommuni. suspensionis & interdicti in 6. quae sic baron.

" Quoties excommunicatus, excommunicacionem in scriptis proferat, & causam excommunicacionis expressa conferat, propter quam excommunicacionis proferatur.... Si quis iudicem hujusmodi confusio.... ut temerarius existere violatur, per mentem unum ab ingressu Ecclesiae & Divinis Officiis noverit se suspensionem.... Et hoc eadem in suspensionis & interdicti sententia volumus observari.

Et haec quidem omnia observari essentialiter debent in omni Ecclesiastica Ecclesiasticarum sententia; siue fuerit sententia declaratoria Censurae ipse pro contra: siue sententia inflicta Censurae per modum mere poenae, ut ob delictum commissum, ut inflicta medicinalis, ob contentiam in crimine, ut quis ab eo resipiscit & Ecclesiae obediit.

Etenim nulla Censura infligi potest nisi ob delictum enorme, de quo quis prius convinci iudicialiter debet antequam sententia Censurae Ecclesiastica possit proferri: nemo enim ratione delicti puniri potest nisi prius de eo sit legitime convictus.

Porro notandum, quod cum Censura Ecclesiastica inflicta medicinalis in quocunque processu, quae & proprie sub nomine Censurae venit: quod, inquam, iudex tunc absolute tenetur praemittere monitiones Canonicas: quia Censura illa tantum proferri potest in contumacia; nam principaliter tendit, ut contumacia transgatur, quia quis in crimine pertinaciter haeret, ut quis ab eo resipiscit & Ecclesiae obediit.

Verum ut quis de contumacia convincatur & de ea legitime iudici Ecclesiastico constet, quae causae praevideantur, ut in Censura ferenda ostendat se praesens quod corrigenda fuerit & moderari Cap. 1. de leu. can. Excomm. in VI. decreverunt Ecclesiae Canonici, ut praemitteretur monitio Canonica, quae & competens item iudicialis appellatur. De natura hujus monitionis etiam agitur dicto Tractatu de Censuris cap. 3.

Atque haec praevia monitio pro validitate Censurae adeo est necessaria, ut nullo casu praetermitti queat, ne quidem sub praetextu quod contumacia sit notoria, uti post Sanctum observat Martinus Alterius tom. 2. Disp. 7. cum. 2. intelligi tam non possit, inquit, quod patet potest esse contumacia notoria contra Ecclesiam, si non fuerit monitus: et hoc res haec elata & indubitata. Inter ceteros si lober consulit postquam Martinus Navarrus in suo Manuali C. 26. num. 159 Stephanus Avin & Societate Theologus de Censuris part. 3. Disp. 3. Auct. Arcan. Diana part. 5. tract. 3. Refol. 55.

Nec tamen ante infliccionem Censurae debet praeviae essentialiter praemitti competentis monitio, sed praeterea requiritur, hujusmodi monitionem fieri auctoritate & nomine ipsius iudicis: Ratio est manifestae, ut Statuta Disp. 3. sect. 11. n. 1. Quia admonitio talis esse debet, ut si quis non pareat contumacia & insubordinatio existat: quod esse non potest nisi admonitio auctoritatis superioris facta sit.

Neque simplex iudicialis monitio sufficit, sed ea fieri debet sub experta comminatione Censurae; scilicet nisi intra tale tempus resipiscit vel satisfecerit, talem Censuram intursum, v.g. suspensionis, debetque ille, qui monetur exprimi nominatim.

Cujus monitionis exemplar tam Reo seu parti legitime infinuandum est: Admonetur, inquit D. Du Caffe Officialis Concomitens, fuit in scriptis & vigore mandati Superioris, quod intimatur parti opera Appartentis Curiae, qui relicta ipsi parti copia de facta admonitione per suam voluntatem ad calcem Originalem appositam sufficienter censura facit. In praxi iudicis Ecclesiae tom. 1. cap. 1. n. 3.

Deberque haec omnia fieri Promotore inflante & postulante, ne iudex mora proprio decernendo, sustineat personam iudicis & parit.

Notandum, quod cum in casibus criminalibus, seu poenalis non cadit provisio, ita nec in hac materia Censurae possit provisio decerni, cum ea quoque criminalis & poenalis sit.

§. V.

Non defertur appellationsi legitime interposita violentiam inferi, & via facti procedit.

I Nter essentialia ordinis iudicialis, non potestum est ipsa iudicia non suspensa seu non impedita iurisdictione: cum iudex nullum possit iurisdictionis actum validum exercere, suspensa sua iurisdictione seu iurisdictionis exercitio: quando enim est suspensa manus, sine iurisdictione censetur esse.

Notissimum autem est, primum appellationsis effectum esse suspendere iurisdictionem iudicis a quo appellatum est quodque examen & cognitionem causae, in qua appellatum est, ad appellatum, seu provocatum iudicem transferat, uti post alios, loquitur & probat Vremus, in Commentario de Appel. ad c. l. e. l.

Addique non tantum transferri quoad principalem negotium, sed etiam quoad eius accessiones: item quod Appellationem a iurisdictione ejus qui iudicavit, existat.

Si ergo post interpositam legitime appellacionem iudex a quo Censura infligitur prelatum, huiusmodi Censura non tantum erit iniusta, sed propterea nulla & invalida ob defectum iurisdictionis, in iudice & defectum essentialium ordinis iudicialis.

Hinc Societatis de Censuris Disp. 18. sect. 5. agens de modo servando in ferenda suspensione, ait num. 3. Operari... praeterit ut suspensio non feratur post interpositam appellacionem, quia erit nulla, ut est ex communis sententia, unde defectus iurisdictionis, quia per appellacionem, suspenditur. Idem ipsum unum consensus traunt Canonibus ad cap. 37. §. de appel. ubi in terminis respondit Pontifex, quod post appellacionem accommodari non possunt & ad c. 40. §. de sententia Excommunicationis. Ubi Pontifex acquiritur sententiam Excommunicationis laicam post legitimam appellacionem interpositam Excommunicationis, in eam formam inalterabilem errorem fuisse patenter expressum probaretur: qualem Excommunicationem ipse iure nullum esse nemo dubitat.

Quin imo Censura post interpositam appellacionem ita tunc ipse iure nulla, ut etiam defertur ante iniuriam declarata appellacione, non convalescat, ut loquitur Vvarhelius loco citato num. 4. & evidenter probatur in cap. citat. de servando Excommunicationis, in VI.

Com itaque per legitimam appellacionem iudicia suspendantur iurisdictione, omniaque quae, ea pendente, attentant, sunt ipso iure nulla & invalida: certum est iudicem vim inferre, & via facti procedere, dum Canonibus & Legibus inhibentibus, contra appellacionem prosequitur, & cum contra prohibitionem Legum ac Canonum gravat: qui hoc defensionis remedium gravat, gravatque metuentibus consuleri voluerunt.

Quin imo contra Barnolum huiusmodi violentiam, vim publicam esse. Officiales, ait, qui non admittunt appellantes, tenentur hac Legge (Julia de vi publica) & condemnari erant infames. Ad d. L. 7. ff. idem tenet Salgado de praestanda Regia ad appellationem Praef. IV. plures in hanc rem exant Auctoribus, num. 189. Quibus addi potest Typicus Officialis Antverpiensis consilij 3. de Appel. Adm. inquit, ad hoc est appellacionis contemptus, ut si provocatum iudex verberaret, iustitiam quid fieri, de vi publica sentent. L. 7. ff. ad Leg. Jul. de vi publ.

Quam auctem Regi, episcopo supremis Auditoris incumbat quicunque violentiam tollere, ad ipsum Clerici merito confingunt, ait Salgado in epilogo promissum, ut propiusse, tollantque & leviter violentiam sibi illata a iudice Ecclesiastico denegante legitimum appellacionis delationem, siveque sententiam indubitam, & iure relictam, exequant. Iam hanc spoliante appellacionem, coercere & censuras inique plerumque usurpando superioris iurisdictionem, & privando appellationem naturali defensione: ne possit ad Superiorem recurrere pro modis suis iniquitatis & iniustitiae.

Ecce 6. n. 9. recte probat, quod ad hanc prohibitionem impiorandam, iustitias sola denegata delatio appellacionis, sine ulteriori processu aut auxilio, quod ex denegata delatione.

G g

In causa quidem mere civili quandoque pendente lite provisio decerni potest. Supponamus duos litigantes de proprietate aut possessione, v. g. domos, contendere iudicis partibus, rei controversia in toto vel in parte, provisionaliter quandoque adjudicabitur, ac potius credetur huiusmodi habere apparentius: verum sub idonea cautione de restituenda re cum fructibus & emolumentis, si sententia definitiva succumbat: & ita supponeat res semper plane reparabilia.

Sed haec plane remota sunt a causis criminalibus & penalibus. Accusatus quis de crimine, & ut puniatur condignus, postulat: quomodo hic super pena imponenda decerni potest provisio? Quis enim iustitia in qui fore infans est condemnaretur? Provisio namque supponit rem dubiam, & sententia definitiva aliter fore iudicandum.

Decernendo enim provisionaliter penam in quinquaginta, jam ex nunc certum & irreparabile damnum Accusato inferret, eo ipso tempore, dum sic decernendum, ipsomet suspensa, dubium de incertum adiacet esse, an illa quae pena affligi debeat sit itaque sententia definitiva fore declarandum infonem.

Quis enim penam, natare sua est afflictiva, ita ut semel illata non sit amplius, ac pioinde eo tantum non potest cadere provisio. Deinde pena inflicta, iudicium criminale terminatur est: Non enim iudicabitur his in de iudicio, nec ut sapit de iudicio humanis adhiberi quatuor iura permittunt. L. 6. §. ff. ff. Nati. cap. stat.

Profecto, pena provisionaliter infligenda, ad quid utilior causa cognito ferretur: an forte ut per sententiam definitivam declaratur cum bene malve infligenda? Vel Rem penam maiorem promittimus? Quid iudicetur de Seculari iudice qui rem ad publicam iurisdictionem & flagitium insulsum condemnare provisionaliter: postmodum nempe discreparem an penam illam promissam ferret, an vero meritaui maiorem, scilicet in patibulum agi. Quis iudicem hunc de tyrannide & inhumanitate barbara non merito condemnaret?

Atque adeo indubitatum est, nec Censuram Ecclesiasticam provisionaliter decerni posse: nam omnis Censura semper est poena, etque publica, sive fuerit excommunicatio sive criminis.

Quamquam & velle ablonum & iniquam sit Censuram aliquam vocare provisionalem: cum ideo non minus secura sit Censura Ecclesiastica.

Nam Censura medicinalis, quae & proprii nominis provisio fore interit, eo quod non fecit nisi duriora dunt Res satisfacta sunt dunt respiciat.

Censura, inquit Suarez, praecipue fertur ad reprimendam contumaciam, & ut homo a culpa recedat, idcirco non potest habere alium terminum nisi omne recedat ab illa. Disp. 25. sect. 1. n. 3.

Ideoque siue addatur illa verba per provisionem siue interitum haec vult monere de natura ipsius Censurae, quia in effectu nihil significant nisi durationem Censurae dunt satisfacta, & Remota contumacia respiciat, cum in omni Censura includatur.

Atque adeo si Censura ferretur inflicta, praetermissa substantiali ordine processu criminali, non propterea minus erit nulla, quod iudex Ecclesiasticus eam provisionalem vocaret: nec minus vim & facti vim includeret, quae quis in quiete sua possessionem turbaret, sed maiorem & contra, cum talis iudex de magis suam inhumanitatem & tyrannidem manifestaret, ut & super deductis patet.

Imo Decretum Censurae Ecclesiasticae, provisionalis nuncupatur, ex se prodiit quod continet meram facti vim, cum notissimum sit iudicem Ecclesiasticum omnino posse provisionalem Decretis & sua possessione decernere aut in ea turbare: receptissimum enim est omnique in ea peremerit debere, donec legitime eorum sententia, tempore periculi laxa, evincatur.

Porro Censuram Ecclesiasticam iuribus quinquam in sua possessione, ex haecrona deductis planissimum est.

pelatione iuxta appellationem, manifeste deducitur iudicium deliberatio, non determinatio, cum cum effectu inferendi; ac propterea, & quod ipsa derogatio sit violentia pars integralis & principium, violentia sufficiens ad auxilium & Regem preiudicium innovandum. Et n. 94. preli. 3. ait, quod iudex secularis tam protectionem concedere teneatur, etiam si select appellationem non esse recipiam a Superiori Ecclesiastica, cum tamen tam de iure poterat recipere. Et declarat non inassequi restator de Alluigi, n. 94. proli. 3. Reg. sub num. 1.

De hac protectionis specie pluribus agit in dicto Tractatu Franciscus Salgado, quem etiam interscripti de Regia protectione vi oppositorum appellacionum a causa & iudicibus Ecclesiasticis, Affertque part. 1. cap. 1. num. 5. FREQUENTIORI modo ad Regem ejusque Tribunalia recurrit, ad tollendam hanc violentiam.

De eadem protectionis specie agit nominatissimus Covarruvias, Prati. 99. cap. 33. testaturque hanc foreformam non tantum in Castellanis Regis Hispaniarum Dominibus & Principibus, sed & apud Gallos, aliisque Christianis Republicis seculares Principes esse receptissimam. De quo generali usu etiam testatur Martinus Navarrot ad Cap. Cum contingat in de Rescripto. Remed. 3.

Et omnium potestate Catholicoeum Regnotum, citatis Authoribus, eundem usum ubique receptum docet Salgado Prati. 3. n. 159. & 160.

Enim vero, ab omni memoria etiam hic in Belgio Recursus obtinuit ad Regia Concilia, adversus violentiam quam inferitur per non dissolutionem legitimam appellationi.

Cum anno 1639. Generalis Capituli Vindictensis fententiam tulisset adversus Petrum Marcum Malleysa Priorem Monasterii Septem Fontium, ique ab ea appellationem instauraret, dictus Generalis cum quibusdam ejusdem Ordinis Prioribus non defertis appellationi, ipse factus Florentinus de Niphis in Priorem dicti Monasterii constituit. Cum autem huiusmodi intentum cum Brabantis Juribus & Privilegiis, ac nominatim cum Laro loquution non confisteret, Propinquus ejus per Libellum Supplicem conquisi fuit apud Supremum Brabantie Senatum, qui per sententiam in contradiatorio latam ultima Augusti 1640. declaravit quod radiintegratio provisionalis dicti Prioris locum teneat ac fuit fortiter effectum, donec & quousque in materia Appellationis per iudices Ecclesiasticos sententia definitiva alter foret ordinatum. Quodque dicti Reliqui intercedere interim agnoscere provisionem Malleysa, ne legationem Priorem dicti Monasterii Septem Fontium. Ita consilii & Consilii. dicti Senatus sub E.

Præter hæc Belgæ simoniam et quod de Lusitana testatur Hieronymus de Cavallo Hispanus, Nobilis Doctor, in Tractatu quem ab hinc seculo conscripsit de cognitione per vocem violentiam in causa Ecclesiastica, & inter Personas Ecclesiasticas. Apud notandum Republicam Lusitanam sapienter Priores, seculares iudices Ecclesiasticos inhibere consueverunt, ex inveterata & immemorabili consuetudine: licetque, quæ, TUTIVAS DE APPELLANTES, passim nuncupamus, concederent; quæque contra Clericum, aut Beneficiarium, aut contra Laicum, (dummodo causæ cognatio ad Ecclesiasticum cum pertinet) lata fuerit sententia per Ecclesiasticum iudicem; & per Laicum, seu Clericum aut Beneficiarium APPELLATIO ad Romanam Curiam esset interposita, nec admitti: hoc enim casu solent appelli ab Ecclesiasticis iudicibus ad Supremum iudicem, inquam ad Sacram anchoram confingere, qui transmissa & oblata coram se actorum copia, & patefacta iniustitia denegat APPELLATIONIS ad Romanam Curiam, cui propter Summi Pontificis Antichristum eum defendendum, hæc literæ oppressis indultæ ne APPELLATIONE pendente de sua amovenda possessione, in interitum a RADICE FRUANTUR, longèque repellunt OMNEM ab his iniuriarum ECCLESIASTICIS IUDICIIBUS inhibentes ne contra hos APPELLANTES, ECCLESIASTICIS CONTRA, alios panis procedant. Hæc Cevallos: quibus hæc insolentiam consuetudinem, Legibus & Pragmaticis Regis comprobant etiam in illis Regni Catholicis, adducit variis Auctoribus, viget assertis.

APPELLANTI enim legitime (conclaudit) Ecclesiasticus iudex vim inferre dicitur, cum EXCOMMUNICATUM denunciat, quod ab eum mirum non est, si Regi imperio auxilium pro VI. & iniuria repellenda; ad quem Republica querit, & subditum conservatū spectat.

§. VI.

Contentum Recusationem propriam, vim inferre & falli via procedit.

Quemadmodum post interpositam debet appellacionem suspendi iurisdictione iudicis a quo, ut si procedenti notatum est, ita & per Recusationem quo tempore & ubique forma propositam, saltem quousque de causis recusacionum secundum formam, & Statuta Canonum fortis iudicantur: Iudices.... Recusati (inquit Christianus) A JUDICANDO ARCENTUR.... donec Arbitrarij severius ex causa recusacionis legitima sit. In Decisionibus Belgicis vol. 3. lib. 3. Decis. 181. num. 4.

Unde etiam in Decretalibus unus idemque titulus est de Appellationibus & Recusacionibus. Ut recte advertit Alestera ad cap. 61. huius tituli: Appellatio & Recusatio, inquit, eadem pars requirit, quamvis utroque est provocacionis auxilium; quod eo jure ac saginetur EXAMIN IUDICIS. Unde hic titulus est de APPELLAT. ET RECUSACIONIBUS.

Hinc concorditer concludunt Doctores, quod si per appellacionem, ita & per recusacionem iudicis suspendatur ejus iurisdictione, ne possit in causa in qua recusat, ad aliam aliam procedere, & si processit, processus sit nullus. Uti loquitur Andreas Valentinus in Paratiis, Decretalium ad titulum de Appell. §. 118. num. 1. monitoque §. 19. n. 5. quod iudex recusat non assensit et a causa interlocutione duntaxat est appellatur, sed et tui post Appellacionem ab interlocutione, per iudicem provocacionem, facta est INHIBITIO alterius provocacionis; quæ uti hic hominis, ita hic INHIBITIO sit parat: constat autem omnia alia post inhibicionem esse ipso IURE NULLA. Cap. non solum de Appellat. in F. l. huiusmodi huiusmodi primo verba tradit Vvameus ad Cap. cum speciali 61. in de Appellat.

Et Petrus Rebuffus in suo Tractatu de recusacionibus art. 6. ait, hodie indubitanum est, quod iudex post recusacionem propriam, non possit de principiis cognoscere, & si cognoverit, PROCESSUM SESS NULLUM: quia recusacionis omni iurisdictione privata censetur: ideo quousque processa facit, censetur facere tanquam privatus non habens iurisdictionem. Idemque latius proloquitur Hieronymus de Cavallo dicto Tract. de cognitione per viam violentiam, quæ 14. notat num. 38. Rursum sic inquis iudicasse.

Suntque ista pendente Recusacione adeo nulla, ut licet etiam postmodum per Arbitros declararet causa recusacionis insufficientis, & causa ad iudicem recusacionem remittenda tanquam non sufficientem probatum suspensum, nequaquam tamen convalescant; ut post Glossam in cap. iuxta verbo PROROGATOR de Off. iud. del. in F. l. hodie communiter docent Doctores.

Potro sicut iudex non defertur legitimæ appellationi censetur via facti procedere, & violentiam inferre; ita quoque iudex qui non obstat recusacione in se iudicem erigit, & contra recusantem progreditur, vim facere de via facti agere censendus est.

Hinc supra citatus Hieronymus Cevallos dicta quæ 14. ut indubitanum tradit, violentiam, illatam a iudice procedente post propositam recusacionem, argue prebere recursum ad Concilia Regia, ac attentata post interpositam appellacionem.

Et hoc hæc violentia eo atrocior, quod ipsum naturæ vim ledat. Ratio est enim & aequalis naturalis copugnata, ut quis coram suspeso iudice litigare cogatur. Etiam si (inquit Covarruvias Prati. quæ 36. in principio) nulla humana lex hac de re fuisset in specie statuta, RATIO ipsa facillime ostenderet, eorum iudicio nobis fuganda, omnibusque modis evitanda fore, quæ propter eorum, immixtionem, altissimam causam, suspensam haberent. Quare recte advertunt Vulteyas de iudic. lib. 2. cap. 7. n. 190. & Myndus. Cens. 3. obsequio. 63. nihil aliud accidere posse gravius aut luctuosius, quam sub iudice suspecto litigare.

• Hinc Amianus Marcellinus, inter violentias quas Valentianus Imperator exerceat, & hæc recenset, quod iuris querelis insuper habilis, homines cogere coram iudicibus suspectis litigare. Ad hæc, inquit, incognitionem, illud quoque accedat dictu dicitur ET FACTU, quod

quod si quis cum adesse iudicium potens inimici destinaret, atque pro suis posuisset doris hoc non impetrato, ad eundem quem mitteretur, licet multa praestaretur iussa, remitteretur. *De lib. 27. Rerum gest. c. 7.*

Itaque & hac quoque violentia & oppressio viam protectioni Regiae pandit, quam & Principes nostri Belgii semper benignè concesserunt. Sic anno 1666, cum Episcopus Iprensis, non obstante resolutione propfusa, in qua iam modo ad delationem Arbitrorum devenimus erat, procederet adversus Dominum ac Magistrum Joannem Leeflaer, rursus comminatus esset suspensionem a Divinis: Concilium Flandriae, tam dicto Episcopo, quam ipsius Officiali ac Promotori interdixit ulterius progredi vel ardescere, sub pena 200. aureorum coronatorum: tumque his non obstantibus Episcopus comminatus suspensionem a Divinis: tamen tunc occurre, peractum Concilium dicitur Censura Ecclesiastica affectum suspendi: iterumque Episcopo interdixit quidquam ulterius ardescere, sub pena quod comminatus 200. aureorum multa ad executionem delationis: ac insuper ipsius bonis temporalibus manus Regia impingeretur. Ita confusis & Decreto hic anocuo lib. P.

Sic etiam anno 1707. Supremum Brabantiæ Concilium manentem Pastorem S. Catharinae in Urbe Bruzelensi in pacifica possessione sui Pastoralis omniumque in peritiam, adversus suspensionem a functionibus Pastoralibus per Archiepiscopum Mechinensem, via facti insulam, idque post iteratam sui Personae recusatam propfusa. Habetur sententia lib. G.

Atque adeo & hic idem, agitur quod superius §. diximus, dum Index pendente appellatione procedit. Nempe & hic patet Iudices Regii provident non oppressi recusatam pendente, de sua moveantur possessione, sed interim ea pacifice fruuntur, longè ne repleant omnem ab his injuriam, Ecclesiastici Iudicium inhiabentes ne contra hos recusatam, Legibus & Canonibus reclamantibus, per Censuras Ecclesiasticas aliasque penas procedant.

Index enim recusatam, inquit Cavallos dicta quæst. 14. procedas in causa post recusatam, viam facti & portum gravat.

§. VII.

Judex Regius cognoscens de violentia, non cognoscit de causa principali: nec de justitia Appellationis aut Recusatam.

Iam sepe in præmissis, cum Didaco Covarruvia, Jo-
sepho Sello, Francisco Salgado, aliisque, diximus, huius Recusam ac Regie protectionis unicum scopum & finem esse, vim repellere, propfusa, & oppressum sublevari: & Ecclesiasticum quodammodo reducere ad viam justitiae & rationis legimus.

Quare Index Regius nequaquam cognoscit de causa principali, sed nunc de forma & ordine processus, sive de vi & violentia sui oppressionis: id est solum inquirat, an Index Ecclesiasticus via facti, an vern servato iura ordine procederit. Si repertis, iuris ordinem fuisse servatum, remittit consequenter ad Iudicem suum. Si vero cognoscit, eo non servato, fuisse via facti processum, sublevari oppressum, & Iudicem Ecclesiasticum reducere ad viam justitiae et tramitis legitimos, nihil decidendo de causa principali, quæ integra relinquatur iuxta ordinem iuri iudicanda Ecclesiastico Iudici.

Sic itaque Clericus qui apud Iudicem Regium enuqueratur, quod Censura Ecclesiastica perfrictus sit per eum, cui non comperit iurisdictionem fore externi Ecclesiastici, vel per Iudicem extraneum, vel quod iura perfrictus sit ab eo: prævis informationibus præparatis, sine præcedenti citatione, omnia competenti monitione Canonica &c.

Quare hic agat Index Regius, nequaquam inquirat, nec decernat, an Clericus illi meritis fuerit Censura perfrictus: sive an sufficiens subfuerit causa, ut tam gravi pena afficeretur, in quo sita est causa principalis: sed tantummodo cognoscit, an Censura illi prolata fuerit, an non habente iurisdictionem fore externi Ecclesiastici: an a Iudice extraneo; an ommissis informationibus præparatis, citatione, monitione Canonica &c. quæ res, ut in iure loquimur, facti sunt, & certo certius ad cognitionem Principis pertinent. Hæc autem præ Iudicibus Regia consistunt, adeoque & agetur veritate nunc apparet, tum illi protectionem Regiam

Par. Episcopi, Pars VI.

seu munimentum adversus huiusmodi violentiam iudicis: potentes concedunt.

Quæ concessa, si competens Index Ecclesiasticus erodit Clericum illum reverts meriti ut Censura Ecclesiastica perfringatur, ei integrum manet adversus eam procedere, de causa principali iudicare, dummodo id faciat, servato per omnia iuris ordine, a quo si devio deflectat, & ita vim inferat, Index Regium sibi rursus merito restituentem inveniet.

Similiter dum protectione Regia imploratur adversus Iudices Ecclesiasticos procedentes post interpositam appellationem, vel propfusa recusatam, nequaquam Iudices Regii cognoscunt de justitia appellationis aut recusatam, sed tantummodo de vi & violentia quæ a Iudicibus Ecclesiasticis inferitur, ut ubi illa consistit, eam auferant, & oppressum protegent.

Vide processum, ut Covarruvia, præst. 99. Cap. 35. et vide alibi causa tantum illud agitur, an iuste ille Index deferre nuberit appellationem: neminem, prosequitur Auctor, Regii Consilii cognoscit de JUSTITIA APPELLATIONIS ad summam Pontificem deferenda, ad hoc ut ab illis sententia confirmetur vel revocetur, sed tantum ut tollatur vis illa, quæ a Iudice Ecclesiastico in ipsius iure appellanti, dum eum censuras Index opprimit pro recusatam sententia, quæ mandam transire in rem iudicatam, pendente appellatione ad summam Pontificem propfusa, cui teneatur Index omnia deferre iuxta Canonice sanctionem decreta. Idipsum monit Joannes Sello de Inhibitionibus c. 8. §. 3. n. 70. & Francisco Salgado de Processu Regio præst. n. 100. qui n. 100. ait cum Martino Navarro, Iudices Regios solummodo pronunciare, Iudicem Ecclesiasticum vim facti vel non facti in eo quod appellationi partis non detrahant.

Et hæc illa loquuntur: "TANTUM AD VIOLENTIAM tollendam adhibetur cognitio extrajudicialis, an op. 1. perfrictus suspendat vel non, ut VIOLENTIA Iudicis dicitur. 1. gatur, ob negatam debitam delationem appellationis; 1. ejus cognitio, an iusta vel injusta sit, tam appellatio. 1. nis, quam sententia Supremi Ecclesiastici præstatur 1. seminet. 1. Reddeque advertit n. 311, quod admissibilis appellatio respectu Iudicis a quo, sit quæ FACTA. Si vis actus competentis sit quod iusta fuerit appellatio, quodque Index ei non deferendo vim inferat, tollitur illa vis & injuria, quæ adversus Sacros Canones & auctoritatem Sedis Apostolicæ, sit Appellatio ad eandem; præstatur illi Iudici quod appellatio deferat, & absolvatur communicantem, amovetur alia post appellatorem retractat, ac reducat in eum statum in quo erat tempore appellatam & sententia, ut præstatum Covarruvia loco citato, & multis prosequitur Salgado dicto Tractatu.

Idem obtinet dum Recusam insinuat adversus Iudicem procedentem post propfositam recusatam. Nunciam quæ etiam Iudices Regii iudicant de ipsa recusatam, nunc causa, quæ ad Arbitrum iuri pertinet: item ad causam cognoscens nunc Index Ecclesiasticus, procedendo post recusatam, vim intulerit: notaturque præstatum Hieronymus Cavallos Tract. de cognitione per viam violentiam, quæst. 14. n. 24. quod Iudices Regii in hoc causa habeant causam cognoscens, an recusatam sit iusta vel frivola, cum similibus cognitionis articulis VIOLENTIA examini non possit.

Suppone ergo Iudicem Ecclesiasticum fuisse recusatam, hunc notem Index, pendente causa recusatam indecisa, procedere adversus recusatam, cumque Censura Ecclesiastica perfringere; Recusatam autem ad Senatorem Regium recurre, eo quod præstendat per hanc denegatam recusatam delationem & insinuat aut committas Censuras, sibi vim inferri. Senatus Regius non iudicabit nec definit ipsam causam recusatam, quæ ad Arbitrum iuri pertinet: sed unice cognoscit an dicta recusatam legitime & debito tempore fuerit interposita: item ad causam recusatam in libello allegari videatur sufficientes & legitimæ, si eorum Arbitrium iuri possent probari alio verum. Itaque Index non deferendo recusatam, sed adversus recusatam procedendo, & ad Censuras proficundo, vim intulerit, & via facti processit.

Quam ubi ei consistit intervenisse, eam tollit, oppressum manentem protegit & Iudicem Ecclesiasticum ad rationes legimus reducere, cui tam integrum erit, si velit, iuxta Canones ad electionem Arbitrorum procedere, qui de recusatam causa cognoscant.

Gg 2 Ex

queque. *istum esse dicebat*, uti testatur Socrates lib. 2. *Epist. Eccl. cap. 14.*

Hinc Diofcoro qui Concilio Ephesino secundo præfiderat ira ad S. Leonem Papam innotuit. B. Theodorus Episcopus Cyni: Alexandrinorum Antistes (Diofcorus) me quoque *absentem calumnie similiter jugulavit*, nec in ius vocatum, nec presentem accusatum nec interrogatum de Dei ac Salvatoris nostri Incarnatione. QUITA M. Et homicidas quidem, ac seipsolebrosos, etiam adtores, alienarumque ruperum invasores, non prius condemnantur iudices, quam vel ipsi objecta crimina confessione sua faterentur, vel ab aliis aperte fuerint convicti. Nos autem hic in Divinis Legibus cautius triginta manifestos delictantes condemnatos, vitæ et voluit. *Intra Epistolam Leonis post Epist. 47. Nov. Ead.*

Hæc pluribus ex Histor. Ecclesiæ, confirmare exemplis non foret difficile, nisi ipsa rei evidentiâ sufficeret. Non tamen abs te erit colligere uno alteroque exemplo quantum etiam Belgicus nostrum semper fuerit alienum ab inhumana illa quomodam opinione, excommunicationis, suspensions de hæresi vel schismate, omni favore ac communi iudicio patrocinio esse indignos.

Anno 1477. in urbem evocatus a Sixto IV. per litteras Romæ datas 4. Junii Theodoricus Tolde. Canonici Patensis Abbas, idque ut de LATA AUTORITATE SIOIS APOSTOLICÆ, coram ipso causam dicere: *Polemus*, inquit Pontifex, & sub excommunicationis LATÆ SENTENTIÆ pœna mandamus, ut infra terminum duorum mensium a receptione præsentium computandum, nostra compellat se præsentat, alioquin scias te privationis pœnale subiectum.

An Abbas ille te tanto crimine, quod hæresi non iustificari possunt, accusatus, habeatur indignus, ut gaudeat iuribus & immunisibus Patriæ, quæ Belgarum ecclesiarum profectibus, & unumquodque in sua Provincia iudicari servari iuris equitæ voluit? Nequaquam proinde, ut cum hæc evocatio Maximiliano Archiduci innotuit memor juramenti sui, alio severe inhiere Abbati, ne evocationis morem gerat: *Fobis*, inquit, *distille precipimus*, & mandamus, ne tam ab CAUSAM extra Patriam nostram nos admittas; imo statim visis præsentibus, ad Nos venias.

Eadem die ad Pontificem litteras mittit, & civilibus verbis citationi intercedit, addens: *Si demique vestra Sanctitas easdem evocaciones cupit, tam ac committat aliqui in his partibus Prælati, Viri probe, personis non suspecti, &c. nec ut seculi agatur facile ferre poterit.*

Cumque nihilominus infunderet Pontifex, alteras ad ipsam scribit Maximilianum prioresque graviore. « Si Abbas, ait, cuiuspiam delicti reus, animadvertione quilibet dignus calumnetur, non adversabor, quin Apostolicæ Sedes honoris ratio in hoc habeatur, dummodo iudicet in PARTIBUS dato idoneo & neutrali, id JURIS ORDINI competentem sit. Quod sic æquum iustum, ut frustra SECUS ALIQUID a me exigatur adjuvante Domino, &c.

Anno 1554. Episcopus Leodiensis requirit Reginam Hungaric Belgæ Gubernatricem, ut ipsi tradat quendam Joannem de Bollæ de hæresi notatum, & ad ejus requisitionem in Brabantia captivum constitutum. Respondit Gubernatrix per litteras datas ultima Martii ejusdem anni, se id nullatenus posse præstare, cum per LATAM JURATAM expresse prohibetur, ullos captivos & Brabantis educere; verum quod hinc in Brabantia, causa, si vellent, posset examinari ac in iudicio iudicari prout iuris ratio dicat.

Utque ad hæc tempora propius accedamus, quæ nostris diebus ab Officiis, Beneficiis, munis, præterea Jansenismi, Rigorismi ac Novitatis exclusi de via sabbæ privati? Cum tamen post hoc motus & tragedias, nullum hæreticum ex his qui sub hujusmodi obtentu denigrati, aut verari fuerunt, viderimus adhuc in iudicio aliquo legitimo, & contradictorio fuisse de simili excessu convictum. Uode postquam hæc dissidia contentionesque partibus, & fastigante Rego Catholicæ gloriæ memorie Carolo Secundo ad Sedem Apostolicam effere delata, & ibidem per Deputatos utriusque partis causa esset ventilata, Innocentius Undecimofecundus, ut his mali fieri imponeret, æquissimo jure statuit & in Brevis Apostolico ad Episcopos

pos Belgii 6. Februarii Anno 1644. dato esse quantum in Domino potest injungit, ne illa ratione quantum sub hoc prætextu repelli ab Officiis, munis, Beneficiis, gradibus ac concessibus habendus; vel alia quacunque sententia Ecclesiastica permissum, nisi SERVATO JURIS ORDINE, tam parum, quæ viris aliquis Catholicis gravissima est, commovere probatur fuerit: quod Breve per Litteras Regiæ laudatum, ac probatum fuit; injundumque omnibus Episcopis, Senatibus ac Tribunalibus Belgicis, ut idem inviolabiliter exequerentur & sancte observarent.

Ex his elucet, quod accusati de hæresi, aut schismate ipsi iuris gaudeant ac ceteri, qui de aliis criminibus accusantur; quodque adversus eos itaque servato iuris ordine, ac adversus eos procedi debeat; neque minus eis adversus vim & violentiam, quam ipsi concedendum esse protectionem Regiam.

Quæ omnia egregie confirmantur in Consulta superem Brabantiæ Senatus data 13. Aprilis 1646. ad Severissimum Bavariæ Electorem super Regiæ mandatis in causa Reginæ & Novitatis.

In hac enim dicunt, quod antequam possit agi adversus prædictos Reginam & Novitatem, ante omnia requiratur REGULA AUTORITATIS ECCLESIAE ROBORATA, per quam discerni possit Maxima, quæ tenent Novitatem aut Rigorismum fugienda sunt, cum ipsi Superiores Ecclesiastici non conveniant, in quo Rigorismus, aut Novitas sita sit, atque ius periculum sit, ne iudicis ipsi nominibus tradantur viri innocentissimi, & quæ sanctitate præditi.

Quod tum adhuc iustitia postulabat, ut nemo Rigorismus & Novitas infestus habeatur, nisi prius de his convinctus fuerit iuxta ipsum mentem S. S. Patri nostri Innocentii Duodecimi, quem in causa simili explicuit per Brevis suum (de quo supra) ad Episcopos Belgii ubi illis: « quantum in Domino potest injungit. » Tum relictis verbis epistolæ Brevis supra positis ita proseguunt.

« Nobis, SERENISSIME DUX, videtur nihil magis Apostolicum, nihil magis JUSTITIÆ & æQUITATIS consensumque dici posse; ideoque credimus nos omnino secrete sequi posse Ducei tam certum, quæ his est in qui est caput Ecclesiæ visibile, quique hic non docet nos aliud, quoniam quod aliunde nobis im- cambis, ad quod noscitur inquit tam conscientia nostra, tam juramentum solenne, quod in ipso Officio nostro postoratum ingressi præstatimus, omnino, non commutamus nos aut punimus QUOSQUAM nisi propter delicta aut facta quæ DECLARATA fuerint criminalia, & nisi de his deinde SINGULATIM CONVICTUS fuerit.

« Eo magis in te tanti momenti E. V. Celsitudinis auxilium nobis implorandum est (ut dempe pro- earet regulam auctoritate Ecclesiæ firmam de qua supra) quod frequenter qui occurrit casus do- ceant, inter ipsos Superiores Ecclesiasticos non convenire, quid pro NOVITATIS, aut RIGORISMI RAPHAHIBILI habendum sit, constet bene mul- ros qui eo pretextu a Cura animarum, pœdica- tione verbi Dei, aliisque functione Ecclesiastica repulsum tulere, post regressum eorum aliis Syn- dalibus REAMEN ostendit DOCTRINAM TUAM PU- RAM esse, sanque repulsi rationem non esse nisi phantasma. » Habemus consulta sub H.

Sed quid opus est plura exempla adducere ut ostendatur, omnium in Belgio locum invenire posse artem istam opinionem, quæ in adhuc hæresis, aut schismatis tollit naturalem & ordinariam defensionem, & iudicii viam: cum nihil bonius sit, quam quod ob illam solam causam Belgis jam olim sacrum illud Tribunal Inquisitionis, & juxta fuerit incolabile, & in bodiernum usque diem, ejusdem memoria & nomen sit in execratione.

§. X.

*Confirmatur hostium dicta exemplo Sancti
Ludovici.*

MERITO hoc caput concludimus illustri exemplo sancti
Ludovici Francorum Regis, quo præclare Rabi-
liconeque hæc dicta sunt. Refertur ex *Joanville* te-
ste oculato apud nominatissimum Historicum Claudium
Fleury l. 8. §. 20. Rex ille vere Sanctus & magnus, in ple-
no Cleri Gallicani Convencu Anno 1263, interpellatur
omnium nomine ab Episcopo Altridienensi Guidone de
Mellor: O Rex, inquit, Prælati tu omnes, Majestatem
tuam communiter volunt, quod religionem possundam
finat. His verbis exterritus Rex, crucis se signo munies
ajebat: Quid causa, ediscere, o Episcopo. Resumpsit
hic: quod excommunicationis violenter Ecclesiis face-
re satis hostium nullus curat: mori quisque excommu-
nicatus mavult. Hinc Majestatem roam voce una obo-
gramus, ut Dei, salutisque sue memor, Prætoribus aliis-
que iustitiae ministris præcipere dignetur, ut bonorum
apprehensione, sui confiscatione ad abolitionem peten-
dam cogant cum quiper annum, & dicem in excommu-
nicatione foudurit. Respondit Rex: Id perlibenter de-
cernam erga eos qui Ecclesiam, aut proximum lædunt
a iudicibus meis destitui herent. At replicuit Episcopus:
Non est illorum iudicium de iis qui apud tribunalia
pugna aguntur, cognoscere. Respondit Rex: Non alio,
quod petis, *pallio* faciam: rationi enim, addebat, dis-
cretioni foret, si a me confringerentur, ut absol-
vi se faciant qui ab Ecclesiasticis damnati sunt incul-
pi, seu *indesepi*.

CAPUT IV.

**De effectu Iudicii Possessorii, seu Manutenen-
tæ, ubi una occurrunt objectionibus quæ in
contrarium adducuntur.**

§. I.

Quis sit huius iudicii effectus.

EFFECTUS iudicii possessorii præsertim retinende pos-
sessionis, quod nonne *manutenentia* nuncupatur,
propria de unicus est, pacificum possessorem
in sua possessione adversus violentas, & facti turba-
tiones quaslibet defendere ac manutenere, donec in
petitorio per Iudicem competentem, *servas iuris or-
dines*, suæ possessionis iure excidisse declaratur, ut bene
periclitissimus ille Flandrie Pragmaticus J. Dambauderus
adverteit in *præxi errorum civil. cap. 41.*

Postquam enim monuit *interdicta* *Ubi possidetis bon-
dia* *faceretis* iudicium, quod MANUTENENTIA appellatur,
quæ possorem pacificum in possessione pacifice servatur,
subjungit statim: Est igitur *Manutenentia* quædam
provisio, imo veritas quoddam Principis, vel Con-
sili sui Beneficium, quod aliquem pacificum possessorem
metuonem tamen ex ea ejici, aut exurbani, in
eandem suæ quietis possessione tenet, servat & quavis
manuteneat sua auctoritate tutatur. Unde & aptum est,
(infern. N. 2.) licet teens, vocabulum est inditum,
quod possessor in possessione sua per Principem MANU-
TENETUR, & in ea permanere jubetur, cum inordi-
natione & in dæmne per JUSTITIAM alius potius sui ha-
bens inferatur, & manutenens iterum ejiciatur.
Idem observat *Zeppus in Notitia juris Belgici*, ubi ait
art. 3. *mei Regulamenti* 12. *Maai* 1422. 4. sancium, ut
quilibet maneat in sua possessione donec per SANCTUM
IUDICIUM COMPETENTEM *oprimatur*: unde
forte Diplomata Romana, quibus aliquando jube-
tur, ut quis amoto adversario in possessionem mis-
tatur, salva postmodum petitori inquisitione, hoc
non petenti; sed in possessione manutenetur, qui
communis iure debeat esse retinere, lib. 2. de *caus.*
iust. & propriis. n. 7.

Iudicium autem illud possessorium interdictum fuit
primo in favorem JUSTITIÆ & JURIS præcipue eo-
rum, qui aliquando, vel ex quorundam malitia, vel

ex iniquis delationibus aut suspitionibus ex suis Offi-
ciis, Beneficia, & possessionibus cum magna facta
impetia, & dedecore extorabantur. Ita Dambauderus
cap. 33. num. 2.

Qui & si non alterum in favore pacis ac tranquil-
litatis publicæ ponit cap. 41. num. 4. postquam enim dixit
huic iudicio non repugnare quod *Judex secularis non
debeat se immiscere rebus spiritualibus*, rationem allegans
ait: Quia in isto casu non immisceri se rebus
spiritualibus, nec spirituales res tractat, nec ex-
ecet, sed tantum quod est more seculari: dum laici,
contentiones, & turbationes a sua Republica funditus
arret, & prohibet. Unde dicitur Franci, quod ju-
dex secularis optime jure possit decernere, & dare
hanc provisionem, & per eam cognoscere de ma-
teris Beneficiis: quia licet ipsum Beneficium & sit
necesse sumptio, sit more spiritualis, & ad spiritum
hereditarium spectant, tamen TRANQUILLITATE REI
PUBLICÆ INVENTO secularis est.

Ejusmodi rationem inter alias allegat Joannes Gaiel-
lus J. U. D. in Senatu Dolano Consiliarius ac Sereniss. Ar-
chiducum Alberti & Isabelæ a Consiliis intimis & a li-
bellis, Decisione 128. num. 8. ut ostendat dictum Sena-
tum merito judicare: de omni possessorio tam inpos-
sitione facta inter Clericos, quam inter Laicos, & de
temporalium & profanarum: perinet enim, ait, ad
curam Iudicium secularium, subdit fuit ab omni
violenetia, & inturia defendere. Atque his non pa-
ti, quænegam sui possessione spoliari. *Can. Regem.*
c. *Principis* 23. q. 3.

Illud ipsum jam a 200. ferme annis observavit lau-
dabilissimus Covarruvias. Præf. quæst. cap. 35. Post-
quam enim monuit, JUSTITIAM Iudices Regios,
qui Prætoribus assident, & in iura partium Regio
& de supremo nomine TUTANTUR, casuordinarie ut:
clare causam possessoriam, in qua de possessione Be-
neficii disputetur; mox subiungit: ad effectum ut
QUINTA RES PUBLICA sit, ne fiat alius iniuria, &
VIOLENTIA, aut INDEBITE possessione, quam abiat,
expulsiatur.

Effectus itaque Iudicii Possessorii, quo quia in pa-
cifica possessione velbi gr. sui Beneficii manutenetur,
ia est: Beneficiatum in ea adversus quicumque viam
& facti viam levare, defendere ac protegere, do-
nec & quovisque per sementiam definitivam Iudicem
competentem in petitorio laici, vincatur: adeo ut
manutenus interea liberum, & pacificum Beneficii
sui usum habeat. Quo pacto & via omnis, & Legibus
& Canonibus inimica, quod repellitur: appressus effi-
caciter protegitur, & publica tranquillitas potentius
conservatur.

§. II.

*Manutenentia etiam cadit, & quidem præcipue
super possessione functionum spiritualium
& sacramentalium Beneficii
animatorum.*

MANUTENENTIA non solum cadit super ipso Beneficio
seu Beneficii titulo, & temporalibus ei annexis, sed
etiam super functionibus, & exercitiis quantumvis spiri-
tualibus, & sacramentalibus inde dependentibus, seu
quod idem est, per manutenentiam conservatur, &
protegitur possessor non solum in quæstia, & pacifica
possessione ipsius Beneficii, & Temporalium ei an-
nexorum, sed vel maxime in pacifica possessione, & libe-
ro usu functionum, & exercitiorum ab eodem Benefi-
cio dependentium.

Beneficii etenim pacifica possessio possitimum con-
sistit in pacifico & actuali libero exercitio, seu admi-
nistratione ipsius Beneficii, quemadmodum pacifica
possessio rei temporalis in libero illius rei usus sita est.
Adeo ut si quis turbatur in quæstia ac libero exercitio sui
Beneficii, tum vel maxime turbatur in ipsa pacifica pos-
sessione ipsius Beneficii: ut e deducis Cap. 2. liquidi,
sime pater.

Porro Beneficii exercitium præcipue spectare func-
tiones spirituales & Ecclesiasticas illi annexas indubitarum
est: quoniam enim v.g. Pastor censetur exercere quæ
Beneficii sui sunt; nisi tum præcipue, dum Verbum Dei
annun-

annunciat, Missarum solemniam celebrat, fidelem Confessionem accipit, parvulus baptizatur, Matrimonium adhibet, aliaque Sacramenta administrat, aut Pastoralia munia obit. Nam ideo constitutus est Pastor.

Temporalia enim, sive ius ad illa, *conferuntur* solum ad ipsa spiritualia fide habent: functiones autem sive officium spirituale & Ecclesiasticum ipsius Beneficii essentialia, est ac in eo principaliter attendendum, juxta artem illud: *Beneficium dicitur propter officium*.

Etque ius ad functiones spirituales etque perpetuum ut ipse titulus Beneficialis, & quo ius illud manat: adeo ut non magis *quis ius illi turbati* queat in libero exercitio harum functionum quam in pacifica possessione ipsius tituli Beneficialis, ut dicto Capite 2. planissime demonstratum est.

Id jampetendum ut indubitatum ac notorium supponit praefatus de Flandria Pragmaticus J. Damhauderus; nempe *possessorium* non solum in Beneficiis, verum etiam in exercitiis ac functionibus ei annexis, seu quasi possessione eas exercendi, Senatui Regio competere: *Quia licet* (inquit) *ipsum Beneficium & BENEFICII FUNCTIO sit mere spiritualis & ad spiritualium possessionem spectans, tamen tranquillitas Republicae defunctio secularis est. licet possessorium est temporale, licet persona sit spiritualis, & BENEFICII MINISTERIUM sit spirituale. In Praxi rerum civil. sect. 41.*

Hae eadem concors Doctorum, & Pragmaticorum sententia est, dum sine distinctione constituto tenent ac docent, OMNI possessorium rei PRIMITUS Ecclesiasticum, & utiqueque spiritualis Senatibus Regis competere.

Quod ipsum manifeste elucet ex Concordato inter Carolum V. Caesarem cruxo, & Episcopum Leodiensem ex altera parte, anni 1547. ita enim habet tit. 3. n. 13. *In casu* *mere Ecclesiasticis*, ut puta beneficiis, *etiam* *sacramentalibus*, decimarum Ecclesiarum, non non interdicatur, *juris* *sancti*, *anniver-* *sarum*, *sepultura*, *oblationum*, & aliorum debitorum ad causam *spiritus Ecclesiasticis*, *Index Ecclesiasticus* *enim* contra laicos poterit *exequere* in *PRATORIO*; *et* *pro* *possessione* cognoscere poterit iusta laici iura communem regulam, que ratione per hanc exceptionem firmatur: ut quid enim hic adducitur in *potestate* *si* *de possessorio* ad iudicem Ecclesiasticum, in his causis *mere Ecclesiasticis* quoque spectaret.

Nec quidquam obstat quod *tit. sequenti*, qui inferitur, *de possessorio Beneficiorum & aliorum iurum spiritualium*, non fiat mentio SACRAMENTALIUM, sed unice dicatur, *possessorium* recuperandi & retinendi *quoniam* & cognoscere spectabit ad iudices seculares *prout*, sive agatur de possessorio Beneficiorum, *decimarum*, *juris patronatus* vel aliorum *iurum* *merito spiritualium*, ut in dicto summario hujus tituli.

Nam Beneficiorum, decimarum & juris patronatus hic tantum per modum exempli fit mentio, quod clausula *vel aliorum iurum* manifeste denotat.

Et si quis inde vellet erueret quod in SACRAMENTALIBUS non cadat mentio, ex eo quod hoc tit. IV. non fiat mentio SACRAMENTALIUM: Ille idem debet contra manifestum veritatem insisteret, quod nec interuentia cadit in causis *juris sancti*, *anniver-* *sarum*, *sepultura*, *oblationum* &c. quia nec horum etiam iurum ulla fit mentio eodem illo tit. I. V. licet conjunctum cum *Sacramentalibus* commemorantur tituli. III.

Regulatur, quod *causis* *mere Ecclesiasticis* *Index Ecclesiasticus* *exequatur* in *potestate*, & *Index secularis* in *possessorio*: ex quo utriusque hanc regulam subducitur tit. 3. & 4. solummodo per modum exempli adducuntur, ut elucet ex particulis *prout* & *vel*. Atque inter has causas totae Ecclesiasticas computantur atque Sacramentalia quoniam Beneficialia; si itaque super Beneficialibus cadat interuentia, quidem & super Sacramentalibus?

Quod autem iuxta laudatum Concordatum manutentia etiam cadat super functionibus Beneficii annexis, id quoque inde manifestum est, quod dicto tit. 4. dicitur: *manutentia*.... in *ADMINISTRATIONE Beneficii & fructuum perceptione remanet*. Administratio enim Beneficii quae ad suorum perceptionem spectat, haberi non potest, nisi per actualem ac personalem exercitium functionum Beneficii auctoritas:

Deinde dum absolute dicitur quod *possessorium Beneficiorum*, nulla facta distinctione inter *spiritualia* & *temporalia* eis annexa, spectet ad iudices seculares, quid hoc aliud significat, quam quod ad hos iudices spectet *possessorium juris perpetui officii alicuius SPIRITUALIS certa in Ecclesia obediens*, & *perpetui fructus sine reditus hinc officio affectus*? ita enim Beneficium definitur?

Profecto si possessorium Beneficiorum limitetur quoad ius percipiendi certos redditus vel pecunias, quare vocatur *possessorium juris spiritualis*? nomen ius tale multum *spiritualitatis* habet? Verum idam Beneficii proprietatem iura *spiritualia* comparantur, propter *ius perpetuum* quod Beneficium tribuit, *obediens spiritualia* aliquod officium.

Præterea quandoquidem, ut §. precedenti ex præfatus Damhaudero notatum est, iudicium hoc *possessorii* introducendum sit, tam in *securum eorum* qui aliquando *ex iniquis delationibus*, *aut suspitionibus* ex *jussu Beneficii* cum magna *sape injuria & dedecore* excutuntur, tum ac *turbationis* *Republicae arceantur* & *tranquillitas publica* *ferretur*, evidens omnino est, illud iudicium non minus extendere se ad *usum* *publicum* possessionem exercendi functiones Beneficii annexas, quam ad ipsius Beneficii possessionem.

Neque enim minori cum *injuria & dedecore* pacifici possessoris remanere *via facti* in pacifico ac libero usu functionum Beneficii: nec minores inde oriuntur in populo *turbationes* & *contentiones*? quam dum violenta turbantur in pacifica possessione ipsius Beneficii. Quare etiam Regis officium est non minus illam atque hanc violentiam poterit arceret & pacificum possessorium contra quancunque *viem* & *facti viem*, *MANUTINENDO* *sua auctoritate* *tueri*.

Quod & notoria & quotidiana Praxis confirmat. Quotidie enim videmus, v.g. Pastores manentem in quasi possessione per se concedendi ac fidelem confessionem audiendi, adversus Fratres Mendicantes, dum per eos in dictis functionibus pure spiritualibus turbatur, preterito Stationum aliove colore. Item videmus, Canonicos manentem in functionibus Beneficii eorum annexis: Episcopos denique in iure, dandi eorum annuam Decanum Capitulum, visitandi Monasteria &c. quos omnes libere & pacifice sub Regis protectione & manutentia has functiones & fruiles sine ulla contradictione continuare ac obire videmus.

Accedit, quod turbatio in pacifica possessione exercendi functiones Beneficii annexas, si sequitur secum turbatio in temporalibus, non minus propter adversus illam turbationem manutentia Regia forer concedenda. Nam qui ignorat manutentiam concedi in possessione iurum omni emolumento temporis vacua, puta, iurum honorificum Patroni, Pastoris Primitiva &c. contemptum? Aut quoniam quæso fructus temporales annexi iure sui conceduntur, fidelem confessionem audiendi &c. in quorum iurum libero exercitio pacificos possessorum manutentia supra notavimus.

§. III.

Index Regis in hac iudicio possessorio nequaquam cognoscit de re mere spirituali aut sacramentali; nec de validitate & effectibus causa Conforum.

Quancunque Censuræ & functiones Beneficii annexas sunt spirituales atque adeo videntur exemptæ a jurisdictione seculari, nequaquam tamen possessio rei spiritualis ejusque violenta turbatio spiritualis sunt, sed meri facti, nihil spiritualitatis includentes. *Possessorium*, inquit *Lex*, *res tacta*, *non juris est*, *si* *de acquir.* *vel amitt. poss.* l. i. §. 3. *Atque* *eo* *fundamento* *omni* *tur* *confanissima* *Belgii* *praxis*, *que* *eiam* *ubique* *gentium* *passim* *obtinuit*, *nempe*, *hinc* *seculares* *Judices*, *teste*

esse Christiano, *exagere de omni possessorio iudicio etiam universorum et rei ecclesiasticae*: inquam rem omnium nationum citat Auctores lib. 3. cap. 7. ad Baginoniam.

Idipsum notavi in Opusculo, quod inscripti *Concordia immunitatis Ecclesiasticae & juris Regii* c. 2. §. 1. offendit ibidem, hoc ius speciatim in Belgio non solum ex consuetudine immunitatis, sed etiam ex Principum Edictis ac Ordinationibus necnon Concordatis privati-ve spectant ad Iudices Regios, eisdem in hodiernum diem seculo fuisse conservatum.

Sic Joannes Grévilus *l. dec. 128. num. 7. & supp. poss. equam* monuit Senatus Dolantem & omnia Regia inferiorum Iudicum Subsellia in Burgundia Contrario a tempore immemoriali iudicare de omni possessorio *reservando & recuperanda etiam inter Clericos*.... & tam *se spiritualium rerum MERITUM SPIRITUALIUM, quam temporalium & profanarum*; hanc subiungit rationem: *Est enim spiritualis aliquid facti MERITUM TEMPORALIS, etiam de re penitus ECCLESIASTICA agitur, quo fit ut ejus cognitionis capacis sint Iudices seculares, etiam inter ECCLESIASTICOS, ut post Bart. Jof. & alios docet Menoch.*

Similiter praedictos Flandriae Pragmaticus, Dembauderus in *praxis rerum Civil. v. 41. Neque*, inquit, *requiritur, quod Iudex secularis non debet se immiscere rebus spiritualibus, quia in ista causa non immiscet se rebus spiritualibus nec virtutibus nec virtutibus res tractat nec exercet; sed tantum quod est MERITUM REGULARE*... nempe possessorem est TEMPORALE licet persona sit SPIRITUALIS & Beneficii MINISTERIUM sit SPIRITUALE. Et nullum possessorem dicitur SPIRITUALI.

Eodem modo loquuntur, inter ceteros, *Andreas G. v. lib. 2. obs. 33. & Mylogerus c. 2. obs. 67.* qui etiam citat Innocentium, Joannem Andream & Ant. de Barrio. "Nec est inconveniens, inquit Guido Papae, quod respectu ejusdem rei petitorum sit spiritualis & possessorum temporale, cum nihil econtra inter se habeant.

"Sunt enim res de possessione temporales, ut loquitur (Gautierus) sub imperio & potestate Principum, quos etiam obtinuit de interdito possessoria cognoscere quoniam de re spirituali, vel de Beneficii agitur." Ita Joannes a Colla ad l. 2. *Dixit* c. 1. a. de foro competenti.

Ut autem elucius intelligatur, Iudices Regios in hoc iudicio possessorio nequaquam assumere iudicium rei spiritualis, puta de istis functionibus *Pastoralibus, vel Sacramentalibus, non de iis Conferarum Ecclesiasticarum causa*; sed nec de ipsa possessione ac ejus violenta turbatione cognoscere; quae res, ut in iure loquimur facti sunt & nequaquam spirituales, sed temporales. Ponamus exemplum circa Pastorem, vel Canonicum a suo Beneficio vel functionibus eidem annexis, per *Conferas* suspendam, aut interdictionem ad Senatum Regium recurere, ut maneat in pacifica possessione seu quasi possessione sui Beneficii & functionum eidem annexarum, eo quod praedictis de ejusmodi *Conferas* opprimi ac via facti turbati. His casibus Regius Senatus nequaquam iudicabit, ac cognoscat nec Pastor ille vel Canonicus bene an male functionibus Beneficii annexas exerceat; sed iudicabit de hoc facto nempe spirituali, nempe de pacifica possessione obtinendi functionum Beneficii, iure ordinario, aneque.

Ultimus iocur Regius non mandabit Prelato aut Iudici Ecclesiastico ut coram eo declarent causas ob quas *Conferas* tulit; neque iudicabit ut cognoscat nam causa illa dicitur facti grave nec, ad intelligendam ejusmodi *Conferas* (si quoniam etiam non difficile sepe foret perspicere huiusmodi causas esse factas & studio adinventas ad Innocentes opprimendi & bonos direxandos) imo nequaquam iniquet an illa extet causa; hac enim *iudicium possessorem* non tangunt, de quo hic agitur: sed inquit solum de hoc facto nomine spirituali, nempe an Iudex ille Ecclesiasticus ad *Conferas*, *praerogative juris ordinis*, sive contra auctoritatem, Canonice possideret, ac ita processerit via facti sive *potestate tyrannica* (ut loquitur Concilium Hispanense supra Cap. 3. c. 2. ciatur) quae Recursus ad Regium Senatum viam pandit,

Ubi autem Senatus de dicta possessione, nec non de turbatione confiteretur, Pastorem illum vel Canonicum in pacifica possessione Beneficii vel atque in primis functionum quantumvisque spiritualium ab eodem Beneficio dependentium, *manuente defendit ac proteget*.

Ex quo liquet, iudicium possessorem, seu maintenancem nequaquam versari eius rem mere spiritualis ac intrinsecae *Conferas* causas, sed unius circa res facti, & externam jurisdictionem Ecclesiasticorum formam, quae sunt temporales.

Certe violentia, seu via facti TURBATIO in exercitio functionum spiritualium & Sacramentalium non magis spiritualis est quam PURUM rei facti ac ipsius SS. Sacramenti.

Nullus tamen dicit, Iudicem Regium de re spirituali cognoscere, eo quod iudici de facto in re facta commissio,

§. IV.

Iudicium possessorem nequaquam impedit jurisdictionem Ecclesiasticam, sive Iudicem Ecclesiasticum iudicialiter, auctoritate Canonica, adversus Beneficiarios procedentem.

IN principio Capituli secundi ex Josepho Seke & Francisco Salgado notatum fuit, Protectionem Regiam, eoquo species est *Manutentio*, nequaquam impedire jurisdictionem Ecclesiasticam.

Certe ex his quae hactenus de iudicio possessorio dicta sunt, manifeste liquet, Senatum Regium, per *Manutentio* id unum cavere, ne Iudices Ecclesiastici jurisdictionem suam abutantur in oppressoribus indolentibus. Etenim quando Iudices Ecclesiastici procedunt iudicialiter, iuxta receptas fori leges & praescriptum ordinem juris sive auctoritate Canonica, Senatus Regia se nequaquam immiscet.

Hinc si legimus hactenus possessori libi moveretur, ob defectum tituli aliamve egiusam *Conferas* ad iudicium petitorum, si clement coram Iudice competente; si omnia cum ipso *servato juris ordine* petragantur, nullatenus adversus huiusmodi iudicalem turbationem Iudex Regius *manutentio* concedit, cum unice Beneficio maintenance velis occurrere *via facti*, ac adversus tam pacificos possessores defendere.

Similiter si Pastor aliquis, vel Canonicus de mala conversatione vel perversa doctrina iudicialiter suspensus, conveniatur criminaliter per Promotores coram legitimo Iudice; quando omnia *servato juris ordine* petragantur, iuxta leges & Canones, non habebit Pastor ille vel Canonicus, quod conqueatur apud Senatum Regium, nec adversus huiusmodi legitimum processum poterit via *manutentio* sibi propinquare, cum hic non turbetur *via facti* in sua possessione, sed iudicialiter de *via facti*; sic enim ipsi non intulerunt violentia, dum iuxta formam juris omnia petragantur.

Verum si Iudex Ecclesiasticus deficiat a via ordinaria iustitiae, atque ita procedat *via facti* adversus huiusmodi Pastorem vel Canonicum iudicio possessorio via appetatur, quod ubi *plene* facit evasum, integrum denovo erit Ecclesiastico Iudici adversus Pastorem illum, vel Canonicum iudicialiter, missa forma juris procedere.

Unicus etenim effectus huius iudicii possessionis sui maintenance est, *manutentio* ipsum possessorem in sua possessione, tam quoad spiritualia, quam temporalia suo Beneficio, seu officio annexa, contra turbationem facti, nempe quoadque *servato juris ordine* in petitorio eadem possessione ipsum excludere, vel privationem promeritum esse foret declaratum.

Immerito igitur hic conqueorantur Iudices Ecclesiastici, quasi Recursus Clericum ad protectionem Regiam multis foret periculum ad decimandas punitiones, quas propter crimina, excessus, vel prava doctrinas elieri promerit: Neque enim Iudex Regius seclis huius causis illatenus immisceret quando Iudex Ecclesiasticus contra huiusmodi Clericos procedit via juris; qui imo in offensus de nullatenus vel impedire legitimum processum Ecclesiastici Iudicis adversus Clericos, tanquam impetrit protectionem suam sine maintenance, nisi pro eo tempore quo violentia iudicis Ecclesiastici contra Clericum perdat.

Nam

Nam si Juxta Ecclesiasticum post datam jam mansuetudinem, velis procedere secundum juris ordinem, & Clericum in sua possessione peius via facti turbatum, in eo pacifice permittere quoadvisque de crimine aliove excessu fuerit legitime convictus in petitorio; tunc Juxta Regium nullatenus preterea concessit manutenuendum Judicium Ecclesiasticum in hoc illius processu impediri, sed relinquere semper petitorium integrum, ut etiam per hoc evacuetur ipsius *possessorium*, prout infra exemplo alibi ostendi poterit.

Certe equum & iustum est, ut condigne puniantur Ecclesiasticorum crimina; sed non minus equum & iustum est, ut hoc servato juris ordine atque auctoritate sui canonica; imo ut hic ordo iuri, præcipue in *Consecrationem* misionem, observetur exactissime; idque eo magis uerbo est, quod dum qui Censura Ecclesiastica per sententiam Judicis competentis fœmel perfrictus est legitime, in eo statu infœrmis permanere debet; donec fœrmis tress obtemperat conformes, quibus Censura illa retrahitur seu remittitur.

Locus enim ab hac fœrmis applicationem intersticiat, ut solommodo eo effectum habebat *devolutivum*: nam appellatio in materia *Consecrationis* non habet effectum *suspensivum*; adeo ut hac Censura percussa, in eo statu micta (nempe alique ad finem viæ) non obstant appellacione permaneat.

Precedant itaque causæ de servato juris ordine Ecclesiastici Judices adversus Clericos etiamque crimina sic insequantur ac puniant; & Juxta Regiam nullum eis adferat impedimentum, sed e contra auxilium præbebit summeque poterit brachium, ut quam celsissimo eorum iudicia debita executioni tradantur.

Judicia Ecclesiastica præcipue adversus Clericos magne aequitate & mansuetudine fieri debent, & ab eis omnis Dominatus procul abesse, utpote Episcopis summo potestate inhibitis; *Regi Genium* DOMINANTER, sivebat Christus Dominus vultus ac Magister ad Apostolicos Episcoporum Prædecessores, nos autem non sic. Cui Dominatus ut occurreret efficaciter, Episcopi laudata Synodus Hispaniensis statuit, ut nullus Episcopos Presbyterum vel Diaconum solus sine synodali Judicio damnare audeat. *Episcopus*, inquit, *Synodus*, *Episcopatus* ac *Admistratio* hunc daret potest, SOLUBAVERE non POTEST... quæpessio nec ab uno DAMNARI NEQ. UNO IUDICANTE POTRAVIT HONORIS SUI PRIVILEGIUM EXCI: sed presentis synodali Judicio quæ Canon de illis præceptis deservit. Apud Gratian. conf. 15. q. 7. c. 1.

Porro ad hanc Judicium Ecclesiasticorum Dominatum suspendendum, eoique itera legitimos iustitiae limites continendum, efficacissimum ac paratissimum est Judicii possessionem retinendum: quod auxilium & remedium nulli adversus Judices Ecclesiasticos, ut in simili loquor *Conventibus*, adhiberetur, gravissimum opprimatur iunctura & Judicium Ecclesiasticum.

§. IV.

Judicium possessorium non impedit executionem juris correctionalis Episcoporum.

Quoadmodum per mansuetudinem non impediatur iustitio Ecclesiastica, ita nec per eam olea ponitur iuri & potestati Episcoporum convergendi & emendandi mores Pastorum, Clericorum, aliorumque eorum transgressorum.

Minime cuius intendunt Concilia Regia fovere malos mores & corrumpat disciplinam, sed uice præserte ut Episcopi titulo possessionis aut correctionis pacificos possessores via facti & violentæ turbent in possessione suorum Beneficiorum sui functionem eisdem ammittant.

Certe Episcopi habent potestatem Dilectorum visitandi, mores corrigendi, etque ordinandi quæ profuorum emendatione & salute necessaria videntur: providende a Concilio Tridentino statum suis, adumpnandæ incorrigitionis & malevolorum reversiones, quod nec in his, ubi de UNITATIONE aut MORUM CORRECTIONE agitur, exceptio nulla inhibita, appellacio seu querela, etiam ad Sedem Apostolicam, interposita, executionem eorum, quæ ab Episcopis mandata, decretata aut iudicata fuerint quaque modo impediatur aut suspendatur; sess. 24. c. 20. de Reformatione.

Van Espen, Pars VI.

Verum tunc etiam tenentur Episcopi tale continere iura correctionis terminos, neque possint posside aut penam ordinariam; quæ indigi nequeant nisi processu plenarie instructo: quod & declaravit Sacra Congregatio Cardinalium Concilii Tridentini Interpretum die 23. Aprilis 1565. ut referi Zypzus in *Analysi* juris nov. tit. de accusat. in verbis: "Episcoporum non potest imponere in visitatione penam ordinariam, sed tantum extraordinariam, quæ etiam morum emendationi, non & correctionem, quod obicit vindictam te." scilicet.

Correlatio enim, ut ibidem recte advertit Zypzus, respicit potestatem, quam qui curat, magis exequenda quam iudicanda & exequenda procedunt. Ita *Adiles Romani* pro potestate curandæ constituti, si quid obivum esse quod eam offenderet, e medio tolli, frangi, emendari jubebant, magis facti quam iurisdictionem servantes. Igitur correlatio illa sit sua forma aut figurativa, sola veritate suspensa, & aliam sine ferre, & ut non Abbas præcedit contra *Admistratum*, *Pastorem* contra *Dispositum*; & hodie indices videmus fieri visitandi per *Prætores* & *Admistratores* & *agros*, qui in locis oculis pfecto, max decernunt, & exequuntur.

Tum idem Zypzus quæ. p. ita concludit: Ergo correlatio itera maxime est in visitationibus, dum Episcopi, sicut *Adiles* *Admistratores*, Civitatem vel *Dilectionem* dicunt, & quidvis inordinatum inveniunt, reformant; nec ordinariam modum procedendi servantes, ita non nisi correlatio, non potest ordinariam infligentes; hoc enim fieri non potest, nisi processu ordinarii instructo.

Nam, inquit, ex processu summario & cognitione, ut quovis iudicibus poterit, non potest imponi poena ordinaria, sed RA SOLIMEN ET PLENUM COGNITIONEM requirit, quæ instituta est, dum contra aliquem ordinariam punitioni intenditur.

Hinc Episcopos si inter visitandum repetat Pastorem quem ob mores malos sui perversum doctrinam etiam existimant a divinis aut Pastoralibus debere suspendi: potest quidem et extraordinariam penam imponere quæ morum correctionem & emendationem respiciet, sed nequequam in eam suspensionis penam decernere.

Suspensio enim est poena ordinaria etque publica & gravissima, quæ solommodo & plenam cognitionem requirit, & servato juris ordine debet imponi. Quod factum, si suspensus de gravatum sentiat, potest hanc duplie sibi adversus illam via appellacionis apud superiorem Ecclesiasticum proficere, ut dicta Castigationis Congregatio iudicavit, & referat in Declarationibus plurimum c. 10. Concil. Trident. sess. 24. de Reformatione.

Verum si Episcopos via facti & extrajudicialiter, id est, sine solemnæ & plena cognitione & sine iudicio processu ad suspensionem illam proficiunt, atque ita Pastorem in pacifica suorum functionum possessione via facti turbaret: certissime est suspensio esset invalida & Pastori ita afflictio liberam etiam fore, protectionem Regiam via possessorii implorare, quo in sua possessione manerent, donec servato juris ordine probatum fuerit, ipsum hanc ordinariam & gravissimam suspensionis penam secundum statum Canonice meruisse: per hoc latius deductum est in casus Resolutione plurimum J. U. Doctorum & Advocatorum, quæ habetur sub litera I.

Et processu si Episcopi liberum esset titulo visitationis aut morum correctionis ad censuras Ecclesiasticas aliasque penas ordinarias, non servato iudicio ordine procedente, abique eo quod sit gravi sibi possent consulere via possessorii, iam facile ipsi foret ius mansuetudinis omnino eludere, & tamen non e medio tollere expeditissimum illud adversus viam facti Remedium, quod fœmel lobato, quia dicti quantum calamitatis & turbationis Reipublice impenderet?

Etenim quid facilius esset Episcopis, quam dum quoddam odio, invidiaque permoti vellent humiliter, tum visitationem instituerent, & sub prætextu morum correctionis decreta suspensionis & interdictionis adversus eos ferre, quot via ordinaria iustitiae convincere non possent?

§. VI.

Senatus Regius, manuteneat Pastorem adversus Censuram via facti latam, non dat ipsi potestatem Clavium aut Curam Pastoralium, atque adeo non opponit mentem ad Thronum.

A Necquam Senatus Regius manuteneat Pastorem in quasi potestate functionum Pastoralium adversus Censuram Ecclesiasticam, puta suspensionem a Divinis & Pastoralibus functionibus, inflictam via facti, duo principes discussi & examinati.

Ac primum quidem, num Pastor ille sit in pacifica & Canonica possessione dictarum functionum Pastoralium, sive Beneficii sui Parochialis.

Dein, num in eadem possessione via facti fuerit turbatus, id est an suspensio illa fuerit iniusta extrajudicialiter, non servata juris ordine; quae est via facti Legibus & Canonibus improbat, & specialiter per Breve Innocentii XII. ad Belgii Episcopos datum die 6. Feb. 1694. atque per Principem ad Senatus Regius transmissum ut idem accuratissime observaretur.

Proutquam ergo Senatus Regius huic Pastori manutentionem concedat, ipsi legitime consistit cum haecnunc fuisse in pacifica & Canonica sui Beneficii Parochialis & functionum ab eodem dependentium possessione.

Nulatenus igitur Senatus manuteneudo Pastorem in quasi possessione functionum Pastoralium, dat, aut dante pretendit Curam animarum, aut jam aliquod functionibus Ecclesiasticis exercendi, quod ante non competenter manuteneo: sed unice declarat eum manuteneendum seu conservandum in Canonica & pacifica possessione, in qua haecnunc fuit, sui Beneficii Curae animarum, functionumque & jurium ad illam pertinentium, idque contra turbationem facti, qua, non servato juris ordine, sua possessione fuit dejectus.

Curam enim animarum & ius exercendi functiones ad eam spectantes accepit Pastor auctoritate Ecclesiae, quando iuxta Leges ab Ecclesia praescriptas praevio examine & Canonica institutione, Ecclesiae Parochialis tanquam ejus proprias ac peculiarias Parochus fuit adscriptus & inordinatus: ut supra cap. 2. demonstravimus.

Hanc curam animarum & auctoritatem obsequii functiones ipsi annexas, ut sunt Sacrificii oblatio, Verbi Divini praedicatio, peccatorum absolutio, aliorumque Sacramentorum administratio &c. exerceat Pastor aut alius Curatus *jure proprio ac ordinario*, quod ei vi juris competit, & quo nullatenus cuivis potest aut privari, nisi per sententiam servato juris ordine latam: ut eo dem cap. 2. ostendimus fuit.

Etenim hujusmodi Pastor qui per suspensionem non servatus juris ordinar latam afflictus fuit, nequaquam per illam, ut falso semper supponitur, Officio Pastoralis aut iure exercendi functiones ab ea dependentes privatus fuit, aut privati potuit, cum talis Censura mere constans via facti, prolati nulla sit & nullas effectus: ut supra cap. 3. probatum est.

Quid ergo loquens, Censura ista effecit? Nihil profecto, nisi quod per eam extrajudicialiter turbatus fuit in pacifica possessione sui Beneficii & curae animarum, functionumque ad illam pertinentium, adversus quam via facti turbationem, atque, ac adversus quancunque aliam illi licuit petere manutentionem.

Non enim magis licet Episcopo aut Judici Ecclesiastico, per ejusmodi Censuram turbare Pastorem ad dicta pacifica possessione, quam id liceat cuivis alteri per quamvis aliam violentiam.

Imo nulla vi est atrocior nec turbatior magis ferax quam ea, qua quis via facti in pacifica functionum Ecclesiasticarum possessione turbatus illegitimis Censuris, ut ex §. 3. c. 3. luculenter patet.

Et certe quinam tandem illi sunt quique iniquissimae suspensionis ac suspensionis ex facti, BENEFICIUM, cum magna sepe injuria & dedecore exturbatur, & in quorum favorem hoc possessionis praecipue introductum afflicti Damhadrus, non Beneficium qui per Judices & Superiores Ecclesiasticos, non Judicant neque quod verum est cognoscant, nimium facile Censuris Ecclesiasticis, via facti, percutiunt?

Ex quibus evincitur, quod Senatus, manuteneudo nomine Regis Pastorem, adversus suspensionem a Di-

vinis & Pastoralibus functionibus via facti iniunctam, in pacifica & Canonica possessione errandam functionum, nullatenus ipsi reibatur potestatem Clavium aut curam animarum; neque enim hic magis censendus est eandem, quam dum Pastorem manuteneat in possessione continendi & fidelium confessiones excipiendi adversus Fraternitatem aliove, dum per eos in his functionibus turbatur.

Certe nihil aliud hic facit Senatus, quam Pastori adversus viam majorem, Regium protectionem & salvaguardiam imperii, ut hoc protectionis auxilio, adversus omnem ulteriorem violentiam muniat ac securas, valeat libere de tuto un jure suo, & functiones suas Pastorales, Divinas & Ecclesiasticas (in quarum actuali exercitio Beneficii possessio proprie consistit) continuare, unde videbatur. Adco ut manutentionem exercitio harum functionum nihil aliud sit, quam manutentio in ipsa possessione sui Beneficii Parochialis: Et quemadmodum Senatus manuteneudo Pastorem in possessione sui Beneficii, nequaquam censetur ipsi conferre Beneficium, ita nec censendus est dare ipsi potestatem exercendi functiones ipsi annexas, dum ipsum manuteneat in exercitio hae possessione errandam functionum, in quarum exercitio, ut jam dictum est, ipsa possessio Beneficii proprie consistit.

Abstergo igitur ut Judices Regii hic detererant ad adimplenda munera sui parte nobilissima & procul indispensabili, qua tenentur & operibus protegere, & pacem publicam, atque Ecclesiasticam conservare disciplinam. Ut, inquam, unde detererant per commone illud, quod hic in scriptis allegatur: Quasi hoc foret *mentem Thronum* apponere. Cum contrario hoc unum agant & provident, ut legittimis Ministris huiusmodi per vim & scandalum non capiuntur: omniaque honeste & secundum ordinem fiant in Ecclesia Dei & Christi.

§. VII.

Hae Franciae Belgicaeque iudicatis conformantur.

Necessarii, haecnunc dictis quibusdam & exemplis roborare; ut rebus iudicatis consistat, Belgicos Senatus constanter manutenuisse: Canonicos, Pastores, & Vice-pastores alioque in usu & exercitio functionum suarum spiritualium ac Pastoralium etiam adversus Censuras Ecclesiasticas via facti & nullius inflictas.

R. D. Joannes Vernimmen Canonicus secundae fundationis Divae Guldae necnon Pastor, & fundator minoris Begginghi in urbe Brussellensi, exercebat pacifice ab anno 1642. omnes functiones Pastorales singuliter concionando & confessiones excipiendo usque ad Ann. 1658. quo per Adm. de die 16. Septembris Illustrissimi Archi-Episcopus Mechliniensis, ex causis animarum ipsius morantibus, revocavit dictam ejus facultatem concionandi & excipiendi confessiones in sua Diocesi.

Dictus J. Vernimmen censens se hac extrajudiciali revocatione turbatum in dicta pacifica sua possessione, a supremo Senatu Brabantiae literas manutentionis petiit, quas etiam quoad hae facti possessionem meum exercitium suarum functionum Pastoralium, obtinuit a 4. Septembris 1658. habentis sub lit. K.

R. D. Paulus Craype Pastor in Lovenjoui & Pellembergh, Diocesis Mechliniensis in Brabantia, sustinens, se suspensionem quamvis aut interdictum a Pastoralibus, seu divinis, aliove mediis via facti turbatum in pacifica sui Pastoralis possessione; ex parte Amplissimi Vicarii Generalis Mechliniensis, Archi-Presbyteri Ruralis, Delevitoris, Edm., aliorumque, eos omnes vigore litterarum manutentionis citari fecit eorum supremo Brabantiae Senatu: a quo post solemnissimam consultationem obhincit sententiam t. 2. Octobris 1670. qua dictus Senatus ipsum manuteneat in possessione & usu Pastoralis de Lovenjoui & Pellembergh: interdicendo iisdem Censuris, ne eum impediatur in ea, ullo modo, amplius turbent ne inquietent, sed e contra functiones suas Pastorales pacifice possidere sinant cum fructibus, commodis & emolumentis inde dependentibus: in quem finem idem Senatus tollit seu levat interdictum quod tollerit a 16. 30. Apr. 1667. ad instantiam dictorum amplissimi Vicarii & Archi-Presbyteri Ruralis, quo, pendente lite, parti inhibetur quicquam

arritum.

attentare circa prædictas functiones Pastoriales. Habetur hæc sententia sub L.

Anno 1697. Supremæ Hannoniæ Curia manutenuit Pastorem Bessin Comitatus in exercitio functionum Pastoralium adversus interdictum ab omnibus functionibus Clericalibus aliisque in aliis Diocesi (Cammeracensi) abundantis, quod Officialis Curie Spiritualem Cammeracensis ad requisitionem Promotorie decreverat attentare. Acta hujus Curie infra §. 3. cap. VII. latius commemorantur.

Eodem anno R. D. Van, Esbecke Coctraci Pastor, et ceteras Plebanus DD. Michaelis de Godele Bruxellis hujus Plebanie possessione capta, ab Archi-Episcopo Mechliniensis Curam animarum petiit quam ei negavit, prætextu quod petivit à Reverendissimo Tornacensi, contentum, quem Exat appellavit, obtinere tenebatur. Dicitur Plebanus existimare se hac aggraviatione tutari in pacifica possessione hujus Plebanie, cum ita ab ejus libero exercitio detineatur, tunc pro manutentione ad supremam Brabantie Senatuum instituit, quam etiam 23. Martii 1698. per sententiam obtinuit in verbis *La cour faisant droit maintient le Suppliant dans la possession de la Plebanie de Saint Michel & de Saint Godelmeur cette Pâle, ordonnant enjoindre au dit Sr. Juvénal (l'Archevêque) d'over tout trouble & empeschement qu'il fait au Suppliant en lui refusant la charge d'ancien, sous prétexte d'Exat, ou de confirmation l'Evêque de Tournai.* Exat sententia sub litte, ta H.

Anno 1707. supremæ Brabantie Senatui manutenuit Pastorem Sincæ Catharini in urbe Brussellensi, in pacifica possessione sui Pastorate, omniumque pertinentiarum, adversus præscriptam suspensionem à functionibus Pastoralibus per Mechliniensem Antichicem inter viâ factis latam. Exat sententia sub N.

Anno 1721. Flandræ Curia manutenuit Dominum se Magistrum Adriaanum van Loo Vice-Pastorem & Capellanum Ecclesiæ Parochialis Sancti Jacobi Gandavi, in jure, possessione, & sedes exercendi in dicta Ecclesiâ functiones Regipastorum parvulorum, funerum mortuorum, ceterisque functionibus Vice-Pastoralibus, cum fructibus & emolumentis inde dependentibus. Habetur sententia sub O.

Eodem anno supremæ Brabantie Senatui manutenuit Extimium Dominum Franciscum Murin S. T. D. necnon Canonicum Sancti Petri in Universitate Lovaniensi, in possessione dicti Canoniciatus, ac non declaravit ipsi liberum esse domo de quousque *exercere functiones ab eo dependentes*; præcepitque Venerabilibus Decano & Capitulo (qui dictum Canonicum præterito expositum *Excommunicationis* choro excludere volebat) iis sese conformare. Habetur sententia sub lit. P.

Anno 1752. Mgrum Mechliniensis Consilium manutenuit Joannem Carolum Leydecker Presbyterum benedictinum Capellanum S. Sebastiani & Vice-Pastorem Ecclesiæ Metropolitane S. Remoldi Mechliniæ, in possessione & sedes dictæ Capellanie & Vice-Pastorate, necnon functionum Vice-Pastoralium, fructuum & emolumentorum inde dependentium. Exat sententia sub lit. Q.

Quoad hæc sententiam illud observandum est, in eadem à manutentione idem recipi functiones audiendi confessiones & concionandi, quod solet harum functionum facultatem termino, dictis J. C. Leydecker in jure audiendi confessiones & concionanda turbatus fuerat per Venerabilissimum ac Reverendissimum Archiepiscopum, qui ei renovationem seu continuationem hujus facultatis negaverat, qui tamen Archiepiscopum ad hanc non fuisse vocatum: sed solum Capitulum, adeoque tantum manuteneri poterat quoad ceteras functiones Vice-Pastoris; in quibus cum dictum Capitulum turbaretur, amovendo eum a Vice-Pastoratu viâ factis.

§. VIII.

Demonstratur, Epistolam S. C. E. Brabantie Ducis & Belgii Governoris datam ad Senatum Belgicum 7. Novembris 1695. nequaquam hinc iudicium possessorium habere.

Nihil hodie sed sequentibus opponitur Recursui Clericorum ad Principem & Senatui Belgicos, pro Manutentione in pacifica possessione Jurium inter spiritualium, adversus falli turbationes à Superioribus & iudiciis Ecclesiasticis illatis, quam Epistola ad eundem Senatui missa anno 1695. per suum Celsitudinem Electorem Baviarum Ducem, tum illi Gubernatorem; que sic habet: *Nous vous interdisons formellement de recevoir, sous quel nom, ny prétexte aucune instance ou prétention que l'on voudrait former par devant vous, soit à titre de possession ou autrement contre les dispositions & Ordonnances que les Evêques en Diocèses pourvoient avoir faites ou feroient cy-après pour cause de doctrine & mœurs des dits Ecclesiastiques.*

Verum hæc Epistola lapidibus Clericorum Recursui peremptis opponitur. In primis ea toto contextu hujus Epistolæ (que hic annexatur sub R.) liquidissime patet, eam sub & obsecrat per nimiam & continuam importunitatem fuisse exortam.

Expositum siquidem fuit, Senatus Belgicus titulo possessorii impedire competentem Episcoporum & Diocesanorum auctoritatem in fidei & morum causis impediendo effectum Statutorum in hac causa ab ipsis editorum.

Sub hac falsissimo exposito Senatibus prelatandis inhibicum fuit hujusmodi admittere Recursum, nomen contra les dispositions & ordonnances que les Evêques en Diocèses pourvoient avoir faites ou feroient cy-après pour cause de doctrine et mœurs des dits Ecclesiastiques.

Dictum expositum falsissimum esse & studio cœcogitatum ad imponendum; vel jam inde liquidissime elucet ex iis que deduximus superius §. 4. & 5. ex quibus demonstrativè patet argumentis, iudicium possessorium nequaquam impedire Jurisdictionem Ecclesiasticam aut exercitium juris correctionis Episcoporum.

Dein notissimum est, Senatus Belgicus nequaquam potestere aut promittere titulo possessorii aut aliter ullos Ecclesiasticorum Recursus contra les dispositions & ordonnances que les Evêques en Diocèses pourvoient avoir faites pour cause de doctrine et mœurs des dits Ecclesiastiques.

Nomen quoque hæc *Dispositions & Ordonnances* adversus quas Senatus Belgicus processerit horum Ecclesiasticorum Recursus: dicatur quoque, ubi, cur, quomodo, quando, hi Recursus fuerint instituti.

Sane Recursus Clericorum ad Principem non debet intervirte ut impediantur *Dispositions & Ordonnances* Episcoporum in causa fidei & morum Ecclesiasticorum: dammodo hi procedant canonice & servatis juris ordinibus.

Verum æquissimum est remedium hujus Recursus impediti & providere, ac Episcopi, pretextu fidei & morum, penitus Ecclesiasticis possessorii tyrannice opprimere, & viâ factis in pacifica possessione suorum Beneficiorum, Jurium & functionum inde dependentium, turbare.

Dum Ecclesiastici hujusmodi in casibus pro remedio Manutentione ad Senatus Belgicos Recursum instituant, nequaquam se opponunt *Dispositions & Ordonnances* Episcoporum in causa fidei & morum editorum.

Sed unice conquerantur, sese per Episcopos aliofere Superioris Ecclesiastici per violentiam & viâ facti turbati in pacifica possessione suorum Beneficiorum aut Officiorum Ecclesiasticorum, Jurium & functionum istem annexarum, contra Canonem Legumque præscripta: que duo quam maxime discrepant sunt, & toto cœlo diversa.

Idcirco siquidem profecto esset, ut Recursus e.g. institueretur ad impediendum effectum Sanctionum *Dispositions & Ordonnances* Ecclesiasticarum Concilii Tridentini, in causa fidei & morum editorum, Regique auctoritate monitorum.

Seâ licetiam propterea erit Episcopis, punituratum Sanctissimarum *Disposicionum & Ordinationum* (quæ certe majoris sunt ponderis quam illæ, quas ipsi in particulari faciunt) Ecclesiasticos pro beneplacito opprimere & disturbare desinere.

Si Ecclesiastici in hæc *Disposiciones & Ordinationes* impingunt graviter: agor Episcopo adversus eos *arbitraria Canonica non potestare Tyrannica*.

Hic etiam æquissimus Pontifex Innocentius XIII, æquissimo suo Brevis dato ad Episcopos Belgii 6. Februarii 1694. & per aliud die 20. Novembris 1696. confirmato, non modo ipsi inhibuit sub hujusmodi pretesta quæquam a suis functionibus spiritualibus non *servato juri ordine*, suspendere; verum ipsi, quantum in Domino posset, mandatis suis injunxit, ut ne quidem *allatationem quæquam vaga accusationis & insidiosis nominatim ad eos concipere senerent, nisi prius inspectum esse legittime censeret*: nec quæquam sub hujusmodi prætextu repelli ab Officiis, *Ministeriis, Beneficiis, Gradibus ac censuris habendis, vel aliis quæcumque functione Ecclesiasticis permittentur, nisi servato juri ordine, tam patrum, quam Patri aliquam Catholicis gravissima est, commiserisse* PROBATUS fuerit. Quorum Brevis ex ætate observantiam Senatus Belgici injunctis gravissime Carolus II. gloriose memorie per Decretum suum datum 21. Februarii 1700.

Pontifici Episcopi, neglecta hac via ordinaria, progrediuntur non *servato juri ordine*, quæ est via *salutis*, his Brevis, necnon Legibus & Canonibus tam graviter impetrata: procul dubio possum & tenerim Senatus Belgii admittere Recursus Ecclesiasticorum, qui *possessorie* adversus hujusmodi viam *salutis*, ad ipsos instantur: quo iudicio, nihil de Fide aut moribus eorum iudicant, sed solummodo manentem in pacifica possessione, tam quoad spiritualia quam temporalia suis Beneficiis seu Officiis annexa, contraurbationem *salutis*, puta Canonum in functionibus Canonice, Parochiam in munis & exercitiis Pastoralibus, quoadque *servato juri ordine potestatem*, hisce functionibus, ob delictum in Fide aut moribus commisitum, deponit.

Imcedunt quidem Superiores & Indices Ecclesiastici occasione hujus Epistolæ, licet sub & obreptu obtineat, impedire hos Clericorum Recursus; sed id vanum: Constat enim, Senatus Belgici æque post hæc Epistolam ac ante, nonnisi Ecclesiasticos in pacifica possessione suorum Beneficiorum & functionum meritis Spirituum & Sacramentalium inde dependentium adversus quæcumque *rem & saltem viam*, nihil vocantes quicquam in contrarium clamantes, eandem esse meritis Spirituales; agi de ipsa Fide & de morum correctione, de potestate Clavium, de cura animarum, de Censuris Ecclesiasticis; atque adeo a Iudice Laico tantum Thunbulo apponi, & his similia.

Hujusmodi, inquam, vanos clamores & tergiculationes nihil curantur Senatus Belgici certi in iudicio *possessorie* non de *jure* sed de *facto* queri: hocque iudicium esse *prestantiam Regia* speciem mobilissimam, quam Rex a se abdicare nequit nisi una Regem; nonciet, tradatque subditos suos voluntati & oppressioni Superiorum & Iudicum Ecclesiasticorum.

Atque ineptus prædicta S.C.E. Epistola (gravis etiam dato quod non foret sub & obreptu) Clericorum opponunt probatissimo Recursu, qui *possessorie* ad Senatus Belgicos insinuat: quod hæc Epistola ne quidem agat de Pastoralibus, Canonice, Beneficiis aliisque Clerici titulum perpetuum possidentibus; sed unice de concionatoribus & confessoribus, *des Prædicantibus & Confessoribus*.

Et quidam porro *Conventuales & Confessarii* (quorum facultas reputatur *mere precaria* & ad *rem* revocabilis) recurrent quæso *possessorie* ad Senatus Belgicos; idque ad impedimentum *Disposicionum & Ordinationum* per Episcopos in causa *Fidei & morum* circa *Conventuales & Confessarii*, editas.

Adeo ut hæc Epistola unice fit exorta per meram calomniam, ad faciendum factum, & aliquo quæso colore eorum iustitiam ordinariam impediendum, respiciatque casum, qui in Belgio hæcenus non est visus.

CAPUT V.

De Remediis Cassationis.

§. 1.

Quid sit Cassatio & quibus cassationem habeat.

EXpropterea hæcenus naturam *Regie provisionis*, quæ pacificis possessor conservatur in quiete sua possessione, adversus turbationem facti quamlibet: hoc potero capite agemus de *alla provisione Regia* hodiernam usitata, quæ Principi cum *subditorum jura tenet*, tam Regiam suam dignitatem, necnon leges ac Canonicas sanctiones vindicant & conservat: hæc æquem provisionis species consistit in *remediis Cassationis*.

Quibus scilicet relictis, annuuntur, cassique ac irriti declarantur præteriti actus jurisdictionis incompetentes per Superiores & Iudices Ecclesiasticos autentati, in perjudicium ac diminutionem supremæ jurisdictionis Principis, Ecclesiæ Canonum, necnon legum ac consuetudinum Patriæ; inhibenturque omnibus subditis ne quam rationem eorundem actorum ullo modo habeant.

Vir Clarissimus Paulus Christinus in *descriptis Belgicis* signatæ 43. 44. 45. & 46. Abiude expellit in genere casus, quibus quidem olim hic in Belgio, tanquam ab *abusu* interdicebatur appellatio; verum hodie, commutata forma, pro *cassatione* aliore simili remedio, ad Principem ejusque Consilia Recursus insinuat. Nemo, si quid Pontifex *Referat* suis jure, faciat *aut* *me* *aut* *quodlibet* de *jure* *seret*, vel *conferat* *Canonibus* *vel* *Concordatis*.

Item cum ab Archiepiscopis, Episcopis eorumque Officiis *aliquis* *retergat* *iudicibus* *Ecclesiasticis* *notoria* *aliquod* *intemum* *ad in præsentia jurisdictionis* *permeat*, *aut* *causam* *Principalem*, *Sanctissimum Decretum* *præsentis* *sanctissimum* *libertatem* *Ecclesiæ* *vel* *Privilegium* *Patriæ*.

Verbo, *quævis* *Ecclesiæ* *ARBITRUM* *sua* *jurisdictione* *non* *tenet* *vel* *USURPAT* *egitatem* *spiritalem* *ad* *Iudicem* *laicum*.

De quibus causis *tenet* *suprema* *Consilia* (teste Chiffingio) *tam* *in* *Francia* *quam* *in* *Belgio* *cognoscere* *ac* *corrigere* *&* *reformare* *illud*, *in* *quo* *ARBITRUM* *commisit* *eam*.

Testat etiam Zypaeus, quod dum per Ecclesiasticos quidquam attentatur adversus *jurisdictionem* *Principis* *mediatam* *vel* *immediatam*, illique jura Regia *aut* *Patriæ* *Privilegia*, & quæ inquam, pro horum ratione, *usus* *immemorialis* *hic* *CASSATIONES* *inventis*, *lib. 2. tit. de ordine* *cognitio*, *Resp. 2. n. 6.*

Nec immerito de hoc *Cassationis* remedio dixit Hubertus Loyens Supremæ Iraditionis Cœlis Secretarius in Tractatu, quem de *curia* *conscriptis* *rit. 29.* quod *fit* *abrogatio*, *superest* *quæ* *nam* *aliam* *jurisdictionis* *inquit* *minuitur*, *aut* *eliditur*.

§. II.

Cassatio etiam sese extendit ad *Conferas* *Ecclesiasticas*.

CUM Superiores & Iudices Ecclesiastici æque imo periculosius possint minuire aut imo eludere Supremam Principis Jurisdictionem, necnon sanctiones Decreta & Jura Legæque Patriæ, per *Conferas* *Ecclesiasticas*, ac per alios quoscunque pererosos Jurisdictionis actus: hæc dubie etiam ad *Conferas* *Ecclesiasticas* hoc *Cassationis* remedium se extendit.

Principis enim est supremam tam Jurisdictionem necnon Leges ac laudabiles Patriæ & Ecclesiæ libertates vindicare ac conservare, adversus quæcumque etiam Ecclesiasticorum concessa sibi abutentium potestate, usurpationes, excessus & atrocitatem. Et ad hoc quidem Principis nostri specialius obstringantur vi juremendi solemnem in sua Inauguratione præstiti.

Ponamus igitur e. g. Belgiam aliquem evocari Romanum seu alio extra Provinciam, ac sic evocatum excipere de iudicio incompetenti, eo quod extra Provinciam in ius vocari non possit.

Vel ponamus, Nuncios aut Interduccionis Pontificis in Belgio, seu Judices erigentes, quondam coram se citare aut alium jurisdictionis actum exercere; sique citatum vel gravatum de nobilitate processit, eo quod notorie nec Nuncio nec Interduccionis Tribunal hic in Belgio habeant, nec jurisdictionem valeant exercere.

Vel ponamus, Patrem aliquem urbeni ab Episcopo vel iudice Ecclesiastico ut acceptet Bullam non admittam; tunc autem opponere id sibi non licere, Legibus Patrie districte prohibentibus, ne ultra Bullae promulgationem vel executionem debeat ante delictum admisionem.

Ponamus insuper, his non obstantibus adversarios tanquam praesente contumaces, Censuram Ecclesiasticam decerni.

Quis non videat ejusmodi Censuras sententem manifeste attentare, sua potestate abutendo, seu ejusdem limites excedendo in oppressionem subditorum Principis; hacque Censura ipsum jus Principis ejusque jurisdictionem nec non Patrie sacras Leges & Canonice Sanctiones aperte violati atque contemni?

Nullum itaque dubium est quin Principes, aut ejus nomine Consilia, possint ejusmodi Censuram, utpote ex se cassam & invalidam, cassare, nullamque declarare, tum ut Principes potestate sibi divinitus data, jurisdictionem suam tam enormiter laesam, itaque sacros Canones vindictae, tum pacem publicam & Ecclesiasticam libertatem conservet, nec non oppressos Cives suos protegat atque defendat.

In quam rem notari meretur, quod jampridem inreprede assertis magnus ille ac pius Gronovius Doctore Theologus & Cancellarius Patiensium in *Disquisitione illius assertis*: *Sententia Patris etiam in ipso timenda est & tenenda*. Ubi se asserit: "STAT, aliquas sententias Patris vel Papae non esse TENENDAS, sed imo nec TIMENDAS, VITIUM ERRORIS INTOLERABILIS & hoc multipliciter potest venire; cum Patres..... imo Papa..... possint abuti sua potestate, v. gr. "Si sentiat in prejudicium iustae libertatis..... ut si excommunicare velit illos qui suo Regi & suis ecclesiis rationabiliter obediunt. Notavit hanc immoventem..... & habere fundamentalem ex insolubili Lege Divina & naturali.

Res potest se tueri contra praecedentes in eum vel suos occasiones praestitit, sicut contra volentes usurpare possessiones temporales Regni sui.

Res idem debet protegere subditos suos, si praemissum occasione, & propter abusionem sibi factam pati habeant & afferre causam in se, & sub hac praetensione subditi tam seculares quam Ecclesiastici debent de potestate in ordine vivere.

Neque obstat, quod ille solus possit solvere, qui solus potest ligare: quod Principes ut neminem valeat Censura Ecclesiastica ligare, ita neminem ea solvere; quodque tota haec auctoritas privative pertineat ad Ecclesiam.

Etenim id totum verum est, dum qui esset valide Censura perterritus ac ligatus; sed hic agimus de Censura lata per absum notitiam potestatis Ecclesiasticae, in prejudicium ac contemptum supremae jurisdictionis, nec non legum ac Patrie consuetudinum, quae consequenter nequaquam ligat, & cujusmodi absum non est obtemperandum, ut & praevodatus Gettonius dicit loco citato. Ita ut Principes eam cassando nequaquam absum potestatem legendi sui solvendo, sed ut nec utraque Regiam dignitatem, libertatem Ecclesiasticam ac iura subvertant.

Dum Principes (inquit Choppinus *pel. libr. 3. c. 2. n. 17*) iure Magistratus communium experiantur adhibereque Praefatum Actum vel gesta in contemptum veteris Ecclesiasticae Discipline, nec ejus quam habent in prophana iura Auctoritatis; id recte faciunt, quia Sacrae potestatis legumque custodes, qui in parte subditi totam Magistratui ac potestate, publicam statum solliciti necesse dicit.

Neque alium offendere debet verbum CASARE, quasi illud supponeret Censuram subsistere, nam nihil aliud importat quam CASUM, id est inane, declarare.

Et reverts dum Consilia Regia, nomine Principis, cassare & annullare Decreta vel scripta, quibus huiusmodi praesentis Censura Ecclesiastica comprehenditur; nihil aliud faciunt, quam eandem Decretorum,

quae in se cassa sunt, memoriam abolere, seu declarare, ea habenda esse, ac si nunquam emanassent; ita ut nulla eorum, que in huiusmodi Decretis seu scriptis continentur, in illa re habenda sit ratio: vel si libet loqui more Gallicorum, unice declarant ABUSUM Jurisdictionis Ecclesiasticae intervenisse.

Atque hoc modo provolvitur, ne huiusmodi Decretis Ecclesiasticis subditi Principes & Cives boni illique divergentur, & ne Regia iura, Ecclesiae & Regni Status periculose turbentur: quae merito timenda essent, si ejusmodi Decreta seu scripta, licet in se cassa, subsisterent impune.

Neque hoc Cassationis remedium novum est, sed ab ipsis Ecclesiae initiis notum, atque ab ipsis Pontificibus laudatum. In Synodo Ephesina secunda Sanctus Flavianus Episcopus Sacrosancti & Episcopali dignitate per viam privavit, vaticque alii Episcopi violento iudicio deponuntur, contra Leges & Canonice Sanctiones. Beatus Pontifex Leo Magnus, in intellectu, ad Imperatorem Theodosium Augustum recurrit, ut super notavimus; & adversus Legem & Canonem subversionem processionem inclinat Regiam; quod defuncto ita ad Marcianum Augustum ejus Successorem idem Pontifex scribit: *Sequens* (Synodus) in praedicta Civitate (Ephesina) non potest vocari Concilium quod vestra clementia amore veritatis catholica adfuerit, aliud statuendo CASAVIT, gloriosissimi Imperator, Epist. 73.

Paschalius alique Picarii Sedis Apostolicae, de eadem Synodo Ephesina, cursus ad tranquillissimum de Christianissimum Principem conquisi deducentes necessarium, sic postulante: "Deprecamur piissimum de Christi amantissimum nostrum Imperatorem, quatenus de via istos faciat, neque synodum illam, quae post primam in Epheso facta est, nominari neque quodquam quod in ea actum est, tenere.

Ex quibus locis innoscitur, ipsum Pontificem Maximum, sua tamen auctoritatis tenacissimum vindicem, agnovisse & factis suo ostendisse, Principis hae Divina polle auctoritate, ut A.D. etiam Synodalia, iudicium Ecclesiasticum, contra Leges & Canonice Sanctiones decreta, quibus & ipsa Episcoporum depositio & eorum Sacrosancti privato comprehensum, valeant CASARE: vel, ut dicit Picarii Sedis Apostolica loquuntur, *via Legi facere, neque Synodum talem nominare neque quodquam, quod in ea actum est, tenere.*

Non esset difficile, hoc jus Regium ulterius pluribus stabilire, nisi ipsa rei evidenter fuisset, & id modo pacelare plenissime vii celeberrime, ac inter ceteros Hieronymus de Cavallo Tract. De originibus per viam vulturas: Franciscus de Salgado Tract. De praeterea Regia vii oppressum, nec non in altero De supplicatione ad Sanctissimum & de retentione Italiam: Arnoldus Rufus in Tract. De Regalia: Carolus Fervetus in Tract. De abusu: nec non nominatissimi Perhai in probationibus libertatem Ecclesiae Gallicanae: qui licet variis nominibus utantur, remaneant eandem significant. Juvat nihilominus si idem jus Regium una receptissima praxi confirmemus ac stabiliamus.

§. III.

Invenietur Belgii usus Cassationem ad Censuras extendit.

SENATUS Belgicus ab omni memoria noster fuisse remedium Cassationis adversus Censuras Ecclesiasticas, dum excessus & abusus id postularent, jam a secundo urbsi fuit Senatus & Magistratus Belgici: ut plane evincitur e notis quas super publicatione Concilii Tridentini circa an. 1565. misitum ad Belgii Gubernatorem tunc Margaritum Parmensem. In his Notis, inter praecipua auxilia, quibus adversus Censuras protegitur tam Regia dignitas, tam libertates & iura subditorum, REMEDIA commemorant CASATIONES. Neque aliter Concilii Tridentini publicationem, nisi his Remediis salvis, decretam fuisse noscitur.

Hunc consuetum & invenientissimum etiam anno 1628. pacelare vindicavit Senatus Etabatiae in Consulta ad Archiepiscopum Iffelliam, occasione Cassationis ab eodem Senatu concessam, in quibusdam Moni-

Monitionis excommunicationis omniaque inde secuta se fecerunt, quas in Belgio Interuentione plane incompetentes de nullius decernere attentat.

Item an. 1708. in alia Consulta idem prestat, occasione Decreti Romani, quo inter alia huius Senatus Consultis *Censuris* declarabatur interdicti, qui quomodolibet coepertati fuerant sententia dicti Senatus, qua Archiepiscopo Mechliniensi idem Senatus precipiebat, ut quodam sua monitionis litteras ad Pastorem S. Catharinae Guillelmum Vande Nefle transmissas, casset & annullaret; omnibusque tam Ecclesiasticis quam secularibus personis inungebat, ut *Censuris* in predictis litteris monitionibus prefati Archiepiscopi apposis & comminatis, nullatenus obediant, casque nullius efficacie repellant. Extrat hae consulta hic subiecta S. Illa ad Iohannem habent sob C. in appendice monumentorum Tractatus nostri de *Placitis* in quo ita loquitur Senatus occasione supradictarum monitionum quas in Belgio Interuentionis decernere attentat.

Nous ayons trouué nécessaire pour la conseruation de la honneur Royale de la Majesté, autorité de ce Conseil, Princes & Français de ce Pays d'y pourvoir de remède dont de TOUT TEMS en s'est serui en semblables occurrences, decerner lettres de cassation contre toutes publication & execution des dites MONITIONES à la charge de ceux qui il appartient, & faisant ce qu'en prouue prescrip & statue par les EDITS ET ORDONNANCES DE CES PAYS.

Ac inter alia quibus factum suum vindicat Septimus Senatus, hac habet: *Il fustia, Madame, eiter quelques Exemples* *nouuex & dont la memoire est encore toute fraiche comme cristall.* *des Peres Anselme de cette Ville, par le Filz du Confesseur Meas leur Religieux, qui furent excommuniés par le P. Priour des Chartreux, comme par la Summe pour exposer certaine Bulle Papale, à laquelle il n'eust voulu obéir, & par la publication de l'excommunication à leur Requeste, & LEUR EIGNE, QUI AVOIENT SUITE D'ICELLE EIT BERRER, QUIRTE ET LE SERVICE DIVIN QUI AVOIT CESE, REPRIS ET CONTINUE COMME AU PARAVANT.*

Un autre des Peres Abmairequis voulaient admettre certain Ordre venu de Rome, à saine de Placet, par Orate du Seruissim Archeuêque de glorieuse memoire.

A ces exemples de ce Pais de Brabant, en ajoste encore un autre nouuex de Flandres à saine une excommunication de l'Eueque de Bruges qui a été cassé par le Conseil de Flandres, & le dit Eueque s'en étant plaint au Conseil Prince, icelluy lui a ordonné par lettre clesées, de reuoyer la dite excommunication.

Hic addi potest Sententia Magni Consilii Mechliniensi superius modo Septembris anni 1722. de qua sequenti Capite laius, hac sententia sua decernit in verbis, *La Cour declare les Lettres MONITIONES & DECRETS de l'excommunication du 12. Novembre 1721. cy mentionnés, & tout ce qui est ensuiui, nullus & de nulle valeur, incompetentement decernés, attentatoires à la jurisdiction de Sa Majesté & contraires aux Loix fondamentales de ces pays. Fuit desueto à Maître Charles de la Ramer Cure de Fumery de s'en seruir en preuoir à peine de cinq cens Ecu d'amende.*

Pluribus exemplis hanc res confirmari possit, sed usus adeo inueteratus & notus pluribus non indiget. Et tamen erit in ejus commendationem ostendersi hunc usum Belgicum plane conformem esse aliorum Regnum Praxi signanter Gallie, Hispanie & Germanie.

§. IV.

Endem Praxis in Gallia & Hispania viget.

Considerans Remedia aduersus *Censuras* incompetentes attentatas etiam in regno Gallie essentia, notissimum est: imo hunc consuetudinem innotuissimas Ecclesie sue referre non dubium Galli, uti videre est apud Pithius in probationibus libertatis Ecclesie Gallicane, uti expositum inferius: *Monitions & Excommunications de diverses sortes, declares abusives.*

Notatque Fevretius hujus Regni pœdectus pœdectus, *Tractatu de abusa cap. 2. lib. 1. numer. 17. quod forma, qua super appellacionibus tanquam ab abusa, prononciatur, sit. Qu'il a été mal, nullitè & abulivement FULMINE, DECRET & APPOINTÉ que tout ce qui a été fait est CASSE REVOQUE & ANNULLE.*

Multa quidem in hanc rem adduci possunt exempla, verum hoc memorabile unum adducemus, quod dicto Capite 6. referunt n. 2. & 3.

Anno 1626. Episcopus Virdunensis Franciscus Lotharingus (de Lorraine) publicauerat quoddam *Monitionis*, quibus sub pena excommunicationis ipso facto incurrendæ, reparaui monachos comes & singuli, qui, quodquam attentauerant super bonis, edificiis, iuribus jurisdictionis rectoribus, & preuentibus Ecclesiarum, aut Monasteriorum.

Ab his *Monitionibus* Procurator Regius appellat tanquam ab *abusis*: mandauitque Senatus Regius per provisionem, ut dicitur litteris *Monitionis* tanquam indebitæ & contra formas ordinatas subleuallant, presensque Arrellum in locum eorundem *Monitionis* affigatur, ne quis illius ignorantiam præstare queat.

Episcopus hujus Arceus & Afficionis confectus, mox dictum Procuratorem tanquam jurisdictionis & immunitatis Ecclesiasticæ manifestum infractionem, declarauit excommunicationem & Senatum excommunicationis publicauit: inhiens omnibus suis subditis cum dicto procuratore Regio jam *excommunicatus*, communicare sine sua specialis licentia.

Ab hac tunc excommunicationis declaratione appellatum fuit tanquam ab *abusis*: prodigne 13. Februarii 1627. sententia à Senatu Regio in verbis: *Auons casse reuoke & annulle les actes des pretendus MONITIONES & EXCOMMUNICATION, signés François de Lorraine, comme abusifs, scandaleux, remplis d'impies, & faux faits, prejudiciables à l'AUTORITÉ DU ROY, RESPOIT & TRANQUILLITÉ PUBLIQUE, & ordonne que les dites Altes des pretendus MONITIONES & EXCOMMUNICATION, soient lacées & brulées en la place publique de cette Ville par l'execution de la hant justice & que si des dites Altes il se trouuoit quelque chose d'écrit & mis en registres & Griffe de l'Archeuêque, il en sera tire & alle en tellement rayé & biffé que rien n'en puisse paraître, OUSTRE LESDIT AVEIR: aduons fait & faisons inhibitions & defences à toutes personnes, de quelque qualite & condition qu'elles soient, de retenir aucun copie des dites Altes de pretendus MONITIONES & excommunication, ainsi leur assignées de les apporter perdorez nous, sous quatre heures apres la promission du present Arreel, pour autres vtiutues; mesmes à tous Curés, Prieurs & autres Ecclesiastiques de les recevoir, publier, en souffrir publier, sous peine d'estre puni comme CRIMINELS DE LEZ MAJESTÉ.*

Ex his elucet, etiam Regio Gallie Senatus cassare & annullare Ad prædicta excommunicationis alterius *Censura* attentata per absum jurisdictionis Ecclesiasticæ, in præjudicium Regis authoritatis, pacis, et tranquillitatis publicæ, ne eorundem Actorum illa superius memoria aut eorum ulla habeant ratio.

Quod Hispaniam tinet, meretur hic notari, quod prefatus Fevretius lib. 2. c. 2. n. 16. referre & Francisco Salgado de hujus Regni Praxi, dum recurrent ad Regem *Censuris* Ecclesiasticis efficiuntur; quam enim Praxi Gallie conuenit ibidem testatur: *Il praigne aussi en Espagne, inque, que de l'insti qu'on s'est pouruoir par Recours au Conseil du Roi: le Juge ou le Commissaire inparies pour l'execution des Re. scriptes Apostoliques ne peuvent plus passer outre, à ins doivent delecter à l'opposition, ou à l'appel, just qu'à ce que le Conseil du Roi ait ternu ou renouvoie la cause.*

Que s'ils entreprennent au preiudice de l'instance de passer outre à quelque execution verbale ou reale, le Conseil casse cette procedure comme faite par arren: même ce cas que le demandeur eut obtenu à la Rote des lettres excommunicationis, apres le Recours fait me contremant clause d'excommunication, contre ceux qui voudroient empêcher l'execution des Relictes Pontificaux.

Les Juges Royaux d'Espagne n'y ont point d'égard.

CAPUT VI.

De immiffione in Ecclefiasticorum temporalia.

§. I.

Principi cautela in Ecclefiasticis potestates.

Postquam egimus de iudicis potestatis, itemque de Remedio casibus, reliquum est ut nunc agamus de malis immiffione vel etiam confusione sui immiffione in Ecclefiasticorum temporalia, quando excessus & abusus id postulare: quo remedio Principes ejusque Consilia, Judicata sua adversus superiorem & Judicum Ecclefiasticorum secularem, debent mandare executioni, eorum vim cohibent, ac una eos in Officio atque iura legitimos iustitie limites continent.

Quo Rex hac potestate coadjuva in Ecclefiasticos potestates, nullum est dubium, & naturaliter est necessarium sequitur ex his quae supra cap. 1. latius deducta sunt.

Cum enim ibidem ostensum sit, Principes ad hoc a Deo positos ut subditos, praesertim Clericos, tanquam infirmiores, adversus vim & violentiam potenter vindicent ac protegant, signanter, dum hac ab ipsis superioribus & Judicibus Ecclefiasticis infirmitas, ut ita tranquillam ac quietam conservent Rempublicam, seu per se loquutus, Principes hac potestate coadjuva polleat.

Violentia etenim & oppressiones praecipue superiorum septimi nequeant nisi validiori manu & potentia timore.

Hinc postquam dixit Apostolus, *Omnes enim adcoque & omnes Civitatem Principibus subijci, mori oportet. Nunciam sum causa ad idum porat, Deum Adversus est, venox in iram ei qui malum agit.*

Hanc potestatem in Principibus Ecclefiasticis etiam semper agoovit, dum eos *potest Ecclefiasticos culpales, Canonumque vindicta, Fidei arduitate defendere, Ecclesia Tutari, Proprietates ac Praestituras conservare* appellat, ejusque oculos serio poce Regiam potestatem ipsi maxime ad Ecclesiam erigendum esse collatam, ut auster neccitatis comprehendit, & "quae bene sunt statuta defendant, & vitam pacem his quae sunt turbata restituant." Quia enim ratione *assus nefarios* comprehendit quae bene sunt, statuta defendunt, verum patem his quae sunt turbata restituit; nulli glorio suo potestate coadjuva in defensum Gloriam Dei Ecclesiae divinitus ordinata.

Hinc jampridem quatuor Provinciarum Episcopi in Concilio Parisiensi relicto apud Gratianum *Capit. 20. caus. 23. qu. 5. an. Ray. laus Regis potestatem ad auctoritatem meminere.* "Principes seculi, inquit, ponuntquam intra Ecclesiam potestates adeque culmina tenent, ut per eandem potestatem disciplinam Ecclefiasticam muniant. Ceterum intra Ecclesiam potestatis necessarium non est, nisi ut quod non praevalat sacerdos efficere per doctrinae sermonem, potestatem hoc impleat per disciplinam terrenam. Saepe per regnum terrenum, ecclesiae regnum proficit, ut qui intra Ecclesiam positi contra fidem & disciplinam Ecclesiae agunt, respectu principum contrahantur, ipsaque potestatem, quam Ecclesiae humilitas exerceat non praevalat, ceruorum superiorem potestatem principales imponat: & ut venerationis meritis, virtutem potestatis imperat,

§. II.

Principes hac cautela praestare semper se sunt.

Principes hac Divina veniens potestatem, ab omni tempore, quo, exacta Canonum Legumque custodia, penas adversus infidelitatem, etiam Clericos, decernerent: ut ita pacem & tranquillitatem publicam Ecclesiae & Republicae mantinentes, quae ab inviolata Canonum, Legumque observantia omnino dependet, hujus rei exempla iocumeta exhibet Codex Justinianus de nominatione l. 4. Anst. Presbyteri Auct. Interdictum & l. 1. de Summa Trinitate, item l. 3. de Episcopali Audientia & l. 2. Ne Sanctum Episcopus iteretur.

Et

an contraire ils sont fait & les porteurs des Bulles, les privés de leurs temporalités, s'ils sont bénéficiaires, ou s'ils sont laïques, les condamnes en des gross amandes ou bien les bannissent des Etats du Roy d'Espagne, s'ils se rendent contumaces, non cessent canonica excois debent & pena, L. Reliquis sine depreu. approuvent enim violentiam, commendat Salgado cap. 20 p. 3. n. 37. quia rex per contumaciam jurisdictionis illuogit, et senatus auctoritati obtemperat.

Ex par ainsi le Juge Ecclesiastique en Espagne, ayant les mains liées, prendent Recuso tout ce qu'il fait, est mut & les excommuniés per hujusmodi litteras excois pro non excommunicatis, n. habentur comme l'assure le même Salgado.

§. V.

Confermis est Praxis Germaniae.

Eandem Praxim eodemque nam etiam, vigere in Germania evincunt exempla illustria Augustissimum Imperatorem Josephi I. Gloriosae memoriae & Caroli VI. fideliter regnantis.

Anno 1707, die 27. Julii Clemens XI. edidit Bullam aliquam, qua pretendebat non solum annullare concordiam quandam initam super byssina stationibus Militum Gubernatorum in Ducatu Patinae & Placentiae, verum etiam confirmare seu publicare Ecclesiasticas Censuras Sedi Apostolicae reservatas, contra Censuras Ministros, Commissarios, Milites &c.

Imperator Josephus I. adiens hanc Bullam non ad defendendum hereditatem Domini, sed ad iura Imperialia super Ducatum Parmae ac Placentiae porro usurpanda tendere, sequi a Legi divina & humana, nulla ratione, Gentium iura & alia iustitia pietatisque principum momenti ad suorum ut imperii iurum de finitionem, non dubitavit, habere, tamcoprios, Consiliorum suorum arcana omniaque Consilia Imperialia Aulicis servatis, consilii etiam extraneis Praesentibus Theologis, Canonum & Legum Civilium Peritis, pro suorum atque imperii iurum tutela, per Diploma Vienne datum 16. Junii 1708, solemnissime praestam Bullam Pontificiam cassare, annullare, abire, irritam & inane decernere, usque in habere omniaque ad iuram Ecclesiasticam ac secularibus iuris & Imperii Praesentibus, Ministris ac subditis, sub praesentibus, itaque, nostra & Imperii indignatione, omniaque honorum confiscatione, corporumque pena quam rationem epi. quod in addita scriptis (eodem Bulla) continetur, in ulla re habeant; sed displicite mandamus, ac nostri possit & ordinationibus constanter & debite parere, dum vicissim praestent nostram clementiamque Casarem fideliter ac obediens imperii non intermettemus. Habebis sub litte T.

Cum interregni tempore sex Doctores Ecclesiastici Facultatis Iuridicae Coloniae contra ius & sua & incompetentes Recursum instituere attentassent ad Dominum Nuncium Coloniae nunc Cardinalem Bulli, adversus paulo ante electum Detinens, Doctorem Galpazem Josephum Huggen ab eoque Imperatorem Decretum quodam comminatur & excois excommunicationis adversus eundem: S. Caesarem & Catholicam suam Majestatem post solam Imperatorem concordiam, ex iuris Consiliorumque Imperatorem praescripto, Decretum praesentibus excommunicationibus, ut per se nulla & invalida, canavit, annullavit, abire, nullaque de claretur: ac in super memoratum huius Bullam Ecclesiasticam universis temporalibus redditus in formam TEMERARIUM RECURSUS sequi iussit. Per Mandatum Vienne laus 31. Januarii 1713. habetur sub litte V.

Tunc Principis exemplo, ex cuius auctoritate & nomine Senatus Belgicus nunc scilicet ius dicunt & iustitiam administrant, in huius iuris praxi & exercitio confirmari debent idem Senatus; itemque extimolati ad facile & benigne oppressos subditos adversus Casum illegitimus potenter protegendum.

Et ut nihil dicamus de alijs, quæ ex codice Theodosiano, atque ex historia live sacra live profana adduci possent: idem quoad Belgium nostrum testatur Edicta nostrorum Principum, ac signatur die 12. Septembris 1485. die 30. Maii 1497. die 1. Augusti 1517. Julii die 31. 1516.

Ac quidem illud die 1. Augusti 1517. p[ro] inviolabili ejus obsequia continet verba: *En contrainchant & faisant contraindre à l'entretenement & observation d'icelle Ordonnance, les Evêques, Officiars, Seigneurs, Scribes, Præmiers & autres Officiers des Cours spirituelles.... par jussifment & mise en notre main de leurs loix temporelles: & par toutes voyes d'iceux & assignementes.*

Notanda est ratio quam Carolus V. æternæ memoriæ in prædicatione suo Edicto die 17. Julii 1516. allegat, qua se motum dicit, hoc Edicto providere, p[ro]p[ri]is causis, inter cetera, adversus vehementes quosdam declamatores Monachos alioque, qui e suggesta occasione Lutherana & aliarum hæresium inconsiderate deblatrabant: nempe, quod ipsi ad honorem & laudem Dei Omnipotentis specialiter incohibent, mancipant: S. Fidem, Statuta, & Ordinationes Sanctæ Ecclesiæ Romanæ: seu in eorum obsequia suos contravenit subditos.

Eadem Regalis Auctoritas & potestas apparuit in Literis Regis pro eisdem Concilii Tridentini executione & Episcopos & Senatus Belgicus datus 24. Julii 1563. his etenim hæc duo caverunt, primo ut dicti Senatus advenirent & attendant non solum sur les Scribes, mais aussi si les gens n'obéissent pas à ce qu'on en fait en leur Office, selon les canons & decretis du St. Concile. 2. Quod si contingat ipsos Archiepiscopos, Episcopos, ceterosque Ecclesiasticos mone-ri suo deesse adimplendi præscripta dicorum Canonum & Decretorum: eos potestate Regia ad id compellendos, seu per saisissement de leur temporalité, ou par telle autre voie d'iceux & raisonnable que sera tenue aux cas apparoir.

§. III.

Hæc Principis potestas sibi etiam extendit ad Censuras Ecclesiasticas.

Cum communis tranquillitas nonquam periculosa hæreticis perturbetur quam per præcipies Censuras, aut Ecclesiasticas, pro dominandi libidine, nonnunquam leviter & inconsiderate infligunt: non ut defendant hereditatem Domini, aut indisciplinatos corrigant, sed ut jura Regia invadant, supremam potestatem violant, viros bonos vi opprimant, etiam remedia humanitatis in eorum temporalia, aliisque pen- nis coactivis Principes eorumque Consilia uti sunt, ut hunc abutuntur compellant: Judicet Ecclesiasticos inopediendo ad ejusmodi Censuras præcipies convolvat, vel etiam ipsos præcipiendo ut nullius lacus revocent, ac les proprium scilicet, in temeritatis poenam de- stituant ac castent.

Lacum est Principi (inquit Joannes Parisiensis) ad- viciu gladii spiritualis repellere ut modo quo potest etiam per gladium materiale, præcipue ubi usus gladii spiritalis vergit in malum Republicæ, cuius cura Regi incumbit, aliter enim gladium sine causa portat. Tractatu de potest. Reg. & Pap. c. 11. ad 37.

Necque tenet etiam plures elucidae opes est: ad quid enim utilis esset adversus violentas censuras ad Principem Recursus, si hoc non polleret potestate? Si hujusmodi poenarum comminatio (inquit Innocen- tius Salgado) Principi permittitur non fuisse: inanis foret Regis recursum invocatio, quia raro aut nunquam de- sideret Judex a semel illata violentia. In Tractat. de Præst. Reg. Epil. Præm. Verum hoc jura Regum per- petua p[ro]p[ri]a conservatorem obediens.

§. IV.

De Prævi Belgici.

Judicet Reges hæc Auctoritatem ad omni memoria in Belgio usque, ut Censuras impedire possint vel ad revocandum coherere sceleratissimos remedia sum- missis in eorum temporalia, quod vixit & abusus id possunt, jam plus quam a seculo testati sunt Senatus ac Magistratus Belgici in Amotatis ad Sess. 25. Conc. Triad. Caput 3. de Reform. que com- pendio exhibet Antonius Adelmus in Tubolianum Bel- gico cap. 32. nec non vir ille undequaque maximus Pe- trus Stockmans in juve Belgarum.

Testator etiam Berthrandus Loth Dominicanus apud Duacenses Doctor Theologus in Resolutionibus Belgicis Tract. 1. art. 9. n. 16. quod Athetici ad eundem Con- ciliū Tridentinū locum, in sua consultatione innovant, quod iudices laici p[ro]p[ri]is arrestis nova tempora- lia Episcoporum & generaliter omnium iudicum, officio- rum, & personarum Ecclesiasticarum, censuræ dig- nitatis, conditionis furoris ad impediendas eorum CENSURAS, INTERDICTA, ET EXCOMMUNICATIONIS, & REVOCANDAS illas, quæ per ipsos declarata & execu- tioni mandata fuerant, quando ipsi laici iudices, id ex- pedire iudicaverint.

Quamquam nihil magis authenticum adferri possit, quo antiquissimus ille ac consensus, nec non omni vindicandi interpres Confessorum zelus comprobetur: et tamen est pro conservandis hæc perpetui alios quondam exempla domesticare, quæ absolute Con- cilio Tridentino congruit, ut ita elucet, cum usum etiam possit illud Concilium pervenerit ac conservatum fuisse seculo.

Anno 1618. quædam Anna de Bille ejusque Frater, proles Caroli de Bille, literas Memorialiter cum clau- sula sua posita EXCOMMUNICATIONIS ad finem revela- tionis (quæsum commisit Concilium Tridentinum Sess. 25. cap. 3. de Reform.) impetraverat in Civitate Romana easque Officiali Archiepiscopi Mechliniensis 31. Apri- lis ejusdem anni, per Parochos & Concionatores in Civitate Bruzelli publicas fecerat.

Cum autem hujusmodi Literæ Memorialiter nec an- te, nec post Concilium Tridentinum hic fuissent recep- tæ, easque Officiali publicari mandasset sine prævio Placito Regis: indigne ad instantiam Officiali Fiscalis ex- positum fuerunt per Concilium Brabantie die 5. Maii Con- siliales scilicet executionis & publicationis dictarum literarum Admonitionum; inquantumque expresse & le- viter inter ceteros Officiali Mechlinienses, Pirkani, Passoribus & Vice-Passoribus, qui præfatum Bullam & Mandatum publicarent, sub gravibus multis, etiam in- jectis manus in temporalia bona: ut præfatum Man- datum dicti Officiali ac subsecutus publicationem ejus- dem & quicquid inde dependet, suis sumptibus domus & interesse cassent, revocent & annullent, sique ca- veant a similibus impetitionibus attentandis sub gravibus poenis.

Quibus peractis, Interducentis Apostolicis iussu Con- siliarium & Procuratorem Generalem Brabantinum, qui dictas Censuras impetraverat, literis suis, die 28. Ju- nii 1628. affixis ad valvas Ecclesiarum 30. seque, ci- rati infra eorum biduum coram Auditore suo, ad hi- dem descendendum præfatum Censuræ & probandum quod non incidit in Excommunicationem. Alias contra ipsam pronuntiandum Decretum Excommunicationis, illudque in forma publicandum.

Quod inaudium attentandum cum directè offenderet tum supremam Principis & ipsius Brabantie Senatus auctoritatem, tum Præviæ & Patris confederationis, præmemoratus Consiliarium ac Procurator Generalis 3. Iulii a Brabantie Senatu perit ac obviavit Literæ Censorias dictæ citationis ac affectionis cum omnibus in- de ferri ac ferri: ad omni præfati Domini Inter- ducentis, ejus Auditoris, dicti etiam Officiali, aliorum- que omnium Ecclesiasticorum: cum literis injunctis manus in bona eorum temporalia. Binn hæc Literæ Cal- sationis extant in Appendice Monumentorum Tractat- uis nostri Depromissionis Legum Ecclesiasticarum.

Anno 1651. intendebat Archiepiscopus Bistoniensis pro- cedere ad executionem eujusdam sententia: Excommuni- cationis.

caution, quæ ei demandata erat per Auditores Generales Camera Apollonica, idque ad indebitum instantiam Henrici Orthevin.

Archidux Leopoldus, tum Belgii Governor, hujus rei habita certa informatione, à Senatu Dolano, literas scripsit ad memoratum Archi Episcopum, à fin qu'il tienne en état & surseant l'exécution de la sentence d'excommunication, dont il seroit chargé par l'Auditeur general de la Chambre Apostolique.

Cumque Archidux timeret, ne eo non obstante si quis Henricus Orthevin præfatum sententiam excommunicationis executionem ingereret, vel etiam ipse Archi Episcopus Belontinus ad præfatum executionem ultro proflueret, dictum Senatorem de ea re ætius reddidit per literas die 9. Octobris 1653. ac unum in sequiorem casum monuit: Si avant qu'il (Henri Orthevin) ne cesse, vous puissiez faire son bien & les reliques de sa prébende, étant de votre ressort, memes proceder à la vente d'iceux, comme cassé en cas que le dit Archevêque persisterait de ne vouloir surseoir la dite execution, de proceder au saisissement des biens de son Evêché. Habemus hæc litteras sub X.

Atque ex his, quæ supra c. 3. §. 6. relata sunt, patet, Concilium Fludente m. 1666. archi intercessisse Episcopo Iprensi, ne in præjudicium influant ad Regem recusant & propositæ recusatōis procederet ad excommunicationem suspensionem à divinis sub pena decretorum canonum canonum. Cumque hæc intercessio non obstante Episcopus ad suspensionem proflisset, præfatum Concilium per Decretum ad. Martii 1668. dictæ Censuræ effectum suspendit, iterumque Paguli inuoluit, ne quid ulterius attentaret, sub pena, quod tamquam auctoritas temporaria in usus inderetur.

Uque ad hæc tempora propius accedamus, præfatus Brabantie Senatus per sententiam suam 27. Octobris 1707. manutentens Pastorem Sanctæ Catharinæ in urbe Bruxellensi, in pacifica possessione sui Pastoris communem respectum adveniens violentiam ac præscriptam suspensionem à functionibus Pastoralibus per D. Archi Episcopum Mechinensem nullo servato iuris ordine via facti indicium.

Atque ob Archi Episcopi resistendum, pro executione hujus sententiae, arresta in preventum Episcopales vigore ejusdem sententiae, nec non specialis Senatus facultas, fuerant injecta.

Archi Episcopus horum habita notitia, ad omnes dictos Pastores emissit litteras Monitionales, quibus ipsi districte precipi, ut præfatum sententiam tanquam invalidam & irritam haberent, nec unum ejusdem sententiae ullum adhuc committeret: deinde ut dicta arresta à postea laici in preventum Archi Episcopales injecta levati curret: deinceps ut formativo Alexandri VII. jura Clementinam Pœnam Divini subsecro (quævis hætenus nullatenus placitata) subscrisit, idque intra novem dies sub pena Excommunicationis ex tunc pro tunc incurrendæ.

Brabantie Senatus censens, hujusmodi attentatum novum esse inventionem, quæ de prerogative Regis, & Consistorii Auctoritatis, & subditorum Jura, funditus ad Ecclesiasticorum arbitrium, converterentur ac tollerentur: ne dictæ Patriæ Legibus, & libertatibus, nec non publicæ quieti adversum: 24. Februarii 1708. Decretum ad instantiam Procuratoris Regii tulit, in verbis: "Ordonnons à l'Archevêque de casser & annuller la dite Menzione de tout ce qui en pourroit suivre, & d'en faire apparaitre endans trois jours à peine de prison ultérieure, & sans prejudice de ce, interdisons à tous nos sujets de tel état & condition qu'ils puissent être, Ecclesiastiques ou laïques, de publier, faire ou laisser publier la dite Censure commise en aucune manière, directement ou indirectement. Défendons aussi à nos sujets de selectis ou condition qu'ils puissent être, Ecclesiastiques ou laïques, d'obéir à la dite Censure commise, & à ce qui pourroit en suivre d'y deférer ou d'y avoir égard en aucune manière, à peine que les contrevenans à l'une de toutes ces choses seront punis comme infracteurs de nos droits & honneurs, & perturbateurs du repos public. Déclarons que les Supérieurs de tous les Ordres & tous autres devont être responsables pour la contravention de ceux qui leur sont soumis."

Van Elpen, Pars V.

Illud in hac causa attendi meretur, quod Brabantie Senatus ob rei gravitatem, quæ efficacia Archi Episcopi non sifficeret ac paci publicæ prospiceret, consensum duxerit, tum Concilium Status eorumque ad regionem Belgii, tum Status Brabantie de iis per literas reddere certiores.

Ad quas nomine Regis telepsit Concilium Status: Nous avons reçu & vu ce matin, ce que vous nous avez écrit par votre lettre d'hier au sujet de la requête, qui vous a été présentée par Notre Procureur General de la mainien de notre Autorité & de votre juridiction, au sujet de monition & commination d'excommunication de l'Archevêque contre le Pasteur de Sainte Catherine van de Nefse, nous vous dirons, que vous pourrez en user comme vous & les autres nos Conseillers sont accoutumés, de faire en tels & pareils cas.

Statum autem Brabantie Deputati ita responderunt: Nous ne pouvons manquer de vous faire savoir, que comme les Seigneurs & Etats (de Brabant) ont toujours combattu avec zèle & à toutes forces pour la mainien des loix fondamentales des immunités & des privilèges de ce Pais contre les entreprises desirables & induits de la juridiction Ecclesiastique & autres, Nous sommes bien aises de voir, que vous en avez fait de même de votre côté, nous assurons que Nous y donnerons la main de tout notre pouvoir.

Ex quibus elucet hanc Brabantie Senatus agendi rationem, tum à Belgii Moderatoribus, tum à Patriæ Praetibus (ad quoque & ab ipso Statu Ecclesiastico) multum inesse commendatam ac romprobantem.

His addere lubet exemplum novissimum Magni Mechinensis Concilii. Archidicamus Faminensis plane incompetentem ad instantiam Pastoris Oppidi Fumencensis intemperate excommunicans Magistratum ejusdem Oppidi occasione contentiosis inter ipsos extortit super proprietate domus à Pastore inhabitatae ejusque appendicium: idque notorie in formalem contemptum, & vilipendium superius auctoritatis ac jurisdictionis suæ Majestatis, nec non Legum fundamentalium Patriæ, ne latius exponimus in Decreto sub littera Y quod ad instantiam Procuratoris Regii tollit 29. Julii 1728. præfatum Magnum Concilium, quo decernitur in verbis.

Le tout quoy considérant & rapport fait, les Chanceliers assembles la Cour declare les lettres monitionales & decret d'excommunication du 21. Novembre 1721. cy mentionnées & tout ce qui est ensuivi, nulles & de nulle valeur, incompetentement decretées, attentatoires à la juridiction de sa Majesté & contraires aux loix fondamentales de ce Pays: fait défense à Maître Charles de la Ramée Curé de Fumay de s'en servir en prevocal à peine de cinq cens sous d'amende, luy ordonne de le faire retraiter endans le mois, & de faire consister aux Conseillers Efficax de l'avoir ainsi effacé, pendans le dit terme, à peine d'ulterior provision, Ordonne que cette soit levée, public & affiché au dit Fumay & Revin; accorde au Remontrant lettres d'adjournement personnel à charge du dit Curé avec clause d'annotation & suspension de son temporel.

§. V.

Conformis est praxis Germanica.

Germaniam eodem jure uti quo Belgium, satis evincunt exempla illius Augustissimum Imperatorem Josephi, & Caroli VI. quæ supra cap. §. 3. reluximus.

In Priori enim videmus Augustissimum Imperatorem Josephum inibentem omnibus, & singulis Ecclesiasticis... sub gravissima ipsius, & Imperii indignatione, omnium bonorum confiscatione corporaliq. poena, ne quum taliorum Ecclesiasticorum Conventuum Sedi Apostolicæ referantur in illa re habeant.

In altero Clementissimus Dominus Rex nostræ Imperatoris feliciter regnans Decreta quædam excommunicationis apparet ex fa nulla & invalida cassæ.

Sic Dilectum Ecclesiasticorum Facultatis Juridicæ Colonienis, UNIVERSITATES TEMPORALES REBUS ad penam temerarii recessus ad Nuncium Colonienis instanti sequistrari jubent.

De religio isdem... præcipit & injungit, quod illa omnia coram dicto... Nuncio produbia repetant, & una cum Decretis hujus casus inde emanatis retractari faciant... fin fieur, COMMUNATA POSITA, cum debito rigore contra ipsos ad executionem deducatur.

§. VI.

Idem usus viget in Regno Gallie.

Allorem Pragm conformem esse huic Belgarum & Germanorum usui, notius est quam ut probari debeat. E tamen etiam ex innumeri exemplis, passim commemorare.

Joannes de Quirne Presbyter obtinuerat in Curia Romana quasdam memoriales & Censuras adversus Franciscum Charnolus Presbyterum Canonico Collegiæ Sancti Andream, easque exequi invenerat per quendam curiosum & executores Presbyterum eandem Censuram idque contra præscripta Pragmaticæ Sanctionis, Regiarum ordinationum & libertatum Ecclesiæ Gallicanæ.

Ab his omnibus tanquam ab abso appellat dictus Charnolus ad Regium Parlamentum, a quo die 27. Augusti 1502. prodit sententia, qua declaratur: *Qu'il a esté mal fait, procede & fulmine, admoneste & inhibe*: ac una inquirunt, tam ei qui has Censuras obtinuerat, quam qui eas executioni mandavit, a *faire cesser*, revocare & annullare *les dits Censures, monitions & fulminations & tout ce qui en est ensuyvy*; & *faire bailler l'absolution à leurs propres coustz* & darenz, *sont au dits Appellans, qu'au Doyens, Prevosts, Chanoines, & Chapitre de la dite Eglise S. Omer, & tous autres qu'il apparviendra & qui pourrout estre compris esdits monitions, fulminations & Censures & d'en certifier la dite Cour dedans le lendemain de la S. Martin.*

Cumque postulat Charnolus, adversus quem dictæ Censuræ fuerant executioni datæ, antea obtinuerat sententiam manentem pro dicto Canonico Sancti Andream, etiam, eadem sententia, mandatur *Jourz et user la dit Charnolus appellans, des dits Chanoines & Prevosts, fraits & revenus d'iceux, selon la sentence de maintenue par lui obtenue contre le dit Du Quirne le vingt neufiesme Avril l'an mil cinq cens.*

Et autre fois la Cour desjtes aux dits Prevosts, Doyens, Chanoines & Chapitre, de non obtempere aux dits Censures & fulminations, & de ne cesser le Divin service sous un au moyen d'icelles. Annotatur sententia sub lit. Z. quæ etiam erat in prohibitionibus libertatum Ecclesiæ Gallicanæ caput 6. num. 8. folio mibi 202.

Anno 1503. legimus Septembris similis latam sententiam in favorem Jacobi Damentieri Præpositi ac Canonici S. Justi Lugdunensis & Regii Procuratoris Generalis ei juncti, appellantium a quibusdam citationibus, interdictis, fulminationibus aliisque Censuris Ecclesiasticis, per quendam Petrum Filialis Presbyterum impetratis, executioni datæ ac publicatis.

Quæ sententia Curia declarat: *Qu'il a esté mal & absolement fait & procede aux dits citations, fulminations, publications, & Censures, ne ulterius condemnat dictum Filialis Presbyterum à les faire Cesser, revocare & annuller à ses propres coustz & depens, & de ce avoir fait, certifier la dite Cour.*

Et sans desjtes faitz au dits (Filiolier) & tous autres qu'il apparviendra, sur peines de cens marcs d'or à appiquer au Roy, de ne seyr aider ne user d'assistance de telles Censures, fulminations ne autres contraires & derogans aux S. S. Decrets & ordonnances Romaines & aux Prevosts, & Chapitre de la dite Eglise de S. Just de n'y avoir ne obtempere, & leur sera fait commandement par le dit Sene, & la dite Cour, aux peines que dessus de perserver & souffrir le dit Damentieri assister au Divin service & autres altes & droitz qui lui apparviennent à cause de ses dits prevosts & prevosts & c. Annotatur sententia sub AA. & erat dicto loco n. 9. fol. 203.

Anno 1645. Archiepiscopus Burdigalensis extornnaverat Juratos oppidi S. Macarii, causa obedientie Regi & Justitie per eos petente, nec non quendam

Regium Apparitores: ac una Oppidum interdicto Ecclesiastico supplicauerat, injungeretur Vicario perpetuo Sacelli S. Macarii, ubi de more Missæ Parochialis celebraretur, ut SS. Sacramentum extra Oppidum ad Ecclesiam Minoritarum transiret.

Ab his omnibus tanquam ab abso appellatum fuit ad Parlamentum Badigaleuse, quod, audito Regio Procuratore Generali, tulit 20. Martii 1645. Arrestum in verbis: *La Cour a ordonne & ordonne que sur les dits appellations comme d'abus, les parties viendront plaider au premier jour, & que dans trois jours apres la signification du present Arrest, le dit Archevesque de Bordeaux donnera l'Absolution ad cautelam, aux denonnez, & compris dans son Ordonnance du dit jour neanmoins du present mois, levera la suspension & interdix porte par icelle, & en cas de refus y sera CONTRAINT PAR SAISIE DE SON TEMPORAL, & pour ce par la Cour, ainsi qu'il apparviendra.*

Quarta subsequenti mensis Aprilis Parliamentum ad instantiam juratorum dicti oppidi & perfracti Apparitoris Regii, illud Arrestum tulit, in verbis: *La Cour a ordonne & ordonne de l'entente du dit Défendeur (l' Archevesque de Bordeaux) & pour le profit d'icellui a declarer & declarer qu'il a esté mal, nullement & absolement procede en la citation, interdix & excommunication, dont est question, a ordonne & ordonne, que dans trois jours le dit Défendeur ou en son absence ses Vicaires Generaux, cesseront, revocqueront & annulleront le mandement de la citation, le dit interdix & excommunication; autrement de à faute de ce faire dans le dit delay, & icelluy passe, IL Y SERONT CONTRAINTS PAR SAISIE DE LEUR TEMPORAL, & autrement procede ainsi qu'il apparviendra.*

Undecima autem ejusdem mensis Aprilis prælatum Arrestum confirmatum fuit, injunctumque Vicario perpetuo S. Macarii, ut *fructibus Pastoralis exerceat in dicto Oppido S. Macarii & ad Altare Parochiale S. Macarii in Ecclesia S. Salvatoris, decretumque quod ad hæc consuetudinem immensum in usus bona temporalia ac aliis mediis opportunis prore Curia judicaret expedire, ac una permillum ut pacifice Arrestum, una cum præfato Arresto de 4. Aprilis ad loca publica affigetur.* Annotatur hæc sub BB. & erat dicto loco num. 23. fol. 221.

Hic repetere jure sententiam memorabilem latam adversus Franciscum a Lorhararinga Episcopum Viennensem anno 1626. de qua Inferiori Capite, §. 4. commemoravimus: ubi enim Senatus Regius cavillavit, & annullavit quendam excommunicationem per prælatum Episcopum notorie attentatam in prædictum Regiæ auctoritatis ac transgressus publicæ: prosequitur sententia: *Et pour réparation de tel attentat, comme par icelluy FRANÇOIS DE LORHARINGE Evêque de Verdun ordonnans qu'il sera mise sous bonze & sure garde en la ville de Paris, pour satisfaire sa Majesté: & jusque à ce, le revenu de tous ses benefices, & autres biens, mis sous la main du Roy, & regle par Commisaires, comme aussi tous les offices de temporal de l'Evêché & Comte de Verdun, & autres benefices, seront extorts, sous la main du Roy selon la forme qu'il sera par Nous ordonne; Condamnons le dit François de Lorraine Evêque de Verdun à dix mil livres d'amende envers la dite Majesté.*

§. VII.

Usus Regni Hispania conformis est.

Hispaniam hoc etiam jure uti, testes inter ceteros sunt nominatissimus Franciscus Salgado & celebrissimus Covarruvias: prior in elaborato suo Tractatu *De prohibitionibus Regiæ Episcop. prom.* ubi enim movit recte recurri ad Protectionem Regiam adversus Judicem Ecclesiasticum, qui *violenter Censuras* sententiam suam inique coarctat exequi adversus appellatorem interposuisset, tum, inquit (ubi Senatores de vi cognoverint) expeditur provicium, quam *Judex Ecclæ* *supplicio* innotatam statim prout jaces adimplet, & « obediunt cunctis eum effectu non verbaliter tantummodo »

expeditis oppressis secunda jussio cum comminatione
amissionis, origini & honorum temporalium, quae con-
minatio & mulctae exequitur in eum; si ulterius pro-
teritis fuerit & inobediens: cum Ecclesiastici terentur
omnia obtemperare Mandatis Principum. Quod si
hujusmodi panarum comminatione Principi permitta non
fuit, inutilis foret Regi Recursus invocatio, quia
tunc, non nunquam desisteret Juxta a semel illata
violenia.

Alter qui de fuit Episcopus Segoviensis ep. cap. 35. n. 3.
agens de penis quibus Judices Ecclesiastici constringun-
tur, dum ad de Confors subditos opprimunt, ac ab eis
interfenda cessare compelluntur: ait, "Adversus Cleri-
cos & Ecclesiasticos Judices illa est frequentissima
pene commissio, quod fit ad amissionem rerum tem-
poralium quas obtinent in his Regnis, & deinde
quod censuram extranei ad eisdem.

Quod si quis, ut monet ibidem, contendat a Principi-
bus secularibus hanc tollere potestatem, statim non quod
sola experientia experimento manifestissimo, quantum
salutatis Republicae invocatur.

Hec nec foretque ipsa (inquit ibidem Covarruvias) non
solum in his Castellanis Regis Hispaniarum Diocesis
& Principatibus, sed & apud Gallos, aliisque Christianis
Republicas seculares Principes ipsi recipiunt.

Atque ita ex deductis hoc Capite manifestum evadit
Judices Regios jampidem ubiqueque fuisse remedia im-
missionis Ecclesiasticarum bonae temporalis auctoritatis co-
activis, dum excessus & abusus id postulat: idque vel
ad impedienda eorum Confors vel ad interdicendum de
effectum, ut si jampidem essent, nulla eorum in illa
te habetur ratio: vel etiam ut illosmet constringant,
Confors hanc (quamvis in se nullas & cassas) in temerari-
tatem panam causare & annullare, ac ita proprium factum
deservire, quo magis recipiuntur, ne quid hujusmodi
attentum impoierent. Quod in Geni d. Episcopi (inquit
Superius Brabantia Senatus in Consilio circa negotium
Pallores S. Catharinae Braxillii) se sine amissionis & for-
passer les honores de leur autorité: les Princes & leurs
Conseils d'ont pas seulement cassé & annulé leurs
Confors, mais ils ont aussi obligés de les renvoyer &
exerter eux mêmes par suite de leur temporal & autres vo-
lontés de contraindre plus rigoureuses ainsi que les Evêques
de toutes les Nations Catholiques renvoyant par plu-
sieurs exemples.

§. VIII.

Non refragatur Synodus Tridentina iis que hoc
capite asserta sunt.

Quod Synodus Tridentina habet Reg. 25. c. 3. de Re-
for. nequaquam adversatur iis que superius deducimus;
verba sunt: Neque sit seculari cultibus magistrati-
bus prohibere Ecclesiastico Judici, ne quem excommuni-
cet, aut mandare ut istam excommunicationem revocet
sub praetextu, quod contenta in praesenti Decreto non sint
observata: cum non ad seculares, sed ad Ecclesiasticos hac
significatio pertinet.

Quia ut recte monet Franciscus Salg. Praef. 5. n. 226.
Substantia verborum generalitate non est comprehendendum
tam subinde specialium, & charitativum subsidium, mis-
eris, & oppressis specialiter a jure Canonico ex ratione
& principis juris naturalis & divini permissum, lingua
immemorialis confirmatum, juxta quod cum Tridentinum
nobis specialiter inducat, sed generaliter potius disponat,
hanc limitationem a jure antiquo debet accipere.

Et non. 231. Cum Concilium Tridentinum generaliter
loquatur, nullo modo intelligitur nec disponit de hoc spe-
cialissimo juris remedium & recurso, nec talis deservit
fidelitas, omni jure Principi competens comprehenditur sub
sola Decreto. Quod molli citius auctoribus latius pec-
sequitur.

Sic etiam Hieronymus de Cavallos tom. 2. qu. praef.
qu. 897. observat, quod praesum Tridentini Decreto-
rum non obtineat, quando Juxta secularis cognoscitur per
viam violentiam in casu legis Regni: quia tunc de jure, &
consequenter talis cognitio pertinet ad Judices Regios &
illud dicitur proprium officium Regis jure naturali con-
cessum.

Cetero cum Judices Ecclesiastici tam intolerabiliter vi
& Confors non raro subditos opprimant, atque Prin-
cipi Effors, Pars VII.

ceps omni jure divina & naturali tentantur oppressos pro-
tegere, nequaquam confensum est Concilium Tridenti-
num vel cognasse Magistratibus Regis interdicere, qua-
minus violentiam Judicium Ecclesiasticorum Confors publi-
cant, aut ad revocandum cogant.

Hujus rei testem habemus omni exceptione majorem
celeberrimum Covarruviam Episcopum Segoviensem,
qui dicto Concilio, eo ipso tempore interfuisset, & ob
singularem Doctrinam, virumque, ac speciem integritatem
inter alios delectus, ut Reformationis Dignitate
conficeretur, atque in optime de necesse Synodi instru-
tus ac persuasus: hic tamen vir constanter asserit Praef.
qu. cap. 35. n. 3. in verbis: "Illa observatissima est...
postea ab eis, qui a Judicibus Ecclesiasticis vi & Confors
appropinquat, Regios Auditores & Confors, qui
apud Regia Suprema Praetoria litigantibus jura red-
dunt, omnia alia ut non inferant de compellant Ju-
dices Ecclesiasticos ad ea inferenda cessare."

Quod si quis (prosequitur) contendat a Principibus
seculares hanc tollere potestatem, statim non quidem
sola experientia experimento manifestissimo, quantum
salutatis Republicae invocatur.

Quis igitur sibi in animum inducat Synodum Tri-
dentinam praesenti suo Decreto, hanc potestatem voluisse
a Principibus tollere, atque ita Republicae maximam in-
juriolam salutem?

Quod ex eo etiam confirmatur, quod eadem sess. 25.
c. 10. Sancta Synodus Tridentina reddat memores, eos a
Dio confors esse Sanctae fidei Ecclesiasticae Praetores,
adeoque ipsos hortetur, ut ea in officium suum sedulo
praestent: quae cultus Divini devota exerceri & Praetor
energie Clerici in resistendum & officio sui, quiti &
sine impedimento, cum fructu & edificatione populi per-
movere valiant. Id quod certe Principes praestare haud
possent, si ab eis hanc tollere potestatem Synodus voluisset:
ut ex supra dictis plus satis manifestum est.

Non tamen illius Decreti occasione, perjudicium
hinc Regis praestari, contra mentem Synodi ingerere-
tur, Margareta Paternis Belgii Gubernatrix ex com-
muni Magistratus ac Senatus Belgii Consilio, ut eam
illam confervaret, sedulo in Tridentini publicatione
providit praevigilare, ut supra demonstratum est.

Adeo ut, tametsi etiam supposito quod Tridentinum
Regis potestati voluisset derogare, equidem hic in Bel-
gio vim & effectum eandem non haberet. Cum Reforma-
tionis Decreta (quorum praeterea constituit cap. 3.
sess. 25.) hic admittit non fuerint nec publica, nisi salva
in omnibus hac Principis potestate & Auctoritate.

Hinc & post Tridentinum idem usus in hac parte perse-
veravit, ac perpetua praxi usque hodie idem continet
huc observari, ut constat ex toto hoc capite.

Ad rem omnino facit quod Iustus de Marco Archie-
piscopus Parisiensis dicit ex frequentia Majorum circa
Decretum Concilii Lugdunensis in Galia rituum in
collectione libri sexti Decretalium C. Quicquid: quo idem
sermo decretatur, ac praenotat Tridentino Decreto: "Valuerunt (inquit) Decretum quod illas Confors
vel excommunicationes locum habere, quod NULLA
non essent, aut quia a Judice non competentem late, ut
aut alio manifesto vitio NULLA essent, cum Excom-
municationem vires neque nomen abirent, non cal-
sumant in iis speciebus Decreto Concilii Lugdunen-
sis Magistratus Regis deterritos esse ab assertenda
Jurisdictione Regis, si opus esset. Deinde non
capit dicunt non praestare ut resistant Excommuni-
cationi, sed ut ab injuria Regis auctoritati facta cesset."
Iur, unde per consequens Excommunicationis diffusi-
vant. Lib. 4. cap. XIX. De Concordia Sacerdotis & Imperii.

Hinc etiam ex contentis praxi, nequaquam Judices
Regii, cogant Episcopos & Judices Ecclesiasticos, im-
missionem in eorum temporalia aliisque mediis coactivis,
propriis Censuras, annullare, aut revocare: primo
& ante omnia declarant, eas fore nullas & nullius
effectus, incompetentes & via facti attentas, Regia po-
testati, Legibus Patriae, juri publica contrarias, &c. ac tum
demum in consequentium, ob temeritatem poenam,
Cassationem ipsi ordinant.

Plane liberum est Ecclesiasticis sub Regia Protectione continuare Functiones spirituales sui ordinis ac Beneficii, non obstantes Censura, utpote ex se nulla,

§ I.

Censura Ecclesiastica non semper palam & in foro externo sumenda.

Episcopus alioque Superiores Ecclesiasticos, utpote non impeccabiles, POTESTATE TYRANNICA non auctoritate Canonica procedentes, damnare non sato & opprimere Clericos per violentas Censuras, subfalsis nomine iudicii pretextu, ut supra deductis manifestissimum est.

Nec minus appetit huiusmodi Censuras, cum sim non solum iniusta sed procul est abeque in iudicio, & nullae, nec hominem ligare, nec in foro externo semper observandas.

STAT. (inquit interpres palmarum Cancellarius Universitatis Pacienus Geronius) aliquas sententias Pastoris vel Papa & suorum Commissariorum non esse TENENDAS imo nec TIMENDAS, & hoc in multis casibus.

Primo, si sententia lata sit post appellationem legitimam, ut notavit Innocentius III. in Epistola ad Archiepiscopum Monemensem.

Similiter Alexander III. in Rescripto ad Archiepiscopum Eboracensem, quod erat cap. 16. *de Appellationibus*, quo eidem Pontifici mandat, ut *Presbyterum, pro eo, quod post excommunicationem contra appellationem factam divina captavit, nullatenus impiret: sed ad eum statim reducat omnia, in quo erat tempore emissae appellationis.*

Cujus ratio in cupre facie consistit, quod hanc excommunicationem esse nulla defectu jurisdictionis quae per appellationem erat suspensa, ut supra § 1. cap. 3. ex Statuto, aliisque notatum fuit.

Obsterrantque Viamque nec non Glossographi conformiter ad praefatum Responsum Pontifici, quod ob hanc nullitatem, ejusmodi Censura excommunicationis, iudiciali revocatione non indiget, nec ABSOLUTIONEM requirit; quod si ea perfrictus vivimus se immercat, per contrariam irregularitatem vitium, de eo si POTRA CENSURA sit posuenda: quodque nec REMEDIO APPELLATIONIS indiget.

Et quibus etiam sequitur, quod communicationes cum ejusmodi de facto excommunicato, non incident in aliquam Censuram, ut aperte docuit Pontifex in cap. 35. *de Appell.* ubi Sententias Canonicas, qui Decano suo communicaverunt, tamen Archiepiscopus post appellationem ipsum denunciaverat EVITANDUM, INCULPABILES iudicavit, qui (inquit Pontifex) *famuli doli casibus COMMUNICAVERUNT BONA, ut appellationi ad eos interposita magis, quam denunciationi ab Archiepiscopo facta deferrent.*

Marius Altieri de Censuris similiter insert ex nullitate Censurae, quae resultat ex omissione citationis & audientiae, quod ejusmodi Censura utpote nulla nullum impedimentum offert quod minus gestis, per abstractum Censuris valeant.

Revertamur ad Geronium. *Secundo*, inquit, non est tenenda imo nec timenda Censura, si committat errorem inculpabilem, ut notavit idem (Innocentius) & hoc multipliciter potest evenire, tum nulla Pastor oriens in terra, imo nec Papa, sit impeccabilis, quando passus abute sua POTESTATE cum circumdatis sit infirmus: ne laet alios casus, bene allegari si sententia in prejudicium iustitiae LIBERTATIS... UT si (inquit inter cetera) EXCOMMUNICARE velit illos qui suo REGI & suis EDICTIS praeiudicabundis obediunt. Notavit haec Innocentius ubi prius: & habetur fundamentum ex infallibili Legge Divina & naturali.

Haec Geronius in *Diffinitione illius Afferimus* SENTENTIA PASTORIS ETIAM INIUSTA TIMENDA SIT ET TENENDA, quam quidem se gerens pro Commissario Papa posuimus in suo processu publico, addidit Geronius quod haec assertio reddat Absistentium suum in *se suis* suspensum: & ita communitur ad iudicium fidei, rationabiliter evocandum, qui compellendus erit, vel se exponere, vel rescuere: vel si pertinaciter contempnit,

relinquendus sit iustitiae seculari. *Monuerat* quae postea superius, quod iura quibus iniis videtur hanc Afferimus, non dicat quod *Sententia Pastoris sit TENENDA*: quia longe aliud est dicere, quod sententia aliqua sit *TIMENDA*, & quod sit *TENENDA*, quia *tyrannica* imo quia etiam *timere* potest, sed non *TAMEN* debet, imo *CONTAMNI* vel *persequi*.

Censuras Ecclesiasticas violentas iudicio & subversa iustitia prolatas palam in foro externo posse contemni, magna ille Geronius etiam alibi manifeste docet, nempe in *Relatione circa materiam EXCOMMUNICATIONIS*. Ubi enim monuit *confid.* prima ex communi iuristiarum sententia, quod irregularitas contrahatur, dum aliquis excommunicatus sit *immixtus Sacris, in contemptum Clericorum*.

Tum *confid.* nota monet quod *contemptum Clericorum* incurretur in multis casibus quibus Papa Mandato non obediunt, dum scilicet abuterentur *omnibus* & *sanctissimae potestatis* suae in *destructionem* non in *edificationem*, sicut tamen dicit Apostolus 1. Cor. XIII. 10. ideo potestatem dari esse. Tum inter alia exempla hoc ponit: Si Papa vellet *interferere abiectionem Clericorum cum suis bonis redigere & iuribus suis spoliarie sine causa*. Quia (inquit) diceret ista debet tolerari? Quis non censoret posse dici Papa, cur ita facis? Quis non allestet, in facie sui RESISTENDUM?

Et *Consideratione quinta* aperte dicit quod quando *repositorium, & monasterium abiectione potestatis*, quod Praefato abutenti sua potestatem in faciem *ABUTATUR*, cum appositione inculpabilis, quem admodum *repositus* Paulus Petro. Rationem praemittit, nempe quod *contemptum Clericorum* magis invenitur in tali Praefato *ABUTENTE* sua potestate, quam in non obediens.

Apostolus hic etiam notat potestatem quod habet *Confid.* in verbis: *Contemptum Clericorum* debet investigari *ex potestate legitima, & se legitime potestatis* illius qui praecipiendo excommunicat, vel irregularitatem committit. Alioquin Praefati possent iudicare quatenus vellent super illos *fervere*, si *sua sententia* iniquis & *erroneis* semper esset obediendum. Et ita patet, quod hoc commune dictum: *Sententia Praefati, vel Iudicis etiam iniusta, timenda est*, indiget glossa: alioquin non est generaliter verum si timenda dicitur, quia est suscitanda, nec repellenda; imo in casu PATI illum, est ANIMA PATIENTIA, ET TIMOR LEVORUM ET PATIUM.

Atque ea his patet magnanimitas huius Vici: tunc enim erat anima quae moveatur quibusdam inanis, & quibus coloribus obediens & *fundatis*, quibus hodie Religio injicitur, ut quibusque *Censuris*, quatenus manifeste ex se nulla de inanis parentur, quatenus toleranda servitus in Ecclesiam improprie, qualis nec inter gentes audis fuit, quamque Patres nostri nec ferre voluerant nec potuerant: aique ita vera Ecclesiae libertas tollitur & Clavum abusus praeiudicium fovetur.

Contemptum Clericorum (inquit *Confid.* *Doctrina*) diu cunctus est *magis* fuerit quam tolli, dum *debere abusus* *Clavum resistere* dividuntur inter se, & impediunt, se, vel per *stultitiam*, vel per *ignorantiam*, ne communi consensu fiat ambulatorio in Domino, dum alii *favere abusus*, alii *saltem* volumus. Veritas est, quod omnia via *vorabilis* & *humilis* temenda est cum Summo Pontifice dum male informatus fuit per se vel sua iniusta sententia, quod *desiderat de reformis* sed si nihil proficit humani sedulitas, *arripenda est virtus & animosa libertas*.

Nec desunt exempla Sanctorum Virorum, qui haec virili & animosa libertate ubi, ejusmodi Censuras contra iustitiam palam neglexerunt, ut ostenditur in Tractatu nostro de *Censuris Ecclesiasticis* cap. 8. § 7. quibus, aliorum quoque doctrina & sanctionum illustrum Virorum, ut Cyprianus, Athanasius, Chrysostomus &c. addi possunt Gloriam praestant.

Constat igitur Censuras non auctoritate Canonica, sed per abutulum notorium jurisdictionis Ecclesiasticae nullitas iudicatur palam posse contemni sine negiti: nam ut inquit ex Gregorio Magno idem Geronius: *Non debet in penam solvere Conventum, in cuius damnationem non est canonica prolata sententia. In Diffinitione Afferimus*, et ut scribit Gratianus Papa apud Gratianum *Can. Cui est casus*, 1. q. 2. Cui est illata sententia deponat errorem, & vacua est: sed si iniusta est tanto cum curare non debet, quanto apud Deum & Ecclesiam eius neminem potest iniquitate gravare sententia. Haec ergo ea se non abusus defugiet, quae se nullatenus persequi obligant.

§. II.

Censura ex se nulla ad summam ratione scandalum in foro externo servanda est.

A Regula generalis superiori paragrapho stabilita nunc excipitur casus, nempe quod ex contemptu Censuræ, quantumvis nullæ, verum scandalum irritum timeatur.

Est enim constant tam Theologorum quam Canonistarum sententia, Censuram Ecclesiasticam, neglecto essentiali ordine iudicii, & per absum jurisdictionis Ecclesiasticæ, contra præscripta legum & Canonum latam, posse, tanquam nullam & invalidam, contemni, ac ne quidam in foro externo servandam esse, nisi forte servanda foret ratio *scandalum*, quod occasione talis contemptus oritur in populo, propterea quod populus nesciens Censuram esse nullam & invalidam existimat, facile existimet anon obtemperante Censuræ, ipsam *clavium potestatem* visperdi.

Contemptus non est dicendus, inquit Gersonius *Confid. 4.* *interverire contra preceptum aliquod Prælati*, quando transiit de notorie Prælati *abusum* in huiusmodi precepto *clavium potestate*, & hoc non sicut & cognoscit ille qui non obedit, nec aliunde generari in se vel in aliis *anagolismo* contemptum clavium, quoniam in hoc talis non est incrementum clavium potestatis, sed *abusus clavium* abusus.

Hinc fit scandalum quacunq; rationis cesser, & interfecta alii qualitas sententia, cessat obli-

gatio.

In post Navarorum de hac Censura tractant Summæque & Societate, de Censuris *disp. 4. sect. 7. n. 16.*

Qualitas autem Censuræ potest populo innoscere, ac ita scandalum tolli, per informationes idoneas, ut observat Gersonius *Confid. 11.* quibus si nulli acquiescere ipse iam cum iudicatus de scandalum non datur sed accepto, hoc est de *scandalo Pharisæorum* & ex malitia, non *pulsatione* & ex *simpliciter vel ignorantia*.

Verum cum merito *magis* timeatur ex participatione Ecclesiasticorum, et eorum Censuris quantumvis violentiam non pareant, nisi societati & fortiori minus quæ fuerit minus, non sine causa protectio Regis imploratur, ut in exercitio spirituali & Ecclesiastico, libere & tunc, sine ulla specie contemptus clavium, quis valeat continuare.

Contemptus Clavium (ait Gersonius *Confid. 10.*) non semper invenitur apud illos, qui necdum non obediunt sententia excommunicationis promulgata per Papam vel locum sed etiam non est iudicandum esse apud illos, qui per potestatem seculari adversari valent præsentiam sententia turbare si percurrant. Licet enim iniuriis didici ne possit via vi repelli: constatur autem quod tales excommunicationes non debent dici sed via & violentia, contra quam *IAS* habet liber homo vel animus se iactare.

Idem tenet Gersonius in *disquisitione* superioris memoratae assertionis: ubi enim monuit, certissimum esse quoddam sententia Pætoris vel Papæ non esse *tenendam* nec *timendam*, ut si excommunicare vellent illos qui sua Regi & suis Edictis rationabilibus obediunt, postea addit, quod *Res debeat protegere subditos* locos, si *promissionem acceptatione*, & propter obedientiam sua factam pati habeant, & *assumere causam* in se, & sub hac protectione subditi tam *seculares* quam Ecclesiastici debent & possunt in quiete vivere.

Est igitur constant Magni Cæsarum sententia, Ecclesiasticis, adversus Censuras nullas latas, tanquam adversus vim & violentiam, Regis Protectione munios libere ac quiete posse, quin imo debere, functiones suas spirituales continuare, non obstantibus ejusmodi Censuris.

Certe cum Censura ex se nulla, adversus Canonem legumque præscripta lata, unice servanda sit in foro externo ratione *scandalum*, quidni sub potenti Principis, Canonem legumque custodire protectione & inviolentia, licet Clericis functiones Ecclesiasticas spirituales & Sacramentales libere continuare: Cum, ut supra manifeste ostensum, Principis officium ac debi-

tum sit, oppressos Clericos adversus Censuras violentas & via falli inflicta potest peragere, eisdemque in iuribus & munis suis quantumcumque spiritualibus, in quibus turbabuntur, efficaciter mancipare.

Etenim si tali Censura innodatus, hic ex ad iudicem Ecclesiasticum appellationem insinuat, isque eum nullam & invalidam declarasset: nullus est qui debuit, quin ille functiones suas Ecclesiasticas libere possit resumere, eo quod legitime constaret auctoritate publica de nullitate Censuræ, atque ita cessaret scandalum quod alias timebatur.

Igitur quousque oppressis Clericis protectio Principis concepitur, adversus Censuras Ecclesiasticas violentas iudicio & *subversa* iustitia inflicta, toties illis pariter licet functiones spirituales resumere & continuare: eo quod, dum iam debite publica auctoritate constabit eas fuisse nullas latas, scandalum pariter sit cessaturum, quod ex non observantia seu contemptu timebatur: liquidem & ad Consilia Regia, ut ex deductis liquide constat, sequitur de ordine & forma talis processus, nec non Legum infractione certissime periclitatur.

Alique hic opponere desinant, quod effectus Censuræ Ecclesiasticæ sibi aut tolli nequeat, nisi per potestatem Ecclesiasticam, etiam si *ejus solus* solvere, *quæ est solus* ligare.

Etenim hic agimus de Censura ex se nulla & invalida, quæ proinde nullus est effectus: adeo ut si ea perstrictus Divinus se immiscet non contrahat irregularitatis vitium nec nullum impedimentum offerat, quominus Gesta per ipsum valeant. Neque remedia appellationis iudicialis revocationis indeque nec absolutio- nem requirit: ut superius notatum habet.

Addit Vvamelius, quod huiusmodi Censura nulla adnotat declarationem iudicis, quod qui se de facto excommunicatus fuit, excommunicationis vinculo non se vel fuerit ligatus.

Principes igitur ejusque Suprema Concilia cassanda Censuras ex se nullas, cassas & irritas, vel adversus eas manumittunt Ecclesiasticas, nequaquam sille aut totum Censuræ effectum, sed unice adversus vim & violentiam (ut cum Gersonio loquimur) protectionem Regiam impuniti efficiant. Declarantque tanquam oeditis jurisdictioni necnon Canonem ac Legum vindicæ & cultus, quod Censura *via falli*, seu non servanda jura ordine, per absum potestatem, sit lata nulli: ac consequenter se de facto excommunicatus excommunicationis vinculo non esse vel fuisse ligatum.

Hic addi potest, quod contemptus Clavium, ut superior cum Gersonio observavimus, debet investigari ex potestate legitima & *via legitima* potestatis illius qui præcipiendo excommunicat. Ad hoc ut contemptus non inveniant non obediendo Censuræ, sed eam contemnendo, si non sit lata potestate legitima, vel *via legitima* potestatis: spectat autem certo ad potestatem laicam, ut iam saepe repetitum est, cognoscere ac declarare, an Censura aliqua potestate legitima sive competente nec impediat: item an *via legitima* potestatis, seu secundum præscripta Legum Canonumque, & servato jura ordine fuerit inflicta. Quod dum ita esse hac auctoritate publica consisterit legitime, nullum omnino scandalum in populo contemptum Clavium esse metuentium, evidens est.

Atque ex his etiam patet nequaquam necessarium esse injungere iudicibus Ecclesiasticis revocationem Censuræ ex se nullæ, ut ea perstrictus possit resumere ac continuare functiones suas spirituales. Dum enim hoc mandatur, unice ad fit in temeritatem patrum, ut ita iudicibus Ecclesiasticis constringatur proprium factum destruire, quod magis metui res ejusmodi in posterum attenuare: potestque interea oppressus & vim pulsus ante revocationem factam, libere in suis functionibus perorare.

Quin imo quandoque Consilia Regia, postquam revocationem ac cassationem iudicibus Ecclesiasticis injungunt: etiam sub pænis rigorosis exprime interdiciunt, ne interim ulla ejusmodi Censuram habeantur suo, jubentque functiones, quantumvis spirituales interea continuare, ne non docent exempla capite perirent.

Res ab Exempte confirmatur.

Observavimus §. I. hujus capituli non deesse Sanctorum virorum exempla, qui vicii & Christiana libertate usi, in foro externo minime observantur. *Conferas* per abolam jurisdictionis Ecclesiasticae infirmitas: nunc expedit pro confirmatione eorum quae superius §. II. habuimus, quodam commensurate magnorum virorum gesta, qui sub *protectione Regia* functionis Ecclesiasticae continuantur, non obstantibus *Conferis* nullius & *violenter* infirmitas: quibus deinde pro conservatione hujus legitimi usus in Belgio nostro, bona exempla domestica addemus.

Anno 335. Magnus Athanasius in Synodo Tyria a Judicibus inimicis contra jus & fas, violenter judicio, ab illis damnatus & Episcopatu abdicatus.

Adversus tantam vim & judicium Ecclesiasticorum violentiam Constantinus provocat & protectionem inclaimat, qui & causa ejus cognitionem suscepit, ut supra c. 5. §. 6. etiam notatum fuit.

In Athanasii polli & ejus locum, alium factionis suae Episcoporum deligere jam paratus Eusebii & Aniani. Verum Constantinus fraterat a tali ausu coarctat, qui oblationem Tyri criminum convictus non fuerat Athanasius.

Mortuo Constantino Augusto, Constantinus junior eis Gallias posse obvenire, Athanasium adhuc potentia inimicorum exilium remittit Alexandriam, datus ad populum Alexandrinum litteris, quibus virum summus extorquet laudibus: atque ideo a Constantino Patre in exilium missum, quod primum est, ne inimicorum infidus inceperat periret, in anno 335. Patri virum remittere in Ecclesiam suam, sed factum preoccupatum, quod in optata etate itaque non possideat. Data fuit Epistola Treveri die 17. Junii, anno facile 338.

Accepta Athanasius redeundi venit Alexandriam conatibus, & sub hac potentis protectione, inopie suae & gentis Sedem repetit, non expectato Synodi alterius judicio. Idque commingit populi laetitia, necnon cum maxima Ministeriorum Clericorumque jubilatione, qui eum exinde diem inter fastissimas computant.

Ex his patet S. Athanasium existimasse, latereque ostendisse, licetum esse Episcopo per violentum judicium Episcopatu abdicato, Censuram appellare, & sub eius potentis protectione, Sedem Episcopalem repetere, non expectato alterius Synodi judicio.

Sacrosanctissimus Constantino-politani Archiepiscopus, Joannes Chrysostomus, in Synodo cognominata in *Quercu*, ad simplices quorundam querelas, a Judicibus secularibus condemnator insistentibus & Episcopatu deponitur: atque ad ejusdem Synodi possessionem vi tunc periturus. Sed mox altera die ab Imperatore revocatus, Constantino-polim, triginta stipatus Episcopis, repetit, atque ad instantissimam populi preces functione resumpsit, continuatque.

Quod ita Sedem Episcopalem reperisset S. Chrysostomus non expectato majoris Synodi iudicio, quo Sedem restitueretur, nunquam ei in crimen verum fuit nisi ab inimicis infirmitas, qui ipsum vi deposuerant, & ex eo animum arripere intendebat, ut cum jam diu condemnaretur feceris, ne si in Canones Antiquos imperisset.

Verum bonorum Canonum nullam rationem habere voluerunt ceteri Episcopi, ut nec S. Innocentius Papa, qui S. Chrysostomum ut innocenter semper habuit & ejus commendationem sincere coluit.

In Synodo Ephesina secunda S. Flavianus Episcopus Sacerdotali & Episcopali dignitate privatus violentus, nulla habita ratione revocationis propolite adversus Dilectum Synodo praesidentem, vanique alii Episcopi violente judicio & subversa iustitia deponuntur.

S. Leo Magnus certa bonum habita notitia, ad Theodosium Augustum recurrit, perique suo & Consecratorum vocante quam instantissime, ut omnia in causa ejus esset iustitia, in quo fuerant ante omne iudicium, donec major ex sua urbe Sacerdotum numerus congregaretur.

Credidit itaque S. Pontifex Principis esse Episcopos praevigere & manentem in Sacerdotali & Episcopali

pali dignitate, quia violente Judicium Ecclesiasticorum iudicio fuerant privati Episcoporumque esse sub ea protectione functiones continuare, donec alter in majori Synodo sen (ut hodieque phasi loquitur) in peritorio, fuerit ordinatus.

Inutile foret rem evidentissimam pluribus ex historia Ecclesiastica perire exemplis confirmare. Atque haec quae retulimus, eo majores sunt pondere quod putioribus Ecclesiae locis contingerit, continenterque factum Sanctissimorum certe ac Maximorum Ecclesiae Vicorum.

Pro conservatione tamen hujus perpetui usus in Belgio unum alterumque exemplum quod, absolute Tridentino, coningit, addemus.

Circa annum 1618. Pater Augustinianus Conventus Bruxellensis excommunicatus P. Pater Carthusiae, commissus a sua Sanctitate pro executione causalem Bullae Papali, cui obedire debebant: ne consequenter *eorum Ecclesia clauda fuerat & a divinis cessabat*.

Hujus Excommunicationis publicatio ad requisitionem dictorum Patrum per Consilium Praebitum collata fuit, & *eorum Ecclesia aperta necnon Officium Divinum resumptum ac continuatum ut ante*. Ita recessit Senatus in Consilia anni 1618. de quo c. 5 §. 3.

Aliud exemplum idque recentius suppeditat nobis Curia Suprema Hannoniae anno 1697.

Manuatae dicta Curia 6. Augusti hujus anni R. P. Renon in possessione Pastoralis Bracis conitis adversus R. P. Gervet ac ita manentis functionis *Pastoralis* exercebat.

Decimaquarta epistola Mensis D. Officialis Curiae Spiritualis Cameracensis, ad Libellum Promotoris, injuncti P. Renon, ut infra octo dies pretempore doceret quon potestae dictas functiones exerceat, sub *potestate interdicti ab omnibus functionibus Clericalibus* atque in dicta *Diocesi* abstinere.

Præfatus P. Renon bonum habita communicatione respondit se ad id non tunc, adjudicato sibi per sententiam Senatus Rrgii possessione.

Procurator Officii replicavit ejusmodi responsum frivolum ac impertinens esse, cum non esset questio, an a Senatu Sententiam obtinuerit, sed utrum an praefato Decreto Domini Officialis pariter: conclusitque ut comminata *interdicti* pariter, ut minus provisionari, decerneretur: quam & D. Officialis decrevit.

Hac provisionali inhibitione tentens se dictum P. Renon in adjudicato sibi possessione, sui Pastoralis, repertum: recurrit ad Senatum Rrgium, qui visis & examinatis ejus ad Promotionis Libellis, aliisque Actibus & adhibitis coram D. Officiali declaravit ab dictis Mensis Augusti: *Que la sentence de cette Cour rendue le 9. de ce mois ne jugeant le possesseur de la Cure de la dite Ville de Braine au dit P. Renon, doit servir de sanction & être exécuté, jusqu'à ce que par la sentence définitive sur le procès interveni en son ordonnance*.

Cumque hic i. n. n. non obstante, dictum P. Renon in exercitio functionum Pastoralium de novo veraretur, majoremque viam ab Archiepiscopo suo Indecusque Ecclesiastico metueret, eo quod in exercitio suo Pastoralis periret: iterato ad Senatum recurrit, qui viso illius Libello, decrevit 15. Octobris 1697. cum patre commensandum et infra octo dies responderet, *pendant lequel les pères résidents au Greffe interviennent dépendant au P. Renon, & tous autres de faire au dit fonction Pastoralis audit lieu, & de travailler en vertu de la dite Sentence à peine d'y être pourvus ultérieurement*: *aujour plus La Cour prend le dit P. Renon sans sa protestation*. Acta hujus causae habentur sub lit. CC.

Atque hae sufficiunt ne Tractatus hic nimium exerceat. Hae autem Praxis Belgicae non solum commendanda ac conservanda est, ex eo quod congruat verissimae Gressus maximorum ac sanctissimorum Ecclesiae Principum: sed inter cetera etiam novissimum usus hodie Reme Galliae, qui usus inter *libertatem* Ecclesiae Galicanae nunc refertur.

Etenim si usus iste, libere sine contradictione, in maximo illo Regno continuatur, quid nunc in Belgio nostro commensandum ac latulo conservandus? Quod ut magis elucet §. I. sequenti observabimus rui fundamentum hoc usus instituitur: ostendimusque & Belgicum eodem omnino ianiti.

§. IV.

Fundamentum ipsi Ecclesie Belgicae supra expofiti non differt a fundamento, cui praxis Ecclesiae Gallicanae in hac parte innititur.

Vle perquam eruditus Ludovicus Hericourt, Parliamenti Parisienſis Advocatus in ſuo opere quod incipit *Les Loix Eccleſiaſtiques de France*, agens cap. 82. de effectu ſententiae Judicis Secularis, qua Cenſura declaratur nulla ſuper appellatione tanquam ab abuſu, ſic habet n. 52. *Quand les Cours ſouveraines ont jugé qu'il y a abuſ dans les procédures, ſur les quelles une excommunication a été prononcée, cette excommunication tombe ſans autre Cenſure tom- be d'elle même & on n'eſt point obligé de ce pouvoir perdre le Supérieur Eccleſiaſtique:*

Quibus ſubjungit: *Ce n'eſt pas que les juges laïcs dans ce cas prétendent abuſer de l'excommunication, ny l'attribuer au pouvoir, qui ne dépend qu. de la ju- riſdiction Eccleſiaſtique, mais en qualité des conſerveurs de la Diſcipline de l'Egliſe ils déclarent nulle la procédure & cette déclaration emporte avec elle la nullité du jugement.*

Ea hac praxi Eccleſiae Gallicanae ſic exhibita & ad- huc vigeret habetur, primo quod ſententia Judicis Se- cularis qua Cenſura declaratur nulla ſuper appella- tione tanquam ab abuſu, iſtum in eo abuſum interveniſſe, ut Cenſura illa poſterioribus libere poſſit continere functiones ſpirituales & Eccleſiaſticas ſui Ordinis vel Beneficii, ſine praxia Judicis Eccleſiaſticis abſolu- tione.

Habetur ſecundo, quod dum Judices Seculares tan- quam Eccleſiaſtica diſciplinam conſervatores proceſſum ſuper quo excommunicationi aut alia Cenſura prola- ta eſt declarant nullam, ſeu in eo abuſum interveniſſe, hac declaratio per ſe infert nullitatem ſententiae ex- communicationis, aliterve Cenſurae.

Habetur tertio, quod poſita talis ſententiae nullita- te, ipſa Cenſura præſente nullità jam per ſe cernitur, & reſtituta ſit quaſi non fuiſſet.

Habetur quarto, quod hoc caſu Judices Seculares nequaquam excommunicationem abſolvunt ſui ſibi ar- rogat poſſetatem aliquam ab Eccleſia dependentem.

Eodem plane fundamento hic proceditur in Belgio, dum Cenſura informis & per ſe invalida per Regiam ſententiam caſſatur, aut adverſus Cenſuram viâ ſaluti latam mantententia Regia conceditur.

Quod ut magis eluceat, non alio te etie hic primo adducere caſus, quas n. 46. exprimit laudatus Author Gallus, & quibus nullitas Cenſurae promittat, & ra- tione cujus appellatio tanquam ab abuſu in Gallia in- terponitur, ſic autem ait: *La Cenſure eſt nulle quand elle a été prononcée par un Juge incompetent, pour des affaires dont il ne devoit point avoir de connoiſſance.*

Et quand on a manqué à obſerver les formalités préſcrites par les canons & par les ordonnances.

Hic fundamentis quoque omne innititur caſſatio & mantententia in Belgio uſitate adverſus Cenſuras vel a Judice incompetente, vel contra juris ordinem in- ſtituta.

Etiam ſi Cenſura inſtituta per Judicem incompe- tentem, vel propter negotia quorum executionem non ha- bet, aut adverſus Principem Eccliaſtici & placentia & Pa- tria leges, tum caſſationis remedia ordinari adhiben- tur.

Si vero Cenſura non ſervata juris ordine, ſeu omiſ- ſa formalioribus præſcriptis inſtituta viâ ſaluti, etiam- dum poſterioribus ſui mantententia adverſus hanc ex- tra-judicalem & ſaluti turbationem obviat.

Porro dum Juxta Regis hic in Belgio caſſationem aut mantententiam his caſibus adverſus Cenſuram con- cedit, ſimiliter non procedit abſolvere excommunicationem aut ſibi arrogare poſſetatem aliquam ab Eccleſia dependentem, ſed hoc unice in effectu agit, ut nomi- ne Principis tanquam ſupremi Moderatoris Reipublicae, tanquam cultodis ordinis judicialis & Diſciplinæ Eccleſiaſticae, declarat excommunicationem inſtitutam incompetenter vel contra juris ordinem viâ ſaluti, ſeu proceſſum, ſuper quo lata eſt, eſſe nullum & abuſivum: quod quidem in caſu caſſationis facit ſemper aperte

ſeu expreſſis verbis in caſu vero mantententia facit ut minus tacite & virtualiter.

Quæ Declaratio ſicut ſecum trahit nullitatem ſen- tentiae Judicis Eccleſiaſticæ, ita quoque facit ut excom- municationi aut alia Cenſura per ſe cernatur & eodem plane modo, quod id fieri in Gallia viâ appellationis tanquam ab abuſu declarant illius Regni Pragmatici.

Cum itaque conſitet, quod caſſationis & mantententiae remedia hic in Belgio ea eadem caſu, qua appella- tione tanquam ab abuſu in Gallia, ſine uſitata, eodemque omnino niantur fundamento, eundem perſe- cutum effectum etiam habere debent: adeo ut hic in Bel- gio aſque licet ſub Beneficio ſententiae Regiae, qua Cenſura informis & per ſe invalida caſſatur, vel ſub Regia mantententia adverſus Cenſuram viâ ſaluti la- tam, continuae functiones ſpirituales & Eccleſiaſticas ſui Ordinis vel Beneficii, ſine praxia Judicis vel Su- perioris Eccleſiaſticis abſolutione.

§. V.

Regia proteſtio adverſus Cenſuras viâ ſaluti laſas hodie Eccleſiaſticis magis quam olim eſſe neceſſaria.

Proteſtio Regia adverſus Cenſuras violentas etia- magis eſt hodie tam neceſſaria, quod remedia omnia quibus Eccleſia poſſeſſicere voluit hanc Clericorum op- preſſionem penitus vel eaſque vel reddidit ſine ſua- nia: adeo ne Clerus ſub Eccleſiaſticorum Superiorum oppreſſione deberet æternum generare, niſi proteſtio Regia in hac parte manſiſſet ſilva & illata.

Nicæna Synodus, OEcumenica prima, adverſus Superiores Eccleſiaſticos ſape, ut loquitur S. Gregorius Papa in ſolvendis at liquidis ſubſidiis, ſua voluntas manet, non cenſuram merita ſape, ſuavitatem ſan- ctis ſingulis annis in unaquaque Provincia his Synodis fieri, ut communiter omnibus ſimul Provinciae Episco- pi congregati, convenientius examinent, vel rap- tator nunquid vel poſſibilitatem (aut ut legit iſidorus aliqua indignatione) vel contentum vel aliqua inſolenti Episcopos acerbitate (aut juxta ſententiam Dionyſii alia quilibet Episcopos vitio) Congregationis poſſit ſine (ſeu juxta iſidorum excommunicationem).

Aquiſſimo hoc Statuto duo cavebunt. Primo im- portans Episcoporum in Clero dominandi ſitudo conti- nebat, cum his in anno rationem de ſua adminiſtra- tione Synodo eſſet reddituri. Secundo, ſi quis & Clero Episcoporum contentione vel indignatione eſſet de- Congregatione pulſus ſeu excommunicatus, conſequendi apud Synodum hic in anno facultatem habebat ac juſti- tiam adverſus Episcopum merito expectabat.

Sic anno 619. in Hſpalenſi Concilio ſub S. Iſidoro Appellata ſexta Fraguntum Cordubenſis Eccleſiae Presby- terum inſulte olim a Pontifice ſuo deſectum & im- mentem exilio condemnatum, rursus Ordini ſui antho- ritate Synodi reſtitutum videmus.

Cujusmodi Cleri oppreſſioni Synodus deſiderans im- poſitum poſſeſſicere efficacius, eundem actionem ſtatuit. Alii qui, Episcopos, ſive Concilio examine quolibet Presbyterum vel Diaconum deſectere audent.

Poliquam enim dictum Fraguntum Ordini ſui reſti- tuit, ita Synodus proſequitur: *Id demum adverſus pra- ſumptionem noſtram decrevimus: ut juxta præſcriptum Pa- trum Synodalem ſententiam, nullus noſtrum ſine Con- ſultatione quolibet Presbyterum vel Diaconum deſectere audeat. Nam multi ſunt qui indiſcretos poſſetate ty- rannica non auctoritate Canonica damnant, & ſine ſententia: gratia ſeſoris ſubſolvunt, ita quædam edio in- vidioſum permoti homines, & ad ſerum opinionem an- nam conſentiant, quorum crimen non approbatur. Episco- pi enim Sacerdotes ac Adminiſtri ſolus honorem dare poſſent, ſolus inferre non poſſent. Qui poſſent non ab uno damari ſed uno indicant potestate honoris ſui poſſetate: exi: ſed poſſentat Synodali judicio, quod Gonon de illis præcepit deſectari. Extrat apud Gratia- num cap. 154. 7. Can. 1.*

Si hac præſcriptum Patrum ſanctiſſima Statuta iſtaſta permaſſerunt, oppreſſi Clerici per Episcopos ſuos Cenſuras Eccleſiaſticas miſſere deſectari, non tam fre- quenter opus habuiſſent ad proteſtationem Regiam Re- cufum inſtituere. Sed his acquiſſimis Decretis, uſu- que Synodorum penitus abolitis, unicuique illud Re- cufum

curfus remedium ipsi saluum & reliquum reman-
sit.

Maxime, quia hodie post inductam modernam for-
torem formam in Forum Ecclesiasticum cause Cleri-
corum non in communi five Synodice examinantur &
Censuræ contra Clericos profertur, sed soli Episcopi
per se seu eorum Officiales causas examinant & absol-
vunt ac Censuras infligunt.

Et ideo etiam fœdibus audent Prelati, quod non
habent quas nunc formidant pœnas Canonicas, quæ
Ecclesiæ banauit aduersus eos, qui temere & contra
præscripta Canonum ad Censuras profiruntur.

Si quis Censuræ inique perfrictus suisque munis,
officiis ac bonis spoliatus ad remedium ordinarium ho-
dicum vellet recurrere: nullum ei superest quam iudi-
cium Synodalem apud Interdictum Apostolicum pollu-
tatio.

Sed quam hæc via sit inaccessibilis & longa, ita ut
quis citius viam, quam viam huius finem attingat, igno-
rat nemo.

In primis enim non frequenter Nunci vel Interun-
cii Iudices denegant ipse eos possulantibus, maxime iis
qui Regi, qui patris fideliter additi sunt.

Vel si Iudices concedant, non eos in forma ordina-
ria, sed quæ volunt designant, idque interdum post lon-
gas & multas diffinitiones, atque ita quandoque quis
coram suspecto Iudice causam dicere cogitur, nisi velit
regulationis remedium causam in longum protrahere, se-
que expensis exhaustis.

Verum si tunc Iudices in forma ordinaria obediunt
nomina quam raro ab ipsis iustitia aduersus Superiores
signantur Episcopos possit expectari; quam enim persona
potens & in dignitate eminentiori constitutorum im-
ponit & reverentiam injicit, nullus ignorat.

Addo quod hostes dicitur Synodales ab ipsis Epi-
scopis statuantur, qui quos volunt eligunt, atque hoc
pacto illos sibi multum obstrictos habent. Ubi enim ex
præscripto Tridentini in Synodis delibentur, indeque
Synodales dicitur.

Tandem si jam intrepidos consequaris Iudices Syno-
dales qui non honoratis volumus potentes, decernunt,
quod iustum est, & iudicant inopem & pauperem: equi-
dem res sententias conformes habere te oportet, quas
antequam obediatis, viam suam facile attinges.

Atque ita fieri ut bonis, officiis, munisque per Cen-
suras violentas a Superiore spoliatus, qui tamen ante
omnia venit restituendus, in perpetuum manens sit iure
suo privatus via facti de inique oppressus, si ad re-
medium ordinarium recurrere cogatur.

Ex his itaque patet, quam hodie oppressis Clericis ne-
cessarius sit, aduersus Superiorem suorum viam & vio-
lentiam Recursus ad Regiam Protectionem, quam qui
eis occludere conantur, nihil minus quam omnem ius-
titie administrationem eis impedire moliantur; ut ad-
verti in Opusculo quod inscribitur, *Concordia Immuni-
tatis Ecclesiasticae & Juris Regii* t. 2. §. 4.

Ex his intelligitur, quam sit operandum imo pene ne-
cessarium, ut Clerici postquam per Recursum ad Prin-
cipem impetrant efficacem ejus protectionem, generose
pergant in functionibus suis, in quibus per illegitimas
Censuras vel aliam viam facti fuerant turbati.

Nam aliqui Superiores Ecclesiastici videntes Cleri-
cos sic manusuros in suis functionibus non pergere,
sive extenuis Censuras obtemperare, quantumvis eos
inque opprimant, etiam non obstante concessa ipsis
protectione Regia, non multum erunt solliciti ordi-
nem juris canonum legumque præscripta observare,
cum eque finem suum attingant sive via facti sive
servato iuri ordine processerint.

Atque ita per ignaviam quorundam Clericorum
dum plus solent quam oportet, Ecclesiasticus Ordo
subvertitur ac perturbatur penitus. Adeo ut merito ipsi
Patitensis Cancellarius jampetendum dixerit, *quandoque
meritorum & honorificum esse Ecclesiæ potestatis, quod
Prelatus (absenti sua potestate) in faciem resistatur
cum oppositione incipiente iusta, quemadmodum resistit
Paulus Petrus.*

CONCLUSIO.

*In qua una ostenditur quod Ministris & Senatoribus
Regis non liceat deferre aut subterfugere causam
Recursus de immunitatis aut vtriusque iustitiae Cen-
suras.*

IN hoc Tractatu abunde probatum esse credimus,
Principes, eorumque supremos Magistratus nequa-
quam sibi assumere iurisdictionem aut solum Clavum,
quas ad solvendum aut ligandum peccatores Christus
Apostolis, eorumque Successoribus commisit: neque
iurisdictionem aut immunitatem Ecclesiasticam esse con-
cellere, dum admittunt Clericorum ad se Recursum
contra violentas, & via facti indictas aut commina-
tas Censuras, sed id unice sibi vindicare Principes
& eorumque Magistratus, Iudicum Ecclesiasticorum vio-
lentias comprimere, atque oppressis contra similes vio-
lentias protectionem suam imperiri.

Insuper de illis sufficienter probatum credimus, hanc
protectionem non laici duntaxat, sed & Clerici tan-
quam membris Regis & sedibus Principis esse imper-
tendam, ipsorumque Principum hanc ipsi sine injuria
negare non possit; imo ipsi a Deo potestatem esse con-
cessam utrumque gladii commissum, ut oppressis con-
tra violentias potentiorum succurrat, evulset de manu
potentis liberet, de qua obligatione jampetendum serio
Principes monuit Ecclesia in Conciliis: *Cognoscant*,
inquit, *Principes sancti Dei debere se reddere rationem
propter Ecclesiam, quam a Christo tradendam susceperunt*:
*nam sive accipiant hæc, & disciplinam Ecclesia, sive sol-
vantur, ille ab eis rationem recipit, qui eorum potestatem
suam Ecclesiam credidit.*

Quin & ostendimus, Principes eorumque Magistra-
tus huic Ecclesiæ minime obsequi, dum Clerici ad se
contra violentas & via facti indictas Censuras recur-
rentibus largiuntur protectionem, quandoquidem illi unum
agant, ut violentiam amoveant, & Iudices Ecclesiasti-
cos ad transiens illius in proferendum Censuras per Cano-
nes seu Ecclesiam præscriptis reducant: ac per consequens
se custodes & vindictæ Canonum, atque præstatis
oppressionum demonstrent, ac ea ratione probent se
non immerito gloriis huiusmodi nominibus ab Ec-
clesia compellari.

Prinde cum Principes, eorumque supremi Magi-
stratus in admittendo hoc Recursu, & concedenda
postulata protectione nobilissimum sui munus patrum
sibi a Deo impostum, & de qua ipsos tam crebro &
serio monuit Ecclesia, adimplent, nihil adeo mani-
festum, quam Censuras contra Principem, ejusque
Magistratus ad admittum hunc Recursum, & dantem
protectionem videri aut comminatas esse plane in-
iustas, irritas & inanes, ac ut tales ab omnibus ha-
bendas & aperte spernendas.

Hinc & ulterius concludendum per huiusmodi Cen-
suras Principem aut ejus Magistratus nullatenus coram
Deo ligari, sed potius ob impletum officium apud
Deum mereri, prout huius deduxi in Tractatu de Cen-
suris c. 8. §. 1. quibus hic addimus, quæ de hac sic in-
dicta Censura jampetendum scriptis Guilielmi Arvernas
Episcopus Patitensis, de Sacramentis Ordinis c. 2. a.

De hac (communionem interiori Sacramentorum
& societate Sanctorum atque iustorum) nemo du-
bitat, quin solum peccatum ac ea separat, & ea
provet, nec inquam cognatum fuit ab Ecclesia Dei,
quod Magistratus Ecclesiasticus potestatem illam in
hac haberet. Illa enim potestas esset in destructio-
nem. Excommunicatio enim secundum hanc inten-
tionem, esset Corpus Christi mysticum, quod ea
sanctis atque iustis fidelibus constitutum est atque
compactum cruciat, atque membratim laceraret.
Hoc esset & vitam gratiæ, quam de communionem
& societate membrorum de Spiritu Sancto viventi-
um vita gratiæ communicant vel contrahunt, ex-
tinguere, vel auferre. Hoc esset Prelatus vel Iudex
Ecclesiasticus, qui præfatus corporis membra esse de-
bent, gladio in ipsum corpus prænominationem, & in ipsam
Matrem Sanctis Ecclesiam mandata tradidit servare.
Potestas enim hæc excommunicandi in manu Prelati esset
in manu filii ad jugulandum spiritum sanctum præfati
talem, Christum Dom. & cruciandam Matrem Eccle-
siam.

„ siam,

Deus adversus perverfos illos Judices pronunciat, qui per eam oculos suos excitari patuimus.

Deinde peius in se invicem Magistratus Civiles, quibus usum gladii sive auctoritatem compellendi violentiam, & liberandi pauperem de manu potentis Principis commisit, quod dum eas non compingunt, reddunt ipsos Judices, & Praefatos Ecclesiasticos precipuos ad consentiendum etiam injustis praesentibus Superiorum, qui nonnunquam volunt dominari fidei fidelium, & dominari in Clero. Imo & ipsi Ecclesiastici quodammodo cogunt, ut veritatem cognitam impingere, aut saltem eam populo maxime decessariam palam & aperte proponere non audeant ex metu injustarum Censurarum, contra quas vident sibi omnem protectionis viam esse occlusam.

Hic vero obiter illud quod jam pridem dixi magis ille acipit Universitatis Parisiensis Cancellarius Joannes Gersonius in Tractatu cui titulus, *Circa mactationem Excommunicationis Refutatio*, consideratione quibus " quod contemptum Clavium magis juvenia-
tur quod culpam in Prelato taliter, ut premittitur, ab omni sua potestate, quam in non obedi-
ente.

Quin & conclusit: " Est quandoque meritum
" & honorificum Ecclesiae potestati, quod tali Prelato in faciem relictur, ut Paulus Petrus. " Quod
iam professus fui in Tractatu de Censuris Cap. 4.
& 7. ubi non novi, quod non minimam perniciem inferat Ecclesiae, qui fidelibus imprimunt talem ideam de Censuris etiam late sententiae, quae hodie quasi ex
stilo omnibus Ecclesiasticis mandata inferi solent, praesentem Curiam Romanam, quasi eadem sic timende essent, ut ob eas ex eo modo omnibus similibus mandatis obedire oportere.

Merito attendit Magistratus quid contigerit Principibus his, qui dilexerunt magis gloriam hominum, quam gloriam Dei, quod cum hac brevi ac mortali vita amiserint gloriam hominum, & gloriam Dei non fuerint assecuti: & dum hic e Synagoga hominum ejici formidant, e Synagoga sive societate Sanctorum in aeternum fuerint ejecti.

Idipsum contigisse parentibus caeci nati non obsecro idem Evangelista innuit Cap. 9. ubi & horum parentum etubescens in confutendo Christum, nec non rationem hujus etubescens allegat; Interrogat

a Pharisaeis quomodo nunc videret filium eorum, et abierunt, & timuerunt latere Christum filio ipsorum oculos aperuisse, sed responderunt: *Quomodo autem nunc videt, nescimus, aut quis ejus aperuit oculos, nisi nescimus: ipsum interrogate, etiam habet, ipse de se loquatur.*

Ratio occultare veritatis, & negati responsi jungitur: *Hoc dixerunt parentes, quoniam timebant perire. Jam enim conspurcaverant Judaei, ut si quis eam confiteretur esse Christum, EXTRA SYNAGOGAM FERRET, propterea parentes ejus dixerunt etiam habet, ipsum interrogat.*

Hac etubescens, & timoritate parentum enata constantiam, & fortitudinem filii eorum jam copulenter illuminati singulares recitat Sacre Testes, nunquam ob eam in Christi confessione constantiam e Synagoga fuisse ejectam asserit, eiecerunt, ait, eum foras, id est extra Synagogam.

Nunc quod ipsi post hanc ejectionem contigerit videmus: *Audivit Jesus quia eiecerunt eum foras. Et cum invenisset eum, dixit ei: Tu credis in Filium Dei? Respondit ille & dixit: Quis est, Domine, ut credam in eum? Et dixit ei Jesus: Videris eum, & qui loquor tecum ipse est. At ille ait: Credo, Domine, & proci-
dens adoravit eum.*

Hic exponens Augustinus Tract. 44. in Joan. ait: *Illi peccati, accipit Dominus: magis enim quia expulsi est, Christum factus est.... Denique iam facie in lora cordis & mundata conscientia agnoscent eum non filium hominis tantum, quod ante eiecerat, sed jam Filium Dei, qui carnem suscepit, ait, Credo, Domine. Patrum est, Credo: Vis videre qualem cre-*

Non dubium quin Seniores, alique Magistratus pro justitia agonizantes, eamque intrepide profitemes, & pro munere sui debito administrantes, si ob eam e Synagoga, sive ab externa Fidei Communionem per injustas Censuras ejiciantur, etiam illi perterritos, excipendi sint a Domino, & e Synagoga malignantium ejecti in societatem Sanctorum illis admittendi, quod ex animo Magnanimis Magistratibus exoptando: finis verbis Sapientis: *Pro justitia agonizare pro anima tua, & usque ad mortem terrae pro justitia, & Deus expugnabit pro te inimicos tuos, Ecclesiasti. Cap. IV. versus 33.*

F I N I S.

APPENDIX MONUMENTORUM.

(A)

INTERDICTIO

Contra Illustrissimum Episcopum Namurcensem & Internuncium volentes visitare
Monasterium Gemblacense.

Les soubzsignez Prelats de Brabant estantz advertis de certaine commission donnee par le Seigneur Internonce au Reverendissime Seigneur Evêque de Namur pour visiter le Monastere de Gembloux exempt & immunitement subiect au S. Siege, & que le dict Reverendissime Seigneur Evêque en vertu de la dicte commission ou autrement s'est aduance de visiter le dict Monastere directement contre le droit de la dicte exemption, comme n'ayant le dict Seigneur Internonce nul pouvoir de donner semblable commission, ny le dict Seigneur Reverendissime Evêque aucun droit d'entreprendre cette visitation de son autorité: ont de commun consentement pour l'interet qu'ils y ont à cause de la consequence de mauvais exemple, & pour ce qu'il y a de l'insubordination des privileges donnez aux Prelats de Brabant & confirmes par le Serment de la Majesté à la Joyeuse entree, trouvez convenir de se joindre en cause avec le Prelat du dict Gembloux pour faire casser de l'auto-rité du Conseil de Brabant la dicte commission avec toutes ce qui s'en est ensuiuy, continuer à cet effect le Procureur Vanden Driessche pour faire les debvoirs, & poursuivre à ce appartenant conjointement avec le dict Prelat de Gembloux, & promettant d'avoir pour agreable tout ce que par icelluy Procureur sera fait & besongne à ce regard & à l'effect avandict. Fait à Bruxelles le 28. de Septembre 1648. & estoit signe: Pierre Abbe de Vlierbeek, Francois Robert Abbe de Villers, * Franciscus Carolus Abbas Grimbergenfis, F. Liberius Abbas Parthenfis, F. Joannes Abbas Heylsclémensis, F. Servatius Abbas Averbodiensis, F. Augustinus Abbas Tongerloensis, * & Vinandus de la Margelle Abbas Sanctæ Gertradiæ.

* l'Abbe de S. Michel ar signe apens en la Congregation,
* item l'Abbe de Dilghem n'estant auspresents.

C O P I E .

De l'Apollille souche par la marge de la Requête présentée au Conseil de Brabant de la part des Reverends Prelats estantz en cause avec le Prelat de Gembloux,

Contre

L'Abbe de S. Anastasie & l'Evêque de Namur.

Rapport fait en plaine Chambre, la Cour permet aux Supplians de debatre de sub-& obsequer les Lettres cy mentionnees, & la visitation collative, interdictant cependant, tant à l'Internonce que l'Evêque de Namur de ne rien attenter. Actum 26. Octobris 1648. Paragraphe de Monique le Chancelier & soubzsigne G. V. Gindertalen.

C O P I A

Annotationis nos scriptæ ad marginem supplicis presentatæ Consilio Brabantæ ex parte Reverendorum Prelatorum conjunctorum in causa cum Prelato Gemblacensi,

Contre

Abbatem sancti Anastasii & Episcopum Namurcensem.

Relazione fatta in piena Camera, Curia permittit supplicantibus ut pagent de sub-& obsequiis Literis hic mentionatis, visitationis collative, interdictum interim Inter-Nuncio tum Episcopo Namurcensi ne quidquam attendant. Actum 26. Octobris 1648. munitum Sigillis D. Cancellarii & subsequum G. V. Gindertalen.

(B)

Représentation des États de Brabant touchant l'Infratien des Loix fondamentales du Pais par l'Évocation de trois Supplé de l'Université de Louvain.

AU ROY EN SON CONSEIL D'ÉTAT,

Les Souverains Princes aussi bien que les États de ce Pais & Duché de Brabant ont de tous tems eu un soin si particulier de la conservation de l'Ancien Droit & Privilege du même Pais de non évacuer & des autres Droits & Privileges accordés sur leur demande par les Saints Pontifes à l'Université de Louvain, que toutes les fois que ces Privileges eussent eue la moindre atteinte ils y font opposés avec toute la fermeté possible, & entre autres contre ceux du Pais de Liège, qui par un Esprit de jalousie ont travaillé de tems à autres à eluder la Jurisdiction du Conservateur des Privileges de l'Université de Louvain, & par là à rendre infructueux le droit de Collation des Benefices, dans le Pais & Diocèse de Liège competent à la Faculté des Arts dans la même Université; ainsi que cela se voit clairement par la sentence cy jointe; & comme cet esprit de jalousie pour ne pas dire d'Usurpation à recommencer à agité de nouveau au regard du Doyenné de Comtoz conféré au Professeur Vande Velde, d'une Prebende en l'Eglise de Saint Lambert à Liège conféré au Sr. del Hougne & une autre en l'Eglise de Saint Pierre à Liège, les quels trois pourvus par la dite Faculté des Arts, se trouvent cités à Rome sous peine de suspension, & même de revocation des Privileges de la dite Université à la demande ou sollicitation de ceux de Liège en prejudice des Sentences que le dit Conservateur des Privileges a rendues en leur faveur, nous jugeons qu'il est de notre devoir d'avoir notre recours à l'Autorité de Votre Majesté.

La Suppliant est humblement qu'il lui plaist de donner les ordres à l'Office Fiscal de Brabant d'agir & de rendre les devoirs convenables pour faire repaier cette nouvelle atteinte donnée aux droits & Privileges cy dessus mentionnés, soit par voyes d'Arras sur les biens appartenant aux dits Chapeires de Liège en ce Pais de Brabant ainsi que cela a encore été pratiqué dans des cas pareils cy devant, soit par telle autre voye que V. M. trouvera bon de lui ordonner. Nous sommes avec un tres profond respect Sire de Votre Majesté les tres humbles, tres obéissans & tres fidèles serviteurs & sujets, les Princes Nobles & Deputés des Chefs Villes representans les trois États de Votre Pais & Duché de Brabant. Par Ord. Signé Vande Broeck.

De Notre Assemblée Generale tenue à Bruxelles le 14. Novembre 1709.

Représentation des États de Brabant touchant l'Infratien des Loix fondamentales du Pais par l'Évocation de trois Supplé de l'Université de Louvain.

REGI IN SUO CONSILIO STATUS.

Independentes Principes a quo ac Status hujus Patria. Ductu Brabantia omni tempore statuti fuerant antiqua jura & privilegia ejusdem patriae de non evacuando, & alia jura & privilegia concessa ad eorum usum per Pontifices Universitati Lovanensi, ut quoscunque hac Privilegia vel minimum perfingerentur, se appropinquare omni constantia possibili, & inter alia contra Leodenses, qui spiritus zelotypia interdum tenati sunt eludere Jurisdictionem Conservatoris Privilegiorum Universitatis Lovanensis, & ita reddere inuide per collationis Beneficiorum, in patria & Diocesi Leodensi competens Facultati Artium ejusdem Universitatis, siue appareat ex deditione hic addita: & cum hac spiritus zelotypia ne dicam usurpationis iterum inciperet agere respectu Decanatus Cathedralis, collati professori Vande Velde, prebenda in Ecclesia S. Lamberti Leodii collata Domino del Hougne, & alterius in Ecclesia S. Petri Leodii, qui tres praevis per dictam Facultatem Artium, citantur Romam sub pena suspensionis a revocationis Privilegiorum dille Universitatis ad petitionem & sollicitationem Leodensium, in prejudicium sententiarum a dille Conservatore Privilegiorum latarum in eorum favorem, judicamus de re nostra esse ut recurramus ad Vestra Majestatis auctoritatem.

Supplicantes humilissime, ut agatur mandare Officio Fiscalis Brabantiae, ut agat & ita efficiat, quatenus hac nova perfrictus illata iuribus & Privilegiis hic supra mentionatis per via Arresu in bona pertinentia ad dille Capitula Leodensia in hac Patria Brabantia, ne sit alius praefractum amittat in casibus paribus, siue alia via praefractum Vestra Majestatis reparatur, sumus cum profundissimo respectu Vestra Majestati humilissime, obediensissimi & Fidelissimi Servi & subditi, Princes Nobles & Deputati a Civitatibus representantes tres Status Vestra Patria, & Ducatus Brabantiae ex mandato. Signatum Vande Broeck.

De Nostra convocations Generali habita Bruxellis 14. Novembris 1709.

(C).

R E S O L U T I O

Juris Utriusque Doctorum Lovanensium circa Missionarios.

C A S U S P O S I T I O.

Nonnulli Episcopi Belgii mittunt ad Parochias Catholicas Missionarios, plerumque Religiosos, cum sacraliter ibidem peragendis, audire confessiones, & alias functiones Pastorales exercendis.

Q U A E R I T U R,

1 An Episcopus possit obligare Parochum, qui vult & potest has omnes functiones per se exercere, ut Missionarios istos ad suam Parochiam admittat?

L'ON DEMANDE,

1 Si l'Evêque peut obliger un Cure, qui veut & peut exercer toutes ces fonctions par lui-même, à recevoir ces Missionnaires dans sa Paroisse?

a Si eveniat ne Episcopus cogat Parochum per communionem censuratum, ut predicet Missionarios recipiat, an non possit Parochum recutare ad Principem, petendo ab illo maintenancem in suo munere, &c.

R E S O L U T I O,

Volo & examinato casu consenti infrascripti, Episcopum non posse mittere Presbyteros live secularis live regulares ad aliquam Parochiam ad concionandum aut alias functiones Pastoriales obediens sine consensu Parochi, necnoster si Parochus, uti in casu supponitur, sit sufficiens ut functiones Pastoriales per se obret, & per se obire velit.

Certum enim est, totius Parochie curam spirituales live animarum Parochi incumbere, eique vigore hujus curæ spiritualis jus esse functiones ad eam illam spectantes per totam suam Parochiam exercendi, quemadmodum post divisa Diocesis singulis Episcopis jure exercendi functiones Episcopales competit private ad extinctionem omnium aliorum in suis respective Diocesis.

Unde jampridem Joannes Gersonus Universitatis Parisiensis Cancellarius dicere non dubitavit in Tractatu suo de potest. Eccles. Conf. t. 3. *Domini Curati sunt in Ecclesia minores Prælati, & Hierarchæ ex primaria institutione Christi quibus competit ex fide juxta predicandi, juxta confessiones audiendi, juxta Sacramenta Ecclesiastica secundum exigentiam sui status, & Parochianorum ministrandi, &c.*

Hoc ipsum evidenter supponit Synodus Tridentina Sess. 24. de Reform. c. 13. ubi mandat Episcopis. " Ut pro tutorio animarum eis commissarum salute, distinguant populo incertas propriasque Parochias, unicuique suum perpetuum, peculiaremque Parochum assignent, quæ eis cognoscere valeat, & a quo solo licite Sacramenta suscipiant. Nihil evidentius quam Synodum fuisse, Presbyterum singulis Parochiis præpositum esse specialem, & unicuique, quæ populum hujus Parochie moveat, & locum ejus curam gerat, ad quem ipse populus tanquam perpetuum, & perennem Parochum totumque habere debeat, & a quo solo licite Sacramenta suscipiantur.

Hinc Parochi dicti fuisse jampridem proprii Presbyteri suorum Parochialium, item Presbyteri Parochiales, & Curati.

Imo communiter tradunt Canonistæ, quod, ut quis sit Curatus, requiratur inter cetera, quod tanquam Prælati sui nomine singulariter ad regimen Parochialis Ecclesie, & populi assumatur, qui loquatur possit alios Staphileos in Tractatu de Gratia expectat. pagin. 47.

Uterius concludunt Canonistæ, quod Presbyter Parochie prædictæ, quod Parochum dicimus, totius illius Districtus curam spirituales seu animarum, ita exclusive ad omnes alios propriæ jure sustinet, ut dum in Parochia adest proprius Parochus, tunc Episcopus non possit dici Rector seu Parochus totius Diocesis, sed solius Ecclesie Cathedralis, & Prælati super omnia hujus Diocesis Rectores: quemadmodum post Hieronymum Gonzales ad Regulam 8. Cancellarius Gloss. 6. n. 83. loquitur Augustinus Barbosa de Officio Parochi pagin. 1 c. 1. n. 28.

Cum igitur Parochus jure sui Beneficii Curati coram animarum obtineat per totam Parochiam, consequens est, quod eodem jure exercitium functionum ad eam animarum spectantium ipsi competat, sive quod jure proprio, sive jure sui Beneficii omnia ad eam animarum spectantia per totam suam Parochiam exerceat.

Imo ex his concluditur, possessionem Beneficii Curati proprie consistere in actuali exercicio curæ animarum, sive functionum ad eam curam spectantium.

Unde dum Parochus excluditur a cura animarum, sive functionibus eam concernentibus, censetur a functionibus sui Beneficii Curati exclusi, non secus ac Canonici vel alii Beneficiarii habentur perturbati vel impediti in possessione vel quasi possessione sui Canonici sui Beneficii, puta si Canonico ingressus in Chorum ad prædicandum Officium Canoniale negetur.

Non dubium proinde, quin Episcopus mittendo Missionarios per Parochias, qui uti in casu proponitur in hujus Parochiis Sacramenta administrarent vel concionarent, non consensiente, sive invito Parochio, transgressus exercitium functionum Pastoralium in similes

Si l'Eveque vient a vouloir contraindre un Cure par menaces de Censures à recevoir les dits Missionnaires: s'il n'est pas permis au Cure de s'adresser à son Souverain, en luy demandant maintenance dans sa charge, &c.

Missionarios, arque ita juxta obtrundi hæc functiones jure proprio, & resulo Beneficii Curati competens dictis Missionariis communicare, & Parochio pro parte adimat, quin ipsam in possessione sui Beneficii impediatur & turbetur.

Et licet Episcopus juxta antedicta dici possit Prælati super omnes Ecclesias Parochiales suæ Diocesis, atque eo titulo Ecclesia Parochiales visitare, & inquirere, num omnia rite peragantur ad eam animarum spectantia, defectibus si quos reperit, corrigere & supplere: nequaquam tamen jure suæ Prælaturæ potest Parochiam in possessione sui Beneficii turbare aut impedere; quandoquidem certum sit nulli Prælati aut Superiori vel judici lax esse privare Beneficiarium suo Beneficio aut ejus possessione, nisi servato juris ordine eam privationem merita sua probatum fuerit.

Quandoquidem igitur in casu proposito dicatur Missionarios per Episcopos mitti ad eas Parochias, quæ cum Parochi sint sufficientes ad eam animarum debita sustentandam, functionesque ad eam spectantes per se obire volunt, loquatur quo Episcopus Missionarios mittendo ad functiones Pastoriales in similibus Parochiis obediens non consensientibus Parochi, ipsos Parochos in possessione curæ animarum seu sui Beneficii turbare censetur.

Unde recte notavit Cardinalis de Luca Diss. 17. inter Miscellanea n. 3. & 7. quod ubi Parochus idem est, & vult predicare per se ipsum, eo casu Episcopus non possit alium deputare, ut prius declaratum fuit per Congregationem Concilii, & præsertim scio, aut, ita post hæc scripta fuisse declaratum sub die 13. Septembris 1670.

Conformiter ad hæc declarationes Cardinalium non ita pridem judicatum fuit in supremo Concilio Brabantie per Pastorem Alesandriensem quendam Fratrem Ordinis S. Dominici perstentem in vigore specialis mandati Archiepiscopi Mechliniensis concionari invito Parochio, qui per se ipsum concionari volebat.

Verum quidem est, quod juxta Clementinam Dandum de separatis Fratres Mendicantes etiam non vocati a Parochis, nec ipsorum licentia petita vel obtenta possint in Ecclesiis Parochialibus predicare vel proponere verbum Dei, si Episcopus vel Prælati Superior per eosdem Fratres predicari mandaverit.

Sed, uti recte advenit Zypæus Rel. 4. de Parochiis, id intelligi debet de casu, quo Parochus vel per se predicare non vult, vel solus cum in qui curam animarum sustinent, instructioni populi insufficientis est, & adjunctione irrationabiliter recusat.

Uterius monet Zypæus in dicto Responso nu. 7. non sufficere licentiam generalem ab Episcopo datam Fratribus Mendicantibus, ut hi, recusante Parochio, quæ in ejus Parochia concionari ad sensum dictæ Clementine, sed requiri possit petitam, & recusatam a Parochio licentiam specialem mandant Episcopi, non & illud, aut, casu, cur Parochus dissentiat, cogitationem exigit.

Cum enim juxta Zypæum Episcopus ad sensum Clementine possit duntaxat mandare Fratribus Mendicantibus, ut sine licentia Parochi in Ecclesia Parochialibus verbum Dei annuncient, dum Parochus irrationabiliter consensum suum denegat, merito addidit Zypæus: & illud casu cur Parochus dissentiat, cogitationem exigit. Id est, legitime cognitum sit utrum Parochus irrationabiliter consensum suum denegat.

Itaque etiam juxta hæc dictam Clementinam Episcopus nec secularis nec regulares Presbyteros mittere potest, qui in Parochiis verbum Dei amonant sine consensu Parochi, nisi prius servato juris ordine cognitum fuerit Parochum irrationabiliter consensum suum denegare.

Quinimo quoad hæc posteriorem partem, qua permittitur Episcopo aliquem ex Fratribus Mendicantibus mittere ad annunciandum verbum Dei, ubi consensit Parochus, etiam irrationabiliter consensum suum denegare, videtur hæc Clementine derogasse Concilium Trid. sess. 24. cap. 4. de

4. de reform. quo decerneretur, ut in omnibus Ecclesiis Parochialibus vel Baptismalibus, in quibus populus ita numeratus sit, ut unus Rector non possit sufficere Ecclesiasticis Sacramentis administrandis & cultui Divino peragendo; cogant Rectores vel alios, ad quos pertinet, sibi hoc Sacramentum ad hoc munus adjungere, quos sufficiant ad Sacramenta exhibenda, & cultum Divinum peragendum.

Proinde Concilium Tridentinum de iure Parochis assumptionem Presbyterorum, qui ipsis in administrandis Sacramentis & Divino cultu peragendo ob numerositate populi iudicantur necessari, & in casu non assumptis Episcopi Parochos cogere possunt.

Itaque etiam in casu, quo Parochus adiutorium Presbyterorum irrationabiliter recusare, assumptio sive electio dictorum Presbyterorum non Episcopo sed Parocho deferatur, quandoquidem velit Concilium, ut in casu, quo Parochus sit defensor in assumendis Presbyteris, qui iudicantur necessari ad administrationem Sacramentorum & cultum Divinum peragendum, tunc Episcopi cogant Parochum, ut necessarios Presbyteros sibi adjungat.

In Gallia gratis habet, ut Episcopi ad Parochias certis temporibus mittant Presbyteros, quos Missionarios vocant, ut in istis Parochiis verbum Dei annuncient, & confessiones excipiant. Sed notandum hos Presbyteros Missionarios potiusque committi ipsos Episcopos in ipsa visitatione, ipsique Episcopi esse in adiutorium in annunciando verbo Dei & confessionibus excipiendis; deinde hos Missionarios non secus ac Presbyteros, quos in Belgio Stationarios dicimus, certis designatis temporibus, de confessione saltem sacro ad Parochias solitos accedere, ibidemque verbum Dei annunciare ac confessiones excipere. Quapropter sicut Fratres Stationarii solitas suas Stationes conquirent consentiente Parocho committunt, quando Parochus eorum operam non recusat, vel non declarat se vellet functiones Pastoriales in eas etiam dictas per se obire; ita quoque dicti Presbyteri Missionarii censendi sunt solito tempore ad Parochias de consensu Parochi accedere, & verbum Dei annunciare, quando eos tanquam Missionarios recipit & functiones Pastoriales more solito exercere permittit.

Interim indubitanum est, praxim hanc Gallicanam Episcoporum Gallie mittendi Missionarios ad obediens certis temporibus functiones Pastoriales parum conformem esse Concilio Trid. quod expresse mandat, ut Parochi per se verbum Dei populo annuncient, & ubi negligenter esse Episcopi receperunt, eos cogant per se officio fungi, vel si eos ob numerositatem populi vel Parochie latitudinem insufficientes populi instructioni aut Sacramentis administrandis esse perciperint, eosdem cogant, ut sibi Sacerdotes adiungant, qui necessari iudicantur ad annunciandum verbum Dei, Sacramenta administranda, & cultum Divinum peragendum.

Per hanc autem Presbyterorum missionem tantum abest, ut Parochi conformiter ad mentem Concilii Tridentini, nec non exigentiam Pastoralis sui Officii excutiant, ut per se functiones ad curam animarum spectantes obseant, & populi instructioni locum habeant, ut a coarctatio per hanc missionem Parochi, qui per suas functiones obire volunt, impediatur, & negligenter ac qui per alios eas exercere amant, in suis obligamentis foveantur, utpote parum solliciti, per quos omnis verbum Dei praebeatur, modo ipsis de lana ovium nihil decedat.

Unde & experientia docet, Parochos negligenter, & qui more mercenario magis arctati sunt, ne sibi aliquid de lana ovium decedat, quam quicquid per quos pabulum spirituale ovibus subministrat, has missiones & homines Fratrum Mendicantium Stationes desiderare & admittere.

AD SECUNDUM.

Censura infra scripta, Parochiam in casu praeposito posse Regiam protectionem sive maiestatem petere, si Episcopus via facti, sive neglecto iuris ordine per Censuras cogat Parochiam recipere Missionarios ad functiones Pastoriales, sive ad Curam animarum spectantes obediens in sua Parochia ipso invito, & per se obire volente.

Uti enim in Responsio ad primum Quaeritum proba-

tum est, Parochus in possessione vel quasi possessione sui Beneficii Curati turbatur, dum in exercitio suorum functionum via facti & per violentiam impeditur.

Potest certum est, non tantum Laici, sed & Clerici parere recusum ad Principem aut ejus Regia Auditoria ad tollendam violentiam.

In ignis enim scitur, nullum esse Regi adeo proprium officium, quam a potentiorum opprobrio & violentia imbecilliores liberare, eisque Regem suam protectionem impetiri. Uode ad Regem & Principes populi respicit monitum illud Jeremiae cap. 22. *Facite Judicium & Justitiam, & liberate vii oppressum de manu calumniatoris.*

Ad quae verba refertens S. Hieronymus, ait: *Regum officium est proprium, facere Judicium & Justitiam, & liberare de manu calumniatoris vii oppressum.* Apud Gratian. Conf. 23. q. 3. cap. 23.

Uode recte notavit *Franciscus Salgado* in suo Tractatu de protectione Regia parte 1. par. 2. §. 1. n. 310. "Quod cognitio de violentia & opprobrio subdito. "rum corumque delictis & protectio non competat "Regibus superius privilegio Summi Pontificis, sed "ex iure naturalis instinctu, ratione, & principio. "Naturalis officium est, ait, propriumque Regis offi- "cium inhaerens Regimini, a quo avelli non potest. "Regi enim Deus gladium, episcopi ultionem committit, "ut pœnarum tempore violentiam malorum comprimant, "de ab eorum violentia innocentem vii oppressum liberent. "Nec enim, recte Apollonio, sine causa gladium portat, "Dei enim minister est, vendex in iram et, qui malum agit.

Cum autem non Laici domantur, sed & Ecclesiastici seu Clerici, licet spiritum in formam Domini vocati, sint membra Regiminis, Regumque subditi, utriusque debent hanc Regis protectionem, cui recte monet citatus Salgado loco allegato praebere. 1. cum. 77. Rex, ait, "tenet tam Clericos & Ecclesias, quam Laicos tueri, cum sint pars, membra, & Civis Reipublicae temporali, qui sub tutela Regis est.

Quod si hanc violentiam inferatur ab ipsismet Iudicibus Ecclesiasticis, a quibus contra aliorum injurias & violentias protegi debere; tunc vel praecipue ipsa Regia protectio necessaria erit; nam ut recte reflectit penitus Salgado par. 2. §. 1. n. 102. "Ceteris violentiis hae, quae a Iudice sit, major est & atrocior, "cum sub securo de superioritatis ac jurisdictionis "praetextu facillime deliberari possit ad suspensum "vim inferendum.

Et nonnullis in his ipsi asserti probationem adducta concludit: "Igitur cum Iudicibus intolerabilis violentia & opprobria sua maiestatis, & iustitiae "Quous occasione committunt, iustissime multo fortius potest Rex illis resistere, & oppressi naturalem defensionem praestare, cuius proprium officium est. "Utque indubitatum est, coactionem per Censuras esse speciem violentiae, ac proinde adversus hanc violentiam non minus ac ceteras violentias Regum protectionem implorari posse, eamque implorantibus, ob id de hae opprobrio constituit, negari non posse.

Et quidem testatur, qui a ducentis & amplius annis scriptis, celeberrimis Jurisconsultis Didaeco Covarruvias par. 3. q. 4. §. 1. n. 3. Quod "in Regia & Castellana Republica illud observantissimum sit, "de diu obtinuerit, a tempore quod memoriam habet "minum excedit, posse abire, qui a Iudicibus Ecclesiasticis vi & Censuris opprimuntur Reges Auditoria & Consiliorum, qui apud Regia Suprema Praetoria litigantibus iura reddunt, omnino adiri, ut omni auctoritate & compellat Iudices Ecclesiasticos ab ea inferenda cessare.

Hic vero forensis usus (addit idem Auctor) non tantum in his Castellanae Regis Hispaniarum divisionibus, & Principatibus, sed & apud Gallos, alioque Republicas Christianas seculares Principes est equidem receptissimus.

Verum quidem est, penes Principem ejusque Auditoria proprie non esse auctoritatem ferendi Censuras, utpote dependentem a potestate Clavium, quae a Christo Ecclesiae ejusque Ministris concessa est; ideo Principi ejusve Auditoris ius esse cognoscendi & iudicandi de iustitia iudicis Censurae, sed & illud verum est, Iudices Regios, dum adversus iniustas Censuras Recursum admittunt.

admittunt; nequaquam velle cognoscere & iudicare de ipsa injuria Censuræ, live utrum Episcopus aut Index Ecclesiasticus sufficientem causam haberet infringendi hanc Censuram, sed donaxat de violentia, quæ per Episcopum sui iudicem Ecclesiasticum facta prætenditur.

Id ipsam notavit Cavarivius loco citato, postquam enim retulit utrum Regiarum Hispaniæ circa Retursum ad Tribunalia Regia ob recusatam delationem Appellationis interposuit, expresse monet, quod *Consilium Regium non respiciens de iustitia Appellationis ad Summum Pontificem deferenda*, ad hoc ut ab ipsi sententia confirmetur, vel revocetur, sed tantum ad hoc ut tollatur. *VIS ILLA*, quæ a Iudice Ecclesiastico injudicialiter fit appellanti, dum enim Censuris Iudex pro executione

sententiæ, quæ nondum transiit in rem iudicatam, pendente Appellatione ad Summum Pontificem, operatur, ut

Vel, in loquitur Salgado de process. Regia part. 2. cap. 1. paratod. 5. num. 194. *Judex Regiarum duntaxat cognoscit de violentia, ut ubi de illa constitit, ut* *Abolire Regia, non propellat, propellat, appropinquat, sublevent, & Ecclesiasticum quodammodo reducat ad viam iustitiæ & tramitis legitimæ.*

Harrospium Loosum hoc 16. Julii 1731. *Erar signatus* A. BAUVENS J. U. D. & Antecessor Primarius. Z. B. VAN ESPEN J. U. D. & Professore. J. A. BRENNART DE CORBEECK J. U. D. & Prof. Prim. J. HACQUJUS J. U. D. & Professor Ordinarius.

DECRETS.

Donnez par le Conseil en Flandres sur les Requestes y presentes par Sieur Maitre Dominique Marecaux Pretre Pasteur à Mourcon, Diocèse de Tournay contre les Jesuites, qui en qualite des Missionnaires envolez à sa Paroisse par ceux du Vicariar du dit Diocèse avec la pauvoir d'y precher, entendre les confessions Pastorales, pretendoient de le faire sans son consentement.

I. DECRET.

L Etout vu fiat commissio de maintenance Ecclesiastica de forma avec ordonnance par Bailien Bourgeois-maire & Eschevins de Maucroix de prendre un foio particulier à ce que le repos public ne soit trouble par l'une ou l'autre partie, en quel cas ils en advertissent incessamment l'Office Fiscal. Actum le 13. Juin 1731. J. B. MICHEL.

II. DECRET.

Le tout vu, & notamment la declaration du Suppliant de vouloir precher & faire les autres fonctions Pastorales lui même, la Cour interdit aux Missionnaires cy mentionnez de faire quelque fonction dans le Village de Mourcon, le tout par provision & sous caution jusqu'au jour servant qui sera le XI. de mois de Juillet prochain, partie ouie en jugement autrement soit ordonne. Fait ce xviij. de Juin 1731.

J. B. MICHEL.

III. DECRET.

Le tout vu, soit cette promptement montrée à partie, & puis jointe à la commissio de maisonnet pour y dire pareillement au jour designé par l'appointement du 26. de mois passé, néanmoins la Cour interdit toutes fois aux dits Missionnaires de faire aucune fonction Pastorale dans le prin & ultérieure ordonnance à leur charge, & ordonne aux Superieur des dits Missionnaires d'effectuer que la dite interdiction soit observée à peine de forfaire un amende de 100. florins au profit de sa Majesté Imperiale & Catholique à recouvrer sur leur temporel gissant sous la domination, à quel effect cette & la sous correction precedente sera induite à la breteque par le premier Officier de Justice à cetoquis. Fait ce premier Juillet 1731.

HELLAS.

DECRETA.

Data a Consilio Flandriæ circa supplicas ibidem præsentatas a Domino Dominico Marecaux Sacerdote Pastore in Mourcon Diocesis Tornacensis contra Jesuitas, qui tanquam Missionarii missi ad ejus Parochiam a Vicario dictæ Diocesis cum potestate ibidem concionandi, excipiendi confessiones, & exercendi alias functiones Pastorales, prætendebant id facere sine ejus consensu.

I. DECRETUM.

Omnibus visis fiat commissio maintenance Ecclesiastica in forma cum mandatis Bailii Consuli & Scabini de Maucroix, ut ea efficiant ut ex utraque parte habeatur quies publica, quæ causa de super informabitur fore magis Officium fiscale. Actum 13. Junii 1731.

J. B. MICHEL.

II. DECRETUM.

Omnibus visis & speciatim declaratione supplicantis volentis ipsam concionari, & functionibus Pastorali bus Curia interdictis Missionariis præfatis fungantur ad la functione in Pago de Maucroix, omnia provisionaliter, & sub cautione, usque ad diem consilium scilicet antequam Julii proximi, parte audita a iudice, aliter ordinetur. Actum hoc 26. Junii 1731.

III. DECRETUM.

Omnibus visis hæc cito ostendatur parti, & postea adjungatur commissio maintenance, ad dicendum pariter die assignata per citationem 26. mensis præteriti, nihilominus Curia eorum interdictis dictis Missionariis, ne illa functione Pastorali fungantur in Parochia de Maucroix sub pena ultioris ordinationis contra ipsos, & mandat Superioribus dictorum Missionariorum ac eorum, hæc interdictionem observari sub pena multa 200. flororum ad emolumentum Majestatis Imperialis, & Catholice, accipiende ex eorum temporalibus sitis sub rui dominio, in quem finem hæc & præcedens correctio infundatur per primum Officiarium justitiæ ad hoc requisitum. Actum hoc primo Julii 1731.

HELLAS.

(D)

RESOLUTIO

Circa casum Pastoris Finis-Terræ Bruxellæ.

CASUS.

Consultum est ad Concordata leges, & conditiones prefatas prætermissas & electas et una ex quinque Capitulis ad Vicariam, qui ante erat approbatus cum plenaria a^ute ad revocationem, cui etiam Pichanus contulit jurisdictionem juxta conditiones ante expressas. Sic electus cum possessionem. Ceterum notandum quod Vicarius sit electus a populo solum haberi Pastorem, & ab omnibus passim, etiam ab aliis Pastoribus habeatur, & vocetur Pastor Finis-terræ, habet quoque Vicarius domicilium particulare prope Ecclesiam pro se & Coadjutoribus suis, quod a plebe haberi solet pro domo Pastoralis, quæ juxta Concordata tenetur dictus Vicarius inhabitare.

QUÆRITUR.

I. An Archiepiscopus possit Vicario prefato revocare approbationem ad revocationem antea concessam?
II. An casu quo Archiepiscopus revocet approbationem vel auctoritatem jurisdictionem, per appellationem a Vicario interpositam suspendatur effectus?

RESOLUTIO.

Ex terminis Concordatorum, & conditionibus sub quibus Vicarias de quo casu insistentur, constat Vicarium hunc non posse dici perpetuum, eo titulo, quo dicuntur perpetui illi qui possident Vicariam Parochialem Ecclesiasticam, auctoritate Ordinariorum, in Titulum veri Beneficii Parochialis erectas, quique institutionem ab Archiepiscopo, & curam Animarum ab Ordinario, concessas ac veri Pastores, & Beneficiarii accipiunt.

Verum attente conditionibus hujus Vicariæ in casu expressis, apparet hanc Vicariam reputandam esse perpetuam, eo sensu quo passim officia omnia, quæ ex sua natura certum & determinatum tempus durationis non habent, reputantur perpetua, prædictam nostris, eo nimirum sensu, quod eorum possideres, vita ipsorum durante, in fine causæ, eaque probata, privari aut eorum exercitio turbari nequeant.

De hoc usu testatur Bagnoniensis de legibus abrogatis lib. 2. scribens, quod leges facientes, ut omnes Judices post administrationem depositum quinque viginti dies in certo loco permanent, non observant in Gallia, eo quod officia, & dignitates illæ sint perpetuæ, id est perennem eos remanent, qui eas in Republica gerant, quoad vitam agunt.

Ad hanc sententiam Bagnoniensis hanc notam adijcit Libertus Christianus. "Idem in hisce obtemperat moribus nostris, illis enim officia sunt permanentia. Et ita in summa Brabantia Curia Judicium 15. Julii anno 1647. cum Tuparchus quidam officialis ad eum revocare & sine causa prætenderent, censuit Curia illos in officio perennes quoad vitam, ois tamen illis attentum scilicet inhabitare redderent, quod postmodum 30. Aprilis 1646. ipsiusdem Capituli Resolutione causam est.

Quin & si ejusmodi officia, quæ natura sua ad certum tempus non sunt limitata, dantur etiam cum clausula a^ute ad revocationem, ea tamen ad libitum & sine causa allegationis, & probationis a^uterit non posse post alios docet VVarnetus Confil. canon. 301. (nam ait num. 9.) hujusmodi reservatio quavis revocationi viam aperit liberam tamen revocandi potestatem, & arbitrium non continet, sed limitatam, & justificatam.

Idem probat passim multorum Capitulorum aliorumque corporum iura. Quomodo officialis reputatur

perpetui, eo sensu, quod o^uce ad nutum revocabiles sint; tamen annis singulis sua officia resignare, & confirmationem petere teneantur; uti & hujus Universitatis constantis praxis observat etiam quoad officium Secretariatus, quod annis singulis ad manus Universitatis reponi debet, & ejus post continuatio, & tamen perpetuum esse nemo dubitat, ea omni ratione: quod sine causa justificata auferri non possit.

Quod circa officia secularia moribus nostris obtinet, in officiis Ecclesiasticis quoque habet locum. Hinc Kinckhoius Confil. 83. in terminis docet, Vicarium Ecclesiæ Collegiatæ, & Parochialis ad libitum Capituli dissolvere posse, tamen in Bulla unionis ipsius Pastoralis factæ Capitulo expressum esse, quod Vicarius, a Capitulo deputatus ad Curam Animarum, ad Capituli a^utem amoveri possit, "nam, ait, sicut Officiales non possunt, ita neque illi qui ad beneplacitum vel a^utem conferentis sunt constituti. Itaque ergo Alexander in leg. Principalibus Digestis si certum pervenit: per leg. si jurisperitos, Digestis de excus. Tutor. & ibi Baldus, & Bartholomæus, lare Caput de ill. Neapolis, tit. 6. ea enim verba ad nutum tantum, beneplacitum eam vel jussu tuo, libertati tue, arbitrio tuo, meriti, seu sui, consensu tuo, &c. libetam revocandi vel dissolvendi libertatem non important, sed ad arbitrium boni videretur: ita ne sine causa, equique a^utem judicem cognitionem, nulla dissolutio aut amovendi fieri possit." Hæc tamen Kinckhoius, qui ibi. plures Doctores id sentientes allegat.

Porro si attendimus rationes quæ perpetuitatem officiorum moribus nostris ac nominem in Brabantia insinuerent, videbimus eas & in hac Vicaria militare.

Prima ratio indurgetur hujus perpetuitatis officiorum sui, quod qui ad similia officia assumuntur, suam vivendi rationem familiamque insinuant, & ordinem ac si vita durante in his officiis essent permanentes, eo quod passim similia officia possidentes, ea per totam vitam retinent.

Inordinatum sortem atque publico periculosum visum est, ut subito, & ad nutum ac beneplacitum aliquorum privatorum, idque sequenter, & inordinata quadam passione potius, quam iusta causa homines deberent totam suam vivendi rationem familiamque suam insinuat morant: idque non raro cum propria sororis familiarique totali ruina. Hæc ratio, & hujus Vicariæ, de qua quæstio, perpetuitatem suadet: Vicarius enim uti in casu nactus, domum paucitatem habet, ibique familiam insinuat, omniaque sibi disponit, ac si ad vitam remanendum esset, & per consequens inordinatum atque injustum esset, ut hoc solum vitæ insinuat ad beneplacitum alicuius sine causa mutare cogretur.

Secunda ratio perpetuitatis officiorum, quæ defusa natura ad certum tempus non datur, petitur ea infamia quam remotio a similibus officiis secum trahit: tunc nota est, cum enim passim similia officia possidentes, ad vitam in his commorari solent, vulgusque ea pro perpetuis habeat, natum est fieri in remotio ab his officiis secum trahat publicam aliquam infamiam, populoque ingratam opinionem injusmodi remotiorem ob male administratum officium fieri, ut recte notavit famosus juris consultus Carolus Loyslan Tractato de Officiis lib. 5. Caput. 4. numer. 26. scribens: "D'ailleurs c'est une chose bien certaine qu'on ne peut oter l'office à un homme sans lui faire les pas d'Écervelle, & le faire devenir d'Éveque Ménérier, comme on dit, il n'y a point de doute que le commun peuple qui est consumé de jurer & de interdire tous en malice et en conjonction, que celui qui a^u an^u est dépouillé de son office aura fait quelque chose".

„sane qui sic donne sujer à certe destitution. “Dubitari nequit quin hæc ratio in hac Vicaria valeat. Evidens enim est non sine publica nota removeri aut deponi, qui, ut in casu supponitur, à populo sibi commisso verum eorum Pastor cedatur, & ex talis suspensus, quocumque ad vitam suam Parochie sive Ecclesie Praefectum supponam, ut proxime dum intelliget Vicariam, quem pro suo Pastore reputat, deponitur: credat hanc depositionem non contingere sine notabili culpa ipsius depositi: perfectum ab Episcopo, quem facile populus supponit ad similia non sine gravi causa proficere, quod in praesenti casu evidentiissime locum habet ob rationes expressas in Acta suspensionis hic junctis, quæ dictus Vicarius coactus est hanc Episcopum recitare.

Tentis hujus perpetuitatis ratio peti potest ex incommodis quæ amovibilitatem Officiorum consequi solet. Dum enim sicut se ad auxilium & beneplacitum aliorum occasio momento amovibilis, magis insidiat, ut sibi de alia conditione stabili pervideatur, quam ut Officio sibi commissio satisfaciatur, neque amant scotos Officio rite obeundo impederet, studia, vitæque rationem eo dirigere, quando nequaquam scurrit, ne, quæcumvis recte Officio suo fungantur, ab Officio ad beneplacitum alterius subito deponantur.

Denique passim contingit, ut qui Officio suo recte forsiterque, & sine respectu humano fungi voluerit, multorum invidiam, & indignationem incurrat quomodo sibi videri possint qui ad nunum sunt amovibiles, quique timor natus est ab Officio recte adimplendo retardare.

Quoniam hæc ratio in Officiis Ecclesiasticis, quibus Cura animarum annexa est, quale est hac Vicaria, præcipue obviat, non ambigit qui attendit quod ob incommoda ex amovibilitate Vicariorum Ecclesiasticarum Parochialium, Concilia, & notanter Concilium Tridentinum, sess. 7. c. 7. de Reform. ordinavit, ut in Ecclesiis Parochialibus unitis Capitalis aut Monasterii prævideretur per Vicarias perpetuas.

Hæc igitur Vicaria licet non sit in titulum Vicarie perpetue erecta, nec consequenter sit verum Beneficium curatum sive Parochiale, nihilominus reputanda est perpetua sive ad vitam Vicarii eo sensu, quo passim Officia motibus nostris, ac praesentium Brabantini perpetua reputantur, ne nimirum sine iusta causa easque probata possessiones invisi illis privati nequeant.

Ex hac perpetuitate Vicarie ulterius concluditur Vicarium non posse, viâ sua durante, à Vicaria sine causa allegatione, & probatione privati aut in ejus pacifica possessione, functionibusque ei annexis impediri aut turbari.

Cum autem Vicarii hæc ex sua institutione habeat annexam curam animarum vi cuius tenetur Vicarius excipere confessiones sanctorum subditorum, eisque sacramentum Verbum Dei, sequitur ex ipsa Vicarie perpetuitate quod in his functionibus obeundis impediri aut turbari sine causa probata nequeat.

Hinc perpetuitas sit, nec revocationem approbationis ad excipiendas confessiones aut concionandum huic Vicario sine causa allegatione, & probatione eripi posse.

Hæc quippe revocatione in usu suæ Vicarie viâ facti ad solum beneplacitum Ordinarii impediretur, & turbaretur, cui perpetuitas Officiorum diutius contrariatur.

Sed exponit Ordinarius, Vicarius ab Ordine curam

animarum aut jurisdictionem non accipit, neque in qualitate Vicarii ad Confessiones audendas aut concionandum approbatus fuit, aut denuciat eandem Presbyteri sine ulla titulo Beneficii aut Officii, quod curam animarum habet annexam, simpliciter approbatus fuit ad Confessiones excipiendas, & concionandum cum clausula usque ad nostram revocationem, quæ approbatio cum ad libitum Ordinarii fuerit revocabilis priusquam Vicarium accepisset, & jam & post eam acceptam revocabilis permansit, praesentem quia hanc Vicariam sine collatione aut institutione vel approbatione Ordinarii, à Capitulo accepta, jurisdictionem à solo Pirbano Matricia Ecclesie obtinuit.

Sane quidvis sit an facultas ad confessiones audiendas, & concionandum data cum ea clausula etiam simpliciter Presbytero nullum Beneficium aut Officium Curatum obtinens sine causa, & ad libitum, quando id sine infamia fieret, revocari queat, nec ne, quod non pauci in dubium vocant, nullatenus tamto casui praesentis adducimus posset.

Licet enim daretur approbationem datam Presbytero, de qua in casu, ad libitum, id est sine expressione causæ revocari posset, priusquam Vicaria ei collata esset, nequaquam tamen inde consequens est eam ad libitum, & sine allegatione, & probatione causæ revocari posse, postquam Vicarium sine Officio curam sua perpetuam accepit.

Per hanc quippe revocationem ipsam Presbyterum in effecta privaret viâ facti Vicaria & Officio natura sua perpetuo, vel saltem in pacifico ejus usu, & functione impediret, quod perpetuitati Officiorum repugnat, ut ea hæcenus dictis pateret, quod non contingeret, si facultatem excipiendi Confessiones, aut concionandi revocasset, dum nullum adhuc Officium obtinisset.

Neque conuenit potest Ordinarius quod sine suo consensu approbatio quæ erat ad natum, & beneplacitum revocabilis, fiat irrevocabilis, & perpetua ad vitam per assumptionem hujus Presbyteri ad Vicarium; cum enim per Concilium anni 1643. Archiepiscopus voluerit ut & Presbyteris Oratoribus ab Ordinario approbatis unum effect constitueretur Vicarios in Ecclesia B. Mariæ Finis Terræ, idque vigore alterius Concordati, sequitur quod Capitulo assensum juxta tenorem Concordatorum unum et quinque his Presbyteris approbati ad hanc Vicariam, etiam ipsa approbatio vigore ejusdem Concordati ab Ordinario probati, forent sit naturam hujus Vicarie, sive quod Ordinarius concessendo, ut unum Presbyteris illi simpliciter approbati, à Capitulo constitueretur Vicarius, oia consenserit, ut si approbati acciperet hanc Vicariam secundum naturam hujusmodi Vicarie, quæ est ut sit ad vitam perpetua, etiam consenserit ut hujusmodi approbatio sufficeret ad dictam Vicariam obeundam, cum nihil aliud vi dicti contractus, & conditionum requiratur.

Ex quibus omnibus concluditur ad primum, quod Archiepiscopus non possit præfato Vicario auctore seu revocate approbationem antea concessam ad revocationem. Ad secundum, quod si Ordinarius non revocet approbationem aut limitet jurisdictionem, ab ejusmodi approbatione vel limitatione possit appellari etiam quoad effectum suspensionis.

Ita respondit Lovenii hæc 24. Octobr. 1707.

Z. B. Van Elpen J. U. D. & Can. Prof.

H. De la Haye J. U. D. & Antecessor Primar.

J. Heyns J. U. D. & Prof. Ordinarius.

De Lomeny J. U. D. & SS. Can. Prof. Primar.

(E)

Consulte du Conseil de Brabant sur l'affaire du Prieur de Seveborren ou Sept-Fontaines.

Monseigneur,

Nous avons examiné, & vu la requête présentée à Votre E. de la part de quelques Religieux Chanoines Réguliers de Cloître de Sept Fontaines; & l'avertissant de ce qui est du fait y mentionné, & du sujet pour lequel il y a eu empêchement donné à l'exécution de la sentence rendue le 6. du mois de Décembre 1639. contre Pere Masec Masleyn Prieur du dit Cloître, par le General du Chapitre de Vvinderhem, d'innu sous très-humble correction, qu'ayant le dit Pere Prieur appelé de sentence contre lui rendue par ledit General, & défendant estre ouy en sa justification, & défenses, par devante le Juge Ecclesiastique, le dit ce, que non obstant la dite appellation interjetée, le dit General avec quelques autres Prieur du même ordre à *ipso facto* établi Frere Florentius de Nibhois, un des Supplians pour du dit Cloître, sans vouloir en aucune manière deférer à la dite appellation, dépossédant le dit Pere Masleyn de la dite charge de Prieur, & qu'étant parvenu à la connoissance des plus proches parents d'iceluy Masleyn, ils se sont en vertu des privilèges de Brabant, & notamment de la jouissance rendus plainsuis par Requête à ce Conseil le 4. du mois de Janvier 1640. contentant afin, que pour n'avoir le dit General deféré au dit appel, la dite destitution & deportement de Prieur en la personne du dit Masleyn fut cassé, & anulé, & suivant ce déclare, que le dit General, & tous ceux à qu'il appartiendrait, l'autoient à reconnoître pour Prieur du dit Cloître du moins par provision, & jusqu'à ce, qu'en ladite matière d'appel autrement seroit ordonné, laquelle Requête aiant été communiquée aux susdits General & Prieur aians donné la dite sentence proces s'est fuelllement emeu & instruit jusqu'à Duplique, du quel aiant été fait rapport au plein Conseil, & les mettres de la cause d'une & d'autre part examinées, & considérées, a déclaré par sentence rendue le dernier d'Aoust 1640. que reintégration provisoire du dit Prieur tiendrait lieu, & feroit son effet, tant & jusqu'à ce qu'en matière d'appel par les Juges Ecclesiastiques par sentence définitive autrement seroit ordonné, & que les dits Religieux auroient cependant à reconnoître le dit Masleyn pour Prieur légitime dudit Cloître de Sept Fontaines, comme ils ont depuis faits, & entendons que le dit Prieur au Chapitre General dernièrement tenu y a été déclaré & reconnu pour tel, non obstant, que parties sont par le dit Juge Ecclesiastique admises à preuves des faits par eux respectivement présentées, en la dite matière d'appel, moyennant quoy espérons avoir satisfait aux ordonnances de V. E. à laquelle haïsons très humblement les mains, priant Dieu de la conserver.

Bruxelles 22. Juin 1643.

Consultum Consilii Brabantiae circa negotium Prioris in Seveborren vel Septem-Fontium.

Domine.

Examinavimus, & vidimus supplicem presentatum Vestrae Excellentiae ex parte aliquorum Religiosorum Canoniarum Regularium domus Septem Fontium; & cum admoneretur de his quae ad rem factam vel factum spectant secundum rationem, quare sententia lata 6 Decembris anni 1639. non servata fuerit executionem contra Patrem Patrem Masleyn Procuratorem dictae domus, per Generalem Capitulum Vvinderhemensem, dicimus salvo humilissima correctione, quod cum dictus Pater Prior a Sententia contra se lata per dictum Generalem appellasset capiens audiri in sua justificatione, & sui defensoribus coram Iudice Ecclesiastico, nihilominus non attenta dicta appellatione acceptata, dictus Generalis cum aliquibus aliis Prioribus ejusdem Ordinis ipso facto constituit Fratrem Florentium de Nibhois ex Supplicantiis in Priorem dictae domus, depellendo sen a possessione detrahendo ab officio Prioris dictum Patrem Masleyn nulla attentione facta ad dictam appellationem, de qua informati agnati propinquiore ejusdem vigore Privilegiorum Brabantiae, & speciatim sibi jurisdictis querelas suas per supplicem ad hoc Consilium 4. Januarii 1640. detulerant postulantes, cum dictis Generalis nullatenus obsecutus fuerit dicta appellatione, dicta destitutio, & depositio Prioris in persona dicti Masleyn cassetur, & annulletur, & insuper declaretur eundem a dicto Generali, & ab omnibus quorum erit esse agnoscendum in Priorem dictae domus ad minimum provisionarij, donec in materia praefata appellationis aliter ordinetur. Haec Supplicia communicata dictis Generali, & Priori, his formaliter mota, & ventilata suis assensu ad Duplicem, quo relato in pleno Consilio, & meritis ex utroque parte examinatis, & ponderatis, declaratum fuit sententia lata ultima Augusti anni 1640. reintegrationem provisionalem dicti Prioris habere locum, & fortiori effectum suum sardin, & donec aliter in materia appellationis a Iudice Ecclesiastico sententia definitiva ordinetur, & servetur, & dictis Religiosis interim agnoscatur in legitimum Priorem domus Septem Fontium dictum Patrem Masleyn sicut fecerunt, & intelligimus dictum Priorem in Capitulo Generali super habito fuisse declaratum, & agnoscit talem, licet a Iudice Ecclesiastico partes sint receptae ad probandum facta ab ipso respectu presentata in praefata appellationis materia. His mediis interpositis a nobis solum fuisse satis mandatis Vestrae Excellentiae, cui humilissimum saltem dicimus, Deum rogantes ut ipsam conservet.

Bruxellis 22. Junii 1643.

(F)

D E C R E T U M

Confilii Flandriæ contra Episcopum Ipremsen procedentem,
pendentem recusatione.

Aen Hooge ende Mogende Heeren van
den Raede in Vlaenderen.

Ceſſis ac Potentibus Dominis Confilii
Flandriæ.

H Eer ende Meester Joannes Leenſane gheeft den Ho-
ve te kennen dat hy van ſyne Mayſteyſt heeft
veteregen de medegaeſende Apoſtille in daen 17. Ma-
erte 1668. daer by t' Hof is gauthoſſiceert om t' or-
donneren op Supplicans verſoek dat de *SUSPEN-
SIE A DIFINIS* t' ſynen laſte geſeyen ſonde maghen
vuerden ghewiden in ſtaete, ende loo t' Hove noch is
ruſſende Supplicans Requeſte ten dien effekte gepreſen-
teert.

Biedt dat t' Hof ſoud gedient vueren op Supplicans
verſoek te ordonneren t' vvelcke doende &c.

BOGAERT Pr.

APOSTILLE.

Fle t' Hof al geſien ende memoratiſ ſynde van de
Requeſte byn den Supplicans aen ſyne Mayſteyſt ge-
preſentiert in *matrice van appella* alhier ghelondom
daer over te diſponeren by Decreet van den xxx.
Maerte 1666. vvaer by het Hofſen ſelven eynde ge-
saurhoſſiceert is geveſt voor loo veel als noot ſeude
moghen vueren, benevens de voedere Ordonantie tot
ende mei het Decreet van de Provisionele ſlackinge
van den tweeden April daer naer, voets oock van
de penale Decreeten om het ſelve tot executie te leg-
gen ende t' gene voorder in de ſaercke ghedegen is
geveſt mit de proviſien van Juſtiee verſeint ten
laſte van Godefridus Sanctus tegen den Supplicans ge-
daen lebende het officie van Promotori, de belcrys-
brieven van den Caplaen van den Eerwvrdighen
Biſchop van Ipren, Egidius Molarcha ende de voore-
der devolten van Officie ter oorſacken van de ac-
tenſacen ende excuſen ten proceſſen geroert, ende
nammenyck geſet op de Ordinantie van den 26. Junii
1666. vvaer by op de clachte van den Supplicans,
dat den voornomden Biſchop in *prejudice van ſyn
reuerſe in de woerſt, matrice van appella* ende van re-
cuſatie van ſynen perſone, vvaer anne alreede voets
geprocediert vvas tot het noemen var arbiters, hem
geto-nincet hadde; te ſuſpenderen a Divinis, ende
doen daegen ten ſelven effekte, het Hof by proviſie
in ſtaete ghewiden heeft de proceduten voor den voe-
der Biſchop dies queſtie roert, ende gemitdicereert
200 aen hem als aen ſynen Official ende Promoteur
daer mede voets te vueren, maſgaders alle vooredere
vregen van ſeyren op pene vaoe te verbeuren deſorm-
me van 200. goudt Croonen, geſien boven dien t'
Decreet van de Mayſteyſt van den 17. deſet, vvaer
by het Hof andermaal gauthoſſiceert is, onnme te
diſponeren op het verſoek van den 17. deſet, vvaer
by het Hof andermaal gauthoſſiceert is, onnme te diſ-
poneren op het verſoek van den Supplicans in deſer
gedan, ende op alles geſich in *vullen Raede*, t' Hof
aeoedereert aen den Supplicans *commiſſie van attentat*
*me CLAUSULA VAN STAET VAN HET EF-
FECT VAN DE SUSPENSIE in deſen gheue*,
ende ierauve interdictie aen den Biſchop van ter
vooreders t' ſtrecken op pene van het Decreetem
van de gecommeneerde boete van 200 goudt Croonen
ende ſaiſſiſſement van ſyn temporel. Actum den 21.
Martii 1669.

Onderſteekem H. D' HANE.

D Omnis ac Maſteſ Joannes Leenſane exhibet Cu-
ria, quod a Sua Maſteſate obtinuit Apoſtillam hic
junctam de data 17. Martii 1668. qua Curia authorizatur
ad diſponendum ſuper petitione Supplicantis, ut *SUS-
PENSIO A DIFINIS* ad onus ipſius ſua teneatur
in ſuſpenſo: & tam in Curia Libellus Supplicantis ad-
huc exiſtat.

Exat, ut ſuper petitione Supplicantis Curia dignetur
diſponere. Quod ſaciendo, &c.

BOGAERT Pr.

APOSTILLA.

Curia, omnibus viſis ac memor Libelli ex parte Suppli-
cantis Sua Maſteſtati exhibiti in materia oppoſitionis, huc
miſſi, ad diſponendum de ſuper per Decretum de data 30.
Martii 1666. qua Curia ad eundem ſinem authorizata fuit
in quantum necesse foret, unam alterius ordinati-
onem in ſum, & cum Decreto provisionalis relaxationis die
2. Aprilis ſubſcripti, inſuper etiam cum penultimis Decre-
tis ad ipſum executioni mandandum, & quod ulterius hac
in cauſa actum fuit, cum provisionibus Juſtiee conceſſis ad
onus Godefridi Sancti adverſus Supplicantem Promoteris
officio ſumiti, Lateris citatorialibus Capellani Reverend.
Episcopi Iprensis Egidii Molarcha, ac alterius Offi-
cii ſumitis occaſione attentatorum, & exceſſum, de
quibus in lite actum eſt, ac nominationem reſtationem habita ſu-
per ordinatione die 26. Junii 1666. qua, ad querelam Sup-
plicantis, quod praſens Episcopus in prejudicium Re-
curſus in praedicta materia oppoſitionis, & recuſationis
hac Perſone (in qua jam inde fuerat proceſſum ad
nominandum arbitros) comminatus eſſet a Divinis ſu-
pendere, & ad eundem ſinem citari mandante, Curia
provisionaliter ſuſpendit proceſſum coram dicto Episcopo,
de quo queſtio, ac interdixit tam ipſi quam Officiali
ſuo ac Promoteri, ulterius progredi, & omnem viam
ſalli ſub pena 200. aurearum coronatum comminenda-
rum, viſo inſuper Decreto Sua Maſteſtati die 17. cor-
rentis, qua Curia iterata authorizata eſt ad diſponen-
dum ſuper petitione Supplicantis in hoc ſalla, & omni-
bus perpenſis in pleno Conſilio, Curia relaxat ſuppli-
canti commiſſionem attentati cum *CLAUSULA SUS-
PENSIVA EFFECTUS SUSPENSIONIS* hic
memorata, & iterata Interdicto ipſi Episcopo, quid-
quam ulterius attentandi ſub pena Decreti multa com-
minata 200. aurearum coronatum, & erraſſi bonorum
eius temporalium. Actum 21. Martii 1669.

Signatum H. D' HANE.

(G)

SENTENTIA

Consilij Brabantiae pro Manutenentia Pastoris Sanctae
Catharinae Bruxellis.

Heer GUILIELMUS VANDE NESSE
Pastoor van S. Jans tot Molenbeke,
ende S. Catharine binnen dese Stadt
Brussle, Suppliant.

Syne Hooghverdigheydt den Heere
ARTSBISSCHOP VAN MECHE-
LEN, Geinsinuerde.

Dominus GUILIELMUS VANDE NESSE
Pastor S. Joannis in Molenbeke, &
S. Catharinae in hac Civitate Bruxellensi,
Supplicans.

Reverendissimus Dominus ARCHIEPI-
SCOPUS MECHLINIENSIS, Insi-
nuatus.

G Heffen in Synce Majesteyt Souvereynen Raede, ge-
ordonneert in Brabant, die Requeste by deo Sup-
pliant aldaer gepresenteert den 31. Augusti 1706. by de
veetke by te kennen gaff, dat een den voorsz. Raede be-
kent vvaeren de moeyelyckheden hem voor desen aenge-
daen door den Heere Geinsinuerde, insinuerders hoe
dat hy oyt Knaechte van Koninkelycke Brieven van Ca-
chet aldaer ghevoert N. a. hem geinsinueret op den 22.
Januarii 1704. hadde moeten vertrecken oyt desen Laede,
vvaer naer het ghebeert vvas dat hy in den voorlede
Vintser met permitisse van't Hof, hem verjout ter oot-
saecte van die sieckte van synne Moeder, synde gheko-
men binnen de te Raede, ende villende aen den voorsz.
Heere Geinsinuerde behooren synne verbiedinghe ende
ghehoorfaemheyt, hadde aen den selven gepresenteert
Requeste gevoegt N. a. bopende door dese synne submittie
te verformen genoece van den voorsz. Heere Geinsin-
nuerde, ensoo verre te beveeghen, dat het hem soude
geleuen de voorsz. Brieven van Cachet te doen cesseren,
ende inder daede dese Requeste aen den Heere Geinsin-
uerde behandicht zynde door den Heere Borghemeester
van Brussle, hadde hem foodaerngh behaeght, dat by
om de vvaegge van den Suppliant toe te staen, niet anoets
en vvasen verlockende dan dat den selven affgeghede alle
saecten hem oiet creckende, sijn teemael soude bestien
in de sunde Palloreel; doch het gheuevnt gevolg
vvas verbinden gevoevende door den Heere Vicarius Ge-
nerael van Sultern, oot vvelken ter occasie van de
voorsz. Requeste, eode onbetuyfelyck door de directie van
de Paters Jesuiten, hadde aen den Suppliant gheleueven
den gevoegheo Brief sub Num. 3. hem daer inne bou-
dende pcedelyck insinueret in materie van Religie, van
veetke suspicie by sijn soude moeten Canonickelyck
ende authentiecklyck expurgeren met de Auvvoorde op
46. Interrogatione vervult vao cavilatione op de maniere
aen den Suppliant ten booghduo injurius ende tegens
het expres Breeve van Innocentius den XII. annex Num. 4.
geapprobeert door Synce Canonickelyck Majesteyt Car-
dinal den II. glorieuere memorie, ende by desen Hove ge-
laudeert in de Consulte aen synne Hoogheydt 13. April
1696. vermits Synce Hoogheydt by het selve Breeve de
Bischoppen van't Nogeteland hadde vermaent ende ge-
pcedereet de maniere op de veetke ly aengancende het
Formulier van den Eede moeten voortgaen, ordonnoeren
te ten eriden, *Dafse tegen alle en omdier, van voot
staen, graet en condie sy zyn, die door een temeraire
verflouinge de vyf Proposities (van Jansenius) in die Or-
dinatione van Innocentius X. en Alexander VII. alse
verdaent publicerlyck oft particuliereck, 't zy in de Schre-
len't zy in de Sermonen mendelinc oft schriftelyck sub
vermen sulien hebben voer te staen, sy tegen de selue
moeten voers gaen, nachten onderhoudende d'ordre van't
Raede. Vvaer naer vervolgde sijnne Hoogheyt: Daerben-
ven voo hebben geordeneert te moeten aen U. onse Broeders
broelen, gelyck voo bevelen door dese, dat zy volgens U. E.
saechmaedighen en voo schriftelyck, door die macht met
de vootke gey door de Apostolycke Ordonnatie gevoev-
pene sijn, de onderteuevinge van't Formulier ofden Eede*

V He in Supreme Sna Majestait Concilio Brabantie,
libello supplicis Supplicantis insinuat exhibitio 30. Au-
gusti 1706. qua declaratur, datto Concilio notus esse diffi-
cultates sibi ante has casus a Domino Insinuato, insinper
quomodo vi Literarum Regiarum de Cachet ibidem jussu-
rum sub num. 1. sibi insinuatibus 22. Januarii 1704. ex hac
Patria descendere fuerit coactus, deinde conuersis, quod hys-
me prateria cum permessione Curia sibi concessa occasione
moris Matris suae in hanc civitatem ingressus, atque deinde
transgressus praefata Domini Insinuat archieps suam reverentiam
obedienciam, praefataeque eidem libello supplicis jussu-
rum sub num. 2. sperans hac sua submissione conciliare ani-
mum dicti Domini Insinuat, & ex aliqua permessione su-
pra dictas Literas de Cachet cessare facere dignaretur, &
revera libellus ille supplicis in manus Domini Insinuat tra-
ditus per Dominum Consulem Braxellensem, edes si pla-
ceret, ut ad praefatum Supplicanti antea non nihil aliud
requireret, quam ut Supplicans, decessus amiche ne-
gatus ad se non perveniret, eadem se impendens praefato
Paterfamilias Perum quatuor successus successus sua per
Dominum Vicarium Generalem Paterfamilias, quod casus
praedicti libelli supplicis, & insinuat ditione Paterfa-
miliarum, Supplicanti persisteret Epistolam jussu-
rum sub num. 3. cum insinuat praefato supplicis in materia Reli-
gionis, a qua Insinuat se cavere, & antea expur-
gare teneretur Responsa ad 46. Interrogatoria reperta co-
vulationibus modo Supplicanti summo injurioso, & contra
expulsum Breeve Innocentii XII. annexi sub num. 4. & op-
probriis a Sna Regia Majestate Carolo II. gloriose memo-
ria, & laudati ab hac Curia in Consilio Sna Collegiandi
13. Aprilis 1696. cum Sna Sanctitas eidem Breeve Episco-
pi Belgii mansisset, & praefatissimae modum qui circa
formularum praefatae deberent procedere, ordinando in
primis, Ut contra omnes, & quoscunque expulsi sit
status, gradus, & conditionis existeret, qui nulli temerario
— quinque propositionibus (Jansenii) sic damnatis in Con-
stitutionibus Innocentii X. & Alexandri VII. publice vel
privatim, tam in Scholis, quam in Concionibus, verbo
vel scripto defendere praesumpserint, servato tamen fidei
ordine, procedant. Post quo praefatus Sna Sancti-
tas: Praeterea Fraternitatibus vestris injungendum duxi-
mus, prout per praefatos injungimus, in pro vestra pi-
tate, & prudentia, facultate illa, qua per Constitutionem
Apostolicam munus estis, ha Formularij subdistingue-
nem, seu juramentum, ad praefatum reducat, ut in eo
maximo juramento praedictis actus, & charitas vestra quam
maxime eleuat, ne aliquis lama indigne ledatur, aut
detractionibus, & mormurationibus locus detur. Fina-
liter praefatae Sna Sanctitas hunc jussu Regulum:
Denum ad estinguenda Theologorum jampriem inter
sele excitata diffidia, Fraternitatibus vestris, quantum
in Domino possumus, praefatis vestris mandatis injun-
gimus, ne ulla ratione quancumq; vasa illa accusatione,
& invidioso nomine Jansenismi traduct aut muncupari si-
natim, nisi prius supradictum esse legumine confiteri ali-
quam ex his propositionibus docuerit, ac tenuisse; nec
quancumq; sub hoc praetextu repella ab Officiis, Muniis,
Beneficiis, Gradibus, & Concionibus habendis, vel alia
qua.

van in 's voorek legde, dat in den voorek. Ende te voren
 niden varen en liden ten boufste wyfje, op dat ni-
 manne fave en voorek gewijf en vore, nu o-
 zafte geygen en vore an liden en opvake. Eynde-
 lighet prebeteende Syn Heylighet delen rechtever-
 den: Ten liden om vye te blifden te verfilten
 de Thinganten, de vorek nu vey lach taff hen
 op geyfden, vey beliden door dele oye tegevoorde
 vore an UE ante Bruden, foy vey al vey inden
 Heere komen, dat zy op geyder maniere en fult
 vreden dat jemen door de onvordade bebedings
 en haren name van Janfeyfere foy bebede oft geyve
 voren, ten zy dat erf voorek foy geliken zy dat
 by fupfel van ene van de Propofien geyt oft ge-
 den te hebben: nich dat geyt niet en fult voreten, dat
 mand of die prete falyvoren voren van Offi-
 cien, Ampen, Beneficen, Graden, en prediken, oft
 vey enige ander geyfde bediening, ten zy dat men
 onder hande d' ander van't Reche foy betant hebben,
 dat by die fuffe die anders een Catholyk mannen foy
 fover in vorede heef. Te vyan antient dat dele
 rechteverfuyfke Ordonnancien geynt en vreden
 geyvewet geyvden inden Supplien te verliken fup-
 fel tot murena van Religie, geynt den voorek. Vicarien
 Geraald hadde deryn voren, ghemerct den Supplien
 niet allen den verboden vyf Propofien van Janfeyfere
 oft hadde geynt, noch fcheyf k, noch mondelink, noch
 in 'n liden, noch in 'n geymen, maer noek de felve dy-
 mard fult geyvoren volghen het Formulier van Aftand-
 den VII. en fyn volck geleet contrarie aen de voornemde
 doringe, inden voreken dat het ten vyftien imprinted
 van aen hem als prentelyk fupfel vore te hoden de
 voorek. 4. Interrogation, ende hem daer te re vili-
 doen anvordeden, ende aldine hadde by, te mende, vey-
 der moeten verzeeken naer fyn Ballingfcheyt, vey
 velck by aen den Heere van Sulleren hadde gefonden
 d' Antwoorde geyvoren Num. 5. mer de veycke den
 fupplien niet volden zynde, hadde den Supplien in fyn
 Ballingfcheyt moeten byven, tot dat de Kucht der voorek.
 Bevean van Caetie vvas komet te vedvynnen door de
 verandinge van d' heerfchappye over dele Landen, o-
 fterfeyt vande veycke den Supplien op den 3. Junii
 1706. d' vyonde nuyvelen zynde gearriveet binnen de
 Stadt, lio hadde men hem s' anderendag fmitgen
 door den Promont van't Geestlyck Hoff, van veyken
 den Heere Art-Biffhop geintuente den gevogden
 Brief Num. 6. vvat by den Heere Geintuente tey-
 telyk voorigaende in her voorgegonden vverek van fyn-
 ren Vicarien Geintuente funder enige formen van Reche,
 hadde onderfonden den Supplien te fupfenden van alle
 Pallone functien, met vveederopropinge van de facultey
 van geydik ende bichvoren, &c. vvat inne men fup-
 re delyk k' geyntuente te zyn aen het voorek vvee
 van Innocentius den XII. ende den Supplien regens alle
 Reche ende redeet geyntuente tot groot fchandal van
 fyne Parochie ende van dele ghebelce Stadt, ende alom-
 de elders al vvee de voorek. fupfende tuchbaet vvas
 gevonden, oordeelm by het felve Breve't vveick men
 allen konde anemmen vout gefaectere in dele Landen
 door de Connyncklyc Approbacie, foy fcheyfke be-
 lide vvas aen den Heeten D'iffchoppen: Dat fe op geyder
 maniere en fouden verdragen, dat jemen door de onvordade
 bebedings en haren name van Janfeyfere foy bebede
 oft geyve voren, ten zy dat erf voorek foy geliken
 fyn, dat by fupfel vvas van ene van de
 Propofien geyt oft geloden te hebben: nich en fouden
 toeten dat jemens op die prete fande vvervoren
 voren van Officn, Ampen, Beneficen, prediken,
 oft enige ander geyfde bediening, ten vore dat men
 onder hande d' andere vore Reche betant hebben,
 dat by die fuffe vorende hadde. Vee men hadde den
 Heer Geintuente, t' geyt hem by fyne Heylighet
 geconneet vvas te hebben, felf moghen vey vverck-
 en, funder enige orde van't Reche te onderhanden, teges
 den Supplien by de voorek. fupfende, zynde in dat dard
 meer in jureus ende fchandalus, vengemerke de Pallone
 qualitey vvas mede den felyen bebede vvas door't Re-
 che't vvercklyk n hadde, als vey dat men hem oft k-
 mand anders foute hebben geyrellert van enige Pa-
 llone oft Bechtelafone functie in de veycke by noch
 geyn Reche n hadde, maer fient hen felve te bekomen,
 vouten d' de fuffe: Enenval vvas met meerder fch-

quaqueque functione Ecclesiastica permittatis, nisi servatis iuris ordine etiam premissis, quae Vobis inqum in Catholica gravissima et, commensurate prolatum fu-rit. Etenim evidens quod hie iuxta Pontificis Ordinationes multitudine obsequia fuerint in declarando Supplicatum suspensum in materiam Religiosam, prout praedictis Patris Generalis litterae assensu est, cum Supplicatum, non solum nullam quicquam deuminationem propositum Jussuque unquam duxisset, nec scripsit, nec orationem, nec in publicis, nec in communi, verum etiam eisdem tertio abstractis secundum Formularium Alexandri VII. & papulum suum decessit contrarium praestare verum, ita ut summe importunis esset in tamquam praesens suspensus exhibere superiusque ab Interrogatorio, cumque vultu regere ac desuper respondendum: Atque ita, re infesta, reversus cessat fuerat ad exilium et cum ad Dominum Van Sijcken miserat Responsum nullum num 5, quo cum et non esset insussum, nullus fuerat Supplicatus in suo exilio permanere, donec videret superiusdum Litterarum de Cachet communitate per magistram suam dominum in his dictis, cuius fuisse Supplicatus 3. Junii 1706. usque vix reversus hanc civitatem, postea ad mare et per promissam Curia Spiritibus ex parte Domini Archiepiscopi infirmabat Episcopo iuncta sub Num. 6, quia Dominus Infirmitas fuisse praecedens in repto esse per Vicarum Generalem obique illa forma prout attestat superiusdum suspensum suspendere ab omnibus parochialibus functionibus cum reuocatum facultate continendi & confignis audendi, &c. in quo videbatur directe contravenientem esse praesens Responsum III. & Supplicatum contra omnesque & rationem infirmatum cum magis scandalosa Persecutio & eius huius diebus, & quorundamque locorum ad quos sume praedicta suspensum pervenerat, quandoque eundem Brevis quod unice accepti poterat, ut placitum in bisce actionibus Regia approbaret, cum stricte mandatum esset omnibus Episcopis: "Ne ulla ratione quicquam usque ipsa accusatione & invidiosum nomen suspensum tradatur ut aut recipere fiant, nisi prius suspensum esse legitime constiterit aliquem ex his Propositionibus datusse aut tenuisse, nec quicquam hoc praesens repelli ab officio, ut manibus, beneficiis, concubinis habendis, aut aliquemque rationem functione Ecclesiastica permittant, nisi servatis iuris ordine cum penam commensurate probatum fuerit." Adhuc minus Dominus Infirmitas, quod et a Sua Sanctitate mandatum fuerat opusculum, esse poterat excepti, nullo fixato iuri ordine, adeoque Supplicatum praedicta suspensione, praesens magis atrocis & scandalosa, esset Patralis qualitate quoniam praesens iure acquiescit, quam si ipsum ausu quicquam aium repelleret ab aliquo Praesens aut Ecclesiastica functione "iure nullo quodam esse acquirere, iuxta illud: "Tunc enim quomodo cum administrator loquor: "non inter in circumstantia qua Supplicatus liberatus ab oppressione sua & Persecutione Cachet prout reversus fuerat ad exilium suo, magis cum penam suam Persecutionem, qui deservierat Praesens suum videre restitutum in suis functionibus, & audire intermissis instructionibus Clericis, quibus se resum praesens inveniret per hoc precipitatum & scandalisum suspensionem, quod negationem praesens indicando, superiusque litteras de Cachet a Domino Infirmitas fuisse procuratas, qui aliqui nunc gaudere deberent, quod Dominus Praesens a priore oppressionem liberatus, reversus esset ad Praesens suam: Utique quod longe abest, ut de Supplicatum confiteri legitime in conformitate superiusque Brevis, "quod foret suspensum illi datusse aut tenuisse aliquem ex demum quicquam Propositionibus, ne sequatur, "sive iudicialiter, fore ex iudicialiter, fore amicus, sive aut aliis modo et per Domini Infirmitas manus fuit, multo minus connotatis aliquos errores aut male delicta: & quod plus erat quando praesens suspensionem Supplicatus rogaverat pariter, ab quae suspensus haberetur, responderet praedictis Patris Generalis Van Sijcken, se rationes daturum cum praesens requireretur, in casu ex declaratione sub Num. 7. consequenter praedicta suspensio nulla foret antequam legitime constaret de praesens praesens, vel probatum erat servatis iuris ordine, Supplicatum praesens eiusmodi suspensionem commensurate, quod tamen praesens Brevis requireretur, cui tamen reprobatum forma completum artificum Interrogatorium, super quibus praesens Domini Van Sijcken praesens Supplicatum debere affirmare respondere, cum in praesens Brevis praesens Regula clericorum, ut in exigendo iuramentum (& eiusmodi formula) "ut et

de, ende intussen bleef voortfigen als Rechter ende dat noch op soo ongerijgeide maniere, doende in dyt voeghen blycken dat fyn genoot tegens den Suppliant bleef afgelooft, ende doende gelooven, dat terwylten de geprocureerde Brieven van Cachet niet meer en conde vvercken, die fupplente indet feer plaetfe geconcentreert vvas met de Paters Jefuiten, door wivins raede, mifficte, ende geest den Heere Grinfineerde met hunnen geaffoonterden Vicarius Generali t'eeneemaal vviert geregeert, ende vveleke Paters vvaefheynelyk niet liehe en foude vergeeten dat den Suppliant hun van predicken ende catechifizen in fyne Kercke ende Parochie hadde afgedackt ende tegens hun gefinfineert verfoehde proceffen over Famulen Paftoreel, in de vveleke fy fief niet en vermochten te hromoyen, volgens hunne admiffie in Nederlandt, anderffins en vvas dat geene redene van den Suppliant fupfelct te houden in materie van Religie ende op dat verfoehde calumniofe preteft hem te fuppenden van fyne Paftorele functien, naedemaal alffvancet dreffels vvynden hem in t'begin van fyn ballincckap hadden by publyck Decreet fub Num. 1. door de geboete Dinceffe van Loyck doem proclameren als fupfelct van ketterye, ende dat by oen die coorfaecke verjaeght zynde reffina amefte opt dele Nederlanden moefte van alle Geloovige gevucke fivvondt als *mitter dandi percommunicant*, by Suppliant ende dreffels Patrochioen dat ovet aen den regheyn vvoordighen Paut Clemens den XI. gedolteft had den byden aldair gevonghen byet fub Num. 2. & to, ende Syne Hevlyghet dat ovet geprocediert vverzende van dreffels oproet geloof, hadde oet vvoor. Luycks Decreet promptelyck doen revoceren ende annulieren gelyck quampt tebycken opte felve Revocate dat af synde fub Num. 11. Ende den Heere Grinfineerde de fultia niet hebbende grifontere hadde den Suppliant evenwel vvielen fupfelct houdten van ketterye om op gretent van dyen opt te vvinlen eenen anderet middel vwar laock dat foude behouden vvoorden het effick der Brieven van Cachet, vwanmer de felve fouten comen t'onderbyvven door de heetvende Byde Jacomme der Princen van de Landen, in vveleker prejudecie men hadde moeten by den d'invoceringe van fultien Brieven befoght volgens de gemeyne fanie ende vviolente prefumpcie door deo Heere Grinfineerde de met de Paters Jefuiten, ende alffo vvas in de plaetfe van de felve Brieven gefoccediert het vvoorde. Decreet van fofpende, d'vveleke evenwel als geantzontet buyten recht ende by poera feytkerckeyt, oock al met kome beffien met die Byde Incompfien, daer en boven vvas het felve Decreet beffiekt met nullie d'uyt ander hoofde, namentlyk opt dien dat den Suppliant van inden jaere 1691. den Heere Grinfineerde in alle faeckken niet enighfins raekende gefuppleert hadde by de Acte Notonale daer van zyode fub Num. 12. om redenen daer by vveemgt, ende dat dele fupfelctate vernieuvert vvas, ende met meerder redenen geconfirmeert by andere Acte fub Num. 13. vwar van het gevolgh vvas geveert, dat den Heere Grinfineerde fende fyne jurifdictie ovet den Suppliant gefinfineerde door de eerste fupfelctate van den 17. May 1696. vermidix by berkende de vwarbeyt vande grulligrede redenen ende overfultick als Rechter niet en vvermochte te attentien teghens den Suppliant, hadde een genomen die pafiyt van Accufator ende Demandeator metten felven te beffuldighen by Requette te Hove, als oft by hadde ondennomen de Nation ende Boergedeler Synde te beletten hun confent in den laft van t'oorden op den pot bier, toe dat Syne Majesteyt foudt revoceren de Decreten tegens de Janfeniften, d'vveleke verfonten zynde te kennide eode judicate van den Rande, al vvaer den Heere Grinfineerde, oide dreffels Vicarius Generali niet hebbende vveeten vvoor te bregen de minde pcurie, ende by ghebetke der felves vvorfende in faecke te fuccumbieren, hadde te Hove verfoehd ende bekopen laerdicckie aen deffen Raede teghens den voortganck van de begonne faecke in date 7. Januarii 1697. doch de felve zynde naederhandt geelicht gevooden op des Suppliants Requette, vvas den felves Suppliant bij fentente geboelvoert geveert, als geentfins plichtigh aen de freijen van die calumniofe beffuldighen, gelyck van alles quampt tebycken opt de fhucken aldair gevortgh fub Num. 14. 15. 16. ende 17. Des met te min den vvoor Heere Grinfineerde, hebbende vvoorgevonen des Suppliants uyterde vverpleetenghe, hadde in t'eynde van t'voorfe jaer 1696. te Hove geprocediert ene

niet.

proferret rationes allegatas esse veras, ac proinde adversus Suppliantem nihil attente poffit querere. Judicia affumferat partes accufatoris vel deprecatorias, cum accusanda libelli fupplis Aula proferente ac fi innoxioses Narvius, & Cives hujus exorari, ut non confisterent impofte omni quadantis in fingula pectus testifica, donec Sua Majestas revocaret Decreta contra Janfenistas. Atque hoc Libelli fupplis remiffis ad hoc Confilium ut de eo cognosceret, & judicaret; Dominus Infirmatus, accipiens Vicarium Generalem infirmatus produceret vel minimum probum, ac defultillius timores in hoc causa succumbere, perierant, & obtruncantur ad Aula Interdum de data 7. Januarii 1697. quae impediret Confilium prosequi in causa incipiente: Hoc Interdum postmodum levate ad Libellum fupplis Supplientis, idem Supplis per sententiam fuerat absolutus usque nullo modo reus fallorum quae in hac calumniofa accusatore continetur, prout omnia patentes Acta antea fub num. 1. 16. 17. Quibus omnibus non obstantibus, Dominus Infirmatus intendens totidem Supplientis oppreffione fub fimum predicti anni 1696. exhibuerat Aula alium Libellum fupplis praecedente magis injuriosum, in quo contra omnes leges immemoratae Ecceffus, pro quo in omni alia accusatore est admodum zelofum offenderat, denunciavit & accusat Reverendus Dom. G. Hogen S. T. D. Praefident Collegii Pontificii Lovanii, L. Baerts Plebanum Michelinienfem, N. Baer Plebanum Antwerpenfem, N. Van Gert Plebanum Gandenfem, & Suppliantem, tamquam reos diversorum criminum capitalium seditionis, rebellionis, non nominando daces confpirantiam, qui nulla ratione habita proprii honoris, ac respectus & obedientiae Regi & Sae Catholici dei, ac propria conscientia, publice rebellaverat, authoritatem Regiam, & Sae Catholici per Status Brabantiae poffiderent attentaverat, & in quodam fuis Memorialis Regem injuriose, & perjuris accusaverat; nominando eos Sacerdotes rebelles, refractarios, feditionis, & focios concludendo declarabat, eos tractari debere eodem modo, & fubire eadem poena quae Lutherus, & Calvinus meriti fuerant; prout amplius videri poffit in dicto libello fupplis cum Deductione juncto fub num. 18. Praefata fi criminosa hujus accusatoris vera fuiffent, eadem non nisi accusatorum morte capiri paterent; fed poffum Sae Catholici placuisse rem illam remittere ad Confilium Privatum, cui confignaverat Libellum Supplis fub num. 19. fignatur ab utraque parte accusati, Dominus Infirmatus communicante Libelli habita, in quo injuriosum, & confonum fuum deprehendebat, tantum affuit ut illi responderet, quoniam fi vera condemnari permiffis; fed dum hi accusati namque proceduri erant, iuxta praefati Confilii folum, ad iustitiam suam depofuerunt, Dominus Infirmatus per diversa media impetere illud appone novit. Interea ex praemissis constabat, fupellationes a Suppliente propofitas omnino falsas fuiffe, hujus alterius rationes Supplientis adductas, fi Dominus Infirmatus libellum fuisset ad arbitrio deventire, a quibus iuxta praefata Canonica fupellationis materia decideret, quod, quomodo tertio ad illam electionem interpellatus, poffederat, & cum tunc ita confignasset fupellationi fuae, alias atque validae, nullum Judicis Officium in illa incursuri re erga Supplientem exercere illud valebat; cum fupellato iuxta fua Canonica tam omnium rebus, ut minimum libere, quam appellata: Dominus Infirmatus praecedentem rem ad varias alias judicatas, & multis attentis in praedictorum validorum revocationum praedictum, praefertim in Septembri 1703. cum occasione confusis Reverendi Patrii Quifnel & carceris Archiepiscopalis, ipse mandavit domum Palatium Supplientis fuae illa fustitia ordine, & contra omnes eius leges perfingit armata manu pome militum, & quatuordecim aut quindem satellitum, famulorum etc. & vi munituram malleorum, bombardarum, aliorumque instrumentorum, attentatam eundem capere, injuper eisdem, & famulum, & ancillam conatus est apprehendere, usque ad dandum testimonium veritatis ad quod perhibendum nec poffuit nec citari praesens fuerant, ficut eundem in finem sine ulla praecedenti citatione aut revocatione testimonii pro veritate, nullo apprehendi poffet Reverendum Dominum Georgium Perfchuren, qui publicae tranquillitatis, & fciendae inter claustra satellitum, vel famulorum confignationem hanc executionem ipso fua Majestatis fere, per plures captivos deducit fuerat ad Palatium Archiepiscopale, illic parvo cubiculo inclufus, expletus a Du-

mina

meerdere Requeste meer inajuricus als de voorgaende, daer by d'Eerw. Heeren G. Huygens S. T. D. President ende 'n Paus Collegie tot Loven, L. Baerts Pliebaen van Mecheln, N. Back Pliebaen van Antwerpen, ende N. Van Goe Pliebaen tot Gnr. ende den Suppliment regens alle vverten van de Gerfelycke immuniteyt, voort de veeleke den Heere Geinfinuerde in alle andere occafien fien voor zoms pedtseghen hande, vvaeren angerleght ende befchuldigh van verfehde capitate delicten van fenside ende rebelle, de felve noue ende Chefs van de geconspireerde, die niet paffende op henne eene eene ieftefde ende gehoorfomheyt die men aan den Coninck, ofte Synge Hoogheyt fchuldigh was, noch op honne confcientie, vvaeren publie. kelyck gerevolteert, dat fy door de Saenen van Abraham hadden vullen enmeren, d' Authoriteyt van den Coninck ende van Synge Hoogheyt, ende in een van honne Memorialien den Coninck accoleeren van onrecht verdrighyt ende mynroedighyt, by noemde de geconspireerde Pincelers Rebellen, Manroeders, Gerevolteerde, ende gaff eyndelyk voort Conclufie te kennen, dat fy fouden moeven voordien getraetert op de felve maniere ende pene die Luther ende Calvin verdient hadden, gelyk breder te zien was in de voorfide Requeste met Deductie gevoght Num. 18. Inder daer by aldien de fecten van de fchuldigh vwaerfchigh vverten gevveft, de felve en konden niet greeptert voordien als door de doot van de Geconspireerde: muer muer dat Synge Hoogheyt hadde believen die fack te verferden totten Secreten Raede, alwaer vervolgens de voorf, vyf Geconspireerde hadden geprefentert die Requeste fub Num. 19. foo hadde den Heere Geinfinuerde, wijt de communicatie der felve bevindende fyn ongelryk ende confufie, in plaete van daer op 'ant-vordien fien laeten verfkem: muer alfwatweer die Geconspireerde volgens fien van den gruelsten Raede fouden gaen procederen tot affryding van hunnen thoon on daer door te bkommen Sententie, den Heer Geinfinuerde hadde foken by verfchide middelen vveten te beletten. Ondertuffchen het confliet wijt het gremineerde, dat de fufpectien geproponert by den Suppliment ganch gefonds vvaeren, ende vwaer toe hy noch meerdere redenen foude hebben geychocht, in foo verre hiet aan den Heer Geinfinuerde belefte dat te kennen iotten kenfe van Auteurs, om voort de felve volgens de Canonieke Rechten die materie van fufpectie te laeten deriden, d'welck hy altoewel tot dry ryfen over dien kente grefte pefleert vvefende hadde gevwyrgert, ende habbende alfoe taetelyck gerondefendeert in fyne fufpectie, die aldier fien oock bieue van cracht, en vermochte den felve in geen vwaallende faecken te rengerde van den Suppliment hon draegen als Rechter; terwyfhy volgen Canonieke Rechten de fufpectie ten minften foo verdracht hadde als eene appellatie: nochtans hadde den Heere Geinfinuerde hem verdracht tot verfchide judiele afte, ende foo veele entenreeren in prejndie van de voorf gefondeerde fufpectien, naemlyc: K in September 1703. alfwatweer hy ter oorfaeke van de Evatie van den Eerw. Puer Quofoel uyt den Kercker Archi-Epifcopael hadde fonder eenge orde van Justitie ende tegen alle vveten van de felve met gevvepene handt van eene Compagnie van foldaeten ende vvefthien te vyfiden Dizenars, Knechten &c. ende gevvele van groote haemers, wuncketen enda anderfons doen inbreken het buyt Pallort van den Suppliment, geastemte den felve te apprehenderen, daer-co-doven getreut te vangen fynen Knechtende dirnfmaght, enckelyck om te geven geuygeniffe van de vwaerheyt fonder daer toe verfocht of gedaght te zyn gevveft, gelyk hy ren felve eynde fonder eemigh voorgaende dargement ofte refufa vande vwaerheyt geygeniffe te geven, oock belide vanden vangen den Eerw. Heere Genigius Verfchueren, die als fien in febelm pofteck-tyl, den hyt roepen vanden diensels oof knechten, dat defe Execrie vvas gef, biende van vvergens fyn Majefteyt, vvas over de fterre gevvaugen geleyt gevveft nochtan Paleys Archiepyfopael, aldier gefloten in eene kleyne caemer, zynde doort den Heere Servens in fyne facke gewilteert gevveft, eende vvas aldier genvangien gebonden hoven de rywet maenden fonder enigh accet voert hem een jennand te geven, fonder vire, troof uffe eemigh fufpe, den zynde gevwyrgert Advocaet ende Procureur endt andere modellen om fien in recht te kommen de fenderen, coentarie nen alle vveten ende Regis van

Julla

mits Stevens ejus facies, ibidemque captiva ultra mensuratos duos decembris sine ulla ad eum accessu, sine ulla solatio, vel alimmento, negato et Advocato, & Procuratore, aliisque medicis Juris, repugnantis omnibus legibus, acque Justitiae Regalis, & non obstante fupplicatione contra Dominum Informatum ab auctoribus vel tribus facta a captivo, & nondum deserta, neglecta etiam ejusdem iterata appellatione ad Sanctum Sedem super praescriptis irregularibus & violentis, quae omnia omnes et intendant et inventores aliqui apparentes praetextus, vel materia fufpectionis, quod Supplicanti reus fuisse evasione Patris Quofoel in carcere Palatii Archiepiscopali. Sed nihil minus: nam Supplicanti, qui meta attendenda via felle apprehensus, vel alterius ejusdem tractatus pro debitis quatuordecim ferebat, postmodum reversus, & audiens Dominum Informatum non obstantibus dactis praedictis fupplicationibus procedere in fomentis informationibus ad eum Supplicantis, & consequenter Judicis Officium efformare, facioque inveniri beatum, dum eam verberatum vidimus, se in Ecclesia fuat continetur; piftride videtur Supplicanti hora undecima citatus fuerat ad comparandum horaria post meridiana in praedicta Palatio Archiepiscopali, & dependens de praesent evasione Patris Quofoel. Sed ille fufpectus se apprehendendum si compareret, si vero non compareret, se ab eorumdem fuppendendum a fandiabus Pastoralibus, in animam suam indicaret per Notarium Vander Elst regere Advocatum Perfonam tanquam Commisfionem D. Informati, vel Officiale, an citatus esset tanquam reus, an vero tanquam infans, adjuvante se in primis in habere, & removere dact anteriores fupplicationes, & si tanquam infans citatus fore, se paratum ad praedictum veratit testimonium, potestus nihil minus velle se auctori in locuto, partem quam tenerent eam apprehendere, partem quam praescriptis ex exemplo Domini Verfchueren sumptum capi ad dandum testimonium, qui nec requisitus, neque citatus, neque praesentatus fuerat; sed praedictis Commisfionis Perfonae similis pofsessionis Aliam Notarium administrare ulmar, tanquam praesentum Notarium indicere innotasse, caustis felle Supplicanti Commisfionem, etiam in notitiam testium, perire fupfector, ut patet ex Alia hic fub Num. 20. admissa. Interim Supplicanti innotasse exipit mueren, in Ecclesia sua mueri quatuor mensibus debuit quantum poterat, adimplere Officium Pastoralis: Verum confiderans jamjam factum factum post publicum damus sua invasionem, alioque viam Juris ingredi praescriptam pro reparare honoris, quam pro similitudine & fecturatum infusum praesentem, quem in finem populari pofset per dictum Notarium Vander Elst equum omnium aliorum in Italia contra apprehensum Dom. Verfchueren habuorum, quae et negata fuerat, distansque Supplicantis fuit, aliud illis expectandum, si vellet via ingredi, quod dactis postea mensibus impletum fuerat per infusum Literarum de Cachet, quae hacten ex se Gallie in hac Regione innotarent, postquam nullam accusationis materiam repraesent, quae illum secundum Juris regulas accusarent: Dominus Informatus huc accipere, in quo non tantum juratorem firmatus Latus Innotum harum Provinciarum, verum etiam personam immunitatis Ecclesiasticae infringebar, nulla ratione fustipuit, neque rederatis Supplicantis pofsessionis, neque ejusdem Amicorum & Parochianorum obsecrationibus, ut auctoritatem suam apud Regem pro tollendis ante dictis Literis de Cachet interponeret, quomodo affertur de dactis felle fub alio anno Supplicanti habere, sed ad rem praesent illi citatum post allegatas fupfessiones, nempe ad fupfessiones Judicis partes, & jurisdictionis illius contra Supplicanti exercitum. magno zelo & praecipitatione processit D. Informatus, Supplicanti, sedem hacten ad Civitatem reversum, declarans in materia Religiofius fustipsum, & fustipfessionem ab omni fustione Pastoralis, tanquam hoc sine ulla Juris forma factum fuisse, & sine praevia aliam infusione, vel communi, multis minus Supplicanti condemnacione, imo anquisitio Canonici innotantibus, se tota illa praesent haberi non possit, quoniam non notata appress, & pura violentia; contra quas idcirco tam Ecclesiasticus quam Laici praetere, Regis effusum. Insuper quod Supplicanti via felle turbaretur in pofsessione Pastoralis sui pofsessione per praedictum attentatum fupfessionem, alioque ejusdem exercitio privaretur, tam pofsessione hoc medio habuorum, quomodo praesent, ut exal e Parochia sua, in eodem vel peiori statu, quam ante fuerat per Literas illas de Cachet committens, quare

cogit

Justitie, ende niet tegenslaende de suspensie tegens den Heere Geïnnuëerde van vregens den Gevangene vreeve & d'ij laeten te voeten gescheit, ende alnoch hangende indeci, doek onsegenende desdelfs iterative appellatien tot den Heijfgen Stool, over desden iuregulieren ende gevevte daedigen handel, alle de vveelcke eenijgelyck hadde geten cleert om te vinden enijge apparence preteztien, ofte materie van suspisie, dat den Suppliant plichelijck hadde zyn gevevech in de evalse van den Pater Quesnel uyt den kerckelcke van het Paleys Archiepiscopael, Vrege van daet den Suppliant die uyt vreeve van fienyckel gevevenisse nite andrie onrechtvreedige mishandelingen sich voer vvechtien daegen hadde gereizeert, zynde vvebergelcomen ende boerde dat den Heere Geïnnuëerde voorts ginck naet tegenslaende de voorsf vvefufpedatien, met te nemen informatie tot lalle van den Suppliant ende dievevgen sich als Rechter te vveilen draegen, en datmen sich eenen floek vonds afsmen den hont sijnen, vville, hadde sich oorthouden in sijn Kercke: daegha naet syne vvevderkomisse vvas van den Suppliant ten vvevlf nien geciteert gevevech om tegens dry van men nien te comparen in't voorsf Paleys Archiepiscopael ende te deponeren over de voorsf. Evalse van den Pater Quesnel: naet hy vvevende in acierdenckende van ingevalle van comparsie te vvevden gevangen, ende niet comparende in communiam te vvevden geslufende vande Pastorele bechietingen, hadde goet gevonden aen den Advocaet Petronio als pfeiden Commissaris van den Heere Geïnnuëerde ofta vonden Officiael te laeten afvragen door den Notaris Vander Elst. nif hy vvas gedaght als plichelijck ofte vvel als gevevte, byvoegde dae hy in den eersten gevalle inherende ende verniennde syne voorige vvev suspensatien, ende in dien men hem hadde gedaght als gevevte, dat hy bereet vvas gevevgenisse van de vvevtheit te gevan, proetierende niet te min dat hy vville vvevhoort vvoorden in *lae tuae*, soo om datmen hem hadde gemaek te apperechenden als om dat hy sygh in't exempel van den Heere Vvevclueren, dat men jemand onqper te vangen om gevevgenisse te geven, die noch verforde oft geciteert vvas gevevte, noch udradit; maer den voorsf Commissaris Psefio en hadde die Notoriale acten van al fufeken afvraagende niet vvevlen actevden; ende vernien van den Notaris hadde onbevoelyck getradeert, soo vvas den Suppliant gevevvebeckt gevevech hem Commissaris mede te suspensieren, nock in te vvevhooren van gevevgen, als quamp te bycken by de alre gevevde Acte sub Num. 10. Ondervindien hadden den Vvevhooren door vvevde van onrechtvreedige mishandelinghe moeten blyven vvevonen in syne Kercketen zyde van vier maenden, doende syne Pastorele fundie. Also vvev't hem mogelyck vvas; maer betekende dat syne repaetie bleve gekenck't f sedert de publike invale van syn huys, ende overfufeket gerefovevte hadde imot te gaen den vvevgh van justitie soo tot repaetie van syne eueals om te voorecomen diergelycke ende vooredere refufaten, ten vvevckelcynende by door den Notaris Vander Elst hadde doen afvragen enijge van de Acte tot Rntie gehouden tegens den gevangene Heere Vvevclueren, de vvevcke hem vvas te gevevte gevevech, ende men hadde den Suppliant sengefejt dat hy vvas anders hadde te vvevvevchten in dien hy soo vvide voortgaen, o'vvevck tevev maenden daer hadde volbrechte vvas gevevech door d'Innuëerde der Briefven van *Carles* die syne vvevanden aldus nyr Vvaucklyck hadden inne gevevten in dese landen, naet dat sy geen fufick on vonden van hem ergens by vvevge van rechte te konnen bechieteligen, fonder dat den Heere Geïnnuëerde in die gelegentheijt alvvaer niet allen, die befvorende byde Incompse deier landen, maer coek de personele Immunitiet Bekeftelike vvevde gevevtegronck sich hadde laeten bevevgen, noch door de gereizeerde Supplichen van den Suppliant noch doot d'Innuëte gebeden van desdelf vinden en Parochien, om ten minften t'emploeyen syn crediet by den Conneck tot het vvevgenen der voorsf Briefven van *Carles*, niet tegenslaende dat hy hun menichmef hadde verhaert niet te hebben tot laet van den Suppliant, maer't gene den felfen Heere Geïnnuëerde naer de voorgeflegde suspensatien nief te vvevmoethe te doen, te vvevten sich alnoch te draegen als Rechter ende t'extereeren jurisdictionele acten regheens den Suppliant, in fufelca t'at teneeren vvas syne iever ende promptighe onsemyen gevevech, met den Suppliant naet fufichien men te fyn gevevteert in de fufid, te verclaren

Piet Eijfen, Pars P^a.

fuf.

cegetur ad hoc confilium recurrit Supplicans, et Regia prelatum, & confilia contra pronuntiationem appellationem, & violentiam, & similes infantes monetur, insuper ad monentur in possessione Palustris S. Joannis in Malmbeke, & S. Catharina contra hanc Civitatem, tam annuam ad illam pertinentibus, tollendo, omnes portationes, & impedimenta per Dominum Informatum injuncta, inhilando eidem, ut tanquam Judex quidquam contra Supplicantes attentaret in prelatum presentem prelatum, & confilia, cumque legitime supplicantes perposita nondum esset desista, totam eorum materiam Dominus Informatus relinquere definendam per Arbitrum utrinque electum, vel alios per impartiales Judices Ecclesiasticos contra Supplicantes procederetur in conformitatem Rerum Papae Innocentii XII. a Rege Catholicis approbati, aliaque salubriter cum expensis; & in eorum commutationem, interim & provisionalem fieret praedicta interdictio, & in causa de triduo in triduum procederetur: Pifa quoque Sententia inter partes lata 13. Octobris 1706. quibus Confilium, pugnans dum Supplicans Libellus Cirolet, cum scriptis inominanti Dom. Informati contra illas in lre prelati, Advertemiam habere epistolam Domini Informati die 14. Septembris praenotatam in exceptionem declinationem, eandemque recipere iniquitatem eidem Domino Informati infra alios ois dies respondere, & contestari fufi parna fufifimij, & juris, condemnans Dominum Informatum in expensis idas fufas iuxta taxationem, & moderationem: Pifa insuper Libellus Supplicis a pronuntiato Supplicante oblato die 8. hujus currentis mensis Octobris cum in finem, ut Curia per antecedentem Sententiam, comminaretur pnam decretam, & Dominum Informatum fufifimij declarari, psumum super capis administrare, idas Curia fufila pna relatione in Confilio, antequam fufi dicat, motus Supplicanti, ut debite informet Dominum Informatum memoratum sententiam die 13. Octobris anno 1705. latam, pperit & Libellum Supplicem, in lre praeposum, ut & Pifa consequenter Primarii Blasijfari relationem fufila Informantis 10. hujus, quamp Advertemiam, & alia posteriori Domini Informati Advertemiam fufifimij exhibita, & appofuita die 22. & 24. eisdem mense, pperit & posteriori Libellus Supplicans Curia oblato, in quo exponebat, se illic taji ad fufifandum litem contra memoratum Dominum Informatum in materia materientis, & praeterea Regia, in qua per sententiam die 13. Octobris anno 1706. datam restituta fufi exceptionem declinationem praefcriptam fuerat, de principali iura aliud oblatum fufi parna fufifimij, & juris concessi, quod isti informatus tunc fuerat in adibus Procuratoris fufi De Hader, cumque Confilio placuisset injungere Supplicanti, ut illud Dominus Informatus iterum communicaret, Supplicans die 10. hujus facitendum illud curaverat, ut fufifimij fufifimij, fufi quoque Dominus Informatus exhibuit Advertemiam, qua fufila relatione in Camera fufila fuerat communicari 22. hujus, quod hactenus fufifimij non fuerat, cum totum intra spatium diei 24. hujus non fufifimij fufi parna non exhibuerat, & quod pna decretum super capis, juxta 78. Articulum Regulamenti die 6. Martii 1661. Et tam psumptuam dicta Advertemiam haberetur tanquam non exhibita, & Dominus Informatus huc usque non satisfacienda praenotata sententia, jam materia de ois fufifimij, Supplicans iterum recurrebat ad Confilium, humiliter rogans, quatenus decreta de quaerere pnam comminam per Articulum 76. praedicti Regulamenti die 6. Martii 1661. & habendo dictam Advertemiam pro non exhibita, & consequenter decretando etiam pnam praedicta sententia comminam ut habendo Dominum Informatum pro fufifimij, fufi dicere fufi capis cum expensis: Pifa denique sententia ad accordatum desuper fufifimij 25. hujus, tam Verbalis eidem conformi, habito tamen Commiffarius praedicti Confilii die 16. sequenti ubi temporibus Procurator Charitatis cum Supplicante ad audiendum concordia media & Dominis Commiffariis praeposita, citata ad hoc parte per Primarium & in patibis relatione: Et tam Dominus Informatus non comparuit, perhas Charitatis causam declarari desertam, & pio apertura fecunda membri sententia: Super quibus Curia, previa relatione in Confilio fufila, attenta non comparitione Domini Informati, concessit Charitatis Alium deferentiam, & pro apertura secundam membri Sententia: Pifa eandem Curia decretando pnam comminam Articulu 78. Regulamenti die 6. Martii 1661. Advertemiam & ulterius Advertemiam Domini Informati habere pro non exhibita: Consequen-

M m

ter

fulpe 20 materie van Religie en aardsche te fuspendeeren van alle Pastoree functien. Ende gelyck dat gelyck was (sonder eenpore hure van Reche, ende sonder voorgehende instillatie van Abbe ofte Convice, veel min den Supplianten condemnasse, zelfs sonder te hebben laeten voorgaen die geregeleerde Canonike manieren, soo en konde allen desen handel niet anders aangehen voordien als voor eenen gewoont opbreffe ende pure voutente, vvaer tegens den syne Majesteyt toecampt de poudre van syne Ordelreuten ook Gelyckelyc als VVetelycke, behalven dat door de vooraf eententende suspensie den Suppliant noch gelyckelyc gehouwen vveit in de pastelle postelle in syne Pasture, ende gehouden ystra bedieninge

des selver, vvorjende by desen rationaalen middel, altoevol present, gehouden als gehannen uyt syne Parochie even eens ofte agter als by te voorens vvas geveest door die Briven van Carles, sedene dat hy genootsaecte vviert synen toevlycht te nemen tot desen Hofve, ootmoedelyck biddende geant te vveiden, den Suppliant te nemen onder de Connecklycke professie ende lauvegarde te tegens de soorie. opbreffende luyckkosten ende andere dergelycke, antwoorders hem te maaken in de postelle der Pastoree van S. Jans tot Moleneke ende S. Catharina binnen dese Stadt met allen gens datteroe behoore, alsidene alle troubles ende belesien hem daer inne gedaen door den Heere Geinfinuerde, mer interdicke aenden selven v, van als Rechter iet tegens den Suppliant t'antwoeren in perjudicie van de vooraf. proteche ende lauvegarde, ende van de geproponerde vverrige sollicitation, alnoch indelic hangende, den Heere Geinfinuerde geheel de materie van de selve te laeten decidieren door Arbitra van vvededighe te kiezen, ofte anderszins voor onpartydige Recheers Apollotique tegens den Suppliant t'agren in conformiteyt van het leere van den Paus Innocentius den XII. geproponert by syne Majesteyt, *aliquos salutariter cum expensis*. Ende in cas van communicatie, naemende by provide die vooraf. Interdicke, ende dat in sacke soude voortden geprocediert van dry tot dry daegen: Geien noch het Vonnis toelicken part en geveelen den 13. October 1706. vvaer by t'Hoff vorgele te daen Requellen Criele den Suppliant met ongemeneerde gebruelen den Heere Geinfinuerde daer tegens gedaen totten processe, houdende de Advocatie d'elste Heere Geinfinuerde van den 14. September te vveeren voor exceptie declinatio, ende selve alsidene, ordonneerde aan den selven. Heere Geinfinuerde vvaeren alsidene andere acht daeue t'antwoerden ende te contestellen op pene van verlicken ende reche, condemnende de Heere Geinfinuerde in de coffen huer oorne geseien ter taxatie ende moderatie: Geien alnoch de Requête by den voorsz. Suppliant geprocediert den 8. deselvoende maent October, ten eynde dat t'Hoff decreterende de pene by den voorsz. Vonnisse geconfinuere, ende houdende den voorsz. Heere Geinfinuerde voor verlicken, geant soude vveien reche Geinfinuerden op de Coppen, vvaer op t'Hoff naer vvorjende rappes in den Raede, alre reche te doen, adconneert aan den Suppliant behoudelyc treden infuieren aen den Heere Geinfinuerde: den voorgehenden Vonnisse van den 13. October 1706. mits Vennie en Cour in sacke geant hebbende om den Geien dervolgende den installe van den Premier Maistrey der gelaeve Infanterie op den 10. deser, misgaleert d'Advocatie ende naerdere Advocatie den Heere Geinfinuerde respectie gedaen ende geproffiteert den 13. ende 24. des selver maent, als oock de naerdere Requête des Suppliant den Heere geprocediert, daer by te kennagtevunde, dat hy alsidene genootsaecte vvas in Proces te staen in materie van mainence ende Connecklycke professie tegens den voorsz. Heere Geinfinuerde, vvaer inne by Vonnisse van den 13. October 1706. afgrilagen synde mits synecceptie declinatio, vvas goordonert geveest ten principalen te coontellieren binnen acht daen op pene van verlicken ende Reche, d'vveick hem alsidene vvas geinfinuere geveest ten huyse van syne Procureur de Halden, ende alsoo t'Hoff goet gevoeden hadde aan den Suppliant t'ontwenderen vint selve anderszins te doen infuieren aan den Heere Geinfinuerde, hadde hy sulc doen doen op den 10. deser, opvviyden den Relatse daer af eynde, vvaer op den Heere Geinfinuerde hadde gedaen van etpe Advocatie, de vveleke naer voorgehende rapport in Camera, vvas belast geveest met communicatie den 24. deser, sonder dat de vveleke communicatie tot noch toe vvas gedaen, niet tegensidende dat se hadden moeten geschieden binnen twee maal 24.uren, op pene van gebouwen te voordien voor oit geant ende Reche gedaen op de Coppen uyt vyfden den 78. Article van den Reglemente van den 6. Martij 1691. Ende vvaer dien volgens de selve Advocatie gehouden vvaer voor niet geant ende den Heere Geinfinuerde tot hier toe niet hebbende volden aan den voornoemden Vonnisse, daer van alou notorielijk vvas verlicken, ketende sich den Suppliant anderszins totten Hofve, siet ootmoedelyck biddende gedaen te vveiden, decreterende de pene geconfinuere by den voorsz. 78. Article van den voorsz. Reglemente van den 6. Martij 1691. ende houdende alsoo de voorsz. Advocatie voor niet geant, avolgen ingelyck decreterende de pene geconfinuere by den voorsz. Vonnisse, vnt houdende den voorsz. Heere Geinfinuerde voor verlicken, ende Reche alsidene op de Coppen *cum expensis*: Geien syndelyck het Vonnis al accordatum daer op geveide den 15. deser met het Verbaal in conformiteyt van dien gebouwen voor Commissarissen van den voorsz. Raede den 6. deser daet, alvvaer comparende den Procureur Charliers met den Suppliant in persoon om te antwoeren de middelen van accorde by den Heeren Commissarissen te proponieren partje daer toe gedoege per Primarium als quam te blycken by den Relatse, ende mits de niet comparie van den Heere Geinfinuerde verlicke deffaut de pro openinge van den tweeden lede van den Vonnisse, vvaer op t'Hoff naer voorgehende Rapport in den Raede gedaen, mits de non Comparie van den Heere Geinfinuerde, hadde een Charliers gracoconneert het verlicke deffaut, de pro openinge van den tweeden lede van den Vonnisse, Op alles gelyck, t'Hoff decreterende de pene geconfinuere by den 78. Article van het Reglemente van den 6. Martij 1691. houdende de Advocatie ende naerdere Advocatie den Heere Geinfinuerde voor niet geant, dien volgens decreterende de pene geconfinuere by den Vonnisse van den 13. October 1706. ende houdende den gemelden Heere Geinfinuerde voor verlicken van antwoerden, reelt d'onde, maanteure den Suppliant in de Possessie van de Pastoree van S. Jans tot Moleneke ende van S. Catharina alre met allen gens daer toe behoort, ordonnende de vvervolgens aan den voorsz. Heere Geinfinuerde te doen cessieren alle troubles ende belesien ter comparie, condemnende den selven Heere Geinfinuerde in de coffen hier oorne geseien totten reche totten forme van dry hondert een en sachich gulden acht fluyten eenen halven, daer een tegereken het Rapport ende Ex, les Aldis geprocediert binnen dese Raet Brusselle den 27. October 1707. ende vvas ootcreteckent, BODRY.

per decretum patens in Sententia die 13. Octobris, anni 1706. commissum, habuisse promissum. Denique isti. namque se fecerunt a responsis, & per decretum, mandantes Supplimentum in possessione Pastoris S. Joannis in Attentibus, & S. Catharinae in hac Urbe, mandantes consequenter. Item habuisse ut cessare faceret turbationes, & impedimenta in contrarium, condemnans eundem Dominum Infuatum in expensis de hoc casibus, & taxatis ad summam 38. florum, 2. assium, & moralis, rationibus relatis, & Executoriis. Ita pronuntiatum in hac Urbe Brussellensi 27. Octobris 1707. Et vva signatum, BODRY.

injorieux, qui mettrait le trouble de le de forder par tout, avant que de le savoir à qui, ni à quoi s'en font applicables, de sans en favoriser la vraie intelligence, nous rendans aussi impraticable le concours du remède par la non decouverte de du mal, apres laquelle decouverte, & apres qu'il y aura des Decrets, Decisions ou autres regles, par ou l'on pourra decerner les coupables du rigorisme de nouveauté, il sera de suite encore de la justice que personne n'en puisse estre tenu pour tache, avant que d'en avoir été convaincu, selon même l'intention de notre Saint Pere le Pape INNOCENT XII. dont il s'explique en pareil cas par son Bref qu'il a fait exposer aux Eveques du Pais-bas, par lequel il leur enjoint autant que ce peut dans le Seigneur, de ne permettre en aucune maniere, que l'on se fent d'accusation vague, ni d'une imputation odieuse pour decerner ou designer qui que ce soit, à moins que par des preuves legitimes il ne soit certainement suspect de ce dont on l'accuse, & qu'aucun soit ce pretexte ou son éloigne des charges, emplois, benefices, degres, ni du ministère de la predication, ni d'aucune autre fonction Ecclesiastique que ce soit, à moins que par des procedures judiciaires & dans les formes du droit, on ait prouve qu'il s'en est rendu digne de cette peine tres rude d'ailleurs à des personnes Catholiques.

Il nous semble, MONSIEUR, qu'il se le pour rait dire de plus Apollotique ni de plus juste & plein d'equité: nous croions paraitre qu'avec tout fureur nous pourrions suivre un guide si certain que celui qui est Chef de l'Eglise visible & qui ne nous marque au cas qui s'offie rien d'autre, que ce que d'ailleurs est de notre obligation, à laquelle nous obligent nos consciences, & le serment solennel que nous avons prêté à l'avènement de nos charges, savoir de ne condamner ni punir personne, que pour de méfaits ou pour des actions qui soient declarées criminelles, & qu'enfaisant cette personne n'en ait été convaincu en individu. Nous avons autant plus de sujet d'implorer le secours de V. A. E. en une occasion si importante, que les occurrences si frequents font voir que les Superieurs Ecclesiastiques ne conviennent pas même entre eux de ce qu'on doit repeter pour couvrir ou rigoureux blamable, & que bien des gens qui en cette vue ont souffert des rejections par des charges d'ames, des predications & autres fondions Ecclesiastiques, ont, apres des examens rigoureux subis pardevant d'autres Synodaux, justifié leur doctrine étoit pure, & que le motif de leur rejection ne consistoit qu'en phantasmes: ce que notre S. Pere le Pape a aussi si avant fait connaître, que non seulement il a reçu avec une benoignie de satisfaction toute particuliere quelques uns qui l'on dechiroit par tout comme du nombre de ces Novateurs & Rigoristes, mais qu'il a encore fait écrire en leur faveur, & charges les Nonces & Intermecés de proteger leur avancement.

Nous revenons parant autrefois relater nos tres indantes prieres à ce que V. A. E. par l'amour de cette Roy Catholique que les glorieux Ancêtres ont soutenu, puis tant de siècles au milieu des heresies & des agitations de la barque de S. Pierre, soit servie de nous procurer une regle autorisée par l'Eglise, par laquelle on puisse decerner les maximes qu'on doit sui pour nouveau ou rigorisme, de condamner ceux qui en feront les sectateurs, lorsque nous ne manquerons d'en faire la recherche la plus exacte & le chariment le plus severe, outre l'assistance que nous donnerons avec plaisir aux Ecclesiastiques qui pourront en avoir de besoin à cet fin, & outre la prohibition que nous ferons des Ecrits & Livres que nous trouverons tachés de ces maximes, pendant que généralement nous n'accorderons la permission d'en imprimer que sur le pied des Ordonnances qui nous en ont été envoyées. Nous formons MONSIEUR, &c. Etoit paraphe Rom. vi. signe BOUDRY.

Bruxelles cc 13. Avril 1696,

fit ut dum malum deservimus non esset, non possumus ad remedium illi offerendum concurrere. Ut autem dictum fuerit. Ex quo fuerunt Decreta, deservientes, aliove regula, quibus Rigorisme, & Novitas res discernantur, tum ad hoc Justitia postulabat ut nemini ex officio haberetur, nisi prout de eis convallus fuerit, juxta ipsam mentem S. S. Patris nostri Innocentii XII. quoniam in causa simili expressit per Breve suum ad Episcopos Belgii, aliis aliis. Quantum in Domino potest, injungit, ne ulla ratione quovismodi vaga accusatione, & inviolato nomine traduci aut munerari possint, nisi prius suspicium esse legi me confiteri de re, de quo accensum; nec quovismodi sub hoc pretexta repelli ab officio, munus, beneficium, gradibus, ac conditionibus habendis, vel alia quacunque functione Ecclesiastica permittant, nisi servato juris ordine, eam potestatem, que Viris aliquotum Catholicis gravissima est, committitur probatum fuerit.

Nobis, SERENISSIME DUX, videtur nihil magis Apostolicum, nobis magis iustum & aequum contentum duci posse, idcirco credimus amicus fieri soqui nos posse. Duximus tam certum, quod est si qui est Caput Ecclesie visibile, qui que hic non dicit nisi alius, quam quod alioquin de nobis incumbar, & ad quod nos transgredere non conscientia nostra, tum propter ipsum scilicet, quod in ipso Officium nostrum ingreditur prout sumus, nisi propter delicta aut facta que delicta fuerint criminalia, & nisi de his deinde singulariter convallus fuerit. Et magis in re tanti momenti E. P. Celsissimus in auxilium nobis implorandum est, quod frequenter, qui occurrunt casus decant, inter ipsos Superiores Ecclesiasticos non invenire, quidquam novitate aut Rigorismo reprehensibilis habendum sit, cesset bene molis, qui se preterea a cura animarum, predicatione Verbi Dei, aliove functione Ecclesiastica repulsum saltem, post rigorismum coram aliis Synodis examinem ostendisse, doctrinam suam puram esse, suoque repelle rationem non esse nisi phantasiam: ad quod S. S. Peter Noster eo usque significavit, ne non tantum benigne & satisfactioe prout singulari quodam accipere exiit, qui tanquam de numero Novatorum illorum & Rigoristarum ubique lacerabantur, sed etiam in illorum favore scribis scribis ac mandatis Novitas fuit, & Intermecis se prout rationem illorum protergent.

Quapropter iterum iterumque vehementissime rogamus, ut Electoralis Vestra Celsitudo amore Fidei illius Catholice, quam gloriosi ipsius Majores a tot seculis inter medias hereses, & variata Petri agitatione propagaverunt, dirigat nobis regulam auctoritate Ecclesie rectorum procurare, per quam discernere possimus maxime, que tantum Novitas aut Rigorismum sequenda sunt, & eorum sectantes condemnare: dum officio nostro non deservimus in his studiis investigandis & severissime ponendis; preterquam quod & cum gaudis auxilium daturi sumus Ecclesiasticis, quibus ad hoc eo usque fuerit, simulque prescriptis Scriptis & Libris quas maxime illis inofficiis deprehendimus, gravatim interam nullam eis imprimendi veniam concedemus, nisi juxta Decreta que super eis nobis missa sunt, Sumus SERENISSIME ELECTOR, &c.

Bruxellis 13. Aprilis 1696,

(1)

R E S O L U T I O

In favorem cujusdam Pastoris suspensi sine pravia citatione aut monitione.

C A S U S P O S I T I O.

Episopus N. instituit Visitationem Canonicam in Pastoria N. per unum e suis Vicariis Generalibus.

Idem Episcopus examinato seu viso Processu Verbalis visitationis & auditu Vicariatu, inter cetera que in predicta Pastoria observant deinceps voluit & mandavit, prout injunxit Pastori Pagi, prout videat esse ex verbis ipsius mandati ipsius Episcopi Pastori Insuper.

Verba mandati Pastorem concernentia sunt hæc sequentia:

Et pour les Grâces & Causes importantes résultantes dudit Procès Verbal de visite, en conformité de la Déclaration du Roi, de glorieuse mémoire, Louis XIV, en date du 15 Décembre 1798, pour l'établissement des Seminaires, registres en son Parlement de Flandre, le Février ensuivant, nous ordonnons au Sieur N. Pasteur de N. de se retirer pendant le terme de trois mois dans le Séminaire Archépiscopal de Cambrai, pour y vaquer aux exercices de piété, & recevoir les instructions salutaires & requises au Ministère Pastoral, sous la conduite d'un Directeur éclairé qui lui sera désigné par le Président dudit Séminaire, demeurant cependant le dit Sieur Pasteur interdit de l'exercice des Saints Ordres, & des fonctions Pastorales à commencer du jour de l'annulation de notre présente Ordonnance, après lequel terme de retraite, avis de pouvoir être rétabli dans les saintes exercices & fonctions Pastorales, si le présent sera devant Nous ou Nos Vicaires Généraux, avec les témoignages requis dudit Sieur Président, & pour être entendu sur ses dispositions & recevoir les avis salutaires, tant si la conduite, que sur les conditions requises pour gouverner avec fruit les âmes qui lui sont confiées.

Ordonnons aussi au dit Sieur Pasteur de jouir tous les Vendredis & de recevoir les sept Pénitentes de Penitenciers tous jours par semaine, pendant le temps qu'il demeurera dans le Séminaire, jusqu'à sa sortie à la présidence du Président, à lui imposés les autres œuvres, menues, qu'il jugera convenir.

Notandum 1. quod Pastor, de quo agitur, nunquam ab Episcopo aut ab alio ejus nomine, monitus fuerit de excessibus vel excessibus quos vel quæ commiserat.

Notandum 2. quod Pastor communicata non fuerint illa que locatim aliqui ex Parochianis in visitatione contra Pastorem producantur, quævis Pastor ea sibi communicari presterit a Vicario Generali ad visitationem ipsam peragendam deputato.

Notandum 3. quod Seminarium, ad quod Pastor ab Episcopo evocatus, sit extra diocesanum Principis, cuiusdam Episcopi, quam Pastor suscipit.

Q U E R I T U R.

1. Utrum decretum istud sit validum?
2. Utrum non præbeat viam reus. ad præsumptionem Regum?
3. Utrum Episcopus possit subditis Principis dimittere ad Seminarium sub directione alterius Principis?

R E S O L U T I O.

Visto & examinato supra casu posito, censent infrascripti Decretum sive Mandatum Episcopi contra Pastorem, de quo in casu, multis ex capitulis esse nullum, & invalidum.

In primis ex contextu Mandati habetur, non tantum Pastorem ob præsentos aliquos defectus impositum esse pen-

sitentiam in Seminario Cameracensi ipso etiam mensum peragendum, sed & insuper gravissimum et interdictum esse Censuram, nempe suspensionem ab exercitibus Sacrorum Ordinum & functionum Pastoralium in verbis: *Demourant cependant de des Sig. Pasteur interdit de l'exercice des saints Ordres, & des fonctions Pastorales, à commencer du jour de l'annulation de notre présente Ordonnance.*

Uterius ex contextu mandati manifestum est hanc suspensionem sive interdictum esse prolatam tanquam Censuram Ecclesiasticam sive penam medicalem ad correctionem: quandoquidem etiam post peractam potentiam per tempus præfixum terminum mandati Pastori, ut priusquam resumeret questum exercituum Sacrorum Ordinum aut functiones Pastorales, debebat se presentare cum testimonio Praesidis Seminarii Episcopo aut ejus Vicariis Generalibus, ut hi discernerent, quæ sit post exactam penitentiam, & penitentiam penam ejus dispositio, quæ notorie significat suspensionem sive interdictum per modum Censuræ ad correctionem sive interdictum, non autem per modum simplicis penæ propter defectum eorumdem: quia dum infigitur ut penam committit delicta, suspensio sive interdictum, penitentia penam, ipso jure cessat & sine ulteriori examine super dispositione sive conversione, ille qui delictum commisit, potest etiam functiones, a quibus fuit suspensus, resumere.

Cum igitur in casu, proposito, indicata fuerint Censura, nullaque odo judicialis fuerit servata, vel hoc ex capite Mandatum sive Decretum, quantum ad hanc Censuram omnino est invalidum & nullum.

Indubitanter enim est nullam Censuram valide ferri posse, nisi servato ordine Judiciali, imo, quandoqueque in sententia est defectus substantialis ordinis juris, ceterum est (an Suarezius de Censuris, disp. 4. sect. 2. n. 2.) Censuram esse non solum utrumque impositum, sed propter illam invalidam: quia sententia ipsa nulla est, & sententia nulla nullum potest producere effectum.

Quandoquidem autem in casu positione adferuntur, Pastorem nec fuisse citatum nec monitum, ante prolatam in ipsam Censuram prædictam, indubitanter est in prolatione Censuræ esse manifestum defectum essentialium ordinis Judicialis, inter omnes quippe convenit citationem esse essentiali & substantiali requisitum ordinis Judicialis, imo Sebastianus Varnius in suo specialia Tractatu de Nullitatibus, docere non dubitavit, nullitatem ex defectu citationis resultantem esse omnium potentissimam, scilicet ad reddendum processum & latam sententiam omnino nullam.

Hinc scribit Martinus Aterius in suo opere de Censuris, etiam Sententiam declarationem quod aliquis recedat in Censuram, non potest fieri sine citatione, & antequam audiat, & contumacia iudicetur: & si fiat, aliquæ illa citatione & auditione, est ipso jure nulla, & nullum impedimentum addit, quominus gressu per obstatum Censuræ valeant.

Aliter defectus ordinis Judicialis in prolatione Censuræ resultat ex non facta monitione Pastori. Indubitanter enim est ad validitatem Censuræ necessarium requiri prævia monitionem, quia (an Suarezius disp. 4. sect. 7. n. 5.) si nulla monitio præmissa sit, nec consummata procedere potest, & consequenter nec vera & sufficiens causa Censuræ, & ideo talis Censura semper est nulla ex defectu causæ. Constat præterea ex ipso textu mandati sive Decreti Episcopi nullam causam hujusmodi indicatam Censuræ in sententia sive Decreto esse nominatim expressam, quod tamen in omni Censura requirit Concilium Lugdunense.

Logdunensis sub Innocentio IV. *in c. 1. de Sentent. Excom. in 6. in verbis: Et casum excommunicationis expresse confiteris, propter quam excommunicatione preferar.* Declarat autem hoc eadem (que circa Sacramentum excommunicationis decretum) in *supponit & interdictis Sententia velis obsequari.*

Dicit quidem Episcopus quod ad hoc Mandatum seu Decretum processit visis gravaminibus resultantibus ex Processu Verbalis visitationis: *Et per te gravis & casus importantes resultantis ad hoc Prae Verbalis de visis.* Sed vel hoc solo titulo lapsus Decreti nullius & invalidi habetur. Notum quippe est, nec ullus vel parum in iure peritus ignorat, Processum Verbalem visitationis esse actum extrajudicalem neque in visitatione judicialiter procedi. Proinde dum Episcopus exponit quod processit ex Acta visitationis sive Processu Verbalis visitationis, hoc ipso agnoscit Centorem aliasque penas in suo Decreto probatas fuisse, omisso omni ordine Iudiciario; atque Decretum hoc continet manifestum errorem sive defectum.

Episcopus eodem visitationem non procedit in Index sive judicialiter, sed potius econtra, corrigendo quae correctione indigere videantur, ut possit alios recte docere & moveri Franciscum Zypaeus Archidiaconus & Officialis Antverpensis in sua Aposoli Juris novi tit. de accusat. n. 9. ubi in primis notat quod valde differtur correctio, Iudicium tamariom, Iudicium ordinariarum. *... In visitatione, ait, Diaconus si quod Episcopus corrigende ordinis, per appellationem non suspendatur. ... Correctio respicit potestatem: quam qui curat, magis exequendo, quam iudicando & regnando procedit. ... quod correctio fit sine forma aut figura iudicii. ... ergo correctio loci maxime est in visitationibus, dum Episcopus sicut aditit Magister Civitatis vel Diocesis obvenit, & quicquid inordinatum invenit, reformant, nec ordinariam modum procedendi servant, ita non nisi correctio, non pariter ordinarias infingunt: Hic cum non potest fieri nisi Braccio, ordinariae infusa, nam & summarius Processus, & cognovit, uti convenit Iudicibus pedantibus: ita etiam ex eo pariter ordinaria non potest imponi, sed ea solummodo, & plenam cognitionem requirit, qua infundenda est, dum contra aliquem ordinariam potestatem intenditur. Unde & in visitatione non nisi clara, & liquida emendetur, alia ad Iudicium ordinarium remittitur.*

Novat id indubie Episcopus mittendo Vicarium suum Generalem multam jurisdictione instructum ad visitandum Parochiam Pastoris, de quo in casu; novatque per consequens Processum Verbalem visitationis per hunc Vicarium confectum, non esse nisi actum extrajudicalem; vacuum id mirum, Episcoporum ex sola Acta visitationis extrajudiciali processisse ad penas ordinarias, qualis indubitanter de fine illa controversia est suspensio sive interdictio Pastoris ab exercitio Sacramentorum Ordinum & functionum Pastoralium.

Denique si in visitatione Episcopus ejusque Vicarius quidquam emendandum aut corrigendum a Pastore reperiit, super eo Pastorem monere instat veri Patris Spiritus debet.

Certum enim est, visitationem voce ad emendationem, & correctionem iudiciorum institui debere: idque ut ait Innocentius IV. *in c. 1. §. Sane de Conf. in 6. per salubria monita non levis non aliter iuxta datam sibi a Deo prudentiam diligenter intendentes.*

Cum igitur in casu proposito Episcopus ejusque Vicarius super nullo defectu in visitatione Pastorem monuerit, evidens est hanc in Pastorem nunquam monitum aut citationem penam persequi esse decretum.

Et quis iudicare poterit, Episcoporum ejusque Vicarium visitando intendit instare veri patris familias emendationem seu correctionem subditorum, qui defectus, quos emendare deberent, nec agnoscere, nec super his eos monere solliciti sunt?

Ad secundum respondetur, Pastorem, de quo hic agitur, posse contra hunc Episcopi processum habere Recursum ad Regiam protectionem.

Com enim nullus ordo Judicialis in hac Sententia sive Decreto Episcopi fuerit servatus, sed omnia extrajudicialiter commissa, Pastore nec citato, nec audito, non solum reddidit Sententia sive Decretum nullum, & invalidum, & tanquam tale per Superiorem declarandum, sed & insuper praebet viam Recursi ad protectionem Regiam; quoadquidem enim Pastos nec audiendi nec citandi fuerit, censetur via (sibi in pacifica possessione sui Beneficii Pastoralis per pet suspensionem sive interdictionem ab exercitio Sacramentorum Ordinum & functionum Pastoralium violentur turbatus: quae violenta turbatio indubitanter praebet viam Recursi ad protectionem Regiam, qua voce ad hoc tendit & impendens, ut violentia subditi Regis illata comprimatur & tollatur.

Nec minus Regia protectio impendens subditi sive Laici sive Ecclesiastici, si violentia ipsi facta sit per Iudicem seu Seculares, seu Ecclesiasticos, quam huc inferatur per privatos, uti multis probat & ostendit Franciscus Salgado De protectione Regia, *part. 1. cap. 1. Præf. 4. Concluditque num. 291.* Ignor si Index inferat vim, poterit legitime oppressus ad Regem confluere, ut via illa propulsaret, & viam pastos protegeret & defenderet: certis etenim violentis (ait) huc, quae a Iudice fit, majores est, & atrocior, cum sub securo & superioritate, ac jurisdictionis praestetur; facillime debitorum potest, ad ejusmodi vim inferendum.

Ad tertium, quoadquidem in casu proposito Pastor supponatur legitime incorporatus & affusus per institutionem Canonicam Beneficii Parochialis Diocesis sub ditione Principis, fas non fore Episcopo cum ad agendam penitentiam mittere ad Seminarium in alterius Principis ditione consistens.

Episcopus enim non potest subditi Principis, qualis censentur hic Pastor & propria sua ditione ad ditionem Extranei Principis dimittere; hanc enim distinctio species quaedam est legitimam, quam ab Episcopo fore Iudicem Ecclesiastico infungi non posse indubitanter est; multisque post Rensium Choppinum in Commentario ad Leges Municipales Aodegavensium lib. 1. c. 39. probat Carolus Fevretius de Appellatione tanquam ab abusu lib. 1. c. 4. n. 11. Notandibidem: "Fas esse Episcopo, Sacerdotibus extraneis non beneficiatis ob malam conversationem de sua Diocesi dimittere ad proprias: eo quod iuxta Canones Clerici teneantur singulis in suis propriis Diocesis deservire, nisi (ait) per Beneficiis legitime alteri Diocesi sint incorporati."

Et sane cum Principes non permittant ut subditi sui sine Seculares, sive Regulares a suis Superioribus sub alterius Principis ditione morantibus visisur sine eorum consensu, indubie eadem ratione nec permittunt ut Episcopi subditi mittant ad ditionem Superiorum alterius Principis, a quibus sibi instructiones contrarias regimini & interesse sui Principis accipere possunt. Ita responsum Lovanii hac 4. Junii 1730.

Z. B. Van Espen J. U. D. & SS. Can. Prof.

A. Bauvrens J. U. D. & Prof. Oidius.

Inscripsi Advocati Supremi Brabantiae Senatus visa casu, quaestione, & responso Clarissimum Dominum Van Espen & Bauvrens J. U. Doct. in Universitate Lovaniensi, supradictis, hunc ipsam opinionem cum dictis Doctoribus Praeconsultis ob rationes & auctoritates in eorum responso allegatas, Et est apud nos, non minus quam in Gallia, illius & istius hac in parte Regia protectio, licet ab his terminis utram in ea re quam Galli. Actum Bruxellae hac 6. Junii 1730.

A. Desartre. H. Van Henevuyck. B. Bady. J. De Swert. J. R. De Wilde 1730. Van Rens 1730. F. Lian. J. De Pucker & C. Swerts.

(K)

MAINTENUE.

Geaccordeert aen E. V. Joannes Vernimmen Priester van her Oratorie in de possessie van syne Pastorele be-
dieningen.

Philips by det gracie Godts Coninck van Castillen, van Leon, van Arragon &c. Aerts-bortoge van Oostenryck, Hertoge van Bourgoigne, van Loeyck, van Brabant &c. den iersten van onse Doerweydenen oft Boden macht hebbende exploicten binnen desen onsen Lande ende Hertoghdomme van Brabant, hier op verlosche saluyt: Vvy hebben ontfangen die supplicatie van Heer Jan Vernimmen Canonick der tweede fondatie van S. Goedeke ende Pastoor vant eyleyn Bruggenhof binnen dede onse Stadt Brussel, inhoudende hoe dat hy in syne voors. qualiteyt van Pastoor van in den jaere 1642, tot na toe geoden heeft alle fund. Gien Pastoraal, nametlyck van predickende ende Biech. bouen, ende alsoo daer, al is in goede deughdelijcke possessie; ende alsoo veel by daer inne niet en soude behooren genueboet se wyorden, sulck dat hy Verthouder hem daer door (niet sonder merckelyk schandael) geintbrecht vindi in syne voors. goede deughdelijcke possessie tants den alle funden Pastoraal, niet alleweylt tegens alle techten mer oock sonderlingen tegens de privilegien van desen Lande van Brabant, alvvaer nemende buyten den ordinaissien cours van Justitie en kan goedconcoemert vwoorden, veel min onghelooft, ende sonder vooigende bewyys van genoechlycke redenen gescooten vwoonden op syne possessie, gelyk in de voorschreeve Aede gene de denulderedem thant bekenet, noch den Verhooudag van vvegen syne voors. Hervvoertigheyt oock nimmermeit vernemert geveelt, vwer onse keerde by hem tot oost connoedelyck biidende ons onse opene Brieven van Maintenne in sooms daer toe dieneende: Vvareomme soo eest dat vvy desen aengienlen onthieden ende bevelen daer toe committende by desen dat soo verre vublycke van de possessie ende ghenye. ke van de voors. lueve funde Pastoraal, midelgoeders van de turbaen ende beletten hem daer inne gedaen alsoo voorschreuen is, soo velle des genoech lueghy in dyen greulle daer, toe grouden den voorschreuen Aerts bisschop van Mechelen ende allen andere die daerinnit sulen behooren geopenen se vwoorden, ende gy des van vvegen dei voors. Supplient velt vwoorden verloscht, toe sulcken darge, ure, ende bheue, al dat behoelen sal, ende gelyken bescheyden siet, den voors. Supplient in de voors. syne possessie, ende gebruycke van de voors. funde Pastoraal van onse t'vvegen houen, ende maintenneert, doer houden ende maintenneert, doende experte ende licheyt bevel van onsen vvegen aen den voors. Aerts bisschop van Mechelen, ende allen anderen dyen dat behooren sal, ende des van vvegen al vooren sult vwoorden verlosche, dat sy den voors. Supplient van de voors. funde, midelgades van de vruchten, ende profyit daer toe beho. rende, inder vvegen, ende manien boven verhaelt, peyl. elyck ende vrede. lyck doen ende laeren possellieren, ende alle beletien, ende inspietion de voors. Supplient daer inne geduen, tressen ende sonder verrecke coellioen, en de schaedetion alzoen, ende repaeren, ofte doen alzoen ende repaeren, end hem verdragen den voors. Supplient daer inne meer te tuabieren ofte molstieren in eniger ma. nieren, den seluen Aerts bisschop van Mechelen, ende allen anderen dyen dat behooren sal daer toe op dats noot sy bed.

MANUTENENTIA.

Concessa R. P. Joanni Vernimmen Presbytero Oratorii in possessione fundationum suarum Pastoralium.

Philippus Dei gratia, Rex Castellae, Leonis, Arragoniae &c. Archiepiscopus Austriae, Dux Burgundiae, Lombardiae, Brabantiae, &c. Primo omnium auctoritatem sua Satellitum nostrorum habenti possessionem auctoritatis mandandi in hac nostra Ditione, & Ducatu Brabantiae ad hoc requisitus, saluam. Recipimus Libellum Supplicantis D. Joannis Vernimmen Canonici secundae fundationis S. Gudulae, & Pastoris minoris Bruggensis in hac nostra Civitate Bruxellensi concurremtem quomodo ipse in sua praedicta qualitate Pastoris ab aere Ad GC. quadraginta secundo usque modo elictorum omnium functionum Pastoralium, nomenclaturam praedictam, & omnino confessionum, & quod se sit in bona, & valida possessione, & quomodo in illa non debet turbari, nihilominus saltem est, ut Brabantiae Dilectis nostris & Fidelibus Patribus in Deo Archiepiscopus Mechliniensis responderet se ad illam Aliam de data 16. mensis currentis Septembris, & apparet per aliquem scripturam, quae dicitur se, ut rationes arbitrium suum mouerent, reuocare facultatem concessam & confessiones audient in sua Ditione, Supplicantis compertum, capis informae ei falsa est die 18. sequenti: haec aut Supplicans se turbatum intemum (cum sine notabili scandalo) in praedicta bona, & valida possessione capere omnes functiones Pastoralium, non solum contra omnia sua, sed praesentibus contra Privilegia hujus Ditionis Brabantiae, ubi nemo extra ordinem cursum iustitiae condempnat post, male minus inuadit, & absque praesente probatis sufficientibus rationibus e possessione sua deici, prout in praescripta Alia et monita quidem rari curantur, neque Supplicans ex parte Illustrissimi Domini usque minus sit: Nos ad Nos reuocari, humiliter supplicans per Literas nostris Admonitionibus in forma in eum factam: Quapropter, hisse consideratis, ubi sufficiamus, & mandamus per praesentes te auctoritatem quaerere, si ubi sufficiens de possessione, & exercitio praescriptarum functionum Pastoralium, atque una de turbationibus, & impedimentis Supplicantis casus, ut supra scriptum est, in quantum sufficit, hoc caso, citato ad hoc Archiepiscopo Mechliniensis praedictis, & omnibus aliis, quos ad hoc citare oportebit, & si ex parte Supplicantis fuerit requisitus, in eum diem, horam & locum opportunitatem, & quibus iudicabis conuenire, praescriptum Supplicanti in praedicta possessione, & exercitio dictarum functionum Pastoralium ex parte nostra tenas & mantineas, tenes & manteneas facies, expressis & firmiter de parte nostra mandando praesentis Archiepiscopo Mechliniensis, & omnibus aliis quibus oportebit, & ut supra fuerit requisitus, ut supra memoratum Supplicanti praedictis functionibus exerceat, & fructibus aque amolumentis usque antea, eo modo, quo praedictum est, pacifice frui permittas, & omnes turbationes in istum Supplicanti casus cum omni dano, & intercessu indolite amoveas, & repares, vel amoveas & repares facias, nec Supplicanti in istum diutius alio modo turbari aut molestari permittas, tandem Archiepiscopo Mechliniensis, & omnes alios, ad quos pertinebit, ad hoc compellas, si oportet, etiam si oportuerit prout remediis in eum factum: Et in casum opposicionis, reuocacionis aut praerelacionis, eius opposicionis ut comparatur tertia die reuocacionis curam Dilectis, & Fidelis Cancellarius nostro, & Confessorius Cancellarius Brabantiae, ad istum rationem sua opposicionis, reuocacionis aut praerelacionis allegandam, & declarandam, respondendum, & in casu alterius praedictorum, quomodocumque oportebit, Cancellarius nostro, & Confessorius praedicti die respondendo quod hoc in re agitur, quod mouemus esseque manemus, ut patribus auditis pro.

fy bedwingende by ende met alle behoortlycke vvegen, ende manieren van bedwingende daer toe dienende, ende ingevalle van oppositie, vveygeringe, oft verreck, datghet d'opponenten te compareren t'eenen lekenen gelegen dage vvoor nusen seer Lieven, ende getrouwen Cancellier ende Luy den van onsen Raede geordonneert in Brabant, om daer die redenten van hundert oppositie, vveygeringe, oft verreck op te doen, ende te verslaeten, t'antwoorden, etide in der saecken voorts te procederen, soo behoort sal, onsen voors. Cancellier ende Raedes layden ten voors. dage overschryvende t'gene des gy in desen sulc hebben gedaen, de vvelck vvy onthieden, ende bevelend dat sy partyen geboiet goet, cort, onvertoegen recht doen, ende expedien van Justitie, vvanons alsoo geliet. Gbegeven by onse Stad van Brussel den vvierentvintienghen September 1658. vvas gheschreft &c. Jorger sloot: By den Coninc in synen Raede, Ondersteckent J. Nants, ende vvas gesigelt met synen Majesteyn grooten segele, onder ophangende een ruckelen parkemeggenien stiet, gedrukt in rooden vvasse.

promps jui dicant, & officium administrant, quia Nobis ita placet. Datum in Urbe nostra Braxsiliensi die 24. Septembris anno 1658. &c.

(L)

SENTENTIE

Van een Souverynen Raede van Brabant tuschen Paulus Crabbe Pastoor van Lovenjoul, en Pellenberg Suppliant en Vervverver van de eene syde, ende de Landt-Decken van het District van Loven, Deservitor, Kerck-Meester, Meyer enbe Schepenen van Kovenjoul, ende die van her Vicariact van her Artsbisdom van Mechelen, Gensinnuerde en Supplianten by Requeste van den 21. ende 30. April 1667. en 23. Julii 1669. van de andere syde.

Carel by der Gracie Godes Coninc van Castilien, van Leon, van Arragon &c. Aerts hertoge van Oistremeyck, Hertoge van Bourgogne, van Lostryck, van Brabant &c. Doen te vvenen dat gesien ende geuiteert vvel ende in't laeghe in onsen Raede geordonneert in Brabant t' voors. proces der voorn. partyen soo ende gelyck t' selve in's infraact, ende op al vvel ende typelyck gelyc, met oock geconsidert t' gene des men in desen behoorte te consideren, vvy by goede ende ry. pe deliberatie van den Raede intrentende de bevelen begrepen in d'opene beleven van Maintene des Imperat vanden 17. Meest 1667. hunden ende maintene des selven in de posse ende GEBRUYCK vande Pastoorye van Lovenjoul ende Pellenbergh, verbiedende de Gensinnuerde hem daerinne meer te turberen, ofte molestieren in eniger manieren, dan der conparien alle belevense vveiden ende den selven de voors. fundis Pastoraal vradelyckhe laren possidieren, ende vnyghen alle de vruchten boeten ende prodyen dat toe behoorende, behoudelyck dat aen de selve geact val vonden de legacie portie, ende onderhoudt van den Deservitor toete effective openinge vande respective choonen van partyen inclus, lichteude t'ue nye d'interdictie verlenen op de Requeste der Gensinnuerde des Supplianten van den 21. ende 30. Aprilis 1667. ver gierende dat daermede de vondere conclusien met ende over de selve Requeste genomen comen te cesseren, vercheerende ingelyck de voors. Gensinnuerde ende Supplianten niet norfackbaer in den versaecke gedaen met hame voors. Requeste van den 23. July 1669. condemnende de selve in de bellicke vande coffen, de andere bellicke om redene compengrende. Ende des Toisonden belevn vvy hier aen doel hangen de Segel die vvylen oofen Hietre ende Vaeder, die Gode geandigh 23. geboeyct heeft in desen Landen van betrevvaers over, den vvelken vvy gebruiken sulen tot dat den onsen sal vvelen gesindien. Gegeven ende alsoo gepronunciert tot Brussel den 12. Octobris 1670. ende van onse Rycken het sef. de. Sub GHINDERTAELN.

SENTENTIA

Supremi Consilii Brabantiz inter Parochum Crabbe Pastorem in Lovenjoul, & Pellenberg Supplicantem, & Imperatorem ex una parte, & Archi-Prefbyterum Districtus Lovaniensis, Deservitorem, Aeditum, Praetorem, & Scabinos dicti Lovenjoul, & illis qui sunt de Vicariatu Archiepiscopatus Mechliniensis Insinuatos, & Supplices per Supplicas die 21. & 30. Aprilis 1667. & 23. Julii 1669. ex alia parte.

Carolus Dei gratia, Rex Castellae, Lemus, Arragoniae, &c. Archidux Austriae, Dux Burgundiae, Lotharingae, Brabantiae &c. Notum facimus, quod bene & ad longum visis & examinatis supra memoratae liti in Consilio nostro Brabantia, inter utraque partem, prout eadem instruita est, & omnibus materiis, consiliis quae in hunc consideranda erant, Nos materia Consilii deliberationis confirmantes mandata in Literis Mandamentis Imperatricis expressa die 17. Martii 1667. eundem mandantes in possessione & FUNCTIONIBUS Pastoralis de Lovenjoul & Pellenbergh, interdicens Insinuationem cum in eo ulterius ullo modo turbate ac molestare, sed contra omnia impedimenta amoveant, & eundem praedictas functiones Pastoralis pacifice exercere permittant cum omnibus fructibus, & emolumentis eisdem annexis, de cetera tamen portiones legitimas ad sustentationem Deservitoris usque ad realem aperturam, & publicationem testamenciarum utriusque partis inclusos, levantes insuper interdicta super Libellis Insinuationum, & Supplicationum emanata 21. & 30. Aprilis 1667. declarantes hunc mediantibus cessare conclusiones ultimas per dictos Libellos captas, similiter declarantes, Insinuatos & Supplices in petitione sua praestito Libello die 23. Julii 1669. facta non esse receptibiles, condemnantes eos in medietatem expensarum, aliam medietatem ab rationis compensantes. In casu rei solum hunc appendi iussimus scilicet quod Dominus & Pater noster, cuius Deus conservator, usque est in hunc Belgii Provincias, quae nunc donec nostrum suum fuerit. Datum & ita pronunciatum Braxsiliensi die 12. Octobris anno 1670. & Regiarum nostrarum facto. Sub GHINDERTAELN.

(M)

MANUTENTIA

Concessa Plebano S. Gudulæ Bruxellis in possessione suâ Plebaniz & functionum ejusdem.

Heer Petrus van Eesbeke Licentiat in de Theologie Suppliant.

Dominus Petrus van Eesbecke S. Theologie Licentiat Supplicans.

Den Heere Aerts Bischof van Mechelen, misdtsgaeders Heer Petrus de Rauvv Defervitor der Plebanie van de HH. Michael en Gudula binnen dese Stadt Brussle, Gensinueerde.

Dominus Archiepiscopus Mechliniensis, una cum Dom. de Rauvv Defervitore Plebaniz Sanctorum Michaelis, & Gudulæ in hac Urbe Bruxellensi, Insinuati.

GEden in syne Majesteits Souvereijnen Raede geordonneert in Brabant die Requette by den Suppliant aldaer gepresenteert den 5. October 1697. teneinde ten eynde den voorschreven Raede geliefte gediect te wesen hem Suppliant te mainteneeren in de possessie der Voors. Plebanie vande H.H. Michael, ende Gudula, ende al volgens aenden voornoemden Heere jessien gedegheide t'ordonneren dat hy alle betrefsen tot contrairien met de vvelcke by den Suppliant uyt het jaissel geniet ende fundie der voorschreve Plebanie vvas houdende, soude hebben te doen cesseret, ende voorts oock de seyleycke private van syn techt in de voorsyde Requette bierdet vermeld, misdtsgaeders de vvegeringhe van hem te geven de soijte der zucken, onder pretest dat den Suppliant alvoreen soude moeten bekomen oentlof ende permisse vanden Heere Bischof van Duornick om syne Pastoij der Stadt Cortryck te verlaten; ende dat hy hem alvolgens tot de voorschreve fundie endeliber geniet der voornoemde possessie in de gemelde Plebanie soude hebben t'admitteren, ende te geven al vvat hem daer toe nootseckelyk vvas, ende andersints daer tegens op de bessel maniere te woulen op dat de nieuwvghet van d'onderstaen deser Proveniente wvillen doen dependeren van den wvillen van andere, ende van hoo, om van d'ene Diocese, ofte Kercke te mogen gaen in ene andere, in de vvelcke sy vvoelen vvierdeo, te wvillen obligeren van daer toe te moeten bekomen de permisse ende consent vanden Bischof, vviens Diocese ofte Kercke sy sochten te verlaten, niet ingedongen en vvienden tot overgroote prejudice van de selve onderstaen, ende naementlyk van het rechte van Patronaet van syne Majesteits ende des selfs vvasaelen, soo Geestelycke als vveyleycke, mer costen, ende ingevalle van communicatie ofte renvoye voot Heere Commissarissen interim de voorschreve ordonnance, op vvelcke Requette den voorn. Raede vvas gediect gehevevell den Suppliant te versendo voot Commissarissen van den voors. Raede, parrye daer toe behoortelyk gedaeghe luyde: Geesen alnoch de voedere Requette des Suppliants vanden 15. der selver manent October, teoeynde van permisse om den voors. Heere Defervitor regens den dage dienende oock te mogen doen dargen om d're. Verbael den volgende aldaer gehouden den 16. daer naer, alvtuer den Procureur Charliers junior voot den Suppliant propoorende dede verhaeden den inhouden de voorsyde Requette ende concludende als by de selve cum expensis, ende dat aco den voors. Heere Defervitor soude vvoerden geimedeert iet vvoeders t'attemenem buyten het gene vvas raekende het nasick excoenie der Pastoorie fundie alium cum expensis. Geesen oock de scriffteleyke advertentie, ende mandete advertentie der Heere jessien gedegheide als mede de advertentie des vveerde Gensinueerde afgetreckten Verbael van den 18. dinto, mette Verbael Amvvoende des Suppliants daer op gevolgt, misdtsgaeders het Voonnis introitioende van den 24. vande selve manent, vvaser by t' Hof ter intevonse van het Officie Fiscel blyvende de advertentien des Heere jessien. Ghe-

Van Eijzen, Pars Pl.

dat-

Vis in Supremo Brabantia Consilio Sua Majestati Libello Supplicis a Supplicante ibidem exhibitis 5. Octobr. 1697. in finem ut placeret dicto Consilio Supplicanti manutentur in possessione pradiæ Plebaniz SS. Michaelis, & Gudulæ, & consequenter prefato Domino primo Insignato mandare, ut omnia impedimenta in contrarium, quibus Supplicanti tenebat extra pacificum exercitium, & sanctionum sua Plebania, atque etiam imprisonment juris sui via facti, cessare curaret, prout in dicto Libello amplius deducuntur, similiter delictum ipsum concedendi Curam animarum sub precepto quod Supplis antea prout deberet obtinere petens, & permittens a Domino Episcopo Mechlinensi ad defendendum Palatium Civitatis Cortracensis, & quod consequenter cum administrat ad pradias functiones & librum exercitium memorata possessionis Plebanie, & ei concederet quicquid necessarium foret in cum finem: & alias contra ea omni meliori modo providere, ut hac nevitas, volendi subditis harum Provinciarum dependere a voluntate alterius, casque obligandi, ad transendum de una Diocesi ad aliam, in qua ipsi provideretur, ut obtinere adhuc confesum, & permittum istius Episcopi, cuius Diocesi deferre intendat, non intrudatur in magnam prejudicium eorundem subditorum ac notanter juris Patronatus Suae Majestatis & vasallorum eius tam Ecclesiasticorum quam secularium, omnia cum expensis, & in casum excommunicationis aut reversionis eorum Dominis Commissariis, concedere interim dictum ordinarium: super quo Libello supplicis pradiæ Consilio remittere Supplicanti eorum Commissariis dicti Consilii parte ad hoc debite rita: Viso insuper alio Libello Supplicis Supplantis die 15. ejusdem mensis Octobris, ad obtinendum permittum citandi D. Defervitorem in dictum prefatum ad etc. Similiter Verbaeli habito 16. sequenti, ubi Procurator Charliers junior pro Supplante proponens repertis curat contentum pradiæ Libelli Supplicis, & concludebat, prout in eodem cum expensis, & in dicto Dec. Defervitoris interdicetur quicquid alterius statuere aliter id quod concerneret partem exercitium functionum Palatium, ubique cum expensis: Visa etiam Advertemia in scriptis Charliers Advertemia D. primo Insignati anam Advertemia Domini secundo Insignati, contenta in Verbaeli die 18. dicti mensis cum responso Verbaeli Supplantis depargi subsecutus; similiter Sententia interlocutoria die 24. ejusdem mensis, qua Curia, interveniente Officio Fiscali, tenens Advertemia Domini primo Insignati, & secundo Insignati pro exceptione declinatoria casque ejusdem mandis dicti Domini Insignati intraducum respondere, & licet contrariis rescriptis contra Libellum Supplantis die 5. Octobris 1697. & contra ipsius conclusionem capam Verbaeli die 16. sequenti sub pena scilicet, & quod iudicetur super eis qua in Curia fuerint reperta: Visa ad hunc interdictum Verbaeli inter partes in casu habito, & notanter illo die 19. Februarii proxime lapsi, in quo pradiæ Charliers, quoad eundem Procuratorem DD. Insignatorum se non conformasset Appellati die 14. praecedenti, petebat decretari penam supra dicta Sententia commi natum, & iudicari super iis qua in Curia repertur: & desistit

No

factis

daeghde ende van den tweede Ghebdaeghde voorexcepte declaratoire, ende de selve afsiaende, ordonneert den de voorf. Ghebdaeghde binnen als doen drie daegen t'antewoonden, ende hiem te contraheren respectieve tegens de Requiste des Supplianten van den 3. October 1697. ende tegens syne Conclusie genomen Verbaele van den 16. daer naer, op gene van ver Riken ende recht op t'gene te Hove soude bevonden worden: Geleien tot dyen te voordere Ve baken tusschende voorf partijen in last ketghoudens, ende naemelyck t'gene van den 19. Februarij leestden, alwaer den voorf. Charliere midde de Procureurs der Ghebdaeghde hun niet en hadden gereguleert volghen den Appoinement van den 14. te voorens, verfocht decreteringe vande penen by den voorf. vonnisse gecommeneert, ende dat rechte soude voordien gedaen op t'gene te Hove bevonden vviert, ende mildt de niet voldoeninghe, op alles Geleien, t'Hoff decreterende de penen gecommeneert by den Voorfeyden Vonnisse van den 24. October 1697. ende hoedende de Ghebdaeghde voort wiken van antewoonde, recht doende, maoneert den Suppliant inde Possessio vande Plebanie van S. Michiel ende Godela binnen deser Stad, ordonneert dyen volgende aan den Heere ierften Ghebdaeghde te vveizen den troubel ende beleitel, die den selven an den Suppliant is doende by vvege van aen hem te refusen de forghen der Zieken op pretext van den Exeat ofte consent van den Bischoep van Doornick, vvaer mede het debacht tusschen den Suppliant ende den tweede Ghebdaeghde comp te cessen, condemnere de Ghebdaeghde mit kosten hier omme geseen te behootelycke taxatie ende moderatie van de voorf. Reade. Aldus gedaen binnen dese Sade Brussle den 22. Moert 1698. BODRY.

fatissationis, omnibus consideratis, Curia decretans piam comminationem per praefatam Sententiam die 24. Octobris 1697. Et tenore praefatorum sententiarum a resposso, praedictis manentibus Supplicantem in possessione Plebanie SS. Michaelis, & Godelae in hac Civitate, mandando consequenter Dominis primis Insuper, ut amovant omnes turbatores, & impedimenta quae Supplicantis causam denegando ipsi Curiam a iuribus sub praetextu defensionis Exeat seu consensu Episcopi Tornacensis, quibus mediantibus cessat consuetudo inter Supplicantem, & secundum Insuperatum. Condemnans DD. Insuperatum in expensis propriis factis sub defensa taxatione, & moderatores praedictis Consilii. Datum in hac Civitate Bruxellensi die 22. Martii 1698. Signum BODRY.

(N)

SENTENTIA

Concili Brabantiae pro Manutenentia Pastoris Sanctae Catharinae
Bruxellis.

Idem supra sub Litera G. fol. 268.

(O)

SENTENTIA

Concili Flandriae pro Manutenentia Vice Pastoris S. Jacobi Gandavi.

G Effen t'proces hanbeonde in't advys van den Hooverschicken Heer ende Meester Adriaen Van Loon Onderpastoor ende Capelaen vande Parochiale Kerk van S. Jacobs binnen dese Staet Herfichere by commissie van Geestelyke maintaince, den Procureur Generael van Vlaenden met hem gevoegter conder synde, ende Heer ende Meester Ferdinand Coolman Pastoor ende Gaspar de Vos Coelder der siver Kerkke, missagaders Jousfrou Theresia Vander Cammen boit van vyfien Heer ende Meester Joannes Vande Cammen in syn leven oock Pastoor geveert van de meer gemelde Parochiale Kerk: s' antwoonten van de selve oer hem antwoert hebbende apud Adate rolle van den 7. November 1721. Verweeverters verliken van hantwonnem tot ander.

t'Hof wytende syn advys hand tende minneert den Heerschere in de terechten, possesse ende saline van in de voorschreven Kerkke te doen de functien vane't doopen der kinderen t'assisteren in de begravingen ende alle voordere Onderpastorele functien met de vruchten, baten, profyten ende emolumenten daer aen en aenhet annex beneffice kievende, ende alsdoende de hande t' Keyfren en's Koninckx aan de selcke leigienste gestelt, interdicteert aen de Verweeverters, den Heerschere daer in niet eenigen troubel oft ongebruyck te doen, ende con-

Vla lizependente in Advismeto Curie inter Dom. & Magistrum Adriaenum Van Loon Vicarium, & Capellanum Parochialis Ecclesiae S. Jacobi in hac Civitate Ather, in materia Ecclesiastica Manutenentia Procuratore Generali Flandriae ipsi iussu, ex una, & D. ac Magistrum Ferdinandum Coolman Pastorem & Gasparem De Vos Coelder eiusdem Ecclesiae & Donicellum Theresiam Vander Cammen heredes defuncti D. & Magistrum Joannis Vander Cammen, dum viveret, etiam Pastoris supra memoratae Parochialis Ecclesiae, qualem prae se susceperat apud Ather in Rollo 7. Novembri 1721. Insuperat a resposso, ex altera parte, Curia promouens suum Advisamentum manentem Atherum in possessione & exercitio in eadem Ecclesia baptizandi parvos, assistendi mortuis sepeliendis, & exercendis omni alius functionibus Vicariatus, cum omnibus fructibus & emolumentis eidem Vicariatus, & iurisbeneficio annexis, & amovendis manum ex parte Imperatoris, & Regis eidem causa litigiosa oppositam, interdictis Insuperatis Supplicantem ulterius turbare aut molestare, neque condemnat, ut resistant omni damnum eidem illatum secundum estimationem verorum intelligentium, super turbatione, in nullam formam libarum possit. Filios Imperatoris, & Regis applicandorum, & in expensis huius litis secundum Curia taxationem. Datum in Camera Consilii Flandriae Gandavi

denneert hem over de fcade d'Heerlicher geinfereers aen hem op te leggen ende betaeten falcit als mannen hem diets verftaende fullen eflimeten , over de troubel in de heorte ven dry ponden Pacifys Keyfers en's Koninkcx ons geduchter Heere profyce , ende in de coufen van den proccelle ter taxacie van den Hove . Gegeven in de Camer van den Raede in Vlaenderen jox Ghise den 20. Decem: ber 1721, J. B. MICHEL.

Lavi die 20. Decembris 1721. Signatum , J. B. MICHEL.

(P)

SENTENTIA

Supremi Concilii Brabantiae pro Manutenentia Doctoris MARTIN in suo Canonatu.

La Sig. Docteur MARTIN Supplians.

Les Venerables Doyen & Chapitre de l'Eglise Collegiale de S. Pierre à Louvain Infinuez.

VEn au Confeil Souverain de Sa Majeste ordonne en Brabant la Requête du Suppliant y prefentee , par Appoflille du p. Septembre 1720. apres avoir eu l'advie de l'Office Fiscal , envoyee à l'advies des Infinuez , conftatant la dite Requête que le Suppliant en vertu de la Lettre Roiale il avoit eue en droit & poffeffion d'un Canoniat & Prebende de l'Eglise Collegiale de Saint Pierre dans l'Univerfite de Louvain depuis l'an 1696. fanfiter jamais trouble dans la dite poffeffion & d'exercice de fon Canoniat , comme apparoiroit par lapiece y joinee , mais comme le St. Vanden Steen dernièrement Redteur de la dite Univerfite , s'etoit donne la peine d'excommuniier le Suppliant pendant fon detail Redteur , par une Sentence non plus reguliere qu'equitable , le Suppliant y avoir toute fois reverende dam l'exterieur de la conduite , pour ne pas leler l'autorite des cofes juges & s'etoit abftenu du Chocur non obftant la meme fentence venoit d'etre corrigee par Sentence pofterieur des cinq Juges de l'Univerfite , & que cette Sentence pofteurieur etoit moins paffee en jugement depuis le 26. Aout 1720. comme de ce apparoiroit par lapiece imprimee y affuyjoinee , le Suppliant feroit en droit de refumer les fondions de fon Canoniat ; Ce qu'aiani voulu faire le 30. du dit mois d'Aout , y fut empêche par force de la part des Infinuez comme confoit par les trois pieces pareillement jointes , & comme ces fortes de vexes & oppreffions n'etoient permifes dans un Etat regle & pacifique , il fupplioit tres humblement afin d'etre maintenu dans le droit d'exercer les fondions de fon Canoniat fufdit , avec defence aux dits Infinuez de le troubler à l'avenir , foit dans les dites fondions , foit dans la perception des fruits , cum expenfis : Veut l'avis des dits Infinuez le quel apres l'advie dit Office Fiscal fut charge de communication au Suppliant , pour y dire à la houtsine : Veut ecrire de Replique dedit Suppliant , & l'ampliation de Replique d'iceluy levi en vertu de permiffion , & l'ecrit de Replique des Infinuez , enfemble les deux Requetes Civiles des dits Infinuez du 7. Janvier , & 3. Fevrier dernier , avec les refpofits Ecrits de raifons d'impertinence du Suppliant y à l'encoure leviy , le tout confidere La Cour à l'intervention de l'Office Fiscal rejettant les Requetes Civiles des Infinuez , maintient le Suppliant dans la poffeffion de fon Canoniat , declare que jufques aces il luy eft permis d'en exercer les fondions & de jouir des fruits y appartenant , ordonne aux Infinuez de s'y conformer , condamnant les dits Infinuez es depens à due taxation & moderation de la Cour , & es amendes deux Requetes Civiles rejtees . Ainfi fait en la Ville de Bruxelles le 5. Avril 1721. Etoit figne A. V. GHINDERTAEN.

VIfa in Concilio supremo Sua Majestatis cretelle Brabantia supplica supplicantis ibidem presentata per Apostillam seu notam die 9. Septembris 1720. habitantione Officii Fiscalis , missa ad relationem infinuatorum , hac supplica illi supplicantis continetur quod vigore Litterarum Regiarum fuisse in possessione Canonatus & Prebende in Ecclesia Collegiata S. Petri in Universitate Lovanensi , ab anno 1696. usque quod usque inturbaretur in illa possessione , & exercitio sui Canonatus , sicut apparet ex scriptis adiunctis : sed cum D. Pandra Steen nuper Rector illius Universitatis excommunicasset supplicantem in suo ultimo Rectoratu , per sententiam non magis regularem quam equam , supplicantis illi quoad exteriora obsecutus fuisse ne lederet auctoritatem rerum iudicarum , & abstinere auctor , non obstantibus suis appellationibus interpositis a dilla sententia , sed cum eadem sententia corrigere per sententiam pofteurior quinq. Iudicum Universitatis , & hac sententia pofteurior transisset in rem iudicatam 26. Augusti 1720. sicut apparet ex scriptis impressis adiunctis , supplicans esse in iure resumptis functionibus sui Canonatus , quod cum vellet facere 30. Augusti , ut impediri fuit ex parte infinuatorum sicut apparet pariter ex scriptis ibidem iunctis : & cum eiusmodi vexa & oppreffiones non essent licite in statu regulato & pacifico , humillime supplicabat ut manerentur in iure exercendae functiones sui dilli Canonatus cum prohibitione facta dillis infinuatis ne in posterum turbent , sine in dillis functionibus sine in percipiendi fructuum , vifa evasione dillorum infinuatorum , quibus post evasivatem dilli Officii Fiscalis fuit mandatum ut iusti communicarent supplicanti , ut lura alidum responderet , vifa replica supplicantis , & ampliatione ejusdem replica vigore permiffionis , vifa etiam scripte replica infinuatorum cum duabus torandem supplicis die 7. Januarii & 3. Februarii ultimi , cum respectivo scripto rationem impertinentia supplicantis omnibus consideratis Curia recipienti ad interventionem officii fiscalis supplicas civiles infinuatorum , manentes supplicantem in possessione sui Canonatus , declarat quod in lictas illas exercere functiones , & frui fructibus ad id pertinentibus , mandata infinuatis , ut se sententia conformarent , condemnando infinuatos ad expensas , iuxta debitam referentiam taxationem & moderationem Curie , & in multas daturam supplicanti omnium reftitutorum . Sic altem in Civitate Braxellensi 5. Aprilis 1721. erat signatum A. P. GHINDERTAEN.

(Q)

SENTENTIA

Parlamenti Mechliniensis pro Manutenentia Vice-Pastoris
Ecclesiæ Metropolitanæ.

Veu au Grand Conseil de l'Empereur & Roy nostre Sieur le proces entre Maître Jean Chaldes Leideker Prestre Beneficier de la Chapellaine de S. Etienne & Vicar Cure de l'Eglise Metropolitaine de S. Rombout en cette Ville d'une part, le Prevost, Doyen & Chapitre de la dite Metropolitaine adjournez, & Supplians par Requestes valides pour Civiles le 11. Fevrier & 27. Avril 1722. sous benefices des quelles ils ont exhibé pieces debattues par partie jointes au proces par Ordonnances du 19 Fevrier & 28. Avril de la même année, d'autre: Venant l'Ordonnance du 20. de ce mois, & ce qui est ensuyv, l'Empereur & Roy rejette les dites Requestes valides pour Civiles, & faisant droit garde & maintient l'Impetrant en sa faine & possession de la dite Chapelle & Vice Cure & fondations Vice-Pastorales, fraits & emolument en dependant, sauf de Prester & entendre les confessions, declare les Adjournez en leurs oppositions, fins & conclusions contraintes non recevables ny fondées, les condamne es dommages & interests soufferts & à fournir par l'Impetrant, & attendes des dites deux Requestes valides pour civiles presentées apres Aste disposé, & es depens du proces au taux de la Cour. Prononce à Malines le 23. de May 1722.

J. BOGAERTS.

Signatur J. BOGAERTS.

(R)

EPISTOLA REGIS,

Qua præcipitur Consiliis Regiis, ne sub prætextu POSSESSORII
turbent Episcopos in his quæ doctrinam aut cor-
rectionem morum spectant.

MAXIMILIEN EMMANUEL par la grace de Dieu Duc de la haute & basse Baviere, & du haut Palatinat, Comte Palatin du Rhin, Grand Escanson du S. Empire, & Electeur, Lande-Grave de Leichtenbergh, Gouverneur du Pais Bas, &c.

MAXIMILIANUS EMMANUEL Dei gratia Dux superioris, & inferioris Bavarie, superioris Palatinatus, Comes Palatinus Rhæni, Archipincerna Imperii, & Elector Landgravius de Leichtenbergh, Gubernator Belgii, &c.

TRes Chers & Bien aimez,
L'Experience ayant fait voir qu'il arrive plusieurs inconveniens dans la Direction des affaires spirituelles, de ce qu'en prejudice de l'Autorité competente aux Eveques & Diocésains au fait de la Doctrine, & des Mœurs des Predicateurs, & Confesseurs, ceux cy auroient embarras, & faire fluer les Esprits des Dispositions des Eveques par le recours qu'ils ont pris aux Conseils & Tribunaux de Justice, & de l'ouverture qu'ils y ont trouvée à Titre de Possesseur, Nous Vous faisons cette pour Vous interdire, comme Nous Vous interdisons strictement de recevoir, Vous meler ny protéger aucune influence ou pretension, que l'un voudroit former par devant Vous, soit à Titre de Possesseur, ou autrement contre les Dispositions & Ordonnances que les Eveques ou Diocésains pourroient avoir faits ou feroient cy-apres pour cause de Doctrine & Mœurs des uns Ecclesiastiques. Ttes chers & Bien-amez Nostre Seigneur Dieu Vous ait en Sa Sainte Garde. De Bruxelles le 7. de Novembre 1693.

Charissimi, & Dilectissimi.
Cum experientia exhibuerit multa contingere incon-
venientia in directione negotiorum spiritualium ex eo
quod in præjudicium auctoritatis competentis Episcopis &
Diocesanis quoad doctrinam, & mores Conciliarum, &
Confessoriarum, hi intrusum & egressum retardari dis-
positionum Episcoporum recurro ad Consilia, & Tribu-
nalia Justitiæ, & ad media quæ ad id invenerant tanto pos-
sistentis, hanc vobis scribimus ad prohibendum, sicut vobis
serio inhibemus ne recipitis, ne immisceatis vos aut prote-
gatis alium instantiam aut prætextum formidantem cor-
ram vobis sive titulo possessorii, sive aliter contra disposi-
tiones & ordinationes, quas Episcopi vel Diocesani singuli
possent, aut ex post fratribus essent in causa doctrine vel mor-
um distorum Ecclesiasticorum. *Charissimi & Dilectissimi*
Dom. Deus vos habeat in sua Sancta Custodia & protectione
Bruxellis 7. Novembris 1693.

CON.

(S)

CONSULTA

Supremi Consilii Brabantiae in negotio Pastoris Sanctae Catharinae Bruxellis.

S I R E.

AYANS eu l'honneur de remettre à Votre Majesté le Decret de la Cour de Rome du 29. Mars dernier par notre Consulté du 10. du mois de May ensuivant, Elle nous en charge par sa lettre du 12. du même mois de lui donner notre Avis raisonné, sur une matière si importante & sur les moyens propres & convenables à y remédier. Nous devons avouer Sire que plus nous réfléchissons sur ce Decret plus nous entrevoions de suites fâcheuses & d'une très dangereuse conséquence si on diffère de s'opposer à une entreprise si violente, que l'on ne doit pas tant attribuer à la Cour de Rome, qu'aux intrigues de l'Archevêque & de ses partisans, une expérience de tant d'années qu'il a été élevé à cette dignité doit avoir appris à Votre Majesté & à ses Ministres, qu'il ne s'est occupé d'autres soins qu'à chercher les moyens d'étendre de plus en plus les bornes de son autorité, sur l'affaiblissement & sur la ruine même de la Puissance Royale. Ce dernier Decret qu'il s'est procuré à Rome en effe préave, à la force de la quelle l'esprit ne sauroit presque résister: Il ne s'agit point icy de quelques empièchemens indistincts, que l'on conçoit insensiblement, & par des détours, à la fin que l'on se propose.

C'est un Acte éclatant de juridiction Souveraine que la Cour de Rome prétend exercer dans ce Pays & Duché de Brabant, un grand préjudice des Droits & des hauteurs de Votre Majesté.

Nous manquons Sire à notre devoir, dans un point essentiel, & nous dégraderions da nos Anchettes, si nous ne nous opposions à un mal si dangereux avec tout le zèle & toute la vigueur dont nous sommes capables.

Il s'agit de l'Affaire assez connue de Guillaume Vanden Nèff, Pasteur de S. Catharine, dans laquelle nous n'avons rien fait qu'après en avoir donné connoissance à Votre Majesté. Et si nous avons accordé la Protection Royale en rendant sentence de maintenance en faveur de ce Pasteur, nous ne l'avons fait Sire qu'après avoir informé Votre Majesté de la Justice & de la régularité de notre procès, & après lui avoir fait connoître qu'il ne s'agissoit que du possessoire, & que la matière dans la Justice dans laquelle nous l'avons pése, pour la sépara de celle qui appartient au Tribunal Ecclesiastique, étoit certainement de notre ressort; le public qui a été convaincu par un motif de Droit qui éclaircit pleinement cette cause; nous avons vu, pése & examiné avec la dernière exactitude tout ce que l'Archevêque y a voulu opposer, & nous n'y avons aperçu aucune difficulté raisonnable, nous avons eu enfin cette satisfaction que la sentence que nous avons prononcée, a été approuvée & même applaudie de tous ceux dont la prévention n'a point été influençable: il n'y a Sire que l'Archevêque & de ses partisans, qui ont résisté à la loi même qui a éclairé tout le monde, au lieu d'acquiescer à une sentence si juste, concave avec tant de exactitude, prononcée avec tant d'égards, exécutée avec tant de lenteur, & qui pouvoit pacifier tous les troubles; il a entrepris d'envoyer au mois de Février dernier au dit Pasteur un monitoire que nous avons trouvé si préjudiciable aux hauteurs de Votre Majesté, à l'autorité de ses Conséils, aux Droits de ses bons foyes & aux Loix du Pays, que nous nous sommes trouvés obligés de lui ordonner par sentence du 24. du même mois de Février, de casser & annuler ce monitoire avec défense à tous & à chacun de publier, faire ou laisser publier la Consulte y comminée, d'y obéir, ni d'y avoir aucun égard. Cette précaution n'a fait que le rendre plus hardy; ses gens au lieu de supprimer ce monitoire, l'ont rendu public par l'impression & l'ont répandu dans le peuple en plusieurs

HABITE à nobis hunc Pastorem ad manus extrahendi Decretum Curiae Romanae die 10. Martii ultimo per nostrum Consilium die 10. Adressé Adm. sequentis, mandatis nobis per suam epistolam die 11. ejusdem mensis, ut mentem nostram cum rationibus domus super materia tam gravi & super media apria & convenientia, ut illi remediatur, facere debemus, Rex inviolabilis, quod quo plus resistentiam super hoc Decreto, eo plures adversimus sequelas & edo pectat periculissimam consequentia, si differatur oppositio aeternata tam violente, quod non adeo est irritandum Curiae Romanae, quam trivis Archiepiscopi, & ejus affectum experientia tot annorum, quibus ad illum est evolutus agitarum debet ad resistendum suam edocuisse, quod nulli alii rebus magis inestruis quam inestruendis modis propagandi & ampliandi limites sua auctoritatis supra decretum Curiae quoniam ipsum pastorem Regis hoc ultimum Decretum quod sibi hunc exortit ad evidentem probat, & vix ingenuitatis illi resistit: hic non agitur de aliquo attentato indistincto, quod investigaretur, & per ambages ad finem propium dirigetur.

Est actio manifesta juridictionis supremae quam Curia Romana pretendit exercere in hac Patria & Ducatu Brabantia, in summo praesudicium juris, & Suprematui Pastoris Adversarii.

Immo: nostri Officii in punctis essentiali, & degenera a nostris majoribus officio, si non appereamus male tam periculose omnes zeli, & vigore quorum sumus capaces.

Agitur de negotio satis noto Guillemi Vanden Nèff, Pastoris S. Catharinae, in quo nihil episcopi praesens a nostra Pastoris Adversarii, & si concessimus praesidium Regium forendo sententiam maintenance in favorem hujus Pastoris, id non fecimus nisi in forma Pastoris Adversarii de iustitia & regularitate nostrae processus & ipsius sententiae, quod tantum agitur de possessore, & quod materia iuxta multitudinem a nobis praesumptam sit separare ab ea, qua pertinet ad Tribunal Ecclesiasticum, est pro certo nostra dependencia, publico innotis motivo juris que plene decidit illa causa: videmus, ponderamus & examinamus summa exactitudine quidam Archiepiscopus vultis opponere, nos nullam difficultatem rationabilem adversimus; illa tandem accessit nobis habuimus satisfactio, quod sententia a nobis lata fuit approbata & cum plenis recepta, imo ab omnibus quorum preventio non fuit innotabilis, solus Archiepiscopus & ejus officio resistuntur homini quod omnibus praesens: tantum adhibet ut acquirat sententiam tam iustam, conceptam a majoritate, pronuntiatam a tanto respectu, executioni mandata tanta lenitate, & quae per nos pacem omnes tamulatur, attentatque mitti mense Februarii ultimo monitorium diti Pastori ad praesudicium suprioritati Pastoris Adversarii, audientiam Conciliorum, iustis subditum, & legibus Patria, ut nulli fuerimus violentia lata aq. ejusdem Adm. Februarii, ipsi mandare ut casset, & annularet illud monitorium cum prohibitione omnia fella ne publicarentur, vel qui curaret publicari Consilium ab iis comminatione, nec illi pareretur, neque attentio fieret, hic praesens fella est audierit, ejus adherentes non tantum non suppresserunt hoc monitorium sed per impressionem publici juris fecerunt, & diffuderunt inter plebem variis idiomatibus mandavimus Consiliarius, & Procuratori Generali, ut sine more qui sui Officii erant adimpleret jampraedicti Typographi & discederent, Archiepiscopus non adeo desistit, sed videns quod per hoc non potuerit turbare publicum, recurrit ad Curiam Romanam, & per

longues: Nous avons ordonné au Conseiller & Procureur Général de faire incessamment les dévotions de son Office à charge de l'Imprimeur & des Districteurs: l'Archevêque ne s'en est point tenu, mais voyant qu'il n'a pu troubler le public par ces moyens; il s'est adressé à la Cour de Rome, qu'il a seu leugreux avec tant de finesse qu'il en a obtenu le Decret dont est question, avec une promptitude si grande, qu'on a lieu de le soupçonner d'en avoir envoyé le projet tout dressé.

Ce Decret est passé du Tribunal de l'Inquisition qui n'a jamais été reconnu dans ce Pais, non plus qu'aucun autre jugement étranger: Si les sujets de Votre Majesté se moignent tant de répugnance à recevoir ce tribunal, quand on l'ait de l'introduire dans ces Pays où ils sont à la main, & où ils peuvent proposer & établir leurs défenses à leur aise, quelle répugnance n'en auroient ils pas, de s'y soumettre à Rome, où ils ne seroient ny interrogés, ny en état de se défendre, mais seroient jugés absents à trois cents lieues de leur séjour, & dépourvus de tout le secours qu'ils pourroient avoir de le tribunal étoit dans le Pays même. Les glorieux Prédecessors de Votre Majesté les ont eu en persévérance, ils leur ont promis & jure même sur les Saintes Evangiles qu'ils ne souffriroient jamais qu'ils fussent évoqués ny traités devant la Cour de Rome. Nous ne croyons pas Sir que pour être dévoués à Votre Majesté par un attachement particulier nous dussions être de pire condition que vos autres sujets. Nous sommes persuadés que Votre Majesté ne permettra pas que nous ayons soutenu ses Droits, en acquiesçant de nous Serment, nous soyons jugés & punis sans forme de Procès & cela à Rome, ou le moindre de vos sujets ne peut être jugé, pour quelque cause que ce puisse être, en l'absence des Loix & Privilèges du Pays approuvés par le Saint Siège.

Enfin le Saint Père que l'on fait parler dans ce Decret ne parait pas avoir été bien informé, il auroit du nous prouver & nous faire demander si ce qui étoit parvenu à sa connoissance étoit exactement vrai: c'est un des meilleurs usages qu'il pourroit faire de l'Intercession qu'il exerceoit en ce Pays, que de lui ordonner de nous approcher, pour savoir de nous mêmes la vérité d'un fait qui a produit une contestation si importante.

Si Sa Sainteté a voit pris cette précaution, Elle n'auroit pas souffert que l'on indébit dans le Decret, que la cause du Pasteur, dont nous avons pris connoissance, appartenait à la loi: Nous eussions fait voir & par la conclusion du Curé & par la Sentence que nous avons rendue, que rien n'est plus abusif & que nous n'avons fait autre chose que de maintenir un Pasteur troublé par une suspension de fait & contre toutes les formes de Droit: ce qui est une matière qui sans contredit est purement temporelle & de notre ressort: Nous eussions fait connoître que le Moniteur de l'Archevêque n'alloit à l'encontre qu'à faire à jamais notre Sentence: qu'il n'y avoit rien en cela qui concernât la loi & que la religion n'y avoit point de part: mais que c'étoit un attentat sur les autorités de Votre Majesté & de ses Conseils, qu'on ne pouvoit souffrir, sans troubler ses Droits & ses hauteurs: Sa Sainteté auroit du aussi nous faire aviser par son Intercession directe qu'Elle a tenu dans notre Sentence, contre la liberté, l'immunité & la juridiction Ecclesiastique, sans dire en général dans son Decret, qu'il y a plusieurs choses qui y sont manifestement contraires; nous aurions pu faire voir qu'en cela comme dans tout le reste on a faussé la religion. Nous sommes prêts de le faire paroître quand on voudra nous marquer en particulier en quoi nous avons entrepris sur la juridiction Ecclesiastique: ainsi qu'il est statué par le Concile de Latran, de quand il plait à Votre Majesté de nous l'ordonner: Nous sommes bien d'accord que ce seroit très mal faire que d'embarrasser le Juge Ecclesiastique dans l'exercice de sa juridiction: mais on ne prouvera jamais que nous ayons donné un légitime sujet de plainte à la loi: & nous croyons d'en avoir un très légitime de notre côté, que l'on ne se contente pas de nous en accuser à tort, dans un Decret public; mais que l'on le porte à un tel excès que de remettre sur pied le Moniteur que nous avons cassé & de casser tous ce que nous avons fait dans cette cause avec tant de circonspection, sous les yeux de Votre Majesté & de son avertisseur.

Si on sollicitoit Votre Majesté de casser une Sentence par nous rendue, nous sommes assurés qu'à vaine que d'en venir

tant avec affecta seroit ad se trahere, ut obtineretur Decretum, de quo est questio, tantum cum promptitudine ut suspicio nihil sit ab eo preconceptum, fuisse missum.

Hoc Decretum est de Tribunalis Inquisitionis nunquam agniti in his Patriis in quibus nullum exoratum nullum aliud agnoscitur: si subditi Vestrae Majestatis tantum in his Patriis ubi duntaxat possunt commode praeponere, & statueri suas detentiones: sed quam non habent repugnantiam ut possint submitti Roma, ubi non interrogandi forent nec potest se defendere, sed judicarentur absentes inremotissimis locis à sua habitatione, & praeponeretur eis subditi, quod possint habere, si Tribunal esset in ipsa Patria, gloriosius praedecessores Vestrae Majestatis, id nescerant pati, promiserunt, immo jurarunt super Sanctis Evangelis nunquam passuri ut evocarentur & traherentur coram Curia Romana. Non credimus, quod ideo quia sumus particulari obsequio addicti Vestrae Majestatis debeamus esse pejoris conditionis quam alii subditi. Nobis liquet Vestrum Majestatem non passurum ut quia solimus iura, in vim vestri iuramenti, judicarentur & punirentur sine forma processus, & quidem Roma ubi tunc minimus Vestrum subditorum non potest judicari de quocunque causa agatur, iustitiales & Privilegia Patria approbata à Sancta Sede.

Imo Sanctissimus qui loquens inducitur in hoc Decreto non videtur bene informatus debuisse nos audire & curare peti, an quatenus in eis nullum esset verum, quatenus nullum fuisset Interventum quatenus nullum in his Patriis, si illi mandasset ut nos accedere exploraturus à nobis veritatem sciret, à quo tam gravis contestatio nostra fuit.

Si Sua Sanctitas adhibuisse hanc praecavitionem non passa esset inferi Decretum, quod cum Pastoribus de quo temporibus pertineret, & fidem ostendimus cum ex concilio Pastoribus & ex sententia à nobis elata nihil in eis abusivum esse & nobis non aliud alium quam quod manserimus Pastorem turbatum per suspensionem factam, & informem in iure hoc materia sine contradietione mere temporalis, & non iurisdictionis esset, ostendimus monitionem Archiepiscopi ad nihil aliud collatum quam ut annularet nostram sententiam: nihil in hoc versari quod fidei esset, & religionem nullam ibi laesum habere: sed quod esset attentatum in auctoritatem Vestrae Majestatis & Conciliorum, non volens tolerari sine laesione iurium & Vestrae Superioritatis Sanctissimae: Sua etiam fuisse, ut nos curasset per suum Interventum, moveri quid invenisset in nostra sententia contra libertatem & immunitatem Ecclesiasticam in hoc Decreto in genere tantum dicendo quod in ea plura sint, manifeste contraria iurisdictioni Ecclesiastica, potissimum decere in hoc fieri in religio decipere esse ejus religionem, parati sumus de probandis, si particulari nobis ostendatur in eis laesum iurisdictionem Ecclesiasticam, sicut statuit in Concilio Lateranense, & complacuisse Vestrae Majestatis nobis mandare, concurremus in ipsius. Si imperator iudex iudicem Ecclesiasticum, in exercitio sui iurisdictionis: sed nunquam prohibuit nos causam legitimam dedisse de nobis conquerendis in hoc credimus & contra nobis esse, cui legem conqueramus, quod non acquiescit nos in ipso accusando in Decretis publicis, sed quod procedat ad rem excessum, ut redintegretur Adversum quod cassavimus, & cassare omne id quod egimus in illa causam à cum circumspiciamus, & quidem id videtur & probatur Vestrae Majestatis.

Si Vestrae Majestatis sollicitaretur, ut cassaret sententiam à nobis latam, certi sumus, quod antequam se decedere foret,

venir à cette extrémité Elle voudroit bien nous communi-
quer les raisons qui y porteroient à une chose qui n'est
pas ordinaire; Et nous permettroit de lui faire nos re-
presentations & se feroit bien sans forme de Justice; mais
ici on n'en fait aucune, une à la Sainteté & on voit
paraître en étrange Deceit avant même que l'on faache
si la connaissance de ce qui en fait la matière ait pu parve-
nir jusques à Rome; on s'arrête par ce Deceit le Droit de
Souveraineté aux Sujets de Votre Majesté de delivrer à des
Sentences d'un de vos Confessors & universaux les peines
les plus severes de l'Eglise; on prendra quelques-uns
qu'ils ont portés ou y ont esté pour contentement fustent
liés par les Censures, & de menacer les Juges qu'ils ont
prononcés des peines les plus rigoureuses, s'ils ne les an-
nulent & s'ils ne font tout ce qu'on leur dira, les destruc-
teurs de leurs propres productions. Peut on con-
cevoir rien de moins equitable que cela? L'un y
s'appele par le Droit que les glorieux Perce-
dents de Votre Majesté ont eu soin de se conserver avec
toute la vaine gloire qu'ils ont été capables; Si Votre Ma-
jeste souffre que le Tribunal partage ainsi l'Autorité
Souveraine avec Elle, & y exerce sans justissim, sans
aveu, sans averteance une juridiction si absolue & despo-
tique, il n'y a rien qu'Elle ne doive apprehender de ses
maximes; avec la même facilité il prétendra abroûter les
bons Sujets du ferment de fideleité qu'il lui ont presté, &
disposer Souverainement de ses Ecles: Enfin c'est abuser
violablement des Censures de l'Eglise & de l'autorité d'ou
elles passent & tendre l'un & l'autre emprehensibles: Nous
ne devons pas Sie. nous enger dans un long discours pour
prouver par un nombre de citations ennemies que les
Officiers de Votre Majesté ne peuvent encontre aucune
Censure pour tout ce qui regarde la fonction de leurs
charges: & sont des maximes merveilles que ne peuvent
estre renvoyées doute, & qui n'ont pas besoin de
confirmation, elles sont palpables: Loy dans tous les Roy-
aumes Catholiques, par esquels exercent une partie de
la Royauté qui est la Justice de laquelle ils ne doivent
estre diversis ny empeschés, pour ne point troubler la
Police publique qu'il leur est commise, & par ce que les
Officiers & les Magistrats par *Corporis Principio* font
& comme les Princes ne font pas Sujets aux Censures à l'égard
de leur temporel ny de leur Puissance, les Magistrats
n'y font pas Sujets non plus à l'égard de l'exercice de leurs
charges d'autant que la Justice qu'ils administrent est
une partie de la Puissance des Princes qu'il leur est confiee; &
c'est de la gens d'Eglise à force emparées, à fustaller les
hommes de leur autorité à cet égard, les Princes & leurs
Conseils n'ont pas seulement casé & aneanties les Censures,
mais ils les ont aussi obligés de les revoquer & casé
cux memes par la suite du temps & autres voyes
de certaine plus rigoureuse, ainsi que les Ecrivains
de toutes les nations Catholiques remarquent par plu-
sieurs exemples.

Auſſi Charles-Œuint d'éternelle memoire voulant prevenir les fuites d'angreſſes que ces fortes de ſéduſtions ne manquent jamais d'entraîner, ordonna ſes ſuccesſeurs Edit du 4 d'Octobre 1540. ename pour ces Pays, que les gens d'Eglise ne pourroient aller de Confefſes ou monitions communaux outre les Officiers ou Juges ſeculiers à caule de leurs Offices.

Cette Ordonnance si nécessaire pour le bien de l'Etat fut corroborée par les Placcarts du 9. Juillet 1570. &c. le 1. Juin 1578. &c. par quantité de Sentences rendues tant devant qu'après.

Mais aujourd'hui le Tribunal de l'Inquisition parle au dessein de toutes ces Edits, il prétend lancer les Crisles contre un Conseil Souverain pour avoir administré Justice, au Conseiller Procureur General de Votre Majesté, dans un point qui concerne la Souveraineté; & afin que l'exécution d'un Decret si Impérieux ne puisse pas être embarrassée par la demande du Place, que toutes les Princes Catholiques ont jugé si nécessaire pour le bien & le repos de leurs Etats, on y declare *quod ex tunc in locis illis, in quibus adhaec scribitur omnia & singula quod simul continetur, non sint ad effectum, ac si antiquis scriptis suis, nimirum ad effectum & perfonarum integritatem; & on lui paronne par la relation mise au pied, qu'il y a eu affligé de publicis ad vulgares Regibus Principibus Apostolicis, & Patribus, & ceteris, seu in aliis locis sacris & communis scribis.* le 10. d'Aoust dernier.

Il n'y a personne qui ne connaisse les dangers et les conséquences de cette clause, & qui ne doive tomber d'accord

res, nobis debet communicare et in illis quibus moderatur
non excedenduram, nobis potestatem et facultatem
nostram demonstraturam, et nobis faceret sine forma iustitia,
sed hoc nobis simile observare a Sua Sanctitate, hoc obser-
vare Decretum publicatur aequum non fuit, et cognovimus
illius quod concernit, poterit Romano a quo pervenire, per
hoc Decretum arrigere sibi per prohibitionem habito. Per
Majestatem in partem sententiam deprecor. Principi, et
papa fecerimus Ecclesie, preterea et omnes quibus illi
tulerunt, coegerunt sine vi conferre et detinere causas, et
si communicatio iudicium quo eas promittuntur de per-
sonis videtur, non eas amittunt, et non sunt, ut
ita dicam, ipsi de illis propter prohibitionem, potestatem
potestatem aliquam minus aequum non illud mandatum
in illis totum fundat sine quod gloriosi praeferret. Per
Majestatem conferre eam quod aequum non omnes
potestatem, si debet Majestatem potestatem, et illud Tribunal sine
per partem papam auctoritatem, et ex parte sine
per missionem sine consensu sine adversariis iurisdictionem cum
absolutum et dispositum, nihil non habet terminum ad tres
propter, eadem cum facilitate preterea ad solvere vestras
solides a per amonem habetatis vestre et dissonare ab
de vestris habetis, deinde hoc vestre alter ab alter consen-
su Ecclesie et auctoritate non accedat et reddat aequum
comprobat, non debemus habetis verbi sui, ut
propter enumerat creaturam radiis Officium vestre
Majestatem non posse nullum incurre censuram propter
quod inferum officii principia certa nec in dubium revocan-
tur, imo nec agitur confirmative, habetur pro Legibus
in omnibus Regibus Catholicis, quo facimus partem. Regis
it ut non possit esse a quo non debet ab alteri nec impediri,
non tamen potest publicis officii commissa, et quod Offi-
cium et Majestatem per partem Principum, et si
in Principes non facit per consensu respectu sine ampo-
lis et sine potestatem, ut Majestatem illis non facit subie-
tis respectu creaturam suorum officiorum, quo possit sine
aliquo, et non per potestatem Principum quo illis est com-
missa, et quod Ecclesie illis ex officio limites sine au-
thoritate in hoc parte, Principes et eorum consensu non tam-
en cessant et annullant eorum censuras, sed itam
transcunt, ut vocantur et cessant per occupationem
horum temporum et alias quas ex officio rigorosius
sunt, omnes preterea Catholicis observant per pura ex-
empla.

Hinc Carolus P. aeterna memoria votum obtulit sequens periculum, quod scilicet trahant tales fulminationes, mandatos & statuta per suum Edictum die 4. Octobris 1500. emanatum pro his partibus, quod Ecclesiae si non possint se confutare ad monasteria, comminationes contra suos Officia- rios vel Iudices fecerint quoad suum officia.

*Hec ordinatio tam necessaria pro bono status fuit corre-
borata per affixos libellos die 9. Julii 1507. & 1. Junii 1587.
& per plures sententias lazarum ante quem pos.*

Sed hinc et libenter inquisieritis omnia illa Edicta, præ-
 dicta vobis esse iussu et auctoritate Concilii supremi ad
 administrationem suam inter Consiliarios Procuratores Grævatis
 vestra Majestatis in eam quæ concernit Superioritatem: Et
 ut exemptis Decretis tam miris non posset impediri per
 partem plati quod omnes Principes paderant tam ne-
 cessarium præbuit et transvolavit suam sententiam, videmus
 declarant, quod officium in locis foliatis hujus alme ubi
 sunt omnes et singulos quos illud concernit prinde ar-
 det, et officii ac si unicuique eorum fuisse nominari
 et petiotaliter intrinsecum, et ostendit per relationem
 postam ad eadem quod fuisse officium et publicatum ad
 valas basilice Principis Apollodoro, Palais S. Offi-
 cii, ac in aliis locis, foliis et conductis ubi, le ro. d. A.
 vral demore.

*Nemo non novit periculosas configurationes hujus clausulae,
& omnes in hoc conveniunt quod insingat vulnus lethiferum*

der qu'elle portoit une plume mortelle à l'autorité Royale: Il est de notoriété publique qu'aucune ordonnance ne peut avoir force de Loy dans un Royaume avant qu'elle y ait été publiée dans les formes, & elle n'y peut être publiée que de l'autorité du Prince, après qu'il aura jugé avec son Conseil, si l'Ordonnance est utile à ses Etats, & si elle ne porte point quelque préjudice à sa Jurisdiction, ou au repos de ses sujets.

C'est la pratique générale, certaine & connue de tous les Souverains Catholiques, qui ont tousjours pris cette sage précaution d'examiner & faire examiner par leurs Ministres & par leurs Conseils, les Bulles, Decrets & autres Reversés de la Cour de Rome avant qu'on les puisse publier, mettre en execution ou en faire aucun usage. Votre Majesté en est en possession dans toutes les Etats & en particulier dans ceux cy, tant par le Titre de sa Souveraineté que par un usage immémorial, dont Philippe le Bon fut mention dans son Edit du 3. Janvier 1447. où il se plaint de la multiplication enorme des Decrets Ecclesiastiques, dont les sujets estoient acablés: Et ce Prince attribue ce desordre à l'omission de cette formalité, par ce, dit-il, que ceux qui veulent profiter de ces Reversés ont manqué de les porter à nos Courts de Justice & à nos Magistrats pour leur exposer pourquoy ils les ont obtenus & qu'ils n'ont point demandé leur permission & consentement comme on l'a pratiqué par le passé, conformément à la coutume ancienne.

C'est pourquoi ce bon Prince pour remettre en vigueur cette coutume, ordonne que personne n'apporte ou n'exécute aucunes ordonnances Ecclesiastiques ou doctrines ou autres mandemens, pour quelque sujet que ce soit sans cette formalité, à peine de confiscation de ses biens.

Philippe Archiduc d'Autriche fit la même défense le 20. May 1497. sous peine de banissement. Et le Roy Philippe Second en fit aussi publier un Edit Solennel en 1574. il y comprend toutes les Bulles & Decrets de quelque nature qu'ils fussent venant de la Cour de Rome.

L'Edit de l'Archiduc de 1497. est si express, si général & si formel, qu'il n'est rien qui en puisse être exclu. Nous défendons, dit-il, par ces présentes à toutes personnes de l'Eglise Seculière & autres, tant étrangers comme sujets nés de nos dits Pays & Seigneuries, de quelque Etat & condition qu'ils soient, qu'ils n'exécutent ou permettent exécuter aucunes lettres, expectations, réservations, procès, Sentences extérieures ny autres Bulles & provisions Apolloliques des Bénédictes Eglises en nos dits Pays, sur peine de perdre les fruits & effets d'icelles & d'être bannis hors d'iceux nos Pays & Seigneuries dce, jusqu'à ce que les dits provisions & Bulles aient été vues en notre dit Grand Conseil, & que pour execution d'icelles, aurons accordé nos Lettres patentes de consentement en forme due.

L'Edit de Philippe Second n'est pas moins explicite, en voyez les termes: Desirant que les affaires Ecclesiastiques soient conduites, maintenues & réglées selon les anciennes Constitutions, Canons & Conciles de la Sainte Eglise, à l'honneur de Dieu & salut de nos ames; avons par Avils & deliberation de nos principaux Conseillers Souverains & Promoteurs par decr, ordonné, statué & déclaré par forme d'Edit perpétuel, enme ordonnons dce, que nulles Bulles, provisions ny autres depêches ou impetrations de Rome, ny des Legats ou Nonces Apolloliques, ou revocations d'aucunes grâces, Indulges, Privilèges tant généraux que particuliers, ny aussi aucune Sentence ou excommunication rudes & decretées hors nos dits Pays de par decr, tendant directement ou indirectement, au préjudice de cette République ou d'aucun tiers particulier, ne puissent admettre, soit en effet en jugement ou dehors, ny être mises en execution en icieux nos Pays de par decr, n'est que préalablement les dits Lettres, Bulles, Sentences, & autres impetrations aient été vues & visitées & examinées par Nous en notre Conseil Privé, ou en notre Conseil de Brabant & que les Impetrans aient obtenu nos Lettres patentes de Placet & ce peniment, sur peine de perdre l'eff. & des dits Bulles & provisions & d'être bannis de nos Pays & corrigés à l'exemple des autres.

Aussi l'un n'a manqué de mettre en usage les maximes de ces grands Princes, & le seul exemple du Concile Oecuménique le Trente fait assez voir qu'à cet égard aussi bien qu'en toute autre manière c'est une Regle générale, que

authoritati Regie, publice notorium est, quod nulla ordinatio possit habere vim Legis in Regno antequam ibi fuerit publicata in e-riforma, & nuper est ibi publicata vbi authoritas Principis commendatur tam per Concilio, an ordinatio sit utilis suis statibus, & an non inferat præjudicium Jurisdictioni, vel quieti subditorum.

Hic est praxis generalis & certa, ac communis omnium Principum Catholicorum, qui semper hinc præcedentem sumplunt præcautionem examinando per suos Ministros & Concilia, Bulles, Decreta & alia Rescripta Curie Romanæ antequam possint publicari, executioni mandari vel deduci in usum. Pictura Majestatis hoc tenet in omnibus suis statibus & speciatim in his tam titulis Suprematibus quam ex usu immemorabili, cuius meminit Philippus Bonus in suo Edicto die 3. Januarii 1447. ubi conqueritur de multiplicatione enormi Decretorum Ecclesiasticorum quibus subditi opprimuntur, & hic Princeps rationem attribuit omni illarum formalitatem, quæ inquit, illi qui volunt ut illis rescriptis nuntiarentur illa ad nostras Curias pervenire, & nostris Magistratibus ad exponendum quare illa obtineant, & non petantur illarum permissionem & consensum, sine antea hoc prædictum, consensum consuetudini antiquæ.

Quæ hinc illi Principi ad reducendum ad vigorem illam consuetudinem mandat, ut nemo aliter aut exco-natur illa ministerio Ecclesiastico, prohibitiones vel alia mandata præ quævis causa sine illa formalitate, sub pena confiscationis suarum bonorum.

Philippus Archi-Dux Austriae idem inhibuit 20. Maii 1497. sub pænâ banni, & Rex Philippus II. etiam post publicatam Edictum anni 1574. in eo comprehendit omnes Bulles & Decreta quacunque venientes ex Curia Romanæ.

Edictum Archi-Ducis de Anno 1497. est tam expressum generale & formale ut nihil possit excludi. Prohibemus inquit per has presentes omnes Ecclesiasticis Secularibus & aliis tam extraneis quam subditiis omnibus in nostris Patriis, & Dominis quicunque statum & conditionem ne exco-quantur vel exco-quantur aut alias Literas, expectations, reservationes, processus, sententias exco-communicationis vel alias Bulles & provisiones Apollolice benedictionis in nostris Patriis sub pena amittendi fructum & effectum illarum & exco-lationis ex his nostris Patriis, donec illæ provisiones & Bulle fuerint visæ in Suprema Concilio, & ad illarum executionem tunc fecimus nostras Literas patentes consensu in forma debita.

Edictum Philippi II. non minus rem explicat his terminis: Operante in negotia Ecclesiastica regimine juxta antiquas Consuetudines, Canones & Concilia S. Ecclesie ad honorem Dei & salutem nostrarum animarum ex consilio, & deliberatione nostrorum præcipuorum Consiliariorum Supremorum & Provincialium mandavimus & declaramus in forma Edicti perpetui, fiat mandamus ut nulle Bulle, provisiones, expectations aut impetrations Romanæ, vel Nuntiarum Apollolicarum, vel revocationis gratiarum indultuarum Privilegorum tam generalium quam provincialium, aut alia sententia & exco-communicationis late aut decrète extra nostras Patrias tendentes directe aut indirecte in præjudicium Reipublice vel cujusdam tertii particularis, possint admitti vel fieri effectum in publico vel extra, aut mandari executioni in nostris Patriis nisi prævisis dicitur Literis, Bullis, sententiis & aliis impetrations fuerint visæ, & examinatae per nos in nostro Concilio privato, vel in nostro Concilio Brabantia & impetrans obtineant nostras Literas patentes placitis hoc concernentes, sub pænâ mittendi effectum dictionum Bullarum & provisionum, & exco-lationis ex nostris Patriis & correctionis ad exemplum aliorum.

Etiam semper in usum & praxim redacta sunt infinita aliorum maximarum Principum, & solum exemplum oecuménici Concilii Tridentini satis probet, quod quantum ad hanc, & omnem aliam materiam sit regulæ generalis, quod nulla lex cap-

que nulle loy de quelque nature qu'elle soit ne doit estre publiée dans ce Pays qu'avec la permission de Votre Majesté & après l'examen qu'en auroit fait ceux à qui il appartient de veiller sur les intérêts de l'Etat.

Les glorieux Prédécesseurs de Votre Majesté ont tous jours été si scrupuleux sur ce point que quoy que ce fameux Concile auroit été célébré à leur instance, & à l'intervention de leurs Ambassadeurs, ils ne le voulerent pas néanmoins admettre dans leur Etat qu'après l'avoir fait examiner par leurs Conciles & ils ne souffrirent pas que la publication n'en fût qu'avec cette clause restrictive: Sans préjudice de leurs Droits, Jurisdictions Hautaines, Prééminences & Regales & sans innovation des Droits de leurs Sujets, Privilèges anciens & louables exceptés de ces Pays, tenans ainsi pour nulle & sans effet la déclaration du Pape abique terrorum capisse obligare Consilium a Kalend. Maii 1564. nisi singulari per Provincias promulgatione non esset infirmum.

Après cet exemple il n'y a guère eu d'occasion plus ecclésiastique ou son ait mais en pratique ce droit de Votre Majesté que dans l'affaire de la Bulle d'Urban VIII. comme le livre de Janfenius: après dix ans de contestation elle fut enfin publiée en ces Pays par ordre exprès de Philippe Quatrième & de l'Archiduc Leopold alors son Lieutenant & Gouverneur General, fauquez par les instances continuelles des Nunces & Interneones, tant il est vray que les Romains estoient si fort convaincus de la justice de cette Loy qu'ils furent eux mêmes le sollicitiers de son execution.

Il s'en fit un Placcart exprès pour cela que l'Archiduc envoya à ce Conseil par la Lettre du 28. Fevrier 1671. pour y être ennuie; mais comme le Dretet de l'Inquisition de Rome infera dans la Bulle desordres la lecture du livre de Janfenius, sous peine d'excommunication ipso facto, d'interdit Ecclésiastique & d'autres peines contre corporelles qu'il plaisait à l'Inquisition d'imposer, le Placcart rejetté aux menaces de peines corporelles; on imposa d'autres & on attribua la connaissance aux Conciles & aux Juges Royaux eocles terrens: Pour l'adjudication & execution de toutes les quelles peines corporelles & amendes, les Transjures de quelque état, condition & qualité qu'ils soient mais exceptés, pourrons avec convenus par devant nos Majestés & Seigneurs Royaux que ont accusés de comettre des contraventions à nos Edits & Placcarts, le tout sans préjudice de la Jurisdiction Ecclésiastique &c.

Et ain que les Droits de Votre Majesté fussent d'autant plus mis à couvert de toutes entreprises, l'Archiduc adjoint dans la Lettre: Au surplus nous vous déclarons que par la clause finale inferée en dites Bulles contenant en substance que la seule publication faite à Rome induit obligation sans autre publication particulière en Eats & Provinces de la Chrestienté, l'intention de Sa Majesté n'est pas d'admettre en ce regard aucune nouveauté, ni préjudice des Privilèges libertes & coutumes de ce Pays, sans qu'en semblable occurrence soit suivy ce qui a été toujours usité & enuies; à l'assurance & memoire de quoy vous ferez enregistrer cette avec le dit Placcart & Bulle & Actes & Registres publics de votre ressort: La meme assurance étoit continue à peu près dans les memes termes, ou plusieurs tems plus espies dans la lettre de l'Archiduc à l'Archeveque de Malines & à l'Evêque de Gand de la meme date; car il y est dit expressément que cette clause, ou le droit prenoit quelle contient, n'a jamais été reçu admis ni avoué par deca, ainsi étoit contraire aux Privilèges franchises, libertes & anciennes coutumes de ce Pays, nous n'entendons que par la publication présumée que le fera des dites Bulles, puisse estre aucun argument au préjudice & à l'innovation de ces Privilèges libertes & coutumes anciennes. Ainsi est notre intention, qu'un regard de semblables publications soit observe & garde, ce qui a été usité & accoustumé de tout tems. Ce Conseil fit publier dans les formes ordinaires la Bulle du Pape conformément au dit Placcart & ensuite les Evêques la firent aussi publier dans leurs Dioceses mais avec cette clause que l'intention & la volonté expressée de S.A.S. étoit que cette publication ne portât aucun préjudice aux droits, Privilèges & Antiquités coutumes de ces Provinces.

L'Ingenieur: nait fatuant de ces clauses exceptives a continué à faire imprimer & afficher un Decret en date Van Elfen, Part VI.

ainsi que nature se debeat publicari in his Patriis, nisi cum permissione Vestra Majestatis, & post examen illorum ad quos pertinet inspicere hunc Statum.

Gloriosi Prædecessores Vestra Majestatis semper fuerunt tam scrupulosi in hoc pacto, ut quovis hoc celebre Concilium fuisset ad eorum instantiam celebratum, & ad interventionem suorum Legatorum, illud tamen nullatenus admittere in suis Statibus, nisi post ejusdem examinationem per sua Concilia, nec possint fieri ejusdem publicationem nisi cum illa clausula respectiva, sine præjudicio jurisjurisdictionum Superioritatis, prææminenciarum & Regalium, & sine innovatione jurisjurisdictionum Subditorum, Prærogativarum antiquarum & Landatium consuetudinum hujus Patriæ, tenentes ita sine effectu declarationem Pontificis ubique testaturum corpore obligare Consilium a Kalend. Maii 1564. nisi singulariter Provincias promulgatione non esset infirmum.

Post hoc exemplum pacta data sunt occasiones evidenter ubi prædictum fuerit hoc in Vestra Majestatis quam in negotio Bullæ Urbani VIII. contra Librum Janfenii, post decem annos concessionis suis tandem publicata in his Patriis expressis Philippo IV. & Archiducis Leopoldi de tot temporis ejus Locumtenentis, & Gubernatoris Generalis, fatigatum continuis instantiis Nunciarum & Internunciarum, usque adeo verum est, quod Romani adeo essent convincti de justitia illius Legis, ut ipsius sollicitudinem quo executionem.

Propterea falsus est expressus libellus affixus quod ab Archiduce missus ad hoc Concilium per Literas die 28. Februarii 1671. ut ibi enunciat, sed cum Decretum Inquisitionis Romanæ insertum in Bulla prohiberet lecturam Libri Janfenii sub pena excommunicationis ipso facto, interdicti Ecclésiastici, & alius penam etiam corporealem, quæ placebat Inquisitioni imponere, libellus affixus retinebat hunc modum: Nos coram corpore alio, alius statuit & attribuit cognitionem Concilio & Judicibus Regiis in his terminis, præjudicatione & executione quarum penarum temporalium, & multarum transgressores dicti libelli affixi consueverunt conditionis, & qualitas in terminis exceptis potuerunt convenire coram nostris Conciliis, & Tribunalibus Regiis, quæ solent cognoscere de contraventionibus nostris Edictis & libellis affixis, & præsumptibus, omnia sine præjudicio jurisdictionis Ecclésiasticæ.

Et ut jura Vestra Majestatis eo magis protegerentur ab omnibus attentatibus, Archidux adjecit in sua epistola: Insuper vobis declaramus, quod per clausulam finalem insertam in dictis Bullis continetur in substantia, quod sola publicatio facta Romæ inducit obligationem sine ulla alia publicatione particulari in Statibus & Provinciis Christianitatis, inventis Sæ Majestatis non sit, hoc in re administrat ulla novitas in præjudicium Prærogativarum, libertatem, & consuetudinum hujus Patriæ, sed quod in finem occurrentia suscipiendum quod semper fuit usitatum, cupi securitatem & memoriam illud curabitur registraré hanc cum libello affixo & Bulla in Actis, & Registris publicis Vestra Jurisdictionis, eadem affectuata forme securitatis hujus terminis continetur, sine terminis magis expressis in Epistola Archiducis ad Archiepiscopum Mechliniensem & Episcopum Gandavensem de eadem data, nem di dicitur expresse quod dicta clausula vel sui prætextum quod continet, nunquam fuerit receptum in his Patriis, sed esset contrarium Prærogativis, libertatibus, & antiquis consuetudinibus hujus Patriæ, non intelligimus quod ex publicatione præfata, quæ fieri distulit Bullarum, postea deduci aliquod argumentum in præjudicium & innovationem Prærogativarum & antiquarum consuetudinum. Nisi est nostra intentio, ut quantum ad similes publicationes sit observetur quod omni tempore fuit. Hoc Consilium curavit publicari Bullam Pontificiam in forma ordinaria, conformiter dicti libelli effice. & postea etiam Episcopi curarunt publicari in suis Diocesis, sed cum illa clausula, quod interio, & voluntas expressa sua Celsitudinis esset, ut hoc publicatio non adferret præjudicium juribus, Prærogativis & antiquis consuetudinibus hujus Provinciarum.

Intermittas male contentas his clausulis exceptivis eo deventis, ut imprimi & affigi curaveris Decretum die 20. Aprilis.

du 20. d'Avril suivant, par lequel il pénétrait & déclarait qu'il étoit enjointes contrairement à l'authorité & à la jurisdiction du Saint Siège & à la liberté & à l'immunité Ecclesiastique; faisoient l'obligation d'exécuter toutes les Bulles du Pape en vertu de la seule publication faite à Rome & annuloit non seulement la déclaration faite au contraire dans les lettres de l'Archevêque mais aussi le Placart même enane pour la publication de la Bulle: Cette entreprise téméraire fut repoussée avec vigueur par l'Archevêque comme on voit dans l'Ordre qu'il envoya le 23. Juin à ce Conseil: Nous (dit-il) désirant y remédier & empêcher que telle entreprise contre l'authorité de Sa Majesté ne se glisse parmy les sujets en ce Pays au préjudice de leurs Privilèges, coutumes & ancienne observance, déclarons de n'entendre que la dite déclaration & procédant en aucune manière innover ou déroger à ce qui a été résolu & déclaré par les dits Placarts & nos dites Lettres précédentes sur le même sujet: ensuite il cassa & nullo tout ce que l'Internonce avoit fait, & ordonna qu'il fut informé contre l'Impression & que tous les exemplaires fussent supprimés, promit mil florins à ceux qui feroient connoître l'Imprimeur & enjoignit à ce Conseil, que ce Decret fut enregistré dans les Registres publics de son Ressort.

Cependant l'Archevêque de Malines & l'Evêque de Gand ayant exposé par deux Ecrits les raisons qu'ils avoient eues de ne pas publier la Bulle & ne l'ayant par après publiée qu'avec la clause marquée cy dessus; la Cour de Rome n'en fut pas moins irritée, que de la publication de ce Conseil & la Lettre de l'Archevêque, & pour en remédier leur réclamation l'Inquisition par un Decret du 11. May 1651, condamna les dits Ecrits, & en même temps leur publication classée, les menaçoit des Censures & d'autres peines Ecclesiastiques, s'ils ne s'en purgeoient sans delay; ce Decret étant envoyé par l'Internonce à l'Archevêque, aux Evêques; aux Abbés & autres Prelats du Pays, fut cassé par ce Conseil, avec défense à un chacun d'y déferer.

Ceux de la Cour de Rome n'en furent point rebutés, ils ne faisoient pas de repousser tous jours les points, c'est pourquoy comme l'Archevêque de Malines & l'Evêque de Gand ne comparurent point à Rome ny en personne ny par Procureur, le Pape porta contre eux une Sentence d'Excommunication & d'Interdit; & l'Internonce eut encore la hardiesse de la faire afficher à la porte de l'Eglise de Sainte Gulule, mais ce Conseil à la vue de cette nouvelle entreprise ne put s'en dispenser d'annuler aussi cette Sentence & d'ordonner qu'elle seroit lacerée publiquement comme un libelle diffamatoire; quoy que l'exécution en fut suspendue pour ce qui touche la laceration par ordre de l'Archevêque, vaincu par les sollicitations de l'Internonce, qui employa tout son crédit pour prévenir l'affront qu'il alloit recevoir.

Voilà Sire de quelle manière les glorieux Prédecesseurs de Votre Majesté & leurs Conscils en ont usé contre les entreprises de la Cour de Rome, ils ont jugé que le moyen propre & convenable pour y remédier, étoit de les repousser par la voye de cassation; nous estimons aussi que moins qu'un puisse faire contre la nouvelle atteinte qu'elle donne par son dernier Decret à la Souveraineté de Votre Majesté, aux droits, libertés, & franchises de ses bons sujets, & aux droits & Privilèges du Pays, c'est que Votre Majesté feroit servir de déclarer ce Decret abusif, nul & sans effet, de le casser & annuler pour autant que besoin, d'interdire à tous vos sujets de tel Etat au condition qu'ils puissent être, Ecclesiastiques ou séculiers, de le publier, faire ou laisser publier en aucune manière, avec défense d'y obéir & à ce qu'il pourroit s'en suivre de déferer ou d'y avoir aucun égard, à peine que les contrevenants seroient punis comme intrudeurs des droits & hauteurs de Votre Majesté & perturbateurs du repos public, déclarant que les Supérieurs de tous les Ordres & tous autres devroient être responsables pour la contraivention de ceux qui leur sont soumis. Nous sommes en nos propres respects, Sire &c. De Bruxelles le 16. Juin 1708,

Ille sequenti, per quod protestatur & declaratur illas excommunicatas auctoritates & jurisdictiones S. Sedis, & libertatis ac immunitatis Ecclesiasticas, sustinere obligationem exequendi omnes Bullas Pontificas vixisse solus publicacionis facta Roma, & annullabat non solum declarationem factam in contrarium in litteris Archiepiscopi, sed etiam ipsum libellum affixum emanatum pro publicacione Bullae, hoc attentum remissionem regulam sui vigore ab Archiepiscopo facta ostenderet in mandato quod misit 3. Junii hinc Concilio: Nos inquit optantes illam ad nosmet ipsos & impedire non tale attentum contra auctoritatem Sae Majestatis itaque inter subditos ejus in hoc patria in praesentium privilegium, consuetudinem & antiqua observantia, declaramus nos non velle ut dicta declaratio & protestatio possit, & illo modo innovare vel derogare Decreti & declarationis per libellum affixum & nostras litteras super eadem materia; inde cassavit ac annullavit quodcumque interveniens fecerat, & mandavit de Typographe impari, & omnia exemplaria imprimere, promitti mille floribus denariis Typographum, & expensis hinc Concilio, si illud Decretum registraretur in Registros publicos sui praesentis auctoritatis.

Interea cum Archiepiscopo Mechliniensis & Episcopo Gandavensis exposuisset duplici serpe rationes suas habuisse non publicandi Bullam & ea ex post non publici publicandi nisi cum clausula supra addita; non minus Curia Romana fuit irritata quam ab publicationis hinc Concilio, & Episcopo Archiepiscopo, & ut eundem tempore indignationem, Inquisitio per Decretum die 11. Maii 1651. condemnaret eorum dicta scripta, & eundem tempore eorum publicationem classissem, menaebatur Censuras & alias penas Ecclesiasticas, nisi se sint mura purgarent; hoc Decretum misit per Internuncium ad Archiepiscopos, Episcopos Abbatibus, & alios Praelatos hinc patriae, fuit cassatum ab hoc Concilio cum prohibitione facta unicuique ne illi obtemperaretur.

Curia Romana non ideo abstinuit, sed denovo misit, & impulsit, ultioris periculi, hinc Archiepiscopo Mechliniensis & Episcopo Gandavensis nec per se nec per suum Procuratorem comparuerunt, Episcopo contra illas talis sententiam excommunicationis, & interdicti, & interdicti ad hoc adducit carceres hinc publicari & affigi ad valvas Ecclesiae S. Gulule, sed auditu hoc attentum a Concilio non potuit quin iterum annullaret illam sententiam, & mandaret ut publice laceraretur sicut libellus diffamatorius; quomodo ut publice laceraretur sententiam excommunicationis ex mandato Archiepiscopi, vixit per sollicitationem Internuncii qui impendit omnem suam auctoritatem ad observandum injuncta suis jussibus infrendis.

Ecce inviolabilis Rex qualiter gloriosissimi vestri Praedecessores & Concilia egerunt contra auctoritatem Curiae Romanae, judicamus medio convenientiori ad modo medendum esse, ne illarum ipsarum collationum, judicamus etiam quod minimum quod possit fieri contra nosmet ipsos illarum per ejus Decretum, Superarunt ipsa Majestatis patriae, immunitatis ejus subditum, iuribus & privilegium patriae, dictas Patriae Majestatis declarare illud Decretum ab omnino nullum & sine effectu, cassare & annullare quantum ejus est, iubere omnes vestros subditos consuetudine facere & condempnare, Ecclesiasticos & Secularibus, ne illud publicent, vel permittant illa modo publicari, cum prohibitione ne illi cederent vel obtemperarent, aut illius illius respectu habetur, praesentibus patriae quod contravenientes sint puniendi sicut infractores iurum & Superarunt ipsa Majestatis & perturbatores tranquillitatis publicae, declarari quod omnes Superiores omnium Ordinum, & omnes alii debeant respondere pro contraventione suis subditorum. Simus in omni respectu, Rex inviolabilis, &c. Bruxelles 16. Junii 1708.

(T)

PROTESTATIO.

Seu Decretum Sacrae Caesaris Majestatis JOSEPHI I. contra
quandam Bullam SS. D. CLEMENTIS XI.

JOSEPHUS Divina favente Clementia electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniae, Hungariae, Bohemiae, Dalmaniae, Sclavoniae, &c. Rex, Archidux Austriae, Dux Burgundiae, Brabantiae, Stryiae, Carinthiae, Carniolae, &c. Marchio Moraviae, Dux Luxemburgiae, ac superioris & inferioris Silesiae, Wurremberg & Theckae, Princeps Sueviae, Comes Hassburgi, Tyrolis, Fereburgi, Kyburgi & Goritiae, Landgravius Alsatiae; Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviae, ac superioris & inferioris Lusitaniae, Dominus Marchiae Sclavonicae, Portus Naonis, & Salinarum, &c.

Comperit est omnibus, novissimumque temporum series demonstrat, quam insigni cura, labore ac sumptu hostes ex Italia egressi sint, atque hinc liberias, quam vis Gallica labefecerat, victoribus nostris fastiditque armis feliciter restituit: ne proinde persuasi omnino fuerimus, neminem posse et totius Italiae Proceribus ceperit, qui non esset gaudium prospecta & condignum erga Nos amorem gratitudinemque reititutus.

Verum memorare nunc, laud obsequio iusto doloris sensu, regimus, Ministros Caris Romanae, seu alieni instidit genti, seu proprii qualescunque emolumentis fiducia, eo abroptos esse, ut anni feriant, ad stuporem universi, & cum Republica Christianae scandalo, secularibus in rebus spiritualia arma intente, & Scriptum typo impeditum in vulgus edere, tenore sequenti:

Tunc sequitur Bulla Clementis XI. de die 27. Julii 1707, qua annullat, seu nullam declarat, Concordiam quandam inter super hybernicae factionis militem Germanorum, in Ducatu Parmae, & Placentiae, ac infuso confirmat seu publicat CENSURAS ECCLESIASTICAS Sedis Apostolicae referatas contra Caesaris Ministros, Commisarios, Adversarios, &c. Tunc profertur IMPERATOR.

Nunc habita declarationis plenitudo elucidaturque nec omniū ac singularium attentis consideratione, non possumus non graviter inter cetera ex eo commoveri, quod antiquissima Nostra, & Imperii Romani Italia, atque inde dependens Ducatus Mediolanensis Jura in Parma ac Placentiam, velut a Romana Curia, per affectionem domini quasi sibi competentis, praesidenter concevit, cum plena iustitiarum fide, & spūs iustificationum per Praedecessores Nostros Romanorum Imperatores datam ratulū, aliisque actibus evidentibus, in hunc usque diem confer, directum, supremum & Majestaticum dominium in praefatum Parmam & Placentiam, non nisi Nobis Synchrono Romano Imperio competere, legitimisque Ducatus Mediolanensis Possessiones desuper investiti. Ostendi proinde nequit, directum hoc & supremum dominium, reservatumque Majestaticum, ab ullo unquam Imperatore abdicatum esse, sua sine expressu ejusdem ac Imperii consensu a Ducibus Mediolanensibus abdicari, cedi, vel transire, nullo minus a Curia Romana valide usurpari, ab eave per Duces Parmenses legitime recognoscere possunt. Invenit hoc plures historiarum libri, & prolixè simul notant, quae hinc in materia per-conservatione Jurium Imperialium non interrupto ordine peracta sint. Neque latet publici status peritos, quantopere Praedecessores Nostri, & speciatim Carolus V. gloriosa memoria, Caesarea sua Imperique Jura, non in curiculo vitae solum, sed ultimae etiam voluntatis elugio, sui cuius testatūque. Et aliunde ita liquet, Imperialis Jura sic esse Imperio innoxia, ut ab illo, sine ulla assensu, nequaquam separet, multoque minus ab invito per Bullas Pontificias, qualescunque fulminum minis referat, abstrahi & separari queant.

Invenit idcirco labor fuit, & vix non explosio dignos, quo allegari in superius Declaratōe Pontificia iudicium in causa propria atrogat, & quo Bullarum ejusmodi Juratōrium sibi afferre conati sunt. Nec certe possit intelligi, qui in mentem Romanae venerit Curiae, quan-

do a militia nostra bona Ecclesiae invadi scriptis, cum sciant fecit saltem debeat, Nostra & Imperii esse scuda, in quos miles dispersonis est; alimenta quoque vix necessaria tantopere per sui naturae ac gentium privilegia haberi, ut possint etiam in territorio neutrali tunc potissimum quæri sumique, cum sustentio in proprio alienis defensionem praeservationemque ab ulteriore hostili damno, & periculo erit: quales circumstantiae in praefato invenientur, & per Canones, leges, rationemque status, ad communis omnia ipsamque Clerum pro pace ac libertate stabilendo obligari, nemo est, qui non videt; praeterea illa in Provincia, in qua & mos jurismodi antiquis circa communionem tributum militum non servatur, & possessiones Cleri Parmensis tam ample cultus, ut quædam Ducatus integritatem bene exaperent. Indignum itaque Clericis scelerate est visum, quod cum alii egerint, ipsa tenacitatem suam prodere, ne cum Laici, quæquam instanter a Commissario Nostro Imperiali sollicita, nec ad obsequium quidem erogandum, concurrere voluerit, sed pertinaci suo refractarioque inobedienti proposito, quamvis ipse consensus Pontificum pro collectis ad communem necessitatem utilitatemque conferendis, non sine illius reverentiae nota in Tractatu per dictum Commissarium Nostrem conclusio, fuerit reservata.

Quæ omnia & plura alia quibus tam provide ac sulte ex parte nostra procedi placuit, adeo luculenta sunt Nostra exquisitis & minutis Caesaris legitime exercitii testimonio, ut ex quo Jura fonte acris ipsa superior expulsa CENSURAE SPIRITUALES confectum prodirent, displicere haudquaquam valeamus. Fecimus quod Nostra & Imperii Jura pollueretur, & eo quidem modo fecimus, quæ Constitutiones Imperii, illatæque iusdictæ vere, ac singulares etiam observantia, quæ communem Christianitatis Patrem Sedemque Apostolicam extra partium bias proficimus, desiderare vultus est; proxi Cardinalis Grimaldi negotiationes complures, tum per impetrando superius Pontificis assensu, tum ad remonitandum auctoritatis Ecclesiasticae, persequere nimis ac perperam adhibita, abulū, non uno loco convincunt.

Observamus exempla in simili collecturam, & eorum Ecclesiasticorum genere, sed modo agendi prolixè dispari cum hostibus Nostri, ut communem Europæ libertatem infestantibus, & nullo favore dignis quibus tamen a Romana Curia, vel consensu etiam sepe contra ipsam prebatur habitio, vel ita indulgentie connivetur, quo animofus contrarius, & Nos libere in conspectu totius mundi impetimus, & aperte Nostra ac Imperii Jura passim verbis, typis, factisque impugnantur, jam pridem diutissime in Nobis motum excelsæ, nisi hunc innotat bonitas Austriae & alia momenta innotui Ecclesiæ molivissent. Et vellem adhuc ulterius longanimitatem Nostram, etiam jam ab origine Nostri Regimini Caesari fieri lacessitum, libenter manifestum reddere, si in ostendenda NOSTRORUM & Imperii Jurium defensionibus longior mora permitti foret, possemusque erga DEUM, & posteritatem illa recte exorari; nunc autem, cum in contrarium a Lege Divina, & humana, recta ratione, Gentium jure, & aliis iustis pietatisque principis monemur.

O o 2 Hinc

Fon Egen, Pars II.

Hinc omnis istis ac singulis innoxii, necnon intacte Capitulationis Nostrae Confectionemque Imperialium minime, adhibito Consiliariorum Nostrorum auctoritate, totiusque Concilii Nostrum Imperialium Aulici serutinio, consulti etiam extraneae praesentibus Theologis, Canonumque & Legum Civilium peritia, pro Nostrorum atque Imperii Jurium tutela.

Declaramus supra inferam per dicta militaria Declarationem, innoxiam, intactam, & nullam, simulque EXCOMMUNICATIONEM in ea expressam, aut si qua alia huiusmodi pretenditur, aut pretendi possit, OMNINO PRO INVALIDA reputandam esse, eoque minime hanc subsistere, quo evidenter patet, eisdem requisita (minime peccatum mortale, eorumque in notabili errore, praeviam petulantiam elationem, &c.) defuisse, ac defuisse, scriptumque Romanae Curiae non ad defendendam hereditatem Domini, sed ad Jura Imperialia super Ducatibus Parmae ac Placentiae potius usurpanda, tendere.

Et cum iuxta Sanctorum Patrum Conciliorumque vocem, *venit, quibus, sed his, a quibus in iusto resistitur, sumenda sunt CENSURAE*, Nos Iudici omnis carnis, cordiumque scrutatori, Omnipotenti DEO, sicut & culibet mortalium ab effectibus libero, discernendum atque abstinendum relinquimus, quid oporteat de ploratu Ciesi sentire, qui tunc ante obtutus habet, cum Nostris ac S. Romani Imperii hostes in Germanicis Italicisque Provinciis, imo in ipsi Pontificum Diocesis. Ministros DEI & Ecclesiae prohibito opprobrio, crudeliterque discrimini; in Nos vero, & Serenissimum ac Potentissimum Principem D. Carolum III. Hispaniarum Regem, ac adversus Neapolitanum Regnum, Sabaudique Ducem, tunc primum insurgit, cum Nobis & iuste causa nostra tam prospera afflueret fides, ut ex hostilibus praevisionibus manibus si cum aliis Italiae oppellat. Patribus Neapoli, & Belgium prodigiis creperet.

Ad perpetuum praeterita reimmemoriam tenore praesentium declaramus, & efficacissime, quantum opus, protestamur, nullum omnino Juri, & multo minus directum superioremque dominium in Parmam & Placentiam Sedi Romanae a Nobis dimitti, neque dimitti posse, quin potius omnia, & singula in praesentia dominia, quae in Praedecessorum Nostrorum Nostrumque praedictum usurpata sunt, nunquam, & adhuc usquepanent, quocumque etiam nomine appellerentur, Nobis & Sacro Romano Imperio firmiter reservamus & confirmamus omni meliori forma ac modo, quodcumque possit, neque legitime & praetensiones, exceptis istis, quae ex magnitudine & munificentia Caesaris in antedictam Sedem expressim transiit, annullando, abolendo & cassando, eoque magis pro nulla, injustis ac invalidis declarando, quo manifestum per se corruit, quidquid Imperatoris Majestati, clam palamve, auctoritate propria subreptum est, aut etiam ab Imperatore extra normam debitam alienari coegit.

Solemnissime perierit & speciatim Romanae contradiemur Curiae praesentiam illam quod Jura testium bonae temporalis potestatem, quam Bulla Pontificis exercere praesumunt, eam haec, nec valde hanc in genere, nec recepte sunt, quibus unque insigniantur nominibus, & Nos Romanamque Imperium obligare non possint debet, neque facultatem Nos illam admittimus, aut tolerare possimus in seipsum Curia, quae cassare vel annullare coacta ea, quae Nos vi Muneris Auctoritatisque Nostrae Caesaris disponimus ac ordinamus, nullatenus dubitantes,

quia Conventus universi Imperii, ac omnes ejusdem Electores, Principes & Status, Vassallicae ac subditi, consilio Nobis ac auxilio fore assensur, ubi opus fuerit & ordo eorum demandaret, sine aditu adituri.

Iterato igitur, & deliberato animo, sanoque & maiore accedente consilio, atque ex plenitudine potestatis Nostrae Caesaris hinc publice declaramus, contradicimus, abolemus, cassamus, & protestamur, ut supra solemnissime, quopis fieri, posse & modo, annullantes, & irritum, iniquissimae dementem, quicquid in scriptis memorato Imperio Scripto, quod formam aut materiam in praedictum Nostrum, & Sacri Romani Imperii Jura, vel etiam contra Nostrum Ministros, Commissarios, Altitates vel alios quoscumque, expititur, aut intellectum videri potest.

Inhibemus quoque omnibus ac singulis Ecclesiasticis ac secularibus Nostris, & Imperii Falsis, Ministris ac subditi, sive in terra Ecclesiae, sive in Ducatibus Parma ac Placentiae, sive alibi existentibus, sub gravissima Nostra & Imperii indignatione, omnium bonorum confiscatione, corporaliq. poena, ne quam rationem suam, quod in adhibito Scripto continetur in nulla re habeant, sed discribit mandamus, ut Nostris Justis & Ordinationibus constanter & debite pareant; dum vicissim praesentium nostram Clementiamque Caesaris fidelitatem ac obedientiam Imperio non intermitterent. Monitorio edicto etiam modo debito Parmensem Ducem, ut nullum alius dominium quam Nostrum, & dicti Hispaniarum Regis Fratris Nostris eharissimi, utpote legitimorum Ducatus Mediolanensis respectu Dominiotum & Possessionum ratione Parmae ac Placentiae recognoscat, eum possitum etiam abunde in precepto sit, quod respondere Nobis de Nostris & Sacri Romani Imperii Juribus non immerito tenetur.

Rogamus denique Omnipotentem ac potentissimum DEUM, ut adveniat omnibus & sincerum bonitatem, fide ac perpetua pacis concordiae amorem infundat, Nobis autem largiri gratiam dignetur, qua continuo & fortiter, quocumque ad Nos & Sacrum Imperium pertinent, totum valeamus, eum submississima gratitudine totum id, quod Caesar est, Divinae Majestatis acceptum forentes, publicae hac Declaratione, Protectione & Reservatione tepetia proferentes, circa temporalia Imperii bona, & Jura, nihil alteri cuiquam, nisi quod expresso Praedecessorum Nostrorum & Imperii consensum manum est, atque in specie oculum dicti Imperii dominium temporale sapientem legitime quoque competere, asseri, aut vindicari posse; istis omnibus ac singulis, quae scitis facta sunt ac reputantur, hinc pro tunc ut ex tunc, & pro tunc ut ex tunc, ac futuris aeternum temporibus, quam fieri possit solemnissime, gravissime, firmissimaeque contradicentes, vigore Diplomaticis huius Matri Nostrae subscripti, & sigillo Nostrae Caesaris muniti, quod dabatur in Civitate Nostra Viennae, die 16. mensis Junii Anno Domini 1708. Regnum Nostrum Romanum 19. Hungarici 17. Bohemici vero 4.

JOSEPHUS.

(L. S.)

Vt. Frid. Carolus Comes de Schoenborn.

Ad Mandatum Sacrae Caesaris Majestatis proprium

Franciscus V Vinandus De Bertram.

(V)

SENTENTIA

Sacrae Caesaris Majestatis Caroli VI. contra attentatum Nuncii
Apostolici Colonienfis.

S. Caesaris Majestas D. N. Clementissimus.

EX hominibus, quos sex de Facultate Juridica Colo-
niensium Doctores ac Professores seculares, adversus
reliquos sex Doctores Ecclesiasticos, ratione recurrit ad
Dominum, eorum Nuncium Apostolicum, nunc Car-
dinelem Bussium, sumpti, exhibuerunt querelis, non sine
indignatione intellectis, quoniam in modum, non obstante
quod dicta Facultas, vel a primis fundationis sue principio,
ita sit inflata, ut ex duodecim, quibus Collegium ejus
Facultatis constat, sex solummodo Juribus publice traden-
dis Professores ordinarii eligantur, iidemque etiam a Ma-
gistrata Colonienfi salarium annuum ordinationem recipi-
ant, nec non in subsidium a Caesarea Majestate id omne
quod pro responsis Juridicis, ut & Regalibus, pro Jure
figulandi & expendendi solvant, pro principio reliquam
hab. ant. Reliqui vero sex Ecclesiastici, non Professores
sed simplices Doctores appellemur, & ceteris praevidis
primae Gratiae Facultatis officis, aliisque a Sede Apostolica
etiam Beneficiis Ecclesiasticis, tam Praebendis secundae
ecclesiae Gratiae suavitatis fruique possint, etque inuita Sa-
cerdos Canones doceant, relationibus autem transmissorum
Aldorum haud interesse, nec sententias laas sigillat nec
remittere queant, & proinde Decanatus Officii, utpote
cujus potissima functio in hac nique adductis consistat,
haud quaquam capaces sine: Non ita pridem tamen
postremo loco nominati sex Doctores Ecclesiastici, cum
dictis Professoribus secularibus omnem passim tandemque
sibi afferrent aequalitatem, atque ad eundem Decanatu-
m primo apud Universitatem sese admitti petende-
runt, & posteaquam ibi non fuisse exauditi, contra
Jus saepe, nec non Senatorum Jurisconsultorum Academicorum
dispositionem, ad praesentem hunc temporis Dominum
Nuncium Apostolicum ibidem recurrente persumpserunt,
ab eoque prima vice Decretum Decanatus sequestratum
adversus passim ante Electionem Decanum Doctorem
Gasparem Josephum Huygen obtulerunt, postmodum
vero impetraverunt, ut praedictus Dominus Nuncius Apo-
stolicus appellationes delatari interpositas, haud quaquam
attentis repertis mandatis inhibitoris, eundem Huygen
impetere haud deditur, sed ut concretum sibi sub jura-
mento sigilla, nomines, clavique ad archivum Facultatis
reponeret sub comminata poena, siroque aureorum
poena jussisset, parvo etiam tempore interjecto, per pri-

miam in eandem condemnare. Et cum executio illius De-
creti penalis Magistrati Colonienfi demandata, spera-
tum effectum haud fortis videretur, plane ad EXCOM-
MUNICATIONEM progressus sit, eandemque publicis
vocalis ubique officariis: humillime supplicantes ut Ju-
stissimae remedia ac rescipere a Serenissimo Electore Pala-
tino, qua S. R. Imperii Interregni tempore Vicario, im-
petrauit, Sua quoque Caesarea Majestas, post solum Im-
periale consensum inhaerere, & Supplicantiibus contra
sententias istas injustas a memorato Domino Nuncio la-
tas, ex Jure Constitutionumque Imperialium praescripto
subvenire clementissime dignarentur. Cum itaque ex cir-
constantiis in Supplicata adductis & demonstratis, abunde
apparet, praedictum recursum incompetenter factum,
non nisi ad collisionem Suprematum Poseratum in Ec-
clesiasticis & Politicis tendere, & non exiguis incommo-
dis & scandalis viam aperire: Hinc aliter dicta Sua S.
Caesarea Majestas in omnibus a Consilio suo Imperiali
Aulico sibi debite telas, probeque atque accurate per-
pensis, non modo recursum illum a memoratis sex Do-
ctoribus Ecclesiasticis ad fupios dictum Dominum Nun-
cium Apostolicum hac in causa sumptum, severe, cumque
indignatione exprobrandum, sed & Decreta ejusdem com-
minatoria & executiva utpote ex se nulla & invalida, cas-
sanda, annullanda, & abolenda jussit, prout ea omnia cas-
sat, annullat, abolit, nullaque declarat, ac infuper memo-
ratorum sex Doctorum Ecclesiasticorum universos tem-
porales excois, in poenam temerarii recurfus, sequestrati
jussit: de reliquis etiam sibi dem serio distulitque sub poena
amissionis voci activi, praecipit & injungit, quod alla omnia
eorum dictum Dominum Nuncium producta repareat & una
cum Decretis huius causa inde emanatis retractari faciant,
etque se repetitis secretatibus fecit intra bimense, ab
hanc publicationem, proximo in Consilio Imperiali Au-
lico docere: proindeque ab omni post hac ad Nuncium
Apostolicum aut Iudicem Ecclesiasticum recuti, in ejus-
modi causis, abstant, si fincus, comminata poena,
cum debito rigore contra ipsos ad executionem delat-
etur. Signatum sub S. C. M. Sigillo sacro Vienna 31.
Januarii 1713.

FRID. CARL. Comes de Schonborn (L. S.)
J. H. HAYECK de Vvaldhaften

(X)

DECRETUM

Archiduci Leopoldi circa immisionem in bona temporalia
Ecclesiasticorum.

Au Parlement de Bourgogne à Dole.

Ad Parlamentum Burgundiae in Dole.

LEOPOLDE GUILLAUME &c.

TRes chers & bien Aime. Nous a vous ecrire au Cardinal
Trivulce aux fins par vous requies, & à l'Archeveque
de Besancon, afin qu'il rienne en Eglise & surcane l'Exco-
munion de la Sentence d'excommunication dont il seroit char-
ge par l'Auditeur General de la Chambre Apostolique pour
avoir que touche la pourfuite indene d'Henry Ombervin
avisi qu'il ne cesse, nous pourrez, s'il est bien & les rever-
ens de sa Prebende, etant de votre conseil, meme proceder
à la vente d'icelui, comme usual, en cas que ledit Archeve-
que persisteroit de ne vouloir faireoir la dite execution

Charissimè & dilectissimè Leopoldus Guilielmus scripsi-
mus Cardinali Trivulzio ad fines a vobis requisitas
& Archi. Episcopo Bisanon, ut in statu & dilacione te-
neat executionem Sententiae excommunicationis sibi com-
missae per Auditorem Generalem Contra Apostolica,
quoniam concernit indubitam professionem Henrici Om-
bervin, si non dissistat, poterit acquirere ejus bona &
redire Praebenda, qua sunt vestra jurisdictionis, imo pro-
cedere ad illorum venditionem, sicut etiam casu quo Ar-
chiepiscopus non vellet differre dictam executionem, pro-
cedat.

de proceder au seiflement des Biens de son Eveche: Et me par vos lettres vous donnez à connoître que le Procureur General du Roy auroit empuisee cause & s'est fait plaider par son avocat le Juge de l'Eglise, nous vous dirons qu'il s'en est bien peu souvenant, afin que l'autorité de Sa Majesté & les Privilèges de ce Pays ne soient mis en dispute pardevant le dit Juge.

Atant dce. de Bruses le 9. d'Octbre 1624. parache M. Vn. figne LEOPOLDE GUILLEAUME, contr' figne ROBIANO.

cedere ad occupationem honorum ejus Episcopatus, & cum per Petrus Literas inferimus, quod Procurator Generalis Regis sollicitus hanc causam, & litigari coram Judice Ecclesiastico, dicimus quod ab hoc processu abstinere, ut auctoritas Sae Majestatis & Privilegia hujus Patriaratus non erubescant in controversiam coram dicto Judice. Bruxellis 9. Octobris 1624. Christophorus adhibitus M. P. Signatus LEOPOLDUS GUILIELMUS, contra signatus ROBIANO.

(Y)

S E N T E N T I A

Parlamenti Mechliniensis contra Pastorem Fumacensem.

Ue la Remontrance faite par le Conseiller Procureur General de Sa Majesté en son Grand Conseil, de ce que Charles de la Ramée Cure de Fumay, ensuite d'un Contrat d'Association passé avec plusieurs personnes pour titer de la Pierre d'Ardoise, auroit apporté en la Société le Tresfond de la Maison Pastorale, Grange, Etables, Jardin potager & vepet aboutissant à l'Eglise du lieu, à quo ceux du Magistrat & Communauté se seroient opposés: prétendant qu'on n'y pouvoit creuser sans exposer ladite Maison, Grange, Etables, & Jardins ainsi que l'Eglise même à un per il evident de bouleversement, & que d'ailleurs ce Fond & Edifices appartenaient à ladite Communauté dont les Cures ne seroient que des simples usagers, & quoy qu'il étoit du devoir dudit Cure au cas qu'il eût avoit quelque droit audit Fond, au qu'il prétendait qu'on y pouvoit creuser & titer des Ardoises sans tiquer lesdits Batiments & Eglise: de s'adresser sur ce sujet à Sa Majesté en son Grand Conseil, il est néanmoins qu'en mépris & violence de la dite compétence & juridiction supreme de Sa Majesté, ledit Cure se seroit avisé de traduire ceux dudit Magistrat & Communauté, premièrement pardevant le Conseil Ausique de Son Altesse Electorale de Treves à Coblenze, en second lieu en la Ville de Liège pardevant trois Avocats établis par Sadite Altesse Electorale pour Conseil & Juges d'Appel de Fumay & Revin, & en troisième lieu pardevant le Baron de Rosen Archidiacre de Famenne Juge également incompetent & qui n'a aucune Jurisdiction audit Fumay, que nonobstant ledit Archidiacre n'auroit pas laide de porter d'abord son Decret du 24. Avril. 1717. par lequel il ordonne auidit du Magistrat de laisser creuser par ledit Cure le Tresfond de ladite Maison, Grange, dce. puis en tirer la Pierre d'Ardoise & autres matériaux existans sur lieux, à peine d'Excommunication, ensuite de quoy ceux dudit Magistrat se sont trouvez injuriés de la Monitoire à la Requête den Jean François du Fiesse le qualifiant Procureur Fiscal dudit Archidiacre poitant ordonnance de se conformer dans sept jours audit Decret: si non, qu'il se soit procédé aux peines comminées par ledit Decret & Monitoire Jean Dominique Caillet loit Bourguemestre & lesdits du Magistrat en auroient appelé comme d'abus & se soient adressés ausd Grand Conseil par Requête du 17. Septembre de la dite année sur laquelle auroit été appointé qu'elle seroit monnée audit Cure, cependant défensé à luy de poursuivre les Procédures in tentes en tant pardevant les Conseillers établis par Son Altesse Electorale de Treves que pardevant le Baron de Rosen Archidiacre de Famenne ordonnant au même Cure de faire cesser les Decrets & ordonnances d'Excommunication & Lettres Monitoires decornées par ledit Archidiacre avec interdiction de s'en servir à peine de faillissement de son temporel & d'ultérieure demonstration à sa charge comme en Justice seroit trouve convenir, & que Lettres seroient écrites audit Archidiacre selon la Minute, en conformité dudit appointement lesdites Lettres auroient été effectivement écrites audit Archidiacre par lesquelles on l'avertit de son incompetence, qu'après le même Appointement auroit été de nouveau injurié audit Cure, auquel il auroit trouvé à propos de desfer entièrement pour lors, si avant qu'abandonne la poursuite par luy mal & incompetentement intentée pardevant

Falla expositio per Consiliarium Procuratorem Generalem Sae Majestatis in supremo Concilio, quod Carolus de la Ramée Pastor Fumacensis post contractum associationis habitum cum multis personis ad excavandum lapidem regulareum, contraxisset in societatem fundum domus Pastoralis, horreum, stabula, horum aliorum & feneratorum aliorum, additionem Ecclesiae loci, curia Magistratus & Communas se opposuissent, praetendentes quod non posset alii excavari absque quod domus, horreum, stabula & hujusmodi periculis eveniret rursus subvertenda, & quod aliunde fundus ille & edificia pertinerent ad illam Communitatem quorum Pastores tantum essent simplices usuarii, & quare illi debetis illius Pastori casusque crediti se habere in in illis fundis, & praetendentes posse excavare & extrahi regulas sine periculo illorum edificiorum & Ecclesiae, desuper reciteretur ad ipsum Magistratum in suo supremo Concilio, tamen in respondendum illa competentia & jurisdictionis Sae Majestatis illius Pastor contraxisset contra Magistratum & Communitatem primo coram Concilio Ausico sine jurisdictione Electorali Treverensi consensum, secundo Landam coram tribus Advocatis constitutis à illa sua consuetudine Electorali pro Concilio & iudicibus appellatis de Fumay & Revin, & tertio coram Barone de Rosen Archidiaceno Famenensi pariter posuisset incompetentem, & qui nullam plane habet jurisdictionem in dicta Fumay, & quod hoc non esset de illis Archidiacenis sive nullius Decretum 24. Aprilis 1717. per quod mandatum dicto Magistrati, ut permitteret extrahi per dictum Pastorem regulas & excavari fundum dicta domus & horreum fuisse potius & temerarietatem, post quod Magistratus infirmum esse monitum ad requisitionem Joannis Francisci de Fraine se qualificanti ut Praeparatorem dicti Archidiaceni mandavit, ut se conformaret spatio septem dierum dicto Decreto, nisi vollet procedi ad poenas inde comminatas, a quo Decreto & Ministerio Joannis Dominici Cailletum Consul & Magistratus appellaverunt: si non ab obsequio, & recurserunt ad dictum supremum Concilium per supplicatum die 17. Septembris dicti anni, super quo decretum est, ut ostenderetur modum procedendi inventuram cum eorum Consiliariis constitutis ab Electore Treverensi, cum eorum Barone de Rosen Archidiaceno Famenensi, mandatis dicti Pastori ut curaret cessare Decreta & excommunicationes & literas monitionales decretas per dictum Archidiacenum cum inhibitione illius mendi sub poenis occupationis ejus honorum temporalium & ultieriorem demonstrationis ipsius sumptibus fecit in iudicio inveniretur transire, & litteras scriberetur dicto Archidiaceno juxta originalia in tuis citationibus confirmatam scripta fuissent dicto Archidiaceno, per quos monetur de sua incompetencia, eorumque eodem citatio debite fuisset infirmata dicto Pastori, cuiusmodi tunc temporis visum parere usque adeo ut deservens praesentem a se male & incompetenter innotat aut coram dicto Archidiaceno, se contraxisset ad dictum supremum Concilium & istudem detrauxisset litteras monitionem, quae cum esset executioni mandata, & infirmari dicto Magistratus & Communas, praefectus esset desuper motu inter partes, & tandem litigatum, ut per sententiam interlocutoriam die 11. Martii 1719. cum fuissent partes declaratae contraria in fallo, dicto Pastor fecisset suas probationes coram Consiliario Ecclesiastico de Cortaie, & Magistratus ac Communas suas contra pro-

devant ledit Archevêque, il se feroit addreflé audit Grand Conseil & y auroit obtenu Lettres de Mainteneur, lesquelles aiant fait explorer auxdits Magistrats & Communes: Proces s'y feroit nu entre parties, auquel si avant auroit été procédé que par Sentence Interlocutoire du 11. Mars 1719. ledites aiant été déclarées contraintes en fait, ledit Cure auroit fait les preuves pardevant le Conseil Ecclesiastique De Corbiac & ceux du Magistrat & Communauté leurs ultérieures, de sorte que par renonciation à preuves ultérieures & par exhibition respectuelle des Ecrits de Reproches, Contredits & Salvations, la cause seroit desposée à y être fait Devoir diffinitivement, & quoy qu'il ne seroit permis audit Cure en préjudice de cette contribution & d'insubordination formale par luy introduite pardevant Notre dit Grand Conseil de recourir derechef à des autres Juges étrangers, il se feroit cependant que par une perversion inouïe, il se feroit perfume de repentir les errements de la cause qu'il avoit ci-devant énumérée pardevant ledit Archevêque, la ou il auroit poussé les choses à un tel point d'actes, que malgré les Actes de Prostitution & d'Adventances tenues indifférentes tant à luy qu'audit Archevêque de la part dudit Magistrat, de ledit Litspendent, & d'Incompétence, ledit Archevêque à la poursuite dudit Cure se feroit avancé de porter Decret d'Excommunication à charge de ceux dudit Magistrat, lequel le même Cure se feroit perfume de publier au Prône de la grande Messe Paroissiale du Dimanche de la Passion 22. d'Avril de Mars dernier au grand scandale de toute la Communauté: qu'il n'étoit pas besoin de faire remarquer combien cette prétendue Excommunication portée en préjudice de ledit Litspendent contre un Magistrat qui s'étoit acquiescé des obligations de son Office, qui s'engageroit à empêcher que rien ne fut fait en préjudice du public, étoit irréligieuse, nulle de tous chefs & contraire aux Loix fondamentales de ce Pays qui ordonnent aux Juges Ecclesiastiques de procéder par des Censures contre des Magistrats & Officiers de Justice pour des prétendus excès commis au fait de leurs Offices, mais leur ordonnent de recourir à Sa Majesté, afin de les corriger en quoi il auroit failli, de sorte que le Remontrant ne pouvoit envisager ces prétendus Monitoires & Excommunication en suite, que pour une emprise d'autorité formel sur la Jurisdiction temporelle, une voye de fait de trouble du repos public, cause que pour prévenir les suites dangereuses qui en pouvoient résulter il a requis que la Cour fût servie de déclarer ledits prétendus Monitoires, Excommunication & tout ce qui est ensoi, nulles, abusives, rationnelles & injurieuses aux Droits & Jurisdiction Royale de Sa Majesté, de ses Magistrats & Vassaux, d'ordonner en conséquence tant au dit Archevêque, qu'audit Cure & à tous autres qu'il appartiendrait de les faire promptement & les mettre à néant, & jusques à ce qu'ils auroient fait confier de l'avoir ainsi effectuée, faussement de leurs biens temporels, & d'accorder au surplus au Remontrant à charge dudit Cure pour les excès & attentats par luy commis telle provision de Justice que la Cour trouveroit au cas appartenir.

Les uns qui considèrent & Rapport fait les Chambres assemblées, sembleront la Cour déclarer les Lettres Monitoires & Decret d'Excommunication du 12. Novembre 1721. cy mentionnés & tout ce qui est en suite nulles & de nulle valeur, incompétentes, detournées, attentatoires à la Jurisdiction de Sa Majesté & contraires aux Loix fondamentales des Pays: fait défense à Maître Charles de la Roche Cure de Fumay de s'en servir ou prévaloir à peine de cinq cents écus d'amende, luy ordonne de les faire retirer avant au 1. mois & de faire passer aux Conseillers Eclésiastiques de l'Avant sans effet pendant ledit terme, à peine d'ultra vires provision, ordonne que cette soit lue, publiée & affichée audit Fumay & Revio, accorde au Remontrant Lettres d'Adjournement personnel à charge dudit Cure avec clause d'annotation & saisissement de son temporel. Fait à Malines le 19. de Septembre 1722. Signé A. P. VAN ERTBORN.

probatior, ita ut per renunciationem probationibus ulterius & exhibitionem respectuum scriptorum, replicationum, contradictionum, & salutarium causa esset disposita ad ferendum sententiam definitivam, & quoniam non esset locum dicit Passori in quodcumque alium consensum & litem pendente formatam illi introducta coram nostro dicit Concilio, deinde recurrere ad alios Judices extraneos, tamen per inaudiam praevaricationem praesumpserit resurrexerit causam interceptam coram dicit Archiepiscopo, ubi rem se excessus deduxisset, ut non obstantibus actibus praesentationis & reiterationis mentionis incompetentia, & litem pendente tam ipsi quam dicit Archiepiscopo ex parte Magistratus dicit Archiepiscopo ad praesentationem dicit Passoris taliter Decretum Excommunicationis ad eum Magistratum, quam idem Passor praesumpserit ex suggestu publicare tempore summi sacri Parochialis Dominicalis de Pascha 22. Martii ultimi in summam scandalum totius communitatis: non esset quia notare quantum hac praesentia excommunicationis lata in praedictum litem pendente contra Magistratum summum officio suo vicinis tendatur impedire ut aliquid foret in praedictum publici, esset irregularis ex omni capite nulla & contraria Legibus fundamentalibus harum patriarum quae prohibent Judicibus Ecclesiasticis, ut procedant per Censuras contra Magistratos & Officiarios possint ob praesentis excessus committi in suo officio, sed mandant ut recurrant ad suam Magistratum, ut si corrigatur, ita ut expensis non possit hac praesentia monitoria & excommunicationem aliter inspicere, quare attentatum formale contra jurisdictionem temporalem, viam facti & perturbationem quietis publicae: quapropter ad obtinendum sequela periculisque quae inde possent resultare, requiritur ut Curia declararet dicit praesentia monitoria & excommunicationem, & omnia inde facta, nulla absque & inoperta prius jurisdictionis suprema sua Magistratus eius Magistratum & Passorem, mandaret consequenter dicit Archiepiscopo & dicit Passori & omnibus ad quos periculis, illa prompte cassare, & annullare, & donec condaret, quod hoc praesumpserit occupationem eorum bonorum temporalium, & ultra vires concederet expensis ad eum dicit Passoris pro excessibus & attentatis ab ipso commissis talem provisionem justitiae, quam Curia ad rem facere competeret.

Quibus omnibus consideratis, relatione facta & Cameris congregatis Curia declarat monitoriales, & Decretum excommunicationis die 12. Novembris 1721. hic mentionata & omnia inde facta, nulla, nullius valoris, incompetenter decreta, attentatoria contra jurisdictionem Summi Majestatis & contraria Legibus fundamentalibus hujus patriae, sit prohibitio D. Caroli de la Romee Pastori Fumacensi eo illis utantur sub pena quingentorum Imperialium pro multa, ordinat, ut illa cure recte teneant mensum, & probet Consiliarius Fiscalibus quod ita praesentit intra dictum terminum, sub pena ultionis provisionis, mandat ut illud legatur, publicetur & affigatur Fumaci, vel à Fumaci & Revio, annuat remontranti Literas citationis personales ad eum dicit Passoris cum clausula annotationis & occupationis ejus bonorum temporalium. Actum Meeblin 19. Septembris 1722. Signatum A. P. VAN ERTBORN.

(Z)

ARREST

De la Cour contre certaines Monitions & Censures emanees de Cour de Rome 1504.

Extrait des Registres du Parlement.

Veu par la Cour les deux defauts obtenus en icelle par M. Francois Charmoule Prestre, Maître es Arts, Docteur Regent en Médecine en l'Université de Paris, soit d'ancien Chanoine prebende en l'Eglise Collegiale S. Omer au Diocèse de Therouenne, appellant de certaines monitions, censures, & fulminations emanees de Cour de Rome, an d'aucuns Juges deleguez du Pape, au prejudice & contre les sainctz Decrets de Basse, Pragmatique Sanction, Ordonnances Royaux, Privileges de Libertez de l'Eglise Gallicane, à l'encontre de M. Jean du Quelne aussi Prestre, impecrant d'icelles monitions, censures, & fulminations, & de M. Francois Coccy Prestre, porteur, & executeur d'icelles, & contre toutes des affaires du dit du Quelne, intimées & de faillies; & tout ce qui a esté mis & produit par d'icelles la dite Cour par icelle demandeur, & toutes confiderer; Il fust dit que ledits deux defauts ont esté bien & d'icelle doctez, obtenus, & entretenus, & que au moyen de par venin d'icelles ladite Cour a adjuge & adjuge audit demandeur tel profit, & est à savoir que la Cour a declare de declare qu'il a esté mal fait, procede & fulmine, execute, admoester, & inhibe par ledit Coccy, & autres executeurs desdites bulles, censures, & provisions de Cour de Rome, & bien appelle par ledit appellant, & condamne ledits intimés & de faillies a faire cesser, cesser, revocquer & annuler lesdites censures, monitions & fulminations, & tout ce qui s'en est ensuyvy; & faire bailler l'absolution à tous propres cousts & despens, tant audit appellant, qu'au Doyen, Prevost, Chanoines, & Chapitre de ladite Eglise Sainct Omer, & sous autres qu'il apparriendra, & qui pourroient estre compris esdites monitions, fulminations & censures, & d'en certifier ladite Cour dedans le lendemain de la Sainct Martin d'hiver prochainement venant, & aussi à laisser loyir de aller ledit Charmoule appellant desdites Chanoine & Prebende, fruides & revenus d'icelles, selon la sentence de maiestee par luy obtenue contre ledit du Quelne le vingt-neufiesme Avril l'an mil cinq cents; & outre faict la Cour desdites audites Prevost, Doyen, Chanoines & Chapitre, & de ne cesser le divin service sous ou au moyen d'icelles; & neanmoins condamne la Cour ledits de faillies & despens desdites defauts, la taxation d'iceux reservee par devers elle. Fait en Parlement le vingt-septiesme Aoust mil cinq cents deux,

ARRESTUM

Curie contra Monitoriales & Censuras emanatas ex Curia Romana.

Extrait des Registres du Parlement.

Vlu per Curiam duobus defectibus obtentis in illis per Dominum Franciscum Charmoule Presbyterum, Magistrum Artium, Doctorem Regentem in Medicina in Universitate Parisensi, se dicentem Canonicum prebendam in Ecclesia Collegiata Sancti Omeri in Diocesi Therouanensi appellentem a quibusdam monitorialibus, censuris & fulminationibus emanatis a Curia Romana, vel a quibusdam iudicibus delegatis a Pontifice in praedictum & contra Decreta sacra Basilienfis, pragmatice sanctionis, ordinationes Regias, privilegia & libertates Ecclesie Gallicane, contra Dominum Joannem item Presbyterum impetrantem illarum monitorialium, censurarum & fulminationum, & Franciscum Coccy illarum litterarum & executionem, & compellentem negotiorum dicti du Quelne intimatos, visum omnibus quae prodita sunt in dicta Curia per eundem alterum, & omnibus consideratis dicitur quod dicti duo defectus debite dati, obtentis & defensi, fuerunt & quod virtute litterarum dictae Curiae adjudicavit & adjudicavit dicto alteri tale commodum, nempe quod Curia declaravit & declararet, quod male factum sit, processum & fulminatorem executionis mandatum, admonitionem & inhibitionem per dictum Coccy & alios executores illarum Bullarum, censurarum & provisionum Curiae Romanae, & bene appellatum per dictum appellentem, & condemnatis dictis intimatis & deficientibus, ut current cessari, cessare revocari, & annullari dictas censuras, monitiones & fulminaciones & omne quod est inde factum, & curant dari absolutionem propriis sumptibus, tam dicto appellanti, quam Decano, Praeposito, Canonicis & Capitulo dictae Ecclesiae Sancti Omeri, & omnibus ad quos pertinebit, & qui possint comprehendere in dictis monitorialibus, fulminationibus & censuris, & certiorari faciant dictam Curiam intra dum possetur Sancti Martini hiemis proxime, & ut permittant dictum Canonicum appellentem nisi & sui Canonicos & Prebendam & illarum fructibus & redditibus iuxta sententiam monitionis per ipsum obtentam contra dictum du Quelne 29. Aprilis 1500. & alteram Curiae inhibentem dictis Praeposito, Decano, Canonicis & Capitulo ne obtemperent dictis censuris & fulminationibus, & mandatis ut servitium Divinum vigore illarum non interrompant; condemnat Curia dictas deficientes in expensas illorum defectuum taxatione reservata Curiae. Factum in Parlamento 27. Augusti 1502.

(AA)

ARREST

De la Cour pour la cassation de certaines Censures.

Extraits des Registres du Parlement du Lundy 28. Août 1514.

Aujourd'hui M. Roger Barne Advocat du Roy, a en la présence de Pierre Guillaume Paris Confesseur du Roy, recité à la Cour les procédures touchant l'arrest de la reformation du Prieure de Poissy, les contraventions faictes par le General de l'Ordre des Jacobins, & autres Freres de la Congregation d'Hollande, mesmelement les brefs & censures promulguées par ledit General, baillez à exécuter par Frere Adrien de Nully Religieux dudit Ordre, à présent prisonnier au Convent des Chartreux par ordonnance de la Cour: Et ce fait, a dit qu'en tant que touchant la revocation de Charonelle Provincial de France, la Cour n'y a point de regard, attendu l'appellation dudit Charonelle: & aussi que la Cour a pu voir qu'elle eust fait en adum desprotes probans ceans, & arrests donner par la Cour: mais toutefois Charonelle a relevé & obtenu son rescrit à Juges ad partes, & de cette cause n'en parle plus. Mais quant aux censures qui sont scandaleuses, & faictes pour empêcher l'arrest de la Cour de ceas, suppose que Frere Adrien qui les a fait exécuter, non fuisse in dolo aut culpa, tamen quia aliter Curia non potest suam jurisdictionem exercere; dit que ledit Frere Adrien doit demeurer prisonnier jusqu'à ce qu'il ait fait caffer, revoquer, & annuler ledites censures, & en certifier la Cour, & ainsi le requiert: & néanmoins, attendu l'offre fait par ledit Confesseur, par laquelle il promet faire caffer ledites censures purement & simplement, & apporter abolition, quatenus opus est. Ne veut empêcher qu'en faisant ladite promesse par ledit Confesseur, que la Cour luy donne un delay d'apporter ledites cassation & abolition, & cependant elargir ledit de Nully parmy cette ville de Paris seulement, auquel jour ledit Confesseur apportera en ladite Cour ledites cassation & abolition, ou en défaut de ce, vendra ledit de Nully prisonnier en la Conciergerie, ou s'y rendra luy-même. A quoy ledit Pierre Guillaume Paris Confesseur a dit, qu'il promet apporter devant la Cour, dedans tel delay qu'il luy plaira donner, cassation pure & simple dedites censures, & abolition, quatenus opus est, de nostre sainte Perce Pape, ou dudit General, ou à défaut de ce se rendra prisonnier ou ledit de Nully en la Conciergerie, & à ce s'est fournis & soubsmis. Sur quoy la manière mise en deliberation, la Cour a donné & donne delay audit Paris Confesseur de faire faire ladite cassation purement & simplement, & abolition, si quod opus est, du Pape ou dudit General, & en certifier la Cour docement, jusques au lendemain de la sainte Andre prochain venant, alias & à défaut de ce, ledit jour passé, sera ledit de Nully prisonnier en la Conciergerie du Palais, ou s'y rendra luy-même, & parmy ce, la Cour a elargi & elargi ledit de Nully parmy cette ville de Paris, jusques audit jour seulement.

DECRETUM

Curie pro cassatione quarundam Censurarum.

Extractis ex Regiis Parlamento die Luna 28. Augusti 1514.

Hodie D. Rogerus Barne Advocatus Regis in presentia Fratris Guillelmi Paris Confessoris Regii recitavit in Curia processus concernentes Decretum reformationis Prioratus de Poissy & contraventiones factas per Generalem Ordinis Dominicorum & aliorum Fratrum Congregat. Hollandie, pariter brevis & Censuras promulgatas per dictum Generalem, traditas pro executione facienda Fratri Adriano Nully Religioso dicti Ordinis, nunc captivo in Conventu Chartreusorum ex mandato Curie, & hoc factis dixit, quod quantum ad revocationem de Charonelle Provincialis Gallie Curia id non attendat, propter appellationem de Charonelle, & etiam quod Curia poterit videre esse fallam in eodem processu hanc pendentionem & Decretum datorum a Curia, sed tamen Charonelle obtinuit suam rescritum ad Judices ad partes, & illa de causa illius non amplius loquitur, sed quantum ad Censuras quas fuit scandalosa, & facta ad impedimentum Decretum Curie pro non supposita, quod Frater Adrianus, qui curavit executionem mandari non habuisset in dolo aut culpa, tamen quia aliter Curia non potest suam jurisdictionem exercere, dicit quod idem Frater Adrianus debet manere in carcere donec curaverit, cassari, revocari, & annullari dictas Censuras, & illius rei certiorum reddere Curiam & ita requirit, & non obstantibus obtulit facta per dictum Confessorem qua promittit se curatum cassari dictas Censuras pure, & simpliciter & offerre velit abolitionem, quatenus opus est, non vult impedire quominus dicta promissione a dicto Confessore, Curia de moras ad adferendas dictas cassationem & abolitionem, & interim relaxetur dictus de Nully per hoc Civitatem Parisensem tam, qua die Confessorius offerret dicta Curia dictas cassationem & abolitionem, vel desistat illas reddere dictum de Nully captivum in carcere vel illa scilicet illas conferat. Ad hoc Frater Guillelmus Paris Confessorius dicit quod promittit se aliter Curie intra talem terminum quem daret placuerit, cassationem purem & simplicem dictarum Censurarum, & abolitionem quatenus opus est vel a Sanctissimo vel a dicto Generali, vel alius de se fecit reddere captivum dictum de Nully in carcere, & ab hoc se submisit & submittit, desuper facta deliberatione, Curia dedit & hac dilationem seu moram dicto Paris Confessori ad curandum fieri dictam cassationem pure, & simpliciter, & abolitionem quatenus opus est a Sanctissimo vel a dicto Generali, & certificandum Curiam debere, usque ad postredie S. Andre proxime venturam, alias & desistat huius die infra lapsa dictus de Nully erit captivus in carcere, vel inferretur ad carcerem se conferat, quo facto Curia relaxabit, & relaxat dictum de Nully per Civitatem Parisensem hic usque ad dictum diem.

(BB)

ARREST

Du Parlement de Bourdeaux contre l'attentat de l'Archevesque.

Extrait des Registres de Parlement.

V En par la Cour la Requête à Elle présentée par le Syndic & habitants de la ville de saint Macaire, Etienne Fontebide, Geoffroy Bouyer, Etienne d'Arbit, & Jean Belloc de ladite ville à paroitre Jurats, & Philibert Penningault Sergeant Royal, contenant que par arrest du 4. de ce mois, la Cour auroit déclaré qu'il avoit été mal, nullement & abusivement procédé en la citation, & excommunication decretée par Monsieur l'Archeveque de Bourdeaux, contre ledits Jurats & Penningault: Ensemble en l'intensité de la Paroisse dudit saint Macaire, & ordonne que deux trois jours ledit Sieur Archeveque, ou en son absence ses Vicaires Generaux catholiques, renvoient, & annulent le mandement de la dite citation, ledit interdit & excommunication: autrement, & de suite de ce fait, le delay passé, y seroient contraints par suite de son temporel: de bien que ledit delay soit expiré, neanmoins à la signification qui leur a été faite, Mais Pierre Caron à déclarer n'y vouloit obeyr, à tant requerront, qu'il plaist à ladite Cour, comme au poutre personne Ecclesiastique constituite en dignité, pour remettre le S. Sacrement à l'autel paroissial de S. Martin, & delecter ladite citation, interdit & excommunication nulles & abusives, & enjoindre à Maitre Etienne Gay de Vicair perpétuel dudit autel S. Martin, d'y continuer & celebrer le service divin, comme il faisoit avant le dit nul interdit: & qu'à ce fait, il sera contraint par suite de son temporel: & à ce qu'il soit notoire à tous, que ladite citation, interdit & excommunication sont, & ont été déclarés nuls & abusifs par ledit arrest, ordonner qu'il sera publié à son de trompe, par les carrefours ordinaires dudit S. Macaire, & sera exécuté en vertu du simple dictum, à ces fins, enjoindre à toutes personnes d'y prestir main forte: ladite requête appointée, soit mollifiée au Procureur General du Roy, lequel auroit requis, attendu qu'il ne s'agit que de faire cesser le scandale, estre ordonné aux fins, que personne n'aye à craindre l'excommunication dont est question, par l'arrest portant declaration de l'abus & nullité icelle, sera publiée & exécutée dudit saint Macaire, & autres lieux accoutumés, & que l'exercice divin sera restitué & continue à l'autel paroissial de la mesme ville, comme il estoit auparavant l'interdit, & enjoint au Vicair perpétuel de ce faire, & enlever les mots dans le cimetière accoutumés, à quy faire, il soit cocontraint par suite de son temporel: ensemble aux Officiers Jurats de saint Macaire, & toutes autres personnes de quelque qualite & condition qu'elles soient, de tenir la main à l'exécution de l'arrest qui intervient, à peine d'en répondre en leur propre & prive nom: & néanmoins, que ledit Sieur Archeveque & les Vicaires Generaux, satisfassent à l'arrest cy devant donné, & jusques à ce, que leur temporel sera satisfait, & deservira sous la main du Roy. Signe. DE LA VIE. Vous aussi ledit arrest dudit jour qu'on distime du présent mois, avec la signification & réponse dudit Caron Vicair General du cinquième du mesme mois: ensemble vu Acte de sommation laide audit Sieur Archeveque, du premier du present mois, DICT à elle, Quia Cour a ordonné & ordonne, que par tout le jour l'Archeveque de Bourdeaux ou ses Vicaires Generaux, satisfassent à l'arrest dudit jour quatrieme de ce mois, sur les prières portées par iceluy, ce pendant que ledit Vicair perpétuel fera les fonctions curiales usant dudit Macaire, & autel paroissial dudit Martin le Eglise sainte Sacrament, à quy faire il sera contraint par suite de son temporel & autrement, annulé & punition: A permis & permis aultres deman-

ARRESTUM

Parlamenti Bordigalenfis contra attentatum Archiepiscopi.

Extrait en Registre Parlement.

V Iste per Curiam supplicat sibi oblato à Syndico & incolis Urbis S. Macarii, Stephano Fontebide, Godefrido Bouyer, Stephano d'Arbit, Joanne Belloc, Philiberto Penningault apparere Regem, tenentem, quod per Decretum sui 4. hujus Mensis Curia declarasset quod male notitiae & abusive esset processum in citatione & excommunicatione decretata per D. Archiepiscopum Bordigalem contra dictos Juratos & Penningault, pariter in interdictis Parochia S. Macarii, & mandavit, ut infra triduum dicta D. Archiepiscopus vel in eius absentia ejus Vicarii Generales cessarent, revocarent, & annullarent mandatum dicta citationis dictum interdictum & excommunicationem, alias defunctis hujus terminis clausis ad illud extenderetur per occupationem eorum bonorum temporalium, & quomodoque moras exigerent, tamen administrationem illis fassum D. Petrus Caron declarasset quod non vellet obtemperare: ideo requirunt ut dignetur Curia committere aliam personam Ecclesiasticam ut dignitate constitutam ad respondendum Penebale Sacramentum in Altari Parochiali S. Martini, & declarandum dictum citationem, interdictum & excommunicationem nullos & abusive, & impetere D. Stephano Gay Vicarii perpetuo à Altari S. Martini ut continet, & celebrare servitium Divinum, sicut faciebat ante dictum nullum interdictum, & quod hoc faciendum cogatur per occupationem suorum bonorum temporalium, & omnibus fiat autem dictum citationem, interdictum & excommunicationem fuisse & esse declaratos nullos, & abusive, per dictum Decretum, mandatur ut publicetur factum, & clausura iura, per scripta & placata ordinarii S. Martini, & executioni tractetur ut simpliciter (dictum) ad hoc fines, impetatur omnibus ut auxilium, & manum ferant present, hoc supplicat monstrare Procuratori Generali Regis, qui requiritur, quod quia tantum agitur de scandalis interrompendo, ut ordinatorum ne aliqui timerent excommunicationem, de qua est questio, quod Decretum declarans abusive, & nullitatem illius publicetur in omnibus placatis S. Macarii, & aliis locis solitis, & exerceatur Divinum servitium, & continuetur in Altari Parochiali ejusdem Civitatis, sicut faciebat ante interdictum, & impetatur Vicarii perpetuo in hoc faciat, & stipendia mortuus in cimiterio consueto, ad quod faciendum cogatur per occupationem suorum bonorum temporalium, pariter Officiarii sancti Macarii, & omnibus aliis cuiuscunque status, & conditionis, ut presentis manum executionis Decretum, sub pena responsionis proprio & privato nomine, & subominis dicta D. Archiepiscopus debuit satisficere Decreto Archiepiscopi acta dato, usque adeo, ut tempore ipsorum debent occupari, & manere sub manu Regis. Signatum D. E. L. A. P. I. E. Vile etiam dicto Arresto dicta dies quarta currentis Mensis tunc Declarationem, & responso dicti Caron Vicarii Generalis die 5. ejusdem Mensis fuisse alibi citationem dicta dicta D. Archiepiscopo de prima currentis, dictum est quod Curia ordinaret, & ordinet, ut Archiepiscopus Bordigalenfis, & ejus Vicarii Generales satisficerent Decreto de dicta 4. hujus Mensis sub penis ab eodem iura, interim quod dicta Vicarius perpetuo fiat solitum servitium Parochialis in dicta opp. de S. Macarii & Altari Parochiali S. Martini Ecclesie S. Salvatoris, ad quod faciendum obligatur per occupationem suorum bonorum temporalium, & aliter prout conveniet, permittit & permittit dictis altaribus, ut current publicetur & affigat present Decretum simul cum Decreto dicta 4. hujus Mensis per omnia loca & placata dicta Civitatis S. Martini, unjunctis omnibus officiariis, ut present auxilium, & manum exten-

deur, de faire publier & afficher le present arrest, & ce-
luy dudit jour 4. de ce mois, par tous les cantons &
carrefours de ladite ville de saint Marcire, enjoint à
tous les Officiers de tenir la main à l'exécution desdits
arrests, lesquels seront exercez en vertu des dictums
d'icieux, sans lever autre commission en forme, atten-
du la maniere dont est question. Prononce à Bour-
deau en Parlement, le onzième Avril mil six cens qua-
rante cinq.

*actum dillorum Decretorum, que executioni mandaban-
tur vigore contentorum in illis, absque quod accipien-
tium commissum in forma circa materiam, de qua
est questio, pronunciatum Burdigalis in Parlamento 11.
Aprilis 1645.*

(CC)

A C T A

Judicii Possessorii & Regiæ Protectionis Supremæ Curie Montensis in
Causa R. P. Joannis Renon Pastoris Branix-Comitis.

S E N T E N T I A

Manutententiæ Supremæ Curie Montensis inter Castellanium, Mayerum, Scabi-
nos ac communitatem Oppidi Branix-Comitis, & P. Joannem Renon Pastorem
loci junctos Capitulo S. Vvaldecrudis Montibus Hannoniz Supplicantes: & PP.
Ludovicum Grauvvez aliosque Oratorii dicti loci Intimates.

* Du 6. Aout 1697.

Die 6. Augusti 1697.

« R Eue le Procès des Châtelain, Mayeur, Ech-
« vains, & Communauté de la Ville de Braine le-
« Comte & Pere Jean Renon Pasteur du lieu adjoints
« du Chapitre de S. Vrauden à Mons complaindants
« du t. Marc detruict, & concluant qu'il soit declaré
« que le prétendu changement de Cure ne s'est pu
« faire ni l'union de la maison de la Congregation des
« PP. de l'Oratoire de la dite Ville de l'Institut de S. Phi-
« lippe de Nery à celui du Cardinal de Berulle, & qu'en
« consequence le dit P. Renon soit maintenu dans la pos-
« session de la Cure, contre le PP. Louis Grauvvez &
« autres de l'Oratoire du dit lieu Intimes, avec les
« Ecrits & titres icrivs par les parties en satisfaction
« de la Sentence Interlocutoire du 28. du dit mois de
« Mars, aussi l'Exer. pa le Sr. Conseillers Advocat du
« Roy. Tout confidés, conclu d'adjoger les com-
« plaindants en leurs fins & conclusions ensemble aux
« depens. Vaide le dit jour.

« *R Eue Processu Castellani, Prætoris Scabinorum, &
« Communitatis Urbis Braniæ. Comes, & P. Joan-
« nes Renon Pastor loci & adjuncti de Capitulo S. Vvalde-
« crudis Montibus Hannonia conquirentes die 11. Martii
« ultimi, & concludentes ut declararetur præterfæm mu-
« tationem Pastoris non potuisse fieri, nec unionem domus
« Congregationis PP. Oratorii dicti Civitatis, & Institu-
« ti S. Philippi Nervi Institutum Cardinalis de Berulle, &
« consequenter ut dictus P. Renon maneat in posses-
« sione Pastoralis contra P. Ludovicum Grauvvez, & alios
« Oratores dicti loci intimatos conscripsit & titulis addi-
« tis per partes in satisfactionem sententiæ interlocutoria
« die 28. Martii dicti, præter eum scripsit D. Consiliarius
« Advocatus Regiæ. Omnia consideratis, conclusum est ad-
« judicare conquirentes in suis inventis, & conclusio-
« nibus præter eum expensis. Conclusum dicta die.*

D E C R E T U M

Latum super Libello per eosdem Supplices Supremæ Curie
Montensi oblato.

* Le 9. Aout 1697.

« L Es Gens du Conseil de Sa Majesté en sa Noble &
« Souveraine Cour à Mons ordonnent de faire com-
« muniquez la présente à partie, pour avertir ce qui est
« des points & mentions eudans tiers jours; ce-
« pendant le Peres de l'Oratoire devront recevoir le
« Pere Renon à la Maison comme Cure, à leur défaut le
« Châtelain est autorisé de le retenir. Amortissant Procu-
« reur ou Faideur de faire les insinuations, présents hom-
« mes de fief ou temoins. Fait au dit Mons, ce 9. Aout
« 1697. signé N. ROBERT.

« *Consiliarius Sui Adiunctus in Nobili & suprema Cu-
« ria Montensi mandant, ut carcer fieri communi-
« catio presentium parti, ad elocendum de punctis ibi-
« dem de casibus hic mentionatis intra eundem, interem
« Patres Oratorii teneantur recipere P. Renon in domo
« suorum Pastorem, ipsi deficientibus, potestas datur
« Castellano ut ipsum resistat, dantes auctoritatem Pro-
« curatori vel Faideri, ut faciat insinuationes presentibus
« viris feudalibus vel testibus. Actum Montibus 9. Augusti
« 1697. signum N. ROBERT.*

D E C R E T U M A L T E R U M

Ad Libellum dictorum Supplicantium a Suprema Curia Montensis
datum adversus Officialem Cameracensem
eiusdemque Promotorem,

Extrait du 28. Aout 1697.

Extrait du 28. Aoust 1697.

V Ue la Requête des Châtelains, Mayeur, Juges
de Eschevins de la Ville de Braine-le Comte ad-
jointe du P. Renon & des Dames de S. Vaudru
avec la Requête jointe présentée le 14. de ce mois au
Juge Ecclesiastique du Diocèse de Cambray contre le
dit Pere Renon par le Promoteur de l'Archeveque &
les Benins servis par les parties, & l'Ordonnance
portée par le dit Juge le 21. du dit mois intervenant
provisionnellement au dit Renon les fonctions Pas-
torales du dit Braine, le tout par copie, tout con-
féré.

Conclu de déclarer que la Sentence de cette Cour
rendue le 9. de ce mois adjugeant le Possésoir de la Cu-
rie de la dite Ville de Braine au dit Pere Renon, doit
servir son plein & entier effet, jussques à ce que par
la Sentence definitive sur le Possésoir autrement en soit
ordonné. Vuide le dit jour,

V N'a appliqué Castellani Prætoris Juramentum & Statimen-
torum Civitatis Bravis Comitibus adjungitur P. Ren-
on & Domicellorum S. Pseudoditis cum iustitia iuncta
presentia 14. huius Mensis Judicii Ecclesiastici Diocesis
Cameracensis contra dictum P. Renon per Procuratorem Ar-
chiepiscopatus & scriptis exhibitis per partes, & mandato
late per Judicem 21. dicti Mensis interdicente provisiona-
liter dicto Renon functiones Pastorales dicti Bravis, omni-
bus non originaliter sed per copiam omnibus consideratis.

Conclusum declarare quod sententia huius Curie lata 9.
huius Mensis adjudicans possessorium dicti Pastoratus dictæ
Civitatis Bravis dicto Patri Renon debet sortiri suum plenum
& integrum effectum, donec per sententiam definiti-
vam in petitorio aliter ordinetur, datum dictæ die.

D E C R E T U M I I I.

Supremæ Curia Montensis datum super Libello præfatorum Suppli-
cantium adversus Archiepiscopum Cameracensem, ejus
Vicinarum, Patrem Gravvez alioque.

Les Gens du Conseil de Sa Majesté en Sa Noble &
Souveraine Cour à Mons aiant vu cette & pieces
jointes, spécialement les Ordonnances de Mons. l'Ar-
cheveque de Cambray & de son Vicariat du 4. Se-
ptembre dernier, en regard à l'Arrest de cette Cour du
6. d'Aoust adjugeant au Pere Renon le Possésoir de
la Cure de Braine le Comte: Et autre Ordonnance du
28. du même mois contenant que le dite Arrest doit
sortir son plein & entier effet, jussqu'à ce que par Sen-
tence definitive autrement en soit ordonné, ordon-
nent que cette soit communiqué à partie pour pre-
senter ce qu'elle trouvera convenir endans huit jo-
urs, pendant lesquels les pieces rechetées au Greffe,
Intervenus ceprudent au Pere Gravvez & tous autres
de faire aucune fondition Pastorale au dit lieu, & de
troubler en icelle le dit Pere Renon à peine d'y estre
pourveu ultérieurement. Au surplus la Cour prend
le dit Pere Renon sous sa protection & sera informé;
Autorisant l'Acteur à l'Insinuation. Fait le 13. d'Oc-
tobre 1697. & signé, N. ROBERT,

Constitutionis Suae Majestatis in ejus Nobili, & supremæ
Curia Montensi visis hoc & aliis scriptis iunctis, spe-
cialium Ordinationibus D. Archiepiscopi Cameracensis, &
ejus Vicarii die 4. Septembris ultimum habito respectu ad De-
cretum huius Curie die 6. Augusti adjudicandi Patri Renon
possessorium Pastoratus Bravis Comitibus, & alia ordinatio-
ne die 28. dicti Mensis continens quod dictum Decretum de-
beat sortiri suum plenum, & integrum effectum, donec per
sententiam definitivam aliter sit ordinatum, mandamus ut
huc communicetur parti, ad presentandum quod inveniet
convenire infra octiduum, quibus diebus scripta, & acta
manebunt in actuaria sive Scrinio Judiciali, interim inhi-
bentes P. Gravvez, & alios ne faciant ullam functionem Pa-
storaalem in dicto loco & turbent in illis dictum P. Renon sub
pena ne ulterius presumentur. Insuper Curia in hunc proce-
ssum recipit dictum P. Renon & informabitur, autori-
tatem domus Factori ad insinuationem, Actum 23. Octo-
bris 1697. signatum N. ROBERT,

F I N I S.

A P P R O B A T I O

E T

P R I V I L E G I U M

*Sacra Caesarea & Catholica Majestatis in Supremo suo Concilio
Brabantiae.*

Comme au Conseil de l'Empereur CHARLES VI. de ce nom Roy de Castille, de Leon, d'Arragon, &c. Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgoigne, de Lothier, de Brabant, de Limbourg &c. ordonne en cettuy son Pays & Duché de Brabant requête fut présentée de la part de Gille Denique Imprimeur jure de livres dans la Ville de Lovain, contenant que le Sr. Zeger Bernard Van Espen Docteur es Droits Civils & Canoniques dans l'Université de Louvain avoit composé certain Traitté DE RECURSU AD PRINCIPEM &c. que le suppliant souhaitoit de pouvoir imprimer & debiter; cause qu'il se retireroit vers ce Conseil, suppliant tres humblement d'aggreer & approuver ledit Traitté, & desuite luy accorder l'Octroy ou Acte à ce asseurant: LA COUR cequedessus considere & veu l'approbation & vilitation dudit Traitté, inclinant favorablement à la requête dudit suppliant, luy a permis & consenti, permet en consente par cette, de pouvoir imprimer le susdit Traitté DE RECURSU AD PRINCIPEM, & le vendre & distribuer en & par tous nosdits Pays de Brabant & d'Outremeuse, bien attendu que ledit suppliant s'eta tenu de se regler selon les Ordonnances faites & publiques sur l'art de l'imprimerie, & faire apparaitre endeanstois mois apres la date de cette de l'essetive impression dudit Traitté, à peine de nullite de ce present, & en outre d'en voyer ou apporter es mains du Sectetaire ayant signe cette, des exemplaires dudit Traitté bien & deument liez en conformite de la dernière Ordonnance & Placcart de l'an 1626. pour estre delivrez la & ainsy que luy est ordonne, interdisant à tous autres Imprimeurs, Libraires & personnes quelconques de contrefaire, vendre & distribuer ledit Traitté ou Livre durant le temps & terme de six aus prochains sans la permission & consentement dudit suppliant, ou de celuy qui sera choisi pour ladite impression & par dessus ce d'encourir & forfaire l'amende de cent florins pour chaque exemplaire, qui sera trouve avoir esté imprimé, vendu ou distribue sans la permission & consentement susdit, l'une moitie à appliquer au profit de Sa Majeste, & l'autre moitie au profit du suppliant, luy permettant qu'il pourra faire confiscuer tous les exemplaires qui contre sa Volente & consentement auront esté imprimez, Voulant en outre, que ce present Acte ou extrait d'iceluy estant exprime en chaque dudit Traitté, sera tenu pour deument infeste, accordant ne meisme suppliant ce present Acte, Ainsy fait en la ville de Bruxelles sous le Cachet secret de Sa Majeste le 26. Fevrier 1725. ESTOIT PARAPHE de Ma. vt.

SIGNE J. DE VVAHA 1725.

I N D E X

CAPITUM ET PARAGRAPHORUM.

CAPUT I. De Autoritate & obligatione Principis pretergendi subdignos notantes Ecclesiasticos contra violentiam Justitiam Ecclesiasticorum.

§. I. Principis est protektionem suam subdignis oppressis impendere. 217

§. II. Pretellio Principis ita competit, ut cum abdicare nequeat. 218

§. III. Principis praestitum suum debet omnibus subdignis, & speciatim adversus Superiores. 219

§. IV. Pretellio Regiam imponenda Clericis. 219

§. V. Obtenus Exemptionis a foro seculari non potest hoc praestellio Clericis negari. 220

§. VI. Ostenditur oppressis Clericis jam olim prioribus Ecclesia secundo recessisse ad Principem, non solum tanquam ad supremum Praestellio, sed etiam tanquam ad ipsam Ecclesiam, & Legem Consuetudinis, & vindictam. 220

§. VII. Superiores & Judices Ecclesiastici narrata sua potestate graviter abutuntur. 221

Cap. II. De Recursu Clericorum ad Principem pro tollenda violentia, quam in sua possessione patiuntur a Judicibus Ecclesiasticis per Consulata via facti iniustitias.

§. I. Quis sit finis seu scopus Recursus Clericorum ad Principem. 221

§. II. Frequenter & assidue hodie species hujus Recursus est imperatoria interdicta Retinenda possessionis, sive Unde vi, cui successit Remedium quod hodie vocatur Mantententia. 222

§. III. In hac Judicio Mantententia ante omnia requiritur pacifica possessio. 224

§. IV. Quod hodie requiritur, ut quis adipiscatur possessionem Beneficii. 224

§. V. Per Institutionem Canonice Clericus adipiscitur plenam & perpetuam ius in Beneficio, non solum ac Passatim constituitur plenae Domini Fendi per institutionem Canonice. 225

§. VI. Per Institutionem Canonice Clericus adeptus Beneficio Parochiale, vel etiam Canoniarum, habetur ut verus Parochus, vel Canonicus. 225

§. VII. Beneficiarius vocatur Parochus, per Institutionem auctorizabilem seu Canonice consequentur ius exercendi facultates Beneficentiaeque jurisproprie & ordinario. 225

§. VIII. Beneficiarius, praeterquam Parochus, per Institutionem Canonice Beneficium seu titulum offert, consequentur ius perpetuum ad iustitias exercendas titulo annexas. 226

§. IX. Beneficentiam perpetuam facit, ut his sine iudicio comprehensa Sententia, servata iuris ordinata, legitime servandum Possessori privato nequeant. 226

§. X. Qua ratione Parochi curam animarum dicuntur ab Episcopo accipere. 227

§. XI. De Institutione Corporali, sive Missione in possessionem. 228

§. XII. Quid per hanc Institutionem seu Missionem in possessionem consequatur Beneficiarius, puta Parochus. 228

§. XIII. De Officio Ecclesiastici & eorum pacifica possessione. 229

Cap. III. De violentia & facti vi, contra quam pro Mantententia seu protectione ad Principem Recursus in fitur.

§. I. Qui Regem Pretellio vel Mantententiam adversus vim, & facti viam impetrat, debet de ea docere. 230

§. II. Index Ecclesiasticus non procedens iuxta praescri-

pta Legem & Canonem, violentiam inferre, & via facti procedit. 230

§. III. Index Ecclesiasticus, insignis etiam Confusor, non servatur iuris ordinem, via facti procedit, & violentiam inferre. 231

§. IV. Quis ordo iuxta modernam disciplinam in materia Confusorum sit servandus. 232

§. V. Non deferens appellations legitime interposita, violentiam inferre, & facti vi procedit. 232

§. VI. Continuata Recusationem propositam, vim inferre & facti vi procedit. 233

§. VII. Index Regius cognoscere de violentia, non cognoscere de causa principali; nec de passiva Appellationis aut Recusationis. 235

§. VIII. Index Regius cognoscere debet de violentia, cumque in finem, Alia causa ad se deferri mandaretur. 236

§. IX. Forma praestellio in causa heresi eadem, quae in aliis causis criminalibus. 236

§. X. Confirmator bullens dicta exemplo sancti Ludovici. 238

Cap. IV. De effectu Judicii Possessorii aut Mantententiae, ubi una occurrit objectionem, quae in contrarium abducitur.

§. I. Quis sit hujus iudicii effectus. 238

§. II. Mantententia etiam cadit, & quidem praecipue super possessionem jurisdictionem spirituales, & Sacramentalium Beneficiorum annexarum. 239

§. III. Index Regius in hac iudicio possessorio nequaquam cognoscit de re mera spirituali aut Sacramentali; nec de validitate & sufficientia cause Confusorum. 239

§. IV. Iudicium possessorium nequaquam impedit jurisdictionem Ecclesiasticam, sive Iudicium Ecclesiasticum iudicialiter, auctoritate Canonica, adversus Beneficiorum praedictorum. 240

§. V. Iudicium possessorium non impedit exercitium iuris correctionalis Episcoporum. 240

§. VI. Senatus Regius, mantentendo Parochum adversus Confusorem via iudicialitatem non dedit ipsi possidere Canoniam aut Curiam Pastoralem, atque ad eam apponere manum ad Thronum. 242

§. VII. Haec Praxis Belgica rebus iudicatis confirmatur. 242

§. VIII. Demonstratur, Episcopum S. C. E. Ravennae Ducis & Brigis Governatori datum ad Senatus Belgicus 7. Novembris 1693. nequaquam hanc iudicis possessorio obesse. 243

Cap. V. De Remediis Cassationis.

§. I. Quid sit Cassatio, & quibus casibus locum habeat. 244

§. II. Cassationem sese extendit ad Confusor Ecclesiasticos. 244

§. III. Invenitur Belgii usus Cassationem ad Confusor extendit. 245

§. IV. Eadem Praxis in Gallia & Hispania viget. 246

§. V. Conformis est Praxis Germanica. 247

Cap. VI. De Immolatione in Ecclesiasticorum temporalibus.

§. I. Principe collata in Ecclesiasticos palles passata. 248

§. II. Principi hoc casibus passata semper assensu. 248

§. III. Haec Principi passata sese extendit ad Confusor Ecclesiasticos. 248

§. IV. De Praxis Belgica. 248

§. V. Conformis est Praxis Germanica. 249

§. VI. Item usus viget in Regno Gallia. 250

§. VII. Unus Regis Hispaniae conformis est. 250

§. VIII. Non refragatur Synodus Tridentina, quae hoc casum offert fuit. 251

CA.

Cap. VII. Plane liberum est Ecclesiasticis sub Regia Protectione continuare Functiones spirituales sui ordinis & beneficii, non obstantes Censurâ, utpote ex se nulla.

§. I. Censura Ecclesiasticorum semper palam & in foro externis servanda.

§. II. Censura ex se nulla ad summam rationis scandalum in foro externo servanda est.

§. III. Res ab exemplo confirmatur.

§. IV. Fundamentum afor Ecclesie Belgicae supra expofitum non differt a fundamento & consuetudine Ecclesie Gallicanae in hac parte inuitur.

§. V. Regiaprotestatio adversus Censuras via legali latae hodie Ecclesiasticis magis quam olim est necessaria.

CONCLUSIO. In qua una ostenditur, quod Ministris & Senatoribus Regis non licet deferre aut subterfugere easdem Censuras ob summam aut vobilitatem iniustas Censuras.

I N D E X

M O N U M E N T O R U M.

(A) Interdictum contra Blasphemiam Episcopum Namurcensem & Interventionem valentes visitare Monasterium Creblianense.

(B) Représentation des États de Brabant touchant l'Infraction des Loix fondamentales du Pays par l'Évocation de trois Supplians de l'Université de Louvain.

(C) Résolution J. M. D. Lovaniensium circa Missionnaires.

(D) Résolution circa casum Pastoris Finis-Terra Braxellii.

(E) Consultes de Conseil de Brabant sur l'affaire du Prieur de Sevenborren en Sege Femmes.

(F) Décretum Consilii Flandriae contra Episcopum Ipresem procedentem pendente ratificatione.

(G) Sententia Consilii Brabantiae pro Manutenentia Pastoris S. Catharinae Braxellii.

(H) Consultasuperum Brabantiae Senatus ad Sereniss. Bavariae Electorem, Gubernatorem Belgii super Regiis Mandatis in causa Rigorisini & Novitatis.

(I) Résolution in favorem eiusdem Pastoris suspensi sine gravia citatione aut mentione.

(K) Manutenentia concessa R. P. Joanni Vermeiren Presbyteri Orationis in possessione fundum suorum Pastoralium.

(L) Sententia Supremi Consilii Brabantiae inter Paulum Crabbe Pastorem in Levenjon & Pellemberg Supplicantes & Imperantem ex una parte, & Archiepiscopum Levenjonensem, Deservierum, Edinam Præterem & Stabius disti Levenjonem, & illas qui sunt de Vicariatu Archiepiscopatus Mechliniensis Infimates & Supplicantes per Supplicat die 21. & 30. Aprilis 1667. & 23. Julii 1669. ex alia parte.

(M) Manutenentia concessa Plebano S. Gudulae Braxellii in possessione sua Plebanis & fundum eiusdem.

(N) Sententia Consilii Brabantiae pro Manutenentia Pastoris S. Catharinae Braxellii. Vide supra sub Lit. A. G. fol. 2.

(O) Sententia Consilii Flandriae pro Manutenentia Pastoris S. Jacobi Gandavi.

(P) Sententia Supremi Consilii Brabantiae pro Manutenentia Doli Marten in suo Curatatu.

(Q) Sententia Parlamentii Mechliniensis pro Manutenentia Pastoris Ecclesie Metropolitanae.

(R) Epistola Regis qua precipitur Consiliis Regibus, ne sub pretextu Possessorum turbent Episcopos in his qua delictum aut correctionem morum spectant.

(S) Consultasuperum Consilii Brabantiae in negotio Pastoris S. Catharinae Braxellii.

(T) Praefatio seu Decretum Sacrae Caesaris Majestatis JOSEPHI I. contra quendam Bullam SS. D. CLEMENTIS XI.

(V) Sententia Sacrae Caesaris & Catholicae Majestatis CAROLI VI. contra attentatum Nuntii Apostolici Crémensis.

(X) Decretum Archiducis Leopoldi circa immixtionem in bona temporalia Ecclesiasticorum.

(Y) Sententia Parlamentii Mechliniensis contra Pastorem Namacensem.

(Z) Arrêt de la Cour contre certains Moniales & Censures emaner de la Cour de Rome 1502.

(A A) Arrêt de la Cour pour la cassation de certaines Censures.

(B B) Arrêt du Parlement de Bordeaux contre l'attentat d'ell Archevesque.

(C C) Alla Judicii Possessoris & Regia Praedicti Supremi Curiae Montensis in causa R. P. Joannis Remm Pastoris Brabantiae Consilii.

005646192

Digitized by Google